



PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Heinrich Triepel

TROISIÈME SÉRIE.

TOME XVII.

Neudruck der Ausgabe Leipzig 1927



1965

SCIENTIA VERLAG AALEN

Druck: J. Hochstuhl, Ulmenstraße 11, Sindelfingen

PRINTED IN GERMANY

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

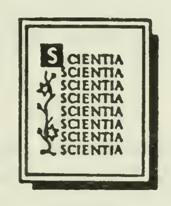
Heinrich Triepel

TROISIÈME SÉRIE.

TOME XVII.

PREMIÈRE LIVRAISON.

Neudruck der Ausgabe Leipzig 1927



1965

SCIENTIA VERLAG AALEN

Druck: J. Hochstuhl, Ulmenstraße 11, Sindelfingen

PRINTED IN GERMANY

1.

POLOGNE, ROUMANIE.

Traité de garantie; signé à Bukarest, le 26 mars 1926.*)

Copie officielle.

Traité de garantie entre la Pologne et la Roumanie.

Le Président de la République de Pologne et Sa Majesté le Roi de Roumanie

constatant l'heureuse consolidation des garanties de la paix générale en Europe, soucieux de satisfaire au désir de sécurité qui anime leurs peuples,

désireux de voir leurs pays s'épargner la guerre et également animés du sincère désir de donner à leurs peuples des garanties complémentaires dans le cadre du Pacte de la Société des Nations et des Traités, dont ils sont signataires,

ont résolu de conclure un Traité à ces fins et ont désigné pour leurs plénipotentiaires savoir;

Le Président de la République de Pologne, Monsieur Joseph Wiolowtseyski, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de Pologne en Roumanie, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Monsieur I. G. Duca, Son Ministre des Affaires Etrangères, lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenue des dispositions suivantes:

Article 1.

La Pologne et la Roumanie s'engagent à respecter réciproquement et à maintenir contre toute agression extérieure leur intégrité territoriale et l'indépendance politique présente.

Article 2.

Dans le cas, où la Pologne ou la Roumanie contrairement aux engagements imposés par les Articles 12, 13 et 15 du Pacte de la Société

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 9 février 1927. V. Le Temps du 11 février 1927.

des Nations*) se verrait attaquée sans l'avoir provoqué, la Pologne et réciproquement la Roumanie agissant par l'application de l'Art. 16 du Pacte de la Société des Nations, s'engagent à se prêter immédiatement aide et assistance.

Dans le cas où le Conseil de la Société des Nations statuant sur une question portée devant lui conformément aux stipulations du Pacte de la Société des Nations, n'aurait pu réussir à faire accepter son rapport par tous les membres autres que les représentants des Parties au différend et où la Pologne ou la Roumanie se verrait attaquée sans l'avoir provoqué, la Pologne et réciproquement la Roumanie agissant par l'application de l'Art. 15 alinéa 7 du Pacte de la Société des Nations — lui prêterait immédiatement aide et assistance.

Dans le cas où un différend prévu à l'Art. 17 du Pacte de la Société des Nations viendrait à surgir et la Pologne ou la Roumanie se verrait attaquée sans l'avoir provoqué, la Pologne et réciproquement la Roumanie s'engagent à se prêter immédiatement aide et assistance.

Les modalités d'exécution des stipulations ci-dessus feront l'objet d'arrangements techniques.

Article 3.

Si malgré leurs efforts pacifiques les deux Etats se trouvaient en état de guerre défensive conformément à l'Art. 1 et 2, il s'engagent à ne traiter ni conclure l'armistice ni la paix l'un sans l'autre.

Article 4.

Afin de coordonner leurs efforts pacifiques, les deux Gouvernements s'engagent à se concerter sur les questions de politique extérieure, intéressant les deux Parties Contractantes.

Article 5.

Aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra conclure une alliance avec une tierce puissance, sans s'être concertée au préalable avec l'autre.

Sont dispensées de cette condition les alliances en vue du maintien des Traités déjà signés en commun par la Pologne et par la Roumanie.

De parailles alliances devront cependant être communiquées.

Article 6.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation ou d'arbitrage les questions qui viendraient à les diviser ou qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires. Les modalités de cette procédure de règlement pacifique seront l'objet d'une Convention particulière qui sera conclue dans le délai le plus court possible.

Article 7.

La durée du présent Traité est de 5 ans à partir de sa signature, mais chacun des deux Gouvernements est libre de le dénoncer après deux ans en avisant l'autre six mois d'avance.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 337 et suiv.

Article 8.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Varsovie le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leur cachets.

Fait à Bucarest, le 26 mars 1926 en double exemplaire.

(L. S.) *I. Wiolowtseyski.*
(L. S.) *I. G. Duca.*

2.

FRANCE, ROUMANIE.

Traité d'amitié et d'alliance; signé à Paris, le 10 juin 1926, suivi d'une Convention de conciliation et d'arbitrage et d'un Protocole, signés à la date du même jour.*)

Journal officiel de la République Française 1927, No. 16.

I.

Le Président de la République Française et S. M. le Roi de Roumanie,

Ayant un égal souci du maintien en Europe d'un état de paix et de stabilité politique aussi nécessaire au progrès social qu'à la prospérité économique de la France et de la Roumanie,

Fermement attachés au principe du respect des engagements internationaux, solennellement confirmés par le pacte de la Société des nations,

Désireux, dans le cadre de ce pacte, d'assurer par avance leur communauté de vues dans le cas où il serait porté atteinte à l'ordre établi par les traités dont ils sont signataires,

Et convaincus du devoir des gouvernements modernes d'éviter le retour des guerres en prévoyant le règlement pacifique des litiges qui peuvent survenir entre eux,

Ont résolu à ces fins de se donner mutuellement de nouveaux gages de paix, d'entente et d'amitié et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le président de la République Française:

M. Aristide Briand, député, président du conseil, ministre des affaires étrangères;

S. M. le Roi de Roumanie:

M. Constantin Diamandy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la Republique Française,

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 8 novembre 1926.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Art. 1er. La France et la Roumanie s'engagent réciproquement à ne se livrer de part et d'autre à aucune attaque ou invasion et à ne recourir de part et d'autre en aucun cas à la guerre.

Toutefois, cette stipulation ne s'applique pas s'il s'agit:

1° De l'exercice du droit de légitime défense, c'est-à-dire de s'opposer à une violation de l'engagement pris dans l'alinéa 1er du présent Article;

2° D'une action entreprise par application de l'Article 16 du pacte de la Société des nations;

3° D'une action entreprise en raison d'une décision de l'assemblée ou du conseil de la Société des nations ou par application de l'Article 15, alinéa 7, du pacte de la Société des nations, pourvu que, dans ce dernir cas, cette action soit dirigée contre un Etat qui le premier s'est livré à une attaque.

Art. 2. Prenant en considération les engagements respectivement pris par eux dans l'Article 1er du présent Traité, la France et la Roumanie s'engagent à régler par voie pacifique et de la manière suivante toutes questions de quelque nature qu'elles soient, qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires: toutes questions au sujet desquelles les parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumises à des juges à la décision desquels les parties s'engagent à se conformer; toute autre question sera soumise à une commission de conciliation et si l'arrangement proposé par cette commission n'est pas agréé par les deux parties, la question sera portée devant le conseil de la Société des nations, statuant conformément à l'Article 15 du pacte de la Société.

Les modalités de cette méthode de règlement pacifique sont l'objet d'une convention particulière signée en date de ce jour.

Art. 3. Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement royal de Roumanie s'engagent à examiner en commun, sous réserve des résolutions éventuelles du conseil ou de l'assemblée de la Société des nations, les questions de nature à mettre en danger la sécurité extérieure de la France ou de la Roumanie ou à porter atteinte à l'ordre établi par les traités dont l'un et l'autre sont signataires.

Art. 4. Si, malgré les intentions sincèrement pacifiques des Gouvernements français et roumain, la France ou la Roumanie se voyaient attaquées sans provocation de leur part, les deux Gouvernements se concerteraient sans délai sur leur action respective à exercer dans le cadre du pacte de la Société des nations en vue de la sauvegarde de leurs légitimes intérets nationaux et du maintien de l'ordre établi par les traités dont l'un et l'autre sont signataires.

Art. 5. Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour se concerter entre elles dans l'éventualité d'une modification ou d'une tentative de modification du statut politique des pays de l'Europe et sous réserve des résolutions qui seraient prises en pareils cas par le conseil ou par

l'assemblée de la Société des nations, pour s'entendre sur l'attitude à observer respectivement en pareil cas par chacune d'elles.

Art. 6. Les Hautes Parties Contractantes déclarent que rien dans le présent Traité ne doit être interprété en contradiction des stipulations des traités actuellement en vigueur, qui sont signés par la France ou par la Roumanie et qui concernent leur politique en Europe. Elles s'engagent à échanger leurs vues dans les questions touchant la politique européenne, en vue de coordonner leurs efforts pacifiques et, à cette fin, à se faire, désormais, respectivement connaître les Traités ou Accords qu'elles viendraient à conclure avec des tierces puissances sur le même sujet et qui auront toujours un but conforme au maintien de la paix.

Art. 7. Rien dans le présent Traité ne pourra être interprété ou appliqué de manière à porter atteinte aux droits et obligations des Hautes Parties Contractantes, en vertu du pacte de la Société des nations.

Art. 8. Le présent Traité sera communiqué pour enregistrement, à la Société des nations, conformément à l'Article 18 du pacte.

Art. 9. Le présent Traité sera ratifié et les instruments de la ratification seront échangés, à Paris, le plutôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant dix ans, à l'expiration desquels il pourra être renouvelé moyennant un préavis dûment notifié à la fin de la neuvième année.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 10 juin 1926.

(L. S.) Signé *Aristide Briand.*
(L. S.) Signé *Const. Diamandy.*

II.

Les soussignés dûment autorisés,

Chargés par leurs gouvernements respectifs de fixer les modalités suivant lesquelles il sera, ainsi qu'il est prévu dans l'Article 2 du Traité conclu en date de ce jour, entre la France et la Roumanie, procédé au règlement pacifique de toutes les questions qui ne pourraient être réglées à l'amiable entre les deux pays,

Ont convenu des dispositions suivantes:

Partie 1.

Art. 1[er]. Toutes contestations entre les Hautes Parties Contractantes de quelque nature qu'elles soient, au sujet desquelles les parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement, soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les contestations ci-dessus visées comprennent celles que mentionne l'Article 13 du pacte de la Société des nations.

Cette disposition ne s'applique pas aux contestations ayant leur origine dans des faits antérieurs à la présente Convention et qui appartiennent au passé.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Le Gouvernement français et le Gouvernement roumain s'engagent respectivement à ne soulever l'un vis-à-vis de l'autre aucune question tendant à une modification de leur intégrité territoriale ou de leurs frontières telles qu'elles sont actuellement fixées par les traités dont ils sont l'un et l'autre signataires.

Art. 2. Avant toute procédure arbitrale et avant toute procédure devant la Cour permanente de justice internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les parties, soumise à fin de conciliation à une Commission internationale permanente dite „Commission permanente de conciliation", constituée conformément à la présente Convention.

Art. 3. S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par la présente Convention qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaise nationale compétente.

Art. 4. La Commission permanente de conciliation prévue à l'Article 2 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir: les Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces puissances; ces trois commissaires devront être de nationalité différente et, parmi eux, les Hautes Parties Contractantes désigneront le Président de la Commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref delai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Art. 5. La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans le délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Confédération suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Art. 6. La Commission permanente de conciliation sera saisie par vote de requête adressée au Président par les deux parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celli-ci sans délai à la partie adverse.

Art. 7. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Hautes Parties Contractantes aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Art. 8. La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées, et s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Art. 9. A moins de stipulation spéciale, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Art. 10. La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les parties, au lieu désigné par son Président.

Art. 11. Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des parties.

Art. 12. Les parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties ainsi qu'à

toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Art. 13. Sauf disposition contraire de la présente Convention, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Art. 14. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Art. 15. Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties Contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la commission seront également partagés par moitié.

Art. 16. A défaut de conciliation devant la commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise d'un commun accord par voie de compromis soit à la Cour permanente de justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de la Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*)

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de justice internationale.

Partie II.

Art. 17. Toutes questions sur lesquelles les Gouvernements des deux Hautes Parties Contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'Article 1[er] de la présente Convention et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité en vigueur entre les parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux parties une solution acceptable et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure prévue par les Articles 6 à 15 de la présente Convention sera appliquée.

Art. 18. Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission permanente de conciliation, les deux parties ne se sont pas entendues, la question sera, à la requête de l'une ou de l'autre partie, portée devant le conseil de la Société des Nations.

---

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Dispositions générales.

Art. 19. Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait pas saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de justice internationale statuant conformément à l'Article 41 de son statut,*) indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra au conseil de la Société des Nations, s'il est saisi de la question, de pourvoir de même à des mesures provisoires appropriées. Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Art. 20. La présente Convention reste applicable entre les Hautes Parties Contractantes encore que d'autres puissances aient également un intérêt dans le différend.

Art. 21. La présente Convention sera ratifiée. Les ratifications en seront déposées à Paris en même temps que les ratifications du Traité conclu en date de ce jour entre la France et la Roumanie.

Elle entrera et demeurera en vigueur dans les mêmes conditions que ledit Traité.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 10 juin 1926.

(L. S.) Signé *Aristide Briand.*
(L. S.) Signé *Const. Diamandy.*

III.

Protocole.

Au moment de procéder à la signature du Traité conclu en date de ce jour avec le Gouvernement de la République Française, le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Roumanie déclare, au nom de son Gouvernement, que la Roumanie, dont l'unique souci est de poursuivre son développement intérieur dans la paix, le *statu quo* et le respect des traités, confirme les déclarations faites à la conférence de Gênes, le 17 mai 1922, à la cinquième séance de la 1[er] Commission, par le Président de la délégation Roumanie, M. I. Bratiano, concernant un engagement permanent de non-agression vis-à-vis de la Russie, basé sur le *statu quo*. La Roumanie est prête à étendre cet engagement à tous ses voisins.

La Roumanie interprétait ledit engagement comme l'obligeant à ne pas attaquer la Russie avec ses troupes régulières et, bien entendu aussi, à ne pas tolérer la formation, sur son territoire, de troupes irrégulières d'attaque contre la Russie.

---

*) V. N. R. G. 3. s XII, p. 874.

Le plénipotentiaire de la République Française prend acte, au nom de son Gouvernement, de la déclaration ci-dessus.

Fait à Paris en double exemplaire, le 10 juin 1926.

(L. S.) Signé *Aristide Briand.*
(L. S.) Signé *Const. Diamandy.*

3.

ITALIE, ALBANIE.

Pacte d'amitié et de sécurité; signé à Tirana, le 27 novembre 1926,*) suivi d'un Echangé de Notes du 26 avril 1927.

Gazzetta ufficiale 1926, No. 288 du 15 décembre 1926. — Giornale d'Italia du 15 mai 1927.

Patto di amicizia e di sicurezza.

L'Italia e l'Albania:

nell'intento di rafforzare i reciproci rapporti di amicizia e di sicurezza nei confronti della loro posizione geografica e di contribuire al consolidamento della pace;

mosse dal desiderio di mantenere lo statu quo politico, giuridico e territoriale dell'Albania nel quadro dei Trattati di cui ambedue sono firmatarie e del Patto della Sicietà delle Nazioni;

hanno convenuto di stipulare il presente Patto di amicizia e di sicurezza;

ed hanno nominato a questo scopo loro Plenipotenziari:

Sua Maestà il Re d'Italia:

S. E. il barone Pompeo Aloisi, Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario di Sua Maestà in Albania;

S. E. il Presidente della Repubblica Albanese:

S. E. Hussein bey Vrioni, Ministro degli affari esteri della Repubblica Albanese;

i quali, dopo aver preso conoscenza dei loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno stipulato quanto segue:

Art. 1.

L'Italia e l'Albania rinoscono che qualsiasi perturbazione diretta contro lo statu quo politico, giuridico e territoriale dell'Albania è contraria al loro reciproco interesse politico.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 24 janvier 1927.

Art. 2.

Per la tutela del sopra citato interesse le Alte Parti contraenti s'impegnano a prestarsi il loro mutuo appoggio e la loro collaborazione cordiale; si impegnano egualmente a non concludere con altre Potenze accordi politici o militari a pregiudizio degli interessi dell'altra Parte, anche definiti nel presente Patto.

Art. 3.

Le Alte Parti contraenti si impegnano a sottoporre ad una speciale procedura di conciliazione o di arbitrato le questioni che venissero a dividerle e che non avessero potuto essere risolte con le ordinarie procedure diplomatiche. Le modalità di questa procedura di regolamento pacifico saranno oggetto di una convenzione speciale che sarà conclusa nel più breve termine.

Art. 4.

Il presente Patto avrà la durata di cinque anni e potrà essere denunziato o rinnovato un anno prima della sua scadenza.

Art. 5.

Il presente Patto sarà ratificato ed in seguito registrato alla Società delle Nazioni. Le ratifiche saranno scambiate a Roma.

Fatto a Tirana, il 27 novembre 1926.

Firmato: *Pompeo Aloisi.*
H. Vrioni.

„L'Agenzia Stefani" communica:

Con scambio di note intervenute in data 26 aprile 1927 tra il Capo del Governo e il signor Gemil Dino, Ministro di Albania a Roma, il Governo Italiano ed il Governo Albanese, desiderosi di dare une solenne affermazione della solidarietà e dell'accordo completo che esiste tra essi in tutte le questioni che possono derivare dal patto di amicizia e di sicurezza stipulato a Tirana il 27 novembre 1926 o che comunque possono riguardare i rapporti felicemente esistenti tra i due Governi, hanno concordato la seguente dichiarazione:

„I Governi d'Italia e di Albania dichiarano che, richiesti sia insieme che singolarmente da una o più Potenze ad iniziare trattative che tocchino l'interpretazione, o l'applicazione del patto di Tirana o la partecipazione ad esso di terzi Stati ovvero comunque i rapporti fra l'Italia e l'Albania nessuno dei due Governi aderirebbe a tali trattative senza che vi sia tra l'Italia e l'Albania una preventiva consultazione al riguardo, perfetto accordo e contemporanea partecipazione di ambedue le parti ai negoziati."

4.

ALLEMAGNE, ESTHONIE.

Traité d'arbitrage et de conciliation; signé à Berlin, le 10 août 1925.*)**)

Deutsches Reichsgesetzblatt 1926. II, Nr. 31.

Deutsch-Estnischer Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag.

Das Deutsche Reich und die Republik Estland, von dem Wunsche erfüllt, die Entwicklung des Verfahrens zur friedlichen Beilegung zwischenstaatlicher Streitigkeiten zu fördern, sind übereingekommen, einen allgemeinen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag abzuschliessen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt:

die Deutsche Regierung:

den Reichsminister des Auswärtigen Herrn Dr. Gustav Stresemann,

die Regierung der Republik Estland:

den Herrn Aussenminister Kaarel Robert Pusta,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, alle Streitigkeiten irgendwelcher Art, die zwischen ihnen entstehen und nicht in angemessener Frist auf diplomatischem Wege geschlichtet werden können, nach Massgabe des gegenwärtigen Vertrags entweder einem Schiedsgerichtsverfahren oder einem Vergleichsverfahren zu unterwerfen.

Streitigkeiten, für deren Schlichtung die vertragschliessenden Teile durch andere zwischen ihnen bestehende Abmachungen an ein besonderes Verfahren gebunden sind, werden nach Massgabe der Bestimmungen dieser Abmachungen behandelt.

Artikel 2.

Dem Schiedsgerichtsverfahren werden auf Verlangen einer Partei, unter Vorbehalt der Bestimmungen der Artikel 3 und 4, diejenigen Streitigkeiten unterworfen, die betreffen

erstens: Bestand, Auslegung und Anwendung eines zwischen den beiden Parteien geschlossenen Staatsvertrags;

zweitens: irgendeine Frage des internationalen Rechts;

drittens: das Bestehen einer Tatsache, die, wenn sie erwiesen wird, die Verletzung einer zwischenstaatlichen Verpflichtung bedeutet;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 1er juin 1927.

**) En langues allemande et esthonienne. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

viertens: Umfang und Art der Wiedergutmachung im Falle einer solchen Verletzung.

Bestehen zwischen den Parteien Meinungsverschiedenheiten darüber, ob eine Streitigkeit zu den vorstehend bezeichneten Arten gehört, so wird über diese Vorfrage im Schiedsgerichtsverfahren entschieden.

Artikel 3.

Bei Fragen, die gemäss den Landesgesetzen der Partei, gegen die ein Begehren geltend gemacht wird, von richterlichen Behörden, mit Einschluss der Verwaltungsgerichte, zu entscheiden sind, kann diese Partei verlangen, dass die Streitigkeiten dem Schiedsgerichtsverfahren erst unterworfen werden, nachdem in dem Gerichtsverfahren eine endgültige Entscheidung gefällt worden ist, und dass die Anrufung des Schiedsgerichts spätestens sechs Monate nach dieser Entscheidung erfolge. Dies gilt nicht, wenn es sich um einen Fall von Rechtsverweigerung handelt und die gesetzlich vorgesehenen Beschwerdestellen angerufen worden sind.

Entsteht zwischen den Parteien eine Meinungsverschiedenheit über die Anwendung der vorstehenden Bestimmung, so wird darüber im Schiedsgerichtsverfahren entschieden.

Artikel 4.

Erhebt eine Partei bei einer Streitigkeit der im Artikel 2 bezeichneten Arten die Einrede, dass es sich um eine Angelegenheit handele, die ihre Unabhängigkeit, die Unversehrtheit ihres Gebiets oder andere höchste Lebensinteressen betreffe, so kommt für die Streitigkeit, falls die andere Partei diese Behauptung als zutreffend anerkennt, nicht das Schiedsgericht, sondern das Vergleichsverfahren zur Anwendung. Wird dagegen die Behauptung von der anderen Partei nicht als zutreffend anerkannt, so ist darüber im Schiedsgerichtsverfahren zu entscheiden.

Anerkennt das Schiedsgericht die bezeichnete Einrede als begründet, so überweist es die Streitigkeit dem Vergleichsverfahren; sonst entscheidet es selbst darüber.

Eine Partei, welche die bezeichnete Einrede der Gegenpartei nicht als zutreffend anerkennt, kann sich gleichwohl ohne vorherige Herbeiführung einer schiedsgerichtlichen Entscheidung über die Einrede mit der Durchführung des Vergleichsverfahrens einverstanden erklären. Sie kann dabei jedoch den Vorbehalt machen, dass, wenn der Vergleichsvorschlag nicht von beiden Parteien angenommen wird, das Schiedsgericht zur Entscheidung über die Einrede und gegebenenfalls auch über die Streitigkeit selbst angerufen werden kann.

Artikel 5.

Das Schiedsgericht legt seinen Entscheidungen zugrunde

erstens: die zwischen den Parteien geltenden Übereinkünfte allgemeiner oder besonderer Art und die sich daraus ergebenden Rechtssätze;

zweitens: das internationale Gewohnheitsrecht als Ausdruck einer allgemeinen, als Recht anerkannten Übung;

drittens: die allgemeinen von den Kulturstaaten anerkannten Rechtsgrundsätze.

Soweit im einzelnen Falle die vorstehend erwähnten Rechtsgrundlagen Lücken aufweisen, entscheidet das Schiedsgericht nach den Rechtsgrundsätzen, die nach seiner Ansicht die Regel des internationalen Rechts sein sollten. Es folgt dabei bewährter Lehre und Rechtsprechung.

Mit Zustimmung beider Parteien kann das Schiedsgericht seine Entscheidung, anstatt sie auf Rechtsgrundsätze zu stützen, nach billigem Ermessen treffen.

Artikel 6.

Sofern nicht die Parteien im einzelnen Fall eine entgegenstehende Vereinbarung treffen, wird das Schiedsgericht in folgender Weise bestellt.

Jede Partei ernennt zwei Schiedsrichter nach freier Wahl. Nur einer von diesen beiden darf Staatsangehöriger der Partei sein, der andere ist zu wählen auf der Grundlage des Verzeichnisses der Mitglieder des durch das Haager Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907*) geschaffenen Ständigen Schiedshofs im Haag. Die auf diesem Wege ernannten Schiedsrichter wählen gemeinsam einen fünften Richter, der gleichzeitig Vorsitzender des Schiedsgerichts sein soll. Um die Benennung dieses fünften Richters soll mangels einer Einigung innerhalb der im Artikel 8 Absatz 1 vorgesehenen sechsmonatlichen Frist der Schweizerische Bundespräsident ersucht werden. Weder die aus dem oben genannten Verzeichnisse entnommenen Richter noch der Vorsitzende dürfen Staatsangehörige einer der beiden Parteien sein. Sie sollen weder auf deren Gebiet ihren Wohnsitz haben, noch in ihren Diensten stehen. Sollte einer dieser Umstände bei einem der letztgenannten drei Richter nachträglich eintreten, so kann jede Partei verlangen, dass er ersetzt werde. Streitigkeiten darüber, ob diese Voraussetzungen zutreffen, werden von den übrigen vier Richtern entschieden, wobei nötigenfalls der älteste der Richter den Vorsitz führt. Bei Stimmengleichheit hat der Vorsitzende eine doppelte Stimme.

Die Wahl der Richter erfolgt von neuem für jeden einzelnen Streitfall. Die vertragschliessenden Teile behalten sich jedoch vor, im gemeinsamen Einverständnis die Wahlen in der Weise vorzunehmen, dass für gewisse Arten von Streitfällen während eines bestimmten Zeitraums dieselben Richter dem Schiedsgericht angehören.

Mitglieder des Schiedsgerichts, die aus irgendeinem Grunde ausscheiden, werden in der gleichen Weise ersetzt, wie sie berufen worden sind.

Artikel 7.

Die vertragschliessenden Teile werden in Ausführung des gegenwärtigen Vertrags in jedem Einzelfall eine besondere Schiedsordnung festsetzen. Darin werden der Streitgegenstand, die etwaigen besonderen Befugnisse des Gerichts, dessen Zusammensetzung und Sitz, die Höhe des von jeder Partei als Kosten-

---

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

vorschuss zu hinterlegenden Betrags, die hinsichtlich der Form und der Fristen des Verfahrens zu beobachtenden Regeln sowie die sonst notwendigen Einzelheiten bestimmt.

Meinungsverschiedenheiten über die Bestimmungen der Schiedsordnung werden, vorbehaltlich des Artikel 8, vom Schiedsgericht entschieden.

Artikel 8.

Kommt zwischen den Parteien nicht binnen sechs Monaten, nachdem die eine der anderen das Begehren nach schiedsgerichtlicher Austragung einer Streitigkeit mitgeteilt hat, die Schiedsordnung zustande, so kann jede Partei den in Artikel 14 vorgesehenen Ständigen Vergleichsrat zwecks Feststellung der Schiedsordnung anrufen. Dieser hat binnen zwei Monaten nach seiner Anrufung die Schiedsordnung festzusetzen, wobei der Streitgegenstand aus den Anträgen der Parteien ermittelt wird.

Es ist ebenso zu verfahren, wenn eine Partei die von ihr zu ernennenden Richter nicht bezeichnet hat. Der Ständige Vergleichsrat ist ferner befugt, bis zur Bestellung des Schiedsgerichts über jede andere Streitigkeit zu entscheiden, die sich auf die Schiedsordnung bezieht.

Artikel 9.

Das Schiedsgericht trifft seine Entscheidungen mit einfacher Stimmenmehrheit. Die abweichende Ansicht eines in der Minderheit gebliebenen Mitgliedes wird auf sein Verlangen festgestellt.

Artikel 10.

Der Schiedsspruch wird Angaben über die Art seiner Ausführung, insbesondere über die dabei zu beobachtenden Fristen, enthalten.

Wird in einem Schiedsspruch festgestellt, dass eine von einem Gericht oder einer anderen Behörde einer der beiden Parteien getroffene Entscheidung oder Verfügung ganz oder teilweise mit dem Völkerrecht in Widerspruch steht, können aber nach dem Verfassungsrechte dieser Partei die Folgen der Entscheidung oder Verfügung durch Verwaltungsmassnahmen nicht oder nicht vollständig beseitigt werden, so ist der verletzten Partei in dem Schiedsspruch auf andere Weise eine angemessene Genugtuung zuzuerkennen.

Artikel 11.

Unter Vorbehalt anderweitiger Abrede in der Schiedsordnung kann jede Partei bei dem Schiedsgerichte, das den Spruch erlassen hat, die Revision dieses Spruches beantragen. Der Antrag kann nur mit der Ermittelung einer Tatsache begründet werden, die einen entscheidenden Einfluss auf den Spruch auszuüben geeignet gewesen wäre und bei Schluss der Verhandlung dem Schiedsgerichte selbst und der Partei, welche die Revision beantragt hat, ohne ihr Verschulden unbekannt war.

Mitglieder des Schiedsgerichts, die aus irgendeinem Grunde für das Revisionsverfahren ausscheiden, werden in der gleichen Weise ersetzt, wie sie berufen worden sind.

Die Frist, innerhalb deren der im Absatz 1 vorgesehene Antrag gestellt werden kann, ist im Schiedsspruch zu bestimmen, sofern dies nicht in der Schiedsordnung geschehen ist.

Artikel 12.

Alle Streitigkeiten, die zwischen den Parteien über Auslegung und Ausführung des Schiedsspruchs entstehen sollten, unterliegen, vorbehaltlich anderweitiger Abrede, der Beurteilung des Schiedsgerichts, das den Spruch gefällt hat. Dabei findet die Bestimmung des Artikel 11 Absatz 2 entsprechende Anwendung.

Artikel 13.

Alle Streitigkeiten, die nicht nach den vorhergehenden Artikeln dieses Vertrags dem Schiedsgerichtsverfahren unterworfen werden, sind auf Verlangen einer Partei im Vergleichsverfahren zu behandeln.

Behauptet die andere Partei, dass der im Vergleichsverfahren anhängig gemachte Streitfall vom Schiedsgerichte zu entscheiden sei, so entscheidet dieses zunächst über diese Vorfrage.

Die Regierungen der vertragschliessenden Teile können im gemeinsamen Einverständnis eine Streitigkeit, für die nach dem gegenwärtigen Vertrage das Schiedsgericht angerufen werden kann, endgültig oder unter Vorbehalt der späteren Anrufung des Schiedsgerichts im Vergleichsverfahren behandeln lassen.

Artikel 14.

Für das Vergleichsverfahren wird ein Ständiger Vergleichsrat gebildet.

Der Ständige Vergleichsrat besteht aus fünf Mitgliedern. Die vertragschliessenden Teile ernennen, jeder für sich, nach freier Wahl je ein Mitglied und berufen die drei übrigen Mitglieder im gemeinsamen Einverständnis. Diese drei Mitglieder sollen nicht Angehörige der vertragschliessenden Staaten sein, noch sollen sie auf deren Gebiet ihren Wohnsitz haben oder in deren Dienst stehen. Aus ihrer Mitte wird der Vorsitzende durch die vertragschliessenden Teile gemeinsam bezeichnet.

Jedem vertragschliessenden Teile steht das Recht zu, jederzeit, sofern nicht ein Verfahren im Gange oder von einer Partei beantragt worden ist, das von ihm ernannte Mitglied abzuberufen und dessen Nachfolger zu bestimmen. Unter den gleichen Voraussetzungen steht es jedem der vertragschliessenden Teile auch frei, die Zustimmung zur Berufung jedes der drei gemeinsam berufenen Mitglieder zurückzuziehen. In diesem Falle muss unverzüglich zur gemeinsamen Berufung eines neuen Mitgliedes geschritten werden.

Der Ständige Vergleichsrat wird im Laufe von sechs Monaten nach Austausch der Ratifikationsurkunden dieses Vertrags gebildet. Ausscheidende Mitglieder werden gemäss dem für die erstmalige Wahl massgebenden Verfahren so rasch als möglich ersetzt.

Wenn die Berufung der gemeinsam zu berufenden Mitglieder nicht innerhalb von sechs Monaten nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden oder, im Falle der Ergänzung des Ständigen Vergleichsrats, nicht innerhalb von drei Monaten nach Ausscheiden eines Mitgliedes stattgefunden hat, so

sollen die vertragschliessenden Teile je zwei Mitglieder nach freier Wahl ernennen und einen Obmann im gemeinsamen Einverständnis berufen. Je einer der von den Parteien ernannten Mitglieder ebenso wie der Obmann sollen nicht Angehörige der vertragschliessenden Teile sein, noch sollen sie auf deren Gebiete ihren Wohnsitz haben oder in deren Diensten stehen. Um die Benennung des Obmanns soll mangels einer Einigung der Schweizerische Bundespräsident ersucht werden.

Artikel 15.

Der Ständige Vergleichsrat tritt in Wirksamkeit, sobald er von einer Partei angerufen wird. Diese richtet ihr Begehren gleichzeitig an den Vorsitzenden des Ständigen Vergleichsrats und an die andere Partei. Der Vorsitzende hat den Ständigen Vergleichsrat in kürzester Frist einzuberufen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, in allen Fällen und in jeder Hinsicht die Arbeiten des Ständigen Vergleichsrats zu fördern und ihm insbesondere durch die zuständigen Behörden jede Rechtshilfe zu gewähren. Sie werden dem Ständigen Vergleichsrat die Möglichkeit gewähren, auf ihrem Gebiete nach Massgabe der dort den Gerichten zustehenden Befugnisse Zeugen und Sachverständige vorzuladen und zu vernehmen und Augenschein einzunehmen. Der Ständige Vergleichsrat kann die Beweise entweder in vollständiger Besetzung oder durch eines oder mehrere der gemeinsam berufenen Mitglieder erheben.

Artikel 16.

Der Ständige Vergleichsrat bestimmt seinen Sitz. Er kann ihn nach freiem Ermessen verlegen.

Der Ständige Vergleichsrat bildet nötigenfalls eine Kanzlei. Soweit er in die Kanzlei Angehörige der Parteien beruft, hat er dabei die Parteien gleichmässig zu berücksichtigen.

Artikel 17.

Der Ständige Vergleichsrat ist beschlussfähig, wenn alle Mitglieder ordnungsmässig geladen und mindestens die gemeinsam berufenen Mitglieder anwesend sind.

Sollte der Vergleichsrat auf Grund des Artikel 14 Absatz 5 zustande gekommen sein, so ist er als beschlussfähig anzusehen, wenn alle Mitglieder ordnungsmässig geladen sind, und mindestens drei Richter, darunter der Obmann, anwesend sind.

Soweit dieser Vertrag es nicht anders vorsieht, trifft der Ständige Vergleichsrat seine Entschliessungen mit einfacher Stimmenmehrheit. Im Falle der Stimmengleichheit hat der Vorsitzende eine doppelte Stimme.

Artikel 18.

Dem Ständigen Vergleichsrat liegt ob, einen Bericht zu erstatten, der den Sachverhalt feststellt und, wenn die Umstände des Falles dazu Anlass geben, Vorschläge für die Beilegung der Streitigkeit enthält. In dem Berichte wird die abweichende Ansicht eines in der Minderheit gebliebenen Mitglieds auf sein Verlangen festgestellt.

Der Bericht ist innerhalb von sechs Monaten nach dem Tage zu erstatten, an dem die Streitigkeit dem Ständigen Vergleichsrat unterbreitet wurde, es sei denn, dass die Parteien diese Frist im gemeinsamen Einverständnis verkürzen oder verlängern. Der Bericht soll in drei Ausfertigungen verfasst werden, von denen je eine jeder Partei ausgehändigt, die dritte vom Ständigen Vergleichsrat aufbewahrt wird.

Der Bericht hat weder in bezug auf die Tatsachen noch in bezug auf die rechtlichen Ausführungen die Bedeutung einer endgültig bindenden Entscheidung. Jedoch hat sich jede Partei innerhalb einer im Berichte festzusetzenden Frist darüber zu erklären, ob und inwieweit sie die Feststellungen des Berichts anerkennt und dessen Vorschläge annimmt. Diese Frist darf die Zeit von drei Monaten nicht überschreiten.

Es ist Sache der Parteien, im gemeinsamen Einverständnis zu bestimmen, ob der Bericht unverzüglich veröffentlicht werden soll. Kommt es jedoch nicht zu einem solchen Einverständnis, so kann der Ständige Vergleichsrat seinerseits aus besonderen Gründen die sofortige Veröffentlichung des Berichts veranlassen; hierzu bedarf es der Zustimmung von mindestens vier Mitgliedern.

Artikel 19.

Jede Partei trägt die Vergütung für die Tätigkeit der von ihr ernannten Mitglieder des Ständigen Vergleichsrats sowie die Hälfte der Vergütung für die Tätigkeit der gemeinsam berufenen Mitglieder.

Jede Partei trägt die von ihr veranlassten Kosten des Verfahrens sowie die Hälfte der Kosten, die von dem Ständigen Vergleichsrat als gemeinsame bezeichnet werden.

Artikel 20.

Der im Schiedsgerichtsverfahren gefällte Spruch ist von den Parteien nach Treu und Glauben zu erfüllen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, während der Dauer des Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahrens nach Möglichkeit jede Massnahme zu vermeiden, die auf die Erfüllung des Schiedsspruchs oder die Annahme der Vorschläge des Ständigen Vergleichsrats nachteilig zurückwirken könnte. Im Sinne dieser Bestimmung dauert das Vergleichsverfahren bis zu dem Zeitpunkt, den der Ständige Vergleichsrat für die Annahmeerklärung der Parteien festsetzt.

Das Schiedsgericht kann auf Verlangen einer Partei vorsorglich Massnahmen anordnen, soweit diese von den Parteien auf dem Verwaltungswege durchgeführt werden können; ebenso kann der Ständige Vergleichsrat zum gleichen Zwecke Vorschläge machen.

Artikel 21.

Unter Vorbehalt entgegenstehender Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags oder der Schiedsordnung ist für das Schiedsgerichts- und Vergleichsverfahren das Haager Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 massgebend.

Soweit der gegenwärtige Vertrag auf die Bestimmungen des Haager Abkommens verweist, finden sie im Verhältnis zwischen den vertragschliessenden Teilen Anwendung, ungeachtet des Umstandes, ob sie Teilnehmer des Abkommens sind oder nicht.

Sofern weder der gegenwärtige Vertrag noch die Schiedsordnung noch die sonst zwischen den vertragschliessenden Teilen bestehenden Übereinkünfte die Fristen und andere Einzelheiten des Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahrens festlegen, ist das Schiedsgericht oder der Ständige Vergleichsrat selbst befugt, die erforderlichen Bestimmungen zu treffen.

Artikel 22.

Der gegenwärtige Vertrag soll so bald als möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Berlin ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt einen Monat nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Der Vertrag gilt für die Dauer von zehn Jahren. Wird er nicht sechs Monate vor Ablauf dieses Zeitraums gekündigt, so bleibt er für weitere zwei Jahre in Kraft. Das gleiche gilt, wenn der Vertrag nicht mit der bezeichneten Frist gekündigt wird, für die spätere Zeit.

Ein Schiedsgerichtsverfahren oder ein Vergleichsverfahren, das bei Ablauf des gegenwärtigen Vertrags schwebt, nimmt seinen Lauf nach den Bestimmungen dieses Vertrags oder eines anderen Abkommens, das von den vertragschliessenden Teilen an dieser Stelle vereinbart wird.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und estnischer Sprache in Berlin am 10. August 1925.

(gez.) *Stresemann.*
(gez.) *Pusta.*

Schlussprotokoll zu dem deutsch-estnischen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrage.

1. Die vertragschliessenden Teile gehen von der Ansicht aus, dass die einzelnen Bestimmungen des Vertrags im Zweifel zugunsten der Anwendung des Grundsatzes der schiedsgerichtlichen Erledigung von Streitigkeiten auszulegen sind.

2. Die vertragschliessenden Teile erklären, dass der Vertrag auch dann Anwendung findet, wenn eine Streitigkeit in Ereignissen ihren Ursprung hat, die zeitlich vor seinem Abschluss liegen. Etwaige mit Ereignissen des Weltkrieges in unmittelbarem Zusammenhange stehende Streitigkeiten werden jedoch mit Rücksicht auf ihre allgemeine politische Bedeutung hiervon ausgeschlossen.

3. Die Tatsache, dass an einer Streitigkeit dritte Staaten beteiligt sind, schliesst die Anwendung des Vertrags nicht aus. Die vertragschliessenden Teile werden gegebenenfalls dahin wirken, die dritten Staaten

zum Anschluss an das Schiedsgericht- oder Vergleichsverfahren zu veranlassen. Für diesen Fall bleibt es den beiderseitigen Regierungen vorbehalten, im gemeinsamen Einverständnis eine besondere Zusammensetzung des Schiedsgerichts oder des Ständigen Vergleichsrats vorzusehen. Kann eine Verständigung mit den dritten Staaten über deren Anschluss nicht binnen angemessener Frist herbeigeführt werden, so nimmt das Verfahren zwischen den vertragschliessenden Teilen mit Wirkung nur für diese den im Vertrag vorgesehenen Verlauf.

4. Die vertragschliessenden Teile erklären, dass Streitigkeiten zwischen Deutschland und einem dritten Staate, an denen Estland in seiner Eigenschaft als Mitglied des Völkerbundes beteiligt werden könnte, nicht als Streitigkeit zwischen den vertragschliessenden Teilen im Sinne des Vertrags angesehen werden können.

Berlin, den 10. August 1925.

(gez.) *Stresemann.*
(gez.) *Pusta.*

5.

SUÈDE, POLOGNE.

Traité de conciliation et d'arbitrage; signé à Stockholm, le 3 novembre 1925.*)

Överenskommelser med främmande makter 1927, No. 5.

Traité de conciliation et d'arbitrage entre la Suède et la Pologne.

Sa Majesté le Roi de Suède et le Président de la République de Pologne,

animés du désir de développer les relations amicales qui unissent les deux pays,

décidés à donner, dans leurs rapports réciproques, une large application aux principes dont s'inspire la Société des Nations,

ont résolu de conclure un Traité de conciliation et d'arbitrage et ont nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Suède:

Monsieur Bo Östen Undén, Son Ministre des Affaires Etrangères;

Le Président de la République de Pologne:

Monsieur Alfred Wysocki, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République à Stockholm, et

Monsieur Juljan Makowski, Docteur en droit, Chef de Division au Ministère des Affaires Etrangères;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 28 mars 1927.

Article 1er.

Les Parties Contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation tous les différends survenus entre elles qui n'auraient pu être réglés par les procédés diplomatiques ordinaires dans un délai raisonnable et pour la solution desquels aucune procédure spéciale n'aurait été prévue par d'autres accords entre les Parties.

Toutefois les Parties Contractantes pourront convenir qu'un différend soit soumis directement à la Cour permanente de Justice internationale ou à une procédure d'arbitrage.

Article 2.

Au cas où la procédure de conciliation prévue par le présent Traité n'aboutirait pas, le différend sera réglé de la manière suivante.

S'il s'agit d'une question au sujet de laquelle les Parties se contesteraient réciproquement un droit, elle sera portée devant la Cour permanent de Justice internationale ou, si l'une des Parties le demande, soumise à la procédure d'arbitrage prévue ci-après. Il est entendu que les différends susceptibles d'être soumis à la Cour permanente de Justice internationale comprennent notamment ceux mentionnés à l'Article 13, alinéa 2, du Pacte de la Société des Nations.

Toute question qui n'aurait pu être réglée par voie de conciliation et qui n'aurait pas été portée devant la Cour permanente de Justice internationale sera soumise à l'arbitrage, conformément aux dispositions de ce Traité.

Les dispositions visées au présent Article ne s'appliquent pas aux questions que le droit international laisse à la compétence exclusive de l'une ou de l'autre des Parties.

Article 3.

S'il s'agit d'un différend qui selon la législation interne de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, cette Partie pourra s'opposer á ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation ou d'arbitrage, avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente.

La demande de conciliation devra, dans ce cas, être formée une année au plus tard à compter du jugement définitif.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation se compose de cinq membres.

Les Parties Contractantes nomment chacune un membre à leur gré et désignent les trois autres d'un commun accord. Ces trois membres ne doivent ni être des ressortissants des Etats contractants, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Le Président de la Commission est nommé d'un commun accord, parmi les membres désignés en commun.

La Commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun ou du Président n'intervient pas dans les six mois à compter de l'échange des ratifications ou, en cas de retraite ou de décès, dans les deux mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Confédération Suisse à la demande de l'une des Parties sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 5.

Les membres de la Commission sont nommés pour trois ans. Sauf accord contraire entre les Parties Contractantes, ils ne pourront être révoqués pendant la durée de leur mandat. En cas de décès, d'empêchement ou de retraite d'un membre, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat.

Si le mandat d'un membre désigné d'un commun accord expire sans qu'aucune des Parties s'oppose à son renouvellement, il est censé renouvelé pour une nouvelle période de trois ans. De même, si, à l'expiration du mandat d'un membre désigné par l'une des Parties, il n'a pas été pourvu à son remplacement, son mandat sera renouvelé pour trois ans.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours, continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à clôture de la procédure.

Article 6.

Dans les quinze jours qui suivent la notification d'une demande de conciliation à la Commission permanente, chacune des Parties pourra remplacer le membre librement désigné par Elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière qui fait l'objet du différend.

La Partie qui entendrait user de ce droit en avertira immédiatement la Partie adverse; dans ce cas, celle-ci pourra user du même droit dans un délai de quinze jours à compter de la notification qu'elle a reçue.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche de faciliter la solution du différend en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait et en formulant des propositions en vue du règlement du litige, conformément aux dispositions de l'Article 12 du présent Traité.

La Commission sera saisie sur requête adressée à son Président par l'une des Parties Contractantes. Notification de cette requête sera faite, en même temps, à la Partie adverse par la Partie qui demandera l'ouverture de la procédure de conciliation.

Article 8.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire, au lieu désigné par son Président.

Article 9.

La procédure devant la Commission permanente de conciliation sera contradictoire.

La Commission réglera elle-même la procédure en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*)

Les délibérations de la Commission auront lieu à huis clos, à moins que la Commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 10.

Sauf dispositions contraires du présent Traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix. Chaque membre, y compris le Président, disposera d'une voix.

Si tous les membres ne sont pas présents, la voix du Président sera décisive en cas de partage. La Commission ne pourra prendre des décisions portant sur le fond du différend que si tous les membres sont présents.

Article 11.

Les Parties Contractantes fourniront à la Commission permanente de conciliation toutes les informations utiles et lui faciliteront à tous égards et dans toute la mesure du possible, l'accomplissement de sa tâche.

Article 12.

La Commission permanente de conciliation présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties Contractantes ne décident, d'un commun accord, de proroger ou d'abréger ce délai.

Le rapport comportera, s'il y a lieu, un projet de règlement du différend.

L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

Un exemplaire du rapport, signé par le Président, sera remis à chacune des Parties.

Le rapport de la Commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Article 13.

La Commission permanente de conciliation fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de ses propositions. Ce délai n'excédera pas toutefois la durée de trois mois.

Article 14.

Lorsque, en vertu des dispositions des Articles premier et second du présent Traité, un différend sera soumis à l'arbitrage, le Tribunal arbitral sera établi par l'accord des Parties.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord des Parties, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, il sera procédé de la manière suivante.

*) V. N. R. G. 3 s. III, p. 360.

Chaque Partie nommera deux arbitres, dont l'un devra être pris sur la liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye et choisi à l'exclusion de ses propres nationaux. Les arbitres ainsi désignés choisiront ensemble le Président du Tribunal. En cas de partage des voix, le Président de la Confédération Suisse à la demande de l'une des Parties sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder à la désignation.

Article 15.

Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre Elles ou à une procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, les Parties Contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du différend, les modalités de la procédure s'il y a lieu, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre Elles.

A défaut de clauses compromissoires contraires, Elles se conformeront pour tout ce qui concerne la procédure arbitrale aux dispositions établies par la Convention signée à La Haye le 18 octobre 1907 pour le règlement des conflits internationaux, respectivement à celles stipulées dans le Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 16.

La sentence arbitrale est obligatoire et doit être exécutée de bonne foi par les Parties.

Si, toutefois, la sentence établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant des Parties Contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec une règle du droit international, et si le droit interne de cette Partie ne permettait d'effacer ou de n'effacer qu'imparfaitement par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, il sera accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 17.

Pendant la durée effective de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, les membres de la Commission permanente de conciliation désignés en commun et du Tribunal arbitral reçoivent une indemnité dont le montant sera arrêté entre les Parties Contractantes.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la Commission et du Tribunal, y compris les indemnités prévues à l'alinéa premier.

Article 18.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure arbitrale, les Parties Contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission permanente de conciliation ou sur l'exécution de la sentence arbitrale.

Article 19.

En cas de contestation sur le sens ou la portée de la sentence arbitrale, il appartient au Tribunal qui l'a rendue de l'interpréter à la demande de l'une des Parties.

Article 20.

Si le présent Traité ou d'autres Conventions existant entre les Parties Contractantes ne contiennent aucune disposition concernant des délais ou d'autres modalités de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, la Commission permanente de conciliation ou respectivement le Tribunal arbitral sont autorisés à y suppléer de plein droit.

Article 21.

Tout différend relatif à l'interprétation du présent Traité ou d'un compromis conclu par les Parties Contractantes en vertu des dispositions du présent Traité, sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 22.

Le présent Traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag et par le Président de la République de Pologne avec l'assentiment du Parlement Polonais. L'échange des ratifications aura lieu à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

Le Traité entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications et aura une durée de trois années. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de trois années, et ainsi de suite.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 3 novembre mil neuf cent vingt cinq.

(L. S.) *Östen Undén.*
(L. S.) *Alfred Wysocki.*
(L. S.) *Dr. J. Makowski.*

Protocole de Signature.

Au moment de procéder à la signature du Traité de conciliation et d'arbitrage en date de ce jour, les Parties Contractantes conviennent que dans le cas où la Pologne ratifierait plus tard la clause facultative à l'Article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, la dite Cour, au lieu du Tribunal prévu dans le Traité, sera par la suite compétente en ce qui concerne tous les litiges auxquels la clause susvisée se rapporte.

Il est bien entendu toutefois que cette obligation sera sujette aux mêmes réserves et aura la même durée que l'adhésion du Gouvernement Polonais à la clause facultative en question.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.
Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 3 novembre mil neuf cent vingt cinq.

Östen Undén.
Alfred Wysocki.
Dr. J. Makowski.

6.

GRANDE-BRETAGNE, SIAM.

Convention d'arbitrage; signée à Londres, le 25 novembre 1925.*)

Treaty Series 1927, No. 7.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Siam, parties to the Protocol establishing the Permanent Court of International Justice, signed at Geneva on the 16th December, 1920,**) being desirous of concluding a Convention with a view of referring to arbitration all questions which they may consider possible to submit to that mode of settlement, have appointed as their plenipotentiaries:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:
The Right Honourable Joseph Austen Chamberlain, a Member of Parliament, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

His Majesty the King of Siam:
Phya Prabha Karavongs, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Britannic Majesty;

Who, having communicated to each other their respective full powers, found in good and true form, have agreed as follows:

Article 1.

Differences of a legal nature which may arise between the two Contracting Parties and which it may not have been possible to settle by diplomacy, in the absence of contrary agreement shall, at the request of either Party, be referred to the Permanent Court of International Justice established by the Protocol of December 16, 1920 in accordance with the procedure laid down in the statutes of that Court and in the rules of

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 2 février 1927.
**) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 854.

court adopted thereunder, provided, nevertheless, that such differences do not affect the vital interests, the independence or the honour of the two Contracting Parties, and do not concern the interests of third parties. The Contracting Parties agree to accept the decision of the Court as binding.

Article 2.

The present Convention, which shall be ratified, is concluded for a period of five years dating from the exchange of ratifications, which shall take place at London as soon as possible. In case neither of the two Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period of five years of its intention to terminate the present Convention, it shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the two Contracting Parties shall have denounced it.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in the English language at London, the twenty-fifth day of November in the nineteen hundred and twenty-fifth year of the Christian era, corresponding to the twenty-fifth day of the eighth month in the two thousand four hundred and sixty-eighth year of the Buddhist era.

(L. S.) *Austen Chamberlain.*
(L. S.) *Prabha Karavongs.*

7.

SUÈDE, NORVÈGE.

Convention pour le règlement pacifique des différends entre les deux Etats; signée à Oslo, le 25 novembre 1925.*)

Överenskommelser med främmande makter 1927, No. 3.

Hans Majestät Konungen av Sverige och Hans Majestät Konungen av Norge, vilka äro besjälade av önskan att främja strävandena till avgörande på fredlig väg av mellanstatliga tvister, hava i detta syfte överenskommit att i anslutning till den konvention angående upprättandet av en fast undersöknings- och förlikningsnämnd, som ingåtts mellan de båda rikena den 27 juni 1924,**) avsluta en kon-

Hans Majestet Norges Konge og Hans Majestet Kongen av Sverige, som er besjelet av önsket om å fremme bestrebelsene for avgjörelse av mellemfolkelige tvister på fredelig måte, er i dette öiemed blitt enige om, i tilslutning til den konvensjon angående oprettelsen av en fast undersökelses og forliksnevnd som blev inngått mellem de to riker den 27. juni 1924,**) å avslutte en konvensjon an-

*) Les ratifications ont été échangées à Stockholm, le 10 mars 1927.
**) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 648.

vention angående fredligt avgörande av tvister och hava till Sina fullmäktige för avslutandet av en sådan konvention utsett:

Hans Majestät Konungen av Sverige:
Sin Envoyé extraordinaire och Ministre plénipotentiaire i Oslo, Torvald Magnusson Höjer, och

Hans Majestät Konungen av Norge:
Sin stats- och utrikesminister Johan Ludwig Mowinckel;

vilka, därtill vederbörligen bemyndigade, överenskommit om följande bestämmelser:

Artikel 1.

Uppstår mellan de fördragsslutande parterna rättstvist, som är hänförlig till någon av de i art. 36 mom. 2 av stadgan för den fasta mellanfolkliga domstolen angivna kategorier, och som icke kunnat lösas på diplomatisk väg, skall den hänskjutas till avgörande inför nämnda domstol i enlighet med bestämmelserna i sagda stadga.

Tvister, för vilkas lösande de fördragsslutande parterna genom andra mellan dem gällande överenskommelser förbundit sig att anlita ett särskilt doms- eller skiljedomsförfarande, skola behandlas enligt betsämmelserna i dessa överenskommelser.

Meningsskiljaktighet rörande tolkningen av förevarande konvention skall avgöras av den fasta mellanfolkliga domstolen.

Artikel 2.

De fördragsslutande parterna förplikta sig att till skiljedomsförfarande jämlikt nedanstående bestämmelser hänskjuta alla andra än de i art. 1 omnämnda tvister, dock först sedan de underkastats det i konventionen den 27 juni 1924 angående upprät-

gående fredelig avgjörelse av tvister, og har som Sine befullmäktigede ved avsluttelsen av en sådan konvensjon opnevnt:

Hans Majestet Norges Konge:
Hans Majestets stats- og utenriksminister Johann Ludwig Mowinckel, og

Hans Majestet Kongen av Sverige:
Hans Majestets overordentlige sendemann og befullmektigede minister i Oslo Torvald Magnusson Höjer,

hvilke, behörig befullmektigede, er kommet overens om fölgende bestemmelser:

Artikkel 1.

Opstår der mellem de Kontraherende Parter rettstvist som kan henföres til nogen av de slags tvister som er omhandlet i art. 36, 2. ledd i vedtektene for den Faste Mellemfolkelige Domstol, og som ikke har kunnet löses på diplomatisk vei, skal den henskytes til avgjörelse av den nevnte domstol overensstemmende med forskriftene i de nevnte vedtekter.

Tvister som de Kontraherende Parter ved andre mellem dem gjeldende overenskomster har forpliktet sig til å löse ved en særskilt doms- eller voldgiftsbehandling, skal behandles efter bestemmelsene i disse overenskomster.

Meningsforskjell angående fortolkningen av nærværende konvensjon skal avgjöres av den Faste Mellemfolkelige Domstol.

Artikkel 2.

De Kontraherende Parter forplikter sig til å henskyte til voldgiftsbehandling overensstemmende med de fölgende bestemmelser alle andre enn de i artikkel 1 nevnte tvister, dog först efter at de har vært underkastet den undersökelses- og forliksbehandling

tandet av en fast undersöknings- och förlikningsnämnd omhandlade undersöknings-och förlikningsförfarande utan att därigenom hava vunnit sin lösning.

Paterna äro ense om att de tvister, som avses i förevarande artikel, skola avgöras efter grundsatserna för rätt och billighet.

Artikel 3.

Därest parterna ej annorlunda överenskomma, skall skiljedomstol för behandling av tvist jämlikt art. 2 i denna konvention tillsättas i enlighet med bestämmelserna i Haag-konventionen den 18 oktober 1907 för avgörandet på fredlig väg av internationella tvister, avdelning IV, kap. II.*)

Artikel 4.

I den mån parterna i fråga om skiljedomsförfarandet ej annorlunda överenskomma, skola bestämmelserna i Haag-konventionen den 18 oktober 1907 för avgörandet på fredlig väg av internationella tvister, avdelning IV, kap. III, därvid lända till efterrättelse.

Därest sådant skiljeavtal, som avses i sagda Haag-konvention, ej undertecknats inom sex månader efter det ena parten till den andra framfört yrkande om tvists hänskjutande till skiljedom, skall skiljeavtal på yrkande av endera parten fastställas i den ordning, som föreskrives i artiklarna 53 och 54 av nämnda Haag-konvention.

I de fall, då förevarande konvention hänvisar till bestämmelserna i Haag-konventionen, skola dessa bestämmelser tillämpas parterna emellan även för det fall, att båda eller endera frånträtt sistnämnda konvention.

som er omhandlet i konvensjonen av 27. juni 1924 angående oprettelse av en fast undersökelses- og forliksnevnd, uten derigjennem å ha opnådd lösning.

Partene er enige om at de tvister, som omhandles i nærværende artikkel, skal avgjöres efter grundsetningene for rett og billighet.

Artikkel 3.

Hvis Partene ikke er kommet overens om noget annet, skal en voldgiftsrett til behandling av tvist efter Artikkel 2 i denne konvensjon sammensettes overensstemmende med reglene i titel IV, kap. II i Haagkonvensjonen av 18. oktober 1907 angående avgjörelse av internasjonale tvister på fredelig måte.*)

Artikkel 4.

I den utstrekning Partene ikki har truffet annen bestemmelse angående voldgiftsbehandlingen, skal reglene i titel IV, kap. III i Haagkonvensjonen av 18. oktober 1907 angående avgjörelse av internasjonale tvister pa fredelig måte komme til anvendelse.

Hvis en sådan voldgiftsavtale som er omhandlet i den nevnte Haagkonvensjon, ikke er undertegnet innen seks måneder efterat den ene Part overfor den annen Part har fremfört anmodning om at tvisten henskytes til voldgift, skal voldgiftsavtalen på anmodning av en av Partene fastsettes på den måte som er foreskrevet i artiklene 53 og 54 i den nevnte Haagkonvensjon.

I de tilfelle nærværende konvensjon henviser til bestemmelsene i Haagkonvensjonen, skal disse bestemmelser få anvendelse mellem Partene også i tilfelle av at begge Parter eller en av dem har fratrått den sistnevnte konvensjon.

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Artikel 5.

Skiljedomstolen äger på endera partens yrkande angiva de förberedande åtgärder, som böra vidtagas till skyddande av denna parts rätt, försåvitt dessa åtgärder kunna vidtagas på administrativ väg.

Artikel 6.

Skiljedomen skall, när anledning därtill förefinnes, innehålla anvisning rörande sättet för des verkställande, särskilt rörande de tidsfrister, som därvid skola iakttagas.

Artikel 7.

Beträffande frågor, som enligt lagstiftningen i det land, mot vilket yrkande framställes, skola avgöras av domstol, varmed här avses jämväl förvaltningsdomstol, kan vederbörande part icke påfordra, att det i Art. 1 eller 2 avsedda förfarande kommer till användning förrän genom sakens behandling vid domstol slutligt utslag avkunnats. I så fall skall tvistens hänskjutande till dom eller skiljedom ske senast sex månader efter sådant utslag.

Artikel 8.

Har i dom eller skiljedom förklarats, att ett beslut eller en åtgärd av domstol eller annan myndighet i ena staten helt eller delvis står i strid med folkrätten, och kunna enligt denna stats författning följderna av beslutet eller åtgärden icke helt eller delvis undanröjas, så äro parterna ense om att den förfördelade parten i domen eller skiljedomsutslaget må tillerkännas lämplig gottgörelse på annat sätt.

Artikel 9.

De fördragsslutande parterna förbinda sig att under pågående doms-

Artikkel 5.

Voldgiftsretten skal på begjæring av en av Partene angi de forberedende forholdsregler som bör tas for å beskytte denne Parts rett, forsåvidt disse forholdsregler kan tas på administrativ vei.

Artikkel 6.

Voldgiftskjendelsen skal, når der finnes anledning til det, inneholde anvisning på hvorledes den skal fullbyrdes, særlig med hensyn til de tidsfrister som skal iakttas.

Artikkel 7.

Med hensyn til spörsmål som, overensstemmende med lovgivningen i det land overfor hvilket en begjæring fremsettes, skal avgjöres av en domstol, herunder innbefattet forvaltningsdomstol, kan vedkommende Part ikke forlange at den i Artikkel 1 eller 2 omhandlede fremgangsmåte får anvendelse, för sakens behandling ved domstol har fört til en endelig avgjörelse. I så fall skal tvistens henskytelse til dom eller voldgift skje senest 6 måneder efter en sådan avgjörelse.

Artikkel 8.

Blir det i en dom eller voldgiftskjendelse fastslått at en avgjörelse eller en forföining truffet av en domstol eller annen myndighet i den ene stat helt eller delvis står i strid med folkeretten, og kan fölgene av avgjörelsen eller forföiningen i fölge denne stats forfatning ikke helt eller delvis fjernes, er Partene enige om at den forurettede Part ved dommen eller voldgiftskjendelsen kan tilkjennes passende godtgjörelse på annen måte.

Artikkel 9.

De Kontraherende Parter forplikter sig til under pågående doms- eller

eller skiljedomsförfarande i möjligaste mån undvika varje åtgärd, som kan motverka domens eller skiljedomens verkställande.

Parterna skola efter tro och heder ställa sig domen eller skiljedomen till efterrättelse.

Artikel 10.

Tvister, som må uppstå mellan parterna angående tolkningen eller utförandet av dom eller skiljedom, skola, därest så ej annorlunda bestämts, underkastas avgörande av den domstol, som avkunnat domen eller skiljedomen.

Artikel 11.

Denna konvention skall ratificeras, för Sveriges del av Hans Majestät Konungen av Sverige under förutsättning av svenska riksdagens bifall, och för Norges del av Hans Majestät Konungen av Norge under förutsättning av norska stortingets bifall. Ratifikationerna skola utväxlas i Stockholm.

Artikel 12.

Denna konvention träder i kraft å dagen för ratificationernas utväxlande och ersätter därvid skiljedomskonventionen den 26 oktober 1905.*) Den gäller för en tid av tjugo år, räknat från förstnämnda dag. Därest den ej senast två år före utgången av nämnda tidrymd blivit uppsagd, skall den gälla för ytterligare tjugo år, och skall den allt framgent anses förlängd för tidrymder av tjugo år, om den icke minst två år före utgången av närmast föregående tjugoårsperiod blivit uppsagd.

Tvist, som vid utlöpandet av konventionens giltighetstid är föremål för

voldgiftsbehandling såvidt mulig å undgå enhver foranstaltning som kan motvirke fullbyrdelsen av dommen eller voldgiftskjendelsen.

Partene skal på tro og love rette sig efter dommen eller voldgiftskjendelsen.

Artikkel 10.

Tvister som måtte opstå mellem Partene angående fortolkningen eller fullbyrdelsen av dommen eller voldgiftskjendelsen skal, i mangel av annen bestemmelse, underkastes avgjörelse av den rett som har avsagt dommen eller voldgiftskjendelsen.

Artikkel 11.

Denne konvensjon skal ratificeres, for Norges vedkommende av Hans Majestet Norges Konge under forutsetning av det norske Stortings samtykke, og for Sveriges vedkommende av Hans Majestet Kongen av Sverige under forutsetning av den svenske Riksdags samtykke. Ratifikasjonene skal utveksles i Stockholm.

Artikkel 12.

Denne konvensjon trer i kraft den dag ratifikasjonene blir utvekslet og avlöser ved sin ikrafttreden voldgiftskonvensjonen av 26. oktober 1905.*) Den gjelder for en tid av tyve år regnet fra den förstnevnte dag. Hvis den ikke blir opsagt senest to år för utlöpet av dette tidsrum, skal den gjelde for ytterligere tyve år, og den skal fremdeles anses forlenget for perioder på tyve år, hvis den ikke blir opsagt minst to år för utlöpet av den nærmest foregående tyveårsperiode.

Tvist som ved utlöpet av konvensjonens gyldighetstid er gjenstand for

*) V. N. R. G. 2. s. XXXIV, p. 702.

doms- eller skiljedomsförfarande på grund av denna konvention, skall slutbehandlas i enlighet med konventionens bestämmelser.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade ombuden undertecknat detta avtal och försett det med sina sigil'

Som skedde i två exemplar i Oslo den 25 november 1925.

(L. S.) *Torvald Höjer.*

doms- eller voldgiftsbehandling efter denne konvensjon, skal sluttbehandles overensstemmende med konvensjonens bestemmelser.

Til bekreftelse herav har de befullmektigede undertegnet denne konvensjon og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer i Oslo den 25 november 1925.

(L. S.) *Joh. Ludw. Mowinckel.*

Protokoll vid undertecknandet.

I samband med undertecknandet denna dag av en konvention mellan Sverige och Norge angående fredligt avgörande av tvister hava undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade, överenskommit, att konventionen av den 27 juni 1924 angående upprättandet av en fast undersöknings- och förlikningsnämnd skall, oavsett bestämmelserna i sistnämnda konventions artikel 18, äga giltighet så länge som den i dag undertecknade konventionen angående fredligt avgörande av tvister förbliver gällande.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade ombuden undertecknat detta protokoll och försett det med sina sigill.

Som skedde i två exemplar i Oslo den 25 november 1925.

(L. S.) *Torvald Höjer.*

Undertegningsprotokoll.

I forbindelse med undertegning idag av en konvensjon mellem Norge og Sverige angående fredelig avgjörelse av tvister, er de undertegnede, behörig befullmektigede, kommet overens om at konvensjonen av 27. juni 1924 angående oprettelsen av en fast undersökelses- og forliksnevnd, uansett bestemmelsene i sistnevnte konvensjons Artikkel 18, skal gjelde sålenge den idag undertegnede konvensjon angående fredelig avgjörelse av tvister er i kraft.

Til bekreftelse herav har de befullmektigede undertegnet denne protokoll og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer i Oslo den 25 november 1925.

(L. S.) *Joh. Ludw. Mowinckel.*

8.

DANEMARK, NORVÈGE.

Convention pour le règlement pacifique des différends entre les deux Etats; signée à Copenhague, le 15 janvier 1926.*)

Lovtidenden A., 1927, No. 10.

Overenskomst mellem Danmark og Norge angaaende fredelig Afgørelse af Tvistigheder.

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island og Hans Majestæt Norges Konge, som er besjælet af Ønsket om at fremme Bestræbelserne for Afgørelse ad fredelig Vej af mellemfolkelige Tvistigheder, er i dette Øjemed kommet overens om, i Tilslutning til den Konvention om Oprettelse af et staaende Undersøgelses-og Forligsnævn, som blev indgaaet mellem Danmark og Norge den 27. Juni 1924,**) at afslutte en Overenskomst angaaende fredelig Afgørelse af Tvistigheder, og har til deres befuldmægtigede til at afslutte en saadan Overenskomst udnævnt:

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island:

Hans Majestæts Udenrigsminister Carl Poul Oscar Greve Moltke, og

Hans Majestæt Norges Konge:

Hans Majestæts overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i København, Emil Huitfeldt,

som med behørig Bemyndigelse er kommet overens om følgende Bestemmelser:

Artikel 1.

Retstvistigheder, som maatte opstaa mellem Danmark og Norge, og som kan henføres til nogen af de i Ar-

Overenskomst mellem Norge og Danmark angående fredelig avgjörelse av tvister.

Hans Majestet Norges Konge og Hans Majestet Kongen av Danmark og Island, som er besjelet av önsket om å fremme bestrebelsene for avgjörelse av mellemfolkelige tvister på fredelig måte, er i dette öiemed blitt enige om, i tilslutning til den konvensjon angående oprettelse av en fast undersökelses- og forliksnevnd som blev inngått mellem Norge og Danmark den 27. juni 1924,**) å avslutte en overenskomst angående fredelig avgjörelse av tvister, og har som sine befullmektigede ved avsluttelsen av en sådan overenskomst opnevnt:

Hans Majestet Norges Konge:

Hans Majestets overordentlige sendemann og befullmektigede minister i Kjöbenhavn Emil Huitfeldt, og

Hans Majestet Kongen av Danmark og Island:

Hans Majestets utenriksminister Carl Poul Oscar Greve Moltke,

hvilke, behörig befullmektigede, er kommet overens om fölgende bestemmelser:

Artikkel 1.

Rettstvister som måtte opstå mellem Norge og Danmark og som kan henföres til nogen av de slags tvister som er

---

*) Les ratifications ont été échangées à Oslo, le 9 mars 1927.
**) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 72.

tikel 36, 2. Stk. i Statuten for den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje*) nævnte Arter, skal, saafremt de ikke har kunnet løses ad diplomatisk Vej, henvises til Afgørelse af den nævnte Domstol overensstemmende med Bestemmelserne i den omhandlede Statut. Tvistigheder, med Hensyn til hvilke der mellem de to Lande gælder særlige Aftaler om Domseller Voldgiftsbehandling, skal behandles efter Bestemmelserne i disse Aftaler.

Meningsforskelligheder vedrørende Fortolkningen af denne Overenskomst skal afgøres af den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje.

Artikel 2.

De kontraherende Parter forpligter sig til at henvise til Voldgiftsbehandling overenstemmende med nedenstaaende Bestemmelser alle andre end de i Artikel 1 nævnte Tvistigheder, dog først efter at de er blevet gjort til Genstand for den Undersøgelses- og Forligsbehandling, som omhandles i Konventionen af 27. Juni 1924 angaaende Oprettelse af et staaende Undersøgelses- og Forligsnævn, uden derigennem at have fundet deres Løsning.

Parterne er enige om, at de Tvistigheder, som omhandles i nærværende Artikel, skal afgøres efter Grundsætningerne for Ret og Billighed.

Artikel 3.

Forsaavidt Parterne ikke træffer anden Overenskomst, skal Voldgiftsretten til Behandling af Tvistigheder ifølge Artikel 2 i nærværende Overenskomst nedsættes i Overenstemmelse med Bestemmelserne i Afsnit IV, Kapitel II, i Haagerkonventionen af 18. Oktober 1907 til Afgørelse ad fredelig Vej af mellemfolkelige Tvistigheder.**)

omhandlet i Art. 36, 2. ledd i vedtektene for den faste domstol for mellemfolkelig rettspleie,*) skal, såfremt de ikke har kunnet löses på diplomatisk vei, henskytes til avgjörelse av den nevnte domstol overensstemmende med forskriftene i de nevnte vedtekter. Tvister med hensyn til hvilke der mellem de to land gjelder særlige avtaler om doms- eller voldgiftsbehandling, skal behandles efter bestemmelsene i disse avtaler.

Meningsforskjell angående fortolkningen av nærværende overenskomst skal avgjöres av den faste domstol for mellemfolkelig rettspleie.

Artikkel 2.

De kontraherende parter forplikter sig til å henskyte til voldgiftsbehandling overenstemmende med de fölgende bestemmelser alle andre enn de i Artikkel 1 nevnte tvister, dog först efter at de har været underkastet den undersökelses- og forliksbehandling som er omhandlet i konvensjonen av 27. juni 1924 angående oprettelse av en fast undersökelses- og forliksnevnd, uten der igjennem å ha opnådd lösning.

Partene er enige om, at de tvister, som omhandles i nærværende artikkel, skal avgjöres efter grunnsetningene for rett og billighet.

Artikkel 3.

Forsåvidt partene ikke treffer annen overenskomst, skal voldgiftsretten til behandling av tvist efter Artikkel 2 i nærværende overenskomst nedsettes i overensstemmelse med bestemmelsene i titel IV, kap. II i Haagkonvensjonen av 18. oktober 1907 angående avgjörelse av mellemfolkelige tvister på fredelig måte.**)

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 871.

**) V. N. R. G. 3 s. III, p. 360.

Artikel 4.

I det Omfang, Parterne ikke træffer anden Bestemmelse angaaende Behandling ved Voldgift, skal Bestemmelserne i Afsnit IV, Kapitel III i Haagerkonventionen af 18. Oktober 1907 til Afgørelse ad fredelig Vej af mellemfolkelige Tvistigheder komme til Anvendelse.

Saafremt saadan Voldgiftsaftale som omhandlet i den nævnte Haagerkonvention ikke undertegnes inden 6 Maaneder efter, at den ene Part overfor den anden har fremsat Begæring om Tvistighedens Henvisning til Voldgift, skal Voldgiftsaftalen paa Begæring af en af Parterne fastsættes paa den Maade, der er foreskrevet i Artiklerne 53 og 54 i den nævnte Haagerkonvention.

I de Tilfælde, hvor nærværende Overenskomst henviser til Bestemmelserne i Haagerkonventionen, skal disse Bestemmelser anvendes mellem Parterne ogsaa i Tilfælde af, at begge Parter eller en af dem har fratraadt den sidstnævnte Konvention.

Artikel 5.

Voldgiftsretten skal paa Begæring af en af Parterne angive de foreløbige Foranstaltninger, som bør træffes for at beskytte denne Parts Retsstilling, forsaavidt disse Foranstaltninger kan træffes ad administrativ Vej.

Artikel 6.

Voldgiftskendelsen skal, naar der findes Anledning dertil, indeholde en Tilkendegivelse af, hvorledes den skal fuldbyrdes, særlig med Hensyn til de Tidsfrister, som skal iagttages.

Artikel 7.

Hvad angaar Spørgsmaal, som i Medfør af Lovgivningen i det Land, mod hvilket Krav fremsættes, skal

Artikkel 4.

I den utstrekning partene ikke treffer annen bestemmelse angående voldgiftsbehandlingen, skal bestemmelsene i titel IV, kap. III i Haagkonvensjonen av 18. oktober 1907 angående avgjörelse av mellemfolkelige tvister på fredelig måte komme til anvendelse.

Hvis en sådan voldgiftsavtale som er omhandlet i den nevnte Haagkonvensjon ikke er undertegnet innen seks måneder efterat den ene part overfor den annen part har fremfört anmodning om at tvisten henskytes til voldgift, skal voldgiftsavtalen på anmodning av en av partene fastsettes på den måte som er foreskrevet i artiklene 53 og 54 i den nevnte Haagkonvensjon.

I de tilfelle hvor nærværende overenskomst henviser til bestemmelsene i Haagkonvensjonen, skal disse bestemmelser få anvendelse mellem partene også i tilfelle av at begge parter eller en av dem har fratrådt den sistnevnte konvensjon.

Artikkel 5.

Voldgiftsretten skal på begjæring av en av partene angi de forelobige foranstaltninger, som bör treffes for å beskytte denne parts rettsstilling, forsåvidt disse foranstaltninger kan treffes på administrativ vei.

Artikkel 6.

Voldgiftskjennelsen skal, når der finnes anledning til det, inneholde anvisning på hvorledes den skal fullbyrdes, særlig med hensyn til de tidsfrister, som skal iakttas.

Artikkel 7.

Hvad angår spörsmål som, i henhold til lovgivningen i det land overfor hvilket krav fremsettes, skal avgjöres

afgøres af en Domstol, hvorved i denne Forbindelse ogsaa forstaas Forvaltningsdomstol, kan vedkommende Part ikke forlange, at den i Artikel 1 eller 2 omhandlede Fremgangsmaade kommer til Anvendelse, forinden endelig Afgørelse er truffet gennem Sagens Behandling ved Domstolen. I dette Tilfælde skal Tvistighedens Henvisning til Dom eller Voldgift i Henhold til nævnte Artikel 1 eller 2 ske senest et Aar efter saadan Afgørelse.

Artikel 8.

Dersom det i en Dom eller Voldgiftskendelse erklæres, at en Beslutning eller en Foranstaltning af en Domstol eller anden Myndighed i den ene Stat helt eller delvis er i Strid med Folkeretten, og kan ifølge denne Stats Forfatning Følgerne af saadan Beslutning eller Foranstaltning ikke helt eller delvis ophæves, er Parterne enige om, at der ved Dommen eller Voldgiftskendelsen kan tilkendes den forurettede Part passende Godtgørelse paa anden Maade.

Artikel 9.

De kontraherende Parter forpligter sig til under den stedfindende Doms- eller Voldgiftsbehandling i størst muligt Omfang at undgaa enhver Foranstaltning, som kan modvirke Dommens eller Voldgiftskendelsens Fuldbyrdelse.

Parterne skal efterkomme den ved Dommen eller Voldgiftskendelsen trufne Afgørelse paa Tro og Love.

Artikel 10.

Tvistigheder, som maatte opstaa mellem Parterne angaaende Fortolkningen eller Gennemførelsen af Dommen eller Voldgiftskendelsen, skal i Mangel af anden Bestemmelse afgøres af den Ret, som har afsagt Dommen eller Voldgiftskendelsen.

av en domstol, hvorved i denne forbindelse også forstås forvaltningsdomstol, kan vedkommende part ikke forlange at den i Artikkel 1 eller 2 omhandlede fremgangsmåte får anvendelse, för endelig avgjörelse er truffet gjennem sakens behandling ved domstolen. I så fall skal tvistens henskytelse til dom eller voldgift i henhold til nevnte Art. 1 eller 2 skje senest et år efter en sådan avgjörelse.

Artikkel 8.

Dersom det i en dom eller voldgiftskjennelse erklæres at en beslutning eller en forföining truffet av en domstol eller annen myndighet i den ene stat helt eller delvis er i strid med folkeretten, og kan ifölge denne stats forfatning fölgene av beslutningen eller forföiningen ikke helt eller delvis fjernes, er partene enige om at der ved dommen eller voldgiftskjennelsen kan tilkjennes den forurettede part passende godtgjörelse på annen måte.

Artikkel 9.

De kontraherende parter forplikter sig til under pågående doms- eller voldgiftsbehandling i störst mulig utstrekning å undgå enhver foranstaltning som kan motvirke fullbyrdelsen av dommen eller voldgiftskjennelsen.

Partene skal på tro og love rette sig efter dommen eller voldgiftskjennelsen.

Artikkel 10.

Tvister som måtte opstå mellem partene angående fortolkningen eller fullbyrdelsen av dommen eller voldgiftskjennelsen skal, i mangel av annen bestemmelse, avgjöres av den rett som har avsagt dommen eller voldgiftskjennelsen.

Artikel 11.

Denne Overenskomst skal ratificeres. Ratifikationerne skal udveksles i Oslo.

Artikel 12.

Denne Overenskomst træder i Kraft paa den Dag Ratifikationerne udveksles, og afløser i Forholdet mellem Danmark og Norge, ved sin Ikrafttræden Voldgiftskonventionen af 8. Oktober 1908.*) Den gælder for en Tid af 20 Aar fra dens Ikrafttræden. Saafremt den ikke bliver opsagt senest to Aar før Udgangen af nævnte Tidsrum, skal den gælde for yderligere 20 Aar, og skal fremtidig anses forlænget for Tidsrum af 20 Aar, saafremt den ikke bliver opsagt mindst 2 Aar før Udgangen af den nærmest forudgaaende Tyveaarsperiode.

Tvistigheder, som ved Udløbet af Overenskomstens Gyldighedstid er Genstand for Doms- eller Voldgiftsbehandling efter denne Overenskomst, skal færdigbehandles i Overensstemmelse med dens Bestemmelser.

Til Bekræftelse heraf har de befuldmægtigede undertegnet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i to Eksemplarer i København, den 15. Januar 1926.

(L. S.) *C. Moltke.*

Artikkel 11.

Denne overenskomst skal ratifiseres. Ratifikasjonene skal utveksles i Oslo.

Artikkel 12.

Denne overenskomst trer i kraft den dag ratifikasjonene blir utvekslet og avlöser i forholdet mellem Norge og Danmark ved sin ikrafttreden voldgiftskonvensjonen av 8. oktober 1908.*) Den gjelder for en tid av tyve år fra sin ikrafttreden. Hvis den ikke blir opsagt senest to år för utlöpet av dette tidsrum, skal den gjelde for ytterligere tyve år, og den skal fremdeles anses forlenget for perioder på tyve år, hvis den ikke blir opsagt minst to år för utlöpet av den nærmest foregående tyveårsperiode.

Tvist som ved utlöpet av overenskomstens gyldighetstid er gjenstand for domseller voldgiftsbehandling efter denne overenskomst, skal ferdigbehandles overensstemmende med dens bestemmelser.

Til bekreftelse herav har de befullmektigede undertegnet denne overenskomst og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer i Kjöbenhavn, den 15. januar 1926.

(L. S.) *Emil Huitfeldt.*

Undertegnelsesprotokol.

I Forbindelse med Undertegnelsen i Dag af en Overenskomst mellem Danmark og Norge om fredelig Bilæggelse af Tvistigheder er undertegnede behørigt befuldmægtigede kommet overens om, at Konventionen af 27. Juni 1924 angaaende Oprettelse af et fast Undersøgelses-og Forligs-

Undertegningsprotokoll.

I forbindelse med undertegning idag av en overenskomst mellem Norge og Danmark angående fredelig avgjörelse av tvister er de undertegnede, behörig befullmektigede, kommet overens om at konvensjonen av 27. juni 1924 angående opprettelse av en fast undersökelses- og forliks-

*) V. N. R. G. 3. s. II, p. 758.

nævn, uanset Bestemmelserne i sidstnævnte Konventions Artikel 18, skal have Gyldighed, saa længe den i Dag undertegnede Overenskomst angaaende fredelig Bilæggelse af Tvistigheder forbliver i Kraft.

Man er endvidere enig om, at den ovennævnte i Dag undertegnede Overenskomst ogsaa skal anvendes i det Tilfælde, at en opstaaet Tvistighed har sin Grund i Kendsgerninger, som er opstaaet før Overenskomstens Afslutning.

Til Bekræftelse heraf har de befuldmægtigede undertegnet denne Protokol og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i to Eksemplarer i København, den 15. Januar 1926.

(L. S.) *C. Moltke.*

nevnd, uansett bestemmelsene i sistnevnte konvensjons Artikkel 18, skal gjelde sålenge den idag undertegnede overenskomst angående fredelig avgjörelse av tvister er i kraft.

Man er videre enig om at ovennevnte idag undertegnede overenskomst også skal anvendes i det tilfelle at en opstått tvist har sin grunn i kjensgjerninger, som er opstått för overenskomstens avslutning.

Til bekreftelse herav har de befullmektigede undertegnet denne protokoll og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer i Kjöbenhavn, den 15. januar 1926.

(L. S.) *Emil Huitfeldt.*

9.

NORVÈGE, FINLANDE.

Convention pour le règlement pacifique des différends entre les deux Etats; signée à Helsingfors, le 3 févrièr 1926.*)**)

Overenskomster med fremmede stater 1927, No. 3.

Convention entre la Norvège et la Finlande pour le règlement pacifique des différends.

Sa Majesté le Roi de Norvège et le Président de la République de Finlande, animés du désir de favoriser les efforts tendant au règlement par les voies pacifiques des différends internationaux, sont convenus à cet effet de conclure, en complément de la Convention relative à l'institution d'une Commission permanente d'enquête et de conciliation, conclue par les deux Etats le 27 juin 1924, une Convention pour le règlement pacifique des différends, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. H. H. Bachke, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Helsinki (Helsingfors), et

*) Les ratifications ont été échangées à Oslo, le 15 mars 1927.

**) En langues norvégienne, finnoise, suédoise et française. Eu regard à l'Article 11, nous ne reproduisons que le texte français.

Le Président de la République de Finlande:

M. le Dr. E. N. Setälä, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

S'il s'élève entre les Parties Contractantes un différend d'ordre juridique n'ayant pu être réglé par la voie diplomatique, il sera soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, conformément aux dispositions du statut de la dite Cour.

Les différends pour le règlement desquels les Parties Contractantes se seront engagées, par d'autres conventions en vigueur entre elles, à recourir à une procédure judiciaire ou arbitrale spéciale, seront traités conformément aux dispositions des dits arrangements.

La présente Convention sera applicable même si les différends qui viendraient à s'élever avaient leur origine dans les faits antérieurs à sa conclusion.

Toute divergence de vues relative à l'interprétation et à l'application de la présente Convention sera réglée par la Cour permanente de Justice internationale.

Article 2.

Les Parties Contractantes s'engagent à soumettre à la procédure d'arbitrage, conformément aux dispositions ci-après, tous différends qui ne sont pas d'ordre juridique et qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique, toutefois seulement après qu'ils auront été soumis, sans avoir pu être réglés par cette voie, à la procédure d'enquête et de conciliation prévue dans la Convention du 27 juin 1924*), concernant l'institution d'une Commission permanente d'enquête et de conciliation.

Les règles de l'Article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale**) trouveront l'application correspondante dans les décisions du tribunal arbitral.

Article 3.

Sauf accord contraire des Parties, le tribunal arbitral à établir pour l'examen d'un des différends visés à l'Article 2 de la présente Convention, sera constitué conformément aux dispositions du titre IV, chapitre II de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.***)

Article 4.

En tant que les Parties ne seront pas convenues du contraire, relativement à la procédure d'arbitrage, les dispositions du titre IV, chapitre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux seront, sauf disposition contraire de la présente Convention, applicables à la dite procédure

*) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 451.
**) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 872.
***) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Si, dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre une demande tendant à soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par la dite Convention de La Haye n'a pas été signé, il sera établi, à la demande de l'une des Parties, par le tribunal arbitral.

Dans les cas où la présente Convention renvoie aux dispositions de la Convention de La Haye, les dites dispositions seront applicables entre les Parties lors même que cette dernière Convention aurait cessé d'être valable pour les deux Parties ou pour l'une d'elles.

Article 5.

A la demande de l'une des Parties, le tribunal arbitral pourra indiquer les mesures provisoires à prendre en vue de sauvegarder les droits de cette Partie, pourvu que ces mesures puissent être prises par la voie administrative.

Article 6.

La sentence arbitrale formulera, s'il y a lieu, des indications relatives au mode d'exécution de la dite sentence et notamment aux délais à observer à cet égard.

Article 7.

En ce qui concerne les questions qui, d'après la législation du pays contre lequel une demande est formée, relèvent de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, la Partie intéressée ne pourra pas exiger l'application de la procédure prévue à l'Article 1er ou à l'Article 2 avant qu'un jugement définitif ait été rendu par le tribunal compétent. Dans ce cas, le renvoi du différend à la procédure judiciaire ou arbitrale devra avoir lieu dans un délai d'une année au plus tard à compter de la date du jugement définitif.

Article 8.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision ou une mesure prise par une instance judiciaire ou toute autre autorité de l'un des deux Etats se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel du dit Etat ne permet pas ou ne permet qu'en partie d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra, par la sentence judiciaire ou arbitrale, être accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 9.

Les Parties Contractantes s'engagent à s'abstenir, autant que possible, durant le cours de la procédure judiciaire ou arbitrale, de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la sentence judiciaire ou arbitrale.

Les parties devront se conformer de bonne foi à la sentence judiciaire ou arbitrale.

Article 10.

Les contestations qui pourraient surgir entre les Parties concernant l'interprétation ou l'exécution d'une sentence judiciaire ou arbitrale seront soumises, à moins qu'il n'en ait été convenu autrement, à la décision du tribunal qui a rendu la sentence.

Article 11.

La présente Convention est rédigée en langues norvégienne, finnoise, suédoise et française. Dans toutes les questions relatives à son interprétation, c'est le texte français qui fera foi.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Oslo.

Article 12.

La présente Convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications. Elle aura une durée de vingt années, à compter dudit jour. Si elle n'est pas dénoncée deux ans au plus tard avant l'expiration de ce délai, elle demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de vingt années et sera par la suite aussi censée prolongée chaque fois pour une période de vingt années, si elle n'est pas dénoncée deux ans au moins avant l'expiration de la dernière période.

Si, à l'expiration de la validité de la présente Convention, un différend est pendant devant une instance judiciaire ou un tribunal arbitral, en vertu de cette Convention, la procédure suivra son cours conformément aux dispositions de la Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont munie de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Helsinki (Helsingfors), le 3 février 1926.

(L. S.) *H. H. Bachke.*
(L. S.) *E. N. Setälä.*

Protocole de signature.

Au moment de procéder en date de ce jour à la signature d'une Convention entre la Norvège et la Finlande pour le règlement pacifique des différends, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, conviennent que la Convention du 27 juin 1924 concernant l'institution d'une Commission permanente d'enquête et de conciliation restera en vigueur, nonobstant les dispositions de l'Article 18 de cette Convention, aussi longtemps que la Convention pour le règlement pacifique des différends signée en date de ce jour portera ses effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Helsinki (Helsingfors), le 3 février 1926.

(L. S.) *H. H. Bachke.*
(L. S.) *E. N. Setälä.*

10.

AUTRICHE, POLOGNE.

Traité de conciliation et d'arbitrage; signé à Vienne, le 16 avril 1926.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1927, Stück 40.

Traité de conciliation et d'arbitrage entre l'Autriche et la Pologne.

Le Président Fédéral de la République d'Autriche et le Président de la Republique de Pologne, animés du désir de développer les relations amicales qui unissent les deux Pays,

décidés à donner dans leurs rapports réciproques, une large application aux principes dont s'inspire la Société des Nations,

ont résolu de conclure un Traité de conciliation et d'arbitrage et ont nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Monsieur Rodolphe Ramek, docteur en droit, Chancelier Fédéral,

Le Président de la République de Pologne:

Monsieur Aleksander Skrzyński, docteur en droit, Président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Partie I.

Article 1er.

1. Les Parties Contractantes s'engagent à soumettre à la procédure de conciliation et, le cas échéant, à la procédure d'arbitrage tous les différends qui pourraient s'élever entre Elles et n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

2. Toutefois cet engagement ne s'appliquera, ni aux questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats, ni aux contestations nées de faits qui sont antérieurs au présent Traité et qui appartiennent au passé.

3. Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres Conventions en vigueur entre les Parties Contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces Conventions.

Article 2.

1. S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation interne de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, y compris les tribunaux administratifs, cette contestation ne

---

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 2 avril 1927.

sera soumise à l'une des procédures prévues par le présent Traité qu'après jugement passé en force de chose jugée rendu, dans les délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

2. La demande de conciliation devra, dans ce cas, être formée une année au plus tard à compter du jugement définitif.

Article 3.

1. Tout différend susceptible d'être réglé de la manière indiquée cidessus sera soumis à la procédure de conciliation, à moins que les Parties ne conviennent de le soumettre immédiatement à l'arbitrage.

2. Au cas où la proposition élaborée par la Commission permanente de conciliation n'aurait pas été acceptée par les deux Parties, le différend sera soumis à l'arbitrage, si l'une de Parties le demande.

Article 4.

1. Dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité, les Parties Contractantes institueront une Commission permanente de conciliation, composée de trois membres.

2. Les Parties nommeront chacune un membre à leur gré et désigneront le troisième, qui sera Président de la Commission, d'un commun accord. Ce dernier ne devra, ni être un ressortissant des Parties Contractantes, ni avoir son domicile sur leur territoire, ni se trouver à leur service.

3. Si la nomination du Président n'intervenait pas dans ledit délai de six mois, ou en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Confédération Suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder à la désignation nécessaire.

Article 5.

1. Les Commissaires seront nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonction jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux au moment de l'expiration de leur mandat.

2. Il sera pourvu dans le plus bref délai aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelques autres empêchements, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

1. La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée à son Président par les deux Parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de proposer toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

Article 7.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où le Gouvernement Polonais ou le Gouvernement Autrichien aurait porté une contestation

devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son Commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie. Celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même, dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 8.

1. La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'elucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et Leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal, constatant, suivant les cas, soit que les Parties se seront arrangées et s'il y a lieu les conditions de cet arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

3. Les travaux de la Commission devront être terminés dans le délai de six mois à compter du jour de la première séance de la Commission. Les Parties, d'un commun accord, pourront proroger ou abréger ce délai.

4. Le rapport de la Commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Article 9.

1. La procédure devant la Commission permanente de conciliation sera contradictoire.

2. La Commission réglera elle-même sa procédure, en tenant compte sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au Titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*)

3. Les délibérations de la Commission auront lieu à huis clos, à moins que la Commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 10.

1. La Commission permanente de conciliation ne pourra prendre des décisions qu'en présence de tous ses membres dûment convoqués.

2. Sauf dispositions contraires du présent Traité, les décisions de la Commission seront prises à la majorité des voix. Chaque membre disposera d'une voix.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président, qui toutefois doit être situé en dehors des territoires des Parties.

---

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne pourront être rendus publics qu'en vertu d'une décision de la Commission prise à l'unanimité et avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

1. Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre Elles et la Commission; Elles pourront en outre se faire assister par des conseils et experts nommés par Elles à cet effet.

2. La Commission aura de son côté la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi que la communication par le Gouvernement respectif de la déposition de toutes personnes dont le témoignage serait considéré par elle comme pertinent.

Article 14.

Les Parties Contractantes fourniront à la Commission permanente de conciliation toutes les informations utiles et lui faciliteront, à tous égards et dans toute la mesure du possible, l'accomplissement de sa tâche.

Partie II.

Article 15.

1. Lorsque, en vertu des dispositions de l'Article premier ou troisième du présent Traité, un différend sera soumis à l'arbitrage, le tribunal arbitral sera établi par l'accord des Parties.

2. A défaut de constitution du tribunal par l'accord des Parties dans un délai des trois mois à compter du jour, où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, il sera procédé de la manière suivante: Chaque Partie nommera deux arbitres dont l'un devra être pris sur la liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage et choisi à l'exclusion de ses propres nationaux et de ceux qui ont été designés par elle comme membres de ladite Cour. Les arbitres ainsi désignés choisiront ensemble le Président du tribunal. En cas de partage des voix, le Président de la Confédération Suisse sera prié de procéder à la désignation nécessaire.

Article 16.

1. Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre Elles, les Parties Contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du litige, ainsi que les modalités de la procédure.

2. Si ce compromis ne peut être conclu dans le uelai prévu, les Parties constitueront un Tribunal Spécial conformément aux dispositions de l'Article 15, alinéa 2, qui de plein droit établira les clauses de ce compromis.

3. Dans les cas de l'Article 15, alinéa 2, les délais prévus ci-dessus ne seront comptés qu'à partir de la constitution du Tribunal.

Article 17.

1. La sentence arbitrale est obligatoire et doit être exécutée de bonne foi par les Parties.

2. Si toutefois la sentence établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties Contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait d'effacer ou de n'effacer qu'imparfaitement, par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, il sera accordé à la Partie lésée, une satisfaction équitable d'un autre odre.

Dispositions générales.

Article 18.

1. Pendant la durée effective de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, le membre de la Commission permanente de conciliation désigné en commun et les membres du tribunal arbitral recevront une indemnité dont le montant sera arrêté par les Parties Contractantes.

2. Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la Commission et du Tribunal.

Article 19.

Durant le cours de la procédure de conciliation et de la procédure arbitrale, les Parties Contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission permanente de conciliation ou sur l'exécution de la sentence arbitrale.

Article 20.

Tout différend relatif à l'interprétation du présent Traité sera soumis à la Cour permanente de Justice Internationale.

Article 21.

1. Le présent Traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie, dans le plus bref délai possible.

2. Le Traité entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications et aura une durée de trois années, s'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il demeurera en vigueur pendant une période d'un an et ainsi de suite.

3. Au moment de l'entrée en vigueur du présent Traité, la Convention d'arbitrage, conclue à Varsovie le 13 novembre 1923 entre l'Autriche et la Pologne cessera de produire ses effets.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Vienne, le 16 avril 1926.

Ramek m. p.
Al. Skrzyński m. p.

11.

DANEMARK, POLOGNE.

Traité de conciliation et d'arbitrage; signé à Copenhague, le 23 avril 1926.*)

Lovtidenden — A. No. 15 du 18 mai 1927.

Traité de Conciliation et d'Arbitrage entre le Danemark et la Pologne.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande et le Président de la République de Pologne

animés du désir de développer les relations amicales qui unissent le Danemark et la Pologne

décidés à donner, dans leurs rapports réciproques, une large application aux principes dont s'inspire la Société des Nations,

ont résolu de conclure un Traité de Conciliation et d'Arbitrage et ont nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

Monsieur Carl Poul Oscar Comte Moltke, Son Ministre des Affaires Etrangères, et

Le Président de la République de Pologne:

Monsieur Constantin Jordan Rozwadowski, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Pologne en Danemark, et

Monsieur Juljan Makowski, Docteur en Droit, Chef de Division au Ministère des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Partie I.

Article Premier.

1. Les Parties Contractantes s'engagent à soumettre à la procédure de conciliation ou à la procedure d'arbitrage tous les différends qui pourraient s'élever entre le Danemark et la Pologne et n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

2. Les constations pour la solution desquelles une procédure speciale est prévue par d'autres Conventions en vigneur entre les Parties Contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces Conventions.

Article 2.

1. S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation interne de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 4 avril 1927.

de celle-ci, y compris les tribunaux administratifs, cette contestation ne sera soumise à l'une des procédures prévue par le présent Traité qu'après jugement passé en force de chose jugée rendu par l'autorité judiciaire nationale compétente.

2. La demande de conciliation devra, dans ce cas, être formulée une année au plus tard à compter de la date du jugement définitif.

Article 3.

1. Tout différend susceptible d'être réglé de la manière indiquée ci-dessus sera soumis à la procédure de conciliation, à moins que les Parties ne convienent de le soumettre immédiatement à l'arbitrage.

2. Au cas où le rapport élaboré par la Commission permanente de conciliation n'aurait pas été accepté par les deux Parties, le différend sera soumis à l'arbitrage, si l'une des Parties le demande.

Article 4.

1. Dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité, les Parties Contractantes institueront une Commission permanente de conciliation, composée de cinq membres.

2. Les Parties nommeront chacune deux membres, dont l'un peut etre choisi parmi ses propes nationaux. Le cinquième, qui remplit les fonctions de Président, doit appartenier à une autre nationalité qu'à celles des autres membres de la Commission. Ce dernier ne devra avoir son domicile sur le territoire des Parties Contractantes, ni se trouver à leur service.

3. Si la nomination du Président n'intervenait pas dans ledit délai de six mois ou en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Confédération Suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder à la désignation nécessaire.

Article 5.

1. Les Commissaires seront nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Si, à l'expiration du mandat d'un membre, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans; toutefois, sur la demande de l'une des Parties, les fonctions du Président doivent cesser à la fin de son mandat. Les membres de la Commission resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux au moment de l'expiration de leur mandat.

2. Il sera pourvu dans le plus bref délai aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelques autres empêchements en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

1. La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée à son Président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête, après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de proposer toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 7.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où une contestation serait portée devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer l'un des membres désignés par Elle, par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre. Celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même, dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification Lui sera parvenue.

Article 8.

1. La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'Arrangement qui lui paraîtrait convenable et Leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et, s'il y a lieu, les conditions de cet Arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées. L'avis motivé des membres restés en minorité doit être consigné dans le procès-verbal.

3. Les travaux de la Commission devront être terminés dans le délai de six mois à compter du jour de la première séance de la Commission. Les Parties, d'un commun accord, pourront proroger ou abréger ce délai.

4. Les procès-verbal de la Commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Article 9.

1. La procédure devant la Commission permanente de conciliation sera contradictoire.

2. La Commission réglera elle-même sa procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au Titre III de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*)

3. Les délibérations de la Commission auront lieu à huis clos, à moins que la Comission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Article 10.

1. La Commission permanente de conciliation ne pourra prendre des décisions qu'en présence de tous ses membres dûment convoqués.

2. Sauf dispositions contraires du présent Traité, les décisions de la Commission seront prises à la majorité des voix. Chaque membre disposera d'une voix, celle du Président étant décisive en cas de partage.

Article 11.

1. La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président; ce lieu doit être situé en dehors des territoires des Parties.

Article 12.

1. Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne pourront être rendus publics qu'en vertu d'une décision de la Commission prise à l'unanimité et avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

1. Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre Elles et la Commission; Elles pourront en outre se faire assister par des conseils et experts nommés par Elles à cet effet.

2. La Commission aura de son côté la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi que la communication par le Gouvernement respectif de la déposition de toute personne dont le témoignage serait considéré par elle comme pertinent.

Article 14.

1. Les Parties Contractantes fourniront à la Commission permanente de conciliation toutes les informations utiles et lui faciliteront, à tous égards et dans toute la mesure du possible, l'accomplissement de sa tâche.

Partie II.

Article 15.

1. Lorsque, en vertu des dispositions de l'Article premier ou trois du présent Traité, un différend sera soumis à l'arbitrage, le tribunal arbitral sera établi par l'accord des Parties.

2. A défaut de constitution du tribunal par l'accord des Parties dans un délai de trois mois à compter du jour, où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, il sera procédé de la manière suivante:

Chaque Partie nommera deux arbitres dont l'un devra être pris sur la liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage et choisi à l'exclusion de ses propres nationaux. Les arbitres ainsi désignés choisiront ensemble le Président du tribunal. En cas de partage des voix le Président de la Confédération Suisse sera prié de procéder à la désignation nécessaire.

Article 16.

1. Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre Elles, les Parties Contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du litige, ainsi que les modalités de la procédure.

2. Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, il y sera obligatoirement suppléé conformément à la procédure prévue au Titre IV de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, qui régira, dans ce cas, le recours à l'arbitrage.

3. Dans le cas de l'Article 15 alinéa 2, les délais prévus ci-dessus ne seront comptés qu'à partir de la constitution du tribunal.

Article 17.

1. La sentence arbitrale est obligatoire et doit être exécutée de bonne foi par les Parties.

2. Si toutefois, la sentence établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties Contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait d'effacer ou de n'effacer qu'imparfaitement, par voie administrative, les conséquences de la décision dont il s'agit, il sera accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Dispositions générales.

Article 18.

1. Pendant la durée effective de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, le membre de la Commission permanente de conciliation désigné en commun et les membres du tribunal arbitral recevront une indemnité dont le montant sera arrêté par les Parties Contractantes.

2. Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la Commission et du tribunal.

Article 19.

1. Durant le cours de la procédure de conciliation et de la procedure arbitrale, les Parties Contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission permanente de conciliation ou sur l'exécution de la sentence arbitrale.

Article 20.

1. Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Traité seront soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale, par voie de simple requête.

Article 21.

1. Le présent Traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie, dans le plus bref délai possible.

2. Le Traité entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications et aura une durée de trois années. S'il n'est pas d'énoncé six mois avant l'expiration de ce délai il demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de trois années, et ainsi de suite.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Copenhague, le 23 avril 1926.

(L. S.) *C. Moltke.*
(L. S.) *K. Jordan Rozwadowski.*
(L. S.) *Dr. Juljan Makowski.*

12.

SUÈDE, AUTRICHE.

Traité de conciliation et d'arbitrage; signé à Stockholm, le 28 mai 1926.*)

Överenskommelser med främmande makter 1927, No. 4.

Traité de conciliation et d'arbitrage entre la Suède et l'Autriche.

Sa Majesté le Roi de Suède et le Président Fédéral de la République d'Autriche,

animés du désir de développer les relations amicales qui unissent les deux pays,

décidés à donner, dans leurs rapports réciproques, une large application aux principes dont s'inspire la Société des Nations,

ont résolu de conclure un Traité de conciliation et d'arbitrage et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Suède:

Monsieur Bo Östen Undén, Son Ministre des Affaires Etrangères;

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Monsieur Charles Buchberger, Chargé d'Affaires d'Autriche à Stockholm;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

*) L'échange des ratifications a été opéré à Stockholm, le 29 mars 1927.

Partie I.

Article premier.

Toutes contestations entre la Suède et l'Autriche, de quelque nature qu'elles soient, au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale ainsi qu'il est prévu ci-après.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre la Suède et l'Autriche, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumise à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

Article 3.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'Article 2 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir: le Gouvernement Suédois et le Gouvernement Autrichien nommeront chacun un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Gouvernements Suédois et Autrichien désigneront le président de la Commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jus'quà leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Confédération suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera saisie, par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 6.

Dans un délai de 15 jours à partir de la date où le Gouvernement Suédois ou le Gouvernement Autrichien aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même, dans un délai de 15 jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'Arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'Arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 8.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*)

Article 9.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 10.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

---

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Article 11.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 12.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix. Chaque membre disposera d'une voix; en cas de partage, la voix du président sera décisive.

La Commission ne pourra prendre des décisions portant sur le fond du différend que si tous les membres sont présents.

Article 13.

Les Gouvernements Suédois et Autrichien s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont ils disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de temoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 14.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Gouvernements Suédois et Autrichien.

Chaque Gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la Commission, les indemnités des commissaires étant comprises parmi ces frais communs.

Article 15.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise par voie de compromis à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Partie II.

Article 16.

Toutes questions autres que celles visées à l'Article 1er sur lesquelles le Gouvernement Suédois et le Gouvernement Autrichien seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un Traité en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation, qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure prévue par les Articles 5 à 14 du présent Traité sera appliquée.

Article 17.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission permanente de conciliation, les deux Parties ne se sont pas entendues, la question sera, à la requête de l'une ou de l'autre Partie, soumise pour décision à un tribunal d'arbitrage constitué, à moins d'accord spécial entre les Parties, conformément aux dispositions de l'Article 45 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Ce tribunal suivra, dans la mesure où elle s'y prête, la procédure prévue au titre IV, chapitre III de la dite Convention. Toutefois, si dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre une demande tendant à soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par ladite Convention de La Haye n'a pas été signé, il sera établi, à la demande de l'une des Parties, par le Tribunal arbitral.

Le Tribunal statuera *ex aequo et bono.*

La sentence arbitrale spécifiera s'il y a lieu les modalités d'exécution, notamment en fixant des délais d'exécution.

Dispositions générales.

Article 18.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, y compris les tribunaux administratifs, cette Partie pourra s'opposer à ce que le différend soit soumis à la procédure prévue par le présent Traité avant qu'un jugement passé en force de chose jugée ne soit rendu, dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 19.

Les Gouvernements Suédois et Autrichien s'engagent à s'abstenir, durant les cours d'une procédure ouverte en vertu des dispositions du présent Traité, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable, soit à l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la décision arbitrale, soit aux arrangements proposés par la Commission permanente de conciliation, et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'Article 41 de son statut, indiquera dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra également au Tribunal d'arbitrage saisi d'un différend en vertu des dispositions de l'Article 17 du présent Traité d'indiquer les mesures provisoires appropriées. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à appliquer les mesures provisoires indiquées par la Cour ou par le Tribunal d'arbitrage.

Article 20.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'un des deux Etats se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permettait pas ou ne permettait qu'en partie d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 21.

Tous différends relatifs à l'interprétation du présent Traité seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 22.

Le présent Traité sera ratifié, par Sa Majesté le Roi de Suède avec approbation du Riksdag.

L'échange des ratifications aura lieu à Stockholm aussitôt que faire se pourra.

Le Traité est conclu pour une durée de dix ans à compter de la date de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 28 mai 1926.

(L. S.) *Östen Undén.*
(L. S.) *Buchberger.*

Protocole de Signature.

Au moment de procéder à la signature, en date de ce jour, d'un Traité de conciliation et d'arbitrage entre la Suède et l'Autriche, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de la disposition suivante:

Aussi longtemps que le Gouvernement Fédéral de la République d'Autriche n'aura pas adhéré à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, Il aura la faculté,

lorsqu'il procédera à la désignation de membres du Tribunal d'arbitrage visé à l'Article 17 du susdit Traité entre la Suède et l'Autriche, de choisir un de ses propres nationaux en dehors de la liste générale des membres de la Cour permanente d'arbitrage.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 28 mai 1926.

(L. S.) *Östen Undén.*
(L. S.) *Buchberger.*

13.

DANEMARK, ALLEMAGNE.

Traité d'arbitrage et de conciliation; signé à Berlin, le 2 juin 1926.*)

Lovtidenden A. — No. 15 du 18 mai 1927.

Dansk-Tysk Voldgifts- og Forligstraktat.

Kongeriget Danmark og det tyske Rige, som er opfyldt af Ønsket om at fremme Udviklingen af Fremgangsmaaden til fredelig Bilæggelse af mellemfolkelige Tvistigheder, er kommet overens om at afslutte en almindelig Voldgifts- og Forligstraktat.

I dette Øjemed er udnævnt til Befuldmægtigede af

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island:

Hr. Kammerherre Herluf Zahle, overordentlig Gesandt og befuldmægtiged Minister i Berlin, og av

den tyske Rigspræsident:

Hr. Dr. Gustav Stresemann, Rigsudenrigsminister,

Deutsch-Dänischer Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag.

Das Deutsche Reich und das Königreich Dänemark, von dem Wunsche erfüllt, die Entwicklung des Verfahrens zur friedlichen Beilegung zwischenstaatlicher Streitigkeiten zu fördern, sind übereingekommen, einen allgemeinen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag abzuschliessen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt

Der Deutsche Reichspräsident:

den Reichsminister des Auswärtigen Herrn Dr. Gustav Stresemann,

Seine Majestät der König von Dänemark und Island:

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Berlin, Kammerherrn Herluf Zahle,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 9 avril 1927.

der, efter at have prøvet hinandens Fuldmagter og befundet disse i god og behørig Form, er kommet overens om følgende Bestemmelser:

Artikel 1.

De kontraherende Parter forpligter sig til at undergive alle Tvistigheder af hvilkensomhelst Art, der maatte opstaa mellem Danmark og Tyskland og ikke indenfor en passende Frist kan løses ad diplomatisk Vej, og som ikke med begge Parters Samtykke bliver forelagt for den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje, enten en Voldgiftsbehandling eller en Forligsbehandling i Overensstemmelse med nærværende Traktat.

Tvistigheder, med Hensyn til hvis Løsning de kontraherende Parter ved andre mellem dem bestaaende Aftaler er bundet til en særlig Fremgangsmaade, skal behandles i Overensstemmelse med Bestemmelserne i saadanne Aftaler.

Artikel 2.

Voldgiftsbehandling undergives paa Forlangende af en af Parterne de Tvistigheder, ved hvilke Parterne indbyrdes er i Tvist om en Ret, navnlig de Tvistigheder, der angaar:

for det første: Bestaaen, Fortolkning og Anvendelse af en mellem de to Parter afsluttet statlig Overenskomst;

for det andet: et hvilketsomhelst Spørgsmaal vedrørende mellemfolkelig Ret;

for det tredje: Tilstedeværelsen af en Kendsgerning, der, saafremt den godtgøres, udgør en Krænkelse af en mellemfolkelig Forpligtelse;

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, alle Streitigkeiten irgendwelcher Art, die zwischen Deutschland und Dänemark entstehen und nicht in angemessener Frist auf diplomatischem Wege geschlichtet werden können, und die nicht mit Zustimmung beider Parteien dem Ständigen Internationalen Gerichtshof unterbreitet werden, nach Massgabe des gegenwärtigen Vertrags entweder einem Schiedsgerichtsverfahren oder einem Vergleichsverfahren zu unterwerfen.

Streitigkeiten, für deren Schlichtung die vertragschliessenden Teile durch andere zwischen ihnen bestehende Abmachungen an ein besonderes Verfahren gebunden sind, werden nach Massgabe der Bestimmungen dieser Abmachungen behandelt.

Artikel 2.

Dem Schiedsgerichtsverfahren werden auf Verlangen einer Partei diejenigen Streitigkeiten unterworfen, bei denen die Parteien untereinander über ein Recht im Streite sind, insbesondere diejenigen Streitigkeiten, die betreffen:

erstens: Bestand, Auslegung und Anwendung eines zwischen den beiden Parteien geschlossenen Staatsvertrags;

zweitens: irgendeine Frage des internationalen Rechts;

drittens: das Bestehen einer Tatsache, die, wenn sie erwiesen wird, die Verletzung einer zwischenstaatlichen Verpflichtung bedeutet:

for det fjerde: Omfanget og Arten af Godtgørelsen i Tilfælde af en saadan Krænkelse.

Bestaar der mellem Parterne Meningsforskelle om, hvorvidt en Tvistighed hører til de ovenfor betegnede Arter, afgøres dette foreløbige Spørgsmaal ved Voldgiftsbehandling.

Artikel 3.

Ved Spørgsmaal, der ifølge Landets Love i den Stat, mod hvilken et Krav fremsættes, skal afgøres af de dømmende Myndigheder, derunder indbefattet Forvaltningsretter, kan denne Stat forlange, at Tvistighederne først underkastes Voldgiftsbehandling, efter at der er blevet fældet en endelig Afgørelse ved Domstolsbehandling, samt at Paakaldelse af Voldgiftsretten finder Sted senest seks Maaneder efter denne Afgørelse. Dette gælder ikke, naar det drejer sig om et Tilfælde af Retsnægtelse, og de i Lovgivningen forudsete Ankemyndigheder har været paakaldt.

Opstaar der mellem Paterne en Meningsforskel om Anvendelsen af foranstaaende Bestemmelse, træffes Afgørelse herom ved Voldgiftsbehandling.

Artikel 4.

Voldgiftsretten lægger til Grund for sine Afgørelser:

for det første: de mellem Parterne gældende Overenskomster af almindelig eller særlig Art og de Retsregler, der fremgaar deraf;

for det andet: den mellemfolkelige Sædvaneret som Udtryk for en almindelig, som Ret anerkendt Praksis;

viertens: Umfang und Art der Wiedergutmachung im Falle einer solchen Verletzung.

Bestehen zwischen den Parteien Meinungsverschiedenheiten darüber, ob eine Streitigkeit zu den vorstehend bezeichneten Arten gehört, so wird über diese Vorfrage im Schiedsgerichtsverfahren entschieden.

Artikel 3.

Bei Fragen, die gemäss den Landesgesetzen der Partei, gegen die ein Begehren geltend gemacht wird, von richterlichen Behörden, mit Einschluss der Verwaltungsgerichte, zu entscheiden sind, kann diese Partei verlangen, dass die Streitigkeiten dem Schiedsgerichtsverfahren erst unterworfen werden, nachdem in dem Gerichtsverfahren eine endgültige Entscheidung gefällt worden ist, und dass die Anrufung des Schiedsgerichts spätestens sechs Monate nach dieser Entscheidung erfolge. Dies gilt nicht, wenn es sich um einen Fall von Rechtsverweigerung handelt und die gesetzlich vorgesehenen Beschwerdestellen angerufen worden sind.

Entsteht zwischen den Parteien eine Meinungsverschiedenheit über die Anwendung der vorstehenden Bestimmung, so wird darüber im Schiedsgerichtsverfahren entschieden.

Artikel 4.

Das Schiedsgericht legt seinen Entscheidungen zugrunde

erstens: die zwischen den Parteien geltenden Uebereinkünfte allgemeiner oder besonderer Art und die sich daraus ergebenden Rechtssätze;

zweitens: das internationale Gewohnheitsrecht als Ausdruck einer allgemeinen als Recht anerkannten Übung;

for det tredje: de almindelige, af Kulturstaterne anerkendte Retsgrundsætninger;

for det fjerde: Resultaterne af anerkendt Teori og Domspraksis som Hjælpemiddel for Fastsættelsen af Retsnormerne.

Med begge Parters Samtykke kan Voldgiftsretten træffe sin Afgørelse efter billigt Skøn i Stedet for at støtte den paa Retsgrundsætninger.

Artikel 5.

Saafremt ikke Paterne i det enkelte Tilfælde træffer anden Aftale, nedsættes Voldgiftsretten paa følgende Maade:

Dommerne vælges paa Grundlag af Fortegnelsen over Medlemmerne af den ved Haagerkonventionen af 18. Oktober 1907 om fredelig Bilæggelse af mellemfolkelige Tvistigheder*) skabte staaende Voldgiftsret i Haag.

Hver Part udnævner to Voldgiftsdommerne, hvoraf kun den ene maa være dens egen Statsborger. I Fællesskab udnævner Parterne den femte Dommer, der tillige er Voldgiftsrettens Formand. Formanden skal have en anden Nationalitet end de andre Voldgiftsdommere. Han maa ikke have sin Bopæl paa Paternens Omraade og ikke staa eller have staaet i deres Tjeneste.

Valget af Dommerne finder Sted paany for hvert enkelt Stridstilfælde. De kontraherende Parter forbeholder sig dog efter fælles Aftale at gaa frem paa den Maade, at for visse Arter af Tvistigheder de samme Dommere

drittens: die allgemeinen von den Kulturstaaten anerkannten Rechtsgrundsätze;

viertens: die Ergebnisse bewährter Lehre und Rechtsprechung als Hilfsmittel für die Feststellung der Rechtsnormen.

Mit Zustimmung beider Parteien kann das Schiedsgericht seine Entscheidung, anstatt sie auf Rechtsgrundsätze zu stützen, nach billigem Ermessen treffen.

Artikel 5.

Sofern nicht die Parteien im einzelnen Falle eine entgegenstehende Vereinbarung treffen, wird das Schiedsgericht in folgender Weise bestellt:

Die Richter werden auf der Grundlage des Verzeichnisses der Mitglieder des durch das Haager Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907*) geschaffenen Ständigen Schiedshofs im Haag gewählt.

Jede Partei ernennt zwei Schiedsrichter, von denen nur der eine ihr eigener Staatsangehöriger sein darf. Gemeinsam berufen die Parteien den fünften Richter, der zugleich Vorsitzender des Schiedsgerichts ist. Der Vorsitzende muss eine andere Staatsangehörigkeit als die anderen Schiedsrichter besitzen. Er darf seinen Wohnsitz nicht auf dem Gebiet einer Partei haben und nicht in deren Dienst stehen oder gestanden haben.

Die Wahl der Richter erfolgt von neuem für jeden einzelnen Streitfall. Die vertragschliessenden Teile behalten sich jedoch vor, im gemeinsamen Einverständnis in der Weise vorzugehen, dass für gewisse Arten von Streit-

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

i et bestemt Tidsrum skal tilhøre Voldgiftsretten.

Medlemmer af Voldgiftsretten, der af en hvilkensomhelst Grund udtræder, erstattes paa samme Maade som de er blevet valgt.

Artikel 6.

De kontraherende Parter vil ved Anvendelsen af nærværende Traktat i hvert enkelt Titfælde fastsætte en særlig Voldgiftsordning. Deri bestemmes Stridsgenstanden, de eventuelle særlige Beføjelser for Retten, dennes Sammensætning og Sæde, Størrelsen af det Beløb, som hver af Parterne skal deponere som Forskud paa Omkostningerne, de Regler, der skal iagttages med Hensyn til Procedurens Form og Frister, samt de iøvrigt nødvendige Enkeltheder.

Meningsforskelle om Bestemmelserne i Voldgiftsordningen skal, med Forbehold af Forskriften i Artikel 7, afgøres af Voldgiftsretten.

Artikel 7.

Saafremt der ikke inden seks Maaneder, efter at en af Parterne overfor den anden har fremsat Begæring om voldgiftsmæssig Bilæggelse af en Tvistighed, kommer en Voldgiftsordning istand mellem dem, kan hver Part paakalde det i Artikel 13 omhandlede staaende Forligsnævns Bistand til Fastsættelse af Voldgiftsordningen. Dette skal inden to Maaneder efter Paakaldensen fastsætte Voldgiftsordningen, hvorved Stridsgenstanden udfindes paa Grundlag af Parternes Paastande.

Samme Fremgangsmaade kommer til Anvendelse, saafremt en af Parterne ikke har udpeget de Dommerne, som

fällen während eines bestimmten Zeitraums dieselben Richter dem Schiedsgericht angehören.

Mitglieder des Schiedsgerichts, die aus irgendeinem Grunde ausscheiden, werden in der gleichen Weise ersetzt, wie sie berufen worden sind.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile werden in Ausführung des gegenwärtigen Vertrags in jedem Einzelfall eine besondere Schiedsordnung festsetzen. Darin werden der Streitgegenstand, die etwaigen besonderen Befugnisse des Gerichts, dessen Zusammensetzung und Sitz, die Höhe des von jeder Partei als Kostenvorschuss zu hinterlegenden Betrags, die hinsichtlich der Form und der Fristen des Verfahrens zu beobachtenden Regeln sowie die sonst notwendigen Einzelheiten bestimmt.

Meinungsverschiedenheiten über die Bestimmungen der Schiedsordnung werden, vorbehaltlich des Artikel 7, vom Schiedsgericht entschieden.

Artikel 7.

Kommt zwischen den Parteien nicht binnen sechs Monaten, nachdem die eine der anderen das Begehren nach schiedsgerichtlicher Austragung einer Streitigkeit mitgeteilt hat, die Schiedsordnung zustande, so kann jede Partei den im Artikel 13 vorgesehenen Ständigen Vergleichsrat zwecks Feststellung der Schiedsordnung anrufen. Dieser hat binnen zwei Monaten nach seiner Anrufung die Schiedsordnung festzusetzen, wobei der Streitgegenstand aus den Anträgen der Parteien ermittelt wird.

Es ist ebenso zu verfahren, wenn eine Partei die von ihr zu ernennenden Richter nicht bezeichnet oder wenn

det paahviler den at udpege, eller saafremt Parterne ikke er enige med Hensyn til Udnævnelsen af Formanden.

Det staaende Forligsnævn er endvidere beføjet til, indtil Voldgiftsretten er nedsat, at træffe Afgørelse af enhver anden Tvistighed, der har Hensyn til Voldgiftsordningen.

Artikel 8.

Voldgiftsretten træffer sine Afgørelser med simpel Stemmeflerhed. Den afvigende Mening hos et Medlem, der er forblevet i Mindretal, skal efter dets Begæring fastslaas.

Artikel 9.

Voldgiftsafgørelsen skal indeholde Angivelse af Maaden for dens Udførelse, særlig af de Frister, som derved skal iagttages.

Saafremt det i en Voldgiftsafgørelse fastslaas, at en af en Domstol eller en anden Myndighed i en af Staterne truffet Afgørelse eller Foranstaltning helt eller delvis er i Strid med Folkeretten, og saafremt efter den paagældende Parts Forfatning Følgerne af Afgørelsen eller Foranstaltningen ikke eller ikke fuldstændigt kan fjernes ad Forvaltningsvejen, skal der ved Voldgiftsafgørelsen paa anden Maade tilkendes den krænkede Part en passende Godtgørelse.

Artikel 10.

Med Forbehold af anden Aftale i Voldgiftsordningen kan enhver af Parterne overfor den Voldgiftsret, som har afsagt Kendelsen, fremsætte Anmodning om Revision af denne. Anmodningen kan kun begrundes med Fremkomsten af en Kendsgerning, som vilde have været egnet til at udøve en afgørende Indflydelse paa

die Parteien in der Bezeichnung des Vorsitzenden nicht einig sind.

Der Ständige Vergleichsrat ist ferner befugt, bis zur Bestellung des Schiedsgerichts über jede andere Streitigkeit zu entscheiden, die sich auf die Schiedsordnung bezieht.

Artikel 8.

Das Schiedsgericht trifft seine Entscheidungen mit einfacher Stimmenmehrheit. Die abweichende Ansicht eines in der Minderheit gebliebenen Mitglieds wird auf sein Verlangen festgestellt.

Artikel 9.

Der Schiedsspruch wird Angaben über die Art seiner Ausführung, insbesondere über die dabei zu beobachtenden Fristen, enthalten.

Wird in einem Schiedsspruch festgestellt, dass eine von einem Gericht oder einer anderen Behörde einer Partei getroffene Entscheidung oder Verfügung ganz oder teilweise mit dem Völkerrecht in Widerspruch steht, können aber nach dem Verfassungsrecht dieser Partei die Folgen der Entscheidung oder Verfügung durch Verwaltungsmassnahmen nicht oder nicht vollständig beseitigt werden, so ist der verletzten Partei in dem Schiedsspruch auf andere Weise eine angemessene Genugtuung zuzuerkennen.

Artikel 10.

Unter Vorbehalt anderweitiger Abrede in der Schiedsordnung kann jede Partei bei dem Schiedsgericht, das den Spruch erlassen hat, die Revision dieses Spruchs beantragen. Der Antrag kann nur mit der Ermittlung einer Tatsache begründet werden, die einen entscheidenden Einfluss auf den Spruch auszuüben geeignet gewesen

Kendelsen, og som ved Afslutningen af Forhandlingen var ubekendt saavel for Voldgiftsretten selv som for den Part, der har anmodet om Revision, uden dens egen Skyld. Paa Forlangende af en af Parterne skal Voldgiftsretten først træffe Afgørelse om, hvorvidt disse Forudsætninger for Anmodningen om Revision af Voldgiftskenselsen er opfyldt.

Medlemmer af Voldgiftsretten, der af en hvilkensomhelst Grund ikke deltager i Revisionsbehandlingen, erstattes paa samme Maade som de er blevet valgt.

Den Frist, indenfor hvilken den i 1. Stykke omtalte Anmodning kan fremsættes, skal fastsættes i Voldgiftsafgørelsen, saafremt dette ikke er sket i Voldgiftsordningen.

wäre und bei Schluss der Verhandlung dem Schiedsgericht selbst und der Partei, welche die Revision beantragt hat, ohne ihr Verschulden unbekannt war. Auf Verlangen einer Partei hat das Schiedsgericht zunächst darüber zu entscheiden, ob diese Voraussetzungen für den Antrag auf Revision des Schiedsspruchs erfüllt sind.

Mitglieder des Schiedsgerichts, die aus irgendeinem Grunde für das Revisionsverfahren ausscheiden, werden in der gleichen Weise ersetzt, wie sie berufen worden sind.

Die Frist, innerhalb deren der in Abs. 1 vorgesehene Antrag gestellt werden kann, ist im Schiedsspruch zu bestimmen, sofern dies nicht in der Schiedsordnung geschehen ist.

Artikel 11.

Alle Tvistigheder, der maatte opstaa mellem Parterne angaaende Fortolkning og Gennemførelse af Voldgiftsafgørelsen, skal med Forbehold af anden Aftale afgøres af den Voldgiftsret, der har afsagt Kendelsen. Derved finder Bestemmelsen i Artikel 10, 2. Stykke tilsvarende Anvendelse.

Artikel 11.

Alle Streitigkeiten, die zwischen den Parteien über Auslegung und Ausführung des Schiedsspruchs entstehen sollten, unterliegen, vorbehaltlich anderweitiger Abrede der Beurteilung des Schiedgerichts, das den Spruch gefällt hat. Dabei findet die Bestimmung des Artikel 10 Abs. 2 entsprechende Anwendung.

Artikel 12.

Alle Tvistigheder, der ikke ifølge de foranstaaende Artikler i denne Traktat er underkastet Voldgiftsbehandling, og som ikke med begge Parters Samtykke bliver ordnet ad fredelig Vej paa anden Maade, skal paa Forlangende af en af Parterne undergives Forligsbehandling.

Paastaar den anden Part, at den til Forligsbehandling forelagte Tvist skal afgøres af den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje, Voldgiftsretten eller ved en særlig Behandling ifølge Artikel 1, 2. Stykke, træffes

Artikel 12.

Alle Streitigkeiten, die nicht nach den vorhergehenden Artikeln dieses Vertrags dem Schiedsgerichtsverfahren unterworfen werden und die nicht mit Zustimmung beider Parteien auf andere Weise friedlich geregelt werden, sind auf Verlangen einer Partei im Vergleichsverfahren zu behandeln.

Behauptet die andere Partei, dass der im Vergleichsverfahren anhängig gemachte Streitfall von dem Ständigen Internationalen Gerichtshof, dem Schiedssgericht oder in einem besonderen Verfahren nach Artikel 1

Afgørelsen af dette foreløbige Spørgsmaal af det Organ, hvis Kompetence gøres gældende.

De kontraherende Parters Regeringer kan ved fælles Aftale henskyde en Tvistighed, for hvilken ifølge nærværende Traktat den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje, eller en Voldgiftsret kan paakaldes, til Forligsbehandling enten definitivt eller under Forbehold af senere Paakaldelse af den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje eller en Voldgiftsret.

Artikel 13.

For Forligsbehandlingen oprettes der et staaende Forligsnævn.

Det staaende Forligsnævn bestaar af fem Medlemmer. Enhver af de kontraherende Parter udnævner to Medlemmer, af hvilke den kan vælge det ene blandt sine egne Statsborgere. I Fællesskab udnævner Parterne det femte Medlem, der indtager Forsædet. Formanden skal have en anden Nationalitet end de øvrige Medlemmer. Han maa ikke have sin Bopæl paa Parternes Omraade og ikke staa eller have staaet i deres Tjeneste.

Medlemmerne af det staaende Forligsnævn udnævnes for et Tidsrum af tre Aar. I Mangel af anden Aftale mellem de kontraherende Parter kan deres Udnævnelse ikke tilbagekaldes, saalænge deres Hverv vedvarer. Saafremt et Medlem af det staaende Forligsnævn ikke ved Hvervets Udløb er blevet erstattet, gælder dets Hverv som fornyet for et Tidsrum af tre Aar. Dog fratræder Formanden ved Udløbet af sit Hverv, saafremt dette forlanges af en af de kontraherende Parter. Et Medlem, hvis Hverv ud-

Abs. 2 zu entscheiden sei, so entscheidet über diese Vorfrage das Organ, dessen Zuständigkeit behauptet wird.

Die Regierungen der vertragschliessenden Teile können im gemeinsamen Einverständnis eine Streitigkeit, für die nach dem gegenwärtigen Vertrage der Ständige Internationale Gerichtshof oder ein Schiedsgericht angerufen werden kann, endgültig oder unter Vorbehalt der späteren Anrufung des Ständigen Internationalen Gerichtshofs oder eines Schiedsgerichts im Vergleichsverfahren behandeln lassen.

Artikel 13.

Für das Vergleichsverfahren wird ein Ständiger Vergleichsrat gebildet.

Der Ständige Vergleichsrat besteht aus fünf Mitgliedern. Jeder vertragschliessende Teil ernennt zwei Mitglieder, von denen er eines unter seinen eigenen Staatsangehörigen auswählen darf. Gemeinsam berufen die Parteien das fünfte Mitglied, das den Vorsitz führt. Der Vorsitzende muss eine andere Staatsangehörigkeit als die anderen Mitglieder besitzen. Er darf seinen Wohnsitz nicht auf dem Gebiete der Parteien haben und nicht in deren Dienst stehen oder gestanden haben.

Die Mitglieder des Ständigen Vergleichsrats werden für die Dauer von drei Jahren ernannt. Mangels anderweitiger Abrede zwischen den vertragschliessenden Teilen kann ihre Ernennung während der Dauer ihres Auftrags nicht zurückgenommen werden. Wenn bei Ablauf des Auftrags eines Mitglieds des Ständigen Vergleichsrats seine Ersetzung nicht erfolgt ist, gilt sein Auftrag für einen Zeitraum von drei Jahren als erneuert. Indessen scheidet der Vorsitzende auf Antrag eines der vertragschliessenden

løber under en svævende Sags Behandling, deltager fremdeles i den paagældende Tvistigheds Behandling indtil dennes Afslutning, uanset om hans Efterfølger allerede er udnævnt eller ej.

Inden Udløbet af fjorten Dage fra den Dag at regne, paa hvilken en af de kontraherende Parter har indbragt et Stridsspørgsmaal for det staaende Forligsnævn, kan enhver af Parterne for Behandlingen af det paagældende Stridsspørgsmaal, med Forbehold af den i 2. Stykke indeholdte Grundsætning, erstatte det ene af de af Parten udnævnte Medlemmer af det staaende Forligsnævn med en Person, der har særlig Sagkundskab i det paagældende Anliggende. Den Part, der gør Brug uf denne Ret, underretter derom uopholdelig den anden Part, hvem det derpaa staar aabent at gøre det samme inden Udløbet af fjorten Dage fra den Dag, paa hvilken Underretningen er tilgaaet den.

Det staaende Forligsnævn oprettes inden Udløbet af seks Maaneder efter Udvekslingen af Ratifikationsinstrumenterne til denne Traktat. Afgaaende Medlemmer erstattes saa hurtigt som muligt i Overensstemmelse med Reglerne for det første Valg.

Saafremt Udnævnelsen af Formanden ikke har fundet Sted inden Udløbet af seks Maaneder efter Udvekslingen af Ratifikationsinstrumenterne eller, i Tilfælde af Nyvalg, ikke inden tre Maaneder efter den tidligere Formands Afgang, skal i Mangel af anden Aftale Hans Majestæt Kongen af Sverige anmodes om at foretage den nødvendige Udnævnelse.

Teile bei Ablauf seines Auftrags aus. Ein Mitglied, dessen Auftrag während der Dauer eines im Gange befindlichen Verfahrens abläuft, nimmt an der Behandlung der Streitigkeit bis zur Beendigung des Verfahrens weiter teil, gleichviel ob sein Nachfolger bereits ernannt worden ist oder nicht.

Innerhalb von vierzehn Tagen nach dem Tage, an welchem einer der beiden vertragschliessenden Teile eine Streitfrage vor den Ständigen Vergleichrat gebracht hat, kann jede der Parteien, vorbehaltlich der Bestimmungen des Abs. 2, für die Behandlung dieser Streitfrage eines der von ihr bezeichneten Mitglieder des Ständigen Vergleichsrats durch eine Persönlichkeit ersetzen, die in der Angelegenheit besondere Sachkunde besitzt. Die Partei, die von diesem Rechte Gebrauch macht, teilt das unverzüglich der anderen Partei mit, der es alsdann freisteht, innerhalb von vierzehn Tagen nach dem Tage, an dem ihr die Mitteilung zugegangen ist, das gleiche zu tun.

Der Ständige Vergleichsrat wird im Laufe von sechs Monaten nach Austausch der Ratifikationsurkunden dieses Vertrags gebildet. Ausscheidende Mitglieder werden gemäss dem für die erstmalige Wahl massgebenden Verfahren so rasch als möglich ersetzt.

Wenn die Berufung des Vorsitzenden nicht innerhalb von sechs Monaten nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden oder, im Falle der Neuwahl, nicht innerhalb von drei Monaten nach Ausscheiden des bisherigen Vorsitzenden stattgefunden hat, so wird, in Ermangelung anderweitiger Vereinbarung, Seine Majestät der König von Schweden gebeten werden, die erforderliche Ernennung vorzunehmen.

Artikel 14.

Det staaende Forligsnævn træder i Virksomhed, saasnart det paakaldes af en af Parterne. Denne retter sin Anmodning samtidig til Formanden for det staaende Forligsnævn og til den anden Part. Formanden skal indkalde det staaende Forligsnævn med kortest mulig Frist.

De kontraherende Parter forpligter sig til i alle Tilfælde og i enhver Henseende at fremme det staaende Forligsnævns Arbejder samt til navnlig at yde det enhver Retshjælp gennem de kompetente Myndigheder. De vil træffe alle nodvendige Foranstaltninger, for at det kan gores det staaende Forligsnævn muligt paa deres Omraade at afhøre Vidner og Sagkyndige samt at optage Syn. Det staaende Forligsnævn kan optage Bevis, enten naar samtlige Medlemmer er tilstede, eller ved Formanden.

Artikel 14.

Der Ständige Vergleichsrat tritt in Wirksamkeit, sobald er von einer Partei angerufen wird. Diese richtet ihr Begehren gleichzeitig an den Vorsitzenden des Ständigen Vergleichsrats und an die andere Partei. Der Vorsitzende hat den Ständigen Vergleichsrat in kürzester Frist einzuberufen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, in allen Fällen und in jeder Hinsicht die Arbeiten des Ständigen Vergleichsrats zu fördern und ihm insbesondere durch die zuständigen Behörden jede Rechtshilfe zu gewähren. Sie werden alle erforderlichen Massnahmen treffen, damit dem Ständigen Vergleichsrat die Möglichkeit gewährt wird, auf ihrem Gebiete Zeugen und Sachverständige zu vernehmen und Augenschein einzunehmen. Der Ständige Vergleichsrat kann die Beweise entweder in vollständiger Besetzung oder durch den Vorsitzenden erheben.

Artikel 15.

Det staaende Forligsnævn bestemmer sit Sæde. Det kan forlægge dette efter frit Skøn.

Det staaende Forligsnævn opretter om fornodent et Kontor. Saafremt det i Kontoret ansætter Statsborgere fra Parterne, skal det derved tage ligeligt Hensyn til Parterne.

Artikel 15.

Der Ständige Vergleichsrat bestimmt seinen Sitz. Er kann ihn nach freiem Ermessen verlegen.

Der Ständige Vergleichsrat bildet nötigenfalls eine Kanzlei. Soweit er in die Kanzlei Angehörige der Parteien beruft, hat er dabei die Parteien gleichmässig zu berücksichtigen.

Artikel 16.

Det staaende Forligsnævn er beslutningsdygtigt, naar alle Medlemmer er indkaldt behørigt, og naar Formanden samt i det mindste et af hver Part valgt Medlem er tilstede.

Det staaende Forligsnævn træffer sine Beslutninger ved simpel Stemme-

Artikel 16.

Der Ständige Vergleichsrat ist beschlussfähig, wenn alle Mitglieder ordnungsmässig geladen und wenn der Vorsitzende und mindestens je eins der von jeder Partei ernannten Mitglieder anwesend sind.

Der Ständige Vergleichsrat trifft seine Entschliessungen mit einfacher

flerhed. I Tilfælde af Stemmelighed har Formanden dobbelt Stemme.

Artikel 17.

Det paahviler det staaende Forligsnævn at udarbejde en Beretning, som fastslaar Sagens Sammenhæng, og som, med mindre dette efter de særlige Omstændigheder i det paagældende Tilfælde ikke synes hensigtsmæssigt, indeholder Forslag til Tvistighedens Bilæggelse. I Beretningen skal den afvigende Mening hos et Medlem som er forblevet i Mindretal, efter dets Begæring fastslaas.

Beretningen skal afgives inden Udløbet af seks Maaneder efter den Dag, paa hvilken Tvistigheden blev forelagt det staaende Forligsnævn, medmindre Parterne ved fælles Aftale forlænger denne Frist eller inden det staaende Forligsnævns Sammentræden forkorter den. Beretningen skal affattes i tre Eksemplarer, hvoraf hver af Parterne erholder et, medens det tredje opbevares af det staaende Forligsnævn.

Beretningen har hverken i Henseende til Kendsgerningerne eller i Henseende til de retlige Betragtninger Betydningen af en endelig bindende Afgørelse. Ved Beretningens Tilstilling kan det staaende Forligsnævn henstille til Parterne indenfor en Frist, der fastsættes i Beretningen, at erklære, om og i hvilket Omfang de anerkender Beretningens Fremstilling og antager dens Forslag.

Det tilkommer Parterne ved fælles Aftale at bestemme, om Beretningen uopholdelig skal offentliggøres eller ikke. Saafremt Aftale herom ikke kommer istand, kan det staaende Forligsnævn af særlige Grunde paa

Stimmenmehrheit. Im Falle der Stimmengleichheit hat der Vorsitzende eine doppelte Stimme.

Artikel 17.

Dem Ständigen Vergleichsrat liegt ob, einen Bericht zu erstatten, der den Sachverhalt feststellt und, es sei denn, dass dies nach den besonderen Umständen des Falles nicht angebracht erscheint, Vorschläge für die Beilegung der Streitigkeit enthält. In dem Bericht wird die abweichende Ansicht eines in der Minderheit gebliebenen Mitglieds auf sein Verlangen festgestellt.

Der Bericht ist innerhalb von sechs Monaten nach dem Tage zu erstatten, an dem die Streitigkeit dem Ständigen Vergleichsrat unterbreitet wurde, es sei denn, dass die Parteien diese Frist im gemeinsamen Einverständnis verlängern oder vor dem Zusammentritt des Ständigen Vergleichsrats verkürzen. Der Bericht soll in drei Ausfertigungen verfasst werden, von denen je eine jeder Partei ausgehändigt, die dritte vom Ständigen Vergleichsrat aufbewahrt wird.

Der Bericht hat weder in bezug auf die Tatsachen noch in bezug auf die rechtlichen Ausführungen die Bedeutung einer endgültig bindenden Entscheidung. Bei Mitteilung des Berichts kann der Ständige Vergleichsrat den Parteien anheimstellen, sich innerhalb einer im Bericht festzusetzenden Frist darüber zu erklären, ob und inwieweit sie die Feststellungen des Berichts anerkennen und dessen Vorschläge annehmen.

Es ist Sache der Parteien, im gemeinsamen Einverständnis zu bestimmen, ob der Bericht unverzüglich veröffentlicht werden soll oder nicht. Kommt es jedoch nicht zu einem solchen Einverständnis, so kann der

egen Haand foranledige Beretningens umiddelbare Offentliggørelse.

Artikel 18.

Hver Part udreder Vederlaget for de af den selv til det staaende Forligsnævn udnævnte Medlemmers Virksomhed samt Halvdelen af Vederlaget for Formandens Virksomhed.

Hver Part bærer de af den selv foranledigede Omkostninger ved Behandlingen samt Halvdelen af de Omkostninger, der af det staaende Forligsnævn betegnes som fælles.

Artikel 19.

Den ved Voldgiftsbehandling afsagte Kendelse skal af Parterne opfyldes paa Tro og Love.

De kontraherende Parter forpligter sig til, saalænge Voldgifts- eller Forligsbehandling staar paa, efter Evne at undgaa enhver Foranstaltning, der kunde have ufordelagtig Indflydelse paa Opfyldelsen af Voldgiftskendelsen eller paa Antagelsen af det staaende Forligsnævns Forslag.

Voldgiftsretten kan paa Forlangende af en af Parterne anordne forberedende Forholdsregler, forsaavidt saadanne kan gennemføres af Parterne ad Forvaltningsvejen; ligeledes kan det staaende Forligsnævn stille Forslag i samme Øjemed.

Artikel 20.

Med Forbehold af modsatte Bestemmelser i nærværende Traktat eller i Voldgiftsordningen, er Haagerkonventionen af 18. Oktober 1907 til fredelig Bilæggelse af mellemfolkelige Stridigheder afgørende for Voldgifts- og Forligsbehandlingen.

Ständige Vergleichsrat seinerseits aus besonderen Gründen die sofortige Veröffentlichung des Berichts veranlassen.

Artikel 18.

Jede Partei trägt die Vergütung für die Tätigkeit der von ihr ernannten Mitglieder des Ständigen Vergleichsrats sowie die Hälfte der Vergütung für die Tätigkeit des Vorsitzenden.

Jede Partei trägt die von ihr veranlassten Kosten des Verfahrens sowie die Hälfte der Kosten, die von dem Ständigen Vergleichsrat als gemeinsame bezeichnet werden.

Artikel 19.

Der im Schiedsgerichtsverfahren gefällte Spruch ist von den Parteien nach Treu und Glauben zu erfüllen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, während der Dauer des Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahrens nach Möglichkeit jede Massnahme zu vermeiden, die auf die Erfüllung des Schiedsspruchs oder die Annahme der Vorschläge des Ständigen Vergleichsrats nachteilig zurückwirken könnte.

Das Schiedsgericht kann auf Verlangen einer Partei vorsorgliche Massnahmen anordnen, soweit diese von den Parteien auf dem Verwaltungswege durchgeführt werden können; ebenso kann der Ständige Vergleichsrat zum gleichen Zwecke Vorschläge machen.

Artikel 20.

Unter Vorbehalt entgegenstehender Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags oder der Schiedsordnung ist für das Schiedsgerichts- und Vergleichsverfahren das Haager Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 massgebend.

I det Omfang, hvori nærværende Traktat henviser til Bestemmelserne i Haagerkonventionen, finder de Anvendelse i Forholdet mellem de kontraherende Parter, selv naar disse eller en af dem maatte være fratraadt Konventionen.

Saafremt hverken nærværende Traktat eller Voldgiftsordningen eller de iøvrigt mellem de kontraherende Parter bestaaende Overenskomster fastsætter Fristerne og andre Enkeltheder for Voldgifts- og Forligsbehandlingen, er Voldgiftsretten eller det staaende Forligsnævn selv beføjet til at træffe de fornødne Bestemmelser.

Artikel 21.

Nærværende Traktat skal ratificeres snarest muligt. Ratifikationsinstrumenterne skal udveksles i Berlin.

Traktaten træder i Kraft en Maaned efter Udvekslingen af Ratifikationsinstrumenterne.

Traktaten gælder for et Tidsrum af ti Aar. Saafremt den ikke opsiges seks Maaneder inden Udløbet af dette Tidsrum, forbliver den i Kraft for yderligere fem Aar. Det samme gælder, saafremt Traktaten ikke opsiges med den angivne Frist, ogsaa senere hen.

En Voldgiftsbehandling eller Forligsbehandling, som maatte være svævende ved nærværende Traktats Udløb, føres videre efter Bestemmelserne i denne Traktat eller anden Overenskomst, som af de kontraherende Parter maatte blive aftalt i dennes Sted.

Til Bekræftelse heraf har de Befuldmægtigede undertegnet nærværende Traktat.

Soweit der gegenwärtige Vertrag auf die Bestimmungen des Haager Abkommens verweist, finden sie im Verhältnis zwischen den vertragschliessenden Teilen selbst dann Anwendung, wenn diese oder eine von ihnen von dem Abkommen zurückgetreten sein sollten.

Sofern weder der gegenwärtige Vertrag, noch die Schiedsordnung, noch die sonst zwischen den vertragschliessenden Teilen bestehenden Übereinkünfte die Fristen und andere Einzelheiten des Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahrens festlegen, ist das Schiedsgericht oder der Ständige Vergleichsrat selbst befugt, die erforderlichen Bestimmungen zu treffen.

Artikel 21.

Der gegenwärtige Vertrag soll so bald als möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Berlin ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt einen Monat nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Der Vertrag gilt für die Dauer von zehn Jahren. Wird er nicht sechs Monate vor Ablauf dieses Zeitraums gekündigt, so bleibt er für weitere fünf Jahre in Kraft. Das gleiche gilt, wenn der Vertrag nicht mit der bezeichneten Frist gekündigt wird, für die spätere Zeit.

Ein Schiedsgerichtsverfahren oder ein Vergleichsverfahren, das bei Ablauf des gegenwärtigen Vertrags schwebt, nimmt seinen Lauf nach den Bestimmungen dieses Vertrags oder eines anderen Abkommens, das von den vertragschliessenden Teilen an dessen Stelle vereinbart wird.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet.

Udfærdiget i to Originaler i det danske og det tyske Sprog
i Berlin, den 2. Juni 1926.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und dänischer Sprache
in Berlin am 2. Juni 1926.

sign: *Herluf Zahle.*
sign: *Stresemann.*

Slutningsprotokol
til den dansk-tyske Voldgifts- og Forligstraktat.

1. De kontraherende Parter gaar ud fra den Opfattelse, at de enkelte Bestemmelser i Traktaten i Tvivlstilfælde skal fortolkes til Gunst for Anvendelsen af Grundsætningen om voldgiftsmæssig Afgørelse af Tvistigheder.

2. De kontraherende Parter erklærer, at Traktaten ogsaa skal finde Anvendelse i Tilfælde af, at en Tvistighed har sin Oprindelse i Begivenheder, der er indtruffet i Tiden forinden dens Afsluttelse. Undtagne herfra er dog Tvistigheder angaaende Erstatningskrav, der afledes fra Krigshandlinger, som er foretagne under Verdenskrigen.

3. Den Kendsgerning, at tredje Staater er delagtige i en Tvistighed, udelukker ikke Traktatens Anvendelse. De kontraherende Parter vil i givet Tilfælde virke for at foranledige, at de paagældende tredje Stater slutter sig til Voldgifts- eller Forligsbehandlingen. For dette Tilfælde forbeholdes det de to Regeringer at træffe indbyrdes Aftale om en særlig Sammensætning af Voldgiftsretten eller det staaende Forligsnævn. Saafremt der ikke kan tilvejebringes Forstaaelse med de paagældende tredje Stater om deres Tilslutning indenfor en passende Frist, gennemføres Behandlingen mellem de kontraherende Parter med

Schlussprotokoll
zu dem deutsch-dänischen Schiedsgerichts- und Vergleichsver⁺rag.

1. Die vertragschliessenden Teile gehen von der Ansicht aus, dass die einzelnen Bestimmungen des Vertrags im Zweifel zu Gunsten der Anwendung des Grundsatzes der schiedsgerichtlichen Erledigung von Streitigkeiten auszulegen sind.

2. Die vertragschliessenden Teile erklären, dass der Vertrag auch dann Anwendung findet, wenn eine Streitigkeit in Ereignissen ihren Ursprung hat, die zeitlich vor seinem Abschluss liegen. Ausgenommen hiervon sind jedoch Streitigkeiten über Schadenersatzansprüche, die aus während des Weltkriegs vorgenommenen Kriegshandlungen hergeleitet werden.

3. Die Tatsache, dass an einer Streitigkeit dritte Staaten beteiligt sind, schliesst die Anwendung des Vertrags nicht aus. Die vertragschliessenden Teile werden gegebenenfalls dahin wirken, die dritten Staaten zum Anschluss an das Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahren zu veranlassen. Für diesen Fall bleibt es den beiderseitigen Regierungen vorbehalten, im gemeinsamen Einverständnis eine besondere Zusammensetzung des Schiedsgerichts oder des Ständigen Vergleichsrats vorzusehen. Kann eine Verständigung mit den dritten Staaten über deren Anschluss nicht binnen angemessener Frist herbei-

Virkning kun for disse paa den i Traktaten foreskrevne Maade.

4. For det Tilfælde, at Tyskland tiltræder den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje i Haag eller bliver Medlem af Folkenes Forbund, skal Retstvistigheder, ved hvilke Parterne ikke har kunnet enes om, hvorvidt disse Tvistigheder skal forelægges for den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje eller en Voldgiftsret, efter Anmodning af en af Parterne umiddelbart kunne indbringes for den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje en Maaned efter Meddelelse herom til den anden Part. Det samme gælder, saafremt en almindelig Voldgiftstraktrat, der indeholder en tilsvarende Bestemmelse, skulde træde i Kraft mellem Tyskland og en tredje Stat.

Berlin, den 2. Juni 1926.

geführt werden, so nimmt das Verfahren zwischen den vertragschliessenden Teilen mit Wirkung nur für diese den im Vertrage vorgesehenen Verlauf.

4. Für den Fall, dass Deutschland dem Ständigen Internationalen Gerichtshof im Haag beitritt oder Mitglied des Völkerbundes wird, sollen Rechtsstreitigkeiten, bei denen die Parteien sich darüber, ob diese Rechtsstreitigkeiten dem Ständigen Internationalen Gerichtshof oder einem Schiedsgericht zu unterbreiten sind, nicht haben einigen können, auf Antrag einer Partei einen Monat nach Ankündigung an die andere Partei unmittelbar vor den Ständigen Internationalen Gerichtshof gebracht werden können. Dasselbe gilt, falls ein allgemeiner Schiedsgerichtsvertrag zwischen Deutschland und einer dritten Macht in Kraft treten sollte, der eine entsprechende Bestimmung enthält.

Berlin, den 2. Jnni 1926.

sign: *Herluf Zahle.*
sign: *Stresemann.*

Kongelig Dansk Gesandtskab.

Berlin, den 2. Juni 1926.

Hr. Rigsminister,

Under Henvisning til den Dags Dato stedfundne Undertegnelse af den dansk-tyske Voldgifts- og Forligstraktat har jeg den Ære efter Ordre fra min Regering at meddele Dem følgende:

Saafremt Tyskland bliver Medlem af Folkenes Forbund, skal Traktatens Bestemmelser om Forligsbehandling betragtes som supplerede med følgende yderligere Bestemmelse:

Auswärtiges Amt.

Berlin, den 2. Juni 1926.

Herr Gesandter,

In Erwiderung Ihres heutigen Schreibens beehre ich mich Ihnen mit Beziehung auf die heute erfolgte Unterzeichnung des deutsch-dänischen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrags namens der Deutschen Regierung hiermit folgendes zu bestätigen:

Falls Deutschland Mitglied des Völkerbundes wird, sollen die Bestimmungen des Vertrags über das Vergleichsverfahren als durch folgende weitere Bestimmung ergänzt gelten:

„Dersom Parterne ikke er kommet til Enighed inden Udløbet af en Maaned efter Afslutningen af det staaende Forligsnævns Arbejder, forelægges Spørgsmaalet efter Anmodning fra en af Parterne for Folkenes Forbunds Raad, der træffer Afgørelse i Overensstemmelse med Art. 15 i Forbundspagten."

Der bestaar endvidere Enighed om, at Tvistigheder mellem Tyskland og en tredje Stat, i hvilke Danmark kunde blive delagtig i sin Egenskab af Medlem af Folkenes Forbund, ikke kan anses som Tvistigheder mellem de kontraherende Parter i Traktatens Betydning. Det samme gælder, saasnart Tyskland er blevet Medlem af Folkenes Forbund, for Tvistigheder mellem Danmark og en tredje Stat, i hvilke Tyskland kunde blive delagtig i sin Egenskab af Medlem af Folkenes Forbund.

Modtag, Hr. Rigsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

sign: *Herluf Zahle.*

Hr. Dr. Gustav Stresemann,
Rigsudenrigsminister.
Berlin.

„Wenn sich die Parteien nicht innerhalb eines Monats nach Abschluss der Arbeiten des Ständigen Vergleichsrats verständigt haben, wird die Frage durch Antrag einer der Parteien vor den Völkerbundsrat gebracht, der gemäss Artikel 15 der Völkerbundssatzung zu befinden hat."

Es besteht ferner Einverständnis darüber, dass Streitigkeiten zwischen Deutschland und einem dritten Staate, an denen Dänemark in seiner Eigenschaft als Mitglied des Völkerbundes beteiligt werden könnte, nicht als Streitigkeiten zwischen den vertragschliessenden Teilen im Sinne des Vertrages angesehen werden können. Das Gleiche gilt, sobald Deutschland Mitglied des Völkerbundes geworden ist, für Streitigkeiten zwischen Dänemark und einem dritten Staate, an denen Deutschland in seiner Eigenschaft als Mitglied des Völkerbundes beteiligt werden könnte.

Genehmigen Sie, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

sign: *Stresemann.*

An Seine Exzellenz
den Königlich Dänischen
Gesandten Herrn Zahle.

14.

DANEMARK, GRANDE-BRETAGNE.

Convention afin de prolonger la durée de la Convention d'arbitrage, signée le 25 octobre 1905,*) renouvelée le 3 mars 1911,**) le 3 mai 1916***) et le 1er mai 1922;†) signée à Londres, le 4 juin 1926.††)

Lovtidenden A, 1927, No. 12.

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island, og Hans Majestæt Kongen af det Forenede Kongerige Storbritannien og Irland og af de Britiske oversøiske Besiddelser, Kejser af Indien, der har undertegnet Konventionen angaaende fredelig Bilæggelse af internationale Stridigheder, afsluttet i Haag den 29. Juli 1899;

Har, i Betragtning af, at de høje kontraherende Parter ved Artikel 19 i nævnte Konvention har forbeholdt sig at slutte Overenskomster med Hensyn til at henvise til Voldgift alle Spørgsmaal, som de maatte anse det for muligt at underkaste saadan Behandling,

Udnævnt til deres befuldmægtigede:

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island:

Greve Preben Ahlefeldt-Laurvig, Hans Majestæts overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister ved Hans Britiske Majestæts Hof; og

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Denmark and Iceland, signatories of the Convention for the pacific settlement of international disputes, concluded at The Hague on the 29th July, 1899;

Taking into consideration that by Article 19 of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment,

Have named as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

the Right Honourable Sir Austen Chamberlain, K. G., M. P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

---

*) V. N. R. G. 2. s. XXXV, p. 406. **) V. N. R. G. 3. s. IV, p. 735.
***) V. N. R. G. 3. s. IX, p. 667. †) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 672.
††) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 15 mars 1927.

Hans Majestæt Kongen af det Forenede Kongerige Storbritannien og Irland og af de Britiske oversøiske Besiddelser, Kejser af Indien:

the Right Honourable Sir Austen Chamberlain, K. G., M. P., Hans Majestæts Første Statssekretær for udenlandske Anliggender;

His Majesty the King of Denmark and Iceland:

Count Preben Ahlefeldt-Laurvig, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Britannic Majesty;

Hvilke, efter at have meddelt hinanden deres respektive Fuldmagter, der befandtes i god og rigtig Form, er komne overens om følgende:

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Artikel 1.

De høje kontraherende Parter fornyer herved, for en yderligere Periode paa 5 Aar fra den 4. Maj 1926 at regne, den i London den 25. Oktober 1905 undertegnede Konvention angaaende Afgørelse ved Voldgift af visse Klasser af Spørgsmaal, som maatte opstaa mellem de to Regeringer.

Man er dog enig om, at i Stedet for Henvisning til den permanente Voldgiftsdomstol som foreskrevet i Artiklerne 1 og 2 i den ovennævnte Konvention af 25. Oktober 1905, skal Henvisningen i ethvert forekommende Tilfælde ske til den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje i Overensstemmelse med den Fremgangsmaade, der er bestemt i denne Domstols Statut og i det i Henhold dertil fastsatte Reglement for Domstolen.

Article 1.

The High Contracting Parties renew, for a further period of 5 years, dating from the 4th May, 1926, the Convention signed at London on the 25th October, 1905, for the settlement by arbitration of certain classes of questions which may arise between the two Gouvernments.

It will be understood, however, that in place of reference to the Permanent Court of Arbitration as provided for in Articles 1 and 2 of the aforesaid Convention of the 25th October, 1905, the reference shall in any case arising be made to the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in the Statute of that Court and in the Rules of Court adopted thereunder.

Artikel 2.

Nærværende Konvention skal ratificeres, og Ratifikationerne udveksles i London saa snart som muligt.

Udfærdiget i dobbelt Eksemplar i London, den 4. Juni 1926.

Article 2.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications exchanged at London as soon as possible.

Done in duplicate at London, the 4th day of June, 1926.

(L. S.) *P. Ahlefeldt-Laurvig.*

(L. S.) *Austen Chamberlain.*

15.

GRANDE-BRETAGNE, ISLANDE.

Convention afin de renouveler, en ce qui concerne l'Islande, la Convention d'arbitrage conclue entre la Grande-Bretagne et le Danemark le 25 octobre 1905;*) signée à Londres, le 4 juin 1926.**)

Treaty Series 1927, No. 10.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Iceland and Denmark, signatories of the Convention for the pacific settlement of international disputes, concluded at The Hague on the 29th July, 1899;***)

Taking into consideration that by Article 19 of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment,

Have named as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

the Right Honourable Sir Austen Chamberlain, K.G., M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

His Majesty the King of Iceland and Denmark:

Count Preben Ahlefeld-Laurvig, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Britannic Majesty;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

The High Contracting Parties renew as far as Iceland is concerned, for a further period of 5 years, dating from the 4th May, 1926, the Convention signed at London on the 25th October, 1905, for the settlement by arbitration of certain classes of questions which may arise between the two Governments.

It will be understood, however, that in place of reference to the Permanent Court of Arbitration as provided for in Articles 1 and 2 of the aforesaid Convention of the 25th October, 1905, the reference shall

---

*) V. N. R. G. 2 s. XXXV, p. 406.

**) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 15 mars 1927

***) V. N. R. G. 2. s. XXVI. p. 920.

in any case arising be made to the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in the Statute of that Court and in the Rules of Court adopted thereunder.

Article 2.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications exchanged at London as soon as possible.

Done in duplicate at London, the 4th of June, 1926.

(L. S.) *Austen Chamberlain.*

For Iceland:

(L. S.) *Ahlefeldt Laurvig,*
Royal Danish Minister.

16.

SUÈDE, PORTUGAL.

Echange de Notes pour abroger la Convention d'arbitrage, conclue le 15 novembre 1913;*) signées à Lisbonne, le 29 décembre 1926.

Överenskommelser med främmande makter 1926, No. 43.

---

a.

Lisbonne, p. t. Madrid, le 29 décembre 1926.

Monsieur le Ministre,

La Convention d'arbitrage du 15 novembre 1913 actuellement en vigueur entre la Suède et le Portugal prévoit que les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des Traités, qui viendraient à se produire entre les Parties Contractantes et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour Permanente d'arbitrage établie par la Convention du 18 octobre 1907 à la Haye,**) à la condition, toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des Etats Contractants, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances.

La Suède, de même que le Portugal, ayant, conformément à l'Article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale,***) déclaré reconnaître la compétence de la Cour dans tous les litiges d'une des catégories y mentionnées, il existe actuellement entre les deux pays, en ce qui concerne le règlement pacifique des différends d'ordre juridique, des engagements allant au delà de ceux assumés par eux en vertu de la Convention du 15 novembre 1913.

---

*) V. N. R. G. 3. s. IX, p. 57.
**) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.
***) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 871.

Pour ces raisons et afin d'éviter toute incertitude concernant l'application entre les deux pays du principe de l'arbitrage, le Gouvernement suédois estime qu'il serait opportun d'abroger formellement la Convention d'arbitrage de 1913.

Si le Gouvernement de la République se rallie à cette manière de voir, je me permets de suggérer que la présente note et la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, servent à constater l'accord intervenu entre les deux Etats et aux termes duquel la Convention d'arbitrage signée le 15 novembre 1913 cessera de porter ses effets à partir de ce jour.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

Danielsson.

b.

Lisboa 29 de Desembro de 1926.

Senhor Ministro,

Tenho a honra de acusar recepção da nota que V. Exa se serviu dirigirme nesta data communicando-me o seguinte:

A Convenção de arbitragem de 15 de Novembro de 1913 actualmente em vigór entre Portugal e a Suécia establece que as divergencias de caracter juridico ou relativas á interpretação dos tratados vigentes entre os dois Paizes, que venham a dar-se entre eles e não possam resolver-se pela via diplomatica, serão sujeitas ao Tribunal Permanente de Arbitragem instituido na Haya pela Convenção de 18 de Outubro de 1907, contando que não intendam com os vitaes interesses, a independencia ou a honre dos Estados contratantes ou os interesses de terceira Potencia. Tendo a Suécia, assim como Portugal, declarado, em conformidade do artigo 36, paragrafo 2:o, do Estatuto do Tribunal Permanente de Justica Internacional, reconhecer a competencia deste Tribunal em todos os litigios de qualquer das categorias mencionadas no mesmo artigo, existem actualmente entre os dois Paizes, no que respeita a solução pacifica de divergencias de ordem juridica, compromissos mais amplos do que os assumidos por eles em virtude da Convenção de 15 de Novembro de 1913.

Por essas rasões e afim de evitar qualquer duvida com respeito a aplicação entre os dois Paizes do principio de arbitragem, julga o Governo da Suécia oportuno derogar formalmente a Convenção de arbitragem de 1913.

Em resposta cabe-me a honra de comunicar a V. Exa. que o Governo da República Portuguêsa concorda com a maneira de ver do Governo da Suécia, devendo a presente Nota e a de V. Exa. a que tenho a honra de responder constituir o accordo formal entre os dois Estados, nos termos do qual a Convenção de Arbitragem assinada em 15 de Novembre de 1913 deixa de producir efeito a contar de hoje.

Aproveito a oportunidade para reiterar a V. Exa, os protestos de minha alta consideração.

Dr. de Bettencourt Rodrigues.

17.

GRANDE-BRETAGNE, PORTUGAL.

Echange de Notes afin de prolonger la durée de l'Arrangement d'arbitrage, signé le 16 novembre 1914,*) renouvelé le 16 novembre 1919**) et le 29 août 1925;***) du 4 janvier 1927.

Treaty Series 1927, No. 5.

No. 1.

Sir Austen Chamberlain to the Portuguese Ambassador.

Foreign Office, January 4, 1927.

Your Excellency,

I have the honour to state that the Government of His Britannic Majesty are prepared to renew for a further period of five years, to date from the 16th November, 1926, the Arbitration Agreement with the Government of the Portuguese Republic which was signed at London on the 16th November, 1914, and successively renewed by notes exchanged on the 16th November, 1919, and 29th August, 1925.

2. It will be understood, however, that the jurisdiction of the Permanent Court of Arbitration, as provided for in Articles 1 and 2 of that Agreement, will be replaced by that of the Permanent Court of International Justice, in accordance with the procedure laid down in the statute of that court and the rules of court adopted hereunder.

3. If this proposal is agreeable to the Portuguese Government, the present note and your Excellency's reply in similar terms will serve as, and will be sufficient to give, legal validity to this understanding between the respective Governments.

I have, &c.

Austen Chamberlain.

No. 2.

The Portuguese Ambassador to Sir Austen Chamberlain.

Embaixada de Portugal, Londres, 4 de Janeiro de 1927.

Excellencia,

Tenho a honra de acusar recepção da nota de V. Exa. datada de hoje, na qual V. Exa. declara que o Governo de Sua Majestade Britanica está pronto a renovar, por mais um periodo de cinco anos, a contar de 16 de Novembro de 1926, o Acôrdo de Arbitragem com o Governo da República Portuguesa que foi assinado em Londres em 16 de Novembro

---

*) V. N. R. G. 3. s. X, p. 636. **) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 663.
***) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 700.

de 1914, e sucessivamente renovado pelas notas que se trocaram em 16 de Novembro de 1919 e em 29 de Agosto de 1925.

2. Em resposta cabe-me a honra de informar V. Exa. que o Governo da República Portuguesa, aceitando a proposta do Governo de Sua Majestade Britanica, está egualmente pronto a renovar o referido Acôrdo pelo periodo de cinco anos, a contar de 16 de Novembro de 1926. Todavia ficará entendido, em harmonia com a proposta do Governo de Sua Majestade, que a jurisdição do Tribunal Permanente de Arbitragem, como está estabelecida nos artigos 1 e 2 do Acôrdo, será substituida pela do Tribunal Permanente de Justiça Internacional, d'acôrdo com o processo estabelecido nos Estatutos deste tribunal e com as regras nêles estabelecidas.

3. Esta nota e a de V. Exa. a que tenho a honra de responder servirão e serão suficientes para darem validade legal a este Acôrdo entre os respectivos Governos.

Aproveito, &c.

Th. A. Garcia Rosado.

(Translation.)

Portuguese Embassy, London, January 4, 1927.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of to-day's date, informing me that His Britannic Majesty's Government are prepared to renew for a further period of five years, to date from the 16th November, 1926, the Arbitration Agreement with the Government of the Portuguese Republic which was signed at London on the 16th November, 1914, and successively renewed by notes exchanged on the 16th November, 1919, and 29th August, 1925.

2. In reply, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Portuguese Republic in accepting the proposal of His Majesty's Government, are equally prepared to renew the Agreement in question for a further period of five years, to date from the 16th November, 1926. It will be understood, however, in accordance with the proposal of His Majesty's Government, that the jurisdiction of the Permanent Court of Arbitration, as provided for in Articles 1 and 2 of that Agreement, will be replaced by that of the Permanent Court of International Justice, in accordance with the procedure laid down in the statute of that court and the rules of court adopted hereunder.

3. This note and Your Excellency's note, to which I now have the honour to reply, will serve as, and will be sufficient to give, legal validity to this understanding between the respective Governments.

I avail, &c.

Th. A. Garcia Rosado.

18.

GRANDE-BRETAGNE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Traité d'extradition; signé à Londres, le 11 novembre 1924, suivi d'un Protocole, signé à Londres, le 4 juin 1926.*) **)

Treaty Series 1926, No. 31.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India;

And the President of the Czechoslovak Republic;

having determined, by common consent, to conclude a treaty for the extradition of criminals, have accordingly named as their plenipotentiaries:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

Sir William George Tyrrell, K.C.M.G., K.C.V.O., C.B. Assistant Under-Secretary of State for Foreign Affairs;

And the President of the Czechoslovak Republic:

Dr. Emil Spira, Head of Department in the Ministry of Justice;

Who, after having exhibited to each other their respective full powers, and found them in good and due form, have agreed upon te following articles:

Article 1.

The High Contracting Parties engage to deliver up to each other, under certain circumstances and conditions stated in the present treaty, those persons who, being charged with or convicted of any of the crimes or offences enumerated in Article 2, committed within the jurisdiction of the one Party, shall be found within the territory of the other Party.

Article 2.

Extradition shall be reciprocally granted for the following crimes or offences, provided that such crimes or offences be indictable and be punishable in accordance with the laws of that part of the territories of the High Contracting Parties in which the person claimed is found:

1. Murder (including assassination, parricide, infanticide, poisoning) and attempt to murder.
2. Manslaughter.
3. Administering drugs or using instruments with intent to procure the miscarriage of women.
4. Rape.
5. Carnal knowledge, or any attempt to have carnal knowledge, of a girl under 14 years of age.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 5 novembre 1926.

**) En langues anglaise et tchèque. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

6. False imprisonment.

7. Child stealing, including abandoning, exposing or unlawfully detaining.

8. Abduction of a female with intent to have carnal knowledge.

9. Procuration.

10. Bigamy.

11. Maliciously wounding or inflicting grievous bodily harm.

12. Threats, by letter or otherwise, with intent to extort money or other things of value.

13. Perjury, or subornation of perjury.

14. Arson.

15. Burglary or housebreaking, robbery with violence, and larceny.

16. Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, director, member or officer of any company, embezzlement, and fraudulent conversion.

17. Obtaining money, valuable security or goods by false pretences; receiving any money, valuable security or other property, knowing the same to have been stolen or unlawfully obtained.

18. a) Counterfeiting or altering money and bringing into circulation counterfeited or altered money.

b) Knowingly making without lawful authority any instrument, or engine adapted and intended for the counterfeiting of the coin of either State.

19. Forgery, or uttering what is forged.

20. Crimes or offences against bankruptcy law.

21. Any act done with intent to endanger the safety of any persons travelling or being upon a railway.

22. Malicious injury to property.

23. Dealing in slaves.

Extradition shall also be reciprocally granted for piracy and other crimes or offences committed anywhere at sea which, according to the laws of the High Contracting Parties, are extradition crimes or offences.

Extradition is also to be granted for participation in any of the aforesaid crimes or offences, provided that such participation be punishable by the laws of both Contracting Parties.

Extradition may also be granted at the discretion of the State applied to in respect of any other crime or offence for which according to the law of both the Contracting Parties, the grant can be made.

Article 3.

Each Party reserves the right to refuse or grant the surrender of its own subjects to the other Party.

Article 4.

The extradition shall not take place if the person claimed has already been tried and discharged or convicted, or is still awaiting trial in the State applied to, for the crime or offence for which his extradition is demanded.

If the person claimed should be under examination or under punishment in the State applied to for any other crime or offence, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial or, in case of his conviction, until the full execution of any punishment imposed on him.

Article 5.

The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime or offence or the institution of the prosecution or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of either State.

Article 6.

A fugitive criminal shall not be surrendered if the crime or offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he proves that the requisition for his surrender has been made with a view to try or to punish him for a crime or offence of a political character.

The State applied to or the courts of that State shall decide whether the crime or offence is of a political character or not.

Article 7.

A person surrendered can in no case be kept in custody or be brought to trial in the State to which the surrender has been made for any other crime or offence, or on account of any other matters, than those for which the extradition shall have taken place, until he has been set at liberty and has had an opportunity of returning to the State by which he has been surrendered.

This stipulation does not apply to crimes or offences committed after the extradition.

Article 8.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic agents of the High Contracting Parties.

The requisition for the extradition of a person charged must be accompanied by a warrant of arrest or other judicial document of like nature issued by the competent authority of the State demanding the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the person charged is found, would justify his arrest if the crime or offence had been committed there.

If the claim for extradition relates to a person already convicted, it must be accompanied by the sentence of condemnation passed on him by the competent court of the State that makes the claim.

A person sentenced *in contumaciam* shall not be dealt with as a convicted person, but as a person charged.

The documents forwarded in support of the requisition shall be drawn up in the State (official) language of the State making it.

Article 9.

If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

Article 10.

A criminal fugitive may also be arrested before the requisition for his surrender is made, under a warrant or other judicial document of like nature issued by a competent judicial authority in either State, on such information or complaint and such evidence, or after such proceedings, as would justify the issue of a warrant or other judicial document of like nature if the crime or offence had been committed or the person convicted in that part of the territory of the two Contracting Parties in which the competent judicial authority exercises jurisdiction.

Notice of the date of his arrest shall be given forthwith to the diplomatic agent of the party claiming extradition.

The person arrested shall be discharged, in so far as the laws of the State where he has been arrested do not oppose, if within the term of forty days from his arrest a requisition for extradition shall not have been made, in accordance with the stipulations of this treaty, by the diplomatic agent of the State claiming his extradition.

The same rule shall apply to persons charged with or convicted of any of the crimes or offences specified in this treaty, and committed on the high seas on board any vessel of either State which may come into a port of the other.

Article 11.

The extradition shall take place only if the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to, either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime or offence had been committed in the territory of the same State, or to prove that the prisoner is the identical person convicted by the courts of the State which makes the requisition, and that the crime or offence of which he has been convicted is one for which extradition may be granted under this treaty.

Article 12.

Warrants, depositions and all other documents and copies thereof shall be accepted as evidence in support of a claim for extradition if they are signed or certified by a competent authority and are authenticated in the United Kingdom by the seal of a Secretary of State, and in the Czechoslovak Republic by the seal of the Minister of Justice.

Article 13.

If the individual claimed by one of the High Contracting Parties in pursuance of the present treaty should be also claimed by one or several other Powers on account of other crimes or offences committed within their respective jurisdictions, his extradition shall be granted to the State whose claim is earliest in date, unless such claim is waived.

This article shall not affect such treaties as have already previously been coucluded by one of the Contracting Parties with other States.

Article 14.

If sufficient evidence for the extradition be not produced within two months from the date of the arrest of the fugitive, or within such further time as the State applied to, or its competent tribuual, shall direct, the fugitive shall be set at liberty in so far as the laws of the State where the person claimed has been arrested do not oppose.

Article 15.

All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his arrest, and any articles that may serve as a proof of the crime or offence, shall be given up, if possible when the extradition takes place.

The State to whom extradition is granted shall nevertheless return any article so given up for a temporary purpose if the State granting extradition shall so require.

The above stipulations are subject to the rights of third persons and are applicable only so far as the law of the State concerned permits.

Article 16.

Each of the High Contracting Parties shall defray the expenses occasioned by the arrest within its territories, the detention, and the conveyance to its frontier, of the persons whom it may have consented to surrender in pursuance of the present treaty.

The cost of supplying translations of the documents forwarded in support of the requisition under Articles 8 and 12 shall be defrayed by the party claiming extradition.

Article 17.

The stipulations of the present treaty shall be applicable, so far as the laws permit, to all His Britannic Majesty's Dominions, except to the self-governing Dominions hereinafter named — that is to say, the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia (including for this purpose Papua and Norfolk Island), the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, and Newfoundland — and India, provided always that the said stipulations shall be applicable to any of the above-named Dominions or India in respect of which notice to that effect shall have been given on behalf of the Government of such Dominion or India by His Britannic Majesty's Representative in the Czechoslovak Republic, and provided also that it shall be competent for either of the Contracting Parties to terminate separately the application of this treaty to any of the abovenamed Dominions or India by a notice to that effect not exceeding one year and not less than six months.

Article 18.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal, who has taken refuge in any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, or Possessions tho which this treaty applies shall be made to the Governor-General, Governor, or chief authority, of such self-governing Dominion, Colony, or Possession by the chief consular officer of the Czechoslovak Republic in such self-governing Dominion, Colony, or Possession.

Such requisition may be disposed of, subject always, as nearly as may be, and so far as the law of such self-governing Dominion, Colony, or Possession will allow, to the provisions of this treaty, by the said Governor-General, Governor, or chief authority, who, however, shall be at liberty either to grant the surrender or to refer the matter to His Britannic Majesty's Government.

Requisitions for the surrender of a fugitive criminal emanating from any self-governing Dominion, Colony, or Possession of His Britannic Majesty shall be governed, as far as possible, by the rules laid down in the preceding articles of the present treaty.

Article 19.

It is understood that the stipulations of the two preceding articles apply in the same manner as if they were possessions of His Britannic Majesty, to the following British Protectorates, that is to say, the Bechuanaland Protectorate, Gambia Protectorate, Kenya Protectorate, Nigeria Protectorate, Northern Rhodesia, Northern Territories of the Gold Coast, Nyasaland, Sierra Leone Protectorate, Soloman Islands Protectorate, Somaliland Protectorate, Swaziland, Uganda Protectorate and Zanzibar.

It is also understood that if, after the signature of the present treaty, it is considered advisable to extend its provisions to any British protectorates other than those mentioned above, or to any British-protected State, or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, the stipulations of the two preceding articles shall be deemed to apply to such protectorates or States or mandated territories from the date prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting such extension.

It is further understood that the provisions of the present treaty which apply to British subjects shall be deemed also to apply to natives of any British protectorate or protected State or mandated territory to which the stipulations of the two preceding articles apply or shall hereafter apply.

Article 20.

The present treaty, of which the English and Czechoslovak texts are equally authentic, shall come into force forty days after the date on which ratifications are exchanged. It may be terminated by either of the High Contracting Parties by a notice not exceeding one year and not less than six months.

It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the treaty and have affixed thereto their respective seals.

Done at London the eleventh day of November, in the year 1924.

(L. S.) *W. Tyrrell.*
(L. S.) *Dr. Emil Spira.*

Protocol.

It being considered necessary to amend Article 12 of the Extradition Treaty between His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the Czechoslovak Republic, which was signed at London on November 11, 1924, the undersigned Plenipotentiaries have ageed that that Article shall be amended to read as follows:

> „Warrants, depositions and all other documents and copies thereof shall be accepted as evidence in support of a claim for extradition if they are signed or certified by a competent authority and are authenticated in the United Kingdom by the seal of a Secretary of State, and in the Czechoslovak Republic by the seal of the Minister of Justice or other Minister of State."

The present Protocol shall have the same force and duration as the Extradition Treaty of November 11, 1924, to which it relates. It shall be ratified at the same time as that Treaty, of which it shall be regarded as an integral part.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 4th June, 1926.

(L. S.) *Austen Chamberlain.*
(L. S.) *Jan Masaryk.*

19.

NORVÈGE, FINLANDE.

Convention d'extradition; signée à Helsingfors, le 10 novembre 1925.*)

Overenskomster med fremmede stater 1926, No. 2.

Sa Majesté le Roi de Norvège et le Président de la République de Finlande ont résolu de conclure une Convention d'extradition réciproque des malfaiteurs et ont désigné à cet effet comme leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. H. H. Bachke, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Helsinki.

Le Président de la République de Finlande:

M. le Dr K. G. Idman, ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels Plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article 1er.

Les Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement les malfaiteurs, dans les cas et sous les conditions déterminés dans la présente Convention.

Article 2.

Le Gouvernement de Norvège pourra demander l'extradition des individus condamnés, mis en accusation ou en prévention à raison d'une infraction qui aura été commise en dehors de la Finlande et qui est passible, d'après le Code pénal ordinaire norvégien, d'une peine supérieure à l'emprisonnement („fengsel") d'un an, pourvu que le fait délictueux, s'il avait été accompli en Finlande dans des conditions identiques, eût pu, soit en soi, soit dans le cas qu'il aurait été accompagné de circonstances aggravantes, entraîner, d'après le Code pénal finlandais ou la loi maritime finlandaise, une peine supérieure à celle d'emprisonnement.

Le Gouvernement Finlandais pourra demander l'extradition des individus condamnés, mis en accusation ou en prévention à raison d'une infraction qui aura été commise en dehors de la Norvège et qui, soit en soi, soit dans le cas qu'elle aurait été accompagnée de circonstances aggravantes, pourra, d'après le Code pénal finlandais ou la loi maritime finlandaise, entraîner une peine supérieure à celle d'emprisonnement, pourvu que le fait délictueux, s'il avait été accompli en Norvège dans des conditions identiques, serait à considérer, d'après le Code pénal ordinaire norvégien, comme une infraction passible d'une peine supérieure à l'emprisonnement („fengsel") d'un an.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Oslo, le 21 janvier 1926.

Les Parties Contractantes pourront en outre demander l'extradition des individus condamnés, mis en accusation ou en prévention pour complicité ou tentative d'une des infractions mentionnées ci-dessus, pourvu que le fait délictueux soit punissable d'une peine aussi forte que celle indiquée plus haut.

Si l'infraction donnant lieu à la demande d'extradition a été commise en dehors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition sera accordée seulement dans le cas où la législation de l'Etat requis admettrait, dans des circonstances analogues, la poursite d'un fait similaire commis en dehors de son territoire.

Article 3.

Les Parties Contractantes ne se livreront pas leur propres nationaux.

Article 4.

L'extradition ne pourra être réclamée pour un crime politique ni pour un crime commun qui est connexe à un crime politique et a été commis en vue d'en faciliter le but.

L'attentat contre la personne d'un Chef d'Etat ou contre celle d'un membre de sa famille constituant le fait d'assassinat ou de tentative d'assassinat, pourra donner lieu à l'extradition pourvu que le crime ne soit pas commis en combat ouvert ou qu'il ne constitue pas un fait connexe à un crime qui, aux termes du premier alinéa du présent Article, ne peut donner lieu à l'extradition.

L'Etat requis décidera dans chaque cas particulier de la question de savoir si un crime sera réputé crime politique ou non.

Article 5.

L'extradition n'aura pas lieu:

1. si l'infraction dont il s'agit, étant commise sur le territoire d'un Etat tiers, a donné lieu à une demande d'extradition de la part de cet Etat;
2. si l'infraction donnant lieu à la demande a déjà été l'objet d'un jugement ou d'un acte d'accusation dans l'Etat requis avant que celui-ci soit saisi de la demande d'extradition;
3. si, d'après les lois de l'Etat requis, ne peuvent plus être effectuées l'instruction du procès, la prononciation d'un arrêt de condamnation ou l'exécution de la peine.

Article 6.

Un individu extradé ne pourra être poursuivi ou puni, dans l'Etat auquel il aura été livré, pour un fait délictueux antérieur à l'extradition et autre que celui qui a motivé l'extradition, ni être livré à un Etat tiers, à moins qu'il n'y ait consenti devant un tribunal ou une autorité publique ou que, après avoir été définitivement remis en liberté il n'ait négligé de quitter le pays dans le délai d'un mois, tout en ayant eu l'occasion de le faire, ou bien qu'il n'y soit retourné après l'avoir quitté.

L'Etat qui aura accordé l'extradition pourra cependant acquiescer postérieurement à une telle poursuite ou à une extradition ultérieure sans égard aux conditions mentionnées à l'alinéa précédent, pourvu qu'il s'agisse d'un crime qui aurait pu motiver l'extradition.

Article 7.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné pour un fait délictueux autre que celui qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition sera différée jusqu'à la fin des poursuites ou, dans le cas d'une condamnation sans suspension de la peine, jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Article 8.

Si l'individu dont l'extradition est demandée aux termes de la présente Convention par l'une des Parties Contractantes, est en même temps réclamé par un autre ou par d'autres Gouvernements à raison de la même infraction, la préférence sera donnée, dans la règle, á l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise, ou, si l'infraction a été commise sur le territoire de plusieurs Etats, à l'Etat où l'acte principal a été perpétré.

Article 9.

Si l'individu dont l'extradition est demandée aux termes de la présente Convention par l'une des Parties Contractantes, est en même temps réclamé par un autre ou par d'autres Gouvernements pour un autre ou d'autres crimes, la préférence sera donnée à l'Etat dont la demande d'extradition, ou d'arrestation en vue de l'extradition, aura été reçue en premier lieu, à moins qu'une Convention spéciale avec quelqu'un de ces Etats ne s'y oppose.

Article 10.

La demande d'extradition sera faite par la voie diplomatique.

La demande devra indiquer la nationalité de l'individu réclamé et être accompagnée:

1. si possible, d'un signalement complet de l'individu réclamé;
2. de l'arrêt de condamnation, ou si la condamnation n'a pas été prononcée, d'un mandat d'arrestation ou d'un acte d'accusation décerné par l'autorité compétente et contenant l'indication précise de la date, du lieu et de l'objet de l'infraction; les pièces devront être produites en original ou en copies certifiées conformes;
3. d'une copie des dispositions pénales qui sont en vigueur dans l'Etat requérant et qui s'appliquent à l'infraction.

Article 11.

En cas d'urgence et notamment s'il y a lieu de craindre l'évasion de l'individu dont il s'agit, les autorités de Police ou le ministère public de l'une des Parties Contractantes pourront, avant l'expédition d'une demande formelle d'extradition, adresser directement par la poste ou le télégraphe, aux autorités de Police ou au ministère public de l'autre Partie Contractante,

une demande d'arrestation provisoire. La demande devra indiquer la date, le lieu et l'objet de l'infraction, la nationalité de l'individu réclamé et, autant que possible, son signalement. La demande devra de plus donner avis de l'existence d'un arrêt de condamnation ou d'un mandat d'arrestation ou d'un acte d'accusation conforme aux dispositions de l'Article 10, deuxième alinéa, n⁰ 2. Il y sera notifié, en outre, qu'une demande formelle d'extradition sera présentée ultérieurement.

Si, dans le cas d'une arrestation provisoire effectuée conformément aux dispositions ci-dessus, une demande formelle d'extradition n'a pas été présentée au ministère des Affaires étrangères de l'Etat requis dans un délai de six semaines à partir de la date à laquelle avis de l'arrestation a été adressé à l'Etat requérant, le détenu sera immédiatement remis en liberté.

Article 12.

Tous les objets saisis que l'individu réclamé avait en sa possession au moment de l'arrestation et qui pourraient avoir quelque importance comme pièces de conviction pour la constatation de l'infraction à lui imputée, ou dont la remise pourrait être réclamée par la partie lésée par le crime, seront livrés en même temps que l'individu réclamé aux autorités compétentes de l'Etat requérant.

Toutefois, si une personne résidant dans le pays qui a accordé l'extradition en fait la demande en rendant probable qu'elle a acquis des droits sur ces objets, la remise en sera effectuée sous réserve que les objets soient restitués sans frais après la clôture du procès criminel, pourvu que cette personne ne soit pas condamnée pour l'infraction dont il s'agit.

Article 13.

Si, à l'occasion de l'instruction d'une affaire criminelle non-politique dans l'un des Etats contractants, l'audition de témoins résidant dans l'autre Etat est jugée nécessaire, ou qu'il soit jugé nécessaire qu'une enquête y soit entreprise, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et il y sera donné suite dans la mesure que permettent les lois de l'Etat dans lequel l'audition des témoins ou l'enquête devra avoir lieu. Il incombera aux autorités compétentes de l'Etat où l'audition des témoins ou l'enquête aura lieu de prévenir en temps utile, dans la mesure du possible, les autorités de l'Etat requérant du temps et du lieu fixés pour l'exécution de la commission rogatoire.

Article 14.

Lorsque, à l'occasion de l'instruction d'une affaire criminelle non-politique dans l'un des Etats contractants, la comparution d'un témoin séjournant dans l'autre Etat sera jugée nécessaire ou utile, une demande directe pourra être adressée à cet effet aux autorités de Police ou au ministère public de l'autre Etat, en Norvège par le tribunal ou le procureur du Roi compétents et en Finlande par le tribunal ou le procureur de la République compétents, lesquelles autorités inviteront le témoin à se rendre

à la demande. En cas de consentement, il sera accordé au témoin une indemnité pour les frais de voyage et de séjour d'après les tarifs et règlements en vigueur dans l'Etat où l'audition aura lieu, à moins que l'autorité compétente de cet Etat ne croie devoir lui accorder une indemnité plus élevée.

Aucun témoin, de quelque nationalité qu'il soit, qui, sur l'invitation ci-dessus mentionnée, se sera rendu volontairement sur le territoire de l'un des Etats contractants, ne pourra, tant que son séjour y est motivé par la comparution dont il s'agit ou qu'il est légitimement empêché de le quitter, y être poursuivi ou arrêté, ni pour un fait délictueux ou une condamnation antérieure, ni pour une prétendue complicité du fait ou des faits qui font l'objet de la cause où il a été invité à figurer comme témoin.

Article 15.

Si, à l'occasion de l'instruction d'une affaire criminelle non-politique dans l'un des Etats contractants, la production de pièces de conviction ou de documents en la possession des autorités de l'autre Etat contractant est jugé nécessaire ou utile, une demande à cet effet pourra être adressée directement aux dites autorités, en Norvège par le tribunal ou le procureur du Roi competents et en Finlande par le tribunal ou le procureur de la République compétents, et il y sera donné suite, à moins que de considérations particulières ne s'y opposent.

Article 16.

Lorsqu'un individu sera livré par l'une des Parties contractantes à un Etat tiers et qu'il soit nécessaire de le faire passer par le territoire de l'autre Partie, celle-ci ne pourra s'opposer au passage, à moins qu'il ne s'agisse d'un de ses nationaux. La demande de passage sera faite par la voie diplomatique, et elle sera accompagnée des pièces prévues à l'Article 10, deuxième alinéa, n⁰ 2. La même règle s'appliquera au cas où un individu sera livré par un Etat tiers à l'une des Parties contractantes. Le passage aura lieu sous escorte d'un agent au service de l'Etat sur le territoire duquel il s'effectue.

Article 17.

Les frais occasionnés par l'exécution des mesures prévues par la présente Convention seront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel les mesures en question auront été prises, exception faite des frais de passage suivant l'Article 16.

Article 18.

Les documents produits dans les affaires visées par la présente Convention devront être rédigés en langue norvégienne ou en langue suédoise, ou bien être accompagnés d'une traduction en langue norvégienne ou en langue suédoise.

Article 19.

La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications. Elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Helsinki, le 10 novembre 1925.

(L. S.) (s.) *H. H. Bachke.*
(L. S.) (s.) *K. G. Idman.*

20.

NORVÈGE, AUTRICHE.

Convention d'extradition; signée à Berlin, le 17 décembre 1925.*)

Overenskomster med fremmede stater 1926, No. 5.

Sa Majesté le Roi de Norvège et le Président Fédéral de la République d'Autriche ont résolu de conclure une Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, et ont désigné à cet effet comme leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Norvège:

Monsieur Arne Scheel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président Fédéral de la République d'Autriche.

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Monsieur Felix Frank, docteur en droit, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République d'Autriche près Sa Majesté le Roi de Norvège.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent — conformément aux règles contenues dans cette Convention — à se livrer réciproquement les individus qui sont condamnés, mis en accusation ou en prévention pour l'une des infractions ci-après énumérées, pourvu qu'elle ait été commise hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition sera demandée, et qu'elle

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 16 avril 1926.

soit punissable, en Norvège et en Autriche, d'une peine plus forte que celle d'une année de prison, savoir:

1. Crimes commis dans l'exercice des fonctions publiques;
2. Crimes contre l'autorité publique;
3. Crimes contre l'ordre et la tranquillité publics;
4. Crimes constituant un danger public;
5. Fausses déclarations;
6. Fausses accusations;
7. Faux monnayage;
8. Falsification de titres ou de pièces, y compris:
   a) Le fait de fabriquer, acheter ou de se procurer des outils ou instruments pouvant servir à la falsification de titres ou de pièces;
   b) Déni d'une signature apposée à un document par l'inculpé, ou destruction, soustraction ou le fait d'avoir rendu inutilisable, en tout ou en partie, un titre ou une pièce;
   c) Enlèvement, déplacement ou destruction de bornes ou d'autres marques de propriété foncière ou de droits fonciers, ou placement de bornes ou de marques fausses;
   d) L'action de faire enregistrer dans des pièces ou des registres officiels ou dans des certificats de médecin une mention contraire à la vérité, ou de faire usage d'une telle mention comme étant vraie;
9. Attentats aux mœurs;
10. Soustraction illégale d'un mineur âgé de moins de 18 ans à l'autorité de ses parents ou d'autres personnes tenant lieu de parents;
11. Bigamie;
12. Crimes contre la liberté personnelle;
13. Attentats contre la vie, injures corporelles et crimes contre la santé;
14. Injures prononcées de mauvaise foi;
15. Détournement, vol, extorsion, vol commis à l'aide de violence, escroquerie et abus de confiance, y compris la disposition d'un objet, dont la propriété ou l'usufruit a déjà été transféré à un tiers, ou disposition d'une reconnaissance d'une dette acquittée en tout ou en partie;
16. Crimes en matière de dette;
17. Dommages aux biens ou à la fortune d'autrui;
18. Crimes en matière maritime;
19. Recel et aide donnée à un coupable après la perpétration d'un crime.

L'extradition pourra être demandée dans le cas où l'infraction en question n'est punissable d'une peine plus forte que celle d'une année de prison qu'en présence de circonstances aggravantes et même si de telles circonstances ne se trouvent pas établies.

Les Hautes Parties Contractantes pourront en outre demander l'extradition des individus qui ont été condamnés ou mis en accusation ou en prévention pour complicité ou tentative d'une des infractions énumérées

ci-dessus, pourvu que l'acte criminel soit punissable d'une peine aussi forte que celle indiquée plus haut.

L'extradition pourra également, et sans égard à la rigueur de la peine prévue, être demandée pour une des infractions visées aux Articles 1 et 2 de la Convention internationale du 4 mai 1910 relative à la repression de la traite des blanches.*)

Si l'infraction donnant lieu à la demande d'extradition a été commise hors du territoire de l'Etat requérant, il ne sera pas donné suite à cette demande, à moins que la législation de l'Etat requis n'autorise, dans ce cas, la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Article 2.

L'extradition pourra de plus être demandée dans le cas des individus condamnés, mis en accusation ou en prévention pour un crime militaire, pourvu que l'acte criminel, commis par un individu non assujetti au Code pénal militaire, eût motivé une demande d'extradition aux termes de l'Article premier. L'extradition ne pourra dans ce cas être accordée qu'à la condition que la Partie requérante ne poursuive pas la cause comme infraction militaire.

Article 3.

Les Parties Contractantes ne se livreront pas leurs propres nationaux.

Article 4.

L'extradition ne pourra être demandée pour un crime politique ni pour un crime commun, connexe à un crime politique et commis en vue d'en faciliter le but. Attentats, ou injures corporelles contre la personne d'un Chef d'Etat ou contre celle d'un membre de sa famille pourront donner lieu à l'extradition, pourvu que l'infraction ne constitue pas un fait connexe à un autre crime, d'ordre politique.

En cas de doute l'Etat requis décidera sur la question de savoir si un crime devra être réputé crime politique ou non.

Article 5.

L'extradition ne pourra avoir lieu:

1. Si l'infraction donnant lieu à la demande d'extradition est considérée selon les lois du pays auquel la demande est adressée, comme ayant été commise dans ce pays;
2. Si l'infraction donnant lieu à la demande a déjà été l'objet d'un jugement ou d'un acte d'accusation dans l'Etat requis avant qu'il soit saisi de la demande d'extradition;
3. Si la prescription de la mise en accusation, de l'arrêt de condamnation ou de la mise en exécution de la peine prononcée est acquise d'après les lois de l'Etat auquel la demande d'extradition a été présentée.

---

*) V. N. R. G. 3. s. VII, p. 252.

Article 6.

Un individu extradé ne pourra être puni dans l'Etat auquel il aura été livré pour aucune infraction antérieure à l'extradition, autre que celle ou celles qui ont motivé l'extradition, ni être livré à un tiers Etat, à moins qu'il n'y ait consenti devant un tribunal en séance publique ou devant une autorité publique ou qu'il n'ait négligé — après être mis définitivement en liberté — de quitter le pays avant l'expiration d'un délai d'un mois, ou qu'il n'y soit retourné de nouveau après l'avoir quitté. L'Etat qui aura accordé l'extradition pourra cependant consentir postérieurement à une telle poursuite ou une extradition ultérieure sans égard aux conditions de l'alinéa précédent, pourvu qu'il s'agisse d'un crime qui aurait pu motiver une extradition.

Article 7.

Si l'individu réclamé a été condamné ou poursuivi pour une infraction autre que celle, qui a donné lieu à la demande d'extradition, celle-ci sera différée jusqu'à la fin des poursuites ou, le cas échéant, jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Article 8.

Si l'individu dont l'extradition est demandée aux termes de la présente Convention par l'une des Parties Coutractantes est, en même temps, réclamé par un autre ou par d'autres Gouvernements à raison du même crime, il sera de préférence et en règle générale livré à l'Etat, sur le territoire duquel le crime a été commis, ou — si le crime a été commis sur les territoires de plusieurs Etats — à l'Etat où l'infraction principale a été commise.

Article 9.

Si l'individu dont l'extradition est demandée aux termes de la présente Convention par l'une des Parties Contractantes est, en même temps, réclamé par un autre ou par d'autres Gouvernements pour d'autres crimes, il sera livré — à moins qu'une Convention spéciale avec un de ces Etats ne s'y oppose — à l'Etat, qui aura, le premier, demandé l'extradition ou l'arrestation en vue d'une extradition.

Article 10.

La demande d'extradition devra être faite par la voie diplomatique.

La demande devra indiquer la nationalité de l'individu réclamé et être accompagnée

1. autant que possible d'un signalement complet de l'individu réclamé;
2. du jugement ou de l'arrêt de condamnation, ou, si la condamnation n'a pas été prononcée, d'un mandat d'arrêt ou d'un acte d'accusation décerné par l'autorité compétente et contenant l'indication précise de la date, du lieu et de l'objet de l'infraction; les pièces ci-dessus indiquées devront être produites en original ou en copies certifiées conformes;
3. d'une copie des dispositions pénales, qui sont en vigueur dans l'Etat requérant et qui s'appliquent à l'infraction.

Article 11.

En cas d'urgence, et notamment s'il y a lieu de craindre une évasion, le Ministère Public de l'une des Parties Contractantes pourra, avant l'expédition d'une demande formelle d'extradition, adresser directement par la poste ou par voie télégraphique, au Ministère Public de l'autre des Parties Contractantes, une demande d'arrestation provisoire. La demande devra indiquer la date, le lieu et l'objet de l'infraction, la nationalité de l'individu réclamé et autant que possible son signalement. La demande devra de plus, faire mention de la condamnation, du mandat d'arrêt ou de l'acte d'accusation qui, suivant l'Article 10, deuxième alinéa, no. 2, aurait été décerné contre l'individu réclamé, et donner avis qu'une demande formelle d'extradition sera présentée plus tard.

Si, dans le cas d'une arrestation provisoire conformément aux dispositions ci-dessus, une demande formelle d'extradition n'est pas présentée au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat requis dans un délai de 6 semaines à partir de la date de l'arrestation, le détenu sera immédiatement mis en liberté.

Article 12.

Tous les objets saisis, que l'individu réclamé avait en sa possession au moment de l'arrestation et qui pourraient servir de pièces à conviction pour l'infraction commise ou qui pourraient être réclamés par la partie lésée par le crime, seront livrés en même temps que l'individu réclamé aux autorités compétentes de l'Etat requérant.

Toutefois, si des tiers non impliqués dans la poursite et résidant dans le pays qui a accordé l'extradition, en font la demande et rendent probable qu'ils ont acquis des droits sur ces objets, la remise en sera effectuée sous la réserve que les objets soient rendus sans frais après la fin des poursuites.

Article 13.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, l'un des Gouvernements respectifs jugera nécessaire l'audition de témoins résidant dans l'autre Etat ou jugera nécessaire qu'une enquête y soit entreprise, une commission rogatoire sera envoyée a cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite dans la mesure autorisée par les lois du pays dans lequel l'audition des témoins ou l'enquête devront avoir lieu. Il incombera aux autorités compétentes du pays où l'audition des témoins ou l'enquête auront lieu, de prévenir, en temps utile, dans la mesure du possible, les autorités du pays requérant du temps et du lieu fixés pour l'exécution de la commission rogatoire.

Article 14.

Lorsque, dans une cause pénale instruite par l'un des Etats respectifs, la production de pièces à conviction ou de documents en la possession des autorités de l'autre Etat sera jugée nécessaire ou utile, une demande directe à cet effet pourra être présentée aux autorités judiciaires de l'autre Partie, en Norvège par le tribunal ou le Procureur du Roi compétents, en Autriche par le tribunal compétent. Il y sera donné suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent.

L'exécution des demandes visées par les Articles 13 et 14 pourra être refusée si les circonstances de l'affaire justifiaient, conformément aux stipulations de la présente Convention, le refus de l'extradition, au cas où celle-ci aurait été demandée.

Article 15.

Lorsqu'un individu devra être livré par l'une des Hautes Parties Contractantes à une tierce puissance et qu'il faudra le faire transporter sur le territoire de l'autre Partie, celle-ci ne s'opposera pas au transit si les circonstances de l'affaire sont telles qu'elles comportent, le cas échéant, l'extradition en conformité des stipulations de la présente Convention, et pourvu que l'individu en question ne soit pas sujet de cet Etat. La demande de transit sera envoyée par la voie diplomatique et devra être accompagnée des pièces ou documents mentionnés à l'Article 10, deuxième alinéa, no. 2. La même règle s'appliquera aux individus livrés par une tierce puissance à la Norvège ou à l'Autriche. Le transit des extradés sera effectué sous la surveillance de fonctionnaires de l'Etat sur le territoire duquel le transit aura lieu.

Article 16.

Les frais occasionnés par les dispositions de cette Convention seront à la charge du Gouvernement sur le territoire duquel les mesures en question seront prises, exception faite des frais de transit suivant l'Article 15.

Article 17.

La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur 10 jours après l'échange des ratifications. Elle restera en vigueur jusqu'à 6 mois à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berlin, en deux exemplaires, le 17 décembre 1925.

(L. S.) *A. Scheel.*
(L. S.) *Dr. Felix Frank.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention, les deux Hautes Parties Contractantes déclarent être d'accord sur le point suivant:

Sous la dénomination de „prison" il y a lieu de comprendre la peine privative de liberté nommé „fengsel" dans le droit pénal norvégien et „Kerker" dans le droit pénal autrichien.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole.

Fait à Berlin, en deux exemplaires, le 17 décembre 1925.

A. Scheel. *Dr. Felix Frank.*

21.

NORVÈGE, FINLANDE.

Arrangement concernant l'échange de dépêches de presse par le télégraphe sans fil entre la Norvège et la Finlande; signé à Kristiania, le 7 septembre 1922.

Overenskomster med fremmede Stater 1922, No. 7.

Service Officiel de Presse par le télégraphe sans fil.

1. Les Ministères des Affaires Etrangères de Norvège et de Finlande sont d'accord pour conclure un arrangement concernant l'échange de dépêches de presse par le télégraphe sans fil à partir de 15 septembre 1922.

2. Le Gouvernement Finlandais supportera les frais relatifs à la réception des dépêches norvégiennes et distribuera celles-ci gratuitement à la presse finlandaise. Le Gouvernement Norvégien supportera les frais à la réception des dépêches finlandaises et distribuera celles-ci gratuitement à la presse norvégienne. Le Gouvernement Finlandais enverra réguliérement et gratuitement une copie des dépêches norvégiennes à la légation de Norvège à Helsingfors au fur et à mesure qu'elles arrivent. De même le Gouvernement Norvégien enverra gratuitement une copie des radiotélegrammes finlandais à la légation de Finlande á Kristiania.

3. Les dépêches de presse norvégiennes seront expediées en anglais de la Kristiania Radio à 13 heures (heure de Greenwich) avec une longueur d'onde de 8200 mètres et avec l'indicatif d'appel L. C. H. Les dépêches porteront l'adresse S. P. devant le texte.

4. Les dépêches finlandaises seront expédiées en anglais de Sandhamn Radio à 8 heures (heure de Greenwich) avec une longueur d'onde de 7000 mètres et avec l'indicatif d'appel O. I. A.

5. Les dépêches de presse ne devront pas d'ordinaire excéder une moyenne de 200 mots par jour.

6. Cet arrangement restera provisoirement en vigueur 3 mois à partir du jour ou il aura été mis en vigueur.

Après l'expiration des trois mois l'arrangement pourra être dénoncé avec un avis préalable de 15 jours.

Fait en deux exemplaires.

Kristiania, le 7 septembre 1922.

(s.) *Joh. Ludw. Mowinckel,*
cachet.

(s.) *Rolf Thesleff,*
cachet.

22.

FRANCE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention concernant la protection et l'assistance judiciaire; signée à Paris, le 7 octobre 1922.*)

Journal officiel de la République Française du 31 mars 1926.

Convention entre la France et la Tchécoslovaquie relative à la protection et à l'assistance judiciaire.

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Tchécoslovaque ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une Convention pour assurer réciproquement aux nationaux de l'autre Partie une constante protection judiciaire et le bénéfice de l'assistance judiciaire, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er. Les citoyens français en Tchécoslovaquie et les citoyens tchécoslovaques en France auront réciproquement un libre accès auprès des tribunaux de justice en se conformant aux lois du pays, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits à tous les degrés de juridiction établis par la loi. Ils pourront employer dans toutes les instances les avocats et agents de toute classe autorisés par les lois du pays et jouiront sous tous ces rapports des mêmes droits et avantages qui sont ou seront accordés aux nationaux.

Art. 2. Les ressortissants de l'une des deux Hautes Parties Contractantes qui auront à poursuivre une action devant les tribunaux de l'autre Partie Contractante comme demandeurs principaux ou intervenants ne seront soumis à aucun droit, caution ou dépôt auxquels ne seraient pas soumis, dans la même situation, les propres ressortissants du pays respectif, conformément à ses lois.

Art. 3. Les ressortissants des deux Hautes Parties Contractantes jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Art. 4. Les ressortissants indigents des deux Hautes Parties Contractantes pourront réciproquement obtenir gratuitement des expéditions d'actes de l'Etat civil dans les cas où les lois du pays où ces actes sont réclamés accordent cette faveur aux nationaux. Les pièces nécessaires à leur mariage seront légalisées gratuitement par les agents diplomatiques ou consulaires des deux Parties Contractantes.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 27 février 1926.

Art. 5. Le certificat d'indigence sera délivré à l'étranger qui demande l'assistance par les autorités de sa résidence habituelle.

S'il ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera approuvé et légalisé gratuitement par l'agent diplomatique ou par un consul du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront, en outre, être pris auprès des autorités de l'Etat auquel il appartient.

Art. 6. Quand le bénéfice de l'assistance judiciaire aura été accordé par l'une des deux Parties Contractantes, soit à l'un de ses ressortissants, soit à l'un des ressortissants de l'autre Partie, les significations relatives au même procès qui seraient à faire dans l'autre Etat ne peuvent donner lieu qu'au remboursement par l'Etat requérant à l'Etat requis des frais occasionnés par l'emploi d'une forme spéciale en vertu de l'Article 3 de la déclaration relative à la transmission et à l'exécution des significations d'actes judiciaires des commissions rogatoires.

Dans le même cas, l'exécution des commissions rogatoires ne donnera lieu qu'au remboursement par l'Etat requérant à l'Etat requis des honoraires d'experts et des frais nécessités par l'emploi d'une forme spéciale en vertu de l'Article 4 de la déclaration précitée.

Art. 7. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Elle est conclue pour une durée de cinq ans.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié, six mois avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera d'être obligatoire encore six mois et ainsi de suite de six mois en six mois à compter du jour où l'une des Parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 7 octobre 1922, en double exemplaire.

(L. S.) Signé *Raymond Poincaré.*
(L. S.) Signé *Stefan Osusky.*

23.

FRANCE, POLOGNE.

Convention relative à la transmission des actes judiciaires et des commissions rogatoires; signée à Paris, le 30 décembre 1925.*)

Journal officiel de la Réqublipue Française du 31 mars 1926.

Convention entre la France et la Pologne relative à la transmission des actes judiciaires et des commissions rogatoires en matières civile et commerciale.

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de Pologne ayant résolu de se prêter mutuellement aide judiciaire et étant tombés d'accord pour conclure une Convention relative à la transmission des actes judiciaires et des commissions rogatoires en matières civile et commerciale, les soussignés, dûment autorités à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er. Les actes judiciaires en matières civile et commerciale destinés à des personnes résidant sur le territoire de la République de Pologne, ainsi que les commissions rogatoires en matières civile et commerciale à exécuter sur ce territoire, émanant d'autorités françaises, seront transmis par les agents diplomatiques ou consulaires français au président du tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel se trouve le destinataire de l'acte ou dans le ressort duquel la commission rogatoire doit être exécutée.

Les actes judiciaires en matières civile et commerciale destinés à des personnes résidant en France, ainsi que les commissions rogatoires en matières civile et commerciale à exécuter sur le territoire français, émanant des autorités polonaises, seront transmis par les agents diplomatiques ou consulaires polonais au procureur de la République dans le ressort duquel se trouve le destinataire ou dans le ressort duquel la commission rogatoire doit être exécutée.

Les pièces relatives à l'exécution de la demande seront renvoyées par l'autorité requise à l'agent diplomatique ou consulaire qui aura transmis l'acte judiciaire ou la commission rogatoire sans être accompagnées de traduction.

Art. 2. En cas d'incompétence de l'autorité à qui a été transmis un acte ou une commission rogatoire, cette autorité en informera immédiatement l'agent diplomatique ou consulaire requérant et transmettra d'office cet acte ou cette commission rogatoire à l'autorité compétente. Dans tous les cas où un acte ne pourrait être remis au destinataire, ou lorsqu'une commission rogatoire ne peut être exécutée, l'autorité requise en informera

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 1er mars 1926.

immédiatement l'agent diplomatique ou consulaire requérant, en indiquant les motifs pour lesquels il n'a pu être donné suite à la demande.

Art. 3. La correspondance échangée entre les agents diplomatiques et consulaires et les autoritées de l'Etat requis sera rédigée dans la langue de ce dernier Etat.

Art. 4. La lettre de l'agent diplomatique ou consulaire transmettant un acte judiciaire destiné à être remis conformément à la procédure instituée à l'Article 6 devra indiquer: l'autorité de qui émane l'acte, le nom, la qualité et l'adresse des parties, l'adresse du destinataire et la nature de l'acte dont il s'agit.

Lors de leur envoi à l'autorité requise, les actes judiciaires dans tous les autres cas ainsi que les commissions rogatoires doivent être accompagnés d'une traduction dans la langue de l'Etat requis.

Ces traductions seront certifiées conformes par l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis ou de l'Etat requérant.

Art. 5. L'autorité requise peut refuser la notification des actes judiciaires et l'exécution des commissions rogatoires si l'Etat sur le territoire duquel la notification ou l'exécution doit avoir lieu les juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

L'autorité requise peut également refuser l'exécution d'une commission rogatoire si dans l'Etat requis l'exécution de la mesure demandée ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

Art. 6. En règle générale, l'autorité requise se bornera à faire effectuer la remise de l'acte au destinataire qui l'acceptera volontairement. La preuve de la remise se fera au moyen soit d'un récépissé daté et signé par le destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis constatant le fait, la forme et la date de la remise. Si l'acte à notifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation pourra être inscrit sur l'un des doubles qui sera retourné.

En cas de refus de la part du destinataire de recevoir l'acte, l'autorité requise renverra immédiatement celui-ci à l'agent diplomatique ou consulaire requérant en indiquant le motif pour lequel la remise n'a pu avoir lieu.

Art. 7. Sur demande expresse des agents diplomatiques ou consulaires, l'autorité requise fera signifier l'acte soit dans une forme spéciale prescrite par la législation de l'Etat requis pour les significations de même nature, soit dans une forme spéciale non contraire à la législation de l'Etat requis.

Art. 8. En règle générale, l'autorité du pays requis qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire appliquera les lois de son pays en ce qui concerne les formes à suivre.

Elle devra, s'il est nécessaire pour assurer l'exécution de la Commission rogatoire, user des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne sont pas nécessairement employés s'il s'agit de la comparution de parties en cause.

Art. 9. Sur demande expresse des agents diplomatiques et consulaires, l'autorité requise:

1⁰ Devra exécuter la commission rogatoire selon une forme spéciale si celle-ci n'est pas contraire à la législation de l'Etat requis;

2⁰ Devra informer en temps utile l'autorité requérante de la date et du lieu où il sera procédé à l'exécution de la commission rogatoire afin que les parties intéressées puissent y assister.

Art. 10. La notification des actes judiciaires et l'exécution des commissions rogatoires ne donne lieu au remboursement d'aucuns frais, sauf les exceptions suivantes:

1⁰ Frais occasionnés pour la signification d'un acte judiciaire, sur demande expresse, dans une des formes prévues à l'Article 7;

2⁰ Frais supplémentaires occasionnés pour l'exécution d'une commission rogatoire dans une forme spéciale conformément aux stipulations du paragraphe 1er de l'Article 9;

3⁰ Frais occasionnés par l'emploi des moyens de contrainte prévu au paragraphe 2 de l'Article 8 pour l'exécution des commissions rogatoires;

4⁰ Les honoraires d'experts.

Art. 11. Le remboursement des frais sera réclamé par l'autorité requise à l'agent diplomatique ou consulaire requérant en même temps qu'elle lui envoie les pièces constatant l'exécution de la demande qui lui avait été adressée.

Ces frais seront évalués d'après les tarifs en vigueur dans l'Etat requis.

Art. 12. Les deux Hautes Parties Contractantes se reconnaissent le droit:

1⁰ De faire effectuer par leurs agents diplomatiques et consulaires, directement et sans contrainte, des remises d'actes judiciaires en matières civile et commerciale, sur le territoire de l'autre partie, exclusivement à leurs nationaux;

2⁰ De faire exécuter directement et également sans contrainte par les mêmes agents des commissions rogatoires en matières civile et commerciale, exclusivement lorsque les personnes à entendre sont leurs nationaux.

Art. 13. Toutes les difficultés résultant de la présente Convention seront réglées par la voie diplomatique.

Art. 14. La présente Convention sera ratifiée.

Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications.

Ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Partie Contractante.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé la présente Convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 30 décembre 1925.

(L. S.) Signé: *Aristide Briand.*
(L. S.) Signé: *Alfred Chlapowski.*
(L. S.) Signé: *Léon Babinski.*

24.

ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, POLOGNE.

Convention commerciale; signée à Varsovie, le 23 octobre 1922.*)

Službene Novine, No. 162 du 18 juillet 1924.

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes d'une part,

Le Chef de l'Etat Polonais d'autre part,

animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure une Convention Commerciale et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires savoir:

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:

D-r Velizar S. Jankowitch, ancien Ministre, Député,

D-r Slavko Šecérov, Député,

Le Chef de l'Etat Polonais:

M. Henri Strasburger, Gérant du Ministère de l'Industrie et du Commerce,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes, établis dans le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, y jouiront relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie de mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élévée ou autre que les nationaux. Ils bénéficieront sous tous les rapports dans le territoire de l'autre Partie des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants du pays le plus favorisé.

Article 2.

Les ressortissants de chaque Partie Contractante recevront sur le territoire de l'autre Partie Contractante par rapport à leur situation juridique, leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs droits et intérêts, le même traitement que celui accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes auront la faculté, en se conformant aux lois du pays, de faire valoir leurs droits sur le territoire de l'autre Partie et notamment ils auront le droit d'ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

Ils auront la faculté de se servir pour la sauvegarde de leurs intérêts, d'avocats ou de mandataires choisis par eux-mêmes.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 5 avril 1924. V. Bulletin de l'Institut intermédiaire international XI, p. 184.

Article 3.

Les sociétés commerciales et industrielles valablement constituées d'après les lois d'une des Parties Contractantes et qui ont leur siège social sur son territoire, verront leur existence juridique reconnue dans l'autre Partie, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux moeurs, et auront, en se conformant aux lois et règlements libre et facile accès auprès des Tribunaux, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre.

Les sociétés anonymes ainsi que les autres sociétés commerciales et industrielles, qui en vertu des lois respectives sont constituées sur le territoire de l'une des Parties Contractantes et qui y ont leur domicile, devront pour s'établir sur le territoire de l'autre Partie Contractante et y exercer leur commerce et leur industrie, être préalablement admises par les autorités compétentes de l'autre pays.

Elles n'auront à payer, pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie dans le territoire de l'autre Partie Contractante aucun impôt, taxe ou droit autres ou plus élevés que ceux perçus des sociétés nationales.

Restent valables les autorisations d'exercer une industrie ou un commerce, acquises avant la mise en vigueur de cette convention.

Article 4.

Il est entendu toutefois, que les stipulations énoncées dans les articles précédents, en tant qu'elles garantissent le traitement de la nation la plus favorisée ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police, de sûreté générale et d'exercice de certains métiers et professions qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers.

Article 5.

Les droits et les taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des Communes ou des Corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la préparation des marchandises ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties Contractantes, ne pourront pas frapper les produits, marchandises ou articles de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits, marchandises ou articles indigènes de même espèce ou ceux de la nation la plus favorisée.

Article 6.

Les ressortissants, ainsi que les sociétés civiles et commerciales de chacune des deux Parties Contractantes ne pourront dans aucun cas être soumis pour l'exercice du commerce et de l'industrie dans le territoire de l'autre Partie Contractante, à des droits, taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront exigés des nationaux.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire et fonction officielle obligatoire. Ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre

qu'aux prestations et réquisitions militaires imposees aux nationaux dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers.

Article 7.

Tous les produits du sol ou de l'industrie, originaires et en provenance de Pologne, qui seront importés dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et tous les produits du sol ou de l'industrie, originaires et en provenance du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui seront importés en Pologne, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis pendant la durée de la présente Convention au traitement accordé à la nation la plus favorisée, et notamment ne pourront en aucun cas être soumis à des droits ni plus élevés ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

Les exportations à destination d'une des Parties Contractantes ne seront pas grevées par l'autre de droits ou taxes autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Parties Contractantes s'engage donc à faire immédiatement et sans autres conditions profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou de toute réduction de droits ou de taxes qu'elle a déjà accordés ou pourra par la suite accorder, sous les rapports susmentionnés à titre permanent ou temporaire à une tierce nation.

Etant donné que les produits naturels ou fabriqués, dont il est question dans cet article doivent être originaires des Etats Contractants, les autorités douanières auront la faculté d'en demander à l'entrée des certificats d'origine.

Article 8.

Les dispositions fixées par l'article précédent ne s'appliquent pas:

1. aux privilèges qui seront accordés par une des Parties Contractantes à un pays limitrophe pour faciliter le trafic-frontière dans les zônes limitrophes, ne dépassant pas en règle 15 km, et pour les habitants de certains districts de ces zônes.

2. aux faveurs qui sont ou seront accordées par une des Parties Contractantes à un tiers Etat en vertu d'une union douanière.

3. au régime provisoire douanier entre les Parties: polonaise et allemande de la Haute-Silésie.

Article 9.

Les deux Parties Contractantes conviennent que les marchandises originaires et en provenance de l'une des Parties Contractantes ne seront pas grevées à leur entrée sur le territoire de l'autre Partie de la dépréciation de change du pays exportateur.

Article 10.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à ne pas entraver le trafic réciproque entre les deux pays par des prohibitions d'importation et d'exportation.

Outre les exceptions prévues dans la présente Convention il pourra être dérogé à la disposition mentionnée ci-dessus dans les cas suivants:

a) pour des raisons de sûreté d'Etat

b) pour des raisons de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux et des plantes utiles

c) pour les besoins de guerre dans les circonstances exceptionnelles

d) en vue de l'application de la législation intérieure, en tant qu'elle défend ou restreint la production, le transport, la distribution ou la consommation de certains articles (monopoles qui existent ou qui seraient établis).

D'autres restrictions ou prohibitions ne seront maintenues que pendant le temps et dans la mesure absolument nécessités par les conditions économiques actuelles.

Au cas de l'établissement de nouvelles restrictions ou prohibitions d'importation ou d'exportation, celles-ci n'entreront en vigueur que deux mois après leur publication et ne seront pas applicables aux livraisons dont il sera prouvé qu'elles ont été commandées avant cette publication.

Les deux Parties Contractantes se déclarent d'accord qu'en appliquant les prohibitions et les restrictions d'importation et d'exportation en vigueur sur leurs territoires respectifs, ainsi qu'en accordant les permis d'importation et d'exportation, elles tiendront compte, dans la mesure du possible, des besoins de l'autre Partie.

Article 11.

Sous obligation de réexportation ou de réimportation dans le délai d'un an et de la preuve d'identité, franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement:

1. pour les échantillons passibles de droits de douane y compris ceux des voyageurs de commerce;

2. pour les objets destinés aux expériences, aux essais, aux expositions ou aux concours.

Article 12.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement la liberté du transit sur les voies les plus appropriées au transit international, aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois postaux, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature traversant l'un des deux pays seront réciproquement exemptes de tout droit de douane. Aucune des deux Parties Contractantes ne sera pourtant tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite. Le transit des marchandises pourra être prohibé:

a) pour des raisons de sûreté d'Etat.

b) pour des raisons de police sanitaire ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

c) pour les besoins de guerre dans les circonstances exceptionnelles.

d) pour les contrefaçons et les marchandises qui dans un des Etats Contractants font l'objet d'un monopole d'Etat.

Article 13.

Les négociants, industriels et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis-voyageurs, ressortissamt d'un des deux pays, qui prouvent par la présentation d'une carte de légitimation industrielle, conforme au modèle annexé, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit sans payer aucune taxe de patente, de faire dans l'autre pays des achats pour leur commerce ou fabrication et d'y rechercher des commandes anprès des personnes ou maisons opérant la revente de leurs articles ou faisant usage de ces articles pour leurs besoins professionnels. — Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais il leur est interdit de colporter des marchandises à moins d'autorisation donnée conformément à la législation du pays où ils voyageront.

Les échantillons ou modèles importés par lesdits industriels et commis voyageurs, seront de part et d'autre admis en franchise de tout droit d'entrée et de sortie. — La réexportation des échantillons et modèles dans le délai d'un an, devra être garantie soit par le dépôt (en espèces) au bureau de douane d'entrée du montant des droits applicables, soit par une caution valable.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exercant ni industrie, ni commerce, chacune des Parties Contractantes se réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 14.

Les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement sur leurs territoires en tout ce qui concerne les diverses formalités administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions contenues dans la présente Convention, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 15.

Dans les ports des deux pays, les bateaux des deux Parties Contractantes, ainsi que leurs équipages et leurs cargaisons, leurs passagers et leurs bagages, seront traités sur le pied d'une parfaite égalité, tant en ce qui concerne les taxes générales ou spéciales qu'en ce qui concerne le classement des bateaux, les facilités pour leur amarrage, pour leur chargement ou leur déchargement et généralement pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les bateaux de commerce, leurs cargaisons et leurs équipages, leurs passagers et leurs bagages.

Chacune des Parties Contractantes s'engage à reconnaître tous les diplômes et autres documents de navire de l'autre Partie Contractante.

Les privilèges et droits énumérés ci-dessus ne s'étendent pas:

a) aux lois spéciales de protection de la marine de commerce nationale.

b) aux concessions spéciales accordées aux sociétés de sport nautique et aux navires de plaisance.

c) au service des ports et au cabotage réservés à la marine nationale.

d) à la pêche nationale.

Les deux Parties Contractantes accepteront pour le tonnage des bateaux respectifs les certificats de jauge délivrés conformément aux lois respectives de chaque pays.

Article 16.

Les deux Parties Contractantes se garantissent dans leurs rapports réciproques en matière de tarifs des chemins de fer le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 17.

La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

La présente Convention restera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur.

Après l'expiration de ce délai elle sera prorogée par voie de tacite reconduction et, à partir du jour de sa dénonciation par une des Parties Contractantes, restera en vigueur encore trois mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait à Varsovie, en double expédition, le vingt-trois octobre mil neuf cent vingt-deux.

(L. S.) *Dr. Velizar S. Jankovitch*, m. p.
(L. S.) *Dr. Slavko Šećerov*, m. p.
(L. S.) *Henri Strasburger*, m. p.

Annexe.

Carte de légatimation pour voyageurs de commerce.

pour l'année . . . .
valable au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et en Pologne
Porteur (Prénom et nom de famille) . . . .
Fait à . . . . le (jour, mois, année) . . . . . .
(Sceau) (Autorité compétente)
Signature:

Il est certifié que le porteur de la présente carte possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à . . . .
sous la raison sociale . . . .
est employé, comme voyageur de commerce dans la maison . . . . .
. . . . à . . . .
qui y possède, un (désignation de la fabrique ou du commerce) . . .

Le porteur de la présente carte, désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison ainsi que $\frac{\text{de la maison suivante}}{\text{des maisons suivantes}}$ (désignation de la fabrique ou du commerce) . . . . à . . . . il est certifié en outre, que $\frac{\text{ladite maison est tenue}}{\text{lesdites maisons sont tenues}}$ d'acquitter dans ce pays des impôts légaux pour exercice de $\frac{\text{son}}{\text{leur}}$ commerce, (industrie).

Signalement du porteur:

Signes particuliers . . . . Age . . . .
Taille . . . . Cheveux. Signature

Avis: Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte . . . . $\frac{\text{de la maison susmentionnée}}{\text{des maisons susmentionnées}}$

Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera d'ailleurs aux dispositions en vigueur dans chaque Etat.

Protocole de clôture.

Ce jour, le 23 octobre 1922, au Ministère de l'Industrie et du Commerce à Varsovie.

Sont présents:

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

Mr. V. Jankovitch, Ancien Ministre, Député,
Mr. S. Śecerov, Député,
Mr. G. Todorovitch, Directeur de Département au Ministère des Affaires Etrangères,
Mr. M. Radossavliévitch, Chef de Section au Ministère de l'Industrie et du Commerce,
Mr. J. Żivkovitch, Chef de Section au Ministère des Finances,
Mr. V. Stoykovitch, Chef de Section au Ministère de l'Agriculture.

Pour la Pologne:

Mr. Henri Strasburger, Gérant du Ministère de l'Industrie et du Commerce,
Mr. Z. Okęcki, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Pologne à Belgrade.
Mr. O. Weclawowicz, Chef de Division au Ministère de l'Industrie et du Commerce,
Mr. K. Kasperski, Conseiller au Ministère de l'Industrie et du Commerce,
Mr. S. Hempel, Conseiller de Légation au Ministère des Affaires Etrangères.
Mr. S. Zalewski, Premier Rapporteur au Ministère des Affaires Etrangères,
Mr. B. Biega, Rapporteur au Ministère des Affaires Etrangères,
Mr. H. Munnich, Rapporteur au Ministère de l'Industrie et du Commerce.

Avant de procéder à la signature de la Convention Commerciale entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Pologne, les sous-signés sont convenus de ce qui suit:

1. Les deux Parties Contractantes prendront les mesures nécessaires afin d'établir aussitôt que possible la communication directe par chemins de fer des personnes et des marchandises entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Pologne.

A cette fin les administrations de chemins de fer du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de la Pologne s'adresseront aux administrations de chemins de fer des Etats situés entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Pologne avec la proposition de conclure une convention générale de chemins de fer et pendant les négociations relatives ils se serviront d'un appui mutuel.

2. Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à permettre aux ressortissants polonais qui vendent leurs biens immobiliers sur son territoire, au cas où ils quittent le Royaume, d'exporter avec eux la monnaie de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, provenant de cette vente.

3. Les deux Parties Contractantes se réservent le droit de régler le régime de passeports pour l'étranger.

4. Au cas de différends entre les deux Parties concernant l'interprétation ou l'application des stipulations ci-dessus formulées, ils pourront être réglés, à la demande de l'une des Parties, par une cour d'arbitrage.

Cette cour d'arbitrage sera composée de la façon suivante: chaque Partie nomme un de ses ressortissants comme juge et les deux Parties choisissent comme arbitre un ressortissant d'un tiers Etat ami. Les deux Parties se réservent la faculté de s'entendre dans un temps prévu sur la personne de l'arbitre.

En ce qui concerne la procédure de la cour, les deux Parties conviennent: dans le premier différend la cour d'arbitrage aura lieu sur le territoire du pays défendeur; dans le second cas sur le territoire de l'autre Partie et de cette manière alternativement sur le territoire de l'une des deux Parties, — dans un endroit qui sera fixé d'avance par la Partie respective. Celle-ci sera chargée de désigner le bureau et le personnel auxiliaire nécessaire pour son fonctionnement.

L'arbitre est président de la cour d'arbitrage qui statue à la majorité des voix.

Les Parties Contractantes s'entendront soit pour un seul cas soit en général sur la procédure de la cour d'arbitrage.

Faute d'accord, la cour d'arbitrage fixe elle-même son règlement.

Au cas où aucune des Parties Contractantes ne soulève d'objections la procédure peut être faite par écrit et dans ce cas il peut être dérogé aux dispositions de l'alinée 3.

En ce qui concerne la citation et l'audition des témoins et des experts les autorités des deux Parties Contractantes auxquelles la cour d'arbitrage se serait adressée sont tenues de lui accorder toute assistance judiciaire de la même manière qu'aux tribunaux civils du pays.

5. Les prohibitions en vigueur en Pologne se trouvent énumérées dans les No. No. suivants du Journal Officiel (Monitor Polski) de Pologne:

Les prohibitions d'importation:

No. 45 du 24. II. 1922.

Les prohibitions d'exportation:

No. 177 du 7. VIII. 1922.
No. 216 du 23. IX. 1922.

Les prohibitions d'exportation en vigueur dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes se trouvent énumérées dans les No. No. suivants du Journal Officiel (Službene Novine) du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

No. 215 du 22. IX. 1921.
No. 153 du 17. VII. 1922.

6. Les deux Parties Contractantes appliqueront les Articles 1 et 3 de la présente Convention avec la plus grande bienveillance pour leurs ressortissants respectifs.

7. Les deux Parties Contractantes s'engagent d'entamer dans le plus bref délai les négociations concernant l'étude des mesures nécessaires pour se restituer réciproquement leurs wagons et leurs wagons-citernes se trouvant sur leurs territoires.

8. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à ne pas établir de restrictions concernant l'exportation de minerais de manganèse et de chrome, de mercure, d'antimoine et peaux brutes.

9. La Pologne s'engage à délivrer les permis d'importation du vin d'origine et en provenance du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans les limites des besoins de consommation de son pays.

La Pologne s'engage à accorder des permis d'exportation de sucre de betterave dans les limites du contingent d'exportation général qui sera fixé par le Gouvernement de Pologne.

La Pologne déclare avoir l'intention d'abolir dans le plus bref délai les restrictions concernant l'exportation des huiles pour graissage des cylindres et des huiles-vulcains.

La Pologne se déclare prête d'accorder au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes les permis d'exportation dans le délai d'un an de 500 citernes du pétrole brut de Boryslaw dans les citernes fournies par le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sous la condition de l'achat simultané dans les raffineries polonaises de 1.000 wagons de produits de pétrole, y compris au moins: 300 wagons d'huile de gaz, 50 wagons de parafine, 250 wagons de pétrole, 200 wagons d'huiles de graissage légères, 50 wagons d'huiles de graissage lourdes.

Le Gouvernement Polonais consent que dans la quantité de 1.000 wagons soient inclus 400 wagons d'huiles pour graissage des cylindres et d'huiles-vulcains, dans lequel cas le nombre ci-dessus serait proportionellement réduit.

Les permis d'exportation du pétrole brut seront délivrés successivement par quantité de 20 citernes, après présentation des documents prouvant

l'achat, et le payement d'une quantité double des produits petrolifères. Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à présenter des documents prouvant que le pétrole brut acheté en Pologne est exporté en Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Dr. V. Yankovitch,
Dr. Slavko Sećerov,
Dr. Georges V. Todorovitch,
Dr. Milan Radossavljevitch,
Jovan Jivkovitch,
Dr. Velimir Stoykovitch.

Mr. Henri Strasburger,
Mr. Z. Okęcki,
Mr. O. Weclawowitch,
Mr. C. Hempel,
Mr. B. Biega,
Mr. H. Munich.

(M. P.)

25.

LITHUANIE, SUISSE.

Arrangement commercial; réalisé par un Echange de Notes, signées à Berne et à Kovno, le 28 octobre 1922 et le 15 mars 1925.

Vyriausybės Žinio 1926, No. 231.

Légation de Lithuanie en Suisse.

Berne, le 28 octobre 1922.

Au Département Politique Fédéral, Berne.

Monsieur le Conseiller Fédéral.

A l'occasion de la reconnaissance de jure de la République de Lithuanie par le Gouvernement de la Confédération Suisse, il fut échangé des déclarations déterminant sommairement les droits des déclarations déterminant les droits des ressortissants de chacun des deux pays vis-à-vis de l'autre relativement à leur personne, à leurs biens, au commerce, à l'industrie et à l'établissement

Actuellement, vû le développement croissant des relations entre la Lithuanie et la Suisse, le Gouvernement de la République de Lithuanie répondant aux intentions du Conseil Fédéral Suisse qui sont les siennes, désire parfaire lesdites déclarations à l'effet de régler ainsi, en attendant la conclusion d'un Traité formel, les rapports entre les deux pays d'une manière plus détaillée, bien que provisoire.

En conséquence et prenant acte de la déclaration analogue que Votre Excellence veut bien me remettre en date de ce jour, j'ai l'honneur de déclarer au nom de mon Gouvernement ce qui suit:

1.

Les ressortissants suisses jouiront en Lithuanie des mêmes droits que les Lithuaniens relativement à leur personne et à leur propriété mobilière. Il en sera de même pour leur propriété immobilière dans la mesure où l'exercice des droits qui y sont attachés sera compatible avec la législation intérieure lithuanienne.

Cette disposition est également applicable aux personnes juridiques relativement à leur propriété mobilière et immobilière.

2.

Les Suisses exerceront librement tout genre d'activité industrielle ou commerciale sans être astreints à des prestations pécuniaires, impôts, droits de douane, impôts et contributions de guerre (contributions pécuniaires), émoluments, plus onéraux que ceux qui sont exigés des ressortissants de la nation la plus favorisée.

3.

Les produits suisses bruts et manufactures seront traités, sous tous les rapports, comme le sont ceux de la nation la plus favorisée.

4.

Le droit de séjourner et de s'établir en Lithuanie est déterminé par la législation de la République Lithuanienne.

5.

La Lithuanie pourvoira à ce que les Suisses indigents qui ont besoin d'être secourus, notamment ceux qui sont atteints de maladies corporelles ou mentales, les enfants abandonnés et autres personnes incapables de subvenir à leur entretien, soient, au besoin, secourus et soignés à ses frais. Chaque cas sera porté sans délai à la connaissance du représentant de la Suisse en Lithuanie qui, dès ce moment, prendra à sa charge les frais d'assistence et provoquera, si les circonstances l'exigent, le rapatriement de l'assisté.

6.

La Lithuanie est prête à pourvoir, dans les mêmes conditions, à l'assistence de ses ressortissants domiciliés en Suisse pour autant qu'ils ne possèdent pas, en même temps, la nationalité suisse.

7.

Les Suisses établis en Lithuanie pourront, en tout temps exporter leurs biens meubles, de même que le produit de la réalisation d'immeubles, aux même conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

8.

En temps de guerre comme en temps de paix, les ressortissants suisses seront exempts de tout service militaire et auxiliaire, armé ou non armé, et de toute prestation imposée par compensation pour le service personnel.

9.

En revanche, les Suisses établis en Lithuanie pourront être astreints à des travaux que des considérations d'ordre militaire rendent nécessaires, aux mêmes conditions que les Lithuaniens ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

10.

Les ressortissants suisses et les personnes juridiques suisses pourront également être astreints, aux mêmes conditions que les Lithuaniens, au logement des troupes, aux réquisitions en nature et aux contributions relatives à la propriété mobilière et immobilière.

11.

En ce qui concerne les réquisitions, l'Etat indemnisera les ressortissants suisses et les personnes juridiques suisses dans la même mesure que les Lithuaniens.

12.

Seront soustraits aux réquisitions tous biens, tant mobiliers qu'immobiliers, servant à l'usage officiel ou privé des représentants diplomatiques et consulaires de Suisse en Lithuanie, en tant que ces agents sont de nationalité suisse.

13.

Les ressortissants suisses jouiront notamment aussi pour leurs inventions, leurs échantillons et modèles industriels, leurs marques de fabrique et de commerce, de la protection accordée par la législation lithuanienne aux personnes qui ont leur domicile en Lithuanie, en tant que, pour se mettre au bénéfice de cette protection, ils remplissent les mêmes conditions et formalités qu'elles. Les ressortissants suisses, domiciliés hors de Lithuanie, qui satisfont à ces conditions, jouiront, pour leurs œuvres littéraires, artistiques ou photographiques, des mêmes droits que les auteurs des œuvres parues en Lithuanie.

14.

La Lithuanie se déclare prête à statuer, dans les limites de sa législation sur chaque demande de poursuite ou d'arrestation qui lui adressera le Gouvernement Suisse par la voie diplomatique, en vue de l'extradition de prévenus ou de condamnés.

15.

La Lithuanie se déclare prête à donner suite, d'après les normes appliquées dans les relations avec les autres Etats, aux demandes d'assistance judiciaire en matière civile et pénale (exécution de commissions rogatoires et transmissions d'actes judiciaires ou extra-judiciaires) que lui adressera le Gouvernement Suisse par la voie diplomatique.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Turauskas.

Secrétaire de Légation, Chargé d'Affaires p. i.

Département Politique Fédéral.
Division des Affaires étrangères
B 14.212. P. 1. Lithuanie — EV. Berne, le 28 octobre 1922.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

A l'occasion de la reconnaissance de jure de la République de Lithuanie par le Gouvernement de la Confédération Suisse, il fut échangé des Déclarations déterminant sommairement les droits des ressortissants de chacun des deux Pays vis-à-vis de l'autre relativement à leur personne, à leurs biens, au commerce, à l'industrie et à l'établissement.

Actuellement, le Conseil Fédéral n'est pas encore en mesure de se lier par des Traités formels; mais, vû le développement croissant des relations entre la Suisse et la Lithuanie, il désire parfaire lesdites Déclarations, à l'effet de régler ainsi, en attendant la conclusion d'un Traité formel, les rapports entre les deux Pays d'une manière plus détaillée, bien que provisoire.

En conséquence et prenant acte de la Déclaration correspondante que vous voulez bien nous remettre en date de ce jour au nom du Gouvernement de la République Lithuanienne, nous avons l'honneur de déclarer ce qui suit:

1.

Les ressortissants lithuaniens jouiront en Suisse des mêmes droits que les Suisses relativement à leur personne et à leur propriété mobilière. Il en sera de même pour leur propriété immobilière dans la mesure où l'exercice des droits qui y sont attachés restera compatible avec la législation intérieure suisse.

Cette disposition est également applicable aux personnes juridiques relativement à leur propriété mobilière et immobilière.

2.

Les Lithuaniens exerceront librement tout genre d'activité industrielle ou commerciale sans être astreints à des prestations pécuniaires, impôts, droits de douane, impôts et contributions de guerre (contributions pécuniaires), émoluments, plus onéreux que ceux qui sont exigés des ressortissants de la nation la plus favorisée.

3.

Les produits Lithuaniens bruts et manufacturés seront traités, sous tous les rapports, comme le sont ceux de la nation la plus favorisée.

4.

Le droit de séjourner et de s'établir en Suisse est déterminé par la législation de la Confédération et des Cantons.

5.

La Suisse pourvoira à ce que les Lithuaniens indigents qui ont besoin d'être secourus, notamment ceux qui sont atteints de maladies corporelles ou mentales, les enfants abandonnés et autres personnes incapables de

subvenir à leur entretien, soient, au besoin, secourus et soignés à ses frais. Chaque cas sera porté sans délai à la connaissance du Représentant de la Lithuanie en Suisse qui, dès ce moment, prendra à sa charge les frais d'assistance et provoquera, si les circonstances l'exigent, le rapatriement de l'assisté.

6.

La Suisse est prête à pourvoir, dans les mêmes conditions, à l'assistance de ses ressortissants domiciliés en Lithuanie pour autant qu'ils ne possèdent pas, en même temps, la nationalité lithuanienne.

7.

Les Lithuanens établis en Suisse pourront, en tout temps, exporter leurs biens meubles, de même que le produit de la réalisation d'immeubles, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

8.

En temps de guerre comme en temps de paix, les ressortissants lithuaniens seront exempts de tout service militaire et auxiliaire, armé ou non armé, et de toute prestation imposée par compensation pour le service personnel.

9.

En revanche, les Lithuaniens établis en Suisse pourront être astreints à des travaux que des considérations d'ordre militaire rendent nécessaires, aux mêmes conditions que les Suisses ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

10.

Les ressortissants lithuaniens et les personnes juridiques lithuaniennes pourront également être astreints, aux mêmes conditions que les Suisses, au logement des troupes, aux réquisitions en nature et aux contributions relatives à la propriété mobilière et immobilière.

11.

En ce qui concerne les réquisitions, l'Etat indemnisera les ressortissants lithuaniens et les personnes juridiques lithuaniennes dans la même mesure que les Suisses.

12.

Seront soustraits aux réquisitions tous biens, tant mobiliers qu'immobiliers, servant à l'usage officiel ou privé des représentants diplomatiques et consulaires de Lithuanie en Suisse, en tant que ces agents sont de nationalité lithuanienne.

13.

Les ressortissants lithuaniens jouiront notamment aussi pour leurs inventions, leurs échantillons et modèles industriels, leurs marques de fabrique et de commerce, de la protection accordée par la législation suisse aux personnes qui ont leur domicile en Suisse, en tant que, pour se mettre au bénéfice de cette protection, ils remplissent les mêmes conditions et formalités qu'elles. Les ressortissants lithuaniens, domiciliés hors

de Suisse, qui satisfont à ces conditions, jouiront, pour leurs œuvres littéraires, artistiques ou photographiques, des mêmes droits que les auteurs des œuvres parues en Suisse.

14.

La Suisse se déclare prête à statuer, dans les limites de sa législation, sur chaque demande de poursuite ou d'arrestation qui lui adressera le Gouvernement Lithuanien par la voie diplomatique, en vue de l'extradition de prévenus ou de condamnés.

15.

La Suisse se déclare prête à donner suite, d'après les normes appliquées dans les relations avec les autres Etats, aux demandes d'assistance judiciaire en matière civile et pénale (exécution de commissions rogatoires et transmissions d'actes judiciaires ou extra-judiciaires) que lui adressera le Gouvernement Lithuanien par la voie diplomatique.

Agréez, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de notre considération la plus distingúee.

Département Politique Fédéral.
Motta.

Monsieur Edouard Turauskas,
Chargé d'Affaires de Lithuanie, Berne.

Département Politique Fédéral.
Division des Affaires étrangères
B 14.212.P.1.Lithuanie 1 – EV. Berne, le 28 octobre 1922.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Prenant acte de la déclaration analogue que vous voulez bien nous remettre en date de ce jour, nous avons l'honneur de déclarer ce qui suit:

En interprétation de l'Article 1 de la Déclaration de réciprocité qui fait, en date de ce jour, l'objet d'un échange de notes entre le Département Politique de la Confédération Suisse et la Légation de Lithuanie, il est entendu, de part et d'autre, que les Suisses qui sont ou seront propriétaires de biens fonciers en Lithuanie, ainsi que les Lithuaniens qui sont ou seront propriétaires de biens fonciers en Suisse ne pourront, quel que soit le pays de leur domicile, être contraints d'abandonner tout ou partie de leurs droits de propriété, soit à l'Etat soit à des corporations de droit public ou privé, soit à des particuliers, que moyennant complète et préalable indemnité.

Agréez, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Motta.

Monsieur Edouard Turauskas,
Chargé d'Affaires de Lithuanie, Berne.

No. 1034. Berne, le 28 octobre 1922.

Monsieur le Conseiller Fédéral.

Prenant acte de la déclaration analogue que votre Excellence veut bien me remettre en date de ce jour, j'ai l'honneur de déclarer au nom de mon Gouvernement ce qui suit:

En interprétation de l'Art. I[er] de la déclaration de réciprocité qui fait, en date de ce jour, l'objet d'une échange de notes entre la Légation de la République de Lithuanie et la Département Politique de la Confédération Suisse, il est entendu de part et d'autre que les Lithuaniens qui sont ou seront propriétaires de biens fonciers en Suisse, ainsi que les Suisses qui sont ou seront propriétaires de biens fonciers en Lithuanie ne pourront quel que soit le pays de leur domicile, être contreints d'abandonner tout ou partie de leurs droits de propriété, soit à l'Etat, soit à des corporations de droit public ou privé, soit à des particuliers, que moyennant complète et préalable indemnité.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

E. Turauskas.
Chargé d'Affaires p. i. Secrétaire de Légation.

Au Département Politique Fédéral, Berne.

République de Lithuanie,
Ministère des Affaires Etrangères. Nr. 3980.

En réponse à votre note verbale Nr. 703-A du 1 juillet 1924 le Ministère des Affaires Etrangères a l'honneur de faire connaître au Consulat de Suisse que le Gouvernement Lithuanien accorde d'appliquer à la Principauté de Lichtenstein, tant et aussi longtemps qu'elle constituera une partie intégrante du territoire douanier Suisse, les dispositions réglementant les relations commerciales entre la Lithuanie et la Suisse.

Kaunas, le 15 mars 1925.

Au Consulat de Suisse à Kaunas.

26.

GRANDE-BRETAGNE, ESPAGNE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Madrid, le 31 octobre 1922,*) suivi d'un Protocole, signé à Madrid à la date du même jour, et d'un Echange de Notes du 22 octobre 1926.

Treaty Series 1924, No. 21.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India and His Majesty the King of Spain, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective countries, have determined to conclude a Treaty of Commerce and Navigation with this object, and have appointed as their plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

The Right Honourable Sir Esme William Howard, K.C.B., K.C.M.G., C.V.O., His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Madrid;

His Majesty the King of Spain:

His Excellency Señor Don Joaquin Fernández Prida, His Minister of Foreign Affairs, Senator, Knight Grand Cross of the Order of Leopold II of Belgium;

who, after having communicated to each other their respective full powers,

Su Majestad el Rey de España y Su Majestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda y de los Dominios Británicos de Ultramar, Emperador de la India, animados de un mismo deseo de dar mayores facilidades y fomentar las relaciones comerciales ya existentes entre sus respectivos países, han resuelto concertar a este efecto un Tratado de Comercio y Navegación y han nombrado sus Plenipotenciarios, a saber:

Su Majestad el Rey de España:

al Excmo. Señor Don Joaquín Fernández Prida, Su Ministro de Estado; Senador del Reino, Caballero Gran Cruz de la Orden de Leopoldo II de Bélgica;

Su Majestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda y de los Dominios Británicos de Ultramar, Emperador de la India:

a Su Excelencia Sir Esme William Howard, K.C.B., K.C.M.G., C.V.O., Su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario en España;

los cuales, después de haberse comunicado sus plenos poderes, hallados en

---

*) Les ratifications ont été échangées à Madrid, le 23 avril 1924.

found in good and due form, have agreed to the following articles:

Article 1.

There shall be between the territories of the two contracting parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects of each of the two contracting parties shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all places and ports in the territories of the other, to which subjects of that contracting party are or may be permitted to come, and shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in matters of commerce and navigation as are or may be enjoyed by subjects of that contracting party.

The subjects of each of the contracting parties shall not be subject in respect of their persons or property, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations, of any kind whatever, other or greater than those which are or may be imposed upon subjects of the other, or subjects or citizens of the most favoured nation.

It is nevertheless understood that the treatment to be accorded in the territories of each contracting party to the companies registered in the territories of the other shall form the subject of a separate special agreement between the contracting parties.

Article 2.

The contracting parties agree that, in all matters relating to commerce, navigation and industry, any privilege, favour or immunity which either con-

buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Artículo 1.

Entre los territorios de las dos Partes contratantes habrá recíproca libertad de comercio y navegación.

Los súbditos de cada una de las dos Partes contratantes tendrán completa libertad para entrar con sus buques y cargamentos en todos los lugares y puertos de los territorios de la ótra en que a los súbditos de ésta se les permita, o llegue a permitírseles el acceso, y disfrutarán de los mismos derechos, privilegios, libertades, favores, inmunidades y exenciones en materia de comercio y navegación de que gocen o lleguen a gozar los súbditos de esa Parte contratante.

Los súbditos de cada una de las Partes contratantes no estarán sujetos respecto de sus personas o propidades, o de su comercio o industria, a ninguna contribución, ya sea general o local, o a impuestos u obligaciones de cualquier género distintos o superiores a los que se imponen o puedan imponerse a los súbditos de la ótra, o a los súbditos o ciudadanos de la Nación más favorecida.

Queda, sin embargo, entendido que el trato que haya de aplicarse en los territorios de cada una de las Partes contratantes a las Compañías domiciliadas en los territorios de la ótra, será objeto de un Arreglo especial por separado entre ambas Partes contratantes.

Artículo 2.

Las Partes contratantes convienen en que, en todo cuanto se refiera al comercio, navegación e industria, cualquier privilegio, favor o exención que

tracting party has actually granted or may hereafter grant, to the ships and subjects or citizens of any other foreign State, shall be extended simultaneously and unconditionally without request and without compensation to the ships and subjects of the other, it being their intention that the commerce, navigation and industry of each contracting party shall be placed in all respects on the footing of the most favoured nation.

Article 3.

The subjects of each of the contracting parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable and immovable, which the laws of the other contracting party permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, or acquire the same by inheritance under the same conditions which are or shall be established with regard to subjects of the other contracting party. They shall not be subjected in any of the cases mentioned to any taxes, imposts or charges of whatever denomination other or higher than those which are or shall be applicable to subjects of the other contracting party.

The subjects of each of the contracting parties shall also be permitted, on compliance with the laws of the other contracting party, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which subjects of such party would be liable under similar circumstances.

cualquiera de ellas haya concedido, o conceda en lo porvenir, a los buques y a los súbditos o ciudadanos de otro Estado extranjero, se harán extensivos simultanea e incondicionalmente, sin requerimiento previo y sin compensación, a los buques y súbditos de la ótra, siendo su propósito que el comercio, navegación e industria de cada una de las partes contratantes disfruten del mismo régimen que los de la Nación más favorecida.

Artículo 3.

Los súbditos de cada una de las Partes contratantes tendrán en los territorios de la ótra plena libertad para adquirir y poseer toda clase de propiedades, muebles o inmuebles, que las leyes de la otra Parte contratante permitan o lleguen a permitir que adquieran y posean los súbditos o ciudadanos de cualquier otro país extranjero. Podrán disponer de las mismas por venta, permuta, donación, matrimonio, testamento o por cualquier otro modo, o adquirirlas por herencia en las mismas condiciones que estén o lleguen a estar establecidas para los súbditos de la otra Parte contratante. No estarán, en ninguno de los casos mencionados, sujetos a ninguna contribución, impuesto o gravámen de cualquier clase distinto o más elevado de aquellos a que estén sujetos los súbditos de la otra Parte contratante.

También se permitirá a los súbditos de cada una de las Partes contratantes, de acuerdo con las Leyes de la ótra, exportar libremente los productos de la venta de sus propiedades y de sus bienes en general, sin estar sujetos, como extranjeros, a derechos distintos o más elevados que aquellos que se impondrían, en iguales circunstancias, a los súbditos de dicha Parte contratante.

Article 4.

The subjects of each of the contracting parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether in the army, navy, national guard or militia. They shall similarly be exempted from all judicial, administrative and municipal functions whatever, other than those imposed by the laws relating to juries, as well as from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service, and finally from any military exaction or requisition. The charges connected with the possession by any title of landed property are, however, excepted, as well as compulsory billeting and other special military exactions or requisitions, to which all subjects of the other contracting party may be liable as owners or occupiers of buildings or land.

In the above respects the subjects of each of the contracting parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable taeatment than that which is or may be accorded to subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 5.

The articles enumerated in the first part of Schedule (A) to this treaty,*) produced or manufactured in His Britannic Majesty's territories, from whatever place arriving, shall not, on importation into Spain, be subjected to higher customs duties than those specified in the schedule.

The articles enumerated in the second part of Schedule (A) to this

Artículo 4.

Los súbditos de cada una de las Partes contratantes estarán exentos, en los territorios de la ótra, de todo servicio militar obligatorio, ya sea en el Ejército, Marina, Guardia nacional o Milicia. Estarán igualmente exentos de toda función judicial, administrativa y municipal de cualquier clase, excepto las impuestas por las Leyes relativas al Jurado, así como de toda contribución, ya sea pecuniaria o en especie que se imponga como equivalente del servicio personal, y, por último, de toda exacción o requisición militar. Las cargas relacionadas con la posesión por cualquier título de bienes raíces quedan, no obstante, exceptuadas, así como el alojamiento obligatorio y otras especiales exacciones y requisiciones militares a las cuales todos los súbditos de la otra Parte contratante puedan estar sujetos como dueños u ocupantes de edificios o tierras.

En cuanto se refiere a esos respectos, los súbditos de cada una de las Partes contratantes no serán objeto, en los territorios de la ótra, de un trato menos favorable que el que se conceda o pueda concederse a los súbditos o ciudadanos de la nación más favorecida.

Artículo 5.

Los artículos enumerados en la primera sección del anejo A. de este Tratado, que sean productos, naturales o manufacturados, de los territorios de S. M. Británica, cualquiera que sea su procedencia, no estarán sujetos, a su importación en España al pago de derechos de Aduanas mayores que los especificados en el referido anejo.

Los artículos enumerados en la segunda sección del anejo A., produc-

*) Les Listes n'ont pas été reproduites.

treaty, produced or manufactured in His Britannic Majesty's territories, from whatever place arriving, shall not be subject on importation into Spain to other or higher duties or charges than those paid on the like articles produced or manufactured in any other foreign country. All other articles produced or manufactured in His Britannic Majesty's territories, from whatever place arriving, shall be subject on importation into Spain to duties no higher than those prescribed in the second column of the Spanish customs tariff in force at any time, provided that if at any time any benefit or advantage is conceded to any foreign country in respect of any specified article which is of interest to the trade of His Britannic Majesty's territories, the Government of His Catholic Majesty will be prepared to extend such benefit or advantage to similar articles produced or manufactured in His Britannic Majesty's territories, on receiving an application for such extension from His Britannic Majesty's representative at Madrid.

It is further agreed that the produce and manufactures of His Britannic Majesty's territories are entitled to any advantages in respect of modifications in Dispositions IV and V annexed to the Spanish customs tariff which may be accorded in future by Spain to any foreign country.

Notwithstanding the provisions of the preceding paragraphs, His Britannic Majesty will not be entitled to claim for raw materials or manufactured articles the produce of the territories of His Britannic Majesty the benefit of any special treatment

tos naturales o manufacturados de los territorios de S. M. Británica, cualquiera que sea su procedencia, no estarán sujetos a su importación en España, al pago de derechos o impuestos distintos o más elevados que los que paguen los artículos similares productos naturales o manufacturados de cualquier otro país extranjero.

Los demás artículos productos, naturales o manufacturados de los territorios de S. M. Británica, y cualquiera que sea su procedencia, no estarán sujetos, a su importación en España, al pago de derechos más elevados que los establecidos en la segunda columna del Arancel de Aduanas que se halle a la sazón vigente, conviniéndose en que si se llegase a conceder algún beneficio o ventaja a cualquier otro país extranjero, respecto a cualquier artículo determinado que interese al comercio de los territorios de S. M. Británica, el Gobierno de S.M.C. estará dispuesto a extender el mismo beneficio o ventaja a los artículos similares producidos o fabricados en dichos territorios en cuanto reciba el requerimiento para tal concesión por conducto del Representante de S.M.B. en Madrid.

Queda también convenido que los productos y manufacturas de los territorios de S. M. Británica gozarán de cualquier ventaja que pudiera concederse en lo sucesivo por España a cualquiera otra Nación extranjera en lo que se refiere a las Disposiciones IV y V del Arancel español.

No obstante lo establecido en los párrafos precedentes, el Gobierno británico no podrá reclamar para los artículos que sean productos naturales o manufacturados de los territorios de S. M. Británica el beneficio del trato especial que España haya concedido

which His Catholic Majesty has conceded or may concede to the products of Portugal or to those originating in and proceeding from the Spanish zone of Marocco.

Article 6.

Articles the produce or manufacture of Spain imported into His Britannic Majesty's territories, from whatever place arriving, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles, the produce or manufacture of any other foreign country.

The articles the produce of Spain enumerated in the first part of Schedule (B) to this treaty shall not be subject to any customs duty on importation into His Britannic Majesty's territories, nor shall any prohibition be imposed on the importation of these articles except such prohibitions at it may be found necessary to impose during time of war.

The articles the produce of Spain enumerated in the second part of Schedule (B) to this treaty shall not be subject on importation into the territories of His Britannic Majesty to higher customs duties than those in force at the date of signature of this treaty.

Article 7.

No prohibition or restriction shall be maintained or imposed on the importation of any article the produce or manufacture of the territories of either of the contracting parties into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles being the produce

o pueda conceder a los productos de Portugal o a los originarios y procedentes de la Zona Española de Marruecos.

Artículo 6.

Los artículos producidos o manufacturados en España, importados en los territorios de S.M.B., cualquiera que sea su procedencia, no estarán sujetos al pago de distintos o más elevados derechos o tributos que los que se impongan a los artículos similares, producidos o fabricados en cualquier otra Nación extranjera.

Los artículos de producción española enumerados en la primera sección del anejo B. de este Tratado no estarán sujetos, durante la vigencia del presente Convenio, al pago de ningún derecho de Aduanas a su importación en los territorios de S.M.B. ni se impondrá ninguna prohibición a la importación de dichos artículos, excepto las que pudiera ser necesario imponer en tiempo de guerra.

Los artículos de produccíon española enumerados en la segunda sección del anejo B. a este Tratado no estarán sujetos a su importación en los territorios de S. M. Británica a derechos más elevados que los que estén en vigor al firmarse este Tratado.

Artículo 7.

Ninguna prohibición o restricción será mantenida o impuesta a la importación de cualquier artículo, producto o manufactura, de una de las Partes contratantes en los territorios de la ótra, cualquiera que sea la procedencia de aquellos, que no se haga extensiva igualmente a la importación de los artículos similares, ya sean

or manufacture of any other foreign country.

The only exceptions to this general rule shall be in the case of the sanitary or other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons, or of cattle, or of plants useful to agriculture, and of the measures applicable to the territories of either of the contracting parties to articles enjoying a direct or indirect bounty in the territories of the other contracting party.

productos naturales o manufacturados, de cualquiera otra Nación extranjera.

Las únicas excepciones a esta regla general serán las prohibiciones sanitarias o de otra clase motivadas por la necesidad de garantizar la salud de las personas, de los ganados o de las plantas utiles para la Agricultura, y las medidas aplicables en cualquiera de los dos países a los artículos que gocen de primas directas o indirectas en el ótro.

Article 8.

Articles the produce or manufacture of the territories of either of the contracting parties, exported to the territories of the other, shall not be subjected to other or higher charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the two contracting parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like article to any other foreign country.

Artículo 8.

Los artículos producidos o fabricados en los territorios de una de las Partes contratantes, exportados a los territorios de la ótra, no serán sometidos a derechos distintos o más elevados que los que se impongan sobre los artículos similares exportados a otro país extranjera; ni se impondrá ninguna prohibición o restricción a la exportación de ningún artículo de los territorios de cualquiera de las dos Partes contratantes a los de la ótra, que no sea igualmente extensiva a la exportación del mismo artículo a cualquier otro país extranjero.

Article 9.

The stipulations of the present treaty with regard to the mutual accord of the treatment of the most favoured nation apply unconditionally to the treatment of commercial travellers and their samples. The chambers of commerce as well as such other trade associations and other recognised commercial associations in the territories of the contracting parties as may be authorised in this behalf, shall be mutually accepted as competent authorities for issuing any certificates that may be required for commercial travellers.

Artículo 9.

Las estipulaciones del presente Tratado relativas a la mútua concesión del trato de Nación más favorecida se aplicarán incondicionalmente al trato de los viajantes de comercio y sus muestras. Las Cámaras de Comercio y otras Corporaciones o Asociaciones comerciales o industriales reconocidas en los territorios de las Partes contratantes, que puedan ser autorizadas al efecto, serán mútuamente admitidas como autoridades competentes para expedir cualesquiera certificados que se requieran para los viajantes de comercio.

Articles imported by commercial travellers as samples shall, in the territories of each of the contracting parties, be temporarily admitted free of duty on compliance with the customs regulations and formalities established to assure their re-exportation or the payment of the prescribed customs duties if not re-exported within the period allowed by law. But the foregoing privilege shall not extend to articles which, owing to their quantity or value, cannot be considered as samples, or which, owing to their nature, could not be identified upon re-exportation.

The marks, stamps, or seals placed upon such samples by the customs authorities of one contracting party at the time of exportation and the officially attested list of such samples containing a full description thereof issued by them shall be reciprocally accepted by the customs officials of the other as establishing their character as samples and exempting them from inspection except so far as may be necessary to establish that the samples produced are those enumerated in the list. The customs authorities of either contracting party may, however, affix a supplementary mark to such samples in special cases where they may think this precaution necessary.

Article 10.

No internal duties levied for the benefit of the State, local authorities or corporations which affect, or may affect, the production, manufacture or consumption of any article in the territories of either of the contracting

Los artículos importados como muestras por los viajantes de comercio en los territorios de cada una de las Partes contratantes serán admitidos temporalmente libres de derechos, siempre que se observen los Reglamentos de Aduanas y las formalidades establecidas para asegurar su reexportación, o el pago de los derechos arancelarios correspondientes si no se reexportan dentro del plazo concedido por la Ley. Este privilegio no será extensivo a los artículos que, por su cantidad o valor, no puedan ser considerados como muestras o que, por su naturaleza, no puedan ser identificados a su reexportación.

Las marcas, sellos o precintos colocados en esas muestras por las Autoridades de Aduanas de una de las Partes contratantes, en el momento de su exportación, y la lista oficial certificada de esas muestras conteniendo su descripción completa, extendidas por dichas autoridades, serán recíprocamente aceptadas por los funcionarios de Aduanas de la ótra como comprobantes de su carácter de muestras, y las eximirá de inspección excepto en lo que se refiere a la necesidad de comprobar que las muestras presentadas son las enumeradas en la lista. Las Autoridades de Aduanas de cada una de las Partes contratantes podrán, sin embargo, colocar una señal suplementaria sobre esas muestras en casos especiales cuando crean necesaria esta comprobación.

Artículo 10.

Ningún impuesto interior que se perciba en beneficio del Estado, Autoridades locales o Corporaciones y que recaiga o llegue a recaer sobre la producción, fabricación o consumo de cualquier artículo en los territorios

parties, shall for any reason be a higher or more burdensome charge on articles the produce or manufacture of the other than on similar articles of native origin.

The produce or manufacture of either of the contracting parties imported into the territories of the other, and intended for warehousing or transit, shall not be subjected to any internal duty.

Article 11.

Limited liability and other companies and associations — commercial, industrial and financial — already or hereafter to be organised in accordance with the laws of either high contracting party, and registered in the territories of such party, are authorised, in the territories of the other, to exercise their rights and appear in the courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other party.

Article 12.

Each of the contracting parties undertakes to place no obstacle in the way of any company (duly organised in accordance with the laws of the other) which may desire to carry on in its territories whether through the establishment of branches or otherwise, commercial, industrial, insurance, banking or other description of business which the subjects or companies of any other foreign country are or may be permitted to carry on, and in framing and administering laws with regard to the taxation of such companies and branches, each contracting party will be guided by the principles

de las dos Partes contratantes, podrá constituir por ningún motivo una carga más elevada u onerosa, cuando se aplique a artículos producidos o fabricados por la otra Parte contratante, que cuando se impongo sobre artículos similares originarios del propio país.

Los productos o manufacturas de cualquiera de las Partes contratantes importados en los territorios de la ótra con destino al depósito o al tránsito no estarán sujetos a ningún impuesto interior.

Artículo 11.

Las Compañías de responsabilidad limitada y las demás Compañías y Asociaciones comerciales, industriales y financieras, ya constituídas, o que en adelante se constituyan, con arreglo a las Leyes de cualquiera de las Altas Partes contratantes y registradas en los territorios de la misma, están autorizadas para ejercitar sus derechos en las de la ótra y comparecer ante los Tribunales como demandantes o demandadas, sometiéndose a las Leyes del país.

Artículo 12.

Cada una de las Partes contratantes se compromete a no poner dificultades o trabas a ninguna Compañía—debidamente organizada con arreglo a las Leyes de la ótra—que se proponga desarrollar en sus territorios sus negocios comerciales, industriales, de seguros, de banca o de cualquier otra género—ya sea estableciendo sucursales o en otra forma—que se permita ejercer actualmente o en lo futuro a los súbditos o Compañías de cualquier otro país extranjero; y al establecer y aplicar leyes relativas a la tributación de esas Compañías y sucursales, cada una de las Partes contratantes se guiará por los

embodied in the last paragraph of Article 1 of this treaty.

Article 13.

1. The measures taken by the contracting parties for regulating and forwarding traffic across their territories shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for international transit. No distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin, departure, entry, exit or destination, or on any circumstances relating to the ownership of goods or of vessels, coaching or goods stock, or other means of transport.

In order to ensure the application of the foregoing provisions the contracting parties will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

2. Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit) except for such dues as are intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit.

3. Neither contracting party shall be bound by this article to afford transit for passengers whose admission into its territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation is prohibited, either on grounds of public health or security, or as a precaution against diseases of animals or plants.

4. For the purposes of this article, persons, baggage and goods, and also

principios consignados en el último párrafo del artículo primero de este Tratado.

Artículo 13.

1. Las medidas adoptadas por las Partes contratantes para regularizar y facilitar el tráfico a través de sus territorios proporcionarán libre tránsito por ferrocarril o vías navegables en las rutas usuales convenientes para el tránsito internacional. No se hará ninguna distinción basada en la nacionalidad de las personas, la bandera del buque, el punto de orígen, o de partida, el de entrada, el de salida, el de destino, o en cualquier circunstancia relativa a la propiedad de las mercancías y de los buques, vehículos de viajeros o mercancías, u otros medios de transporte.

Con el fin de asegurar la aplicación de las anteriores estipulaciones las Partes contratantes permitirán el tránsito, con arreglo a las condiciones y reservas acostumbradas, a través de sus aguas territoriales.

2. El tráfico en tránsito no será objeto de ningún derecho especial por razón del tránsito mismo—incluyendo la entrada y la salida—con la excepción de aquellos derechos que se impongan únicamente para sufragar los gastos de inspección y administración a que dé lugar dicho tránsito.

3. Ninguna de las Partes contratantes se obligará por este artículo a permitir el tránsito de viajeros cuya admisión en sus territorios esté prohibida, o de mercancías pertenecientes a una clase cuya importación no esté permitida, ya sea por razones de salud pública o de seguridad, o ya como una precaución contra enfermedades de animales o plantas.

4. Para los efectos de este artículo, las personas, equipajes y mercancías,

vessels, coaching and goods stock, and other means of transport shall be deemed to be in transit across the territory of one of the contracting parties, when the passage across such territory, with or without transhipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey, beginning and terminating beyond the frontier of the party across whose territory the transit takes place.

Article 14.

Each of the contracting parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories, upon the vessels of the other; and such vessels, their cargoes and passengers shall enjoy the same privileges as, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than national vessels and their cargoes and passengers or the vessels of any other foreign country and their cargoes and passengers.

Article 15.

The provisions of this treaty relating to the mutual concession of national treatment in matters of navigation do not apply to the coasting trade, in respect of which the subjects and vessels of the contracting parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

British and Spanish vessels may, nevertheless, proceed from one port to another, either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers brought from

y también los buques, vehículos de viajeros y mercancías y otros medios de transporte se considerarán en tránsito a través del territorio de una de las Partes contratantes, cuando el paso a través de ese territorio, con o sin transbordos, depósito, división de la remesa o cambio en el medio de transporte, constituya tan solo parte de un viaje completo que empiece y termine más allá de las fronteras del Estado a través de cuyo territorio se verifique el tránsito.

Artículo 14.

Cada una de las Partes contratantes permitirá la importación o exportación de toda clase de mercancías que queda, legalmente, ser importada o exportada, y también el transporte de pasajeros desde o a sus respectivos territorios en buques de la ótra; y esos buques, sus cargamentos y pasajeros gozarán de los mismos privilegios y no estarán sometidos a distintos o más elevados derechos o gravámenes que los buques nacionales y sus cargamentos y pasajeros o que los buques de cualquier otro país extranjero y los cargamentos y pasajeros que conduzcan.

Artículo 15.

Las estipulaciones de este Tratado relativas a la mútua concesión del trato otorgado a los buques nacionales, en cuanto se refiere a la navegación, no se aplicarán al tráfico costero y de cabotaje, respecto de los cuales los súbditos y los buques de las Partes contratantes gozarán del trato concedido a la Nación más favorecida.

Los buques españoles y británicos podrán, sin embargo, dirigirse de un puerto a ótro, ya sea con objeto de desembarcar todo o parte del pasaje o cargamento procedente del extranjero,

abroad or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers for a foreign destination.

It is also understood that, in the event of the coasting trade of either contracting party being exclusively reserved to national vessels, the vessels of the other party, if engaged in trade to or from places not within the limits of the coasting trade so reserved, shall not be prohibited from the carriage between two ports of the former party of passengers holding through-tickets or merchandise consigned on through-bills of lading to or from places not within the abovementioned limits and while engaged in such carriage these vessels and their passengers and cargoes shall enjoy the full privileges of this treaty.

o para tomar a bordo todo o parte del cargamento o pasaje destinado al extranjero.

Queda también entendido que en el caso de que el comercio de cabotaje de cualquiera de lasPartes contratantes esté exclusivamente reservado a los buques nacionales, los buques de la otra Parte contratante, cuando efectúen el tráfico desde lugares o hasta lugares situados fuera de los límites del comercio de cabotaje objeto de la reserva, podrán transportar entre dos puertos del país de que se trate, pasajeros que tengan billetes directos o mercancías con conocimientos de embarque directo de o para lugares que no estén dentro de los referidos límites, y, mientras se efectúen dichos transportes, esos buques y sus pasajeros y cargamentos gozarán de todos los privilegios de este Tratado.

Article 16.

In all that regards the stationing, loading and unloading of vessels in the ports, docks, roadsteads and harbours of the territories of the contracting parties, no privilege or facility shall be granted by either party to vessels of any other foreign country or to national vessels which is not equally granted to vessels of the other party.

Artículo 16.

No se concederán privilegios, o facilidades, por una de las Partes a sus propios buques o a los de cualquier otro país extranjero, respecto a la estancia, carga, o descarga, en puerto, muelles, bahías o fondeaderos, que no se concedan igualmente a los de la otra Parte.

Article 17.

In regard to duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine or other analogous duties or charges of whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind the vessels of either contracting party shall enjoy in the ports of the territories of the other treatment as favourable as that accorded

Artículo 17.

En lo que respecta a los derechos de tonelaje, puerto, practicaje luces, cuarentena, y demás análogos, o impuestos de cualquier especie que se cobren en nombre o beneficio del Gobierno, funcionarios públicos, personas particulares, corporaciones, establecimientos de cualquier clase, los buques de ambas Partes contratantes gozarán en los puertos de los territorios de la otra trato tan favorable como el

to national vessels or the vessels of any other foreign country.

Article 18.

Any vessel of either of the contracting parties which may be compelled, by stress of weather or by accident, to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary stores, and to put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable in a similar case by a national vessel. In case, however, the master of a merchant vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandise in order to defray his expenses, he shall be bound to conform to the regulations and tariffs of the place to which he may have come.

If any vessel of one of the contracting parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the other, such vessel and all parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereunto, and all goods and merchandise saved therefrom, including any which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof, if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked vessel, shall be given up to the owners or their agents when claimed by them. If there are no such owners or agents on the spot, then the same shall be delivered to the British or Spanish consular officer in whose district the wreck or stranding may have taken place upon being claimed by him within the period fixed by the laws of the country, and such consular officers, owners, or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other

concedido a los buques nacionales o a los de cualquier otro país extranjero.

Artículo 18.

Todo buque de cualquiera de las Partes contratantes que por accidente de mar, o temporal, se vea obligado a arribar a un puerto de la ótra, podrá allí líbremente repostarse, procurarse las provisiones necesarias, y darse a la mar de nuevo, sin pagar más derechos que los que pagaría en caso semejante cualquier buque nacional. Eso no obstante, en el caso de que el Capitán se viera en la necesidad de disponer de parte de sa cargamento para atender al pago de gastos deberá someterse a los reglamentos y tarifas del sitio donde haya arribado.

Si un buque de cualquiera de las Partes contratantes encalla o naufraga en las costas de la ótra, dicho buque, todas sus partes, pertenencias y pertrechos, todos los efectos y mercaderías salvados, incluso los que hubieren sido arrojados a la mar, así como el producto de lo que de todo ello se vendiese, se entregará a los dueños o sus agentes cuando lo reclamen. Si en el lugar no estuvieran los dueños o sus agentes se hará la entrega a los funcionarios Consulares Españoles o Británicos en cuyo distrito hubiera ocurrido el naufragio o varada, siempre que lo reclamaren dentro del periodo que exijan las leyes del país, y dichos funcionarios Consulares, propietarios o agentes de éstos pagarán tan solo los gastos motivados por la conservación de los bienes y efectos, juntamente con los de salvamento u otros que, en idéntico caso de naufragio o varadura, habría pagado un buque nacional.

expenses which would have been payable in the like case of a wreck or stranding of a national vessel.

The contracting parties agree, moreover, that merchandise saved shall not be subjected to the payment of any customs duty unless cleared for internal consumption.

In the case either of a vessel being driven in by stress of weather, run aground or wrecked, the respective consular officers shall, if the owner or master, or other agent of the owner is not present, or is present and requires it, be authorised to interpose in order to afford the necessary assistance to their fellow-countrymen.

Article 19.

All vessels which, according to British law, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to Spanish law, are to be deemed Spanish vessels, shall, for the purposes of this treaty, be deemed British or Spanish vessels respectively.

Article 20.

It shall be free to each of the contracting parties to appoint consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents to reside in the towns and ports of the territories of the other in which such representatives may be admitted by the respective Governments. Such consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent.

Consuls-general, consuls, vice-consuls, subjects of the State which appoints them, will be exempted from

Las Partes contratantes convienen, además, que la mercancía salvada no estará sujeta al pago de derechos de aduanas, a menos que se despache para consumo en el interior.

En el caso de que por causa de temporal un buque varase o naufragase, los respectivos funcionarios Consulares estarán autorizados, si el dueño, Capitán, u otro agente del dueño no están presentes, o si estando lo solicitasen, a intervenir al objeto de prestar a sus compatriotas la necesaria ayuda.

Artículo 19.

Todos los buques que, con arreglo a las leyes españolas sean reputados como españoles, y todos los buques que, con arreglo a las leyes británicas fueren reputados como británicos, se considerarán, para los efectos de este Tratado, como buques españoles o británicos respectivamente.

Artículo 20.

Cada una de las Partes contratantes podrá nombrar, libremente, Cónsules Generales, Cónsules, Vicecónsules y Agentes Consulares para residir en las ciudades y puertos de los territorios de la ótra en los cuales el país respectivo permita la residencia de tales funcionarios Consulares. Los referidos Cónsules Generales, Cónsules, Vicecónsules y Agentes Consulares, no entrarán, sin embargo, en el ejercicio de sus funciones hasta que hayan sido reconocidos y admitidos en la forma de costumbre por el Gobierno ante el que sean acreditados.

Los Cónsules Generales, Cónsules y Vicecónsules, súbditos del Estado que los nombra, gozarán la exención

all public service, municipal or other, and in respect of direct taxation of all kinds levied either by the State or the local authorities will enjoy the treatment accorded or which may be accorded to similar officials of the most favoured nation, and subject to the same conditions under which such most favoured nation enjoys this treatment.

Article 21.

The consular officers of each of the contracting parties residing in the territories of the other shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of their respective countries.

Provided that this stipulation shall not apply to subjects or citizens of the contracting party in whose territory the desertion takes place.

Article 22.

The subjects of each of the contracting parties shall have in the territories of the other the same rights as subjects of that contracting party in regard to patents for inventions, trade marks and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article 23.

This treaty shall not be deemed to confer any right or to impose any obligation in contravention of any general international convention to which His Britannic Majesty and His Catholic Majesty are or hereafter may be parties.

Article 24.

The stipulations of the present treaty shall not be applicable to any part

de toda carga o servicio publico, ya sea municipal o de otra clase, y disfrutarán en materia de contribuciones directas de cualquier clase impuestas por el Estado o por las Municipalidades el trato concedido o que se conceda a los funcionarios similares de la Nación más favorecida, y en las mismas condiciones en que ésta lo disfrute.

Artículo 21.

Los funcionarios consulares de cada una de las Partes contratantes, residentes en los territorios de la ótra, recibirán de las Autoridades locales la ayuda que con arreglo a la ley les pueda ser dada para la detención de los desertores de los buques de sus respectivas nacionalidades. Esta estipulación, sin embargo, no se aplicará cuando los desertores sean súbditos o ciudadanos de la Parte contratante en cuyos territorios tenga lugar la deserción.

Artículo 22.

Los súbditos de cada una de las Partes contratantes tendrán en los territorios de la ótra, los mismos derechos que los súbditos de ésta en lo que se refiere a patentes de invención, marcas de fábrica, y dibujos, siempre que cumplan las formalidades prescritas por las leyes.

Artículo 23.

Se entenderá que este Tratado no confiere ningún derecho ni impone ninguna obligación en contra de cualquier Convenio general internacional del que sean parte, o lleguen a serlo en lo futuro, el Gobierno de S.M.C. y el Gobierno de S.M. Británica.

Artículo 24.

Lo estipulado en el presente Tratado no debe aplicarse a ninguno de

of His Britannic Majesty's territories outside the United Kingdom unless notice is given by His Britannic Majesty's representative at Madrid of the desire of the Government of such part of His Britannic Majesty's territories that the said stipulations shall be so applicable.

As regards the parts of His Britannic Majesty's territories to which the stipulations of the present treaty shall have been made applicable under this article, either of the contracting parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving six months' notice to that effect.

Article 25.

The present treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Madrid as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification and shall be binding during three years from the date of its coming into force. In case neither of the contracting parties shall have given notice to the other, six months before the expiration of the said period of three years, of its intention to terminate the present treaty, it shall remain in force until the expiration of six months from the date on which either of the contracting parties shall have denounced it.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at Madrid in duplicate this thirty-first day of October, in the year one thousand nine hundred and twenty-two.

(L. S.) *Esme Howard.*
(L. S.) *Joaquín F. Prida.*

los territorios de S.M.B. fuera del territorio del Reino Unido hasta que su Representante en Madrid notifique al Gobierno de S.M.C. el deseo del Gobierno del territorio interesado, de que las citadas estipulaciones se apliquen al mismo.

Respecto a los territorios de S.M.B., a los cuales, de acuerdo con este artículo, se aplique lo estipulado en el presente Tratado, ambas Partes contratantes tendrán el derecho de darlo por terminado separadamente en cualquier tiempo, comunicando sus deseos al efecto con seis meses de anticipación.

Artículo 25.

El presente Tratado será ratificado, y las ratificaciones se canjearán en Madrid tan pronto como sea posible. Entrará en vigor inmediatamente después de su ratificación y continuará vigente durante un plazo de tres años. En el caso de que ninguna de las Partes contratantes haya manifestado a la ótra, seis meses antes de la expiración del plazo de tres años, su intención de dar por terminado este Tratado, continuará en vigor hasta seis meses después de la fecha en que cualquiera de las Partes contratantes lo haya denunciado.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado el presente Tratado y han puesto en él sus sellos.

Hecho en Madrid, por duplicado, a treinta y uno de Octubre de mil novecientos veintidós.

(L. S.) *Joaquín F. Prida.*
(L. S.) *Esme Howard.*

Protocol.

The Government of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the Government of His Majesty the King of Spain, being desirous that their respective nationals should enjoy as soon as possible the benefits of the Treaty of Commerce and Navigation signed to-day, have by common accord decided that, notwithstanding the provisions of Article 25 of the treaty, it should come into force as a *modus vivendi*, pending ratification, on the 6th day of November in the year 1922.

To this effect the present Protocol has been drawn up and signed on the 31st day of October in the year 1922.

(Signed) *Esme Howard.*
(Signed) *Joaquín F. Prida.*

Protocolo.

El Gobierno de Su Majestad el Rey de España y el Gobierno de Su Majestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda y de los Dominios Británicos de Ultramar, Emperador de la India, deseando que sus respectivos nationales puedan disfrutar lo antes posible de los beneficios del Tratado de Comercio y Navegación firmado en el día de hoy, han decidido, de común acuerdo, que el referido Tratado, no obstante lo dispuesto en su artículo 25, entre en vigor, en concepto de *modus vivendi*, y mientras no sea debidamente ratificado, el día seis de Noviembre de mil novecientos veintidós.

Y para que conste se extiende y firma el presente Protocolo en Madrid, a treinta y uno de Octubre de mil novecientos veintidós.

(Firmado) *Joaquín F. Prida.*
(Firmado) *Esme Howard.*

(1.)

Sir Horace Rumbold to Señor Don José de Yanguas Messia.

British Embassy, Madrid, October 22, 1926.

Your Excellency,

I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform your Excellency that, in order to avoid the situation which might arise if the forthcoming negociations for the revision of the Anglo-Spanish Commercial Treaty were unduly prolonged or led to no agreement, His Britannic Majesty's Government are agreed that, in spite of the provisions of Article 25 of the said Treaty, it shall be open to either the British Government or the Spanish Government to give notice at any time from the 23rd October onwards of the abrogation of the Treaty as from the 23rd April, 1927.

I have, &c.

Horace Rumbold.

(2.)

Señor F. Espinosa de los Monteros to Sir Horace Rumbold.

Ministerio de Estado, Madrid, 22 de Octubre de 1926.

Excelentísimo Señor,

Muy Señor mío: Tengo la honra de manifestar a vuestra Excelencia que a fin de evitar la situación que pudiera surgir si el curso de las negociaciones para la revisión del Tratado de comercio hispano-inglés se prolongara indebidamente o no llevasen a un acuerdo, el Gobierno de Sua Majestad Católica está conforme en que, a pesar de lo dispuesto en el articulo 25 del referido Tratado, lo mismo el Gobierno español que el inglés queden facultados para notificar en cualquier tiempo desde el 23 de Octubre la caducidad del Tratado a contar del 23 de Abril de 1927.

Aprovecho, &c.

(P. A.) *F. Espinosa de los Monteros.*

27.

PAYS-BAS, AUTRICHE.

Convention concernant l'admission des consuls autrichiens dans les colonies néerlandaises; signée à La Haye, le 6 novembre 1922.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1923, No. 150.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, désirant assurer aux relations de commerce établies entre le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche le développement le plus ample, et voulant satisfaire au désir exprimé par le Gouvernement Fédéral d'Autriche, a consenti à admettre des fonctionnaires consulaires d'Autriche dans les principaux ports des colonies néerlandaises, sous la réserve toutefois de faire de cette concession l'objet d'une Convention spéciale déterminant d'une manière claire et précise les droits, devoirs et immunités de ces fonctionnaires consulaires dans lesdites colonies.

A cet effet Sa Majesté la Reine des Pays-Bas a nommé Son Excellence le Jonkheer H. A. van Karnebeek, Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas,

et le Président Fédéral de la République d'Autriche a nommé Son Excellence F. Calice, Ministre d'Autriche à La Haye,

lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des Articles suivants:

---

*) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 27 février 1923.

Article 1.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires d'Autriche seront admis dans tous les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas, qui sont ouverts aux navires de toutes les nations.

Article 2.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires d'Autriche seront considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce de leurs nationaux dans leur arrondissement consulaire. Ils résideront dans le port de la colonie indiqué dans leur Commission et seront soumis aux lois tant civiles que pénales de cette colonie, sauf les exceptions que la présente Convention établit en leur faveur.

Article 3.

Avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires doivent présenter au Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas une Commission, indiquant leur arrondissement consulaire et le lieu de leur résidence.

Du moment que l'exéquatur sera contresigné par le Gouvernement de la colonie, lesdits fonctionnaires consulaires de tout grade auront droit à la protection du Gouvernement et à l'assistance des autorités locales pour assurer le libre exercice de leurs fonctions.

Le Gouvernement se réserve la faculté de retirer l'exéquatur ou de le faire retirer par le Gouverneur de la colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

Article 4.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur demeure un écusson aux armes de leur pays, avec la légende: „Consulat-Général, Consulat, Vice-Consulat ou Agence Consulaire d'Autriche".

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Article 5.

Il est néanmoins entendu que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra les visiter, les saisir ou s'en enquérir d'une manière quelconque et sous aucun prétexte.

Article 6.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Aucune demande ne pourra être adressée au Gouvernement néerlandais que par l'entremise de l'agent diplomatique accrédité à La Haye.

En cas d'urgence les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires pourront recourir directement au Gouverneur de la possession ou de la colonie, prouvant l'urgence et en exposant les motifs pour lesquels la demande ne saurait être adressée aux autorités subalternes; ou en démontrant que les demandes, antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Article 7.

Le passeport, délivré ou visé par les fonctionnaires consulaires, ne dispense nullement le porteur de l'obligation de se munir de tous les actes requis par les lois ou règlements locaux pour voyager ou s'établir dans les colonies et ne porte aucun préjudice à l'exercice du droit que possède le Gouvernement de la colonie d'y interdire le séjour ou d'en ordonner l'éloignement de tout individu muni d'un passeport.

Article 8.

Toutes les operations relatives au sauvetage des navires autrichiens naufragés sur les côtes d'une des colonies néerlandaises seront dirigées par les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires d'Autriche.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipage naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 9.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires peuvent requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires autrichiens marchands, pour autant que l'extradition des déserteurs de ces navires a été stipulée par Traité.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux fonctionnaires compétents et si la preuve est rapportée par les registres du navire, les rôles d'équipage ou par tout autre document authentique, que les hommes réclamés faisaient partie de l'équipage, l'extradition sera accordée à moins que l'individu dont il s'agit, ne soit sujet néerlandais.

Les autorités locales seront tenues à exercer toute leur autorité pour faire arrêter les déserteurs. Après leur arrestation, ceux-ci seront mis à la disposition desdits fonctionnaires consulaires et pourront être détenus à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être ensuite renvoyés à bord des navires auxquels ils appartiennent, ou d'un autre navire

du même pays. Néanmoins si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les trois mois, à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés du même chef.

Il est entendu toutefois que l'extradition du déserteur qui aurait commis quelque crime, délit ou contravention, sera remise jusqu'à ce que le tribunal colonial ou métropolitain, saisi de l'affaire, ait rendu la sentence et que celle-ci ait été exécutée.

Article 10.

Lorsqu'un ressortissant autrichien vient à décéder sans héritiers ou exécuteurs testamentaires connus, les autorités néerlandaises chargées d'après les lois de la colonie de l'administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires consulaires afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Article 11.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires d'Autriche seront, à la requête du capitaine ou de l'officier qui le remplace, exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur pays.

Ils connaîtront seuls de tous les différends, qui se seront élevés en mer ou qui s'élèveront dans les ports entre le capitaine, les officiers et les hommes de l'équipage, y compris ceux qui concernent le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les tribunaux ou les autres autorités de la colonie ne pourront à aucun titre s'immiscer dans ces différends à moins que ceux-ci ne soient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou que des personnes étrangères à l'équipage, ne s'y trouvent mêlées.

Article 12.

Pour autant qu'en Autriche les mêmes faveurs sont accordées réciproquement aux Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires des Pays-Bas, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires d'Autriche qui n'exercent pas le commerce ni aucune fonction ou profession autre que leurs fonctions consulaires, seront exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et de toute imposition générale ou municipale ayant un caractère personnel, à moins qu'ils ne soient sujets néerlandais ou qu'ils n'habitent déjà le Royaume des Pays-Bas ou ses colonies lors de leur nomination. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Article 13.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires d'Autriche jouiront de tous les autres privilèges, exemptions et immunités dans les colonies néerlandaises qui pourraient être accordés par la suite aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Article 14.

La présente Convention est conclue pour un terme de cinq ans, à partir du 90ème jour après l'échange des ratifications.

A moins qu'une des Hautes Parties Contractantes n'ait notifié à l'autre, au moins un an avant ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation faite par l'une des Hautes Parties Contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait, en double exemplaire, à La Haye, le 6 novembre 1922.

(L. S.) *v. Karnebeek.*
(L. S.) *Calice.*

28.

GRANDE-BRETAGNE, JAPON.

Accord au sujet de la reconnaissance réciproque des lettres de jauge; signé à Londres, le 30 novembre 1922, suivi d'un Echange de Notes, signées à Londres à la date du même jour.

Treaty Series 1923, No. 1.

(1.)

His Britannic Majesty's Government and the Imperial Japanese Government have agreed as follows:

The Japanese Government, in view of the fact that the existing laws and regulations of Great Britain in regard to measurement of tonnage of merchant ships are in substantial agreement with those of Japan, hereby signify their readiness that they will deem the British ships, whose certificates of registry and other national papers duly issued by the competent British authorities are dated on or after the 1st January, 1895, to be of the tonnage denoted in the said documents and exempt such ships from being remeasured in any port or place within the Japanese territory or in localities under the control of Japan, on condition that His Britannic Majesty's Government will engage that similar treatment shall be accorded to ships which have their ports of registry either in the territories of Japan or in other localities under the control of Japan, and which are equipped with certificates of registry or other national papers duly issued by the competent Japanese authorities on or after the 1st October, 1914, or which, not having been remeasured in accordance with the Regulations of 1914, are equipped with certificates of registry or other national papers duly issued by the competent Japanese authorities in accordance with the Re-

gulations of 1884, and that such ships shall be exempted from being remeasured in any place within His Britannic Majesty's Dominions or under His Britannic Majesty's protection or control.

Either of the contracting Governments may, on giving to the other twelve months' notice to that effect, terminate this Agreement either as a whole or separately in respect of any of the following parts of His Britannic Majesty's Dominions, viz., the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, Newfoundland and His Majesty's Indian Empire.

In the event of the Agreement being terminated in respect of any such part of His Britannic Majesty's Dominions, the Agreement shall cease to apply to British ships registered therein.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at London, the 30th day of November, 1922.

(L. S.) *Curzon of Kedleston.*
(L. S.) *I. M. Tokugawa.*

(2.)

The Marquess Curzon of Kedleston to the Japanese Chargé d'Affaires.

Foreign Office, November 30, 1922.

Sir,

With reference to the Agreement which is being signed this day on behalf of the British and Japanese Governments in regard to the measurement of tonnage of merchant ships, I desire to place on record the fact that this Agreement is made with the consent of the self-governing Dominions and India.

2. It is understood, with regard to the last two clauses of the Agreement, providing for the power of separate termination in respect of the self-governing Dominions and India, that, while this power can equally be exercised by His Majesty's Government in respect of the Irish Free State at any time after its constitution, it shall be otherwise only applicable to those parts of His Majesty's Dominions which are specified in these clauses.

I have, &c.

Curzon of Kedleston.

(3.)

The Japanese Chargé d'Affaires to the Marquess Curzon of Kedleston.

Japanese Embassy, London, November 30, 1922.

My Lord,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Lordship's note of to-day, informing me of your desire to place on record the fact that the Agreement which is being signed this day on behalf of the Japa-

nese and British Governments in regard to the measurement of tonnage of merchant ships is made with the consent of the self-governing Dominions and India.

It is understood, with regard to the last two clauses of the Agreement, providing for the power of separate termination in respect of the self-governing Dominions and India, that, while this power can equally be exercised by the British Government in respect of the Irish Free State at any time after its constitution, it shall be otherwise only applicable to those parts of the British Dominions which are specified in these clauses.

I have, &c.

I. M. Tokugawa.

29.

GRANDE-BRETAGNE (CANADA), FRANCE.

Convention de commerce; signée à Paris, le 15 décembre 1922.*)

Treaty Series 1923, No. 25.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the seas, Emperor of India, and the President of the French Republic, being desirous of improving and extending the commercial relations between Canada and France, have resolved to conclude a Convention and have named as their respective Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the seas, Emperor of India:

His Excellency the Right Honourable Baron Hardinge of Penshurst, Knight of the Most Noble Order of the Garter, Knight Grand Cross of the Most Noble Order of the Bath, Knight Grand Commander of the Most Exalted Order of the Star

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et le Président de la République Française, également animés du désir de favoriser le développement des Relations Commerciales entre le Canada et la France, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes:

Son Excellence le Très Honorable Baron Hardinge of Penshurst, Chevalier du Très Noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand-Croix du Très Noble Ordre du Bain; Chevalier Grand Commandeur de l'Ordre très distingué de l'Etoile des Indes, Che-

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 5 décembre 1923.

of India, Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, Knight Grand Commander of the Most Eminent Order of the Indian Empire, Knight Grand Cross of the Royal Victorian Order, Companion of the Imperial Service Order, His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic;

The Honourable William Stevens Fielding, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council for Canada, a Member of the Parliament of Canada, Minister of Finance and Receiver General of Canada;

The Honourable Ernest Lapointe, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council for Canada, a Member of the Parliament of Canada, Minister of Marine and Fisheries of Canada:

And the President of the French Republic:

M. Raymond Poincaré, Senator, President of Council, Minister of Foreign Affairs;

M. Lucien Dior, Member of the Chamber of Deputies, Minister of Commerce;

Who. after communicating to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

The natural and manufactured products originating in and coming from Canada enumerated in Schedule A to this Convention*) shall enjoy when imported into France, the French Colonies, Possessions and Protectorates having the same customs tariff as France the benefit of the minimum

valier Grand-Croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Chevalier Grand Commandeur de l'Ordre très éminent de l'Empire des Indes, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Royal de Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service Impérial, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté près le Gouvernement de la République Française;

L'Honorable William Stevens Fielding, membre de l'Honorable Conseil privé de Sa Majesté pour le Canada, membre du Parlement du Canada, Ministre des Finances du Canada;

L'Honorable Ernest Lapointe, membre de l'Honorable Conseil privé de Sa Majesté pour le Canada, membre du Parlement du Canada, Ministre de la Marine et des Pêcheries du Canada;

Et le Président de la République Française:

M. Raymond Poincaré, Sénateur, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères;

M. Lucien Dior, Député, Ministre du Commerce;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du Canada, énumérés à la liste A annexée au présent Traité,*) seront admis à leur importation en France, dans les Colonies, Possessions et Protectorats français qui ont le même régime douanier que la France, au bénéfice du Tarif mini-

*) Les listes n'ont pas été reproduites.

tariff and of the lowest rates of duties as regards present import duties and taxes and as regards any such duties or taxes which France may hereafter establish and also as regards surtaxes, co-efficients or other temporary increases that France may establish.

Article 2.

The grant of the minimum tariff for the products enumerated in Schedule A means the treatment of the Most Favoured Nation as respects such products, but does not entitle Canada to claim the benefit of any preferential advantage which France may grant to her Protectorates or the benefit of any tariff resulting from economic agreements which France may enter into with border States, or the benefits of any tariff which France may grant for products the importation of which is designed to facilitate financial settlements with those countries that were at war with France during the years 1914-1918.

Article 3.

The natural and manufactured products originating in and coming from Canada enumerated in Schedule B to this Convention*) when imported into France, the French Colonies, Possessions and Protectorates having the same customs tariff as France shall enjoy the benefit of the percentages of reduction mentioned in the said Schedule, such percentages to bear on the difference between the rates of the general tariff and those of the minimum tariff. These percentages shall remain the same whatever in-

mum et des taux les plus réduits, tant en ce qui concerne les droits et taxes à l'importation actuellement établis ou ceux que la France pourrait éventuellement leur substituer, qu'en ce qui concerne les surtaxes, coefficients ou autres majorations temporaires que la France a établis ou pourrait établir.

Article 2.

L'octroi du Tarif minimum pour les produits énumérés à la liste A implique le traitement de la Nation la plus favorisée, mais n'autorise pas cependant le Canada à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que la France pourrait accorder à ses protectorats, ou le bénéfice de tarifs qui pourraient résulter d'arrangements économiques que la France pourrait conclure avec des Etats limitrophes, ou le bénéfice des tarifs que la France pourrait accorder éventuellement aux produits dont l'importation est destinée à faciliter des règlements financiers avec les pays qui ont été en état de guerre avec la France pendant les années 1914-1918.

Article 3.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du Canada, énumérés à la liste B ci-annexée,*) bénéficieront à leur importation en France ou dans les Colonies, Possessions et Protectorats français qui ont le même régime douanier que la France, des pourcentages de réduction indiqués à ladite liste, lesquels porteront sur l'écart entre les taux du tarif général et ceux du tarif minimum. Ces pourcentages resteront les mêmes quels que soient les relèvements ou abaissements de tarifs, surtaxes ou

*) Les listes n'ont pas été reproduites.

crease or decrease of tariff duties, surtaxes or co-efficients France may establish in the future.

Article 4.

If France shall at any time grant to the United States of America as regards any of the products mentioned in Schedule B to the present Convention percentages more favourable than those mentioned in the said Schedule, or the benefit of the minimum tariff, the same or similar products originating in and coming from Canada shall immediately and unconditionally enjoy the benefit of the said concessions.

Article 5.

All products originating in and coming from Canada other than those mentioned in Schedules A and B to this Convention shall be subject in France to the rates of the general tariff of 1910 as long as by virtue of the French decree of March 28th, 1921, such tariff shall continue to be applicable to the products of the United States of America other than those specified in Schedule A and Schedule B to the French law of March 29th, 1910.

If the United States of America should at any time cease to enjoy the benefit of the French decree of March 28th 1921, products of Canada other than those enumerated in Schedules A and B to this Convention shall enjoy a reduction of twenty-five per cent. on the difference between the French general tariff and minimum tariff, whatever the rates of these tariffs may be.

If at any time France grants to the United States of America for any products other than those enumerated

coefficients que la France pourrait instituer dans l'avenir.

Article 4.

Si la France accorde aux Etats-Unis d'Amérique, en ce qui concerne n'importe lequel des produits énumérés à l'annexe B de cette Convention, des pourcentages plus favorables que ceux indiqués dans ladite annexe ou le bénéfice du Tarif minimum les produits identiques ou similaires originaires et en provenance du Canada jouiront immédiatement et sans condition du bénéfice desdites concessions.

Article 5.

Tous produits originaires et en provenance du Canada autres que ceux qui sont énumérés aux Listes A et B ci-annexées, seront soumis en France au taux du tarif général de 1910, aussi longtemps qu'en vertu du Décret du 28 mars 1921 ce tarif demeure applicable aux produits des Etats-Unis autres que ceux visés à la Liste A et à la Liste B annexées à la loi du 29 mars 1910.

Si à un moment quelconque, les Etats-Unis cessaient de jouir du bénéfice du Décret du 28 mars 1921, les produits autres que ceux énumérés aux Listes A et B de la présente Convention bénéficieraient d'une réduction de 25 p. 100 sur la différence entre le tarif général et le tarif minimum français, quels que puissent être les taux de ces tarifs.

Si la France accorde aux Etats-Unis d'Amérique, à un moment quelconque, pour l'un des produits autres

in Schedules A and B to this Convention more favourable treatment than is granted to Canada, Canada shall be entitled to claim the benefit of the same treatment for any identical or similar products originating in and coming from Canada, on condition that France shall be entitled to ask from Canada a reasonable and equivalent concession. France undertakes to give due consideration to any claim thus put forward by Canada and promptly to make known what concession of a similar nature she wishes to receive in return. The Governments of the two countries undertake to examine these questions in a friendly spirit and with a mutual desire to arrive at an equitable agreement.

Article 6.

The natural and manufactured products originating in and coming from Canada shall enjoy in the French Colonies, Possessions and Protectorates not having the same customs tariff as France the benefit of the tariff which may be applied there tho the products of the Most Favoured Foreign Nation.

If the régime applied to the most favoured foreign nation does not grant in the Islands of St. Pierre and Miquelon the benefit of the minimum tariff for any of the products mentioned in Schedule C*) the lowest tariff in force in these Islands shall nevertheless apply to the said products originating in and coming from Canada.

Article 7.

If under the preceding Articles the French minimum tariff does not apply

que ceux qui sont énumérés aux Listes A et B annexées à la présente Convention, un traitement plus favorable que celui accordé au Canada, le Canada aura le droit de réclamer le bénéfice du même traitement pour tout produit identique ou similaire originaire et en provenance du Canada, à condition que la France ait le droit de demander une concession raisonnable et équivalente de la part du Canada. La France s'engage à prendre en due considération toute demande ainsi présentée par le Canada et à faire connaître promptement quelle concession de caractère similaire elle désire en échange. Les Gouvernements des deux pays s'engagent à aborder l'examen de ces questions dans un esprit amical et avec le désir mutuel de conclure un accord équitable.

Article 6.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du Canada, jouiront dans les Colonies, Possessions et Protectorats français qui n'ont point le même régime douanier que la France, des tarifs qui y sont appliqués ou qui pourraient y être appliqués aux produits de la Nation étrangère la plus favorisée.

Au cas où le régime de la Nation étrangère la plus favorisée ne comporterait pas dans les îles de Saint-Pierre et Miquelon, l'octroi du Tarif minimum pour un quelconque des produits énumérés à la liste C,*) le tarif le plus réduit en vigueur dans ces îles serait néanmoins appliqué auxdits produits originaires et en provenance du Canada.

Article 7.

Au cas où, en vertu des clauses ci-dessus, le Tarif minimum français

*) La liste n'a pas été reproduite.

to foodstuffs originating in and coming from Canada, these products shall nevertheless enjoy the benefit of the said tariff upon their importation into the French West Indies and French Guiana.

Article 8.

The natural and manufactured products originating in and coming from France and from the French Colonies, Possessions and Protectorates shall be admitted into Canada under the rates of the intermediate tariff or of any more favourable tariff that Canada may grant to the products of any other foreign country.

Article 9.

The natural and manufactured products originating in and coming from France, the French Colonies, Possessions and Protectorates enumerated in Schedule D*) to this Convention shall enjoy on their importation into Canada the benefit of the rates mentioned in the said Schedule as well as any more favourable tariff that Canada may grant to the identical or similar products of any foreign country.

Article 10.

The natural and manufactured products originating in and coming from France, the French Colonies, Possessions and Protectorates enumerated in Schedule E*) to this Convention when imported into Canada shall be subject to the duties of the intermediate tariff, provided, however, that on the amount of the duty computed under such tariff the importer shall be entitled to a discount of ten per cent.

Provided also that on such products or any of them the proportionate difference between the inter-

ne serait pas applicable aux produits alimentaires originaires et en provenance du Canada, ces produits bénéficieront néanmoins dudit tarif à leur importation dans les Antilles françaises et dans la Guyane française.

Article 8.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de France, des Colonies, Possessions et Protectorats français, seront admis au Canada aux taux du tarif intermédiaire ou de tout tarif plus favorable que le Canada pourra consentir aux produits de toute autre Puissance étrangère.

Article 9.

Les produits naturels et fabriqués énumérés à la liste D*) ci-annexée bénéficieront, à leur importation au Canada, des taux de droits indiqués à ladite liste, ainsi que de tout tarif plus favorable que le Canada pourrait accorder aux produits identiques ou similaires de toute autre Puissance étrangère.

Article 10.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de France, des Colonies, des Possessions et des Protectorats français, énumérés à la liste E,*) seront soumis aux droits du tarif intermédiaire canadien, étant entendu, toutefois, que, sur le montant du droit à percevoir en vertu dudit tarif, l'importateur bénéficiera d'une réduction de dix pour cent.

Il est également entendu qu'en ce qui concerne ces produits, la proportion existant entre les taux des tarifs

*) Les listes n'ont pas été reproduites.

mediate and general tariffs shall at no time be less than it is at present.

Article 11.

The natural and manufactured products originating in and coming from France, the French Colonies, Possessions and Protectorates enumerated in Schedule F*) to this Convention when imported into Canada shall be subject to the duties of the intermediate tariff, provided, however, that on the amount of the duty computed under such tariff the importer shall be entitled to a discount of fifteen per cent.

Provided also that on such products or any of them the proportionate difference between the intermediate and general tariffs shall at no time be less than it is at present.

Article 12.

For the products mentioned in the Schedules to this Convention Canada and France grant to each other the benefit of the most favourable rates that may result from changes introduced into the classification of goods or from specialisations introduced into the tariffs as a result of administrative or legislative measures or as a result of conventions entered into with other Powers.

Article 13.

Subject to the exceptions provided for in Article 2 of the present Convention any product at present admitted free of customs duties into France, the French Colonies, Possessions and Protectorates if later made subject to a customs duty shall enjoy if originating in and coming from Canada the lowest tariff which applies

général et intermédiaire canadiens ne sera jamais moindre qu'elle n'est actuellement.

Article 11.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de France, des Colonies ou des Protectorats français, énumérés à la liste F*) seront soumis aux droits du tarif intermédiaire canadien, étant entendu, toutefois, que, sur le montant du droit à percevoir en vertu dudit tarif, l'importateur bénéficiera d'une réduction de quinze pour cent.

Il est également entendu qu'en ce qui concerne ces produits, la proportion existant entre les taux des tarifs général et intermédiaire canadiens ne sera jamais moindre qu'elle n'est actuellement.

Article 12.

Pour les produits énumérés aux listes annexes, le Canada et la France s'accordent réciproquement le bénéfice des taux les plus favorables qui pourraient résulter éventuellement des modifications apportées à la nomenclature douanière ou de spécialisations introduites dans les tarifs en vertu de mesures administratives ou légales ou de conventions conclues avec d'autres Puissances.

Article 13.

Sous réserve des exceptions prévues à l'Article 2 du présent Traité, tout produit actuellement admis en exemption de droit de douane à l'importation en France, en Algérie et dans les Colonies, Possessions et Protectorats français qui serait soumis ultérieurement à un droit de douane, jouira, s'il est originaire et en prove-

*) La liste n'a pas été reproduite.

to a similar product imported from any foreign country whatsoever.

Reciprocally if any product at present admitted free of customs duties into Canada by virtue of the Canadian intermediate tariff or of any tariff that may be substituted for it becomes liable to a customs duty the said product when imported from France or the French Colonies, Possessions and Protectorates shall enjoy the lowest tariff which applies to a similar product imported from any foreign country whatsoever.

Article 14.

To enjoy the benefit of the tariff advantages provided for in the foregoing Articles products originating in and coming from France, the French Colonies, Possessions and Protectorates shall be conveyed without transhipment from a port of those territories or from a port of a country enjoying the benefit of the preferential or intermediate tariff into a sea-or river-port of Canada.

Reciprocally to enjoy the benefit of the tariff advantages provided for in the foregoing Articles the products originating in and coming from Canada imported into France, the French Colonies, Possessions and Protectorates shall be conveyed direct from a Canadian port without transhipment in any country that does not enjoy the said tariff advantages.

Provided, however, that nothing in this Article shall exempt the product of either country from any surtaxe d'entrepôt that is now or hereafter may be imposed on products imported indirectly.

nance du Canada, du tarif le plus réduit applicable au produit similaire importé d'un pays étranger quelconque.

Par réciprocité, si un produit actuellement admis en franchise à l'entrée au Canada, en vertu du tarif canadien intermédiaire ou de tout tarif conventionnel qui pourrait lui être substitué, devenait passible d'un droit de douane, ledit produit, lorsqu'il sera importé de France, des Possessions et Protectorats français, bénéficiera du tarif le plus réduit applicable au produit similaire importé d'un pays étranger quelconque.

Article 14.

Pour bénéficier des avantages tarifaires stipulés aux Articles ci-dessus, les produits originaires et en provenance de France, des Colonies, Possessions et Protectorats français, devront être transportés sans transbordement d'un port de ces territories ou d'un port d'un territoire jouissant du tarif préférentiel ou du tarif intermédiaire dans un port maritime ou fluvial du Canada.

Réciproquement, pour bénéficier des avantages tarifaires stipulés aux Articles ci-dessus, les produits originaires et en provenance du Canada importés en France, dans les Colonies, Possessions et Protectorats français, perdront le bénéfice des avantages douaniers que lesdits Articles leur assurent s'ils sont importés après transbordement dans un pays qui ne jouit pas desdits avantages.

Ces dispositions ne dérogent en rien aux surtaxes d'entrepôt qui sont ou pourront être établies dans l'un ou l'autre pays sur les importations indirectes.

Article 15.

France and Canada undertake not to establish one against the other any prohibition or restriction of importation, exportation, or transit which shall not at the same time be applicable to other countries.

Provided, however, that France and Canada reserve to themselves the right to establish in regard to products originating in or destined for the one or other country any temporary prohibition or restriction of importation, exportation, or transit which either of them adjudges necessary to protect the public health, to prevent the spread of animal diseases or the destruction of crops, or in the interests of national safety.

Article 16.

The High Contracting Parties grant to each other as regards export duties and taxes the most-favoured-nation treatment. Drawbacks on the exportation of French or Canadian products shall not be higher than the amount of the import, excise, interior consumption or town duties collected upon the said products or the materials entering into their manufacture.

Article 17.

The natural and manufactured products of the two countries imported into the territory of the other and destined for warehousing or transit to any destination whatsoever shall not be liable to any tariff duty or interior duty other than those at present in force in either of the two countries or any other duties and impositions intended specifically to defray the cost of supervision or administrative expenses which may arise from the transit,

Article 15.

La France et le Canada s'engagent à n'établir l'une et l'autre aucune prohibition ni restriction d'importation, d'exportation ou de transit qui ne soit pas applicable en même temps aux autres pays.

Le Canada et la France se réservent, par ailleurs, le droit de prononcer à l'égard de tout produit en provenance ou à destination de l'un ou de l'autre pays les prohibitions ou les restrictions temporaires d'entrée, de sortie ou de transit qu'ils jugeraient nécessaires d'établir pour des motifs de police sanitaire, pour empêcher la propagation des épizooties ou la destruction des récoltes, ou bien pour assurer la sécurité nationale.

Article 16.

Les Hautes Parties Contractantes s'accordent réciproquement, en ce qui concerne les droits et taxes d'exportation, le traitement de la Nation la plus favorisée. Les drawbacks à l'exportation des produits français ou canadiens ne pourront être supérieurs au montant des droits d'entrée, d'accise, de consommation intérieure ou d'octroi perçus sur lesdits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Article 17.

Les produits du sol ou de l'industrie de l'un des deux pays importés sur le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit vers quelque destination que ce soit, ne seront soumis à aucun droit de douane ou à aucun droit intérieur autres que les taxes actuellement existantes dans chacun des deux pays, ou tous autres droits et taxes exclusivement destinés à couvrir les dépenses de surveillance et d'admini-

not excluding, however, fiscal taxes incident to the transactions which these goods may be subject to in the course of warehousing or transportation.

stration que peut imposer le transit, sans préjudice toutefois des taxes fiscales afférentes aux transactions dont ces marchandises pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transport.

Article 18.

Products of Canadian origin of any kind imported into France, the French Colonies, Possessions and Protectorates shall not be subject to any other or higher duties of excise or town dues than those which are or may be charged upon like products of the most favoured nation.

In like manner products of any kind originating in France, the French Colonies, Possessions or Protectorates when imported into Canada shall not be subject to any other or higher duties of excise, or town dues than those which are or may be charged upon like products of the most favoured nation.

France and Canada guarantee to one another the treatment of the Most Favoured Nation as regards the duties of exportation, re-exportation, transit, warehousing, the transhipment of goods and the fulfilment of customs formalities.

Subject to the laws now in force in either country France and Canada grant each other national treatment as regards consumption dues or other duties imposed upon the sale of goods.

Article 18.

Les produits de toute nature originaires du Canada et importés en France, dans les Colonies, Possessions et Protectorats français, ne pourront être assujettis à des droits d'accise ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou qui grèveraient les produits de la Nation la plus favorisée.

De même, les produits de toute nature, originaires de France, des Colonies, Possessions et Protectorats français importés au Canada, ne pourront être assujettis à des droits d'accise ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou qui grèveraient les produits de la Nation la plus favorisée.

Le traitement de la Nation la plus favorisée est également garanti à chacune des Hautes Parties Contractantes en ce qui concerne les droits d'exportation, de réexportation, de transit, d'entreposage, le transbordement des marchandises ou l'accomplissement des formalités de douane.

Sous réserve de la législation actuellement en vigueur dans l'un et l'autre pays, les Hautes Parties Contractantes s'accordent le traitement national, en ce qui concerne les droits de consommation ou toutes taxes perçues sur la vente des produits.

Article 19.

For the enforcement of the foregoing Articles France and Canada may require the products to be accompanied

Article 19.

Pour l'application des Articles précédents, les Hautes Parties Contractantes pourront exiger que les pro-

upon their importation by certificates of origin or declarations issued in conformity with the laws of the country from which they originate.

If the Canadian Government or the French Government deem it necessary to have such certificates or declarations visėd they may appoint or designate for such purposes officers who shall give such visés free of charge.

If in any case representations be made to one of the Governments by an authorised agent of the other Government that there is reason to believe that fraudulent practices have been resorted to in the issue of such certificates the Government to which complaint is made shall immediately take steps to enquire into the facts of the case, shall report the result of the enquiry to the complaining Government and shall take all available means to prevent the continuation of the fraudulent practices if such be found.

Article 20.

If importers of French wines or other products of French agriculture furnish certificates of analysis or of purity thereof issued by scientific establishments under the control of the Minister of Agriculture of France and designated by him, such certificates shall for all purposes be taken into consideration by the Canadian Customs authorities, without, however, restricting their right of appraisement.

In like manner certificates accompanying Canadian products issued by any authority under the control of the Government of Canada shall for all purposes be taken into consideration by the French Customs authorities, without, however, restricting their right of appraisement.

duits soient accompagnés à leur importation de certificats d'origine ou de déclarations émis en conformité avec les lois du pays d'origine.

Si le Gouvernement Canadien ou le Gouvernement Français estiment nécessaire que ces certificats ou déclarations soient munis d'un visa, ils pourront nommer ou désigner, à cet effet, des fonctionnaires qui les délivreront gratuitement.

Dans tous les cas où l'un des deux Gouvernements signalera à l'autre, par l'entremise d'un agent autorisé pour ce faire, que des pratiques frauduleuses se sont produites dans la délivrance desdits certificats, le Gouvernement auquel la plainte aura été adressée provoquera immédiatement une enquête spéciale sur les faits incriminés, en communiquera les résultats au Gouvernement plaignant et prendra, le cas échéant, toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir la continuation desdites pratiques frauduleuses.

Article 20.

S'il est présenté par des importateurs de vins français ou d'autres produits agricoles français au Canada des certificats d'analyse ou de pureté délivrés par les établissements scientifiques placés sous le contrôle du Ministre de l'Agriculture de France et désignés par lui, ces certificats seront pris en considération par les autorités douanières canadiennes, sans toutefois lier leur pouvoir d'appréciation.

De même, les certificats accompagnant les produits canadiens et délivrés par une autorité placée sous le contrôle du Gouvernement du Canada seront, à cet effet, pris en considération par les autorités douanières françaises, sans toutefois lier leur pouvoir d'appréciation.

To enjoy the benefit of the tariff advantages granted by this Convention, every invoice of champagne, cognac brandy, and armagnac brandy shall be accompanied by a certificate of analysis and purity issued under the authority of the Government of the country of production.

Article 21.

France and Canada grant to each other reciprocally the treatment of nationals as respects the protection of trade marks, patents, commercial names, industrial designs and patterns, names of origin of products and the prevention of unfair competition.

Article 22.

For the application of *ad valorem* duties, exporters of products originating in France, the French Colonies, Possessions and Protectorates, and reciprocally the exporters of Canadian products, may produce certificates of value issued by any Chamber of Commerce or by any other similar commercial organisation. Such certificates shall be taken into consideration by the respective Customs officials, in levying the duties to which the imported products may be liable, without, however, restricting their right of appraisement.

Article 23.

Merchants and manufacturers, subjects of one of the High Contracting Parties, as well as merchants and manufacturers domiciled and exercising their commerce and industries in the territories of such party, may, in the

Pour jouir du bénéfice des avantages tarifaires accordés par la présente Convention, chaque expédition de champagne, de cognac ou d'armagnac devra être accompagnée d'un certificat d'analyse et de pureté délivré sous le contrôle du Gouvernement du pays de production.

Article 21.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à assurer réciproquement, aux ressortissants de l'autre Partie, le traitement national, en ce qui concerne la protection des brevets d'invention, des dessins ou modèles industriels, des marques de fabrique ou de commerce, du nom commercial, et des indications de provenance et la répression de la concurrence déloyale.

Article 22.

Les exportateurs de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront produire pour l'application des droits d'entrée *ad valorem*, des certificats de valeur délivrés par les Chambres de Commerce ou par toutes autres organisations commerciales analogues. Ces certificats seront pris en considération, pour la perception des droits dont seront passibles les objets importés, par les autorités douanières respectives, sans toutefois lier leur pouvoir d'appréciation.

Article 23.

Les commerçants et industriels ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes, ainsi que les commerçants et industriels domiciliés et exerçant leur commerce, ou leur industrie sur ses territoires, pourront, sur les

territories of the other, either personally or by means of commercial travellers make purchases or collect orders, with or without samples, and such merchants, manufacturers and their commercial travellers while so making purchases or collecting orders shall in the matter of taxation and facilities enjoy the most-favoured-nation treatment.

Articles imported as samples for the purposes above mentioned shall, in each country, be temporarily admitted free of duty on compliance with the customs regulations and formalities established to assure their re-exportation or the payment of the prescribed customs duties if not re-exported within the period allowed by law. But the foregoing privilege shall not extend to articles which, owing to their quality or value, cannot be considered as samples, or which, owing to their nature, could not be identified upon re-exportation. The determination of the question of qualification of samples for duty-free admission rests in all cases exclusively with the competent authorities of the place where the importation is effected.

Article 24.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy on the territory of the other the treatment granted to the nationals of the most favoured nation. They shall not be subjected there to any duties, rates or taxes, under any denomination

territoires de l'autre, soit en personne, soit par l'entremise de représentants de commerce, effectuer des achats et recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, et lesdits commerçants, industriels, ainsi que leurs représentants de commerce jouiront, pour faire leurs achats et recueillir leurs commandes, du traitement de la Nation la plus favorisée en matière de taxation, ainsi que pour toutes autres facilités ou charges.

Les articles importés comme échantillons pour les fins ci-dessus mentionnées seront, dans chacun des deux pays, admis en franchise de droits, sous réserve de l'accomplissement des réglementations douanières et autres formalités établies à l'effet d'assurer leur réexportation ou le payement des droits de douane exigibles au cas où ils ne seraient pas réexportés au cours du délai fixé par la loi. Toutefois, cette exemption ne s'appliquera pas aux articles qui, à cause de leur qualité ou de leur valeur, ne peuvent être considérés comme échantillons, non plus qu'aux articles qui, à cause de leur nature, ne pourraient être identifiés au moment de la réexportation. Dans tous les cas, c'est exclusivement aux autorités compétentes du lieu par où l'importation est effectuée qu'il appartiendra de résoudre la question de savoir si les échantillons sont qualifiés pour bénéficier de l'admission en franchise.

Article 24.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre du traitement accordé aux ressortissants de la Nation la plus favorisée; ils n'y seront pas soumis à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que

whatever, other or higher than those imposed on the nationals of any foreign country.

Article 25.

The High Contracting Parties declare that they mutually recognise for all corporations, and other commercial, industrial, financial, and insurance associations constituted and authorised under the particular laws of either of them, the right of free access to the tribunals of the other, subject to no other condition except that they conform to the laws of that country.

The said companies and associations of either of the High Contracting Parties shall have the right, if the laws and regulations of the other are not contrary to it, and subject to the fulfilment of all the formalities provided for by those laws and regulations, of exerting their activity and settling in the territory of the latter country; they shall enjoy, as regards their settlement, the same treatment as the companies and associations of the most favoured nation.

Article 26.

The Agreement of January 29th, 1921, regulating the commercial relations between France and Canada shall cease from operation at the date of the coming into force of the present Convention; and so shall the commercial Convention of 1907, amended in 1909, in so far as it was kept in force by the said Agreement.

Article 27.

This Convention after being approved by the French Chambers and by the Parliament of Canada shall be ratified and the ratifications exchanged at Paris as soon as practicable. It shall come into force immediately after the com-

ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les ressortissants de la Nation la plus favorisée.

Article 25.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les Compagnies et autres Associations commerciales, industrielles, financières et d'assurances, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, le libre et facile accès auprès des tribunaux de l'autre pays sans autre condition que de se conformer aux lois de ce pays.

Lesdites Compagnies et Associations de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, si les lois et règlements de l'autre pays ne s'y opposent et sous réserve de l'accomplissement de toutes formalités prévues par ces lois et règlements, exercer leur activité sur le territoire de ce dernier pays et s'y établir; elles y jouiront au point de vue de l'établissement du traitement réservé aux Compagnies et Associations de la Nation la plus favorisée.

Article 26.

L'arrangement du 29 janvier 1921 régissant les relations commerciales entre le Canada et la France cessera d'être appliqué à la date de la mise en vigueur du présent Traité, ainsi que la Convention commerciale de 1907 amendée en 1909, dans la mesure où elle était maintenue par ledit arrangement.

Article 27.

La présente Convention sera soumise à l'approbation des Parlements des Hautes Parties Contractantes; elle sera ensuite ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible. Elle sera

pletion of that formality and shall remain in force until terminated by either of the High Contracting Parties after six months' notice to the other Party.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Paris, the 15th day of December, in the year 1922.

(L. S.) (Sig.) *Hardinge of Penshurst.*
(L. S.) (Sig.) *W. S. Fielding.*
(L. S.) (Sig.) *Ernest Lapointe.*

mise en vigueur immédiatement après l'échange desdites ratifications et prendra fin six mois après que l'une des Hautes Parties Contractantes aura notifié à l'autre sa volonté de la dénoncer.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris en double exemplaire, le 15 décembre 1922.

(L. S.) (Signé) *R. Poincaré.*
(L. S.) (Signé) *Lucien Dior.*

30.

GRANDE-BRETAGNE, ITALIE.

Echange des Notes, signées le 19 mai et le 18 juin 1924, approuvant l'Accord concernant la rectification de la frontière entre l'Erythrée et le Soudan, signé à Kassala, le 26 décembre 1922.

Treaty Series 1924, No. 29.

(1.)

Signor Mussolini to Sir R. Graham.

Ministero degli Affari Esteri, Roma, 19 Maggio 1924.

Signor Ambasciatore,

Ho l'onore di portare a conoscenza di Vostra Eccellenza che il R. Governo approva l'accordo raggiunto tra il Signor Agenore Frangipani, Commissario Regionale del Barca e del Gash-Setit, in rappresentanza del Governo della Colonia Eritrea, e il Signor Arthur Skrine, Governatore della Provincia di Cassala, in rappresentanza del Governo del Sudan Anglo-Egiziano, entrambi debitamente autorizzati e convenuti a Cassala il 1° Dicembre 1922 per procedere alla rettifica con relativa apposizione di segnali in muratura di un tratto del confine Sudan-Eritrea, confine già delimitato dalla Commissione Bongiovanni-Walter col Protocollo del 1° Giugno 1899.*) Tale accordo risulta dal processo verbale di cui all'annessa copia autenticata, firmato a Cassala il 26 Dicembre 1922.

*) V. N. R. G. 3. s. II, p. 822.

La prego compiacersi, Signor Ambasciatore, di farmi conoscere se il Governo di Sua Maestà Britannica approva da parte sua il predetto accordo e se è disposto anche a darvi esecuzione.

Gradisca, Signor Ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione.

Mussolini.

(2.)

Sir R. Graham to Signor Mussolini.

British Embassy, Rome, June 18, 1924.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 19th May to the effect that the Royal Government approve the agreement reached between Signor Agenore Frangipani, Regional Commissioner of Barca and Gash-Setit, as representing the Government of the Colony of Erythrea, and Mr. Arthur Skrine, Governor of the Province of Kassala, as representing the Sudan Anglo-Egyptian Government, both properly authorised, who met at Kassala on the 1st December, 1922, to take steps for the rectification, with the appropriate placing of boundary marks of masonry, of a section of the Erythrea-Sudan frontier already delimited by the Bongiovanni-Walter Commission by a protocol of the 1st June, 1899. This agreement is shown in the *procès-verbal,* of which a certified copy is annexed, signed at Kassala on the 26th December, 1922.

I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government approve on their side the above-mentioned agreement, and are disposed also to put it into effect.

I take this opportunity, &c.

R. Graham.

Enclosure.

Anglo-Italian Agreement respecting the Rectification of the Eritrea-Sudan Frontier.

Original of the Delegate of the Sudan.

Procès-verbal.

We, the undersigned,

A. W. Skrine, Deputy Governor of Kassala Province, representing the Government of the Anglo-Egyptian Sudan, and

Dr. Agenore Frangipani, Commissario Regionale de Barca e del Gash-Setit, representing the Government of Eritrea,

Originale del Delegato del Sudan.

Processo verbale.

I sottoscritti,

Frangipani, Dr. Agenore, Commissario Regionale del Barca e del Gasc-Setit, delegato a rappresentare il Governo dell'Eritrea, e

Skrine, Sg. Arthur Wallace, Deputy Governor of Kassala Province, delegato a rappresentare il Governo del Sudan Anglo-Egiziano,

In accordance with the attached instructions received from our Governments, have drawn up the following *procès-verbal* in two original copies in English and Italian:

1. The delegates met at Kassala on 1st December, 1922, and agreed to set up frequent boundary marks consisting of masonry pillars between J. Dobadob and J. Benaifer in places where the boundary crosses khors or rich grazing or cultivable land, in order to render the boundary between the hills, which form the main boundary marks and which are somewhat distant from each other, clearly recognisable to the natives of both countries. Consequently to this it was agreed to attach a surveyor to the commission in order to set out the alignment between the principal marks of the frontier and to make a detailed topographical plan of the boundary to be attached to this *procès*. It was agreed that the services of Mr. Bolton, of the Sudan Government Survey Department, should be at the disposal of the mission for this purpose.

2. Between 3rd and 10th December, 1922, they:

a) Recognised that the old boundary mark on J. Dobadob (3,275 feet/998 metres) was intact and correct and they repaired it, also they agreed that from this point the frontier runs in a straight line to J. Gilmabka mentioned below.

b) Found two marks, consisting of cairns on J. Gilmabka, and, after deciding that the true boundary mark was that which was more to the west and was on the highest point of the hill, they accepted that as the correct mark and rebuilt it in masonry.

In conformità alle istruzioni ricevute dai rispettivi Governi annesse in copia al presente atto, Fanno constare col presente processo verbale, redatto in duplice originale e nelle lingue italiana ed inglese quanto segue:

1. Incontratisi in Kassala il giorno 1° Dicembre c. a. hanno di pieno accordo convenuto sulla opportunità di apporre frequenti pilastrini in muratura nelle regioni più ricche di acqua e pascoli e di terreni coltivabili al fine di rendere in esse chiaramente visibili ai nativi delle due parti gli allineamenti del confine fra i più elevati e più importanti punti della frontiera tra M. Dobadob e M. Banaifer. E percio viene deciso di aggregare alla delegazione dei due Governi un funzionario topografo che viene scelto nella persona del Sgr. Bolton Ing. Lawrence del Sudan Government Survey Department cui viene demandato l'incarico di precisare sul terreno i suddetti allineamenti tracciando un particolareggiato piano topografico da annettersi a quest'atto.

2. Durante i giorni 3 a 10 Dicembre c. a. essi hanno:

a) Riconosciuto esatto e poi riattato il precedente segnale su M. Dobadob (quota 998 metri/3,275 piedi) e stabilito che da questo punto il confine procede in linea retta fino a M. Ghilmabca di cui appresso.

b) Trovato due segnali consistenti in due mucchi di pietre sulla collina Ghilmabca ed, essendosi assicurati essere il vero quello situato più ad Ovest, sul più alto punto della collina, lo hanno riconosciuto ed accettato per esatto e lo hanno restabilito con un pilastro in muratura.

c) Agreed that from this hill the frontier line runs straight to the highest point of J. Afadgombib (3,320 ft./1,012 m.), which is the most easterly peak of that mountain, and, as that peak consists of an isolated block of rock, which is clearly distinguishable, they did not build a pillar on this hill, as the peak constitutes an unmistakeable natural mark.

d) Set up successively fourteen numbered masonry beacons, including that on J. Gelmabka (No. 7) between J. Dobadob and J. Afadgombib.

3. Between 11th and 14th December they recognised the old boundary mark on J. Tedilaiey (or Toguilaiey), and demarcated the boundary in a straight line between J. Afadgombib and that hill by means of nine numbered masonry beacons, including that on J. Tedilaiey (Toguilaiey) (No. 23).

4. Between 15th and 21st December, finding no previous mark between Tedilaiey (Toguilaiey) (No. 23) and J. Benaifer, they fixed the boundary as shown on the Sudan Map 1/250,000 and the Italian Map 1/400,000 as a straight line from J. Tedilaiey (or Toguilaiey) to J. Benaifer passing over the central rock of the group of rocks called Temhai. Then, as in the extensive plain between J. Tedilaiey and J. Benaifer, there is no intermediate elevation except the rocks of Temhai, and as an exactly straight line would pass over the foot of this rock the two Parties agreed to divert the line to pass over the summit of this rock, which is 58·9 metres to the east of the exact straight line. This was also necessary, at it was impossible to see Tedilaiey (Toguilaiey) from north of Temhai.

c) Convenuto e stabilito che dalla predetta collina il confine si dirige in linea retta alla più alta vetta del M. Afad-Gumbib (quota 1,012 m./3,320 p.) e precisamente al suo vertice orientale. Essendo detto punto costituito da un blocco di roccia isolato e rappresentando esso un chiaro e distinto segnale naturale, non vi è stato costruito alcun pilastro in muratura.

d) Piazzato quindi fra M. Dobadob e M. Afad-Gumbib 14 segnali in muratura numerati per ordine successivo, ivi compresso quello di Ghilmabca (No. 7).

3. Nei giorni 11 a 14 Dicembre c.a. hanno riconosciuto ed identificato il vecchio segnale posto sulla collina Toguilei (o Tedelaje) ed hanno delimitato il confine fra M. Afad-Gumbib ed il detto colle di Toguilei mediante 9 pilastri disposti in linea retta e numerati c.s. (ivi compreso quello di Toguilei No. 23).

4. Nei giorni 15 a 21 Dicembre c.a., non avendo rinvenuto nel tratto Toguilei Banaifer alcuna traccia di precedenti segnali, si sono attenuti a quanto risulta dalla carta italiana al 400,000 e da quella inglese al 250,000 tracciando cioè il confine direttamente su Banaifer e passando per lo scoglio centrale e più elevato del gruppo delle tre piccole alture rocciose di Temhai. Detto punto, per quanto spostato di M. 58·90 ad Est del preciso rettilineo, si è dovuto prescegliere non essendo altrimenti ed in alcun altro modo riconoscibile la linea di frontiera che traversa tutta la pianura stendentesi tra Tehmei e M. Banaifer (quota 1,047 m./3,434 p.).

They agreed that from this point the line should go straight to the highest point of J. Benaifer (3,434 ft./1,047 m.).

Between J. Tedilaiey (Toguilaiey) and J. Benaifer they set up thirteen masonry beacons and also cleared lines through the bush in places from which the two extreme points were invisible. That is to say, that on the line of the frontier which it was required to demarcate, thirty-six beacons have been set up at the points described hereafter and more precisely shown on the plan attached. As a result of the foregoing the frontier line between the Anglo-Egyptian Sudan and Eritrea from J. Dobadob to J. Benaifer is established as follows according to the demarcation made by the delegates.

I. From the peak of J. Dobadob, 3,275 ft./998 m., it runs in a straight line to the beacon placed on the highest point of J. Gelmabka, passing over numbered masonry beacons placed at the following points:

1. At the foot of the J. Dobadob on the first high ground on the left bank ok Khor Shellalob Berey. (There is an iron pipe in this beacon.)

2. About 500 metres from the right bank of Khor Shellalob Berey. (There is an iron pipe in this beacon.)

3. About 200 metres from left bank of Khor Allamaiyey.

4. Between the Khor Shellalob Beriai and Shikaneen on a slight elevation a few yards from the right bank of Khor Shellalob Beriai.

5. On the eastern shoulder of the summit of the hill called Tekaraiai. (There is an iron pipe in this beacon.)

6. On the eastern shoulder of the little hill, which is the most westerly of the group of hills called Allaikaleb.

7. On the highest point of J. Gelmabka, as already mentioned.

Tra M. Toguilei e M. Banaifer sono stati praticati lunghi disboscamenti indicanti la linea di frontiera e apposti 13 pilastri, numerati c.s. Sono stati dunque, lungo tutta la linea di frontiera che le parti dovevano delimitare apposti 36 pilastri nei punti sottodescritti e più precisamente indicati nell'annesso rilievo. In conseguenza di quanto precede la linea di confine da M. Dobadob a M. Banaifer fra l'Eritrea e il Sudan A.E. secondo la demarcazione eseguita dai due Delegati, rimane stabilita come appresso.

I. Il confine, partendo da quota 998 m./3,275 p. del M. Dobadob si dirige in linea retta sul segnale in muratura apposto sulla più alta cima del M. Ghilmabca, passando per i seguenti pilastri numerati:

1. Ai piedi del M. Dobadob sulla prima elevazione presso la riva sinistra del T. Scialolob-Berre (con palo de ferro).

2. A circa 500 metri dalla riva destra del suddetto torrente (con palo di ferro).

3. A circa 200 m. dalla riva sinistra del T. Alamaie.

4. Fra i torrenti Scialolob Biriai e Scicanin sulla leggera elevazione alquanto a destra del T. Scialolob Biriai.

5. Sul lato orientale della sommità della collina Tecaraiai (con palo di ferro).

6. Sulle pendici orientali del collina più ad Ovest del gruppo di alture, denominato Allaikeleb.

7. Sulla più alta cima del M. Ghilmabca, su menzionato.

II. From this point the boundary runs in a straight line to the highest point of J. Afadgombib (3,320 ft./ 1,012 m.) passing over the following numbered beacons:

8. Near the right bank of Khor Muswed.

9. On the eastern shoulder of a small hill which lies opposite to and to the west of J. Tagwalal Muswed.

10. Between the Khor Mendid and Khor Wad Maiey (Adam-Minni) and about 150 metres north-east of the low hill called Tetbatei.

11. Near the left bank of the Khor Ankolieb.

12. Between the right bank of Khor Fadada and the more southerly stream of Khor Falasaiey Aret.

13. Between the two branches of the Khor Falasaiey Aret and 25 metres from the most westerly of the rocks called Wauouted. (There is an iron pipe in this beacon.)

14. At the foot of J. Afadgombib on an outcrop of rock near the Kassala Lakoeb caravan route. (There is an iron pipe in this beacon.)

III. From this peak of J. Afadgombib the boundary runs in a straight line to the beacon No. 23 on J. Tedilaiey (Toguilaiey) passing over the following numbered masonry beacons:

15. Between the foot of J. Afadgombib and Khor Kurbaieb.

16. On the eastern shoulder of the low hill called Shabai.

17. Slightly south of the Wadi formed by the upper Khor Girgir.

18. To the north of the abovementioned Wadi.

19. On the high open ground between Khor Girgir and the south branch of Khor Temiki.

II. Da detto M. Ghilmabca (segnale No. 7) il confine prosegue in linea retta fino alla più alta vetta del M. Afad-Gumbib (quota 1,012 m./3,320 p.) e passa per i seguenti pilastri numerati:

8. Presso la destra del T. Messued.

9. Sulla costa orientale di una collina prospiciente e ad Ovest del M. Togualal-Mussued.

10. Fra i torrenti Mendid e Uod-Maie (o Adum-Minni) circa 150 m. a N.E. della collinetta Tetbate.

11. Presso la riva sinistra del T. Unculaieb.

12. Tra la riva destra del T. Fadada e la sinistra del ramo Sud del T. Falasaie Aret.

13. Fra i due rami del T. Falasaie Aret a 25 m. circa ad Ovest della roccia più a ponente del gruppo Uautet (con palo di ferro).

14. Alle falde del M. Afad-Gumbib su di una roccia affiorante, presso la carovaniera Kassala Lacoeb (con palo di ferro).

III. Dal picco del M. Afad-Gumbib il confine raggiunge in linea retta il segnale 23 eretto sul colle Toguilei (o Tedelaie) passando per i seguenti pilastri:

15. Tra i piedi di detto monte ed il T. Curbaieb.

16. Sul pendio orientale della collina Sciabbai.

17. Alquanto a Sud del l'Uadi formato dell'alto corso del T. Ghirghir.

18. A Nord di detto Uadi.

19. Sulla radura elevata tra il T. Ghirghir e il ramo Sud del Temichi.

20. On the left of the southern branch of Khor Temiki opposite J. Eikitanob and about 100 metres east of the Sudan Government telegraph line.

21. On the right of the southern branch of Khor Temiki and about 100 metres from the telegraph line and about 2 kilom. from Mark No. 20.

22. South of the northern branch of Khor Temiki on high ground between two of the hills called Tedilaie (Toguilaiey) which lie to the west of that hill of the group, on which there is a conspicuous Tebeldi. (There is an iron pipe in this beacon.)

23. On the summit of J. Tedilaiey (Toguilaiey) at the position of the old boundary mark which was recognised and rebuilt. (There is an iron pipe in this beacon.)

IV. From this point the boundary runs in a straight line to the central rock of Temhai, and from that point in a straight line to the highest point of J. Benaifer passing over the following numbered beacons:

24. Between J. Tedilaiey (Toguilaiey) and Khor Telkuk.

25. On the central rock of Temhai rocks. (There is an iron pipe in this beacon.)

26. About 3 kilom. north-north-east of Temhai.

27. About 1 kilom. south of the first Khor called Tawai, which joins Khor Shagaloba. (There is an iron pipe in this beacon.)

28. On the left of Khor Shagaloba, about 100 metres from the junction of the Khors Balastaff and Shalgaloba, and north of Khors Tawai Meiki and the Khor Balastaff. (There is an iron pipe in this beacon.)

20. Ad un centinaio di m. ad Est della linea telegrafica del Governo del Sudan A.E. sulla sinistra del ramo Sud del T. Temichi; all'altezza del M. Echitanob.

21. A due km. circa dal precedente, sulla destra del predetto torrente, distante, anche questo un centinaio di m. ad Est dalla linea telegrafica su menzionata.

22. Sulla sinistra del ramo Nord del T. Temichi, fra due colline del gruppo del Tedelaie (o Toguilei) le quali si elevano ad Ovest di uno scoglio contradistinto da un noto Baobab (con palo di ferro).

23. Sul punto più elevato del colle Toguilei (o Tedelaie) allo stesso posto ove esisteva il vecchio segnale.

IV. Di qui il confine procede in linea retta fino allo scoglio centrale di Temhei, donde pure in linea retta va a raggiungere il M. Banaifer al suo più alto picco, passando per i seguenti segnali:

24. Tra il colle Toguilei (o Tedelaie) ed il T. Telkuk.

25. Sull'altura centrale del gruppo di roccie denominato Temhei (con palo di ferro).

26. Circa 3 km. a N.E. di Temhei.

27. Circa 1 km. a Sud del T. 1° Tawai (affluente di sinistra dello Sciagaloba (con palo di ferro).

28. Sulla sinistra del T. Sciagaloba a circa 100 m. dalla confluenza del Balastaff col detto Sciagaloba, lasciando a Sud i torrenti, primo Tawai, Mekib e Balastaff (con palo di ferro).

29. On the left bank of Khor Balastaff Somati and between it and Khor Babanoosaiey. (There is an iron pipe in this beacon.)

30. About 1 kilom. from the left bank of the second Khor Tawai.

31. On high ground about 2 kilom. from No. 30. (There is an iron pipe in this beacon.)

32. On high ground between two outcrops of rocks called Tililau and between the Khor Kera Imbressiai and Khor Kera Mikib. (There is an iron pipe in this beacon.)

33. On the elevation called Tira Hoiyet and to the north of Khor Kera Beit Kinai. (There is an iron pipe in this beacon.)

34. On the elevation called Rakoieb Rakote, close to and west of the rocks, and about 1 kilom. south of Khor Kera Diliai.

35. On the high ground about 1 kilom. north of Khor Kera Diliai. (There is an iron pipe in this beacon.)

36. At the foot of Jebel Benaifer.

Done at Kassala, the 26th December, 1922.

(Signed) *A. W. Skrine*,
Delegate of Anglo-Egyptian Sudan.

(Signed) *Dr. Agenorè Frangipani*,
Delegate of the Government of Eritrea.

29. Fra il T. Balastaff Somati ed il T. Babanus-Aie (con palo di ferro).

30. Un km. e mezzo circa dalla sinistra del Tawai 2.

31. A circa 2 km. dal precedente su radura sopraelevata (con palo di ferro).

32. In mezzo alle due roccie Tillilau, sul terreno scoperto ed elevato che si stende tra i torrenti Kerra Imbrissiai e Kerra Michib (con palo di ferro).

33. In località sopraelevata denominata Tirahoiet al di la del T. Kerra Betchenai (con palo di ferro).

34. Ad Ovest della roccia Rahoieb (o Rakoteb) sull'elevazione a circa un km. a sud del T. Kerra Dilliai.

35. In una successiva elevazione e circa un km. a nord dal predetto Kerra-Dilliai (con palo di ferro).

36. Alle pendici del M. Banaifer.

Fatto in Kassala il 26 Dicembre 1922.

(Firmato) *Dr. Agenore Frangipani*,
Il Delegato del Governo dell'Eritrea.

(Firmato) *A. W. Skrine*,
Il Delegato del Governo del Sudan A.E.

31.

GRANDE-BRETAGNE (CANADA), ITALIE.

Convention de commerce; signée à Londres, le 4 janvier 1923.*)

Treaty Series 1924, No. 10.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Italy, being desirous of improving and extending the commercial relations between Italy and Canada, have resolved to conclude a Convention with that object and have named as their respective Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

The Most Honourable the Marquess Curzon of Kedleston, K. G., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

The Honourable William Stevens Fielding, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council for Canada, a Member of the Parliament of Canada, Minister of Finance and Receiver-General of Canada;

The Honourable Ernest Lapointe, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council for Canada, a Member of the Parliament of Canada, Minister of Marine and Fisheries of Canada;

And His Majesty the King of Italy:

Signor Gabriele Preziosi, Chevalier of the Order of St. Maurice

Sua Maestà il Re d'Italia e Sua Maestà il Re del Regno Unito della Gran Bretagna e Irlanda e dei Dominii inglesi d'oltremare, Imperatore delle Indie, desiderosi di estendere e facilitare le relazioni commerciali fra l'Italia e il Canada, hanno determinato di concludere una Convenzione per questo scopo, ed hanno nominato i loro rispettivi Plenipotenziari, cioè:

Sua Maestà il Re d'Italia:

Il Signor Gabriele Preziosi, Cavaliere dell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro e della Corona d'Italia, Incaricato d'Affari di Sua Maestà il Re d'Italia in Londra; e

Sua Maestà il Re del Regno Unito della Gran Bretagna e Irlanda e dei Dominii Inglesi d'oltremare, Imperatore delle Indie:

Il Molto Onorevole Marchese Curzon di Kedleston, K. G., principale Segretario di Stato per gli Affari Esteri di Sua Maestà Britannica;

L'On. William Stevens Fielding, Membro del Consiglio Privato di Sua Maestà il Re per il Canada, Membro del Parlamento del Canada, Ministro delle Finanze e Ricevitore Generale del Canada;

L'On. Ernest Lapointe, Membro dell'On. Consiglio Privato di Sua Maestà il Re per il Canada, Membro

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 8 janvier 1924.

and St. Lazarus and of the Crown of Italy, Chargé d'Affaires of His Majesty the King of Italy at London;

Who, after communicating to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

Articles the produce or manufacture of Canada imported into Italy and articles the produce or manufacture of Italy imported into Canada shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article the produce or manufacture of Canada into Italy, or of any articles the produce or manufacture of Italy into Canada which shall not equally extend to the importation of like articles being the produce or manufacture of any other foreign country. This last provision is not applicable to the sanitary and other prohibitions occasioned by the necessity of protecting the safety of persons or of cattle, or of plants useful to agriculture.

Article 2.

Articles the produce or manufacture of Canada exported to Italy and articles the produce or manufacture of Italy exported to Canada shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from

del Parlamento del Canada, Ministro della Marina e della Pesca del Canada;

I quali, dopo essersi reciprocamente comunicati i loro rispettivi pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, convennero nella stipulazione dei seguenti articoli:

Articolo 1.

A qualsiasi prodotto del suolo o dell'industria dell'Italia importato nel Canada ed a qualsiasi prodotto del suolo o dell'industria del Canada importato in Italia, non saranno imposti diritti o gravami diversi o maggiori di quelli imposti su simili prodotti del suolo o dell'industria di qualsiasi altro Paese straniero; nè alcuna proibizione o restrizione sarà mantenuta o imposta sull'importazione di qualsiasi prodotto del suolo o dell'industria importato dall'Italia nel Canada o di qualsiasi prodotto del suolo o dell'industria importato dal Canada in Italia, senza che essa si estenda egualmente all'importazione degli eguali prodotti del suolo o dell'industria di qualsiasi altro Paese. Quest'ultima disposizione non è applicabile alle proibizioni sanitarie ed altre reclamate dalla necessità di tutelare l'incolumità delle persone, o del bestiame, o di piante utili all'agricultura.

Articolo 2.

A qualsiasi prodotto del suolo o dell'industria dell'Italia a destinazione del Canada ed a qualsiasi prodotto del suolo o dell'industria del Canada a destinazione dell'Italia non saranno imposti diritti o gravami diversi o maggiori di quelli che si esigono sull'eguale prodotto a destinazione di qualsiasi altro Paese straniero; nè alcun divieto o restrizione sarà imposto

Canada to Italy or from Italy to Canada which shall not equally extend to the exportation of the like articles to any other foreign country.

Article 3.

Articles the produce or manufacture of Canada passing in transit through Italy and articles the produce or manufacture of Italy passing in transit through Canada shall be reciprocally free from all transit duties whether they pass through direct or whether during transit they are unloaded, warehoused or reloaded.

Article 4.

It is understood that in all matters governing the import, export and transit of marchandise Italy grants to Canada and Canada grants to Italy the treatment of the most favoured nation.

Article 5.

The name „Italy“ wherever used in this Convention shall be held to include the Colonies and Possessions of Italy.

The present Convention, after being approved by the Parliament of Canada and by the competent authority on the part of Italy shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification and shall be binding upon the Contracting Parties during four years from the date of its coming into force. In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months

all'esportazione di qualsiasi prodotto dall'Italia a destinazione del Canada o dal Canada a destinazione dell'Italia, che non debba estendersi egualmente all'esportazione degli eguali prodotti a destinazione di qualsiasi altro Paese straniero.

Articolo 3.

Qualsiasi prodotto del suolo o dell'industria dell'Italia che passi in transito attraverso il Canada e qualsiasi prodotto del suolo o dell'industria del Canada che passi in transito attraverso l'Italia, saranno reciprocamente esenti da qualunque tassa di transito, sia che il passaggio avvenga direttamente, sia che durante il transito i prodotti suddetti siano scaricati, messi a magazzino o ricaricati.

Articolo 4.

E inteso che in tutti i casi riferentisi all'importazione, all'esportazione o al transito di merci, il Canada concede all'Italia e l'Italia concede al Canada il trattamento della Nazione più favorita.

Articolo 5.

La parola „Italia“ ogni qualvolta usata in questa Convenzione dovrà intendersi includa anche le Colonie ed i Possedimenti dell'Italia.

La presente Convenzione, dopo essere stata approvata dal Parlamento Canadese e dalla competente Autorità Italiana, sarà ratificata e le ratifiche relative verranno scambiate a Londra quanto prima possibile. Essa entrerà in vigore immediatamente dopo la ratifica e vincolerà le Parti Contraenti per quattro anni dalla data della sua entrata in vigore. Qualora allo spirare del detto termine nessuna delle due Parti Contraenti avesse notificato all'altra, con preavviso di dodici mesi, la

before the expiration of the said period of four years of its intention to terminate the present Convention it shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the Contracting Parties shall have given to the other notice of its intention to terminate it.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Convention in the English and the Italian languages and have affixed thereto their seals.

Done at London, this 4th day of January in the year 1923.

sua intenzione di far cessare la presente Convenzione, questa continuerà a rimanere in vigore fino allo spirare di un anno dalla data alla quale una delle due Parti avesse notificato all'altra la sua intenzione di cessarla.

In fede di che i Plenipotenziari delle Parti Contraenti hanno firmato la presente Convenzione in lingua italiana ed inglese e vi hanno apposto i loro rispettivi sigilli.

Fatto a Londra, il 4 di Gennaio millenovecentoventitre.

(L. S.) *Curzon of Kedleston.*
(L. S.) *W. S. Fielding.*
(L. S.) *Ernest Lapointe.*
(L. S.) *Gabriele Preziosi.*

32.

LUXEMBOURG, FRANCE.

Convention en vue d'établir l'égalité de traitement entre les ressortissants des deux Etats en ce qui concerne les lois d'assistance; signée à Luxembourg, le 4 janvier 1923.*)

Journal officiel de la République Française, No. 231 du 31 août 1924.

Convention.

Le Gouvernement de S. A. R. Mme la Grande-Duchesse de Luxembourg et le Gouvernement de la République Française également désireux d'établir, dans la plus large mesure, l'égalité de traitement entre leurs ressortissants et les ressortissants de l'autre Etat, en ce qui concerne les lois d'assistance, ont résolu de conclure à cet effet une Convention et sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er. Les ressortissants de chacun des deux pays qui, soit par suite de maladie physique ou mentale, de grossesse ou d'accouchement, soit pour toute autre raison, ont besoin de secours, de soins médicaux et d'autres assistances quelconques, seront traités, sur le territoire de l'autre Etat con-

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 6 août 1924.

tractant, pour l'application des lois d'assistance, à l'égal des ressortissants de ce dernier, soit à domicile, soit dans les établissements hospitaliers.

Les ressortissants de l'un des deux pays auront le droit dans l'autre aux allocations pour charges de famille ayant un simple caractère de secours, si leurs familles résident avec eux. Ils n'auront pas droit aux allocations ayant un caractère d'encouragement direct à la natalité nationale.

Art. 2. Les frais d'assistance engagés par l'Etat de résidence ne donneront lieu en aucun cas, quelle qu'en soit la cause ou l'importance, à aucun remboursement de la part de l'Etat, ni des départements, provinces, communes ou institutions publiques du pays dont la personne assistée possède la nationalité, sauf les cas expressément prévus par l'Article 4 de la présente Convention.

Art. 3. L'Etat de résidence continuera à supporter la charge de l'assistance sans remboursement:

1° En ce qui concerne l'entretien soit à domicile, soit dans les hospices, des vieillards, des infirmes ou des incurables ayant au moins quinze ans de résidence continue dans le pays. La période susdite sera réduite de cinq ans, lorsqu'il s'agira d'une invalidité consécutive à l'une des maladies professionnelles dont la liste sera établie par l'un des accords prévus à l'Article 7;

2° En ce qui concerne toutes les personnes malades, les aliénés ou tous autres assistés ayant cinq ans de résidence continue dans ledit pays. Dans le cas où il s'agit d'un traitement de malade, le travailleur qui, pendant la période susdite, a séjourné dans le pays au moins cinq mois consécutifs, chaque année sera considéré comme y ayant la résidence continue.

En ce qui concerne les enfants mineurs de seize ans, il suffira, pour la résidence, que la père, la mère, le tuteur de l'enfant ou la personne qui en a la garde remplisse les conditions de séjour ci-dessus déterminées.

Art. 4. A l'expiration du délai de quarante-cinq jours, pour les assistés qui ne rempliront pas les conditions de séjour prévues à l'Article précédent, l'Etat de domicile sera tenu, à son choix, après avis de l'Etat de résidence, soit de rapatrier l'assisté si celui-ci est transportable, soit d'indemniser des frais de traitement l'Etat de résidence.

Toutefois, ne sont pas remboursables, sauf pour les rechutes, les frais d'assistance engagés par l'Etat de résidence par suite d'une maladie aiguë déclarée telle par le médecin traitant; sont assimilés à cette exception les frais d'assistance des femmes en couches.

Le rapatriement ne sera pas imposé dans les cas d'assistance spéciale aux familles nombreuses et aux femmes en couches.

Art. 5. Les deux Gouvernements régleront dans les accords prévus à l'Article 7 avec les mesures de détail et d'exécution:

1° La procédure, les conditions et les modalités du rapatriement;

2° Le mode d'évaluation et la durée de la résidence continue.

Les avis prévus par l'Article 4, donnés par l'Etat de résidence, devront parvenir aux autorités de l'Etat de domicile désignées par lesdits accords, dans les dix premiers jours du délai de quarante-cinq jours, faute de quoi

ce délai et celui de soixante jours prévu à l'Article 6 ci-après seront prolongés de la durée du retard.

Les deux Gouvernements s'engagent à veiller à ce que, dans les agglomérations renfermant un nombre important de travailleurs de l'autre nationalité, les moyens et les ressources d'hopitalisation pour les ouvriers ne fassent pas défaut aux travailleurs malades ou blessés et à leurs familles. Les cotisations qui pourraient être imposées aux employeurs, ou consenties par eux dans ce but, n'auront pas le caractère de taxes spéciales sur la main-d'œuvre étrangère qui sont interdites pour les ressortissants des deux Parties contractantes.

Lorsque le traitement médical à domicile, dans les hôpitaux ou dans les infirmeries, sera assuré par les soins et aux frais des employeurs, les travailleurs y auront droit, sans qu'il y ait lieu à aucun remboursement.

Les remboursements exigibles de l'Etat de domicile, en vertu de l'Article 4 ci-dessus, deviendront sans objet lorsque lesdits frais sont acquittés par l'employeur volontairement ou en vertu d'une disposition du contrat de travail. Il en sera de même s'ils ont été acquittés par une société de bienfaisance ou de toute autre façon assimilable.

Art. 6. Le Luxembourg et la France s'engage à recevoir leurs ressortissants, vieillards de plus de soixante-dix ans, infirmes, incurables, aliénés, enfants trouvés ou abandonnés ou assimilés à ces catégories, dont l'un ou l'autre Etat requerra le rapatriement, avec pièces justificatives à l'appui et après consentement de l'Etat requis dans chaque cas particulier.

Pour tous ces assistés, les Hautes Parties Contractantes renoncent à se réclamer réciproquement les frais d'assistance antérieurs au rapatriement jusqu'à concurrence de soixante jours ainsi que les dépenses de rapatriement jusqu'à la frontière.

Art. 7. Les administrations compétentes des deux pays arrêteront, d'un commun accord, les mesures de détail nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente Convention qui nécessitent la coopération de ces services administratifs. Elles détermineront également les cas et les conditions dans lesquels les services correspondront directement.

Art. 8. Les associations de bienfaisance, d'assistance ou d'aide sociale entre Luxembourgeois en France, et entre Français en Luxembourg, les associations mixtes dans l'un ou l'autre pays constituées et fonctionnant conformément aux lois du pays, posséderont les droits et les avantages qui sont assurés aux associations luxembourgeoises ou françaises de même nature.

Art. 9. Toutes les difficultés relatives à la présente Convention seront réglées par la voie diplomatique.

Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie à une solution, les difficultés seront soumises, même sur la demande d'une seule des Parties, au jugement d'un ou plusieurs arbitres qui auront la mission de les résoudre selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention.

Un arrangement spécial réglera l'institution et le fonctionnement de l'arbitrage. Chaque Partie pourra faire état, à titre d'information, de l'avis

d'un des bureaux internationaux compétent en la matière. Cet avis pourra aussi être demandé d'accord avec les arbitres.

Art. 10. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées.

Elle aura une durée d'un an. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation. La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, savoir: S. Exc. M. Emile Reuter, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et S. Exc. M. Armand Mollard, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Française près S. A. R. Mme la Grande-Duchesse de Luxembourg, ont signé la présente Convention et ont apposé leurs cachets.

Fait à Luxembourg, le 4 janvier 1923.

Signé: *Reuter.*
Signé: *Mollard.*

33.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, PÉROU.

Convention concernant les voyageurs de commerce; signée à Lima, le 19 janvier 1923.*)

Treaty Series, No. 692.

Convention concerning Commercial Travelers.

The United States of America and the Republic of Peru, being desirous to foster the development of commerce between them and to increase the exchange of commodities by facilitating the work of traveling salesmen, have agreed to conclude a Convention for that purpose and have to that end appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America, Mr. Frederick A. Sterling, Chargé d'Affaires *ad interim* in Lima, and the President of Peru,

Convención relativa a Agentes Viajeros.

Los Estados Unidos de América y la República Peruana, deseando fomentar el desarrollo del comercio existente entre ellos y acrecentar el intercambio de mercaderías mediante facilidades a los agentes viajeros, han acordado celebrar una Convención con tal objeto; y para ello han nombrado por sus Plenipotenciarios:

El Presidente de los Estados Unidos de América a Mr. Frederick A. Sterling, Encargado de Negocios *ad interim* de los Estados Unidos en

*) Les ratifications ont été échangées à Lima, le 8 juillet 1924.

Doctor Alberto Salomón, Minister for Foreign Affairs, who, having communicated to each other their full powers, which were found to be in due form, have agreed upon the following articles:

Article I.

Manufacturers, merchants, and traders domiciled within the jurisdiction of one of the High Contracting Parties may operate as commercial travelers either personally or by means of agents or employees within the jurisdiction of the other High Contracting Party on obtaining from the latter, upon payment of a single fee, a license which shall be valid throughout its entire territorial jurisdiction.

In case either of the High Contracting Parties shall be engaged in war, it reserves to itself the right to prevent from operating within its jurisdiction under the provisions of this Convention, or otherwise, enemy nationals or other aliens whose presence it may consider prejudicial to public order and national safety.

Article II.

In order to secure the license above mentioned the applicant must obtain from the country of domicile of the manufacturers, merchants, and traders represented a certificate attesting his character as a commercial traveler. This certificate, which shall be issued by the authority to be designated in each country for the purpose, shall be viséed by the consul of the country in which the applicant proposes to operate, and the authorities of the

Lima, y el Presidente de la República Peruana, al señor doctor don Alberto Salomón, Ministro de Estado en el despacho de Relaciones Exteriores; quienes, habiéndose comunicado reciprocamente sus plenos poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, convinieron en los siguientes artículos:

Artículo I.

Los manufactureros, comerciantes y fabricantes, domiciliados dentro de la jurisdicción de una de las Altas Partes Contratantes, podrán actuar como agentes viajeros, ya sea personalmente o por medio de agentes o empleados, en el territorio de la otra Alta Parte Contratante, obteniendo en ésta una licencia mediante el pago de una patente única, que será válida en todo el territorio.

En el caso de que una de las Altas Partes Contratantes se halle comprometida en guerra, se reserva el derecho de prohibir, dentro de su territorio y con arreglo a esta u otra Convención, la actuación de nacionales del país enemigo o de extranjeros cuya presencia pudiera considerarse perjudicial para el orden público y la seguridad nacional.

Artículo II.

A fin de obtener la licencia mencionada, el solicitante deberá presentar un certificado extendido en el país del domicilio de los manufactureros, comerciantes y fabricantes que represente, y que acredite su carácter de agente viajero. Este certificado, que se otorgará por la autoridad que con tal objeto se designe en cada país, será visado por el Cónsul de la nación en la que el solicitante se proponga actuar; y las autoridades de esta

latter shall, upon the presentation of such certificate, issue to the applicant the national license as provided in Article I.

Article III.

A commercial traveler may sell his samples without obtaining a special license as an importer.

Article IV.

Samples without commercial value shall be admitted to entry free of duty.

Samples marked, stamped or defaced in such manner that they can not be put to other uses shall be considered as objects without commercial value.

Article V.

Samples having commercial value shall be provisionally admitted upon giving bond for the payment of lawful duties if they shall not have been withdrawn from the country within a period of six (6) months.

Duties shall be paid on such portion of the samples as shall not have been so withdrawn.

Article VI.

All customs formalities shall be simplified as much as possible with a view to avoid delay in the despatch of samples.

Article VII.

Pedlers and other salesmen who vend directly to the consumer, even though they have not an established place of business in the country in which they operate, shall not be considered as commercial travelers, but shall be subject to the license fees levied on business of the kind which they carry on.

última le otorgarán la licencia establecida en el artículo I, sólo con la presentación de dicho certificado.

Artículo III.

El agente viajero puede vender sus muestras sin necesidad de licencia especial como importador.

Artículo IV.

Las muestras sin valor comercial serán admitidas libres de derechos.

Se considerarán como muestras sin valor comercial las que estén marcadas, selladas o inutilizadas de tal modo que no puedan destinarse a otros usos.

Artículo V.

Las muestras que tengan valor comercial serán admitidas, provisionalmente, bajo fianza para el pago de los derechos legales, si no son sacadas del país dentro de un período de seis meses.

Los derechos se pagarán solamente sobre la parte de las muestras que no sea reexportada.

Artículo VI.

Todas las formalidades de aduana se simplificarán, tanto como sea posible, con el objeto de evitar demoras en el despacho de las muestras.

Artículo VII.

Los buhoneros y otros vendedores que traten directamente con el consumidor, aun cuando no tengan casa de negocios establecida en el país, no serán considerados como agentes viajeros, sino que estarán sujetos al pago de derechos de licencia que estén establecidos para los negocios del género a que se dedican.

Article VIII.

No license shall be required of:

a) Persons traveling only to study trade and its needs, even though they initiate commercial relations, provided they do not make sales of merchandise.

b) Persons operating through local agencies which pay the license fee or other imposts to which their business is subject.

c) Travelers who are exclusively buyers.

Article IX.

Any concessions affecting any of the provisions of the present Convention that may hereafter be granted by either High Contracting Party, either by law or by treaty or convention, shall immediately be extended to the other Party.

Article X.

This Convention shall be ratified; and the ratifications shall be exchanged at Washington or Lima within two years, or sooner if possible.

The present Convention shall remain in force until the end of six months after either of the High Contracting Parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same, each of them reserving to itself the right of giving such notice to the other at any time. And it is hereby agreed between the Parties that, on the expiration of six months after such notice shall have been received by either of them from the other Party as above mentioned, this Convention shall altogether cease and terminate.

In testimony whereof the respective plenipotentiaries have signed these

Artículo VIII.

No necesitarán licencia:

a) las personas que viajen solamente para estudiar el mercado y sus necesidades, aunque inicien relaciones comerciales, siempre que no hagan ventas de mercaderías:

b) las que actúen por medio de agencias locales que pagan patente u otros impuestos a que sus negocios estén sujetos;

c) los agentes viajeros que son exclusivamente compradores.

Artículo IX.

Cualquiera concesión que otorgare una de las Altas Partes Contratantes, por ley, por tratado o por convenio, en el sentido de modificar alguna de las estipulaciones de esta Convención, se hará inmediatamente extensiva a la otra Parte.

Artículo X.

Esta Convención será ratificada y las ratificaciones se canjearán en Lima o Wáshington, lo más pronto posible y a más tardar dentro de dos años.

La presente Convención permanecerá en vigor hasta seis meses después de que una de las Altas Partes Contratantes haya avisado a la otra su intención de ponerle término, para lo cual cada una de ellas se reserva el derecho de dar ese aviso en cualquier tiempo. Y queda convenido entre las Partes que, a la expiración de los seis meses después de que el mencionado aviso se reciba por la otra Parte, esta Convención dejará de regir por completo.

En testimonio de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios han firmado

articles and have thereunder affixed their seals.

Done in duplicate, in English and Spanish, at Lima, this nineteenth day of January one thousand nine hundred and twenty tree.

[Seal.] *Frederick A. Sterling.*
[Seal.] *A. Salomón.*

estos artículos y han puesto sus sellos al pié.

Hecha por duplicado, en inglés y castellano, en Lima, el diecinueve de enero de mil novecientos veintitrés.

[Seal.] *Frederick A. Sterling.*
[Seal.] *A. Salomón.*

Protocol.

For the better fulfillment of the provisions of the Convention concerning commercial travelers, signed today, the undersigned Mr. Frederick A. Sterling, Chargé d'Affaires *ad interim* of the United States of America; and Doctor Alberto Salomón, Minister for Foreign Relations of Peru, representing their respective countries, have agreed as follows:

Article I.

Regulations governing the renewal and transfer of licenses, and the imposition of fines and other penalties for any misuse of licenses, may be made by either of the High Contracting Parties whenever advisable, within the terms of the present Convention, and without prejudice to the rights defined therein.

If such regulation should permit the renewal of licences, the corresponding fee will not be greater than that charged for the original license.

If such regulations should permit the transfer of licenses, upon satisfactory proof that transferee or assignee is in every sense the true successor of the original licensee, and can furnish a certificate of identification similar to that furnished by the said orig-

Protocolo.

Para la mejor aplicación de las disposiciones de la Convención relativa a agentes viajeros, firmada en la fecha, los infrascritos, Mr. Frederick A. Sterling, Encargado de Negocios *ad interim* de los Estados Unidos de América; y el doctor don Alberto Salomón, Ministro de Relaciones Exteriores del Perú, en representación de sus respectivos países, acordaron lo siguiente:

Artículo I.

Siempre que una de las Altas Partes Contratantes lo juzgue conveniente, podrá reglamentar la renovación y el traspaso de licencias y la imposición de multas y otras penas por cualquier uso ilegal de las mismas, de acuerdo con lo estipulado en la presente Convención, y sin perjuicio de los derechos en ella especificados.

En caso de que se autorice la renovación de licencias, no se cobrará por este servicio una suma mayor que la exigida por la expedición de la licencia original.

En caso de que se autorice el traspaso de licencias, el cesionario, previa prueba suficiente de que es por todos conceptos el verdadero sucesor del cedente, y de que pueda presentar un certificado de identidad semejante al presentado por el que obtuvo la li-

inal licensee, he will be allowed to operate as a commercial traveler pending the arrival of the new certificate of identification, but the cancellation of the bond for the samples shall not be effected before the arrival of the said certificate.

Article II.

It is the citizenship of the firm that the commercial traveler represents, and not his own, that governs the issuance to him of a certificate of identification.

In order to obtain practical results, the High Contracting Parties agree to empower the local customs officials to issue the said licenses upon surrender of the certificate of identification and authenticated list of samples, acting as deputies of the central office constituted for the issuance and regulation of licenses. The said customs officials shall immediately transmit the appropriate documentation to the said central office, to which the licensee shall thereafter give due notice of his intention to ask for the renewal or transfer of his license, if these acts be allowable, or cancellation of his bond, upon his departure from the country. Due notice in this connection will be regarded as the time required for the exchange of correspondence in the normal mail schedules, plus five business days for purposes of official verification and registration.

Article III.

It is understood that the traveler will not engage in the sale of other articles than those embraced by his lines of business; that is to say, he may sell his samples, thus incurring an obligation to pay the customs duties thereupon, but he may not sell other

cencia original, podrá actuar como agente viajero hasta que se reciba el nuevo certificado de identidad, no efectuándose, sin embargo, la cancelación de la fianza, mientras no haya llegado este documento.

Artículo II.

La nacionalidad de la casa representada, y no del agente viajero que la representa, será la que rija para la expedición del certificado de identidad.

A fin de obtener resultados prácticos, las Altas Partes Contratantes convienen en facultar a las autoridades aduaneras locales para expedir las licencias citadas, previa entrega del certificado de identidad y de la lista certificada de muestras, en representación de la oficina central encargada de expedir y reglamentar las licencias. Las citadas autoridades remitirán a dicha oficina central, sin pérdida de tiempio, los documentos correspondientes, debiendo notificar a ésta el cesionario, después de hecha la remisión, su propósito de pedir la renovación o el traspaso de su licencia, en caso de permitirse estos actos, o la cancelación de su fianza al salir del país. Se tendrá por oportuna la notificación hecha en el plazo necesario para un cambio de correspondencia en condiciones normales, más cinco diás hábiles para la comprobación y el registro por las autoridades competentes.

Artículo III.

Se entiende que el agente viajero no se dedicará a la venta de otros artículos que los comprendidos en el ramo a que se dedica; es decir, podrá vender sus muestras, con la obligación correspondiente de cubrir los derechos aduaneros reglamentarios; pero no

articles brought with him or sent to him, which are not reasonably and clearly representative of the kind of business he purports to represent.

Article IV.

Advertising matter brought by commercial travelers in appropriate quantities shall be treated as samples without commercial value. Objects having a depreciated commercial value because of adaptation for purposes of advertisement, and intended for gratuitous distribution, shall, when introduced in reasonable quantities, also be treated as samples without commercial value. It is understood, however, that this prescription shall be subject to the customs laws of the respective countries.

Article V.

If the original license were issued for a period longer than six months, or if the license be renewed, the bond for the samples will be correspondingly extended. It is understood, however, that this prescription shall be subject to the customs laws of the respective countries.

Article VI.

Samples accompanying the commercial traveler will be despatched as a portion of his personal baggage; and those arriving after him will be given precedence over ordinary freight.

In witness whereof, they have signed and sealed this Protocol in duplicate, in English and Spanish, at Lima, this nineteenth day of January one thousand nine hundred and twenty three.

Frederick A. Sterling. [seal.]
A. Salomón. [seal.]

podrá vender otros artículos que lleve consigo o que reciba, si no pertenecen, de una manera razonable y clara, al ramo a que está dedicado.

Artículo IV.

Se considerarán como muestras sin valor comercial los anuncios que el agente viajero lleve consigo, siempre que sean en cantidades apropiadas, teniéndose también como muestras sin valor comercial los objetos que tengan un valor mercantil depreciado, debido a su adaptación para fines de anuncios y destinados a distribución gratuita, siempre que se introduzcan en cantidades razonables. Se entiende, sin embargo, que esta prescripción estará sujeta al reglamento aduanero del país respectivo.

Artículo V.

Cuando la licencia original se expidiere por un período mayor de seis meses, o cuando fuere renovada, se extenderá la fianza en la proporción correspondiente. Se entiende, sin embargo, que esta prescripción estará sujeta al reglamento aduanero del país respectivo.

Artículo VI.

Se despacharán las muestras que lleve consigo el agente viajero como parte de su equipaje personal, dándose preferencia sobre la carga ordinaria a las que se le envíen subsecuentemente.

En testimonio de lo cual, firmaron y sellaron el presente Protocolo, por duplicado, en inglés y castellano, en Lima, el diecinueve de enero de mil novecientos veintitrés.

[seal.] *Frederick A. Sterling.*
[seal.] *A. Salomón.*

34.

GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

Arrangement en vue de régler le service téléphonique; signé à La Haye, le 23 janvier 1923.

Treaty Series 1923, No. 5.

Agreement regulating the Telephone Service between Great Britain and the Netherlands.

The Government of His Britannic Majesty and the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands being desirous of regulating the telephonic service between Great Britain and the Netherlands, and availing themselves of the faculty accorded by Article 17 of the International Telegraph Convention signed at St. Petersburg on the 10th (22nd) July, 1875,*) have resolved to conclude a general agreement on the subject:

The Undersigned:

His Excellency Sir Charles M. Marling, His Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague, and His Excellency Jonkheer H. A. van Karnebeek, Minister for Foreign Affairs of Her Majesty the Queen of the Netherlands,

duly authorised by their respective Governments, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

A service of telephonic communication shall be established and maintained between the United Kingdom

Overeenkomst tot regeling van de Telefoongemeenschap tusschen Groot-Britannie en Nederland.

De Regeering van Zijne Britsche Majesteit en de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden wenschende de telefoongemeenschap tusschen Groot-Britannië en Nederland te regelen, en gebruik makende van de bevoegdheid verleend bij artikel 17 van de internationale telegraafovereenkomst, op den 10en (22sten) Juli 1875*) te St. Petersburg geteekend, hebben besloten eene algemeene overeenkomst te dezer zake aan te gaan:

De ondergeteekenden:

Zijne Excellentie Sir Charles M. Marling, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zijne Britsche Majesteit te 's-Gravenhage, en Zijne Excelentie Jonkheer H. A. van Karnebeek, Minister van Buitenlandsche Zaken van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,

behoorlijk gemachtigd door hunne respectieve Regeeringen, zijn overeengekomen omtrent de volgende bepalingen:

Artikel 1.

De Rijkstelegraafadministratiën van het Vereenigd Koninkrijk en van Nederland openen eenen dienst tot vesti-

---

*) V. N. R. G. 2. s. III, p. 614.

and the Netherlands by the State Telegraph Administrations of the two countries.

Article 2.

For this service there shall be used a submarine cable containing four wires, which shall be laid between the English and Netherlands coasts, and suitable land wires connected therewith.

The provision of the submarine cable between the cable huts in which the cable will be terminated in each country, and also the maintenance of the cable, excluding the shore ends between the low water tidal marks and the cable huts, shall be carried out at the joint cost of the two Administrations.

Each Administration shall carry out at its own cost the protection and maintenance of the submarine cable between the low water tidal marks and the cable hut on its own territory.

Each Administration shall carry out at its own cost the construction and maintenance of the telephone lines, including the cable hut and its fittings ont its own territory.

Article 3.

If in the interest of the service additional channels of communication are desirable, they shall be provided and maintained by mutual agreement between the two Administrations under the same conditions as the submarine cable and land lines for which provision is made by this agreement, unless other terms are mutually agreed.

In considering the desirability of additional channels regard shall be paid to probable development of traffic.

ging en instandhouding van eene telefonische gemeenschap tusschen de beide landen.

Artikel 2.

Voor deszen dienst zal worden gebruikt een vier draden bevattende onderzeesche kabel, welke zal worden gelegd tusschen de Engelsche en de Nederlandsche kust, en met geschikte landlijnen zal worden verbonden.

Het aanschaffen en leggen van den onderzeeschen kabel tusschen de kabelhutten, waarin de kabel in elk land eindigt, en evenzoo de instandhouding van den kabel, met uitsluiting van de kustgedeelten tusschen de laagwaterlijnen en de kabelhutten, zijn voor gezamenlijke rekening van de beide Administratiën.

Elke Administratie zorgt op haar eigen kosten voor de bescherming en instandhouding van den onderzeeschen kabel tusschen de laagwaterlijnen en de kabelhut op haar eigen gebied.

Elke Administratie zorgt op haar eigen kosten voor den bouw en de instandhouding van de telefoonlijnen met inbegrip van de kabelhut en de montage op haar eigen gebied.

Artikel 3.

Indien in het belang van den dienst meer gemeenschapsmiddelen gewenscht zijn, zullen deze met wederzijdsch goedvinden der beide Administratiën worden tot stand gebracht en in stand gehouden op de voorwaarden, welke voor den onderzeeschen kabel en de landlijnen in deze overeenkomst zijn gesteld, tenzij daaromtrent onderling anders wordt overeengekomen. Bij de overweging van de wenschelijkheid van meer verbindingen zal rekening zijn te houden med de waarschijnlijke ontwikkeling van het verkeer.

Article 4.

The submarine cable or cables for telephonic communication between the two countries shall be maintained in accordance with the conditions which shall for the time being apply to the maintenance of the submarine cables for telegraphic communication between the two countries under the agreement to that effect between the two Administrations.

Article 5.

The circuits specially allocated to the telephone service shall be exclusively reserved for that service, unless a contrary course shall be agreed upon by the two Administrations. Nevertheless, each Administration may superimpose other services over sections of the wires specially provided for international telephonic correspondence, provided no interference with the telephonic service is caused.

Article 6.

The two Administrations shall determine, by mutual agreement, the allocation of each of the circuits through which international communication shall be established, the towns admitted to the service, and the hours during which the service shall be available.

By mutual agreement each of the two Administrations shall be at liberty to establish telephonic relations with another country through the telephonic system of the other Administration.

Article 7.

The unit adopted, both for the collection of charges and for the duration of communication, shall be an indivisible period of three minutes.

Artikel 4.

De onderzeesche kabel of kabels voor telefonische gemeenschap tusschen de twee landen zal of zullen worden instandgehouden overeenkomstig de voorwaarden, welke thans toepassing vinden voor de instandhouding van de onderzeesche kabels voor telegrafische gemeenschap tusschen de twee landen, krachtens de overeenkomst voor dat doel tusschen de beide Administratiën gesloten.

Artikel 5.

Tenzij door de beide Administratiën anders wordt overeengekomen, zullen de geleidingen, welke in het bijzonder met het oog op de telefoongemeenschap zijn tot stand gebracht, uitsluitend voor dezen dienst worden gebruikt. Evenwel mag elke Administratie tevens voor andere diensten gebruik maken van gedeelten van de bepaaldelijk voor internationaal telefoonverkeer tot stand gebrachte draden, mits de telefoongemeenschap daaronder niet lijdt.

Artikel 6.

De beide Administratiën bepalen in gemeen overleg de bestemming van elke der geleidingen, langs welke internationale gemeenschap zal worden tot standgebracht, welke steden tot den dienst worden toegelaten en gedurende welke uren van den dienst zal kunnen worden gebruik gemaakt.

Bij wederzijdsch goedvinden is elke van de beide Administratiën vrij om telefoongemeenschap tot stand te brengen met een ander land over het telefoonnet van de andere Administratie.

Artikel 7.

De aangenomen eenheid, zoowel voor de heffing van de taksen als voor den duur van de verbindingen, is drie minuten zonder onderbreking.

Article 8.

Special arrangements shall be made for Government communications.

Article 9.

The charge shall be paid by the person who asks for the communication. It shall be made up of the total of the elementary charges, which shall be fixed as follows for a conversation of three minutes:

In Great Britain

At five shillings (5/-) for conversations originating in, or destined to, the telephonic centres situated in the following counties:

Bedford, Berkshire, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wiltshire, Worcester (first zone).

At seven shillings (7/-) for conversations originating in, or destined to, the telephonic centres situated in the following counties:

Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmoreland, York (second zone).

At eight shillings and sixpence (8/6) for conversations originating in, or destined to, the telephonic centres situated in Scotland and in Northern Ihreland (third zone).

In the Netherlands:

At five shillings (5/-) for conversations originating in, or destined

Artikel 8.

Bijzondere regelingen zullen worden gemaakt voor Regeeringsgesprekken.

Artikel 9.

Het voor een gesprekseenheid verschuldigde wordt voldaan door den persoon, die de verbinding vraagt. Het bedrag er van wordt gevormd door het totaal van de grondtaksen, welke als volgt zijn vastgesteld voor een gesprek van drie minuten:

In Groot-Britannië:

Op vijf shillings (5/-) voor de gesprekken aangevraagd in of bestemd voor de telefooncentra gelegen in de volgende graafschappen:

Bedford, Berkshire, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wiltshire, Worcester (eerste zone).

Op zeven shillings (7/-) voor de gesprekken aangevraagd in of bestemd voor de telefooncentra gelegen in de volgende graafschappen:

Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmoreland, York (tweede zone).

Op acht shillings en sixpence (8/6) voor de gesprekken aangevraagd in of bestemd voor de telefooncentra gelegen in Schotland en in Noord-Ierland (derde zone).

In Nederland:

Op vijf shillings (5/-) voor de gesprekken aangevraagd in of bestemd

to, any telephonic centre in the Netherlands.

These rates include the share of each Administration in respect of the use of the submarine cables.

The zones shall be subject to alteration by mutual consent.

Article 10.

The rates provided for by Article 9 shall be reduced by two-fifths for single conversations exchanged during the night and by one-half for conversations exchanged during the night by subscription.

The minimum period of conversation by subscription shall be twice the unit of conversation.

Article 11.

Each Administration shall receive as its share in respect of the use of the telephone lines on its territory and in the submarine cables, the elementary charges set forth in Article 9, subject to a corresponding reduction in the case of the reduced rates provided for in Article 10.

The receipts from the telephonic service shall form the subject, on the part of each Administration, of a special account, distinct from that for telegraph receipts.

Article 12.

In virtue of Article 8 of the International Convention of St. Petersburg each of the Contracting Parties reserves to itself the right in case of emergency of suspending totally or partially the telephone service without being liable to any indemnity.

Article 13.

The two Administrations shall not be subject to any responsibility on

voor eenig telefooncentrum in Nederland.

In deze taksen is voor elke Administratie mede begrepen de vergoeding voor het gebruik van de onderzeesche kabels.

De zones kunnen in gemeen overleg worden gewijzigd.

Artikel 10.

De taksen genoemd in artikel 9 worden met 2/5 verminderd voor enkelvoudige gesprekken gewisseld gedurende den nacht en met de helft voor gesprekken gedurende den nacht gewisseld in abonnement.

De minimum duur van een abonnementsgesprek bedraagt twee gesprekseenheden.

Artikel 11.

Elke Administratie ontvangt als haar aandeel voor het gebruik van de telefoonlijnen op haar gebied en in de onderzeesche kabels, de grondtaksen genoemd in artikel 9, welke eene evenredige vermindering ondergaan in geval van toepassing van de verlaagde tarieven, genoemd in artikel 10.

De ontvangsten van den telefoondienst worden door elke Administratie in een afzonderlijke rekening opgenomen afgescheiden van de rekening der telegraafontvangsten.

Artikel 12.

Krachtens artikel 8 van de internationale overeenkomst van St. Petersburg behoudt elke der contracteerende partijen zich het recht voor om bij dringende noodzakelijkheid den telefoondienst geheel of gedeeltelijk te staken zonder tot eenige schadevergoeding gehouden te zijn.

Artikel 13.

De beide Administratiën dragen geenerlei verantwoordelijkheid betref-

account of the international telephone service.

Article 14.

The provisions of the present Agreement shall be completed by service regulations, which shall be settled by mutual agreement between the two Administrations, and may be modified at any time by similar agreement.

Article 15.

The present Agreement shall take effect on a date to be fixed by the Contracting Administrations. After remaining in force for one year, it may be revised at any time on the demand of either of the Contracting Administrations.

In witness whereof the Undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate, at The Hague, the twenty-third of January 1923.

fende den internationalen telefoondienst.

Artikel 14.

De bepalingen van deze overeenkomst zullen worden aangevuld met een dienstreglement, dat in gemeen overleg tusschen de beide Administratiën zal worden vastgesteld en dat te allen tijde op dezelfde wijze kan worden gewijzigd.

Artikel 15.

Deze overeenkomst zal in werking treden op den dag, die daarvoor door de contracteerende Administratiën zal worden vastgesteld. Na een jaar van kracht te zijn geweest, kan zij te allen tijde worden herzien op verzoek van elke der contracteerende Administratiën.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze overeenkomst hebben onderteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan in tweevoud, te 's-Gravenhage den drie en twintigsten Januari 1923.

(L. S.) *Charles M. Marling.*
(L. S.) *Karnebeek.*

35.

SUISSE, ROUMANIE.

Accord commercial provisoire, réalisé par un Echange de Notes des 23 janvier et 1er février 1923.

Copie officielle.

1.

Note préliminaire suisse du 8 décembre 1922.

Legation de Suisse en Roumanie.
A. III. 149. Bucarest, le 8 décembre 1922.

Monsieur le Ministre,

En me référant aux diverses conversations à ce sujet, j'ai l'honneur de venir vous confirmer que mon Gouvernement désire entrer en pourparlers avec le

Gouvernement Roumain aux fins de conclure avec lui un arrangement semblable à celui fait récemment avec la Belgique, en vue de régler provisoirement les relations commerciales entre les deux pays.

Par cet arrangement provisoire les deux pays se garantiraient réciproquement pour leurs relations commerciales la clause de la nation la plus favorisée.

L'accord serait dénonçable de part et d'autre moyennant un préavis de 3 mois. La date de l'entrée en vigueur dudit arrangement serait, le cas échéant, rapportée au 4 avril 1922, date de l'échéance de la Convention commerciale du 3 mars 1893,*) prolongée par convention additionnelle du 29 décembre 1904.**)

Je serais heureux de recevoir la réponse de Votre Excellence à ce sujet afin d'être en mesure d'en référer à mon Gouvernement et de lui communiquer vos propositions.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse:
sig. *F. de Salis.*

A Son Excellence Monsieur G. Marzesco,
Ministre des Affaires Etrangères a. i. etc. etc. etc.

2.

Note préliminaire roumaine du 29 décembre 1922.

Ministère Royal des Affaires Etrangères.
N⁰ 65443. Bucarest, le 29 décembre 1922.

Monsieur le Ministre,

En réponse à la Note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser sous N⁰ A. III. 149 du 8 décembre courant, j'ai l'honneur de L'informer que le Gouvernement Royal accède à la proposition du Gouvernement de la Confédération Suisse d'arranger les relations commerciales entre la Roumanie et la Suisse provisoirement sur la base de l'application réciproque de la clause de la nation la plus favorisée et avec l'obligation pour les Parties contractantes que cet arrangement ne pourra être dénoncé, de part et d'autre, qu'après un préavis de trois mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre:
sig. *G. Marzesco.*

A S. Exc. Monsieur F. de Salis,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
de la Confédération Suisse etc. etc. etc.

---

*) V. N. R. G. 2. s. XXI, p. 62. **) V. N. R. G. 2. s. XXXIV, p. 637.

3.

Note suisse du 23 janvier 1923.

Legation de Suisse en Roumanie.

A. III. 149. Bucarest, le 23 janvier 1923.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note N° 65443, que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 29 décembre 1922, pour me faire savoir que le Gouvernement Royal accède à la proposition de mon Gouvernement d'arranger provisoirement les relations commerciales entre la Suisse et la Roumanie sur la base de l'application réciproque de la clause de la nation la plus favorisée et avec l'obligation pour les Parties contractantes que cet arrangement ne pourra être dénoncé, de part et d'autre qu'après un préavis de trois mois.

Il est entendu, en outre, que, de part et d'autre, restent réservées les restrictions et prohibitions d'importation ou d'exportation.

Sur l'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de Vous informer que ce dernier a pris acte de cette accession à sa proposition et considère dès lors l'arrangement comme entré en vigueur dès aujourd'hui.

En Vous priant de bien vouloir consentir à m'accuser réception de la présente et de me déclarer que Vous êtes d'accord avec son contenu, je saisis volontiers cette occasion pour présenter à Votre Excellence, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse:

sig. *F. de Salis.*

A Son Excellence Monsieur J. Duca,
Ministre des Affaires Etrangères etc. etc. etc.

4.

Note roumaine du 1er février 1923.

Ministre des Affaires Etrangères.

N° 3632. Bucarest, le 1 février 1923.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note N° A. III. 149 du 23 janvier courant, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me notifier que le Gouvernement de la Confédération Suisse a pris acte de l'adhésion du Gouvernement Royal à la proposition qui lui a été faite d'arranger provisoirement les relations commerciales entre la Roumanie et la Suisse sur la base de l'application réciproque de la clause de la nation la plus favorisée et avec l'obligation pour les parties contractantes, que cet arrangement ne pourra être dénoncé, de part et d'autre, qu'après un préavis de trois mois.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur de l'informer que le Gouvernement Royal, à son tour, prend note de la réserve faite par le Gouvernement Helvétique concernant les

restrictions et les prohibitions d'importation et d'exportation qui seront réservées, de part et d'autre, et qu'il considère cet arrangement provisoire comme entré en vigueur dès aujourd'hui.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre:
sig. *J. Duca.*

Son Excellence Monsieur F. de Salis,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
de Suisse etc. etc. etc.

36.

SUISSE, ITALIE.

Traité de commerce; signé à Zurich, le 27 janvier 1923.*)**)

Recueil des lois fédérales 1924, No. 9.

Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, et Sa Majesté le Roi d'Italie, animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié et de développer les relations commerciales entre les deux Pays, ont résolu de conclure un nouveau traité et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

le Conseil fédéral de la Confédération Suisse:

Monsieur le Dr. A. Frey, Conseiller national, Président de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie;

Monsieur le Prof. Dr. E. Laur, Directeur de l'Union suisse des Paysans;

Monsieur le Dr. E. Wetter, Secrétaire général au Département fédéral de l'Economie publique;

Monsieur A. Gassmann, Directeur général des Douanes suisses;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Monsieur le Chev. Gr. Cr. L. Luciolli, Conseiller d'Etat et Directeur général des Douanes et des Impôts indirects;

Monsieur le Chev. Gr. Cr. Dr. A. Di Nola, Directeur général du Commerce au Ministère de l'Industrie et du Commerce;

Monsieur le Gr. Off. Prof. M. Carlucci, Inspecteur général de l'Agriculture au Ministère d'Agriculture;

Monsieur le Gr. Off. G. Silvestri, ancien Président de la Confédération générale de l'Industrie italienne;

Monsieur le Comm. Prof. A. Marescalchi, Député au Parlement italien;

---

*) L'échange des ratifications a été opéré à Berne, le 18 mars 1924.
**) Les Annexes A—E ne sont pas reproduites.

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement, en ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit, les droits et le traitement de la nation la plus favorisée.

Chacune des Parties contractantes s'engage, en conséquence, à faire profiter l'autre, gratuitement et immédiatement, de tous les privilèges et faveurs que, sous les rapports précités, elle a concédés ou concéderait à une tierce Puissance, notamment quant au montant, à la garantie et à la perception des droits fixés ou non dans le présent Traité, aux entrepôts de douanes (y compris le régime concernant l'entrée, la sortie et la conservation des marchandises dans les ports francs, points francs ou magasins généraux), aux taxes intérieures, aux formalités et au traitement des expéditions en douane et aux droits d'accise ou de consommation perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des cantons ou des communes.

Sont exceptées, toutefois, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions ou restrictions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle pourront avoir lieu:

1. dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre;

2. pour des raisons de sûreté publique;

3. par égard à la police sanitaire et vétérinaire et en vue de la protection des plantes contre les maladies, les insectes, les parasites et autres ennemis de toute espèce;

4. par égard aux monopoles d'Etat.

Article 3.

Les droits d'entrée en Italie sur les produits originaires et en provenance de la Suisse, désignés dans l'annexe A au présent Traité, et les droits d'entrée en Suisse sur les produits originaires et en provenance de l'Italie, désignés dans l'annexe C, ne pourront dépasser les taux indiqués dans lesdites annexes.

De même, les droits de sortie ne pourront dépasser, dans les échanges entre les deux Pays, les taux indiqués dans les annexes B et D.

Article 4.

Si l'une des Parties contractantes frappe les produits d'un tiers pays de droits plus élevés que ceux applicables aux mêmes produits originaires

et en provenance de l'autre Partie, ou si elle soumet les marchandises d'un tiers pays à des prohibitions ou restrictions d'importation non applicables aux mêmes marchandises de l'autre Partie contractante, elle est autorisée, au cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre l'application des droits les plus réduits aux produits provenant de l'autre Partie ou leur admission à l'entrée, de la présentation de certificats d'origine, délivrés par les autorités qui seront, à cet effet, désignées d'accord entre les deux Gouvernements.

L'émolument pour la délivrance des certificats d'origine, ou pour le visa consulaire qui pourra être demandé par le Pays d'importation, ne pourra dépasser un franc par pièce.

En cas de doute sur l'origine d'une marchandise ou sur l'exactitude d'un certificat d'origine, tout examen ou enquête qui, à la demande de l'autorité compétente du Pays d'importation, serait nécessaire sur le territoire du Pays d'exportation, sera effectué par les soins des organes désignés à ces fins par le Gouvernement de ce dernier, d'accord avec l'autorité compétente du Pays d'importation.

Article 5.

Lorsque l'une ou l'autre des Parties contractantes fait dépendre la liberté d'importation d'une catégorie quelconque de marchandises de l'accomplissement de conditions spéciales en ce qui touche leur composition, leur degré de pureté ou propriétés analogues, le Gouvernement de la Partie qui aura adopté ces mesures communiquera au Gouvernement de l'autre Partie toutes les prescriptions y relatives, ainsi que les instructions de portée générale. Le cas échéant, les deux Gouvernements examineront, d'un commun accord, si les formalités de contrôle à la frontière en vue de vérifier l'accomplissement des conditions susvisées peuvent être simplifiées au moyen de certificats établis en bonne et due forme par les autorités compétentes du Pays exportateur. Lors même que la production de ces certificats aura été admise, le Pays importateur aura le droit d'en vérifier l'exactitude et de s'assurer de l'identité de la marchandise. Les accords de ce genre ne limiteront en rien les investigations auxquelles se livrent les organes douaniers pour la classification des marchandises.

Article 6.

La soie et tout article de soie pure ou mélangée introduits d'un Pays dans l'autre pour y être blanchis, teints, reteints, imprimés, apprêtés ou soumis à une autre opération semblable dite de perfectionnement et qui rentrent ensuite dans le Pays d'expédition resteront exempts de tout droit d'entrée et de sortie.

Article 7.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à permettre l'introduction dans leur territoire, sans qu'aucune autorisation spéciale soit requise pour des raisons sanitaires, de tous les produits médicinaux et de tous les médicaments composés provenant de l'autre Pays, sous réserve du

droit de prendre, le cas échéant, des mesures de contrôle à concerter entre les deux Pays.

Tous les médicaments composés devront porter sur chaque récipient une étiquette indiquant exactement:

1. les produits composant le médicament d'après la dénomination adoptée par la pratique médicale et non pas d'après leur formule chimique;

2. la dose desdits produits.

Il est entendu que, dans les produits médicinaux et dans les médicaments composés, ne sont pas compris les sérums, les virus, les vaccins, les toxines et les produits similaires.

D'une manière générale, les médicaments importés de l'un des deux Pays dans l'autre ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que les médicaments de production nationale.

Article 8.

Les marchandises de toute nature, en transit, seront réciproquement affranchies de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Les Parties contractantes s'engagent en outre à ne pas soumettre le transit à des formalités ou autres mesures qui seraient de nature à l'entraver.

Article 9.

En cas de dédouanement de marchandises volumineuses et lourdes, taxées au poids brut, qui sont chargées sur des wagons sans récipients et y sont fixées au moyen d'échafaudages ou d'autres installations appliquées sur les wagons d'une manière fixe ou passagère, le droit sera perçu sans tenir compte du poids des échafaudages ou installations, pourvu que ces derniers n'aient évidemment d'autre but que d'adapter le wagon au transport de cette espèce de marchandise et de les y tenir bien fixes durant le voyage.

Dans ce cas, les échafaudages ou installations seront considérés comme parties intégrantes des wagons et en suivront le régime.

Toutefois, dans le cas où les échafaudages ou installations appliqués sur les wagons d'une manière passagère sont de telle nature que la possibilité d'en faire un usage quelconque après leur séparation des wagons n'est pas exclue, la douane aura la faculté d'exiger une garantie pour le montant du droit auquel ils seraient assujettis, s'ils étaient importés séparément.

Article 10.

Les droits grevant la production, la préparation ou la consommation d'un article quelconque ne peuvent être plus élevés ou plus onéreux pour les articles importés de l'un des deux Pays dans l'autre que pour les produits indigènes.

Cette disposition ne s'applique pas aux marchandises qui font l'objet d'un monopole d'Etat, non plus qu'aux matières premières propres à leur fabrication.

Article 11.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas accorder de primes d'exportation pour aucun article et sous quel titre ou quelle forme que ce soit, sauf consentement de l'autre Partie.

Toutefois, les droits de douane grevant les matières employées dans la production ou la préparation de marchandises indigènes, ainsi que les taxes intérieures grevant la production ou la préparation des mêmes marchandises ou des matières employées dans leur fabrication, peuvent être restitués, en tout ou en partie, lors de l'exportation des marchandises qui ont été fabriquées avec les matières soumises auxdits droits ou taxes, ou qui ont acquitté les taxes susdites.

Article 12.

Les produits constituant l'object de monopoles d'Etat, ainsi que les matières propres à la fabrication de produits monopolisés, pourront, en garantie des monopoles, être assujettis à une taxe d'entrée complémentaire, même dans le cas où les produits ou les matières similaires indigènes n'y seraient pas soumis.

Cette taxe sera remboursée si, dans les délais prescrits, il est prouvé que les matières imposées ont été employées d'une manière excluant la fabrication d'un article monopolisé.

Article 13.

Pour les produits grevés à l'intérieur du Pays d'une taxe de fabrication ou autre, ou fabriqués avec des matières soumises à une telle taxe, les Parties contractantes se réservent la faculté de les frapper de droits équivalents aux charges fiscales intérieures.

Article 14.

Pour le cas où l'Italie introduirait le contrôle obligatoire des ouvrages d'or, d'argent et de platine (bijouterie, orfèvrerie, joaillerie, montres et boîtes de montres, etc.), les ouvrages de l'espèce importés de Suisse ne paieront pas de taxes plus élevées que les objets de fabrication italienne et les formalités de contrôle seront simplifiées autant que possible.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à maintenir, dans les principales avenues des routes qui relient les deux Etats, des bureaux-frontière dûment et suffisamment autorisés à percevoir les droits de douane et à faire les opérations relatives au transit sur les routes qui seront reconnues comme voies de transit.

Les formalités pour les expéditions, nécessaires à tout genre de trafic, seront de part et d'autre simplifiées et accélérées autant que possible.

Article 16.

Afin de faciliter la circulation à la frontière, seront affranchis réciproquement de tous droits d'importation, d'exportation ou de circulation,

les produits suivants des propriétés situées dans une zone de 10 kilomètres de chaque côté de la frontière, cultivées ou exploitées par des habitants de la partie de cette zone située dans l'autre Pays:

les céréales en gerbes ou en épis;
les foins, la paille et les fourrages verts;
les fruits frais, non emballés ou simplement en sacs ou paniers ouverts, autres que les raisins frais;
les légumes verts.

Seront également affranchis: le fumier, les détritus de marais, les boues végétables, les semences, plantes, perches, échalas, la nourriture journalière des ouvriers, les animaux et les instruments agricoles de toute sorte; tout cela servant à la culture de ces propriétés, et sous réserve du contrôle et de la faculté de répression en cas de fraude et, pour les animaux et les instruments agricoles, sous réserve de l'obligation de réexportation ou de réimportation.

Les propriétaires ou cultivateurs de ces terres, domiciliés dans l'autre Etat, jouiront généralement, quant à l'exploitation de leurs biens, des mêmes avantages que les nationaux habitant la localité, à la condition qu'ils se soumettent aux règlements administratifs ou de police applicables aux ressortissants du Pays.

Article 17.

Sous condition de réexportation ou de réimportation dans les délais fixés et sous réserve des mesures de contrôle et de la faculté de répression en cas de fraude, sera réciproquement affranchi des droits d'entrée et de sortie le bétail conduit du territoire de l'un des deux Pays dans l'autre, conformément aux prescriptions de ce dernier, à l'hivernage, à l'estivage et aux pâturages des Alpes.

Les deux Pays examineront d'un commun accord les conditions pour l'admission du bétail de l'un des deux Pays dans l'autre dans les buts susmentionnés.

Article 18.

Sous obligation de réexportation ou de réimportation dans le délai de six mois et de la preuve d'identité, sont admis réciproquement en franchise de tout droit d'entrée et de sortie les véhicules de tout genre (y compris les bicyclettes et motocyclettes) et les bêtes de somme, qui passent la frontière dans le seul but de transporter de l'un des deux Pays dans l'autre des personnes ou des marchandises. Est concédée, aux mêmes conditions, l'admission temporaire des attelages et des accessoires se trouvant sur lesdits véhicules pour l'usage habituel pendant le transport.

Les moyens de transport mentionnés ci-dessus et amenant des personnes ou marchandises de l'un des Pays dans l'autre ont droit à la franchise prévue, même s'ils portent à leur voyage de retour un nouveau chargement et sans égard au lieu où ce nouveau chargement a été pris.

En ce qui concerne les voitures de déménagement de toute espèce, ainsi que les cadres de déménagement, il est en outre entendu que les

dispositions de cet Article leur sont applicables, que ces véhicules passent la frontière sur route ou par chemin de fer.

Article 19.

Sous obligation de réexportation ou de réimportation dans le délai de douze mois et de la preuve d'identité, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement:

1. pour les objets à réparer;

2. pour les échantillons passibles de droits de douane, y compris ceux des voyageurs de commerce, mais à l'exception des denrées alimentaires, boissons et tabacs;

3. pour les outils, instruments et engins mécaniques importés en Italie par une maison suisse ou en Suisse par une maison italienne pour y faire accomplir par son personnel des travaux de montage, d'essai, de réparation ou autres semblables, que lesdits objets soient importés par envois ou introduits par le personnel lui-même;

4. pour les parties de machines expédiées de l'un des deux Pays dans l'autre à l'essai (tels que arbres destinés à être adaptés aux paliers, etc.);

5. pour les modèles à l'usage des fonderies, en bois ou autre matière.

La franchise de tout droit d'entrée et de sortie est également stipulée réciproquement, sous obligation de réexportation ou de réimportation dans le délai de six mois et de la preuve d'identité, pour les sacs, caisses, tonneaux (en bois, fer, grès ou autre matière) dames-jeannes, paniers et autres récipients semblables, marqués et ayant déjà servi, importés vides pour être réexportés remplis ou réimportés vides après avoir été exportés remplis.

Les bureaux de douane mentionnés à la disposition additionnelle à l'Art. 15 doivent être munis, dès l'entrée en vigueur du présent Traité, des compétences nécessaires pour autoriser, de leur propre chef et sans aucun retard, l'importation temporaire des objets énumérés dans le présent Article.

Article 20.

Dans le cas où des marchandises expédiées de l'un des deux Pays dans l'autre et se trouvant encore en douane seraient refusées par leurs destinataires ou devraient être réexpédiées pour d'autres causes à l'expéditeur primitif, dans la même condition où elles sont arrivées, la réexportation sans payement ou avec remboursement des droits d'entrée sera accordée, même si la douane a déjà fait sa visite et si les droits ont été payés.

Article 21.

Tout en étant mis au bénéfice des avantages plus grands pouvant découler du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux Pays, ainsi que leurs commis-voyageurs, auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur Pays et en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre Pays, de faire dans ce Pays

les achats pour leur commerce, fabrication ou autre entreprise et d'y rechercher des commandes auprès des personnes ou maisons procédant à la revente ou faisant un usage professionnel ou industriel des marchandises offertes, sans être soumis à ce titre à aucun droit ou taxe. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où cela est permis aux voyageurs de commerce nationaux.

La carte de légitimation mentionnée à l'alinéa premier de cet Article devra être établie conformément au modèle contenu à l'annexe E de ce Traité. Sur la production de cette carte délivrée par l'un des deux Pays, il sera donné dans l'autre Pays une nouvelle carte permettant aux voyageurs de commerce d'y effectuer leurs opérations de vente et d'achat conformément à ce qui est dit à l'alinéa premier de cet Article.

En ce qui concerne les industries ambulantes, le colportage et la recherche des commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables et les Parties contractantes se réservent à cet égard l'entière liberté de leur législation.

Article 22.

Tout en se garantissant également à cet égard le traitement de la nation la plus favorisée, et sauf les exceptions et limitations établies par les dispositions des deux Pays, les deux Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les sociétés anonymes, coopératives ou autres, commerciales, industrielles, agricoles ou financières (y compris les instituts publics et privés d'assurance), constituées et autorisées suivant les lois de l'un des deux Pays, la faculté de s'établir sur le territoire de l'autre Pays ou de ses possessions, d'y fonder des succursales et d'y exercer leur activité économique, ainsi que tous leurs droits, et d'y ester en justice comme demandeur ou comme défendeur, sous la seule condition de se conformer aux lois (y compris les lois financières) dudit Etat et de ses possessions.

Article 23.

Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'interprétation du présent Traité, y compris les annexes A à F, et que l'une des Parties contractantes demande qu'elles soient soumises à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir, même pour la question préjudicielle de savoir si la contestation se rapporte à l'interprétation du Traité. La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 24.

Le présent Traité entrera en vigueur le 20 février 1923 et les ratifications y relatives seront échangées à Berne, une fois accomplies de part et d'autre les formalités établies par les législations respectives.

Il est conclu pour la durée d'une année à partir de son entrée en vigueur. Cependant, s'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une durée indéterminée et sera alors dénonçable en tout temps en restant exécutoire pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signé et revêtu de leur cachet.

Fait à Zurich, en double expédition le vingt-sept janvier mil neuf cent vingt-trois.

(L. S.) Signé: *Alfred Frey.*	(L. S.) Signé: *Luciolli.*
(L. S.) Signé: *Ernst Laur.*	(L. S.) Signé: *Angelo di Nola.*
(L. S.) Signé: *Ernst Wetter.*	(L. S.) Signé: *M. Carlucci.*
(L. S.) Signé: *A. Gassmann.*	(L. S.) Signé: *G. Silvestri.*
	(L. S.) Signé: *A. Marescalchi.*

Dispositions additionnelles.

Ad Article 2.

Il est entendu que les Parties contractantes, dans le but de réaliser au plus vite dans son intégrité le principe établi à l'Art. 2, al. Ier, du Traité de commerce conclu ce jour, ne maintiendront ou n'institueront aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, à moins que cela ne soit absolument nécessaire, et que pour aussi longtemps que subsisteront les circonstances exceptionnelles qui en sont la raison.

Ad Article 3.

Les Parties contractantes se réservent réciproquement le droit de percevoir en or les droits d'entrée et de sortie, tout en se garantissant, à cet égard, le traitement de la nation la plus favorisée. Toutefois, dans le cas où le payement en or serait exigé par l'une ou par l'autre des Parties contractantes, ces droits pourront être payés en monnaie de papier du Pays les percevant avec l'agio correspondant à la dépréciation éventuelle de ladite monnaie.

Ad Article 15.

Il est entendu que les bureaux de douane italiens à Chiasso-Stazione, Ponte-Chiasso, Luino et Domodossola et les bureaux de douane suisses correspondants à Chiasso-Stazione, Chiasso-Strada, Luino et Brigue, seront munis des compétences nécessaires pour opérer le dédouanement de toutes espèces de marchandises et dans tous les genres de trafic, ainsi que pour exécuter toutes les dispositions de nature fiscale concernant les opérations en douane. Demeurent toutefois réservées les dispositions de la Convention du 24 mars 1906, réglant le service des douanes sur la ligne du chemin de fer du Simplon entre Brigue et Domodossola.

Il sera aussi pourvu à ce que toutes les dispositions de nature sanitaire et les prescriptions de police puissent être exécutées auprès desdits bureaux par les organes compétents.

Il est entendu, en outre, que les offices douaniers de chacune des Parties contractantes fourniront au public de l'autre Partie tout renseignement qui pourrait leur être demandé sur la classification de tel ou tel article spécial.

Ad Article 23.

A l'égard de la composition et de la procédure du tribunal arbitral, il est convenu ce qui suit:

1. Le tribunal se composera de trois membres. Chacune des deux Parties en nommera un dans le délai de quinze jours après la notification de la demande d'arbitrage.

   Ces deux arbitres choisiront le surarbitre, qui ne pourra ni être ressortissant d'un des deux Etats en cause, ni habiter sur leur territoire. S'ils n'arrivent pas à s'entendre sur son choix dans un délai de huit jours, sa nomination sera immédiatement confiée au Président du Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage à La Haye.

   Le surarbitre sera président du tribunal; celui-ci prendra ses décisions à la majorité des voix.
2. Au premier cas d'arbitrage, le tribunal siègera dans le territoire de la Partie contractante défenderesse; au second cas, dans le territoire de l'autre Partie, et ainsi de suite alternativement dans l'un et dans l'autre territoire, dans une ville que désignera la Partie respective; celle-ci fournira les locaux, ainsi que le personnel de bureau et de service nécessaire pour le fonctionnement du tribunal.
3. Les Parties contractantes s'entendront dans chaque cas spécial ou une fois pour toutes sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure peut se faire par écrit si aucune des Parties ne soulève d'objection; dans ce cas, les dispositions du chiffre 2 ci-dessus ne reçoivent leur application que dans la mesure nécessitée par les circonstances.
4. Pour la citation et l'audition de témoins et d'experts, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral à adresser au Gouvernement respectif, leur assistance de la même manière que sur les réquisitions des tribunaux civils du Pays.

37.

GRANDE-BRETAGNE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Accord au sujet des échantillons de commerce; signé à Londres, le 31 janvier 1923.*)

Treaty Series 1923, No. 19.

The Government of His Britannic Majesty and the Government of the Czechoslovak Republic, being desirous

Velká Britanie a Československá Republika ve snaze, aby ulehčily celní odbavování vzorků zboží, které

*) Les ratifications ont été échangées à Prague, le 7 septembre 1923.

of facilitating the clearance through their respective Customs Departments of samples of dutiable goods brought into Great Britain or the Czechoslovak Republic by commercial travellers of the Czechoslovak Republic or Great Britain respectively to be used as models or patterns for the purpose of obtaining orders and not for sale, mutually agree as follows:

Articles liable to duty serving as patterns and samples which are introduced into Great Britain by commercial travellers of the Czechoslovak Republic or into the Czechoslovak Republic by commercial travellers of Great Britain shall henceforth be admitted free of duty, subject to the following formalities requisite to ensure their being re-exported or placed in bond:

1. The officers of customs at any port or place at which the patterns or samples may be imported shall ascertain the amount of duty chargeable thereon.

That amount must either be deposited by the commercial traveller in money or ample security must be given.

2. For the purpose of identification, the marks, stamps or seals placed upon such samples by the Customs Authorities of one of the Contracting Parties shall be recognised as sufficient by those of the other Party. Should the samples, however, arrive without bearing the above-mentioned marks of identity, or should the marks not appear sufficient to the administration interested, a supplementary mark may be affixed to such samples if considered desirable in such a way as not to injure them and without charge.

3. A permit or certificate shall be given to the importer which shall contain

podléhá celním poplatkům a bylo dopraveno do Velké Britanie nebo Československé Republiky obchodními cestujícími Československé Republiky nebo Velké Britanie a naopak a má sloužiti jako předlohy nebo vzory ku získávání objednávek, nikoli však ku prodeji, sjednaly tuto vzájemnou úmluvu:

Předměty, podléhající clu a sloužící za vzory a vzorky, jež jsou dováženy do Velké Britanie obchodními cestujícími československými nebo do Československé Republiky obchodními cestujícími Velké Britanie, budou propuštěny bezcelně, bude-li vyhověno podmínkám, jež jsou nutny k zabezpečení jejich zpětného vývozu nebo uložení do celních skladišť a to:

1. Celní úřady zjistí v přístavě nebo v místě, kudy budou vzorky dováženy, výši cla na ně připadajícího.

Obchodní cestující bude povinen uhraditi tento obnos nebo dáti plnou záruku.

2. Značky, ražení nebo pečetě umístěné na takové vzorky celními úředníky jedné ze smluvních stran za účelem zjištění totožnosti, budou uznávány za postačitelné úřady druhé smluvní strany. Došly-li by vzorky bez výše uvedených zjištovacích značek nebo nebyly-li značky příslušnými úřady uznány za dostatečné může příslušný úřad žádati, aby byly takové vzorky dodatečnými značkami opatřeny; označení však nesmí vzorky poškoditi a děje se zdarma.

3. Dovozce obdrží povolení nebo osvědčení, které bude obsahovati:

a) A list of the patterns or samples imported, specifying the nature of the goods and such marks as may be proper for the purpose of identification;

b) A statement of the duty chargeable on the patterns or samples, as also whether the amount was deposited in money or whether security was given for it;

c) A statement relative to the manner in which the patterns or samples were marked;

d) The appointment of a period, which at the utmost must not exceed twelve months, at the expiration of which, unless it is proved that the patterns or samples have been previously re-exported or placed in bond, the amount of duty deposited will be carried to the public account, or the amount recovered under the security given.

4. Patterns or samples may also be re-exported through any other custom-house than the one through which they were imported.

5. If before the expiration of the appointed time provided for in paragraph 3 (d) the patterns or samples should be presented at the custom-house of any port or place for the purpose of re-exportation or being placed in bond, the officers at such port or place must satisfy themselves by examination whether the articles which are brought to them are the same as those for which the permit of entry was granted. If there are no objections in this respect, the officers will certify the re-exportation or deposit in bond, and will refund the duty which had been deposited, or will take necessary steps for discharging the security.

The aforesaid agreement will enter into force on the exchange of ratification documents, which will take place as early as possible at Prague.

a) Seznam dovážených vzorů neb vzorků, udávajících jakost zboží a označení, jež by účelně sloužila ku zjištění totožnosti;

b) Stanovení cla, jemuž vzory nebo vzorky podléhají, jakož i záznam o tom, zda částka ta byla složena hotově neb kryta zárukou;

c) Záznam o tom, jakým způsobem byly vzory nebo vzorky celními značkami opatřeny;

d) Označení lhůty, jež v krajním případě nesmí přesahovati 12 měsíců a po jejímž uplynutí, nebude-li prokázáno, že vzory nebo vzorky byly opět vyvezeny, nebo uloženy v celním skladišti, bude částka, jež byla deponována jako clo, převedena na účet státní, nebo na pokladě dané záruky pro účet státní vybrána.

4. Vzory a vzorky mohou býti zpět vyvezeny přes jiný celní úřad než kudy byly dovezeny.

5. Jestliže vzory nebo vzorky před uplynutím určené lhůty byly předloženy viz., par. 3 (d) u celního úřadu kteréhokoli přístavu neb místa, za účelem zpětného vývozu neb uložení do celního skladiště, jest povinností celních úřadů, aby se přesvědčily přezkoušením, zda předložené předměty jsou totožné s předměty, na než povolení dovozu bylo uděleno. Není-li v tomto směru námitek, ověří úřad zpětný vývoz nebo uložení do celního skladiště a navrátí clo, jež bylo deponováno, anebo učiní opatření, aby záruka byla zrušena.

Úmluva nabývá působnosti výměnou ratifikačních listin, která se provede co nejdříve v Praze.

This agreement shall remain in operation for three months from the date on which either Contracting Party shall have given notice of its intention of denouncing it.

Done in duplicate at London, in the English and Czechoslovak languages, the 31st January, 1923.

Úmluva potrvá v platnosti ještě po tří měsíce ode dne, kdy některá ze smluvních stran oznámí svůj úmysl úmluvu vypověděti.

Vystaveno dvojmo v Londýně, v anglické a československé řeči, dne 31 ledna 1923.

(L. S.) *Curzon of Kedleston.*
(L. S.) *Vojtěch Mastný.*

38.

ALLEMAGNE, SUISSE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention concernant la correspondance téléphonique entre la Suisse et la Tchécoslovaquie par l'Allemagne; signée à Berlin, à Berne et à Prague, les 14 et 27 février et le 24 mars 1923, suivie d'un Supplément, signé à Berlin, à Berne et à Prague, les 18 mars, 16 mai et 13 juin 1924.

Eidgenössische Gesetzsammlung 1923, No. 30; 1924, p. 381.

Vertrag zwischen Deutschland einerseits, der Schweiz und der Tschechoslowakei anderseits über die Herstellung der deutschen Teilstrecke einer Fernsprechdoppelleitung Prag-Zürich und den unmittelbaren Fernsprechverkehr zwischen der Schweiz und der Tschechoslowakei und umgekehrt durch Deutschland.

(Vom 24. März 1923.)

Auf Grund der Bestimmungen des internationalen Telegraphenvertrages von St. Petersburg*) und der Ausführungsübereinkunft dazu sind das Deutsche Reichspostministerium, das Departement der Posten und Eisenbahnen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und das Ministerium der Posten und Telegraphen des Tschechoslowakischen Freistaates über folgendes übereingekommen:

Artikel 1.

Um unmittelbare Fernsprechbeziehungen zwischen der Schweiz und der Tschechoslowakei zu erleichtern, wird die Deutsche Reichspost- und Telegraphenverwaltung auf ihre Kosten eine Fernsprechdoppelleitung von der Grenze gegen die Tschechoslowakei bei Furth im Wald über Regensburg-Ingolstadt-Donauwörth-Ulm-Mengen bis zur Grenze gegen die Schweiz bei Thayngen herstellen und instandhalten, die auf deutschem Gebiet keine

---

*) V. N. R. G. 2. s. III, p. 614.

Zwischenanstalt enthalten und ausschliesslich dem Durchgangsverkehr der Tschechoslowakei und der Schweiz durch Deutschland dienen wird. Die Leitung soll, sofern nicht unvorhergesehene Ereignisse (Lieferschwierigkeiten, Streiks, Unruhen, Kürzung der Haushaltsmittel durch die Entente) eintreten, mit möglichster Beschleunigung fertiggestellt werden. Der Zusammenschluss der Leitung an den Landgrenzen mit der tschechoslowakischen und der schweizerischen Teilstrecke wird zwischen den beteiligten Dienststellen besonders vereinbart. Die deutsche Verwaltung wird das ausschliessliche Eigentum an der Linie und der daran angebrachten Leitung behalten.

Artikel 2.

Die im Artikel 1 erwähnte Fernsprechleitung wird aus Hartkupferdraht von 3 mm Durchmesser hergestellt und in Regensburg und Ulm über Verstärkereinrichtungen geführt.

Artikel 3.

Für den Durchgangsverkehr auf der im Artikel 1 erwähnten Leitung wird an Deutschland eine Gebühr von 0.80 Goldfranken*) für die Gesprächseinheit vergütet werden. Für dringende Gespräche wird die Durchgangsgebühr verdreifacht, für Einzel- und Monatsgespräche zur Nachtzeit im Verhältnis der Ermässigung der Endgebühren herabgesetzt werden.

Die gleiche Durchgangsgebühr wird nach Inbetriebnahme der im Artikel 1 bezeichneten Leitung an Deutschland auch für Gespräche vergütet werden, die auf andern Leitungen zwischen der Schweiz und der Tschechoslovakei und umgekehrt durch Vermittlung deutscher Anstalten abgewickelt werden.

Die Durchgangsgebühr von 0.80 Goldfrank kann auf Verlangen eines der Vertragsteilnehmer jederzeit im gemeinsamen Einvernehmen erhöht werden.

Artikel 4.

Die Abrechnung über die Gespräche, die auf der im Artikel 1 erwähnten Leitung gewechselt werden, wird auf folgende Weise stattfinden: Nachdem die Monatsrechnung im gemeinsamen Einverständnis zwischen den beiden Verwaltungen der Schweiz und der Tschechoslowakei festgestellt ist, wird jede dieser letztern der deutschen Reichspost- und Telegraphenverwaltung die Zahl der in dem Monat von ihr ausgegangenen Gesprächseinheiten mitteilen, wobei die dringenden, die Monats- und die Nachtgespräche besonders angegeben werden.

Jede Verwaltung wird Deutschland am Ende jedes Vierteljahres die Beträge vergüten, die sie ihr hieraus schuldet.

Artikel 5.

Die schweizerische und die tschechoslowakische Verwaltung gewährleisten indes der deutschen Verwaltung eine jährliche Mindesteinnahme an Durchgangsgebühren, wobei ausschliesslich die Gebühren für Verbindungen angerechnet werden, die auf dieser Leitung gewechselt worden sind. Diese

*) Seit dem 1. Oktober 1923 beträgt die Taxe 1.20 Goldfranken.

Mindesteinnahme wird wie folgt berechnet: Die Herstellungskosten der im Artikel 1 bezeichneten Leitung zuzüglich 20 vom Hundert für allgemeine Verwaltungskosten werden auf Grund des wirklichen Anfalls in Goldfrank umgerechnet. Dies geschieht nach dem Wertverhältnis der Mark zum amerikanischen Dollar im Zeitpunkt der Umrechnung und nach dem Verhältnis 1 U. S.-Dollar = 5,1825 Goldfrank. Zu der durch Umrechnung gefundenen Summe der Herstellungskosten in Goldfrank treten hinzu für jedes Kilometer mitbenutzter Linie 30 Goldfrank. Die zu gewährleistende Mindesteinnahme beträgt 20 vom Hundert des für Herstellung und Mitbenutzung ermittelten Gesamtbetrages in Goldfrank. Die deutsche Verwaltung wird den beiden anderen Verwaltungen möglichst bald nach Fertigstellung der Leitung den Betrag der Herstellungskosten mitteilen. Die zu gewährleistende Mindesteinnahme wird dann durch einen Nachtrag zu dem vorliegenden Vertrage festgesetzt.

Jeder Fehlbetrag, der sich gegenüber der gewährleisteten Summe bei der wirklichen gesamten Jahreseinnahme ergibt, wird an Deutschland bei der Begleichung der vierten Vierteljahrsrechnung in gleichen Teilen von der schweizerischen und der tschechoslowakischen Verwaltung gezahlt.

Artikel 6.

Im Falle der Unterbrechung oder der Störung wird die deutsche Verwaltung alle Sorgfalt anwenden, um die Verbindung so schnell wie möglich wiederherzustellen. Wenn die Unterbrechung oder die Störung auf deutschem Gebiet länger als fünf Tage dauert, gerechnet von dem Tage ab, an dem die deutsche Telegraphenverwaltung davon seitens der schweizerischen oder der tschechoslowakischen Verwaltung benachrichtigt worden ist, wird die gewährleistete Mindesteinnahme um $^1/_{365}$ für jeden Zeitraum von 24 Stunden oder Bruchteil von 24 Stunden ermässigt, den die Unterbrechung oder Störung darüber hinaus währt.

Artikel 7.

In Anwendung des Artikels 8 des internationalen Telegraphenvertrages behält sich Deutschland das Recht vor, den Verkehr auf der Durchgangsstrecke einzustellen, ohne zum Schadenersatz verpflichtet zu sein; es verpflichtet sich aber, die beiden andern vertragschliessenden Teile von der Einstellung des Verkehrs unverzüglich zu benachrichtigen. Die gewährleistete Mindesteinnahme wird in diesem Falle, wie im Artikel 6, um $^1/_{365}$ für jeden Zeitraum von 24 Stunden oder Bruchteil von 24 Stunden ermässigt.

Die Bestimmungen des internationalen Telegraphenvertrages und der Ausführungsübereinkunft dazu finden übrigens auch auf das gegenwärtige Abkommen Anwendung, soweit nicht die vorhergehenden Artikel etwas Gegenteiliges vorsehen.

Artikel 8.

Das gegenwärtige Abkommen tritt unverzüglich in Kraft.

Es wird während fünf aufeinanderfolgender Jahre in Geltung bleiben. Darauf wird es sich stillschweigend von Jahr zu Jahr erneuern, wenn es

nicht von einem der vertragschliessenden Teile gekündigt wird. In diesem Falle wird das Abkommen nach Ablauf eines Jahres ausser Kraft treten, gerechnet von dem Tage ab, an welchem die Kündigung bekanntgegeben wird.

Artikel 9.

Die aus dem gegenwärtigen Abkommen sich ergebenden Beziehungen zwischen der Schweiz und der Tschechoslowakei werden durch eine Sondervereinbarung zwischen den Verwaltungen dieser Länder geregelt werden.

Zu Urkund dessen haben das Deutsche Reichspostministerium, das Departement der Posten und Eisenbahnen der schweizerischen Eidgenossenschaft und der Minister der Posten und Telegraphen des tschechoslowakischen Freistaates das gegenwärtige Abkommen in dreifacher Ausfertigung unterzeichnet.

Berlin, den 14. Februar 1923.

Für Deutschland:
Der Reichspostminister:
(L. S.) gez. *Stingl.*

Bern, den 27. Februar 1923.

Für die Schweiz:
Das Post- und Eisenbahndepartement:
(L. S.) gez. *Haab.*

Prag, den 24. März 1923.

Für die Tschechoslowakei:
Der Minister für Post- und Telegraphenangelegenheiten:
(L. S.) gez. *Al. Tučný.*

Nachtrag zu dem Vertrag zwischen Deutschland einerseits, der Schweiz und der Tschechoslowakei anderseits, über die Herstellung der deutschen Teilstrecke einer Fernsprechdoppelleitung Prag-Zürich und den unmittelbaren Fernsprechverkehr zwischen der Schweiz und der Tschechoslowakei und umgekehrt durch Deutschland vom $\frac{\textit{14./27. Februar}}{\textit{24. März}}$ *1923.*

Auf Grund des Artikels 5 des vorbezeichneten Vertrags haben das Deutsche Reichspostministerium, das Departement der Posten und Eisenbahnen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und das Ministerium der Posten und Telegraphen des Tschechoslowakischen Freistaates folgendes vereinbart:

Einziger Artikel.

Die zu gewährleistende jährliche Mindesteinnahme an Durchgangsgebühren aus dem Betriebe der Fernsprechdoppelleitung Prag-Zürich wird auf 56,000 (sechsundfünfzigtausend) Goldfrank festgesetzt.

Die Gewährleistungspflicht rechnet vom 1. Juli 192 an. Die Feststellung, ob sich gegenüber der gewährleisteten Summe bei der wirklichen gesamten Jahreseinnahme ein Fehlbetrag ergibt, findet alljährlich bei Aufstellung der Abrechnung für das Ende Juni ablaufende Vierteljahr statt.

Vollzogen in dreifacher Ausfertigung.

Berlin, den 18. März 1924.

Für Deutschland:
Der Reichspostminister:
i. V. sig. *Bredow.*

Bern, den 16. Mai 1924.

Für die Schweiz:
Das Post- und Eisenbahndepartement:
sig. Dr. *Haab.*

Praha, le 13 juin 1924.

Ministère des Postes et des Télégraphes:
Le Ministre:
sig. Dr. *Franke.*

39.

SUISSE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Arrangement concernant la correspondance téléphonique entre les deux pays; signé à Berne et à Prague, le 14 août et le 31 octobre 1923.

Eidgenössische Gesetzsammlung 1923, No. 30.

Übereinkommen betreffend den Telephonverkehr zwischen der Schweiz und der Tschechoslowakei.

(In Kraft gesetzt auf 15. November 1923.)

Der Post- und Telegraphenminister der Tschechoslowakischen Republik und das Post- und Eisenbahndepartement der Schweizerischen Eidgenossenschaft,

in der Absicht, den Telephonverkehr zwischen der Tschechoslowakei und der Schweiz zu ordnen,

in Anwendung der ihnen laut Art. 17 des internationalen Telegraphenvertrages von St. Petersburg*) eingeräumten Befugnis,

gestützt ferner auf den Vertrag zwischen der Tschechoslowakei, Deutschland und der Schweiz vom 14./27. Februar/24. März 1923**),

sind übereingekommen, zu diesem Zwecke ein Übereinkommen zu treffen, und haben folgende Bestimmungen vereinbart:

---

*) V. N. R. G. 2. s. III, p. 614. **) V. ci-dessus, p. 201.

Artikel 1.

1. Die Abwicklung des Telephonverkehrs zwischen den beiden Ländern wird durch eine Telephonleitung Prag-Zürich sichergestellt.

2. Diese Leitung wird gegen schädliche Einwirkungen, besonders gegen solche, die aus der Nähe von Starkstromleitungen entstehen können, soviel als möglich geschützt.

3. Die tschechoslowakische und die schweizerische Verwaltung übernehmen, jede auf ihrem Gebiet in eigenen Kosten, die Erstellung und den Unterhalt der erwähnten Leitung.

4. Die Telephongespräche können von Abonnentenstationen und von öffentlichen Sprechstationen ausgehen oder mit solchen geführt werden.

Artikel 2.

Gegenteilige Vereinbarung zwischen den beiden Verwaltungen vorbehalten, soll die eigens für den Telephonverkehr angelegte Leitung ausschliesslich hierfür verwendet werden.

Artikel 3.

Als Einheit sowohl für den Taxbezug als für die Dauer der Verbindungen gilt das Dreiminutengespräch.

Artikel 4.

1. Die Staatsgespräche geniessen den den Staatstelegrammen gemäss Artikel 5 des internationalen Vertrages von St. Petersburg vom 10./22. Juli 1875 gewährten Vorrang.

2. Die Dauer der Staatsgespräche ist unbeschränkt.

Artikel 5.

1. Die Taxe ist durch die Person zu entrichten, die das Gespräch verlangt. Sie wird gebildet aus dem Total der tschechoslowakischen und schweizerischen Endtaxen und der Transittaxe Deutschlands, die für das gewöhnliche Dreiminutengespräch wie folgt festgesetzt sind:

Endtaxen:

a) in der Tschechoslowakei auf zwei Franken fünfunddreissig Rappen (2.35 Goldfranken)*) für Gespräche von oder mit einer tschechoslowakischen Telephonzentrale;

b) in der Schweiz auf zwei Franken zehn Rappen (2.10 Goldfranken)*) für Gespräche von oder mit einer schweizerischen Telephonzentrale;

Transittaxe:

c) in Deutschland auf achtzig Rappen (80 Goldrappen)*) ohne Rücksicht auf den Herkunfts- oder Bestimmungsort.

---

*) Seit dem 1. Oktober 1923 gelten folgende Taxen: Tschechoslowakei Fr. 2.15, Schweiz Fr. 1.90, Deutschland Fr. 1.20.

Die gleiche Transittaxe von 80 Goldrappen wird Deutschland auch für Gespräche entrichtet, die über andere Leitungen zwischen der Tschechoslowakei und der Schweiz und umgekehrt durch Vermittlung von deutschen Zentralstationen ausgewechselt würden.

2. Die Taxe für dringende Gespräche, die den Vorrang vor den gewöhnlichen Privatgesprächen haben, beträgt das Dreifache.

3. Die Taxen für Einzel- und für Abonnementsgespräche während der Nachtzeit, d. h. zwischen 21 und 8 Uhr (mitteleuropäische Zeit) sind wie folgt festgesetzt:

4. Die Taxe für Einzelgespräche zwischen der Tschechoslowakei und der Schweiz während der Nacht wird für die Einheit von drei Minuten auf drei Fünftel ($^3/_5$) der gewöhnlichen Taxe ermässigt.

5. Die Monatstaxe für Abonnementsgespräche, berechnet für eine durchschnittliche Dauer von 30 Tagen, wird für die Einheit von drei Minuten auf die Hälfte des gewöhnlichen Tarifes ermässigt.

6. Die Mindestdauer einer im Abonnement erstellten Verbindung beträgt das Doppelte der Gesprächseinheit; Verbindungen von mehr als 12 Minuten Dauer können nur nach Verständigung zwischen den Verwaltungen bewilligt werden.

7. Die Verwaltungen können nach Massgabe der Münzverhältnisse ihrer Länder die zu erhebenden Gesamttaxen aufrunden.

8. Die Endtaxen können nach Verständigung zwischen den Endverwaltungen geändert werden.

9. Die Transittaxe kann auf Verlangen einer der beteiligten Verwaltungen jederzeit im gemeinsamen Einvernehmen geändert werden.

Artikel 6.

Die Verwaltungen bestimmen im gemeinsamen Einverständnis die zum Verkehr zugelassenen Netze und die Stunden, in denen der Verkehr gestattet ist.

Artikel 7.

1. Jede Verwaltung erhält die auf ihre Leitungsstrecke entfallenden Endtaxen.

2. Die Telephoneinnahmen bilden seitens jeder Verwaltung den Gegenstand einer besondern, von der Rechnung über die Telegrapheneinnahmen unabhängigen, unmittelbaren Abrechnung.

Artikel 8.

Im gegenseitigen Einvernehmen kann über die Telephonleitungen der beiden Verwaltungen ein Transitverkehr mit den Nachbarländern eröffnet werden.

Artikel 9.

Kraft des Artikels 8 des internationalen Vertrages von St. Petersburg behält sich jeder der vertragschliessenden Teile das Recht vor, den Telephondienst ganz oder teilweise einzustellen, ohne zu irgendwelcher Entschädigung verpflichtet zu sein.

Artikel 10.

Die Verwaltungen übernehmen in bezug auf den internationalen Telephondienst keine Verantwortlichkeit.

Artikel 11.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Übereinkommens werden durch ein von den beiden Verwaltungen zu vereinbarendes Dienstreglement ergänzt.

Artikel 12.

1. Das gegenwärtige Übereinkommen tritt, nachdem es gemäss der besondern Gesetzgebung jedes Staates Gültigkeit erlangt hat, auf das von den vertragschliessenden Verwaltungen festzusetzende Datum in Wirksamkeit.
2. Es bleibt nach erfolgter Kündigung durch einen der Vertragsteilnehmer noch ein Jahr in Kraft.

Doppelt ausgefertigt,

Prag, den 31. Oktober 1923.

Das Post- und Telegraphenministerium
der Tschechoslowakischen Republik,
Der Minister:
(sig.) *Al. Tučný.*

Bern, den 14. August 1923.

Das Post- und Eisenbahndepartement
der Schweizerischen Eidgenossenschaft:
(sig.) *Dr. Haab.*

40.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Echange de Notes afin de ratifier le Rapport de la Commission désignée pour fixer le tracé de la frontière entre le Grand-Liban et la Syrie, d'une part, et la Palestine d'autre part, de la Mer Méditerranée à El Hammé, signé à Beyrouth, le 3 février 1922; du 7 mars 1923.

Treaty Series 1923, No. 13.

No. 1.

His Britannic Majesty's Ambassador to His Excellency the President of the Council, Minister for Foreign Affairs.

The members of the Boundary Commission designated, in accordance with the terms of Article 2 of the Convention of the 23rd December 1920,*)

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 78.

for the purpose of fixing the line of the Syro-Palestinian frontier, between the sea and El Hammé, concluded their labours and drew up a final report at Beyrouth on the 3rd February, 1922. Three maps, on a scale of 1 : 50,000, on which the line proposed by the commission has been traced, are annexed to this report.*)

His Britannic Majesty's Ambassador, in addressing to his Excellency the President of the Council, Minister for Foreign Affairs, a copy of the report and of the maps annexed thereto, signed by Lieutenant-Colonel Newcombe, the British delegate, whose signature equally binds the State under mandate, has the honour to inform him that His Britannic Majesty's Government agree to ratify the proposals of the commission, and consider the present note as being equivalent to ratification.

The necessary instructions will be sent to His Britannic Majesty's High Commissioner for Palestine, in order that the present agreement may take effect from the 10th March next.

A copy of the report of the commission, dated the 3rd February, 1922, signed by Lieutenant-Colonel Newcombe, together with a copy of the present exchange of notes, will be communicated by His Britannic Majesty's Government to the League of Nations.

British Embassy,
Paris, March 7, 1923.

Enclosure in No. 1.

The Final Report on the Demarcation of the Frontier between the Great Lebanon and Syria on the one side, and Palestine on the other side, from the Mediterranean Sea to El Hammé (in the lower valley of the Yarmuk) in pursuance of Articles 1 and 2 of the Convention of Paris of December 23, 1920.

It is agreed between the undersigned, being the commission duly constituted in accordance with Article 2 of the said Convention, that the boundary between the Mediterranean and El Hammé shall be as follows:

The frontier leaves the Mediterranean Sea at the point called Ras-el-Nakurah, and follows the crest of the spur to cairn 1, situated 50 metres north of the Palestinian police post of Ras-el-Nakurah.

Thence the frontier follows the same crest to cairn 2 at Khirbet Danian.

Thence it follows the same crest to cairn 3, which is an old point of triangulation 400 metres south-west of Labuna village.

Thence it follows the same crest to cairn 4, 1 kilom. east-south-east of the village of Labuna.

Thence, running southwards, it follows the thalweg of an unnamed wadi to its confluence with the Wadi Kutayeh; runs up the thalweg of Wadi Kutayeh east-north-east for 2 kilom.; thence runs up the thalweg of a small tributary on the left of the Wadi Kutayeh, coming from the east up to cairn 5, which is situated at the south-east limit of the cultivated

*) Non reproduits.

lands of this valley. Thence it follows a straight line to cairn 6, which is situated on the crest between the Wadis Kutayeh and El Dalem. From cairn 6 it follows a straight line of 700 metres in a south-south-east direction to cairn 7, which is situated at the confluence of Wadi Dalem with a small thalweg running from the north; it continues up the Wadi Dalem 1,300 metres in an east-north-east direction, then 400 metres in a northerly direction, then 600 metres in a west-north-west direction and 1 kilom. again in a north-north-east direction up to cairn 8, situated on the road from Alma-el-Shaub to Yurdeth, and 2,500 metres east of the village of Alma-el-Shaub.

Thence it follows the road passing a few metres to the north of Yurdeth, and thence a few metres to the south of Birket-el Rishe to cairn 9, situated 700 metres south-east of Khirbet Balat at the junction of the road from Ramia to Terbikha with the road from Ramia to Alma-el-Shaub.

Thence it follows a straight line to cairn 10, situated at 600 metres south-south-east of cairn 9, thence along the crest between Wadi Terbikha to the south and the basin of Ramia to the north to cairn 11, situated 1 kilom. south-east of the village of Ramia.

Thence it follows a straight line to cairn 12, situated on the peak 700 metres west of the village of Aita-el-Shaub.

Thence it follows the crest in a generally southern direction to cairn 13 on Tel Rahib.

Thence running in a straight line to the confluence of Wadi-el-Waul with an unnamed wadi at 300 metres to the north-east of Tel Abu Babein, it follows this unnamed wadi which passes east of Mansurah and west of Samuklieh as far as cairn 14, situated at 600 metres west of Ain Katamun.

Thence it runs in a straight line in an easterly direction to cairn 15, situated in the valley of Wadi Bediyeh.

Thence it runs in a straight line to cairn 16, situated at the confluence of Wadi Bediyeh with Wadi Khelal.

Thence it follows a straight line to cairn 17, situated on the west peak of Jebel Haramun.

Thence it follows a straight line to cairn 18, situated on the east peak of Jebel Haramun.

Thence it follows a straight line to cairn 19, situated on a hill 2,100 metres south-east of the village of Yarun.

Thence it follows a straight line to cairn 20, situated on a spur 2 kilom. east of the village of Yarun.

Thence it follows a straight line to cairn 21, situated on the top of Jebel-el-Asy.

Thence it follows a straight line to cairn 22, situated on the bank of a wadi, and 600 metres to the north of Khirbet Auba and about 1 kilom. to the south of the Birket.

Thence it follows a straight line to cairn 23, situated on the top of Jebel Ghabieh and at 600 metres to the south of Deir-el-Ghabieh.

Thence it follows a straight line to cairn 24, situated on the spur east of Jebel Ghabieh.

Thence it follows a straight line to cairn 25, situated in the valley, on the east bank of a thalweg 600 metres north-west of the village of El Malkiyeh.

Thence it follows the thalweg in a generally northern direction to cairn 26, situated where the thalweg is cut by the path from Kades to Aitherun.

Thence it follows a straight line to cairn 27, situated 700 metres west-north-west of the village of Kades, near the large tree of Khirbet Menafir.

Thence it follows a straight line to cairn 28, situated at the crossing of the path from Kades to Meis with the Wadi Atabeh.

Thence it follows the thalweg of Wadi Atabeh to cairn 29, situated at the confluence of Wadi Atabeh with the Khallet Ghuzeleh.

Thence it follows a straight line to cairn 30, situated on the crest east of Merj Tufeh.

Thence it follows a straight line to cairn 31, situated on a small spur 800 metres to the east of the eastern village of Meis.

Thence it follows a straight line to cairn 32, situated at 300 metres to the north-west of Khirbet-el-Menarah, at the junction of the paths from Meis to Hunin and from Khirbet-el-Menarah to El Hola.

Thence it follows the crest in a generally north-north-western direction to cairn 33, which is the old triangulation point called Sheikh Abbad.

Thence it follows a straight line to cairn 34, situated in the valley of Hunin, and 1 kilom. north-north-west of the village of Hunin.

Thence it follows a straight line to cairn 35, situated on the watershed between the Litani and the Huleh and 1,300 metres north of Hunin village.

Thence it follows a straight line to cairn 36, situated on the summit of Jebel-el-Meruj.

Thence it follows a straight line to cairn 37, situated on the col of Odeissa 300 metres to the east of the last houses of the village and south of the path Odeissa to Metallah.

Thence it follows the path from the col of Odeissa, and passing 1,400 metres to north-west and to north of Jebel Ariak, turns to the south-east at the junction of the paths leading to Jedeida of Merj Ayoun, Khiam and Kaleia; thence it passes over the bridge 200 metres north-east of the village of Metallah, then it follows the path from Metallah to Banias in a generally southerly direction to cairn 38, situated on a hill 900 metres north-north-east of the village Abl.

Thence it follows a line parallel to and 100 metres to the south of the path from Metallah to Banias, passing by the old Roman bridge over the River Hesbani, as far as Tel-el-Kadi, which remains in Palestine.

Thence it follows the path from Metallah to Banias to cairn 39, situated to the south of the path and at its junction with an irrigation

canal 1,000 metres west of the village of Banias. The whole of the path from the col of Odeissa to Banias is entirely in Syrian territory.

Thence it follows the irrigation canal to cairn 40, situated to the south of and near Tel Alla.

Thence it follows a straight line to cairn 41, situated on the left bank of Nahr Banias and about 900 metres to the south-west of Banias.

Thence it follows the top of the left bank of Nahr Banias to cairn 42, situated 700 metres to north-north-east of Tel-Aziziat on the path along the left bank of the Nahr Banias.

Thence it follows a straight line to cairn 43, situated on the top of Tel-Aziziat.

Thence it follows a straight line to cairn 44, situated at the junction of the path from Muddahad to Banias with the thalweg from Ain Fit to Seid Huda-ibn-Yakub.

From this point where the contour 180 metres passes (this contour must remain entirely in Palestine to permit of the construction of a canal), the frontier follows a succession of straight lines from cairn to cairn with cairns erected as follows:

Cairn 45, at 1,400 metres east of Tel-el-Sakhni, on the crest to the north of the thalweg of Wadi-el-Zatir.

Cairn 46, immediately west of the isolated house called El Bergiat.

Cairn 47, at the change of slope 1,800 metres east of Ain Sheikh Mahmud, and to the north of the thalweg of Wadi Hamarlulu.

Cairn 48, at the tree called Khurbet Dheiatein.

Cairn 49, immediately to the west of the mill Seiada.

Cairn 50, 600 metres east of the tree which is close to the mouth of Wadi Fajir.

Cairn 51, immediately west of the mill Jalubina.

Cairn 52, immediately west of the house which stands 1,200 metres to the north of the bridge Benat Yakub.

Cairn 53, 20 metres to west of the Syrian gendarmerie post at Benat Yakub.

Cairn 54, 350 metres to the east of the ruined mill which is 900 metres to the south of the bridge Benat Yakub.

Cairn 55, 20 metres to west of the place called El Min.

Cairn 56, to the east of and above the falls of Wadi Sheikh.

Cairn 57, 400 metres to the north-east of the place called El Rafit.

Cairn 58, 20 metres to the west of the place called El Rafit.

Cairn 59, 2,300 metres south of the place called El Rafit, and about 400 metres to the east of the Jordan on a small peak.

Cairn 60, at 20 metres to west of Kalaat-el-Kassab.

After cairn 60 the frontier follows a line parallel to and 50 metres east of the eastern branch of the Jordan to the mouth of that branch in Lake Tiberias. From the mouth of the Jordan to the sulphur springs at Messifer, where is placed cairn 61, the frontier follows a line on the shore parallel to and at 10 metres from the edge of Lake Tiberias,

following any alteration of level consequent on the raising of its waters owing to the construction of a dam on the Jordan south of Lake Tiberias.

From cairn 61 it follows a straight line to cairn 62, situated 1,200 metres to the east of cairn 61 on a spur.

Thence it follows a straight line to cairn 63, situated on the top of Jebel Kurein Jerada to the south-west of Bir Shekum.

Thence it follows a straight line to cairn 64, situated to the east of the ruins on the top of the peak Kalaat-el-Husn to the west of Fik.

Thence it follows a straight line to cairn 65, situated on the top of Tel Khallis.

Thence it follows a straight line to cairn 66, situated at 200 metres below and west of the spring of Ain Rajil to the west of the village of Kefr Harib.

Thence the frontier follows a line marked by the white cliffs on the western slopes of the plateau of the Jaulan to cairn 67, situated at 250 metres to the south-east of Ain Shereira.

Thence it follows a straight line to cairn 68, situated at 750 metres to the south-west of Ain Shereira.

Thence it follows a straight line to cairn 69, situated immediately to the east of Khirbet Tawafik.

Thence it follows a straight line to cairn 70, situated on the col 500 metres to the north-north-west of kilometre 91.750 on the Deraa-Haifa Railway.

Thence it follows a straight line to cairn 71, situated 50 metres to the north of kilometre 91.750 on the railway.

Thence the frontier follows a line 50 metres to the north of and parallel to the railway, as far as the path from Semakh to El Hammé. It follows this path up to the point where the path crosses the cliffs 100 metres north-west of the station of El Hammé. Thence it follows the upper edge of the cliffs north of the railway to the bridge which stands 500 metres to the east of El Hammé Station.

The Government of Palestine or persons authorised by the said Government shall have the right to build a dam to raise the level of the waters of Lakes Huleh and Tiberias above their normal level, on condition that they pay fair compensation to the owners and occupiers of the lands which will thus be flooded.

Any dispute arising between the said Government and the persons so authorised on the one hand, and the owners and occupiers of the land on the other hand, shall be finally settled by a commission consisting of four members, each of the two mandatory Powers nominating two of the members of such commission.

Any existing rights over the use of the waters of the Jordan by the inhabitants of Syria shall be maintained unimpaired.

It is understood that the readjustment of the frontier of Syria northwards between Semakh and El Hammé leaves to Syria the railway as far as Semakh, where the railway station shall be for the joint use of the

two countries, subject to such conditions as may be prescribed by the commission provided for in Article 5 of the convention of the 23rd December, 1920.

The Government of Syria shall have the right to erect a new pier at Semakh on Lake Tiberias or to have joint use of the existing pier, subject to such conditions as may be prescribed by the abovementioned commission.

The extraterritoriality of the said section of the railway (up to but not including Semakh Station), which by reason of the said readjustment is now in Palestine, and the rights of the Syrian Government and of its technical agents to full and free access for all railway purposes, including the policing of that section, are recognised.

Persons or goods passing between the existing landing-stage or any future landing-stages on the Lake of Tiberias and Semakh Station shall not by reason of the mere fact that they must cross the territory of Palestine be deemed persons or goods entering Palestine for the purpose of customs or other regulations, and the right of the Syrian Government and their agents to access to the said landing-stages is recognised.

The inhabitants of Syria and of the Lebanon shall have the same fishing and navigation rights on Lakes Huleh and Tiberias and on the River Jordan between the said lakes as the inhabitants of Palestine, but the Government of Palestine shall be responsible for the policing of the lakes.

It is hereby agreed that the above is the final report of the commission in respect of the frontier from the Mediterranean to El Hammé only, and that the British Government shall be free to reopen the question of readjusting the frontier between Banias and Metallah on such terms as may be agreed between the two mandatory Powers with a view of making the north road between these two villages the final frontier.

It is agreed that the frontier, as delimited on the ground by the commission, is shown in red on the attached maps, which are signed by the members of the commission.

Signed on behalf of His Britannic Majesty's Government:

S. F. Newcombe,

February 3, 1922. Lieutenant-Colonel, R.E.

No. 2.

French Ministry for Foreign Affairs to His Excellency the British Ambassador at Paris.

Les membres de la Commission de Délimitation désignés, conformément aux stipulations de l'Article 2 de la Convention du 23 décembre 1920, pour fixer le tracé de la frontière syro-palestinienne, entre la mer et El Hammé, ont terminé leurs travaux et rédigé un rapport de clôture à Beyrouth le 3 février 1922. A ce rapport sont annexées trois cartes au 1 : 50,000^{e}, sur lesquelles a été reporté le tracé proposé par la Commission.

Le Ministère des Affaires étrangères, en adressant à son Excellence l'Ambassadeur d'Angleterre à Paris un exemplaire du rapport et des cartes annexées signé par le Lieutenant-Colonel Paulet, délégué français, dont la signature engage également l'Etat sous mandat, a l'honneur de lui faire savoir que le Gouvernement de la République accepte de ratifier les propositions de la Commission et considère la présente note comme valant ratification.

Les instructions nécessaires seront adressées au Haut-Commissaire de la République en Syrie pour que le présent accord produise effet à dater du 10 mars prochain.

Un exemplaire du rapport de la Commission daté du 3 février 1922 signé par le Lieutenant-Colonel Paulet, ainsi qu'une copie du présent échange de notes, seront remis par le Gouvernement Français à la Société des Nations.

Ministère des Affaires étrangères,
Paris, le 7 mars 1923.

Enclosure in No. 2.

Rapport de Clôture de la Fixation de la Frontière entre le Grand Liban et la Syrie, d'une part, et la Palestine, d'autre part, de la Mer Méditerranée à El Hammé (Vallée du Yarmouck inférieur), en Exécution des Prescriptions des Articles 1er et 2 de la Convention de Paris du 23 décembre 1920.

[suit le texte français du Rapport reproduit ci-dessus p. 208—214 en langue anglaise.]

Fait à Beyrouth, le 3 février 1922.

Pour le Gouvernement Français:

Le Lieutenant-Colonel,
N. Paulet.

41.

GRANDE-BRETAGNE, AUTRICHE.

Echange de Notes au sujet du régime douanier à appliquer aux échantillons de commerce; signées à Vienne, le 28 mars 1923.

Treaty Series 1923, No. 9.

No. 1.

British Chargé d'Affaires to the Austrian Minister for Foreign Affairs.

It being the desire of our respective Governments to make arrangements for facilitating the clearance through their respective Customs Departments of samples of dutiable goods brought into the territories of one of the Contracting Parties by commercial travellers of the other, to be used as models or patterns for the purpose of obtaining orders and not for sale, I have the honour to inform you that my Government agrees to adopt, on condition of reciprocity, the following arrangements:

Articles liable to duty serving as patterns and samples which are introduced into Great Britain by commercial travellers of Austria shall henceforth be admitted, free of duty, subject to the following formalities requisite to ensure their being re-exported or placed in bond:

1. The officers of Customs at any port or place at which the patterns or samples may be imported shall ascertain the amount of duty chargeable thereon.

That amount must either be deposited by the commercial traveller in money, or ample security must be given for it.

2. For the purpose of identification, the marks, stamps, or seals placed upon the samples by the Customs authorities of one of the Contracting Parties shall be recognised as sufficient by those of the other. Should the samples, however, arrive without bearing any of the above-mentioned marks, or should the marks not appear to be sufficient to the Administration interested, a supplementary mark may be affixed to such samples if considered desirable in such a way as not to injure them, and without charge.

3. A permit or certificate shall be given to the importer, which shall contain

a) A list of the patterns or samples imported, specifying the nature of the goods and such marks as may be proper for the purpose of identification.

b) A statement showing the duty chargeable on the patterns or samples, and also whether the amount was deposited in money or whether security was given for it.

c) A statement as to the manner in which the patterns or samples were marked.

d) A statement of the period (not in any case to exceed twelve months) at the expiration of which the amount of duty deposited will be carried to public account, or the amount payable will be recovered under the security given, as the case may be, unless it is proved that the patterns or samples have been previously re-exported, or placed in bond.

4. The patterns or samples may also be re-exported through any custom-house other than the one through which they were imported.

5. If before the expiration of the appointed time (3 (d)) the patterns or samples should be presented at the custom-house of any port or place for the purpose of re-exportation, or being placed in bond, the officers at such port or place must satisfy themselves by examination that the articles which are brought to them are the same as those for which a permit of entry was granted. If the officers are satisfied that this is the case, they will certify the re-exportation or deposit in bond, and will refund the duty which had been deposited or will take the necessary steps for discharging the security.

(Signed) *E. Keeling.*

His Britannic Majesty's Legation,
Vienna, March 28, 1923.

No. 2.

Austrian Minister for Foreign Affairs to the British Chargé d'Affaires.

In Anbetracht des Wunsches der königlich grossbritannischen Regierung und der österreichischen Bundesregierung, Vereinbarungen zur Erleichterung der Zollabfertigung von Mustern eingangszollpflichtiger Waren zu treffen, die in die Gebiete eines der vertragschliessenden Teile von Handlungsreisenden des anderen Teiles gebracht werden, um als Muster oder Probe zum Zwecke der Erzielung von Bestellungen und nicht zum Verkaufe zu dienen, beehrt sich der unterzeichnete Bundesminister für Äusseres dem Herrn königlich grossbritannischen Geschäftsträger mitzuteilen, dass die österreichische Bundesregierung bereit ist, unter der Bedingung der Gegenseitigkeit, die folgenden Vereinbarungen zu treffen:

Eingangszollpflichtige Gegenstände, welche als Muster oder Proben dienen und in Österreich von Handlungsreisenden aus Grossbritannien eingeführt werden, sollen fortan unter den nachfolgenden zur Sicherstellung ihrer Wiederausfuhr oder Niederlegung in einem Zollager erforderlichen Förmlichkeiten zollfrei zugelassen werden:

1. Das Zollamt des Hafens oder Platzes, über den die Muster oder Proben eingehen, ermittelt den Betrag des auf denselben haftenden Eingangszolles.

Dieser Betrag ist von dem Handlungsreisenden bei dem Zollamte entweder bar niederzulegen oder vollständig sicherzustellen.

2. Zum Zwecke der Festhaltung der Nämlichkeit werden die auf den Mustern von den Zollbehörden eines der vertragschliessenden Teile angebrachten Marken, Stempel oder Siegel von jenen des anderen als hinreichend anerkannt. Sollten die Muster jedoch ohne eine der oberwähnten Marken eintreffen oder sollten die Marken der interessierten Verwaltung nicht als hinreichend erscheinen, so kann, falls dies wünschenswert erscheint, eine Zusatzmarke auf den Mustern und zwar kostenlos derart angebracht werden, dass diese hiedurch nicht beschädigt werden.

3. Das Abfertigungspapier enthält:

a) Ein Verzeichnis der eingebrachten Musterstücke, in dem die Gattung der Ware und solche Merkmale sich angegeben finden, die zur Festhaltung der Nämlichkeit geeignet sind;

b) Die Angabe des auf den Mustern oder Proben haftenden Eingangszolles sowie die Angabe, ob derselbe bar niedergelegt oder sichergestellt worden ist;

c) Die Angabe der Art der Bezeichnung;

d) Die Angabe der Frist, die in keinem Falle zwölf Monate überschreiten darf und nach deren Ablauf je nach dem Falle der niedergelegte Eingangszoll verrechnet oder der zu zahlende Zollbetrag aus der bestellten Sicherheit eingezogen werden soll, soweit nicht vorher die Wiederausfuhr der Muster oder Proben nach dem Auslande oder die Niederlegung in einem Zollager nachgewiesen wird.

4. Die Wiederausfuhr der Muster oder Proben kann auch über ein anderes Zollamt erfolgen als dasjenige, über welches die Einfuhr bewirkt war.

5. Werden vor Ablauf der gestellten Frist (3 (d)) die Muster oder Proben einem zur Erteilung der Abfertigung befugten Zollamt zum Zwecke der Wiederausfuhr oder der Niederlegung in einem Zollager vorgeführt, so hat dieses Amt sich durch die vorzunehmende Prüfung davon zu überzeugen, ob ihm dieselben Gegenstände vorgeführt worden sind, welche bei der Eingangsabfertigung vorgelegen haben. Wenn das Amt sich überzeugt hat, dass dies der Fall ist, bescheinigt es die Ausfuhr oder Niederlegung und erstattet den bei der Einbringung niedergelegten Eingangszoll oder trifft wegen Freigabe der bestellten Sicherheit die erforderliche Einleitung.

Zu Urkund dessen hat der Unterzeichnete diese Erklärung gefertigt und sie gegen die entsprechende Erklärung des Herrn königlich grossbritannischen Geschäftsträgers ausgetauscht.

N. Grünberger.

Österreichisches Bundesministerium für Äusseres,
Wien, am 28. März 1923.

42.

SUISSE, LIECHTENSTEIN.

Traité relatif à l'accession de la Principauté de Liechtenstein au système douanier de la Suisse; signé à Berne, le 29 mars 1923.*)

Eidgenössische Gesetzsammlung 1923, No. 36.

Der Schweizerische Bundesrat und Seine Durchlaucht der regierende Fürst von Liechtenstein

vom Wunsche beseelt, die zwischen der Schweiz und dem Fürstentum Liechtenstein bestehenden freundschaftlichen Beziehungen fester und inniger zu gestalten,

und in der Absicht, einen Vertrag über den Anschluss des Fürstentums Liechtenstein an das schweizerische Zollgebiet, unter Vorbehalt der souveränen Hoheitsrechte Seiner Durchlaucht des Fürsten von Liechtenstein, zu schliessen,

haben zu diesem Zwecke als Bevollmächtigte ernannt:

Der Schweizerische Bundesrat

Herrn Bundesrat Dr. jur. Giuseppe Motta, Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departements,

Seine Durchlaucht der regierende Fürst von Liechtenstein

Herrn Dr. jur. Emil Beck, fürstlich liechtensteinischer Geschäftsträger in der Schweiz.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 28 décembre 1923.

die, nachdem sie ihre Vollmachten in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Erster Abschnitt.

Allgemeine Bestimmungen.

Artikel 1.

Das Gebiet des Fürstentums Liechtenstein wird an das schweizerische Zollgebiet angeschlossen und bildet einen Bestandteil des schweizerischen Zollgebietes.

An der schweizerisch-liechtensteinischen Grenze dürfen daher während der Dauer dieses Vertrages von keiner Seite Abgaben erhoben sowie Beschränkungen und Verbote der Ein- und Ausfuhr erlassen werden, sofern solche nicht im Verkehr von Kanton zu Kanton als zulässig erklärt werden.

Artikel 2.

Alle Abgaben, die in Anwendung der nach Artikel 4 dieses Vertrages im Fürstentum geltenden Bundesgesetzgebung und der nach Artikel 7 geltenden Staatsverträge erhoben werden, sowie die in Anwendung eidgenössischen Rechtes ausgesprochenen Bussen sind in schweizerischer Währung zu entrichten.

Die Schweizerische Eidgenossenschaft ihrerseits wird die nach Massgabe dieses Vertrages dem Fürstentum zu bezahlenden Beträge ebenfalls in schweizerischer Währung entrichten.

Artikel 3.

Der schriftliche Verkehr zwischen den eidgenössischen und den fürstlich liechtensteinischen Behörden kann direkt und ohne Inanspruchnahme des diplomatischen Weges erfolgen, soweit er die Anwendung des gegenwärtigen Vertrages beschlägt.

Zweiter Abschnitt.

Die in Liechtenstein anwendbare Bundesgesetzgebung.

Artikel 4.

Zufolge des Zollanschlusses finden im Fürstentum Liechtenstein in gleicher Weise Anwendung wie in der Schweiz die zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages geltenden und während dessen Dauer in Rechtswirksamkeit tretenden Bestimmungen:

1. der gesamten schweizerischen Zollgesetzgebung;
2. der übrigen Bundesgesetzgebung, soweit der Zollanschluss ihre Anwendung bedingt.

Von diesen Bestimmungen bleiben ausgenommen alle diejenigen Vorschriften der Bundesgesetzgebung, durch welche eine Beitragspflicht des Bundes begründet wird.

Artikel 5.

Das Fürstentum Liechtenstein wird, sofern es der Schweizerische Bundesrat als notwendig erachten sollte, für das Gebiet des Fürstentums

1. die Bundesgesetzgebung über gewerbliches, literarisches und künstlerisches Eigentum, sowie alle andern bei ihrer Handhabung subsidiär anwendbaren bundesgesetzlichen Erlasse für das Gebiet des Fürstentums in Kraft setzen und die gemäss diesen Gesetzen und den auf sie bezüglichen eidgenössischen Verordnungen sich ergebende Zuständigkeit der Bundesbehörden auch für das liechtensteinische Landesgebiet anerkennen;

2. die internationalen Übereinkünfte über gewerbliches, literarisches und künstlerisches Eigentum, denen die Schweiz angehört, sowie die von der Schweiz über diese Rechtsgebiete mit andern Ländern getroffenen Sondervereinbarungen im Sinne des Artikels 7 des Vertrages zur Anwendung bringen.

Die Schweizerische Eidgenossenschaft wird, falls das Fürstentum Liechtenstein seinerseits vorher den Willen bekunden sollte, die in gegenwärtigem Artikel angeführten Gesetzesbestimmungen für das liechtensteinische Gebiet anzuerkennen und die erwähnten internationalen Vereinbarungen im Fürstentum anzuwenden, zu einer entsprechenden Regelung jederzeit Hand bieten.

Artikel 6.

In Ansehung der gemäss den Artikeln 4 und 5 im Fürstentum anzuwendenden Gesetzgebung kommt dem Fürstentum Liechtenstein die gleiche Rechtsstellung zu wie den schweizerischen Kantonen.

Artikel 7.

Kraft des gegenwärtigen Vertrages finden im Fürstentum Liechtenstein in gleicher Weise Anwendung wie in der Schweiz die von dieser mit dritten Staaten abgeschlossenen Handels- und Zollverträge, wobei die Schweiz ihre aus bestehenden Verträgen sich ergebenden Verpflichtungen vorbehält.

Artikel 8.

Das Fürstentum Liechtenstein wird während der Geltungsdauer dieses Vertrages mit keinem dritten Staate selbständig Handels- oder Zollverträge abschliessen.

Das Fürstentum Liechtenstein ermächtigt die Schweizerische Eidgenossenschaft, es bei Unterhandlungen mit dritten Staaten über den Abschluss von Handels- und Zollverträgen, die während der Geltungsdauer des gegenwärtigen Vertrages stattfinden, zu vertreten und diese Verträge mit Wirksamkeit für das Fürstentum abzuschliessen.

Bei Handels- und Zollverträgen mit Österreich ist die fürstliche Regierung vor Abschluss der Verträge anzuhören.

Artikel 9.

Die mit dem Inkrafttreten dieses Vertrages im Fürstentum Liechtenstein anwendbaren bundesrechtlichen Erlasse sind in Anlage I, die in Liechtenstein anwendbaren Staatsverträge in Anlage II des vorliegenden Vertrages angeführt.

Die Fürstliche Regierung wird diese Bestimmungen vor dem Inkrafttreten des Vertrages auf geeignete Weise öffentlich bekanntmachen.

Artikel 10.

Alle Ergänzungen und Abänderungen der in Anlage I erwähnten Bundesgesetzgebung und der in Anlage II erwähnten Staatsverträge werden vom Schweizerischen Bundesrate der Fürstlichen Regierung mitgeteilt und von ihr ebenfalls öffentlich bekanntgemacht.

Das nämliche Verfahren findet statt mit Bezug auf die während der Dauer dieses Vertrages in Rechtswirksamkeit tretenden Bundesgesetze, Bundesbeschlüsse und Verordnungen, die unter Artikel 4 dieses Vertrages fallen, sowie mit Bezug auf die Staatsverträge, welche die Schweizerische Eidgenossenschaft als Bevollmächtigte des Fürstentums Liechtenstein während der Dauer des vorliegenden Vertrages mit dritten Staaten abschliessen wird.

Dritter Abschnitt.

Der Zolldienst.

Artikel 11.

Der Zollschutz der liechtensteinisch-österreichischen Grenze wird durch die schweizerische Zollverwaltung übernommen und von der Direktion des III. Zollkreises in Chur vollzogen.

Artikel 12.

Die Fürstliche Regierung wird auf Wunsch der schweizerischen Zollbehörden dafür Sorge tragen, dass durch Grenzsteine und ähnliche Hilfsmittel der Verlauf der Grenze gegen Vorarlberg leicht sichtbar gemacht wird.

Artikel 13.

Die im Fürstentum Liechtenstein zu errichtenden Zollämter werden als „Schweizerische Zollämter im Fürstentum Liechtenstein" bezeichnet und mit den Wappen der beiden Staaten versehen.

Artikel 14.

Die im Fürstentum Liechtenstein zu errichtenden Zollämter und Wachtposten sowie die Zollstrassen werden von der schweizerischen Oberzolldirektion unter Mitteilung an die Fürstliche Regierung festgesetzt.

Artikel 15.

Für die Zollabfertigung im Bahnverkehr von und nach dem Fürstentum werden auf den Stationen Schaan-Vaduz und Nendeln Zollämter errichtet.

Die schweizerische Zollverwaltung wird die Abfertigungsbefugnisse dieser Zollämter nach den Bedürfnissen des Verkehrs festsetzen.

Bei den auf dem Gebiet des Fürstentums nicht haltenden Schnellzügen findet die Zollabfertigung in Buchs statt.

Die Haltestelle Schaanwald wird aufgehoben.

Artikel 16.

Die Fürstliche Regierung wird die erforderlichen Zollamtsgebäude beschaffen und diese in benützungsfähigem Zustande erhalten.

Die Kosten der Einrichtung, Beheizung und Beleuchtung der Diensträume fallen zu Lasten der schweizerischen Zollverwaltung.

Artikel 17.

Die schweizerische Zollverwaltung trägt die Kosten für die Unterbringung der Grenzwache.

Sollte die schweizerische Zollverwaltung sich die notwendigen Unterkunftsräume für das Grenzwachtpersonal nicht beschaffen können, so wird die Fürstliche Regierung für die Unterkunft besorgt sein. In diesem Falle wird die schweizerische Zollverwaltung für die in Anspruch genommenen Räumlichkeiten eine dem ortsüblichen Mietzins entsprechende Entschädigung entrichten.

Artikel 18.

Alle Behörden des Fürstentums Liechtenstein werden den schweizerischen Zollbeamten und Angestellten bei ihren Dienstverrichtungen den nämlichen Beistand gewähren wie die kantonalen Behörden auf schweizerischem Gebiet.

Vierter Abschnitt.

Das Zollpersonal.

Artikel 19.

Die Zollbeamten und -angestellten im Fürstentum Liechtenstein werden von den schweizerischen Behörden ernannt, besoldet und entlassen. Sie unterstehen in allen Dienstangelegenheiten, insbesondere bezüglich der Disziplin, ausschliesslich den schweizerischen Behörden.

Die Fürstliche Regierung wird die Zollbeamten und -angestellten, die im Gebiete des Fürstentums ihren Dienst ausüben, mit Legitimationen versehen.

Artikel 20.

Die schweizerischen Grenzwächter tragen auch im Fürstentum Liechtenstein Uniform und Bewaffnung des schweizerischen Grenzwachtkorps.

Artikel 21.

Jede Änderung im Bestande des im Fürstentum Liechtenstein tätigen schweizerischen Personals wird der Fürstlichen Regierung mitgeteilt. Von dieser geäusserte begründete Bedenken gegen die Stationierung eines Beamten oder Angestellten im Gebiete des Fürstentums werden von der schweizerischen Zollverwaltung berücksichtigt.

Ebenso werden die schweizerischen Behörden allfälligen von der Fürstlichen Regierung aus öffentlichen Rücksichten gestellten Begehren um Versetzung von im Gebiete des Fürstentums stationierten Beamten und Angestellten tunlichst Rücksicht tragen.

Artikel 22.

Die im Fürstentum Liechtenstein stationierten schweizerischen Beamten und Angestellten sind, sofern sie das Schweizerbürgerrecht besitzen, von allen Steuern und Personalleistungen befreit mit Ausnahme:

1. der indirekten Steuern.
2. der Grundsteuern.

Artikel 23.

Die im Fürstentum Liechtenstein stationierten schweizerischen Beamten und Angestellten und ihre mit ihnen in gemeinsamem Haushalte lebenden Angehörigen, soweit sie schweizerische Staatsangehörige sind, haben ihren zivilrechtlichen Wohnsitz in Buchs.

Artikel 24.

Strafbare Handlungen, die im Fürstentum Liechtenstein von dort stationierten schweizerischen Beamten und Angestellten schweizerischer Nationalität und von in gemeinsamem Haushalte mit ihnen lebenden Angehörigen schweizerischer Nationalität begangen worden sind, werden von denjenigen Behörden verfolgt und beurteilt, die zur Verfolgung und Beurteilung zuständig wären, wenn die strafbaren Handlungen im Bezirke Werdenberg verübt worden wären. In diesen Fällen findet das im Kanton St. Gallen geltende Straf- und Strafprozessrecht Anwendung.

Die Fürstliche Regierung wird den Angeschuldigten oder Verurteilten auf Requisition der zuständigen schweizerischen Behörde oder gegebenenfalls von sich aus verhaften lassen; sie hat ihn aber in jedem Falle unverzüglich den schweizerischen Behörden zu übergeben.

Die fürstlichen Behörden haben ferner die zur Sicherung erforderlichen Massnahmen zu treffen und den zuständigen schweizerischen Behörden jede erbetene Rechtshilfe zu gewähren.

Die zur Verfolgung solcher strafbarer Handlungen zuständigen schweizerischen Behörden sind nach vorheriger Anzeige an die Fürstliche Regierung befugt, das Gebiet des Fürstentums Liechtenstein zu betreten und daselbst Amtshandlungen vorzunehmen.

Auf die Angehörigen des schweizerischen Grenzwachtkorps findet dieser Artikel keine Anwendung, unter Vorbehalt von Artikel 25, Absatz 4.

Artikel 25.

Strafbare Handlungen, welche im Gebiete des Fürstentums Liechtenstein von dort stationierten Angehörigen des schweizerischen Grenzwachtkorps begangen worden sind, werden von dem vom Schweizerischen Bundesrate als zuständig erklärten schweizerischen Militärgericht verfolgt und beurteilt.

Die Organe der schweizerischen Militärjustiz sind berechtigt, zum Zwecke der Verfolgung solcher strafbarer Handlungen nach vorheriger Anzeige an die Fürstliche Regierung das Gebiet des Fürstentums zu betreten und daselbst Amtshandlungen vorzunehmen.

Die fürstlichen Gerichtsbehörden sind den schweizerischen Militärgerichten gegenüber zur Gewährung von Rechtshilfe verpflichtet wie die kantonalen Gerichte auf schweizerischem Gebiet.

Hinsichtlich der im eidgenössischen Militärstrafrecht nicht vorgesehenen strafbaren Handlungen findet Artikel 24 auch auf die Angehörigen des Grenzwachtkorps Anwendung.

Artikel 26.

Liechtensteinische Staatsangehörige können in einer von der Zollverwaltung zu bestimmenden Zahl im schweizerischen Zolldienste angestellt werden, mit Ausnahme des Dienstes im Grenzwachtkorps.

Die schweizerische Zollverwaltung behält sich vor, die im schweizerischen Zolldienste angestellten liechtensteinischen Staatsangehörigen auch ausserhalb des Gebietes des Fürstentums zu verwenden.

Fünfter Abschnitt.

Verfolgung und Bestrafung von Widerhandlungen gegen die in Liechtenstein anwendbare Bundesgesetzgebung.

Artikel 27.

Widerhandlungen gegen die kraft dieses Vertrages im Gebiete des Fürstentums Liechtenstein anwendbare Bundesgesetzgebung werden nach Massgabe des Bundesgesetzes betreffend das Verfahren bei Übertretung fiskalischer und polizeilicher Bundesgesetze vom 30. Juni 1849 verfolgt und beurteilt, sofern in der Bundesgesetzgebung dieses Verfahren vorgesehen ist.

Als Appellationsinstanz nach Artikel 17, Absatz 5, des Bundesgesetzes vom 30. Juni 1849 wird das Kantonsgericht des Kantons St. Gallen, als Kassationsgericht nach Artikel 18 der Kassationshof des schweizerischen Bundesgerichtes bestimmt.

Artikel 28.

Diejenigen Widerhandlungen gegen die kraft dieses Vertrages im Fürstentum Liechtenstein anwendbare Bundesgesetzgebung, die nicht nach Massgabe des Bundesgesetzes betreffend das Verfahren bei Übertretung fiskalischer und polizeilicher Bundesgesetze vom 30. Juni 1849 zu verfolgen sind, werden durch das fürstliche Landgericht beurteilt, sofern die Beurteilung solcher Widerhandlungen entweder unmittelbar durch die Bundesgesetzgebung den kantonalen Gerichten zugewiesen ist oder durch Beschluss des Bundesrates oder einer von ihm bezeichneten Behörde dem fürstlichen Landgerichte überwiesen wird.

Gegen die vom fürstlichen Landgerichte ausgefällten Urteile findet die Appellation an das Kantonsgericht des Kantons St. Gallen in Anwendung des sanktgallischen Strafprozessrechtes statt.

Das Rechtsmittel der Kassationsbeschwerde nach Artikel 160 ff. des Bundesgesetzes betreffend die Organisation der Bundesrechtspflege vom 22. März 1893/6. Oktober 1911 bleibt vorbehalten.

Artikel 29.

In den in den Artikeln 27 und 28 genannten Fällen sind die Rechte und Pflichten der fürstlichen Behörden die gleichen wie diejenigen der kantonalen Behörden.

Artikel 30.

Die Zuständigkeit des Bundesstrafgerichtes bleibt vorbehalten, soweit sie nach Massgabe der gestützt auf Artikel 4 dieses Vertrages im Fürstentum Liechtenstein geltenden Bundesgesetzgebung gegeben ist.

Artikel 31.

Mit Beziehung auf die Vollstreckung der Strafen, welche nach Massgabe der kraft des gegenwärtigen Vertrages im Gebiete des Fürstentums Liechtenstein anwendbaren Bundesgesetzgebung ausgesprochen worden sind, kommt dem Fürstentum die gleiche Rechtsstellung zu wie den schweizerischen Kantonen.

Artikel 32.

Das Recht der Begnadigung steht hinsichtlich der Strafen, welche in Anwendung der kraft des gegenwärtigen Vertrages im Gebiete des Fürstentums Liechtenstein geltenden Bundesgesetzgebung ausgefällt worden sind, ausschliesslich den eidgenössischen Behörden zu.

Sechster Abschnitt.

Handhabung der Fremdenpolizei.

Artikel 33.

Die Schweizerische Eidgenossenschaft erklärt sich bereit, auf die Ausübung der fremdenpolizeilichen Grenzkontrolle an der liechtensteinisch-schweizerischen Grenze zu verzichten, sofern und solange das Fürtentum Liechtenstein dafür Sorge trägt, dass die Umgehung der schweizerischen Vorschriften über Fremdenpolizei, Niederlassung, Aufenthalt usw. vermieden wird.

Die schweizerischen Zollorgane werden solchenfalls die fremdenpolizeiliche Grenzkontrolle an der liechtensteinisch-vorarlbergischen Grenze auf Grund von Vereinbarungen der beiden Regierungen unentgeltlich durchführen.

Sollte indessen durch besondere, vom Schweizerischen Bundesrate nicht verlangte Massnahmen der Liechtensteinischen Regierung das Zollpersonal für die Durchführung der Grenzkontrolle vermehrt werden müssen, so hat die Fürstliche Regierung die daraus entstehenden Kosten zu tragen.

Die endgültige Entscheidung darüber, ob die vom Fürstentum Liechtenstein gemäss Absatz 1 dieses Artikels getroffenen Massnahmen genügend sind, steht ausschliesslich dem Schweizerischen Bundesrate zu.

Über die Ausführung dieses Artikels werden sich die beiden Regierungen sowohl im allgemeinen wie bei Anständen im einzelnen Fall verständigen.

Artikel 34.

Die Schweizerische Eidgenossenschaft behält sich vor, die fremdenpolizeiliche Grenzkontrolle wieder an der schweizerisch-liechtensteinischen Grenze vorzunehmen, wenn die vom Fürstentum Liechtenstein getroffenen Massnahmen vom Bundesrate als ungenügend erachtet werden.

Das Fürstentum Liechtenstein verpflichtet sich, der Schweizerischen Eidgenossenschaft solchenfalls die Kosten zu ersetzen, welche daraus entstehen, dass die fremdenpolizeiliche Grenzkontrolle an der schweizerisch-liechtensteinischen Grenze durchgeführt werden muss.

Siebenter Abschnitt.

Finanzielle Leistungen des Bundes an das Fürstentum Liechtenstein.

Artikel 35.

Als Anteil an den Einnahmen aus den Zöllen und Gebühren, welche in Anwendung der nach diesem Vertrage im Fürstentum Liechtenstein geltenden Bundesgesetzgebung erhoben werden, wird dem Fürstentum Liechtenstein aus der schweizerischen Bundeskasse jährlich ein Betrag von Fr. 150,000 entrichtet.

In der Anteilsumme sind inbegriffen allfällige Beiträge des Bundes, die durch die übernommene Bundesgesetzgebung begründet würden, aber gemäss Artikel 4, Absatz 2, hiervor im Fürstentum nicht ausgerichtet werden, unter Vorbehalt von Artikel 37 des Vertrages.

Artikel 36.

Die Festsetzung des in dem Artikel 35 bemessenen liechtensteinischen Anteiles ist von neuem vorzunehmen, sofern von einem der beiden vertragschliessenden Teile mindestens ein Jahr vor Ablauf einer vom Inkrafttreten dieses Vertrages an zu berechnenden dreijährigen Periode ein dahingehendes Begehren gestellt wird.

Artikel 37.

Über die aus dem Fürstentum Liechtenstein auf Grund der Bundesgesetze über die Stempelabgaben vom 4. Oktober 1917 und betreffend die Stempelabgabe auf Coupons vom 25. Juni 1921 eingehenden Einnahmen führt die eidgenössische Steuerverwaltung besondere Rechnung. Alljährlich wird auf Schluss des Kalenderjahres über diese Einnahmen abgerechnet und der Fürstlichen Regierung der Betrag der reinen Einnahmen (Einnahmen abzüglich Rückerstattungen und ausgerichtete Verleideranteile) ausbezahlt. Der Anteil an den Verwaltungskosten wird auf 10 % der reinen Einnahmen bestimmt.

Achter Abschnitt.

Übergangs- und Schlussbestimmungen.

Artikel 38.

Das Fürstentum Liechtenstein wird vor dem Inkrafttreten dieses Vertrages die Ausführungsbestimmungen erlassen, welche zur Vollziehung der in Liechtenstein anwendbaren Bundesgesetzgebung notwendig sind. Dieselben unterliegen der Genehmigung des Bundesrates insoweit, als für die entsprechenden kantonalen Ausführungsbestimmungen eine solche Genehmigung vorgesehen ist.

Artikel 39.

Die schweizerische Zollverwaltung wird die erforderlichen Ausführungsbestimmungen zu diesem Vertrage erlassen.

Artikel 40.

Die Fürstliche Regierung verpflichtet sich, während der Übergangszeit alle von den schweizerischen Zollbehörden zur Verhinderung der spekulativen

Wareneinfuhr ins Fürstentum und der Umgehung der eidgenössischen Vorschriften über Einfuhrverbot fremder Silbermünzen und Noten verlangten Sicherungsmassregeln anzuordnen.

Artikel 41.

Der gegenwärtige Vertrag wird auf die Dauer von fünf Jahren abgeschlossen.

Sofern keiner der hohen vertragschliessenden Teile ein Jahr vor Ablauf dieser Frist seine Absicht bekanntgegeben hat, den Vertrag zu künden, bleibt dieser auch nach Ablauf der fünf Jahre ohne weiteres in Kraft bestehen, wobei beiden Teilen das Recht zukommt, den Vertrag jederzeit auf ein Jahr zu künden.

Artikel 42.

Änderungen dieses Vertrages können im gegenseitigen Einverständnis auch ohne förmliche Kündigung vereinbart werden.

Artikel 43.

Streitfragen, die sich auf die Auslegung des gegenwärtigen Vertrages beziehen, sind, sofern sie nicht auf diplomatischem Weg erledigt werden können, einem Schiedsgericht zur Beurteilung zu unterbreiten. Tritt dieser Fall ein, so bestellt jede der vertragschliessenden Parteien einen Schiedsrichter. Wenn sich die beiden Schiedsrichter über die Streitfrage nicht einigen können, so bestellen sie selbst einen Obmann.

Artikel 44.

Der gegenwärtige Vertrag wird ratifiziert, und es soll der Austausch der Ratifikationsurkunden baldmöglichst in Bern stattfinden.

Artikel 45.

Der gegenwärtige Vertrag tritt auf den 1. Januar 1924 in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag mit ihren Unterschriften und ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Bern, in doppelter Ausfertigung, am neunundzwanzigsten März neunzehnhundertunddreiundzwanzig (29. März 1923).

Für die Schweizerische Eidgenossenschaft:	Für das Fürstentum Liechtenstein:
sig. *Motta.*	sig. *E. Beck.*

Schlussprotokoll

zu dem schweizerisch-liechtensteinischen Zollanschlussvertrag.

I. Zwischen den vertragschliessenden Teilen besteht Einverständnis darüber, dass während der Geltungsdauer des vorstehenden Vertrages die Duldung oder Errichtung einer Spielbank auf dem Gebiet des Fürstentums ausgeschlossen ist und dass die Fürstliche Regierung die zur Durchführung dieses Verbots erforderlichen Massnahmen treffen wird.

II. Die vertragschliessenden Teile sind sich ferner darüber einig, dass die Sömmerung liechtensteinischen Viehs in Vorarlbergeralpen in Anwendung des Artikels 75, Absatz 3, der Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz

betreffend die Bekämpfung von Tierseuchen vom 30. August 1920 grundsätzlich gestattet sein soll, unter Vorbehalt der Durchführung der vom Fürstentum Liechtenstein gemäss vorliegendem Vertrage übernommenen Vorschriften der Bundesgesetzgebung.

Sofern das in Vorarlbergeralpen untergebrachte liechtensteinische Sömmerungsvieh infolge dieser Vorschriften beim Heimtrieb sich einer Quarantäne unterziehen muss, besteht Einverständnis darüber, dass diese Quarantäne, wenn die erforderlichen seuchenpolizeilichen Vorbedingungen hierzu vorhanden sind, auf liechtensteinischem Gebiete durchgeführt wird.

III. Es besteht Einverständnis darüber, dass auf die Erhebung von Stempelabgaben auf Grund der eidgenössischen Stempelgesetzgebung im Fürstentum Liechtenstein in denjenigen Fällen verzichtet wird, wo dieser Erhebung bestimmte, vor dem 27. Januar 1923 eingegangene Verpflichtungen der Fürstlichen Regierung entgegenstehen.

IV. Die Fürstliche Regierung wird der eidgenössischen Oberzolldirektion innert nützlicher Frist die erforderlichen Nachweise dafür erbringen, dass die ihr gemäss den Artikeln 16, 38 und 40 des vorstehenden Vertrages obliegenden Verpflichtungen bis zum 1. Januar 1924 erfüllt sein werden. Sollten auf diesen Zeitpunkt hin die in den vorerwähnten drei Artikeln genannten Voraussetzungen nach Auffassung des Schweizerischen Bundesrates nicht gegeben sein, so ist er berechtigt, bis zu deren Vorliegen das Inkrafttreten des Vertrages hinauszuschieben.

Bern, den neunundzwanzigsten März neunzehnhundertunddreiundzwanzig (29. März 1923).

Für die Schweizerische Eidgenossenschaft:
sig. *Motta.*

Für das Fürstentum Liechtenstein:
sig. *E. Beck.*

43.

GRANDE-BRETAGNE (AFRIQUE DU SUD), PORTUGAL (MOZAMBIQUE).

Accord en vue de renouveler la Partie I de la Convention entre la Grande-Bretagne (Transvaal) et le Portugal (Mozambique), conclue le 1er avril 1909;*) signé à Lisbonne, le 31 mars 1923.

Treaty Series 1923, No. 10.

Agreement made and entered into between the Honourable Sir Lancelot Douglas Carnegie, G.C.V.O., K.C.M.G., His Britannic Majesty's

Acordo feito entre o Doutor Manoel de Brito Camacho, antigo Ministro, deputado da Nação e Alto Comissario da Republica Portugueza

*) V. N. R. G. 3. s. IV, p. 885.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Portuguese Republic, acting for and behalf of the Government of the Union of South Africa, of the one part, and Doctor Manoel de Brito Camacho, formerly Minister, Member of the Parliament, High Commissioner of the Portuguese Republic for the Province of Mozambique, of the other part:

Whereas on the first day of April, 1909, a convention (hereinafter called the Convention) was made and entered into between the Government of the Transvaal and the Government of the Province of Mozambique;

And whereas by Article 40 of the Convention the Government of the Union of South Africa has taken the place of the Transvaal Government for all purposes of the Convention;

And whereas in the terms of Article 41 of the Convention due notice has been given of the termination thereof and in consequence the Convention will cease to have effect upon and after the first day of April, 1923;

And whereas it has been mutually agreed between the two Governments that Part I of the Convention, notwithstanding notice of termination aforesaid, shall continue to be in force and to have full operation and effect, subject to the right of either Government to give six months' notice to the other of its intention to terminate it:

1. The Government of the Province of Mozambique and the Government of the Union of South Africa do hereby covenant and agree with each other that Part I of the Convention shall continue in operation and of full force and effect as from the first day of April, 1923.

na Provincia de Moçambique, representando o Governo da mesma Provincia de uma parte, e o Honourable Sir L. D. Carnegie, G.C.V.O., K.C.M.G., Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario de S. M. Britanica junto da Republica Portugueza representando o Governo da União Sul Africana de outra parte:

Considerando que no dia 1 de Abril de 1909 foi concluida uma convenção (a seguir chamada a Convenção) entre o Governo do Transvaal e o Governo da Provincia de Moçambique;

E considerando que pelo artigo 40º da Convenção o Governo da União Sul Africana tomou o logar do Governo do Transvaal para todos os fins da Convenção;

E considerando que nos termos do artigo 41º da Convenção foi devidamente notificada a intenção de fazer terminar a Convenção e que por conseguinte a Convenção cessa os seus efeitos a contar do dia 1 de Abril de 1923;

E considerando que foi mutuamente concordado entre os dois Governos que a Parte I da Convenção, não obstante a notificação da supra mencionada intenção continuará em vigor e a ter plena execução e efeito, ficando o direito a cada um dos Governos de notificar ao outro com seis mezes de antecedencia a intenção de a fazer terminar:

1º. O Governo da Provincia de Moçambique e o Governo da União Sul Africana concordam e pactuam por esta forma que a Parte I da Convenção continuará em pleno vigor e efeitos a contar do dia 1 de Abril de 1923.

2. Either Government may at any time give six calendar months' notice to the other of its intention to terminate the agreement, which shall automatically lapse as soon as a definitive convention has been concluded between the two Governments.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Agreement, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Lisbon the thirty-first day of March, 1923.

(L. S.) *Lancelot D. Carnegie.*
(L. S.) *Manoel de Brito Camacho.*

2º. Cada um dos dois Governos poderá em qualquer ocasião fazer terminar este acordo, contanto que notifique ao outro, com antecipação de seis mezes, a resolução de o fazer terminar. O acordo tambem caducará automaticamente logo que uma convenção definitiva tenha sido concluida entre os dois Governos.

Em testemunho do que os abaixo assinados assinaram o presente acordo e lhe pozeram os sêlos das suas armas.

Feito em Lisboa aos 31 de Março de 1923.

(L. S.) *Manoel de Brito Camacho.*
(L. S.) *Lancelot D. Carnegie.*

44.

GRANDE-BRETAGNE, ALLEMAGNE.

Arrangement concernant les dettes et propriétés allemandes en Chine; signé à Londres, le 5 avril 1923.

Treaty Series 1923, No. 8.

Agreement relating to German Debts and Property in China.

The Government of His Britannic Majesty and the German Government have agreed as follows:

1. The debts referred to in this arrangement are debts, payable before the war or arising out of prewar contracts or transactions, due

a) From German nationals resident or branches of German businesses operating in China at the time when the debt was contracted to British nationals wherever resident, or

Abkommen betreffend Deutsche Schulden und Deutsches Eigentum in China.

Die Deutsche Regierung und die Königlich Grossbritannische Regierung haben folgendes vereinbart:

1. Unter dieses Abkommen fallen die vor dem Kriege fällig gewordenen oder aus Vorkriegsverträgen oder -geschäften stammenden Schulden

a) von Deutschen Staatsangehörigen, die zur Zeit der Entstehung der Schuld in China ansässig waren, oder von Zweigniederlassungen deutscher Geschäfte, die zur Zeit der Entstehung der Schuld in China bestanden, gegenüber britischen Staatsangehörigen, gleichviel wo diese ansässig waren, oder

b) From German nationals wherever resident to British nationals resident or branches of British businesses operating in China at the time when the debt was contracted.

Debts falling within the scope of Article 296 of the Treaty of Versailles*) are excluded.

2. After any deductions from the funds in the Custodian's hands in respect of releases, fees or expenses of the Custodian, debts admitted or found due, together with any costs awarded by the competent Court in favour of the creditor, shall be payable, in the first place, out of the proceeds of the property or cash assets belonging to the debtor in the hands of the China Custodian, and, secondly, out of any other moneys belonging to German nationals in the Custodian's hands, before the creditor is required to secure payment direct from his debtor: Provided that, before any moneys belonging to a particular German national are used to pay debts due by other German nationals, sufficient sums shall be reserved to meet all debts of the former German national which have already been admitted by him or found due, or have been notified by him as being due and falling within clause 1 of this Agreement.

b) von Deutschen Staatsangehörigen, gleichviel wo sie ansässig waren, gegenüber britischen Staatsangehörigen, die zur Zeit der Entstehung der Schuld in China ansässig waren, oder gegenüber Zweigniederlassungen britischer Geschäfte, die zur Zeit der Entstehung der Schuld in China bestanden.

Ausgeschlossen sind Schulden, die unter Artikel 296 des Vertrages von Versailles*) fallen.

2. Nach Entnahme aller etwaigen Beträge für Freigaben sowie Gebühren oder Ausgaben des Custodian aus den in den Händen des Custodian befindlichen Mitteln sollen die anerkannten oder als geschuldet festgestellten Geldverbindlichkeiten zusammen mit allen, von dem zuständigen Gericht dem Gläubiger etwa zugesprochenen Kosten in erster Linie aus den Erlösen für das Eigentum des Schuldners und seinen Barguthaben, die sich in Händen des Custodian in China befinden, und in zweiter Linie aus sonstigen Geldern deutscher Staatsangehöriger, die sich in den Händen des Custodian befinden, zu zahlen sein, bevor der Gläubiger genötigt ist, unmittelbar bei dem Schuldner Zahlung zu suchen. Bevor indessen Gelder eines bestimmten deutschen Staatsangehörigen zur Bezahlung von Schulden anderer deutscher Staatsangehöriger verwendet werden, soll ein Betrag zurückbehalten werden, der ausreicht, um alle Schulden des erstgenannten deutschen Staatsangehörigen zu decken, die von ihm bereits anerkannt oder die als geschuldet festgestellt oder die von ihm als geschuldet und unter Ziffer 1 des Abkommens fallend angemeldet worden sind.

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 546.

3. The China Custodian will notify claims by British nationals under this arrangement to an office to be established by the German Government, separate from the Clearing Office established under the Treaty of Versailles, and the German office will inform the British representative in Berlin, within two months from the date of notification, whether the debt is admitted or contested by the German debtor. Claims not contested by notification of the German office or of its Shanghai representative within this period shall, for the purpose of this Agreement, be deemed to be admitted.

Where, however, the debtor is known to be now resident in China or elsewhere out of Europe, the matter will be dealt with directly between the Custodian and the representative in Shanghai of the German office referred to in clause 4. In this event, if the debtor is resident out of ready communication with Shanghai, or in any case, under this clause, if the debtor cannot be traced from the particulars furnished by the creditor, the Custodian and the Shanghai representative of the German office may by agreement extend the period of two months above referred to for a further period not exceeding two months.

Where, in the view of the Custodian, proof of any claim notified depends upon documentary evidence, copies of any essential documents or necessary extracts therefrom, duly verified by the Shanghai representative of the German office, shall accompany the notification of the claim.

3. Der Custodian in China wird Ansprüche britischer Staatsangehöriger, die unter dieses Abkommen fallen, einem Büro mitteilen, das die Deutsche Regierung unabhängig von dem auf Grund des Versailler Vertrags errichteten Ausgleichsamt einrichten wird, und das deutsche Büro wird den britischen Vertreter in Berlin innerhalb zweier Monate vom Datum der Mitteilung an davon verständigen, ob die Schuld von dem deutschen Schuldner anerkannt oder bestritten wird. Ansprüche, die innerhalb dieses Zeitraums nicht durch eine Mitteilung des deutschen Amts oder seines Vertreters in Shanghai bestritten werden, werden im Sinne des Abkommens als anerkannt betrachtet.

Soweit jedoch bekannt ist, dass der Schuldner gegenwärtig in China oder sonst ausserhalb Europas ansässig ist, wird die Angelegenheit zwischen dem Custodian und dem in Ziffer 4 erwähnten Vertreter des deutschen Büros in Shanghai erledigt werden. Wenn in diesem Fall der Schuldner an einem Orte ansässig ist, der keine schnelle Verbindung mit Shanghai hat, oder in allen Fällen, die unter diese Ziffer fallen, wenn der Schuldner auf Grund der Angaben des Gläubigers nicht aufgefunden werden kann, können der Custodian und der Vertreter des deutschen Büros in Shanghai im Wege der Vereinbarung die oben erwähnte Frist von zwei Monaten weiter, aber nicht über zwei Monate hinaus, verlängern.

Wenn nach Ansicht des Custodian der Nachweis eines mitgeteilten Anspruchs von urkundlichen Belegen abhängt, so sollen der Mitteilung des Anspruchs Abschriften aller wichtigen Dokumente oder entsprechende Auszüge beigefügt werden, die von dem Vertreter des deutschen Büros in

Shanghai ordnungsgemäss zu beglaubigen sind.

4. To facilitate discussions between the China Custodian and the German office, the latter will appoint a representative at Shanghai.

4. Um die Verhandlungen zwischen dem Custodian in China und dem deutschen Büro zu erleichtern, wird das letztere einen Vertreter in Shanghai bestellen.

5. Claims not admitted may be submitted by the creditor to the Anglo-German Mixed Arbitral Tribunal, and any sum found due by the Tribunal shall, if the Tribunal certify that it falls within the categories of debts indicated in clause 1, be payable by the China Custodian as laid down in clause 2. The two Governments will at once approach the Mixed Arbitral Tribunal with the request that the Tribunal will consent to issue the certificates above referred to.

5. Nicht anerkannte Ansprüche können von dem Gläubiger dem deutsch-englischen Gemischten Schiedsgerichtshofe unterbreitet werden, und jede Summe, die von dem Gerichtshof als geschuldet festgestellt worden ist, soll, wenn der Gerichtshof bescheinigt, dass sie unter die Kategorien der Schulden nach Ziffer 1 fällt, von dem Custodian in China nach Massgabe der Ziffer 2 zu zahlen sein. Die beiden Regierungen werden alsbald an den Gemischten Schiedsgerichtshof mit dem Ersuchen herantreten, die erwähnten Bescheinigungen auszustellen.

6. Creditors whose claims are notified by the Custodian to the German office shall undertake not to pursue any alternative remedy open to them during a period of tree months from the date of notification, or, where an extension has been made under clause 2, during a period not exceeding five months. Without prejudice to any rights of a creditor, where a claim, not having been notified by the claimant under this Agreement or not admitted within the period above referred to, is pursued by any alternative method open to the claimant, any sum admitted by the debtor or found due by a competent Tribunal will be paid by the Custodian (if he considers, after consulting the Shanghai representative of the German office, that the debt falls within the provisions of clause 1) from any funds

6. Gläubiger, deren Ansprüche von dem Custodian dem deutschen Büro mitgeteilt sind, sind verpflichtet, ihren Anspruch innerhalb einer Frist von 3 Monaten seit dem Tage der Notifikation oder im Falle einer Fristverlängerung nach Artikel 2 während eines Zeitraums bis zu 5 Monaten auf keinem anderen für sie möglichen Wege zu verfolgen. Unbeschadet eines etwa bestehenden Rechts eines Gläubigers wird, wenn ein Anspruch der von einem Gläubiger nicht auf Grund des Abkommens angemeldet oder der innerhalb der oben genannten Frist nicht anerkannt worden ist, von dem Gläubiger auf einem anderen für ihn möglichen Wege verfolgt wird, jede Summe, die von dem Schuldner anerkannt oder von einem zuständigen Gerichtshof als geschuldet festgestellt ist, von dem Custodian (wenn er nach

in his hands belonging to German nationals.

7. Where liquidation of German property has not been begun, it will be postponed, and will only be proceeded with if further funds are required to meet claims with which the property in question may be charged in accordance with the Treaty of Versailles.

Where liquidation has been begun, but the property has not actually been sold, the realisation will be postponed, unless, in the opinion of the Custodian, such postponement will be detrimental to the interests of the estate. In that event the proceeds of sale shall be applied in the same way as the property referred to in this clause.

8. Statements of proceeds of liquidation of German property in China will be furnished in a similar form to the statements furnished of proceeds of German property in the United Kingdom. In addition, statements will be furnished of any debts paid out of such proceeds.

9. The books of account of German nationals which have come into the possession or are under the control of the Custodian in connection with the liquidation of German property in China shall, subject to any provisions to the contrary under local law, so soon as the Custodian is satisfied that they are no longer necessary for the carrying out of his duties under this Agreement, be returned

Befragung des deutschen Vertreters in Shanghai die Schuld als unter die Bestimmungen der Ziffer 1 fallend erachtet) aus dem deutschen Vermögen, das sich in seinen Händen befindet, bezahlt werden.

7. Soweit eine Liquidation deutschen Vermögens noch nicht begonnen hat, wird sie zurückgestellt und nur dann fortgesetzt werden, wenn weitere Mittel erforderlich sind, um Ansprüche zu decken, mit denen das in Rede stehende Eigentum gemäss dem Vertrage von Versailles belastet werden kann.

Soweit eine Liquidation bereits begonnen, aber das Eigentum gegenwärtig noch nicht verkauft ist, wird der Verkauf zurückgestellt werden, sofern nicht nach Ansicht des Custodian eine solche Zurückstellung dem Interesse des Gutes abträglich ist. In diesem Fall sollen die Verkaufserlöse in derselben Weise wie das in dieser Ziffer erwähnte Eigentum verwendet werden.

8. Aufstellungen über die Erlöse aus der Liquidation des deutschen Eigentums in China sollen in ähnlicher Weise wie die Aufstellungen über die Erlöse aus dem deutschen Eigentum in dem Vereinigten Königreich geliefert werden. Ausserdem sollen auch Aufstellungen über alle Schulden, die aus den Liquidationserlösen bezahlt sind, geliefert werden.

9. Die Geschäftsbücher deutscher Staatsangehöriger, die im Zusammenhang mit der Liquidation des deutschen Eigentums in China im Besitze oder unter der Kontrolle des Custodian sind, sollen, unbeschadet entgegenstehender Bestimmungen des örtlichen Rechts, sobald der Custodian überzeugt ist, dass sie für die Durchführung seiner Pflichten gemäss diesem Abkommen nicht weiter nötig sind,

to the Shanghai representative of the German office to be forwarded to the German Government. In the meantime the German national concerned or his representative will be permitted access to the said books on payment of any incidental expenses.

In cases in which liquidation is postponed, extracts from such books, certified by the Custodian, will be furnished on request at the expense of the German national.

10. This Agreement shall come into force as from the date of signature. The detailed arrangements for giving effect to it shall be settled between the German office and the Custodian or their representatives.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at London in duplicate in English and German texts, the 5th April, 1923.

dem deutschen Vertreter in Shanghai zur Übersendung an die Deutsche Regierung zurückgegeben werden. In der Zwischenzeit soll der betreffende deutsche Staatsangehörige oder sein Vertreter gegen Bezahlung etwaiger Unkosten die genannten Bücher einsehen dürfen.

In Fällen, in denen die Liquidation zurückgestellt wird, werden auf Antrag aus solchen Büchern Auszüge, die von dem Custodian zu beglaubigen sind, auf Kosten des deutschen Staatsangehörigen geliefert werden.

10. Dieses Abkommen tritt mit dem Tag der Unterzeichnung in Kraft. Jedoch sollen zwischen dem deutschen Büro und dem Custodian in China oder ihren Vertretern die für seine Durchführung erforderlichen ausführlichen Bestimmungen getroffen werden.

Zu Urkund dessen haben die von ihren Regierungen gehörig bevollmächtigten Unterzeichneten das vorliegende Abkommen unterschrieben und ihre Siegel beigesetzt.

In doppelter Urschrift ausgefertigt zu London in Deutsch und Englisch, am 5. April 1923.

(L. S.) *Curzon of Kedleston.*
(L. S.) *Sthamer.*

45.

SUISSE, ITALIE.

Accord relatif au chemin de fer du St.-Gothard; signé à Berne, le 1er mai 1923.

Raccolta delle leggi federali (Berne) 1923, No. 11.

Il Consiglio federale svizzero e Sua Maestà il Re d'Italia, desiderando di prolungare la durata dell' accordo concluso a Berna il 24 settembre 1921*)

*) V. N. R. G. 3. s. XV, p. 640.

relativo alla convenzione principale del Gottardo del 13 ottobre 1909*), hanno convenuto quanto segue:

1. a deroga parziale e temporanea delle disposizioni dell'art. 10 della predetta convenzione principale concernente le tariffe per il trasporto dei viaggiatori e dei bagagli, il R. Governo Italiano consente che l'applicazione alle tariffe stesse delle tasse e soprattasse del servizio interno svizzero, già prorogata al 1⁰ maggio 1923, sia ulteriormente prorogata al 1⁰ maggio 1924;

2. a deroga parziale e temporanea delle disposizioni dell'art. 12 della convenzione principale, il R. Governo Italiano consente che l'applicazione della riduzione del 50% delle soprattasse di montagna, già prorogata al 1⁰ maggio 1923, sia ulteriormente prorogata al 1⁰ maggio 1924.

Le disposizioni di cui sopra hanno carattere eccezionale.

Berna, 1⁰ maggio 1923.

A nome del Consiglio federale svizzero,
firm. *Dr. Haab.*

A nome di Sua Maestà il Re d'Italia,
firm. *Garbasso.*

46.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE, ITALIE, DANTZIG, POLOGNE.

Convention relative à la rétrocession des biens publics allemands situés à Dantzig, ainsi qu'au transfert de certains de ces biens au Conseil du Port de la Ville Libre; signée à Dantzig, le 3 mai 1923.

Treaty Series 1924, No. 24.

Les Soussignés, MM. Basil Fry, Gaston Leverve, Paolo Bertanzi, agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par:

L'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon, signataires avec les Etats-Unis d'Amérique, comme Principales Puissances alliées ou associées, du Traité de Paix de Versailles, et dont copie certifiée conforme est ci-annexée, sont tombés d'accord, chacun en ce qui le concerne, sur les dispositions suivantes relativement à la rétrocession, par application de l'Article 107 du Traité de Versailles,**) des biens publics allemands situés à Dantzig ainsi qu'au transfert de certains de ces biens au Conseil du Port de la Ville Libre.

Section I.

Biens rétrocédés à la Ville Libre de Dantzig.

Les anciens biens propriétés de l'Empire ou des Etats allemands sur le territoire de la Ville Libre de Dantzig désignés ci-après, sont, par les

---

*) V. N. R. G. 3. s. VIII, p. 195.

**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 422.

présentes, déclarés rétrocédés par les Principales Puissances alliées agissant en vertu de l'Article 107 du Traité de Paix du 28 juin 1919 à la Ville Libre de Dantzig qui en demeurera cessionnaire dans les conditions prévues à l'Article 256 dudit Traité et aux annexes ci-jointes.

Sauf indication contraire, toute cession d'un bâtiment comporte la cession du mobilier qu'il renferme et toute cession d'un terrain comporte la cession de tout bâtiment qui s'y trouve, sous réserve des droits des tiers et de l'obligation de restituer les objets de toute nature prévus à l'Article 238 du Traité de Paix du 28 juin 1919 et pouvant se trouver parmi les biens rétrocédés.

En tant que la délimitation des biens rétrocédés n'est pas expressément prévue dans le présent acte, elle sera faite sur place, le cas échéant, par accord entre les parties intéressées; dans le cas où celles-ci ne pourraient pas s'entendre, elles désigneraient ou feraient désigner par le Haut-Commissaire de la Société des Nations un arbitre dont la décision sera définitive.

Liste des Biens rétrocédés.

Oberpräsidium, Neugarten 12—16.

Landesgericht, Neugarten 30.

Résidence de l'ancien Président de la Province, Hansaplatz 15.

L'Ecole Polytechnique (Technische Hochschule) dans les conditions prévues à l'Annexe A.

Le bâtiment situé Neugarten 28 au fond de la cour et actuellement occupé par l'administration des écoles.

Bâtiments de l'ancienne Caisse d'épargne („Kreiskassengebäude“), Jopengasse 33.

Collège de l'Etat, Weidengasse 1.

Maison du Directeur, Langgarten 14.

Lycée du Kronprinz Wilhelm, maison du Directeur, Falkenweg, 7 Langfuhr.

Ecole normale avec deux maisons d'habitation, St. Michälsweg, Langfuhr.

Station de quarantaine, Einlage (à l'exception des berges de l'île qui sont transférées au Conseil du Port).

Station de quarantaine, Platenhof.

Station du quarantaine, Neufahrwasser.

Prison centrale avec bâtiments d'habitation, Schiessstange 9, 10, 11.

Bâtiments d'habitation, Schützengasse 5, 6, 7.

Cour de justice, prison, maisons d'habitation, Zoppot (au coin des rues Burgstrasse et Gerichtstrasse).

Cour de justice, prison, maison d'habitation, Tiegenhof.

Préfecture de police, prison de police et maison d'habitation (avec dépendances), Karrenwall et Reitbahn 4 A.

Bâtiments des postes de gendarmerie, Meisterwalde.

Bâtiments des postes de gendarmerie, Stutthof.

Bâtiments des postes de gendarmerie, Sobbowitz.

Théâtre municipal, Kohlenmarkt.

Arsenal, Grosse Scharmachergasse 5/6, Kleine Scharmachergasse 4.
L'Administration centrale des postes, Lastadie et Ankerschmiedengasse.
Bureau de poste, Langgasse 22-25, Dantzig.
La poste, Hauptstrasse IOOA, Langfuhr.
Le bureau de poste (avec dépendances), Zoppot.
Le bureau de poste, Neufahrwasser.
Le bureau de poste (avec dépendances), Tiegenhof.
La poste à:

Brunau;
Einlage;
Grosslesewitz;
Grosslichtenau;
Grossmannsdorf;
Hohenstein;
Jungfer;
Kriefkohl;
Kunzendorf;
Ladekapp;
Marinau;
Neumünsterberg;
Oliva;
Schönbrunn;
Simonsdorf;
Sobbowitz;
Stutthof;
Zeyer;

L'Artillerie-Werkstatt.
L'Offizierskasino, Melzergasse.
L'Eglise Sainte Elisabeth.
L'ancienne maison de correction, Conradshammer.
Immeuble de l'ancienne usine à gaz, Thornscher Weg.

Le bâtiment et terrain du Staats-Archiv et les archives d'Etat qui s'y trouvent à l'exception de ceux qui ont été attribués à la Pologne par acte de ce jour et dans les conditions prévues à l'Annexe B.

La ligne d'embranchement des chemins de fer de Troyl à Rieselfeld.

La partie de la Westerplatte qui n'a pas été attribuée au Conseil du Port.

La partie de Brösen et les autres terrains de la plage qui n'ont pas été attribués au Conseil du Port.

Les terrains et bâtiments situés dans le voisinage des cours d'eau et qui n'ont pas été attribués au Conseil du Port.

Le fort et le fossé de Weichselmünde.

Les domaines et forêts, le domaine de Schellmühl, les Exerzierplätze et Schiessplätze et les terrains des anciennes fortifications, à l'exception des parties de ces biens qui ont été attribuées par ailleurs soit au Conseil du Port, soit à la Pologne.

Le château et le parc d'Oliva.

Les bâtiments et terrains appartenant à l'Administration des douanes, à l'exception des hangars attribués au Conseil du Port.

Les casernes et autres anciens établissements militaires, à l'exception de ceux qui ont été attribués par ailleurs soit au Conseil du Port, soit à la Pologne.

L'Ecole de navigation, Karpfenseigen, dans les conditions prévues à l'Annexe C.

Les hangars du champ d'aviation à Langfuhr, dans les conditions prévues à l'Annexe D.

Une partie des fils télégraphiques et téléphoniques et des autres biens et objets appartenant à l'Administration des postes, conformément aux dispositions mentionnées à l'Annexe E.

Annexe A.

Accord conclu entre le Sénat de la Ville Libre de Dantzig et la Délégation Polonaise.

Le Sénat de la Ville Libre déclare être prêt, dans le cas où l'Ecole Polytechnique serait attribuée à la Ville Libre de Dantzig, à garantir les intérêts des étudiants de nationalité polonaise à l'Ecole Polytechnique de la manière suivante:

1. Le Sénat de la Ville Libre s'engage à établir à l'Ecole Polytechnique un lectorat pour la langue et la littérature polonaises de la même manière que les lectorats existants et à charger le lecteur d'organiser des leçons polonaises. L'engagement de ce lecteur sera fait conformément à la constitution de l'Ecole Polytechnique, l'agrément sera donné par le Sénat de la Ville Libre après un accord obtenu avec le Gouvernement Polonais.

2. Le Sénat de la Ville Libre de Dantzig se propose d'établir un cours de géographie économique de la Pologne.

3. Le Sénat de la Ville Libre s'engage à prendre soin que l'Ecole Polytechnique procure les livres nécessaires et les moyens d'instruction pour les besoins spéciaux des nationaux polonais. Le Gouvernement Polonais fera, le cas échéant, des propositions à ce sujet au Sénat de la Ville Libre.

4. Pour l'admission on observera les règles suivantes:

a) On garantira l'égalité de traitement aux étudiants de nationalité polonaise.

b) En cas d'établissement d'un *numerus clausus*, le Sénat de la Ville Libre se mettra d'accord avec le Gouvernement de la République Polonaise pour sauvegarder les droits des étudiants polonais garantis au paragraphe (a). Dans les limites du contingent attribué à la Pologne, on prendra en considération en première ligne pour l'admission des aspirants l'éloignement plus ou moins grand de leur pays d'origine en Pologne.

Dantzig, le 27 juillet 1921.

Annexe B.

Lettres de la Commission de Répartition des Biens d'Etat à M. le Président du Sénat de la Ville Libre et M. le Président de la Délégation Polonaise.

Dantzig, le 29 juillet 1921.

M. le Président,

La Commission de Répartition des biens d'Etat a examiné les propositions de M. le Président du Sénat de la Ville Libre et de M. le Pré-

sident de la Délégation polonaise concernant l'attribution du Staatsarchiv, et elle a l'honneur de vous faire connaître les décisions suivantes:

Les archives d'Etat se trouvant dans le Staatsarchiv et qui se rapportent aux territoires cédés à la Pologne sont attribuées à la Pologne; les autres archives d'Etat se trouvant dans le bâtiment du Staatsarchiv sont attribuées à la Ville Libre. Les archives qui sont déja propriété de la Ville Libre ne font pas partie de cette attribution.

Le bâtiment et le terrain sont attribués à la Ville Libre.

Ces attributions sont subordonnées à la condition, acceptée par M. le Président du Sénat dans sa lettre du 27 juillet, que, dans le cas où le Gouvernement Polonais désirerait garder dans le bâtiment du Staatsarchiv les archives qui lui ont été attribuées, la Ville Libre serait obligée de mettre à sa disposition des salles propres à cet objet, moyennant le payement par le Gouvernement Polonais d'une part proportionnelle des frais d'entretien du bâtiment.

La Commission soumettra ces attributions à la confirmation de la Conférence des Ambassadeurs et vous fera connaître cette confirmation dès qu'elle sera donnée.

Il doit être entendu que la présente attribution est faite sous réserve des droits des tiers et de l'obligation de restituer les objets de toute nature prévus à l'Article 238 du Traité de Versailles et pouvant se trouver parmi le matériel attribué.

Enfin, la lettre du 27 juillet de M. le Président du Sénat fait connaître une demande de M. Förster au sujet d'une partie des archives à laquelle l'Etat Allemand peut avoir droit.

La Commission n'a pas qualité pour prendre de décision à cet égard et laisse à la Ville Libre le soin de donner à cette demande la suite qu'elle comporte.

La présente communication, dont vous êtes prié d'accuser réception, est adressée également à M. le Président (1) de la Délégation polonaise, (2) du Sénat de la Ville Libre de Dantzig.

Veuillez agréer, etc.

Gaston Leverve.
Edward H. Carr.
P. Bertanzi.

Dantzig, le 12 mars 1922.

M. le Président,

A la suite de la décision prise pour attribution des archives d'Etat se trouvant à Dantzig et communiquée par la Commission dans sa lettre du 29 juillet 1921, des observations et demandes d'éclaircissements ont été présentées sur quelques points au nom du Gouvernement de la Pologne.

La Commission de Répartition a examiné de concert avec les représentants de la Pologne et de la Ville Libre les questions soulevées et cet examen a abouti aux conclusions suivantes:

1. Il a été signalé tout d'abord que certains actes et autres documents ont été enlevés des archives de Dantzig dans l'été 1919 par ordre des autorités allemandes.

Le Gouvernement de Dantzig fournira au Gouvernement Polonais, s'il le demande, tous les renseignements qu'il possède sur les pièces retirées et la date de l'enlèvement.

Il appartient d'ailleurs à ces deux Gouvernements, s'ils se trouvent lésés, de soumettre une requête à la Conférence des Ambassadeurs, en vue de réclamer du Gouvernement Allemand le retour des documents enlevés.

2. En ce qui concerne le partage des archives qui se trouvent encore à Dantzig, la Délégation polonaise a proposé de désigner un arbitre neutre pour trancher les différends qui pourraient s'élever entre les deux Parties dans l'exécution du partage.

Mais cette exécution n'est pas commencée; par suite aucun différend ne s'est encore produit et la désignation actuelle d'un arbitre serait prématurée.

Dans ces conditions, il est préférable de commencer le partage sans plus de retard sur les bases posées par la décision d'attribution. Si les Parties ne peuvent se mettre d'accord dans l'exécution du partage, elles désigneront d'un commun accord un arbitre ou prieront le Haut Commissaire de la Société des Nations de vouloir bien le désigner.

La Commission vous prie de vouloir bien lui accuser réception de la présente.

Veuillez agréer, etc.

Gaston Leverve.
Edward H. Carr.
P. Bertanzi.

Annexe C.

Lettre adressée à la Commission de Répartition des Biens d'Etat par M. le Président du Sénat de la Ville Libre.

Dantzig, le 8 mars 1922.

Messieurs,

Pour le cas que l'Ecole de navigation, Karpfenseigen, serait attribuée à la Ville Libre, le Sénat donne la suivante assurance formelle:

„Aucune discrimination ne sera exercée, au préjudice des nationaux polonais ou autres étudiants d'origine ou de langue polonaise, qui seront traités de la même façon que les nationaux de la Ville Libre.

„Toutefois, les candidats polonais ne seraient admis à l'Ecole que dans les limites disponibles après l'admission des nationaux de la Ville Libre. Les candidats polonais auront la priorité sur les autres candidats étrangers. L'Ecole sera soumise à la législation et l'administration scolaires de la Ville Libre.

„Dans le cas où l'Ecole pour une raison quelconque serait transportée dans un autre local, la Ville s'engage à consacrer les mêmes avantages aux étudiants polonais."

Je fais remarquer que j'ai ajouté à la proposition discutée dans notre conférence seulement les mots „et l'administration."

Veuillez agréer, etc.

Sahm.

Annexe D.

Lettre adressée à la Commission de Répartition des Biens d'Etat par M. le Président du Sénat de la Ville Libre.

Dantzig, le 19 décembre 1921.

Messieurs,

En réponse à votre lettre datée le 14 courant, j'ai l'honneur de vous affirmer que, dans le cas où les hangars du champ d'aviation seraient attribués à la Ville Libre, le Sénat serait prêt à prendre les engagements suivants:

a) A faciliter l'utilisation de ces hangars par les aéronefs des Puissances Alliées et Associées empruntant Dantzig dans les mêmes conditions que par ceux d'autres Puissances.

b) A assurer aux aéronefs des Puissanees Alliées et Associées la délivrance au prix en cours dans la localité du combustible nécessaire à ces aéronefs pour la continuation de leur voyage et à donner auxdits aéronefs toutes facilités en ce qui concerne les réparations.

Agréez, etc.

Sahm.

Annexe E.

Lettre de la Commission de Répartition des Biens d'Etat à M. le Président du Sénat de la Ville Libre et à M. le Président de la Délégation Polonaise.

Paris, le 3 mai 1922.

M. le Président,

La Commission de Répartition des Biens d'Etat a l'honneur de vous faire savoir qu'elle a examiné, à l'occasion de sa dernière visite à Dantzig, la question de l'attribution du matériel postal, télégraphique et téléphonique se trouvant sur le territoire de la Ville Libre, et a pris les décisions ci-après, qui ont été approuvées par la Conférence des Ambassadeurs dans sa séance du 5 avril:

Sont attribués à la Pologne les fils télégraphiques et téléphoniques suivants:

		Télégraphes.	Téléphones.
Direction	Dirschau . . .	6 fils	3 fils
„	Neustadt . . .	1 fil	1 fil
„	Karthaus . . .	1 fil	1 fil
„	Stargard . . .	1 fil	1 fil

Les autres fils télégraphiques et téléphoniques sont attribués à la Ville Libre.

La partie du câble Danzig-Thorn se trouvant sur le territoire de la Ville est attribuée à la Pologne. Les autres câbles sur le territoire de la Ville Libre sont attribués à la Ville Libre.

Les installations centrales téléphoniques sont attribuées à la Ville Libre.

Les installations centrales télégraphiques sont attribuées à la Ville Libre sauf obligation pour celle-ci de fournir au Gouvernement Polonais un nombre d'appareils transmetteurs et recepteurs proportionnel au nombre des lignes qui sont attribuées à la Pologne par la présente décision.

Le reste du matériel et de l'outillage techniques se rattachant aux câbles et aux lignes télégraphiques et téléphoniques est attribué avec les câbles et les lignes auxquels il se rapporte.

Les poteaux télégraphiques et téléphoniuqes sont attribués à la Ville Libre qui aura l'obligation, sur la demande du Gouvernement Polonais et moyennant un payement proportionnel pour subvenir aux frais d'entretien et de renouvellement, de garder sur ses poteaux les fils télégraphiques et téléphoniques attribués à la Pologne.

Les aprovisionnements de tout matériel ci-dessus visé sont partagés entre la Pologne et la Ville Libre dans les mêmes proportions que les câbles et les lignes télégraphiques et téléphoniques. Sont exclus de cette décision les approvisionnements qui ont pu être achetés par la Ville Libre depuis le 10 janvier 1920.

L'installation des bureaux, les voitures ambulantes et le reste des biens meubles appartenant à l'administration des postes sont attribués à la Ville Libre.

Dans le cas où les deux Parties n'arriveraient pas à s'entendre sur un point quelconque dans l'application de la présente décision, elles désigneraient, ou feraient désigner par le Haut Commissaire de la Société des Nations, un arbitre dont la décision sera définitive.

La Ville Libre continuera à assurer les services avec toutes les lignes sous les conditions actuelles jusqu'à ce que le Gouvernement Polonais soit en mesure d'effectuer l'exploitation des lignes qui lui sont attribuées par la présente décision.

Il doit être entendu que ces attributions sont faites sous réserves des droits des tiers et de l'obligation de restituer les objets de toute nature prévus à l'Article 238 du Traité de Versailles et pouvant se trouver parmi le matériel attribué.

Veuillez agréer, etc.

Gaston Leverve.
Edward H. Carr.
P. Bertanzi.

Section II.

Biens rétrocédés à la République de Pologne.

Les anciens biens et propriétés de l'Empire ou des Etats allemands sur le territoire de la Ville Libre de Dantzig, désignés ci-après, sont, par les présentes, déclarés rétrocédés par les Principales Puissances alliées, agissant en conformité de l'Article 107 du Traité de Paix du 28 juin 1919, à la Pologne qui en demeurera cessionnaire dans les conditions prévues à l'Article 256 dudit Traité et aux Annexes ci-jointes.

Sauf indication contraire, toute cession d'un bâtiment comporte la cession du mobilier qu'il renferme et toute cession d'un terrain comporte la cession de tout bâtiment qui s'y trouve, sous réserve des droits des tiers et de l'obligation de restituer les objets de toute nature prévus à l'Article 238 du Traité de Paix du 28 juin 1919 et pouvant se trouver parmi les biens rétrocédés.

En tant que la délimitation des biens rétrocédés n'est pas expressément prévue dans le présent acte, elle sera faite sur place, le cas échéant, par accord entre les Parties intéressées; dans le cas où celles-ci ne pourraient pas s'entendre, elles désigneraient ou feraient désigner par le Haut Commissaire de la Société des Nations un arbitre dont la décision serait définitive.

Liste des Biens rétrocédés.

Kommandantur, Neugarten 7. Weichselstrombauverwaltung, Neugarten 27.

La caserne Petershagen ainsi que le terrain qui l'entoure, limité à l'est par le rempart qui, avec les casemates qu'il renferme, n'est pas compris dans l'attribution, à l'ouest par la voie ferrée, au nord par la rue Am Weissen Turm, au sud par un mur avec grille, au sud-est par un mur prolongé en ligne droite qui constitue, avec la propriété avoisinante, un mur mitoyen.

Dans les casernes des télégraphistes, à Langfuhr, le troisième grand bâtiment d'habitation côté nord, quatre bâtiments annexés, soit deux écuries, latrine et manège, avec un terrain autour à usage de cour et jardin, limité au nord et à l'est par le mur d'enceinte, à l'ouest par la Neue Strasse, au sud par une ligne qui sera fixée d'accord entre la Pologne et la Ville Libre, en assurant un accès sur la Brösenerweg et sur la Neue Strasse.

Un terrain nu de 2 hectares, pris sur l'emplacement des fortifications, entre les rues Sandgraben et Neugarten, ayant son front sur la rue Neugarten avec accès immédiat sur cette rue.

Les archives d'Etat se trouvant dans le Staatsarchiv et qui se rapportent aux territoires cédés à la Pologne (voir Annexe B de la Section I du présent Acte) et la partie des archives se trouvant au Hafenbauamt, qui se rapporte à la Côte polonaise.

Les stocks d'armes ainsi que le matériel et l'outillage de fabrication d'armes se trouvant dans la fabrique d'armes („Gewehrfabrik") (voir Annexe A de la Section II du présent Acte).

Les lignes de chemins de fer, ainsi que tous les terrains, établissements et biens mobiliers qui s'y rattachent, se trouvant en dehors de la ligne rouge tracée sur la carte annexée à la décision du Haut Commissaire en date du 15 août 1921.

La moitié du matériel roulant des chemins de fer, conformément à l'Accord conclu le 24 novembre 1921 entre le Conseil du Port et l'Administration polonaise des chemins de fer et qui se trouve dans les archives du Conseil du Port (*Journal*, Sekt III, No. 32/21).

L'Eisenbahndirection.

Le terrain du camp d'immigration polonais à Munitionshof, tel qu'il est délimité à l'Annexe B de la Section II du présent Acte.

Dans le Grosser Exerzierplatz, à Langfuhr, une bande de terrain d'une largeur de 50 mètres le long du chemin de fer.

Dans le Korpsbekleidungsamt, Hansaplatz, les bâtiments suivants:

a) L'ancien Wohlfahrtsgebäude se trouvant à l'extrémité ouest de l'ensemble de bâtiments;

b) L'ancien Verheiratetenwohngebäude se trouvant au centre de l'ensemble de bâtiments.

La caserne de Neufahrwasser.

L'aile nord du bâtiment de l'hôpital de la garnison en façade sur Heveliusplatz.

La partie isolée du Proviantamt comprenant trois hangars (anciens magasins à sel) et une cour et située à l'intersection du Kielgraben et de l'Englischer Damm.

Les citernes et réservoirs à huile de pétrole du Marinekohlenlager avec l'installation de pompage, machinerie et conduits, y compris le terrain sur lequel ils se trouvent, dans les conditions prévues à l'Annexe C de la Section II du présent Acte.

Une partie des fils télégraphiques et téléphoniques et des autres biens et objets appartenant à l'Administration des Postes définis à l'Annexe E de la Section I du présent Acte.

Annexe A.

Lettre de la Commission de Répartition des Biens d'Etat à M. le Président du Sénat de la Ville Libre et à M. le Président de la Délégation Polonaise.

Dantzig, le 9 décembre 1921.

M. le Président,

M. le Président du Sénat de la Ville Libre et M. le Président de la Délégation Polonaise ont porté à la connaissance de la Commission de Répartition des Biens d'Etat quelques difficultés et désaccords qui se sont produits quant à l'interprétation et l'exécution de ses décisions des 22 et 29 juillet par lesquelles elle a attribué à la Pologne tout le matériel et l'outillage de fabrication d'armes de la Gewehrfabrik, ainsi que les stocks d'armes qui s'y trouvent, et à la Ville Libre les bâtiments de la fabrique.

Pour mettre fin à ces difficultés, la Commission a l'honneur de vous faire connaître que ses décisions doivent être interprétées comme suit:

a) Sont attribués à la Pologne tout le matériel et l'outillage de la fabrique ayant servi autrefois à la fabrication soit d'armes de guerre, soit d'armes de chasse (que ce matériel ait été postérieurement adapté, ou non, à d'autres buts), y compris les machines servant aux réparations, à la fabrication des pièces de rechange, ainsi que de l'outillage destiné à la fabrication d'armes, les moteurs, dynamos et machines à vapeur, mais à l'exclusion des installations ou machines fixes, qui, faisant partie des bâtiments mêmes, doivent être compris dans l'attribution à la Ville Libre des bâtiments de la fabrique.

b) Sont attribués également à la Pologne les plans et dessins des machines et de l'outillage. Le mobilier de bureau de la fabrique est attribué avec les bâtiments à la Ville Libre.

c) En ce qui concerne les machines achetées par la Ville Libre ou par la Direction de la fabrique après le 10 janvier 1920, la Commission ne peut que se référer à sa lettre du 30 août 1921, alinéa 2, traitant le même objet.

d) La Commission s'adresse à la Commission des Réparations (Service des Restitutions), en vue d'obtenir une liste complète et précise du matériel à livrer conformément à l'Article 238 du Traité de Versailles. Cette liste sera communiquée à la Ville Libre et à la Pologne qui l'accepteront comme définitive.

Dans les cas où les deux Parties n'arriveraient pas à s'entendre sur l'application d'un point quelconque des décisions ci-dessus, elles désigneront à cet effet un arbitre impartial qui, après expertise sur place, statuera définitivement. A défaut d'accord sur le choix de cet arbitre, il sera désigné par le Haut Commissaire.

Veuillez agréer, etc.

Gaston Leverve.
Edward H. Carr.
P. Bertanzi.

Annexe B.

Extrait de la Décision annexée à la Lettre de la Commission de Répartition des Biens d'Etat du 11 mars 1922.

Le camp d'émigration polonais est délimité comme il est figuré sur le plan ci-joint; il comprend l'ancien camp délimité par l'Accord du 2 juin 1920, entre l'Administration alliée, le Commissaire général de Pologne et le Magistrat de Dantzig, cet ancien camp étant élargi de dix mètres vers l'ouest sur toute sa longueur; en outre, il est prolongé par un couloir d'accès à la Vistule.

Toutefois, il est entendu que cette décision ne comporte pas l'attribution du chemin public le long de la Vistule.

La circulation des trains de marchandises sur la voie intérieure du camp d'émigration ne pourra plus avoir lieu aussitôt que l'Administration polonaise des chemins de fer aura établi la jonction des voies x y (voir plan ci-joint) pour faciliter l'exploitation du terrain attribué au Conseil du port.

Annexe C.

Lettre de la Commission de Répartition des Biens d'Etat à M. le Président de la Délégation Polonaise.

Dantzig, le 10 mars 1922.

M. le Président,

Par votre lettre du 20 décembre 1921, vous avez bien voulu informer la Commission de Répartition des Biens d'Etat que, dans le cas où les

réservoirs à pétrole du Marinekohlenlager seront attribués à la Pologne, le Gouvernement Polonais prend l'engagement:

a) De maintenir les réservoirs en bon état de fonctionnement et les approvisionner de pétrole;

b) D'assurer, sur la demande du Conseil du port, le ravitaillement des navires empruntant le port de Dantzig qui emploient ce combustible, sans distinction de nationalité et au prix courant.

La Commission, ayant pris connaissance de cet engagement, a l'honneur de vous informer qu'elle a décidé d'attribuer à la Pologne les citernes et réservoirs à huile de pétrole du Marinekohlenlager avec l'installation de pompage, machinerie et conduits, y compris le terrain sur lequel ils se trouvent. La délimitation entre les citernes et le reste du Marinekohlenlager qui, par la lettre de la Commission en date du 29 juillet 1921, a été attribué au Conseil du port, sera faite d'accord entre les deux Parties; dans le cas où celles-ci n'arriveraient pas à s'entendre, elles désigneraient, ou feraient désigner par le Haut Commissaire de la Société des Nations, un arbitre dont la décision sera définitive.

Il doit être entendu que la présente attribution est faite sous réserve des droits des tiers et de l'obligation de restituer les objets de toute nature prévus à l'Article 238 du Traité de Versailles et pouvant se trouver parmi les biens attribués.

La Commission soumettra cette attribution à la confirmation de la Conférence des Ambassadeurs et ne manquera de vous communiquer cette confirmation dès qu'elle sera donnée.

Une copie de cette lettre est envoyée à M. le Président du Sénat de la Ville Libre et à M. le Président du Conseil du Port.

Veuillez agréer, etc.

Gaston Leverve.
Edward H. Carr.
P. Bertanzi.

Section III.

Biens transférés au Conseil du Port.

Les anciens biens et propriétés de l'Empire ou des Etats Allemands sur le territoire de la Ville Libre de Dantzig désignés ci-après par les Principales Puissances Alliées agissant en vertu de l'Article 107 du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et de l'Article 25, alinéa 1er, de la Convention conclue entre la Pologne et la Ville Libre de Dantzig le 9 novembre 1920*) en exécution de l'Article 104 dudit Traité sont, par les présentes, déclarés rétrocédés, dans les conditions prévues à l'Article 256 dudit Traité, à la Pologne et à la Ville Libre, et transférés par celles-ci au Conseil du Port et des Voies d'eau de Dantzig, qui en demeurera cessionnaire dans les conditions mentionnées dans les annexes ci-jointes

*) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 45.

et à charge par lui de couvrir la Pologne et la Ville Libre de toute responsabilité pouvant leur incomber à quelque titre que ce soit du chef desdits biens et des présents transfert et rétrocession.

Sauf indication contraire, toute cession d'un bâtiment comporte la cession du mobilier qu'il renferme et toute cession d'un terrain comporte la cession de tout bâtiment qui s'y trouve, sous réserve des droits des tiers et de l'obligation de restituer les objets de toute nature prévus à l'Article 238 du Traité de Paix du 28 juin 1919 et pouvant se trouver parmi les biens rétrocédés et transférés.

En tant que la délimitation des biens rétrocédés et transférés n'est pas expressément prévue dans le présent Acte, elle sera faite sur place, le cas échéant, par accord entre les Parties intéressées; dans le cas où celles-ci ne pourraient pas s'entendre, elles désigneraient ou feraient désigner par le Haut Commissaire de la Société des Nations un arbitre dont la décision serait définitive.

Liste des Biens transférés.

1. Terrain situé au nord de la zone franche et à l'est du bois de Brösen, y compris une bande de terrain de 20 mètres de largeur, le long du côté sud du bois pour permettre la prolongation et l'élargissement éventuels de la voie ferrée.

2. Le Marinekohlenlager, à l'exception des citernes et réservoirs à huile de pétrole, avec l'installation de pompage, machinerie et conduits.

3. Les parties suivantes de la Westerplatte:

i) Le terrain entre les limites ci-après:
La mer,
La limite de Weichselmünde,
La Vistule Morte et le Hafenkanal,
La ligne de prolongement du bac qui se trouve au nord du Hafenbauamt;

ii) Une bande de terrain le long du Hafenkanal d'une largeur moyenne de 75 mètres jusqu'au débouché à la mer, y compris la jetée;

iii) Une bande de terrain au bord de la mer suffisante pour permettre l'entretien des travaux de protection déjà existants et l'exécution de tous autres travaux similaires qui seront nécessaires.

4. Weichselmünde, à l'exception du fort et des fossés qui l'entourent.

5. Munitionshof, à l'exception du camp d'immigration polonais tel qu'il est délimité à l'Annexe B de la Section II du présent Acte.

6. L'île de Holm, à l'exception de la partie occupée par le Werft tel qu'il est délimité à l'Annexe A de la Section III du présent Acte.

7. Terrains ayant appartenu à l'Administration fluviale et situés au sud du Weichselbahnhof.

8. Les maisons suivantes à Neufahrwasser: Wilhelmstrasse 25, Schleusenstrasse 4 et une partie de Schleusenstrasse 5, conformément au croquis annexé à la lettre de la Commission de Répartition en date du 18 décembre 1921 (voir Annexe B de la Section III du présent Acte).

9. Le Hafenamt, le Hafenbauamt et le Lotsenamt avec les terrains et les biens mobiliers qui s'y rattachent ainsi que tous les biens administrés par la Weichselstrombauverwaltung et la Wasserbauverwaltung dont les listes se trouvent dans les archives du Conseil du Port (*Journal,* Sekt I, Nos. 16/21, 808 a/21 et 808 b/21).

10. Les biens suivants:

Hangars (anciens magasins à sel), numérotés F^1, F^2, F^3, F^4, F^5, appartenant actuellement à l'Administration des douanes et situés Hafenstrasse 15, Neufahrwasser;

Terrain situé Fischmeisterweg, Neufahrwasser, en face du cimetière évangélique et entre la ligne du chemin de fer et la rue;

Le fort de Kalkreuth;

Quatre des baraques situées sur le Troyl;

Signaux maritimes énumérés dans la liste se trouvant dans les archives du Conseil du Port, No. 1/1568/22.

11. Sur la Vistule Vivante, tous les terrains situés entre les digues; sur le Nogat, tous les terrains nécessaires au Conseil du Port pour l'exploitation technique du cours d'eau (à déterminer par accord entre la Ville Libre et le Conseil du Port).

12. Les lignes de chemins de fer, ainsi que tous les terrains, établissements et biens mobiliers qui s'y rattachent, se trouvant en dedans de la ligne rouge tracée sur la carte annexée à la décision du Haut Commissaire en date du 15 août 1921, à l'exception de l'Eisenbahndirektion, des ateliers de chemins de fer à Troyl et de la ligne d'embranchement de Troyl à Rieselfeld.

13. La moitié du matériel roulant des chemins de fer, conformément à l'Accord conclu entre le Conseil du Port et l'Administration polonaise des chemins de fer, le 24 novembre 1921, et à la liste qui y était annexée et qui se trouve dans les archives du Conseil du Port (*Journal,* Sekt III, No. 32/21).

14. Dans le domaine de Schellmühl, une bande de terrain d'une largeur de 50 mètres le long de la voie ferrée.

15. Le Consistorium, Neugarten 29.

16. L'Intendantur, Neugarten 28, à l'exception du bâtiment au fond de la cour actuellement occupé par l'Administration des écoles.

17. Les biens meubles se rattachant à la Vistule (bateaux, brise-glaces, &c., voir Annexe (A) ci-dessous).

Annexe (A).

Lettre de la Commission à M. le Président du Conseil du Port et à M. le Président de la Délégation Polonaise.

Dantzig, le 9 mars 1922.

M. le Président,

La Commission de Répartition a été informée que des négociations sont en cours entre la Pologne et le Conseil du Port pour fixer les con-

ditions d'administration de la Vistule sur le territoire de Dantzig en vertu de la décision du Conseil de la Société des Nations du 12 janvier 1922.

Sans préjuger de ces négociations, la Commission a attribué, par lettre de ce jour, au Conseil du Port tous les biens meubles se rattachant à la Vistule sur le territoire polonais et dantzikois (bateaux, brise-glaces, etc.) qui avaient déjà été remis au Conseil par la Ville Libre de Dantzig. Lorsqu'une décision sera prise au sujet de l'administration de la Vistule, une répartition ultérieure sera faite, d'accord entre les Parties, pour attribuer à la Pologne et au Conseil la partie de ces biens correspondant à la part d'administration qui leur reviendra.

Il doit être entendu que la partie des biens meubles qui servaient autrefois à l'entretien de la partie de la Vistule située actuellement en territoire polonais doit être en tout cas rétrocédée à la Pologne.

Gaston Leverve. Edward H. Carr. P. Bertanzi.

Annexe A.

Extrait de la Décision annexée à la Lettre de la Commission de Répartition des Biens d'Etat du 11 mars 1922.

a) La Danziger Werft comprend la partie sud de l'île de Holm, limitée vers le nord par la ligne principale de chemin de fer aboutissant au ferry-boat. Cette ligne est attribuée avec la partie nord de l'île au Conseil du Port;

Toutefois, la Werft conserve la faculté d'emprunter ladite ligne pour accéder à ses embranchements actuels ou à ceux qui seraient créés ultérieurement.

Annexe B.

Lettre adressée par la Commission de Répartition des Biens d'Etat à M. le Président du Conseil du Port.

Dantzig, le 18 décembre 1921.

M. le Président,

La Commission de Répartition des Biens d'Etat a pris note de la lettre que vous avez bien voulu adresser, en date du 23 novembre, à M. le Délégué italien dans la Commission au sujet des maisons Nos. 4 et 5 Schleusenstrasse, Neufahrwasser, destinées à l'établissement d'un Sailors' Home.

La Commission, ayant examiné cette question, a l'honneur de vous faire connaître qu'elle a décidé d'attribuer au Conseil du Port, dans les conditions visées dans la lettre ci-dessus, la partie de la maison No. 5 Schleusenstrasse encerclée par la ligne bleue sur le croquis ci-joint.

La Commission soumettra cette attribution à la confirmation de la Conférence des Ambassadeurs, et ne manquera pas de vous communiquer cette confirmation dès qu'elle sera donnée.

Une copie de cette lettre est adressée à M. le Président du Sénat de la Ville Libre et M. le Président de la Délégation Polonaise.

Veuillez agréer, etc.

Gaston Leverve. Edward H. Carr. P. Bertanzi.

Section IV.

Biens rétrocédés conjointement à la République de Pologne et à la Ville Libre de Dantzig.

Chapitre I[er].

Ancien Hôtel du Commandement supérieur militaire (Generalkommando).

L'ancien hôtel du commandement supérieur militaire (Generalkommando), Elisabethwall 2—3, avec le bureau d'administration qui en est une dépendance, faisant partie des anciens biens et propriétés de l'Empire ou des Etats Allemands se trouvant sur le territoire de la Ville Libre de Dantzig, est par les présentes déclaré rétrocédé par les Principales Puissances Alliées, agissant en vertu de l'Article 107 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, conjointement et par parts égales à la Pologne et à la Ville Libre, qui en demeureront cessionnaires dans les conditions prévues à l'Article 256 dudit Traité et à l'annexe ci-jointe.

Cette attribution comporte l'attribution des terrains, bâtiments et biens meubles, sous réserve des droits des tiers et de l'obligation de restituer les objets de toute nature prévus à l'Article 238 du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et pouvant se trouver parmi les biens rétrocédés.

Annexe.

Lettres adressées à la Commission de Répartition des Biens d'Etat par M. le Président de la Délégation Polonaise et M. le Président du Sénat de la Ville Libre de Dantzig.

Dantzig, le 1[er] mars 1921.

Messieur,

J'ai l'honeur de confirmer réception de la note du 1[er] courant concernant les propositions quant à l'ancien hôtel de l'ancien commandement supérieur militaire (Generalkommando) Elisabethwall 2—3, avec le bureau d'administration, et c'est avec l'expression de ma reconnaissance que je m'empresse de porter à votre connaissance ce qui suit:

La Pologne est disposée à accepter, pour ce qui la concerne, l'attribution de cet immeuble conjointement et par parts égales à la Ville Libre de Dantzig, à la Pologne, à la condition que cette propriété soit affectée par les deux Parties et conjointement à titre définitif à la résidence de M. le Haut Commissaire. Le Gouvernement Polonais serait heureux de contribuer, par cette acceptation, à ce qu'il fût assuré pour M. le Haut Commissaire de la Société des Nations une résidence digne de ses hautes fonctions.

Veuillez agréer, etc.

Madcyski.

Dantzig, le 2 mars 1921.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 1[er] mars. Le Sénat de la Ville Libre consentit à ce que l'hôtel de l'ancien commande-

ment supérieur militaire (Elisabethwall 2—2), avec le bureau d'administration, qui en est une dépendance, soit attribué conjointement et par parts égales à la Pologne et à la Ville Libre de Dantzig, à la condition que cette propriété soit affectée par les deux Parties et conjointement à titre définitif à la résidence de M. le Haut Commissaire.

Veuillez agréer, etc.

Sahm.

Chapitre II.

Ancien Chantier impérial (Danziger Werft) et Ateliers de chemin de fer du Troyl.

Les anciens biens et propriétés de l'Empire ou des Etats Allemands se trouvant sur le territoire de la Ville Libre de Dantzig et désignés ci-après sont, par les présentes, déclarés rétrocédés, par les Principales Puissances Alliées, agissant en vertu de l'Article 107 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, conjointement et par parts égales à la Ville Libre et à la Pologne, qui en demeureront cessionnaires, conformément à l'Article 256 dudit Traité.

Cette attribution est faite sous la condition que les Gouvernements cessionnaires s'engagent à donner à bail les biens en question dans les conditions fixées par le contrat, dont copie ci-jointe, à la Compagnie Internationale fondée suivant l'Acte du Parlement de Dantzig et les Statuts reproduits au *Bulletin des Lois* de la Ville Libre, No. 3, du 10 janvier 1923 (exemplaire ci-joint du *Gesetzblatt für die Freie Stadt Danzig*).

Les biens rétrocédés par le présent Acte sont les suivants:

I. Le Danziger Werft qui comprend l'ancien Werft principal situé sur la rive gauche de la Vistule Morte et une partie de l'île de Holm.

La propriété du Werft dans l'île de Holm est limitée vers le nord par la ligne principale du chemin de fer aboutissant au ferry-boat. Cette ligne est attribuée avec la partie nord de l'île au Conseil du Port. Toutefois, le Werft conserve la faculté d'emprunter ladite ligne pour accéder à ses embranchements actuels ou à ceux qui seraient créés ultérieurement.

II. Les Ateliers de chemin de fer du Troyl qui comprennent:

a) Les terrains et bâtiments qui se trouvent en dedans de la clôture actuelle (marqués sur le plan annexé par un „A");

b) Les terrains et bâtiments de la „Arbeiterkolonie" (marqués sur le plan annexé par un „B");

c) Une parcelle de terrain adjacente aux Ateliers (marquée sur le plan annexé par un „D");

d) Sur le terrain en triangle bordant le Kaiserhafen, la partie sud de ce terrain comprenant quatre voies de chemin de fer en éventail. La partie nord de ce terrain est attribuée au Conseil du Port et les trois voies qui y sont situées seront affectées au service général des chemins de fer (terrain marqué en „C" sur le plan).

Cette délimitation est substituée à celle donnée au paragraphe b de la décision annexée à la lettre du 11 mars 1922 de la Commission de Répartition.

Ces attributions s'appliquent aux terrains, aux bâtiments et aux biens meubles, sous réserve des droits des tiers et de l'obligation de restituer les objets de toute nature prévus à l'Article 238 du Traité de Versailles et pouvant se trouver parmi les biens attribués.

Fait à Dantzig, le trois mai mil neuf cent vingt-trois, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Française et dont les expéditions authentiques seront remises aux Principales Puissances alliées, à la Pologne, à la Ville Libre de Dantzig et au Conseil du Port.

Gaston Leverve.
B.-H. Fry.
Paolo Bertanzi.

M. Léon Plucinski, Commissaire Général de la République de Pologne, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, déclare accepter les dispositions qui précèdent.

Léon Plucinski.

M. Heinrich Sahm, Président du Sénat de la Ville Libre de Dantzig, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, déclare accepter les dispositions qui précèdent.

Heinrich Sahm.

M. James de Reynier, Président du Conseil du Port et des Voies d'eau de Dantzig, dûment autorisé par le Conseil du Port, déclare, au nom dudit Conseil et pour ce qui le concerne, accepter les dispositions qui précèdent.

James de Reynier.

Annex.

Lease Agreement between the Government of the Free City of Danzig and the Government of the Republic of Poland of the one part, and the International Shipbuilding and Engineering Company, Limited, of the other part.

Lease Agreement made the second day of May One thousand nine hundred and twenty-three between te Government of the Free City of Danzig and the Government of the Republic of Poland

(hereinafter called „the Governments“) of the one part and the International Shipbuilding and Engineering Company, Limited, Danzig (hereinafter called „the Company“) of the other part, now it is hereby agreed as follows:

1. The Governments do hereby grant and lease unto the Company for the full term of years hereinafter mentioned the Works Lands Buildings Undertakings and properties known as The Werft and Troyl Railway Workshop Undertakings as they at present exist including any lands acquired since the eleventh day of November 1918 but excepting assets transferred under Clause 3 hereof.

2. The Lease shall be for the full term and period of fifty years from the twenty-second day of September 1922 free of rent but subject to the conditions on the part of the Company hereinafter contained.

3. It is expressly agreed that as part of the consideration for the Company undertaking the obligations on its part hereinafter contained the Governments give to the Company the full ownership of all assets now upon the said lands except buildings fixed plant and machinery existing on the eleventh day of November 1918. Such assets so transferred and made over to the Company shall include all buildings plant and machinery erected or fixed since the eleventh day of November 1918 and in addition to all other moveable property all loose plant and materials and all materials of supply now upon the Works or either of them or due to be delivered or ordered and all book debts owing to the Governments or either of them and/or to the Management of the Undertakings in connection with the undertakings known as the Werft and Troyl all patent rights or licences for the use of inventions the benefit of which are now attached to the undertakings or used in connection therewith and the full benefit of all work in hand of all contracts now existing in favour of the Undertakings. All assets so transferred and made over to the Company shall henceforth be the absolute property of the Company which the Company may dispose of and deal with in any manner it thinks fit.

4. The Company on its part undertakes to discharge all outstanding liabilities properly incurred in the ordinary course of business in and by the management of the undertakings and owing on the twenty-second day of September 1922. Such liabilities shall not exceed the amounts submitted and agreed by more than ten per cent. of the total of such amounts.

5. It is expressly agreed that the Lease shall include all rights interests and privileges of every description (not being rights interests or privileges transferred to the Company under Clause 3 hereof) which are now attached to or which are now or have been since the eleventh day of November 1918 enjoyed by the said Undertakings and/or the Workshops or any or either of them or used in connection therewith or with any or either of them and in particular all water harbour railway railway sidings electric light and power supply and all other rights and facilities as now and heretofore enjoyed.

6. The Company undertake to use their best endeavours to continue the businesses of the Werft and Troyl undertakings but are at liberty to conduct such undertakings in any manner they may think fit and it is also expressly agreed that the Company are at liberty to extend the scope of the work or to undertake any class of work which they shall consider the undertakings shall be fitted for or which the Company shall deem advisable or desirable to carry out provided always that the Company shall be under no obligation to continue working and/or maintaining the properties and leased assets in the event of work at the Werft and/or Troyl being discontinued owing to exceptional circumstances and provided also that the Company shall not be liable for any damage done to the Works through a strike or lock out or for any damage caused to the leased properties by fire storm tempest or other accident war-like operations riot or civil commotion or any conditions beyond reasonable control of

the Company. The Troyl Workshops subject as aforesaid to be kept at all times available for repair work as part of the work to be carried on therein.

7. The Company shall in every year put aside such sum as the Company in their sole discretion shall deem fit which shall be applied either in paying fire or other insurance premiums or in providing a Fire or other Insurance Fund or Funds. In case of any loss being sustained which is covered or intended to be covered by such insurance or fund all insurance moneys received or a fair and proportionate part of the Insurance Fund as the case may be shall be spent on the undertaking but need not be spent on actual reinstatement of property destroyed provided that where the loss sustained has been of property belonging to the Governements and not transferred or made over to the Company under Clause 3 hereof then the money received or allocated shall be spent in erecting other property which shall in turn be deemed to belong to the Governments.

8. If for any exceptional circumstances the Company shall not be able to carry on the Werft and Troyl undertakings on a commercial basis for a full period of twelve consecutive calendar months at any one time then subject to the rights of any debenture holders of the Company or the holders of any security or securities issued by the Company for money lent the Company may give notice to terminate the Lease. Any notice to terminate shall expire twelve calendar months after the giving of the same or on the completion by the Company of all existing contracts and the using up of all materials in stock whichever shall be the longer.

9. If.the Company shall deliberately refrain from carrying on the undertakings for a period of six consecutive calendar months the Governments may give notice to the Company calling upon the Company to carry on the undertakings. If at the expiration of a further period of six calendar months from such first notice being given the Company shall still deliberately refrain from carrying on the undertakings the Governments may give a further notice to the Company (hereinafter referred to as the second notice) to determine this Lease. The Company may at any time within three calendar months after receipt of the second notice give a counter notice that it disputes the right of the Governments to give such notice and thereupon the question of whether or not the Governments are entitled to give such notice shall be referred to arbitration under the clause hereinafter contained and the Arbitrator shall decide whether or not the Goverments have the right to determine the Lease. If no such counter notice is given or the Arbitrator decides that the Governments have and have properly exercised the right to determine the Lease then the Lease shall determine six calendar months after the giving of the second notice or the Arbitrator's decision whichever shall be the later but without prejudice to all rights of debenture holders or mortgages for money lent to the Company or the holders of any security issued or given by the Company.

10. It is expressly agreed that the Governments shall not at any time during the Lease have the power of mortgaging charging disposing of or otherwise dealing with their interests in the property leased directly

or indirectly and the said Governments hereby expressly agree that they will not mortgage charge dispose of or otherwise deal with their interests as aforesaid either directly or indirectly during the said period and that at no time shall any of the leased property or any of the rights or privileges connected therewith stand charged as security for any Government or State or other Loan except loans raised by the Company.

11. It is also further expressly declared by the Governments that all their interests and rights in the said lands works and undertakings reversionary and otherwise shall at all times during the lease stand charged as security for all moneys borrowed by the Company and the Governments shall at all times and from time to time do everything required by the Company for giving effect to this Clause.

12. The Governments jointly and severally expressly agree that the Company shall enjoy the following privileges as to taxation levied by Danzig and/or Poland:

1. Imported material which shall afterwards be exported (whether in the same state as that in which it was imported or in manufactured condition) shall not be subject to any import duties.
2. No capital taxes shall be levied or imposed on the Company in respect of any debentures mortgages or securities created by the Company pursuant to the powers conferred on the Company by its Statutes nor on the holders of any such debentures mortgages or securities in respect thereof and no Capital tax shall be levied on any share capital of the Company which shall interfere in any way with the interests rights or privileges of the Holders of such share capital.
3. The amount payable to Danzig in respect of Stamp or other Duties payable in connection with the incorporation or registration of the Company or with the creation or issue of any securities created pursuant to the powers conferred on the Company by its Statutes shall be payable to the Government of Danzig in sterling by draft on London by ten equal annual instalments and the first of such instalments shall be paid on the 1st day of July next.
4. Without prejudice to rights conferred by Paragraphs (1), (2) and (3) of this Clause the Company shall enjoy the same privileges in respect of export or import duties and all taxation and impositions of all kinds as may from time to time be granted by the Danzig and Polish Governments or either of them to the most favoured person firm or Company carrying on any industrial or mercantile or other business in Danzig and/or Poland. The Governments jointly and severally expressly agree to take all necessary steps and to pass any laws necessary to give effect to this Clause.

13. It is hereby expressly agreed that the Governments shall not or shall either of them levy any tax duty charge or impost on any lands buildings or other assets whether leased or belonging to or occupied or held by the Company except such an annual tax duty charge or impost

on annual value as is or may be imposed generally on other occupiers and owners. If under the law imposing such annual tax as aforesaid the Occupier User or Lessee has a right of recourse for the same against or to deduct the same from the Owner or Landlord then instead of exercising either of these rights the Company shall not be liable for these annual taxes. As regards all lands hereafter acquired and owned by the Company and any buildings erected thereon this clause shall not apply.

14. It is expressly agreed that during the term of the Lease the Company shall have power to alter and pull down existing buildings and works and sell or dispose of all fixed and loose plant machinery or other assets of every description as they may think fit and erect new works buildings plant and machinery provided that the following provisions shall apply:

a) That the Company may pull down alter or repair any buildings and erect new buildings in any position they think fit on the Works provided that in the case of any building excepted from the transfer under Clause 3 hereof the value of such new building shall not be less than the value of the superseded building but in all cases adequate and proper allowances shall be made for depreciation deterioration wear and tear and obsolescence.

b) That the Company may notwithstanding the terms of this Lease sell or dispose of any fixed plant which in their opinion they shall consider unsuitable for the work of the Company or obsolete.

c) If before effecting any such works the Company shall apply to and obtain the consent of the Government of the Free City of Danzig and the Government of the Republic of Poland then such new work shall be done by the Company for and on behalf of and at the charge of the Government of the Free City of Danzig and the Republic of Poland jointly and on the expiration of the term of fifty years then the value of such work shall be paid by the two Governments jointly to the Company in sterling.

d) Except as provided by the last preceding Clause the work shall be done at the expense of the Company and any expenditure shall if the Company think fit to do so be amortized during the period of the Lease but this shall not throw any obligations on the Company to amortize any particular expenditure.

15. At the expiration of the said term of fifty years the property hereby leased except as to buildings and fixed plant wharves railways tramways and other conveniences removed altered or pulled down by the Company during the term and with such alterations therein as the Company may have made shall be ceded back to the Free City of Danzig and the Republic of Poland without payment (except as provided by Clause 14[c]) together with all other buildings and all fixed plant which may then be erected on the said property.

16. All loose plant and tools and all material existing at the expiration or sooner determination of the Lease in connection with the Works shall

remain the property of the Company and the Company shall have full and free right during the period of twelve calendar months after the expiration or sooner determination of the said term of fifty years to remove all such loose plant tools and material and if necessary either to dispose of the same in Danzig or to send the same to any foreign Country or place by rail sea or road without being liable to any export or other duties thereon. Provided always that if at the termination of the Lease the Governments shall be desirous of purchasing all such loose plant and tools and material and shall give notice in writing of such desire to the Company at least ten calendar months before the expiration or sooner determination of the said Lease then such loose plant tools and material shall be left by the Company and taken by the Governments at a valuation to be made in sterling thereof in case of any difference between the Parties as to their value by an Arbitrator appointed under the Arbitration Clause hereinafter contained. The amount of such valuation shall be paid in sterling in London to the Company within one calendar month next after such valuation shall have been agreed upon or fixed and if not so paid the notice shall be deemed to have been rescinded and the time within which the Company shall be at liberty to remove such loose plant tools and material shall be extended to twelve calendar months after the date on which the Governments make default in payment.

17. All work in hand at the expiration or sooner determination of the Lease shall be taken over by the Governments at a valuation in sterling and the Governments shall take over all pending contracts and indemnify the Company against all liability in respect thereof and pay the Company the amount of such valuation in sterling in London within one month after the valuation. Such valuation shall be made in case of any difference between the Parties by an Arbitrator appointed under the Arbitration Clause hereinafter contained.

18. All book debts existing at the termination of the Lease shall also remain the property of the Company and the Company shall discharge its own liabilities.

19. The Governments expressly agree that the Company shall have power to issue securities in any form provided by the Statutes and jointly and severally undertake to do all in their power to give effect to the same.

20. The two Governments agree that Article 34 of the Convention of the ninth day of November 1920 between themselves and any other Article in such Convention inconsistent with the Statutes of the Company and this Agreement shall not apply to the Company.

21. The two Governments agree that the Company carrying out its obligations under this Lease shall enjoy quiet and peaceable possession of the properties leased.

22. All questions arising under this Lease shall be referred to the Arbitration of the High Commissioner for Danzig or some person or persons to be appointed by him with power to appoint different persons from time

to time and for different disputes. The arbitrator shall have power to direct the procedure of the Arbitration.

In witness:

Für den Senat der Freien Stadt Danzig:

Heinrich Sahm.
James de Reynier.

Pour le Gouvernement de la République de Pologne:

Anton Wieniawski.

For the International Shipbuilding and Engineering Company Limited Danzig:

Charles F. Spencer.
H. Patart.
Ludwig Noe.
Stephan Grabski.

The seal of the International Shipbuilding and Engineering Company Limited Danzig was hereinto affixed in the presence of:

Charles F. Spencer } Directors.
H. Patart }
Noe, Managing Director.

47.

GRANDE-BRETAGNE, ROUMANIE.

Accord provisoire concernant les relations commerciales entre les deux pays; réalisé par un Echange de Notes, signées à Bucarest, les 11 et 24 mai 1923.

Treaty Series 1923, No. 15.

No. 1.

His Britannic Majesty's Minister at Bucharest to the Roumanian Minister for Foreign Affairs.

M. le Ministre, Bucharest, May 11, 1923.

It being the desire of our respective Governments to make provision for the commercial relations between the United Kingdom and Roumania pending the conclusion of a new Treaty of Commerce and Navigation between the two countries, I have the honour to propose that the commercial relations between the United Kingdom and Roumania shall be based on the accord of most-favoured-nation treatment; this provisional arrangement to be, however, terminable at any time three months after notice has been given by either of the contracting Parties to the other.

The foregoing stipulations will not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, unless notice of accession to this arrangement is given on behalf of India or any such self-governing Dominion, Colony, Possession, Protectorate or territory by His Majesty's Minister at Bucharest. Nevertheless, goods, the produce or manufacture of India or of any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates or of any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, shall enjoy in Roumania complete and unconditional most-favoured-nation treatment, so long as India or any such self-governing Dominion, Colony, Possession, Protectorate or territory accords to goods, the produce or manufacture of Roumania, treatment as favourable as that accorded to the produce of the soil or industry of any foreign country.

As regards India and any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates or any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, which may have acceded to the arrangement in accordance with the foregoing provisions, either of our respective Governments shall have the right to terminate the arrangement separately on giving six months' notice to that effect.

I avail, &c.

Herbert G. Dering.

No. 2.

The Roumanian Minister for Foreign Affairs to His Britannic Majesty's Minister at Bucharest.

Ministère des Affaires étrangères,
Bucarest, le 24 mai 1923.

M. le Ministre,

En réponse à la note que votre Excellence a bien voulu m'adresser le 11 mai courant, j'ai l'honneur de l'informer que le Gouvernement royal roumain accepte la proposition du Gouvernement de Sa Majesté britannique de régler les relations commerciales entre la Roumanie et le Royaume-Uni par un accord provisoire basé sur la clause de la nation la plus favorisée. Cet accord cessera d'être exécutoire après trois mois à partir de la date de la notification faite en ce but par une des Parties contractantes.

Les stipulations qui précèdent ne seront pas applicables aux Indes ou à tout autre Dominion de Sa Majesté britannique ayant un Gouvernement autonome („self-governing Dominion“), aux Colonies, Possessions ou Protectorats anglais ainsi qu'aux territoires pour lesquels le Gouvernement de Sa Majesté britannique aurait reçu un mandat de la part de la Ligue des Nations, à moins qu'une notification d'adhésion à cet accord ne soit faite de la part des Indes ou de ces Dominions, Colonies, Possessions,

Protectorats ou territoires par l'entremise du représentant de Sa Majesté britannique à Bucarest.

Toutefois, les marchandises, produits et manufactures des Indes ou des Dominions ayant un Gouvernement autonome, des Colonies, des Possessions, des Protectorats ou des Territoires, pour lesquels le Gouvernement de Sa Majesté britannique aurait reçu un mandat de la part de la Ligue des Nations jouiront en Roumanie du traitement complet et non conditionné, de la clause de la nation la plus favorisée tant que les Indes ou lesdits Dominions, Colonies, Possessions, Protectorats et territoires accorderont aux marchandises, produits et manufactures de Roumanie un traitement identique à celui accordé aux produits du sol et de l'industrie de tout autre pays étranger.

En ce qui concerne les Indes ou les Dominions ayant un Gouvernement autonome, les Colonies, Possessions ou Protectorats, ainsi que les territoires pour lesquels le Gouvernement de Sa Majesté britannique aurait reçu un mandat de la part de la Ligue des Nations, et qui auront adhéré à cet accord, conformément aux dispositions qui précèdent, chacun de nos Gouvernements respectifs pourra dénoncer cet accord, séparément, par un préavis de six mois. En portant, &c.

Le Minstre, *S. S. Duca.*

48.

GRANDE-BRETAGNE, LETTONIE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Londres, le 22 juin 1923.*)

Treaty Series 1923, No. 30.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the Latvian Republic, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective countries, have determined to conclude a Treaty of Commerce and Navigation with this object, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

the Most Honourable the Marquess Curzon of Kedleston, K. G., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

The President of the Latvian Republic:

M. George Bisseneek, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Latvian Republic in London,

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 5 novembre 1923.

who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

There shall be between the territories of the two Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes to all places and ports in the territories of the other, to which subjects or citizens of that Party are, or may be, permitted to come, and shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in matters of commerce and navigation as are or may be enjoyed by subjects or citizens of that Party.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall not be subject in respect of their persons or property, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations of any kind whatever, other or greater than those which are or may be imposed upon subjects or citizens of the other, or subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 2.

The Contracting Parties agree that, in all matters relating to commerce, navigation and industry, any privilege, favour or immunity which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the ships and subjects or citizens of any other foreign State, shall be extended simultaneously and unconditionally, without request and without compensation to the ships and subjects or citizens of the other, it being their intention that the commerce, navigation and industry of each Party shall be placed in all respects on the footing of the most favoured nation.

Article 3.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable and immovable, which the laws of that Party permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, or acquire the same by inheritance under the same conditions which are or shall be established with regard to the subjects or citizens of that Contracting Party. They shall not be subjected, in any of the cases mentioned, to any taxes, imposts, or charges of whatever denomination other or higher than those which are or shall be applicable to subjects or citizens of that Contracting Party.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall also be permitted, on compliance with the laws of the other Party, freely to export the proceeds of the sale of their property and goods in general without being subjected as foreigners to other or higher duties than those

to which the subjects or citizens of that Party would be liable under similar circumstances.

Article 4.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether in the army, navy, national guard or militia. They shall similarly be exempted from all judicial, administrative and municipal functions whatever, other than those imposed by the laws relating to juries, as well as from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service, and finally from any military exactions or requisitions. The charges connected with the possession by any title of landed property are, however, excepted as well as compulsory billeting and other special military exactions or requisitions, to which all subjects or citizens of that Party may be liable as owners or occupiers of buildings or land.

In the above respects the subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is, or may be, accorded to subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 5.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one of the Contracting Parties imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subject to other or higher duties or charges than those paid on the like articles, the produce or manufacture of the territories of any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article the produce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles being the produce or manufacture of the territories of any other foreign country.

The only exceptions of this general rule shall be in the case of the sanitary or other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons or of cattle, or of plants useful to agriculture, and of the measures applicable in the territories of either of the Contracting Parties to articles enjoying a direct or indirect bounty in the territories of the other Contracting Party.

Article 6.

Articles, the produce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties, exported to the territories of the other shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like article to any other foreign country.

Article 7.

As an exception from the general undertaking given by the Latvian Government to accord most-favoured-nation treatment to the commerce of His Britannic Majesty's territories, it is understood that His Britannic Majesty will not claim the benefit of any Customs preferences or other facilities of whatever nature which are, or may be, granted by Latvia in favour of Russia, Finland, Esthonia or Lithuania in regard to Russian, Finnish, Esthonian or Lithuanian goods respectively so long as such preferences or facilities are not extended by Latvia to any other foreign country.

Article 8.

The stipulations of the present Treaty with regard to the mutual accord of the treatment of the most favoured nation apply unconditionally to the treatment of commercial travellers and their samples. The Chambers of Commerce, as well as such other Trade Associations and other recognised Commercial Associations in the territories of the Contracting Parties as may be authorised in this behalf, shall be mutually accepted as competent authorities for issuing any certificates that may be required for commercial travellers.

Articles imported by commercial travellers as samples, shall in the territories of each of the Contracting Parties be temporarily admitted free of duty on compliance with the Customs regulations and formalities established to assure their re-exportation or the payment of the prescribed Customs duties if not re-exported within the period allowed by law. But the foregoing privilege shall not extend to articles which, owing to their quantity or value, cannot be considered as samples, or which, owing to their nature, could not be identified upon re-exportation.

The marks, stamps or seals placed upon such samples by the Customs authorities of one Contracting Party at the time of exportation and the officially attested list of such samples, containing a full description thereof, issued by them shall be reciprocally accepted by the Customs officials of the other as establishing their character as samples and exempting them from inspection, except so far as may be necessary to establish that the samples produced are those enumerated in the list. The Customs authorities of either Contracting Party may, however, affix a supplementary mark to such samples in special cases where they may think this precaution necessary.

Article 9.

No internal duties levied for the benefit of the State, local authorities or corporations which affect, or may affect, the production, manufacture or consumption of any article in the territories of either of the Contracting Parties, shall for any reason be a higher or more burdensome charge on articles, the produce or manufacture of the other, than on similar articles of native origin.

The produce or manufacture of either of the Contracting Parties imported into the territories of the other, and intended for warehousing or transit, shall not be subjected to any internal duty. It is understood

that ordinary charges for the handling of goods in the ports are not within the scope of this Article and may be levied.

Article 10.

The establishment and the activities of limited liability and other companies and associations, commercial, industrial, financial, forwarding, navigation and assurance are based on the laws and regulations of the Contracting Party in the territories of which they may be situated.

It is understood that this Article does not give the right to impose by the enactment of laws or otherwise special conditions on companies of either of the Contracting Parties operating in the territories of the other involving treatment less favourable than that which is applied to national or foreign companies operating in those territories.

Article 11.

Limited liability and other companies and associations, commercial, industrial and financial, already or hereafter to be organised in accordance with the laws of either Contracting Party, and registered in the territories of such Party, are authorised, in the territories of the other, to exercise their rights and to appear in the Courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Party.

Article 12.

Each of the Contracting Parties undertakes to place no obstacle in the way of any company (duly organised in accordance with the laws of the other) which may desire to carry on in its territories, whether through the establishment of branches or otherwise, commercial, industrial, insurance, banking, or other description of business which the subjects or companies of any foreign country are or may be permitted to carry on; and in framing and administering laws with regard to the taxation of such companies and branches, each Contracting Party will be guided by the principle embodied in Article 1 of this Treaty, that is to say, that the system of taxation shall be so framed and administered as to place national companies and the business in the territories of each Contracting Party of the companies organised in the territories of the other so far as possible on the same footing in this respect.

Article 13.

The measures taken by the Contracting Parties for regulating and forwarding traffic across their territories shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for international transit. No distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin, departure, entry, exit or destination, or on any circumstances relating to the ownership of goods or of vessels, coaching or goods stock or other means of transport.

In order to ensure the application of the foregoing provisions the Contracting Parties will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit) except for such dues as are intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit. It is understood that ordinary charges for the handling of the goods in the ports are not within the scope of this Article and may be levied.

Neither Contracting Party shall be bound by this Article to afford transit for passengers whose admission into its territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation is prohibited, either on grounds of public health or security, or as a precaution against diseases of animals and plants.

For the purpose of this Article, persons, baggage and goods, and also vessels, coaching and goods stock, and other means of transport shall be deemed to be in transit across the territories of the Contracting Parties, when the passage across such territories, with or without transhipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey, beginning and terminating beyond the frontier of the Party across whose territories the transit takes place.

Article 14.

Each of the Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories, upon the vessels of the other; and such vessels, their cargoes and passengers, shall enjoy the same privileges as, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than national vessels and their cargoes and passengers or the vessels, cargoes and passengers of the most favoured nation.

Article 15.

The provisions of this Treaty relating to the mutual concession of national treatment in matters of navigation do not apply to the coasting trade, in respect of which the subjects and vessels of the Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

British and Latvian vessels may, nevertheless, proceed from one port to another, either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers brought from abroad, or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers for a foreign destination.

It is also understood that, in the event of the coasting trade of either Party being exclusively reserved to national vessels, the vessels of the other Party, if engaged in trade to or from places not within the limits of the coasting trade so reserved, shall not be prohibited from the carriage between two ports of the former Party of passengers holding through-tickets or merchandise consigned on through bills-of-lading to or from places not within the above-mentioned limits, and while engaged in such carriage these vessels and their passengers and cargoes shall enjoy the full privileges of this Treaty.

Article 16.

In all that regards the stationing, loading and unloading of vessels in the ports, docks, roadsteads and harbours of the territories of the Contracting Parties, no privilege or facility shall be granted by either Party to vessels of any other foreign country or to national vessels which is not equally granted to vessels of the other Party.

Article 17.

In regard to duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine, or other analogous duties or charges of whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind, the vessels of either Contracting Party shall enjoy in the ports of the territories of the other treatment at least as favourable as that accorded to national vessels or the vessels of any other foreign country.

Article 18.

Any vessel of either of the Contracting Parties which may be compelled, by stress of weather or by accident, to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary stores, and to put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable in a similar case by a national vessel. In case, however, the master of a merchant-vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandise in order to defray his expenses, he shall be bound to conform to the Regulations and Tariffs of the place to which he may have come.

If any vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the other, such vessel, and all parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereunto, and all goods and merchandise saved therefrom, including any which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof, if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked vessel, shall be given up to the owners of such vessel, goods, merchandise, &c., or to their agents when claimed by them. If there are no such owners or agents on the spot, then the vessel, goods, merchandise, &c., referred to shall, in so far as they are the property of a subject or citizen of the other Contracting Party, be delivered to the Consular Officer of that Contracting Party in whose district the wreck or stranding may have taken place, upon being claimed by him within the period fixed by the laws of that Contracting Party, and such Consular Officers, owners, or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck or stranding of a national vessel.

The Contracting Parties agree, moreover, that merchandise saved shall not be subjected to the payment of any Customs duty unless cleared for internal consumption.

In the case of a vessel either being driven in by stress of weather, run aground, or wrecked, the respective Consular Officers shall, if the owner or master or other agent of the owner is not present, or is present and requires it, be authorised to interpose in order to afford the necessary assistance to their fellow-countrymen.

Article 19.

All vessels which, according to British law, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to Latvian law, are to be deemed Latvian vessels, shall for the purpose of this Treaty be deemed British and Latvian vessels respectively.

Article 20.

It shall be free to each of the Contracting Parties to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents to reside in the territories of the other. Such Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent.

Article 21.

The Consular Officers of each of the Contracting Parties residing in the territories of the other shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of their respective countries.

Provided that this stipulation shall not apply to subjects or citizens of the Contracting Party in whose territory the desertion takes place.

Article 22.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall have in the territories of the other the same rights in regard to patents for inventions, trade marks and designs, and copyright in literary and artistic works as their respective laws do now or may hereafter grant to their own subjects or citizens.

Article 23.

Latvia agrees on condition of reciprocity to recognise and protect all rights in any industrial, literary or artistic property belonging to British subjects in force, or which but for the War or Revolution in Russia would have been in force in any part of her territories before transfer to Latvia, and for the purpose of renewal of such rights the proper extension of time will be accorded.

It is understood that for the purposes of the above provisions Latvia may require proof of title and also registration of such rights in Latvia.

It is further understood that patents and trade marks which have been registered in Latvia before the date of conclusion of this Treaty and would be identical with those previously registered by British subjects

in Russia, can be revoked in Latvia only by the decision of the Courts of Law. Latvia agrees to promulgate within six months from the date of the ratification of this Treaty a special law concerning revocation of patents and trade marks so registered.

Article 24.

All goods bearing marks or descriptions which state or manifestly suggest that the goods are the produce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties shall, if such statement or suggestion be false, be seized on importation into the territories of either of the two Parties. The seizure may also be effected in the State where the false indication of origin has been applied, or in that into which the goods bearing the false indication may have been imported.

The seizure shall be effected either at the request of the proper Government Department or of an interested party, whether an individual or a society, in conformity with the domestic legislation of each Contracting Party, but the authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

The Tribunals of each Contracting Party shall decide what descriptions, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present Article.

Article 25.

This Treaty shall not be deemed to confer any right or to impose any obligation in contravention of any general International Convention to which either His Britannic Majesty or the President of the Latvian Republic is or hereafter may be a party.

Article 26.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions, or Protectorates, unless notice is given by His Britannic Majesty's Representative at Riga of the disire of His Britannic Majesty that the said stipulations shall apply to any such territory.

Nevertheless, goods produced or manufactured in India or in any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions, or Protectorates shall enjoy in Latvia complete and unconditional most-favoured-nation treatment so long as goods produced or manufactured in Latvia are accorded in India or such self-governing Dominion, Colony, Possession or Protectorate treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

Article 27.

The terms of the preceding Article relating to India and to His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates shall apply also to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

Article 28.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification, and shall remain in force until the expiration of twelve months from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, India or any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates, or any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, to which the stipulations of the present Treaty shall have been made applicable under Articles 26 or 27, either of the Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereunto their seals.

Done in duplicate at London the 22nd day of June, 1923.

(L. S.) *Curzon of Kedleston.*
(L. S.) *G. W. Bisseneek.*

49.

GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

Arrangement provisoire concernant la navigation aérienne; signé à La Haye, le 11 juillet 1923.*)

Treaty Series 1925, No. 15.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and Her Majesty the Queen of the Netherlands, being desirous of entering into a provisional agreement relating to air navigation between Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands, have appointed as their plenipotentiaries for this purpose:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland en van de Britsche Overzeesche Bezittingen, Keizer van Indië, en Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, wenschende tot eene voorloopige schikking nopens het luchtvaartverkeer tusschen Groot-Britannië en Noord-Ierland en Nederland te geraken, hebben daartoe tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Bri-

*) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 7 janvier 1925.

and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

Sir Charles Murray Marling, K.C.M.G., C.B., His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague, and

Her Majesty the Queen of the Netherlands:

His Excellency Jonkheer H. A. van Karnebeek, Her Majesty's Minister for Foreign Affairs,

who, after having communicated to each other their full powers, found to be in good and proper form, have agreed as follows:

Article 1.

This provisional agreement applies only to private and commercial aircraft, duly registered as such by the British and Netherlands Governments respectively. Each of the two contracting States undertakes in time of peace to allow the private and commercial aircraft of the other State liberty of innocent passage above its territory and territorial waters provided that the conditions set forth in the present provisional agreement are observed.

Each of the two contracting States shall have the right to reserve to its national aircraft the carriage of persons and goods for hire between two points within its own territory.

Article 2.

The British Government and the Netherlands Government shall each have the right to forbid flight over certain areas of its territory under the penalties provided by its legislation,

tannië en Ierland en van de Britsche Overzeesche Bezittingen, Keizer van Indië:

Sir Charles Murray Marling, K.C.M.G., C.B., Zijner Majesteit's Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's-Gravenhage, en

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Zijne Excellentie Jonkheer H. A. van Karnebeek, Minister van Buitenlandsche Zaken,

die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, zijn overeengekomen als volgt:

Artikel 1.

Deze voorloopige schikking betreft alleen particuliere en handelsluchtvaartuigen, welke als zoodanig onderscheidenlijk door de Britsche en de Nederlandsche Regeering volgens de voorschriften zijn ingeschreven. Elk der beide verdragsluitendende Staten verbindt zich in vredestijd aan de particuliere en handelsluchtvaartuigen van den anderen Staat vrijheid van vreedzaam verkeer boven zijn territoir en territoriale wateren toe te staan, mits de in deze voorloopige schikking vermelde voorwaarden worden nageleefd.

Elk der beide verdragsluitende Staten heeft het recht het vervoer van personen en goederen tegen betaling tusschen twee punten binnen zijn territoir ten behoeve van de eigen luchtvaartuigen voor te behouden.

Artikel 2.

De Britsche Regeering en de Nederlandsche Regeering hebben ieder het recht het vliegen boven bepaalde gedeelten van haar territoir, op straffen bij de wet bedreigd, te verbieden, onder

but subject to the reservation that no distinction shall be made in this respect between the private and commercial aircraft of the two States.

In exceptional circumstances, however, each of the contracting States shall have the right to restrict or to forbid the flight over the whole or over parts of its territory, this measure not being subject to the reservation mentioned above.

The prohibitions and restrictions mentioned in this paragraph will be notified to the State interested.

Article 3.

Any aircraft which finds itself above a prohibited area shall immediately give the signal of distress provided in the regulations as to air navigation of the State flown over, and shall land as soon as possible on one of the aerodromes of that State and outside the prohibited area.

Article 4.

Every aircraft shall be provided with a certificate of registration and a certificate of airworthiness, issued by the competent authorities of either of the two States or under their sanction, and also with a log book. It shall carry distinctive and visible marks allowing it to be identified while flying.

Article 5.

The pilots shall be provided with a certificate of competency issued by the competent authorities of either of the two States or by an association recognised by them. Each pilot shall further carry documents establishing his nationality, his identity, his mili-

het voorbehoud, dat in dit opzicht geen onderscheid zal worden gemaakt tusschen de particuliere en handelsluchtvaartuigen der beide Staten.

In buitengewone omstandigheden evenwel heeft elk der verdragsluitende Staten het recht het vliegen boven zijn territoir of boven gedeelten van zijn territoir te beperken of geheel te verbieden, in welk geval het hierboven bedoelde voorbehoud niet van toepassing is.

De in dit artikel genoemde verbodsbepalingen en beperkingen zullen aan den betrokken Staat worden bekend gemaakt.

Artikel 3.

Elk luchtvaartuig, dat zich boven een verboden gebied bevindt, moet onmiddellijk het noodsignaal geven, hetwelk is voorgeschreven in de luchtvaartreglementen van den Staat, waarboven het zich bevindt, en moet zoo spoedig mogelijk op een der luchtvaartterreinen van dien Staat, en buiten het verboden gebied, landen.

Artikel 4.

Elk luchtvaartuig moet voorzien zijn van een door of vanwege de bevoegde autoriteit van een der beide Staten uitgereikt bewijs van inschrijving en bewijs van luchtwaardigheid alsmede van een journaal. Het moet duidelijke en zichtbare kenmerken voeren, waaruit gedurende de vlucht zijn identiteit kan worden vastgesteld.

Artikel 5.

De bestuurders moeten voorzien zijn van een bewijs van geschiktheid, uitgereikt door de bevoegde autoriteiten van elk der beide Staten of door een door deze erkende vereeniging. Elke bestuurder moet voorts met zich voeren bescheiden, waaruit zijn nationaliteit, zijn

tary rank (if any), and shall, if necessary, be provided with a passport. The passengers shall be provided with all the documents of identity and passports required by the laws and regulations in force.

identiteit en eventueel zijn militaire rangblijk, en moet, zoo noodig, voorzien zijn van een paspoort. De passagiers moeten voorzien zijn van alle identiteitsbewijzen en paspoorten, welke de geldende wetten en verordeningen voorschrijven.

Article 6.

No apparatus for wireless telegraphy or telephony shall be carried by an aircraft without a special licence issued by the State to which it belongs. The use of such apparatus above the territory of each of the contracting States shall be subject to the regulations made by the competent authority in that State. In any case such apparatus shall only be used by such members of the crew as are provided with a special licence for the purpose.

No arms, munitions, explosives, asphyxiating gases or carrier pigeons shall be carried. No photographic or cinematographic apparatus shall be carried without special permissions from the State flown over.

Artikel 6.

Een luchtvaartuig mag geen inrichting voor draadlooze telegraphie of telephonie medevoeren zonder bijzondere vergunning van den Staat, tot welks nationaliteit het behoort. Het gebruik van deze inrichtingen boven het territoir van elk der verdragsluitende Staten zal onderworpen zijn aan de voorschriften, welke door de bevoegde autoriteit van dien Staat zijn gegeven. In elk geval mag een zoodanige inrichting slechts bediend worden door die leden der bemanning, die daartoe een bijzondere vergunning hebben.

Geen wapenen, munitie, ontplofbare stoffen, vergiftige gassen of postduiven mogen worden medegevoerd. Geen photographische of cinematographische toestellen mogen worden medegevoerd zonder bijzondere vergunning van den Staat, waarboven het luchtvaartuig zich bevindt.

Article 7.

An aircraft engaged in international navigation between the two States may carry passengers and goods, but shall be provided:

For passengers, with a list of their names;

For goods, with a manifest of the goods and an inventory of the supplies carried and with detailed declarations made out by the consignors.

Artikel 7.

Een luchtvaartuig, dat aan het internationaal verkeer tusschen de beide Staten deelneemt, mag passagiers en goederen vervoeren, doch moet voorzien zijn:

Wat de passagiers betreft, van een namlijst;

Wat de goederen betreft, van een manifest van lading en een inventaris van de aan boord aanwezige uitrusting en van door de afzenders gedane specifieke aangiften.

The carriage of passengers and goods shall be in accordance with the laws and regulations in force for the time being. Mails may be carried, if an agreement to this effect has been concluded and is for the time being in force between the postal administrations of the two countries.

Article 8.

Upon the departure and upon the landing of aircraft, the authorities of the two countries shall in all cases have the right to search them with a view to examining and verifying the documents with which they must be provided.

Article 9.

Every aerodrome in either of the two States which is open to public use by its national aircraft shall likewise be open to aircraft of the other State.

Article 10.

All aircraft entering or leaving either of the two States must land at or depart from appointed aerodromes or seaplane stations, such aerodromes and seaplane stations to be reciprocally notified.

Except in cases of distress an aircraft leaving or entering one of the two States shall make no landing between the frontier and one of the appointed aerodromes or seaplane stations.

Article 11.

Until otherwise provided the frontiers of the two States may be crossed at any point except over prohibited areas.

Article 12.

The aircraft and its crew shall be subject to all the legal obligations

Het vervoer van passagiers en goederen moet geschieden overeenkomstig de geldende wetten en verordeningen. Post mag worden vervoerd, indien te dien einde tusschen de postadministratiën der beide landen een overeenkomst is gesloten en van kracht is.

Artikel 8.

Bij vertrek en landing van de luchtvaartuigen hebben de autoriteiten van beide landen te allen tijde het recht de luchtvaartuigen te onderzoeken, ten einde de bescheiden, waarvan deze moeten zijn voorzien, te verifieeren.

Artikel 9.

Elk luchtvaartterrein in een der beide Staten, dat tot algemeen gebruik ten behoeve van de eigen luchtvaartuigen is opengesteld, zal evenzoo voor de luchtvaartuigen van den anderen Staat toegankelijk zijn.

Artikel 10.

Alle luchtvaartuigen, welke een der beide Staten binnenkomen of verlaten, moeten landen op of opstijgen van daartoe aangewezen (land- of water-) luchtvaartterreinen, welke luchtvartterreinen over en weer zullen worden bekend gemaakt.

Behoudens in geval van nood mag een luchtvaartuig, dat een der beide Staten verlaat of daar binnenkomt, niet landen tusschen de grens en een der aangewezen luchtvaartterreinen.

Artikel 11.

Totdat anders is bepaald, mogen de grenzen van de beide Staten op elk punt, met uitzondering van de verboden gebieden, worden overgevlogen.

Artikel 12.

Het luchtvaartuig en zijn bemanning is onderworpen aan alle wettelijke

which arise from general legislation, from customs and excise legislation and any regulations which are laid down for public safety as well as to such regulations as to air navigation as may be in force in the State in which they may be; the licences and certificates issued in respect of the aircraft and of the crews of aircraft of Great Britain shall have the same validity as the corresponding documents issued in the Netherlands and *vice versâ*.

Article 13.

No ballast, other than fine sand or water, shall be dropped from an aircraft in flight.

Article 14.

No article or substance, other than ballast, shall be unloaded or discharged in the course of flight. Exceptions may be made for postal aircraft and in cases for which permission may be specifically granted.

Article 15.

The British Government and the Netherlands Government will communicate to each other the regulations relative to air navigation which are in force in their respective countries.

Article 16.

The present agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible. It will come into force on the date of exchange of the ratifications.

verplichtingen, welke voortvloeien uit de algemeene wetgeving, de douanewetgeving en alle verordeningen betreffende de openbare veiligheid, alsmede aan die verordeningen betreffende de luchtvaart, welke eventueel geldig zijn in den Staat waarin zij zich bevinden; de ten behoeve van de Britsche luchtvaartuigen en de leden hunner bemanning uitgereikte bewijzen van luchtwaardigheid en van geschiktheid hebben gelijke geldigheid als de overeenkomstige door Nederland uitgereikte stukken en omgekeerd.

Artikel 13.

Gedurende de vlucht mag als ballast slechts fijn zand of water uit een luchtvaartuig worden geworpen.

Artikel 14.

Gedurende de vlucht mogen geen andere voorwerpen of stoffen dan ballast worden uitgeworpen of op andere wijze verwijderd. Uitzonderingen kunnen worden gemaakt ten aanzien van postluchtvaartuigen, alsmede in die gevallen, waarin een bijzondere vergunning is gegeven.

Artikel 15.

De Britsche Regeering en de Nederlandsche Regeering zullen elkander mededeeling doen van de regelingen, welke betreffende de luchtvaart onderscheidenlijk in elk der beide landen van kracht zijn.

Artikel 16.

Deze schikking zal worden bekrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoo spoedig mogelijk worden uitgewisseld. Zij zal van kracht worden op den dag, waarop de bekrachtigingsoorkonden zullen zijn uitgewisseld.

Article 17.

The present agreement, which is of a provisional character, may be denounced by either of the contracting parties at any time by giving notice three months in advance.

Furthermore, each of the contracting parties reserves to itself the right to denounce the present agreement, such denunciation to take immediate effect, after the two contracting parties have ratified the International Air Convention signed at Paris the 13th October, 1919.*)

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present agreement, and have affixed thereto their seals.

Done at The Hague in duplicate in the English and Dutch languages, the 11th July, 1923.

(L. S.) *Charles M. Marling.*
(L. S.) *Karnebeek.*

Artikel 17.

Deze schikking, welke van voorloopigen aard is, kan door elk der verdragsluitende partijen te allen tijde met een termijn van drie maanden worden opgezegd.

Verder behoudt elk der verdragsluitende partijen zich het recht voor deze schikking zonder eenigen termijn van opzegging te doen eindigen, zoodra de beide verdragsluitende partijen de op 13 October 1919 te Parijs geteekende Luchtvaartconventie zullen hebben bekrachtigd.*)

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden deze overeenkomst hebben geteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage in tweevoud in de Engelsche en in de Nederlandsche taal, den 11den Juli 1923.

(L. S.) *Charles M. Marling.*
(L. S.) *Karnebeek.*

Annex.

1. For the purpose of flights within the limits of and above its own territory each of the contracting parties has the right to refuse to recognise certificates of competency and licences granted to one of its nationals by the other contracting State.

2. It is agreed that the establishment of a regular service to and from one of the contracting States and within that State may be made subject to special regulations by that State.

3. The present annex shall be considered as an integral part of the above agreement.

Bijlage.

1. Wat betreft de vluchten binnen de grenzen van en boven haar gebied heeft elk der verdragsluitende partijen het recht de bewijzen van geschiktheid, welke aan een van haar onderdanen door den anderen Staat zijn uitgereikt, niet te erkennen.

2. De partijen zijn het er over eens, dat het instellen van een geregelden dienst naar en van een der verdragsluitende Staten alsmede daarbinnen door dien Staat aan bijzondere voorschriften kan worden onderworpen.

3. Deze bijlage zal als een integreerend deel van de bovenvermelde schikking worden beschouwd.

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 61.

50.

LITHUANIE, ISLANDE.

Arrangement commercial; réalisé par un Echange de Notes, signées à Kovno et à Copenhague, le 18 juillet 1923.

Vyriausybės Žinios 1926, No. 231.

République de Lithuanie
Ministère des Affaires Etrangères.
Nr. 13712. Kaunas, le 18 juillet 1923.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement Lithuanien et le Gouvernement Islandais ayant l'intention d'établir des relations commerciales intimes entre la Lithuanie et l'Islande, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'à condition de réciprocité les ressortissants islandais et les marchandises produites ou fabriquées en Islande jouiront inconditionnellement, sur le territoire lithuanien, d'un traitement à tous les égards au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants et aux produits ou objets de fabrication du pays étranger le plus favorisé. Ce traitement est accordé dans toutes les affaires de commerce et de navigation à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit et, en général, dans tout ce qui concerne les droits et formalités de douane et les opérations commerciales des ressortissants islandais, leur accès à s'établir sur le territoire lithuanien, d'y acquérir et d'y posséder toute sorte de propriété, d'y faire le commerce, l'industrie et exercer d'autres professions ainsi qu'au sujet des réquisitions pour des objets d'interêt militaire et public et des impôts et autres droits ou contributions de quelque nature qu'ils soient.

Les navires islandais jouiront, dans les ports lithuaniens sur les cours d'eau et les mers territoriales de Lithuania, d'un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est accordé aux navires lithuaniens ou aux navires appartenant à la nation la plus favorisée, toutefois, avec la réserve que le droit de faire le cabotage est exclusivement réservé aux navires lithuaniens.

Le Gouvernement Lithuanien s'engage en outre, à condition de réciprocité, à accorder la liberté du transit pour les personnes, les marchandises, les navires et bateaux, et les voitures, venant de ou allant en Islande, qui passent en transit le territoire lithuanien y comprises les eaux territoriales, et à leur accorder un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, marchandises, navires, bateaux et voitures lithuaniens et leur accorder, en ce qui concerne les facilités, les droits, les restrictions et toute autre disposition, un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, marchandises, bateaux, navires et voitures lithuaniens ou à ceux qui appartiennent à un autre pays plus favorisé.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucune taxe de douane ou de transit, sans préjudice, toutefois, des taxes destinées exclusivement à couvrir les frais de surveillance et d'administration afférentes à ce transit.

Sur les chemins de fer, lesdites marchandises jouiront, en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

L'Islande ne pourra, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que la Lithuanie a données ou donnera à l'avenir à un des Etats Baltiques (Finlande, Esthonie et Lettonie) ou à ces trois pays, tant que ces avantages ne sont pas accordés à un tiers Etat.

L'Islande ne pourra non plus exiger les faveurs relatives au commerce, au trafic et aux communications de frontière qui, par des raisons locales, seraient accordées à des Etats limitrophes.

L'arrangement provisoire précité entrera en vigueur à partir de la date de la présente note et restera en vigueur jusqu'il soit dénoncé par l'une des Parties avec un préavis de trois mois ou remplacé par un traité de commerce.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Galvanauskas
Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères.

Monsieur C. M. T. Cold.
Ministre des Affaires Etrangères de Danemark.

Ministère des Affaires Etrangères.

Copenhague, le 18 juillet 1923.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement Islandais et le Gouvernement Lithuanien ayant l'intention d'établir des relations commerciales intimes entre l'Islande et la Lithuanie, je soussigné, chargé, au nom de l'Islande, de la gestion des affaires étrangères de ce pays, ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'à condition de réciprocité les ressortissants lithuaniens et les marchandises, prouduites ou fabriquées en Lithuanie, jouiront inconditionnellement sur le territoire islandais d'un traitement à tous les égards au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants et aux produits ou objects de fabrication du pays étranger le plus favorisé. Ce traitement est accordé dans toutes les affaires de commerce et de navigation à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit et en général dans tout ce qui concerne les droits et formalités de douane et les opérations commerciales des ressortissants lithuaniens, leur accés à s'établir sur le territoire islandais d'y acquérir et d'y posséder toute sorte de propriété, d'y faire le commerce, l'industrie et exercer d'autres professions ainsi qu'au

sujet des réquisitions pour des objets d'intérêt militaire et public et des impôts et autres droits ou contributions de quelque nature qu'ils soient.

Les navires lithuaniens jouiront dans les ports islandais sur les cours d'eau et les mers territoriales d'Islande d'un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est accordé aux navires islandais ou aux navires appartenant à la nation la plus favorisée, toutefois avec la réserve que le droit de faire le cabotage est exclusivement réservé aux navires islandais.

Le Gouvernement Islandais s'engage en outre à condition de réciprocité à accorder la liberté du transit pour les personnes, les marchandises, les navires et bateaux, et les voitures, venant de ou allant en Lithuanie, qui passent en transit le territoire islandais, y compris les eaux territoriales, et à leur accorder un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, marchandises, navires, bateaux et voitures islandais et leur accorder en ce qui concerne les facilités, les droits, les restrictions et toute autre disposition un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, marchandises, bateaux, navires et voitures islandais ou à ceux qui appartiennent à un autre pays plus favorisé.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucune taxe de douane ou de transit, sans préjudice toutefois des taxes destinées exclusivement à couvrir les frais de surveillance et d'administration afférentes à ce transit.

Sur les chemins de fer, lesdites marchandises jouiront en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

La Lithuanie ne pourra par suite des dispositions précitées exiger les faveurs que l'Islande a données ou donnera à l'avenir à la Norvège ou à la Suède ou à ces deux pays, tant que ces avantages ne sont pas accordés à un tiers Etat.

L'arrangement provisoire précité entrera en vigueur à partir de la date de la présente note et restera en vigueur jusq'uil soit dénoncé par l'une Parties avec un préavis de trois mois ou remplacé par un traité de commerce.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

C. M. T. Cold.

Son Excellence Monsieur Galvanauskas,
Ministre des Affaires Etrangères de Lithuanie.

Ministère des Affaires Etrangères.
Journal No. 64 Dan. 44.

Copenhague, le 18 juillet 1923.

Monsieur le Ministre,

Me référant aux deux notes que j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence en date d'aujourd'hui concernant les dispositions applicables aux

relations commerciales entre le Danemark et l'Islande et la Lithuanie je l'estime correct, bien que ce soit une chose qui va de soi, de faire remarquer à Votre Excellence — ainsi que Monsieur Biering a eu l'honneur de le dire de vive voix à Monsieur Klimas au cours de leur dernier entretien — que la Lithuanie vû les relations qui existent entre le Danemark et l'Islande conformément à la loi unionelle dano-islandaise du 30 novembre 1918 ne pourra réclamer les avantages que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande ni vice versa ceux que l'Islande à accordés ou pourrait à l'avenir accorder au Danemark.

Bien que cela semble entendu, je mentionne aussi pour compléter que l'arrangement en question ne porte pas atteinte au droit des Parties respectives d'exiger des passeports et des visas.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

C. M. T. Cold.

Son Excellence Monsieur Galvanauskas
Ministre des Affaires Etrangères de Lithuanie.

51.

GRANDE-BRETAGNE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Traité de commerce; signé à Londres, le 14 juillet 1923, suivi d'une Déclaration, signée à Londres à la date du même jour.*)

Treaty Series 1924, No. 35.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the Czechoslovak Republic, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective countries, have determined to conclude a Treaty of Commerce with this object, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions byond the Seas, Emperor of India: the Most Honourable the Marquess Curzon of Kedleston, K.G., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

The President of the Czechoslovak Republic: his Excellency Dr. Eduard Benes, Minister for Foreign Affairs of the Czechoslovak Republic;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed to the following Articles:

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 4 septembre 1924.

Article 1.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties and goods the growth, produce or manufacture of the territories of the two Contracting Parties and the vessels of each of the two Contracting Parties shall enjoy unconditionally in the territories of the other treatment at least as favourable in all respects as that accorded to the subjects or citizens and the produce of the soil and industry and the vessels of the most favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation, both as regards importation, exportation and transit, and in general in all that concerns customs duties and formalities and commercial operations; the establishment of the subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the territories of the other; the exercise of commerce, industries and professions, the payment of taxes, and the treatment of commercial travellers and their samples.

Article 2.

Articles the produce or manufacture of the territories of one of the Contracting Parties imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article the produce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles being the produce or manufacture of any other foreign country.

The Contracting Parties shall be entitled to determine under what circumstances certificates of origin may be required. They undertake to examine the possibility of coming to an arrangement for the issue of these certificates without any Consular fee being charged.

Articles the produce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties exported to the territories of the other shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any articles from the territories of either of the two Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like article to any other foreign country.

In the event of import licences being required for the importation of any class of goods into the territories of either of the Contracting Parties, the licensing system shall not be so worked as to cause discrimination against the goods produced or manufactured in the territories of the other Contracting Party, and the conditions under wich licences may be obtained for the importation of such goods shall be not less favourable than those applied in the case of similar goods the produce or manufacture of any other foreign country.

In conformity with this principle, and so long as the licensing system continues in the Czechoslovak Republic, the Czechoslovak Republic undertakes to admit goods produced or manufactured in His Britannic Majesty's territories to an annual amount to be agreed upon.

The only exceptions to the foregoing general rules shall be in the case of the sanitary or other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons or of animals or of plants useful to agriculture and of the measures applicable in the territories of either of the two Contracting Parties to articles enjoying a bounty in the territories of the other Contracting Party.

Article 3.

Nothing in this Treaty shall be held to prohibit the imposition in His Britannic Majesty's territories of special rates of customs duty on specified articles of Czechoslovak origin, other or higher than those levied on similar articles the produce or manufacture of any other foreign country, in cases where such special rates of customs duty are levied in pursuance of legislation of general application enabling the imposition of such duties on articles the produce or manufacture of any country, where such articles are being sold or offered for sale in the part of His Britannic Majesty's territories concerned at prices which, by reason of depreciation in the value in relation to sterling of the currency of the country in which the articles are produced or manufactured, are below the prices at which similar articles can be profitably produced or manufactured in the part of His Britannic Majesty's territories concerned, and that by reason thereof employment in that part of His Britannic Majesty's territories is being, or is likely to be, seriously affected.

Nevertheless no special rates of customs duty shall be imposed on goods manufactured in Czechoslovakia until the expiration of three months from the date on which the Czechoslovak Government have been notified of the intention of the Government of the part of His Britannic Majesty's territories concerned to impose such duty. In the event of such notice being given this Convention shall, notwithstanding the provisions of Article 11, at the request of the Czechoslovak Government, cease to have effect as between Czechoslovakia and such part of His Britannic Majesty's territories from the date on which the Czechoslovak goods in question become liable to the special duty referred to.

Article 4.

His Britannic Majesty will not invoke the provisions of Article 1 of this Treaty to secure the advantages of any special arrangements which may be concluded between the Czechoslovak Republic and either Austria or Hungary in pursuance of the economic clauses of the Treaties of Peace with Austria and Hungary for the accord by the Czechoslovak Republic of a special Customs régime to certain natural or manufactured products which both originate in and come from these countries. Either of the Contracting Parties shall likewise not invoke the advantages granted by

the other Party to neighbouring foreign States to facilitate small frontier traffic within a zone corresponding to the frontier district of the territories of each of the Contracting Parties, but not exceeding 15 kilometres in breadth on each side of the frontier in general, or in exceptional cases 25 kilometres.

Article 5.

Each of the Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be imported or exported and also the carriage of passengers from or to their respective territories upon the vessels of the other on terms which shall not be less favourable than those accorded to national vessels or the vessels of the most favoured foreign country.

Article 6.

The subjects or citizens of either of the Contracting Parties shall not be subject in respect of their persons or property or in respect of their commerce or industry to any taxes whether general or local or to imposts or obligations of any kind whatever other or greater than those which are or may be imposed upon the subjects or citizens of the other Contracting Party.

Limited liability and other companies and associations carrying on any description of business and already or hereafter to be organised in accordance with the laws of either Contracting Party and registered in the territories of such Party are authorised in the territories of the other to exercise their rights and appear in the courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other party.

Such companies and associations of either Contracting Party admitted to carry on business in the territories of the other shall not be subjected to conditions less favourable than those applied to the similar companies or associations of any other foreign country.

Either Contracting Party in framing and administering laws and regulations with regard to the taxation of such companies and associations of the other Party admitted to carry on business shall be guided by the principle embodied in the first paragraph of this Article; and the two Contracting Parties further agree, with a view to preventing so far as possible any unfavourable treatment of the business of companies or associations of either Party in the territories of the other as compared with the treatment of national companies or associations, to conclude a separate special agreement as soon as possible.

Article 7.

The stipulations of the present Treaty with regard to the mutual accord of the treatment of the most favoured nation apply unconditionally to the treatment of commercial travellers and business representatives visiting their respective territories and to any samples carried by them. Each of the Contracting Parties undertakes to communicate to the other the form of certificate that may be required for such commercial travellers and re-

presentatives and to recognise as competent to issue such certificates the authorities nominated by the other Party.

Article 8.

It is understood that nothing in this Treaty shall be held to confer any right or impose any obligation upon either Contracting Party which may be in conflict with any general International Convention to which either of them is or hereafter may be a Party.

Article 9.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates unless notice is given by His Britannic Majesty's Representative at Prague of the desire of His Britannic Majesty that the said stipulations shall apply to any such territory.

Nevertheless, goods produced or manufactured in India or in any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates shall enjoy in Czechoslovakia complete and unconditional most-favoured-nation treatment, subject to the reservation contained in Article 4, so long as goods produced or manufactured in Czechoslovakia are accorded in India or such self-governing Dominion, Colony, Possession or Protectorate treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

Article 10.

The terms of the preceding Article relating to India and to His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates shall apply also to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

Article 11.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification, and shall be binding during five years from the date of its coming into force. In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other, twelve months before the expiration of the said period of five years of its intention to terminate the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, India or any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates, or any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, to which the stipulations of the present Treaty shall have been made applicable under Articles 9 and 10, either of the Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 14th day of July, 1923.

(L. S.) *Curzon of Kedleston.*
(L. S.) *Dr. Eduard Benes.*

Declaration.

Ad Article 2.

In pursuance of Article 2 of the Treaty of Commerce signed this day, the Czechoslovak Government undertake that, during the temporary continuance of the existing system of import restriction in Czechoslovakia, goods produced and manufactured in the territories of His Britannic Majesty of the classes specified in the annexed Schedule shall be admitted into Czechoslovakia up to amounts not less than the quantities shown therein.

The Czechoslovak Government further undertake that, in the event of other or greater contingents being granted to any third country in respect of any article of interest to the trade of His Britannic Majesty's territories, an adequate contingent shall, at the request of His Britannic Majesty's representative at Prague, be granted for similar articles produced or manufactured in His Britannic Majesty's territories, it being the intention of the Czechoslovak Government that in the administration of the system of import restrictions there shall be no discrimination against the trade of His Britannic Majesty's territories.

The Czechoslovak Government also hereby declare their readiness at any time to give sympathetic consideration to any request made by His Britannic Majesty's representative at Prague for the granting of a suitable contingent in respect of any article not at present included in the Schedule, or for otherwise modifying the Schedule.

Ad Article 6.

The Czechoslovak Government undertake, in the event of British companies or associations applying for licences to carry on any description of business in Czechoslovakia, to give in general the same favourable consideration to such applications as to those made on behalf of similar companies or associations of any other foreign country.

The above Declaration shall take effect as from the coming into force of the Treaty of Commerce signed this day, and shall remain in force as long as that Treaty is in operation.

Done at London, the 14th July, 1923.

Dr. Eduard Benes.

Schedule.

Cocoa beans	Tons	2,500	Tea (in packets and tins) .	Tons	200
Cocoa powder	„	250	Pepper	„	500
Chocolate and chocolate confectionery	„	200	Spirits in barrels and bottles (except raw alcohol) . .	„	250
Tea (in bulk)	„	800	Smoked herrings	„	1,500

Dried fruits	Tons	100
Canned fruits	„	300
Canned fish	„	200
Jams (in jars)	„	200
Cakes and Biscuits	„	10
Essential oils (except juniper and coriander)	„	2
Tanning extracts	„	2,000
Cotton yarns	„	1,500
Cotton thread and other goods	„	1,000
Woollen yarns	„	1,500
Woollen cloth	„	750
Flax yarn, linen thread and linen manufactures . . .	„	75
Jute yarns and manufactures	„	500
Hemp yarn	„	50
Silk and silk goods	„	50
Artificial silk	„	150
Ready-made clothing . . .	„	100
Hats (felt and straw, men's and women's)	Number	50,000
Rubber	Tons	2,500
Rubber goods	„	1,000
Leather	„	1,500
Leather goods	„	500
Bicycles	Number	1,000
Bicycle parts	Tons	10
Motor cycles	Number	500
Motor parts and motor cycle parts	Tons	200
Motor cars	Number	150
Motor lorries	Number	150
Motor ploughs	„	50
Steam plough tackles . .	„	50
Boilers and steam engines (including steam rollers and steam lorries) . . .	Tons	5,000
Electrical technical goods, motors, dynamos, cables and wires	„	200
Textile machinery	„	2,500
Duplicating machines . .	Number	100
Soap (household and toilet)	Tons	1,000
Perfumes	„	2
Asbestos and asbestos goods	„	200
Coal tar dyes and derivatives	„	200
Chemicals and chemical products (except antimony and carbon disulphate . . .	„	1,500
Paints and varnishes . . .	„	100
Disinfectant (for spraying trees, vines and hops) . .	„	100
Fertilisers (except superphosphates)	„	5,000
Oils and fats for industrial purposes	„	10,000
Lubricating oils	„	500
Photographic dry plates .	„	50
Cutlery and tools	„	250
Metal wares	„	1,000
Paper for special purposes and paper manufactures	„	125

52.

SUISSE, BULGARIE.

Accord commercial provisoire; réalisé par un Echange de Notes des 14 juillet 1923 et 22/23 août 1924.

Copie officielle.

1.

Note suisse du 14 juillet 1923.

Département Fédéral de l'Economie Publique.

No. 55 — Berne, le 14 juillet 1923.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

L'accord entre la Suisse et la Bulgarie relatif au traitement réciproque de la nation la plus favorisée*) étant de l'avis du Gouvernement Royal,

*) Echange de notes des 12/17 février 1906; **N. R. G. 3. s. VI, p. 616.**

échu en même temps que le délai stipulé à l'Article 151 du Traité de Paix de Neuilly,*) soit le 9 août 1921, nous avons chargé dernièrement le Consulat suisse à Sofia de se renseigner auprès de l'autorité compétente à l'effet d'en apprendre si le Gouvernement Bulgare serait disposé à procéder avec la Suisse à un nouvel échange de notes par lequel les deux Pays se garantiraient réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

A teneur du rapport du Consulat précité, le Chef de la Division des Douanes au Ministère Royal des Finances a répondu affirmativement en nous laissant le soin de nous mettre en relations à ce sujet avec la Légation de Bulgarie à Berne.

Nous avons en conséquence l'honneur de proposer à votre haut Gouvernement par la présente note l'application réciproque dans les relations commerciales entre les deux Pays de la clause de la nation la plus favorisée. Conformément à ce qui a été convenu entre la Suisse et la Roumanie (échange de notes des 23 janvier/1er février 1923)**) seraient toutefois exceptées de part et d'autre les restrictions et prohibitions d'importation et d'exportation, au sujet desquelles chaque Partie se réserverait toute liberté d'action. Cet arrangement, de durée indéterminée, entrerait en vigueur dès réception de la réponse du Gouvernement Bulgare et pourrait être dénoncé par chacune des Parties contractantes en tout temps moyennant préavis de trois mois.

En vous priant de vouloir bien porter cette proposition à la connaissance du Gouvernement Royal et nous notifier, en temps et lieu, la décision intervenue, nous vous présentons, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de notre considération la plus distinguée.

Département Fédéral de l'Economie Publique

sig. *Schulthess.*

Monsieur D. Mikoff,
Chargé d'Affaires de Bulgarie, Berne.

2.

Note bulgare du 22 août 1924.

Légation de Bulgarie en Suisse.
No. 694 Berne, le 22 août 1924.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Je suis chargé et j'ai l'honneur de porter à votre connaissance en réponse à votre note No. 55 en date du 14 juillet 1923 que le Gouvernement Bulgare accepte l'application réciproque dans les relations commerciales entre la Suisse et la Bulgarie de la clause de la nation la plus favorisée sous réserve que seraient exceptées de part et d'autre les restrictions et prohibitions d'importation et d'exportation, au sujet desquelles

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 365. **) V. ci-dessus, No. 35, p. 186.

chaque Partie se réserverait toute liberté d'action. Cet arrangement entrerait en vigueur dès réception de la présente et pourrait être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

En vous notifiant cette décision du Gouvernement Bulgare, je vous prie, Monsieur le Conseiller Fédéral, d'agréer l'assurance de ma très haute considération.

Le Chargé d'Affaires:

sig. *D. Mikoff.*

Son Excellence Monsieur Edmond Schulthess,
Chef du Département de l'Economie Publique, Berne.

3.

Note suisse du 23 août 1924.

Département Fédéral de l'Economie Publique.

Berne, le 23 août 1924.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par note du 22 de ce mois, No. 694, vous voulez bien porter à ma connaissance que le Gouvernement Bulgare accepte l'application réciproque dans les relations commerciales entre la Bulgarie et la Suisse de la clause de la nation la plus favorisée sous réserve que seraient exceptées de part et d'autre les restrictions et prohibitions d'importation et d'exportation, au sujet desquelles chaque Partie se réserverait toute liberté d'action. Cet arrangement entrerait en vigueur dès réception de votre note et pourrait être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

En prenant acte de cette notification, j'ajoute que ledit arrangement est, en conséquence, applicable à partir du 22 août 1924.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

sig. *Schulthess.*

Monsieur Dimitri Mikoff,
Chargé d'Affaires de Bulgarie, Berne.

53.

GRANDE-BRETAGNE, BELGIQUE.

Convention concernant l'application au Congo belge et à certains Protectorats britanniques des Conventions d'extradition en vigueur entre la Grande-Bretagne et la Belgique; signée à Londres, le 8 août 1923.*)

Treaty Series 1924, No. 1.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of the Belgians, having deemed it necessary to apply to the Belgian Congo and to certain British protectorates the Extradition Treaty between Great Britain and Belgium of the 29th October, 1901,**) and the Conventions supplementary thereto of the 5th March, 1907,***) and the 3rd March, 1911,†) have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India: the Most Honourable Marquess Curzon of Kedleston, K.G., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

His Majesty the King of the Belgians: his Excellency Baron Moncheur, Commander of the Order of Leopold, &c., &c., His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary;

Who, having communicated to each other their respective full powers,

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, ayant jugé nécessaire d'appliquer au Congo belge et à certains protectorats britanniques le Traité d'Extradition entre la Belgique et la Grande-Bretagne du 29 octobre 1901,**) et les Conventions additionnelles audit Traité du 5 mars 1907***) et du 3 mars 1911,†) ont nommé dans ce but pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi des Belges: son Excellence M. le Baron Moncheur, Commandeur de l'Ordre de Léopold, &c., &c., Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire; et

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes: le Très Honorable Marquis Curzon de Kedleston, K.G., Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires Etrangères;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 15 octobre 1923.

) V. N. R. G. 2. s. XXX, p. 617. *) V. N. R. G. 3. s. I, p. 758.

†) V. N. R. G. 3. s. V, p. 395.

found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

The provisions of the Extradition Treaty between Great Britain and Belgium of the 29th October, 1901, and the Conventions supplementary thereto of the 5th March, 1907, and the 3rd March, 1911, shall apply to the Belgian Congo and to the British protectorates mentioned in the list annexed to this Convention.

If, after the signature of this Convention, it should be considered advisable to extend its provisions to British protectorates other than those mentioned in the annexed list or to territories in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, then, after agreement arrived at between the respective Governments, its conditions shall apply also to these other protectorates or to such territories from the date prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting such extension.

Article 2.

For the purposes of the application of the Treaty of the 29th October, 1901, and the said supplementary Conventions the natives of the Belgian Congo and of the said protectorates and territories shall be regarded as subjects of the High Contracting Parties respectively.

Article 3.

Requisitions for extradition under the present Convention shall be made in accordance with the provisions of the Treaty of the 29th October, 1901, and as if the said protectorates and territories were foreign possessions of

reconnus en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article 1er.

Les dispositions du Traité d'Extradition entre la Belgique et la Grande-Bretagne du 29 octobre 1901 et les Conventions additionnelles audit Traité du 5 mars 1907 et du 3 mars 1911 s'appliqueront au Congo belge et aux protectorats britanniques mentionnés dans la liste annexée à la présente Convention.

Si, après la signature de la présente Convention, il était estimé opportun d'étendre ses dispositions à des protectorats britanniques autres que ceux mentionnés dans la liste annexée ou à des territoires au sujet desquels un mandat au nom de la Société des Nations a été accepté par Sa Majesté britannique, les dispositions de la présente Convention, après accord entre les Gouvernements respectifs, s'appliqueraient également à ces autres protectorats ou à pareils territoires, à partir de la date indiquée dans les notes à échanger en vue de réaliser l'extension.

Article 2.

Pour l'application du Traité du 29 octobre 1901 et des Conventions additionnels prémentionnées, les indigènes du Congo belge et ceux desdits protectorats et territoires seront respectivement considérés comme sujets des Hautes Parties Contractantes.

Article 3.

Les demandes d'extradition, en vertu de la présente Convention, seront faites conformément aux dispositions du Traité du 29 octobre 1901 et comme si lesdits protectorats et territoires étaient respectivement des possessions

the High Contracting Parties respectively.

Article 4.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into operation ten days after its publication, in conformity with the laws of the High Contracting Parties and shall remain in force as long as the Extradition Treaty between Great Britain and Belgium of the 29th October, 1901, and shall lapse with the termination of that Treaty.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 8th day of August, 1923.

extérieures des Hautes Parties Contractantes.

Article 4.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Londres le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties Contractantes et restera en vigueur aussi longtemps que le Traité d'Extradition du 29 octobre 1901 entre la Belgique et la Grande-Bretagne et cessera d'exister en même temps que ce Traité.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Londres, le 8 août 1923.

(L. S.) *Curzon of Kedleston.*
(L. S.) *Moncheur.*

Annex.

List of British Protectorates.

Bechuanaland Protectorate.
Gambia Protectorate.
Kenya Protectorate.
Nigeria Protectorate.
Northern Rhodesia.
Northern territories of the Gold Coast.
Nyasaland.
Sierra Leone Protectorate.
Somaliland Protectorate.
Southern Rhodesia.
Swaziland.
Uganda Protectorate.
Zanzibar.

Annexe.

Liste des Protectorats britanniques.

Protectorat de Bechuanaland.
Protectorat de la Gambie.
Protectorat du Kenya.
Protectorat de la Nigérie.
Rhodésie du Nord.
Territoire du Nord de la Côte d'Or.
Nyassaland.
Protectorat de Sierra-Leone.
Protectorat de Somaliland.
Rhodésie du Sud.
Swaziland.
Protectorat de l'Uganda.
Zanzibar.

54.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, MEXIQUE.

Convention pour le règlement des réclamations réciproques; signée à Washington, le 8 septembre 1923.*)

Treaty Series. No. 678.

The United States of America and the United Mexican States, desiring to settle and adjust amicably claims by the citizens of each country against the other since the signing on July 4, 1868, of the Claims Convention entered into between the two countries**) (without including the claims for losses or damages growing out of the revolutionary disturbances in Mexico which form the basis of another and separate Convention), have decided to enter into a Convention with this object, and to this end have nominated as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America:

The Honorables Charles Evans Hughes, Secretary of State of the United States of America, Charles Beecher Warren and John Barton Payne, and

The President of the United Mexican States:

Señor Don Manuel C. Téllez, Chargé d'Affaires ad interim of the United Mexican States at Washington;

Who, after having communicated to each other their respective full powers found to be in due and proper form, have agreed upon the following Articles:

Los Estados Unidos de América y los Estados Unidos Mexicanos, deseando arreglar y ajustar amigablemente las reclamaciones de los ciudadanos de cada uno de los dos países en contra del otro desde la firma, el 4 de julio de 1868, de la Convención de Reclamaciones celebrada entre los dos países**) (sin incluir las reclamaciones por pérdidas o daños provenientes de los trastornos revolucionarios en Mécico que constituyen la base de distinta y separada Convención), han resuelto celebrar una Convención con tal fin, y al efecto han nombrado como sus Plenipotenciarios:

El Presidente de los Estados Unidos de América:

Los Honorables Charles Evans Hughes, Secretario de Estado de los Estados Unidos de América, Charles Beecher Warren y John Barton Payne, y:

El Presidente de los Estados Unidos Mexicanos:

Señor Don Manuel C. Téllez, Encargado de Negocios ad interim de los Estados Unidos Mexicanos en Washington;

Quienes, después de haberse comunicado mutuamente sus respectivos plenos poderes y encontrándolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 1er mars 1924.
**) V. N. R. G. 2. s. I, p. 5.

Article I.

All claims (except those arising from acts incident to the recent revolutions) against Mexico of citizens of the United States, whether corporations, companies, associations, partnerships or individuals, for losses or damages suffered by persons or by their properties, and all claims against the United States of America by citizens of Mexico, whether corporations, companies, associations, partnerships or individuals, for losses or damages suffered by persons or by their properties; all claims for losses or damages suffered by citizens of either country by reason of losses or damages suffered by any corporation, company, association or partnership in which such citizens have or have had a substantial and bona fide interest, provided an allotment to the claimant by the corporation, company, association or partnership of his proportion of the loss or damage suffered is presented by the claimant to the Commission hereinafter referred to; and all claims for losses or damages originating from acts of officials or others acting for either Government and resulting in injustice, and which claims may have been presented to either Government for its interposition with the other since the signing of the Claims Convention concluded between the two countries July 4, 1868, and which have remained unsettled, as well as any other such claims which may be filed by either Government within the time hereinafter specified, shall be submitted to a Commission consisting of thre members for decision in accordance with the principles of international law, justice and equity.

Artículo I.

Todas las reclamaciones (exceptuando aquellas provenientes de actos incidentales a las recientes revoluciones) en contra de México, de ciudadanos de los Estados Unidos, ya sean corporaciones, compañías, asociaciones, sociedades o individuos particulares, por pérdidas o daños sufridos en sus personas o en sus propiedades, y todas las reclamaciones en contra de los Estados Unidos de América, de ciudadanos mexicanos, ya sean corporaciones, compañías, asociaciones, sociedades o individuos particulares, por pérdidas o daños sufridos en sus personas o en sus propiedades; todas las reclamaciones por pérdidas o daños sufridos por ciudadanos de cualquiera de los dos paises en virtud de pérdidas o daños sufridos por alguna corporación, compañia, asociación o sociedad en que dichos ciudadanos tengan o hayan tenido un interés sustancial y bona fide, siempre que el reclamante presente a la Comisión que más adelante se menciona, una asignación hecha al mismo reclamante por la corporación, compañia, asociación, o sociedad, de su parte proporcional de la pérdida o daño sufrido; y todas las reclamaciones por pérdidas o daños provenientes de actos de funcionarios u otras personas que obren por cualquiera de los dos Gobiernos y que resulten en injusticia, y las cuales reclamaciones puedan haber sido presentadas a cualquiera de los dos Gobiernos para su interposición con el otro desde la firma de la Convención de Reclamaciones celebrada entre los dos países el 4 de julio de 1868 y que han quedado pendientes de arreglo, asi como cualesquiera otras reclamaciones semejantes que puedan ser presentadas por cual-

quiera de los dos Gobiernos dentro del período especificado más adelante, seran sometidas a una Comisión integrada por tres miembros para su fallo de acuerdo con los principios del Derecho Internacional, de la justicia y de la equidad.

Such Commission shall be constituted as follows: one member shall be appointed by the President of the United States; one by the President of the United Mexican States; and the third, who shall preside over the Commission, shall be selected by mutual agreement between the two Governments. If the two Governments shall not agree within two months from the exchange of ratifications of this Convention in naming such third member, then he shall be designated by the President of the Permanent Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in Article XLIX of the Convention for the pacific settlement of international disputes concluded at The Hague on October 18, 1907. In case of the death, absence or incapacity of any member of the Commission, or in the event of a member omitting or ceasing to act as such, the same procedure shall be followed for filling the vacancy as was followed in appointing him.

Dicha Comisión quedará constituida como sigue: un miembro será nombrado por el Presidente de los Estados Unidos; otro por el Presidente de los Estados Unidos Mexicanos; y el tercero, quien presidirá la Comisión, será escogido por acuerdo mutuo de los dos Gobiernos. Si los dos Gobiernos no se pusieren de acuerdo en la designación de dicho tercer miembro dentro de los dos meses siguientes al canje de ratificaciones de esta Convención, éste será entonces designado por el Presidente del Consejo Administrativo Permanente de la Corte Permanente de Arbitraje de La Haya a que se refiere el Artículo XLIX de la Convención para el arreglo pacífico de las disputas internacionales concluída en La Haya en 18 de octubre de 1907. En caso del fallecimiento, ausencia o incapacidad de cualquier miembro de la Comisión, o en caso de que alguno de ellos omita obrar como tal o cese de hacerlo, se empleará para llenar la vacante el mismo método que se siguió para nombrarlo.

Article II.

The Commissioners so named shall meet at Washington for organization within six months after the exchange of the ratifications of this Convention, and each member of the Commission, before entering upon his duties, shall make and subscribe a solemn declaration stating that he will carefully and impartially examine and decide,

Artículo II.

Los Comisionados así nombrados se reunirán en Washington para organizarse, dentro de un plazo de seis meses después del canje de las ratificaciones de esta Convención; y cada miembro de la Comisión, antes de comenzar sus labores, hará y suscribirá una declaración solemne de que cuidadosa e imparcialmente examinará

according to the best of his judgment and in accordance with the principles of international law, justice and equity, all claims presented for decision, and such declaration shall be entered upon the record of the proceedings of the Commission.

The Commission may fix the time and place of its subsequent meetings, either in the United States or in Mexico, as may be convenient, subject always to the special instructions of the two Governments.

Article III.

In general, the Commission shall adopt as the standard for its proceedings the rules of procedure established by the Mixed Claims Commission created under the Claims Convention between the two Governments signed July 4, 1868, in so far as such rules are not in conflict with any provision of this Convention. The Commission, however, shall have authority by the decision of the majority of its members to establish such other rules for its proceedings as may be deemed expedient and necessary, not in conflict with any of the provisions of this Convention.

Each Government may nominate and appoint agents and counsel who will be authorized to present to the Commission, orally or in writing, all the arguments deemed expedient in favor of or against any claim. The agents or counsel of either Government may offer to the Commission any documents, affidavits, interrogatories or other evidence desired in favor of or against any claim and shall have the right to examine witnesses under oath or affirmation be-

y decidirá, según su mejor saber, y de acuerdo con los principios del Derecho Internacional, de la justicia y de la equidad, todas las reclamaciones presentadas para su fallo y dicha declaración deberá asentarse en el registro de actas de la Comisión.

La Comisión podrá fijar el tiempo y lugar de sus juntas subsecuentes, ya sea en los Estados Unidos o en México, según convenga, sujeta siempre a las instrucciones especiales de los dos Gobiernos.

Artículo III.

En general, la Comisión adoptará como norma de sus actuaciones las reglas de procedimiento establecidas por la Comisión Mixta de Reclamaciones creada por la Convención de Reclamaciones entre los dos Gobiernos, firmada el 4 de julio de 1868, en cuanto dichas reglas no estén en pugna con cualquiera de las disposiciones de esta Convención. La Comisión tendrá poder, sin embargo, por resolución de la mayoría de sus miembros, para establecer en sus actuaciones las otras reglas que se estimen convenientes y necesarias, que no estén en pugna con cualquiera de las disposiciones de esta Convención.

Cada Gobierno podrá nombrar y designar agentes y abogados que quedarán autorizados para presentar a la Comisión, oralmente o por escrito, todos los argumentos que consideren oportunos, en pro o en contra de cualquiera reclamación. Los agentes o abogados de cualquiera de los dos Gobiernos, podrán presentar a la Comisión cualesquiera documentos, affidavits, interrogatorios o cualquiera otra prueba que se desee, en pro o en contra de alguna reclamación, y

fore the Commission, in accordance with such rules of procedure as the Commission shall adopt.

The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission.

The language in which the proceedings shall be conducted and recorded shall be English or Spanish.

Article IV.

The Commission shall keep an accurate record of the claims and cases submitted, and minutes of its proceedings with the dates thereof. To this end, each Government may appoint a Secretary; these Secretaries shall act as joint Secretaries of the Commission and shall be subject to its instructions. Each Government may also appoint and employ any necessary assistant secretaries and such other assistance as deemed necessary. The Commission may also appoint and employ any persons necessary to assist in the performance of its duties.

Article V.

The High Contracting Parties, being desirous of effecting an equitable settlement of the claims of their respective citizens thereby affording them just and adequate compensation for their losses or damages, agree that no claim shall be disallowed or rejected by the Commission by the application of the general principle of international law that the legal remedies must be exhausted as a condition precedent to the validity or allowance of any claim.

tendrán el derecho de examinar testigos, bajo juramento o protesta, ante la Comisión, de acuerdo con las reglas de procedimiento que la Comisión adoptare.

La decisión de la mayoría de los miembros de la Comisión será la decisión de la Comisión.

El idioma en que se llevarán y registrarán las actuaciones será el inglés o el español.

Artículo IV.

La Comisión llevará un registro exacto de las reclamaciones y de los casos sometidos y minutas de sus actuaciones con sus fechas respectivas. Con tal fin, cada Gobierno podrá nombrar un Secretario; estos Secretarios actuarán conjuntamente como secretarios de la Comisión y estarán sujetos a sus instrucciones. Cada Gobierno podrá también nombrar y emplear los secretarios adscritos que sean necesarios, así como los demás empleados que se consideren necesarios. La Comisión podrá, igualmente, nombrar y emplear cualesquiera otras personas necesarias para que la ayuden en el desempeño de sus deberes.

Artículo V.

Las Altas Partes Contractantes, deseosas de efectuar un arreglo equitativo de las reclamaciones de sus respectivos ciudadanos, y concederles mediante ello compensación justa y adecuada por sus pérdidas o daños, convienen en que la Comisión no negará o rechazará ninguna reclamación alegando la aplicación del principio general de Derecho Internacional, de que han de agotarse los remedios legales como condición precedente a la validez o admisión de cualquiera reclamación.

Article VI.

Every such claim for loss or damage accruing prior to the signing of this Convention, shall be filed with the Commission within one year from the date of its first meeting, unless in any case reasons for the delay, satisfactory to the majority of the Commissioners, shall be established, and in any such case the period for filing the claim may be extended not to exceed six additional months.

The Commission shall be bound to hear, examine and decide, within three years from the date of its first meeting, all the claims filed, except as hereinafter provided in Article VII.

Four months after the date of the first meeting of the Commissioners, and every four months thereafter, the Commission shall submit to each Government a report setting forth in detail its work to date, including a statement of the claims filed, claims heard and claims decided. The Commission shall be bound to decide any claim heard and examined within six months after the conclusion of the hearing of such claim and to record its decision.

Artículo VI.

Todas y cada una de tales reclamaciones por pérdida o daño originadas antes de la firma de esta Convención, serán presentadas a la Comisión dentro del primer año de la fecha de su primera junta, a menos de que en algún caso se comprueben para la tardanza, razones satisfactorias para la mayoría de los Comisionados y en cualquiera de estos casos, el período para presentar la reclamación podrá ser prorrogado hasta por un plazo que no exceda de seis meses más.

La Comisión estará obligada a oir, examinar y fallar, dentro de los tres años subsiguientes a la fecha de su primera junta, todas las reclamaciones presentadas, salvo en los casos previstos en el Artículo VII.

Cuatro meses después de la fecha de la primera junta de los Comisionados, y cada cuatro meses después, la Comisión habrá de rendir a cada Gobierno un informe dando cuenta en detalle de sus trabajos hasta la fecha, incluyendo un estado de las reclamaciones presentadas, de las oídas y de las falladas. La Comisión estará obligada a decidir cualquier reclamación oída y examinada dentro de los seis meses siguientes a la terminación de la audiencia de dicha reclamación, y a hacer constar su fallo.

Article VII.

The High Contracting Parties agree that any claim for loss or damage accruing after the signing of this Convention, may be filed by either Government with the Commission at any time during the period fixed in Article VI for the duration of the Commission; and it is agreed between the two Governments that should any such claim or claims be

Artículo VII.

Las Altas Partes Contratantes convienen en que cualquiera reclamación por pérdida o daño que se origine después de la firma de esta Convención, puede ser presentada a la Comisión por cualquiera de los Gobiernos en cualquier tiempo durante el período señalado en el Artículo VI para la duración de la Comisión; y los dos Gobiernos convienen en que si se

filed with the Commission prior to the termination of said Commission, and not be decided as specified in Article VI, the two Governments will by agreement extend the time within which the Commission may hear, examine and decide such claim or claims so filed for such a period as may be required for the Commission to hear, examine and decide such claim or claims.

presentare a la Comisión alguna o algunas de dichas reclamaciones antes de que terminen las labores de dicha Comisión, y no sean falladas de conformidad con lo establecido en el Artículo VI, los dos Gobiernos de común acuerdo prorrogarán el tiempo dentro del cual la Comisión pueda oir, examinar y fallar tal reclamación o reclamaciones así presentadas, por el plazo que pueda ser necesario para que la Comisión oiga, examine y decida tal reclamación o reclamaciones.

Article VIII.

The High Contracting Parties agree to consider the decision of the Commission as final and conclusive upon each claim decided, and to give full effect to such decisions. They further agree to consider the result of the proceedings of the Commission as a full, perfect and final settlement of every such claim upon either Government, for loss or damage sustained prior to the exchange of the ratifications of the present Convention (except as to claims arising from revolutionary disturbances and referred to in the preamble hereof). And they further agree that every such claim, whether or not filed and presented to the notice of, made, preferred or submitted to such Commission shall from and after the conclusion of the proceedings of the Commission be considered and treated as fully settled, barred and thenceforth inadmissible, provided the claim filed has been heard and decided.

Artículo VIII.

Las Altas Partes Contratantes convienen en considerar como finales y concluyentes las decisiones de la Comisión que recaigan sobre cada una de las reclamaciones falladas, y dar pleno efecto a tales decisiones. Convienen además en considerar el resultado de las actuaciones de la Comisión como un arreglo pleno, perfecto y final de todas y cada una de tales reclamaciones en contra de cualquiera de los Gobiernos, por pérdida o daño sufrido antes del canje de ratificaciones de la presente Convención (exceptuando aquellas reclamaciones provenientes de trastornos revolucionarios y a las cuales se hace mención en el preámbulo de esta Convención). Y convienen, además, en que todas y cada una de tales reclamaciones, hayan sido o nó presentadas o llevadas a conocimiento, hechas, propuestas o sometidas a dicha Comisión, deberán, a partir y después de la terminación de las actuaciones de la Comisión, ser consideradas y tratadas como plenamente ajustadas, excluídas y de allí en adelante inadmisibles, siempre que la reclamación presentada haya sido oida y fallada.

Article IX.

The total amount awarded in all the cases decided in favor of the citizens of one country shall be deducted from the total amount awarded to the citizens of the other country and the balance shall be paid at Washington or at the City of Mexico, in gold coin or its equivalent to the Government of the country in favor of whose citizens the greater amount may have been awarded.

In any case the Commission may decide that international law, justice and equity require that a property or right be restored to the claimant in addition to the amount awarded in any such case for all loss or damage sustained prior to the restitution. In any case where the Commission so decides the restitution of the property or right shall be made by the Government affected after such decision has been made, as hereinbelow provided. The Commission, however, shall at the same time determine the value of the property or right decreed to be restored and the Government affected may elect to pay the amount so fixed after the decision is made rather than to restore the property or right to the claimant.

In the event the Government affected should elect to pay the amount fixed as the volue of the property or right decreed to be restored, it is agreed that notice thereof will be filed with the Commission within thirty days after the decision and that the amount fixed as the value of the property or right shall be paid immediately. Upon failure so to pay

Artículo IX.

La cantidad total adjudicada en todos los casos decididos, en favor de los ciudadanos de uno de los países, será deducida de la cantidad total adjudicada a los ciudadanos del otro país y el saldo será pagado en Washington o en la Ciudad de México, en moneda de oro o su equivalente, al Gobierno del país en favor de cuyos ciudadanos se haya adjudicado la cantidad mayor.

En cualquier caso la Comisión puede decidir que el Derecho Internacional, la justicia y la equidad requieren que una propiedad o un derecho sea restituído al reclamante, además de la cantidad que se le adjudique en cualquiera de tales casos por toda la pérdida o daño sufrido antes de la restitución. En cualquier caso en que la Comisión así lo resuelva, la restitución de la propiedad o del derecho será hecha por el Gobierno afectado después de que tal decisión haya sido dictada, según se previene más adelante. La Comisión, no obstante, fijará al mismo tiempo el valor de la propiedad o del derecho cuya restitución se ha decretado y el Gobierno afectado tendrá opción de pagar la cantidad así fijada después de la resolución, en vez de restituir la propiedad o el derecho al reclamante.

En el caso de que el Gobierno afectado opte por pagar la cantidad fijada como valor de la propiedad o el derecho cuya restitución sea decretada, se conviene en que se dará el correspondiente aviso a la Comisión dentro de los treinta días siguientes a la resolución y que la cantidad fijada como valor de la propiedad o del derecho, será pagada inmediata-

the amount, the property or right shall be restored immediately.

Article X.

Each Government shall pay its own Commissioner and bear its own expenses. The expenses of the Commission including the salary of the third Commissioner shall be defrayed in equal proportions by the two Governments.

Article XI.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective Constitutions. Ratifications of this Convention shall be exchanged in Washington as soon as practicable and the Convention shall take effect on the date of the exchange of ratifications.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed and affixed their seals to this Convention.

Done in duplicate at Washington this eighth day of September, 1923.

mente. En defecto del pago inmediato, la propiedad o el derecho sèrá restituido inmediatamente.

Artículo X.

Cada Gobierno pagará su propio Comisionado y erogará sus propios gastos. Los gastos de la Comisión, inclusive el sueldo del tercer Comisionado, se cubrirán por partes iguales por los dos Gobiernos.

Artículo XI.

La presente Convención será ratificada por las Altas Partes Contratantes de acuerdo con sus respectivas Constituciones.

Las ratificaciones de esta Convención serán canjeadas en Washington tan pronto como sea practicable y la Convención empezará a surtir sus efectos en la fecha del canje de ratificaciones.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos firmaron esta Convención y fijaron en ella su sello.

Hecha por duplicado en Washington el día ocho de Septiembre de 1923.

Charles Evans Hughes. [seal.]
Charles Beecher Warren. [seal.]
John Barton Payne. [seal.]
Manuel C. Téllez. [seal.]

55.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, MEXIQUE.

Convention spéciale pour régler les réclamations résultant de dommages subis par des ressortissants américains au cours des mouvements révolutionnaires au Mexique; signée à Mexique, le 10 septembre 1923.*)

Treaty Series, No. 676.

Special Claims Convention.

The United States of America and the United Mexican States, desiring to settle and adjust amicably claims arising from losses or damages suffered by American citizens through revolutionary acts within the period from November 20, 1910, to May 31, 1920, inclusive, have decided to enter into a Convention for that purpose, and to this end have nominated as their Plenipotentiaries:

The President of the United States: George F. Summerlin, Chargé d'Affaires ad interim of the United States of America in Mexico.

The President of the United Mexican States: Alberto J. Pani, Secretary of State for Foreign Affairs.

Who, after having communicated to each other their respective full powers found to be in due and proper form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

All claims against Mexico of citizens of the United States, whether corporations, companies, associations, partnerships or individuals, for losses or damages suffered by persons or by their properties during the revolutions and disturbed conditions which existed in Mexico, covering the period from November 20, 1910, to May 31, 1920, inclusive, including losses or damages suffered by citizens of the United States by reason of losses or damages suffered by any corporation, company, association or partnership in which citizens of the United States have or have had a substantial and bona fide interest, provided an allotment to the American claimant by the corporation, company, association or partnership of his proportion of the loss or damage is presented by the claimant to the Commission hereinafter referred to, and which claims have been presented to the United States for its interposition with Mexico, as well as any other such claims which may be presented within the time hereinafter specified, shall be submitted to a Commission consisting of three members.

Such Commission shall be constituted as follows: one member shall be appointed by the President of the United States; one by the President

*) Les ratifications ont été échangées à Mexique, le 19 février 1924.

of the United Mexican States; and the third, who shall preside over the Commission, shall be selected by mutual agreement between the two Governments. If the two Governments shall not agree within two months from the exchange of ratifications of this Convention in naming such third member, then he shall be designated by the President of the Permanent Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in Article 49 of the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes concluded at The Hague on October 18, 1907. In case of the death, absence or incapacity of any member of the Commission, or in the event of a member omitting or ceasing to act as such, the same procedure shall be followed for filling the vacancy as was followed in appointing him.

Article II.

The Commissioners so named shall meet at Mexico City within six months after the exchange of the ratifications of this Convention, and each member of the Commission, before entering upon his duties, shall make and subscribe a solemn declaration stating that he will carefully and impartially examine and decide, according to the best of his judgment and in accordance with the principles of justice and equity, all claims presented for decision, and such declaration shall be entered upon the record of the proceedings of the Commission.

The Mexican Government desires that the claims shall be so decided because Mexico wishes that her responsibility shall not be fixed according to the generally accepted rules and principles of international law, but *ex gratia* feels morally bound to make full indemnification and agrees, therefore, that it will be sufficient that it be established that the alleged loss or damage in any case was sustained and was due to any of the causes enumerated in Article III hereof.

The Commission may fix the time and place of its subsequent meetings, as may be convenient, subject always to the special instructions of the two Governments.

Article III.

The claims which the Commission shall examine and decide are those which arose during the revolutions and disturbed conditions which existed in Mexico covering the period from November 20, 1910, to May 31, 1920, inclusive, and were due to any act by the following forces:

(1) By forces of a Government *de jure* or *de facto*.

(2) By revolutionary forces as a result of the triumph of whose cause governments *de facto* or *de jure* have been established, or by revolutionary forces opposed to them.

(3) By forces arising from the disjunction of the forces mentioned in the next preceding paragraph up to the time when the government *de jure* established itself as a result of a particular revolution.

(4) By federal forces that were disbanded, and

(5) By mutinies or mobs, or insurrectionary forces other than those referred to under subdivisions (2), (3) and (4) above, or by bandits, provided in any case it be established that the appropriate authorities omitted to take reasonable measures to suppress insurrectionists, mobs or bandits, or treated them with lenity or were in fault in other particulars.

Article IV.

In general, the Commission shall adopt as the standard for its proceedings the rules of procedure established by the Mixed Claims Commission created under the Claims Convention between the two Governments signed July 4, 1868,*) in so far as such rules are not in conflict with any provision of this Convention. The Commission, however, shall have authority by the decision of the majority of its members to establish such other rules for its proceedings as may be deemed expedient and necessary, not in conflict with any of the provisions of this Convention.

Each Government may nominate and appoint agents and counsel who will be authorized to present to the Commission, orally or in writing, all the arguments deemed expedient in favor of or against any claim. The agents or counsel of either Government may offer to the Commission any documents, affidavits, interrogatories or other evidence desired in favor of or against any claim and shall have the right to examine witnesses under oath or affirmation before the Commission, in accordance with such rules of procedure as the Commission shall adopt.

The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission.

The language in which the proceedings shall be conducted and recorded shall be Spanish or English.

Article V.

The Commission shall keep an accurate record of the claims and cases submitted, and minutes of its proceedings with the dates thereof. To this end, each Government may appoint a Secretary; these Secretaries shall act as joint Secretaries of the Commission and shall be subject to its instructions. Each Government may also appoint and employ any necessary assistant secretaries and such other assistance as deemed necessary. The Commission may also appoint and employ any persons necessary to assist in the performance of its duties.

Article VI.

Since the Mexican Government desires to arrive at an equitable settlement of the claims of the citizens of the United States and to grant them a just and adequate compensation for their losses or damages, the Mexican Government agrees that the Commission shall not disallow or reject any claim by the application of the general principle of international law that the legal remedies must be exhausted as a condition precedent to the validity or allowance of any claim.

*) V. N. R. G. 2. s. I, p. 5.

Article VII.

Every claim shall be filed with the Commission within two years from the date of its first meeting, unless in any case reasons for the delay, satisfactory to the majority of the Commissioners, shall be established, and in any such case the period for filing the claim may be extended not to exceed six additional months.

The Commission shall be bound to hear, examine and decide, within five years from the date of its first meeting, all the claims filed.

Four months after the date of the first meeting of the Commissioners, and every four months thereafter, the Commission shall submit to each Government a report setting forth in detail its work to date, including a statement of the claims filed, claims heard and claims decided. The Commission shall be bound to decide any claim heard and examined within six months after the conclusion of the hearing of such claim and to record its decision.

Article VIII.

The High Contracting Parties agree to consider the decision of the Commission as final and conclusive upon each claim decided, and to give full effect to such decisions. They further agree to consider the result of the proceedings of the Commission as a full, perfect and final settlement of every such claim upon the Mexican Government, arising from any of the causes set forth in Article III of this Convention. And they further agree that every such claim, whether or not filed and presented to the notice of, made, preferred or submitted to such Commission shall from and after the conclusion of the proceedings of the Commission be considered and treated as fully settled, barred and thenceforth inadmissible, provided the claim filed has been heard and decided.

Article IX.

The total amount awarded to claimants shall be paid in gold coin or its equivalent by the Mexican Government to the Government of the United States and Washington.

Article X.

Each Government shall pay its own Commissioner and bear its own expenses. The expenses of the Commission including the salary of the third Commissioner shall be defrayed in equal proportions by the two Governments.

Article XI.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective Constitutions. Ratifications of this Convention shall be exchanged in Mexico City as soon as practicable and the Convention shall take effect on the date of the exchange of ratifications.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed and affixed their seals to this Convention.

Done in duplicate at Mexico City this tenth day of September, 1923.

George F. Summerlin. [Seal.]
A. J. Pani. [Seal.]

Convención Especial de Reclamaciones.

Los Estados Unidos Mexicanos y los Estados Unidos de América, deseosos de arreglar y ajustar amigablemente las reclamaciones provenientes de pérdidas o daños sufridos por ciudadanos americanos por actos revolucionarios dentro del período comprendido del 20 de noviembre de 1910 al 31 de mayo de 1920, inclusive, han resuelto celebrar una Convención con tal fin, y al efecto han nombrado como sus Plenipotenciarios:

El Presidente de los Estados Unidos Mexicanos:

A Alberto J. Pani, Secretario de Estado y del Despacho de Relaciones Exteriores.

El Presidente de los Estados Unidos:

A George F. Summerlin, Encargado de Negocios ad-interim de los Estados Unidos de América en México.

Quienes, después de haberse comunicado mutuamente sus respectivos plenos poderes encontrándolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Artículo I.

Todas las reclamaciones en contra de México hechas por ciudadanos de los Estados Unidos, ya sean corporaciones, compañías, asociaciones, sociedades ó individuos particulares, por pérdidas o daños sufridos en sus personas o en sus propiedades durante las revoluciones y disturbios que existieron en México durante el período comprendido del 20 de noviembre de 1910 al 31 de mayo de 1920, inclusive, incluyendo pérdidas o daños sufridos por ciudadanos de los Estados Unidos en virtud de pérdidas o daños sufridos por cualquier corporación, compañía, asociación o sociedad en las que los ciudadanos de los Estados Unidos tengan ó hayan tenido un interés sustancial y bona fide, siempre que el reclamante americano presente á la Comisión que más adelante se menciona, una asignación hecha al mismo reclamante por la corporación, compañía, asociación o sociedad, de su parte proporcional de la pérdida ó daño, y las cuales reclamaciones hayan sido presentadas a los Estados Unidos para su interposición con México, así como cualesquiera otras reclamaciones semejantes que puedan ser presentadas dentro del plazo especificado más adelante, serán sometidas a una Comisión integrada por tres miembros.

Dicha Comisión quedará constituida como sigue: un miembro será nombrado por el Presidente de los Estados Unidos Mexicanos; otro por el Presidente de los Estados Unidos; y el tercero, quien presidirá la Comisión, será escogido por acuerdo mutuo de los dos Gobiernos. Si los dos Gobiernos no se pusieren de acuerdo en la designación de dicho tercer miembro dentro de los dos meses siguientes al canje de ratificaciones de esta Convención, éste será entonces designado por el Presidente del Consejo Administrativo Permanente de la Corte Permanente de Arbitraje de la Haya, descrito en el Artículo 49 de la Convención para el Arreglo Pacífico de los Conflictos Internacionales, celebrada en la Haya en octubre 18 de 1907. En caso de fallecimiento, ausencia ó incapacidad de cualquier miembro de la Co-

misión, ó en caso de que alguno de ellos omita obrar como tal o cese de hacerlo, se empleará para llenar la vacante el mismo método que se siguió para nombrarlo.

Artículo II.

Los Comisionados así nombrados se reunirán en la Ciudad de México dentro de un plazo de seis meses después del canje de ratificaciones de esta Convención, y cada miembro de la Comisión, antes de comenzar sus labores, hará y subscribirá una declaración solemne de que cuidadosa é imparcialmente examinará y decidirá, según su mejor saber y de acuerdo con los principios de la justicia y de la equidad, todas las reclamaciones presentadas para su fallo, y dicha declaración deberá asentarse en el registro de actas de la Comisión.

El Gobierno Mexicano desea que las reclamaciones sean falladas de esa manera, porque México quiere que su responsabilidad no se fije según las reglas y principios generalmente aceptados de Derecho Internacional, sino que *ex gratia* se siente moralmente obligado a dar completa indemnización y conviene, por consiguiente, en que bastará que se compruebe que el daño ó pérdida que se alega en cualquier caso fué sufrido y que fué ocasionado por alguna de las causas enumeradas en el Artículo III de esta Convención.

La Comisión puede fijar el tiempo y lugar de sus juntas subsecuentes, según convenga, sujeta siempre a las instrucciones especiales de los dos Gobiernos.

Artículo III.

Las reclamaciones que la Comisión examinará y decidirá son las surgidas durante las revoluciones y disturbios que existieron en México durante el período comprendido del 20 de noviembre de 1910 al 31 de mayo de 1920, inclusive, y que provinieron de cualquier acto de las siguientes fuerzas:

(1) Por fuerzas de un Gobierno *de jure* o *de facto.*

(2) Por fuerzas revolucionarias que hayan establecido al triunfo de su causa gobiernos *de jure* o *de facto,* o por fuerzas revolucionarias contrarias a aquellas.

(3) Por fuerzas procedentes de la disgregación de las mencionadas en el párrafo anterior, hasta el momento de establecerse el Gobierno *de jure* emanado de una revolución determinada.

(4) Por fuerzas federales que fueron disueltas y

(5) Por motines o tumultos o fuerzas insurrectas distintas de las mencionadas en las subdivisiones (2), (3) y (4) de este artículo, o por bandoleros, siempre que en cualquier caso se compruebe que las autoridades competentes omitieron tomar las medidas apropiadas para reprimir a los insurrectos, tumultos o bandoleros, o que los trataron con lenidad o fueron negligentes en otros respectos.

Artículo IV.

En general, la Comisión adoptará como norma de sus actuaciones las reglas de procedimiento establecidas por la Comisión Mixta de Reclama-

ciones creada por la Convención de Reclamaciones entre los dos Gobiernos, firmada el 4 de julio de 1868, en cuanto dichas reglas no estén en pugna con cualquiera de las disposiciones de esta Convención. La Comisión tendrá poder, sin embargo, por resolución de la mayoría de sus miembros, para establecer en sus actuaciones las otras reglas que se estimen convenientes y necesarias, que no estén en pugna con cualquiera de las disposiciones de esta Convención.

Cada Gobierno podrá nombrar y designar agentes y abogados que quedarán autorizados para presentar a la Comisión, oralmento ó por escrito, todos los argumentos que consideren oportunos, en pro o en contra de cualquiera reclamación. Los agentes ó abogados de cualquiera de los dos Gobiernos, podrán presentar a la Comisión cualesquiera documentos, affidavits, interrogatorios o cualquiera otra prueba que se desee en pro o en contra de alguna reclamación, y tendrá el derecho de examinar testigos, bajo juramento o protesta, ante la Comisión, de acuerdo con las reglas de procedimiento que la Comisión adoptare.

La decisión de la mayoría de los miembros de la Comisión será la decisión de la Comisión.

El idioma en que se llevarán y registrarán las actuaciones será el español o el inglés.

Artículo V.

La Comisión llevará un registro exacto de las reclamaciones y de los casos sometidos y minutas de sus actuaciones con sus fechas respectivas. Con tal fin, cada Gobierno podrá nombrar un Secretario; estos Secretarios actuarán conjuntamente como Secretarios de la Comisión y estarán sujetos á sus instrucciones. Cada Gobierno podrá también nombrar y emplear los Secretarios adscritos que sean necesarios, así como los demás empleados que se consideren necesarios. La Comisión podrá, igualmente, nombrar y emplear cualesquiera otras personas necesarias para que la ayuden en el desempeño de sus deberes.

Artículo VI.

Como el Gobierno de México desea llegar a un arreglo equitativo de las reclamaciones de los ciudadanos de los Estados Unidos, y concederles una compensación justa y adecuada por sus pérdidas o daños, el Gobierno Mexicano conviene en que la Comisión no negará o rechazará reclamación alguna alegando la aplicación del principio general de Derecho Internacional, de que han de agotarse los remedios legales como condición precedente a la validez ó admision de cualquiera reclamición.

Artículo VII.

Todas las reclamaciones serán presentadas a la Comisión dentro de los dos años contados desde la fecha de su primera junta, a menos de que en algún caso se compruebe para la tardanza, razones satisfactorias para la mayoría de los Comisionados y en cualquiera de estos casos, el periódo para presentar la reclamación podrá ser prorrogado hasta por un plazo que no exceda de seis meses más.

La Comisión estará obligada a oir, examinar y decidir dentro de los cinco años siguientes a la fecha de su primera junta, todas las reclamaciones presentadas.

Cuatro meses después de la fecha de la primera junta de los Comisionados, y cada cuatro meses después, la Comisión habrá de rendir a cada Gobierno, un informe dando cuenta en detalle de sus trabajos hasta la fecha, incluyendo un estado de las reclamaciones presentadas, de las oidas y de las decididas. La Comisión estará obligada a decidir cualquiera reclamación oida y examinada dentro de los seis meses siguientes a la terminación de la audiencia de tal reclamación y a hacer constar su fallo.

Artículo VIII.

Las Altas Partes Contratantes convienen en considerar como finales y concluyentes las decisiones de la Comisión que recaigan sobre cada una de las reclamaciones falladas, y dar pleno efecto a tales decisiones. Convienen además en considerar el resultado de las actuaciones de la Comisión como un arreglo pleno, perfecto y final de todas y cada una de tales reclamaciones contra el Gobierno Mexicano provenientes de cualquiera de las causas enumeradas en el Artículo III de esta Convención. Y convienen, además, en que todas y cada una de tales reclamaciones, hayan sido o no presentadas o llevadas á conocimiento, hechas, propuestas o sometidas á dicha Comisión, deberán, a partir y después de la terminación de las actuaciones de la Comisión, ser consideradas y tratadas como plenamente ajustadas, excluidas, y de allí en adelante inadmisibles, siempre que la reclamación presentada haya sido oida y fallada.

Artículo IX.

La cantidad total adjudicada a los reclamantes será pagada en moneda de oro o su equivalente por el Gobierno Mexicano al Gobierno de los Estados Unidos, en Washington.

Artículo X.

Cada Gobierno pagará su propio Comisionado y erogará sus propios gastos. Los gastos de la Comisión, inclusive el sueldo del tercer Comisionado, se cubrirán por partes iguales por los dos Gobiernos.

Artículo XI.

La presente Convención será ratificada por las Altas Partes Contratantes de acuerdo con sus respectivas Constituciones. Las ratificaciones de esta Convención serán canjeadas en la ciudad de México tan pronto como sea practicable y la Convención empezará a surtir sus efectos en la fecha del canje de ratificaciones.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos firmaron esta Convención y fijaron en ella su sello.

Hecha por duplicado en la ciudad de México, el día diez de Septiembre de mil novecientos veintitrés.

George F. Summerlin. [Seal.]
A. J. Pani. [Seal.]

56.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Déclaration concernant la pêche des huîtres en dehors des eaux territoriales dans les mers situées entre la Grande-Bretagne et la France; signée à Paris, le 29 septembre 1923.

Treaty Series 1923, No. 31.

Declaration respecting Oyster Fisheries outside Territorial Waters in the Seas lying between the Coasts of Great Britain and those of France.

The Government of His Britannic Majesty and the Government of the French Republic, desiring to regulate the period for oyster dredging outside territorial waters in the English Channel, have agreed upon the following provisions:

1. Articles XLV and XLVI of the Regulations for the Guidance of the Fishermen of Great Britain and of France in the Seas lying between the Coasts of the two Countries, prepared in pursuance of Article ii of the Convention concluded at Paris on the 2nd August, 1839, between Great Britain and France*) shall cease to have that effect.

2. Oyster fishing shall open on the 1st September and shall cease on the 15th June.

3. From the 16th June to the 31st August no boat shall have on board any dredge or other implement whatsoever for catching oysters.

4. The foregoing stipulations shall apply, outside territorial waters, in like manner and to the same extent as the Regulations referred to herein which they supersede.

Déclaration concernant la Pêche des Huîtres en dehors des Eaux territoriales dans les Mers situées entre la Grande-Bretagne et la France.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de la République Française, désirant réglementer la période du dragage des huîtres en dehors des eaux territoriales dans la Manche, sont convenus des dispositions suivantes:

1. Les Articles XLV et XLVI des Règlements auxquels doivent se conformer les pêcheurs de Grande-Bretagne et de France dans les mers situées entre les deux pays, préparés en exécution de l'Article ii de la Convention conclue à Paris le 2 août 1839, entre la Grande-Bretagne et la France,*) cesseront d'être en vigueur.

2. La pêche des huîtres sera ouverte le 1er septembre et cessera le 15 juin.

3. Du 16 juin au 31 août aucun bateau ne devra avoir à bord une drague ou tout autre instrument servant à la pêche des huîtres.

4. Les dispositions précédentes seront applicables en dehors des eaux territoriales, de la même manière et dans la même mesure que les Règlements susmentionnés qu'elles remplacent.

*) V. N. R. XVI, p. 954.

5. It is understood that the foregoing stipulations are also applicable to the Irish Free State, the Government of which has given its assent thereto.

6. The present Declaration shall come into force on the 1st October, 1923. It shall be read as one with the Regulations for the guidance of fishermen prepared in pursuance of Article ii of the Convention of 1839 above referred to.

In witness whereof the undersigned have signed the present Declaration in duplicate and have affixed thereto their seals.

Done at Paris, the 29th September, 1923.

5. Il est entendu que les dispositions qui précèdent s'appliquent également à l'Etat Libre d'Irlande, le Gouvernement de cet Etat ayant donné son adhésion.

6. La présente Déclaration entrera en vigueur le 1er octobre 1923. Elle ne fera qu'un avec les Règlements à l'usage des pêcheurs, préparés en conformité de l'Article ii de la Convention de 1839 susmentionnée.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente Déclaration en double, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, le 29 septembre 1923.

(Signed) *Crewe.*
(Signed) *Poincaré.*

57.

JAPON, AUTRICHE.

Accord commercial; réalisé par un Echange de Notes signées à Vienne, le 2 octobre 1923.

Journal officiel japonais du 2 octobre 1923.

Les Gouvernements du Japon et d'Autriche étant convenus de régler leurs rapports commerciaux réciproques, le Soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Japon, dûment autorisé à cet effet, a l'honneur de communiquer à Son Excellence Monsieur le Ministre Fédéral des Affaires Etrangères de la République d'Autriche que le Gouvernement Impérial approuve l'accord suivant:

1. Les Gouvernements du Japon et d'Autriche s'engagent à s'accorder mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les droits de douane et la navigation.

2. Cet accord entrera en vigueur huit jours après la date de la présente communication. Après la durée de six mois à partir de son entrée en vigueur chacun des deux Gouvernements aura la faculté de le dénoncer moyennant un avis préalable de trois mois.

Le Soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur le Ministre Fédéral des Affaires Etrangères de la République d'Autriche l'assurance de sa haute considération.

Vienne, le 2 octobre 1923.

Signé: *K. Honda.*

A Son Excellence Monsieur le Dr. Alfred Grunberger
Ministre Fédéral des Affaires Etrangères
de la République d'Autriche.

Les Gouvernements d'Autriche et du Japon étant convenus de régler leurs rapports commerciaux réciproques, le Soussigné, Ministre Fédéral des Affaires Etrangères de la République d'Autriche, dûment autorisé à cet effet, a l'honneur de communiquer à Son Excellence Monsieur l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Japon que le Gouvernement Fédéral approuve l'accord suivant:

1. Les Gouvernements d'Autriche et du Japon s'engagent à s'accorder mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les droits de douane et la navigation.

2. Cet accord entrera en vigueur huit jours après la date de la présente communication. Après la durée de six mois à partir de son entrée en vigueur, chacun des deux Gouvernements aura la faculté de le dénoncer moyennant un avis préalable de trois mois.

Le Soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Japon l'assurance de sa haute considération.

Vienne, le 2 octobre 1923.

Signé: *A. Grunberger.*

A Son Excellence Monsieur K. Honda,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
du Japon.

58.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, BRÉSIL.

Echange de Notes en vue d'assurer réciproquement aux marchandises importées le traitement appliqué à l'égard de la nation la plus favorisée; du 18 octobre 1923.

Treaty Series, No. 672.

[The Secretary of State to the Ambassador of Brazil.]

Department of State,
Washington, October 18, 1923.

Excellency:

I have the honor to communicate to Your Excellency my understandig of the views developed by the conversations which have recently taken place between the Governments of the United States and Brazil at Washington and Rio de Janeiro with reference to the treatment which shall be accorded by each country to the commerce of the other.

The conversations between the two Governments have disclosed a mutual understanding which is that in respect to customs and other duties and charges affecting importations of the products and manufactures of the United States into Brazil and of Brazil into the United States, each country will accord to the other unconditional most-favored-nation treatment, with the exception, however, of the special treatment which the United States accords or hereafter may accord to Cuba, and of the commerce between the United States and its dependencies and the Panama Canal Zone.

The true meaning and effect of this engagement is that, excepting only the special arrangements mentioned in the preceding paragraph, the natural, agricultural and manufactured products of the United States and Brazil will pay on their importation into the other country the lowest rates of duty collectible at the time of such importation on articles of the same kind when imported from any other country, and it is understood that, with the above mentioned exceptions, every decrease of duty now accorded or which hereafter may be accorded by the United States or Brazil by law, proclamation, decree, or commercial treaty or agreement to the products of any third power will become immediately applicable without request and without compensation to the products of Brazil and the United States, respectively, on their importation into the other country.

It is the purpose of the United States and Brazil and it is herein expressly declared that the provisions of this arrangement shall relate only to duties and charges affecting importations of merchandise and that nothing contained herein shall be construed to restrict the right of the United States and Brazil to impose, on such terms as they may see fit, prohibitions or

restrictions of a sanitary character designed to protect human, animal, or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Charles E. Hughes.

His Excellency Mr. Augusto Cochrane de Alencar,
Ambassador of Brazil.

[The Ambassador of Brazil to the Secretary of State.]

Embaixada dos Estados Unidos do Brasil,
Washington, 18 de Outubro de 1923.

Senhor Secretario de Estado,

Tenho a honra de accusar o recebimento da Nota de Vossa Excellencia, de hoje datada, communicando-me sua intelligencia sobre os pontos desenvolvidos nas negociações que tiveram lugar recentemente entre os Governos do Brasil e dos Estados Unidos da America, no Rio de Janeiro e em Washington, com referencia ao tratamento a ser dispensado, por cada um dos paizes, em seu commercio com o outro.

Tenho a satisfação de poder confirmar, em virtude de instrucções de meu Governo, a interpretação dada por Vossa Excellencia aquelles pontos, exposta nos seguintes termos:

As negociações entre os dois Governos evidenciaram um mutuo entendimento que é, com relação a direitos aduaneiros e outros impostos e taxas affectando a importação dos productos e artigos manufacturados do Brasil nos Estados Unidos e dos Estados Unidos no Brasil,—cada paiz conceder ao outro o tratamento incondicional de nação mais favorecida, com excepção, entretanto, do tratamento especial que os Estados Unidos concedem ou no futuro venham a conceder a Cuba e do commercio entre os Estados Unidos e suas dependencias e a zona do Canal do Panamá.

O verdadeiro sentido e effeito deste accordo é que, exceptuadas apenas as especiaes estipulações mencionadas no paragrapho precedente, os productos naturaes, agricolas e manufacturados do Brasil e dos Estados Unidos, importados no outro paiz, pagarão, as tarifas mais baixas que, na occasião de sua importação, forem cobradas em artigos da mesma natureza importados de qualquer outro paiz, e fica entendido que, com as excepções acima mencionadas, qualquer diminuição de direitos, actualmente concedida ou que venha a ser no futuro concedida pelo Brasil ou pelos Estados Unidos por lei, proclamação, decreto ou tratado commercial ou accordo aos productos de qualquer outra terceira potencia, se tornará immediatamente extensiva, sem necessidade de solicitação e sem compensação, aos productos do Brasil e dos Estados Unidos respectivamente, quando importados no outro paiz.

E proposito do Brasil e dos Estados Unidos e fica aqui expressamente declarado, que as estipulações deste accordo se applicarão sómente

aos impostos e taxas que affectem a importação de mercadorias e que nenhuma dellas poderá ser interpretada no sentido de restringir o direito do Brasil e dos Estados Unidos de impôr, nos termos que julgarem convenientes, prohibições ou restricções de carater sanitario com o intuito de proteger a vida humana, animal ou vegetal, ou regulamentos para a execução de leis de policia e receita.

Aproveito o ensejo para renovar a Vossa Excellencia os protestos de minha mais alta consideração.

A. de Alencar.

A Sua Excellencia o Senhor Charles Evans Hughes,
Secretario de Estado dos Estados Unidos da America.

59.

GRANDE-BRETAGNE, SUÈDE.

Traité concernant le mariage de Lady Louise Mountbatten et de Son Altesse Royale le Prince Gustave Adolphe, Prince Héritier de Suède; signé à Stockholm, le 27 octobre 1923.*)

Treaty Series 1924, No. 2.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, on the one part, and His Majesty the King of Sweden on the other part, already connected by ties of friendship and relationship, having judged it proper that an alliance should again be contracted between their respective Royal Houses by a marriage agreed to on both sides, between the Lady Louise Mountbatten, daughter of Admiral of the Fleet, the Marquess of Milford Haven and Princess Victoria of Hesse, granddaughter of Her Royal Highness Princess Alice of Great Britain and Ireland, and greatgranddaughter of Queen Victoria of Great Britain and Ireland, Empress of India;

Sedan Hans Majestät Konungen av det Förenade Konungariket Stora Britannien och Irland samt av de Brittiska Besittningarna hinsides Haven, Kejsare av Indien, å ena sidan och Hans Majestät Konungen av Sverige å den andra sida, redan förenade genom vänskapens och släktskapens band, funnit lämpligt, att en förening åter ingås mellan deras respektive Kungliga Hus genom ett äktenskap, vartill samtycke lämnats å ömse sidor, mellan Lady Louise Mountbatten, dotter till Brittiska Admiral of the Fleet, Markisen av Milford Haven och Prinsessan Victoria av Hessen, dotterdotter till Hennes Kungliga Höghet Prinsessan Alice av Stora Britannien och Irland samt dotterdotters dotter till Drottning Victoria av Stora Britannien och Irland, Kejsarinna av Indien;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Stockholm, le 12 novembre 1923.

And His Royal Highness Oscar Fredrik Wilhelm Olaf Gustaf Adolf, Crown Prince of Sweden, Duke of Scania, eldest son of His Majesty the King of Sweden;

And the two High Betrothed Parties having declared their consent to such an alliance;

In order, therefore, to attain so desirable an end, and to treat upon, conclude, and confirm the Articles of the Treaty of the said marriage, His Britannic Majesty, on the one part, and His Majesty the King of Sweden on the other part, have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, Sir Colville Adrian de Rune Barclay, K.C.M.G., C.B., C.B.E., M.V.O., His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Stockholm;

And His Majesty the King of Sweden, Herr Carl Fredrik Wilhelm Hederstierna, Grand Cross of the Order of the Polar Star, His Majesty's Minister for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Article 1.

It is concluded and agreed that the marriage between the Lady Louise Mountbatten, daughter of Admiral of the Fleet, the Marquess of Milford Haven and Princess Victoria of Hesse, granddaughter of Her Royal Highness Princess Alice of Great Britain and

och Hans Kungliga Höghet Oscar Fredrik Wilhelm Olaf Gustaf Adolf, Sveriges Kronprins, Hertig av Skåne, äldste son till Hans Majestät Konungen av Sverige;

och sedan de tvänne Höga Trolovade förklarat sig samtycka till en sådan förening;

hava sålunda till vinnande av detta önskvärda mål samt för att underhandla om, fastställa och bekräfta artiklarna i traktaten rörande ifrågavarande äktenskap, Hans Brittiska Majestät å ena sidan samt Hans Majestät Konungen av Sverige å den andra sidan till sina fullmäktige itsett, nämligen:

Hans Majestät Konungen av det Förenade Konungariket Stora Britannien och Irland samt av de Brittiska Besittningarna hinsides Haven, Kejsare av Indien, Sir Colville Adrian de Rune Barclay, K.C.M.G., C.B., C.B.E., M.V.O., Hans Majestäts envoyé extraordinaire och ministre plénipotentiaire i Stockholm:

och Hans Majestät Konungen av Sverige, herr Carl Fredrik Wilhelm Hederstierna, Kommendör med stora korset av Nordstjärneorden, Hans Majestäts minister för utrikes ärendena;

Vilka, efter att hava utväxlat sina fullmakter, vilka befunnits i god och behörig form, hava överenskommit om och fastställt följande artiklar:

Artikel 1.

Det är beslutat och överenskommet, att förmälningen mellan Lady Louise Mountbatten, dotter till Brittiska Admiral of the Fleet, Markisen av Milford Haven och Prinsessan Victoria av Hessen, dotterdotter till Hennes Kungliga Höghet Prinsessan Alice av

Ireland, and greatgranddaughter of Queen Victoria of Great Britain and Ireland, Empress of India, and His Royal Highness Oscar Fredrik Wilhelm Olaf Gustaf Adolf, Crown Prince of Sweden, Duke of Scania, eldest son of His Majesty the King of Sweden, shall be solemnized in person in London as soon as the same may conveniently be done.

Immediately after the celebration of the marriage a formally authenticated act of the same shall be delivered by the competent authority in good and due form.

Article 2.

The settlements to be made on either side in regard to the said marriage of the Lady Louise Mountbatten and His Royal Highness the Crown Prince Oscar Fredrik Wilhelm Olaf Gustaf Adolf, will be agreed upon and expressed in a separate Marriage Contract.

This Contract shall be deemed to form an integral part of the present Treaty, and the High Contracting Parties hereby mutually engage themselves to be bound by its terms.

Article 3.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Stockholm as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at Stockholm, the 27th day of October, in the year of Our Lord 1923.

(L. S.) *Colville Barclay.*

Stora Britannien och Irland, samt dotterdotters dotter till Drottning Victoria av Stora Britannien och Irland, Kejsarinna av Indien, och Hans Kungliga Höghet Sveriges Kronprins Oscar Fredrik Wilhelm Olaf Gustaf Adolf, Hertig av Skåne, äldeste son till Hans Majestät Konungen av Sverige, skall högtidligen ingås av kontrahenterna personligen i London, så snart lämpligen ske kan.

Omedelbart efter förmälningen skall ett vederbörligen bestyrkt protokoll däröver av behörig myndighet upprättas i god och behörig form.

Artikel 2.

De bestämmelser, som i anledning av Lady Louise Mountbatten's förmälning med Hans Kungliga Höghet Kronprins Oscar Fredrik Wilhelm Olaf Gustaf Adolf komma att å ömse sidor fattas, skola intagas i ett efter träffad överenskommelse upprättat särskilt äktenskapskontrakt.

Detta kontrakt skall anses utgöra en integrerande del av denna traktat, och de höga fördragsslutande parterna förbinda sig härigenom att anse sig ömsesidigt bunda av dess bestämmelser.

Artikel 3.

Denna traktat skall ratificeras och ratifikationsinstrumenten skola utväxlas i Stockholm så snart ske kan.

Till bekräftande härav hava de respektive fullmäktige undert tecknat densamma och försetden med sina sigill.

Som skedde i två exemplar i Stockholm den 27 oktober 1923.

(L. S.) *Carl Hederstierna.*

60.

JAPON, PÉROU.

Echange de Notes afin de proroger le Traité de commerce et de navigation, conclu le 20 mars 1895;*) signées à Lima, le 2 novembre 1923.

Journal officiel japonais du 21 novembre 1923.

1.

Lima, le 2 novembre 1923.

Monsieur le Ministre,

Le Traité de Commerce et de Navigation actuellement en vigueur entre le Japon et le Pérou ayant été dénoncé par sa lettre en date du 11 octobre 1922 et cette dénonciation ayant dû produire son effet à partir du 11 octobre de l'année courante, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de transmettre à Votre Excellence la proposition suivante:

„En attendant la conclusion et la mise en vigueur du nouveau Traité de Commerce et de Navigation actuellement en négociation entre le Japon et le Pérou, le Traité de Commerce et de Navigation du 20 mars 1895 entre le Japon et le Pérou se trouvera, à partir du 11 octobre 1923, prorogé jusqu'au 31 décembre 1923."

Je saurai gré à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître, aussitôt que possible, si le Gouvernement de la République Péruvienne consent à cette prorogation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurance de ma très haute considération.

Signé: *S. Shimizu.*

Son Excellence Monsieur Alberto Salomon
Ministre des Affaires Etrangères
de la République Péruvienne.

2.

Lima, le 2 novembre 1923.

Monsieur le Ministre,

Le Traité de Commerce et de Navigation actuellement en vigueur entre le Pérou et le Japon ayant été dénoncé par ma lettre en date du 11 octobre 1922 et cette dénonciation ayant dû produire son effet à partir

*) V. N. R. G. 2 s. XXXIV, p. 400.

du 11 octobre de l'année courante, Votre Excellence a bien voulu d'ordre de son Gouvernement, me communiquer par la lettre d'aujourd'hui, la proposition suivante:

„En attendant la conclusion et la mise en vigueur du nouveau Traité de Commerce et de Navigation actuellement en négociation entre le Pérou et le Japon, le Traité de Commerce et de Navigation du 20 mars 1895 entre le Pérou et le Japon se trouvera, à partir du 11 octobre 1923, prorogé jusqu'au 31 décembre 1923.“

En réponse à ladite lettre d'aujourd'hui j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement de la République Péruvienne est d'accord avec le Gouvernement Impérial du Japon sur la proposition susmentionnée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé: *A. Salômón.*

Son Excellence Monsieur, Seizaburo Shimizu,
Envoyé Extraordinaire et Ministre
Plénipotentiaire du Japon.

61.

SUÈDE, LETTONIE.

Convention de commerce et de navigation; signée à Stockholm, le 22 décembre 1924.*)

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1925, No. 16.

Sa Majesté le Roi de Suède, d'une part, et le Président de la République de Lettonie, d'autre part, également animés du désir de favoriser de toute manière le développement des relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Suède: Monsieur Östen Undén, Son Ministre des Affaires Etrangères, et

Le Président de la République de Lettonie: Monsieur Charles Duzmans, Consul Général et Chargé d'Affaires p. i. de Lettonie à Stockholm,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

*) Les ratifications ont été échangées à Stockholm, le 29 juin 1925.

Article 1er.

Les nationaux et les produits du sol et de l'industrie de la Suède jouiront en Lettonie, et les nationaux et les produits du sol et de l'industrie de la Lettonie jouiront en Suède, sans aucune réserve, pour tout ce qui concerne le commerce, des mêmes avantages que les ressortissants et les marchandises de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera appliqué pour tout ce qui concerne l'exercise du commerce, de la navigation et de l'industrie, le droit d'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles et d'en disposer, les impôts et autres droits de quelque nature qu'ils soient, les réquisitions pour des objets d'intérêt militaire ou public, les prohibitions d'importation, d'exportation et de transit et l'application de ces prohibitions, les droits d'accise et de consommation, d'importation et d'exportation et les formalités douanières.

Article 2.

Les dispositions de l'Article 1er ne restreindront en rien le droit de chaque Partie contractante de refuser aux nationaux de l'autre Partie contractante, dans certains cas, en raison d'une sentence judiciaire ou dans l'intérêt, soit de la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, soit de l'ordre public, ou encore pour des motifs de prévoyance sociale et notamment d'assistance publique, de police sanitaire ou de police des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

Article 3.

Les navires suédois et leurs cargaisons jouiront en Lettonie et les navires lettons et leurs cargaisons jouiront en Suède du même traitement que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons.

Il est fait exception à cette disposition pour le droit de se livrer au cabotage.

Les deux Parties contractantes se réservent de conclure un arrangement spécial concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge et d'autres documents relatifs à la jauge.

Article 4.

En ce qui concerne les conditions du transit, les deux Parties contractantes s'engagent à s'appliquer réciproquement les dispositions de la Convention et du Statut sur la Liberté du Transit, signés à Barcelone le 20 avril 1921, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 5.

La Lettonie ne pourra pas revendiquer en vertu des stipulations qui précèdent les faveurs spéciales accordées ou qui pourront être accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux pays, aussi longtemps que les mêmes faveurs n'auront pas été accordées à un autre Etat.

Article 6.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est la base de la présente Convention, les franchises,

immunités et privilèges que la Lettonie reconnaîtra à un des Etats Baltiques (Finlande, Esthonie et Lithuanie) en raison d'accords particuliers, aussi longtemps que les mêmes faveurs n'auront pas été accordées à un autre Etat.

Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que la Lettonie pourrait accorder à l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Article 7.

La présente Convention sera dûment ratifiée et les ratifications en seront échangées à Stockholm.

La Convention entrera en vigueur à partir du jour de l'échange des ratifications. Elle restera en vigueur pendant une période d'un an et ensuite jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Parties ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Stockholm, le 22 décembre 1924.

(L. S.) *Östen Undén.*
(L. S.) *Charles Duzmans.*

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

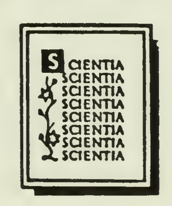
Heinrich Triepel

TROISIÈME SÉRIE.

TOME XVII.

DEUXIÈME LIVRAISON.

Neudruck der Ausgabe Leipzig 1927



1965

SCIENTIA VERLAG AALEN

Druck: J. Hochstuhl, Ulmenstraße 11, Sindelfingen

PRINTED IN GERMANY

62.

PAYS-BAS, SUISSE.

Traité de conciliation; signé à La Haye, le 12 décembre 1925.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1927, No. 204.

Traité de Conciliation entre les Pays-Bas et la Suisse.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Conseil Fédéral Suisse, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les Pays-Bas et la Suisse et de favoriser le règlement pacifique par voie de conciliation des différends qui pourraient naître entre les deux Pays et qui ne seraient pas résolus d'autre manière, ont décidé de conclure à cet effet un Traité et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas: Son Excellence Jonkheer H. A. van Karnebeek, Son Ministre des Affaires Etrangères;

et le Conseil Fédéral Suisse: Monsieur A. de Pury, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse à La Haye,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Tout différend, de quelque nature qu'il soit, qui s'élèverait entre les Parties contractantes et n'aurait pu être résolu par la voie diplomatique dans un délai raisonnable et qui ne serait pas susceptible d'un règlement judiciaire ou arbitral, conformément à l'Article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale**) ou conformément à toute autre convention internationale en vigueur entre les Parties contractantes, sera soumis, à la demande des deux Parties ou de l'une d'entre elles, à une Commission permanente de conciliation, aux fins d'examen et de rapport.

Les Parties contractantes pourront convenir qu'un différend qui serait susceptible d'un règlement judiciaire ou arbitral sera préalablement déféré à la procédure de conciliation. Si, dans un différend de cette nature, l'une des Parties n'accepte pas les propositions de la Commission dans un délai

---

*) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 11 juin 1927.
**) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 871.

raisonnable, chacune d'elles pourra soumettre le différend à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 2.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres.

Les Parties contractantes nommeront chacune un membre à leur gré et désigneront les trois autres d'un commun accord. Ces trois membres ne devront, ni être des ressortissants des Etats contractants, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver ou s'être trouvés à leur service.

Le Président de la Commission sera nommé, d'un commun accord, parmi les membres désignés en commun.

La Commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun ou du président n'intervient pas dans les six mois à compter de l'échange des ratifications ou, en cas de retraite ou de décès, dans les deux mois à compter de la vacance du siège, Sa Majesté le Roi de Danemark sera prié, au besoin par une seule des Parties, de procéder à ces nominations.

Article 3.

Les membres de la Commission de conciliation seront nommés pour trois ans. Sauf accord contraire entre les Parties contractantes, ils ne pourront être révoqués pendant la durée de leur mandat. En cas de décès ou de retraite d'un membre, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat.

Si le mandat d'un membre désigné d'un commun accord expire sans qu'aucune des Parties s'oppose à son renouvellement, le mandat sera censé renouvelé pour une nouvelle période de trois ans. De même, si à l'expiration du mandat d'un membre désigné par l'une des Parties, cette Partie n'a pas pourvu à son remplacement, son mandat sera censé renouvelé pour trois ans.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à clôture de la procédure.

Article 4.

La Commission de conciliation déterminera son siège. Elle pourra en décider librement le transfert.

Article 5.

Dans les quinze jours qui suivent la notification d'une demande de conciliation à la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties contractantes pourra remplacer le membre librement désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière qui fait l'objet du différend.

La Partie qui entendrait user de ce droit en avertira immédiatement la Partie adverse; dans ce cas, celle-ci pourra user du même droit dans un délai de quinze jours à compter de la notification qu'elle a reçue.

Au cas où l'un des membres de la Commission de conciliation désignés en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant s'il y a lieu, qui siégera temporairement à sa place.

Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, Sa Majesté le Roi de Danemark sera prié par les deux Parties ou l'une d'elles de le désigner.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent, désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission. La Partie qui entendrait user de ce droit, en avertira immédiatement la Partie adverse.

Article 6.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'examiner tout différend qui lui serait soumis par les Parties contractantes et de rédiger un rapport qui déterminera l'état des faits et contiendra, toutes les fois que les circonstances le permettront, des propositions en vue du réglement du différend.

Article 7.

La Commission de conciliation sera saisie sur requête adressée à son président par les deux Parties contractantes ou par l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, notification de la requête sera faite en même temps à l'autre Partie.

Article 8.

Les Parties contractantes auront le droit de nommer auprès de la Commission de conciliation des agents spéciaux qui serviront, en même temps, d'intermédiaires entre elles et la Commission.

Article 9.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans tous les cas et sous tous les rapports, les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à accorder à celle-ci toute assistance judiciaire par l'entremise des autorités compétentes.

Les Parties contractantes s'engagent à user des moyens dont elles disposent d'après leur législation intérieure, pour assurer la comparution des témoins ou des experts se trouvant sur leur territoire et cités devant la Commission. Si ceux-ci ne peuvent comparaître devant la Commission, elles feront procéder à leur audition devant leurs autorités compétentes.

Article 10.

Les délibérations de la Commission de conciliation auront lieu à huis clos, à moins que la Commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 11.

La procédure devant la Commission de conciliation sera contradictoire.

La Commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907.*)

Article 12.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité simple des voix.

Article 13.

La Commission de conciliation présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes ne décident, d'un commun accord, d'abréger ou de proroger ce délai. La Commission, de son côté, aura le droit de proroger ce délai une seule fois. Une fois la procédure commencée, il ne sera plus loisible aux Parties contractantes de l'abréger.

L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties.

Le rapport n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, un caractère obligatoire.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas publier le rapport individuellement sans s'être consultés au préalable. La Commission pourra ordonner la publication de son rapport, à moins que les deux membres librement nommés par les Parties ne s'y opposent.

Article 14.

Pendant la durée effective de la procédure, les membres de la Commission de conciliation recevront une indemnité dont le montant sera arrêté entre les Parties contractantes.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la Commission.

Article 15.

Durant le cours de la procédure de conciliation, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation.

Article 16.

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à La Haye dans le plus bref délai possible.

Le Traité est conclu pour la durée de 10 ans, à compter de l'échange des instruments de ratification. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de dix ans, et ainsi de suite.

---

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Si une procédure de conciliation est pendante lors de l'expiration du présent Traité, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent Traité ou de toute autre convention que les Parties contractantes auraient convenu de lui substituer.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à La Haye, en double exemplaire, le 12 décembre 1925.

(L. S.) *A. de Pury.* (L. S.) *v. Karnebeek.*

63.

ALLEMAGNE, PAYS-BAS.

Traité d'arbitrage et de conciliation; signé à La Haye, le 20 mai 1926.*)

Reichsgesetzblatt 1927. II, No. 8.

Deutsch-Niederländischer Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag.

Das Deutsche Reich und das Königreich der Niederlande, von dem Wunsche erfüllt, die Entwicklung des Verfahrens zur friedlichen Beilegung zwischenstaatlicher Streitigkeiten zu fördern, sind übereingekommen, einen allgemeinen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag abzuschliessen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident:

Freiherrn H. Lucius von Stoedten, Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister des Deutschen Reichs im Haag;

Ihre Majestät die Königin der Niederlande:

Seine Exzellenz Jonkheer H. A. van Karnebeek, Allerhöchstihren Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,

Duitsch-Nederlandsch Arbitrage- en Verzoeningsverdrag.

Het Duitsche Rijk en het Koninkrijk der Nederlanden, vervuld van den wensch, de ontwikkeling van de procedure van vreedzame beslechting van internationale geschillen te bevorderen, zijn overeengekomen een algemeen Arbitrage- en Verzoeningsverdrag te sluiten.

Te dien einde hebben tot gevolmachtigden benoemd:

De Duitsche Rijkspresident:

Freiherr H. Lucius von Stoedten, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van het Duitsche Rijk te 's-Gravenhage;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Zijne Excellentie Jonkheer H. A. van Karnebeek, Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 14 juillet 1927.

die, nachdem Sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, alle Streitigkeiten irgendwelcher Art, die zwischen ihnen entstehen und nicht in angemessener Frist auf diplomatischem Wege geschlichtet werden können, und die nicht mit Zustimmung beider Parteien dem Ständigen Internationalen Gerichtshof unterbreitet werden, nach Massgabe des gegenwärtigen Vertrags entweder einem Schiedsgerichtsverfahren oder einem Vergleichsverfahren zu unterwerfen.

Streitigkeiten, für deren Schlichtung die vertragschliessenden Teile durch andere zwischen ihnen bestehende Abmachungen an ein besonderes Verfahren gebunden sind, werden nach Massgabe der Bestimmungen dieser Abmachungen behandelt.

Artikel 2.

Dem Schiedsgerichtsverfahren werden auf Verlangen einer Partei, unter Vorbehalt der Bestimmungen des Artikel 3, diejenigen Streitigkeiten unterworfen, bei denen die Parteien untereinander über eine Rechtsfrage im Streite sind, insbesondere diejenigen Streitigkeiten, die betreffen:

erstens: Bestand, Auslegung und Anwendung eines zwischen den beiden Parteien geschlossenen Staatsvertrags;

zweitens: irgendeine Frage des internationalen Rechts;

drittens: das Bestehen einer Tatsache, die, wenn sie erwiesen wird, die Verletzung einer zwischenstaatlichen Verpflichtung bedeutet;

die, nadat zij hunne volmachten onderzocht en in goeden en behoorlijken vorm hebben bevonden, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen;

Artikel 1.

De Verdragsluitende Partijen verplichten zich, alle geschillen van welken aard ook, die tusschen haar ontstaan en niet binnen redelijken tijd langs diplomatieken weg kunnen worden opgelost, en die niet met toestemming van beide Partijen aan het Permanente Hof van Internationale Justitie worden voorgelegd, volgens de bepalingen van dit Verdrag, hetzij aan een arbitragehetzij aan een verzoeningsprocedure te onderwerpen.

Geschillen, voor welker beslechting de Verdragsluitende Partijen door andere tusschen haar bestaande overeenkomsten aan een bijzondere procedure gebonden zijn, worden volgens de bepalingen dezer overeenkomsten behandeld.

Artikel 2.

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 3 worden op verlangen van een der Partijen aan de arbitrageprocedure onderworpen, die geschillen, waarbij de Partijen het onderling oneens zijn over een rechtsvraag, in het bijzonder die geschillen, welke betrekking hebben op:

ten eerste: inhoud, uitlegging en toepassing van een tusschen de beide Partijen gesloten Verdrag;

ten tweede: ieder punt van internationaal recht;

ten derde: het bestaan van een feit, dat, wanneer het werd vastgesteld, zou inhouden de schending van een internationale verplichting;

viertens: Umfang und Art der Wiedergutmachung im Falle einer solchen Verletzung.

Bestehen zwischen den Parteien Meinungsverschiedenheiten darüber, ob eine Streitigkeit zu den vorstehend bezeichneten Arten gehört, so wird über diese Vorfrage im Schiedsgerichtsverfahren entschieden.

Artikel 3.

Bei Fragen, die gemäss den Landesgesetzen der Partei, gegen die ein Begehren geltend gemacht wird, von richterlichen Behörden, mit Einschluss der Verwaltungsgerichte, zu entscheiden sind, kann diese Partei verlangen, dass die Streitigkeiten dem Schiedsgerichtsverfahren erst unterworfen werden, nachdem in dem Gerichtsverfahren eine endgültige Entscheidung gefällt worden ist, und dass die Anrufung des Schiedsgerichts spätestens sechs Monate nach dieser Entscheidung erfolge. Dies gilt nicht, wenn es sich um einen Fall von Rechtsverweigerung handelt und die gesetzlich vorgesehenen Beschwerdestellen angerufen worden sind.

Entsteht zwischen den Parteien eine Meinungsverschiedenheit über die Anwendung der vorstehenden Bestimmung, so wird darüber im Schiedsgerichtsverfahren entschieden.

Artikel 4.

Das Schiedsgericht legt seinen Entscheidungen zugrunde:

erstens: die zwischen den Parteien geltenden Übereinkünfte allgemeiner oder besonderer Art und die sich daraus ergebenden Rechtssätze;

zweitens: das internationale Gewohnheitsrecht als Ausdruck einer allgemeinen, als Recht anerkannten Übung;

ten vierde: omvang en aard van de vergoeding in geval van zulk een schending.

Wanneer er tusschen de Partijen meeningsverschillen bestaan over de vraag of een geschil tot de hierboven omschreven soorten behoort, dan wordt over deze voorafgaande vraag door de arbitrage-procedure beslist.

Artikel 3.

Bij vragen, die krachtens de landswetten van de Partij, tegen wie een eisch wordt ingesteld, door de rechterlijke autoriteiten, met inbegrip van de administratieve gerechten, beslist moeten worden, kan deze Partij verlangen, dat de geschillen eerst dan aan de arbitrage-procedure worden onderworpen, nadat in de gerechtelijke procedure een eindvonnis gewezen is en dat zij uiterlijk zes maanden na deze beslissing voor het Scheidsgerecht worden gebracht. Dit geldt niet, wanneer het een geval van rechtsweigering betreft en de wettelijk voorgeschreven instanties zijn ingeroepen.

Ontstaat er tusschen de Partijen verschil van meening over de toepassing van bovenstaande bepaling, dan wordt daarover volgens de arbitrage-procedure beslist.

Artikel 4.

Het Scheidsgerecht legt aan zijne beslissingen ten grondslag:

ten eerste: de tusschen de Partijen geldende overeenkomsten van algemeenen of bijzonderen aard en de daaruit voortspruitende rechtsregelen;

ten tweede: het internationale gewoonterecht, als uiting van een algemeene, als recht erkende practijk;

drittens: die allgemeinen von den Kulturstaaten anerkannten Rechtsgrundsätze;
viertens: die Ergebnisse bewährter Lehre und Rechtsprechung als Hilfsmittel für die Feststellung der Rechtsnormen.

Mit Zustimmung beider Parteien kann das Schiedsgericht seine Entscheidung, anstatt sie auf Rechtsgrundsätze zu stützen, nach billigem Ermessen treffen.

Artikel 5.

Sofern nicht die Parteien im einzelnen Fall eine entgegenstehende Vereinbarung treffen, wird das Schiedsgericht in folgender Weise bestellt.

Die Richter werden auf der Grundlage des Verzeichnisses der Mitglieder des durch das Haager Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907*) geschaffenen Ständigen Schiedshofs im Haag gewählt.

Jede Partei ernennt einen Schiedsrichter nach freier Wahl. Gemeinsam berufen die Parteien drei weitere Richter und aus deren Mitte den Obmann. Sofern einer der gemeinsam berufenen Richter nach seiner Wahl die Staatsangehörigkeit einer der beiden Parteien erwirbt, auf deren Gebiete seinen Wohnsitz nimmt oder in deren Dienste tritt, kann jede Partei verlangen, dass er ersetzt werde. Streitigkeiten darüber, ob diese Voraussetzungen zutreffen, werden von den übrigen vier Richtern entschieden, wobei der ältere der gemeinsam berufenen Richter den Vorsitz führt und bei Stimmengleichheit eine doppelte Stimme hat.

ten derde: de algemeene door de beschaafde Staten erkende rechtsbeginselen;
ten vierde: de resultaten van beproefde wetenschap en rechtspraak als hulpmiddel voor het vaststellen der rechtsnormen.

Met toestemming van beide Partijen kan het Scheidsgerecht zijn beslissing, in plaats van daaraan rechtsbeginselen ten grondslag te leggen, naar billijkheid nemen.

Artikel 5.

Voorzoover de Partijen niet in een bijzonder geval een tegengestelde overeenkomst aangaan, wordt het Scheidsgerecht op de volgende wijze samengesteld.

De rechters worden gekozen op den grondslag van de lijst der leden van het door het Haagsche Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen van 18 October 1907*) in het leven geroepen Permanente Hof van Arbitrage te 's-Gravenhage.

Iedere Partij benoemt naar vrije keuze één scheidsrechter. In gemeen overleg benoemen de Partijen drie andere rechters en uit hun midden den Voorzitter. Wanneer een der bij gemeen overleg benoemde rechters na zijn verkiezing de nationaliteit van een der beide Partijen verkrijgt, zich op het gebied van een harer metterwoon vestigt, of in dienst van een harer treedt, kan elk der Partijen verlangen, dat hij worde vervangen. Geschillen over de vraag of deze omstandigheden aanwezig zijn, worden door de vier overige rechters beslist, waarbij de oudste der in gemeen overleg benoemde rechters voorzit en bij het staken der stemmen een dubbele stem heeft.

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Die Wahl der Richter erfolgt von neuem für jeden einzelnen Streitfall. Die vertragschliessenden Teile behalten sich jedoch vor, im gemeinsamen Einverständnis in der Weise vorzugehen, dass für gewisse Arten von Streitfällen während eines bestimmten Zeitraums dieselben Richter dem Schiedsgericht angehören.

Mitglieder des Schiedsgerichts, die aus irgendeinem Grund ausscheiden, werden in der gleichen Weise ersetzt, wie sie berufen worden sind.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile werden in Ausführung des gegenwärtigen Vertrags in jedem Einzelfall eine besondere Schiedsordnung festsetzen. Darin werden der Streitgegenstand, die etwaigen besonderen Befugnisse des Gerichts, dessen Zusammensetzung und Sitz, die Höhe des von jeder Partei als Kostenvorschuss zu hinterlegenden Betrags, die hinsichtlich der Form und der Fristen des Verfahrens zu beobachtenden Regeln sowie die sonst notwendigen Einzelheiten bestimmt.

Meinungsverschiedenheiten über die Bestimmungen der Schiedsordnung werden, vorbehaltlich des Artikel 7, vom Schiedsgericht entschieden.

Artikel 7.

Kommt zwischen den Parteien nicht binnen sechs Monaten, nachdem die eine der anderen das Begehren nach schiedsgerichtlicher Austragung einer Streitigkeit mitgeteilt hat, die Schiedsordnung zustande, so kann jede Partei den im Artikel 13 vorgesehenen Ständigen Vergleichsrat zwecks Feststellung der Schiedsordnung anrufen. Dieser hat binnen zwei Monaten nach

Voor ieder afzonderlijk geschil worden de rechters opnieuw gekozen. De Verdragsluitende Partijen behouden zich echter voor in gemeen overleg aldus te handelen, dat voor bepaalde soorten van geschillen gedurende een bepaalden tijd dezelfde rechters tot het Scheidsgerecht zullen behooren.

Leden van het Scheidsgerecht, die om de een of andere reden aftreden, worden vervangen op dezelfde wijze, als waarop zij benoemd zijn.

Artikel 6.

De Verdragsluitende Partijen zullen ter uitvoering van dit Verdrag in ieder bijzonder geval een compromis opstellen. Daarin zullen het punt van geschil, de eventueele bijzondere bevoegdheden van het Scheidsgerecht, zijn samenstelling en zetel, de grootte van het door elk der Partijen als voorschot van de kosten te storten bedrag, de regelen, die in acht genomen zullen moeten worden ten aanzien van den vorm en de termijnen van de procedure, zoowel als de bijzonderheden, die verder noodig mochten zijn, worden vastgelegd.

Meeningsverschillen over de bepalingen van het compromis zullen, onder voorbehoud van artikel 7, door het Scheidsgerecht worden beslist.

Artikel 7.

Wanneer het compromis niet binnen 6 maanden, nadat de eene Partij aan de andere het verlangen naar een scheidsrechterlijke beslechting van een geschil heeft kenbaar gemaakt, tusschen de Partijen tot stand komt, kan iedere Partij zich tot de in artikel 13 bedoelde Permanente Verzoeningscommissie wenden, ter opstelling van het compromis. Deze moet binnen

seiner Anrufung die Schiedsordnung festzusetzen, wobei der Streitgegenstand aus den Anträgen der Parteien ermittelt wird.

Es ist ebenso zu verfahren, wenn eine Partei den von ihr zu ernennenden Richter nicht bezeichnet hat oder wenn die Parteien in der Bezeichnung der gemeinsam zu berufenden Richter oder des Obmanns nicht einig sind.

Der Ständige Vergleichsrat ist ferner befugt, bis zur Bestellung des Schiedsgerichts über jede andere Streitigkeit zu entscheiden, die sich auf die Schiedsordnung bezieht.

Artikel 8.

Das Schiedsgericht trifft seine Entscheidungen mit einfacher Stimmenmehrheit.

Artikel 9.

Der Schiedsspruch wird Angaben über die Art seiner Ausführung, insbesondere über die dabei zu beobachtenden Fristen, enthalten.

Wird in einem Schiedsspruch festgestellt, dass eine von einem Gericht oder einer anderen Behörde einer Partei getroffene Entscheidung oder Verfügung ganz oder teilweise mit dem Völkerrecht in Widerspruch steht, können aber nach dem Verfassungsrechte dieser Partei die Folgen der Entscheidung oder Verfügung durch Verwaltungsmassnahmen nicht oder nicht vollständig beseitigt werden, so ist der verletzten Partei in dem Schiedsspruch auf andere Weise eine angemessene Genugtuung zuzuerkennen.

2 maanden, nadat een der Partijen zich tot haar heeft gewend, het compromis opstellen, waarbij het punt van geschil op grund van de conclusies der Partijen moet worden vastgesteld.

Evenzoo moet gehandeld worden, wanneer een Partij den door haar te benoemen rechter niet heeft aangewezen of wanneer de Partijen het niet eens zijn over de benoeming van de in gemeen overleg aan te wijzen rechters of van den Voorzitter.

De Permanente Verzoeningscommissie is verder bevoegd om, tot de anwijzing van het Scheidsgerecht, een beslissing te nemen over elk ander geschil, dat betrekking heeft op het compromis.

Artikel 8.

Het Scheidsgerecht neemt zijn beslissingen met gewone meerderheid van stemmen.

Artikel 9.

De scheidsrechterlijke beslissing zal aanwijzingen bevatten over de wijze van haar tenuitvoerlegging en in het bijzonder over de daarbij in acht te nemen termijnen.

Wanneer in een scheidsrechterlijke beslissing wordt geconstateerd, dat een door een gerecht of een andere autoriteit van één der Partijen genomen beslissing of maatregel geheel of gedeeltelijk in strijd is met het Volkenrecht, doch wanneer volgens het staatsrecht van die Partij de gevolgen van de beslissing of van den maatregel niet of niet geheel door administratieve maatregelen ter zijde kunnen worden gesteld, dan zal in de scheidsrechterlijke beslissing aan de beleedigde Partij op andere wijze een behoorlijke voldoening moeten worden toegekend.

Artikel 10.

Unter Vorbehalt anderweitiger Abrede in der Schiedsordnung kann jede Partei bei dem Schiedsgerichte, das den Spruch erlassen hat, die Revision dieses Spruches beantragen. Der Antrag kann nur mit der Ermittlung einer Tatsache begründet werden, die einen entscheidenden Einfluss auf den Spruch auszuüben geeignet gewesen wäre und bei Schluss der Verhandlung dem Schiedsgerichte selbst und der Partei, welche die Revision beantragt hat, ohne ihr Verschulden unbekannt war.

Mitglieder des Schiedsgerichts, die aus irgendeinem Grunde für das Revisionsverfahren ausscheiden, werden in der gleichen Weise ersetzt, wie sie berufen worden sind.

Die Frist innerhalb deren der im Abs. 1 vorgesehene Antrag gestellt werden kann, ist im Schiedsspruch zu bestimmen, sofern dies nicht in der Schiedsordnung geschehen ist.

Artikel 11.

Alle Streitigkeiten, die zwischen den Parteien über Auslegung und Ausführung des Schiedsspruchs entstehen sollten, unterliegen, vorbehaltlich anderweitiger Abrede, der Beurteilung des Schiedsgerichts, das den Spruch gefällt hat. Dabei findet die Bestimmung des Artikel 10 Abs. 2 entsprechende Anwendung.

Artikel 12.

Alle Streitigkeiten, die nicht nach den vorhergehenden Artikeln dieses Vertrags dem Schiedsgerichtsverfahren unterworfen werden, und die nicht mit Zustimmung beider Parteien auf andere Weise friedlich geregelt werden, sind auf Verlangen einer Partei im Vergleichsverfahren zu behandeln.

Artikel 10.

Behoudens andersluidende overeenkomst in het compromis kan elke Partij aan het Scheidsgerecht, dat de beslissing genomen heeft, daarvan revisie verzoeken. Het verzoek kan slechts gegrond worden op de ontdekking van een feit van zoodanigen aard, dat het een beslissenden invloed op de uitspraak gehad zou kunnen hebben en dat, bij het einde van de behandeling, zoowel aan het Scheidsgerecht zelf, als aan de Partij, die revisie verzocht heeft, buiten haar schuld onbekend was.

Leden van het Scheidsgerecht, die om de een of andere reden aftreden bij de herzieningsprocedure, worden op dezelfde wijze vervangen als waarop zij benoemd zijn.

De termijn, waarbinnen het in alinea 1 bedoelde verzoek kan worden gedaan, moet in de scheidsrechterlijke beslissing worden bepaald, voor zoover dit niet in het compromis is geschied.

Artikel 11.

Alle geschillen, die tusschen de Partijen mochten ontstaan over de uitlegging of tenuitvoerlegging van de scheidsrechterlijke beslissing, staan, tenzij anders wordt overeengekomen, ter beoordeeling van het Scheidsgerecht, dat de beslissing genomen heeft. Daarbij vindt de bepaling van artikel 10, alinea 2, overeenkomstige toepassing.

Artikel 12.

Alle geschillen, die niet volgens de voorafgaande artikelen van dit Verdrag aan de arbitrage-procedure onderworpen worden, en die niet met toestemming van beide Partijen op andere wijze vreedzaam geregeld worden, zullen op verlangen van één der Partijen volgens de verzoeningsprocedure moeten worden behandeld.

Behauptet die andere Partei, dass der im Vergleichsverfahren anhängig gemachte Streitfall von dem Ständigen Internationalen Gerichtshof, dem Schiedsgericht oder in einem besonderen Verfahren nach Artikel 1 Absatz 2 zu entscheiden sei, so entscheidet über diese Vorfrage das Organ, dessen Zuständigkeit behauptet wird.

Die Regierungen der vertragschliessenden Teile können im gemeinsamen Einverständnis eine Streitigkeit, für die nach dem gegenwärtigen Vertrage der Ständige Internationale Gerichtshof oder ein Schiedsgericht angerufen werden kann, endgültig oder unter Vorbehalt der späteren Anrufung des Ständigen Internationalen Gerichtshofs oder eines Schiedsgerichts im Vergleichsverfahren behandeln lassen.

Artikel 13.

Für das Vergleichsverfahren wird ein Ständiger Vergleichsrat gebildet.

Der Ständige Vergleichsrat besteht aus fünf Mitgliedern. Die vertragschliessenden Teile ernennen, jeder für sich, nach freier Wahl je ein Mitglied und berufen die drei übrigen Mitglieder im gemeinsamen Einverständnis. Diese drei Mitglieder sollen nicht Angehörige der vertragschliessenden Staaten sein, noch sollen sie auf deren Gebiet ihren Wohnsitz haben oder in deren Dienst stehen oder gestanden haben. Aus ihrer Mitte wird der Vorsitzende durch die vertragschliessenden Teile gemeinsam bezeichnet.

Jedem vertragschliessenden Teile steht das Recht zu, jederzeit, sofern nicht ein Verfahren im Gange oder von einer Partei beantragt worden ist, das von ihm ernannte Mitglied ab-

Beweert de andere Partij, dat het geschil, hetwelk aan de verzoenings-prozedure onderworpen is, behandeld moet worden door het Permanente Hof van Internationale Justitie, het Scheidsgerecht of in een bijzondere procedure volgens artikel 1, alinea 2, moet worden beslist, dan beslist over deze voorafgaande vraag het orgaan, welks bevoegdheid wordt beweerd.

De Regeeringen der Verdragsluitende Partijen kunnen in gemeen overleg een geschil, dat volgens dit Verdrag aan het Permanente Hof van Internationale Justitie of aan een Scheidsgerecht onderworpen kan worden, definitief of onder voorbehoud van latere onderwerping aan het Permanente Hof van Internationale Justitie of aan een Scheidsgerecht, aan de verzoenings-procedure onderwerpen.

Artikel 13.

Voor de verzoeningsprocedure wordt een Permanente Verzoeningscommissie samengesteld.

De Permanente Verzoeningscommissie bestaat uit vijf leden. De Verdragsluitende Partijen benoemen, ieder voor zich, naar vrije keuze, elk één lid en benoemen de drie overige leden in gemeen overleg. Deze drie leden zullen geen onderdanen der Verdragstaten mogen zijn, noch op hun gebied mogen wonen, noch in hun dienst zijn of geweest zijn. Uit hun midden wordt de Voorzitter door de Verdragsluitende Partijen gemeenschappelijk aangewezen.

Ieder der Verdragsluitende Partijen heeft het recht, steeds, voorzoover niet een procedure aanhangig of door een der Partijen verzocht is, het door haar benoemde lid ontslag te verleenen

zuberufen und dessen Nachfolger zu bestimmen. Unter den gleichen Voraussetzungen steht es jedem der vertragschliessenden Teile auch frei, die Zustimmung zur Berufung jedes der drei gemeinsam berufenen Mitglieder zurückzuziehen. In diesem Falle muss unverzüglich zur gemeinsamen Berufung eines neuen Mitgliedes geschritten werden.

Innerhalb von vierzehn Tagen nach dem Tage, an welchem einer der beiden vertragschliessenden Teile eine Streitfrage vor den Ständigen Vergleichsrat gebracht hat, kann jede der Parteien für die Behandlung dieser Streitfrage das von ihr bezeichnete Mitglied des Ständigen Vergleichsrats durch eine Persönlichkeit ersetzen, die in der Angelegenheit besondere Sachkunde besitzt. Die Partei, die von diesem Rechte Gebrauch macht, teilt das unverzüglich der anderen Partei mit, der es alsdann freisteht, innerhalb von vierzehn Tagen nach dem Tage, an dem ihr die Mitteilung zugegangen ist, das Gleiche zu tun.

Der Ständige Vergleichsrat wird im Laufe von sechs Monaten nach Austausch der Ratifikationsurkunden dieses Vertrags gebildet. Ausscheidende Mitglieder werden gemäss dem für die erstmalige Wahl massgebenden Verfahren so rasch als möglich ersetzt.

Wenn die Berufung der gemeinsam zu berufenden Mitglieder nicht innerhalb von sechs Monaten nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden oder, im Falle der Ergänzung des Ständigen Vergleichsrats, nicht innerhalb von drei Monaten nach Ausscheiden eines Mitglieds stattgefunden hat, so wird, in Ermangelung anderweitiger Vereinbarung, der Schweizerische Bundespräsident gebeten werden,

en diens opvolger aan te wijzen. Onder dezelfde voorwaarden staat het ieder der Verdragsluitende Partijen ook vrij de toestemming tot de benoeming van elk der drie in gemeen overleg benoemde leden in te trekken. In zulk een geval moet onverwijld tot de gemeenschappelijke benoeming van een nieuw lid worden overgegaan.

Binnen een termijn van veertien dagen na den dag, waarop een der beide Verdragsluitende Partijen een geschil voor de Permanente Verzoeningscommissie heeft gebracht, kan elk der Partijen voor de behandeling van dit geschilpunt het door haar aangewezen lid van de Permanente Verzoeningscommissie doën vervangen door iemand, die ter zake bijzonder deskundig is. De Partij, die van dit recht gebruik maakt, deelt dat onverwijld aan de andere Partij mede, aan wie het dan vrijstaat, binnen veertien dagen na den dag, waarop zij die mededeeling heeft ontvangen, hetzelfde te doen.

De Permanente Verzoeningscommissie wordt binnen zes maanden na uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden van dit Verdrag samengesteld. Aftredende leden worden overeenkomstig de procedure, die voor de eerste keuze heeft gegolden, ten spoedigste vervangen.

Indien de benoeming van de in gemeen overleg te benoemen leden niet binnen zes maanden na de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden, of voor het geval van de aanvulling der Permanente Verzoeningscommissie, niet binnen drie maanden na het aftreden van een lid heeft plaats gevonden, zal, indien geen andere overeenkomst mocht worden verkregen, de Zwitsersche Bondspresident worden verzocht

die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen.

Artikel 14.

Der Ständige Vergleichsrat tritt in Wirksamkeit, sobald er von einer Partei angerufen wird. Diese richtet ihr Begehren gleichzeitig an den Vorsitzenden des Ständigen Vergleichsrats und an die andere Partei. Der Vorsitzende hat den Ständigen Vergleichsrat in kürzester Frist einzuberufen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, in allen Fällen und in jeder Hinsicht die Arbeiten des Ständigen Vergleichsrats zu fördern und ihm insbesondere durch die zuständigen Behörden jede Rechtshilfe zu gewähren. Sie werden alle erforderlichen Massnahmen treffen, damit dem Ständigen Vergleichsrat die Möglichkeit gewährt wird, auf ihrem Gebiete Zeugen und Sachverständige zu vernehmen und Augenschein einzunehmen. Der Ständige Vergleichsrat kann die Beweise entweder in vollständiger Besetzung oder durch eines oder mehrere der gemeinsam berufenen Mitglieder erheben.

Artikel 15.

Der Ständige Vergleichsrat bestimmt seinen Sitz. Er kann ihn nach freiem Ermessen verlegen.

Der Ständige Vergleichsrat bildet nötigenfalls eine Kanzlei. Soweit er in die Kanzlei Angehörige der Parteien beruft, hat er dabei die Parteien gleichmässig zu berücksichtigen.

Artikel 16.

Der Ständige Vergleichsrat ist beschlussfähig, wenn alle Mitglieder

tot de vereischte benoemingen over te gaan.

Artikel 14.

De Permanente Verzoeningscommissie treedt in werking, zoodra een der Partijen zich tot haar wendt. Deze richt haar verzoek gelijktijdig aan den Voorzitter der Permanente Verzoeningscommissie en aan de andere Partij. De Voorzitter dient de Permanente Verzoeningscommissie binnen den kortst mogelijken tijd bijeen te roepen.

De Verdragsluitende Partijen verplichten zich in alle gevallen en in ieder opzicht de werkzaamheden der Permanente Verzoeningscommissie te bevorderen en haar in het bijzonder door de bevoegde autoriteiten allen rechtsbijstand te verleenen. Zij zullen alle vereischte maatregelen treffen, opdat aan de Permanente Verzoeningscommissie de mogelijkheid geopend wordt, om op haar gebied getuigen en deskundigen te hooren en een onderzoek ter plaatse in te stellen. De Permanente Verzoeningscommissie kan de bewijzen, hetzij in voltallige vergadering, hetzij door een of verscheidene der in gemeen overleg benoemde leden verzamelen.

Artikel 15.

De Permanente Verzoeningscommissie bepaalt haren zetel. Zij kan hem naar goeddunken verplaatsen.

De Permanente Verzoeningscommissie stelt, indien dit noodig is, een secretariaat in. Indien zij bij het secretariaat onderdanen der Partijen benoemt, moet zij daarbij de Partijen op denzelfden voet behandelen.

Artikel 16.

De Permanente Verzoeningscommissie is bevoegd besluiten te nemen,

ordnungsmässig geladen und mindestens die gemeinsam berufenen Mitglieder anwesend sind.

Der Ständige Vergleichsrat trifft seine Entschliessungen mit einfacher Stimmenmehrheit. Im Falle der Stimmengleichheit hat der Vorsitzende eine doppelte Stimme.

Artikel 17.

Dem Ständigen Vergleichsrat liegt ob, einen Bericht zu erstatten, der den Sachverhalt feststellt und, es sei denn, dass dies nach den besonderen Umständen des Falles nicht angebracht erscheint, Vorschläge für die Beilegung der Streitigkeit enthält.

Der Bericht ist innerhalb von sechs Monaten nach dem Tage zu erstatten, an dem die Streitigkeit dem Ständigen Vergleichsrat unterbreitet wurde, es sei denn, dass die Parteien diese Frist im gemeinsamen Einverständnis verlängern oder vor dem Zusammentritt des Ständigen Vergleichsrats verkürzen. Ausserdem hat auch der Ständige Vergleichsrat das Recht, die Frist einmalig — um höchstens 6 Monate — zu verlängern. Der Bericht soll in drei Ausfertigungen verfasst werden, von denen je eine jeder Partei ausgehändigt, die dritte vom Ständigen Vergleichsrat aufbewahrt wird.

Der Bericht hat weder in bezug auf die Tatsachen noch in bezug auf die rechtlichen Ausführungen die Bedeutung einer endgültig bindenden Entscheidung. Bei Mitteilung des Berichts kann der Ständige Vergleichsrat den Parteien anheimstellen, sich innerhalb einer im Berichte festzusetzenden Frist darüber zu erklären, ob und inwieweit sie die Feststellungen

indien alle leden behoorlijk opgeroepen en tenminste de in gemeen overleg benoemde leden aanwezig zijn.

De Permanente Verzoeningscommissie neemt hare besluiten met gewone meerderheid van stemmen. Bij staking der stemmen brengt de Voorzitter een dubbele stem uit.

Artikel 17.

De Permanente Verzoeningscommissie heeft tot taak een verslag uit te brengen, dat den stand van zaken vaststelt en, tenzij dit met het oog op de bijzondere omstandigheden van het geval niet wenschelijk wordt geacht, voorstellen tot bijlegging van het geschil bevat.

Dit verslag moet binnen zes maanden na den dag, waarop het geschil bij de Permanente Verzoeningscommissie werd aanhangig gemaakt, worden uitgebracht, tenzij de Partijen in gemeen overleg dezen termijn verlengen of, vóór de bijeenkomst van de Permanente Verzoeningscommissie, verkorten. Bovendien heeft ook de Permanente Verzoeningscommissie het recht dezen termijn voor éénmal — voor hoogstens 6 maanden — te verlengen. Het verslag moet in drievoud opgesteld worden, waarvan iedere Partij een exemplaar overhandigd en het derde door de Permanente Verzoeningscommissie bewaard wordt.

Het verslag heeft, noch wat de feiten, noch wat de rechtsoverwegingen betreft, de beteekenis eener definitief bindende beslissing. Bij mededeeling van het verslag kan de Permanente Verzoeningscommissie aan de Partijen in overweging geven, zich binnen een in het verslag te bepalen termijn erover uit te spreken, of en in hoeverre zij de bevindingen van het verslag

des Berichts anerkennen und dessen Vorschläge annehmen.

Es ist Sache der Parteien, im gemeinsamen Einverständnis zu bestimmen, ob der Bericht unverzüglich veröffentlicht werden soll oder nicht. Kommt es jedoch nicht zu einem solchen Einverständnis, so kann der Ständige Vergleichsrat seinerseits aus besonderen Gründen die sofortige Veröffentlichung des Berichts veranlassen.

Artikel 18.

Jede Partei trägt die Vergütung für die Tätigkeit des von ihr ernannten Mitglieds des Ständigen Vergleichsrats sowie die Hälfte der Vergütung für die Tätigkeit der gemeinsam berufenen Mitglieder.

Jede Partei trägt die von ihr veranlassten Kosten des Verfahrens sowie die Hälfte der Kosten, die von dem Ständigen Vergleichsrat als gemeinsame bezeichnet werden.

Artikel 19.

Der im Schiedsgerichtsverfahren gefällte Spruch ist von den Parteien nach Treu und Glauben zu erfüllen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, während der Dauer des Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahrens nach Möglichkeit jede Massnahme zu vermeiden, die auf die Erfüllung des Schiedsspruchs oder die Annahme der Vorschläge des Ständigen Vergleichsrats nachteilig zurückwirken könnte. Bei einem Vergleichsverfahren haben sie sich bis zu dem Zeitpunkt, den der Ständige Vergleichsrat für die Annahmeerklärung der Parteien angibt, oder, mangels einer solchen Angabe, bis zur Erstattung des Berichts selbst, jeder gewaltsamen Selbsthilfe zu enthalten.

erkennen en de erin gedane voorstellen aannemen.

Het staat aan de Partijen, in gemeen overleg te bepalen, of het verslag onverwijld openbaar gemaakt zal worden of niet. Bereikt men daarover echter geen overeenstemming, dan kan de Permanente Verzoeningscommissie harerzijds op grond van bijzondere overwegingen de onmiddellijke openbaarmaking bewerkstelligen.

Artikel 18.

Iedere Partij bekostigt de vergoeding voor de werkzaamheden van het door haar benoemde lid der Permanente Verzoeningscommissie, zoomede de helft van der vergoeding voor de werkzaamheden der in gemeen overleg benoemde leden.

Iedere Partij draagt de door haar veroorzaakte kosten der procedure, zoomede de helft der door de Permanente Verzoeningscommissie als gemeenschappelijk aangeduide kosten.

Artikel 19.

De in de arbitrage-procedure gegeven beslissing moet door de Partijen te goeder trouw nagekomen worden.

De Verdragsluitende Partijen verplichten zich, gedurende de arbitrage- of verzoeningsprocedure zoovel mogelijk iederen maatregel te vermijden, welke op de nakoming van de scheidsrechterlijke beslissing of de aanneming der voorstellen van de Permanente Verzoeningscommissie een nadeelige uitwerking zoude kunnen hebben. Bij een verzoeningsprocedure moeten zij zich tot op het tijdstip, dat de Permanente Verzoeningscommissie voor de aannemingsverklaring der Partijen aangeeft, of bij ontstentenis van zoodanige aanduiding, tot aan het uitbrengen van het verslag zelf, van

Das Schiedsgericht kann auf Verlangen einer Partei vorsorgliche Massnahmen anordnen, soweit diese von den Parteien auf dem Verwaltungswege durchgeführt werden können; ebenso kann der Ständige Vergleichsrat zum gleichen Zwecke Vorschläge machen.

Artikel 20.

Unter Vorbehalt entgegenstehender Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags oder der Schiedsordnung ist für das Schiedsgerichts- und Vergleichsverfahren das Haager Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 massgebend.

Soweit der gegenwärtige Vertrag auf die Bestimmungen des Haager Abkommens verweist, finden sie im Verhältnis zwischen den vertragschliessenden Teilen selbst dann Anwendung, wenn diese oder einer von ihnen von dem Abkommen zurückgetreten sein sollten.

Sofern weder der gegenwärtige Vertrag, noch die Schiedsordnung, noch die sonst zwischen den vertragschliessenden Teilen bestehenden Übereinkünfte die Fristen und andere Einzelheiten des Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahrens festlegen, ist das Schiedsgericht oder der Ständige Vergleichsrat selbst befugt, die erforderlichen Bestimmungen zu treffen.

Artikel 21.

Der gegenwärtige Vertrag soll so bald als möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Berlin ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt einen Monat nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

ieder gewelddadig ingrijpen op eigen gezag onthouden.

Het Scheidsgerecht kan op verlangen van een Partij voorzorgsmaatregelen bevelen, voorzooverre deze door de Partijen door middel harer uitvoerende organen uitgevoerd kunnen worden; evenzoo kan de Permanente Verzoeningscommissie met hetzelfde doel voorstellen doen.

Artikel 20.

Behoudens bepalingen in tegengestelden zin van dit Verdrag of van het compromis is voor de arbitrage- en verzoeningsprocedure het Haagsch Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen van 18 October 1907 beslissend.

Voor zooverre dit Verdrag naar de bepalingen van het Haagsch Verdrag verwijst, zijn zij in de verhouding tusschen de Verdragsluitende Partijen zelfs dan nog van toepassing, wanneer deze of een van haar het Verdrag mochten hebben opgezegd.

Voor zooverre noch dit Verdrag, noch het compromis, noch de andere tusschen de Verdragsluitende Partijen bestaande overeenkomsten de termijnen en andere bijzonderheden van de arbitrage- en verzoeningsprocedure vaststellen, is het Scheidsgerecht of de Permanente Verzoeningscommissie zelf bevoegd, de vereischte bepalingen vast te stellen.

Artikel 21.

Dit Verdrag zal zoo spoedig mogelijk bekrachtigd worden. De bekrachtigingsoorkonden zullen te Berlijn worden uitgewisseld.

Het Verdrag treedt een maand na de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden in werking.

Der Vertrag gilt für die Dauer von zehn Jahren. Wird er nicht sechs Monate vor Ablauf dieses Zeitraums gekündigt, so bleibt er für weitere fünf Jahre in Kraft. Das gleiche gilt, wenn der Vertrag nicht mit der bezeichneten Frist gekündigt wird, für die spätere Zeit.

Het Verdrag geldt voor den duur van tien jaren. Indien het niet zes maanden vóór het einde van dezen termijn wordt opgezegd, zal het voor een nader tijdperk van vijf jaren van kracht blijven. Hetzelfde geldt, wanneer het Verdrag niet met inachtneming van den genoemden termijn wordt opgezegd, voor den daaropvolgenden tijd.

Ein Schiedsgerichtsverfahren oder ein Vergleichsverfahren, das bei Ablauf des gegenwärtigen Vertrags schwebt, nimmt seinen Lauf nach den Bestimmungen dieses Vertrags oder eines anderen Abkommens, das von den vertragschliessenden Teilen an dessen Stelle vereinbart wird.

Een arbitrage-procedure of een verzoeningsprocedure, welke bij het beëindigen van dit Verdrag nog aanhangig is, wordt afgewikkeld volgens de bepalingen van dit Verdrag of van een andere overeenkomst, welke door de Verdragsluitende Partijen in plaats daarvan wordt gesloten.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet.

Ter oorkonde waarvan de gevolmachtigden dit Verdrag hebben onderteekend.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und niederländischer Sprache im Haag, am 20. Mai 1926.

Gedaan in twee origineele exemplaren in de Duitsche en Nederlandsche talen te 's-Gravenhage, den 20sten Mei 1926.

(L. S.) (gez.) *von Lucius.*
(L. S.) (get.) *Karnebeek.*

Schlussprotokoll zu dem deutsch-niederländischen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrage.

1. Die vertragschliessenden Teile gehen von der Ansicht aus, dass die einzelnen Bestimmungen des Vertrags im Zweifel zugunsten der Anwendung des Grundsatzes der schiedsgerichtlichen Erledigung von Streitigkeiten auszulegen sind.

2. Die vertragschliessenden Teile erklären, dass der Vertrag auch dann Anwendung findet, wenn eine Streitigkeit in Ereignissen ihren Ursprung

Slotprotokol behoorende bij het Duitsch-Nederlandsche arbitrage- en verzoeningsverdrag.

1. De Verdragsluitende Partijen gaan van het standpunt uit, dat de afzonderlijke bepalingen van het Verdrag in geval van twijfel ten gunste van de toepassing van het beginsel der scheidsrechtelijke oplossing van geschillen moeten worden uitgelegd.

2. De Verdragsluitende Partijen verklaren, dat het Verdrag ook dan van toepassing zal zijn, wanneer een geschil zijn oorsprong vindt in ge-

hat, die zeitlich vor seinem Abschluss liegen. Etwaige mit Ereignissen des Weltkrieges in unmittelbarem Zusammenhange stehende Streitigkeiten werden jedoch mit Rücksicht auf ihre allgemeine politische Bedeutung hiervon ausgeschlossen.

3. Die Tatsache, dass an einer Streitigkeit dritte Staaten beteiligt sind, schliesst die Anwendung des Vertrags nicht aus. Die vertragschliessenden Teile werden gegebenenfalls dahin wirken, die dritten Staaten zum Anschluss an das Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahren zu veranlassen. Für diesen Fall bleibt es den beiderseitigen Regierungen vorbehalten, im gemeinsamen Einverständnis eine besondere Zusammensetzung des Schiedsgerichts oder des Ständigen Vergleichsrats vorzusehen. Kann eine Verständigung mit den dritten Staaten über deren Anschluss nicht binnen angemessener Frist herbeigeführt werden, so nimmt das Verfahren zwischen den vertragschliessenden Teilen mit Wirkung nur für diese den im Vertrage vorgesehenen Verlauf.

4. Für den Fall, dass Deutschland dem Ständigen Internationalen Gerichtshof im Haag beitritt oder Mitglied des Völkerbundes wird, sollen Rechtsstreitigkeiten, bei denen die Parteien sich darüber, ob diese Rechtsstreitigkeiten dem Ständigen Internationalen Gerichtshof oder einem Schiedsgericht zu unterbreiten sind, nicht haben einigen können, auf Antrag einer Partei einen Monat nach Ankündigung an die andere Partei unmittelbar vor den Ständigen Internationalen Gerichtshof gebracht werden können. Dasselbe gilt, falls ein allgemeiner Schiedsgerichtsvertrag zwischen Deutschland und einer dritten

beurtenissen, welke vóór het sluiten van het Verdrag hebben plaats gevonden. Mogelijke, met gebeurtenissen uit den wereldoorlog in onmiddellijk verband staande geschillen worden echter, met het oog op hunne algemeene staatkundige beteekenis, hiervan uitgesloten.

3. Het feit, dat bij een geschil derde Staten betrokken zijn, sluit de toepassing van het Verdrag niet uit. De Verdragsluitende Partijen zullen, wanneer het geval zich mocht voordoen, er naar streven, de derde Staten tot aansluiting bij de arbitrage- of verzoeningsprocedure te bewegen. In dit geval blijft voor de wederzijdsche Regeeringen het recht voorbehouden, in gemeen overleg een bijzondere samenstelling van het Scheidsgerecht of van de Permanente Verzoeningscommissie te bepalen. Kan binnen redelijken tijd med derde Staten over derzelver aansluiting geen overeenstemming worden bereikt, dan neemt de procedure haren loop zooals in het Verdrag is voorzien tusschen de Verdragsluitende Partijen en met slechts voor haar geldend gevolg.

4. Voor het geval, dat Duitschland tot het Permanente Hof van Internationale Justitie te 's-Gravenhage toetreedt of Lid van den Volkenbond wordt, zullen rechtsgeschillen ten aanzien waarvan tusschen Partijen geen overeenstemming is bereikt over de vraag, of zij aan het Permanente Hof van Internationale Justitie dan wel aan een Scheidsgerecht zullen worden voorgelegd, op aanvraag van een der Partijen een maand na aankondiging aan de wederpartij rechtstreeks voor het Permanente Hof van Internationale Justitie gebracht kunnen worden. Hetzelfde geldt in geval een algemeen arbitrageverdrag tusschen

Macht in Kraft treten sollte, der eine entsprechende Bestimmung enthält.

Haag, den 20. Mai 1926.

Duitschland en een derde Mogendheid van kracht mocht worden, dat èen overeenkomstige bepaling bevat.

's-Gravenhage, den 20sten Mei 1926.

(L. S.) (gez.) *von Lucius.*
(L. S.) (get.) *Karnebeek.*

64.

ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, ROUMANIE.

Protocole pour établir le tracé définitif de la ligne frontière entre les deux pays; signé à Belgrade, le 24 novembre 1923.

Službene Novine, No. 162 du 18 juillet 1924.

Protocole.

Le soussigné Dr. M. Nintchitch, Ministre des Affaires Etrangères, représentant le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes d'une part et le soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire Theodore Emandi, représentant le Gouvernement du Royaume de Roumanie d'autre part, munis de pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme et réunis pour établir le tracé définitif de la ligne frontière entre l'Etat Serbe-Croate-Slovène et la Roumanie.

Vu l'Article 3 du Traité de Sèvres du 10 août 1920, le Protocole préliminaire du 20 septembre 1921, du 17 septembre 1921, du 3 janvier 1922, du 4 janvier 1922, du 10 juillet 1922, du 6 juillet 1923, du 7 juillet 1923, du 14 juillet 1923, du 10 août 1923, du Protocole du 23 octobre 1923 et de la Note du 23 octobre a. c. concernant les travaux de délimitation entre les deux Etats, sont convenus de ce qui suit:

Article I.

La ligne frontière entre la Roumanie et l'Etat Serbe-Croate-Slovène, suivra en général le tracé indiqué par le Traité de Sèvres du 10 août 1920, avec les modifications résultant de l'échange de communes, intervenu entre les deux Etats, savoir:

La Roumanie cède à l'Etat Serbe-Croate-Slovène les communes Pardany, Modos, Surjan, Crivabara et Nagy Gaj et l'Etat Serbe-Croate-Slovène cède à la Roumanie les communes Beba Veche, Pusta Kerestur, Zombolja, Ciorda et Jam.

Article II.

La frontière commence au Nord, du point commun (triplex confinium), qui d'après le Procès-Verbal du 10 juillet 1922, se trouve sur la frontière

serbe-croate-slovène-hongroise, déjà établie par la Commission de Délimitation Interalliée, à environ 240 m. N. E. de la cote 82, cote se trouvant sur la route conduisant de O Beba à Szöreg;

De ce point, la ligne frontière descend vers le S. S. E. jusqu'à la rivière de Pogany, suit le milieu de la vallée de cette rivière jusqu'à 700 mètres Nord-Est du village Rabé (Procès-Verbal du 3 janvier 1922); de ce point la ligne frontière, selon le Procès-Verbal du 12 juillet 1922, suit le milieu de la vallée de la même rivière jusqu'à la hauteur de la petite crête qui se trouve à l'Est de la rivière et définie par la cote 88 (carte au 25.000); de ce point, la frontière court le long de cette crête, dans la direction Sud-Est, jusqu'à sa liaison avec la limite du cadastre de Valkany;

D'ici, la frontière va en ligne droite vers le Sud-Est, en coupant le cadastre de Majdan, jusqu'à un point où elle atteint de nouveau le cadastre de Valkany, à 700 mètres au Nord du coin Nord de la ferme Simon Major, d'où elle suit la route vers le S. S. E., jusqu'au commencement de la clôture Est, qu'elle suit en ligne droite vers le S. E. jusqu'à la rencontre de la piste qui va à l'Est vers la chaussée O Beba-Valkany (200 mètres Nord cote 80); suit cette piste vers l'Est approximativement 125 mètres; se dirige ensuite cca. 375 mètres parallèlement à la clôture sus-indiquée, d'où elle va vers l'Ouest, jusqu'au coin Sud-Est de la ferme Simon Major, pour aboutir à la route Simon Major-Valkany;

Plus loin, la ligne frontière suit cette route, jusqu'à un point situé à 240 mètres à l'Est du coin Nord-Est d'Oroszlamoser Livaden, se dirige ensuite vers l'Ouest jusqu'à ce point, d'où elle tourne vers le Sud-Ouest le long de la ligne du cadastre d'Oroszlamos sur une longueur de 730 mètres; d'ici elle va vers le Sud-Est le long du chemin de terre jusqu'à la rencontre de ce chemin avec le chemin Valkany-Imre Major;

De ce point elle continue vers le Sud-Est, passant cca. 120 mètres Nord-Est de la cote 82, située sur la rivière Aranka, suit cette rivière vers l'aval, jusqu'à un point situé à 100 mètres ou Nord-Est du chemin de fer Szeges — Nagy Kikinda; tourne alors vers le Sud-Est et va parallèlement à cette voie ferrée jusqu'à la rencontre avec la ligne cadastrale de Mokrin;

De là, elle suit vers l'Est la limite cadastrale entre Mokrin et Valkany (Protocole du 20 septembre 1921), jusqu'à un point situé à 600 mètres à l'Ouest de la route Valkany-Albrechtsflor (Kis Teremia);

De là (d'après le Procès-Verbal du 7 juillet 1923 § 4a) elle va en ligne droite vers le Sud-Est et aboutit à la limite cadastrale entre Mokrin et Albrechtsflor, à 500 mètres au Nord de la route Mokrin-Dugoszelo;

De là, par la limite cadastrale entre Mokrin et Nagy Kikinda d'une part et Albrechtsflor et Marienfeld de l'autre jusqu'à un point situé à environ 1200 mètres au Sud-Est de Livada sur cette limite cadastrale, où commence la deuxième piste allant vers le Nord-Est;

De là (Procès-Verbal du 7 juillet 1923 § 5) en ligne droite vers le Nord-Est, jusqu'à la route de Marienfeld-Nakofalva, à 200 mètres au Nord de la cote 82;

De là, (Protocole du 20 septembre 1921) par la limite cadastrale entre Nakofalva d'une part et Vizesd, Nagy Komlos et Konstantia d'autre part, jusqu'à un point situé à quelques mètres au Nord de la voie ferrée Nagy Komlos-Nagy Kikinda;

De là, la frontière va vers l'Ouest approximativement 160 mètres parallèlement à la voie ferrée, d'où se dirige vers le Sud, traverse la voie ferrée et après quelques mètres, se dirige vers l'Ouest, parallèlement à la voie ferrée, jusqu'à que cette ligne rencontre la limite cadastrale, entre Nakofalva et Konstantia;

D'ici elle se dirige vers le Sud-Est, en suivant toujours la ligne du cadastre de Konstantia, jusqu'à la cote 83 (extrême point Sud-Ouest du cadastre de Konstantia). De ce point elle suit la piste vers le Nord-Est jusqu'à la piste à 530 mètres Nord-Est de la cote 87, tourne vers le Sud-Est par ladite piste, jusqu'à la limite cadastrale entre Nakofalva et Seultour et suit cette limite jusqu'au sommet de l'angle Nord-Ouest du cadastre de (Kis Komlos) Osztern. (Procès-Verbal du 4 janvier 1922, modifié par les Délégués techniques sur le terrain et approuvé par les deux Délégués);

De là, par la limite cadastrale entre Seultour et Szt. Hubert d'une part et de Osztern et Zsombolya de l'autre jusqu'à un point situé à 645 m. au Nord-Est de la ligne de chemin de fer Nagy Kikinda-Zsombolya; de là, par la piste va vers le Sud-Est jusqu'à la ligne cadastrale de Heufeld; ensuite par la ligne cadastrale entre Heufeld, Nemet et Szerb Cerna d'une part et de Zsombolya d'autre part jusqu'à un point se trouvant sur la route de Cerna à Klari au changement de direction, à 540 m. environ à l'Est de la route menant par la limite orientale de Moraster Weingarten; de là, par la route, vers l'Est jusqu'à la ligne cadastrale de Klari, suit cette ligne vers le Nord jusqu'à un point situé à 180 m. au Sud de la route Zsombolya-Gyertyamos, de là, vers l'Est en ligne droite jusqu'à un point situé sur la limite cadastrale entre Klari et Kécsa à 100 m. au Sud de la même route; suit ensuite cette limite cadastrale vers le Sud;

De là, par la limite cadastrale entre Klari et Kécsa, jusqu'à un point situé à 105 mètres au Nord de Hetény (Protocole du 20 septembre 1921);

De là, en ligne droite vers le Sud-Est jusqu'au coude de la piste Hetény-Gligorowich hodaja; de là, en ligne droite jusqu'à la route à l'Est du cimetière au Nord-Est de Tamasfalva; suit cette route jusqu'à sa fin et mène de là en ligne droite, jusqu'au „O Bega-Csatorna" à 20 mètres au Sud-Ouest du pont sur le canal; suit enfin ce canal jusqu'à sa rencontre avec la limite cadastrale entre Tamasfalva et Kécsa (Procès-Verbal du 7 juillet 1923);

De là, par la ligne cadastrale entre Klari, Tamasfalva, Ittebey d'une part et Kécsa et Öregfalu de l'autre jusqu'au Bega Kanal, suit ce canal vers l'Est pour une longeur de 1860 m.; ensuite par la piste vers le Sud en passant à l'Est de la cote 87, jusqu'à un point situé à 730 m. au Nord de la route St. Marton-Pardany; ensuite par la piste vers le Sud-Ouest, jusqu'à la première piste allant vers le Sud, suit cette piste, jusqu'à sa rencontre avec la piste Pardany-Janosfelde, mène par cette piste vers

l'Ouest sur une longueur de 340 m; suit ensuite la piste vers le Sud-Est jusqu'à la cote 79, tourne vers le Sud-Ouest par la route jusqu'à son coude à 420 m. de la cote 79;

De là, en ligne droite vers le Sud-Ouest, passant près de la cote 79, jusqu'au coin de la route qui passe par la cote 82 et à 2200 m. environ à l'Est de cette cote; suit ensuite la limite cadastrale entre Pardany, Ittebey, Istvanfelde et Modos d'une part et de Foeny de l'autre jusqu'à la cote 83; tourne ensuite en ligne droite vers le Sud-Est jusqu'au pont de chemin de fer sur le ravin Tamisacz; continue par la limite cadastrale entre Modos et Torontalkeresztes jusqu'au point de rencontre avec la piste passant par la cote 83; ensuite, par la ligne droite vers le Sud-Est jusqu'à la rencontre avec la même limite cadastrale à 300 m. environ au Nord du pont sur la route Modos-Gad; suit ensuite la limite cadastrale de Modos jusqu'au Temes, suit ensuite le Temes, en aval, jusqu'au point commun aux trois cadastres de Modos, Csavos et Surjan; suit ensuite la limite cadastrale entre Surjan, Togyer II, Kanak et Torontalujfalu d'une part et de Csavos, Togyer, Gyer, Tolvad et Partos de l'autre, jusqu'à un point à 350 m. au Nord de la cote 83;

De là, la ligne frontière se dirige vers l'Est en ligne droite jusqu'à la piste passant par la cote 81; tourne alors vers le Sud jusqu'à la voie ferrée industrielle de Partos et Pusta Raros, qu'elle suit jusqu'à un point à environ 500 mètres à l'Ouest de la cote 82; d'ici, elle continue vers le Sud-Est en ligne droite jusqu'à un point à environ 500 mètres à l'Ouest de la cote 82; d'ici elle continue vers le Sud-Est en ligne droite jusqu'à un point situé sur le cadastre de Nagy Gaj à 400 mètres à l'Ouest de la cote 88 (Procès Verbal du 3 janvier 1922 et du 6 juillet 1923 de l'après-midi);

De là, par la limite cadastrale Partos-Nagy Gaj, par la cote 85 jusqu'à la cote 84 (Procès-Verbal du 3 janvier 1922);

De là, vers l'Est par la ligne droite reliant ce point avec le point où la route de Nagy Balatpsz (passant par la cote 85) aboutit sur la route Nagy-Gaj-Partos, jusqu'à la ligne de drainage partant de Kis Balatpsz vers le Nord-Est; ensuite, par cette ligne de drainage jusqu'à la cote 88; de là, vers le Nord-Ouest, jusqu'à la première ligne de drainage, qui relie les cotes 87 et 86; puis par cette ligne jusqu'à la cote 88; de là, vers le Nord-Ouest jusqu'à Topolyapsz, qui reste en territoire roumain;

De là, suit la route (immédiatement Sud de Topolyapsz) vers E. N. E., jusqu'à la ligne qui part de la cote 87 située sur la ligne cadastrale entre Denta et Nagy Gaj, vers le Nord-Ouest 250 mètres Nord cote 87; de là, en ligne droite vers le Sud-Est, jusqu'à cette cote 87; enfin de là, par la ligne cadastrale de Nagy Gaj (le canal) jusqu'à un point situé à 420 m. au Sud de la cote 87 sur la première piste menant vers le Nord-Est; suit cette piste sur une longeur de 970 m., tourne alors vers le Sud-Est en ligne droite jusqu'à un point situé sur la deuxième piste à 920 m. du canal; va par cette piste vers le Nord-Est jusqu'à la cote 87; tourne vers le Sud-Est, en ligne droite, par la piste jusqu'à la rencontre avec

la troisième piste; tourne alors, vers le Sud-Ouest, par cette piste jusqu'à la première piste menant vers le Sud-Est; suit cette dernière piste jusqu'à la route Nagy-Gaj-Denta; suit le bord Sud-Est de cette route vers Nagy Gaj, la laissant complètement à la S. Cr. S., jusqu'au canal sur la ligne cadastrale entre Nagy Gaj et Kis Gaj (cote 87);

De là, suit la ligne cadastrale Nagy Gaj-Kis Gaj, jusqu'à sa rencontre avec la ligne cadastrale d'Alsoztamora (Procès-Verbal du 3 janvier 1922). Plus loin, la frontière se dirige vers le Sud-Ouest, suit la limite cadastrale Nagy Gaj—Alsoztamora, jusqu'à la rencontre de la route Nagy Gaj à Vatina, qu'elle suit le long du bord Nord-Est, jusqu'à la limite cadastrale entre Alsoztamora et Vatina; tourne ensuite vers le Nord-Est en suivant cette limite cadastrale (Procès-Verbal du 7 juillet 1923 § 6) sur 420 mètres, jusqu'au point commun aux trois cadastres de Stamora, Vatina et Temesmora (Procès-Verbal du 7 juillet 1923);

De là, par la limite cadastrale entre Varina, Kis Zsam, Nagy Szeged, Temes Kutas, Marktelke et Temeszôllôs (Salcita) d'une part et de Temesmora, Nagy Zsam, Laczunas, Komornak (Comoriste) et Varadia d'autre part, jusqu'à 225 mètres au Nord-Est de la cote 289, laissant la route entre Vatina et Kis Zsam entièrement en territoire serbo-croato-slovène, d'après le Procès-Verbal du 17 septembre 1921 (Protocole du 20 septembre 1921 et Procès-Verbal du 7 juillet 1923 § 9);

De là, par les cotes 292, 273, 228 et 170 aboutit à la ligne cadastrale de Varadia, à 450 mètres au Sud-Est de la cote 115 (Procès-Verbal du 6 juillet et du 7 juillet 1923 § 2);

De là, par la limite cadastrale entre Temeszöllös et Melykastely d'une part et de Varadia de l'autre, par les cotes 105 et 102, aboutit à la rivière de Boruga; suit ensuite cette rivière en amont, jusqu'à la cote 89; rejoint, par une ligne droite, le coude du bras mort de Karas, situé à 400 mètres en ligne droite au Sud-Ouest de la cote 93 et va de là en ligne droite jusqu'à la cote 89; va ensuite par le bras mort de Karas jusqu'à la limite cadastrale entre Melykastely et Jam; suit ensuite la limite cadastrale entre Melykastely, Vajdalak, Udvarszallas, Krassoszombat, Czehfalva, Fehertemplom et Körted d'une part et de Jam, Mircocz, Berlistye, O Ruszolcz et Uj Ruszolez de l'autre jusqu'à la route Körted-Miclosbasa;

De là, suit vers le Nord-Est la route mentionnée jusqu'à sa rencontre avec la vallée Obarsia, monte cette dernière vallée jusqu'à son origine et de là, traversant la crête Cracul Scurt, contourne à l'Est la cote 234 et descend dans la vallée qui aboutit à l'Est de Szöllöshegy (Kalugerovo) au point de rencontre avec la chaussée Szöllöshegy-Petrilova (Procès-Verbal du 17 septembre 1921 et du 7 juillet 1923 § 10);

De là, la ligne frontière va directement vers le Sud, jusqu'à la cote 211, d'où elle prend la direction vers l'Ouest-Sud-Ouest, en passant par les cotes 165, 230, 243 (situées sur le territoire cadastrale de la commune Neramogyoros (Lescovitza) et puis suivant toujours la même direction générale, la ligne frontière passe par les cotes 180 et 230 laissant le jardin au Nord de la cote 97 à la Serbie-Croatie-Slovénie et

contournant la courbe de la Néra au Nord de la cote 104, jusqu'à la rivière Néra à un kilomètre à l'Est de la route entre Kusics et Neraaranyos (Zlatitza) (Protocole du 20 septembre 1921);

Enfin, de là, la ligne frontière suit le cours actuel de la Néra jusqu'à sa confluence avec le Danube (Protocole du 20 septembre 1921).

Article III.

Tous ces travaux de définition de la frontière indiqués plus haut, sont consignés sur les cartes au 25.000^{ème} (édition hongroise) annexées au présent Protocole, dont elles font partie intégrante.

Article IV.

En ce qui concerne la frontière du Danube et notamment les îles se trouvant entre les confluents de la Néra et du Timok avec le Danube, les deux Gouvernements ont décidé:

1. La situation sur la partie du Danube qui formait la frontière entre la Roumanie et la Serbie avant le Traité de Sèvres reste inchangée. Elle est tracée à l'encre rouge sur la carte annexée au Procès-Verbal du 10 août 1923 du matin.

2. L'Etat Serbe-Croate-Slovène reconnaît la souveraineté de la Roumanie sur les îles Calinovatz, Moldova et Ada-Kaleh et la Roumanie reconnaît à l'Etat Serbe-Croate-Slovène la souveraineté sur les îles Plavisevitza et Ogradina.

La frontière sur le Danube, de l'embouchure de la Néra, jusqu'à Vercerova, sera la ligne tracée à l'encre rouge entre la Néra et l'île de Moldova et à l'encre noire en aval de Moldova sur la carte annexée au Procès-Verbal du 10 août 1923, modifiée le long des îles qui étaient en litige, dont le sort est décidé par le présent Article. Cette ligne passe par le talweg (ligne rouge).

S'il y a une différence entre le texte et les cartes, le texte fera foi.

Article V.

L'évacuation.

1. Dans un délai de 10 jours après la signature du présent Protocole, les deux délégués techniques procéderont au piquetage de la partie de la frontière non piquetée, opération qui devra être terminée jusqu'à la fin de l'année courante.

2. Les deux Gouvernements prendront toutes les mesures pour que dans un délai d'un mois après la signature du présent Protocole, on commence l'évacuation des communes et des territoires appartenant d'après le Traité de Sèvres à l'une des Parties contractantes. Cette évacuation devra être terminée au plus tard jusqu'au 15 février.

Quant à l'évacuation réciproque de toutes les autres communes et territoires qui passent d'un Etat à l'autre, conformément au présent Protocole, les deux Gouvernements prendront toutes les mesures pour qu'elle se termine, ainsi que la ratification, dans un délai maximum de quatre mois à partir du jour de la signature du présent Protocole.

3. La remise des communes et territoires se fera par Procès-Verbal conclu journellement entre les délégués techniques des deux Etats, aidés par les représentants des autorités communales, administratives, judiciaires, financières, de la police cadastrale et de frontière. Les délégués recevront aussi les archives, les actes et régistres ainsi que les régistres des inscriptions immobilières (Grundbuch) avec les plans des cadastres de la commune respective.

4. Les propriétés possédées par l'Etat, district, commune ou autres autorités publiques seront remises par Procès-Verbal à part.

5. Le programme de la remise et de la réception sera décidé par les deux délégués techniques.

6. Après la signature du présent Protocole, aucun des deux Etats n'aura plus le droit d'imposer de nouveaux impôts et de nouvelles taxes sous aucune forme aux habitants des communes qui devront être remises, et ils ne feront plus de réquisitions d'animaux, véhicules, machines matériaux, etc.

Les impôts seront calculés jusqu'au jour de la signature, respectivement de la ratification, du présent Protocole, mais d'après les normes et les précédents en cette matière, de sorte que les droits et les prétentions des habitants résultant des réquisitions, impôts extraordinaires soient réservés.

Article VI.

Etant donné que la nouvelle ligne frontière laisse les petites propriétés des habitants d'un Etat sur le territoire de l'autre, les deux Etats s'obligent de respecter le droit de propriété de ces habitants et s'engagent à leur faciliter non seulement le travail de leurs terres, mais aussi le transport de leurs produits dans l'Etat où ils habitent sans aucune taxe d'importation ou d'exportation.

Les deux Gouvernements s'engagent que, dans un délai de trois mois après la signature du présent Protocole, on rédigera d'un commun accord une Convention spéciale détaillée dans ce sens.

Article VII.

Les deux Gouvernements prennent l'obligation de faciliter même après la ratification et sans aucun terme, le transport bénévole avec tout leur avoir des sujets respectifs qui ne voudront pas accepter la souveraineté étrangère à leur nationalité.

Article VIII.

La levée d'un plan de la frontière.

Après la réception par chacun des deux Gouvernements des territoires et communes qui leurs reviennent les délégués techniques respectifs de commun accord prendront des mesures pour le bornage de la frontière par des bornes du type prévu dans le Procès-Verbal No. 2 du 4 juillet 1922 et les croquis signés par les représentants des deux Gouvernements, ainsi que le levé d'un plan de l'entière frontière en employant les moyens et les procédés prévus dans le Procès-Verbal No. 2 du 4 juillet 1922.

Fait à Belgrade, le 24 novembre 1923.

M. Nintchitch, m. p. *Th. E. Emandi*, m. p.

65.

GRANDE-BRETAGNE, POLOGNE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Varsovie, le 26 novembre 1923.*)

*Treaty Series 1924, No. 26.***)

Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and the Polish Republic.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the Polish Republic, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective countries, have determined to conclude a Treaty of Commerce and Navigation with this object and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India,

Sir William Grenfell Max Muller, K.C.M.G., C.B., M.V.O., Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Polish Republic,

And the President of the Polish Republic,

Mr. Roman Dmowski, Minister of Foreign Affairs, and Mr. Marjan Szydłowski, Minister of Industry and Commerce,

who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties established or temporarily resident in the territories of the other, shall enjoy in the exercise of commerce and industry the same rights and shall not be subject to any imposts higher or other than subjects or citizens of that Contracting Party. They shall enjoy in every respect in the territories of the other Contracting Party the same rights, privileges, immunities, favours and exemptions as the subjects or citizens of the most favoured nation.

It is, however, understood that the above stipulations in no way affect special laws, orders and regulations regarding commerce, industry, police and public safety and the carrying on of particular kinds of callings or professions which are or may be enforced in the territories of each of the Contracting Parties and rendered applicable to all foreigners.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 16 juin 1924.

**) En langues anglaise et polonaise. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

Article II.

The Contracting Parties agree that in all matters relating to commerce, navigation, industry and the exercise of professions any privilege, favour or immunity which either Contracting Party has granted or may hereafter grant to the ships, subjects or citizens and goods produced or manufactured in the territories of any other foreign State, shall be extended simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, to the ships, subjects or citizens and the goods produced or manufactured in the territories of the other. Such most favoured nation treatment shall apply in all that concerns importation and exportation, customs duties and formalities, carriage and transit, the carrying out of commercial operations and the establishment of the subjects or citizens of either Contracting Party in the territories of the other.

It is understood that the provisions of this Treaty with regard to the accord of the treatment of the most favoured nation extend unconditionally to all that concerns the carriage of passengers to, through or from the territories of either Contracting Party on or for eventual embarcation on the vessels of the other. His Britannic Majesty will grant to Polish emigrants while in transit through his territories, and on British vessels transporting such emigrants therefrom, the same protection as is accorded under the laws in force in the territories in question to British emigrants.

Either Contracting Party has the right to require that articles which are imported from the territories of the other and are to be entitled in accordance with this Treaty to lower duties or charges than articles, the produce or manufacture of other foreign countries not placed on the footing of the most favoured nation, must be accompanied by certificates of origin embodying such information and issued in such form as may reasonably be required in pursuance of the laws and regulations of the territories into which they are imported. Specimens of certificates of origin at present in use in Poland and in the United Kingdom are annexed for purposes of illustration.*)

Article III.

The stipulations laid down in Article II do not apply:

1. To privileges which have been accorded or which may subsequently be accorded by one of the Contracting Parties in respect of frontier traffic with neighbouring countries within frontier zones not exceeding 15 kilometres:

2. To special favours resulting from a Customs Union;

3. To the provisional Customs regime established, or to be established, between Polish and German Upper Silesia.

Article IV.

The ships of each of the Contracting Parties shall enjoy in the ports and internal waterways of the other Contracting Party treatment not less favourable than that accorded to national ships or to ships of the most

*) Non reproduits.

favoured nation, excepting always coasting trade and river traffic which each of the Contracting Parties shall have the right to reserve to national ships.

All vessels which according to the laws of one or other of the Contracting Parties are to be deemed vessels of that Contracting Party shall for the purposes of this Treaty be deemed vessels of that Contracting Party.

Each Contracting Party shall permit the importation or exportation of all merchandise, the importation or exportation of which is permitted, as well as the carriage of passengers from or to their respective territories upon the vessels of the other. Such vessels, their passengers and cargoes, shall enjoy the same privileges as, and shall not be subject to duties or charges other or higher than, national vessels, their passengers and cargoes, or the vessels of the most favoured nation and their passengers and cargoes.

Article V.

The measures taken by the Contracting Parties for regulating and forwarding across their territories traffic which either originates in or is destined for the territories of either of the Contracting Parties shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for international transit. In the application of the above measures no distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin, departure, entry, exit or destination, or on any circumstances relating to the ownership of goods or of vessels, coaching or goods stock or other means of transport. The Contracting Parties further agree that the provisions of this paragraph apply to passengers who are passing through the territories of either Contracting Party in conformity with the laws and regulations in force in those territories, and who are to be carried during any part of their journey in vessels of the other Contracting Party, even though such passengers neither originate in, nor are destined for, the territories of the latter.

In order to ensure the application of the foregoing provisions, the Contracting Parties will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit), except for such dues as are intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit.

Neither Contracting Party shall be bound by this Article to afford transit for passengers whose admission into its territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation is prohibited, either on grounds of national security or public health, or as a precaution against diseases of animals or plants.

The transit of articles constituting a monopoly in either country shall be subject to such special control as may be imposed by national legislation in force or subsequently enacted.

Nothing in this Article shall affect the right of the Polish Government to prohibit or restrict the transit of arms, munitions and military equip-

ment in accordance with paragraph 4 of Article 22 of the Treaty between Poland on the one side and the Russian Soviet Republic, the Ukrainian Soviet Republic and the White Russian Soviet Republic on the other side, signed at Riga on the 18th March 1921.*)

For the purposes of this Article, persons, baggage and goods, and also vessels, coaching and goods stock, and other means of transport shall be deemed to be in transit across the territories of one of the Contracting Parties, when the passage across such territories, with or without transhipment, warehousing, breaking bulk or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey, beginning and terminating beyond the frontier of the State across whose territory the transit takes place.

Article VI.

The Associations and Companies constituted in conformity with the laws of one of the Contracting Parties shall be permitted, subject to the laws of the other, to establish themselves in the territory of the latter and there exercise their rights and engage in industry, excepting always those industries which by reason of their special nature may be subject to special restrictions applicable to the Associations and Companies of all foreign countries.

They shall be permitted, subject to the national legislation governing such transactions, to acquire, own or hire the landed property required for their proper functioning. They shall have free access to the courts.

Associations and Companies permitted to establish themselves or to exercise their rights or engage in industry in conformity with the present Article shall not be subjected in the territory to which they have been admitted to taxes, contributions and generally to any fiscal charges other or higher than those imposed on national Associations and Companies.

Article VII.

Associations and Companies established for the development of the Petroleum industry, and regarded by the two Contracting Parties as of British nationality, shall enjoy in Poland all the rights and privileges which may be accorded to such Associations and Companies of any third Power.

Article VIII.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates unless notice is given by His Britannic Majesty's representative at Warsaw of the desire of His Britannic Majesty that the said stipulations shall apply to any such territory.

Article IX.

The terms of the preceding Article relating to India and to His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions and Pro-

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 141.

tectorates, shall apply also to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

Article X.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible. It shall come into force fifteen days after the exchange of instruments of ratifications, and shall be binding for one year from the date of its coming into force. In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other three months before the expiration of the said period of one year of its intention to terminate the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of three months from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, India or any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates, or any territory in respect of which a Mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty to which the stipulations of the present Treaty shall have been made applicable under Article VIII, either of the Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving three months' notice to that effect.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, each in English and Polish, both authentic, at Warsaw, the twentysixth November, 1923.

(L. S.) *W. G. Max Muller.*
(L. S.) *Roman Dmowski.*
(L. S.) *Marjan Szydlowski.*

66.

ALLEMAGNE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Traité de commerce, de navigation et consulaire; signé à Washington, le 8 décembre 1923, suivi d'un Echange de Notes du 19 mars et du 21 mai 1925.*)

Deutsches Reichsgesetzblatt 1925. II, No. 38.

Von dem Wunsche geleitet, die glücklicherweise zwischen ihnen bestehenden Bande des Friedens durch Abmachungen zu stärken, die geeignet

Germany and the United States of America, desirous of strengthening the bond of peace which happily prevails between them, by arrangements de-

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 14 octobre 1925. V. Reichsgesetzblatt 1925. II. p. 967.

sind, den freundschaftlichen Verkehr zwischen ihren Gebieten durch Massnahmen zu fördern, die den geistigen, kulturellen, wirtschaftlichen und geschäftlichen Bestrebungen ihrer Bewohner entsprechen, haben Deutschland und die Vereinigten Staaten von Amerika beschlossen, einen Freundschafts-, Handels- und Konsularvertrag abzuschliessen. Zu diesem Zwecke haben zu ihren Bevollmächtigten bestellt:

der Präsident des Deutschen Reiches Herrn Dr. Otto Wiedfeldt, den Deutschen Botschafter in den Vereinigten Staaten von Amerika, und

der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika Herrn Charles Evans Hughes, den Staatssekretär der Vereinigten Staaten von Amerika,

welche Bevollmächtigten nach Auswechselung ihrer ordnungsgemäss ausgestellten Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart haben:

Artikel I.

Die Staatsangehörigen eines Vertragsteiles dürfen die Gebiete des andern betreten, darin reisen und dort wohnen; sie geniessen Gewissensfreiheit und Freiheit der Religionsübung; sie dürfen sich ohne Hinderung beruflicher, wissenschaftlicher, religiöser, philanthropischer, gewerblicher und geschäftlicher Tätigkeit jeder Art widmen; sie sind befugt, jede von den am Orte geltenden Gesetzen nicht verbotene Form geschäftlicher Tätigkeit auszuüben; zum Wohnen sowie zu Zwecken der Wissenschaft, Religion, Wohlfahrt, Industrie, des Handels und der Bestattung dürfen sie geeignete Gebäude als Eigentum besitzen, errichten oder mieten und innehaben und Land für diese Zwecke pachten; sie dürfen selbstgewählte

signed to promote friendly intercourse between their respective territories through provisions responsive to the spiritual, cultural, economic and commercial aspirations of the peoples thereof, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights and for that purpose have appointed as their plenipotentiaries:

The President of the German Empire, Dr. Otto Wiedfeldt, German Ambassador to the United States of America, and

The President of the United States of America, Mr. Charles Evans Hughes, Secretary of State of the United States of America,

Who, having communicated to each other their full powers found to be in due form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be permitted to enter, travel and reside in the territories of the other; to exercise liberty of conscience and freedom of worship; to engage in professional, scientific, religious, philanthropic, manufacturing and commercial work of every kind without interference; to carry on every form of commercial activity which is not forbidden by the local law; to own, erect or lease and occupy appropriate buildings and to lease lands for residential, scientific, religious, philanthropic, manufacturing, commercial and mortuary purposes; to employ agents of their choice, and generally to do anything incidental to or necessary for the enjoyment of any of the foregoing privileges upon the same

Vertreter beschäftigen und allgemein alles tun, was zur Ausübung irgendeines der erwähnten Rechte gehört oder nötig ist, und zwar unter denselben Bedingungen wie Angehörige des Staates, in dem sie sich aufhalten, oder wie Staatsangehörige einer etwa künftig von diesem Staat mit dem Rechte der Meistbegünstigung ausgestatteten Nation; dabei unterwerfen sie sich jedoch allen ordnungsmässig erlassenen, am Orte geltenden Gesetzen und Verordnungen.

Die Staatsangehörigen des einen Vertragsteiles sollen innerhalb der Gebiete des andern Teiles keinen anderen oder höheren inneren Lasten oder Abgaben unterworfen werden, als sie von den Angehörigen dieses Staates beansprucht und bezahlt werden.

Die Staatsangehörigen des einen Vertragsteiles sollen gemäss den am Orte geltenden Gesetzen freien Zutritt zu den Gerichten des anderen Teiles haben, sowohl zur Verfolgung wie zur Verteidigung ihrer Rechte, und zwar in allen gesetzlich vorgesehenen Instanzen.

Die Staatsangehörigen des einen Vertragsteiles sollen innerhab des Gebietes des anderen Teiles, soweit sie sich den für die Staatsangehörigen dieses Teiles vorgeschriebenen Bedingungen unterwerfen, Schutz und Sicherheit für Person und Eigentum durchaus erhalten und sollen in dieser Hinsicht in dem Umfange Schutz geniessen, wie das Völkerrecht es vorschreibt. Ihr Eigentum soll ihnen nicht ohne ordentliches Rechtsverfahren und nicht ohne angemessene Entschädigung genommen werden.

Artikel II.

Wenn ein Staatsangehöriger eines Vertragsteiles in den Gebieten des

terms as nationals of the state of residence or as nationals of the nation hereafter to be most favored by it, submitting themselves to all local laws and regulations duly established.

The nationals of either High Contracting Party whithin the territories of the other shall not be subjected to the payment of any internal charges or taxes other or higher than those that are exacted of and paid by its nationals.

The nationals of each High Contracting Party shall enjoy freedom of access to the courts of justice of the other on conforming to the local laws, as well for the prosecution as for the defense of their rights, and in all degrees of jurisdiction established by law.

The nationals of each High Contracting Party shall receive within the territories of the other, upon submitting to conditions imposed upon its nationals, the most constant protection and security for their persons and property, and shall enjoy in this respect that degree of protection that is required by international law. Their property shall not be taken without due process of law and without payment of just compensation.

Article II.

With respect to that form of protection granted by National, State or

anderen Teiles eine Körperverletzung erleidet oder getötet wird und das Reichs-, Landes- oder Kommunalrecht für solche Fälle den Angehörigen oder Erben des zu Schaden Gekommenen oder den ihm gegenüber Unterhaltsberechtigten Schutz in Form eines Klagerechts oder einer Geldentschädigung gewährt, so sollen diese Angehörigen, Erben oder Unterhaltsberechtigten unter denselben Bedingungen dieselben Rechte und Vergünstigungen geniessen, wie sie den eigenen Staatsangehörigen jetzt oder künftig gewährt werden, ohne Rücksicht auf ihre fremde Staatsangehörigkeit oder darauf, dass sie ihren Wohnsitz ausserhalb des Gebietes haben, wo der Schadensfall eingetreten ist.

Provincial laws establishing civil liability for injuries or for death, and giving to relatives or heirs or dependents of an injured party a right of action or a pecuniary benefit, such relatives or heirs or dependents of the injured party, himself a national of either of the High Contracting Parties and within any of the territories of the other, shall regardless of their alienage or residence outside of the territory where the injury occurred, enjoy the same rights and privileges as are or may be granted to nationals, and under like conditions.

Artikel III.

Die Wohnungen, Lagerhäuser, Fabriken, Läden und sonstigen Geschäftsräume der Staatsangehörigen des einen Vertragsteiles sowie alle dazu gehörigen Grundstücke, die in den Gebieten des andern Teiles liegen und einem der in Artikel I genannten Zwecke dienen, sollen nicht angetastet werden. In solchen Gebäuden und Räumlichkeiten und auf solchen Grundstücken Haussuchungen oder Durchsuchungen vorzunehmen oder Bücher, Schriftstücke oder Aufstellungen einer Prüfung und Einsicht zu unterwerfen, ist nur zulässig unter den Voraussetzungen und unter Beobachtung der Formen, die von den Gesetzen, Verordnungen und Bestimmungen für die eigenen Staatsangehörigen vorgeschrieben sind.

Article III.

The dwellings, warehouses, manufactories, shops and other places of business, and all premises thereto appertaining of the nationals of each of the High Contracting Parties in the territories of the other used for any purposes set forth in Article I, shall be respected. It shall not be allowable to make a domiciliary visit to, or search of any such buildings and premises, or there to examine or inspect books, papers or accounts, except under the conditions and in conformity with the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations for nationals.

Artikel IV.

Wenn eine Person bei ihrem Tode innerhalb der Gebiete des einen Vertragsteiles Grund- oder sonstiges un-

Article IV.

Where, on the death of any person holding real or other immovable property or interests therein within the

bewegliches Vermögen oder Rechte daran hinterlässt und dieses Vermögen oder diese Rechte nach den am Orte geltenden Gesetzen oder infolge letztwilliger Verfügung an sich auf einen Staatsangehörigen des andern Vertragsteiles — mag er in dessen Gebiet wohnen oder nicht — übergehen oder vererbt werden würden, dieser jedoch nach den Gesetzen des Landes, in dem das Vermögen oder die Rechte daran sich befinden, hiervon ausgeschlossen ist, so soll diesem Staatsangehörigen eine Frist von drei Jahren, die, wenn nötig, angemessen verlängert werden kann, bewilligt werden, um dieses Vermögen oder diese Rechte zu veräussern und den Erlös aus der Veräusserung frei und ungehindert an sich zu ziehen; er soll dabei keinen anderen Erbschafts-, Nachlassgerichts- oder Verwaltungsabgaben oder Lasten unterworfen werden, als in gleichen Fällen den Staatsangehörigen des Landes auferlegt werden, aus dem dieser Erlös gezogen wird.

Staatsangehörige eines Vertragsteiles sind berechtigt, über ihr innerhalb der Gebiete des andern Teiles befindliches bewegliches Vermögen jeder Art letztwillig, durch Schenkung oder auf andere Weise zu verfügen. Die Erben, Vermächtnisnehmer und Schenkungsempfänger erwerben solches bewegliche Vermögen und dürfen daran selbst oder durch Stellvertreter Besitz ergreifen, es behalten oder nach Belieben darüber verfügen ohne Rücksicht darauf, welcher Staatsangehörigkeit sie sind und ob sie im Lande wohnen oder nicht. Sie haben nur solche Abgaben oder Lasten zu entrichten, wie die Staatsangehörigen des Vertragsteiles, in dessen Gebiet dieses Vermögen sich befindet oder zu dem

territories of one High Contracting Party, such property or interests therein would, by the laws of the country or by a testamentary disposition, descend or pass to a national of the other High Contracting Party, whether resident or non-resident, were he not disqualified by the laws of the country where such property or interests therein is or are situated, such national shall be allowed a term of three years in which to sell the same, this term to be reasonably prolonged if circumstances render it necessary, and withdraw the proceeds thereof, without restraint or interference, and exempt from any succession, probate or administrative duties or charges other than those which may be imposed in like cases upon the nationals of the country from which such proceeds may be drawn.

Nationals of either High Contracting Party may have full power to dispose of their personal property of every kind within the territories of the other, by testament, donation, or otherwise, and their heirs, legatees and donees of whatsoever nationality, whether resident or non-resident, shall succeed to such personal property, and may take possession thereof, either by themselves or by others acting for them, and retain or dispose of the same at their pleasure, subject to the payment of such duties or charges only as the nationals of the High Contracting Party within whose territories such property may be or belong, shall be liable to pay in like cases.

es gehört, im gleichen Falle zu zahlen verpflichtet sind.

Artikel V.

Die Staatsangehörigen eines Vertragsteiles dürfen bei der oben vorgesehenen Ausübung des Rechts der freien Religionsübung innerhalb der Gebiete des andern Teiles, ohne Störung oder Belästigung irgendwelcher Art wegen ihres Glaubens oder aus anderen Gründen, entweder in ihren eigenen Häusern oder in anderen geeigneten Gebäuden, soweit deren Erbauung und Erhaltung in passender Lage ihnen freisteht, Gottesdienst abhalten, vorausgesetzt, dass ihre Lehren und Gebräuche der öffentlichen Moral nicht zuwider sind; auch ist es ihnen gestattet, ihre Toten nach ihren religiösen Gebräuchen an geeigneten und passenden, für den Zweck eingerichteten und unterhaltenen Plätzen zu bestatten, wenn sie die angemessenen Bestattungsvorschriften und gesundheitspolizeilichen Verordnungen des Bestattungsortes beachten.

Artikel VI.

Im Falle eines Krieges zwischen einem Vertragsteil und einem dritten Staate ist dieser Teil berechtigt, Staatsangehörige des anderen Teiles, die ihren ständigen Wohnsitz innerhalb seiner Gebiete haben und förmlich nach dem Gesetz des Landes ihre Absicht erklärt haben, seine Staatsangehörigkeit durch Naturalisation zu erwerben, zum Heeresdienst zwangsweise einzuziehen, es sei denn, dass diese Personen innerhalb sechzig Tagen nach der Kriegserklärung das Gebiet des kriegführenden Teiles verlassen.

Artikel VII.

Zwischen den Gebieten der Vertragsteile soll Freiheit des Handels und der

Article V.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the exercise of the right of freedom of worship, within the territories of the other, as hereinabove provided, may, without annoyance or molestation of any kind by reason of their religious belief or otherwise, conduct services either within their own houses or within any appropriate buildings which they may be at liberty to erect and maintain in convenient situations, provided their teachings or practices are not contrary to public moral; and they may also be permitted to bury their dead according to their religious customs in suitable and convenient places established and maintained for the purpose, subject to the reasonable mortuary and sanitary laws and regulations of the place of burial.

Article VI.

In the event of war between either High Contracting Party and a third State, such Party may draft for compulsory military service nationals of the other having a permanent residence within its territories and who have formally, according to its laws, declared an intention to adopt its nationality by naturalisation, unless such individuals depart from the territories of said belligerent Party within sixty days after a declaration of war.

Article VII.

Between the territories of the High Contracting Parties there shall be

Schiffahrt bestehen. Die Staatsangehörigen eines Vertragsteils sollen unter Gleichstellung mit denen der meistbegünstigten Nation die Freiheit geniessen, frei mit ihren Schiffen und Ladungen alle Plätze, Häfen und Gewässer jeder Art innerhalb der Gebietsgrenzen des anderen Teiles zu besuchen, die jetzt oder künftig dem fremden Handel und der fremden Schiffahrt geöffnet sind. Nichts in diesem Vertrage soll so ausgelegt werden, als ob es das Recht des einen oder des anderen Vertragsteils beschränke, unter ihm angemessen dünkenden Bedingungen Verbote oder Beschränkungen sanitärer Art, die das Leben von Menschen, Tieren oder Pflanzen zu schützen bestimmt sind, oder Verordnungen zur Durchführung von Polizei- oder Steuergesetzen zu erlassen.

Jeder Vertragsteil verpflichtet sich bedingungslos, der Einfuhr irgendwelcher Ware, die in den Gebieten des anderen Teiles gewachsen, erzeugt oder hergestellt ist, keine höheren oder anderen Abgaben oder Bedingungen aufzuerlegen und gegen diese Ware keine anderen Einfuhrverbote zu erlassen, als für die Einfuhr derselben Ware bestehen oder bestehen werden, wenn sie in irgendeinem anderen Lande gewachsen, erzeugt oder hergestellt ist.

Jeder Vertragsteil verpflichtet sich ebenfalls bedingungslos, Waren, die nach den Gebieten des anderen Teiles ausgeführt werden, keinen höheren oder anderen Abgaben und keinen anderen Beschränkungen oder Verboten zu unterwerfen als denjenigen, welchen die nach irgendeinem anderen fremden Lande ausgeführten Waren unterliegen.

Jeder Vorteil, gleichgültig welcher Art, den der eine Vertragsteil künftig

freedom of commerce and navigation. The nationals of each of the High Contracting Parties equally with those of the most favored nation, shall have liberty freely to come with their vessels and cargoes to all places, ports and waters of every kind within the territorial limits of the other which are or may be open to foreign commerce and navigation. Nothing in this Treaty shall be construed to restrict the right of either High Contracting Party to impose, on such terms as it may see fit, prohibitions or restrictions of a sanitary character designed to protect human, animal or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

Each of the High Contracting Parties binds itself unconditionally to impose no higher or other duties or conditions and no prohibition on the importation of any article, the growth, produce or manufacture of the territories of the other than are or shall be imposed on the importation of any like article, the growth, produce or manufacture of any other foreign country.

Each of the High Contracting Parties also binds itself unconditionally to impose no higher or other charges or other restrictions or prohibitions on goods exported to the territories of the other High Contracting Party than are imposed on goods exported to any other foreign country.

Any advantage of whatsoever kind which either High Contracting Party

irgendeiner in irgendeinem anderen fremden Lande gewachsenen, erzeugten oder hergestellten Ware gewährt, soll gleichzeitig und bedingungslos ohne Antrag und ohne Gegenleistung auf dieselbe Ware ausgedehnt werden, wenn sie in den Gebieten des anderen Vertragsteiles gewachsen, erzeugt oder hergestellt ist.

Alle Waren, welche aus fremden Ländern auf Schiffen der Vereinigten Staaten in Häfen der Vereinigten Staaten jetzt oder künftig rechtmässig eingeführt werden dürfen, können in diese Häfen gleicherweise auf deutschen Schiffen eingeführt werden, ohne dass sie anderen oder höheren Abgaben oder Lasten irgendeiner Art unterworfen sind, als wenn solche Waren auf Schiffen der Vereinigten Staaten eingeführt würden; umgekehrt können alle Waren, die auf deutschen Schiffen aus fremden Ländern nach deutschen Häfen jetzt oder künftig rechtmässig eingeführt werden dürfen, gleicherweise auf Schiffen der Vereinigten Staaten in diese Häfen eingeführt werden, ohne dass sie anderen oder höheren Abgaben oder Lasten irgendeiner Art unterworfen sind, als wenn solche Waren auf deutschen Schiffen aus fremden Ländern eingeführt würden.

Hinsichtlich der Höhe und der Erhebung von Abgaben auf Ein- und Ausfuhr jeder Art verpflichtet sich jeder Vertragsteil, den Staatsangehörigen, Schiffen und Gütern des anderen Teiles alle Vergünstigungen, Vorrechte und Befreiungen zu gewähren, die er den Staatsangehörigen, Schiffen und Gütern eines dritten Staates bewilligt, und zwar ohne Rücksicht darauf, ob dem begünstigten Staate eine solche Behandlung ohne Gegenleistung bewilligt wird oder als Gegenleistung für eine entsprechende

may extend to any article, the growth, produce, or manufacture of any other foreign country shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the like article the growth, produce or manufacture of the other High Contracting Party.

All the articles which are or may be legally imported from foreign countries into ports of the United States, in United States vessels, may likewise be imported into those ports in German vessels, without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such articles were imported in United States vessels; and, reciprocally, all articles which are or may be legally imported from foreign countries into the ports of Germany, in German vessels, may likewise be imported into these ports in United States vessels without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such were imported from foreign countries in German vessels.

With respect to the amount and collection of duties on imports and exports of every kind, each of the two High Contracting Parties binds itself to give to the nationals, vessels and goods of the other the advantage of every favor, privilege or immunity which it shall have accorded to the nationals, vessels and goods of a third State, and regardless of whether such favored State shall have been accorded such treatment gratuitously or in return for reciprocal compensatory treatment. Every such favor,

Behandlung. Alle solche Vorrechte, Vergünstigungen und Befreiungen, die künftig den Staatsangehörigen, Schiffen und Gütern eines dritten Staates bewilligt werden, sollen gleichzeitig und bedingungslos ohne Antrag und ohne Gegenleistung auf den anderen Vertragsteil zu seinen Gunsten und zugunsten seiner Staatsangehörigen und Schiffe ausgedehnt werden.

Die Bestimmungen dieses Artikels gelten für die Ein- und Ausfuhr von Gütern nach und aus allen Gebietsteilen innerhalb der deutschen Zollgrenzen. Sie erstrecken sich jedoch nicht auf die Behandlung, die jeder Vertragsteil dem reinen Grenzverkehr innerhalb einer Zone von höchstens fünfzehn Kilometern (zehn Meilen) Ausdehnung zu beiden Seiten seiner Zollgrenzen gewährt, noch auf die Behandlung, welche seitens der Vereinigten Staaten dem Handel mit Cuba auf Grund des am 11. Dezember 1902 zwischen den Vereinigten Staaten und Cuba abgeschlossenen Handelsabkommens oder irgendeines anderen Handelsabkommens gewährt wird, das künftig zwischen den Vereinigten Staaten und Cuba etwa abgeschlossen wird, und auch nicht auf den Handel der Vereinigten Staaten mit irgendeinem seiner Schutzgebiete und der Panamakanalzone unter gegenwärtigen oder zukünftigen Gesetzen.

Artikel VIII.

Die Staatsangehörigen und die Waren eines Vertragsteils sollen innerhalb der Gebiete des anderen hinsichtlich der inneren Abgaben, der Durchgangszölle, der Gebühren für Lagerung und Benutzung anderer Hilfsmittel sowie hinsichtlich der Höhe von Rückerstattungen und Vergütungen dieselbe Behandlung erfahren wie

privilege or immunity which shall hereafter be granted the nationals, vessels or goods of a third State shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the other High Contracting Party, for the benefit of itself, its nationals and vessels.

The stipulations of this Article shall apply to the importation of goods into and the exportation of goods from all areas within the German customs lines, but shall not extend to the treatment which either Contracting Party shall accord to purely border traffic within a zone not exceeding ten miles (15 kilometers) wide on either side of its customs frontier, or to the treatment which is accorded by the United States to the commerce of Cuba under the provisions of the Commercial Convention concluded by the United States and Cuba on December 11, 1902, or any other commercial convention which hereafter may be concluded by the United States with Cuba, or to the commerce of the United States with any of its dependencies and the Panama Canal Zone under existing or future laws.

Article VIII.

The nationals and merchandise of each High Contracting Party within the territories of the other shall receive the same treatment as nationals and merchandise of the country with regard to internal taxes, transit duties, charges in respect to warehousing and other facilities and the amount of drawbacks and bounties.

Staatsangehörige und Waren des eigenen Landes.

Artikel IX.

Tonnen-, Hafen-, Lotsen-, Leuchtfeuer-, Quarantänegelder oder ähnliche oder entsprechende Gefälle oder Abgaben irgendwelcher Benennung, die im Namen oder für Rechnung der Regierung, öffentlicher Beamter und Angestellter, Privater, Körperschaften oder Institute irgendwelcher Art erhoben werden, sollen in den Häfen der Gebiete eines der beiden Länder den Schiffen des anderen nicht auferlegt werden, wenn sie nicht gleicherweise unter denselben Bedingungen von einheimischen Schiffen erhoben werden. Diese Gleichheit in der Behandlung soll wechselseitig auf die Schiffe beider Länder Anwendung finden, woher sie auch kommen und wohin sie auch bestimmt sind.

Article IX.

No duties of tonnage, harbor, pilotage, highthouse, quarantine, or other similar or corresponding duties or charges of whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind shall be imposed in the ports of the territories of either country upon the vessels of the other, which shall not equally, under the same conditions, be imposed on national vessels. Such equality of treatment shall apply reciprocally to the vessels of the two countries respectively from whatever place they may arrive and whatever may be their place of destination.

Artikel X.

Handelsschiffe und andere Schiffe in Privateigentum, unter der Flagge eines Vertragsteils und zum Ausweis ihrer Nationalität versehen mit den von ihren Landesgesetzen vorgeschriebenen Papieren, sollen sowohl innerhalb der Hoheitsgewässer des anderen Vertragsteils als auch auf hoher See als Schiffe desjenigen Teiles gelten, dessen Flagge sie führen.

Article X.

Merchant vessels and other privately owned vessels under the flag of either of the High Contracting Parties, and carrying the papers required by its national laws in proof of nationality shall, both within the territorial waters of the other High Contracting Party and on the high seas, be deemed to be the vessels of the Party whose flag is flown.

Artikel XI.

Handelsschiffe und andere Schiffe in Privateigentum unter der Flagge eines Vertragsteils dürfen Teile ihrer Ladung in jedem Hafen löschen, der dem fremden Handel in den Gebieten des anderen Teiles offen steht, und mit dem verbleibenden Teile dieser Ladung nach jedem anderen dem fremden Handel offen stehenden Hafen desselben Gebietes fahren, ohne in

Article XI.

Merchant vessels and other privately owned vessels under the flag of either of the High Contracting Parties shall be permitted to discharge portions of cargoes at any port open to foreign commerce in the territories of the other High Contracting Party, and to proceed with the remaining portions of such cargoes to any other ports of the same territories open to foreign

solchen Fällen andere oder höhere Tonnengelder oder Hafenabgaben zu zahlen, als unter gleichen Umständen von einheimischen Schiffen gezahlt werden; sie dürfen in gleicher Weise in verschiedenen Häfen auf derselben Ausreise laden, jedoch unter dem Vorbehalt, dass der Küstenhandel der Vereinigten Staaten von den Bestimmungen dieses Artikels und von den anderen Bestimmungen dieses Vertrages ausgenommen ist und sich nach den darauf bezüglichen Gesetzen der Vereinigten Staaten regelt. Es wird jedoch vereinbart, dass die Staatsangehörigen eines Vertragsteils innerhalb der Gebiete des anderen im Küstenhandel die Behandlung der meistbegünstigten Nation geniessen sollen.

Artikel XII.

Juristische Personen des Privatrechts mit oder ohne Haftungseinschränkung, mögen sie Erwerbszwecken dienen oder nicht, welche gemäss und unter dem Reichs-, Landes- oder Kommunalrecht eines Vertragsteils gegründet worden sind oder künftig gegründet werden und welche innerhalb seiner Gebiete eine Hauptniederlassung haben, sollen als juristische Personen durch den anderen Vertragsteil anerkannt werden, vorausgesetzt, dass sie innerhalb seiner Gebiete keine seinen Gesetzen widersprechenden Zwecke verfolgen. Sie sollen sowohl zur Verfolgung als zur Verteidigung ihrer Rechte in allen gesetzlich vorgesehenen Instanzen gemäss den auf den Fall anwendbaren Gesetzen freien Zutritt zu den Gerichten haben.

Das Recht so anerkannter juristischer Personen eines Vertragsteils, sich in den Gebieten des anderen niederzulassen, Zweigniederlassungen

commerce, without paying other or higher tonnage dues or port charges in such cases than would be paid by national vessels in like circumstances, and they shall be permitted to load in like manner at different ports in the same voyage outward, provided, however, that the coasting trade of the United States is exempt from the provisions of this Article and from the other provisions of this Treaty, and is to be regulated according to the laws of the United States in relation thereto. It is agreed, however, that the nationals of either High Contracting Party shall within the territories of the other enjoy with respect to the coasting trade the most favored nation treatment.

Article XII.

Limited liability and other corporations and associations, whether or not for pecuniary profit, which have been or may hereafter be organized in accordance with and under the laws, National, State or Provincial, of either High Contracting Party and maintain a central office within the territories thereof, shall have their juridical status recognized by the other High Contracting Party provided that they pursue no aims within its territories contrary to its laws. They shall enjoy free access to the courts of law and equity, on conforming to the laws regulating the matter, as well for the prosecution as for the defense of rights in all the degrees of jurisdiction established by law.

The right of such corporations and associations of either High Contracting Party so recognized by the other to establish themselves within its

zu errichten und ihre Tätigkeit dort auszuüben, soll von der Zustimmung dieses Teiles, wie sie in dessen Reichs-, Landes- und Kommunalgesetzen zum Ausdruck kommt, abhängen und sich allein nach ihr regeln.

Artikel XIII.

Die Staatsangehörigen eines Vertragsteils sollen innerhalb der Gebiete des anderen wechselseitig und unter den dort geltenden Bedingungen solche Rechte und Vergünstigungen geniessen, wie sie jetzt oder künftig den Staatsangehörigen irgendeines anderen Staates hinsichtlich der Gründung von und Beteiligung an juristischen Personen des Privatrechts mit oder ohne Haftungseinschränkung, mögen sie Erwerbszwecken dienen oder nicht, gewährt werden, einschliesslich des Rechts, Geschäftsanteile unterzubringen, zu kaufen, als Eigentum zu besitzen und zu verkaufen und in leitender Stellung oder als Angestellte die Geschäfte solcher juristischen Personen zu führen. In der Ausübung dieser Rechte und hinsichtlich der Regelung des Verfahrens bei der Gründung und Geschäftsgebarung solcher juristischen Personen sollen diese Staatsangehörigen keinen Bedingungen unterworfen werden, die weniger günstig sind, als die den Staatsangehörigen der meistbegünstigten Nation jetzt oder künftig auferlegten. Wenn Staatsangehörige eines Vertragsteils solche juristischen Personen im Gebiet des anderen gründen, kontrollieren oder an ihnen beteiligt sind, so richtet sich deren Berechtigung zur Ausübung irgendwelcher geschäftlicher Tätigkeit alldort nach den Reichs-, Landes- oder Kommunalgesetzen und -Verordnungen, die innerhalb der Gebiete

territories, establish branch offices and fulfill their functions therein shall depend upon, and be governed solely by, the consent of such Party as expressed in its National, State or Provincial laws.

Article XIII.

The nationals of either High Contracting Party shall enjoy within the territories of the other, reciprocally and upon compliance with the conditions there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the organization of and participation in limited liability and other corporations and associations, for pecuniary profit or otherwise, including the rights of promotion, incorporation, purchase and ownership and sale of shares and the holding of executive or official positions therein. In the exercise of the foregoing rights and with respect to the regulation or procedure concerning the organization or conduct of such corporations or associations, such nationals shall be subjected to no conditions less favorable than those which have been or may hereafter be imposed upon the nationals of the most favored nation. The rights of any such corporations or associations as may be organized or controlled or participated in by the nationals of either High Contracting Party within the territories of the other to exercise any of their functions therein, shall be governed by the laws and regulations, national, state or provincial, which are in force or may hereafter be established within the territories of the Party wherein they propose to engage in business. The

des Teils, in dem sie ihre Geschäftstätigkeit ausüben wollen, jetzt gelten oder künftig erlassen werden. Die vorstehenden Bestimmungen gelten nicht für die Gründung politischer Vereinigungen und für die Beteiligung an solchen.

Die Staatsangehörigen eines Vertragsteils sollen ausserdem innerhalb der Gebiete des anderen wechselseitig und unter den dort geltenden Bedingungen die Rechte und Vergünstigungen geniessen, die jetzt oder künftig den Staatsangehörigen irgendeines anderen Staates hinsichtlich der bergbaulichen Gewinnung von Kohle, Phosphat, Erdöl, Ölschiefer, Gas und Steinsalz auf den öffentlichen Ländereien des anderen Teils gewährt werden.

Artikel XIV.

a) Fabrikanten, Kaufleute und Gewerbetreibende, die ihren Wohnsitz im Bereich der Rechtshoheit eines Vertragsteils haben. sind berechtigt, persönlich oder durch Vertreter und Angestellte innerhalb des Bereichs der Rechtshoheit des anderen sich als Handelsreisende zu betätigen, wenn sie von letzterem einen Erlaubnisschein lösen, der gegen Zahlung einer einzigen Gebühr in dessen ganzem Rechtshoheitsgebiet Geltung haben soll.

Für den Fall, dass ein Vertragsteil in einen Krieg verwickelt wird, behält er sich das Recht vor, feindlichen Staatsangehörigen und anderen Ausländern zu untersagen, innerhalb des Bereichs seiner Rechtshoheit eine Tätigkeit nach den Bestimmungen dieses Artikels oder in anderer Weise auszuüben, wenn er deren Anwesenheit als eine Gefahr für die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit ansieht.

foregoing stipulations do not apply to the organization of and participation in political associations.

The nationals of either High Contracting Party shall, moreover, enjoy within the territories of the other, reciprocally and upon compliance with the conditions there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the mining of coal, phosphate, oil, oil shale, gas and sodium on the public domain of the other.

Article XIV.

a) Manufacturers, merchants, and traders domiciled within the jurisdiction of one of the High Contracting Parties may operate as commercial travelers either personally or by means of agents or employees within the jurisdiction of the other High Contracting Party on obtaining from the latter, upon payment of a single fee, a license which shall be valid throughout its entire territorial jurisdiction.

In case either of the High Contracting Parties shall be engaged in war, it reserves to itself the right to prevent from operating within its jurisdiction under the provisions of this Article, or otherwise, enemy nationals or other aliens whose presence it may consider prejudicial to public order and national safety.

b) Zur Erlangung des oben erwähnten Erlaubnisscheines muss der Bewerber sich von dem Lande, in dem die Fabrikanten, Kaufleute und Gewerbetreibenden, die er vertritt, ansässig sind, einen Ausweis als Handelsreisender verschaffen. Dieser Ausweis, der von der zuständigen Behörde des betreffenden Landes ausgestellt sein muss, soll von dem Konsul des Landes visiert werden, in welchem der Bewerber sich zu betätigen gedenkt, und die Behörden des letzteren sollen auf Vorlegung eines solchen Ausweises dem Bewerber den für das ganze Land geltenden Erlaubnisschein, wie in Absatz a) vorgesehen, ausstellen.

c) Ein Handelsreisender darf seine Muster verkaufen, ohne eine besondere Erlaubnis zu Einfuhrgeschäften zu besitzen.

d) Muster ohne Handelswert sollen zollfrei zur Einfuhr zugelassen werden.

Muster, die so bezeichnet, gestempelt oder zugerichtet sind, dass sie für andere Zwecke unbrauchbar sind, sollen als Gegenstände ohne Handelswert gelten.

e) Muster mit Handelswert sollen vorläufig zugelassen werden gegen Gestellung einer Sicherheit für die Zahlung des gesetzlichen Zolles auf den Fall, dass sie nicht innerhalb eines Zeitraumes von sechs (6) Monaten aus dem Lande zurückgezogen werden.

Auf den Teil der Muster, der nicht auf diese Weise zurückgezogen wird, muss Zoll gezahlt werden.

f) Alle Zollförmlichkeiten sollen möglichst vereinfacht werden, um Verzögerung in der Versendung der Muster zu vermeiden.

g) Hausierer und andere Händler, die ihre Waren unmittelbar dem Ver-

b) In order to secure the license above mentioned the applicant must obtain from the country of domicile of the manufacturers, merchants and traders represented a certificate attesting his character as a commercial traveler. This certificate, which shall be issued by the authority to be designated in each country for the purpose, shall be viséed by the consul of the country in which the applicant proposes to operate, and the authorities of the latter shall, upon the presentation of such certificate, issue to the applicant the national license as provided in Section a).

c) A commercial traveler may sell his samples without obtaining a special license as an importer.

d) Samples without commercial value shall be admitted to entry free of duty.

Samples marked, stamped or defaced in such manner that they cannot be put to other uses shall be considered as objects without commercial value.

e) Samples having commercial value shall be provisionally admitted upon giving bond for the payment of lawful duties if they shall not have been withdrawn from the country within a period of six (6) months.

Duties shall be paid on such portion of the samples as shall not have been so withdrawn.

f) All customs formalities shall be simplified as much as possible with a view to avoid delay in the despatch of samples.

g) Peddlers and other salesmen who vend directly to the consumer, even

braucher feilbieten, sollen auch dann nicht als Handelsreisende gelten, wenn sie in dem Lande, in dem sie sich betätigen, keine gewerbliche Niederlassung haben. Sie unterliegen vielmehr den Gewerbeabgaben, die von Geschäften der Art, die sie betreiben, erhoben werden.

h) Ein Erlaubnisschein soll nicht verlangt werden von:

1. Personen, die nur reisen, um den Handel und seine Bedürfnisse zu studieren, selbst wenn sie geschäftliche Beziehungen anknüpfen, vorausgesetzt, dass sie keine Warenverkäufe vornehmen.
2. Personen, die sich durch solche örtlichen Vertretungen betätigen, welche die für ihr Geschäft vorgesehenen Gewerbegebühren oder sonstigen Abgaben bezahlen.
3. Personen, die ausschliesslich Einkäufer sind.

i) Werden künftig durch Gesetz oder Vertrag oder Übereinkommen seitens eines Vertragsteiles irgendwelche Vergünstigungen gewährt, welche die Bestimmungen dieses Artikels betreffen, so sollen sie unmittelbar auch auf den anderen Teil Anwendung finden.

Artikel XV.

a) Verordnungen über die Erneuerung und Übertragung der nach den Bestimmungen des Artikels XIV ausgestellten Erlaubnisscheine und die Auferlegung von Geldbussen und anderen Strafen für den Missbrauch von Erlaubnisscheinen können, wenn ratsam, von jedem Vertragsteil im Rahmen der Bedingungen des Artikels XIV und ohne Beeinträchtigung der darin bezeichneten Rechte erlassen werden.

Wenn solche Verordnungen die Erneuerung von Erlaubnisscheinen ge-

though they have not an established place of business in the country in which they operate, shall not be considered as commercial travelers, but shall be subject to the license fees levied on business of the kind which they carry on.

h) No license shall be required of:

1. Persons traveling only to study trade and its needs, even though they initiate commercial relations, provided they do not make sales of merchandise.
2. Persons operating through local agencies which pay the license fee or other imposts to which their business is subject.
3. Travelers who are exclusively buyers.

i) Any concessions affecting any of the provisions of the present Article that may hereafter be granted by either High Contracting Party, either by law or by treaty or convention, shall immediately be extended to the other Party.

Article XV.

a) Regulations governing the renewal and transfer of licenses issued under the provisions of Article XIV, and the imposition of fines and other penalties for any misuse of licenses may be made by either of the High Contracting Parties whenever advisable within the terms of Article XIV and without prejudice to the rights defined therein.

If such regulations permit the renewal of licenses, the fee for renewal

statten, so soll die Gebühr für die Erneuerung nicht höher sein als die für den ursprünglichen Schein erhobene Gebühr.

Gestatten solche Verordnungen die Übertragung von Erlaubnisscheinen und wird hinreichend dargetan, dass der Übernehmer in jeder Beziehung wirklich der Nachfolger des ursprünglichen Erlaubnisscheininhabers und in der Lage ist, einen Personalausweis entsprechend dem des ursprünglichen Inhabers beizubringen, so soll dem Übernehmer gestattet werden, sich bis zum Eingang des neuen Personalausweises bereits als Handelsreisender zu betätigen; die für die Muster gestellte Sicherheit soll aber erst freigegeben werden, wenn dieser Ausweis eingegangen ist.

b) Für die Ausfertigung eines Personalausweises ist die Staatsangehörigkeit der Firma, die der Handelsreisende vertritt, massgebend, nicht seine eigene.

Die Vertragsteile kommen dahin überein, ihre örtlichen Zollbeamten oder sonstige geeignete Behörden zu ermächtigen, die genannten Erlaubnisscheine nach Übergabe eines Personalausweises und einer beglaubigten Musterliste in Vertretung der zur Erteilung und Kontrolle von Erlaubnisscheinen befugten Zentralbehörde auszustellen. Die genannten Beamten oder Behörden sollen sofort der Zentralbehörde entsprechende Nachweisungen zugehen lassen. Der Erlaubnisscheininhaber muss der Zentralbehörde rechtzeitig Mitteilung machen, wenn er später beabsichtigt, die Erneuerung oder Uebertragunng seines Erlaubnisscheines (soweit solche gestattet ist) oder die Freigabe der geleisteten Sicherheit bei seiner Ausreise aus dem Lande zu beantragen. Als angemessene

will not be greater than that charged for the original license.

If such regulations permit the transfer of licenses, upon satisfactory proof that transferee or assignee is in every sense the true successor of the original licensee, and that he can furnish a certificate of indentification similar to that furnished by the original licensee, he will be allowed to operate as a commercial traveler pending the arrival of the new certificate of indentification, but the cancellation of the bond for the samples shall not be effected before the arrival of the said certificate.

b) It is the citizenship of the firm that the commercial traveler represents, and not his own, that governs the issuance to him of a certificate of identification.

The High Contracting Parties agree to empower the local customs officials or other competent authorities to issue the said licenses upon surrender of the certificate of identification and authenticated list of samples, acting as deputies of the central office constituted for the issuance and regulation of licenses. The said officials shall immediately transmit the appropriate documentation to the central office, to which the licensee shall thereafter give due notice of his intention to ask for the renewal or transfer of his license, if these acts be allowable, or cancellation of his bond, upon his departure from the country. Due notice in this connection will be regarded as the time required for the exchange of correspondence in the normal mail schedules, plus five bu-

Frist für die Eingabe an die Zentralbehörde soll die Zeit gelten, die zum Schriftwechsel bei regelrechtem Postverkehr nötig ist zuzüglich fünf Geschäftstagen für die amtliche Nachprüfung und Eintragung.

c) Es versteht sich, dass der Reisende keine anderen Waren als die in seinem Geschäftsbereich liegenden verkauft; er darf seine Muster verkaufen und übernimmt damit die Verpflichtung, den darauf stehenden Zoll zu entrichten, aber er darf keine anderen Waren verkaufen, die er etwa mitgebracht hat oder die ihm etwa zugesandt werden, wenn sie nicht vernünftigerweise und offenbar dem Geschäftszweig zugerechnet werden können, den er zu vertreten angibt.

d) Reklamematerial, das in angemessenen Mengen von den Handelsreisenden mitgebracht wird, soll als Muster ohne Handelswert behandelt werden. Gegenstände, die wegen ihrer Anpassung an Reklamezwecke einen verminderten Handelswert besitzen und die umsonst verteilt werden sollen, sind, soweit sie in angemessenen Mengen eingeführt werden, ebenfalls als Muster ohne Handelswert zu behandeln. Es versteht sich jedoch, dass diese Vorschrift den Zollgesetzen des betreffenden Landes nachsteht. Muster, die der Handelsreisende bei sich führt, sollen als Teil seines persönlichen Gepäcks befördert werden, solche, die nach ihm eintreffen, sollen vor gewöhnlichen Frachtgütern den Vorrang haben.

e) Wenn der ursprüngliche Erlaubnisschein für eine längere Frist als sechs Monate ausgestellt worden ist, oder wenn der Erlaubnisschein erneuert wird, so wird auch die für die Muster zu leistende Sicherheit dementsprechend verlängert. Es versteht sich jedoch, dass diese Vorschrift den

siness days for purposes of official verification and registration.

c) It is understood that the traveler will not engage in the sale of other articles than those embraced by his lines of business; he may sell his samples, thus incurring an obligation to pay the customs duties thereupon, but he may not sell other articles brought with him or sent to him, which are not reasonably and clearly representative of the kind of business he purports to represent.

d) Avertising matter brought by commercial travelers in appropriate quantities shall be treated as samples without commercial value. Objects having a depreciative commercial value because of adaptation for purposes of advertisement, and intended for gratuitous distribution shall, when introduced in reasonable quantities, also be treated as samples without commercial value. It is understood, however, that this prescription shall be subject to the customs laws of the respective countries. Samples accompanying the commercial traveler will be despatched as a portion of his personal baggage; and those arriving after him will be given precedence over ordinary freight.

e) If the original license was issued for a period longer than six months, or if the license be renewed, the bond for the samples will be correspondingly extended. It is understood, however, that this prescription shall be subject to the customs laws of the respective countries.

Zollgesetzen des betreffenden Landes nachsteht.

Artikel XVI.

Für Personen und Waren, die aus den Gebieten des einen Vertragsteiles kommen oder durch diese Gebiete gehen, soll völlige Durchfuhrfreiheit durch die Gebiete einschliesslich der Gewässer des anderen Vertragsteiles gelten, und zwar auf den für den internationalen Durchgangsverkehr geeignetsten Strassen, auf der Eisenbahn, auf Schiffahrtsstrassen und Kanälen, jedoch mit Ausnahme des Panama-Kanals und derjenigen Wasserstrassen und Kanäle, die internationale Grenzen der Vereinigten Staaten bilden. Von dieser Berechtigung ausgeschlossen sind Personen, denen das Betreten der Gebiete des anderen Vertragsteils verboten ist und Waren, deren Einfuhr gesetzlich verboten ist. Im Durchgangsverkehr brauchen Personen und Waren keinen Durchfuhrzoll zu bezahlen und sollen keinen unnötigen Verzögerungen und Beschränkungen unterworfen werden. Sie sollen hinsichtlich der Abgaben und Verkehrsmittel und in allen anderen Beziehungen wie Angehörige des eigenen Landes behandelt werden.

Durchgangsgüter müssen auf dem zuständigen Zollamt eingetragen werden, sind aber von allen Zöllen und anderen ähnlichen Abgaben befreit.

Alle Kosten für die Durchgangsbeförderung sollen unter Berücksichtigung der Verkehrslage in angemessenen Grenzen gehalten werden.

Artikel XVII.

Die beiden Vertragsteile kommen dahin überein, gegenseitig Konsularbeamte in denjenigen ihrer Häfen, Plätze und Städte zuzulassen, die sich

Article XVI.

There shall be complete freedom of transit through the territories including territorial waters of each High Contracting Party on the routes most convenient for international transit, by rail, navigable waterway, and canal, other than the Panama Canal and waterways and canals which constitute international boundaries of the United States, to persons and goods coming from or going through the territories of the other High Contracting Party, except such persons as may be forbidden admission into its territories or goods of which the importation may be prohibited by law. Persons and goods in transit shall not be subjected to any transit duty, or to any unnecessary delays or restrictions, and shall be given national treatment as regards charges, facilities, and all other matters.

Goods in transit must be entered at the proper customhouse, but they shall be exempt from all customs or other similar duties.

All charges imposed on transport in transit shall be reasonable, having regard to the conditions of the traffic.

Article XVII.

Each of the High Contracting Parties agrees to receive from the other consular officers in those of its ports, places and cities, where it may be

dazu eignen und die konsularischen Vertretern anderer fremder Mächte offenstehen.

Die Konsularbeamten der beiden Vertragsteile sollen nach ihrem Dienstantritt wechselseitig in den Gebieten des anderen Teiles alle Rechte, Vergünstigungen, Vorrechte und Freiheiten geniessen, die die Beamten desselben Ranges der meistbegünstigten Nation geniessen. Als amtliche Vertreter haben diese Beamten ein Anrecht auf achtungsvolle Behandlung seitens aller Staats- und Kommunalbehörden, mit denen sie in dem Staat, in dem sie zugelassen sind, amtlichen Verkehr haben.

Die Regierung eines Vertragsteils soll den Konsularbeamten des anderen Teiles, wenn sie eine von dem Staatsoberhaupt des ernennenden Staates unterzeichnete und mit dem grossen Staatssiegel versehene Bestallungsurkunde vorlegen, gebührenfrei das erforderliche Exequatur erteilen; einem nachgeordneten oder stellvertretenden Konsularbeamten, der von einem zugelassenen höheren Konsularbeamten mit Genehmigung seiner Regierung oder von irgendeinem anderen befugten Beamten dieser Regierung ernannt ist, soll sie diejenigen Urkunden ausstellen, die nach den Gesetzen des betreffenden Landes zur Ausübung des Konsulardienstes durch den Ernannten erforderlich sind.

Nach Vorlegung eines Exequaturs oder — wenn es sich um einen nachgeordneten Beamten handelt — nach Vorlegung einer statt dessen ausgestellten anderen Urkunde darf dieser Konsularbeamte seinen Dienst antreten und die durch diesen Vertrag gewährten Rechte, Vergünstigungen und Befreiungen geniessen.

convenient and which are open to consular representatives of any foreign country.

Consular officers of each of the High Contracting Parties shall, after entering upon their duties, enjoy reciprocally in the territories of the other all the rights, privileges, exemptions and immunities which are enjoyed by officers of the same grade of the most favored nation. As official agents, such officers shall be entitled to the high consideration of all officials, national or local, with whom they have official intercourse in the state which receives them.

The Government of each of the High Contracting Parties shall furnish free of charge the necessary exequatur of such consular officers of the other as present a regular commission signed by the chief executive of the appointing state and under its great seal; and it shall issue to a subordinate or substitute consular officer duly appointed by an accepted superior consular officer with the approbation of his Government, or by any other competent officer of that Government, such documents as according to the laws of the respective countries shall be requisite for the exercise by the appointed of the consular function.

On the exhibition of an exequatur, or other document issued in lieu thereof to such subordinate, such consular officer shall be permitted to enter upon his duties and to enjoy the rights, privileges and immunities granted by this Treaty.

Artikel XVIII.

Konsularbeamte, die Staatsangehörige des sie ernennenden Staates sind, dürfen nicht in Haft genommen werden, ausser wenn sie solcher Verfehlungen beschuldigt sind, welche das Landesgesetz als Verbrechen zur Unterscheidung von Vergehen und Uebertretungen bezeichnet und durch welche sich die der Tat schuldige Person strafbar macht. Solche Beamten sind von militärischer Einquartierung und von jedem Heeres- oder Flotten-, Verwaltungs- oder Polizeidienst jeglicher Art befreit.

In Strafsachen kann die Anwesenheit eines Konsularbeamten als Zeuge in der Verhandlung von der Anklage oder Verteidigung verlangt werden. Das Verlangen soll mit jeder erdenklichen Rücksicht auf die konsularische Würde und die Pflichten des Dienstes gestellt werden, und der Konsularbeamte soll der Vorladung Folge leisten. In Zivilsachen unterstehen Konsularbeamte der Gerichtsbarkeit des Staates, in dem sie zugelassen sind, jedoch mit der Massgabe, dass, wenn der Beamte ein Staatsangehöriger des ihn ernennenden Staates ist und keine Erwerbstätigkeit privater Art ausübt, sein Zeugnis mündlich oder schriftlich in seiner Wohnung oder in seinem Amtszimmer unter gebührender Berücksichtigung seiner Wünsche eingeholt werden soll. Der Beamte sollte jedoch, soweit es sich irgend mit seinen amtlichen Pflichten in Einklang bringen lässt, freiwillig bei der Gerichtsverhandlung als Zeuge erscheinen.

Artikel XIX.

Konsularbeamte, einschliesslich der Angestellten eines Konsulates, die Angehörige des sie ernennenden Staates sind und in dem Staate, in dem sie ihren Dienst verrichten, keine Erwerbs-

Article XVIII.

Consular officers, nationals of the state by which they are appointed, shall be exempt from arrest except when charged with the commission of offenses locally designated as crimes other than misdemeanours and subjecting the individual guilty thereof to punishment. Such officers shall be exempt from military billetings, and from service of any military or naval, administrative or police character whatsoever.

In criminal cases the attendance at the trial by a consular officer as a witness may be demanded by the prosecution or defense. The demand shall be made with all possible regard for the consular dignity and the duties of the office; and there shall be compliance on the part of the consular officer.

Consular officers shall be subject to the jurisdiction of the courts in the state which receives them in civil cases, subject to the proviso, however, than when the officer is a national of the state which appoints him and is engaged in no private occupation for gain, his testimony shall be taken orally or in writing at his residence or office and with due regard for his convenience. The officer should, however, voluntarily give his testimony at the trial whenever it is possible to do so without serious interference with his official duties.

Article XIX.

Consular officers, including employees in a consulate, nationals of the State by which they are appointed other than those engaged in private occupations for gain within the State where

tätigkeit privater Art ausüben, sind von allen Reichs-, Staats- und Kommunalsteuern auf ihre Person und auf ihr Eigentum befreit. Diese Befreiung gilt jedoch nicht für Steuern auf Besitz oder Eigentum an unbeweglichem Vermögen, das innerhalb des Gebietes des Staates liegt, in dem die Beamten ihren Dienst verrichten, und für Steuern auf Einkünfte aus Vermögen irgendwelcher Art, das innerhalb des Gebietes des erwähnten Staates liegt oder dahin gehört. Alle Konsularbeamten und Angestellten, die Angehörige des sie ernennenden Staates sind, sind von der Bezahlung von Steuern auf das Gehalt, die Sporteln und den Lohn, die sie als Entgelt für ihre Dienste beim Konsulat empfangen, befreit.

Grundstücke und Gebäude, die in dem Gebiete eines Vertragsteiles liegen und im Eigentum des anderen Teiles stehen und von ihm ausschliesslich zu Regierungszwecken benutzt werden, sind von jeglicher Art von Steuern, seien es Reichs-, Landes- oder Kommunalsteuern, befreit, jedoch nicht von Beiträgen für Dienstleistungen und öffentliche Anlagen, die diesen Grundstücken und Gebäuden zugute kommen.

Artikel XX.

Konsularbeamte dürfen über der Eingangstür zu ihren Amtsräumen das Wappen ihres Staates mit einer angemessenen Inschrift anbringen, die den amtlichen Charakter der Amtsräume bezeichnet. Diese Beamten dürfen die Flagge ihres Landes auf ihren Amtsgebäuden hissen, auch in den Hauptstädten beider Länder. Sie dürfen diese Flagge ebenfalls auf jedem Schiff oder Fahrzeug hissen, das bei der Ausübung des konsularischen Dienstes benutzt wird.

they exercise their functions shall be exempt from all taxes, National, State, Provincial, and Municipal, levied upon their persons or upon their property, except taxes levied on account of the possession or ownership of immovable property situated in, or income derived from property of any kind situated or belonging within the territories of the State within which they exercise their functions. All consular officers and employees, nationals of the State appointing them shall be exempt from the payment of taxes on the salary, fees or wages received by them in compensation for their consular services.

Lands and buildings situated in the territories of either High Contracting Party, of which the other High Contracting Party is the legal or equitable owner and which are used exclusively for governmental purposes by that owner, shall be exempt from taxation of every kind, National, State, Provincial and Municipal, other than assessments levied for services or local public improvements by which the premises are benefited.

Article XX.

Consular officers may place over the outer door of their respective offices the arms of their State with an appropriate inscription designating the official office. Such officers may also hoist the flag of their country on their office including those situated in the capitals of the two countries. They may likewise hoist such flag over any boat or vessel employed in the exercise of the consular function.

Die Konsulatsräume und Archive sollen allzeit unverletzlich sein; sie sollen keinesfalls dem Eindringen von Behörden irgendwelcher Art in dem Lande, in dem die Diensträume liegen, ausgesetzt sein. Auch dürfen die Behörden unter keinerlei Vorwand eine Durchsicht oder Beschlagnahme von Schriftstücken oder sonstigem in einem Konsulat bewahrten Besitztum vornehmen. Konsulate dürfen nicht als Freistatt dienen. Von keinem Konsularbeamten darf verlangt werden, dass er dienstliche Aktenstücke vor Gericht vorlegt oder über ihren Inhalt aussagt.

Im Falle des Todes, der Dienstunfähigkeit oder Abwesenheit eines Konsularbeamten, dem kein nachgeordneter Konsularbeamter beigegeben war, dürfen Sekretäre oder Kanzleibeamte, wenn ihr amtlicher Charakter zuvor der Regierung des Staates, in dem die konsularische Tätigkeit ausgeübt wurde, mitgeteilt worden ist, vorübergehend die konsularischen Obliegenheiten des verstorbenen, dienstunfähigen oder abwesenden Konsularbeamten versehen. Sie geniessen während dieser ihrer Tätigkeit alle Rechte, Vorrechte und Befreiungen des Amtsinhabers.

Artikel XXI.

Konsularbeamte, die Staatsangehörige des sie ernennenden Staates sind, dürfen innerhalb ihres Konsularbezirks die Reichs-, Landes- und Kommunalbehörden anrufen, um ihre Landsleute im Genuss der durch Staatsvertrag oder sonst begründeten Rechte zu schützen. Sie dürfen im Falle einer Verletzung dieser Rechte Beschwerde erheben. Wenn die zuständigen Behörden keine Abhilfe schaffen oder keinen Schutz gewähren, so ist

The consular offices and archives shall at all times be inviolable. They shall under no circumstances be subjected to invasion by any authorities of any character within the country where such offices are located. Nor shall the authorities under any pretext make any examination or seizure of papers or other property deposited within a consular office. Consular offices shall not be used as places of asylum. No consular officer shall be required to produce official archives in court or testify as to their contents.

Upon the death, incapacity, or absence of a consular officer having no subordinate consular officer at his post, secretaries or chancellors, whose official character may have previously been made known to the government of the State where the consular function was exercised, may temporarily exercise the consular function of the deceased or incapacited or absent consular officer; and while so acting shall enjoy all the rights, prerogatives and immunities granted to the incumbent.

Article XXI.

Consular officers, nationals of the State by which they are appointed, may, within their respective consular districts, address the authorities, National, State, Provincial or Municipal, for the purpose of protecting their countrymen in the enjoyment of their rights accruing by treaty or otherwise. Complaint may be made for the infraction of those rights. Failure upon the part of the proper authorities to grant redress or to accord protection

der Weg diplomatischen Vergehens gegeben; falls ein diplomatischer Vertreter nicht vorhanden ist, kann ein Generalkonsul oder der Konsularbeamte, der in der Hauptstadt seinen Amtssitz hat, sich unmittelbar an die Landesregierung wenden.

Artikel XXII.

Konsularbeamte können, soweit es den Gesetzen ihres eigenen Landes entspricht, an jedem geeigneten Orte ihres Amtsbezirks die Aussagen der Schiffsinsassen von Schiffen ihres eigenen Landes oder von Angehörigen ihres Landes oder von Personen, die dort ihren ständigen Wohnsitz haben, zu Protokoll nehmen. Solche Beamte können einseitige Rechtsakte, Eigentumsübertragungen und letztwillige Verfügungen ihrer Landsleute aufsetzen, bescheinigen, beglaubigen und legalisieren, ebenso Verträge, bei denen ein Landsmann Partei ist. Sie können Schriftstücke jeder Art aufsetzen, bescheinigen, beglaubigen und legalisieren, die die Abtretung oder Belastung von Eigentum irgendwelcher Art innerhalb des Gebietes desjenigen Staates, durch den solche Beamte ernannt sind, zum Ausdruck bringen oder zum Inhalt haben, ferner einseitige Rechtsakte, Eigentumsübertragungen, letztwillige Verfügungen und Verträge, die sich auf Eigentum innerhalb der Gebiete des Staates, von dem sie ernannt sind, oder auf Geschäfte, die dort abgeschlossen werden sollen, beziehen, einschliesslich einseitiger Rechtsakte, Eigentumsübertragungen, letztwilliger Verfügungen oder Übereinkommen, die nur von Angehörigen des Staates vorgenommen sind, in dem solche Beamte ihre Amtsgeschäfte ausüben.

Urkunden und Dokumente, die so vollzogen worden sind, und Abschriften

may justify interposition through the diplomatic channel, and in the absence of a diplomatic representative, a consul general or the consular officer stationed at the capital may apply directly to the government of the country.

Article XXII.

Consular officers may, in pursuance of the laws of their own country, take, at any appropriate place within their respective districts, the depositions of any occupants of vessels of their own country, or of any national of, or of any person having permanent residence within the territories of, their own country. Such officers may draw up, attest, certify and authenticate unilateral acts, deeds, and testamentary dispositions of their countrymen, and also contracts to which a countryman is a party. They may draw up, attest, certify and authenticate written instruments of any kind purporting to express or embody the conveyance or encumbrance of property of any kind within the territory of the State by which such officers are appointed, and unilateral acts, deeds, testamentary dispositions and contracts relating to property situated, or business to be transacted within, the territories of the State by which they are appointed, embracing unilateral acts, deeds, testamentary dispositions or agreements executed solely by nationals of the State within which such officers exercise their functions.

Instruments and documents thus executed and copies and translations

und Übersetzungen davon sollen, wenn sie von dem Konsularbeamten ordnungsmässig unter seinem Amtssiegel legalisiert sind, in den Gebieten der Vertragsteile als Beweismittel zugelassen werden, und zwar als Originalurkunden oder als legalisierte Abschriften, je nach Lage des Falles, und sie sollen dieselbe Kraft und Wirkung haben, als wenn sie von einem in dem Lande, durch das der Konsularbeamte ernannt wurde, hierzu befugten Notar oder anderen öffentlichen Beamten aufgesetzt und vor ihm vollzogen wären, immer vorausgesetzt, dass solche Urkunden in Übereinstimmung mit den Gesetzen und Verordnungen des Landes aufgesetzt und vollzogen worden sind, wo sie in Wirksamkeit zu treten bestimmt sind.

thereof, when duly authenticated under his official seal by the consular officer shall be received as evidence in the territories of the Contracting Parties as original documentes or authenticated copies, as the case may be, and shall have the same force and effect as if drawn by and executed before a notary or other public officer duly authorized in the country by which the consular officer was appointed; provided, always that such documents shall have been drawn and executed in conformity to the laws and regulations of the country where they are designed to take effect.

Artikel XXIII.

Ein Konsularbeamter hat die ausschliessliche Gerichtsbarkeit in Streitigkeiten, die sich aus dem inneren Dienstbetrieb an Bord von Privatschiffen seines Landes ergeben; in Streitfällen, die sich zwischen Offizieren und Mannschaften solcher Schiffe — gleichgültig wo — ergeben und sich auf die Erzwingung der Disziplin an Bord beziehen, hat er gleichfalls allein die Gerichtsbarkeit. Vorausgesetzt ist in diesen Fällen, dass das Schiff und die eines begangenen Unrechts beschuldigten Personen in einen Hafen eingelaufen sind, der in seinem Konsularbezirk liegt. Ein solcher Beamter übt auch die Gerichtsbarkeit aus in Streitfragen betreffend die Regelung von Löhnen und die Innehaltung von darauf bezüglichen Verträgen, vorausgesetzt, dass die am Orte geltenden Gesetze es gestatten

Article XXIII.

A consular officer shall have exclusive jurisdiction over controversies arising out of the internal order of private vessels of his country, and shall alone exercise jurisdiction in cases, wherever arising, between officers and crews, pertaining to the enforcement of discipline on board, provided the vessel and the persons charged with wrongdoing shall have entered a port within his consular district. Such an officer shall also have jurisdiction over issues concerning the adjustment of wages and the execution of contracts relating thereto, provided the local laws so permit.

Wenn an Bord eines Privatschiffes unter der Flagge des Staates, von

When an act committed on board of a private vessel under the flag of

welchem der Konsularbeamte ernannt ist, innerhalb der Hoheitsgewässer des Staates, bei welchem er beglaubigt ist, eine Tat begangen wird, die nach den Gesetzen dieses Staates eine strafbare Handlung darstellt, die die schuldige Person einer gerichtlichen Bestrafung aussetzt, so kann der Konsularbeamte Gerichtsbarkeit nur insoweit ausüben, als er dazu nach dem am Orte geltenden Rechte berechtigt ist.

Ein Konsularbeamter kann ohne weiteres die Hilfe der örtlichen Polizeibehörde in jeder Angelegenheit anrufen, die sich auf die Aufrechterhaltung der Ordnung an Bord eines Schiffes unter der Flagge seines Landes innerhalb der Hoheitsgewässer des Staates bezieht, bei dem er beglaubigt ist. Auf ein entsprechendes Ersuchen hin soll der erforderliche Beistand gewährt werden.

Ein Konsularbeamter kann mit den Offizieren und Mannschaften von Schiffen der Flagge seines Landes vor den Gerichtsbehörden des Staates erscheinen, bei dem er beglaubigt ist, um als Dolmetscher oder Beistand Hilfe zu leisten.

Artikel XXIV.

Falls ein Staatsangehöriger eines Vertragsteiles im Gebiete des anderen sterben sollte, ohne in dem Lande seines Ablebens bekannte Erben oder von ihm ernannte Testamentsvollstrecker zu hinterlassen, sollen die zuständigen örtlichen Behörden sofort den nächsten Konsularbeamten des Staates, dessen Staatsangehöriger der Verstorbene war, von der Tatsache seines Ablebens in Kenntnis setzen, damit die erforderliche Benachrichtigung den beteiligten Parteien übermittelt werde.

the State by which the consular officer has been appointed and within the territorial waters of the State to which he has been appointed constitutes a crime according to the laws of that State, subjecting the person guilty thereof to punishment as a criminal, the consular officer shall not exercise jurisdiction except in so far as he is permitted to do so by the local law.

A consular officer may freely invoke the assistance of the local police authorities in any matter pertaining to the maintenance of internal order on board of a vessel under the flag of his country within the territorial waters of the State to which he is appointed, and upon such a request the requisite assistance shall be given.

A consular officer may appear with the officers and crews of vessels under the flag of his country before the judicial authorities of the State to which he is appointed to render assistance as an interpreter or agent.

Article XXIV.

In case of the death of a national of either High Contracting Party in the territory of the other without having in the territory of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest consular officer of the State of which the deceased was a national of the fact of his death, in order that necessary information may be forwarded to the parties interested.

Falls ein Staatsangehöriger eines Vertragsteils ohne letzten Willen oder Testament im Gebiete des anderen Vertragsteils stirbt, soll der Konsularbeamte des Staates, dessen Angehöriger der Verstorbene war, und des Konsularbezirks, in dem der Verstorbene zur Zeit seines Ablebens seinen Wohnsitz hatte, soweit es das am Orte geltende Recht erlaubt, bis zur Ernennung eines Nachlassverwalters oder bis zur Einleitung des Nachlassverfahrens als berufen gelten, das von dem Verstorbenen hinterlassene Vermögen zu dessen Erhaltung und Schutz in Verwahrung zu nehmen. Ein solcher Konsularbeamter kann nach dem Ermessen eines Gerichts oder einer anderen für die Verwaltung von Nachlässen zuständigen Behörde seine Ernennung zum Nachlassverwalter beanspruchen, vorausgesetzt, dass die Gesetze des Ortes, wo der Nachlass verwaltet wird, es gestatten.

Wenn ein Konsularbeamter das Amt als Verwalter des Nachlasses eines verstorbenen Landsmannes übernimmt, so unterwirft er sich insoweit für alle in Betracht kommenden Zwecke der Gerichtsbarkeit des Gerichts oder der Behörde, die die Ernennung vornimmt, in demselben Umfange, wie ein Angehöriger des Landes, in welchem er zum Nachlassverwalter ernannt ist.

Artikel XXV.

Ein Konsularbeamter jedes Vertragsteils kann im Namen seiner nicht im Lande seiner Tätigkeit wohnenden Landsleute Quittung leisten für die Anteile, die ihnen aus in Abwicklung befindlichen Nachlässen oder nach den Bestimmungen der sogenannten Arbeiter-Entschädigungsgesetze oder ähnlicher Gesetze zufallen. Er soll alle so erhaltenen Gelder durch die zu-

In case of the death of a national of either of the High Contracting Parties without will or testament, in the territory of the other High Contracting Party, the consular officer of the State of which the deceased was a national and within whose district the deceased made his home at the time of death, shall, so far as the laws of the country permit and pending the appointment of an administrator and until letters of administration have been granted, be deemed qualified to take charge of the property left by the decedent for the preservation and protection of the same. Such consular officer shall have the right to be appointed as administrator within the discretion of a tribunal or other agency controlling the administration of estates, provided the laws of the place where the estate is administered so permit.

Whenever a consular officer accepts the office of administrator of the estate of a deceased countryman, he subjects himself as such to the jurisdiction of the tribunal or other agency making the appointment for all necessary purposes to the same extent as a national of the country where he was appointed.

Article XXV.

A consular officer of either High Contracting Party may in behalf of his non-resident countrymen receipt for their distributive shares derived from estates in process of probate or accruing under the provision of so-called Workmen's Compensation Laws or other like statutes, provided he remit any funds so received through the appropriate agencies of his Govern-

ständige Regierungsstelle seines Landes an die berechtigten Empfänger überweisen und der Behörde oder Stelle, die durch ihn die Verteilung vornimmt, diese Überweisung gebührend nachweisen.

Artikel XXVI.

Ein Konsularbeamter eines Vertragsteils hat das Recht, in den in seinem Konsularbezirk liegenden Häfen des anderen Teiles die Privatschiffe jeder Flagge zu untersuchen, die nach Häfen des Landes, das ihn ernannt hat, bestimmt oder im Begriff sind, dorthin auszulaufen, damit er in der Lage ist, die gesundheitlichen Zustände und Massnahmen an Bord solcher Schiffe zu beobachten, danach Gesundheitspässe und andere nach den Gesetzen seines Landes erforderliche Papiere auszufertigen und seine Regierung zu unterrichten, inwieweit ihre gesundheitlichen Vorschriften von Schiffen, die nach ihren Häfen bestimmt sind, in den Abfahrthäfen beobachtet worden sind, damit auf diese Weise den Schiffen dort das Einlaufen erleichtert wird.

Artikel XXVII.

Jeder Vertragsteil gestattet, alle Möbel sowie alle Ausstattungs- und Bedarfsgegenstände, die für den amtlichen Gebrauch in den Konsulatsräumen des anderen Teils bestimmt sind, gänzlich zollfrei und ohne jegliche Untersuchung einzuführen. Er räumt den Konsularbeamten des anderen Teils, die dessen Staatsangehörige sind, sowie ihren Familien und ihrer Begleitung das Recht der zollfreien Einfuhr ihres Gepäcks und alles anderen persönlichen Eigentums ein, einerlei ob dieses Gepäck oder Eigentum von dem Konsularbeamten bei der Reise nach seinem Amtssitz mitgeführt oder zu irgend-

ment to the proper distributees, and provided further that he furnish to the authority or agency making distribution through him reasonable evidence of such remission.

Article XXVI.

A consular officer of either High Contracting Party shall have the right to inspect within the ports of the other High Contracting Party within his consular district, the private vessels of any flag destined or about to clear for ports of the country appointing him in order to observe the sanitary conditions and measures taken on board such vessels, and to be enabled thereby to execute intelligently bills of health and other documents required by the laws of his country, and to inform his Government concerning the extent to which its sanitary regulations have been observed at ports of departure by vessels destined to its ports, with a view to facilitating entry of such vessels therein.

Article XXVII.

Each of the High Contracting Parties agrees to permit the entry free of all duty and without examination of any kind, of all furniture, equipment and supplies intended for official use in the consular offices of the other, and to extend to such consular officers of the other and their families and suites as are its nationals, the privilege of entry free of duty of their baggage and all other personal property, whether accompanying the officer to his post or imported at any time during his encumbency thereof; provided, nevertheless, that no article, the importation of which is prohibited

einer Zeit während seiner Amtsdauer eingeführt wird, jedoch mit der Einschränkung, dass kein Gegenstand, dessen Einfuhr durch das Gesetz eines Vertragsteils verboten ist, in dessen Gebiet gebracht werden darf.

Es versteht sich jedoch, dass diese Vergünstigung denjenigen Konsularbeamten nicht zusteht, die in den Ländern, in denen sie beglaubigt sind, eine private Erwerbstätigkeit ausüben, es sei denn, dass es sich um Bedarfsgegenstände zu amtlichen Zwecken handelt.

Artikel XXVIII.

Erleidet ein Schiff eines Vertragsteils an den Küsten des anderen Schiffbruch, so sollen alle mit der Bergung des Schiffes in Zusammenhang stehenden Handlungen von dem Konsularbeamten des Landes, dem das Schiff angehört, und des Konsularbezirks, in dem der Schiffbruch erfolgt ist, geleitet werden. Dieser Beamte soll sofort von dem Vorgang unterrichtet werden. Bis zu seiner Ankunft sollen die Ortsbehörden alle erforderlichen Massnahmen zum Schutz von Personen und zur Erhaltung des schiffbrüchigen Gutes ergreifen. Die Ortsbehörden sollen nur so weit eingreifen, als zur Aufrechterhaltung der Ordnung, zum Schutz der Interessen der Berger, wenn diese nicht zu der schiffbrüchigen Schiffsmannschaft gehören, sowie für die Durchführung der für die Einbringung und die Ausfuhr der geborgenen Waren getroffenen Massnahmen nötig ist. Es versteht sich, dass diese Waren keinen Zollabgaben unterliegen, es sei denn, dass sie zum Verbrauch in dem Lande bestimmt sind, wo der Schiffbruch erfolgt ist.

Die Tätigkeit der Ortsbehörden in diesen verschiedenen Fällen soll keine

by the law of either of the High Contracting Parties, may be brought into its territories.

It is understood, however, that this privilege shall not be extended to consular officers who are engaged in any private occupation for gain in the countries to which they are accredited, save with respect to governmental supplies.

Article XXVIII.

All proceedings relative to the salvage of vessels of either High Contracting Party wrecked upon the coasts of the other shall be directed by the consular officer of the country to which the vessel belongs and within whose district the wreck may have occurred. Pending the arrival of such officer, who shall be immediately informed of the occurrence, the local authorities shall take all necessary measures for the protection of persons and the preservation of wrecked property. The local authorities shall not otherwise interfere than for the maintenance of order, the protection of the interests of the salvors, if these do not belong to the crews that have been wrecked, and to carry into effect the arrangements made for the entry and exportation of the merchandise saved. It is understood that such merchandise is not to be subjected to any customhouse charges, unless it be intended for consumption in the country where the wreck may have taken place.

The intervention of the local authorities in these different cases shall

Kosten irgendwelcher Art veranlassen, ausser denen, die etwa durch die Bergungsarbeiten und die Erhaltung der geborgenen Güter verursacht werden, sowie denen, die unter ähnlichen Umständen auch einheimischen Schiffen erwachsen würden.

Artikel XXIX.

Vorbehaltlich der im vorstehenden genannten oder künftig noch zu vereinbarenden Beschränkungen oder Ausnahmen gelten als Gebiete der Vertragsparteien, auf welche die Bestimmungen dieses Vertrages Anwendung finden sollen, alle diejenigen Land- und Wasserflächen sowie diejenigen Lufträume, über welche diese Vertragsteile souveräne Gewalt beanspruchen und ausüben, ausgenommen die Panamakanalzone; für Angelegenheiten, die mit der Zollverwaltung in Zusammenhang stehen, ist unter den Gebieten Deutschlands das deutsche Zollgebiet zu verstehen.

Artikel XXX.

Nichts in diesem Vertrag soll im Sinne irgendeiner Einschränkung oder Kürzung derjenigen Rechte, Vergünstigungen und Vorteile ausgelegt werden, die Deutschland oder seinen Staatsangehörigen oder den Vereinigten Staaten oder ihren Staatsangehörigen durch den am 25. August 1921 zwischen Deutschland und den Vereinigten Staaten abgeschlossenen Vertrag zur Wiederherstellung freundschaftlicher Beziehungen*) gewährt worden sind.

Artikel XXXI.

Der gegenwärtige Vertrag soll für einen Zeitraum von zehn Jahren in voller Kraft bleiben, beginnend mit

occasion no expense of any kind, except such as may be caused by the operations of salvage and the preservation of the goods saved, together with such as would be incurred under similar circumstances by vessels of the nation.

Article XXIX.

Subject to any limitation or exception hereinabove set forth, or hereafter to be agreed upon, the territories of the High Contracting Parties to which the provisions of this Treaty extend shall be understood to comprise all areas of land, water, and air over which the Parties respectively claim and exercise dominion as sovereign thereof, except the Panama Canal Zone; for purposes connected with customs administration the territory of Germany shall be deemed to be co-terminus with the area included within the German customs lines.

Article XXX.

Nothing in the present Treaty shall be construed to limit or restrict in any way the rights, privileges and advantages accorded to Germany or its nationals or to the United States or its nationals, by the Treaty between Germany and the United States restoring friendly relations, concluded on August 25, 1921.*)

Article XXXI.

The present Treaty shall remain in full force for the term of ten years from the date of the exchange

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 917.

dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden. An diesem Tage soll er in allen seinen Bestimmungen in Gültigkeit treten.

Wenn innerhalb eines Jahres vor Ablauf des genannten Zeitraumes von zehn Jahren keiner der beiden Vertragsteile dem anderen die Absicht kundtut, irgendwelche Bestimmungen irgendeines Artikels dieses Vertrages zu ändern oder auszuscheiden oder den Vertrag mit Ablauf des genannten Zeitraums endigen zu lassen, so soll der Vertrag nach dem genannten Zeitraum in voller Kraft und Gültigkeit bleiben, und zwar bis zum Ablauf eines Jahres nach dem Zeitpunkt, an welchem ein Vertragsteil dem anderen die Absicht kundtut, den Vertrag abzuändern oder endigen zu lassen.

Artikel XXXII.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden darüber sollen so bald wie möglich in Washington ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den Vertrag unterzeichnet und hierunter ihr Siegel gesetzt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und englischer Sprache zu Washington am 8. Dezember 1923.

of ratifications, on which date it shall begin to take effect in all of its provisions.

If within one year before the expiration of the aforesaid period of ten years neither High Contracting Party notifies to the other an intention of modifying by change or omission, any of the provisions of any of the Articles in this Treaty or of terminating it upon the expiration of the aforesaid period, the Treaty shall remain in full force and effect after the aforesaid period and until one year from such a time as either of the High Contracting Parties shall have notified to the other an intention of modifying or terminating the Treaty.

Article XXXII.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate, in the German and English languages, at the City of Washington, this 8th day of December, 1923.

(L. S.) *Dr. Otto Wiedfeldt.*
(L. S.) *Charles Evans Hughes.*

Notenwechsel.

Department of State.

Washington, March 19, 1925.

Excellency:

Referring to the Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights signed by the United States and Germany on December 8, 1923, I beg

to inform you that the Senate on February 10, 1925, gave its advice and consent to the ratification of the said Treaty in a resolution as follows:

„Resolved (Two-thirds of the Senators present concurring therein), That the Senate advise and consent to the ratification of Executive D, 68th Congress, 1st session, a Treaty of friendship, commerce and consular rights between the United States and Germany, signed at Washington on December 8, 1923, subject to the following reservations and understandings to be set forth in an exchange of notes between the High Contracting Parties so as to make it plain that this condition is understood and accepted by each of them:

„First, that there shall be added to Article I of said treaty the following:

‚Nothing herein contained shall be construed to affect existing statutes of either country in relation to the immigration of aliens or the right of either country to enact such statutes.'

„Second, that the fifth paragraph of Article VII and Articles IX and XI shall remain in force for twelve months from the date of exchange of ratification, and if not then terminated on ninety days previous notice shall remain in force until Congress shall enact legislation inconsistent therewith, when the same shall automatically lapse at the end of sixty days from such enactment, and on such lapse each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had such paragraph or Articles not been embraced in the Treaty."

It will be observed that by this resolution the advice and consent of the Senate to the ratification of the Treaty are given subject to certain reservations and understandings.

I shall be glad if when bringing the foregoing to the attention of your Government you will inform it that it is the hope of this Government that your Government will find acceptable the reservations and understandings which the Senate has made a condition of its advice and consent to the ratification of the Treaty. You may regard this note as sufficient acceptance by the Government of the United States of these reservations and understandings. An acknowledgment of this note on the occasion of the exchange of ratifications accepting, by direction and on behalf of your Government, the said reservations and understandings, will be considered as completing the required exchange of notes and the acceptance by both Governments of the reservations and understandings.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

Frank B. Kellogg.

His Excellency Baron Ago von Maltzan,
Ambassador of Germany.

Deutsche Botschaft.

Washington, D. C., den 21. Mai 1925.

Herr Staatssekretär,

Euerer Exzellenz beehre ich mich im Namen und Auftrag meiner Regierung den Empfang der Note vom 19. März d. J., betreffend den zwischen Deutschland und den Vereinigten Staaten am 8. Dezember 1923 unterzeichneten Freundschafts-, Handels- und Konsularvertrag, zu bestätigen und folgendes mitzuteilen:

Die Deutsche Regierung hat von dem Beschluss des amerikanischen Senats vom 10. Februar 1925, der folgenden Wortlaut hat:

> „Resolved (Two-thirds of the Senators present concurring therein), That the Senate advise and consent to the ratification of Executive D., 68th Congress, 1st session, a Treaty of friendship, commerce and consular rights between the United States and Germany, signed at Washington on December 8, 1923, subject to the following reservations and understandings to be set forth in an exchange of notes between the High Contracting Parties so as to make it plain that this condition is understood and accepted by each of them:
>
> „First, that there shall be added to Article I of said treaty the following: ‚Nothing herein contained shall be construed to affect existing statutes of either country in relation to the immigration of aliens or the right of either country to enact such statutes.'
>
> „Second, that the fifth paragraph of Article VII and Articles IX and XI shall remain in force for twelve months from the date of exchange of ratification, and if not then terminated on ninety days previous notice shall remain in force until Congress shall enact legislation inconsistent therewith, when the same shall automatically lapse at the end of sixty days from such enactment, and on such lapse each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had such paragraph or Articles not been embraced in the Treaty."

Kenntnis genommen. Trotz schwerer grundsätzlicher Bedenken gegen den sich auf die Schiffahrt beziehenden zweiten Vorbehalt des Senats hat sich die Deutsche Regieruug im Interesse des Zustandekommens des Vertrages entschlossen, sich vorbehaltlich der Ratifikation mit dem Beschluss des Senats einverstanden zu erklären.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Euerer Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(gez.) *Maltzan.*

Seiner Exzellenz dem Staatssekretär der Vereinigten Staaten
Herrn Frank B. Kellogg,
Washington, D. C.

67.

GRANDE-BRETAGNE, FINLANDE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Helsingfors, le 14 décembre 1923, suivi de deux Déclarations et d'un Protocole de signature, signés à Helsingfors à la date du même jour.*)**)

Treaty Series 1924, No. 34.

Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and Finland.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the Republic of Finland, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective territories, have determined to conclude a Treaty of Commerce and Navigation with this object, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say:

His Britannic Majesty:
Ernest Rennie, Esquire, M.V.O., His Majesty's Minister at Helsingfors,

The President of the Republic of Finland:
Dr. Henrik Ramsay and Mr. Axel Solitander,

who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

There shall be applied between the territories of the two Contracting

Handels- och sjöfartsfördrag mellan Finland och det Förenade Konungariket Storbritannien och Irland.

Republiken Finlands President och Hans Majestät Konungen av det Förenade Konungariket Storbritannien och Irland samt de Brittiska besittningarna hinsides haven, Kejsare av Indien, hava, besjälade av önskan att ytterligare underlätta och utveckla de emellan deras respektive territorier redan rådande ekonomiska förbindelserna, beslutat att i sådant syfte avsluta ett handels- och sjöfartsfördrag samt utsett till sina befullmäktigade ombud:

Republiken Finlands President:
Doktor Henrik Ramsay och Herr Axel Solitander,

Hans Brittiska Majestät:
Herr Ernest Rennie, M.V.O., Hans Majestäts Minister i Helsingfors,

vilka, efter att hava meddelat varandra sina fullmakter, som befunnits i god och behörig form, överenskommit om följande artiklar:

Artikel 1.

Emellan de båda fördragsslutande parternas territorier skall den allmänna

*) Les ratifications ont été échangées à Helsingfors, le 4 juillet 1924.
**) En langues anglaise, finnoise et suédoise. Nous ne reproduisons que les textes anglais et suédois.

Parties the general principle of reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties shall have liberty freely to come with their ships and cargoes to all places and ports in the territories of the other to which subjects or citizens of that Party are, or may be, permitted to come, and shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions, in matters of commerce and navigation, as are or may be enjoyed by subjects or citizens of that Party.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall not be subject, in respect of their persons or property, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations of any kind whatever, other or greater than those which are or may be imposed upon subjects or citizens of the other, or subjects or citizens of the most favoured nation.

It is understood, however, that the preceding stipulations in no wise affect the laws, decrees and special regulations regarding commerce, industry and police in force in the territories of each Party, and generally applicable to all foreigners.

Article 2.

The Contracting Parties agree that, in all matters relating to professions, commerce, navigation and industry, any privilege, favour or immunity which either Contracting Party has

principen om ömsesidig handels- och sjöfartsfrihet tillämpas.

Vardera fördragsslutande partens medborgare eller undersåtar skola med sina fartyg och laster hava fritt tillträde till alla de orter och hamnar inom den andra partens territorier, till vilka tillträde beviljats eller framdeles kan komma att beviljas denna parts medborgare eller undersåtar, och skola de, i avseende å handel och sjöfart, åtnjuta samma rättigheter, privilegier, friheter, förmåner, befrielser och företräden, som tillerkänts eller kunna komma att tillerkännas denna parts egna medborgare eller undersåtar.

Ingendera fördragsslutande partens medborgare eller undersåtar skola i avseende å sina personer eller sin egendom eller i avseende å sin handel eller industri vara underkastade andra eller högre skatter, allmänna eller lokala, eller pålagor eller skyldigheter av vad slag de vara må, än de, vilka åsatts eller kunna komma att åsättas den andra partens medborgare eller undersåtar eller medborgare eller undersåtar, tillhörande mestgynnad nation.

Dock har fastslagits, att ovanstående bestämmelser icke på något sätt beröra de lagar, förordningar och speciella föreskrifter rörande handel, industri och ordningens upprätthållande, vilka äro gällande å någondera partens territorier, och som i allmänhet äro tillämpliga på alla utlänningar.

Artikel 2.

Då det är de fördragsslutande parternas avsikt, att yrkesutövningen, handeln, sjöfarten och industrin hos vardera parten i alla avseenden skola åtnjuta mestgynnad nations behand-

actually granted or may hereafter grant to the ships or subjects or citizens of any other foreign State, shall be extended simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, to the ships and subjects or citizens of the other, it being their intention that the professions, commerce, navigation and industry of each Party shall be placed in all respects on the footing of the most favoured nation.

Article 3.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall be at full liberty to acquire, by inheritance or otherwise, and possess in the territories of the other every description of property, movable and immovable, which the laws of the other Party permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They shall enjoy full rights in the disposal of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament or in any other manner. They shall not be subjected in any of the cases mentioned to any taxes, imposts, or charges of whatever denomination, other or higher than those which are or shall be applicable to subjects or citizens of the other Party.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall also be permitted, on compliance with the laws of the other Party, freely to export their property and their goods in general, whether acquired by inheritance or otherwise, without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which subjects or citizens of that Party would be liable under similar circumstances.

ling, hava de enats om, att alla privilegier, förmåner eller befrielser, som någondera parten beviljat eller framdeles kan komma att bevilja fartyg eller medborgare eller undersåtar, tillhörande vilken som helst annan främmande stat, i avseende å yrkesutövning, sjöfart och industri, samtidigt och ovillkorligen, utan anfordran och utan kompensation, skola utsträckas till den andra partens fartyg och medborgare eller undersåtar.

Artikel 3.

Vardera fördragsslutande partens medborgare eller undersåtar skola inom den andra partens territorier äga full rätt att genom arv eller annorledes förvärva och besitta alla slag av lös och fast egendom, som denna parts lagar berättiga eller kunna komma att berättiga medborgare eller undersåtar, tillhörande vilket som helst annat främmande land, att förvärva och besitta. De skola hava full rätt att förfoga över sådan egendom genom försäljning, byte, gåva, giftermål, testamente eller på vilket som helst annat sätt. Uti intet av ovanuppräknade fall skola de vara underkastade andra eller högre skatter, avgifter eller pålagor av vad slag de vara må, än medborgare eller undersåtar, tillhörande den andra parten, äro eller kunna bliva underkastade.

Vardera fördragsslutande partens medborgare eller undersåtar skola jämväl vara berättigade att, med iakttagande av den andra partens lagar, fritt utföra sina tillhörigheter och sitt gods i allmänhet, vare sig de förvärvats genom arv eller annorledes, utan att härför i egenskap av utlänningar påläggas andra eller högre avgifter, än denna parts egna medborgare eller undersåtar i liknande fall skulle vidkännas.

Article 4.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether in the Army, Navy, Air Force, National Guard or Militia. They shall similarly be exempted from all judicial, administrative and municipal functions whatsoever, other than those imposed by the Laws relating to juries, as well as from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service. They shall not be subjected to any charges, exactions, or requisitions for military purposes other than those to which the subjects or citizens of the other Party are or may be liable; they shall be entitled to receive compensation or indemnity according to the same Laws or Statutes according to which the citizens or subjects of the other Party are or may be paid compensation or indemnity.

In the above respects, the subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is, or may be, accorded to subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 5.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one of the Contracting Parties, imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles, the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any

Artikel 4.

Vardera fördragsslutande partens medborgare eller undersåtar skola å den andra partens territorier vara befriade från varje slag av obligatorisk militärtjänst vid armén, flottan, luftstridskrafterna, nationalgardet och milisen. De skola likaledes vara befriade från alla judiciella, administrativa och kommunala uppdrag, med undantag av sådana, som föreskrivas i lagstiftningen angående jurydomstolar, ävensom från varje som vederlag för personlig tjänst pålagd kontribution i penningar eller in natura. De skola icke vara underkastade andra avgifter, pålagor eller rekvisitioner för militära ändamål än dem, som den andra partens medborgare eller undersåtar äro eller kunna bliva underkastade, och äro de berättigade att erhålla ersättning eller gottgörelse i enlighet med samma lagar och förordningar, enligt vilka ersättning eller gottgörelse erlägges eller kan komma att erläggas till den andra partens medborgare eller undersåtar.

I ovannämnda avseenden må icke den ena fördragsslutande partens medborgare eller undersåtar å den andra partens territorier tillerkännas mindre gynnsam behandling än den, som tillerkännas eller kan komma att tillerkännas medborgare eller undersåtar, tillhörande mestgynnad nation.

Artikel 5.

För varor, vilka utgöra produkter eller tillverkningar, härrörande från den ena fördragsslutande partens territorier och vilka från vilken som helst ort införas till den andra partens territorier, må icke uppbäras andra eller högre tullavgifter eller pålagor än de, vilka erläggas för liknande varor, utgörande produkter eller till-

prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article, the produce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties, into the territories of the other from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles being the produce or manufacture of any other foreign country.

verkningar, härrörande från vilket som helst annat främmande land. Ej heller må i avseende å införseln av varor, vilka utgöra produkter eller tillverkningar, härrörande från någondera fördragsslutande partens territorier, från vad ort de än må anlända, några sådana förbud eller restriktioner upprätthållas eller införas, som icke i samma mån omfatta införseln av liknande varor, utgörande produkter eller tillverkningar, härrörande från vilket som helst annat främmande land.

The only exceptions to this general rule shall be in the case of the sanitary or other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons, or of cattle, or of plants useful to agriculture, and of the measures applicable in the territories of either of the Contracting Parties to articles enjoying a direct or indirect bounty in the territories of the other Contracting Party and also all the measures applicable in Finland to such seeds of agricultural plants, which, on account of their origin, are not deemed to thrive in Finland.

Från dessa allmänna regler må undantag göras endast i fråga om sanitära eller andra förbud, föranledda av nödvändigheten att skydda personer eller kreatur eller för jordbruket nyttiga växter, och i fråga om sådana åtgärder, vilka kunna tillämpas å någondera fördragsslutande partens territorier i avseende å varor, vilka å den andra fördragsslutande partens territorier åtnjuta direkt eller indirekt premiering, samt i fråga om alla i Finland tillämpliga åtgärder, rörande sådant frö av lantbruksväxter, som till följd av sitt ursprung icke anses kunna gå väl i Finland.

Either Contracting Party has, however, the right to require that articles which are imported from the territories of the other and are to be entitled, in accordance with this Article, to lower duties or charges than articles, the produce or manufacture of other foreign countries not placed on the footing of the most favoured nation, must be accompanied by certificates of origin embodying such information and issued in such form as may reasonably by required in pursuance of the laws and regulations of the territories into which they are imported.

Vardera fördragsslutande parten har emellertid rätt att fordra, att varor, som införts från den andras territorier och i englighet med denna artikel äro berättigade till lägre tullavgifter eller pålagor än varor, utgörande produkter eller tillverkningar, härrörande från något annat främmande land, som icke åtnjuter mestgynnad nations behandling, böra åtföljas av ursprungsbevis, innehållande sådana uppgifter, och utfärdade i sådan form, som enligt å de territorier, till vilka varorna införts, gällande lagar och stadganden skäligen kan fordras.

Article 6.

His Britannic Majesty undertakes not to claim the benefit of any Customs preference or facility of whatever nature or kind which Finland has accorded, or may accord, to Esthonia, Latvia and Lithuania, with a view to preserving the traditional trade with those countries, so long as such preference or facility is not extended to any other country.

Article 7.

Articles, the produce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties exported to the territories of the other, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the two Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like article to any other foreign country.

Article 8.

The stipulations of the present Treaty with regard to the mutual accord of the treatment of the most favoured nation apply unconditionally to the treatment of commercial travellers and their samples. The Chambers of Commerce, as well as such other Trade Associations and other recognised Commercial Associations in the territories of the Contracting Parties as may be authorised in this behalf, shall be mutually accepted as competent authorities for issuing any certificates that may be required for commercial travellers.

Artikel 6.

Hans Brittiska Majestät förbinder sig att icke göra anspråk på de tullförmåner eller lättnader av vad namn och slag de vara må, som Finland medgivit eller kan komma att medgiva Estland, Lettland och Lithauen i avsikt att vidmakthålla det hävdvunna handelsutbytet med dessa länder, så länge sådan förmån eller lättnad icke utsträckts till något annat land.

Artikel 7.

För varor, vilka utgöra produkter eller tillverkningar, härrörande från någondera fördragsslutande partens territorier och som utföras till den andra partens territorier, skall icke uppbäras andra eller högre tullavgifter eller pålagor än de, som erlägges för liknande varor, utförda till vilket som helst främmande land. Ej heller må i avseende å utförseln av vilka som helst varor från någondera fördragsslutande partens territorier till den andras territorier, asättas några som helst förbud eller restriktioner, som icke jämväl utsträckas till utförseln av liknande varor till vilkèt som helst annat främmande land.

Artikel 8.

I detta fördrag ingående bestämmelser om ömsesidigt beviljande av mestgynnad nations behandling äga ovillkorligen tillämpning i fråga om behandlingen av handelsresande och deras prover. Handelskamrar såväl som andra sådana köpmannaföreningar och erkända affärsmannasammanslutningar å de fördragsslutande parternas territorier, som i detta avseende kunna erhålla bemyndigande, skola ömsesidigt erkännas innehava kompetens att utfärda varje slag av för handelsresande erforderliga bevis.

Articles imported by commercial travellers as samples shall, in the territories of each Contracting Party, be temporarily admitted free of duty on compliance with the Customs regulations and formalities established to assure their re-exportation or the payment of the prescribed Customs duties if not re-exported within the period allowed by law. But the foregoing privilege shall not extend to articles which, owing to their quantity or value, cannot be considered as samples, or which, owing to their nature, could not be identified upon re-exportation.

The marks, stamps, or seals placed upon such samples by the Customs authorities of one Contracting Party at the time of exportation and the officially attested list of such samples containing a full description thereof issued by them shall be reciprocally accepted by the Customs officials of the other as establishing their character as samples and exempting them from inspection, except so far as may be necessary to establish that the samples produced are those enumerated in the list. The Customs authorities of either Contracting Party may, however, affix a supplementary mark to such samples in special cases where they may think this precaution necessary.

Föremål, som av handelsresande införas som prover, skola å vardera fördragsslutande partens territorier temporärt åtnjuta tullfrihet med beaktande av de tullbestämmelser och formaliteter, som stadgats för att säkerställa deras återutförsel eller erläggandet av föreskriven tullavgift, ifall de icke inom den i lag stadgade tiden återutförts. Förenämnda privilegium skall likväl icke utsträckas till föremål, vilka på grund av mängd eller värde icke kunna anses såsom prover, eller vilkas identitet, tillföljd av deras natur, icke vid återutförseln skulle kunna fastställas.

De igenkänningsmärken, stämplar eller sigill, som av den ena fördragsslutande partens tullmyndigheter vid tidpunkten för utförseln åsatts sådana prover, och av dessa myndigheter uppgjord, officiellt bestyrkt förteckning över desamma, innehållande noggrann beskrivning av dem, skola ömsesidigt av den andra partens tullmyndigheter godkännas såsom ådagaläggande deras karaktär av prover och skola fritaga dem från undersökning, utom försåvitt sådan kan vara nödvändig för att fastställa, att de företedda proverna äro identiska med de i förteckningen uppräknade. Vardera fördragsslutande partens tullmyndigheter äro emellertid berättigade att å sådana prover anbringa ytterligare igenkänningsmärke i de särskilda fall, där de kunna anse ett sådant försiktighetsmått vara av behovet påkallat.

Article 9.

No internal duties levied for the benefit of the State, local authorities, or corporations, which affect or may affect the production, manufacture or consumption of any article in the territories of either of the Contracting

Artikel 9.

Till förman för staten, lokala myndigheter eller korporationer uppburna inre avgifter, vilka beröra eller kunna komma att beröra produktionen, tillverkningen eller konsumtionen av någon vara å någondera fördrags-

Parties, shall for any reason be a higher or more burdensome charge on articles, the produce or manufacture of the other, than on similar articles of native origin.

The produce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties imported into the territories of the other and intended for warehousing or transit shall not be subjected to any internal duty.

Article 10.

Limited liability and other companies and associations — commercial, industrial and financial — already or hereafter to be organised in accordance with the laws of either Contracting Party and registered in the territories of such Party, are authorised in the territories of the other, to exercise their rights and appear in the Courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Party.

Article 11.

The measures taken by the Contracting Parties for regulating and forwarding traffic across their territories shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for international transit. No distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin, departure, entry, exit or destination, or on any circumstances relating to the ownership of goods or of vessels, coaching or goods stock or other means of transport.

slutande partens territorier, må under inga omständigheter till högre belopp eller tyngre belasta varor utgörande produkter eller tillverkningar, härstammande från den andra partens territorier, än liknande varor av inhemskt ursprung.

Några som helst inre avgifter må icke åsättas från någondera av de fördragsslutande parternas territorier härrörande, till den andra partens territorier införd produkt eller tillverkning, som är avsedd att insättas å nederlag eller transiteras.

Artikel 10.

Aktiebolag och andra handels-, industri- eller finansbolag och sammanslutningar, vilka existera eller framdeles komma att stiftas i överensstämmelse med någondera fördragsslutande partens lagar, och som äro inregistrerade å denna parts territorier, äro berättigade att å den andra partens territorier utöva sina rättigheter och att i överensstämmelse med dessas lagar uppträda inför domstolarna antingen som kärande eller svarande.

Artikel 11.

De åtgärder, som de fördragsslutande parterna vidtaga i avsikt att reglera och befordra trafiken genom sina territorier, böra vara ägnade att underlätta den fria transiteringen å järnväg eller vattenväg, längs använda router, lämpliga för internationell samfärdsel. Ingen åtskillnad må härvid göras på grund av personers nationalitet, fartygs flagga, ursprungsort, avgångs-, ankomst- och utfarts- eller destinationsort, eller några som helst omständigheter, vilka hänföra sig till äganderätten till gods eller fartyg, personeller lastvagnar eller andra transportmedel.

In order to ensure the application of the foregoing provisions, the Contracting Parties will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit), except for such dues as are intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit.

Neither Contracting Party shall be bound by this Article to afford transit for passengers whose admission into its territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation is prohibited, either on grounds of public health or security, or as a precaution against diseases of animals or plants.

For the purposes of this Article, persons, baggage and goods, and also vessels, coaching and goods stock and other means of transport, shall be deemed to be in transit across the territories of the Contracting Parties when the passage across such territory, with or without transhipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey, beginning and terminating beyond the frontier of the Party across whose territory the transit takes place.

Freedom of transit granted to persons, goods, vessels, carriages, wagons and mails, in transit to or from His Britannic Majesty's territories over Finnish territory does not include transit of goods by motor or horse

För säkerställande av tillämpningen av förenämnda bestämmelser skola de fördragsslutande parterna tillåta transitering genom sina territorialvatten med iakttagande av sedvanliga villkor och förbehåll.

Transitotrafiken må icke underkastas några särskilda avgifter på grund av transiteringen (häri inbegripet inoch utfart), med undantag av sådana avgifter, som uteslutande avse att täcka utgifterna för tillsyn över och administration av sådan transitotrafik.

Ingendera fördragsslutande parten skall, på grund av denna artikel, vara förpliktad, att medgiva genomfart för resande, vilka förbjudits tillträde till dess territorier, eller för sådana varor, vilkas införsel är förbjuden antingen med hänsyn till den allmänna hälsovården eller den allmänna säkerheten i landet, eller såsom en försiktighetsåtgärd till förebyggande av djureller växtsjukdomar.

Vid tillämpningen av denna artikel skola personer, reseeffekter och gods liksom ock fartyg, person- och lastvagnar samt andra transportmedel anses vara stadda på genomfart genom de fördragsslutande parternas territorier, då färden genom sagda territorier, med eller utan omlastning, insättande i nederlag, uppdelning eller ombyte av transportmedel, endast utgör en del av en hel färd, vilken begynner och avslutas utanför den parts gränser, genom vars territorier transiteringen sker.

Transiteringsfrihet, medgiven personer, gods, fartyg, fordon, vagnar och post, som i transitotrafik befordras till eller ifrån Hans Brittiska Majestäts territorier över finsk territorium, inbegriper icke transitering

transport so long as this is generally prohibited by Finnish legislation.

Article 12.

Each of the Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories upon the vessels of the other, and such vessels, their cargoes and passengers, shall enjoy the same privileges as and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than national vessels and their cargoes and passengers, or the vessels of any other foreign country and their cargoes and passengers.

Article 13.

The provisions of this Treaty relating to the mutual concession of national treatment in matters of navigation do not apply to the coasting trade, in respect of which the subjects or citizens and the vessels of the Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

British and Finnish vessels may, nevertheless, proceed from one port to another, either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers brought from abroad, or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers for a foreign destination.

It is also understood that, in the event of the coasting trade of either Party being exclusively reserved to national vessels, the vessels of the other Party, if engaged in trade to or from places not within the limits

av gods med motoreller hästfordon, sålänge ett allmänt förbud häremot existerar i finsk lagstiftning.

Artikel 12.

Vardera fördragsslutande parten skall tillåta införsel och utförsel av alla slags handelsvaror, som lagligen få införas eller utföras, ävensom passagerare befordran från och till deras respektive territorier på den andra partens fartyg; dessa fartyg, deras last och passagerare skola åtnjuta samma privilegier, som landets egna fartyg och dessas last och passagerare eller fartyg, tillhörande vilket som helst annat främmande land samt dessas last och passagerare, och icke vara underkastade andra eller högre skatter eller avgifter av något slag än sådana fartyg, laster och passagerare.

Artikel 13.

De i detta fördrag ingående bestämmelserna, angående ömsesidigt medgivande av nationell behandling med avseende å sjöfarten, skola icke tillämpas beträffande kustfart, i avseende å vilken de fördragsslutande parternas medborgare eller undersåtar och fartyg skola åtnjuta mestgynnad nations behandling.

Finska och brittiska fartyg må emellertid begiva sig från en hamn till en annan, antingen för att helt eller delvis avlämna last eller passagerare, som medförts från utlandet, eller ock för att helt eller delvis taga ombord last eller passagerare till utlandet.

Ifall kustfarten av någondera parten förbehållits enbart den egna nationens fartyg, har jämväl fastslagits, att den andra partens fartyg, då dessa idka trafik till eller ifrån orter, vilka befinna sig utom gränserna för den

of the coasting trade so reserved, shall not be prohibited from the carriage between two ports of the territories of the former Party of passengers holding through-tickets, or merchandise consigned on through-bills of lading, to or from places not within the above-mentioned limits, and while engaged in such carriage these vessels and their passengers and cargoes shall enjoy the full privileges of this Treaty.

Article 14.

In all that regards the stationing, loading and unloading of vessels in the ports, docks, roadsteads and harbours of the territories of the Contracting Parties, no privilege or facility shall be granted by either Party to vessels of any other foreign country, or to national vessels, which is not equally granted to vessels of the other Party.

Article 15.

In regard to dues of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine, or other analogous dues or charges of whatever denomination, levied in the name or for the profit, of the Government, public functionaries, private individuals, corporations, or establishments of any kind, the vessels of either Contracting Party shall enjoy in the ports of the territories of the other treatment at least as favourable as that accorded to national vessels or the vessels of any other foreign country.

It is understood that nothing in this Article or in any other part of this Treaty shall exempt the vessels of the Contracting Parties from compliance with the laws and regulations in regard to pilotage for the time being in force.

sålunda reserverade kustfarten, icke skola förbjudas att emellan tvenne hamnar inom den förra partens territorier befordra passagerare, försedda med genomgångsbiljetter, eller handelsvaror med genomgående konnossement, till eller ifrån orter som befinna sig utom ovannämnda gränser, samt att dessa fartyg och deras passagerare och laster under sådan fart tillfullo skola åtnjuta i detta fördrag medgivna förmåner.

Artikel 14.

I allt, som angår fartygs förläggning, lastning eller lossning i hamnar, dockor eller på redder inom de fördragsslutande parternas territorier, må ingendera parten bevilja något främmande lands fartyg eller inhemska fartyg några privilegier eller lättnader, som icke i lika mån tillerkännas den andra partens fartyg.

Artikel 15.

I avseende å ton-, hamn-, lots-, fyr-, karantäns- och andra dylika avgifter och pålagor, av vad namn de vara må, vilka uppbäras till förmån för staten, offentliga myndigheter, enskilda personer, korporationer eller inrättningar av varje slag eller i deras namn, skola vardera fördragsslutande partens fartyg i hamnar inom den andras territorier åtnjuta minst lika gynnsam behandling, som medgivits inhemska fartyg eller vilket som helst annat främmande lands fartyg.

Det har fastslagits, att ingen i denna artikel eller i någon annan del av detta fördrag ingåenda bestämmelse skall fritaga de fördragsslutande parternas fartyg från att iakttaga de lagar och föreskrifter, som för tiden gälla angående lotsning.

Article 16.

Any vessel of either of the Contracting Parties which may be compelled by stress of weather or by accident to take shelter in a port of the territories of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary stores and to put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable in a similar case by a national vessel. In case, however, the master of a merchant vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandise in order to defray his expenses, he shall be bound to conform to the regulations and tariffs of the place to which he may have come.

If any vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the territories of the other, such vessel and all parts thereof and all furniture and appurtenances belonging thereto and all goods and merchandise saved therefrom, including any which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked vessel, shall be given up to the owners of such goods, merchandise, &c., or their agents, when claimed by them. If there are no such owners or agents on the spot, then the, goods, merchandise, &c., referred to, shall, in so far as they are the property of a subject or citizen of the other Contracting Party, be delivered to the Consular Officer of that Contracting Party in whose district the wreck or stranding may have taken place, upon being claimed by him within the period fixed by the laws of the Contracting Party,

Artikel 16.

Därest ett fartyg, tillhörande någondera fördragsslutande parten, till följd av ogynnsam väderlek eller olyckshändelse bleve tvunget att söka skydd i en hamn inom den andra partens territorier, skall detsamma äga full frihet att därstädes förnya sin utrustning, att anskaffa alla nödiga förråd och att ånyo begiva sig till sjöss, utan erläggande av andra avgifter än de, vilka i liknande fall skulle erläggas av inhemska fartyg. Därest emellertid befälhavaren på ett handelsfartyg såge sig tvungen att till betäckande av sina utgifter avyttra en del av sina varor, skall han vara skyldig att rätta sig efter de bestämmelser och tariffer, som gälla på der ort, dit han kommit.

Därest ett fartyg, till hörande endera fördragsslutande parten, strandat eller lidit skeppsbrott vid kusten av den andra partens territorier, skal sådant fartyg, ävensom alla dess delar, utrustning och tillbehör, ej mindre än allt gods och alla varor, som därifrån bärgats, däri jämväl inbegripet vad som blivit kastat över bord, eller de penningar, som influtit i händelse sådana varor blivit försålda, samt alla å det strandade eller förlista fartyget funna handlingar vid anfordran utlämnas till ägarne av godset, varorna o. s. v. eller deras ombud. Därest ägare eller ombud icke finnas på orten, skola ovannämnda gods, varor, o. s. v., såvitt de tillhöra den andra fördragsslutande partens medborgare eller undersåte, överlämnas till dess konsulära representant i det distrikt, där fartyget strandat eller lidit skeppsbrott, på anfordran, gjord av denne inom den tid därstädes gällande lag stadgar. Sagda konsulära representant, ägarne eller ombuden skola erlägga ersättning endast för de

and such Consular Officer, owners, or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck or stranding of a national vessel.

The Contracting Parties agree, moreover, that merchandise saved shall not be subjected to the payment of any customs duty unless cleared for internal consumption.

In the case either of a vessel being driven in by stress of weather, run aground, or wrecked, the respective Consular Officers shall, if the owner or master or other agent of the owner is not present, or is present and requires it, be authorised to interpose in order to afford the necessary assistance to their fellow-countrymen.

Article 17.

All vessels which, according to British law, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to Finnish law, are to be deemed Finnish vessels, shall, for the purposes of this Treaty, be deemed British and Finnish vessels respectively.

Article 18.

It shall be free to one of the Contracting Parties to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents to reside in the towns and ports of the territories of the other. Such Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent.

kostnader, som föranletts av godsets förvarande, jämte sådana bärgnings- eller andra avgifter, som inhemskt fartyg i liknande fall av skeppsbrott eller strandning skulle haft att erlägga.

De fördragsslutande parterna överenskomma yttermera, att bärgade varor skola vara frikallade från varje slag av tullavgifter, därest de icke förtullas för att övergå till förbrukning inom landet.

Vederbörande konsulära representanter skola vara berättigade att intervenera i syfte att lämna sina landsmän nödig handräckning, därest ett fartyg på grund av ogynnsam väderlek nödgats söka hamn eller strandat eller lidit skeppsbrott, och varken ägaren eller befälhavaren eller något annat ombud för ägaren är tillstädes, eller är tillstädes och sådent önskar.

Artikel 17.

Alla fartyg, som enligt finsk lag böra betraktas såsom finska fartyg, liksom ock alla fartyg, vilka enligt brittisk lag böra anses såsom brittiska fartyg, skola i avseende å tillämpningen av förevarande fördrag betraktas såsom respektive finska och brittiska fartyg.

Artikel 18.

Vardera fördragsslutande parten är berättigad att anställa generalkonsuler, konsuler, vicekonsuler och konsularagenter uti städer och hamnar å den andra partens territorier. Dock få dessa generalkonsuler, konsuler, vicekonsuler och konsularagenter icke tillträda sina befattningar innan de blivit i vedertagen ordning godkända och erkända av den regering, till vilken de blivit sända.

Article 19.

The Consular Officers of one of the Contracting Parties residing in the territories of the other, shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of the former Party.

Provided that this stipulation shall not apply to subjects or citizens of the Party in whose territories the desertion takes place.

When a subject or citizen of one Contracting Party dies within the territories of the other, leaving non-resident heirs, the Consular representative of the former Party is entitled, without express authorization from such non-resident heirs, to represent them, so far as the laws of the other Party do not expressly prohibit such representation, in all matters pertaining to administration, probate and settlement of the estate, with the right to collect the distributive shares of such heirs.

Article 20.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall have, in the territories of the other, the same rights as subjects or citizens of that Party in regard to patents for inventions, trade marks and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article 21.

All goods bearing marks or descriptions which state or manifestly suggest that the goods are the produce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties, shall, if such statement or suggestion

Artikel 19.

Vardera fördragsslutande partens konsulära representanter inom den andra partens territorier skola av de lokala myndigheterna erhålla sådan handräckning, som enligt lag kan givas dem i och för återbördande av från den av dem representerade partens fartyg förrymda sjömän.

Denna bestämmelse må likväl icke tillämpas i fråga om den parts medborgare eller undersåtar, å vars territorier förlöpandet skett.

Då en medborgare eller undersåte, tillhörande den ena fördragsslutande parten, avlidit å den andra partens territorier, efterlämnande där icke bosatta arvingar, är den förstnämnda partens konsulära representant berättigad att, utan uttryckligt bemyndigande av sådana frånvarande arvingar, i den mån den andra partens lagar icke uttryckligen sådant förbjuda, företräda dem i alla till förvaltningen, bevakningen och utredningen av dödsboet hörande frågor, med rätt att lyfta dessa arvigar tillkommande andelar.

Artikel 20.

Vardera fördragsslutande partens medborgare eller undersåtar skola, förutsatt att de fullgöra de i lag föreskrivna formaliteterna, i avseende å patent för uppfinningar, varumärken, mönster och modeller, å den andra partens territorier åtnjuta samma rättigheter, som tillkomma medborgare eller undersåtar, tillhörande denna part.

Artikel 21.

Alla varor, försedda med sådana märken eller beskrivningar, vilka angiva eller uppenbart antyda, att de utgöra från någondera fördragsslutande partens territorier härrörande produkter eller tillverkningar, skola,

be false, be seized on importation into the territories of either of the Contracting Parties. The seizure may also be effected in the State where the false indication of origin has been applied, or in that into which the goods bearing the false indication may have been imported.

The seizure shall be effected either at the request of the proper Government Department or of an interested Party, whether an individual or a Society, in conformity with the domestic legislation of each Contracting Party, but the authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit. If the law of either Contracting Party does not permit seizure on importation, such seizure shall be replaced by prohibition of importation.

The tribunals of each Contracting Party shall decide what descriptions, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present Article.

Article 22.

This Treaty shall not be deemed to confer any right, or to impose any obligation, in contravention of any general International Convention to which either His Britannic Majesty or the President of the Republic of Finland is, or hereafter may be, a party.

Article 23.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates, unless notice is given by His Britannic Majesty's Representative at Hel-

därest sådan uppgift eller antydan befinnes falsk, vid deras införsel till någondera fördragsslutande partens territorier, beslagtagas. Beslag skall jämväl kunna verkställas i den stat, där varan åsatts falsk ursprungsbeteckning, eller till vilken varan, bärande den falska beteckningen, kan hava införts.

Beslaget skall verkställas på begäran antingen av vederbörande regeringsmyndighet eller av i saken intresserad part, vare sig enskild person eller sammanslutning, i överensstämmelse med vardera fördragsslutande partens inhemska lagstiftning, men äro myndigheterna icke skyldiga att beslagtaga transitogods. Skulle någondera fördragsslutande partens lagar icke tillåta beslag vid införsel, skull i stället för beslag importförbud införas.

Det skall ankomma på vardera fördragsslutande partens domstolar att avgöra, vilka varubeskrivningar, på grund av sin allmänna avfattning, icke skola anses beröras av bestämmelserna i denna artikel.

Artikel 22.

Detta fördrag skall icke anses medgiva rättigheter eller ålägga förpliktelser, vilka stode i strid med internationella konventioner, till vilka Republiken Finlands President eller Hans Brittiska Majestät anslutit sig eller framdeles kan komma att ansluta sig.

Artikel 23.

I detta fördrag ingående bestämmelser skola icke tillämpas i avseende å Indien eller Hans Brittiska Majestäts självstyrelse ägande dominions, kolonier, besittningar eller protektorat, såvida icke Hans Brittiska Majestäts representant i Helsingfors anmäler,

singfors of the desire of His Britannic Majesty that the said stipulations shall apply to any such territory.

Nevertheless, goods produced or manufactured in India or any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates shall enjoy in Finland the same treatment as would be enjoyed by similar goods, if produced or manufactured in the United Kingdom, so long as goods produced or manufactured in Finland are accorded in India or such self-governing Dominion, Colony, Possession or Protectorate, treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

att Hans Brittiska Majestät önskar, att nämnda bestämmelser skola tillämpas i avseende å något sådant territorium.

Dock skola i Indien eller i Hans Brittiska Majestäts självstyrelse ägande dominions, kolonier, besittningar eller protektorat producerade eller tillverkade varor i Finland åtnjuta samma behandling, som skulle komma liknande varor, producerade eller tillverkade i det Förenade Konungariket, till del, så länge i Finland producerade eller tillverkade varor i Indien eller i sådana självstyrelse ägande dominions, kolonier, besittningar eller protektorat medgives lika gynnsam behandling, som den, vilken tillkommer i vilket som helst annat främmande land producerade eller tillverkade varor.

Article 24.

The terms of the preceding Article relating to India and to His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates shall apply also to any territory in respect of which a Mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

Artikel 24.

Bestämmelserna i föregående artikel, beträffande Indien och Hans Brittiska Majestäts självstyrelse ägande dominions, kolonier, besittningar och protektorat, skola jämväl äga sin tillämpning i fråga om varje territorium, i avseende å vilket Hans Brittiska Majestät accepterat mandat å Nationernas Förbunds vägnar.

Article 25.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Helsingfors as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification and shall be binding during one year from the date of its coming into force. In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other six months before the expiration of the said period of one year of his intention to terminate the present

Artikel 25.

Detta fördrag skall ratificeras och skola ratifikationsurkunderna så snart som möjligt utväxlas i Helsingfors. Fördraget skall träda i kraft omedelbart efter ratificeringen och vara gällande ett år räknat från dagen för dess ikraftträdande. I händelse ingendera fördragsslutande parten sex månader före utgången av nämnda ett års period delgivit den andra sin avsikt att låta detta fördrag upphöra att gälla, skall detsamma förbliva i kraft

Treaty, it shall remain in force until the expiration of six months from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, India, or any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions, or Protectorates, or any territory in respect of which a Mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, to which the stipulations of the present Treaty shall have been made applicable under Articles 23 and 24, either of the Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving six months' notice to that effect.

It witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at Helsingfors the 14th day of Dezember, 1923.

Ernest Rennie.
Henrik Ramsay.
Axel Solitanderin.

intill dess sex månader förflutit från den dag, da någondera fördragsslutande parten uppsagt detsamma.

I avseende å Indien eller Hans Brittiska Majestäts självstyrelse ägande dominions, kolonier, besittningar eller protektorat, eller något sådant territorium, med avseende å vilket Hans Brittiska Majestät accepterat mandat å Nationernas Förbunds vägnar, beträffande vilka i detta fördrag ingående bestämmelser gjorts tillämpliga med stöd av artikel 23 och 24, skall vardera fördragsslutande parten hava rätt att vid vilken tidpunkt som helst låta det skilt för sig upphöra att gälla efter sex månader därförinnan i detta avseende gjort meddelande.

Till bekräftelse härav hava respektive fullmäktige undertecknat detta fördrag och försett detsamma med sina sigill.

Som skedde i Helsingfors den 14 december 1923.

(L. S.) *Ernest Rennie.*
(L. S.) *Henrik Ramsay.*
(L. S.) *Axel Solitanderin.*

Declaration.

Notwithstanding the fact that the Treaty of Commerce and Navigation between His Britannic Majesty and the President of the Republic of Finland, signed at Helsingfors on the 14th day of December, 1923, accords national and most-favoured-nation treatment to the ships of the respective countries in the territorial waters of the other, His Britannic Majesty agrees not to claim for British ships under Article 1, paragraph 2, of this Treaty any rights or privileges which are restricted to Finnish ships of 100 feet

Förklaring.

Oaktat i det handels- och sjöfartsfördrag mellan Republiken Finlands President och Hans Brittiska Majestät, som undertecknats i Helsingfors den 14 december 1923, nationell och mestgynnad nations behandling medgivits respective länders fartyg i det andras territoriella farvatten, samtycker Hans Brittiska Majestät till, att icke på grund av artikel 1, moment 2 i detta fördrag för brittiska fartyg göra anspråk på några rättigheter eller privilegier, som äro förbehållna finska fartyg av 100 fot eller

or less on the Finnish inland waterways which have direct communication with the sea.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Declaration.

Done at Helsingfors the 14th day of December, 1923.

Ernest Rennie.
Henrik Ramsay.
Axel Solitanderin.

mindre i de finska insjöfarvatten, som hava direkt förbindelse med havet.

Till bekräftelse härav hava respektive befullmäktigade ombud undertecknat denna förklaring.

Som skedde i Helsingfors den 14 december 1923.

Ernest Rennie.
Henrik Ramsay.
Axel Solitanderin.

Declaration.

Notwithstanding the fact that the Treaty of Commerce and Navigation between His Britannic Majesty and the President of the Republic of Finland, signed at Helsingfors on the 14th day of December, 1923, accords national and most-favoured-nation treatment to the ships of the respective countries in the territorial waters of the other, His Britannic Majesty agress not to claim, under the relevant provisions of the Treaty for British ships, any special concessions in regard to the employment of Government pilots which the Finnish Government has granted, or may grant, to Swedish ships on voyages between Finland and Sweden confined to the Baltic Sea north of 59 degrees north latitude, so long as such concessions are not extended to the vessels of any other foreign country and provided that they are restricted to

a) Passenger vessels not exceeding 750 net registered tons carrying on regular passenger traffic; and

b) Sailing ships and lake steamers not exceeding 100 net registered tons carrying cargoes consisting solely of

Förklaring.

Oaktat i det handels- och sjöfartsfördrag mellan Republiken Finlands President och Hans Brittiska Majestät, som undertecknats i Helsingfors den 14 december 1923, nationell och mestgynnad nations behandling medgivits respektive länders fartyg i det andras territoriella farvatten, samtycker Hans Brittiska Majestät till att icke i kraft av härvid tillämpliga bestämmelser i fördraget, i avseende å anlitandet av statsverkets lotsar, för brittiska fartyg göra anspråk på några som helst särskilda medgivanden, som Finlands regering beviljat eller kan komma att bevilja svenska fartyg på resor mellan Finland och Sverige, dock endast i Östersjön norrom 59 grader nordlig bredd, så länge sådana medgivanden icke utsträckes till fartyg, tillhörande något som helst annat främmande land, och förutsatt, att de förbehållat endast:

a) Passagerarefartyg, icke överstigande de 750 netto registerton, som förmedla regelbunden passagerare-trafik;

b) Segelfartyg och insjöångare, icke överstigande 100 netto register ton och befordrande endast laster av ved,

wood fuel, fish, or agricultural produce, the property of the owner of the vessel.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Declaration.

Done at Helsingfors, the 14th day of December, 1923.

Ernest Rennie.
Henrik Ramsay.
Axel Solitanderin.

fisk eller lantbruksprodukter tillhörande fartygets ägare.

Till bekräftelse härav hava respektive befullmäktigade ombud undertecknat denna förklaring.

Som skedde i Helsingfors de 14 december 1923.

Ernest Rennie.
Henrik Ramsay.
Axel Solitanderin.

Protocol of Signature.

In proceeding to sign the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Finland, bearing this day's date, the respective plenipotentiaries have agreed upon the following temporary partial application of the said Treaty:

Pending the exchange of ratifications of the said Treaty in the manner provided by Article 25, it is agreed that the provisions of Article 5, 6, 7 and 15 of the Treaty shall become effective as between the two countries on and from the 1st day of January, 1924, both Contracting Parties undertaking to publish any decrees or regulations to that effect which may be necessary.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Helsingfors, the 14th day of December, 1923.

Ernest Rennie.
Henrik Ramsay.
Axel Solitanderin.

Protokoll vid undertecknandet.

Vid undertecknandet av det denna dag daterade handels- och sjöfartsfördraget mellan Finland och det Förenade Konungariket hava respektive befullmäktigade ombud överenskommit om följande ordning för nämnda fördrags temporära partiella bringande i kraft:

Det har överenskom mits, att nämnda fördrags art. 5, 6, 7 och 15, intill dess fördragets ratifikationsurkunder enligt i art. 25 föreskriven ordning utväxlats, skola träda i kraft i förhållandet mellan de båda länderna från den 1 januari, 1924, denna dag medräknad, och förbinda sig de båda fördragsslutande parterna att utfärda härför nödiga förordningar och föreskrifter.

Till bekräftelse härav hava respektive befullmäktigade ombud undertecknat detta protokoll.

Som skedde i Helsingfors den 14 december 1923.

Ernest Rennie.
Henrik Ramsay.
Axel Solitanderin.

68.

SUISSE, LIECHTENSTEIN.

Arrangement concernant la police des étrangers; signé à Berne, le 28 décembre 1923.

Eidgenössische Gesetzsammlung 1924, No. 1.

Der Schweizerische Bundesrat und die Fürstlich Liechtensteinische Regierung, gestützt auf Art. 33 und 34 des Vertrages über den Anschluss des Fürstentums Liechtenstein an das schweizerische Zollgebiet, haben nachstehende Vereinbarung über die Regelung der fremdenpolizeilichen Beziehungen zwischen der Schweiz und dem Fürstentum Liechtenstein getroffen:

Art. 1.

An der schweizerisch-liechtensteinischen Grenze wird keine Grenzkontrolle ausgeübt.

Art. 2.

Die schweizerischen Vorschriften betreffend Grenzübertritt, Wegweisung, Anmeldung, Zeitpunkt der Regelung des Aufenthaltsverhältnisses, Strafen und Rekurs haben auch für das Gebiet des Fürstentums Geltung.

Im Zeitpunkt des Inkrafttretens dieser Vereinbarung gelangen im besondern folgende Bestimmungen im Fürstentum zur Anwendung:

a) Art. 1—17, Abs. 1, 20—25 und 33, Abs. 1 und 3, der Verordnung des Bundesrates vom 29. November 1921 über die Kontrolle der Ausländer. An Stelle der eidgenössischen Zentralstelle für Fremdenpolizei, ausgenommen im Falle des Art. 9, und der Kantone bzw. der kantonalen Behörden tritt die Fürstliche Regierung. Diese teilt ihre Entscheide gemäss Art. 7 den Gesandtschaften und Konsulaten direkt mit; sie gibt von denselben, wie auch von den Entscheiden über die in Art. 18, Abs. 2, Art. 19, Abs. 1, und Art. 26, Abs. 3, beschriebenen Fälle, der Zentralstelle durch Zustellung einer Kopie Kenntnis.

b) Ziff. 1—8 und 10—13 der Gebührenordnung vom 5. Mai 1922. Die Gebühren für die Einreisevisa fallen der Schweiz zu.

Art. 3.

Der Grenzübertritt in einen der beiden Staaten kann auch über das Gebiet des andern erfolgen. Für die Angehörigen der beiden Staaten genügt der Nachweis ihrer Staatsangehörigkeit.

Der kleine Grenzverkehr Liechtenstein-Österreich wird entsprechend den Bestimmungen für den kleinen Grenzverkehr Schweiz-Österreich geregelt.

Art. 4.

Die Bestimmungen der beiden Staaten über die Regelung des Aufenthaltsverhältnisses für Ausländer bleiben vorbehalten.

Art. 5.

Das schweizerische Arbeitsamt und die Fürstliche Regierung werden sich gegenseitig über den Stand des Arbeitsmarktes auf dem laufenden halten.

Im kleinen Grenzverkehr ist für die Arbeitsannahme die Bewilligung der zuständigen Behörde erforderlich, welche schweizerischerseits durch die Regierung der Grenzkantone bezeichnet wird.

Art. 6.

Aus der Schweiz ausgewiesenen Ausländern, Liechtensteiner ausgenommen, wird die Fürstliche Regierung Aufenthalt und Niederlassung nur mit Zustimmung des Bundesrates bewilligen. Besitzen sie schon eine Bewilligung, so wird sie ihnen auf Gesuch des Bundesrates entzogen, wenn dies nach dem liechtensteinischen Rechte zulässig ist.

Absatz 1, Satz 1, gilt auch für Wegweisungen und Einreisesperren.

Art. 7.

Aus dem Fürstentum ausgewiesenen Ausländern, Schweizer ausgenommen, wird Aufenthalt und Niederlassung in den Kantonen St. Gallen und Graubünden nur mit Zustimmung der Fürstlichen Regierung bewilligt. Besitzen sie schon eine Bewilligung, so wird sie ihnen auf Gesuch der Fürstlichen Regierung entzogen, wenn dies nach schweizerischem Rechte zulässig ist.

Art. 8.

Die beiden Staaten werden sich unerwünschte Ausländer nicht zuschieben. Wenn sich solche von dem einen Staat in den andern begeben haben, sollen sie von ersterem wieder aufgenommen werden, es sei denn, dass der andere Staat dem Ausländer Aufenthalt oder Niederlassung bewilligt hat.

Art. 9.

Die Fürstliche Regierung veröffentlicht ihre Ausweisungen und sonstigen fremdenpolizeilichen Mitteilungen im Schweizerischen Polizeianzeiger. Dieser wird der Fürstlichen Regierung unentgeltlich zugestellt.

Art. 10.

Die Fürstliche Regierung wird den Bundesrat hinsichtlich der im Fürstentum über Fremdenpolizei und Einbürgerung geltenden Vorschriften auf dem laufenden halten.

Art. 11.

Diese Vereinbarung tritt gleichzeitig mit dem Vertrag über den Anschluss des Fürstentums an das schweizerische Zollgebiet*) in Kraft.

Eine Kündigung des Zollanschlussvertrages erstreckt ihre Wirkung auch auf die gegenwärtige Vereinbarung.

Geschehen in Bern in doppelter Ausfertigung, den 28. Dezember 1923.

Für den Schweizerischen Bundesrat:	Für die Fürstlich Liechtensteinische Regierung:
(sig.) *Motta.*	(sig.) *E. Beck.*

*) V. ci-dessus, No. 42, p. 218.

Zusatzerklärung zu der schweizerisch-liechtensteinischen Fremdenpolizei-Vereinbarung.

1. Zwischen den vertragschliessenden Teilen besteht Einverständnis darüber, dass das zwischen der Schweiz und dem Fürstentum getroffene Abkommen vom 1. Februar 1922 betreffend Verzicht auf das Visum aufgehoben wird. Auch für den Grenzübertritt zwecks Arbeitsannahme ist kein Visum mehr erforderlich. Für den Grenzübertritt zwecks Arbeitsannahme im kleinen Grenzverkehr bleibt die in Art. 5, Abs. 2, der Vereinbarung vorgesehene Bewilligung vorbehalten.

2. Die vertragschliessenden Teile sind ferner darüber einig, dass unter Berücksichtigung der durch den Zollanschluss des Fürstentums geschaffenen Lage jeder der beiden Staaten den Angehörigen des andern Staates Aufenthalt zum Zwecke der Arbeitsannahme nicht verweigern wird, wenn nicht besondere Verhältnisse dies rechtfertigen.

Die in Art. 5, Abs. 2, der Vereinbarung vorgesehene Einschränkung für die Arbeitsannahme im kleinen Grenzverkehr soll fallen gelassen werden, sobald es nach Auffassung der Schweizerischen Regierung die Lage des Arbeitsmarktes gestattet.

3. Es besteht auch Einverständnis darüber, dass die Fürstliche Regierung dafür besorgt sein wird, dass durch ihre Einbürgerungspraxis die schweizerischen Bestimmungen über die Fremdenpolizei nicht umgangen werden.

Bern, den 28. Dezember 1923.

Für den Schweizerischen Bundesrat:
(sig.) *Motta.*

Für die Fürstlich Liechtensteinische Regierung:
(sig.) *E. Beek.*

69.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Protocole en vue de délimiter la frontière entre l'Afrique équatoriale française et le Soudan anglo-égyptien; signé à Londres, le 10 janvier 1924, précédé d'un Echange de Notes signées à Londres, le 21 janvier 1924.

Treaty Series 1924, No. 28.

No. 1.

The Marquess Curzon of Kedleston to the French Ambassador.

Foreign Office, January 21, 1924.

Your Excellency,

I have the honour to state that the members of the Boundary Commission designated, in execution of the terms of paragraph 4 of the

Declaration signed in London on the 21st March, 1899,*) completing the Convention between Great Britain and France signed in Paris on the 14th June, 1898,**) to delimit on the spot the frontier between French Equatorial Africa and the Anglo-Egyptian Soudan in accordance with the indications given in paragraph 2 of that Declaration as amplified by the Supplementary Convention signed in Paris on the 8th September, 1919,***) have concluded their labours and drawn up the annexed protocol signed here on the 10th instant, defining the said boundary. In illustration of the frontier line proposed by the Commission in this protocol two maps on a scale of 1 : 1,000,000 with two insets on a scale of 1 : 250,000 are attached.

In forwarding to your Excellency a copy of the said protocol and maps, I have the honour to inform you that His Majesty's Government confirm the proposals of the Commission and consider the present note as being equivalent to ratification.

The necessary instructions will be sent to His Majesty's High Commissioner for Egypt and the Soudan in order that the present agreement may take effect as from the date of the present note, it being understood that the day mentioned in clause (C) of the general clauses at the end of the protocol as the date upon which the period of six months specified in the preceding clause begins to run shall be subsequently settled between the local Governments concerned. The notification which, in accordance with the terms of the protocol, is to mark the beginning of the abovementioned period, shall in principle be made before the end of the current year. If for any reason the notification shall not have been made before the 1st January, 1925, the aforesaid period of six months shall begin to run on this date; the notification to the natives shall be made publicly and officially, and, in so far as may be possible, in the joint presence of representatives of the two local administrations.

A copy of the above-mentioned protocol and maps†) together with a copy of the present exchange of notes, will be communicated as soon as possible, and in agreement between the respective Governments, to the League of Nations.

I have, &c.

Curzon of Kedleston.

No. 2.

The French Ambassador to the Marquess Curzon of Kedleston.

Ambassade de France, Londres, le 21 janvier 1924.

M. le Marquis,

Les membres de la Commission de Délimitation désignés, conformément au paragraphe 4 de la Déclaration signée à Londres, le 21 mars 1899,

*) V. N. R. G. 2. s. XXIX, p. 387; XXX, p. 264.
**) V. N. R. G. 2. s. XXIX, p. 116; XXX, p. 249.
***) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 528. †) Non reproduits.

complétant la Convention signée à Paris, entre la France et la Grande-Bretagne, le 14 juin 1898, pour déterminer sur le terrain la frontière entre l'Afrique équatoriale française et le Soudan anglo-égyptien, conformément aux indications figurant au paragraphe 2 de la Déclaration de Londres, telles qu'elles se trouvent développées par la Convention additionnelle signée à Paris, le 8 septembre 1919, ont terminé leurs travaux. Ils ont rédigé le protocole ci-annexé, signé à Londres le 10 de ce mois, qui définit ladite frontière et ont joint à ce protocole, en vue de reproduire exactement la frontière proposée, deux cartes à l'échelle d'un millionnième et deux planches à l'échelle du 250 millième.

En remettant à votre Seigneurie un exemplaire dudit protocole et des cartes, j'ai l'honneur de lui faire savoir que le Gouvernement de la République approuve les propositions de la Commission et considère la présente lettre comme équivalant à une ratification.

Les instructions nécessaires seront envoyées à M. le Gouverneur général de l'Afrique équatoriale française pour que le présent accord puisse prendre effet à partir de la date de la présente lettre. Il est entendu que le jour mentionné dans la clause (C) des clauses générales, qui se trouvent à la fin du protocole et qui doit constituer la date à partir de laquelle courra la période mentionnée dans la clause précitée, sera ultérieurement fixé par les autorités locales intéressées. La notification qui, aux termes du protocole, constitue le point de départ du délai précité, devra, en principe, être faite avant la fin de l'année courante. Au cas où, pour un motif quelconque, elle ne serait pas intervenue avant le 1er janvier 1925, le délai de six mois dont il a été question plus haut, commencerait à courir à cette date. La notification aux indigènes sera faite de façon officielle et publique; dans la mesure du possible, elle aura lieu, les représentants des deux administrations locales étant simultanément présents.

Un exemplaire du protocole ci-joint et des cartes y annexées, ainsi qu'un exemplaire des présentes lettres, seront communiqués aussitôt que possible à la Société des Nations par les deux Gouvernements intéressés agissant d'un commun accord.

Veuillez agréer, &c.

Saint-Aulaire.

Protocol.

The undersigned, duly appointed by their respective Governments as Commissioners in execution of paragraph 4 of the Declaration signed in London on the 21st March, 1899, completing the Convention between Great Britain and France signed in Paris on the 14th June, 1898, to delimit on the spot the frontier line

Protocole.

Les soussignés dûment désignés comme Commissaires par leurs Gouvernements respectifs en exécution du paragraphe 4 de la Déclaration signée à Londres le 21 mars 1899, Déclaration complétant la Convention entre la Grande-Bretagne et la France signée à Paris le 14 juin 1898, chargés de délimiter sur le terrain la

between French Equatorial Africa and the Anglo-Egyptian Sudan, in accordance with the indications given in paragraph 2 of that Declaration as amplified by the Supplementary Convention signed at Paris on the 8th September, 1919, after examining and recording their agreement as to the geodetic and topographical details, have drawn up the protocol which follows.

Section I.

a) The frontier of the Anglo-Egyptian Sudan and French Equatorial Africa starts from a beacon made of a heap of stones about 5 metres high, called ,,The meeting point of the three frontiers.“ The co-ordinates of this beacon are Latitude 05° 01′ 10″ North and Longitude 27° 26′ 37″ East of Greenwich. From this point the frontier follows the water-parting between the basin of the Nile and that of the Congo, as described below.

b) The frontier passes 200 metres to the west of the astronomically fixed beacon of Yubo (Youbo), Latitude 05° 23′ 26″ North and Longitude 27° 14′ 52″ East.

c) Thence it continues towards the north, passing about 200 metres to the west of the large heap of stones which marks the astronomically fixed point of Kumu (Koumou), Latitude 05° 50′ 19″ North and Longitude 27° 01′ 28″ East.

d) From this point it proceeds in the direction of the astronomically fixed beacon of Komo, and passes about 150 metres to the south of the heap of stones which marks that beacon at Latitude 06° 01′ 44″ North and Longitude 26° 34′ 47″ East. Thence, bending to the west, the frontier follows the watershed as far as the sources of the river Pilliamo.

ligne frontière entre l'Afrique Equatoriale Française et le Soudan Anglo-Egyptien en se conformant aux indications données au paragraphe 2 de cette Déclaration modifiée par la Convention supplémentaire signée à Paris le 8 septembre 1919, après avoir examiné les travaux géodésiques et topographiques et constaté leur concordance, ont rédigé le présent protocole.

Section I.

a) La frontière du Soudan Anglo-Egyptien et de l'Afrique Equatoriale Française part d'un signal, constitué par un tas de pierres haut de 5 mètres environ, appelé ,,point de jonction des trois frontières.“ Ses coordonnées sont: Latitude 05° 01′ 10″ nord et Longitude 27° 26′ 37″ est de Greenwich. A partir de ce point, elle suit la ligne de partage des eaux entre le bassin du Nil et celui du Congo ci-dessous déterminée.

b) Elle passe à 200 mètres à l'ouest du signal astronomique de Youbo (Yubo), Latitude 05° 23′ 26″ nord, Longitude 27° 14′ 52″ est.

c) Elle se prolonge vers le nord en passant à 200 mètres environ à l'ouest du grand tas de pierres qui marque le signal astronomique de Koumou (Kumu), Latitude 05° 50′ 19″ nord et Longitude 27° 01′ 28″ est.

d) Elle remonte dans la direction du signal astronomique de Komo; elle passe à 150 mètres environ au sud du tas de pierres du signal, Latitude 06° 01′ 44″ nord et Longitude 26° 34′ 47″ est. Elle suit la ligne de crête en s'infléchissant vers l'ouest jusqu'aux sources de la rivière Pilliamo; elle laisse à l'est le Hadjer Daragoumba (Daragumba) et s'in-

It leaves Hagar Daragumba (Daragoumba) to the east and again bends westwards to pass to the east of the point called Gangura (Gangoura) which lies in French territory. Thence, keeping always to the waterparting, the frontier passes between the sources of the Busseri (Bousseri) and the Golinga to Goz Bondi; thence to about 3 kilometres south of the beacon on Goz Dengwiri (Dinguiri) which is formed by a tree and a small heap of stones and whose coordinates are Latitude 06° 43′ 51″ North and Longitude 26° 19′ 36″ East.

fléchit de nouveau à l'ouest pour passer à l'est du point de Gangoura (Gangura) qui est en territoire français. Ensuite, elle passe, toujours sur la ligne de partage des eaux, entre les sources du Bousseri (Busseri) et du Golinga: de là, au Goz Bondi; puis à environ 3 kilomètres au sud du signal du Goz Dinguiri (Dengwiri) formé d'un arbre et d'un petit tas de pierres, Latitude 06° 43′ 51″ nord et Longitude 26° 19′ 36″ est.

e) The frontier then runs to a point 1 kilometre south-west of the Bira beacon, Latitude 07° 01′ North and Longitude 26° 01′ East, leaving the sources of the Warra (Ouara) to the west.

e) La frontière laisse à l'ouest les sources du Ouara (Warra) et passe à 1 kilomètre au sud-ouest du signal de Bira, Latitude 07° 01′ nord et Longitude 26° 01′ est.

f) From this point it runs about 2 kilometres south of the Bibi beacon, Latitude 07° 10′ 49″ North and Longitude 25° 46′ 18″ East.

f) De là, elle passe à 2 kilomètres environ au sud du signal de Bibi, Latitude 07° 10′ 49″ nord et Longitude 25° 46′ 18″ est.

g) Keeping always to the waterparting, the frontier then runs to about 2 kilometres south of the Robo beacon, Latitude 07° 14′ 02″ North and Longitude 25° 37′ 42″ East.

g) Toujours suivant la ligne de partage des eaux, elle passe à 2 kilomètres environ au sud du signal de Robo, Latitude 07° 14′ 02″ nord et Longitude 25° 37′ 42″ est.

h) Thence it runs to a conspicuous rock, a point in the French chain of triangulation, whose co-ordinates are Latitude 07° 20′ 54″ North and Longitude 25° 23′ 50″ East. Thence, separating the valley of the Sopo from that of the Vovodo, it reaches another point in the same chain of triangulation situated on a laterite outcrop whose co-ordinates are Latitude 07° 50′ 34″ North and Longitude 25° 14′ 34″ East.

h) Elle passe ensuite à un rocher remarquable, point de la chaîne géodésique française dont les coordonnées sont: Latitude 07° 20′ 54″ nord, Longitude 25° 23′ 50″ est. Elle se prolonge en séparant la vallée du Sopo de celle du Vovodo et elle atteint un nouveau point géodésique de la même chaîne placé sur une table de latérite, dont les coordonnées sont: Latitude 07° 50′ 34″ nord et Longitude 25° 14′ 34″ est.

i) From this point it passes about 2 kilometres east of the Kurumwa (Kourouma) beacon and then about

i) De ce point, elle passe à 2 kilomètres environ à l'est du signal de Kourouma (Kurumwa) et à 2 kilo-

2 kilometres north of the triangulation beacon on Jebel Amborogo.

j) It then runs about 1 kilometre north of the Kudungeri (Koudomguéré) beacon. Thence it runs to the Ambuyuju (Ambouyoudiou) beacon, leaving the sources of the Duyu (Douyou) on the French side, and thence to Jebel Gingamba (Djimgamba). Thence, separating the valley of the Boro from that of the Wadi Va, it passes through a triangulation beacon in Latitude 08° 26′ 43″ North and Longitude 24° 09′ 51″ East. It then passes through the triangulation beacon of Abu Rasein (Abou Rassein).

k) It then passes round the sources of the Wadi Va and runs about 4 kilometres north of the beacon of Kiuku (Kioukou). It then runs about 3 kilometres south of the triangulation beacon of Jebel Hamid and thence to the triangulation beacon on Jebel Gawarra (Gaoura). Thence, passing round the sources of the Adda, it runs to the beacon of Rumbukindi (Roumboukindi).

l) Thence it runs to the beacon on Jebel Busu (Bouzou). From this point it passes to the west of the beacon in the English triangulation chain called Jebel Moho and reaches the French triangulation beacon which has as co-ordinates Latitude 09° 04′ 58″ North and Longitude 23° 27′ 42″ East.

m) It separates the sources of the Umbelasha (Oum Balatcha) from the sources of the Kotto or Meini, and after passing about 6 kilometres south of Jebel Guma (Gouma), reaches Jebel Tinga, upon which is a triangulation beacon.

Section II.

a) Thence it follows the waterparting between the Wadis Umbelasha

mètres environ au nord du signal géodésique de Amborogo.

j) Elle court ensuite à 1 kilomètre environ au nord du signal de Koudomguéré (Kundungeri). De là, elle atteint le signal de Ambouyoudiou (Ambuyuju) en laissant du côté français les sources de la Douyou (Duyu). Puis elle se dirige sur le Djebel Djimgamba (Gingamba). Elle passe ensuite à un signal géodésique, Latitude 08° 26′ 43″ nord et Longitude 24° 09′ 51″ est, en séparant la vallée du Boro de celle de l'Ouadi Va. Elle passe au signal géodésique de l'Abou Rassein (Abu Rasein).

k) Elle contourne ensuite les sources de l'Ouadi Va pour passer à environ 4 kilomètres au nord du signal de Kioukou (Kiuku). Elle passe ensuite à 3 kilomètres environ au sud du signal géodésique du Djebel Hamid. Elle atteint de là le signal géodésique du Djebel Gaoura (Gawarra). Puis, contournant les sources de l'Adda, elle passe au signal de Roumboukindi (Rumbukindi).

l) Elle passe ensuite au signal de Djebel Bouzou (Busu). De ce point elle passe à l'ouest du signal de la chaîne anglaise appelé Djebel Moho et atteint le signal géodésique de la chaîne française qui a pour coordonnées Latitude 09° 04′ 58″ nord et Longitude 23° 27′ 42″ est.

m) Elle sépare les sources de l'Oum Balatcha (Umbelasha) des sources de la Kotto ou Meini, passe à 6 kilomètres environ au sud du Djebel Gouma (Guma) et atteint ensuite le Djebel Tinga, sur lequel se trouve un signal géodésique.

Section II.

a) Elle suit ensuite la ligne de partage des eaux entre les Oueds Oum

(Oum Balatcha) and Khudra (Khadra) on the one side and the River Kara or Yata on the other in a northerly direction to the beacon on Jebel Kumu, Latitude 09° 33′ 33″ North and Longitude 23° 37′ 49″ East.

b) Thence it runs in a straight line in a north-north-easterly direction to the beacon on Jebel Mishmira (Michemir), Latitude 09° 40′ 17″ Nord and Longitude 28° 41′ 48″ East.

c) Thence in runs in a straight line a little west of north to the beacon on Jebel Yarra.

d) Thence it runs in a north-westerly direction in a straight line to the chief watering place on the east side of the depression of Um Dafog (Am Dofog).

e) From this point the frontier line runs i a north-westerly direction at a distance of 1 kilometre to the east of, and parallel to, the road which passes from Um Dafog (Am Dofog) to Lake Tisi (Tizi) by Rahad Dihn (Dihin), Rahad Sahabaia (Sahabeia), Rahad Sumua (Soumou), Rahad Kujufu (Koudioufou) and Rahad Boarig (Boarit) to a point 1 kilometre east of the eastern extremity of Lake Tisi (Tizi).

f) From this point it runs in a straight line to the beacon on Jebel Keili.

g) Thence it runs in a straight line to the pool of Nzili.

h) The tribes or individuals belonging to the Sudan shall have the right to water at the Rahads along the above-mentioned road and at Tisi (Tizi).

Section III.

a) The frontier, on leaving the pool of Nzili, runs in a straight line north-eastwards to a small jebel situated

Balatcha (Umbelasha) et Khadra (Khudra) d'un côté et la rivière Kara ou Yata de l'autre dans la direction du nord jusqu'au Djebel Koumou (Kumu), Latitude 09° 33′ 33″ nord et Longitude 23° 37′ 49″ est.

b) De là en ligne droite en direction du nord-nord-est elle va au signal géodésique du Djebel Michemir (Mishmira), Latitude 09° 40′ 17″ nord et Longitude 28° 41′ 48″ est.

c) De là en ligne droite dans une direction légèrement nord-nord-ouest au signal du Djebel Yarra.

d) Ensuite en direction nord-ouest et en ligne droite au point d'eau principal situé à l'extrémité est de la mare d'Am Dofog (Um Dafog).

e) De ce point la frontière court en direction nord-ouest à une distance de 1 kilomètre à l'est de la route qui va d'Am Dofog (Um Dafog) à la mare de Tizi (Tisi) par Rahad Dihin (Dihn), Rahad Sahabeia (Sahabaia), Rahad Soumou (Sumua), Rahad Koudioufou (Kujufu) et Rahad Boarit (Boarig) et parallèlement à celle-ci jusqu'à un point situé à 1 kilomètre à l'est de l'extrémité orientale de la mare de Tizi (Tisi).

f) De là la frontière va en ligne droite au signal géodésique du Djebel Keili.

g) Puis en ligne droite à la mare de Nzili.

h) Les tribus ou individus appartenant au Soudan auront le droit de faire de l'eau aux rahads situées sur la route ci-dessus mentionnée et à la mare de Tizi (Tisi).

Section III.

a) La frontière quitte la mare de Nzili pour atteindre en ligne droite, dans la direction du nord-est, un

6 kilometres to the east of the triangulation beacon on Jebel Laja (Ladja).

b) From there it takes a northerly direction and passes in a straight line to the summit of Jebel Eberei, which is 9 kilometres north-east from the triangulation beacon on Jebel Laja (Ladja).

c) From this point it runs in a straight line in a north-westerly direction to the conspicuous rocks situated on the road from Muterr (Mouterr) to Gilambeir (Guileimber), about 3 kilometres away from the latter village.

d) Running thence in a straight line, the frontier takes a northerly course, crosses Wadi Seirgilong (Serguilong), and runs to the summit of Jebel Kullua (Koulloua), leaving the village of Sarafaia on the French side.

e) From this summit it runs in a westerly direction in a straight line to the top of Hagar Tugula (Tougoula).

f) From Hagar Tugula (Tougoula) it runs in a straight line towards the south-west to the junction of the Wadi Marafang (Marafaing) or Mundangya (Moundangya) with the Wadi Lujugo (Loudjouga).

g) From this point it runs in a straight line in a northerly direction and cuts the road from Mundangya (Moundangya) to Lujugo (Loudjouga) half way between those villages.

h) Running thence in a north-westerly direction in a straight line it cuts the road from Mundangya (Moundangya) to Timassi half way between those villages.

i) Thence it runs in a north-westerly direction in a straight line to the point where the Wadi Mundangya (Moundangya) cuts the road from Komoru (Koumorro) to Timassi.

petit djebel situé à 6 kilomètres à l'est du signal géodésique du Djebel Ladja (Laja).

b) De là, toujours en ligne droite, elle prend la direction nord et passe au sommet du Djebel Eberei, qui se trouve à 9 kilomètres au nord-est du signal géodésique de Ladja (Laja).

c) De ce point, elle passe en ligne droite et en direction nord-ouest aux rochers remarquables qui se trouvent sur la route de Mouterr (Muterr) à Guileimber (Gilambeir), à 3 kilomètres environ de ce dernier village.

d) De là, en ligne droite, elle prend la direction du nord, coupe l'Oued Serguilong (Seirgilong), laisse du côté français le village de Sarafaïa et passe au sommet du Djebel Koulloua (Kullua).

e) De ce sommet dans la direction de l'ouest, elle va en ligne droite au sommet du Hadjer Tougoula (Tugula).

f) Du Hadjer Tougoula (Tugula), en ligne droite, elle va vers le sud-ouest au confluent de l'Oued Marafaing (Marafang) ou Moundangya (Mundangya) et de l'Oued Loudjouga (Lujugo).

g) De ce point, allant vers le nord et en ligne droite elle coupe par son milieu la route de Moundangya (Mundangya) à Loudjouga (Lujugo).

h) Ensuite, allant en direction nord-ouest et en ligne droite, elle coupe par son milieu la route de Moundangya (Mundangya) à Timassi.

i) De là, en ligne droite et en direction nord-ouest, elle passe au point où l'Oued Moundangya (Mundangya) coupe la route de Koumorro (Komoru) à Timassi.

j) After this the frontier takes a west-north-westerly direction and runs in a straight line to a „murraia“ tree situated on the Wadi Kajul (Kadjoul) at about 1 kilometre south of the village of Siarrei.

j) Ensuite, elle se dirige vers l'ouest-nord-ouest et passe en ligne droite à un arbre (murraia) situé sur l'Oued Kadjoul (Kajul) approximativement à 1 kilomètre au sud du village de Siarrei.

k) Thence it runs in a north-westerly direction in a straight line to the summit of Hagar Dakandei, which is about 7 kilometres distant from this „murraia“ tree. It then takes a north-north-westerly direction, and runs in a straight line to the summit of Hagar Mirsi.

k) Elle va ensuite en ligne droite dans la direction du nord-ouest au sommet du Hadjer Dakandeï distant de 7 kilomètres environ de cet arbre. Prenant la direction nord-nord-ouest, elle passe ensuite en ligne droite au sommet du Hadjer Mirsi.

l) From Hagar Mirsi the frontier runs northwards in a straight line to a clearing on the track from the village of Babel or Muda West (Mounda Ouest) to the village of Fofogiat (Fogfogui), which clearing is about 3 kilometres from the village of Babel.

l) Du Hadjer Mirsi, orientée vers le nord et allant en ligne droite, elle passe à une clairière située sur la piste qui va du village de Babel ou Mouda ouest (Muda West) au village de Fogfogui (Fofogiat) et approximativement à 3 kilomètres du village de Babel.

m) From this point it runs in a north-north-easterly direction in a straight line to the Boundary Tree (Latitude 11° 47′ North, Longitude 22° 34′ East) which is situated on the road from the village of Kortanjo to the village of Momona, at an approximate distance of 6 kilometres from Kortanjo.

m) De ce point elle va en droite ligne et en direction nord-nord-est à l'arbre frontière, Latitude 11° 47′ nord et Longitude 22° 34′ est, qui est situé sur la route de Kortanjo à Momona et à une distance approximative de 6 kilomètres de Kortanjo.

n) Thence it runs in a straight line in a north-north-easterly direction to the summit of Hagar Hagara.

n) Elle passe ensuite en droite ligne et en direction nord-nord-est au sommet du Hadjer Hagara.

o) Thence the frontier runs in a straight line in a north-north-easterly direction to the „hameida“ tree called Koatuya (Koatouya), Latitude 12° 03′ North and Longitude 22° 38′ East, which is on the road from the village of Mogororo (Mougororo) to Darfur (Darfour).

o) De là, en ligne droite, toujours en direction nord-nord-est, elle passe à l'arbre (hameida) appelé Koatouya (Koatuya), Latitude 12° 03′ nord et Longitude 22° 38′ est, sur la route de Mongororo (Mogororo) au Darfour.

p) Thence it runs in a straight line in a north-easterly direction to the point where a line drawn from the

p) Ensuite, elle passe en ligne droite et en direction nord-est au point où la ligne partant du sommet

summit of Hagar Zira to this „hameida" tree would cut the Wadi Saleh.

q) The frontier then runs along the bed of the Wadi Saleh in a westerly direction until it reaches the Wadi Azum (Azoum).

r) It then follows the bed of the Wadi Azum (Azoum) to its junction with the Wadi Kaja (Kadja). This junction is situated to the east of and near to the triangulation beacon, whose coordinates are Latitude 12° 02′ 17″ Nord and Longitude 22° 28′ 18″ East.

Section IV.

a) From this junction the frontier follows the median line of the Wadi Kaja to its junction with the Wadi Bir Kunjan (Bir Koundjane) or Atamarga.

b) It then follows the bed of that wadi in a north-easterly direction to a point exactly $2^1/_2$ kilometres due south of the southern summit of the most eastern Jebel Gunguri (Goundjouri) which is shown on the map height 817.

c) Thence it runs in a straight line due northwards to this point marked 817.

d) Thence it follows the crest of the eastern Jebel Gunguri (Goundjouri) to the northern summit, which is shown on the map height 839.

e) Thence it runs in a north-easterly direction in a straight line to the summit of Jebel Njunun (Djounoun).

f) Thence it runs in a west-north-westerly direction in a straight line to the summit of Jebel Albas.

g) Thence, still in a west-north-westerly direction, it runs in a straight line to the eastern peak of Jebel Tarei, which is shown as height 853 on the map.

du Hadjer Zira et aboutissant à cet arbre coupe l'Oued Saleh.

q) La frontière suit le lit de l'Oued Saleh en direction ouest jusqu'à son confluent avec l'Oued Azoum (Azum).

r) Elle se confond avec le lit de cet oued jusqu'à son confluent avec l'Oued Kadja (Kaja), confluent situé à l'est et dans le voisinage du signal géodésique dont les coordonnées sont Latitude 12° 02′ 17″ nord et Longitude 22° 28′ 18″ est.

Section IV.

a) De ce confluent, la frontière suit la ligne médiane du lit de l'Oued Kadja (Kaja) jusqu'au confluent de celui-ci avec l'Oued Bir Koundjane (Bir Kunjan) ou Atamarga.

b) Elle suit le lit de cet oued en direction du nord-est jusqu'à un point situé exactement à 2 kilomètres 500 au sud du sommet sud de la partie la plus orientale du Djebel Goundjouri (Gunguri) coté sur la carte 817.

c) De là, elle passe en ligne droite à ce sommet.

d) Elle suit ensuite la crête du massif oriental du Djebel Goundjouri (Gunguri) jusqu'au sommet nord coté 839.

e) De là, elle va en ligne droite et en direction nord-est au sommet du Djebel Djounoun (Njunun).

f) De ce sommet, elle va en ligne droite et en direction ouest-nord-ouest jusqu'au sommet du Djebel Albas.

g) De là, toujours en ligne droite et en direction ouest-nord-ouest, elle passe au sommet oriental du Djebel Tarei, coté 853 sur la carte.

h) Thence it runs in a north-westerly direction in a straight line to a point exactly 5 kilometres due north of the triangulation beacon on Jebel Arara or Anyatei.

i) From this point it runs straight to that beacon.

j) Thence it runs in a straight line in a south-westerly direction to a point situated half-way between the Masalit village of Bardei and the Dagu village of Am Dagl (Am Daguel).

k) From this point it runs in a west-south-westerly direction in a straight line to a point exactly $2\,^1/_2$ kilometres north of the triangulation beacon on Jebel Hungar (Hangara).

l) The frontier continues along this same straight line until it cuts the Wadi Kaja at about 2 kilometres north of the village of Andara, which is on French territory.

m) From this intersection it follows the median line of the bed of the Wadi Kaja (Kadja) up to its junction with the Wadi Asunga (Azounga).

n) Thence it follows the median line of the Wadi Asunga (Azounga) to the point at which the track running north and south through the village of Kudri (Koudri) cuts that wadi. This point of intersection is situated $3\,^1/_2$ kilometres north-north-west of the triangulation beacon on Jebel Kudri (Koudri).

o) It is understood that all existing watering, fishing or other rights of either side in the beds of the wadis Asunga (Azounga) and Kaja (Kadja) wherever the boundary follows their beds are preserved.

h) Ensuite, en ligne droite et en direction nord-ouest, elle va à un point situé exactement à 5 kilomètres au nord du signal géodésique du Djebel Arara ou Anyatéi.

i) Elle passe ensuite en ligne droite à ce signal.

j) De là, elle se dirige en ligne droite dans la direction du sud-ouest jusqu'à un point situé à mi-chemin entre le village Massalit de Bardei et le village Dadjo d'Am Daguel (Am Dagl).

k) De ce point, elle prend une direction ouest-sud-ouest et va en ligne droite, jusqu'à un point situé exactement à 2 kilomètres 500 au nord du signal géodésique du Djebel Hangara (Hungar).

l) La frontière suit la même ligne droite pour aboutir sur l'Oued Kadja (Kaja) à 2 kilomètres environ au nord du village d'Andara, qui est en territoire français.

m) De ce point d'intersection, elle suit la ligne médiane du lit de l'Oued Kadja (Kaja) jusqu'au confluent de celui-ci avec l'Oued Azounga (Asunga).

n) Elle suit ensuite la ligne médiane de l'Oued Azounga (Asunga) jusqu'au point où le sentier orienté nord-sud qui passe au village de Koudri (Kudri) coupe l'oued. Ce point d'intersection est situé à 3 kilomètres 500 au nord-nord-ouest du signal géodésique de Koudri (Kudri).

o) Il est entendu que tous les droits existants d'abreuvoir, de pêche ou autres dans le lit des oueds Azounga (Asunga) et Kadja (Kaja) partout où la frontière suit leur lit seront conservés de chaque côté.

Section V.

a) From the point last mentioned the frontier runs in a north-easterly direction in a straight line to the beacon on Jebel Firni.

b) Thence it runs in a straight line to the summit of Jebel Selika.

c) It then follows the watershed between the Wadi Kuruma (Kourouma) and the Wadi Eiteta on the top of the plateau, making an abrupt turn to the east, and reaches the conspicuous tree, which is shown on the map height 1176.

d) From this tree the frontier runs in a straight line in a north-easterly direction to the point shown on the map height 1122, and from there, still in a straight line, it runs in an easterly direction to the beacon on Jebel Agilei (Arguilé).

e) From this beacon it goes in a straight line in a north-easterly direction to the conspicuous tree shown on the map height 1125.

f) From this tree it turns towards the east and passes over the col situated between Jebel Kurkuba (Kourkouba) and Jebel Rufeida (Roufaida); it follows for an approximate distance of 2 kilometres the small wadi which has its source in this col and which flows towards the east.

g) After leaving this wadi the frontier continues to run in an easterly direction to a point half-way between the Masalit village of Hegliga and the Tama village of Niegerri (Niegerrei), which are about 1 kilometre apart.

h) From this point it runs in a north-easterly direction in a straight line to the summit of Jebel Abu Ligam (Abouligam).

i) Thence it runs in an easterly direction in a straight line to a point

Section V.

a) De ce dernier point, elle part dans la direction du nord-est en ligne droite et passe au signal du Djebel Firni.

b) De là, elle passe en ligne droite au sommet du Djebel Selika.

c) Elle suit la ligne de partage des eaux entre l'Oued Kourouma (Kuruma) et l'Oued Eiteta qui passe sur le plateau en faisant un coude brusque à l'est pour atteindre l'arbre remarquable coté 1176 sur la carte.

d) De cet arbre, elle va en ligne droite, dans la direction du nord-est, au point coté 1122 et de là, encore en ligne droite, dans la direction de l'est, elle passe au signal du Djebel Arguilé (Agilei).

e) De ce signal, elle va en ligne droite et en direction nord-est à l'arbre remarquable coté 1125 sur la carte.

f) De cet arbre, elle se dirige vers l'est en passant au col situé entre le Djebel Kourkouba (Kurkuba) et le Djebel Roufaida (Rufeida); elle suit le petit oued qui a sa source dans ce col et coule vers l'est sur une distance approximative de 2 kilomètres.

g) Elle quitte ensuite cet oued et, toujours orientée vers l'est, elle passe à un point situé à mi-distance du village Massalit de Hegliga et du village Tama de Niegerrei (Niegerri), éloignés l'un de l'autre de 1 kilomètre environ.

h) De là, en ligne droite et en direction nord-est, elle pase au sommet du Djebel Abouligam (Abu Ligam).

i) De là, en direction est, elle passe en ligne droite à 3 kilomètres

3 kilometres west of Jebel Kishkish, and from that point in a north-easterly direction in a straight line to a rock shown height 1091 on the map.

j) From this rock the frontier runs in a straight line in a north-westerly direction to a point 1 kilometre to the east of the triangulation beacon situated on the plateau at the south end of Jebel Om.

k) From there it runs up on to the plateau and follows the centre line thereof from south to north until it reaches the main summit. It then follows the centre line of the northern part of the plateau up to a point situated about 1 kilometre east of the wells of Goz Bedin (Bedine).

l) From this point the frontier takes a westerly direction and runs in a straight line to a point 200 metres north of these wells. Continuing thence in a straight line, it reaches Rahad Mugaddad (Mougaddad), which is situated at the junction of the Wadi Atrun (Atroun) with the Wadi Sineit.

m) Thence it runs in a straight line to a point on the Wadi Bueisa (Bouessa) or Gumara (Goumara) situated one and a half kilometres to the east of the wells of Bueisa (Bouessa).

n) From this point the frontier follows the bed of the wadi itself in a westerly direction until it reaches the Bueisa (Bouessa) wells, which are common to the tribes living on either bank.

Section VI.

a) From Bueisa (Bouessa) wells, the frontier runs in a straight line in a north-westerly direction to the triangulation beacon on Hagar Dirru (Dirro), Latitude 14⁰ 17′ 33″ North and Longitude 22⁰ 25′ 30″ East.

b) Thence it runs in a straight line to the triangulation beacon on

à l'ouest du Djebel Kishkish, puis en direction nord-est en ligne droite à un rocher coté 1091 sur la carte.

j) De là, en direction nord-ouest et en ligne droite elle passe à 1 kilomètre à l'est du signal géodésique qui se trouve sur le plateau à l'extrémité sud du Djebel Om.

k) De là, elle monte sur le plateau dont elle suit la ligne médiane du sud au nord, puis elle passe sur le principal sommet; elle suit la ligne médiane de la partie nord du plateau jusqu'à un point situé à environ 1 kilomètre à l'est des puits de Goz Bedine (Gos Bedin).

l) La frontière passe ensuite en ligne droite à 200 mètres au nord de ces puits en prenant la direction de l'ouest, puis toujours en ligne droite elle atteint la Rahad Mougaddad (Mugaddad), située au confluent de l'Oued Atroun (Atrun) et de l'Oued Sineit.

m) De là, elle passe en ligne droite à un point sur l'Oued Bouessa (Bueisa) ou Goumara (Gumara) situé à 1 kilomètre et demi à l'est des puits de Bouessa (Bueisa).

n) De ce point, elle suit le lit de l'oued en direction ouest jusqu'aux puits de Bouessa (Bueisa), qui sont communs aux tribus riveraines.

Section VI.

a) Des puits de Bouessa (Bueisa) elle va en ligne droite et en direction nord-ouest au signal géodésique du Hadjer Dirro (Dirru), Latitude 14⁰ 17′ 33″ nord et Longitude 22⁰ 25′ 30″ est.

b) De là, elle passe en ligne droite au signal géodésique placé à l'extré-

the south-western end of Jebel Murra (Mourra), Latitude 14° 18′ 38″ North and Longitude 22° 25′ 36″ East.

c) Thence it follows the crest of Jebel Murra (Mourra) to another beacon marked height 1129 on the map.

d) From this beacon it runs in a straight line in a northerly direction to a point one kilometre west of the village of Nganga.

e) Continuing in a straight line thence it runs in a north-north-westerly direction to Goz Memeriko, which it reaches at a point three and a half kilometres north-east of the triangulation beacon of Kulbus (Koulbous).

f) Thence the frontier takes a northerly direction and runs in a straight line to Goz Gemal Harro (Djemal Harro) which it crosses at a point two kilometres to the west of the summit of Hagar Turat (Tourat).

g) From that point it runs approximately northwards in a straight line to Rahad Ardeib (Ardeb) or Keita. Thence it runs in a streight line to Hagar Kibish (Kibich) and from there, also in a straight line, to Rahad Nabakai.

h) From this rahad it runs in a straight line to Rahad Gibir (Guiber).

i) Thence it follows the bed of the Wadi Baringala (Béringala) for a distance of two kilometres in a westerly direction.

j) The frontier then leaves the wadi and runs in a north-north-easterly direction in a straight line to Rahad Digui.

k) Thence it runs in a straight line in an easterly direction to Rahad Shurak (Chourak).

l) It then runs in a straight line in a north-easterly direction to the spur marked as height 979 on the map.

mité sud-ouest du Djebel Mourra (Murra), Latitude 14° 18′ 38″ nord et Longitude 22° 25′ 36″ est.

c) Elle suit la crête du Djebel Mourra (Murra) jusqu'à un autre signal coté 1129 sur la carte.

d) De ce point, se dirigeant en ligne droite vers le nord, elle passe à un point situé à 1 kilomètre à l'ouest du village de Nganga.

e) De là, toujours en ligne droite, elle atteint en direction nord-nord-ouest le Goz Mémériko en un point situé à 3 kilomètres et demi au nord-est du signal géodésique de Koulbous (Kulbus).

f) De là, elle se dirige en ligne droite vers le nord et passe au Goz Djemal Harro (Gemal Harro), qu'elle atteint en un point situé à 2 kilomètres à l'ouest du sommet du Hadjer Tourat (Turat).

g) De là, elle va en direction approximativement nord et en ligne droite à la Rahad Ardeb (Ardeib) ou Keita; de là, en ligne droite, au Hadjer Kibich (Kibish) et de là, en ligne droite encore, à la Rahad Nabakai.

h) De ce point, elle va en ligne droite à la Rahad Guiber (Gibir).

i) De ce point elle suit le lit de l'Oued Béringala (Baringala) sur une distance de 2 kilomètres et dans la direction de l'ouest.

j) Elle quitte ensuite l'oued et prend une direction nord-nord-est pour aller en ligne droite à la Rahad Digui.

k) De la Rahad Digui elle va en ligne droite vers l'est à la Rahad Chourak (Shurak).

l) De là, elle passe en direction nord-est en ligne droite à l'éperon coté 979 sur la carte.

m) Thence it runs in an east-north-easterly direction in a straight line to a point midway between Jebel Sendi and Jebel Wustani (Oustani).

n) From this point it goes approximately eastwards in a straight line to the tree which was used as a beacon for triangulation and which is shown height 984 on the map.

o) Thence the frontier runs in a roughly east-north-easterly direction in a straight line to Hagar Jukujuku (Dioukou-Dioukou), leaving the wells of Duwei (Douai) to the north and those of Fogi (Fogué) and Girgira (Guirguéra) to the south.

p) From Hagar Jukujuku (Dioukou-Dioukou) it takes an approximately northern direction and runs in a straight line to the wells of Gebelud (Diabelout) which are common to the tribes living on either bank.

q) Thence the frontier runs in a straight line in a north-north-westerly direction to a point on the Wadi Oruba (Orouba) one kilometre away from the junction of that wadi with Lake Undur (Oumdour).

r) Thence it follows the bed of the wadi until it reaches Lake Undur (Oumdour). The waters of the lake are common to the tribes living on either bank.

Section VII.

a) From Lake Undur the frontier follows the Wadi Tini (Tiné) until its junction with the Wadi Greigi (Greigui) or Bahai.

b) Thence it follows the bed of the latter wadi in a north-easterly direction until the junction of the most easterly branch of this wadi with the Wadi Howa at a point situated about 2,750 metres south-west of one of the geodetic beacons on Jebel Anagarra (Hangara) of which the

m) De ce point elle prend une direction est-nord-est et passe en ligne droite à mi-distance entre le Djebel Sendi et le Djebel Oustani (Wustani).

n) Elle atteint ensuite, en direction approximativement est, en ligne droite, l'arbre coté 984, qui a servi de signal géodésique.

o) De là, elle prend une direction approximativement est-nord-est laissant les puits de Douai (Duwei) au nord et les puits de Fogué (Fogi) et de Guirguéra (Girgira) au sud et en ligne droite elle passe au Hadjer Dioukou-Dioukou (Jukujuku).

p) De ce hadjer, elle prend une direction approximativement nord et passe en ligne droite aux puits de Diabelout (Gebelud) qui sont communs aux tribus riveraines.

q) De ce point, elle va en ligne droite, en direction nord-nord-ouest, à un point situé sur l'Oued Orouba (Oruba), distant de 1 kilomètre du point où cet oued se jette dans la mare d'Oumdour (Undur).

r) Elle suit le lit de cet oued et atteint la mare d'Oumdour (Undur) dont les eaux sont communes aux tribus riveraines.

Section VII.

a) De la mare d'Oumdour, la frontière suit l'Oued Tiné (Tini) jusqu'à son confluent avec l'Oued Greigui (Greigi) ou Bahai.

b) Puis elle suit le lit de cet oued en direction nord-est jusqu'au confluent du bras le plus à l'est de cet oued avec l'Oued Howa en un point situé à environ 2,750 mètres au sud-ouest d'un des signaux géodésiques du Djebel Hangara (Anagarra) dont les coordonnées sont Latitude 15°

co-ordinates are Latitude 15° 44′ 04″ North and Longitude 23° 07′ 55′ East.

c) The wells at Tini (Tiné) and Bahai are common to the tribes living on either bank.

Section VIII.

a) From the junction of the most easterly branch of the Wadi Greigi (Greigui) or Bahai with the Wadi Howa the frontier follows the centre line of the valley of the Wadi Howa as far as its intersection by the 24th meridian of eastern Longitude.

b) To mark the intersection of the Wadi Howa with the 24th meridian, which takes place about Latitude 15° 43′ North, a line of trees has been cleared across the valley.

c) The meridian passes through Rahad Wahal and this rahad is common to the tribes living on either bank.

d) On the south bank, about 20 metres south of the sandy bank of the valley, a „heglig" tree has had the letters 24 M branded upon it and the lower part of the trunk has been ring-barked. About 400 metres north of this tree a second „heglig" tree has been similarly ring-barked and the figures 24 cut upon it.

e) The valley of the Wadi Howa, which reaches a width of several kilometres, is clearly defined by trees and vegetation, and by an abrupt change from sandy soil on its banks to clay soil in the bed.

f) The valley will remain common to the tribes living on either bank and each tribe will retain such rights to dig wells, cultivate, and graze within the limits of the valley as they have hitherto enjoyed.

44′ 04″ nord et Longitude 23° 07′ 55″ est.

c) Les puits de Tiné (Tini) et de Bahai sont communs aux tribus riveraines.

Section VIII.

a) La frontière, du confluent du bras situé le plus à l'est de l'Oued Bahai ou Greigui (Greigi) avec l'Oued Howa, suit la ligne médiane de la vallée de cet oued jusqu'à son intersection avec le méridien 24° est.

b) Pour marquer l'intersection de l'Oued Howa avec le méridien 24°, intersection qui se trouve approximativement à hauteur du parallèle 15° 43′ nord, une ligne d'arbres a été coupée en travers de la vallée.

c) Ce méridien coupe la Rahad Wahal, mare commune aux tribus riveraines.

d) Sur la rive sud, à environ 20 mètres au sud de la berge sablonneuse de la vallée, les lettres 24 M ont été marquées au feu sur un hedjilidj dont le tronc a été écorcé en anneau à la partie inférieure. Dans le lit de la vallée, à une distance d'environ 400 mètres au nord de cet arbre, un deuxième hedjilidj a été écorcé de même et on y a entaillé le chiffre 24.

e) La vallée de l'Oued Howa, qui atteint une largeur de plusieurs kilomètres, est nettement définie par des arbres et de la végétation et par le changement brusque du sol sablonneux sur les berges en sol argileux dans le lit.

f) La vallée sera commune aux tribus riveraines, chacune d'elles conservant tels droits dont elle a joui jusqu'à présent, creuser des puits, cultiver, faire pâturer dans les limites de la vallée.

g) From the intersection of the wadi and the 24th meridian the frontier follows that meridian northwards up to the point where it meets the parallel of Latitude 19° 30′ North.

h) The 24th meridian, which passes through desert country, has only been fixed on the ground at certain points.

i) North of the Wadi Howa it passes between the two beacons on Hagar Kimairi (Kinairi).

j) Further north it runs to the east of a large heap of stones which marks an astronomically fixed point at the foot of the Erdi Ma cliffs. The co-ordinates of this point are Latitude 18° 38′ 59″ North and Longitude 23° 59′ 49″ East.

k) At the intersection of parallel 19° 30′ North and meridian 24° East there is a small heap of stones to mark the end of the boundary.

l) The rights of control beyond the 24th meridian recognised by the Convention of the 8th September, 1919, as belonging to the French Government include the right to take water from the wells of Sendia (Sendi) and from other watering places situated between that meridian and Longitude 24° 30′ East.

General Clauses.

a) Where the frontier follows a wadi, cuts a lake or rahad or changes its direction at either of such, the watering rights existing therein will be preserved by the inhabitants on either side.

b) After the delimitation of the frontier is finished, a period of six months will be granted to the natives on either side of the frontier for them to choose the territory on which they wish permanently to reside.

g) A partir de l'intersection de l'oued avec le méridien 24°, la frontière suit le méridien 24° en direction du nord, jusqu'à sa rencontre avec le parallèle 19° 30′ nord.

h) Le méridien 24°, qui passe en région désertique n'a pu être répéré sur le terrain qu'en certains points seulement.

i) Au nord de l'Oued Howa, il passe entre les deux signaux du Hadjer Kinairi (Kimairi).

j) Plus au nord, il passe à l'est d'un gros tas de pierres qui indique au pied des falaises de l'Erdi Ma l'emplacement d'un point astronomique dont les coordonnées sont: Latitude 18° 38′ 59″ nord et Longitude 23° 59′ 49″ est.

k) A l'intersection du parallèle 19° 30′ et du méridien 24°, un petit tas de pierres marque l'extrémité de la frontière.

l) Le droit de surveillance au delà du méridien 24° reconnu au Gouvernement Français par la Convention du 8 septembre 1919 comporte le droit de faire de l'eau aux puits de Sendi (Sendia) et autres aiguades situées entre ce méridien et le méridien 24° 30′ est.

Dispositions générales.

a) Là où la frontière suit un oued, coupe une mare ou y change de direction, les droits à l'eau tels qu'ils y existent pour les habitants de chaque côté seront conservés.

b) Après l'achèvement de la délimitation, un délai de six mois sera accordé aux indigènes de chaque côté de la frontière pour choisir le territoire sur lequel ils veulent fixer leur résidence.

c) This period will count from the day on which notification shall have been given to those interested.

d) This day will be fixed beforehand by agreement between the two Governments. At the expiration of the period mentioned, the local administrators will take the necessary measures to stop tribes or individuals who may cross the frontier without authority from establishing themselves on their respective territories.

e) Two maps signed by each of the Commissioners accompany this protocol.

f) In cases where the details of the map do not appear to correspond exactly with the wording of the protocol, it is the wording of the protocol which must be strictly followed.

g) When mention of a village is made in the text, it is understood that it refers to the position of such a village as found by the Commissioners on the ground, *i. e.*, to the position as shown on the map.

h) From parallel 19⁰ 30′ north to parallel 11⁰ north, the work of delimitation and of discussion on the ground was duly carried out by Lieutenant-Colonel H. D. Pearson, D.S.O., R.E., on the English side. The site of Colonel Pearson's grave at Um Dafog (Am Dofog) will be recognised as British territory, and the right of access to it will be reserved in perpetuity for such persons as are duly authorised by the Sudan Government.

Done in duplicate at London, the 10th day of January, 1924.

A. A. R. Boyce,
British Commissioner.

c) Ce délai comptera du jour où la notification en aura été faite aux intéressés.

d) Ce jour sera préalablement décidé d'accord entre les deux Gouvernements. Ce délai expiré, les administrations locales prendront les mesures nécessaires pour empêcher l'établissement sur leurs territoires respectifs des tribus ou des individus qui auraient franchi la frontière sans autorisation.

e) Deux cartes signées par chacun des Commissaires accompagnent le présent protocole.

f) Dans le cas où les détails de la carte ne paraîtraient pas correspondre exactement au texte du protocole, il y aura lieu de s'en tenir strictement au texte.

g) Lorsque dans le texte il est fait mention d'un village, il est entendu qu'il s'agit de l'emplacement tel que les Commissaires l'ont trouvé sur le terrain, c'est-à-dire tel qu'il figure sur la carte.

h) Du parallèle 10⁰ 30′ au parallèle 11⁰ de Latitude nord les travaux de délimitation et les discussions sur le terrain ont été conduites avec compétence par le Lieutenant-Colonel Pearson, D.S.O., R.E., du côté anglais. L'emplacement de la tombe du Colonel Pearson à Am Dofog (Um Dafog) sera reconnu comme territoire britannique et le droit d'accès y sera réservé à perpétuité aux personnes dûment autorisées par le Gouvernement du Soudan.

Fait en double exemplaire à Londres, le dix janvier 1924.

Le Commissaire français,
Grossard.

70.

ESTHONIE, POLOGNE.

Convention consulaire; signée à Tallinn, le 11 janvier 1924.*)

Riigi Teataja 1925, No. 117/118.

Convention Consulaire entre l'Esthonie et la Pologne.

L'Esthonie d'une part et la Pologne d'autre part désirant s'entendre sur l'admission des leurs territoires respectifs de fonctionnaires consulaires et de déterminer les droits, privilèges et immunités réciproques des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, ainsi que définir leurs pouvoirs, ont résolu de conclure une Convention Consulaire et à cet effet ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Gouvernement de la République d'Esthonie:

Monsieur Frédérick Akel, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Polonaise:

Monsieur Tadeusz Dobrzynski, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Tallinn,

Monsieur le Dr. Karol Poznanski, Chef de Division au Ministère des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Sont considérés comme Consuls et fonctionnaires consulaires au sens de la présente Convention tous les fonctionnaires du service consulaire qui sont appelés à remplir des fonctions définies par les règlements consulaires des Parties respectives, c'est-à-dire les Consuls Généraux, les Consuls, les Vice-Consuls, les Agents Consulaires, les Secrétaires et les Attachés Consulaires.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et les Agents Consulaires pourront être des fonctionnaires consulaires de carrière (consules missi) ou bien des fonctionnaires ad honorem (consules electi). Les stipulations de la présente Convention ne s'appliquent à ces derniers que dans la mesure ou le règlement consulaire de l'Etat qui les a nommés les autorise à exercer les droits et à remplir les fonctions, énumérés dans la présente Convention.

Chacune des Parties Contractantes aura la faculté d'établir des Consuls Généraux, des Consuls, des Vice-Consuls ou des Agents Consulaires dans les ports, villes et places de l'autre Partie.

Les Parties Contractantes se réservent toutefois le droit de désigner les localités où il ne leur conviendra pas d'admettre des fonctionnaires consulaires; cette réserve, bien entendu, ne pourra être appliquée à l'une des Parties Contractantes sans l'être également à toutes les Puissances.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 20 février 1926.

Article II.

Partout où dans la présente Convention il est question de „Consul“ — on entend par cela les Consuls Généraux, les Consuls et les Vice-Consuls; de même, par „Consulat“ — on entend les Consulats Généraux, les Consulats et les Vice-Consulats.

Article III.

Les Consuls seront réciproquement admis et reconnus selon les règles et formalités, établies dans les pays de leur résidence, après la présentation de leurs lettres de provision.

Lors de la présentation des lettres de provision sera indiquée la circonscription du Consulat; tout changement ultérieur relatif à cette circonscription sera communiqué au Ministère des Affaires Etrangères de l'autre Partie Contractante.

L'exéquatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions sera délivré aux Consuls sans retard et sans frais, et sur la production dudit exéquatur les autorités supérieures de leurs circonscriptions consulaires prendront immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des immunités et exemptions qui y sont attachés.

Dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'accomplissement de leurs missions officielles les Consuls sont assurés de trouver auprès des autorités du pays de leur résidence le plus large concours et l'appui le plus bienveillant.

Article IV.

Les Consuls de carrière pourront nommer des Agents Consulaires dans les ports, villes et places de leurs circonscriptions consulaires respectives, sauf l'approbation préalable du Ministère des Affaires Etrangères de l'autre Partie Contractante. Ces Agents seront munis d'un brevet délivré par le Consul qui les aura nommés et ils exerceront leurs fonctions sous les ordres et sous la responsabilité de ce dernier et jouiront des privilèges et immunités, stipulés par la présente Convention.

Article V.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des Consuls et des Agents Consulaires, les Vice-Consuls, les Secrétaires et les Attachés Consulaires seront de plein droit admis, dans l'ordre prescrit par les règlements de chacune des Parties Contractantes, à exercer par interim les fonctions consulaires.

Les autorités locales devront leur prêter assistance et protection et leur assurer pendant leur gestion interimaire la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et privilèges, reconnus par la présente Convention aux titulaires.

Article VI.

Les Consuls et les Agents Consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de la maison où sont installés les bureaux du Consulat ou de l'Agence Consulaire l'écusson de leur nation avec l'inscription: „Consulat

ou Agence Consulaire de . . . .", et arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours des solennités publiques ainsi que dans d'autres circonstances d'usage; il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile.

Ils pourront également, sous les réserves formulées dans le présent Article en ce qui concerne le droit d'asile, placer les armes de leur nation et arborer le pavillon de leur pays sur les bâteaux et voitures qu'ils monteront dans l'exercice de leurs fonctions.

Article VII.

Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Parties Contractantes jouiront dans l'autre Partie de l'exemption des logements, contributions et prestations militaires, ainsi que de toutes contributions directes, imposées par une autorité quelconque des Etats respectifs qui ont le caractère d'impôts personnels, à condition qu'ils soient ressortissants de la Partie Contractante qui les a nommés et à moins qu'ils ne fassent du commerce ou qu'ils n'exercent quelque industrie ou autre profession; dans le dernier cas ils seront soumis quant à leur commerce ou leur industrie aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers.

En tant qu'il s'agit toutefois de l'exemption des impositions directes, il est bien entendu que seuls les fonctionnaires consulaires de carrière pourront jouir de cette exemption, et en aucun cas dans une plus grande étendue que les représentants diplomatiques des Parties Contractantes.

Les privilèges et exemptions mentionnés à l'alinéa premier du présent Article seront également accordés aux autres fonctionnaires du service consulaire en tant qu'ils auront le caractère des fonctionnaires de carrière et qu'ils seront ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

Il est entendu qu'aucun fonctionnaire consulaire ne sera exempt des impôts sur les immeubles qu'il posséderait ou sur les capitaux qu'il aurait engagés dans des entreprises industrielles ou commerciales dans le pays où il exerce ses fonctions.

Les Consuls et les Agents Consulaires ainsi que les fonctionnaires consulaires mentionnés à l'alinéa 3 du présent Article seront autorisés, en se transférant sur le territoire de l'autre Partie Contractante, à faire entrer sans payer des droits de douane ou toutes autres contributions imposées par les Etats respectifs à l'occasion d'importation des biens meubles, leur mobilier et les ustensiles de ménage pris en usage. Cette disposition ne s'applique pas aux articles de consommation.

Les Consuls, les Agents Consulaires, les Secrétaires et les Attachés Consulaires, ressortissants de l'Etat qui les a nommés, ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif, excepté pour les infractions qui en vertu de la législation locale d'une région quelconque du pays de la résidence sont punissables d'une peine d'emprisonnement au-dessus d'une année ou d'une peine plus grande.

En cas d'arrestation ou de mise en accusation d'un Consul, d'un Agent Consulaire, d'un Secrétaire ou d'autres fonctionnaires consulaires,

le Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel l'arrestation ou la mise en accusation a eu lieu en informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat auquel appartient ledit fonctionnaire consulaire.

Les Consuls, les Agents Consulaires, les Secrétaires et les Attachés Consulaires, titulaires ou interimaires, ressortissants de l'Etat qui les a nommés, ne seront pas justiciables des tribunaux de l'Etat de leur résidence, à raison des actes de leurs fonctions, accomplis par eux dans les limites des attributions qui leur sont reconnues par le règlement consulaire de leur pays.

Article VIII.

Les Consuls, les Agents Consulaires, les Secrétaires et les Attachés Consulaires devront déférer aux invitations qui leur seront adressées, sous forme de correspondance officielle et sans menace de sanctions pénales en cas de non comparution, par les tribunaux de l'Etat de leur résidence à l'effet de comparaître comme témoins.

Les Consuls et les Agents Consulaires, à condition qu'ils soient Chefs de Consulats et des Agences Consulaires et ressortissants de l'Etat qui les a nommés, pourront toutefois faire valoir comme motifs légitimes d'excuse les empêchements résultant d'une maladie ou de nécessités urgentes du service, excepté dans les cas où leur témoignage serait requis dans les affaires pénales concernant les infractions qui, en vertu de la législation locale d'une région quelconque du pays de la résidence, sont punissables d'une peine de prison au-dessus d'une année ou d'une peine plus grande.

Dans le cas où pour les raisons précitées les Consuls et les Agents Consulaires ne se présenteraient pas devant les tribunaux, les autorités judiciaires se rendront à leur bureaux ou à leurs habitations, afin de leur demander une déposition par écrit sous la forme prévue par la législation du pays ou de recueillir leur témoignage.

Les Consuls, les Agents Consulaires, les Secrétaires et les autres fonctionnaires consulaires, ressortissants de l'Etat qui les a nommés, pourront se refuser à déposer ou à produire des documents dont ils seraient détenteurs, en opposant le secret d'Etat.

Au cas où les autorités judiciaires n'admettraient pas comme fondées l'excuse et l'exception prévues par le présent Article, elles devront s'abstenir de toute mesure coercitive à l'égard des fonctionnaires consulaires susnommés, toutes les difficultés de cette nature devant être réglées par la voie diplomatique.

Article IX.

Les archives consulaires seront inviolables en tout temps et les autorités locales ne pourront sous aucun prétexte visiter ou saisir les livres, les papiers et autres objets qui en font partie. Ces livres, papiers et autres objets devront toujours être complètement séparés des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires respectifs et de leurs documents privés.

Les locaux officiels des Consulats et des Agences Consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront sous aucun

prétexte — excepté le cas où il s'agit de poursuivre une infraction qui en vertu de la législation locale d'une région quelconque du pays dè la résidence est punissable d'une peine d'emprisonnement audessus d'une année ou d'une peine plus grande — pénétrer dans les locaux officiels et dans aucun cas ne pourront visiter ou saisir les papiers officiels qui s'y trouvent.

Ils est bien entendu que les locaux consulaires ne pourront dans aucun cas servir de lieu d'asile.

Si un Consul ou un Agent Consulaire requis par l'autorité judiciaire ou administrative locale de se dessaisir de pièces (prevues à l'alinéa 4 de l'Article VIII de la présente Convention) qu'il détient ou de les produire se refuse à le faire, l'autorité judiciaire ou administrative ne pourra user à l'égard du fonctionnaire consulaire d'aucune mesure coercitive, les difficultés de cette nature devant être réglées par la voie diplomatique.

Article X.

Les Consuls et les Agents Consulaires des Parties Contractantes sont admis à protéger leurs nationaux et défendre en vertu du droit et usages internationaux et dans les limites de leur compétence tous les droits et intérêts des ressortissants de leurs pays.

Dans ce but ils pourront s'adresser à toutes les autorités aussi bien judiciaires qu'administratives de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux traités et conventions existants entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par les autorités locales de leur circonscription, ils ne pourront avoir recours directement au Gouvernement de l'Etat dans lequel ils résident qu'en absence de tout représentant diplomatique de leur pays.

Article XI.

Les Consuls, les Agents Consulaires, les Secrétaires et les Attachés Consulaires de chacune des Parties Contractantes, en tant qu'ils y seront autorisés par les autorités de l'Etat qui les a nommés, auront le droit:

1) de recevoir dans leur chancellerie et à bord des navires de leur nation toutes déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants, ainsi que tous autres ressortissants de leur pays;

2) de recevoir, dresser et légaliser dans leur chancellerie, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation des actes juridiques, unilatéraux et les dispositions testamentaires de leurs nationaux, ainsi que tous les actes juridiques bilatéraux où figurent seulement leurs nationaux ou bien leurs nationaux et d'autres personnes, ressortissants du pays de leur résidence ou d'une tierce puissance;

3) de recevoir, dresser et légaliser dans leur chancellerie et à bord des navires de leur nation des actes juridiques, unilatéraux et bilatéraux, ou figurent seulement des ressortissants du pays de leur résidence ou d'une tierce puissance, pourvu que ces actes aient rapport à des droits et

biens situés ou à des affaires à traiter ou qui sont destinés à produire des effets juridiques sur le territoire de la nation à la quelle appartient le Consul ou l'Agent Consulaire, par devant lequel ils seront passés;

4) de traduire et légaliser toute espèce d'actes et de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur pays ou du pays de leur résidence; ces traductions auront dans les deux pays la même force et la même valeur que si elles eussent été faites par les fonctionnaires publics ou les interprètes jurés de ces deux pays.

Il est entendu que les stipulations ci-dessus ne seront pas applicables aux actes juridiques bilatéraux, concernant le transfert du droit de propriété ou ayant pour but de grever les immeubles situés sur les territoires de l'Etat de la résidence du Consul ou de l'Agent Consulaire.

Les copies, extraits et expéditions des actes, dressés en vertu du présent Article par les Consuls et Agents Consulaires, dûment légalisés par lesdits fonctionnaires consulaires et scellés du sceau des Consulats ou des Agences Consulaires, feront foi, tant en justice que hors de justice soit dans l'une, soit dans l'autre des Parties Contractantes, au même titre que les originaux et auront le même caractère d'authenticité et la même force probante que s'ils avaient été passés par devant un notaire ou un officier public de l'ordre judiciaire de l'un ou de l'autre pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat auquel appartient le Consul ou l'Agent Consulaire et aient été ensuite soumis, de même que les originaux, au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Dans le cas où doute s'eleverait sur l'authenticité de la copie, de l'extrait ou de l'expédition d'un acte dressé à la chancellerie des Consulats ou des Agences Consulaires respectifs, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Article XII.

Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Parties Contractantes pourront, en taut qu'ils y seront autorisés par les lois et les règlements de leur pays, dresser des actes de naissance et de décès des ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

Il est bien entendu que la présente stipulation ne peut nullement altérer l'obligation imposée par les lois territoriales aux particuliers de faire des déclarations de naissance et de décès aux autorités locales.

Article XIII.

Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Parties Contractantes auront, conformément au règlement consulaire de l'Etat qui les a nommés, le droit de délivrer les passeports et autres documents personnels ainsi que de viser les passeports, les certificats constatant l'origine ou la provenance des marchandises et d'autres pièces analogues.

Article XIV.

Les Parties Contractantes s'engagent réciproquement à se délivrer sur demande des expéditions dûment légalisées des actes de naissance, de mariage et décès, des actes de reconnaissance et de légitimation d'enfants naturels, ainsi que des actes d'adoption, concernant les ressortissants de l'autre Partie.

La rédaction et la communication desdites expéditions auront lieu en la forme usitée dans chaque pays, contre le paiement des taxes, prévues par les lois et règlements qui y sont en vigueur, et par l'intermédiaire des Consulats et des Agences Consulaires de la Partie Contractante qui en aurait fait la demande. La rédaction et la communication en auront, toutefois, lieu sans frais, quand les expéditions en question seront réclamées par la voie diplomatique pour les besoins officiels des Parties Contractantes ou en faveur des personnes indigentes.

Article XV.

En matière de successions, laissées par les ressortissants d'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie, les prescriptions suivantes seront observées:

§ 1. Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes seront dans le territoire de l'autre admis à l'égal des nationaux à succéder aux biens qui leur seront déférés dans cet Etat en vertu de la loi ou du testament et d'en prendre possession.

§ 2. Les successions des polonais en Esthonie et des esthoniens en Pologne ne seront par frappées de droits de mutation autres ou plus élévés que les successions des nationaux.

§ 3. Les décisions concernant les droits successoraux, quant aux biens meubles, seront de la compétence des autorités de l'Etat dont le défunt était ressortissant.

Seront entendus par droits successoraux: la succession ab intestat, le droit à la réserve, la succession testamentaire, la donation à cause de mort et le legs.

Dans le cas où à l'égard de la succession mobilière seront présentées des prétentions fondées sur un autre titre juridique de la part des ressortissants de l'Etat où sont situés les biens successoraux, la décision en appartiendra aux autorités de cet Etat qui appliqueront les lois qui y sont en vigueur.

§ 4. La décision de toutes questions relatives à la succession immobilière sera de la compétence des autorités de l'Etat où les biens immobiliers sont situés.

§ 5. Les biens dont le défunt n'était pas libre de disposer à cause de mort (fideicommis) seront soumis aux lois de l'Etat dans lequel ils sont situés.

Les mêmes lois seront applicables aux restrictions de droit public dont l'héritage ou ses parties se trouveraient être l'objet.

§ 6. Si les biens laissés par le défunt sont en vertu de ses lois nationales en déshérence, ils seront soumis, comme héritage en déshérence aux lois de l'Etat sur le territoire duquel ils se trouveront au moment de la mort du de cujus.

Sont à considérer comme biens en déshérence les biens qui par effet des lois nationales du défunt, à défaut d'autre successibles, reviendraient de droit soit à l'Etat soit à quelque autre personne morale.

§ 7. Dans le cas où la compétence en matière de successions est, selon le § 3 du présent Article, reservée aux autorités nationales du de cujus, les autorités de l'Etat, où se trouvent les biens successoraux, sur la demande d'une personne, ressortissant du pays ou y domiciliée, qui aura fait valoir ses droits successoraux, agiront à l'égard de la succession de la même manière comme si elle était laissée par un national, en appliquant, toutefois, les lois du pays auquel appartenait le défunt.

Cette procédure ne sera, cependant, appliquée que dans le cas seulement où aucun des autres héritiers dûment avertis n'élève pas de protestations.

§ 8. Si un ressortissant de l'une des Parties Contractantes décède en laissant la totalité ou une partie de sa succession sur le territoire de l'autre Partie, les autorités de cette dernière se borneront en principe à assurer la conservation des biens dépendant de la succession et de sauvegarder les droits successoraux et les prétentions de ses propres ressortissants, des habitants du pays, ainsi que du fisc.

§ 9. En cas d'ouverture d'une succession, laissée par un ressortissant de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales seront tenues d'en aviser immédiatement la plus proche autorité consulaire de la nation du défunt; dans la mésure du possible les autorités locales communiqueront en même temps à l'autorité consulaire les renseignements eventuels sur les personnes des héritiers et leur résidence, sur l'existence d'une disposition à cause de mort, ainsi que sur les mesures relatives à la conservation de la succession, qui ont été prises par lesdites autorités.

Si c'est l'autorité consulaire qui serait d'abord informée de l'ouverture de la succession, elle en renseignera de la même façon les autorités locales.

En ce qui concerne la succession mobilière, l'autorité consulaire apposera les scellés, dressera l'inventaire des biens mobiliers et s'occupera de l'administration et de la liquidation de la succession, ce qui n'exclut pas la coopération des autorités locales dans les limites, où — conformément au § 8 du présent Article, lesdites autorités sont appelées à prendre des dispositions visant la sauvegarde des prétentions et des droits successoraux.

§ 10. La délivrance des biens successoraux aux héritiers dûment légitimes ou leur envoi à l'étranger n'aura lieu qu'après que seront satisfaits ou suffisamment garantis les taxes successorales, les prétentions formulées contre les biens de la succession, ainsi que les droits successoraux incontestables des ressortissants de l'Etat où se trouvent les biens de la succession et des personnes y domiciliées.

L'autorité consulaire pourra cépendant payer d'avance sur la masse de l'héritage les frais de dernière maladie et d'enterrement du défunt, les

salaires des domestiques, les loyers dus pour le dernier semestre, les taxes judiciaires et consulaires et autres taxes de même nature, ainsi que, en cas de besoin urgent, les dépenses nécessaires d'entretien de la famille du défunt.

Toutefois, les créanciers de la succession ne pourront pas s'opposer à la délivrance des biens de la succession, si dans le délai de 9 mois à partir du décès du de cujus ils n'arrivent pas à établir que leurs prétentions ont été ou bien reconnues par les héritiers, ou bien approuvées par une décision judiciaire, passée en force de chose jugée, ou au moins régulièrement deposées devant l'autorité judiciaire compétente.

§ 11. Dans toutes les questions auxquelles pourront donner lieu la dévolution, l'administration et la liquidation des successions, laissées par les ressortissants de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, les fonctionnaires consulaires respectifs représenteront de plein droit les héritiers absents et seront reconnus d'office comme leurs fondés de pouvoir sans qu'ils soient obligés de prouver leur mission par un mandat spécial, pour autant que lesdits héritiers n'auront pas institué d'autres mandataires et seront ressortissants de l'Etat qui a nommé les fonctionnaires consulaires.

Ils est bien entendu que les fonctionnaires consulaires étant considérés comme fondés de pouvoir de leurs nationaux ne pourront jamais être personnellement mis en cause relativement à toute affaire concernant la succession.

§ 12. Les fonctionnaires consulaires des Parties Contractantes connaîtront exclusivement des actes d'inventaire et d'autres opérations pratiquées pour la conservation et la liquidation des successions laissées par les gens de mer, les passagers et autres voyageurs de leur pays, décédés pendant la traversée, soit dans le port, soit à terre soit à bord d'un navire.

Article XVI.

Les Consuls et les Agents Consulaires seront admis à exercer la protection des enfants mineurs, des faibles d'esprit et d'autres incapables, ressortissants de l'Etat auquel appartiennent lesdits fonctionnaires consulaires; à cet effet ces derniers auront le droit de prendre, dans les limites de la législation locale, toutes les mesures nécessaires qu'ils jugeront utiles.

Article XVII.

Les Consuls et les Agents Consulaires des Parties Contractantes auront le droit de porter tout secours et toute assistance aux navires de guerre et aux navires de commerce de leur nation séjournant dans les ports de leur circonscription consulaire.

Dans ce but ils pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de guerre et des navires de commerce de leur nation, après que ces navires auront été admis en libre pratique.

En ce qui concerne les navires de commerce, ils pourront interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers du bord, recevoir, conformément aux stipulations de l'Article XI de la présente Convention —

les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires de commerce, enfin accompagner les capitaines et les gens de l'équipage devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auront à former.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif, ainsi que les officiers et agents de la douane du pays ne pourront — dans les ports où réside un Consul ou Agent Consulaire de l'une des Parties Contractantes — opérer à bord des navires de commerce ni recherches, ni visites, autres que les visites ordinaires de douane et de santé, ni arrestation, emprisonnement ou autre fonction officielle nécessitant des moyens de contrainte, sans prévenir auparavant ou, en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, le Consul ou Agent Consulaire de la nation à laquelle le bâtiment appartient, afin qu'il puisse assister à la visite. Ils devront également donner en temps opportun au Consul ou à l'Agent Consulaire les avis nécessaires, pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines et les équipages auraient à faire devant les tribunaux où l'administration du pays.

L'invitation, qui sera adressée dans les cas précités aux Consuls ou Agents Consulaires, indiquera une heure précise, et si les Consuls ou les Agents Consulaires negligeaient de s'y rendre en personne ou de se faire représenter par un délegué, il sera procédé en leur absence. Les autorités locales compétentes seront toutefois tenues d'informer sans délai le Consul ou l'Agent Consulaire de toute visite ou autres fonctions officielles, dont il est question dans l'alinéa précédant, opérées en leur absence et d'indiquer en même temps les justes raisons d'urgence; elles feront de même lorsque le Consul ou l'Agent Consulaire ne réside pas dans le port.

Article XVIII.

En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires de commerce et la sûreté des marchandises, biens, et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays, sous la condition expresse que tout privilège et toute faveur, qui seraient accordés dans un port déterminé par l'une des Parties Contractantes aux navires marchands de la nation la plus favorisée, seront également accordés dans ce port aux navires de l'autre Partie.

Les Consuls et les Agents Consulaires, dans les limites prévues par la législation de l'Etat qui les a nommés, seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord de navires marchands de leur nation; ils régleront eux-mêmes, conformément aux lois de l'Etat qui les a nommés, les contestations de toute nature qui surviendraient entre les capitaines, les officiers et les matelots de ces navires et spécialement celles rélatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité

publique à terre ou dans le port ou quand une personne ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouverait mélée. Même dans ce cas les autorités locales en donneront avis, si faire se pourra, préalablement au Consul ou Agent Consulaire compétent.

Dans tous les autres cas les autorités précitées se borneront à, prêter leur appui aux Consuls et aux Agents Consulaires si elles ne sont requises par eux, pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions et notamment pour faire arrêter et renvoyer à bord du navire de guerre et du navire de commerce toute personne inscrite sur le rôle d'équipage, ou — s'il ne s'agit pas d'un ressortissant du pays — de la conduire en prison, chaque fois que pour un motif quelconque lesdits Consuls et Agents Consulaires le jugeront nécessaire; si l'arrestation devait être maintenue lesdits Consuls et Agents Consulaires en donneront avis dans le plus bref délai possible, par une communication officielle, aux autorités judiciaires compétentes du pays.

Article XIX.

Les Consuls et les Agents Consulaires pourront faire arrêter ainsi que renvoyer soit à bord, soit dans leur patrie les officiers, matelots et toute autre personne, faisant partie à quel titre que ce soit des équipages des navires de guerre ou de commerce de leur nation, qui auraient déserté sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage, ou à défaut de ces documents, un extrait authentique, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'y aurait ni Consul ni Agent Consulaire la demande d'extradition pourra être adressée aux autorités locales, tout en observant les formalités préscrites par le présent alinéa, par le capitaine ou celui qui commande le navire.

Sur cette demande ainsi justifiée la remise des déserteurs ne pourra être réfusée, excepté le cas où il serait prouvé que la personne réclamée est un ressortissant du pays ou quand le déserteur aurait commis quelque crime ou délit à terre; dans ce dernier cas l'autorité locale pourrait surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution. On donnera en outre auxdits fonctionnaires consulaires tout secour et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la démande écrite et aux frais du Consulat ou de l'Agence Consulaire jusqu'au moment ou ils seront réintégrés à bord d'un navire national ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si toutefois cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, moyennant un avis donné au Consul ou Agent Consulaire trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Les Parties Contractantes conviennent que les officiers, matelots et autres personnes faisant partie de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils auraient deserté, sont exceptés des stipulations du présent Article.

Article XX.

Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des ressortissants de l'une des Parties Contractantes fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre Partie, les autorités locales devront en avertir sans retard le Consul ou l'Agent Consulaire dans la circonscription duquel le sinistre aura eu lieu.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de guerre ou de commerce de l'une des Parties Contractantes qui naufrageraient ou s'échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre, seront dirigées par les Consuls ou les Agents Consulaires.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu dans les deux pays que pour assister les fonctionnaires consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls ou des Agents Consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception des frais d'aucune sorte, sauf toutefois ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage, ainsi que la conservation des objets sauvés, et ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires de guerre ou de commerce de la nation la plus favorisée.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les opérations mentionnées dans le présent Article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et effets sauvés ne sont sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Article XXI.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre armateurs, chargeurs ou assureurs, les avaries que les navires de guerre ou de commerce des deux pays auraient souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les Consuls ou les Agents Consulaires de leur nation, à moins que les ressortissants du pays dans lequel résident lesdits Consuls ou Agents Consulaires ou ceux d'une tierce puissance ne soient intéressés dans ces avaries; dans ce dernier cas, et à défaut du compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par les autorités locales.

Article XXII.

Chacune des Parties Contractantes s'engage à accorder en outre à l'autre Partie, en matière d'établissement consulaire comme en toute ce qui

concerne l'exercice des fonctions consulaires ainsi que la jouissance des exemptions, droits privilèges, immunités et honneurs, le traitement de la nation la plus favorisée. Il est convenu toutefois qu'aucune des Parties Contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en faveur de ses fonctionnaires et des ses employés consulaires des exemptions, droits privilèges, immunités et honneurs autres ou plus étendus que ceux accordés par Elle-même aux fonctionnaires et aux employés consulaires de l'autre Partie.

Article XXIII.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications.

Article XXIV.

La présente Convention restera en vigueur aussi longtemps qu'elle ne sera pas dénoncée par une des Parties Contractantes. Cette dénonciation ne devra produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Tallinn, le onze janvier mil neuf cent vingt-quatre.

Fr. Akel. *W. T. Dobrzynski.*
Karol Poznanski.

Protocole additionnel à la Convention consulaire conclue entre l'Esthonie et la Pologne.

Pour suppléer à l'Article XII de la Convention Consulaire signée ce jour, les Parties Contractantes décident ce qui suit:

§ 1. Dans le cas où une des Parties Contractantes accorderait aux Consuls d'une tierce Puissance quelconque le droit de procéder au mariage de ressortissants de l'Etat auquel appartiennent lesdits fonctionnaires, ainsi que de dresser les actes de mariage et de tenir les registres de mariage, les Consuls de l'autre Partie Contractante jouiront de ce droit dans la même étendue.

§ 2. Il est entendu que le droit résultant du § 1 du présent Protocole ne saurait être appliqué qu'à titre de réciprocité.

§ 3. Le présent Protocole fait partie intégrale de la Convention Consulaire.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole.

Tallinn, le onze janvier mil neuf cent vingt-quatre.

Fr. Akel. *W. T. Dobrzynski.*
Dr. Karol Poznanski.

71.

GRANDE-BRETAGNE, JAPON.

Accord concernant la reconnaissance réciproque des tableaux de déplacement de navires; signé à Londres, le 21 janvier 1924.

Treaty Series 1924, No. 12.

His Britannic Majesty's Government and the Government of His Majesty the Emperor of Japan, being desirous of concluding an Agreement for the mutual recognition of loadline certificates, have agreed as follows:

Article 1.

The Japanese Government, deeming that, with regard to the loadline, the existing laws and regulations of certain British territories agree in substance with those of Japan, agree that no British ship possessing the loadline certificate issued in accordance with the law in force in any British territory coming within the scope of this Agreement, by the competent authorities of the Government of that territory or by a corporation or association for the survey and registry of shipping recognised by the same Government, and the corresponding loadline mark, in so far as the same ship observes within ports situated in any Japanese territory coming within the scope of this Agreement the laws and regulations relating to the loadline, in accordance with which the certificate was issued, shall be liable to detention or penalty under the laws and regulations of that territory. His Britannic Majesty's Government similarly agree that no Japanese ship possessing the loadline certificate issued in accordance with the law in force in any Japanese territory coming within the scope of this Agreement by the competent authorities of the Government of that territory, or by a corporation or association for the survey and registry of shipping recognised by the same Government, and the corresponding loadline mark, in so far as the same ship observes within ports situated in any British territory coming within the scope of this Agreement the laws and regulations relating to the loadline in accordance with which the certificate was issued, shall be liable to detention or penalty under the laws and regulations of that territory.

Article 2.

The Japanese territory, coming within the scope of this Agreement, shall be held to consist of Japan proper and all Japanese possessions and all territories under Japanese administration, except the mandated territories, which have or shall have loadline regulations in force recognised by the Japanese Government as equivalent to those applicable in Japan Proper.

The British territory, coming within the scope of this Agreement, shall be held to consist of the United Kingdom, India and those Colonies

which have or shall have loadline regulations in force recognised by an Order of His Majesty in Council as equivalent to those applicable in the United Kingdom; but shall not be held to include the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia (including Papua and Norfolk Island), the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, Newfoundland, the Protected States, the Protectorates and the mandated territories.

Article 3.

The present Agreement shall come into effect on the date of signature, and shall remain in force for an indefinite period, subject to the right of either of the Contracting Parties to terminate it, either as a whole, or separately as regards any part of their territories to which it is or may be made applicable under the stipulations of Article 2, at any time, on giving six months' notice to that effect.

In witness whereof the Undersigned, duly authorised to this effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at London, the 21st day of January 1924.

(L. S.) *Curzon of Kedleston.*
(L. S.) *Hayashi.*

72.

LUXEMBOURG, SUISSE, FRANCE.

Arrangement concernant la correspondance téléphonique entre la Suisse et le Luxembourg par la France; signé à Paris, à Berne et à Luxembourg, les 31 janvier, 20 février et 7 mars 1924.

Recueil des lois fédérales 1924, No. 8.

Le Directeur Général des Finances du Grand-Duché de Luxembourg,

Le Département des Postes et des Chemins de Fer de la Confédération Suisse,

Le Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et des Télégraphes de France,

Vu la Convention téléphonique franco-luxembourgeoise du 7 avril 1912,*) spécifiant, Article 10, que:

„Après accord, des relations peuvent s'ouvrir avec des Pays voisins en transit par les réseaux téléphoniques des Administrations des Etats contractants",

*) V. N. R. G. 3. s. IX, p. 572.

Vu la Convention du 3 février 1899*) relative à l'exécution du service téléphonique franco-suisse et portant (Article 5, dernier alinéa) que:

„Les taxes élémentaires peuvent être modifiées après accord entre les Administrations intéressées",

Vu le Règlement de service international, annexé à la Convention télégraphique internationale de St-Pétersbourg (Révision de Lisbonne, chapitre 15, Service téléphonique, Article LXVIII)**) fixant les conditions générales de fonctionnement du service de la correspondance téléphonique internationale,

sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er.

Un service de correspondance téléphonique est organisé entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Suisse, par l'intermédiaire des lignes établies sur le territoire français.

Article 2.

La taxe applicable aux conversations téléphoniques luxembourgeoises-suisses est formée du total des taxes élémentaires fixées comme il suit, par conversation ordinaire de jour de trois minutes:

A. Taxes élémentaires terminales.

Dans le Grand-Duché de *Luxembourg*: à cinquante centimes (0 fr. 50) *francs-or* pour toute communication, quels que soient les lieux d'origine et de destination;

En Suisse: à un franc vingt-cinq (1 fr. 25) *francs-or* pour toute communication, quels que soient les lieux d'origine et de destination.

B. Taxe élémentaire de transit.

En France: à trois francs (3 fr.) *francs-or* pour toute communication, quels que soient les lieux d'origine et de destination.

Les trois Administrations pourront, d'un commun accord, modifier les taxes élémentaires.

Article 3.

Les taxes élémentaires applicables aux communications téléphoniques luxembourgeoises-suisses échangées pendant les heures du service de nuit, soit entre 21 heures (temps de Greenwich) et 6 heures en été ou 7 heures en hiver (même temps)***) sont fixées, par unité de trois minutes, aux trois-cinquièmes ($^{3}/_{5}$) des taxes élémentaires normales stipulées par l'Article 2 du présent Arrangement.

La période d'hiver comprend les mois de: Novembre, Décembre, Janvier, Février.

*) V. N. R. G. 2. s. XXIX, p. 277. **) V. N. R. G. 3. s. V, p. 208.

***) Mêmes heures de service de nuit que dans les relations entre la France et la Suisse.

Article 4.

Il pourra être concédé des abonnements pour les correspondances téléphoniques échangées pendant les heures du service de nuit — (de 21 heures à 6 heures en été ou 7 heures en hiver, temps de Greenwich).

Le tarif mensuel des communications d'abonnement, calculé sur une durée moyenne de trente jours, est fixé, par unité de trois minutes, à la moitié ($^1/_2$) du tarif normal prévu par l'Article 2 du présent Arrangement pour les conversations ordinaires de jour.

Article 5.

Les taxes des *communications urgentes* de jour et de nuit sont fixées, respectivement, au triple des taxes prévues pour les communications ordinaires de jour et pour les communications ordinaires de nuit.

Article 6.

Des communications d'Etat peuvent être échangées, dans les conditions prévues par le Règlement de service international (Révision de Lisbonne), entre les Chefs d'Etat, Ministres, et entre ceux-ci et leurs Agents diplomatiques ou consulaires, et réciproquement.

Article 7.

Dispositions réglementaires.

I. Dispositions spéciales.

A. Fixation des relations à autoriser.

Les Administrations luxembourgeoise et suisse fixent, d'un commun accord, les bureaux qui peuvent être autorisés à correspondre entre eux, et elles déterminent, d'accord avec l'Administration française, les voies qui doivent être respectivement employées.

B. Perception des taxes — Dégrèvements.

Les taxes sont perçues par chacune des Administrations luxembourgeoise et suisse d'après les règles appliquées dans son service, mais les taxes réellement dues sont seules comprises dans les comptes internationaux.

Tout dégrèvement de taxe est concerté entre les Administrations luxembourgeoise et suisse, chacune d'elles abandonnant, ainsi que l'Administration française, sa quote-part de taxe.

C. Service des bureaux centraux.

Pour les correspondances de même rang, les communications sont données en alternant et dans l'ordre d'inscription des demandes au bureau tête de ligne „côté demandeur“ du circuit international à utiliser.

Les communications dont l'établissement nécessite l'emploi de 2 circuits internationaux (relations en transit par un bureau français) sont données d'après l'ordre d'inscription des demandes au bureau tête de ligne „côté demandeur“ du premier circuit international à utiliser, et c'est ce bureau qui prend l'initiative de les faire préparer et établir.

Le cas échéant, les communications luxembourgeoises-suisses sont confondues, au bureau tête de ligne „côté demandeur“ du premier circuit international à utiliser, avec les communications de même catégorie intéressant les relations luxembourgeoises-françaises ou suisses-françaises.

D. Procès-Verbaux — Décomptes.

Les bureaux luxembourgeois et suisses têtes de lignes des circuits internationaux utilisés pour les échanges téléphoniques entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Suisse tiennent un procès-verbal relatant les divers incidents de service et indiquant les éléments nécessaires à la perception des taxes et à l'établissement des comptes internationaux.

Les inscriptions devant servir à l'établissement des comptes sont comparées journellement, par téléphone, entre les bureaux luxembourgeois et suisses susvisés. La comparaison journalière des unités de conversations échangées s'effectue comme suit:

a) après chaque communication, le bureau tête de ligne „côté demandeur“ du circuit international annonce au bureau étranger correspondant „nous comptons 1 unité ou 2 unités, etc.“, et ajoute le mot „difficile“ si le temps d'occupation de la ligne ne correspond pas au nombre d'unités annoncé.

b) chaque matin, l'accord verbal doit porter, pour chaque catégorie de communications (ordinaires de jour, urgentes de jour, ordinaires de nuit, urgentes de nuit, abonnements de nuits), sur le nombre des unités échangées le jour précédent, savoir:
au départ du Grand-Duché de Luxembourg,
au départ de la Suisse.

Les comptes sont établis dans les mêmes conditions que les comptes télégraphiques et échangés mensuellement entre les Offices extrêmes, qui en font parvenir à l'Administration française un exemplaire dûment approuvé. La liquidation des parts terminales se fait directement entre les Etats extrêmes et les parts de transit sont respectivement portées sur les comptes mensuels téléphoniques luxembourgeois-français ou suisses-français, par l'Office débiteur.

Les relevés généraux des unités de conversations sont admis lorsque la différence des sommes finales ne dépasse pas un pour cent du débet de l'Administration qui l'a établi.

Lorsque la différence est supérieure à un pour cent, les comptes sont révisés.

En cas de contestation au sujet de la durée d'une conversation, les Administrations s'en rapportent aux inscriptions de l'Administration de départ.

Le règlement des taxes (taxes terminales et taxes de transit) a lieu sur la base du *franc-or*, tel qu'il est défini par la Convention postale de Madrid, c'est-à-dire du franc au pair par rapport au dollar des Etats-Unis d'Amérique.

II. Dispositions du Règlement international.

Les dispositions de la Convention télégraphique internationale de St-Pétersbourg du 10/22 juillet 1875 et du Règlement de service y annexé*) s'appliquent, autant qu'elles s'y rapportent, au service téléphonique luxembourgeois-suisse, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par le présent Arrangement ou par les dispositions particulières dont les trois Administrations pourront convenir.

Article 8.

Le présent Arrangement sera mis à exécution à la date qui sera fixée par les Administrations contractantes, dès qu'il sera devenu définitif selon la législation particulière à chacun des trois Etats.

Fait triple,

A Luxembourg, le 7 mars 1924.
Le Directeur Général des Finances du Grand-Duché de Luxembourg,
sig. *Neyens.*

A Berne, le 20 février 1924.
Le Département des Postes et des Chemins de Fer de la Confédération Suisse.
sig. *Dr. Haab.*

A Paris, le 31 janvier 1924.
Le Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et des Télégraphes de France,
sig. *Paul Laffont.*

73.

ALLEMAGNE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Echange de Notes supplémentaires à la Convention pour le règlement des relations économiques du 29 juin 1920;**) du 15 février 1924.

Reichsgesetzblatt 1925. II, No. 13.

Berlin, den 15. Februar 1924.

Herr Legationsrat!

Im Hinblick auf die Vereinbarung im Artikel 10 Abs. 1 des in Prag am 29. Juni 1920 geschlossenen Abkommens ist meine Regierung bereit, solange das genannte Abkommen in Gültigkeit ist und die dort seitens der Tschechoslowakischen Regierung zugestandene Meistbegünstigung fortgewährt wird, auch ihrerseits in gleichem Umfang der Tschechoslowakei die Meist-

*) V. N. R. G. 2. s. III, p. 614; 3. s. V, p. 208.
**) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 877.

begünstigung zu gewähren. Meine Regierung ist ferner bereit, vorstehende Zusage den gesetzgebenden Körperschaften zur verfassungsmässigen Genehmigung alsbaldigst vorzulegen, um das rechtzeitige Inkrafttreten einer derartigen Vereinbarung, spätestens am 10. Januar 1925, sicherzustellen.

Indem ich Sie, Herr Legationsrat, bitte, hiervon namens Ihrer Regierung Kenntnis zu nehmen, benutze ich diese Gelegenheit, Ihnen den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

gez. *von Stockhammern,*
Ministerialdirektor.

An den Vorsitzenden der Tschechoslowakischen Delegation
für die tschechoslowakisch-deutschen Verhandlungen,
Herrn Legationsrat Dr. Vincent Ibl, hier.

Berlin, den 15. Februar 1924.

Herr Ministerialdirektor!

Mit Note vom heutigen Tage haben Sie mir mitgeteilt, dass im Hinblick auf die Vereinbarung im Artikel 10 Abs. 1 des in Prag am 29. Juni 1920 geschlossenen Abkommens Ihre Regierung bereit ist, solange das genannte Abkommen in Gültigkeit ist und die dort seitens meiner Regierung zugestandene Meistbegünstigung fortgewährt wird, auch Ihrerseits in gleichem Umfang der Tschechoslowakei die Meistbegünstigung zu gewähren. Ihre Regierung ist ferner bereit, vorstehende Zusage den gesetzgebenden Körperschaften zur verfassungsmässigen Genehmigung alsbaldigst vorzulegen, um das rechtzeitige Inkrafttreten einer derartigen Vereinbarung, spätestens am 10. Januar 1925, sicherzustellen.

Indem ich von Vorstehendem namens meiner Regierung Kenntnis nehme, benutze ich diese Gelegenheit, um Ihnen, Herr Ministerialdirektor, den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

gez. *Ibl*, Legationsrat.

An den Vorsitzenden der Deutschen Delegation für
die deutsch-tschechoslowakischen Verhandlungen,
Herrn Ministerialdirektor Karl von Stockhammern, hier.

74.

ITALIE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention consulaire; signée à Rome, le 1er mars 1924.*)

Gazzetta ufficiale 1925, No. 5.

Convention consulaire entre le Royaume d'Italie et la République Tchécoslovaque.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Président de la République Tchécoslovaque désirant s'entendre au sujet de l'admission réciproque des fonctionnaires consulaires ainsi que déterminer leurs exemptions, prérogatives, immunités, honneurs, privilèges et fonctions, ont résolu de conclure une Convention consulaire et ont nommé Plénipotentiaires à cet effet:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

S. Excellence Benito Mussolini, Président du Conseil, Ministre pour l'Intérieur, et par interim des Affaires Etrangères;

Le Président de la République Tchécoslovaque:

M. Vlastimil Kybal, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Tchécoslovaque à Rome;

M. Jan Dvoracek, Ministre Plénipotentiaire, Chef du Département économique au Ministère des Affaires Etrangères;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Art. 1er.

1. Chacune des deux Hautes Parties Contractantes aura la faculté d'établir des offices consulaires dans les ports, villes et autres localités du territoire de l'autre Partie et d'y nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires. Ces fonctionnaires consulaires pourront être de carrière ou honoraires, et, en tant qu'ils ne sont pas des fonctionnaires de carrière, ils pourront être choisis parmi les ressortissants des deux Etats, comme parmi les étrangers.

2. Les fonctionnaires visés à l'alinéa 1er présenteront leurs provisions et seront réciproquement admis et reconnus pour le district fixé par l'Etat dont ils relevent selon les règles et formalités établies dans l'Etat des leur résidence. Les modifications ultérieures de l'étendue de ce district seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat où lesdits fonctionnaires exercent leurs fonctions.

3. Pour exercer librement leurs fonctions les chefs des offices consulaires devront obtenir l'exequatur qui sera delivré sans frais. Sur la présentation dudit exequatur l'autorité compétente de l'Etat de leur résidence prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puis-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 19 janvier 1925.

sent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges qui y sont attachés.

4. Les consuls généraux et consuls, en tant qu'ils y sont autorisés par leurs Gouvernements, pourront nommer des vice-consuls ou agents consulaires dans les ports, villes et autres localités de leurs districts consulaires, sauf l'agrément préalable de l'Etat de leur résidence.

5. Ces vice-consuls et ces agents consulaires seront munis d'un brevet délivré par l'autorité qui les aura nommés et sous les ordres de laquelle ils devront être placés.

6. Les deux Hautes Parties Contractantes se réservent le droit de déterminer les localités où il ne leur conviendra pas d'admettre des fonctionnaires consulaires; bien entendu que, sous ce rapport, elles ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne serait commune à tous les autres Etats.

7. Si l'une des Hautes Parties Contractantes juge nécessaire de retirer l'exequatur déja accordé, elle sera obligée de communiquer à l'autre Haute Partie Contractante les motifs de son procédé.

8. Les chefs ainsi que tous les fonctionnaires de l'office consulaire, en tant qu'ils ne sont pas des ressortissants de l'Etat de leur résidence, seront munis de la part du Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat où ils résident d'une carte spéciale d'identité portant la photographie et la signature du titulaire établissant leur qualité officielle et les recommandant à la protection des autorités locales.

9. Dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'accomplissement de leurs missions officielles ainsi que pour ce qui concerne le plus convenable établissement des offices et des logements du chef et du personnel les fonctionnaires consulaires seront assurés de trouver auprès de l'Etat de leur résidence l'appui et le concours les plus larges.

Article 2.

1. Les chefs des offices consulaires, y compris les agents consulaires, pourront placer sur les bâtiments où sont installés leurs offices l'écusson aux armes de l'Etat qui les a nommés avec l'inscription relative.

2. Ils pourront arborer le pavillon de l'Etat qui les a nommés sur le siège consulaire aux jours de solemnités publiques ainsi que dans d'autres circonstances d'usage.

3. Ces chefs pourront également arborer le pavillon de l'Etat qui les a nommés sur les bateux dans lesquels il s'embarqueraient pour l'exercice de leurs fonctions.

4. Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile; elles serviront avant tout à désigner aux ressortissants l'office consulaire.

Article 3.

1. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux, consuls, vice-consuls on agents consulaires les fonctionnaires consulaires

adjoints seront autorisés, dans l'ordre fixé par l'Etat dont ils relèvent, à exercer par interim les fontions de chef de l'officine consulaire.

2. Les autorités locales dûment prévenues seront tenues de leur prêter assistance et protection et de leur assurer pendant la gestion intérimaire la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges reconnous par la présente Convention aux chefs qu'ils remplacent.

Article 4.

Les chefs des offices consulaires et les autres fonctionnaires consulaires, y compris les fonctionnaires honoraires, ne seront pas soumis à la juridiction de l'Etat où il résident, en tant qu'il s'agit de l'exercice de leurs fonctions.

Article 5.

1. Les fonctionnaires consulaires italiens dans la République Tchécoslovaque et les fonctionnaires consulaires tchécoslovaques dans le Royaume d'Italie jouiront de toutes les exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges dont jouissent ou jouiront à l'avenir les fonctionnaires consulaires du même grade de la nation la plus favorisée.

2. Il est convenu toutefois qu'aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en faveur de ses fonctionnaires consulaires des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires consulaires de l'autre Haute Partie Contractante.

3. Les chefs des offices consulaires de carrière, tous les fonctionnaires de carrière attachés à leurs offices ainsi que le personnel en service exclusif de l'office ou auprès des familles des fonctionnaires consulaires, en tant qu'ils ne sont pas des ressortissants de l'Etat de leur résidence, sont exempts des charges personnelles militaires.

4. Les chefs des offices consulaires et les fonctionnaires de carrière y attachés ayant la qualité de rédacteurs sont aussi, en tant qu'ils ne sont pas des ressortissants de l'Etat le leur résidence, exempts des charges matérielles militaires.

Article 6.

1. L'exemption des impôts et des taxes est réglée par des accords spéciaux.

2. On pourra importer sans permission et en exemption des droits de douane et de toutes autres taxes imposées par les Etats respectifs pour l'importation des biens meubles:

a) le mobilier des fonctionnaires consulaires qui se rendent dans le territoire de l'Etat de leur future résidence;

b) les meubles et les objets de bureau pour le premier établissement;

c) les objets affectés au service de l'office consulaire, surtout les écussons, les drapeaux, les enseignes, les estampilles et les imprimés officiels pour le service courant de l'office.

3. Exception est faite pour les objets de chancellerie.

Article 7.

1. Les chefs des offices consulaires, en tant qu'ils sont ressortissants de l'Etat qui les a nommés, et les autres fonctionnaires consulaires de carrière jouiront de l'immunité personnelle et ne pourront être mis en état d'arrestation ni en détention préventive par la police ou par les agents des tribunaux, sauf dans le cas qu'ils seraient pris en flagrant délit, quand il s'agit d'une infraction qui, conformément aux lois de l'Etat dans lequel elle a été perpétrée, entraîne une peine privative de liberté dont la durée est d'au moins un an ou une peine plus sévère.

2. Dans le cas où les personnes citées à l'alinéa précédent seraient arrêtées et chaque fois quand une instruction pénale serait ouverte contre elles, le Gouvernement de l'Etat dans le territoire duquel l'instruction pénale a été ouverte en informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat dont le prévenu relève.

Article 8.

1. Les fonctionnaires consulaires seront obligés, sur l'invitation des autorités judiciaires, de répondre comme témoins en justice. S'il s'agit d'un fonctionnaire consulaire de carrière, l'autorité judiciaire lui demandera par écrit s'il désire être entendu au siège consulaire ou s'il consent à se présenter personnellement au siège de l'autorité judiciaire. La réponse du fonctionnaire devra être donnée par écrit et sans délai. Si l'interrogatoire doit avoir lieu au siège consulaire, il devra être fixé en tout cas de manière à rendre possible cette déposition dans le délai fixé eventuellement par l'autorité judiciaire.

2. L'interrogatoire aura lieu d'après les formes prévues par les lois locales, et le procès-verbal sera également dressé suivant ces formes.

3. Devant les tribunaux les fonctionnaires consulaires pourront refuser une déposition aussi sur la base du secret professionnel.

4. Si le tribunal ne reconnaît pas le bienfondé du refus de répondre comme témoin sur la base du secret professionnel, il en informera son Gouvernement qui s'adressera au représentant diplomatique de l'Etat dont relève le fonctionnaire consulaire pour régler le différend par la voie diplomatique. L'application de toute mesure coercitive par le tribunal est exclue.

5. Les stipulations de l'alinéa précédent seront également applicables pour la procédure devant les autorités administratives.

Article 9.

1. Les archives consulaires sont toujours inviolables et les autorités locales ne pourront sous aucun prétexte fouiller ou saisir les livres, les papiers et autres objets qui en font partie.

2. Les livres, documents et objets officiels devront toujours être séparés de la correspondance privée, des livres et des papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires consulaires non de carrière.

3. Les livres, les documents et les objets officiels ne pourront être délivrés sous aucune condition.

4. La correspondance officielle est inviolable et elle ne sera pas soumise à la censure. Il en est de même pour les dépêches télégraphiquès, radiotélégraphiques, les phonogrammes et les communications téléphoniques.

5. Les chefs des offices consulaires de carrière, en tant qu'ils sont ressortissants de l'Etat qui les a nommés, sont autorisés de recevoir et d'envoyer des dépêches en chiffre dans leurs rapports avec toutes les autorités gouvernementales de l'Etat dont ils relèvent, y compris les missions diplomatiques et les offices consulaires du même Etat.

Article 10.

Les fonctionnaires consulaires de carrière et les fonctionnaires honoraires pourront employer pour les travaux de leurs ménages des personnes n'étant pas ressortissants de l'Etat où ils résident. Ces personnes ne subiront de ce chef aucune entrâve de la part des autorités locales.

Article 11.

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de protéger les ressortissants de l'Etat qui les a nommés et de défendre dans la mesure du droit et des usages internationaux aussi bien que dans les limites de leur compétence tous leurs droits et leurs intérêts et de pourvoir au développement des relations économiques entre les deux Etats. Il leur incombe la protection des veuves, des mineurs et des personnes incapables de soigner leurs intérêts ressortissant de l'Etat qui les a nommés.

2. Il leur revient également la protection des ressortissants de l'Etat qui les a nommés, lorsqu'ils passeront sur le territoire de leur résidence comme émigrants ou rapatriants aussi bien que la sauvegarde de ceux-ci au moment de leur passage, notamment dans les endroits où il y a des ports.

3. Dans ce but ils pourront s'adresser à toutes les autorités de leur district consulaire pour réclamer contre toute infraction du droit émanant des traités existant entre les deux Hautes Parties Contractantes et contre tout abus dont les ressortissants de l'Etat qui les a nommés pourraient avoir à se plaindre.

4. Ces autorités seront obligées de répondre aux demandes qui leur seraient adressées par les fonctionnaires consulaires. Si la demande est faite par écrit, la réponse devra aussi être donnée par écrit, et, si la démarche consulaire reste sans effet, il y aura lieu à recours en voie diplomatique.

5. L'intervention par écrit auprès des autorités du district se fera dans la langue officielle de l'Etat où le fonctionnaire consulaire réside.

Article 12.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des deux Hautes Parties Contractantes, en tant qu'ils y seront autorisés par les lois de l'Etat qui les a nommés, auront les droits suivants:

a) de recevoir dans leur chancellerie, au domicile des parties et à bord des navires et des bateaux battant le pavillon de l'Etat qui les a

nommés toutes les déclarations que pourraient avoir à faire les ressortissants de l'Etat dont les fonctionnaires consulaires relèvent;

b) de dresser, légaliser ou recevoir en dépôt les dispositions testamentaires des ressortissants de l'Etat qui les a nommés et tout autre acte de droit privé qui concerne ces ressortissants;

c) de dresser, légaliser ou recevoir en dépôt les contrats et arrangements écrits et conclus entre les ressortissants de l'Etat dont lesdits fonctionnaires relèvent ou bien entre lesdits ressortissants et les ressortissants de l'Etat de leur résidence, enfin les actes où figurent seulement les personnes dernièrement mentionnées, en tant qu'ils se rapportent aux immeubles se trouvant sur le territoire de l'Etat qui les a nommés ou que ces actes sont destinés à y produire des effets juridiques; les déclarations et les attestations contenues dans les actes ci-dessus mentionnés et leur expédition, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat qui a nommé les fonctionnaires consulaires et qu'ils aient été soumis aux formalités qui régissent la matière dans l'Etat où l'acte doit recevoir son exécution, auront, après avoir été dûment légalisés par le fonctionnaire consulaire et revêtus du sceau de l'office consulaire, la même force et la même valeur que si ces actes avaient été passés par devant d'autres officiers publics compétents ou un notaire de l'autre Haute Partie Contractante; dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité ou l'exactitude de l'expédition d'un document enregistré à la chancellerie d'un des offices consulaires, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en ferait la demande et ladite personne pourra assister à cette confrontation;

d) de traduire et légaliser toute espèce d'actes et documents émanés des autorités ou fonctionnaires de l'Etat qui a nommé les fonctionnaires consulaires ou de l'Etat de leur résidence; ces traductions auront dans les deux Etats la même force et la même valeur que si elles avaient été faites par les fonctionnaires publics ou les interprètes jurés de ces deux Etats.

Article 13.

1. En cas de décès d'un ressortissant de l'une des deux Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre les autorités locales devront en donner avis immédiatement au représentant consulaire dans le district duquel le décès aura eu lieu. Les représentants consulaires de leur côté devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

2. Les autorités locales devront transmettre le certificat de décès au représentant consulaire avec l'avis mentionné à l'alinéa précédent et, le cas échéant, la copie du procès-verbal relatif légalisée par le tribunal.

3. Le procès-verbal sera dressé conformément aux prescriptions locales en vigueur dans l'Etat où le fonctionnaire consulaire exerce ses fonctions. Sur la demande du représentant consulaire compétent le procès-verbal pourra également être dressé d'après une formule spéciale, en tant que les lois et les règlements locaux ne s'y opposent pas.

Article 14.

1. En cas de décès d'un ressortissant d'une des Hautes Parties Contractantes possédant des biens dans le territoire de l'autre l'autorité locale compétente remettra les biens meubles qui se trouvent sur son territoire au représentant consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant pour les mesures requises par l'ouverture de la succession et pour la décision des différends éventuels qui pourraient avoir rapport avec la succession.

2. Les fonctionnaires consulaires de la Haute Partie Contractante dont le défunt était ressortissant coopéreront avec les autorités locales et, le cas échéant, avec les tribunaux conformément aux pouvoirs relatifs et dans la mesure stipulée par la présente Convention dans toutes les procédures pour éviter les dommages et dégats qui pourraient menacer les biens dont il s'agit ou pour assurer les droits des héritiers, des légataires, des créanciers et d'autres personnes intéressées, en tant qu'ils sont ressortissants de l'Etat où l'héritage se trouve, et pour assurer le payement des taxes publiques qui se rapportent à la succession.

Article 15.

1. Il sera de la compétence du représentant consulaire:

a) sauvegarder les intérêts des ressortissants de l'Etat dont il relève, en tant qu'ils n'ont pas désigné un mandataire;

b) assister personnellement ou par un délégué à l'apposition des scellés des biens meubles successoriaux; à cette occasion le représentant consulaire pourra apposer aussi ses scellés à la succession; il pourra également apposer ses scellés à la succession après un avis préalable à l'autorité locale, si elle n'y avait pas procédé; les scellés ne devront être levés qu'en présence du représentant consulaire ou de son délégué; toutefois, si après un avertissement remis 48 heures avant l'échéance du délai fixé et adressé par les autorités locales au représentant consulaire, pour qu'il assiste à la levée des scellés, l'invitation restait sans effet, l'autorité locale pourra lever non seulement les scellés apposés par elle, mais aussi les scellés du représentant consulaire;

c) se faire représenter et coopérer à l'établissement de l'inventaire des biens successoriaux et de contresigner le procès-verbal relatif;

d) proposer la vente des biens meubles successoriaux qui pourraient se détériorer ou dont la conservation serait difficile, notamment des récoltes et des effets dont la vente pourrait en ce moment s'effectuer en des conditions exceptionnellement favorables et assister à cette vente;

e) coopérer au dépôt en lieu sûr des valeurs, des bijoux et des effets de la succession du défunt ainsi que du montant des créances réalisées et du produit des rentes qu'on percevra, à la nomination, s'il le faut, d'une personne sûre et digne de confiance pour administrer la succession; coopérer notamment au payement des dettes en commun accord entre les intéressés à la succession et ses créanciers.

2. Toutes les mesures dont il est question aux paragraphes b), c), d), e) de cet Article seront prises par les autorités locales compétentes

conformément aux lois de l'Etat où le représentant consulaire exerce ses fonctions. Si le représentant consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant se trouve dans l'endroit où sont les biens meubles successoriaux, ces mesures ne pourront être prises qu'après un avertissement préalable au representant consulaire.

3. Si le représentant consulaire dont il est question à l'alinéa précédent n'est pas dans le lieu où se trouvent les biens meubles successoriaux, il doit être sans retard informé par les autorités locales compétentes des mesures qui ont été prises à l'égard de la succession.

4. Sur la demande du représentant consulaire les mesures susmentionnées pourront être prises également d'après une formule spéciale, changées ou annulées, en tant que les lois et prescriptions locales ne s'y opposent pas et que cela peut être fait sans désavantage pour les ressortissants de l'Etat où les biens successoriaux se trouvent.

5. A l'occasion de la remise des biens meubles successoriaux on observera les dispositions données par le représentant consulaire dans les limites des lois locales.

Article 16.

1. Si des ressortissants de l'Etat où le décès a eu lieu ou d'une tierce Puissance avaient à faire valoir des droits sur une succession administrée par un fonctionnaire consulaire, et des difficultés survenaient, notamment à cause de réclamations donnant lieu à une contestation, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires n'auront aucun droit de terminer ou résoudre ces difficultés qui devront être soumises à l'autorité judiciaire locale.

2. Lesdits fonctionnaires consulaires agiront alors comme représentants de la succession, c'est-à-dire que tout en conservant l'administration et le droit de liquidation ainsi que celui d'effectuer les ventes d'effets dans les formes susénoncées, ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront la faculté de désigner des avocats chargés d'en défendre les droits devant les autorités judiciaires. Il est bien entendu qu'ils remettront à celles-ci tous les papiers et documents nécessaires à éclaircir la question qui leur a été soumise.

3. Dans le cas où l'autorité judiciaire aura prononcé un jugement et celui-ci sera devenu exécutoire, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront tenus à l'exécuter, à moins qu'ils ne se pourvoient en requête extraordinaire, et ils continueront alors de plein droit la liquidation dans le cas où elle aurait été suspendue d'ordre de l'autorité judiciaire jusqu'à la fin de la contestation.

Article 17.

1. Chaque fois que les autorités locales d'une des deux Hautes Parties Contractantes, au cours des actes qui sont de leur compétence, constateront qu'un ressortissant de l'autre Haute Partie Contractante se trouve intéressé dans une succession ouverte sur leur territoire, soit en qualité d'héritier ou de légataire, soit en qualité d'héritier ayant droit à la portion légitime,

soit en qualité de donataire pour cause de mort, soit pour une autre raison quelconque, elles seront tenues d'en informer immédiatement le représentant consulaire compétent de l'autre Haute Partie Contractante.

2. Si les personnes dont il est question à l'alinéa précédent ne sont pas présentes ou bien si elles, pour une raison quelconque, ne sont pas capables de représenter personnellement leur cause, le chef de l'office consulaire compétent ou un autre fonctionnaire consulaire par lui délégué sera autorisé de les représenter devant les autorités locales aussi longtemps qu'elles n'auront pas institué d'autre mandataire.

Article 18.

1. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit d'organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou la curatelle des ressortissants de l'Etat dont ces fonctionnaires consulaires relèvent conformément aux lois de cet Etat.

2. Les autorités locales seront tenues à notifier sans délai à l'office consulaire le plus rapproché de l'autre Haute Partie Contractante tous les cas où il y aurait lieu de pourvoir à la nomination d'un tuteur ou d'un curateur dans l'intérêt d'un ressortissant de l'Etat dont cet office consulaire relève.

3. La protection des personnes sujettes à la tutelle ou à la curatelle ainsi que la protection de leurs biens et intérêts revient à l'office consulaire aussi longtemps que les tribunaux ou les autorités compétentes de l'Etat dont ces personnes sont ressortissants n'auraient pris d'autres mesures. Notamment la question de nommer les tuteurs et curateurs provisoires ou de les relever de leurs fonctions ne pourra être décidée par les autorités locales qu'avec le consentement de l'office consulaire. Egalement les mesures importantes concernant les personnes susdites ou leurs biens et intérêts exigeront le consentement du chef de l'office consulaire compétent ou de son délégué.

Article 19.

Les fonctionnaires consulaires auront le droit de recevoir le payement des prestations, rentes ou indemnités allouées aux ayantsdroit selon les lois de l'Etat dont ils relèvent, et notamment par l'application des lois de prévoyance sociale.

Article 20.

1. Les fonctionnaires consulaires de chacune des deux Hautes Parties Contractantes auront le droit de porter toute sorte de secours aux navires et bateaux battant le pavillon de l'Etat qui les a nommés et séjournant dans les ports de leur district consulaire, et cela sans distinction entre la navigation maritime et fluviale.

2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront se rendre personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires et des bateaux susvisés dès qu'ils auront été admis en libre pratique, interroger le capitaine, l'équipage et toutes les personnes se trouvant à bord, examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur le voyage

des navires et des bateaux, sur leur destination et sur les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de ces navires et bateaux, assister le personnel du bord devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration locale, pour leur servir d'interprètes et d'intermédiaires dans les affaires qu'ils auront à traiter ou dans les demandes qu'ils auront à formuler.

3. Sauf pour ce qui concerne le service de la douane et l'admission en libre pratique de la part des autorités sanitaires et du port, il est convenu que les fonctionnaires de l'administration publique ne pourront dans les ports où réside un fonctionnaire consulaire d'une des deux Hautes Parties Contractantes opérer ni des visites ni des recherches à bord des navires et des bateaux de commerce et de plaisance sans être accompagnés d'un fonctionnaire consulaire de l'Etat dont ces navires ou bateaux battent le pavillon. Ils devront en ce cas prévenir en temps utile le représentant consulaire pour qu'il puisse assister aux opérations susdites. De même ils devront le prévenir toujours en temps utile de toutes les déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les tribunaux et les administrations locales, afin qu'il puisse y assister pour éviter tout erreur ou fausse interprétation qui pourrait nuire à l'administration de la justice.

4. Les interventions des fonctionnaires de la justice locale et notamment les arrestations à bord des navires et des bateaux de commerce et de plaisance battant le pavillon de l'autre Haute Partie Contractante pourront être effectuées sans délai, pourvu que le fonctionnaire consulaire de l'Etat dont ces navires ou bateaux battent le pavillon en soit prévenu.

5. L'invitation qui sera adressée, dans les cas précités, aux fonctionnaires consulaires indiquera l'endroit et l'heure précise, et si les fonctionnaires consulaires négligent de s'y rendre personnellement ou de se faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence. Les autorités locales compétentes seront toutefois tenues d'informer ultérieurement sans délai les fonctionnaires consulaires de toute visite ou autre intervention officielle dont il est question dans les alinéas précédents opérées en leur absence. Elles feront de même, lorsque le fonctionnaire consulaire ne réside pas dans le port.

Article 21.

1. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et des bateaux et la sûreté des marchandises, biens et effets seront observés les lois, ordonnances et règlements de l'Etat où le navire ou le bateau se trouve.

2. Aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires est réservé le maintien de l'ordre intérieur à bord des navires et des bateaux marchands battant le pavillon de l'Etat dont ces fonctionnaires consulaires relèvent.

3. Les contestations de toute nature entre le capitaine, les officiers et les matelots et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés seront résolues par

les fonctionnaires consulaires susvisés, en tant qu'ils y sont qualifiés d'après les lois de l'Etat dont ils relèvent. Dans le cas contraire lesdits fonctionnaires auront toujours la faculté de régler les différends en conciliation.

4) A défaut d'une décision ou d'une transaction d'après l'alinéa précédent les différends en cause seront déférés aux autorités compétentes de l'Etat dont le navire ou bateau respectif bat le pavillon, sauf les dispositions contenues dans l'Article 26.

5. Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires et des bateaux seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou lorsque des ressortissants locaux ou des personnes ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouveraient mêlés.

6. Dans tous les autres cas les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux représentants consulaires, si elles en sont requises par ceux-ci.

Article 22.

Dans le cas ou des personnes inscrites sur le rôle de l'équipage ou sur un document équivalent auraient abandonné leur service, les fonctionnaires consulaires devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, au moyen de la présentation du rôle de l'équipage ou de documents équivalents ou en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes susmentionnées font réellement partie de l'équipage. Sur la demande des fonctionnaires consulaires ainsi justifiée les autorités locales leur prêteront tout secours et toute assistance pour rechercher ces personnes et les sommer de rentrer en service en dressant procès-verbal.

Article 23.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires et les bateaux des deux Etats auront souffertes, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement soit par relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de l'Etat dont le navire ou bateau bat le pavillion, à moins que des ressortissants locaux ou d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries; dans ce cas et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées les avaries devront être réglées par l'autorité compétente.

Article 24.

1. Lorsqu'un navire ou un bateau battant le pavillion d'une des deux Hautes Parties Contractantes fera naufrage ou échouera sur les côtes ou les territoires de l'autre Haute Partie Contractante, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire de la circonscription et, à son défaut, à celle du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

2. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires et bateaux tchécoslovaques qui naufrageraient ou échoueraient sur les côtes ou les

territoires du Royaume d'Italie seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de la République Tchécoslovaque; réciproquement toutes les opérations relatives au sauvetage des navires et bateaux italiens qui naufrageraient ou échoueraient sur les côtes ou les territoires de la République Tchécoslovaque seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires du Royaume d'Italie.

3. L'intervention des autorités locales n'aura lieu dans les deux Etats que pour assister les représentants consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées et pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

4. En l'absence et jusqu'à l'arrivée du représentant consulaire ou de la personne qu'il déléguerait à cet effet les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

5. L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de droits d'aucun genre en dehors de ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires et les bateaux nationaux.

6. En cas de doute sur la nationalité des navires et des bateaux naufragés ou échoués les mesures mentionnées dans le présent Article seront prises par l'autorité compétente.

7. Les deux Hautes Parties Contractantes conviennent en outre que les marchandises et les effets sauvés ne seront soumis au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient destinés à la consommation intérieure.

Article 25.

Les fonctionnaires consulaires délivreront et viseront conformément aux prescriptions de l'Etat qui les a nommés les passeports et d'autres documents officiels.

Artikel 26.

Les dispositions de la presente Convention ne portent aucune atteinte aux dispositions des actes de navigation régissant les fleuves internationaux ni aux dispositions prises par l'application de ces actes ni aux dispositions réglant la navigation sur les autres voies navigables intérieures.

Article 27.

Les fonctionnaires consulaires sont autorisés à faire tous les actes se rapportant au service militaire, à la tenue des rôles militaires et à la visite sanitaire des conscrits ressortissant de l'Etat qu'ils représentent.

Article 28.

1. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt que faire se pourra.

2. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura la durée de 5 années à partir de la même date.

3. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié une année avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original à Rome le 1er mars 1924.

(L. S.) *Benito Mussolini.* (L. S.) *Vlastimil Kybal.*
(L. S.) *Jan Dvoracek.*

75.

ESTHONIE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Arrangement concernant le service des mandats de poste; signé à Washington, le 12 mars 1924.*)

Riigi Teataja 1924, No. 141/142.

Convention for the exchange of money orders between the Republic of Esthonia and the United States of America.

Desiring to establish a system of Exchange of Postal Money Orders between the two countries, the Government of the Republic of Esthonia represented by Hon. A. Piip, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Esthonia, and the Government of the United States of America represented by Hon. Harry S. New, Postmaster General of the United States, duly authorized for this purpose have formulated the following Articles of agreement:

Article I.

Exchange of Money Orders.

1. There shall be a regular exchange of Postal Money Orders between the Republic of Esthonia and the United States of America, with its possessions, except the Panama Canal Zone and the Philippine Islands.

2. Each country shall foward to the other a list of its post offices for use in the verification of the addresses of payees as furnished by intending remitters. The country of issue shall not, however, attempt to designate the office of payment, leaving that duty to the country of destination which will reissue the money orders in accordance with the provisions of Article IX.

---

*) Les Annexes ne sont pas reproduites.

Article II.

Exchange offices.

The exchange of orders shall be conducted through the medium of Exchange Offices. On the part of the United States the exchange office shall be New York, and on that of Esthonia the exchange office shall be Tallinn.

Article III.

Maximum Amount.

1. The maximum of each order is fixed at one hundred dollars.
2. No order shall contain any fraction of a cent.

Article IV.

Amounts expressed in United States Money.

The amounts of orders in both directions shall be expressed in United States currency (dollars and cents) and in consideration of the fluctuations in the rate of exchange, it is agreed that all amounts shall be converted into their proper equivalents by the exchange office at Tallinn: that is to say, that the amounts received for orders issued in Esthonia and payable in the United States, shall be converted into dollars and cents according to the rate of exchange on the eve of the dispatch of the list described in Article VIII and the amounts of orders issued in the United States for payment in Esthonia shall be converted into the money of the country of payment at the current rate of exchange on the day of the arrival of the list from New York.

Article V.

Currency.

The amount of the orders shall be deposited by the remitter and paid to the payee in gold or its nearest legal equivalent. However, in case there be money in legal circulation of less value than gold, each Administration shall have the right to receive and use such money in its transactions with the public, taking into account the difference in value.

Article VI.

Commissions.

1. The Postal Administration of Esthonia shall have the right to fix the commission which the public shall pay for orders issued by its offices and the Administration of the United States shall have the same right with regard to the orders which it may issue.

2. Each country shall communicate to the other a list of the commissions which it may collect and the public shall pay for that service. These commissions shall be paid in advance at the office of issue and shall not be refunded.

3. The country of origin shall keep the fees paid by the public on all money orders issued within its own jurisdiction and no commission shall be exacted or other charge made by either Administration for any other services performed in connection with the exchange of money orders.

Article VII.

Applicant must supply particulars.

The applicant for a money order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian name (or at least the initial of one Christian name) both of the remitter and the payee, or the name of the firm or company who are remitters or payees and the address of the remitter and payee.

Article VIII.

Money Order Lists.

1. The particulars relating to each order issued in the United States on Esthonia shall be entered by the exchange office of New York, State of New York, on a list identical with Model „A" (thus indicated in the appendix), in which shall be expressed the amount of such order in the money of the United States. That list having received the impression of the dating stamp of the office at New York, shall be transmitted to the exchange office at Tallinn, where it shall be stamped in like manner (with the date of receipt) and where the necessary arrangements for payment of the order shall be made.

2. In the same way the particulars relating to orders issued in Esthonia on the United States shall be entered by the exchange office at Tallinn in a list identical with Model „B" (thus indicated in the appendix), in which shall be entered the amount of each order in the money of the United States. That list after receiving the impression of the dating stamp of the exchange office, shall be transmitted to the exchange office of New York, State of New York, where in like manner it shall be stamped with the date of receipt, and where the necessary arrangements shall be made for payment of the orders.

3. Each list, as well as each order listed, shall be numbered consecutively 1, 2, 3, 4, 5, etc., in the order of dispatch, commencing with July 1, of each year, and each of the Contracting Parties shall acknowledge receipt by means of the first subsequent list sent to the other country.

4. A list shall be transmitted by every mail dispatched from Tallinn for New York and vice versa, and a duplicate of each list shall be dispatched by the next following mail.

5. Should it happen on the date of dispatch of the list that there are no orders to send, a list shall be sent nevertheless with the following words written across it: „No orders".

6. Should the original list or the duplicate thereof not arrive at the expected time, the dispatching exchange office upon receiving notice of that fact, shall transmit a duplicate or a triplicate of the missing list duly authenticated.

7. The original orders issued in the United States for payment in the Republic of Esthonia, shall be retained in the records of the exchange office at New York, and the orders issued in Esthonia for payment in the United States shall be retained in the exchange office at Tallinn, to be

available in conducting correspondence regarding the remittances thus represented. The advices of orders of United States issue shall, however, be forwarded to the Tallinn office with the lists in which they are certified.

Article IX.

How payment is effected.

1. As soon as a list arrives at the exchange office of destination, that office shall issue the orders according to the amounts specified in the list in favour of the payees and remit them free of postage to the respective addresses or to the offices of destination, in conformity with the regulation in force in each country for the payment of postal money orders.

2. Wen the list contains irregularities which cannot be corrected at the receiving exchange office that office shall ask for explanations with the least possible delay; and in the meantime the issue of inland money orders corresponding to these entries shall be suspended until the explanations are received.

3. One copy of each exchange list shall be returned by the receiving exchange office to the dispatching office, but before returning such copy, the receiving office shall enter therein the names of the respective offices of payment of the orders enumerated in the list, and in the lists from the United States returned by the exchange office at Tallinn, the latter office shall also enter the amount of each order in the money of Esthonia according to the conversion made by it.

Article X.

Payment subject to Rules of country drawn on.

1. The orders issued by each country on the other shall be subject as regards payment to the regulations which govern payment of domestic money orders in the country on which they are drawn. However, in the event of wrong payment, if complaint is made within two years from the date of issue of the order, the paying Administration shall indemnify the true payee or reimburse the remitter, unless it be shown that the error in payment was due to insufficient address of the payee as given by the remitter or by the dispatching Administration. In such event the responsibility devolves upon the sender or the issuing Administration as the case may be; if it be impossible to recover the money.

2. The paid orders shall remain in the possession of the country of payment.

Article XI.

Corrections and Repayments.

1. Requests for correction of errors or for repayment of orders must be addressed by the remitter to the Postal Administration of the country in which the order is issued.

2. Repayment shall be effected by the country of issue only after authorization received from the country of destination; the amount repaid

must be placed to the credit of the former in the quarterly account (Article XV).

3. Each Administration shall determine the course to be pursued in repayment to the remitter.

Article XII.

Duplicate Orders.

Duplicate orders may be issued only by the Postal Administration of the paying country and in accordance with its regulations on the subject.

Article XIII.

Void Orders.

Orders which shall not have been paid within twelve calender months from the month of issue shall become void, and the sums received shall accrue to, and be at the disposal of, the country of origin.

Article XIV.

List of Void Orders — How rendered.

1. At the end of each quarter the Director General of Posts and Telegraphs shall prepare and send to the Third Assistant postmaster general, Division of Money Orders, at Washington, a detailed statement of all orders of United States issue which, under the terms of the preceding Article, have become void and reverted to the country of origin.

2. On the other hand, the Post Office department of the United States at the end of each quarter shall send to the Director General of Posts and Telegraphs of Esthonia a list of the postal money orders issued in the country for payment in the United States which have become void.

3. All void orders shall be entered in the quarterly account to the credit of the country of issue.

Article XV.

Accounts.

1. At the end of each quarter the Director of Posts and Telegraphs shall prepare an account in which shall be entered in detail the totals of the lists showing the amounts of orders issued during the same quarter in each of the two countries and the balance resulting from such transactions.

2. Two copies of that account shall be transmitted to the Post Office Department of the United States at Washington. If, after proper verification, the balance, which must always be expressed in money of the United States, is found to be against the Postal Administration of Esthonia, it shall be paid at New York in money of the United States by means of a bill of exchange payable at sight. If the balance be found against the United States, it shall be paid in United States money by means of a bill of exchange payable at sight, drawn on New York and remitted to Tallinn by the Post Office Department at Washington, or by depositing the sum to the credit of the Esthonian Administration in any designated bank in New York.

3. Payments may also be made in cash or by means of bills of exchange drawn on places other than New York by mutual agreement between the two administrations.

Article XVI.

Remittances on Account.

Pending the settlement of a quarterly account, the Post Office Department at Washington, for the present, shall make to the Director General of Posts and Telegraphs of Esthonia, in the manner set forth in the preceding Article, weekly payments of approximately three-fourths of the amount certified by the New York Exchange Office in the money order advice lists dispatched to Tallinn. The accounts and the letters relating to the remittances on account shall be in accordance with the forms C. D. E. F. and G. annexed to this Convention.

Article XVII.

Additional Regulations.

1. The Postal Administration of either of the two countries may adopt other regulations, not contrary to this Convention, for the purpose of protection against fraud, or for the better operation of the system which it has established.

2. Every additional regulation adopted must be communicated without loss of time to the Administration of the other country.

Article XVIII.

Suspension of Exchange.

Should extraordinary circumstances justify it, each of the two Postal Administrations shall be authorised to suspend temporarily the exchange of money orders in whole or in part, provided that notice of the suspension is immediately given to the other country, by cable if necessary.

Article XIX.

In effect.

This Convention after having been signed shall take effect on the day of the notification to the United States Government by the Esthonian Government that the ratification of this Treaty has been made by the State Assembly and shall continue in force until twelve months after either Government shall have notified the other of its desire to terminate it.

Done in duplicate and signed at Washington on the twelfth day of March, 1924.

A. Piip

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Esthonia.

Harry S. New

Postmaster General of the United States.

Declaration.

In consideration of the desire of the Governments of Esthonia and the United States to expedite the transaction of business under the rules laid down in the Convention signed today, both Parties agree that, beginning April first, 1924, a tentative exchange of money orders between Esthonia and the United States according to the regulations of the proposed agreement shall be established which shall continue in force until the Convention comes regularly into effect through notification of its ratification by the State Assembly of Esthonia.

Executed in duplicate and signed in Washington on the twelfth day of March 1924.

A. Piip
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentary of the Republic of Esthonia.

Harry S. New
Postmaster General of the United States.

76.

SUÈDE, SUISSE.

Echange de Notes afin de régler provisoirement les relations commerciales entre les deux pays; du 20 mars 1924.

Sveriges Överenskommelser med främmande makter 1924, No. 6.

1.

Stockholm, le 20 mars 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire connaître, qu'en attendant la conclusion d'un Traité de Commerce en bonne et due forme, mon Gouvernement est disposé à régler provisoirement les relations commerciales entre la Suisse et la Suède sur les bases suivantes:

1. Le Gouvernement Suisse s'engage à reconnaître aux marchandises et ressortissants suédois et le Gouvernement Suédois s'engage à reconnaître aux marchandises et ressortissants suisses le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne l'importation et l'exportation des marchandises et le régime des voyageurs de commerce. La Suisse ne sera pas fondée, toutefois, à réclamer les faveurs qui ont été ou seront accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux Pays, aussi longtemps que les mêmes faveurs n'auront pas été consenties à un autre Etat. Sont également exceptés les privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties Contractantes à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière, ainsi que ceux résultant

d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclu par l'une des Parties Contractantes.

2. Le Gouvernement Suisse s'engage à reconnaître aux voyageurs de commerce suédois et le Gouvernement Suédois s'engage à reconnaître aux voyageurs de commerce suisses, dûment munis d'une patente, le droit de bénéficier pour les échantillons de marchandises importés par eux, de la franchise temporaire des droits de douane. La réexportation des échantillons dans le délai de six mois devra être garantie soit par le dépôt au bureau de douane d'entrée du montant des droits applicables, soit par une caution valable, les dispositions des deux Pays relatives à la preuve d'identité restant réservées. Le délai ainsi fixé pour la réexportation pourra, si les circonstances devaient l'exiger, être porté à une année au plus.

Les voyageurs de commerce suisses dûment munis d'une patente auront le droit de voyager en Suède avec des échantillons non poinçonnés d'ouvrages en or ou en argent consistant en montres, parties de montres ou accessoires (y compris les bracelets) tenant fermement aux montres ou nécessaires pour que celles-ci puissent être employées en vue de leur destination. Ces échantillons devront être réexportés dans le délai susmentionné de six mois, ou cas échéant d'une année. La réexportation des articles qui, tout en étant soumis au poinçonnement en Suède, ne sont pas poinçonnés, devra être garantie par le dépôt d'une somme qui ne pourra pas dépasser, s'il s'agit d'articles en argent, le double et s'il s'agit d'articles en or, le quintuple du montant des droits de douane. La saisie de la somme versée en garantie n'exclura pas la poursuite en justice des infractions aux dispositions en vigueur relatives au commerce des articles en métaux précieux.

La clause de la nation la plus favorisée s'applique également au traitement des échantillons de voyageurs de commerce, y compris ceux en métaux précieux.

Il est entendu qu'en ce qui concerne les voyageurs de commerce, les dispositions de cet Arrangement ne sont applicables qu'aux voyageurs en gros (c. à. d. à ceux visitant les revendeurs ou les personnes ou entreprises utilisant les marchandises pour leurs besoins professionels), chacune des deux Parties Contractantes se réservant l'entière liberté de sa législation au sujet des industries ambulantes, du colportage et de la recherche de commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie ni commerce.

3. Le présent Arrangement provisoire entrera en vigueur le jour de la notification par le Gouvernement Suédois de l'approbation par la Diète suédoise*) et restera applicable jusqu'à l'entrée en vigueur d'un Traité de Commerce établi en bonne et due forme ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de la dénonciation de l'Arrangement par l'une des Parties Contractantes.

En vous priant de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement Suédois se rallie aux propositions qui précèdent et considère, lui aussi, l'Arrangement comme effectivement conclu et devant entrer en vigueur au

*) V. la Note du 25 avril 1924, ci-dessous.

moment prévu au paragraphe précédent, je vous présente, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse en Suède.
Schreiber.

2.

Stockholm, le 20 mars 1924.

Monsieur le Ministre,

En me référant à votre note de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement Suédois, se ralliant aux propositions du Gouvernement Suisse reproduites dans ladite note, est également disposé à régler provisoirement, en attendant la conclusion d'un Traité de Commerce en bonne et due forme, les relations commerciales entre la Suède et la Suisse, sur les bases suivantes:

1. Le Gouvernement Suédois s'engage à reconnaître aux marchandises et ressortissants suisses et le Gouvernement Suisse s'engage à reconnaître aux marchandises et ressortissants suédois le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne l'importation et l'exportation des marchandises et le régime des voyageurs de commerce. La Suisse ne sera pas fondée, toutefois, à réclamer les faveurs qui ont été ou seront accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux Pays, aussi longtemps que les mêmes faveurs n'auront pas été consenties à un autre Etat. Sont également exceptés les privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties Contractantes à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière, ainsi que ceux résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue par l'une des Parties Contractantes.

2. Le Gouvernement Suédois s'engage à reconnaître aux voyageurs de commerce suisses et le Gouvernement Suisse s'engage à reconnaître aux voyageurs de commerce suédois, dûment munis d'une patente, le droit de bénéficier pour les échantillons de marchandises importés par eux, de la franchise temporaire des droits de douane. La réexportation des échantillons dans le délai de six mois devra être garantie soit par le dépôt au bureau de douane d'entré du montant des droits applicables, soit par une caution valable, les dispositions des deux Pays relatives à la preuve d'identité restant réservées. Le délai ainsi fixé pour la réexportation pourra, si les circonstances devaient l'exiger, être porté à une année au plus. Les voyageurs de commerce suisses dûment munis d'une patente auront le droit de voyager en Suède avec des échantillons non poinçonnés d'ouvrages en or ou en argent consistant en montres, parties de montres ou accessoires (y compris les bracelets) tenant fermement aux montres ou nécessaires pour que celles-ci puissent être employées en vue de leur destination. Ces échantillons devront être réexportés dans le delai susmentionné de six mois, ou cas échéant d'une année. La réexportation des articles qui, tout en étant soumis au poinçonnement en Suède, ne sont pas poin-

çonnés, devra être garantie par le dépôt d'une somme qui ne pourra pas dépasser, s'il s'agit d'articles en argent, le double et s'il s'agit d'articles en or, le quintuple du montant des droits de douane. La saisie de la somme versée en garantie n'exclura pas la poursuite en justice des infractions aux dispositions en vigueur relatives au commerce, des articles en métaux précieux.

La clause de la nation la plus favorisée s'applique également au traitement des échantillons de voyageurs de commerce, y compris ceux en métaux précieux.

Il est entendu qu'en ce qui concerne les voyageurs de commerce, les dispositions de cet arrangement ne sont applicables qu'aux voyageurs en gros (c. à. d. à ceux visitant les revendeurs ou les personnes ou entreprises utilisant les marchandises pour leurs besoins professionelles), chacune des deux Parties Contractantes se réservant l'entière liberté de sa législation au sujet des industries ambulantes, du colportage et de la recherche de commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie ni commerce.

3. Le présent arrangement provisoire entrera en vigueur le jour de la notification par le Gouvernement Suédois de l'approbation par la Diète suédoise et restera applicable jusqu'à l'entrée en vigueur d'un Traité de Commerce établi en bonne et due forme ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de la dénonciation de l'arrangement par l'une des Parties Contractantes.

Considérant dès lors l'arrangement ci-dessus comme effectivement conclu et devant entrer en vigueur au moment prévu au paragraphe précédent, je vous présente, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Marks von Würtemberg.

3.

Stockholm, le 25 avril 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que la Diète suédoise vient d'approuver l'arrangement provisoire, conclu le 20 mars dernier entre la Suède et la Suisse en vue de régler les relations commerciales entre les deux pays et que par conséquent le Gouvernement Suèdois considère qu'en vertu de son alinéa 3 ledit arrangement est entré en vigueur en date d'aujourd'hui.

En vous priant de vouloir bien m'accuser réception de cette communication je saisis cette occasion pour Vous offrir, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Marks von Würtemberg.

4.

Stockholm, le 26 avril 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 25 de ce mois par laquelle Votre Excellence veut bien me faire savoir que la Diète suédoise

venait d'approuver l'arrangement provisoire conclu le 20 mars dernier entre la Suède et la Suisse en vue de régler les relations commerciales entre les deux pays.

Conformément à son alinéa 3, cet arrangement est donc entré en vigueur en date d'hier, 25 de ce mois. Mon Gouvernement en a été avisé télégraphiquement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse en Suède.
Schreiber.

77.

ALLEMAGNE, GRÈCE.

Echange de Notes concernant la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce; du 21 mars 1924.

Ephimeris du 4 avril 1924.

1.

Le Chargé d'Affaires d'Allemagne à Athènes, Dr. von Baligand, à Son Excellence Monsieur A. Papanastassiou, Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires Etrangères de Grèce.

No. II/450. Athènes le 21 mars 1924.

Monsieur le Président du Conseil,

Au nom du Gouvernement Allemand j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce en Allemagne et en Grèce sera régie à l'avenir par les dispositions qui suivent:

Les ressortissants de l'un des deux Etats jouiront dans le territoire de l'autre, en ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce (Warenzeichen), des mêmes droits que les propres ressortissants. Toutefois, le Gouvernement Hellénique se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'Article 4 du décret royal en date du 3/16 octobre 1922.

Seront assimilées aux ressortissants aux termes de cet arrangement les personnes qui ont leur domicile ou leur établissement industriel ou commercial dans le territoire de l'un des deux Etats.

Cet arrangement entrera immédiatement en vigueur. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de sa dénonciation de la part de l'un des deux Etats.

En attendant une déclaration analogue du Gouvernement Hellénique, je profite de cette occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Président du Conseil, l'assurance de ma très haute considération.

Signé: *Baligand.*

2.

Son Excellence Monsieur A. Papanastassiou, Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires Etrangères de Grèce, au Chargé d'Affaires d'Allemagne à Athènes Dr. von Baligand.

No. 10093. Athènes le 21 mars 1924.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Au nom du Gouvernement Hellénique, j'ai l'honneur de Vous déclarer, en réponse à la Note No. II/450 que vous avez bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui, que la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce en Grèce et en Allemagne sera régie à l'avenir par les dispositions qui suivent:

Les ressortissants de l'un des deux Etats jouiront dans le territoire de l'autre en ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce (Warenzeichen), des mêmes droits que les propres ressortissants. Toutefois le Gouvernement Hellénique se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'Article 4 du décret royal en date du 3/16 octobre 1922.

Seront assimilées aux ressortissants aux termes de cet arrangement les personnes qui ont leur domicile ou leur établissement industriel ou commercial dans le territoire de l'un des deux Etats.

Cet arrangement entrera immédiatement en vigueur. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de sa dénonciation de la part de l'un des deux Etats.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

Signé: *A. Papanastassiou.*

78.

POLOGNE, ISLANDE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Varsovie, le 22 mars 1924.*)

Dziennik Ustaw 1924, No. 74.

Traité de Commerce et de Navigation entre la Pologne et l'Islande.

La Pologne d'un côté et l'Islande de l'autre côté désirant favoriser le développement des relations commerciales et maritimes entre lesdits pays, ont résolu de conclure un Traité de Commerce et de Navigation; à cet effet le Gouvernement Polonais et le Gouvernement Danois, au nom de

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 13 août 1924.

l'Islande en vertu de la loi unionelle dano-islandaise, ont nommé en qualité de Plénipotentiaires, savoir:

Pour la Pologne:

Monsieur Maurycy Zamoyski, Ministre des Affaires Etrangères,
Monsieur Józef Kiedroń, Ministre de l'Industrie et du Commerce.

Pour l'Islande:

Son Excellence Monsieur Niels Peter Arnstedt, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, à Varsovie.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article I.

La Pologne et l'Islande s'engagent à s'accorder réciproquement en tout ce qui concerne leur commerce, leur industrie et leur navigation un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourra être accordé à la nation la plus favorisée.

Article II.

Pour ce qui concerne le commerce, le traitement de la nation la plus favorisée s'appliquera spécialement aux droits d'importation et d'exportation et à tous autres droits de nature quelconque, ainsi qu'aux autres conditions pour l'importation et l'exportation, le transit et le transport des marchandises et aux prohibitions ou restrictions d'importation et d'exportation, à moins que celles-ci ne soient jugées nécessaires pour assurer la sécurité publique ou pour des motifs sanitaires ou vétérinaires.

Article III.

Pour ce qui concerne la navigation, le traitement de la nation la plus favorisée s'appliquera spécialement aux droits de nature quelconque, ainsi qu'à l'égard de l'accès de navires à charger et décharger des produits et de toutes les formalités relatives aux navires et à leur équipage.

Article IV.

Les navires battant le pavillon d'une des Hautes Parties Contractantes et munis des papiers et documents de bord exigés comme preuve de la nationalité des navires de commerce par la législation de cette Partie, seront considérés comme navires de cette Partie, dans les eaux territoriales de l'autre.

Une convention spéciale réglera la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage et de navigabilité, délivrés par les autorités compétentes.

Article V.

En cas d'échouement d'un navire de l'une des Parties Contractantes sur les côtes de l'autre, le plus proche officier consulaire du pays, auquel appartient le navire, en sera informé le plus tôt possible par les autorités locales, qui de toute façon devront prêter leurs concours pour la sauvegarde

de tous les intérêts dans le sauvetage, du navire et de la cargaison. Les produits sauvés ne seront passibles d'aucun droit de douane à moins qu'ils ne soient admis à la consommation intérieure.

Article VI.

Les ressortissants jouiront à l'égard du libre accès au territoire de l'autre pays et du droit de s'y fixer et y exercer leur commerce, industrie et professions, d'un traitement aussi favorable que celui, qui est accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée, y compris également ce qui concerne la taxation des personnes et de l'exercice du commerce, industrie et professions.

Article VII.

Les sociétés civiles et commerciales qui sont valablement constituées d'après les lois d'une des Parties Contractantes et qui ont leur siège social sur son territoire, verront leur existence juridique reconnue dans l'autre Partie pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs, et auront en se conformant aux lois et règlements et sous les mêmes conditions que les sociétés du pays libre et facile accès auprès des Tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, ainsi qu'auprès des autorités.

Les sociétés civiles et commerciales ainsi reconnues de chacune des Parties Contractantes pourront, si les lois de l'autre Partie ne s'y opposent et en se soumettant aux lois et règlements de cette Partie, s'établir sur son territoire, y fonder des filiales et succursales et y exercer leur industrie. Sont toutefois exceptées les branches du commerce et les industries qui, en raison de leur caractère d'utilité générale, y compris les sociétés financières et d'assurances, seraient soumises à des restrictions spéciales applicables à tous les pays.

Les sociétés une fois admises conformément aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur le territoire du pays respectif, ne seront assujetties à des impôts, taxes ou contributions quelque soit la dénomination ou l'espèce, autres ou plus élevés que ceux qui sont imposés ou pourront être imposés aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Ne pourront être taxées que la partie de l'actif social se trouvant effectivement dans le pays où sont perçus les impôts et taxes ou contributions, et les affaires qui y sont opérées.

Article VIII.

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Varsovie, aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

Le Traité est conclu pour la durée d'un an, cependant s'il n'est pas dénoncé à l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite réconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur six mois à compter du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait en double exemplaire, à Varsovie, le vingt-deux mars mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) *Maurycy Zamoyski.* (L. S.) *N. P. Arnstedt.*
(L. S.) *Józef Kiedroń.*

Protocole final.

Les Soussignés réunis en date d'aujourd'hui afin de signer le Traité de Commerce et de Navigation ci-contre, sont convenus de ce qui suit:

Considérant les relations qui, conformément au contenu de la loi unionelle du 30 novembre 1918,*) existent entre le Danemark et l'Islande, il est entendu que les dispositions du susdit Traité ne pourront pas, de la part de la Pologne, être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que l'Islande a accordés ou pourrait à l'avenir accorder au Danemark.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Varsovie en double exemplaire, le vingt-deux mars mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) *Maurycy Zamoyski.* (L. S.) *N. P. Arnstedt.*
(L. S.) *Józef Kiedroń.*

Protocole additionnel.

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord que la Pologne aura la faculté, pendant la durée du présent Traité, d'étendre à la Ville Libre de Dantzig l'efficacité de tous les privilèges et obligations résultant des dispositions de ce Traité, en le notifiant au Gouvernement Royal Danois.

Article II.

Afin d'exécuter la disposition de l'Article précédent, les deux Parties Contractantes échangeront des notes de la teneur suivante:

I. Note du Gouvernement de la République Polonaise:

„J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les dispositions du Traité de Commerce et de Navigation, qui a été signé le 22 mars 1924 entre la Pologne et l'Islande s'étendront également à la Ville Libre de Dantzig dès le ....

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération".

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 3.

II. Note du Gouvernement Royal de Danemark:

„J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note No. .... en date de ce jour par laquelle Votre Excellence ma fait savoir que les dispositions du Traité de Commerce et de Navigation, qui a été signé le 22 mars 1924 entre l'Islande et la Pologne, s'étendront également à la Ville Libre de Dantzig dès le ....

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération".

Article III.

Le présent Protocole, qui constitue une partie intégrale du Traité de Commerce et de Navigation entre la Pologne et l'Islande signé ce jour à Varsovie, sera ratifié en même temps que le Traité ci-dessus.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le vingt-deux mars mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) *Maurycy Zamoyski.* (L. S.) *N. P. Arnstedt.*
(L. S.) *Józef Kiedroń.*

79.

POLOGNE, DANEMARK.

Traité de commerce et de navigation; signé à Varsovie, le 22 mars 1924.*)

Dziennik Ustaw 1924, No. 74.

Traité de Commerce et de Navigation entre la Pologne et le Danemark.

Le Gouvernement Polonais et le Gouvernement Royal Danois également animés du désir de resserrer les liens d'amitié et d'affermir et d'étendre les relations commerciales et maritimes entre la Pologne d'un côté et le Danemark de l'autre côté, ont résolu de conclure un Traité de Commerce et de Navigation et ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Gouvernement Polonais:

Monsieur Maurycy Zamoyski, Ministre des Affaires Etrangères,
Monsieur Józef Kiedroń Ministre de l'Industrie et du Commerce;

Le Gouvernement Danois:

Son Excellence Monsieur Niels Peter Arnstedt, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande à Varsovie,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 13 août 1924.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article I.

Sauf dispositions contraires dans les Articles suivants les Hautes Parties Contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement en ce qui concerne leur commerce, leur industrie, leurs professions, leur agriculture, leur navigation un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à la nation la plus favorisée.

Article II.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier Polonais ou de Danemark (y compris le Groenland), seront admis à leur importation sur le territoire de l'autre Partie en tout ce qui concerne les droits de douane, l'application de coefficients de majoration et de tout autre droit qui, en supplément aux droits d'entrée serait prélevé à l'importation des produits, ceux-ci jouiront d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits de la nation la plus favorisée. Ledit traitement comprendra aussi le régime douanier, toutes les formalités de douane, le remboursement des droits acquittés et de l'entreposage.

Article III.

Les produits originaires et en provenance de tout autre pays en transit sur le territoire de l'une des Parties utilisant ou non l'entreposage dans les ports francs, entrepôts libres, entrepôts de transit ou autres entrepôts douaniers jouiront à leur importation sur le territoire de l'autre Partie en ce qui concerne les droits d'entrée, tous autres droits et à tout autre égard d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui serait accordé aux produits importés directement du pays d'origine.

Article IV.

Les produits exportés du territoire douanier polonais à destination de Danemark ou les produits exportés de Danemark à destination du territoire douanier polonais jouiront, en tout ce qui concerne les droits d'exportation, l'application de coefficients de majoration et de tout autre droit, levé à l'exportation des produits des deux pays, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits, exportés à destination de la nation la plus favorisée.

Article V.

Les dispositions fixées par les Articles 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas:

a) aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties Contractantes dans les trafic-frontière avec les pays limitrophes,
b) aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière,
c) au régime provisoire douanier entre les parties polonaise et allemande de la Haute Silésie.

Article VI.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement la liberté du transit sur les voies les plus appropriées au transit international, aux personnes, bagages, produits et objets de toute sorte, envois postaux, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les produits de l'un des deux pays introduits dans le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit ne seront soumis dans ce dernier à aucun droit ou taxe de douane ou à aucun droit intérieur autre que les taxes exclusivement destinées à couvrir les frais du contrôle et de l'administration du transit, ainsi que les taxes afférantes aux transactions dont les produits seraient l'objet.

Aucune des deux Parties Contractantes ne sera pourtant tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite. Le transit des produits pourra être prohibé:

a) pour raison de sûreté et de sécurité publique ainsi que de sécurité nationale,
b) pour raison de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

Le transit des produits qui dans un des Etats Contractants est l'objet d'un monopole d'Etat, pourra être soumis à un contrôle spécial imposé par le régime législatif national, actuellement en vigueur ou à constituer dans l'avenir.

Article VII.

Les personnes, bagages et produits remis au transport dans le territoire de l'une des Parties Contractantes et devant être expédiés sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à travers ce territoire pour un tiers Etat ne seront pas traités moins favorablement ni sous le rapport de l'expédition, ni sous celui des prix de transport et des impôts publics, grévant les envois que les personnes, bagages et produits nationaux ou d'un autre pays quelconque remis au transport dans le territoire de l'autre Partie Contractante ou dans un tiers Etat dans les mêmes conditions, pour la même direction et sur le même parcours.

Seront traités pareillement les produits remis au transport dans un tiers Etat et devant être expédiés à travers le territoire de l'une des Parties Contractantes à destination du territoire de l'autre Partie Contractante.

Les dispositions ci-dessus ne visent pas les réductions de tarifs accordées en faveur des œuvres de charité ou d'instruction publique, ni les réductions accordées dans le cas d'une calamité publique, ni celles appliquées aux fonctionnaires publiques en voyage pour leurs affaires privées, ni non plus les transports de service des chemins de fer.

Les deux Parties Contractantes s'efforceront de faciliter la communication entre leurs pays, soit en établissant les transports directs de chemins de fer et maritimes, soit par la conclusion de conventions concernant la communication directe par chemins de fer.

Article VIII.

En tout ce qui concerne les droits de consommation, de production, de vente et tous autres droits internes, les produits originaires et en provenance de l'un des pays contractants jouiront dans l'autre du même traitement qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits de la nation la plus favorisée.

Article IX.

Les Parties Contractantes n'établiront ni ne maintiendront des prohibitions ou restrictions relatives à l'importation ou à l'exportation réciproque, qui ne s'appliqueront pas de la même manière à l'importation ou à l'exportation des mêmes produits dans le commerce avec tout autre pays

Les dispositions de cet Article ne seront pas applicables lorsque l'établissement ou le maintien d'une prohibition:

1. visent la sécurité publique ou la sécurité d'Etat,
2. sont des mesures sanitaires ou de précaution contre les maladies des animaux et végétaux,
3. visent des produits qui font l'objet d'un monopole d'Etat.

Article X.

Dans le cas où l'une des Parties Contractantes soumettrait l'importation ou l'exportation de certains produits à des conditions spéciales de prix, de vente ou d'achat, sanctionnées par le Gouvernement ou par les organes habilités par lui, les conditions applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui sont appliquées ou pourront être appliquées aux produits ou aux ressortissants d'un tiers Etat.

Article XI.

1. Les navires battant le pavillon d'une des Hautes Parties Contractantes et munis des papiers et documents de bord exigés comme preuve de la nationalité des navires de commerce par la législation de cette Partie, seront considérés comme navires de cette Partie dans les eaux territoriales de l'autre.

2. Une convention spéciale réglera la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage et de navigabilité délivrés par les autorités compétentes.

Article XII.

1. Les navires de l'une des Parties Contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de l'autre, ou qui en sortiront, quelque soit le lieu de leur départ ou de leur destination y seront traités sous tous les rapports sur le même pied que les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée. Tant à leur entrée, que durant leur séjour et à leur sortie, ils ne paieront d'autres ni de plus forts droits de fanaux, de tonnage, de pilotage, de port, de remorque, de quarantaine ou autre charge qui pèse sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom de l'Etat, des communes ou des corporation quelconques ou des fonctionnaires publics, que ceux dont sont ou seront passibles les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée.

2. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins et généralement pour toutes formalités et dispositions quelconques, auxquelles doivent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires de l'une des Parties Contractantes ou aux navires de tout autre pays aucun privilège, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Partie, la volonté des deux Parties étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Article XIII.

Les dispositions du présent Traité ne pourront autoriser l'une des Parties Contractantes à faire le cabotage fluvial et maritime dans l'autre pays ni à exiger les faveurs qui sont accordées ou qui pourraient être accordées à l'avenir à la pêche nationale.

Article XIV.

Les navires de chacune des Parties Contractantes qui entreront dans un des ports de l'autre Partie et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront en se conformant aux lois et règlements du pays respectif conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre pays et la réexporter sans être astreints à payer des droits autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus des bâtiments nationaux ou ceux d'un autre pays dans le même cas. Les mêmes navires pourront également charger leur cargaison dans un port et la continuer ou la compléter dans un autre ou plusieurs autres ports du même pays sans être astreints à payer des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée.

Article XV.

1. En cas d'échouement d'un navire de l'une des Parties Contractantes sur les côtes de l'autre, le navire, la cargaison et l'équipage jouiront à tous les égards du même traitement que celui que la législation des pays respectifs accorde dans ces conditions à ses propres navires ou à ceux de la nation la plus favorisée.

2. Le plus proche officier consulaire du pays auquel appartient le navire en sera informé le plus tôt possible à l'effet de faciliter au capitaine les moyens de remettre à flot le navire sous la surveillance et avec l'aide de l'autorité locale et de surveiller l'action.

Les autorités locales devront de toute façon prêter leur concours à l'officier consulaire dans l'exécution de sa mission pour la sauvegarde de tous les intérêts dans le sauvetage du navire et de la cargaison.

3. S'il y a bris et naufrage ou abandon du navire, l'autorité demandera l'avis de l'officier consulaire sur les mesures à prendre pour la garantie de tous les intérêts dans le sauvetage du navire et de la cargaison jusqu'à ce que les propriétaires ou leurs fondés de pouvoir se présentent.

4. Les produits ne seront passibles d'aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation intérieure. Toutefois les victuailles sauvées qui ne sont pas vendues, mais servent d'alimentation de l'équipage, sont exemptées de droits. Pour les droits et frais de sauvetage et conservation du navire et de la cargaison, le bâtiment échoué sera traité comme le serait un bâtiment national en pareil cas.

Article XVI.

1. Tous les produits qui peuvent ou qui à l'avenir pourront légalement être importés dans les ports de l'une des Parties Contractantes sur les navires de cette Partie pourront également être importés dans ces ports sur les navires de l'autre Partie Contractante, sans être tenus à payer des droits d'entrée autres ou plus élevés, ni d'autres taxes ou impôts de quelque nature que ce soit, que si les produits en question étaient importés à bord des bâtiments nationaux. Cette égalité réciproque sera valable que les produits en question viennent directement du pays d'origine ou de tout autre endroit étranger.

2. De même, il y aura égalité complète dans le traitement d'exportation de sorte qu'il sera payé les mêmes droits d'exportation et qu'il sera accordé les mêmes primes et les mêmes bonifications dans chacun des pays contractants à l'exportation de n'importe quel produit qui est ou qui sera légalement exporté que l'exportation ait lieu à bord de navires polonais ou danois et quel que soit le lieu de destination, soit un port de l'autre Partie ou un port dans n'importe quel tiers pays.

Article XVII.

Les entreprises d'émigration autorisées dans l'un des deux Pays bénificieront sous tous les rapports dans le territoire de l'autre pays des mêmes droits, privilèges, immunités et exceptions que les entreprises similaires du pays le plus favorisé. Il est entendu qu'aucune des Parties Contractantes ne pourra invoquer le principe de la nation la plus favorisée pour prétendre, dans l'acte de concession, à la désignation d'un port spécial pour l'embarquement des émigrants.

Article XVIII.

Les ressortissants d'une des Parties Contractantes auront conformément aux lois en vigueur le libre accès au territoire de l'autre Partie et pourront aux conditions fixées par la législation de l'autre pays, s'y fixer et y exercer leur commerce, leur industrie, leurs professions et leur agriculture. Ils jouiront à cet égard d'un traitement aussi favorable que celui, qui est accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Le même traitement est accordé par rapport à leur situation juridique ainsi qu'à leurs biens mobiliers et immobiliers. Sont toutefois réservées, quant à l'achat, à la possession et à l'usage des biens immeubles, les exceptions et les restrictions, qui sont ou seraient établies à l'égard des ressortissants de tous les Etats étrangers.

Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie Contractante, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix et ils auront, en se conformant aux lois du pays le plein et libre accès auprès des tribunaux et des diverses autorités. Ils jouiront quant aux rapports judiciaires de tous les droits et immunités des nationaux et comme ceux-ci ils auront la faculté de se servir, pour la sauvegarde de leurs intérêts, d'avocats ou de mandataires choisis par eux-mêmes.

Ils ne pourront être tenus d'acquitter des taxes autres ou plus élevées de quelque nature que ce soit que celles qui sont ou seront perçues des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants des Parties Contractantes pourront sur le territoire de l'autre Partie en y observant les lois en vigueur prendre possession des biens qui leur seraient dévolus par héritage, en vertu de testament ou ab intestat et ne seront tenus à payer des taxes autres ou plus élevées que celles qui en des cas analogues seraient perçues des nationaux.

Article XIX.

Les sociétés civiles et commerciales qui sont valablement constituées d'après les lois d'une des Parties Contractantes et qui ont leur siège social sur son territoire, verront leur existence juridique reconnue dans l'autre Partie pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs, et auront, en se conformant aux lois et règlements et sous les mêmes conditions que les sociétés du pays, libre et facile accès auprès des autorités.

Les sociétés civiles et commerciales ainsi reconnues de chacune des Parties Contractantes pourront, si les lois de l'autre Partie ne s'y opposent et en se soumettant aux lois et règlements de cette Partie, s'établir sur son territoire, y fonder des filiales et succursales, y exercer leur industrie et y acquérir toute sorte des biens mobiliers ainsi que des biens immeubles nécessaires au fonctionnement de la société, étant entendu dans ce cas que l'acquisition n'est pas l'objet même de la société. Sont toutefois exceptées les branches du commerce et les industries qui, en raison de leur caractère d'utilité générale y compris les sociétés financières et d'assurances, seraient soumises à des restrictions spéciales applicables à tous les pays.

Les sociétés une fois admises conformément aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur le territoire du pays respectif ne seront assujetties à des impôts, taxes ou contributions quelque soit la dénomination ou l'espèce, autres ou plus élevés que ceux qui sont imposés ou pourront être imposés aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Ne pourront être taxées que la partie de l'actif social se trouvant effectivement dans le pays où sont perçus les impôts et taxes ou contributions, et les affaires qui y sont opérées.

Article XX.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes établies sur le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, seront réciproquement dispensés de toute fonction officielle obligatoire, administrative ou

judiciaire, sauf en matière de tutelle, de même exempts de tout service militaire et autres devoirs personnels relatifs à la défense du pays, ainsi que du paiement de tous impôts ou taxes de remplacement.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes, établis sur le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, ainsi que les sociétés de l'une des Parties Contractantes, établies sur le territoire de l'autre, y seront dispensés du paiement des emprunts et des dons nationaux forcés, ainsi que de toute autre contribution extraordinaire, de quelque nature que ce soit, qui seraient perçus directement pour les besoins de guerre ou par suite de circonstances exceptionnelles.

Ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux et aux sociétés du pays dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers, et toujours contre une juste indemnité.

Article XXI.

Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront par la présentation d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par la loi, auront le droit, en se soumettant aux règlements en vigueur dans le deux pays, de faire soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, des achats dans le territoire de l'autre Partie Contractante chez des négociants et producteurs ou dans les locaux de vente publique et, même en portant des échantillons avec eux, rechercher des commandes chez les négociants ou autres personnes qui pour leur commerce et leur industrie utilisent des produits correspondants à ces échantillons.

Les négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs, établis en territoire douanier polonais, voyageant en Danemark pour le compte d'une maison, établie en territoire douanier polonais et réciproquement, les négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs, établis en Danemark, voyageant en territoire douanier polonais pour le compte d'une maison danoise seront traités en ce qui concerne le paiement de l'impôt sur le revenu comme les négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs de la nation la plus favorisée.

Les industriels (commis-voyageurs), qui seront munis d'une carte de légitimation pourront avoir avec eux des échantillons, mais point de produits.

Les cartes de légitimation seront délivrées conformément au modèle de l'annexe.*)

Les Parties Contractantes se feront réciproquement connaître quelles sont les autorités chargées de délivrer des cartes de légitimation, ainsi que les dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par lesdits voyageurs seront, de part et d'autre, admis en

*) Non reproduite.

franchise de droit d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, sans avoir été vendus soient réexportés dans un délai de quatre mois et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays à l'entrée soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

En ce qui concerne les formalités quelconques, auxquelles les industriels (voyageurs de commerce) sont soumis dans les territoires des Parties Contractantes, les deux pays se garantissent réciproquement un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui aurait été accordé à la nation la plus favorisée.

Article XXII.

Lorsque des ressortissants danois, qui ne sont pas domiciliés en Pologne, ou des sociétés civiles et commerciales danoises, se livrent à l'exportation de Danemark en Pologne, ils ne seront assujettis en Pologne à des impôts sur le bénéfice de cette exportation que s'ils exercent leur commerce ou leur industrie en totalité ou en partie en Pologne. Dans ce cas la portion du bénéfice provenant des opérations effectuées en Pologne pourra seule y être imposée.

Le même traitement sera appliqué à l'exportation sur le Danemark pratiqué par des ressortissants polonais ou des sociétés civiles et commerciales polonaises.

Article XXIII.

1. La Pologne n'invoquera pas les dispositions du présent Traité pour réclamer les avantages que le Danemark a accordé ou pourrait à l'avenir accorder à la Norvège ou à la Suède ou à ces deux pays tant que lesdits avantages ne sont pas accordés à d'autres Etats que ceux déjà nommés.

2. Les dispositions du présent Traité ne seront pas appliquées sur le territoire de Groenland.

Article XXIV.

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

Le Traité est conclu pour la durée d'un an; cependant s'il n'est pas dénoncé à l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite réconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur six mois à compter du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait en double à Varsovie, le vingt-deux mars mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) *Maurycy Zamoyski.* (L. S.) *N. P. Arnstedt.*
(L. S.) *Józef Kiedroń.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du présent Traité, conclu à la date de ce jour, les soussignés Plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit:

1. Considérant les relations qui, conformément au contenu de la loi unionelle du 30 novembre 1918,*) existent entre le Danemark et l'Islande, il est entendu que les dispositions du susdit Traité ne pourront pas, de la part de la Pologne être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande.

2. En ce qui concerne l'Article II.

Etant donné que les produits énumérés à l'Article II doivent être originaires des Parties Contractantes, les autorités douanières auront la faculté d'exiger la production des certificats d'origine.

En ce qui concerne la forme et le contenu ainsi que l'emploi des certificats d'origine, les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

3. En ce qui concerne l'Article VI.

Il est entendu que les dispositions de l'Article VI concernant le régime du transit ne dérogent en rien aux droits et aux obligations de chacune des Parties Contractantes en ce qui concerne le transit du matériel de guerre.

Spécialement le Gouvernement Polonais se réserve le droit de prohiber ou limiter le transit des armes et de l'équipage militaire, résultant du § 4, Art. 22 du Traité, signé le 18 mars 1921 à Riga entre la République Polonaise d'une part, et la République Socialiste Fédérative Russe des Soviets et la République Socialiste Blanco-Ruthène des Soviets et la République Socialiste Ukrainienne des Soviets d'autre part.**)

4. En ce qui concerne l'Article VII.

1. Aussi longtemps que la frontière entre la Pologne et un des pays limitrophes restera pour une raison quelconque fermée aux voyageurs ou aux marchandises de la Pologne ou du pays limitrophe en question, le Gouvernement Polonais ne sera pas considéré comme tenu d'accorder au Royaume de Danemark sur la frontière dudit pays les facilités prévues par l'Article VII.

2. Les dispositions concernant la communication par chemin de fer avec un Etat tiers ne seront appliquées qu'en cas où une convention sur la communication directe par chemin de fer aura été conclue avec cet Etat.

5. En ce qui concerne l'Article XVIII.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à conclure dans le délai le plus bref possible une convention spéciale concernant la situation des ouvriers de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, dans le domaine des assurances sociales.

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 3. **) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 141.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Varsovie en double exemplaire, le vingt-deux mars mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) *Maurycy Zamoyski.* (L. S.) *N. P. Arnstedt.*
(L. S.) *Józef Kiedroń.*

Protocole additionnel.

Article I.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord que la Pologne aura la faculté, pendant la durée du présent Traité, d'étendre à la Ville Libre de Dantzig l'efficacité de tous les privilèges et obligations résultant des dispositions de ce Traité, en le notifiant au Gouvernement Royal Danois.

Article II.

Afin d'exécuter les dispositions de l'Article précédant, les deux Parties Contractantes échangeront des notes de la teneur suivante:

1. Note du Gouvernement de la République Polonaise:
„J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les dispositions du Traité de Commerce et de Navigation, qui a été signé le 22 mars 1924 entre la Pologne et le Royaume de Danemark, s'étendront également à la Ville Libre de Dantzig dès le ....
Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération".

2. Note du Gouvernement Royal de Danemark:
„J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note No .... en date de ce jour par laquelle Votre Excellence me fait savoir que les dispositions du Traité de Commerce et de Navigation, qui a été signé le 22 mars 1924 entre le Royaume de Danemark et la Pologne, s,étendront également à la Ville Libre de Dantzig dès le ....
Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération".

Article III.

Le présent Protocole qui constitue une partie intégrale du Traité de Commerce et de Navigation entre la Pologne et le Danemark, signé ce jour à Varsovie, sera ratifié en même temps que le Traité ci-dessus.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Varsovie en double exemplaire, le vingt-deux mars mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) *Maurycy Zamoyski.* (L. S.) *N. P. Arnstedt.*
(L. S.) *Józef Kiedroń.*

80.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, COSTA-RICA.

Convention concernant les voyageurs de commerce; signée à San José, le 31 mars 1924 suivie d'un Protocole, signé à la date du même jour.*)

Treaty Series, No. 688.

Convention.

Concerning Commercial Travelers.

The United States of America and the Republic of Costa Rica, being desirous to foster the development of commerce between them and to increase the exchange of commodities by facilitating the work of traveling salesmen, have agreed to conclude a Convention for that purpose and have to that end appointed as their plenipotentiaries:

The President of the United States of America, Mr. Roy T. Davis, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States in Costa Rica, and the President of Costa Rica, Professor don Miguel Obregón Lizano, Minister of Public Education in charge of the Portfolio of Foreign Relations of Costa Rica, who, having communicated to each other their full powers, which were found to be in due form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

Manufacturers. merchants, and traders domiciled within the jurisdiction of one of the High Contracting Parties may operate as commercial travelers either personally or by means of agents or employees within the juris-

Convencion.

Relativa a Agentes Viajeros.

Los Estados Unidos de América y la República de Costa Rica, deseando fomentar sus relaciones mercantiles y acrecentar el intercambio de mercaderías facilitando la actuación de agentes viajeros, han decidido celebrar con tal propósito un convenio, y a ese fin han nombrado como sus respectivos plenipotenciarios:

El Presidente de los Estados Unidos de América, a Mr. Roy T. Davis, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los Estados Unidos en Costa Rica, y el Presidente de Costa Rica al Profesor don Miguel Obregón Lizano, Ministro de Educación Pública encargado del Despacho de Relaciones Exteriores, quienes, después de haberse comunicado mutuamente sus plenos poderes y hallándolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Artículo I.

Los comerciantes, fabricantes, y demás mercaderes domiciliados dentro de la jurisdicción de una de las altas partes contratantes podrán actuar como viajantes, ya sea personalmente o por medio de agentes o empleados, dentro

---

*) Les ratifications ont été échangées à San José, le 24 juin 1924.

diction of the other High Contracting Party on obtaining from the latter, upon payment of a single fee, a license which shall be valid throughout its entire territorial jurisdiction.

In case either of the High Contracting Parties shall be engaged in war, it reserves to itself the right to prevent from operating within its jurisdiction under the provisions of this convention, or otherwise, enemy nationals or other aliens whose presence it may consider prejudicial to public order aud national safety.

Article II.

In order to secure the license above mentioned the applicant must obtain from the country of domicile of the manufacturers, merchants, and traders represented a certificate attesting his character as a commercial traveler. This certificate, which shall be issued by the authority to be designated in each country for the purpose, shall be viséed by the consul of the country in which the applicant proposes to operate, and the authorities of the latter shall, upon the presentation of such certificate, issue to the applicant the national license as provided in Article I.

Article III.

A commercial traveler may sell his samples without obtaining a special license as an importer.

Article IV.

Samples without commercial value shall be admitted to entry free of duty.

Samples marked, stamped, or defaced in such manner that they cannot be put to other uses shall be considered as objects without commercial value.

de la jurisdicción de la otra, mediante el pago en ésta de una patente única que será válida en todo su territorio.

Cada una de las altas partes contratantes se reserva el derecho, para el caso de hallarse en estado de guerra, de impedir que realicen operaciones, conforme a las cláusulas de esta convención o de cualquiera otra manera, los nacionales de países enemigos u otros extranjeros cuya presencia considere perjudicial al orden público o a la seguridad nacional.

Artículo II.

A fin de obtener la patente referida, el solicitante deberá presentar un certificado extendido en el país del domicilio de los comerciantes, fabricantes y mercaderes representados, y que acredite su calidad de viajante, el cual certificado será otorgado por las autoridades que al efecto designe cada país y visado por el cónsul de la nación en que el solicitante se propusiere actuar; con este documento a la vista, las autoridades de dicho país expedirán la patente nacional de que habla el artículo anterior.

Artículo III.

Los viajantes podrán vender sus muestras sin necesidad de patente especial como importadores.

Artículo IV.

Estarán libres de derechos todas las muestras que no tengan valor comercial.

Se considerarán como muestras sin valor comercial las que estén marcadas, selladas o inutilizadas de tal modo que no puedan destinarse a otros usos.

Article V.

Samples having commercial value shall be provisionally admitted upon giving bond for the payment of lawful duties if they shall not have been withdrawn from the country within a period of six (6) months.

Duties shall be paid on such portion of the samples as shall not have been so withdrawn.

Article VI.

All customs formalities shall be simplified as much as possible with a view to avoid delay in the despatch of samples.

Article VII.

Pedlers and other salesmen who vend directly to the consumer, even though they have not an established place of business in the country in which they operate, shall not be considered as commercial travelers, but shall be subject to the license fees levied on business of the kind which they carry on.

Article VIII.

No license shall be required of:

a) Persons traveling only to study trade and its needs, even though they initiate commercial relations, provided they do not make sales of merchandise.

b) Persons operating through local agencies which pay the license fee or other imposts to which their business is subject.

c) Travelers who are exclusively buyers.

Article IX.

Any concessions affecting any of the provisions of the present Convention that may hereafter be granted by either High Contracting Party, either by law or by treaty or con-

Artículo V.

Las muestras que tengan valor comercial serán admitidas provisionalmente, previa fianza por los derechos de aduana, para el caso de que no salgan del país dentro de un periodo de seis (6) meses.

Los derechos se pagarán sobre aquella parte de las muestras que no haya sido reexportada.

Artículo VI.

Se simplificarán en lo posible todas las formalidades aduaneras a fin de evitar demoras en el despacho de muestras.

Artículo VII.

Los buhoneros y otros mercaderes que, aunque no tengan casa establecida en el país en que actúan, vendan directamente a los consumidores, no serán considerados como viajantes, sino que estarán sujetos a pagar los derechos de patente que correspondan al género de su comercio.

Artículo VIII.

No necesitarán patente:

a) Los que sólo viajen para estudiar el mercado y sus necesidades, aunque inicien relaciones comerciales, siempre que no realicen ventas de mercaderías.

b) Los que actúen por medio de agencias locales que paguen los derechos de patente o de otro carácter a que estén sujetas sus respectivas casas.

c) Los viajantes que sean exclusivamente compradores.

Artículo IX.

Toda concesión que otorgare cualquiera de las altas partes contratantes, ya sea por ley nacional, tratado o convenio. en el sentido de modificar cualquiera de las prescripciones de

vention, shall immediately be extended to the other party.

Article X.

This Convention shall be ratified; and the ratifications shall be exchanged at Washington or San José within two years, or sooner if possible.

The present Convention shall remain in force until the end of six months after either of the High Contracting Parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same, each of them reserving to itself the right of giving such notice to the other at any time. And it is hereby agreed between the parties that, on the expiration of six months after such notice shall have been received by either of them from the other party as above mentioned, this Convention shall altogether cease and terminate.

In testimony whereof the respective plenipotentiaries have signed these articles and have thereunder affixed their seals.

Done in duplicate, at San José, Costa Rica, this thirty-first day of March, one thousand nine hundred and twenty-four.

la presente convención, se hará inmediatamente extensiva a la otra.

Artículo X.

Este convenio será ratificado, y sus ratificaciones se canjearán en Washington o San José dentro de dos años después de esta fecha, o antes si fuere posible.

El presente convenio quedará en vigor hasta seis meses después de que cualquiera de las altas partes contratantes haya dado aviso a la otra de su intención de denunciarlo, reservándose cada una de ellas el derecho de dar ese aviso a la otra en cualquier momento. Queda además convenido entre las partes que, transcurrido seis meses después de que cualquiera de ellas haya recibido de la otra el aviso mencionado, este convenio cesará y terminará.

En fe de lo cual los respectivos plenipotenciarios han firmado estos artículos y los han sellado con sus sellos.

Hecho en dos ejemplares en San José de Costa Rica, el día treinta y uno de marzo de mil novecientos veinticuatro.

[seal.] *Roy T. Davis.*
[seal.] *M. Obregón L.*

Protocol.

For the better fulfillment of the provisions of the Convention concerning Commercial Travelers, signed today, the undersigned Mr. Roi T. Davis, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America, and Profesor don Miguel Obregón Lizano, Minister of Public Education in charge of the Portfolio

Protocolo.

Para el mejor cumplimiento de las estipulaciones de la Convención relativa a Agentes Viajeros, firmada hoy, el infrascrito Mr. Roy T. Davis. Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los Estados Unidos de América, y el Profesor don Miguel Obregón Lizano, Secretario de Estado en el Despacho de Educación

of Foreign Relations of Costa Rica, representing their respective countries, have agreed as follows:

Article I.

Regulations governing the renewal and transfer of licenses, and the imposition of fines and other penalties for any misuse of licenses, may be made by either of the High Contracting Parties whenever advisable, within the terms of the present Convention, and without prejudice to the rights defined therein.

If such regulations should permit the renewal of licenses, the corresponding fee will not be greater than that charged for the original license.

If such regulations should permit the transfer of licenses, upon satisfactory proof that transferee or assignee is in every sense the true successor of the original licensee, and can furnish a certificate of identification similar to that furnished by the said original licensee, he will be allowed to operate as a commercial traveler pending the arrival of the new certificate of identification, but the cancellation of the bond for the samples shall not be effected before the arrival of the said certificate.

Article II.

It is the citizenship of the firm that the commercial traveler represents, and not his own, that governs the issuance to him of a certificate of identification.

In order to obtain practical results, the High Contracting Parties agree to empower the local customs officials to issue the said licenses upon surrender of the certificate of indenti-

Pública, encargado de la Secretaría de Relaciones Exteriores de Costa Rica, en representación de sus respectivos países, han convenido en lo siguiente:

Artículo I.

Siempre que una de las Altas Partes Contratantes lo juzgue conveniente, podrá reglamentar la renovación y el traspaso de patentes y la imposición de multas y otras penas por cualquier uso ilegal de las mismas, de acuerdo con lo estipulado en la presente convención, y sin perjuicio de los derechos en ella especificados.

En caso de que se autorice la renovación de patentes, no se cobrará por este servicio una suma mayor que la exigida por la expedición de la patente original.

En caso de que se autorice el traspaso de patentes, el cesionario, previa prueba suficiente de que es por todos conceptos el verdadero sucesor del cedente, y de que pueda presentar un certificado de identificación semejante al presentado por el que obtuvo la licencia original, podrá actuar como viajante hasta que se reciba el nuevo certificado de identificación, no efectuándose, sin embargo, la cancelación de la fianza, mientras no haya llegado este documento.

Artículo II.

La nacionalidad de la casa representada, y no la del viajante que la represente, será la que rija para la expedición del certificado de identificación.

A fin de obtener resultados prácticos, las Altas Partes Contratantes convienen en facultar a las autoridades aduaneras locales para expedir las patentes citadas, previa entrega

fication and authenticated list of samples, acting as deputies of the central office constituted for the issuance and regulation of licenses. The said customs officials shall immediately transmit the appropriate documentation to the said central office, to which the licensee shall thereafter give due notice of his intention to ask for the renewal or transfer of his license, if these acts be allowable, or cancellation of his bond, upon his departure from the country. Due notice in this connection will be regarded as the time required for the exchange of correspondence in the normal mail schedules, plus five business days for purposes of official verification and registration.

del certificado de identificación y de la lista certificada de muestras, en representación de la oficina central encargada de expedir y reglamentar las patentes. Las citadas autoridades remitirán a dicha oficina central, sin pérdida de tiempo, los documentos correspondientes, debiendo notificar a ésta el cesionario, después de hecha la remisión, su propósito de pedir la renovación o el traspaso de su patente, en caso de permitirse estos actos, o la cancelación de su fianza, al salir del país. Se tendrá por oportuna la notificación hecha en el plazo necesario para un cambio de correspondencia en condiciones normales, más cinco días hábiles para la comprobación y el registro por las autoridades competentes.

Article III.

It is understood that the traveler will not engage in the sale of other articles than those embraced by his lines of business; that is to say, he may sell his samples, thus incurring an obligation to pay the customs duties thereupon, but he may not sell other articles brought with him or sent to him, which are not reasonably and clearly representative of the kind of business he purports to represent.

Artículo III.

Se entiende que el viajante no se dedicará a la venta de otros artículos que los comprendidos en el ramo a que se dedica; es decir, podrá vender sus muestras, con la obligación correspondiente de cubrir los derechos aduaneros reglamentarios, pero no podrá vender otros artículos que lleve consigo o que reciba, si no pertenecen, de una manera razonable y clara, al ramo a que está dedicado.

Article IV.

Advertising matter brought by commercial travelers in appropriate quantities shall be treated as samples without commercial value. Objects having a depreciated commercial value because of adaptation for purposes of advertisement, and intended for gratuitous distribution, shall, when introduced in reasonable quantities, also be treated as samples without commercial value. It is understood,

Artículo IV.

Se considerarán como muestras sin valor comercial los anuncios que el viajante lleve consigo, siempre que sean en cantidades apropiadas, teniéndose, también, como muestras sin valor comercial los objetos que tengan un valor mercantil depreciado, debido a su adaptación para fines de anuncios y destinados a distribución gratuita, siempre que se introduzcan en cantidades razonables. Se entiende, sin

however, that this prescription shall be subject to the customs laws of the respective countries.

Article V.

If the original license were issued for a period longer than six months, or if the license be renewed, the bond for the samples will be correspondingly extended. It is understood, however, that this prescription shall be subject to the customs laws of the respective countries.

Article VI.

Samples accompanying the commercial traveler will be despatched as a portion of his personal baggage; and those arriving after him will be given precedence over ordinary freight.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed this Protocol and have affixed their seals.

Done in duplicate, in English and Spanish, at San José, Costa Rica, this thirty-first day of March, one thousand nine hundred and twenty-four.

embargo, que esta prescripción estará sujeta al reglamento aduanèro del país respectivo.

Artículo V.

Cuando la patente original se expidiere por un período mayor de seis meses, o cuando fuere renovada, se extenderá la fianza en la proporción correspondiente. Se entiende, sin embargo, que esta prescripción estará sujeta al reglamento aduanero del país respectivo.

Artículo VI.

Se despacharán las muestras que lleve consigo el viajante como parte de su equipaje personal dándose preferencia sobre la carga ordinaria a las que se le envíen subsecuentemente.

En testimonio de lo cual los respectivos plenipotenciarios han firmado el presente Protocolo y han puesto sus sellos.

Hecho por duplicado, en inglés y en español, en San José, Costa Rica, a los treinta y un días del mes de marzo de mil novecientos veinticuatro.

[seal.] *Roy T. Davis.*
[seal.] *M. Obregón L.*

81.

LETTONIE, ESTHONIE.

Accord relatif à l'usage commun des routes situées dans la zone limitrophe; signé à Riga, le 2 avril 1924.

Valdības Vēstnesis No. 88 du 15 avril 1924.

1.

La Lettonie et l'Esthonie conviennent d'accorder aux habitants de la zone limitrophe de l'autre Partie Contractante, à l'égal de leurs propres ressortissants, la libre circulation sur toutes les routes énumérées dans l'annexe No. 1, jointe à cet accord.

L'introduction dans cette liste de routes nouvelles, l'exclusion temporaire ou définitive d'une des routes énumérées ou tout autre changement en général dans les listes mentionnées, en ce qui concerne le prolongement ou le raccourcissement des routes réservées à l'usage de l'autre Partie Contractante, ne peuvent être effectués que d'accord préalable entre les deux Parties Contractantes.

2.

Jouissent du privilège indiqué au § 1 tous les habitants de la zone limitrophe, vivant dans la zone frontière de 17 kilomètres, de même que les agents de la garde frontière et de la police et les employés des douanes.

3.

Dans le but de déplacement sur les routes indiquees dans l'annexe No. 1 les habitants de la zone limitrophe et les fonctionnaires mentionnés dans l'article précédent, peuvent franchir la frontière soit dans les points de passage établis suivant l'ordre général ou en dehors de ces points.

Les autorisations de passage de la frontière en dehors des points de passage établis ne se délivrent qu'après preuve faite de la nécessité d'user de ce privilège pour aboutir par le chemin le plus court et le plus commode à une des routes énumérées dans l'annexe No. 1.

4.

Le passage de la frontière par les points de passage établis et la circulation sur les routes d'usage commun sont autorisés sur la base de l'accord conclu entre la Lettonie et l'Esthonie le 10 janvier 1924 relativement au passage de la frontière par les habitants de la zone limitrophe.

Pour le passage de la frontière en dehors des points de passage établis les cartes de légitimation sont pourvues d'une annotation spéciale et gratuite d'après la forme de l'annexe No. 2 de cet accord, avec indication exacte des routes sur lesquelles le déplacement est autorisé. Les cartes délivrées aux fonctionnaires portent également l'indication des armes qu'ils ont sur eux.

Les personnes traversant la frontière en dehors des points de passage établis sont autorisées à prendre avec elles les moyens de locomotion nécessaires.

5.

Les personnes surprises en flagrant délit de transgression des règlements établis par cet accord ou des règlements douaniers, outre la responsabilité imposée par la loi et les dispositions administratives, perdent la jouissance des privilèges prévus par cet accord.

Remarque: Toutes les transgressions mentionnées dans cet article commises par les habitants d'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, sont portées par les autorités frontières locales à la connaissance des autorités correspondantes de l'autre pays.

6.

L'importation des marchandises sur le territoire d'une des Parties Contractantes ou l'exportation hors de ce territoire par les habitants de

l'autre Partie, pendant l'usage des routes énumérées dans l'annexe No 1, ne sont autorisées qu'à la condition que tous les règlements douaniers soient observés.

7.

Aucune des Parties Contractantes ne perçoit, pour l'usage des routes de son propre territoire, de taxes sur les habitants de l'autre Partie.

8.

Cet accord est soumis à la confirmation des Gouvernements des deux Parties Contractantes et entre en vigueur le 12 avril 1924.

La durée du présent Accord n'est pas déterminée, mais la Partie Contractante qui désirerait modifier les conditions d'usage des routes en informe l'autre Partie et les deux Parties sont obligées, dans un délai de deux mois à dater du jour de réception de cette notification, de s'entendre sur les modifications proposées.

Fait en double exemplaire à Riga, le 2 avril mil neuf cent vingt-quatre.

V. Holcmanis, Au nom de la Délégation lettone.

A. Engman, Au nom de la Délégation esthonienne.

Annexe No. 2.

Forme de l'annotation.

En vertu de l'accord letto-esthonien du 2 avril 1924, le porteur de ce billet est autorisé à franchir la frontière letto-esthoniene, dans le sens de l'aller et du retour, en dehors des points de frontière, mais seulement par les routes suivantes:

(Sceau) Signature:

Annexe 1.

Liste des routes, mises par la Lettonie à la disposition des habitants de la zone limitrophe esthonienne.

1. D'Ikla à Heinaste et de là jusqu'à la ferme de Raudsepp.
2. De Wahemets le long de la frontière par Raba, Ekau, Bitman à Tihaste.
3. De Raudsepp par Ekau et Bitman jusqu'à la frontière.
4. Du village Kiusumets par Bitman jusqu'à la frontière.
5. De la ferme Tauste par la forêt de Kolberg (Lettonie) aux fermes de Kama.
6. Du village de Kama par Kessmi (Lettonie) aux fermes de Kabja.
7. Du village Meiko par la frontière et retour à la ferme Wana-Wingi.
8. De Moisaküla à la ferme de Rinna.

8a. De Rinna à Purgali.

9. Du bien rural Laatse par Arakste, la frontière, jusqu'au bien rural Pennoja.

9a. Par la ferme d'Auli à Kirbla.

10. De la ferme de Simmi, par la ferme de Vanag (Lettonie) à la ferme de Rammuli.
11. De la ferme de Simmi par Arakste à Pennoja.
12. De la ferme de Lootus par Allen (Lettonie) à la ferme de Kogra.
13. De la maison du garde-forestier de la frontière à Koorküla, par Pedel (Lettonie) à Walk-Esthonien.
14. De l'auberge Schuldino par Raagjärwe (Lettonie) vers l'auberge de Piiri.
15. Du bien rural de Tahewa par l'auberge de Leja (Lettonie) à Vingri.
16. D'Ue-Roosa (Jaun-Roze) par Jasche (Lettonie), Oppe, Karrol, la chaussée, jusqu'à Murat.
17. De Pluksche (Lettonie) par le bien rural de Kornet et la chaussée à Murat.
18. De Kellamägi par Pilveder (Lettonie) vers Lutsnek.
19. De la ferme Kiikre par Wana Laitona (Vec-Laicene, Lettonie) à Murat.
20. Du village de Kure par Laikop (Lettonie), Prekschen, Konkuli, Kalnpedece, jusqu'à la route militaire.
21. De Parmu par Demschani, Kalnpedece, jusqu'à la route militaire.
22. La route militaire par Kalnpedece, Zabolotje au village de Terehovo.

Liste des routes, mises par l'Esthonie à la disposition des habitants de la zone limitrophe lettone.

1. De la ferme de Bitman, commune d'Ainaži (Lettonie), par la maison forestière de Kera (Esthonie) jusqu'à la frontière, au bois de Kolberg (Skulberģu mežs).
2. Du bois de Kolberg sur le territoire esthonien par la ferme de Kamba, commune de Laiksari (Esthonie) jusqu'au territoire letton.
3. Route conduisant en territoire esthonien par les fermes de Kabja et Bauman jusqu'à la frontière d'Etat.
4. De la bourgade de Moiseküll jusqu'à la frontière, à la ferme de Berzkaln (Lettonie).
5. De la station d'Ipik par la ferme de Brinda, bien de Plater (Later) jusqu'à la frontière à la ferme d'Angži (Lettonie) et la ferme de Tago (Esthonie).
6. De la station de Kirbel par le bien de Plater (Moiseküll) jusqu'à la frontière de la commune d'Arakste (Lettonie).
7. De la ferme d'Aleni, commune de Naukšen (Lettonie) par la ferme de Kogra (Esthonie) à la route de Rujen.
8. Chaussée de Vilandi le long de la frontière d'Etat, par Valk esthonien, jusqu'au point de passage de Valk letton.
9. De Valk letton par Valk esthonien jusqu'à la route de Koikile (Koikull); puis, cette dernière le long de la frontière d'Etat par les fermes de Šuldin, Koikull, Taivola (Tachevo), jusqu'à la frontière à l'auberge de Leja (Lettonie).

10. Route parallèle au fleuve Gauja (Koiva) située dans les limites de la commune de Koikull (Esthonie) jusqu'au passage du fleuve Gauja à Pilrami (Lettonie) et de là jusqu'à la route de Koikull à l'église des Saints Pierre et Paul.
11. Dans le rayon de Lauri, du village de Terehovo par le village de Vysokij Most jusqu'au village de Vymorsk (Lettonie).
12. Du village de Vysokij Most par Zamochtche jusqu'à la frontière lettone.

82.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ALLEMAGNE.

Convention concernant la prohibition de l'importation, aux Etats-Unis d'Amérique, des spiritueux se trouvant à bord des navires allemands; signée à Washington, le 19 mai 1924.*)

Treaty Series, No. 694.

The President of the United States of America and the President of the German Empire being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America, Mr. Charles Evans Hughes, Secretary of State of the United States of America; and

The President of the German Empire, Dr. Otto Wiedfeldt, German Ambassador to the United States of America;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows:

Der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika und der Deutsche Reichspräsident, von dem Bestreben geleitet, alle Schwierigkeiten zu vermeiden, die zwischen ihnen bezüglich der in den Vereinigten Staaten gültigen Gesetze betreffend alkoholische Getränke entstehen könnten, haben beschlossen, zu diesem Zwecke ein Abkommen zu schliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten bestellt:

Der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika Herrn Charles Evans Hughes, den Staatssekretär der Vereinigten Staaten von Amerika; und

Der Deutsche Reichspräsident Herrn Dr. Otto Wiedfeldt, den Deutschen Botschafter in den Vereinigten Staaten von Amerika;

die nach Auswechslung ihrer ordnungsmässig ausgestellten Vollmachten das Folgende vereinbart haben:

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 11 août 1924.

Article I.

The High Contracting Parties declare that it is their firm intention to uphold the principle that 3 marine miles extending from the coastline outwards and measured from low-water mark constitute the proper limits of territorial waters.

Article II.

1. The President of the German Empire agrees that Germany will raise no objection to the boarding of private vessels under the German flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions, in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavoring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such enquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be initiated.

2. If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with such laws.

3. The rights conferred by this article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the

Artikel I.

Die Hohen Vertragschliessenden Parteien erklären, dass es ihre feste Absicht ist, an dem Grundsatz festzuhalten, dass die eigentliche Grenze der Hoheitsgewässer drei Seemeilen von der Küstenlinie entfernt, und zwar gemessen von der Niedrigwassergrenze liegt.

Artikel II.

1. Der Deutsche Reichspräsident erklärt sich damit einverstanden, dass Deutschland keinen Einspruch dagegen erheben wird, dass Beamte der Vereinigten Staaten, ihrer Territorien und Besitzungen ausserhalb der Grenzen der Hoheitsgewässer an Bord privater Schiffe unter deutscher Flagge gehen, um die an Bord befindlichen Personen daraufhin zu befragen und die Schiffspapiere daraufhin zu prüfen, ob das Fahrzeug oder die an Bord befindlichen Personen alkoholische Getränke in die Vereinigten Staaten, ihrer Territorien oder Besitzungen unter Verletzung der dort gültigen Gesetze einführen wollen oder eingeführt haben. Falls diese Befragung und Prüfung einen Verdacht berechtigt erscheinen lassen, kann eine Durchsuchung des Fahrzeuges begonnen werden.

2. Wenn berechtigte Gründe für die Annahme sprechen, dass das Fahrzeug die Gesetze der Vereinigten Staaten, ihrer Territorien oder Besitzungen betreffend das Verbot der Einfuhr alkoholischer Getränke übertreten hat, übertritt oder zu übertreten versucht, so kann das Fahrzeug beschlagnahmt und in einen Hafen der Vereinigten Staaten, ihrer Territorien oder Besitzungen zur richterlichen Entscheidung auf Grund dieser Gesetze eingebracht werden.

3. Die durch diesen Artikel gewährten Rechte sollen nur innerhalb einer Entfernung von der Küste der

United States its territories or possessions than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavoring to commit the offense. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed the United States, its territories or possessions by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded, which shall determine the distance from the coast at which the right under this article can be exercised.

Vereinigten Staaten, ihrer Territorien oder Besitzungen ausgeübt werden, die das im Verdacht des Versuchs der Gesetzesübertretung stehende Fahrzeug innerhalb einer Stunde zurücklegen kann. In Fällen jedoch, in denen das alkoholische Getränk von einem anderen Fahrzeug als demjenigen, das von den Beamten betreten und untersucht wurde, nach den Vereinigten Staaten, ihren Territorien oder Besitzungen gebracht werden soll, soll die Schnelligkeit dieses anderen Fahrzeuges und nicht diejenige des betretenen Fahrzeuges die Entfernung von der Küste bestimmen, innerhalb welcher das unter diesem Artikel gewährte Recht ausgeübt werden kann.

Article III.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions on board German vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Artikel III.

Eine Bestrafung bzw. Beschlagnahme nach den Gesetzen der Vereinigten Staaten soll bei alkoholischen Getränken bzw. bei Fahrzeugen oder Personen wegen des Transportes solcher Getränke nicht eintreten, wenn solche Getränke als Reisevorrat oder als eine nach einem fremden Hafen ausserhalb der Vereinigten Staaten, ihrer Territorien oder Besitzungen bestimmte Ladung an Bord deutscher Fahrzeuge eingetragen sind, die sich auf der Fahrt nach oder von Häfen der Vereinigten Staaten, ihrer Territorien oder Besitzungen befinden oder durch deren Hoheitsgewässer fahren; bezüglich dieses Transportes soll gelten, was jetzt bezüglich der Durchfuhr solcher Getränke durch den Panama-Kanal gesetzlich vorgeschrieben ist, vorausgesetzt, dass diese Getränke während der Zeit, wo das Fahrzeug, auf dem sie transportiert werden, sich innerhalb der genannten Hoheitsgewässer aufhält, dauernd unter Siegel gehalten werden, und dass kein Teil

dieser Getränke zu irgendeiner Zeit oder an irgendeinem Ort innerhalb der Vereinigten Staaten, ihrer Territorien oder Besitzungen gelöscht wird.

Article IV.

Any claim by a German vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Treaty or on the ground that it has not been given the benefit of Article III shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907.*) The Arbitral Tribunal shall be constituted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the Tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this agreement. All sums of money which may be awarded by the Tribunal on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date

Artikel IV.

Jeder Anspruch auf Schadensersatz seitens eines deutschen Fahrzeuges unter der Begründung, dass es Verlust oder Unrecht infolge unberechtigter oder nicht sinngemässer Ausübung der durch Artikel II dieses Abkommens gewährten Rechte erlitten habe, oder aus dem Grunde, dass ihm die Rechte aus Artikel III nicht gewährt worden seien, soll der gemeinschaftlichen Erwägung von zwei Personen unterbreitet werden, von denen die beiden Vertragsteile je eine benennen.

Einigen sich diese auf einen gemeinsamen Bericht, so sollen die darin enthaltenen Vorschläge ausgeführt werden. Kommt ein gemeinsamer Bericht nicht zustande, so soll der Anspruch an den in dem Haager Abkommen vom 18. Oktober 1907*) zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle näher bezeichneten ständigen Schiedsgerichtshof im Haag verwiesen werden. Das Schiedsgericht soll gemäss Artikel 87 (Kapitel IV) und Artikel 59 (Kapitel III) des genannten Abkommens gebildet werden. Das Verfahren soll soweit durch Kapitel IV und Kapitel III unter besonderer Berücksichtigung der Artikel 70 und 74, aber mit Ausschluss der Artikel 53 und 54 des genannten Abkommens geregelt werden, als das Schiedsgericht diese für anwendbar und mit den Bestimmungen dieses Abkommens vereinbar hält. Alle Geldbeträge, welche durch das Schiedsgericht auf Grund eines Anspruches

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent. on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

zuerkannt werden, sollen innerhalb 18 Monaten nach dem Tage des endgültigen Urteils ohne Zins und ohne Abzug ausgezahlt werden, unbeschadet der folgenden Bestimmungen. Jede Regierung soll ihre eigenen Unkosten tragen. Die Unkosten des Schiedsgerichts sollen durch einen anteiligen Abzug von dem durch das Schiedsgericht zuerkannten Betrage gedeckt werden, und zwar in Höhe von 5 % dieses Betrages oder in Höhe eines zwischen den beiden Regierungen zu vereinbarenden niedrigeren Prozentsatzes. Ein dabei etwa entstehender Fehlbetrag soll zu gleichen Teilen von den beiden Regierungen gedeckt werden.

Article V.

This Treaty shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Treaty.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Treaty shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Treaty shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period af a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Treaty, and to the provision that if such modifications are not agreed upon

Artikel V.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden und für den Zeitraum eines Jahres in Kraft bleiben, gerechnet vom Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden an.

Drei Monate vor Ablauf des genannten Zeitraums von einem Jahr kann jeder der beiden Vertragsteile seine Absicht kundtun, Änderungen in den Bestimmungen des Abkommens vorzuschlagen.

Falls derartige Änderungen nicht vor Ablauf des oben erwähnten Zeitraums von einem Jahr vereinbart worden sind, soll das Abkommen erlöschen.

Falls von keiner Seite die Absicht kundgetan wird, Änderungen vorzuschlagen, soll das Abkommen für ein weiteres Jahr in Kraft bleiben und so weiter automatisch bezüglich der jeweiligen Frist von einem Jahr, aber immer vorbehaltlich des Rechtes jeder Partei, wie oben vorgesehen, drei Monate vor deren Beendigung Vorschläge für Änderungen in dem Abkommen zu machen, und vorbehalt-

before the close of the period of one year, the Treaty shall lapse.

lich der Bestimmung, dass, falls solche Änderungen nicht vor Ablauf des Zeitraums von einem Jahr vereinbart worden sind, das Abkommen erlöschen soll.

Article VI.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Treaty the said Treaty shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Treaty shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

Artikel VI.

Falls einer der Vertragsteile entweder durch richterliche Entscheidung oder durch gesetzliche Massnahmen verhindert werden sollte, die Bestimmungen dieses Abkommens in vollem Umfange durchzuführen, soll dieses Abkommen von selbst erlöschen, und bei einem solchen Erlöschen oder, wenn immer dieses Abkommen in Geltung zu sein aufhören wird, soll jeder Vertragsteil alle die Rechte geniessen, die er besessen haben würde, wenn dieses Abkommen nicht geschlossen worden wäre.

The present Convention shall be duly ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by the President of the German Empire in accordance with the requirements of the German Constitution; and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

Dieses Abkommen soll ordnungsmässig vom Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika nach Anhörung und mit Zustimmung des Senats und von dem Deutschen Reichspräsidenten gemäss den Vorschriften der Reichsverfassung ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen in Washington sobald wie möglich ausgetauscht werden.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate and have thereunto affixed their seals.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieses Abkommen in doppelter Ausfertigung unterzeichnet und darunter ihre Siegel gesetzt.

Done at the city of Washington, this nineteenth day of May in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-four.

Gegeben in der Stadt Washington, am neunzehnten Tag des Mais im Jahre des Herrn eintausend neun hundert und vier und zwanzig.

[seal] *Charles Evans Hughes.*

[seal] *Dr. Otto Wiedfeldt.*

83.

GRANDE-BRETAGNE, AUTRICHE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Londres, le 22 mai 1924.*)**)

Treaty Series 1925, No. 21.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the Federal President of the Republic of Austria, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective countries, have determined to conclude a Treaty of Commerce and Navigation with this object, and have appointed their plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Right Honourable James Ramsay MacDonald, M. P., His Majesty's Prime Minister and Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

The Federal President of the Republic of Austria, Herrn Georg Franckenstein, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Austrian Republic in London;

Who, after having communicated to each other their respective powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

There shall be between the territories of the Contracting Parties re-

Der Bundespräsident der Republik Österreich und Seine Majestät der König des Vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland und der britischen überseeischen Lande, Kaiser von Indien, von dem Wunsche geleitet, die zwischen ihren beiden Ländern bereits bestehenden Handelsbeziehungen weiter zu erleichtern und auszudehnen, haben beschlossen, zu diesem Zweck einen Handels- und Schiffahrtsvertrag abzuschliessen und zu ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Der Bundespräsident der Republik Österreich, den Herrn Georg Frankkenstein, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Republik Österreich zu London; und

Seine Majestät der König des Vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland und der britischen überseeischen Lande, Kaiser von Indien, den sehr ehrenwerten James Ramsay MacDonald, M. P., Allerhöchstihren Ministerpräsidenten und Hauptstaatssekretär der Auswärtigen Angelegenheiten;

Die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

Zwischen den Gebieten der vertragschliessenden Teile wird gegenseitig

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 11 février 1925.

**) En vertu de l'Article 24 du Traité le Gouvernement Britannique a notifié, le 8 juin 1925, l'accession de la Rhodésie méridionale au Traité du 22 mai 1924.

ciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects and citizens of each of the Contracting Parties shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all places and ports in the territories of the other, to which subjects or citizens of that Contracting Party are or may be permitted to come, and shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in matters of commerce and navigation as are or may be enjoyed by subjects or citizens of that Contracting Party.

It is understood, however, that the preceding stipulations in no wise affect the Laws, Decrees and special Regulations regarding commerce, industry and police in force in the territories of each Party, and generally applicable to all foreigners.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the territories of the other Party shall not be subject in respect of their persons or property, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations, of any kind whatever, other or greater than those which are or may be imposed upon subjects or citizens of the other, or subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 2.

The Contracting Parties agree that, in all matters relating to commerce, navigation and industry, any privilege,

Handels- und Schiffahrtsfreiheit bestehen.

Die Untertanen und Staatsangehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Teile werden volle Freiheit haben, mit ihren Schiffen und Ladungen nach allen Orten und Häfen in den Gebieten des anderen Teiles zu kommen, in welchen Untertanen oder Staatsangehörige dieses Teiles zugelassen sind oder zugelassen werden sollten, und werden die gleichen Rechte, Vorrechte, Freiheiten, Begünstigungen, Befreiungen und Ausnahmen in bezug auf Handel und Schiffahrt geniessen, die die Untertanen oder Staatsangehörigen dieses Teiles geniessen oder geniessen sollten.

Es besteht jedoch Einverständnis, dass die vorstehenden Bestimmungen in keiner Weise die Gesetze, Verordnungen und besonderen Vorschriften betreffend Handel, Industrie und Polizei berühren, die in den Gebieten jedes der beiden Teile in Geltung stehen und auf alle Fremden allgemein Anwendung finden.

Die Untertanen oder Staatsangehörigen eines der beiden vertragschliessenden Teile werden in den Gebieten des anderen Teiles bezüglich ihrer Person oder ihres Eigentums oder bezüglich ihres Handels oder Gewerbes welcher Art immer keinerlei anderen oder höheren allgemeinen oder örtlichen Abgaben, Auflagen oder Verpflichtungen unterliegen, als jenen, die den Untertanen oder Staatsangehörigen des betreffenden Teiles oder den Untertanen oder Staatsangehörigen des meistbegünstigten Landes auferlegt werden oder auferlegt werden sollten.

Artikel 2.

Die vertragschliessenden Teile kommen überein, dass in allen Fragen, betreffend Handel, Schiffahrt und In-

favour or immunity which either Contracting Party has actually granted or may hereafter grant to the ships and subjects or citizens of any other foreign State shall be extended simultaneously and unconditionally without request and without compensation to the ships and subjects or citizens of the other, it being their intention that the commerce, navigation and industry of each Contracting Party shall be placed in all respects on the footing of the most favoured nation.

dustrie alle Vorrechte, Begünstigungen oder Befreiungen, die einer der vertragschliessenden Teile den Schiffen und Untertanen oder Staatsangehörigen eines anderen fremden Staates gegenwärtig zugestanden hat oder in Zukunft zugestehen sollte, gleichzeitig und bedingungslos, ohne besonderes Verlangen und ohne Gegenleistung, auf die Schiffe und Untertanen oder Staatsangehörigen des anderen Teiles ausgedehnt werden, da es ihre Absicht ist, dass Handel, Schiffahrt und Industrie jedes der beiden vertragschlissenden Teile in jeder Hinsicht der meistbegünstigten Behandlung teilhaftig werden.

Article 3.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable and immovable, which the Laws of the other Contracting Party permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, or acquire the same by inheritance under the same conditions which are or shall be established with regard to subjects or citizens of the other Contracting Party. They shall not be subjected in any of the cases mentioned to any taxes, imposts or charges of whatever denomination other or higher than those which are or shall be applicable to subjects or citizens of the other Contracting Party.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall also be

Artikel 3.

Die Untertanen oder Staatsangehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Teile werden im Gebiete des anderen Teiles volle Freiheit haben, jegliche Art beweglichen und unbeweglichen Vermögens zu erwerben und zu besitzen, deren Erwerb und Besitz durch Untertanen oder Staatsangehörige irgendeines anderen Landes nach den Gesetzen dieses anderen Teiles zugelassen ist oder zugelassen werden sollte. Sie können hierüber durch Verkauf, Tausch, Schenkung, Heirat, letzten Willen oder in jeder anderen Weise verfügen und solches Eigentum durch Erbschaft erwerben, u. zw. unter denselben Bedingungen, die hinsichtlich der Untertanen oder Staatsangehörigen dieses anderen Teiles gelten oder gelten sollten. Sie werden in keinem der oberwähnten Fälle anderen oder höheren Abgaben, Auflagen oder Lasten irgendwelcher Art unterworfen werden, als jenen, die für die Untertanen oder Staatsangehörigen dieses anderen Teiles gelten oder gelten werden.

Die Untertanen oder Staatsangehörigen jedes der beiden Teile werden

permitted, on compliance with the Laws of the other Contracting Party, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which subjects or citizens of such Party would be liable under similar circumstances.

auch das Recht haben, unter Befolgung der Gesetze des anderen Teiles den Verkaufserlös ihres Eigentums und ihre Güter im allgemeinen frei auszuführen, ohne als Ausländer anderen oder höheren Abgaben unterworfen zu sein, als jenen, zu deren Entrichtung die Untertanen oder Staatsangehörigen des betreffenden Teiles unter gleichen Umständen verpflichtet wären.

Article 4.

The subjects or citizens of either of the Contracting Parties in the territories of the other may, provided they conform to the laws in force in those territories, carry on their commerce either in person or by any agents whom they may think fit to employ.

The subjects of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall have free access to the Courts of Justice for the prosecution and defence of their rights without other conditions, restrictions or taxes beyond those imposed on native subjects, and shall, like them, be at liberty to employ, in all causes, their advocates, attorneys or agents from among the persons admitted to the exercise of those professions according to the laws of the territories in question.

Artikel 4.

Die Untertanen oder Staatsangehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Teile können in den Gebieten des anderen unter Beobachtung der dort geltenden Gesetze ihr Gewerbe persönlich oder durch Vertreter ihrer Wahl ausüben.

Die Staatsangehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Teile sollen in den Gebieten des anderen freien Zutritt zu den Gerichten haben, um ihre Rechte zu vertreten und sich zu verteidigen, ohne anderen Bedingungen, Beschränkungen oder Abgaben als jenen unterworfen zu sein, die den einheimischen Staatsangehörigen auferlegt werden, und sollen wie diese das Recht haben, in allen Rechtsfällen ihre Advokaten, Anwälte oder Vertreter aus der Zahl der gemäss der Landesgesetze zur Ausübung dieser Berufe zugelassenen Personen zu verwenden.

Article 5.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether in the army, navy, national guard or militia. They shall similarly be exempted from all judicial, administrative and municipal functions whatever, other than those imposed by the laws relating to juries, as well as from all contributions, whether pe-

Artikel 5.

Die Untertanen oder Staatsangehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Teile werden in den Gebieten des anderen von jeder Art zwangsweisen Militärdienstes in der Armee, Marine, Nationalgarde oder Miliz befreit sein. In gleicher Weise werden sie von allen gerichtlichen, Verwaltungs- und Gemeindefunktionen, ausser den durch die Gesetze über die Geschworenengerichte vorgeschriebe-

cuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service, and, finally, from any military exaction or requisition. The charges connected with the possession by any title of landed property are, however, excepted, as well as compulsory billeting and other special military exactions or requisitions, to which all subjects or citizens of the other Contracting Party may be liable as owners or occupiers of buildings or land.

nen, und auch von allen an Stelle der persönlichen Dienstleistung tretenden Geld- oder Naturalkontributionen und endlich von jeder Art militärischer Zwangsleistung oder Requisition befreit sein. Die mit dem auf welchem Besitztitel immer beruhenden Besitze von Grundeigentum verbundenen Lasten sind jedoch ausgenommen, desgleichen zwangsweise Einquartierung und andere besondere militärische Zwangsleistungen und Requisitionen, zu denen alle Untertanen oder Staatsangehörigen des betreffenden Teiles als Eigentümer oder Bewohner von Baulichkeiten oder Grundeigentum verpflichtet sind.

In the above respects the subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is or may be accorded to subjects or citizens of the most favoured nation.

In obigen Hinsichten werden die Untertanen oder Staatsangehörigen jedes der beiden Teile in den Gebieten des anderen nicht weniger günstig behandelt werden als die Untertanen oder Staatsangehörigen des meistbegünstigten Landes.

Article 6.

Articles produced or manufactured in the territories of one of the Contracting Parties, imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles produced or manufactured in any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article, produced or manufactured in the territories of either of the Contracting Parties, into the territories of the other from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles produced or manufactured in any other foreign country.

Artikel 6.

Die Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse eines der beiden vertragschliessenden Teile, die von welchem Platze immer in die Gebiete des anderen Teiles eingeführt werden, werden keinen anderen oder höheren Zöllen oder Lasten unterliegen, als für die gleichen Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse irgendeines anderen fremden Landes entrichtet werden. Bei der Einfuhr irgendwelcher Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse eines der beiden vertragschliessenden Teile von welchem Platze immer nach den Gebieten des anderen Teiles wird auch keinerlei Verbot oder Beschränkung aufrecht erhalten oder auferlegt werden, die nicht gleichmässig auf die gleichen Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse irgendeines anderen fremden Landes Anwendung finden.

The only exceptions to this general rule shall be in the case of the sanitary and other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons, or of cattle, or of plants useful to agriculture, and of the measures applicable in the territories of either of the Contracting Parties to articles enjoying a bounty in the territories of the other Contracting Party.

Article 7.

Articles produced or manufactured in the territories of either of the Contracting Parties, exported to the territories to the other, shall not be subjected to other or higher charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like articles to any other foreign country.

Article 8.

No internal duties shall be levied within the territories of either of the Contracting Parties for the benefit of the State, Local Authorities or Corporations on goods the produce or manufacture of the territories of the other Party which are other or greater than the duties levied in similar circumstances on the like goods of national origin or of any other foreign origin.

Article 9.

The Contracting Parties agree to adopt and apply all practicable mea-

Von dieser allgemeinen Regel sollen Ausnahmen stattfinden nur im Falle von gesundheits-polizeilichen oder anderen Verboten, die zum Schutze der Sicherheit von Personen, Vieh oder landwirtschaftlich nützlichen Pflanzen notwendig werden, und für jene Massnahmen in den Gebieten eines der beiden vertragschliessenden Teile, die auf Waren Anwendung finden, die in den Gebieten des anderen eine Prämie geniessen.

Artikel 7.

Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse eines der beiden vertragschliessenden Teile werden bei der Ausfuhr nach den Gebieten des anderen Teiles keinen anderen oder höheren Abgaben unterliegen, als für die gleichen Waren bei der Ausfuhr nach irgendeinem anderen fremden Lande entrichtet werden. Für die Ausfuhr irgendeiner Ware von den Gebieten eines der beiden vertragschliessenden Teile nach den Gebieten des anderen wird keinerlei Verbot oder Beschränkung auferlegt werden, die nicht in gleicher Weise für die Ausfuhr der gleichen Waren nach irgendeinem anderen fremden Lande gelten.

Artikel 8.

In den Gebieten jedes der beiden vertragschliessenden Teile werden von den Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnissen der Gebiete des anderen Teiles keine anderen oder höheren inneren Abgaben für Rechnung des Staates, der Lokalbehörden oder Körperschaften erhoben werden, als sie unter gleichen Umständen von denselben Waren einheimischer oder irgendeiner anderen fremden Herkunft erhoben werden.

Artikel 9.

Die vertragschliessenden Teile kommen überein, alle möglichen Mass-

sures to reduce prohibitions on the importation and exportation of goods as soon as possible to the smallest number. In the event of licences being issued in derogation of such prohibitions the conditions under which licences can be obtained shall be publicly announced and clearly stated in such a manner as to enable traders interested to become acquainted with them; the licensing system shall be as simple and unvarying as possible; and applications for licences shall be dealt with as speedily as possible.

The conditions under which licences are given for goods produced or manufactured in the territories of one of the Contracting Parties imported into or exported to the territories of the other shall be as favourable as the conditions under which licences are given in the case of any other foreign country.

Article 10.

The Austrian Government undertake that any temporary system of Exchange control, which it may be found necessary to maintain owing to the exceptional conditions affecting the Republic of Austria, shall be so devised and worked as to cause the least possible inconvenience to British trade. The conditions under which foreign currency shall be made available to pay for imports of goods, the produce or manufacture of His Britannic Majesty's territories, shall not be less favourable in any respect than those applicable to imports the produce or manufacture of any other foreign country.

nahmen zu treffen und anzuwenden, um die Zahl der Ein- und Ausfuhrverbote so rasch als möglich tunlichst zu vermindern. Falls Bewilligungen als Ausnahmen von solchen Verboten erteilt werden, werden die Bedingungen, unter denen Bewilligungen erhalten werden können, öffentlich bekanntgemacht und derart klar angegeben werden, dass die Interessenten sich darüber unterrichten können; das System der Bewilligungen wird möglichst einfach sein und möglichst selten verändert werden; Ansuchen um Bewilligungen werden so rasch als möglich behandelt werden.

Die Bedingungen, unter denen Bewilligungen für die Ein- oder Ausfuhr von Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnissen des einen der beiden vertragschliessenden Teile nach den Gebieten des anderen erteilt werden, werden nicht ungünstiger sein, als jene, unter denen Bewilligungen im Falle eines anderen fremden Landes erteilt werden.

Artikel 10.

Die österreichische Bundesregierung verpflichtet sich, dass eine vorläufige Regelung zur Überwachung des Devisen- und Valutenhandels, die angesichts der aussergewöhnlichen Lage der Republik Österreich notwendig erscheinen sollte, derart abgefasst und gehandhabt werden wird, dass sie den britischen Handel möglichst wenig beeinträchtigt. Die Bedingungen, unter denen fremde Währungen für die Zahlung von eingeführten Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnissen der Gebiete Seiner Britischen Majestät zur Verfügung gestellt werden, werden in keiner Weise ungünstiger sein, als jene, die für die Einfuhr von Natur- oder Gewerbserzeugnissen irgendeines anderen fremden Landes gelten.

Article 11.

The Contracting Parties agree to take the most appropriate measures by their national legislation and administration both to prevent the arbitrary or unjust application of their laws and regulations with regard to Customs and other similar matters and to ensure redress for those who have been prejudiced by such abuses.

Article 12.

Nothing in this Treaty shall be held to prohibit the imposition in His Britannic Majesty's territories of special rates of Customs duty on specified articles of Austrian origin, other or higher than those levied on similar articles, the produce or manufacture of any other foreign country, in cases where such special rates of Customs duty are levied in pursuance of legislation of general application enabling the imposition of such duties on articles the produce or manufacture of any country where such articles are being sold or offered for sale in the part of His Britannic Majesty's territories concerned at prices which by reason of depreciation in the value in relation to sterling of the currency of the country in which the articles are produced or manufactured are below the prices at which similar articles can be profitably produced or manufactured in the part of His Britannic Majesty's territories concerned, and that by reason thereof employment in that part of His Britannic Majesty's territories is being or is likely to be seriously affected.

Artikel 11.

Die vertragschliessenden Teile kommen überein, durch ihre heimische Gesetzgebung und Verwaltung die geeigneten Massnahmen zu treffen, um eine willkürliche oder ungerechte Anwendung ihrer Gesetze und Verordnungen bezüglich der Zoll- und ähnlicher Fragen zu verhindern und um den durch solche Missbräuche Benachteiligten Schadensersatz zu gewährleisten.

Artikel 12.

Keine Bestimmung dieses Vertrages soll als Verbot ausgelegt werden, in den Gebieten Seiner Britischen Majestät von bestimmten Waren österreichischer Herkunft besondere Zollsätze einzuheben, die anders oder höher sind als diejenigen, die von ähnlichen Waren, die Natur- oder Gewerbserzeugnisse irgendeines anderen fremden Landes sind, eingehoben werden, im Falle dass solche besondere Zollsätze auf Grund einer allgemein anwendbaren Vorschrift eingehoben werden, die die Auferlegung solcher Zölle auf Waren gestattet, die das Natur- oder Gewerbserzeugnis irgendeines Landes sind, wo solche Waren nach dem betreffenden Teil der Gebiete Seiner Britischen Majestät zu Preisen verkauft oder zum Verkaufe ausgeboten werden, die infolge der gegenüber dem Pfund Sterling eingetretenen Entwertung der Währung des Landes, dessen Natur- oder Gewerbserzeugnisse diese Waren sind, niedriger als die Preise sind, zu denen ähnliche Waren in dem betreffenden Teile der Gebiete Seiner Britischen Majestät vorteilhaft erzeugt oder hergestellt werden können, und dass infolgedessen die Arbeitsverhältnisse in diesem Teile der Gebiete Seiner Briti-

Nevertheless no special rates of Customs duty shall be imposed on goods manufactured in Austria until the expiration of three months from the date on which the Austrian Government have been notified of the intention of the Government of the part of His Britannic Majesty's territories concerned to impose such duty. In the event of such notice being given, this Treaty shall, notwithstanding the provisions of Article 26, at the request of the Austrian Government cease to have effect as between Austria and such part of His Britannic Majesty's territories, from the date on which the Austrian goods in question become liable to the special duty referred to.

Article 13.

The stipulations of the present Treaty with regard to the mutual accord of the treatment of the most favoured nation apply unconditionally to the treatment of commercial travellers and their samples. The certificates for commercial travellers shall be issued in the territories of His Britannic Majesty by the Chambers of Commerce or such Trade Associations and other recognised Commercial Associations as may be authorised in this behalf. In Austria these certificates shall be issued by the Police Direction in Vienna, and by the Political Authority of first instance in other places.

Articles imported by commercial travellers as samples shall, in the

schen Majestät ernstlich berührt werden oder vermutlich ernstlich berührt werden könnten.

Nichtsdestoweniger werden von in Österreich hergestellten Waren keine besonderen Zollsätze bis zum Ablauf von drei Monaten von dem Tage eingehoben werden, an dem die österreichische Regierung von der Absicht der Regierung des betreffenden Teiles der Gebiete Seiner Britischen Majestät, einen solchen Zoll aufzuerlegen, in Kenntnis gesetzt worden ist. Falls eine solche Bekanntgabe stattfindet, soll der vorliegende Vertrag, ungeachtet der Bestimmungen des Artikels 26, auf Verlangen der österreichischen Regierung zwischen Österreich und dem betreffenden Teile der Gebiete Seiner Britischen Majestät von dem Tage an seine Wirksamkeit verlieren, an dem die in Rede stehenden österreichischen Waren dem erwähnten besonderen Zolle unterworfen werden.

Artikel 13.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages bezüglich der gegenseitigen Gewährung der meistbegünstigten Behandlung finden bedingungslos auf die Behandlung der Handlungsreisenden und ihrer Muster Anwendung. Die Bescheinigungen für Handlungsreisende werden in den Gebieten Seiner Britischen Majestät von den Handelskammern oder durch Handelsvereinigungen und andere anerkannte wirtschaftliche Vereinigungen ausgestellt, die hiezu ermächtigt werden. In Österreich werden diese Bescheinigungen in Wien durch die Polizeidirektion, an anderen Orten durch die politische Behörde I. Instanz ausgestellt.

Von Handlungsreisenden als Muster mitgeführte Waren werden in den

territories of each of the Contracting Parties, be temporarily admitted free of duty on compliance with the Customs regulations and formalities established to assure their re-exportation or the payment of the prescribed Customs duties if not re-exported within the period allowed by law. But the foregoing privilege shall not extend to articles which, owing to their quantity or value, cannot be considered as samples, or which, owing to their nature, could not be identified upon re-exportation.

Gebieten jedes der beiden vertragschliessenden Teile zeitweise zollfrei zugelassen, wenn die Zollvorschriften und Formalitäten beobachtet werden, die zur Sicherung der Wiederausfuhr oder der Zahlung der vorgeschriebenen Zölle gelten, falls die Wiederausfuhr nicht innerhalb der gesetzlich vorgeschriebenen Frist stattfindet. Die vorerwähnte Begünstigung erstreckt sich jedoch nicht auf Waren, die mit Rücksicht auf ihre Menge oder ihren Wert nicht als Muster betrachtet werden können, oder die mit Rücksicht auf ihre Art bei der Wiederausfuhr nicht identifiziert werden könnten.

Article 14.

No charge shall be imposed and no conditions prescribed by either of the Contracting Parties in respect of transactions with the subjects or citizens of the other Contracting Party carrying on business in its territories other or more burdensome than the charges or conditions in respect of transactions with native subjects or citizens.

Artikel 14.

Keiner der beiden vertragschliessenden Teile wird für Abschlüsse mit den Untertanen oder Staatsangehörigen des anderen Teiles, die in seinen Gebieten Handel und Gewerbe treiben, andere oder drückendere Lasten auferlegen oder Bedingungen vorschreiben, als jene, die für Abschlüsse mit den eigenen Untertanen oder Staatsangehörigen gelten.

Article 15.

Limited liability and other companies and associations already or hereafter to be organised in accordance with the Laws of either Contracting Party are authorised, in the territories of the other, to exercise their rights and appear in the courts either as plaintiffs or defendants, subject to the Laws of such other Party.

Furthermore, each of the Contracting Parties undertakes to place no obstacle in the way of such companies and associations which may desire to carry on in its territories, subject to the Laws in force in those territories,

Artikel 15.

Aktiengesellschaften und andere Gesellschaften und Genossenschaften, die gemäss den Gesetzen eines der beiden vertragschliessenden Teile errichtet wurden oder errichtet werden sollten, sind berechtigt, in den Gebieten des anderen Teiles gemäss den Gesetzen dieses Teiles ihre Rechte auszuüben und vor Gericht als Kläger oder Beklagte zu erscheinen.

Weiters verpflichtet sich jeder der beiden vertragschliessenden Teile, solchen Gesellschaften und Genossenschaften kein Hindernis zu bereiten, die auf seinem Gebiete durch Zweiganstalten oder sonstwie unter Beob-

whether through the establishment of branches or otherwise, any description of business which the companies and associations or subjects or citizens of any other foreign country are or may be permitted to carry on.

In no case shall the treatment accorded by either Contracting Party to companies and associations of the other be less favourable in respect of any matter whatever than that accorded to companies and associations of the most favoured foreign country.

Article 16.

The measures taken by the Contracting Parties for regulating and forwarding traffic across their territories shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for international transit. No distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin, departure, entry, exit or destination, or on any circumstances relating to the ownership of goods or of vessels, coaching or goods stock, or other means of transport.

In order to ensure the application of the foregoing provisions, the Contracting Parties will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit) ex-

achtung der in diesen Gebieten geltenden Vorschriften irgendeine Art von Erwerbstätigkeit ausüben wollen, die die Gesellschaften und Genossenschaften oder Untertanen oder Staatsangehörigen irgendeines anderen fremden Landes jetzt oder in Zukunft ausüben dürfen.

In keinem Falle wird die Behandlung der Gesellschaften und Genossenschaften eines der beiden Teile durch den anderen Teil in irgendeiner Hinsicht ungünstiger sein, als die der Gesellschaften und Genossenschaften des meistbegünstigten fremden Landes.

Artikel 16.

Die von den vertragschliessenden Teilen getroffenen Massnahmen zur Regelung und Durchführung der Transporte durch ihre Gebiete sollen den freien Durchgangsverkehr auf den in Betrieb befindlichen und für den internationalen Durchgangsverkehr geeigneten Eisenbahnen und Wasserwegen erleichtern. Es wird dabei kein Unterschied gemacht, weder auf Grund der Staatsangehörigkeit der Personen, der Flagge, des Ursprungs-, Herkunfts-, Eintritts-, Austritts- oder Bestimmungsortes noch auf Grund irgendwelcher Umstände, die mit dem Eigentume an Gütern, See- und Binnenschiffen, Personen- und Güterwagen oder anderen Beförderungsmitteln zusammenhängen.

Um die Anwendung der vorhergehenden Bestimmungen sicherzustellen, gestatten die vertragschliessenden Teile den Durchgangsverkehr durch ihre Territorialgewässer nach Massgabe der üblichen Bedingungen und Vorbehalte.

Die Durchgangstransporte werden keinen besonderen Gebühren und Abgaben auf Grund ihrer Durchfuhr

cept for such dues as are intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit.

(Eintritt und Austritt inbegriffen), unterworfen. Jedoch könnten diese Durchgangstransporte mit solchen Gebühren oder Abgaben belegt werden, die lediglich zur Deckung der durch ihre Durchfuhr veranlassten Überwachungs- und Verwaltungskosten dienen.

The preceding dispositions in no way affect the Customs laws concerning the treatment of transit goods, nor the regulations concerning goods which are the subject of an internal duty or of a State monopoly. The transit of such goods shall, however, not be restricted more than is necessary to secure the eventual collection of the internal duty on the goods remaining in the territories of either Party, or to assure the object of the monopoly.

Die vorstehenden Vereinbarungen berühren in keiner Weise die Bestimmungen der Zollvorschriften über die Behandlung von Durchfuhrsendungen noch auch die Vorschriften betreffend Waren, die den Gegenstand einer inneren Abgabe oder eines Staatsmonopoles bilden. Die Durchfuhr solcher Waren darf jedoch nicht in einem höheren Masse behindert werden, als für die Sicherstellung der allfälligen Einhebung der inneren Abgabe für die in den Gebieten eines der beiden Teile verbleibenden Waren oder für die Sicherung des Monopolzweckes notwendig ist.

Neither Contracting Party shall be bound by this Article to afford transit for passengers whose admission into its territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation is prohibited, either on grounds of public health or security, or as a precaution against diseases of animals or plants.

Keiner der beiden vertragschliessenden Teile wird durch diesen Artikel verpflichtet, die Durchreise solcher Personen, denen das Betreten seiner Gebiete verboten ist, oder den Durchgang solcher Güter zu gewährleisten, deren Einfuhr aus Gründen der öffentlichen Gesundheitspflege oder der öffentlichen Sicherheit oder zur Verhütung der Einschleppung von Tier- und Pflanzenkrankheiten untersagt ist.

For the purposes of this Article, persons, baggage and goods, and also vessels, coaching and goods stock and other means of transport, shall be deemed to be in transit across the territory of one of the Contracting Parties when the passage across such territory, with or without transhipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey,

Im Sinne dieses Artikels gelten als im Durchgangsverkehr durch das Gebiet eines der beiden vertragschliessenden Teile befindlich Personen, Gepäck, Güter sowie See- und Binnenschiffe, Personen- und Güterwagen oder andere Beförderungsmittel, deren Beförderung durch dieses Gebiet nur einen Bruchteil der Gesamtbeförderung ausmacht, die ausserhalb der Grenzen des Teiles, durch dessen Gebiet sich der Durch-

beginning and terminating beyond the frontier of the Party across whose territory the transit takes place.

Article 17.

Each of the Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories, upon the vessels of the other; and such vessels, their cargoes, and passengers shall enjoy the same privileges as and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than national vessels and their cargoes and passengers or the vessels of any other foreign country and their cargoes and passengers.

Article 18.

It shall be free to each of the Contracting Parties to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents to reside in the towns and ports of the territories of the other in which such representatives may be admitted by the respective Governments. Such Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent.

Consuls - General, Consuls, Vice-Consuls, subjects of the Contracting Party which appoints them, will be exempted from all public service,

gangsverkehr vollzieht, begonnen hat und enden soll, gleichviel ob diese Beförderung mit oder ohne Umladung, mit oder ohne Einlagerung, mit oder ohne Teilung oder sonstige Behandlung der Ladung, mit oder ohne Änderung der Beförderungsart erfolgt.

Artikel 17.

Jeder der beiden vertragschliessenden Teile wird die Einfuhr und Ausfuhr von allen Waren, die gesetzmässig eingeführt oder ausgeführt werden dürfen und ebenso die Beförderung von Reisenden von und nach ihren Gebieten auf den Schiffen des anderen gestatten; diese Schiffe, ihre Ladungen und Passagiere werden dieselben Vorrechte geniessen und keinen anderen oder höheren Abgaben oder Lasten unterworfen sein als die heimischen Schiffe, ihre Ladungen und Passagiere oder die Schiffe irgendeines anderen fremden Landes, ihre Ladungen und Passagiere.

Artikel 18.

Jeder der beiden vertragschliessenden Teile wird das Recht haben, Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten mit dem Sitze in Städten und Häfen in den Gebieten des anderen Teiles zu ernennen, in denen solche Vertreter von der betreffenden Regierung zugelassen werden sollten. Diese Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten werden jedoch ihr Amt erst ausüben, nachdem sie von der Regierung, bei der sie beglaubigt sind, in der üblichen Form genehmigt und zugelassen wurden.

Generalkonsuln, Konsuln und Vizekonsuln, die Untertanen des vertragschliessenden Teiles sind, der sie ernennt, werden von jeder Art öffent-

municipal or other, and in respect of direct taxation of all kinds, levied either by the State or the local authorities, will enjoy the treatment accorded or which may be accorded to similar officials of the most favoured nation, and under the same conditions under which such most favoured nation enjoys this treatment.

licher, Gemeinde- oder sonstiger Dienste befreit sein und hinsichtlich jeglicher Art seitens des Staates oder der Lokalbehörden erhobener direkter Besteuerung die Behandlung geniessen, die den gleichen Beamten des meistbegünstigten Landes zugestanden ist oder zugestanden werden sollte und zwar unter den gleichen Bedingungen, unter denen dieses meistbegünstigte Land diese Behandlung geniesst.

Article 19.

When a subject or citizen of one Contracting Party dies within the territory of the other leaving non-resident heirs, the Consular Representative of the other Party is entitled without express authorisation from such non-resident heirs to represent them, so far as the laws of the country do not expressly prohibit such representation, in all matters pertaining to administration of the property and settlement of the estate, with the right to collect the distributive shares of such heirs.

Artikel 19.

Wenn ein Untertan oder Staatsangehöriger eines der beiden vertragschliessenden Teile in dem Gebiete des anderen mit Hinterlassung nicht dort wohnhafter Erben stirbt, ist der Konsularvertreter des ersteren Teiles ohne besondere Ermächtigung seitens solcher nicht dort wohnhafter Erben zu deren Vertretung in allen Fragen, betreffend die Verwaltung des Eigentums und die Regelung des Nachlasses einschliesslich des Rechtes zur Behebung der Anteile dieser Erben insoweit berechtigt, als die Landesgesetze eine solche Vertretung nicht ausdrücklich untersagen.

Article 20.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall have in the territories of the other the same rights as subjects or citizens of that Contracting Party in regard to patents for inventions, trade-marks, and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Artikel 20.

Die Untertanen oder Staatsangehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Teilen werden bei Erfüllung der gesetzlich vorgeschriebenen Formalitäten in den Gebieten des anderen die gleichen Rechte wie die Untertanen oder Staatsangehörigen dieses Teiles hinsichtlich Patenten für Erfindungen, Warenzeichen und Muster haben.

Article 21.

All goods bearing marks or descriptions which state or manifestly suggest that the goods are the pro-

Artikel 21.

Alle Waren, welche Zeichen oder Aufschriften tragen, die angeben oder offenkundig andeuten, dass die Waren

duce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties shall, if such statements or suggestions be false, be seized on importation into the territories of either of the two Parties. The seizure may also be effected in the State where the false indication of origin has been applied or in that into which the goods bearing the false indication may have been imported.

The seizure shall be effected either at the request of the proper Government Department or of an interested party, whether an individual or a society, in conformity with the domestic legislation of each Contracting Party, but the authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

The competent authorities of each Contracting Party shall decide what descriptions, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present Article.

Article 22.

This Treaty shall not be deemed to confer any right or to impose any obligation in contravention of any general International Convention to which either of the Contracting Parties are or hereafter may be parties.

Article 23.

Nothing in this Treaty shall be held to prejudice any rights to deal with Austrian property which may have been conferred on His Britannic Majesty by the Treaty of Peace signed

ein Natur- oder Gewerbserzeugnis eines der beiden vertragschliessenden Teile sind, werden, falls diese Angaben oder Andeutungen falsch sind, bei der Einfuhr in das Gebiet jedes der beiden vertragschliessenden Staaten beschlagnahmt werden. Die Beschlagnahme kann auch in dem Staate, wo die falsche Herkunftsbezeichnung angelegt wurde, oder in jenem, wohin die eine falsche Bezeichnung tragenden Waren eingeführt wurden, vorgenommen werden.

Die Beschlagnahme wird auf Verlangen der zuständigen Behörde oder einer interessierten Partei, sei es einer Einzelperson, sei es einer Gesellschaft, gemäss der einheimischen Gesetzgebung jedes der beiden vertragschliessenden Teile vorgenommen werden; die Behörden sind jedoch nicht verpflichtet, die Beschlagnahme von Durchfuhrgütern vorzunehmen.

Die zuständigen Behörden jedes vertragschliessenden Teiles werden entscheiden, welche Aufschriften in Anbetracht des ihnen innewohnenden Gattungsbegriffes nicht unter die Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels fallen.

Artikel 22.

Der gegenwärtige Vertrag soll nicht dahin ausgelegt werden, als ob dadurch ein Recht erteilt oder eine Verpflichtung auferlegt würde, die mit einem allgemeinen Internationalen Übereinkommen in Widerspruch stünde, an dem einer der beiden Teile beteiligt ist oder in Zukunft beteiligt sein sollte.

Artikel 23.

Keine Bestimmung des gegenwärtigen Vertrages soll als eine Beeinträchtigung irgendwelcher Rechte bezüglich der Behandlung österreichischer Vermögen angesehen werden, die Seiner

at Saint-Germain-en-Laye on the 10th September, 1919.

Britischen Majestät durch den Friedensvertrag von St. Germain-en-Laye vom 10. September 1919 etwa übertragen wurden.

Article 24.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates unless notice is given by His Britannic Majesty's Representative at Vienna of the desire of His Britannic Majesty that the said stipulations shall apply to any such territoy.

Nevertheless, goods produced or manufactured in India or in any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates shall enjoy in Austria complete and unconditional most-favoured-nation treatment so long as goods produced or manufactured in Austria are accorded in India or such self-governing Dominion, Colony, Possession or Protectorate treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

Artikel 24.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages gelten nicht für Indien oder irgendein sich selbstverwaltendes Dominium, eine Kolonie, eine Besitzung oder ein Protektorat Seiner Britischen Majestät, es sei denn, dass durch Seiner Britischen Majestät Vertreter in Wien der Wunsch Seiner Britischen Majestät zur Kenntnis gebracht wird, dass diese Bestimmungen auf ein solches Gebiet Anwendung finden sollen.

Dessenungeachtet werden Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse Indiens oder eines der sich selbstverwaltenden Dominien, einer der Kolonien, einer der Besitzungen oder eines der Protektorate Seiner Britischen Majestät in Österreich voll und unbedingt die meistbegünstigte Behandlung geniessen, solange Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse Österreichs in Indien oder in diesem sich selbstverwaltenden Dominium, dieser Kolonie, dieser Besitzung oder diesem Protektorat eine ebenso günstige Behandlung wie die Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse irgendeines anderen fremden Landes geniessen.

Article 25.

The terms of the preceding Article relating to India and to His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates shall apply also to any territory in respect of which a Mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

Artikel 25.

Die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels betreffend Indien und Seiner Britischen Majestät sich selbstverwaltende Dominien, Kolonien, Besitzungen und Protektorate gelten auch für jedes Gebiet, bezüglich dessen ein Mandat des Völkerbundes von Seiner Britischen Majestät übernommen wurde.

Article 26.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification, and shall be binding during ten years from the date of its coming into force. In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period of ten years of its intention to terminate the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, India or any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates or any territory in respect of which a Mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty to which the stipulations of the present Treaty shall have been made applicable under Article 24, either of the Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at London in duplicate in English and German texts, the 22nd May, 1924.

Artikel 26.

Der gegenwärtige Vertrag wird ratifiziert und die Ratifikationen werden sobald als möglich in London ausgetauscht werden. Er wird sofort nach Ratifikation in Kraft treten und während 10 Jahre vom Tage seines Inkrafttretens an gelten. Falls keiner der vertragschliessenden Teile dem anderen 12 Monate vor Ablauf des erwähnten Zeitraumes von 10 Jahren seine Absicht, den gegenwärtigen Vertrag zu beendigen, bekanntgegeben hat, wird er bis nach Ablauf eines Jahres vom Tage, an dem er von einem der beiden vertragschliessenden Teile gekündigt wurde, in Kraft bleiben.

Was jedoch Indien oder eines der sich selbstverwaltenden Dominien, eine der Kolonien, eine der Besitzungen, oder ein Protektorat Seiner Britischen Majestät oder ein Territorium betrifft, bezüglich dessen ein Mandat des Völkerbundes von Seiner Britischen Majestät übernommen wurde, hinsichtlich derer die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages gemäss Artikel 24 in Geltung gesetzt wurden, wird jeder der beiden vertragschliessenden Teile das Recht haben, ihn jederzeit getrennt mit vorheriger 12monatiger Kündigung zu beenden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterfertigt und mit ihren Siegeln versehen.

In doppelter Urschrift ausgefertigt zu London in Deutsch und Englisch, am 22. Mai 1924.

(L. S.) *J. Ramsay MacDonald.*

(L. S.) *Georg Franckenstein.*

Declaration.

It is understood that nothing in the Treaty signed this day can be invoked by Austria to support a claim for exemption from the following disabilities to which Austrian nationals (in common with the nationals of other Powers with which His Britannic Majesty was at war) are subject by Acts of Parliament of the United Kingdom, so long as those Acts remain in force, namely:

a) No Austrian national may be employed or act as master, officer or member of the crew of a British ship registered in the United Kingdom (Aliens Restriction (Amendment) Act, 1919).

b) For a period of five years from the 31st August, 1921, no business connected with certain non-ferrous metals and metallic ores may be carried on in the United Kingdom by, or under the influence or control of, an Austrian national except under licence of the Board of Trade, in accordance with the Non-Ferrous Metal Industry Act, 1918.

c) For a period of five years from the 31st August, 1921, and thereafter until Parliament may otherwise determine, no banking business may be carried on in the United Kingdom for the benefit or under the control of an Austrian national (Trading with the Enemy (Amendment) Act, 1918).

Erklärung.

Es besteht Einverständnis darüber, dass keine Bestimmung des am heutigen Tage unterfertigten Vertrages von Österreich zur Unterstützung eines Anspruches auf Ausnahme von den folgenden Beschränkungen angerufen werden kann, denen österreichische Staatsangehörige (zusammen mit den Staatsangehörigen anderer Länder, mit denen sich Seine Britische Majestät in Krieg befand) gemäss Parlamentsakten des Vereinigten Königreiches, solange diese Gesetze in Kraft bleiben, unterliegen nämlich:

a) kein österreichischer Staatsangehöriger kann als Reeder, Offizier oder Mannschaftsmitglied eines in dem Vereinigten Königreiche registrierten britischen Schiffes angestellt werden oder tätig sein (Aliens Restriction (Amendment) Act, 1919).

b) Während eines Zeitraumes von 5 Jahren ab 31. August 1921 kann keine Erwerbstätigkeit, die mit gewissen nicht eisenhältigen Metallen oder Metallerzen in Verbindung steht, im Vereinigten Königreiche von einem österreichischen Staatsangehörigen oder unter seinem Einfluss oder seiner Kontrolle, ausgenommen mit Bewilligung des Board of Trade, gemäss Non-Ferrous Metal Industry Act, 1918, ausgeübt werden.

c) Während eines Zeitraumes von 5 Jahren vom 31. August 1921 an und darnach, bis das Parlament anders verfügt, kann kein Bankgeschäft im Vereinigten Königreiche zugunsten oder unter der Kontrolle eines österreichischen Staatsangehörigen betrieben werden (Trading with the Enemy (Amendment) Act, 1918).

Done at London in duplicate in English and German texts, the 22nd May, 1924.

In doppelter Urschrift ausgefertigt zu London in Deutsch und Englisch, am 22. Mai 1924.

(L. S.) *J. Ramsay MacDonald.*
(L. S.) *Georg Franckenstein.*

84.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, SUÈDE.

Convention concernant la prohibition de l'importation, aux Etats-Unis d'Amérique, des spiritueux se trouvant à bord des navires suédois; signée à Washington, le 22 mai 1924.*)

Treaty Series, No. 698.

The President of the United States of America and His Majesty the King of Sweden being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America, Mr. Charles Evans Hughes, Secretary of State of the United States;

His Majesty the King of Sweden, Mr. V. Assarsson, Counselor of His Legation at Washington;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

The High Contracting Parties respectively retain their rights and claims, without prejudice by reason

Amerikas Förenta Staters President och Hans Majestät Konungen av Sverige, vilka önska undvika varje svårighet, som skulle kunna uppstå dem emellan i samband med de i Förenta Staterna gällande lagar beträffande alkoholhaltiga drycker, hava beslutat att ingå en överenskommelse för detta ändamål och hava till sina fullmäktige utsett:

Amerikas Förenta Staters President: Herr Charles Evans Hughes, Förenta Staternas Statssekreterare;

Hans Majestät Konungen av Sverige: Herr V. Assarsson, Legationsråd vid Dess Beskickning i Washington;

Vilka, efter att hava meddelat varandra sina fullmakter, som befunnos i god och behörig form, överenskommit om följande:

Artikel I.

De Höga Fördragsslutande Parterna vidhålla sina respektive rättigheter och anspråk ifråga om utsträckningen av

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 18 août 1924.

of this agreement, with respect to the extent of their territorial jurisdiction.

Article II.

1. His Majesty agrees that he will raise no objection to the boarding of private vessels under the Swedish flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavoring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such enquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be initiated.

2. If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with such laws.

3. The rights conferred by this article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavoring to commit the offense. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions by a vessel other than the

sin territoriella jurisdiktion utan att giva denna traktat någon prejudicierande verkan.

Artikel II.

1. Hans Majestät samtycker till att icke göra någon invändning mot att privata fartyg under svensk flagg utanför territorialvattengränsen äntras av myndighetspersoner från Förenta Staterna, dess territorier eller besittningar för att ställa förfrågningar till de ombordvarande och granska skeppspapperen i ändamål att fastställa, huruvida fartyget eller de ombordvarande försöka införa eller hava infört alkoholhaltiga drycker till Förenta Staterna, dess territorier eller besittningar i strid mot där gällande lagar. När dylika förfrågningar och granskningar lämna skälig grund för misstanke, må undersökning av fartyget igångsättas.

2. Om skälig orsak förefinnes antaga, att fartyget har begått, håller på att begå eller försöker att begå överträdelse av i Förenta Staterna, dess territorier eller besittningar gällande lagar, som förbjuda införsel av alkoholhaltiga drycker, må fartyget beslagtagas och föras till hamn i Förenta Staterna, dess territorier eller besittningar i och för rannsakning och dom i enlighet med ifrågavarande lagar.

3. De genom denna artikel givna rättigheter må icke utövas på större avstånd från kusten av Förenta Staterna, dess territorier eller besittningar än som kan tillryggaläggas på en timme av det fartyg som misstänkes för att försöka begå överträdelsen. I de fall, emellertid, då spritdryckerna äro avsedda att transporteras till Förenta Staterna, dess territorier eller besittningar av ett annat fartyg än

one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded, which shall determine the distance from the coast at which the right under this article can be exercised.

Article III.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions on board Swedish vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article IV.

Any claim by a Swedish vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Treaty or on the ground that it has not been given the benefit of Article III shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

det äntrade och undersökta, skall annat sådant fartygs hastighet och icke det äntrade fartygets hastighet bestämma det avstånd från kusten, inom vilket de i denna artikel givna rättigheter kunna utövas.

Artikel III.

Straff eller förverkande enligt Förenta Staternas lagar skall icke tillämpas på eller träffa spritdrycker eller fartyg eller personer på grund av transport av spritdrycker, då sådana drycker stå upptagna såsom sjöförråd eller last destinerad till hamn utanför Förenta Staterna, dess territorier eller besittningar på sådana svenska fartygs skeppslista, vilka färdas till eller från hamn tillhörande Förenta Staterna, dess territorier eller besittningar eller passera genom deras territorialvatten, och sådan transport äger rum på sätt gällande lag nu föreskriver beträffande transitering av spritdrycker genom Panama-kanalen, förutsatt att sådana drycker oavbrutet hållas förseglade, medan fartyget, varpå de fraktas, kvarstannar inom nämnda territorialvatten och att sådana drycker icke i någon utsträckning, vid någon tid eller på någon plats urlastas inom Förenta Staterna, dess territorier eller besittningar.

Artikel IV.

Varje krav på kompensation från svensk fartygs sida på den grund att detsamma vidkänts förlust eller skada genom ett oriktigt eller oskäligt utövande av de uti Artikel II i detta avtal givna rättigheter eller på den grund att detsamma icke erhållit de i Artikel III omnämnda fördelar, skall hänskjutas till gemensam prövning av två personer, av vilka vardera av de Höga Fördragsslutande Parterna skall utse en.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907.*) The Arbitral Tribunal shall be constituted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the Tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this agreement. All sums of money which may be awarded by the Tribunal on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent. on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Article V.

This Treaty shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

Enas nämnda personer om ett gemensamt yttrande, skall detta hava bindande verkan. Kan enighet icke uppnås om gemensamt yttrande skall kravet hänskjutas till Permanenta Skiljedomstolen i Haag, omnämnd i Konventionen om avgörande på fredlig väg av internationella tvister, avslutad i Haag den 18 oktober 1907.*) Skiljedomstolen skall vara sammansatt i överensstämmelse med artikel 87 (Kapitel IV) och artikel 59 (Kapitel III) i sagda konvention. Förhandlingarna skola föras i enlighet med Kapitel IV i sagda konvention och enligt Kapitel III (med särskild hänsyn till artiklarna 70 och 74 men med undantag av artiklarna 53 och 54) i de delar domstolen må finna dem tillämpliga och överensstämmande med bestämmelserna i detta avtal. Varje penningsumma, som må komma att utdömas av domstolen på grund av ett dylikt krav, skall betalas inom aderton månader efter det slutliga utslagets datum utan ränta och utan avdrag utom i här nedan särskilt angivna fall. Varje regering skall bära sina egna kostnader. Domstolskostnaderna skola bestridas genom ett procentuellt avdrag från beloppet av de utdömda summorna, uppgående till fem procent av nämnda summor eller till sådan lägre procentsats, som de båda regeringarna må komma överens om; eventuell brist skall bestridas till lika del av båda regeringarna.

Artikel V.

Denna traktat skall ratificeras och gälla under en period av ett år från dagen för ratifikationernas utväxling.

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Treaty.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Treaty shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Treaty shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Treaty, and to the provision that if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Treaty shall lapse.

Tre månader före utgången av sagda ettårsperiod må endera av de Höga Fördragsslutande Parterna tillkännagiva sin önskan att föreslå ändringar i traktatens lydelse.

Om någon överenskommelse rörande dylika ändringar icke träffats före ovannämnda ettårsperiods utgång, skall traktaten förfalla.

Om icke från någondera sidan tillkännagives en önskan att framställa ändringsförslag, skall traktaten fortsätta att gälla under ännu ett år och därefter automatiskt vidare, men alltid under varje sådan period vara föremål för endera partens rätt att såsom ovan föreskrivits tre månader före traktatens utlöpande föreslå ändringar i densamma ävensom för bestämmelsen att traktaten skall utlöpa, om överenskommelse icke träffas om sådana ändringar före slutet av ettårsperioden.

Article VI.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Treaty the said Treaty shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Treaty shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

Artikel VI.

För den händelse endera av de Höga Fördragsslutande Parterna skulle komma att genom antingen domstolsbeslut eller lagstiftningsåtgard förhindras från att giva full giltighet át bestämmelserna i denna traktat, skall traktaten automatiskt utlöpa, och vid sådant utlöpande eller närhelst denna traktat annars upphör att gälla, skall vardera av de Höga Fördragsslutande Parterna komma i åtnjutande av alla de rättigheter, som den skulle hava ägt om denna traktat icke hade avslutats.

The present Convention shall be duly ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by His Majesty the King of Sweden; and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

Denna Konvention skall vederbörligen ratificeras av Amerikas Förenta Staters President efter Senatens råd och med dess samtycke, samt av Hans Majestät Konungen av Sverige; ratifikationerna skola utväxlas i Washington snarast möjligt.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate in the English and Swedish languages and have thereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington this twenty-second day of May, in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-four.

Till bekräftelse härav hava de respektive fullmäktige underteckuat denna konvention i duplikat på engelska och svenska språket och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Washington de tjuguandre maj ett tusen nio hundra tjugufyra.

[seal.] *Charles Evans Hughes.*
[seal.] *V. Assarsson.*

85.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, NORVÈGE.

Convention concernant la prohibition de l'importation, aux Etats-Unis d'Amérique, des spiritueux se trouvant à bord des navires norvégiens; signée à Washington, le 24 mai 1924.*)

Treaty Series, No. 689.

The President of the United States of America and His Majesty the King of Norway being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America, Charles Evans Hughes, Secretary of State of the United States;

His Majesty the King of Norway, Helmer H. Bryn, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the United States of America;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows:

Amerikas Forente Staters President og Hans Majestet Norges Konge som ønsker å undgå de vanskeligheter som måtte opstå mellem dem som følge av de love som gjelder i de Forente Stater angående alkoholholdige drikkevarer, har beslutte sig til å avslutte en konvensjon i det øiemed og har opnevnt som sine befullmektigede:

Amerikas Forente Staters President: Charles Evans Hughes, de Forente Staters statssekretaer;

Hans Majestet Norges Konge: Helmer H. Bryn, Hans overordentlige sendemann og befullmektigede minister i Amerikas Forente Stater;

hvilke, efter å ha meddelt hinannen sine fullmakter, som fandtes å vaere i god och behørig form, er kommet overens om:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 2 juillet 1924.

Article I.

The High Contracting Parties respectively retain their rights and claims, without prejudice by reason of this agreement with respect to the extent of their territorial jurisdiction.

Article II.

1. His Majesty agrees that he will raise no objection to the boarding of private vessels under the Norwegian flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavoring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such enquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be initiated.

2. If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attemping to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with such laws.

3. The rights conferred by this article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavoring to commit the offense. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions by a vessel other than the

Artikkel I.

De høie kontraherende parter bibeholder hver isaer sine rettigheter og krav uten prejudis som følge av denne overenskomst med hensyn til utstrekningen av deres territoriale jurisdiksjon.

Artikkel II.

1. Hans Majestet går med på et han ikke vil gjøre nogen innvending mot at myndigheter tilhørende de Forente Stater, deres territorier eller besiddelser går ombord i private skibe under norsk flagg utenfor sjøgrensen, forat spørsmal kan bli rettet til de ombordvaerende og undersøkelse av skibets papirer bli forett att i det øiemed å bringe på det rene, hvoridt skibet eller de ombord vaerende forsøker å innfore eller har innført alkoholholdige drikkevarer til de Forente Stater, deres territorier eller besiddelser under krenkelse av de love som der er gjeldende. Når sådanne spørsmål og sådan undersøkelse viser en rimelig grunn til mistanke, kan ransakning av skibet åpnes.

2. Hvis der er rimelig grunn til å tro at skibet har begått eller begår eller forsøker å begå en forseelse mot de love i de Forente Stater, deres territorier eller besiddelser som forbyr innførsel av alkoholholdige drikkevarer, kan skibet beslaglegges og bringes til en havn i de Forente Stater, deres territorier eller besiddelser til rettslig avgjørelse i overensstemmelse med sädanne love.

3. De rettigheter som er skapt ved denne artikkel skal ikke utøves i en større avstand fra de Forente Staters, deres territoriers eller besiddelsers kyst enn den, som kan tilbakelegges på en time av det skib som er mistenkt for forsøk på å begå forseelsen. I de tilfelle i hvilke drikkevarene er bestemt til å befordres til de Forente Stater, deres territorier eller besiddelser av et annet

one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded, which shall determine the distance from the coast at which the right under this article can be exercised.

Article III.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions on board Norwegian vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article IV.

Any claim by a Norwegian vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Treaty or on the ground that it has not been given the benefit of Article III shall be referred for the joint consideration of two persons,

skib enn det som er bordet og ransaket, skal det dog vaere sådant annet skibs hurtiggående og ikke det borded skibs hurtiggående som skal bestemme den avstand fra kysten hvortil retten ifølge denne artikkel kan utøves.

Artikkel III.

Ingen straff eller konfiskasjon i henhold til de Forente Staters love skal kunne ramme eller knyttes til alkoholholdige drikkevarer eller til skibe eller personer som følge av transport av sådanne drikkevarer, når sådanne drikkevarer er opført som skibsforråd eller last bestemt for en havn utenfor de Forente Stater, deres territorier eller besiddelser ombord på norske skibe, som er i fart til eller fra havne i de Forente Stater, eller deres territorier eller besiddelser, eller som passerer gjennem disses territorialvande, og sådan transport skal bedømmes således som nu ved lov fastsatt med hensyn til transit av sådanne drikkevarer gjennem Panamakanalen, under fortusetning av at sådanne drikkevarer skal holdes uavbrutt under segl medens det skib hvorpå de føres opholder sig innen nevnte territorialvande og at ingen del av sådanne drikkevarer skal til noget tidspunkt eller på noget sted bli losset innen de Forente Stater, deres territorier eller besiddelser.

Artikkel IV.

Alle krav fra et norsk skib på erstatning på grunn av at det har lidt tap eller skade som følge av upassende eller urimelig utøvelse av de ved denne traktats artikkel II tilstådde rettigheter eller på grunn av at det ikke har fått nyte godt av artikkel III, skal henvises til felles betenkning av to personer, hvorav

one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907*). The Arbitral Tribunal shall be constituted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the Tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this agreement. All sums of money which may be awarded by the Tribunal on account of any claim shall be paid withing eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent. on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Article V.

This Treaty shall be subject to ratification and shall remain in force

hver av de høie kontraherende parter skal opnevne en.

De henstillinger som gjøres i nogen sadan felles betenkning skal efterkommes. Hvis man ikke kan bli enig om nogen felles betenkning, skal kravet henvises til den Faste Voldgiftsdomstol i Haag, som er omhandlet i Konvensjonen om Fredelig Bileggelse av Internasjonale Tvistigheter, avsluttet i Haag den 18 oktober 1907. Voldgiftsdomstolen skal sammensettes overensstemmende med artikkel 87 (kapitel IV) og med artikkel 59 (kapitel III) i nevnte konvensjon. Forhandlingerne skal vaere underkastet så meget av kapitel IV i nevnte konvensjon og av dens kapitel III (under spesiell hensyntagen til artikler 70 og 74, mens artiklerne 53 og 54 skal vaere undtatt) som domstolen må anse for å vaere anvendbar og for å vaere i overensstemmelse med forskriftene i denne overenskomst. Alle pengesummer som måtte bli idømt av domstolen på grunn av noget krav skal betales innen atten måneder efter datoen for den endelige kjennelse uten renter og uten fradag, undtagen forsåvidt angår hvad der i det følgende er specifisert. Hver regjering skal baere sine egne utgifter. Domstolens utgiftee skal dekkes ved et proratarisk fradrag av beløpet i de summer som er idømt av domstolen, efter en sats av fem pro cent av sådanne summer, eller efter sådan lavere sats som de to regjeringer måtte bli enige om; i tilfelle av underskudd skal det manglende dekkes av de to regjeringer med en halvdel hver.

Artikkel V.

Denne traktat skal vaere gjenstand for ratifikasjon og skal forbli i kraft

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Treaty.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Treaty shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Treaty shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Treaty, and to the provision that if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Treaty shall lapse.

i et tidsrum av et ar fra den dag da ratifikasjonene utveksles.

Tre måneder innen utløpet av nevnte tidsrum av et år kan hver isaer av de to høie kontraherende parter notifisere dens ønske om å foreslå forandringer i traktatens bestemmelser.

Hvis man ikke er kommet overens om sådanne forandringer før utløpet av den ovenfor nevnte frist av et år, skal traktaten bortfalle.

Hvis ingen notifikasjon er gitt fra nogen av siderne om at forandringer ønskes foreslått, skal traktaten forbli i kraft ennu et år og derefter videre av sig selv, men altid med hensyn til hvert sådant tidsrum av et år underkastet hver av partenes rett til, således som foran fastsatt, å foreslå forandringer i traktaten tre måneder innen utløpet av tidsrummet, og underkastet bestemmelsen om at hvis man ikke er kommet overens om sådanne forandringer innen et-års-fristens, utløp, skal traktaten bortfalle.

Article VI.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Treaty the said Treaty shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Treaty shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed, had this Treaty not been concluded.

Artikkel VI.

I det tilfelle at den ene eller den annen av de hoie kontraherende parter skulde bli hindret enten ved rettslig avjorelse eller ved beslutning av den lovgivende myndighet fra helt ut å iverksette naervaerende traktats bestemmelser, skal nevnte traktat bortfalle av sig selv, og ved sådan bortfallen, eller nårsomhelst denne traktat ophorer å vaere i kraft, skal hver av de hoie kontraherende parter nyte alle de rettigheter som den vilde ha hatt, om denne traktat ikke var blitt avsluttet.

The present Convention shall be duly ratified by the President of the United Staates of America, by and with the advice and consent of the

Naervaerende konvensjon skal behorig ratifiseres av Presidenten for Amerikas Forente Stater med råd og samtykee av Statenes Senat, og av

Senate thereof, and by His Majesty the King of Norway; and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate in the English and Norwegian languages and have thereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington this twenty-fourth day of May, in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-four.

Hans Majestet Norges Konge, og ratifikasjonene skal utveksles i Washington sa snart som mulig.

Til bekreftelse herav har de respektive befullmektigede undertegnet naervaerende konvensjon i to eksemplerer i det engelske og det norske sprog og har derunder anbragt sine segl.

Utferdiget i byen Washington den fire og tyvende dag i Mai, i året et tusen nihundrede fire og tyve, A. D.

[Seal.] *Charles Evans Hughes.*
[Seal.] *Helmer H. Bryn.*

86.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, DANEMARK.

Convention concernant la prohibition de l'importation, aux Etats-Unis d'Amérique, des spiritueux se trouvant à bord des navires danois; signée à Washington, le 29 mai 1924.*)

Treaty Series, No. 693.

The President of the United States of America and His Majesty the King of Denmark and Iceland being desirous of avoiding any difficulties which might arise between the United States and Denmark in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America, Mr. Charles Evans Hughes, Secretary of State of the United States; and

Da de amerikanske Forenede Staters Praesident og Hans Majestaet Kongen of Danmark og Island ønsker at undgaa enhver Vanskelighed som maatte kunne opstaa mellem de amerikanske Forenede Stater og Danmark, som Følge af de i de amerikanske Forenede Stater gaeldene Love angaaende spirituose Drikke, har de med dette Formaal for Øje besluttet at indgaa en Traktat og har udnaevnt til deres Befuldmaegtigede:

Praesidenten for de amerikanske Forenede Stater: Hr. Charles Evans Hughes, de amerikanske Forenede Staters Statssekretaer,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 25 juillet 1924.

His Majesty the King of Denmark and Iceland, Mr. Kai Helmer-Petersen, His Majesty's Chargé d'Affaires at Washington,

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

The High Contracting Parties respectively retain their rights and claims, without prejudice by reason of this agreement, with respect to the extent of their territorial jurisdiction.

Article II.

1. His Majesty the King of Denmark and Iceland agrees that he will raise no objection to the boarding of private vessels under the Danish flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavoring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such enquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be initiated.

2. If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be

og Hans Majestaet Kongen af Danmark og Island: Hr. Kai Helmer-Petersen, Hans Majestaets Chargé d'Affaires i Washington,

hvilke efter at have meddelt deres respektive Fuldmagter, der befandtes i behørig Form, er kommet overens em følgende Artikler:

Artikel I.

Begge de høje kontraherende Parter fastholder—uden at give naervaerende Traktat nogen praejudicerende Virkning—deres Rettigheder og Krav med Hensyn til Udstraekningen af deres territoriale Jurisdiktion.

Artikel II.

1. Hans Majestaet Kongen af Danmark og Island samtykker i ikke at ville rejse nogen Indvending mod, at Myndigheder i de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser, gaar ombord i private Fartøjer under dansk Flag udenfor Søterritoriets Graenser for at rette Forespørgsler til de ombordvaerende og undersøge Skibspapirerne med det Formaal at bringe paa det rene, om Fartøjet eller der ombordvaerende gør Forsøg paa at indføre eller har indført spirituøse Drikke til de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser, i Strid med de dér gaeldende Love. Saafremt saadanne Forespørgsler eller Undersøgelser giver rimelig Grund til Mistanke, kan en Ransagning af Fartøjet indledes.

2. Hvis der foreligger rimelig Grund til at antage, at Fartøjet har begaaet eller er i Faerd med at begaa eller forsøger at begaa en Overtraedelse af de i de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser gaeldende Love mod Ind-

seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with such laws.

3. The rights conferred by this article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavoring to commit the offense. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded, which shall determine the distance from the coast at which the right under this article can be exercised.

Article III.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions on board Danish vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within

førsel af spirituøse Drikke, kan Fartøjet beslaglaegges og indbringes til en Havn i de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser, til Retsforfølgning i Medfør af saadanne Love.

3. De ifølge denne artikel indrømmede Beføjelser skal ikke kunne udøves i større Afstand fra de amerikanske Forenede Staters, dets Territoriers eller Besiddelsers Kyst, end det for Forsøg paa Overtraedelse mistaenkte Fartøj kan tilbagelaegge i een Time. I saadanne Tilfaelde, i hvilke Alkohol agtes transporteret til de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser, af et andet Fartøj end det, der er blevet bordet og ransaget, skal det vaere Hastigheden af dette andet Fartøj og ikke Hastigheden af det bordede Fartøj, der skal vaere afgørende for den Afstand fra Kysten, indenfor hvilken Beføjelserne i Medfør af denne Artikel kan udøves.

Artikel III.

Straf eller Konfiskation i Medfør as de amerikanske Forenede Staters Love skal ikke bringes til Anvendelse overfor spirituøse Drikke eller Fartøjer eller Personer som Følge av Transport af saadanne Drikke, naar disse er opført som Skibsforraad eller som Ladning bestemt for en Havn udenfor de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser, ombord paa danske Fartøjer paa Rejse til eller fra Havne i de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser, eller gennem disses Søterritorier, og saadan Transport skal vaere underkastet de nu gaeldende Love med Hensyn til Transit af spirituøse Drikke gennem Panama Kanalen, forudsat at de spirituøse Drikke til Stadighed skal opbevares

said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article IV.

Any claim by a Danish vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Treaty or on the ground that it has not been given the benefit of Article III shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907.*) The Arbitral Tribunal shall be constituted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Articles 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the Tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this agreement. All sums of money which may be awarded by the Tribunal

under Segl, saalaenge Fartøjet, paa hvilket de transporteres, forbliver indenfor naevnte Søterritorier, og forudsat, at ingen Del af saadanne spriritusøse Drikke skal paa noget Tidspunkt eller paa noget Sted afskibes indenfor de amerikanske Forenede Stater, dets Territorier eller Besiddelser.

Artikel IV.

Ethvert Krav fra et dansk Fartøj paa Erstatning paa Grund af at det har lidt Tab eller Skade som Følge af urigtig eller ubegrundet Udøvelse af de ved denne Traktats Artikel II indrømmede Beføjelser eller paa Grund af, at det ikke har nydt godt af Bestemmelserne i Artikel III, skal henvises til faelles Behandling af to Personer, af hvilke hver af de høje kontraherende Parter udnaevner een.

De i en saadan faelles Betaenkning indeholdte Indstillinger skal bringes til Udførelse. Hvis der ikke kan opnaas Enighed om en faelles Betaenkning, skal Kravet henvises til den staaende Voldgiftsdomstol i Haag omhandlet i Konventionen om fredelig Bilaeggelse af internationale Stridigheder, afsluttet i Haag den 18' Oktober 1907.*) Voldgiftsdomstolen skal sammensaettes i Overensstemmelse med Artikel 87 (Kapitel IV) og med Artikel 59 (Kapitel III) i naevnte Konvention. Forhandlingerne skäl finde Sted i Overensstemmelse med Bestemmelserne i Kapitel IV i naevnte Kovention og Bestemmelserne i dens Kapitel III (med saerlig Hensyntagen til Artiklerne 70 og 74, men med Undtagelse af Artiklerne 53 og 54) i den Udstraekning, som Domstolen maatte finde dem anvendelige paa og i Overenstemmelse med naervaerende Traktat. Alle Pengebeløb, som maatte

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent. on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Article V.

This Treaty shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Treaty.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Treaty shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Treaty shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Treaty, and to the provision that if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Treaty shall lapse.

blive tilkendt af Domstolen paa Grundlag af fremsatte Krav, vil vaere at betale i Løbet af atten Maaneder efter den endelige Tilkendelse uden Renter og uden Fradrag bortset fra nedennaevnte Bestemmelser. Hver Regering skal baere sine egne Omkostninger. Domstolens Udgifter skal afholdes ved en procentvis Afkortning i de af samme tilkendte Pengebeløb til en Sats af 5 pro cent af naevnte Beløb eller til en saadan lavere Sats, som de to Regeringer maatte enes om; eventuelt Underskud skal daekkes af de to Regeringer med Halvdelen hver.

Artikel V.

Denne Traktat vil vaere at ratificere og skal forblive i Kraft for et Tidsrum af eet Aar fra Datoen for Ratifikationsinstrumenternes Udveksling at regne.

Tre Maaneder forinder Udløbet af naevnte Tidsrum af eet Aar kan hver af de høje kontraherende Parter tilkendegive Ønske om at foreslaa Aendringer i Traktatens Bestemmelser.

Saafremt Enighed om saadanne Aendringer ikke er blevet opnaaet inden Udløbet af den ovennaevnte Eet-Aars Frist, bortfalder Traktaten.

Saafremt ingen Tilkendegivelse af Ønske om at foreslaa Aendringer er fremkommet fra nogen af Siderne, skal Traktaten forblive i Kraft for endnu eet Aar, og saa fremdeles automatisk, dog saaledes at hver Part indenfor hvert saadant eetaarigt Tidsrum kan, som foran bestemt, tre Maaneder før Traktatens Udløb foreslaa Aendringer i samme, og saaledes at Traktaten bortfalder, saafremt Enighed om saadanne Aendringer ikke opnaas forinden Udløbet af Eet-Aars Perioden.

Article VI.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Treaty the said Treaty shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Treaty shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

The present Convention shall be duly ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by His Majesty the King of Denmark and Iceland; and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate in the English and Danish languages and have thereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington this twenty-ninth day of May one thousand nine hundred and twenty-four.

Artikel VI.

I det Tilfaelde, at nogen af de høje kontraherende Parter enten ved Domstolenes eller ved Lovgivningsmagtens Beslutninger forhindres i at gennemføre Bestemmelserne i naervaerende Traktat fuldtud, skal Traktaten automatisk bortfalde, og i Tilfaelde af saadant Bortfald, eller iøvrigt naarsomhelst denne Traktat ophører at vaere i Kraft, skal hver af de høje kontraherende Parter nyde alle Rettigheder, som den vilde have besiddet, hvis denne Traktat ikke var blevet indgaaet.

Naervaerende Traktat skal behørigt ratificeres af de amerikanske Forenede Staters Praesident med Senatets Raad og Samtykke og af Hans Majestaet Kongen af Danmark og Island, og Ratifikations instrumenterne skal udveksles i Washington snarest muligt.

Til Bekraeftelse derpaa har de respektive Befuldmaegtigede undertegnet og med Segl forsynet naervaerende Traktat, der er udfaerdiget i to Eksemplarer i det engelske og det danske Sprog.

Sket i Washington den Ni og Tyvende Mai Nitten Hundrede og Fire og Tyve.

[seal] *Charles Evans Hughes.*
[seal] *Helmer Petersen.*

87.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ITALIE.

Convention concernant la prohibition de l'importation, aux Etats-Unis d'Amérique, des spiritueux se trouvant à bord des navires italiens; signée à Washington, le 3 juin 1924.*)

Treaty Series, No. 702.

The President of the United States of America and His Majesty the King of Italy being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America, Charles Evans Hughes, Secretary of State of the United States;

His Majesty the King of Italy, Signor Augusto Rosso, Counselor of His Embassy at Washington;

Who, having communicated their full powers found in good and due form have agreed as follows:

Article I.

The High Contracting Parties respectively retain their rights and claims, without prejudice by reason of this agreement, with respect to the extent of their territorial jurisdiction.

Article II.

1. The Italian Government agrees that it will raise no objection to the

Il Presidente degli Stati Uniti d'America e Sua Maestà il Re d'Italia, desiderosi di evitare le difficoltà che potrebbero sorgere tra loro nei riguardi delle leggi in vigore negli Stati Uniti d'America in materia di bevande alcooliche, hanno deciso di concludere una Convenzione a tale scopo ed hanno nominato quali loro Plenipotenziarii:

Il Presidente degli Stati Uniti d'America: l'On. le Charles Evans Hughes, Segretario di Stato degli Stati Uniti;

Sua Maestà il Re d'Italia: il Signor Augusto Rosso, Consigliere della sua Ambasciata in Washington;

I quali, presentati i loro pieni poteri riscontrati nella debita forma, hanno di comune accordo stabilito quanto segue:

Articolo I.

Le Alte Parti Contraenti conservano rispettivamente i propri diritti e le proprie ragioni, senza che possano venir pregiudicate pel fatto del presente accordo, nei riguardi della estensione della loro giurisdizione territoriale.

Articolo II.

1. Il Governo italiano consente a non sollevare obiezioni alla visita dei

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 22 octobre 1924.

boarding of private vessels under the Italian flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavoring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such enquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be initiated.

2. If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with such laws.

3. The rights conferred by this article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavoring to commit the offense. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded, which shall determine the distance from the coast at which the right under this article can be exercised.

piroscafi privati battenti bandiera italiana, al di là dei limiti delle acque territoriali, da parte delle autorità degli Stati Uniti o dei territorii e possedimenti degli Stati Uniti, in modo ch'esse possano rivolgere domande alle persone di bordo ed esaminare i documenti di bordo, allo scopo di accertare se la nave o l'equipaggio tentino di importare bevande alcooliche negli Stati Uniti o nei territori e possedimenti degli Stati Uniti, in violazione delle leggi ivi in vigore. Allorquando da tale inchiesta ed esame risultino fondati sospetti, una visita della nave può essere iniziata.

2. Se vi è sufficiente motivo per ritenere che la nave ha commesso o sta commettendo o tentando di commettere una infrazione alle leggi degli Stati Uniti e dei territori e possedimenti degli Stati Uniti che proibiscono l'importazione di bevande alcooliche, la nave può essere sequestrata e condotta in un porto degli Stati Uniti, per l'azione giudiziaria a norma delle leggi stesse.

3. I diritti conferiti dal presente articolo non potranno essere esercitati ad una distanza dalla costa degli Stati Uniti o dei territorii e possedimenti degli Stati Uniti che sia maggiore di quella navigabile in un ora dalla nave sospetta dell'infrazione in parola. Tuttavia, nei casi in cui le bevande alcooliche fossero destinate ad essere trasportate agli Stati Uniti, o ai territorii e possedimenti degli Stati Uniti da un' altra nave che non quella fermata e perquisita, sarà la velocità di questa altra nave che determinerà la distanza dalla costa entro la quale i diritti conferiti da questo articolo potranno essere esercitati.

Article III.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions on board Italian vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article IV.

Any claim by an Italian vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Treaty or on the ground that it has not been given the benefit of Article III shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention for the pacific Settlement of

Articolo III.

Nessuna penalità sarà applicabile, in base alle leggi degli Stati Uniti, alle bevande alcooliche od alle navi o persone pel fatto del trasporto di bevande alcooliche quando questo sono registrate come provviste di bordo o carico destinato ad un porto che non appartenga agli Stati Uniti, o ai suoi territorii e possedimenti, e trovansi su navi italiane che viaggiano verso o provengono da porti degli Stati Uniti, o dei suoi territori e possedimenti, o che traversano le acque territoriali di essi. Tali trasporti saranno considerati a norma del disposto della legge nei riguardi del transito di bevande alcooliche attraverso il Canale di Panama, a condizione che esse siano mantenute sotto suggello durante tutto il tempo in cui la nave che le trasporta rimane entro le dette acque territoriali ed a condizione che nessuna parte di esse sia in qualsiasi tempo o luogo sbarcata negli Stati Uniti o nei suoi territorii o possedimenti.

Articolo IV.

Qualunque reclamo di indennità da parte di una nave italiana per dichiarate perdite o danni sofferti in seguito a indebito o ingiustificato esercizio dei diritti conferiti dall' articolo II di questo Trattato o per il fatto che non le venne concesso il beneficio dell' articolo III, sarà riferito all' esame in comune di due persone di cui ciascuna delle Alte Parti Contraenti nominerà una.

Sarà dato corso alle raccomandazioni formulate nei rapporti che verranno così presentati di comune accordo. Se tale accordo non potrà essere raggiunto, il reclamo verrà riferito alla Corte Permanente di Arbitrato dell'Aja contemplata dalla Convenzione per la

International Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907.*) The Arbitral Tribunal shall be constitued in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the Tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this agreement. All sums of money which may be awarded by the Tribunal on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent. on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Article V.

This Treaty shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Treaty.

Soluzione Pacifica delle Vertenze Internazionali conclusa all'Aja il 18 ottobre 1907.*) Il Tribunale arbitrale sarà constituito a norma dell' articolo 87 (Capitolo IV) e dell' articolo 59 (Capitolo III) di detta Convenzione. La procedura sarà regolata a norma di tutta quella parte del Capitolo IV della detta Convenzione e del Capitolo III della Convenzione stessa (con speciale riguardo agli articoli 70 e 74 ma facendosi eccezione degli Articoli 53 e 54) che il Tribunale possa giudicare applicabile e non incompatibile colle disposizione di questo accordo. Tutte le somme aggiudicate dal Tribunale per qualsiasi reclamo saranno pagate entro diciotto mesi dalla data dell' aggiudicazione finale, senza interessi e senza deduzioni, salvo quanto qui sotto specificato. Ciascun Governo sopporterà le proprie spese. Le spese del Tribunale saranno rimborsate mediante deduzione proporzionale dall' ammontare delle somme da esso aggiudicate, nella misura del cinque per cento di tali somme, od in quella misura più bassa che sarà concordata tra i due Governi; in caso di eventuale deficienza, questa sarà coperta in parti uguali dai due Governi.

Articolo V.

Questo Trattato sarà soggetto a ratifica e resterà in vigore per il periodo di un anno dalla data dello scambio delle ratifiche.

Tre mesi prima dello spirar del detto periodo di un anno, ciascuna delle due Alte Parti Contraenti potrà notificare il proprio desiderio di proporre modifiche ai termini del Trattato.

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Treaty shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Treaty shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Treaty, and to the provision that if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Treaty shall lapse.

Article VI.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Treaty the said Treaty shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Treaty shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

The present Convention shall be duly ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by His Majesty the King of Italy; and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the pre-

Se tali modifiche non saranno state accettate di comune accordo prima della scadenza del sumenzionato termine di un anno, il Trattato si considererà decaduto.

Se nessuna delle due parti notifica il proprio desiderio di proporre modifiche, il Trattato rimarrà in vigore per un' altro anno, e così automaticamente per gli anni successivi, sempre però rimanendo fermo, durante ognuno di questi periodi di un anno, il diritto di ciascuna delle Parti di proporre modifiche del Trattato tre mesi prima dello spirare del suo termine, come sopra disposto, e sempre con l'intesa che se l'accordo circa le predette modifiche non verrà raggiunto prima dello spirare del periodo di un anno, il Trattato si considererà decaduto.

Articolo VI.

Nel caso che l'una o l'Altra delle Alte Parti Contraenti fosse impedita, sia per effetto di una decisione giudiziaria, sia per effetto di un atto legislativo, dal dare pieno effetto alle disposizioni del presente Trattato, il Trattato stesso verrà automaticamente a scadere, e, al momento di tale scadenza, o in qualunque altro momento questo Trattato cessasse dall' aver vigore, ciascuna delle Alte Parti Contraenti godrà dei diritte che avrebbe posseduto se questo Trattato non fosse stato concluso.

La presente Convenzione sarà debitamente ratificata dal Presidente degli Stati Uniti d'America, coll' approvazione e il consenso del Senato americano e da Sua Maestà il Re d'Italia; e le ratifiche saranno scambiate a Washington al più presto possibile.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziarii hanno firmato la presente

sent Convention in duplicate, in the English and Italian languages, and have thereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington this third day of June in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-four.

Convenzione in duplice esemplare, nelle lingue inglese ed italiana, e vi hanno affisso questi sigilli.

Fatto nella città di Washington il tre giugno dell' anno di grazia mille novecento ventiquattro.

[seal] *Charles Evans Hughes.*
[seal] *Augusto Rosso.*

88.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GRANDE-BRETAGNE (CANADA).

Convention concernant la suppression de la contrebande; signée à Washington, le 6 juin 1924.*)

Treaty Series (Washington), No. 718.

The United States of America and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of the Dominion of Canada, being desirous of suppressing smuggling operations along the boundary between the United States of America and the Dominion of Canada, and of assisting in the arrest and prosecution of persons violating the narcotic laws of either Government, and of providing as to the omission of penalties and forfeitures in respect to the carriage of alcoholic liquors through Alaska into the Yukon territory, have agreed to conclude a Convention to give effect to these purposes and have named as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America: Charles Evans Hughes, Secretary of State of the United States; and

His Britannic Majesty, in respect of the Dominion of Canada: The Honorable Ernest Lapointe, K. C., a member of His Majesty's Privy Council for Canada and Minister of Justice in the Government of that Dominion;

Who, having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

The High Contracting Parties agree that the appropriate officers of the Governments of the United States of America and of Canada respectively shall be required to furnish upon request to duly authorized officers

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 17 juillet 1925.

of the other Government, information concerning clearances of vessels or the transportation of cargoes, shipments or loads of articles across the international boundary when the importation of the cargo carried or of articles transported by land is subject to the payment of duties; also to furnish information respecting clearances of vessels to any ports when there is ground to suspect that the owners or persons in possession of the cargo intend to smuggle it into the territory of the United States or of Canada.

Article II.

The High Contracting Parties agree that clearance from the United States or from Canada shall be denied to any vessel carrying cargo consisting of articles the importation of which into the territory of the United States or of Canada, as the case may be, is prohibited, when it is evident from the tonnage, size and general character of the vessel, or the length of the voyage and the perils or conditions of navigation attendant upon it, that the vessel will be unable to carry its cargo to the destination proposed in the application for clearance.

Article III.

Each of the High Contracting Parties agrees with the other that property of all kinds in its possession which, having been stolen and brought into the territory of the United States or of Canada, is seized by its customs authorities shall, when the owners are nationals of the other country, be returned to such owners, subject to satisfactory proof of such ownership and the absence of any collusion, and subject moreover to payment of the expenses of the seizure and detention and to the abandonment of any claims by the owners against the customs, or the customs officers, warehousemen or agents, for compensation or damages for the seizure, detention, warehousing or keeping of the property.

Article IV.

The High Contracting Parties reciprocally agree to exchange information concerning the names and activities of all persons known or suspected to be engaged in violations of the narcotic laws of the United States or of Canada respectively.

Article V.

It is agreed that the customs and other administrative officials of the respective Governments of the United States and of Canada shall upon request be directed to attend as witnesses and to produce such available records and files or certified copies thereof as may be considered essential to the trial of civil or criminal cases, and as may be produced compatibly with the public interest.

The cost of transcripts of records, depositions, certificates and letters rogatory in civil or criminal cases, and the cost of first-class transportation both ways, maintenance and other proper expenses involved in the attendance of such witnesses shall be paid by the nation requesting their attendance

at the time of their discharge by the court from further attendance at such trial. Letters rogatory and commissions shall be executed with all possible despatch and copies of official records or documents shall be certified promptly by the appropriate officials in accordance with the provisions of the laws of the respective countries.

Article VI.

The following offenses are added to the list of offenses numbered 1 to 3 in Article I of the Treaty concluded between the United States and Great Britain on May 18, 1908, with reference to reciprocal rights for the United States and Canada in the matters of conveyance of prisoners and wrecking and salvage,*) that is to say:

4. Offenses against the narcotic laws of the respective Governments.

Article VII.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attached to alcoholic liquors or to vessels, vehicles or persons by reason of the carriage of such liquors when they are in transit under guard by Canadian authorities through the territorial waters of the United States to Skagway, Alaska, and thence by the shortest route, via the White Pass and Yukon Railway, upwards of twenty miles to Canadian territory, and such transit shall be as now provided by law with respect to the transit of alcoholic liquors through the Panama Canal or on the Panama Railroad, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel or vehicle on which they are carried remains within the United States, its territories or possessions, and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article VIII.

This Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible. The Convention shall come into effect at the expiration of ten days from the date of the exchange of ratifications, and it shall remain in force for one year. If upon the expiration of one year after the Convention shall have been in force no notice is given by either party of a desire to terminate the same, it shall continue in force until thirty days after either party shall have given notice to the other of a desire to terminate the Convention.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate and have thereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington this sixth day of June, one thousand nine hundred and twenty-four.

[seal] *Charles Evans Hughes.*
[seal] *Ernest Lapointe.*

*) V. N. R. G. 3. s. IV, p. 253.

89.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, PANAMA.

Convention concernant la prohibition de l'importation, aux Etats-Unis, des spiritueux se trouvant à bord des navires navigant sous le pavillon de la République de Panama; signée à Washington, le 6 juin 1924.*)

Treaty Series, No. 707.

The President of the United States of America and the President of the Republic of Panama being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America, Charles Evans Hughes, Secretary of State of the United States of America, and

The President of Panama, Ricardo J. Alfaro, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Panama in Washington,

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

The High Contracting Parties declare that it is their firm intention to uphold the principle that three marine miles extending from the coast line outwards and measured from low-water mark constitute the proper limits of territorial waters.

El Presidente de los Estados Unidos de América y el Presidente de la República de Panamá, deseosos de evitar cualesquiera dificultades que puedan surgir entre ellos en relación con las leyes vigentes de los Estados Unidos en materia de bebidas alcohólicas, han decidido celebrar una convención con tal objeto y han nombrado como Plenipotenciarios:

El Presidente de los Estados Unidos de América a Charles Evans Hughes, Secretario de Estado de los Estados Unidos de América, y

El Presidente de Panamá a Ricardo J. Alfaro, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de la República de Panamá en Washington,

quienes, habiéndose comunicado sus Plenos Poderes, los que han sido hallados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente:

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes declaran que es su firme intención mantener el principio de que tres millas marítimas que se extiendan de la línea de la costa hacia afuera y medidas desde la línea de la baja mar, constituyen el límite propio de las aguas territoriales.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 19 janvier 1925.

Article II.

1. The President of Panama agrees that Panama will raise no objection to the boarding of private vessels under the Panaman flag outside the limites of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions, in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavoring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such enquiries and examinations show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be initiated.

2. If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with such laws.

3. The rights conferred by this article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavoring to commit the offense, and shall not be exercised in waters adjacent to territorial waters of the Canal Zone. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions by a vessel other than the one boarded and

Artículo II.

1. El Presidente de Panamá conviene en que Panamá no hará objeción a que las naves de propiedad particular que naveguen bajo la bandera de Panamá sean visitadas fuera de los límites de las aguas territoriales por las autoridades de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, a fin de que puedan ser indagadas las personas que se hallen a bordo y se examinen los papeles del buque con el objeto de verificar si la nave o los que se encuentran a bordo tratan de importar o han importado bebidas alcohólicas a los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, en contravención de las leyes allí vigentes. Cuando tales indagatorias y examen den motivo rasonable para sospechas, se podrá proceder al registro de la nave.

2. Si hubiere motivos fundados para creer que la nave ha cometido o está cometiendo o intentando cometer un delito contra las leyes de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, que prohiben la importación de bebidas alcohólicas, la nave puede ser apresada y llevada a un puerto de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones para su juzgamiento de acuerdo con tales leyes.

3. Los derechos conferidos en este artículo no serán ejercidos a mayor distancia de la costa de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones de la que puede atravesar en una hora la nave que se sospecha trata de cometer el delito, y no serán ejercidos en aguas adyacentes a las aguas territoriales de la Zona del Canal. No obstante, en casos en que se tiene la intención de llevar licor a los Estados Unidos, sus territorios o posesiones por una nave distinta de la que ha sido visitada y registrada, la velocidad

searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded, which shall determine the distance from the coast at which the right under this article can be exercised.

de esta otra nave y no la velocidad de la nave visitada será la que determine la distancia de la costa dentro de la cual puede ejercerse el derecho conferido en este artículo.

Article III.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions on board Panaman vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Artículo III.

No estarán sujetos a pena ni comiso, según las leyes de los Estados Unidos, ni los licores alcohólicos ni las naves ni las personas por razón del transporte de tales licores, cuando ellos sean declarados como aprovisionamiento de la nave o como carga destinada a un puerto fuera de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, a bordo de naves panameñas que viajen de o para puertos de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, o que pasen por sus aguas territoriales, y tal transporte será como el que establece la ley con respecto al tránsito de licores por el Canal de Panamá, a condicion de que tales licores sean mantenidos constantemente bajo sello mientras la nave que los lleva permanezca dentro de dichas aguas territoriales y a condición de que tales licores no sean descargados en ningún tiempo in lugar dentro de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones.

Article IV.

Any claim by a Panaman vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Treaty or on the ground that is has not been given the benefit of Article III shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Artículo IV.

Las reclamaciones de indemnización por naves panameñas a causa de haber sufrido pérdida o perjuicio por el ejercicio impropio o arbitrario de los derechos conferidos por el Artículo II de este Tratádo, o a causa de no habérseles concedido el beneficio del Artículo III, serán sometidas a la consideración conjunta de dos personas, una de las cuales será nombrada por cada una de las Altas Partes Contratantes.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907.*) The Arbitral Tribunal shall be constituted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the Tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this agreement. All sums of money which may be awarded by the Tribunal on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent. on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Article V.

This Treaty shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

Las recomendaciones contenidas en una decisión conjunta serán hechas efectivas. Si no hubiere acuerdo para tal decisión conjunta, la reclamación será sometida a la Corte Permanente de Arbitraje de La Haya que se describe en la Convención para el Arreglo Pacífico de Disputas Internacionales celebrada en La Haya el 18 de Octubre de 1907.*) El Tribunal Arbitral será constituido de conformidad con el Artículo 87 (Capítulo IV) y con el Artículo 58 (Capítulo III) de dicha Convención. El procedimiento será determinado por las disposiciones del Capítulo IV de dicha Convención y del Capítulo III de la misma, (teniéndose especialmente en cuenta los Artículos 70 y 74, pero exceptuándose los Artículos 53 y 54) que el Tribunal considere aplicables y concordes con las estipulaciones de este Convenio. Las sumas que falle el Tribunal en virtud de una reclamación serán pagadas dentro de los diez y ocho meses siguientes a la fecha del fallo definitivo sin interés y sin ninguna deducción, salvo la que se especifica más adelante. Cada Gobierno cubrirá sus propios gastos. Los gastos del Tribunal serán sufragados mediante une deducción proporcional del monto de las sumas falladas, a la rata del cinco por ciento sobre dichas sumas o a una rata menor que puedan acordar los dos Gobiernos. Si hubiere alguna deficiencia, será cubierta por partes iguales por los dos Gobiernos.

Artículo V.

Este Tratado queda sujeto a ratificación y estará en vigor por el período de un año a contar de la fecha del canje de ratificaciones.

---

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Treaty.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Treaty shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Treaty shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Treaty, and to the provision that if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Treaty shall lapse.

Tres meses antes de la expiración de dicho período de un año cualquiera de las Altas Partes Contratantes puede dar aviso de su deseo de proponer modificaciones a los términos del Tratado.

Si no hubiere acuerdo respecto a tales modificaciones antes de expirar el término de un año arriba mencionado, el Tratado caducará.

Si ninguna de las dos partes manifestare a la otra el deseo de proponer modificaciones, el Tratado continuará en vigencia por un año más y asi sucesivamente, pero con sujeción siempre respecto de cada período de un año al derecho de ambas partes de proponer modificaciones al Tratado tres meses antes de su expiración y con sujeción igualmente a la estipulación de que a falta de acuerdo sobre tales modificaciones antes de terminar el período de un año, el Tratado caducará.

Article VI.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Treaty the said Treaty shall automatically lapse, and, on such laspe or whenever this Treaty shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

The present Convention shall be duly ratified bi the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof and by the President of Panama in accordance with the requirements of the Panaman Constitution; and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

Artículo VI.

En el evento de que cualquiera de las Altas Partes Contratantes estuviere impedida por decisión judicial o por acción legislativa para dar cumplimiento pleno a las estipulaciones del presente Tratado, el Tratado caducará ipso facto, y al ocurrir caducidad o cuando quiera que este Tratado cese en su vigencia, cada Alta Parte Contratante disfrutará de todos los derechos que habría tenido si el Tratado no hubiere sido celebrado.

Esta Convención será debidamente ratificada por el Presidente de los Estados Unidos de América mediante consentimiento y recomendación del Senado, y por el Presidente de Panamá de conformidad con los requisitos de la Constitución Panameña, y las ratificaciones serán canjeadas en Washington a la mayor brevedad posible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate and have thereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington, this sixth day of June in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-four.

En fe de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado esta Convención por duplicado y han adherido a ella sus respectivos sellos.

Hecho en la ciudad de Washington a los seis días del mes de junio del año de Nuestro Señor mil novecientos veinticuatro.

[seal] *Charles Evans Hughes.*
[seal] *R. J. Alfaro.*

90.

LITHUANIE, PAYS-BAS.

Arrangement commercial; réalisé par un Echange de Notes, signées à Kovno, le 10 juin 1924.

Vyriausybės Žinios 1926, No. 231.

République de Lithuanie
Ministère des Affaires Etrangères. Kaunas, le 10 juin 1924.

Excellence,

1. Les Gouvernements Lithuanien et Néerlandais désirant développer les relations commerciales entre la Lithuanie et les Pays-Bas, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Lithuanie est disposé à garantir, à la réserve des restrictions exprimées aux paragraphes 6, 7 et 8 de la présente et à condition de réciprocité, aux ressortissants néerlandais, aux sociétés néerlandaises (anonymes et autres) commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies de navigation, et aux produits du sol et de l'industrie des Pays-Bas, dans le territoire lithuanien un traitement sous tous les rapports aux moins aussi favorable que celui, accordé ou à accorder aux ressortissants, aux sociétés et aux produits du sol et de l'industrie du pays étranger le plus favorisé.

Cette disposition ne portera pas atteinte aux dispositions en vigueur en Lithuanie en matière de la délivrance ou de la prorogation de visas, ni aux droits de la Lithuanie de refuser l'entrée ou le séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables.

2. Ce traitement sera accordé en tout ce qui concerne l'établissement des ressortissants et des sociétés néerlandais en Lithuanie; l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions; ainsi qu'en tout ce qui concerne les affaires de commerce et de navigation, à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit; les droits et formalités de douane et les opérations commerciales; le paiement des impôts.

3. Les bâtiments néerlandais jouiront dans les ports, rivières et eaux territoriales de la Lithuanie d'un traitement non moins favorable que celui accordé ou à accorder aux bâtiments lithuaniens ou à ceux de la nation étrangère la plus favorisée, le Gouvernement Lithuanien se réservant toutefois le droit de ne permettre l'exercice du cabotage qu'aux bâtiments lithuaniens.

4. Le Gouvernement Lithuanien s'engage en outre à concéder, à condition de réciprocité, le libre passage à travers la Lithuanie y compris les eaux territoriales, aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux, venant des ou destinés aux Pays-Bas, et à leur accorder en matière de facilités, frais, restrictions etc., un traitement au moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux lithuaniens ou à ceux d'une autre nationalité, origine, importation ou propriété la plus favorisée.

Cette disposition pour autant qu'elle concerne le libre transit de marchandises, ne préjudiciera en rien aux prescriptions légales sur le transit d'armes et de provisions de guerre.

5. Le Gouvernement Lithuanien s'engage de plus à appliquer, à condition de réciprocité, les dispositions du présent Arrangement aux Indes Néerlandaises, au Surinam et au Curaçao, ainsi qu'aux produits du sol et de l'industrie de ces pays et à leurs ressortissants, sociétés et bâtiments.

6. Il est bien entendu que les dispositions du présent Arrangement n'accordent à aucune des Parties Contractantes aucun droit ou ne leur imposent aucune obligation dérogeant à une convention générale internationale à laquelle le Gouvernement Lithuanien ou le Gouvernement Néerlandais ont adhéré ou adhéreront à l'avenir.

7. Les Pays-Bas ne pourront par des dispositions précitées exiger les faveurs que la Lithuanie a accordées ou accordera à l'avenir à un des Etats Baltiques (Finlande, Esthonie, Lettonie) ou à ces trois pays, tant que ces avantages n'auront été accordés à un tiers Etat.

8. Les Pay-Bas ne pourront pas exiger les faveurs relatives aux communications, au trafic et au commerce de frontière qui pour des raisons locales, seraient accordées par la Lithuanie à des Etats limitrophes.

9. Tout différend sur l'interprétation, l'application et l'exécution du présent Arrangement qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties Contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

10. Les dispositions de cet arrangement seront mises à l'exécution le le plus tôt possible dès que les formalités prescrites à cet égard par les lois constitutionnelles des deux Parties Contractantes auront été accomplies. L'arrangement continuera à être en vigueur jusqu'à la conclusion entre les deux pays d'un traité définitif de commerce et de navigation, étant toutefois bien entendu que chacune des deux Parties Contractantes aura la

faculté de dénoncer le présent Arrangement, qui alors demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration de trois mois à partir de la date de dénonciation.

Veuillez agréer, Votre Excellence, les assurances de ma très haute considération.

Galvanauskas.

Son Excellence
Monsieur Willem L. F. C. Chevalier de Rappard.
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
des Pays-Bas à Copenhague.

Légation des Pays-Bas.
Nr. 17 H 202. Kowno, le 10 juin 1924.

Monsieur le Ministre,

Les Gouvernements Néerlandais et Lithuanien désirant développer les relations commerciales entre les Pays-Bas et la Lithuanie, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas est disposé à garantir, à la réserve des restrictions exprimées aux paragraphes 6 et 8 de la présente et à condition de réciprocité, aux ressortissants lithuaniens, aux sociétés lithuaniennes (anonymes et autres) commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies de navigation, et aux produits du sol et de l'industrie de la Lithuanie, dans le territoire néerlandais un traitement sous tous les rapports au moins aussi favorable que celui, accordé ou à accorder aux ressortissants, aux sociétés et aux produits du sol et de l'industrie du pays étranger le plus favorisé.

1. Cette disposition ne portera pas atteinte aux dispositions en vigueur dans les Pays-Bas en matière de la délivrance ou de la prorogation de visas, ni aux droits des Pays-Bas de refuser l'entrée ou le séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables.

2. Ce traitement sera accordé en tout ce qui concerne l'établissement des ressortissants et de sociétés lithuaniens aux Pays-Bas; l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions, ainsi qu'en tout ce qui concerne les affaires de commerce et de navigation, à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit; les droits et formalités de douane et les opérations commerciales; le paiement des impôts.

3. Les bâtiments lithuaniens jouiront dans les ports, rivières et eaux territoriales du Royaume des Pays-Bas d'un traitement non moins favorable que celui accordé ou à accorder aux bâtiments néerlandais ou à ceux de la nation étrangère la plus favorisée, le Gouvernement de la Reine se réservant toutefois le droit de ne permettre l'exercice du cabotage qu'aux bâtiments néerlandais

4. Le Gouvernement de la Reine s'engage en outre à concéder, à condition de réciprocité, le libre passage à travers les Pays-Bas, y compris les eaux territoriales, aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux, venant de ou destinés à la Lithuanie, et à leur accorder en matière de facilités, frais, restrictions etc. un traitement au

moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux néerlandais ou à ceux d'une autre nationalité, origine, importation ou propriété la plus favorisée.

Cette disposition pour autant qu'elle concerne le libre transit de marchandises, ne préjudiciera en rien aux prescriptions légales sur le transit d'armes et de provisions de guerre.

5. Le Gouvernement de la Reine s'engage de plus à appliquer dans les Indes Néerlandaises, dans le Surinam et dans le Curaçao, à condition de réciprocité, les dispositions du présent Arrangement à la Lithuanie, ainsi qu'aux produits de son sol et de son industrie et aux ressortissants, aux sociétés et aux bâtiments lithuaniens.

6. Il est bien entendu que les dispositions du présent Arrangement n'accordent à aucune des Parties Contractantes aucun droit ou ne leur imposent aucune obligation dérogeant à une convention générale internationale à laquelle le Gouvernement de la Reine ou le Gouvernement Lithuanien ont adhéré ou adhéreront à l'avenir.

7. Les Pays-Bas ne pourront par suite des dispositions précitées exiger les faveurs que la Lithuanie a accordées ou accordera à l'avenir à un des Etats Baltiques (Finlande, Esthonie, Lettonie) ou à ces trois pays, tant que ces avantages n'auront été accordé à un Etat tiers.

8. La Lithuanie ne pourra pas exiger les faveurs relatives aux communications, au trafic et au commerce de frontière qui pour des raisons locales, seraient accordées par les Pays-Bas à des Etats limitrophes.

9. Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent Arrangement qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties Contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

10. Les dispositions de cet arrangement seront mises à l'exécution le plus tôt possible dès que les formalités precites à cet égard par les lois constitutionelles des deux Parties Contractantes auront été accomplies. L'arrangement continuera à être en vigueur jusqu'à la conclusion entre les deux pays d'un traité définitif de commerce et de navigation étant toutefois bien entendu que chacune des deux Parties Contractantes aura la faculté de dénoncer le présent Arrangement qui alors demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration de trois mois à partir de la date de dénonciation.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

W. L. F. C. de Rappard.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
à Kowno.

Légation des Pays-Bas.
Nr. 18 H 202. Kowno, le 10 juin 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine entend par „conventions générales internationales" dont parle le paragraphe 6 de la note échangée aujourd'hui entre Votre Excellence et Moi, les conventions collectives à tendance générale telles que par exemple la Convention internationale de l'union postale, la Convention internationale sur l'opium, la Convention internationale de télégraphie etc. etc.

Je serais très reconnaissant à Votre Excellence si, en m'accusant réception de la présente, Elle voulait bien me faire savoir si le Gouvernement de la République de Lithuanie partage en ce qui concerne l'interprétation de l'expression susvisée du paragraphe 6, la manière de voir du Gouvernement Néerlandais, et je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

W. L. F. C. de Rappard.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
à Kowno.

République de Lithuanie.
Ministère des Affaires Etrangères.
Nr. 8622. Kaunas, le 10 juin 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre d'aujourd'hui de Votre Excellence, par laquelle Elle veut bien m'informer que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas entend par „conventions générales internationales" dont parle le paragraphe 6 de la note échangée aujourd'hui entre Votre Excellence et Moi, les conventions collectives à tendance générale telles que. par excemple, la Convention internationale de l'union postale, la Convention internationale sur l'opium la Convention internationale de télégraphie etc. etc.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République de Lithuanie partage complètement, en ce qui concerne l'interprétation de l'expresion susvisée du paragraphe 6, la manière de voir du Gouvernement Néerlandais.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

E. Galvanauskas,
Président du Conseil
Ministre des Affaires Etrangères.

Son Excellence
Monsieur W. L. F. C. de Rappard
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
des Pays-Bas en Lithuanie.

91.

GRANDE-BRETAGNE, FINLANDE.

Arrangement concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge; signé à Helsingfors, le 21 juin 1924, suivi d'un Echange de Notes, signées à Helsingfors à la date du même jour.*)

Treaty Series 1924, No. 30.

Agreement between His Britannic Majesty's Government and the Government of the Republic of Finland in regard to the Reciprocal Recognition of Tonnage Measurement Certificates of British and Finnish Ships.

Article 1.

No British ship having a national tonnage certificate shall, for the purpose of ascertaining her tonnage, be re-measured in whole in Finnish ports, nor any Finnish ship likewise having a national certificate of tonnage in any place within His Britannic Majesty's Dominions or under His Britannic Majesty's protection or control, except when so requested by the owner or master of the ship.

Ships having no such certificate of tonnage shall be measured under the rules of the country where the ship dues are to be paid.

Article 2.

The British and Finnish rules of measurement not being in full accord, the assessable tonnage shall be ascertained by partial measurement in accordance with the detailed instructions given below:

Överenskommelse mellan Republiken Finlands Regering och Hans Brittiska Majestäts Regering angående ömsesidigt erkännandê av finska och brittiska fartygs mätbrev.

Artikel 1.

Finskt fartyg, försett med nationellt mätbrev, må icke på någon ort, som befinner sig inom Hans Brittiska Majestäts dominier eller under Hans Brittiska Majestäts protection eller kontroll, liksom ej heller brittiskt fartyg, försett med nationellt mätbrev, i finska hamnar, underkastas fullständig ommätning för bestämmande av fartygets dräktighet, såframt icke fartygets ägare eller befälhavare därom anhållit.

Fartyg, som icke är försett med förenämnt mätbrev, skall undergå mätning enligt föreskrifterna i det land, där fartygsavgifterna skola erläggas.

Artikel 2.

Enär de finska och brittiska mätningsreglerna icke stå i fullständig överensstämmelse med varandra, skall den avgiftspliktiga dräktigheten bestämmas genom partiell ommätning i enlighet med nedanstående närmare föreskrifter:

---

*) En langues anglaise, finnoise et suédoise. Nous ne reproduisons que les textes anglais et suédois.

I. British Ships propelled by Engine Power.

Ships having a national certificate of measurement shall, in Finnish ports, be exempted from partial re-measurement and re-calculation.

If there are, on such ships, spaces such as spaces for hatchways, shelter deck, poop, &c., which have not been included in the gross tonnage, but which, according to the Finnish rules as to the measurement of ships, are to be included therein, such spaces shall be measured and added to the said tonnage; if, however, the size of the space in question has been given in the national certificate of measurement, only the re-calculation of the space shall be made.

The allowance for propelling power shall, in the case next above mentioned, be fixed at 32 per cent. of the gross tonnage of the ship (Finnish measurement), provided the total cubical contents of the spaces entitling to allowance for propelling power are greater than 13 per cent. and less than 20 per cent. of the gross tonnage of the ship, but in other cases at the cubic contents of the spaces entitling to allowance for propelling power, with addition of 75 per cent. thereof. In no case, howerver, shall the allowance be more than 55 per cent. of the tonnage remaining when from the gross tonnage has been deducted the cubical contents of the spaces belonging to this tonnage, which spaces, except that of the allowance for propelling power, are not included in the net tonnage.

The dues to be calculated on the basis of net tonnage shall, in the cases mentioned in the first clause, be calculated on the basis of the assessable tonnage as it appears upon

I. Brittiskt maskindrivet fartyg.

Dylikt fartyg, som är försett med nationellt mätbrev, skall i finsk hamn vara befriat från partiell ommätning och omräkning.

Finnes å dylikt fartyg rum, såsom rum med tonnageöppning, skyddsdäcksrum, poop m. m., vilka ej äro inräknade i bruttodräktigheten, men vilka enligt de finska skeppsmätningsreglerna däri skola inräknas, bör sådant rum uppmätas och tilläggas nämnda dräktighet; dock att, därest uppgift om volymen av ifrågavarande rum finnes angiven i det nationella mätbrevet, allenast omräkning av sagda rum må verkställas.

Maskinavdragets storlek i nyssnämnda fall bestämmes till 32% av fartygets bruttodräktighet (finsk mätning), om de till maskinavdraget hörande rummens sammanlagda kubikinnehåll överstiger 13% och understiger 20% av fartygets bruttodräktighet, men i annat fall till kubikinnehållet av de till maskinavdraget hörande rummen ökat med 75% av detsamma. Maskinavdraget får dock i intet fall överstiga 55% av det tontal, som återstår sedan från bruttodräktigheten frånräknats rymdinnehållet av de i denna dräktighet ingående rum, vilka, utom volymen av avdraget för maskinrummet, icke medräknas i nettodräktigheten.

De efter nettotontalet utgående avgifterna skola i det i första stycket omförmälda fallet beräknas efter den i det nationella mätbrevet angivna avgiftspliktiga dräktighet, som erhålles

the national certificate of measurement, and, in other cases, on the basis of the assessable tonnage which is established by the aforementioned re-measurement or re-calculation.

II. Finnish Ships propelled by Engine Power.

Ships having a national certificate of measurement shall in any place within His Britannic Majesty's Dominions or under His Britannic Majesty's protection or control be exempt from re-measurement and re-calculation.

If there is on such ships space which, according to the British rules as to the measurement of ships, is included in the gross tonnage of the ship, but, according to the Finnish rules as to the measurement of ships, does not need to be included therein, such space shall be measured and added to the said tonnage; if, however, the size of the space in question has been given in the national certificate of measurement, only the re-calculation of the said space shall be made.

Dues to be calculated on the basis of net tonnage shall, in cases mentioned in the first clause, be calculated on the basis of the assessable tonnage as it appears upon the national certificate of measurement, and, in other cases, on the basis of the assessable tonnage, fixed by the re-measurement or re-calculation mentioned above.

III. Ships not propelled by Engine Power.

No ship having a national certificate of measurement shall be re-measured or re-calculated in part.

The dues payable on the basis of net tonnage shall, in such cases, be

på grund av förenämnda ommätning eller omräkning.

II. Finskt maskindrivet fartyg.

Dylikt fartyg, som är försett med nationellt mätbrev, skall å varje ort, som befinner sig inom Hans Brittiska Majestäts dominier eller under Hans Brittiska Majestäts protektion eller kontroll, befrias från partiell ommätning och omräkning.

Finnes å dylikt fartyg något rum, som enligt de brittiska skeppsmätningsreglerna skall ingå i fartygets bruttodräktighet, men enligt de finska skeppsmätningsreglerna icke behöver häri ingå, bör sådant rum uppmätas och tilläggas nämnda dräktighet; dock att, därest uppgift om volymen av ifrågavarande rum finnes angiven i det nationella mätbrevet, allenast omräkning av sagda rum må verkställas.

De efter nettotontalet utgående avgifterna skola i det i första stycket omförmälda fallet beräknas efter den i det nationella mätbrevet angivna avgiftspliktiga dräktigheten, som erhålles på grund av förenämnda ommätning eller omräkning.

III. Fartyg, som icke är maskindrivet.

Dylikt fartyg, som är försett med nationellt mätbrev, skall icke vara underkastat partiell ommätning eller omräkning.

De efter nettotontalet utgående avgifterna skola i detta fall beräknas

calculated on the basis of the assessable tonnage as it appears upon the national certificate of measurement.

Article 3.

The partial re-measurement for the calculation of increase or deduction, mentioned in Article 2, applies only to such space in regard to the measurement of which the British and Finnish rules of measurement are not in accord.

The expenses for measurement in whole, partial re-measurement and re-calculation shall be calculated according to the instructions as to such measurement or calculation which are in force in the country where the measurement or calculation is effected.

Article 4.

Should the partial re-measurement or re-calculation disclose that no statement of the contents of the spaces in question has been made or that the measurement has not been effected in accordance with the rules of measurement then in force, the assessable tonnage shall be corrected without delay, and, in respect of Finnish ships, the British ship measurement authorities, and, in respect of British ships, the Board of Navigation, Bureau of Ships, in Finland, thereof promptly notified.

Article 5.

At the request, made by the owner or master of a ship, measurement in whole, partial re-measurement or re-calculation may be effected independently of the provisions of this Agreement, in which case the expenses therefor shall be borne by the owner or master.

Article 6.

The present Agreement shall come into force three months after the date of its signature.

efter den i det nationella mätbrevet angivna avgiftspliktiga dräktigheten.

Artikel 3.

I artikel 2 omnämnd partiell ommätning för beräknande av avdrag eller tillägg må avse allenast sådant rum, i fråga om vilket de finska och brittiska mätningsbestämmelserna icke äro med varandra överensstämmande.

Kostnaderna för fullständig mätning, partiell ommätning och omräkning skola beräknas efter de bestämmelser, som för sådan mätning eller räkning gälla i det land, där mätningen eller räkningen ägt rum.

Artikel 4.

Befinnes vid partiell ommätning eller omräkning, att uppgift rörande volymen av förekommande rum icke tillkommit eller att mätningsförfarandet icke skett i överensstämmelse med gällande mätningsbestämmelser, må omedelbar rättelse ske vid bestämmandet av den avgiftspliktiga dräktigheten och anmälan härom skyndsamt göras beträffande finskt fartyg hos de brittiska skeppsmätningsmyndigheterna och beträffande brittiskt fartyg hos Sjöfartsstyrelsens fartygsbyrå i Finland.

Artikel 5.

På begäran av fartygs ägare eller befälhavare må fullständig mätning, partiell ommätning eller omräkning oberoende av bestämmelserna i denna överenskommelse äga rum, i vilket fall kostnaderna härför skall gäldas av ägaren eller befälhavaren.

Artikei 6.

Denna överenskommelse skall träda i kraft tre månader efter undertecknandet.

Either of the Contracting Governments may, on giving to the other twelve months' notice to that effect, terminate this Agreement, either as a whole or separately, in respect of any of the following parts of His Britannic Majesty's Dominions, viz., the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, Newfoundland and His Britannic Majesty's Indian Empire.

In the event of the Agreement being terminated in respect of any such part of His Britannic Majesty's Dominions, the Agreement shall cease to apply to British ships registered therein.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereon their seals.

Done in duplicate in the English, Finnish and Swedish languages, at Helsingfors this 21st day of June, 1924.

Ernest Rennie.
Hj. J. Procopé.

Båda de fördragsslutande regeringarna kunna, sedan tolv månader förflutit efter å någondera sidan skedd uppsägning, annullera denna överenskommelse antingen i sin helhet eller särskilt i förhållande till någon av följande delar av Hans Brittiska Majestäts dominier, nämligen: Kanada, Australien, Nya Zeeland, Sydafrikanska Unionen, Irländska Fristaten, Newfoundland och Hans Majestäts Indiska Kejsardöme.

I händelse denna överenskommelse upphör att gälla beträffande någon av nu nämnda delar av Hans Brittiska Majestäts dominier, skall densamma därefter ej mera tillämpas å brittiska fartyg, som äro där inregistrerade.

Till bekräftelse härav hava undertecknade, därtill vederbörligen befullmäktigade, undertecknat denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Såsom skedde i Helsingfors i tvenne exemplar på finska, svenska och engelska språken den 21 juni 1924.

Ernest Rennie.
Hj. J. Procopé.

Exchange of Notes with regard to the Exclusion of Irak from the Tonnage Measurement Agreement.

1.

Mr. Rennie to M. Procopé.

M. le Ministre, Helsingfors, June 21, 1924.

I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform your Excellency that His Britannic Majesty's Government consider it undesirable for the present to bring Irak within the scope of the agreement between His Majesty's Government and the Government of the Republic of Finland, in regard to the reciprocal recognition of tonnage measurement certificates of British and Finnish ships, which has been signed in Helsingfors on behalf of the two contracting parties to-day.

His Britannic Majesty's Government therefore desire it to be understood that the stipulations of the agreement in question shall not be applicable to Irak unless notice shall have been given of the desire of the Irak Government that they shall be so applicable.

I avail, &c.

Ernest Rennie.

2.

M. Procopé to Mr. Rennie.

M. le Ministre, Helsingfors, June 21, 1924.

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date, in which you were good enough to inform me of the views of His Britannic Majesty's Government with regard to the exlusion of Irak from the scope of the agreement between the Government of the Republic of Finland and His Britannic Majesy's Government in regard to the reciprocal recognition of tonnage measurement certificates of Finnish and British ships, signed in Helsingfors to-day.

In reply to this note, I have the honour to state that the Finnish Government agrees that the stipulations of the agreement in question shall not be applicable to Irak unless notice shall have been given of the desire of the Irak Government that they shall be so applicable.

I avail, &c.

Hj. J. Procopé.

92.

GRANDE-BRETAGNE, ESPAGNE.

Arrangement relatif aux associations commerciales; signé à Madrid, le 27 juin 1924.

Treaty Series 1924, No. 25.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions Overseas, Emperor of India, and His Catholic Majesty the King of Spain, being agreed that it is desirable to conclude a separate Agreement regulating the treatment to be accorded in the territories of each of the High Contracting Parties to the Companies registered in the territories of the other, have for this

Su Majestad Católica el Rey de España y Su Majestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda y de los Dominios Británicos de Utramar, Emperador de la India, habiendo acordado que es deseable concluir por separado un Convenio que regule el tratamiento que debe aplicarse en los territorios de cada una de las Altas Partes Contratantes á las Compañías domiciliadas en los

purpose named as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions Overseas, Emperor of India: The Right Honourable Sir Horace George Montagu Rumbold, Baronet, G.C.M.G., M.V.O., His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Madrid;

His Catholic Majesty the King of Spain: His Excellency Señor Don Fernando Espinosa de los Monteros y Bermejillo, Under-Secretary in charge of the Ministry of State, Knight of the Military Order of Calatrava, Grand Cross of the Orders of Leopold II of Belgium, of St. Maurice and St. Lazarus and of the Crown of Italy, of the House of Orange of the Netherlands and of the Pontifical Order of St. Gregory the Great;

Who, having exhibited their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

For the purposes of the present Agreement the expression „Companies of a Contracting Party“ means Joint Stock Companies and other associations engaged in commercial, industrial, transport, insurance, financial or other description of business, constituted and authorised in accordance with the laws in force in the territories of that Contracting Party, and having their central management and control situated in those territories.

Article 2.

Except in so far as modified by the present Agreement, the Companies of either Contracting Party shall enjoy in the territories of the other the

territorios de la otra, han nombrado con este objeto sus Plenipotenciarios:

Su Majestad Católica el Rey de España: al Excmo. Señor Don Fernando Espinosa de los Monteros y Bermejillo, Subsecretario Encargado del despacho del Ministerio de Estado, Caballero de la Orden militar de Calatrava, Gran Cruz de las Ordenes de Leopoldo II de Bélgica, de San Mauricio y San Lázaro y de la Corona de Italia, de la Casa de Orange de los Países Bajos y de la Pontificia de San Gregorio el Magno;

Su Majestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda y de los Dominios Británicos de Ultramar, Emperador de la India: á Su Excelencia Sir Horace George Montagu Rumbold, Baronet, G.C.M.G. M.V.O., Su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario en Madrid;

Los cuales, después de haberse exhibido sus plenos poderes respectivos, hallados en buena y debida forma, han convenido lo siguiente:

Artículo 1.

A los efectos del presente Convenio la expresión „Compañías de una Parte Contratante“ significa Compañías Anónimas y demás dedicadas á negocios comerciales, industriales, de transporte, seguros, financieros, ó de otra especie, constituidas y autorizadas con arreglo á las leyes vigentes, en los territorios de esa Parte Contratante, y que tengen dentro de ellos su Dirección Central.

Artículo 2.

Excepción hecha de lo que resulte modificado por el presente Convenio, las Compañías de una de las Altas Partes Contratantes gozarán en los

benefits accorded to subjects by the Treaty of Commerce and Navigation signed at Madrid on 31st October, 1922.*)

Article 3.

In particular it is agreed that the Companies of one Contracting Party, when carrying on business in the territories of the other, shall not be subject in respect of their property, business, trade, industry or any other matter, to taxes, general or local, or imposts of any kind whatever, other or greater than those which are or may be imposed on the Companies of the second Contracting Party.

Article 4.

Any taxes or imposts levied on the Companies of either Contracting Party in the territories of the other shall be strictly limited

a) if levied on capital, to that part of the capital which is effectively engaged within;

b) and if based on volume of business done, to the business carried on or controlled within;

c) and if based on profits, to profits arising from business carried on or controlled within;

that part of the territories of the second Contracting Party in which similar taxes or imposts are levied on the Companies of that Party. Such taxes or imposts shall be levied at rates not greater than those applicable to the Companies of that Party.

territorios de la otra de los beneficios concedidos á los súbditos de aquélla por el Tratado de Comercio y Navegación firmado en Madrid el 31 de Octobre de 1922.*)

Artículo 3.

Se acuerda especialmente que las Compañías de una de las Altas Partes Contratantes al realizar negocios en los territorios de la otra, no estarán sujetos en cuanto á su propiedad, negocios, tráfico, industria, ó por otro concepto cualquiera á contribuciones generales ó locales ni á impuestos de ninguna especie distintos ó mayores de los que satisfagan las Compañías de la segunda Parte Contratante.

Artículo 4.

El gravámen de los impuestos o contribuciones imponibles á las Compañías de cualquiera de las Partes Contratantes en los territorios de la otra, se limitará estrictamente:

a) si pesan sobre el capital, á la parte de éste invertida efectivamente dentro de aquella parte de los territorios de la segunda Parte Contratante, donde las Compañías de ésta devenguen impuestos ó contribuciones similares;

b) si se basan sobre el volúmen de negocios, á los negocios realizados ó dirigidos en ella;

c) si se basan sobre los beneficios, á aquéllos que se obtengan de los negocios efectuados ó dirigidos en ella.

Los tipos de liquidación no serán superiores á los que paguen las Compañías nacionales de ésta Parte Contratante.

*) V. ci-dessus No. 26, p. 123.

This Article in no way affects the powers which, under the laws of either Contracting Party in force at the date of signature of this Agreement, the Administrative Authorities possess for the determination of the amount of capital employed by a foreign Company, or profits of the Company, in the territory in which the tax is levied, subject always to the provisions of Article 5 of this Agreement.

Article 5.

Notwithstanding the provisions of the preceding Article, if the law of either of the Contracting Parties requires as a general rule, for all classes of Companies, that the amount of any tax levied on Companies of the other Contracting Party carrying on business in the territory of the first Party shall be computed on a percentage of the total profits or total capital of the Company as a whole, then the percentage shall be calculated in accordance with the following provisions:

a) In the case of a deposit bank the percentage shall not exceed the proportion of the total of deposit and current accounts in the territory in which the tax is levied to the total of deposit and current accounts of the bank as a whole. For this purpose a deposit bank is understood to be one whose principal liability as shown in the balance-sheet of the bank as a whole arises from deposits and current accounts payable at sight or within 90 days, and whose principal assets consist of bills discounted and commercial promissory notes and loans, all of which are payable at sight or

Este Artículo no afecta en nada las facultades que las leyes vigentes en la fecha de firmarse este Convenio, de cada una de las Partes Contratantes, otorgan á las respectivas Administraciones para la determinación de la cuantía de los capitales empleados por la Compañía extranjera en el territorio del Estado de la imposición ó de los beneficios obtenidos en el mismo, sujeto siempre á las provisiones del Artículo 5 de este Convenio.

Artículo 5.

No obstante lo convenido en el Artículo anterior en el caso de que la Ley de cualquiera de las Partes Contratantes requiriese, como regla general, para toda clase de Compañías, que el importe de cualquier tributo impuesto á Compañías de la otra Parte Contratante que tenga negocios establecidos en el territorio de la primera, sea calculado sobre un porcentage de la totalidad de los beneficios de las Compañías, ó bien de la totalidad del capital de las mismas, dicho porcentage será calculado de acuerdo con las siguientes disposiciones:

a) Tratándose de Bancos de Depósito el porcentage no deberá exceder del que represente la proporción entre el importe total de las cuentas corrientes, bien sean á la vista ó á plazos, y depósitos bancarios, tenidos por el Banco en el territorio donde debe hacerse efectivo el tributo y el importe total de las cuentas corrientes y depósitos bancarios generales del Banco. Se entiende por Banco de depósito a estos efectos, aquél cuyos negocios pasivos principales, según demuestre el balance general del Banco, consistan en depósitos y cuentas corrientes exigibles á la vista ó dentro del plazo

within 90 days, and investments in public funds.

b) In the case of Insurance Companies the percentage shall as a general rule not exceed the proportion which the amount of the premiums attributable to the territory in which the tax is levied bears to the total premiums.

c) In all other cases the percentage shall be based on a comparison of capital or assets or turnover or profits or the volume of purchases or sales, or some combination of these factors, but it shall not exceed the proportion which the figure calculated for the territory in which the tax is levied bears to the corresponding figure calculated for the enterprise as a whole.

In the event of a Company not furnishing within the prescribed period and in the proper form the necessary particulars required by the law, or furnishing false information, or obstructing the Administration in the verification of the information furnished, the percentage referred to in this Article shall be estimated by the Administrative Authorities at such figure as appears to them to be equitable.

The relevant stipulations of this Article and of the preceding Article will be applied to all assessments by the Spanish authorities on capital and profits of British Companies for which

de 90 días, y cuyos negocios activos principales sean el descuento de letras y pagarés comerciales y los préstamos, todos exigibles á la vista ó dentro del plazo de 90 días, y las inversiones en fondos públicos.

b) Tratándose de Compañías de seguros el porcentage, como regla general, no deberá exceder de la proporción que exista entre la cuantía de las primas devengadas en el territorio donde se hace efectivo el tributo y la cuantía de las primas totales cobradas por las Compañías.

c) En los demás casos el porcentage deberá basarse sobre la comparación del capital, ó del activo, ó del movimiento general, ó de los beneficios, ó del volúmen de las compras ó de las ventas, ó bien de cualquiera combinación de estos factores, pero en ningún caso deberá exceder de la proporción que exista entre las cifras calculadas para cada uno de estos factores ó para la combinación que se haga sobre los mismos, en el territorio donde se hace efectivo el tributo y las cifras correspondientes á la totalidad de la empresa.

En el caso de que una Compañía no presente dentro del plazo y en la forma prescritos, los detalles exigidos por la Ley, ó haga declaraciones falsas, ó trate de hacer obstrucción al desempeño de las funciones administrativas para la comprobación de las declaraciones y del informe aportados, las Autoridades administrativas calcularán el porcentage á que se refiere este Artículo, basándolo sobre las cifras que ellas estimen equitativas.

Las disposiciones que corresponden al caso contenidas en este Artículo y en el Artículo anterior, se aplicarán por las autoridades españolas al calcular todas las liquidaciones por capital y

the percentage had not been published by the Administration in the „Madrid Gazette“ prior to 1st May, 1924. In the latter case the percentage published by the Administration shall be regarded as final.

Article 6.

As an exception to the provisions of Articles 4 and 5, it is agreed that any British bank having branches established in Spain may be subjected, under paragraph b) of disposition XI of the 3rd Tariff of Article 4 of the Spanish Income Tax Law, Revised Text of 22nd September, 1922, to a tax at a rate not exceeding one-fourth per mille on its total nominal capital and reserves after deduction of the amount of such capital and reserves corresponding to the branches in Spain calculated in accordance with the stipulations of Article 5 of this Agreement.

Article 7.

In no case shall the treatment accorded by either Contracting Party to Companies of the other be less favourable in respect of any matter whatever than that accorded to the Companies of the most-favoured foreign country.

Article 8.

No charge shall be imposed and no conditions prescribed by either of the Contracting Parties in respect of transactions with Companies of the other Contracting Party carrying on business in its territories other or more burdensome than the charges or conditions in respect of transactions with national Companies.

beneficios que se refieran á Compañías británicas establecidas en España cuyo porcentage no hubiera sido publicado por la Administración en la „Gaceta de Madrid,“ antes de 1⁰ de Mayo de 1924. En el último caso el porcentage publicado por la Administración se considerará firme.

Artículo 6.

Como excepción á las disposiciones de los Artículos 4 y 5, queda convenido que cualquier banco británico que tenga establecidas sucursales en España, puede ser sometido de acuerdo con el apartado b) de la disposición XI de la Tarifa 3⁰ del Artículo 4⁰ de la Ley de utilidades española, texto refundido de 22 de Septiembre de 1922, á un gravámen que no exceda un cuarto por mil de su capital total nominal y reservas, deducida la cuantía de capitales y reservas correspondientes á las sucursales establecidas en España, calculados de acuerdo con lo estipulado en el Artículo 5 de este Convenio.

Artículo 7.

En ningún caso dará una de las Partes Contratantes á las Compañías de la otra trato menos favorable por ningún concepto que el otorgado á la Nación más favorecida.

Artículo 8.

Ninguna de las Partes Contratantès podrá imponer gravámenes ni condiciones que pesen sobre las operaciones efectuadas con las Compañías de la otra Parte Contratante, que realizan negocios en sus territorios distintos ó más onerosos que aquéllos que se establezcan para las operaciones efectuadas con Compañías nacionales.

Article 9.

If the law of either Contracting Party does not provide for appeal against the determination by the taxing authority of the percentage referred to in Article 5, the assessment shall, before becoming effective, be communicated to the Company in the usual form and the Company shall have the right in the prescribed period to submit to the Minister of Finance any considerations which it deems relevant and in such a case the Minister, or the Government, as the case may be, after full inquiry and after the Company has been heard, will give a final decision.

No Company shall have the right to contest the determination of the percentage by the taxing authority if it has failed to furnish within the time and in the form prescribed the declarations and particulars required by the taxing authority in order to establish the percentage in accordance with the provisions of this Agreement.

Artículo 9.

Si la Ley de alguna de las Partes Contratantes no concediera apelación respecto de las estimaciones del porcentage del capital y beneficios realizadas por la Administración á que se refiere el Artículo 5, las dichas estimaciones antes de ser ejecutivas, serán notificadas á las Compañías interesadas en la forma usual y las Compañías podrán alegar ante el Ministro de Hacienda en el término á señalar, lo que estimen oportuno, y en este caso el Ministro de Hacienda ó el Gobierno, según proceda, con los asesoramientos que estimen pertinentes y después de oidas las Compañías, resolverá de un modo inapelable.

Será condición indispensable para que las Compañías puedan impugnar las estimaciones de porcentage propuestas por la Administración que las dichas Compañías no hayan dejado de presentar en tiempo y forma reglamentarios las declaraciones é informes requeridos por la Administración para establecer el porcentage de acuerdo con las disposiciones de este Convenio.

Article 10.

The present Agreement shall come into force immediately and shall continue in operation until the expiration of twelve months from the date on which either Contracting Party shall have given notice to terminate it.

Artículo 10.

Este Convenio entrará en vigor inmediatamente y continuará vigente hasta doce meses después de la fecha de denuncia comunicada por cualquiera de las Partes Contratantes.

Article 11.

The stipulations of the present Agreement shall not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's Self-Governing Dominions, Colonies, Possessions, or Protectorates, unless notice is given by His Britannic Majesty's Representative at Madrid of the desire of His Britannic Majesty

Artículo 11.

Las estipulaciones del presente Convenio no se aplicarán á la India ni á los Dominios autónomos de Su Majestad Británica, Colonias, Posesiones, ó Protectorados, antes de que el Representante de Su Majestad Británica en Madrid, comunique el deseo de Su Majestad Británica de que las

that the said stipulations shall apply to any such territory.

Article 12.

The terms of the preceding Article relating to India and to His Britannic Majesty's Self-Governing Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates shall apply also to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

Article 13.

As regards India or any of His Britannic Majesty's Self-Governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates, or any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, to which the stipulations of the present Agreement shall have been made applicable under this Article, either of the Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Madrid in duplicate, this twenty-seventh day of June, in the year one thousand nine hundred and twenty-four.

(L. S.) *Horace Rumbold.*

mismas se hagan extensivas á alguno de ellos.

Artículo 12.

Lo estipulado en el Artículo anterior respecto de la India, y de los Dominios autónomos, Colonias, Posesiones y Protectorados de Su Majestad Británica, será igualmente aplicable á todos los territorios respecto de los cuales Su Majestad Británica haya aceptado un mandato concedido por la Liga de las Naciones.

Artículo 13.

Tanto por lo que toca á la India, ó cualquiera de los Dominios autónomos, Colonias, Posesiones ó Protectorados de Su Majestad Británica, como los territorios respecto de los cuales Su Majestad Británica haya aceptado un mandato concedido por la Liga de las Naciones á los que se hagan extensivas las estipulaciones del presente Convenio, las Altas Partes Contratantes, podrán denunciarlo separadamente en cualquier momento, previo aviso con doce meses de anticipación.

En fé de lo qual los infrascritos han firmado el presente Convenio y han puesto en él sus sellos.

Hecho en Madrid, por duplicado, á veintisiete de Junio de mil novecientos veinticuatro.

(L. S.) *Fernando Espinosa de los Monteros.*

93.

JAPON, BELGIQUE, LUXEMBOURG.

Traité de commerce et de navigation; signé à Bruxelles, le 27 juin 1924.*)

Journal officiel japonais No. 3832 du 3 juin 1925.

Traité de Commerce et de Navigation entre le Japon et la Belgique.

Sa Majesté l'Empereur du Japon, d'une part, et Sa Majesté le Roi des Belges agissant tant en Son nom qu'au nom de Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg en vertu d'accords existants, d'autre part, également animés du désir de resserrer les relations d'amitié et de bonne entente qui existent heureusement entre eux et entre les ressortissants des pays respectifs, et persuadés que la détermination d'une manière claire et positive des règles qui, à l'avenir, doivent s'appliquer aux rapports commerciaux entre les pays respectifs, contribuera à la réalisation de ce résultat hautement désirable, ont résolu de conclure à cet effet un Traité de Commerce et de Navigation, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

Monsieur Minéitciro Adatci, Jusammi, Grand-Cordon de l'Ordre Impérial du Soleil Levant, Grand-Cordon de l'Ordre de Léopold, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Sa Majesté le Roi des Belges:

Monsieur Paul Hymans, Grand-Officier de l'Ordre de Léopold, Grand-Cordon de l'Ordre Impérial du Soleil Levant, Son Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Représentants,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article I.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront pleine liberté d'entrer et de séjourner dans toute l'étendue des territoires de l'autre, et, en se conformant aux lois du pays:

1° Ils seront pour tout ce qui concerne le voyage et la résidence, les études et investigations, l'exercice de leurs métiers et professions et l'exécution de leurs entreprises industrielles et manufacturières, placés, à tous égards, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée;

2° Ils auront, comme les nationaux eux-mêmes, le droit de faire le trafic de tous les articles de commerce licite et qui ne seraient pas soumis à une réglementation spéciale pour des raisons d'ordre public, pourvu que

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bruxelles, le 30 mai 1925.

cette réglementation soit appliquée sans distinction aux ressortissants de tout autre pays;

3° Ils pourront posséder ou louer et occuper les maisons, les manufactures, les magasins, les boutiques et les locaux qui peuvent leur être nécessaires, et prendre à bail des terrains à l'effet d'y résider ou de les utiliser dans un but licite commercial, industriel, manufacturier ou autre. De même, ils pourront sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, acquérir et posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière. Toutefois, ils seront soumis à la condition de réciprocité, si elle est imposée par les lois du pays ou par des arrangements spéciaux. Ils pourront disposer de ces biens par vente, échange, donation, contrat de mariage, testament ou de toute autre façon, aux mêmes conditions que celles qui sont ou seront établies à l'égard des nationaux. Il leur sera également permis, en se conformant aux lois du pays, d'exporter librement le produit de la vente de leurs propriétés et leurs biens en général, sans être assujettis, en leur qualité d'étranger, à des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels seraient soumis les nationaux dans les mêmes circonstances;

4° Ils jouiront d'une protection et d'une sécurité constantes et complètes pour leur personne et leurs propriétés; ils auront un accès libre et facile auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits; et ils seront en outre admis à faire valoir leurs réclamations contre l'Etat et ses organes, devant les tribunaux ou autres autorités compétentes;

5° Ils seront exempts de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée de terre, navale ou aérienne, soit dans la garde nationale ou la milice, ainsi que de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel. Ils seront exempts également de tous emprunts forcés; ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les pays respectifs. Pour ce qui précède, les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ne seront pas traités sur les territoires de l'autre moins bien que ne le sont ou ne le seront les ressortissants de la nation la plus favorisée;

6° Ils ne seront pas contraints à subir des charges ou à payer des impôts, taxes ou contributions de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les habitations, magasins, manufactures et boutiques des ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes dans les territoires de l'autre, ainsi que tous les locaux qui en dépendent, employés pour des buts licites, seront respectés. Il ne sera point permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou perquisitions, non plus que d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois à l'égard des nationaux eux-mêmes.

Article III.

En cas de décès d'un Japonais en Belgique ou au Luxembourg, ou d'un Belge ou bien d'un Luxembourgeois au Japon, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient; ceux-ci de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complétera ledit avis par la remise d'une expédition en due forme et sans frais de l'acte de décès.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec les autorités locales compétentes, auront le droit, conformémt aux lois de leur pays respectif, de faire tous actes nécessaires à la conservation, à l'administration et à la liquidation de la succession, et de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être jugées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Les dispositions précédentes seront de même applicables dans le cas où un ressortissant de l'une des Parties Contractantes, possédant des biens dans les territoires de l'autre, viendrait à mourir en dehors desdits territoires sans avoir laissé, au lieu où ces biens sont situés, aucune personne ayant qualité pour prendre charge de la succession et pour l'administrer.

Article IV.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes Parties Contractantes; les ressortissants de chacune d'elles auront, de la même façon que les ressortissants de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux, ports et rivières des territoires de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur; ils bénéficieront, en se conformant toujours aux lois du pays où ils arrivent, des mêmes droits, faveurs, libertés, immunités et exemptions en matière de commerce et de navigation, dont bénéficient ou bénéficieront les nationaux eux-mêmes.

Article V.

Les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Hautes Parties Contractantes, bénéficieront, à leur importation dans les territoires de l'autre, des droits de douane les plus réduits applicables aux articles similaires de toute autre origine étrangère.

Aucune des Parties Contractantes n'imposera à l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires de l'autre, des droits ou charges, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays étranger.

De même, aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ou imposée par l'une des Parties Contractantes à l'importation ou à l'exportation d'un article quelconque en provenance ou à destination des territoires de

l'autre, qui ne s'étendra également aux articles similaires venant de tout autre pays ou y allant. La dernière disposition n'est cependant pas applicable aux prohibitions ou restrictions maintenues ou imposées, soit en vue d'événements de guerre, soit comme mesures sanitaires, soit dans le but de protéger des animaux ou des plantes utiles.

Article VI.

Les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Hautes Parties Contractantes, dûment importés dans les territoires de l'autre, ne pourront être assujettis à des taxes ou droits d'octroi, de péage, de magasinage, d'accise ou de consommation, que ces droits ou taxes soient perçus au nom et pour le compte de l'Etat, de provinces, de communes, d'institutions publiques ou de corporations quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les articles similaires d'origine nationale.

Les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Parties Contractantes, qui passent en transit par les territoires de l'autre, en conformité avec les lois du pays, seront réciproquement exempts de tous droits de transit soit qu'ils passent directement, soit que, pendant le transit, ils doivent être déchargés, entreposés et rechargés.

Article VII.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de dispenser en général de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, au cas où il existerait, à l'entrée des territoires de l'une des deux Parties Contractantes, des droits de douane différents à l'égard de quelques articles d'importation, des certificats d'origine pourront exceptionnellement être exigés pour que les articles venant des territoires de l'autre Partie soient admis aux bénéfices des droits les plus réduits.

Article VIII.

Les négociants et les industriels, ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes, pourront, dans les territoires de l'autre, soit en personne, soit par des commis voyageurs, faire des achats ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons. Ces négociants, industriels et leurs commis voyageurs, en faisant ainsi des achats et en recueillant des commandes, jouiront, en matière d'impositions et de facilités, du traitement de la nation la plus favorisée.

Sous l'obligation de réexpédition ou de réexportation dans le délai de six mois et de la preuve d'identité, sous réserve éventuelle du cautionnement ou de la consignation des droits et de la taxe de transmission ou de l'impôt sur le chiffre d'affaires et, d'une manière générale, à charge d'observer les règlements en vigueur en la matière, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement:

1⁰ pour les échantillons passibles de droits de douane, faisant partie du bagage des voyageurs de commerce;

2⁰ pour les objets destinés aux expositions et aux concours, ayant un caractère public reconnu tel par l'Administration des douanes.

Article IX.

Les sociétés et associations commerciales, industrielles et financières, y compris les sociétés d'assurance, qui sont ou seront constituées conformément aux lois de l'une des Hautes Parties Contractantes et qui ont leur siège social dans les territoires de cette Partie sont autorisées, dans les territoires de l'autre, en se conformant aux lois de celle-ci, à exercer leur activité et à ester en justice devant les tribunaux, auxquels ils auront libre et facile accès, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

Article X.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des Hautes Parties Contractantes, qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ et celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et pour le compte de l'Etat, de provinces, de communes, d'institutions publiques ou de corporations quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux. Leurs cargaisons, quelle qu'en soit la provenance, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits d'entrée et ne seront assujetties à d'autres charges que si elles étaient importées sous pavillon national, étant entendu que tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports de l'une des Parties Contractantes par des navires nationaux pourront de même être importés dans ces ports par des navires de l'autre Partie Contractante. Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous le pavillon national.

En ce qui concerne le placement des navires et bateaux, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis des bâtiments de commerce, leurs équipages et leurs chargements, il est convenu qu'il ne sera accordé aux bâtiments nationaux aucun privilège, ni aucune faveur, qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat, la volonté des Parties Contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Les navires et bateaux naviguant sous le pavillon de l'une des Parties Contractantes et porteurs des papiers de bord et documents exigés par les lois du pays de ce pavillon, seront reconnus de plein droit comme ayant la nationalité dudit pays dans les eaux territoriales, eaux intérieures et ports de l'autre Partie Contractante, sans qu'ils aient à fournir d'autres justifications.

Article XI.

Les navires battant pavillon de l'une des Hautes Parties Contractantes et chargés d'un service postal régulier de l'une de celles-ci qu'ils appartiennent à l'Etat ou qu'ils soient subventionnés par lui à cet effet, jouiront dans les eaux territoriales de l'autre des mêmes facilités, privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux navires similaires de la nation la plus favorisée.

Article XII.

Il est fait exception aux dispositions du présent Traité pour le cabotage dont le régime reste soumis respectivement aux lois de chacune des Hautes Parties Contractantes.

Toutefois, il est entendu que les navires des Parties Contractantes jouiront sous ce rapport des droits et avantages qui sont ou pourront être accordés aux navires de tout autre pays, gratuitement, si la concession au pays tiers a été gratuite, et sous condition de réciprocité ou de compensation, si semblable condition a été stipulée vis-à-vis du pays dont il s'agit.

Tout navire de l'une des Parties Contractantes, chargé à l'étranger d'une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports d'entrée des territoires de l'autre, pourra décharger une partie de sa cargaison dans un port et continuer son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination, dans le but d'y décharger le reste de sa cargaison, en se conformant toujours aux lois, aux tarifs et aux règlements de douane du pays de destination. De la même manière et avec la même restriction, tout navire de l'une des Parties Contractantes pourra faire des chargements dans les divers ports de l'autre Partie, au cours du même voyage pour l'étranger.

Article XIII.

En cas de naufrage, d'avaries en mer ou de relâche forcée, chacune des Hautes Parties Contractantes devra donner aux navires de l'autre, qu'ils appartiennent à l'Etat ou à des particuliers, la même assistance et protection et les mêmes immunités que celles qui sont accordées en pareils cas aux navires nationaux. Les articles sauvés de ces vaisseaux seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils seront tenus de payer les droits prescrits.

Article XIV.

Réserve faite des cas où le présent Traité en dispose autrement de manière expresse, les Hautes Parties Contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux ressortissants de tout autre Etat, seront étendus immédiatement et sans condition aux ressortissants de l'autre Partie Contractante.

Article XV.

Les dispositions du présent Traité ne s'appliquent pas:

1° à la pêche nationale et aux pêches assimilées à la pêche nationale;

2° aux concessions de tarif que l'une des Parties Contractantes a accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière.

Article XVI.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra nommer des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre, à l'exception des localités où il y aurait inconvénient

à admettre de tels officiers consulaires. Cette exception, toutefois, ne sera pas faite à l'égard de l'une des Parties Contractantes sans l'être également à l'égard de toutes les autres Puissances.

Lesdits Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, ayant reçu du Gouvernement du pays dans lequel ils sont nommés l'exequatur ou autres autorisations nécessaires, auront, à charge de réciprocité, le droit d'exercer toutes les fonctions et de jouir de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés aux officiers consulaires de même grade de la nation la plus favorisée. Le Gouvernement donnant l'exequatur ou autres autorisations a le droit de les annuler selon son propre jugement; toutefois, il est tenu dans ce cas d'expliquer les raisons pour lesquelles il a jugé à propos d'agir ainsi.

Article XVII.

Les officiers consulaires compétents de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exclusivement chargés, dans les territoires de l'autre, du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation, et seront seuls compétents pour connaître des différends qui pourraient survenir soit en mer, soit dans les eaux territoriales et ports de l'autre Partie, entre les capitaines, les officiers et l'équipage, notamment en ce qui concerne le règlement des salaires et l'exécution des contrats. Toutefois, la juridiction appartiendra aux autorités territoriales dans le cas où il surviendrait, à bord d'un navire marchand de l'une des Parties Contractantes, dans les eaux territoriales et ports de l'autre, des désordres que les autorités compétentes du lieu jugeraient de nature à troubler ou à pouvoir troubler la paix ou l'ordre dans ces eaux ou à terre.

Article XVIII.

Si un marin déserte ou quitte irrégulièrement un navire marchand battant pavillon de l'une des Hautes Parties Contractantes, dans les eaux territoriales, ports et eaux intérieures de l'autre, les autorités locales seront tenues de prêter, dans les limites de la loi, toute l'assistance en leur pouvoir, pour l'arrestation et la remise de ce marin, sur la demande qui leur serait adressée à cet effet par l'officier consulaire compétent du pays auquel appartient le navire en question; les dépenses effectuées de ce chef seront remboursées par ledit officier consulaire.

Si ledit marin avait commis quelque délit, sa remise serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait reçu son exécution.

Il est entendu que la stipulation du premier alinéa ne s'appliquera pas aux ressortissants du pays où la désertion ou bien l'abandon du bord aurait eu lieu.

Article XIX.

Les dispositions du présent Traité sont applicables à tous les territoires et possessions appartenant à l'une ou à l'autre des Hautes Parties Contractantes ou administrés par elles, sous réserve des dispositions de Conventions internationales qui lient ou lieraient ces Parties.

Article XX.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur deux mois après l'échange des ratifications.

Le Traité est conclu pour la durée de cinq ans. Cependant, s'il n'est pas dénoncé à l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur six mois à compter du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En ce qui concerne les stipulations de l'Article V, elles pourront être dénoncées à toute époque par chacune des deux Parties Contractantes à l'expiration d'un an, à dater de la mise en vigueur de ce Traité. Dans ce cas, lesdites stipulations cesseront d'être exécutoires six mois après cette dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 27 juin 1924.

(L. S.) *Hymans.*
(L. S.) *M. Adatci.*

Protocole additionnel.

Au moment de procéder à la signature du Traité de Commerce et de Navigation conclu entre le Japon et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante du Traité:

Relativement au premier alinéa de l'Article V, il est entendu qu'une marchandise de l'une des Hautes Parties Contractantes, accompagnée d'un connaissement direct et qui est transbordée ou entreposée dans un port intermédiaire, sera considérée comme provenant en droiture de cette Partie, si le port où a eu lieu l'opération dont il s'agit est situé dans un pays bénéficiant dans les territoires de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la marchandise similaire.

Dans le cas où la Belgique appliquerait un tarif différentiel à un pays jouissant actuellement du traitement de la nation la plus favorisée, la Belgique s'engage dès à présent à entrer en négociations avec le Japon à l'effet de trouver une formule sauvegardant les intérêts japonais. Si les pourparlers n'avaient pas abouti dans un délai de trois mois, le Japon aurait le droit, à tout moment, par dérogation au dernier alinéa de l'Article XX, de dénoncer l'Article V du présent Traité. Cette dénonciation sortirait ses effets trois mois après sa notification.

Hymans. *M. Adatci.*

Bruxelles, le 27 juin 1924.

Monsieur le Ministre,

Avant qu'il soit procédé à la signature du Traité de Commerce et de Navigation japono-belge, le Gouvernement Impérial désirerait que le Gouvernement du Roi voulût bien marquer son accord sur les deux points suivants:

Il est entendu que la concession éventuelle des facilités douanières particulières, accordées par l'une des Parties Contractantes pour le trafic frontière en vertu des motifs exceptionnels visés à l'Article VII du Statut des Ports Maritimes, adopté par la 2⁰ Conférence Générale des Communications et du Transit de 1923, n'est pas en contradiction avec les dispositions du 1er alinéa de l'Article V du Traité.

Il est entendu, en outre, en ce qui concerne l'application des facilités mentionnées ci-dessus aux produits de l'une des Parties Contractantes qui passeront par la frontière visee à l'alinéa précédent, que ces produits jouiront de la part de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée.

Je serais heureux si Votre Excellence pouvait me notifier à ce sujet l'accord du Gouvernement du Roi.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) *M. Adatci.*

Son Excellence Monsieur Hymans,
Ministre des Affaires Etrangères Bruxelles.

Bruxelles, le 27 juin 1924.

Monsieur l'Ambassadeur,

Votre Excellence a bien voulu m'écrire, à propos du Traité de Commerce et de Navigation entre le Japon et la Belgique, que le Gouvernement Impérial désirait que le Gouvernement du Roi lui marquât son accord sur les deux points suivants:

Il est entendu que la concession éventuelle des facilités douanières particulières, accordées par l'une des Parties Contractantes pour le trafic frontière en vertu des motifs exceptionnels visés à l'Article VII du Statut des Ports Maritimes, adopté par la 2me Conférence Générale des Communications et du Transit de 1923, n'est pas en contradiction avec les dispositions du 1er alinéa de l'Article V du Traité.

Il est entendu, en outre, en ce qui concerne l'application des facilités mentionnées ci-dessus aux produits de l'une des Parties Contractantes qui passeront par la frontière visée à l'alinéa précédent, que ces produits jouiront de la part de l'autre du traitement de la nation la plus favorisée.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement du Roi est d'accord avec le Gouvernement Impérial sur les deux points spécifiés ci-dessus.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) *Hymans.*

Son Excellence Monsieur Adatci,
Ambassadeur du Japon, Bruxelles.

94.

GRÈCE, JAPON.

Accord commercial; réalisé par un Echange de Notes des 8 et 30 mai 1925.

Journal officiel japonais, No. 3832 du 3 juin 1925.

Athènes, le 8 mai 1925.

Monsieur le Ministre,

En vue d'éviter des renouvellements éventuels de l'accord commercial actuellement en vigueur, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence, jusqu'à la conclusion d'un traité définitif de proroger d'un commun accord l'application du régime actuel, découlant du Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation conclu le 1er juin 1899 entre la Grèce et le Japon*) et prorogé par nos lettres respectives, échangées à la date du 20 février 1925 sub No. 5294 et du 20 mars 1925 sub No. 7, aux conditions ci-après.

Les produits helléniques importés au Japon continueront à jouir du traitement des produits et marchandises des pays les plus favorisés.

De même les produits japonais jouiront en Grece d'un régime aussi favorable que celui accordé aux produits et marchandises de tout autre pays, tant que le tarif conventionnel actuel restera en vigueur, aussi bien que lorsqu'un nouveau tarif lui sera éventuellement substitué.

Le présent Arrangement entrera en vigueur aussitôt qu'il sera agréé par le Gouvernement Japonais.

A moins qu'il n'y soit mis terme d'un commun accord, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

Dans l'espoir que cet accord conviendrait au Gouvernement Japonais, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) *A. Michalakopoulos.*

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. VI, p. 297.

Athènes, le 30 mai 1925.

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 8 courant, Votre Excellence a bien voulu me faire part de ce qui suit:

„En vue d'éviter des renouvellements éventuels de l'accord commercial actuellement en vigueur, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence, jusqu'à la conclusion d'un traité définitif de proroger d'un commun accord l'application du régime actuel, découlant du Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation conclu le 1er juin 1899 entre la Grèce et le Japon et prorogé par nos lettres respectives, échangées à la date du 20 février 1925 sub No. 5294 et du 20 mars 1925 sub No. 7, aux conditions ci-après."

„Les produits helléniques importés au Japon continueront à jouir du traitement des produits et marchandises des pays les plus favorisés."

„De même les produits japonais jouiront en Grèce d'un régime aussi favorable que celui accordé aux produits et marchandises de tout autre pays, tant que le tarif conventionnel actuel restera en vigueur, aussi bien que lorsqu'un nouveau tarif lui sera éventuellement substitué."

„Le présent Arrangement entrera en vigueur aussitôt qu'il sera agréé par le Gouvernement Japonais. A moins qu'il n'y soit mis terme d'un commun accord, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes."

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement Impérial est entièrement d'accord avec la note précédente.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) *S. Okuyama.*

95.

PAYS-BAS, LETTONIE.

Traité de commerce; signé à Riga, le 2 juillet 1924.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1925, No. 403.

Traité de commerce entre les Pays-Bas et La Lettonie.

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Lettonie, désireux de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs pays, ont décidé de conclure un traité de commerce et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

*) Les ratifications ont été échangées à Riga, le 17 septembre 1925.

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

Chevalier Willem Louis Frederik Christiaan de Rappard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas auprès du Gouvernement de la République de Lettonie,

Le Gouvernement de la République de Lettonie,

Louis Seja, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

1. Les ressortissants, les sociétés (anonymes et autres) commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies de navigation et les produits du sol et de l'industrie de l'une des deux Parties Contractantes, jouiront dans le territoire de l'autre Partie d'un traitement sous tous les rapports au moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux ressortissants, aux sociétés et aux produits du sol et de l'industrie du pays étranger le plus favorisé, bien entendu toutefois à la réserve des restrictions exprimées aux Articles 5, 6 et 7.

2. Ce traitement sera accordé en tout ce qui concerne l'établissement des ressortissants et des sociétés de l'une des deux Parties Contractantes dans le territoire de l'autre; l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions, ainsi qu'en tout ce qui concerne les affaires de commerce et de navigation, à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit; les droits et formalités de douane et les opérations commerciales; le paiement des impôts.

Article II.

1. Les bâtiments de l'une des deux Parties Contractantes jouiront dans les ports, rivières et eaux territoriales de l'autre Partie d'un traitement non moins favorable que celui accordé ou à accorder aux bâtiments nationaux ou à ceux de la nation étrangère la plus favorisée.

2. Les Parties Contractantes se réservent le droit de ne permettre l'exercice du cabotage qu'aux bâtiments nationaux.

Article III.

1. Les Parties Contractantes s'engagent en outre à concéder, à condition de réciprocité, le libre passage à travers leurs territoires, y compris les eaux territoriales, aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux, venant de ou destinés à l'autre Partie et à leur accorder en matière de facilités, frais, restrictions etc. un traitement au moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux de leur propre nationalité, origine, importation ou propriété ou à ceux d'une autre nationalite, origine, importation ou propriété plus favorisée.

2. Cette disposition pour autant qu'elle concerne le libre transit de marchandises, ne préjudiciera en rien aux prescriptions légales sur le transit d'armes et de provisions de guerre.

Article IV.

Les dispositions du présent Traité sont applicables aux Indes néerlandaises, au Surinam et au Curaçao, ainsi qu'aux ressortissants, sociétés et bâtiments et aux produits du sol et de l'industrie de ces pays.

Article V.

Il est bien entendu que les dispositions du présent Traité n'accordent à aucune des Parties Contractantes aucun droit ou ne leur imposent aucune obligation dérogeant à une convention générale internationale à laquelle une des deux Parties Contractantes a adhéré ou adhérera à l'avenir.

Article VI.

Les Pays-Bas ne pourront par suite des dispositions précitées exiger les faveurs que la Lettonie a accordé ou accordera à l'avenir à un des Etats Baltiques (Finlande, Esthonie, Lithuanie) ou à ces trois pays, tant que ces avantages n'auront été accordés à un Etat tiers.

Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que la Lettonie pourrait accorder à l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Article VII.

Il est entendu que le présent Traité ne déroge en rien aux faveurs relatives aux communications, au trafic et au commerce de frontière, qui pour des raisons locales seraient accordées par une des Parties Contractantes à des Etats limitrophes.

Article VIII.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent Arrangement qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties Contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article IX.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Riga aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur avec tacite réconduction pour une même période chaque fois où il ne sera pas dénoncé par une des Hautes Parties Contractantes au moins six mois avant l'échéance.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Faite en double à Riga, le 2 juillet mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) *W. L. F. C. van Rappard.*
(L. S.) *Louis Seja.*

Légation des Pays-Bas.
N°. 72 H 202. Riga, le 2 juillet 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'il est bien entendu que les dispositions de l'Article 1 du Traité de commerce, conclu aujourd'hui entre le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de la Reine, pour autant que ces dispositions concernent l'établissement des ressortissants et le libre transit de personnes ne porteront pas atteinte aux dispositions en vigueur dans les deux pays en matière de la délivrance ou de la prorogation de visas, ni aux droits des deux Parties de refuser l'entrée ou le séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables.

En ce qui concerne l'expression „conventions genérales internationales" dont parle l'Article 5 du Traité de commerce précité, le Gouvernement de la Reine entend par ces conventions les conventions collectives à tendance générale telles que, par exemple, la convention internationale sur l'opium, la convention internationale de télégraphie etc. etc.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance renouvelée de ma plus haute considération.

W. L. F. C. de Rappard.

Son Excellence Monsieur le Ministre des
Affaires Etrangères à Riga.

Ministère des Affaires Etrangères de Lettonie.
K. 72/25310. Riga, le 2 juillet 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'il est bien entendu que les dispositions de l'Article 1 du Traité de commerce, conclu aujourd'hui entre le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de la Reine, pour autant que ces dispositions concernent l'établissement des ressortissants et le libre transit de personnes ne porteront pas atteinte aux dispositions en vigueur dans les deux pays en matière de la délivrance ou de la prorogation de visas, ni aux droits des deux Parties de refuser l'entrée ou le séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables.

En ce qui concerne l'expression „conventions générales internationales" dont parle l'Article 5 du Traité de commerce précité, le Gouvernement de la République de Lettonie entend par ces conventions les conventions collectives à tendance générale telles que, par exemple, la convention internationale sur l'opium, la convention internationale de télégraphie etc. etc.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

L. Seja.

Son Excellence Chevalier W. L. F. C. van Rappard,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Riga.

96.

GRANDE-BRETAGNE (CANADA), BELGIQUE, LUXEMBOURG.

Convention commerciale; signée à Ottawa, le 3 juillet 1924.*)

Treaty Series (London) 1925, No. 7.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of the Belgians, acting both in his own name and in the name of Her Royal Highness The Grand Duchess of Luxembourg upon the strength of existing agreements, being desirous of improving and extending the commercial relations between Canada, on the one side, and the Economic Union of Belgium and Luxembourg, on the other side, have resolved to conclude a Convention with that object and have named as their respective Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

The Honourable James Alexander Robb, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council for Canada, a Member of the Parliament of Canada, Acting Minister of Finance and Receiver General of Canada;

The Honourable Henri Severin Beland, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council for Canada, a Member of the Parliament of Canada, Minister of Public Health and of the Department of Soldiers' Civil Re-establishment of Canada;

Sa Majesté le Roi des Belges, agissant tant en son nom qu'au nom de Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg, en vertu d'accords existants, et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions britanniques d'au delà des mers, Empereur des Indes, également animés du désir d'améliorer et de développer les relations commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Canada de l'autre, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. de Selys-Fanson, Chevalier des Ordres de Léopold et de la Couronne, Conseiller de Légation, Consul général de Belgique à Ottawa;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions britanniques d'au delà des mers, Empereur des Indes:

L'honorable James Alexander Robb, Membre de l'honorable Conseil privé de Sa Majesté pour le Canada, Membre du Parlement du Canada, faisant fonctions de Ministre des Finances et de Receveur général du Canada;

L'honorable Henri Sévérin Béland, Membre de l'honorable Conseil

---

*) Les ratifications ont été échangées à Ottawa, le 22 octobre 1924.

And His Majesty the King of the Belgians:

M. de Selys-Fanson, Chevalier of the Orders of Leopold and of the Crown, Counsellor of Legation, Consul-General of Belgium at Ottawa;

Who, after communicating to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

Articles the produce or manufacture of Canada imported into the territory of the Economic Union of Belgium and Luxembourg and articles the produce or manufacture of the territory of the Economic Union of Belgium and Luxembourg imported into Canada shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article the produce or manufacture of Canada into the territory of the Economic Union of Belgium and Luxembourg, or of any articles the produce or manufacture of the territory of the Economic Union of Belgium and Luxembourg into Canada, which shall not equally extend to the importation of like articles being the produce or manufacture of any other foreign country. This last provision is not applicable to the sanitary and other prohibitions occasioned by the necessity of protecting the safety of persons or of cattle, or of plants useful to agriculture.

Article 2.

Articles the produce or manufacture of Canada exported to the terri-

privé de Sa Majesté pour le Canada, Membre du Parlement du Canada, Ministre de la Santé publique et du Département de la Réintégration civile des Soldats du Canada;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article 1.

Les produits du sol ou de l'industrie des territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise importés au Canada et les produits du sol ou de l'industrie du Canada importés dans les territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ne seront pas soumis à des droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués aux produits similaires de tout autre pays étranger. Par ailleurs, il ne sera maintenu ni établi aucune prohibition ni restriction à l'importation d'un produit quelconque du sol ou de l'industrie des territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise au Canada ou à l'importation d'un produit quelconque du sol ou de l'industrie du Canada dans les territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, qui ne soit applicable en même temps à l'importation des produits du sol ou de l'industrie similaires de tout autre pays étranger. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux prohibitions d'ordre sanitaire ou autre, reconnues nécessaires pour la protection des personnes, des bestiaux ou des plantes utiles à l'agriculture.

Article 2.

Les produits du sol ou de l'industrie des territoires de l'Union écono-

tory of the Economic Union of Belgium and Luxembourg and articles the produce or manufacture of the territory of the Economic Union of Belgium and Luxembourg exported to Canada shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from Canada to the territory of the Economic Union of Belgium and Luxembourg or from the territory of the Economic Union of Belgium and Luxembourg to Canada which shall not equally extend to the exportation of the like articles to any other foreign country.

Article 3.

Articles the produce or manufacture of Canada passing in transit through the territory of the Economic Union of Belgium and Luxembourg and articles the produce or manufacture of the territory of the Economic Union of Belgium and Luxembourg passing in transit through Canada shall be reciprocally free from all transit duties whether they pass through direct or whether during transit they are unloaded, warehoused or reloaded.

Article 4.

It is understood that in all matters governing the import, export and transit of merchandise, the Economic Union of Belgium and Luxembourg grants to Canada and Canada grants to the Economic Union of Belgium and Luxembourg the treatment of the most favoured nation.

Article 5.

The name „The Economic Union of Belgium and Luxembourg" wherever

mique belgo-luxembourgeoise exportés vers le Canada et les produits du sol ou de l'industrie du Canada exportés vers les territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ne seront pas assujettis à des droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus à l'exportation des articles similaires vers tout autre pays étranger. Par ailleurs, il ne sera établi aucune prohibition ni restriction à l'exportation d'un produit quelconque des territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise vers le Canada ou du Canada vers les territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise qui ne soit en même temps applicable à l'exportation d'articles similaires vers tout autre pays étranger.

Article 3.

Les produits du sol ou de l'industrie des territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise en transit à travers le Canada et les produits du sol ou de l'industrie du Canada en transit à travers les territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise seront réciproquement exempts de tous droits de transit soit qu'ils traversent directement lesdits territoires, soit que, en cours de transit, ils soient transbordés, entreposés ou rechargés.

Article 4.

Il est entendu que pour tout ce qui regarde l'importation, l'exportation et le transit des marchandises, le Canada accorde à l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Union économique belgo-luxembourgeoise accorde au Canada le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Le terme „Union économique belgo-luxembourgeoise," chaque fois qu'il

used in this Convention shall be held to include the colonies and possessions of Belgium and also territory of which Belgium is mandatory under the provisions of the League of Nations.

The present Convention, after being approved by the Parliaments of Canada and Belgium, shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Ottawa as soon as possible. It shall come into force immediately after the exchange of the said ratifications and shall be binding upon the Contracting Parties during a period of four years from the date of its coming into force. In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period of four years of its intention to terminate the present Convention it shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the Contracting Parties shall have given to the other notice of its intention to terminate it.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Convention in the English and the French languages, and have affixed thereto their seals.

Done at Ottawa, this 3rd day of July, in the year 1924.

est mentionné dans la présente Convention, comprendra les colonies et possessions de la Belgique, ainsi que les territoires dont la Belgique est mandataire en vertu des dispositions du Pacte de la Société des Nations.

La présente Convention, après avoir été approuvée par les Parlements belge et canadien, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Ottawa dans le plus bref délai possible. Elle sera mise en vigueur immédiatement après l'échange desdites ratifications et engagera les Parties Contractantes pour une période de quatre années à partir de la date de son entrée en vigueur. Si aucune des Parties Contractantes n'a notifié à l'autre, douze mois avant l'expiration de ladite période de quatre années, son intention de mettre fin à la présente Convention, celle-ci restera en vigueur et ne cessera ses effets qu'un an après que l'une des Parties Contractantes aura signifié à l'autre son intention de la dénoncer.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé cette Convention rédigée en français et en anglais, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Ottawa, ce 3 juillet 1924.

(L. S.) *James A. Robb.*
(L. S.) *Henri S. Beland.*
(L. S.) *Florent de Selys-Fanson.*

97.

PAYS-BAS, GRANDE-BRETAGNE (CANADA).

Convention commerciale; signée à Ottawa, le 11 juillet 1924.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1925, No. 439.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and Her Majesty the Queen of the Netherlands, being desirous of improving and extending the commercial relations between the Netherlands and Canada, have resolved to conclude a Convention with that object and have named as their respective Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

The Honourable James Alexander Robb, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council for Canada, a Member of the Parliament of Canada, Acting Minister of Finance and Receiver General of Canada;

The Honourable Thomas Andrew Low, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council for Canada, a Member of the Parliament of Canada, Minister of Trade and Commerce of Canada;

And Her Majesty the Queen of the Netherlands:

Monsieur Theodore Herman de Meester, Consul General of the Netherlands in Montreal;

Who, after communicating to each other their respective full powers,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions britanniques d'au delà des mers, Empereur des Indes, voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre les Pays-Bas et le Canada, ont résolu de conclure une Convention à cette fin et ont nommé pour être leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté, la Reine des Pays-Bas:

Monsieur Théodore Herman de Meester, Consul-Général des Pays-Bas, à Montréal;

Et Sa Majesté, le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions britanniques d'au delà des mers, Empereur des Indes:

L'honorable James Alexander Robb, membre de l'honorable Conseil privé de Sa Majesté pour le Canada, membre du Parlement du Canada, faisant fonction de Ministre des Finances et de Receveur Général du Canada;

L'honorable Thomas Andrew Low, membre de l'honorable Conseil privé de Sa Majesté pour le Canada, membre du Parlement du Canada, ministre du Commerce;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés

*) Les ratifications ont été échangées à Ottawa, le 28 octobre 1925.

found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

Articles the produce or manufacture of Canada imported into the Netherlands and articles the produce or manufacture of the Netherlands imported into Canada shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article the produce or manufacture of Canada into the Netherlands, or of any article the produce or manufacture of the Netherlands into Canada which shall not equally extend to the importation of like articles being the produce or manufacture of any other foreign country. This last provision is not applicable to the sanitary and other prohibitions occasioned by the necessity of protecting the safety of persons or of cattle, or of plants useful to agriculture.

Article 2.

Articles the produce or manufacture of Canada exported to the Netherlands and articles the produce or manufacture of the Netherlands exported to Canada shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from Canada to the Netherlands or from the Netherlands to Canada which shall not equally extend to the exportation of

en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article 1.

Les produits du sol ou de l'industrie des Pays-Bas importés au Canada et les produits du sol ou de l'industrie du Canada importés aux Pays-Bas ne seront pas soumis à des droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués aux produits similaires de tout autre pays étranger. Par ailleurs il ne sera maintenu ni établi aucune prohibition ni restriction à l'importation d'un produit quelconque du sol ou de l'industrie des Pays-Bas au Canada ou à l'importation d'un produit quelconque du sol ou de l'industrie du Canada aux Pays-Bas qui ne soit applicable en même temps à l'importation des produits du sol ou de l'industrie similaires de tout autre pays étranger. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux prohibitions d'ordre sanitaire ou autre reconnues nécessaires pour la protection des personnes, ou des bestiaux ou des plantes utiles à l'agriculture.

Article 2.

Les produits du sol ou de l'industrie des Pays-Bas exportés vers le Canada, et les produits du sol ou de l'industrie du Canada exportés vers les Pays-Bas ne seront pas assujettis à des droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus à l'exportation des articles similaires vers tout autre pays étranger. Par ailleurs il ne sera establi aucune prohibition ni restriction à l'exportation d'un produit quelconque des Pays-Bas vers le Canada ou du Canada vers les Pays-Bas qui ne soit

the like articles to any other foreign country.

Article 3.

Articles the produce or manufacture of Canada passing in transit through the Netherlands and articles the produce or manufacture of the Netherlands passing in transit through Canada shall be reciprocally free from all transit duties whether they pass through direct or whether during transit they are unloaded, warehoused or reloaded.

Article 4.

It is understood that in all matters governing the import, export and transit of merchandise the Netherlands grants to Canada and Canada grants to the Netherlands the treatment of the most favoured nation.

Article 5.

The name „Netherlands“ whereever used in this Convention shall be held to include the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

The present Convention, after being approved by the Parliament of Canada and by the competent authority on the part of the Netherlands, shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Ottawa as soon as possible. It shall come into force immediately upon the exchange of ratifications and shall be binding upon the Contracting Parties during four years from the date of its coming into force. In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period of four years of its intention

en même temps applicable à l'exportation d'articles similaires vers tout autre pays étranger.

Article 3.

Les produits du sol ou de l'industrie des Pays-Bas en transit à travers le Canada, et les produits du sol ou de l'industrie du Canada en transit à travers les Pays-Bas seront réciproquement exempts de tous droits de transit, soit qu'ils traversent directement lesdits territoires, soit que, en cours de transit, ils soient transbordés, entreposés ou rechargés.

Article 4.

Il est entendu que pour tout ce qui regarde l'importation, l'exportation et le transit des marchandises, le Canada accorde aux Pays-Bas et les Pays-Bas accordent au Canada le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Le terme „Pays - Bas“, chaque fois qu'il est mentionné dans la présente Convention, comprendra les Indes néerlandaises, le Surinam et le Curaçao.

La présente Convention, après avoir été approuvée par l'autorité compétente de la part des Pays Bas et par le Parlement du Canada, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Ottawa dans le plus bref délai possible. Elle sera mise en vigueur immédiatement après l'échange desdites ratifications et engagera les Parties Contractantes pour une période de quatre années à partir de la date de son entrée en vigueur. Si aucune des Parties Contractantes n'a notifié à l'autre, douze mois ava. t l'expiration de ladite période de quatre années, son intention de mettre fin

to terminate the present Convention it shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the Contracting Parties shall have given to the other notice of its intention to terminate it.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Convention in the English and the French languages and have affixed thereto their seals.

Done at Ottawa, this 11th day of July in the year 1924.

à la présente Convention, celle-ci restera en vigueur et ne cessera ses effets qu'un an après que l'une des Parties Contractantes aura signifié à l'autre son intention de la dénoncer.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé cette Convention rédigée en français et en anglais, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Ottawa, ce 11 juillet 1924.

(L. S.) *Th. de Meester.*
(L. S.) *James A. Robb.*
(L. S.) *Thos A. Low.*

98.

GRANDE-BRETAGNE, JAPON.

Echange de Notes au sujet de l'abrogation de l'Article 8 du Traité de commerce et de navigation, conclu le 3 avril 1911,*) ainsi que du Tableau qui y est annexé; signées à Londres, le 14 juillet 1924.

Treaty Series 1924, No. 31.

No. 1.

The Japanese Ambassador to Mr. Ramsay MacDonald.

Japanese Embassy, London, July 14, 1924.

Sir,

In my note of the 21st March I had the honour to inform you of my Government's desire to conclude an agreement with regard to Article 8 of the Treaty of Commerce and Navigation between Japan and Great Britain, signed on the 3rd April, 1911, and with regard to the schedule annexed thereto, in order that both the article and the schedule might be rendered inoperative at an early date convenient to both parties.

2. On the 11th March I had given formal notification, in compliance with Article 8 of the treaty, that my Government wished to make modifications in the schedule; but since their desire is to abrogate entirely both

*) V. N. R. G. 3. s. VIII, p. 413.

the article and the schedule, the procedure for negotiation and modification, as laid down in the article, appears to be unsuitable in the present circumstances.

3. I hope, therefore, that your Government will concur in accepting the above date of the 11th March as the commencement of twelve months' notice of the abrogation of both Article 8 of the treaty and the schedule annexed thereto, which would accordingly lose their validity and cease to operate at midnight on the 10th March, 1925.

I have, &c.

Hayashi.

No. 2.

Mr. Ramsay MacDonald to the Japanese Ambassador.

Foreign Office, July 14, 1924.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge your Excellency's note of the 14th July regarding your Government's desire to abrogate Article 8 of the Treaty of Commerce and Navigation between Great Britain and Japan, signed on the 3rd April, 1911, and the schedule annexed thereto.

2. His Majesty's Government appreciate the reasons which have led your Government to propose this modification of the treaty, and they concur in accepting the date of the 11th March, 1924, as the commencement of twelve months' notice of the abrogation of both Article 8 of the treaty and the schedule annexed thereto, which will accordingly lose their validity and cease to operate at midnight on the 10th March, 1925.

I have, &c.

J. Ramsay MacDonald.

99.

GRANDE-BRETAGNE, ITALIE.

Convention concernant les frontières des territoires respectifs situés en Afrique orientale; signée à Londres, le 15 juillet 1924.*)

Treaty Series 1925, No. 29.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India,

Sua Maestà il Re d'Italia e Sua Maestà il Re del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda e dei Domini Britannici di Oltre Mare, Imperatore delle

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 1er mai 1925.

and His Majesty the King of Italy, desiring to regulate, in a spirit of goodwill, certain questions concerning the boundaries of their respective territories in East Africa, have named as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

The Right Honourable James Ramsay MacDonald, M.P., His Prime Minister and Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

And His Majesty the King of Italy:

His Excellency Il Marchese della Torretta dei Principi di Lampedusa, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of St. James;

Who, having exhibited their respective full powers found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

His Britannic Majesty, in his own name and on his own behalf, and by virtue of his protectorate over Zanzibar in the name and on behalf of His Highness the Sultan of Zanzibar, so far as the latter may be concerned, transfers to His Majesty the King of Italy all sovereign rights and title over that portion of African territory lying between the present Italian colony of Southern Somaliland and a new boundary line to be determined as follows:

From the confluence of the rivers Ganale and Daua, along the course of the Daua up-stream to the southern point or the small southerly bend of the latter river in the vi-

Indie, desiderando regolare, con spirito di reciproca buona volontà, alcune questioni concernenti i confini dei Loro rispettivi territori in Africa Orientale, hanno nominato come Loro plenipotenziari:

Sua Maestà il Re d'Italia:

S. E. il Marchese della Torretta dei Principi di Lampedusa, Suo Ambasciatore straordinario e plenipotenziario presso la Corte di San Giacomo; e

Sua Muestà il Re del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda e dei Domini britannici di Oltre Mare, Imperatore delle Indie:

L'Onorevolissimo James Ramsay MacDonald, Membro della Camera dei Comuni, Suo Presidente del Consiglio e principale Segretario di Stato per gli Affari Esteri;

I quali avendo scambiato i loro rispettivi pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

Articolo I.

Sua Maestà Britannica in suo nome e per suo conto, ed in virtù del suo protettorato su Zanzibar in nome e per conto di Sua Altezza il Sultano di Zanzibar, per quanto può riguardare quest'ultimo, trasferisce a Sua Maestà il Re d'Italia tutti i diritti sovrani e titoli su quella parte del territorio africano situata fra l'attuale colonia italiana della Somalia meridionale ed una nuova linea di frontiera che sarà determinata come segue:

Dalla confluenza dei fiumi Ganale e Daua, risalendo il corso del Daua fino al punto sud della piccola curva meridionale del detto fiume in vicinanza di Malca Re; quindi in direzione

cinity of Malka Ré; thence in a south-westerly direction in a straight line to the centre of the pool of Dumasa; thence in a south-westerly direction in a straight line towards Eilla Kalla (which remains in British territory) to such meridian east of Greenwich as shall leave in Italian territory the well of El Beru; thence along the same meridian southwards until it reaches the boundary between the provinces of Jubaland and Tanaland; thence along that provincial boundary to a point due north of the point on the coast due west of the southernmost of the four islets in the immediate vicinity of Ras Kiambone (Dick's Head); thence due southwards to such point on the coast. Ras Kiambone (Dick's Head) and the four islets above mentioned shall fall within the territory to be transferred to Italy.

In the event, however, of it being found by the Commission referred to in Article 12 that the well of El Beru does not contain water either sufficient or suitable for the maintenance at that point of an Italian frontier post, then the line, as between El Beru and Eilla Kalla, shall be so drawn by the Commission as to include in Italian territory the neighbouring well of El Shama.

Article 2.

The above boundary is shown on the attached map*), and all references in the above description of the boundary are to this map.

In the event of differences between the text and the map, the text will prevail.

sud-ovest in linea retta fino al centro dello stagno di Dumasa; quindi in direzione sud-ovest in linea retta verso Eilla Kalla (che rimane in territorio britannico) fino a quel meridiano est di Greenwich che lascerà in territorio italiano il pozzo di El Beru; quindi lungo lo stesso meridiano al sud fino a raggiungere il limite tra le provincie del Giubaland e del Tanaland; quindi lungo tale limite provinciale fino ad un punto direttamente a nord del punto sulla costa direttamente ad ovest della più meridionale delle quattro isolette nell'immediata vicinanza di Ras Kiambone (Dik's Head); quindi direttamente a sud di tale punto sulla costa. Ras Kiambone (Dik's Head) e le quattro isolette summenzionate rimarranno nel territorio da trasferirsi all'Italia.

Nel caso tuttavia che la Commissione di cui all'art. 12 della presente convenzione trovasse che il pozzo di El Beru non contiene acqua sufficiente o conveniente per il mantenimento in quel punto di un posto di frontiera italiano, la linea di confine, come tra El Beru ed Eilla Kalla, sarà tracciata dalla Commissione stessa, in modo da includere nel territorio italiano il vicino pozzo di El Shama.

Articolo 2.

La suddetta frontiera è tracciata sulla carta allegata alla presente convenzione*) e tutti i riferimenti alla suddetta descrizione si trovano sulla medesima carta.

In caso di divergenze fra il testo e la carta, il testo avrà la prevalenza.

*) Non reproduite.

Article 3.

The Italian Government agree to the cancellation of the Treaty of Commerce between Italy and Zanzibar of the 23rd May, 1885.*)

In accordance with the provisions of the Convention of Saint-Germain-en-Laye of the 10th September, 1919,**) Italian subjects in the protectorate of Zanzibar shall enjoy the same rights and privileges and receive the same treatment as British subjects.

Article 4.

The Italian Government shall indemnify the Government of His Highness the Sultan of Zanzibar for any loss of net revenue arising out of the present transfer of territory, and shall pay to the latter, as an indemnity which shall in no wise represent a tribute implying any survival of sovereignty, the annual sum of £ 1,000, representing the proportionate share of the annuity which has hitherto been paid by the British Government to the Government of Zanzibar.

The Italian Government shall be entitled at any time to effect the discharge of any obligation undertaken under the preceding paragraph by means of the payment of a lump sum of £ 25,000 to the Government of His Highness the Sultan of Zanzibar.

Article 5.

The Italian Government undertakes that, if it shall at any time desire to abandon all or any part of the territory transferred to it as above, it shall offer the same to the British Government upon such terms as may be just.

Articolo 3.

Il Governo italiano consente ad abrogare il trattato di commercio fra l'Italia e lo Zanzibar del 23 maggio 1885.*)

In conformità delle disposizioni della convenzione di San Germano de 10 settembre 1919,**) i sudditi italiani nel protettorato di Zanzibar godranno gli stessi diritti e privilegi ed avranno lo stesso trattamento dei sudditi britannici.

Articolo 4.

Il Governo italiano indennizzerà il Governo di S. A. il Sultano di Zanzibar di ogni perdita di reddito netto derivante dal presente trasferimento di territorio e pagherà al Sultano stesso a titolo di indennità, che non dovrà in alcun modo rappresentare un tributo implicante sopravvivenza di sovranità, la somma annuale di lire sterline mille, che costituisce la quota proporzionale dell'annualità che è stata finora pagata dal Governo Britannico al Governo di Zanzibar.

Il Governo italiano avrà facoltà di liberarsi in qualunque momento di tutti gli obblighi assunti nel precedente paragrafo mediante il pagamento di una somma complessiva di venticinquemila lire sterline al Governo di S. A. il Sultano di Zanzibar.

Articolo 5.

Se il Governo italiano desiderasse in qualunque tempo di abbandonare in tutto o in parte il territorio come sopra trasferitogli, esso Governo si impegna ad offrirlo al Governo Britannico ad eque condizioni.

*) Traité du 28 mai 1885? — V. N. R. G. 2. s. XIII, p. 655.

**) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 12.

In the event of any differences between the two Governments as to the terms of transfer, the question shall be referred to arbitration in accordance with such procedure as the Council of the League of Nations may prescribe.

Article 6.

British subjets, other than those persons who have become British subjects by the annexation of the colony of Kenya, ordinarily resident at the date of the coming into force of the present Convention in the territory transferred under Article 1, shall, unless within six months of the coming into force of the present Convention they opt for Italian nationality, retain their British nationality without being called upon to withdraw from the said territory or to part with their property. In the event of their not opting for Italian nationality and of their desiring to withdraw from the transferred territory, they shall be at liberty to do so within twelve months from the coming into force of the present Convention.

British-protected persons and British subjects who have become such by the annexation of the Colony of Kenya, ordinarily resident in the transferred territory, will acquire Italian nationality and cease to be British-protected persons and British subjects respectively. Provided, however, that such persons, not being Somalis, or belonging to the native races of the area transferred, shall have the right to retain their existing nationality on condition that they withdraw from the transferred territory within twelve months from the coming into force of the present Convention.

The same right is conferred on such a number of Somalis who are separated

Nel caso di divergenze tra i due Governi circa le condizioni di tale trasferimento, la questione sarà deferita all'arbitrato, conformemente ad una procedura che il Consiglio della Società delle Nazioni potrà stabilire.

Articolo 6.

I sudditi britannici, eccetto quelle persone che sono diventate tali con l'annessione della colonia del Kenya, ordinariamente residenti al momento dell'entrata in vigore della presente convenzione nel territorio trasferito di cui all'art. 1, conserveranno la loro nazionalità britannica senza essere costretti a ritirarsi dal detto territorio o ad abbandonare le loro proprietà, a meno che nei sei mesi dall'entrata in vigore della presente convenzione essi optino per la nazionalità italiana. Nel caso che essi non opteranno per la nazionalità italiana e vorranno ritirarsi dal territorio trasferito, avranno facoltà di farlo nei dodici mesi dall'entrata in vigore della presente convenzione.

I protetti britannici e i sudditi britannici che sono divenuti tali con l'annessione della colonia del Kenya, ordinariamente residenti nel territorio trasferito, acquisteranno la nazionalità italiana e cesseranno di essere rispettivamente protetti britannici e sudditi britannici.

Tuttavia, purchè tali persone non siano somali nè appartengano alle razze indigene del territorio trasferito, esse avranno il diritto di conservare la loro nazionalità a condizione che si ritirino dal territorio trasferito nei dodici mesi dall'entrata in vigore della presente convenzione.

Lo stesso diritto è riconosciuto ad un certo numero di somali separati

from their families by the new frontier as the wells and pasturage in the territory defined in the Annex to this article can support, having regard to the present and reasonable future requirements of the tribes or sections of tribes already there, provided that such persons must be individually registered before they are allowed to cross into British territory. The commission referred to in Article 12 shall decide as to the capacity in this respect of the said wells and pasturages and as to the number of the persons who may avail themselves of this right.

dalle loro famiglie dalla nuova frontiera, compatibilmente con le risorse dei pozzi e dei pascoli nel territorio definito nell'annesso al presente articolo, e tenendo conto delle presenti e delle ragionevoli future esigenze delle tribù o frazioni di tribù già residenti nel suddetto territorio, e purchè tali persone siano individualmente registrate prima di essere autorizzate a passare in territorio britannico. La Commissione di cui all'art. 12 della presente convenzione deciderà circa la sufficenza a tal riguardo dei detti pozzi e pascoli e circa il numero delle persone che potranno prevalersi di tale diritto.

Persons who withdraw from the transferred territory under this article shall be entitled to carry with them their movable property of every description without payment of export duties of any kind. They shall not in respect of such property be subject to import duties of any kind in the Colony of Kenya. They shall be entitled to retain their immovable property in the transferred territory.

Le persone che si ritireranno dal territorio trasferito secondo le disposizioni del presente articolo saranno autorizzate a portare seco la loro proprietà mobiliare di qualsiasi specie senza pagamento di alcuna tassa di esportazione. Esse non saranno neanché soggette riguardo a tale proprietà ad alcuna tassa di importazione nella colonia del Kenya. Esse avranno facoltà di conservare le loro proprietà immobiliari nel territorio trasferito.

Annex.

The territory lying within a straight line from the Lorian Swamp to Saddi: a straight line from Saddi to El Beru: the line defined in Article 1 from El Beru to its junction with the Tanaland-Jubaland frontier: and a straight line from the said junction to the Lorian Swamp.

Annesso.

Il territorio situato tra una linea diretta dalle paludi del Lorian a Saddi, una linea diretta fino ad El Beru, quindi la linea descritta all'art. 1 da El Beru fino alla congiunzione della linea stessa con il confine tra il Tanaland ed il Giubaland, ed una linea diretta dalla congiunzione suddetta fino alle paludi del Lorian.

Article 7.

All concessions or rights to properties in the above territories which have been recognised as valid by the former Government, and are held by

Articolo 7.

Tutte le concessioni o diritti di proprietà nel suddetto territorio che sono stati riconosciuti validi dal precedente Governo e sono posseduti da

private persons or corporations at the date of the transfer of those territories, shall be recognised as valid by the Italian Government, to whom shall be transferred all rights and obligations of the former Government under the said concessions.

It is agreed that the concessions and property rights shall be exercised in accordance with the general laws and regulations in force in the Italian colony of Italian Somaliland, and that the Italian Government may impose on the concessionnaires and proprietors all limitations necessary for the execution of works of general utility, upon granting to such persons the same compensation or indemnity as that to which Italian subjects would be entitled in similar cases.

Article 8.

All treaties, conventions and agreements between the Government of His Britannic Majesty and the Government of His Majesty the King of Italy, applicable to the Italian colony of Italian Somaliland, and at present in force, shall be extended to the territory now transferred in accordance with the present Agreement.

Article 9.

The two Governments undertake that they will respectively endeavour to prevent any migration of Somalis or other natives across the frontier defined in Article 1.

If, however, the enquiries of the Commission referred to in Article 12 show that in the neighbourhood of the sector of the new frontier running from El Beru to the Jubaland-Tanaland boundary there exists a shortage of pasture for the tribes situated on the Italian side of the frontier, and if

privati o da associazioni alla data del trasferimento del territorio stesso, saranno riconosciuti validi dal Governo italiano al quale saranno trasferiti tutti i diritti e gli obblighi del precedente Governo nei riguardi delle dette concessioni.

Rimane stabilito che le concessioni ed i diritti di proprietà saranno esercitati in conformità delle leggi generali e dei regolamenti in vigore nella colonia italiana della Somalia meridionale e che il Governo italiano potrà imporre ai concessionari e proprietari tutte le necessarie limitazioni per l'esecuzione di lavori di utilità pubblica, accordando alle suddette persone gli stessi compensi o indennità a cui avrebbero diritto i sudditi italiani in casi analoghi.

Articolo 8.

Tutti i trattati, convenzioni ed accordi tra il Governo di Sua Maestà Britannica ed il Governo di Sua Maestà il Re d'Italia applicabili alla Colonia italiana della Somalia ed attualmente in vigore, saranno estesi al territorio ora trasferito in conformità della presente convenzione.

Articolo 9.

I due Governi si impegnano a cercare rispettivamente di impedire ogni migrazione di Somali od altri indigeni attraverso la frontiera stabilita dall'art. 1 della presente convenzione.

Se tuttavia le indagini della Commissione di cui all'art. 12 della presente convenzione dimostreranno che in vicinanza del settore della nuova frontiera da El Beru al confine Giubaland-Tanaland esiste una deficienza di pascoli per le tribù situate entro il confine italiano, e se tali indagini dimostre-

these enquiries also show that during the rainy season there is on the British side of that sector and in the region bounded on the east by the new frontier and on the west by the line Goochi-Ribba-El-Tulli-Lakola-Toor Guda-Ramaguda more pasturage available than is required for the tribes in British territory, then the Commission will have power to decide that for a certain period, not less than five years, Somalis or other natives of the transferred territory may during the rainy season cross the boundary to such a distance and in such numbers as the Commission may prescribe, it being understood that in no case shall such Somalis or natives be allowed to pass to the west of the line Goochi-Ribba-El-Tulli-Lakola-Toor Guda-Ramaguda. The decisions of the Commission shall be carried into effect by the authorities concerned, and at the end of the period so prescribed the position will be reconsidered in a friendly spirit in the light of the experience gained and of the requirements at that time of the tribes in British territory.

ranno che durante la stagione delle pioggie vi è oltre il confine britannico del detto settore e nella regione limitata all'est dalla nuova frontiera e all'ovest dalla linea Goochi-Ribba-El-Tulli-Lakala-Toor Guda-Rama Guda più pascolo utile di quello che è necessario per le tribù in territorio britannico, in tal caso la Commissione stessa avrà potere di decidere che per un certo periodo, non minore di cinque anni, i somali od altri indigeni del territorio trasferito, potranno durante la stagione delle pioggie attraversare la frontiera fino a quella distanza ed in quel numero che la Commissione potrà stabilire, rimanendo inteso che in nessun caso tali scmali o indigeni potranno essere autorizzati a passare all'ovest della linea Goochi-Ribba-El-Tulli-Lakala-Toor Guda-Rama Guda. Le decisioni della Commissione saranno messe in esecuzione dalle Autorità competenti ed alla fine del periodo stabilito la situazione sarà riesaminata con spirito amichevole al lume dell'esperienza acquistata e secondo le esigenze in quel tempo delle tribù in territorio britannico.

Article 10.

The two Governments shall come to the necessary agreements with regard to the special conditions of time and place for evacuation by the British troops of the territory to be transferred and the entry of Italian troops; they shall settle in consultation with the local authorities the conditions of transfer to the Italian Government of the Government buildings existing within the territory which the latter may wish to acquire from the British Government and of the wireless telegraph installation at Kismayu.

Articolo 10.

I due Governi prenderanno gli accordi necessari nei riguardi delle speciali condizioni di tempo e di luogo per l'evacuazione delle truppe britanniche dal territorio trasferito e per l'entrata delle truppe italiane; essi Governi stabiliranno di accordo colle Autorità locali le condizioni di trasferimento al Governo italiano degli edifici governativi esistenti nel territorio trasferito e che il Governo italiano vorrà acquistare dal Governo britannico, nonchè le condizioni d'acquisto delle installazioni radiotelegrafiche a Kisimajo.

The Italian Government agrees to respect the rights of Sudanese pensioners remaining at Yonte, in accordance with the general laws and regulations of the Italian colony of Southern Somaliland, and to make provision for the upkeep of the cemetery at Kismayu and the Jenner memorial.

Il Governo italiano conviene di rispettare i diritti dei pensionati sudanesi restanti a Jonte, in conformità delle leggi generali e dei regolamenti della Colonia italiana della Somalia Meridionale e di prendere provvedimenti per la manutenzione del cimitero di Kisimajo e del monumento commemorativo di Jenner.

Article 11.

The two Governments agree to consult together with a view to framing and putting into force reciprocal measures for the control of the illicit ivory traffic across the frontier defined in Article 1 of the present Convention.

Articolo 11.

I due Governi convengono di consultarsi per concretare e mettere in vigore provvedimenti reciproci per il controllo dell'illecito traffico dell'avorio attraverso la frontiera stabilita dall'art. 1 della presente convenzione.

Article 12.

The manner in which the present Agreement shall be carried out shall be settled on the spot by a commission composed of British and Italian officials appointed for the purpose by the two Governments. Until the whole boundary shall have been demarcated by an accurate survey, the officials thus appointed shall be empowered to decide, provided an agreement can be reached, under which Government water holes of local importance situated near the boundary shall come.

In the event of an agreement not being found possible, the points in dispute shall be settled by an accurate survey in accordance with the line described in Article 1.

Articolo 12.

Il modo di esecuzione della presente convenzione sarà stabilito sui luoghi da una Commissione composta di funzionari italiani e britannici nominati a tale scopo dai due Governi. Fino a quando l'intera frontiera non sarà stata tracciata con accurata ispezione, i funzionari suddetti avranno facoltà di decidere, purchè si possa raggiungere un accordo, a quale dei due Governi saranno attribuiti i posti d'acqua d'importanza locale situati presso il confine di cui all'art. 1 della presente convenzione.

Nel caso che non fosse possibile raggiungere un accordo, i punti contenziosi saranno stabiliti da un'accurata ispezione, in conformità della linea tracciata all'art. 1 della presente convenzione.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged in London as soon as possible.

La presente convenzione sara ratificata e le ratifiche saranno scambiate al più presto possibile in Londra.

In witness whereof the undersigned have signed the present Con-

In fede di quanto sopra, i sottoscritti hanno firmato la presente con-

vention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 15th day of July, 1924.

venzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in duplice esemplare, a Londra il 15 Luglio 1924.

(L. S.) *J. Ramsay MacDonald.*
(L. S.) *Torretta.*

100.

PAYS-BAS, ESTHONIE.

Traité de commerce provisoire; signé à Tallinn, le 22 juillet 1924.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 157.

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de la République d'Esthonie, désireux de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs pays, ont décidé de conclure un Traité de commerce et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Chevalier Willem Louis Frederik Christiaan de Rappard, Envoyé Fxtraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas auprès du Gouvernement de la République d'Esthonie;

Le Gouvernement de la République d'Esthonie:

Charles Robert Pusta, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

1. Les ressortissants, les sociétés (anonymes et autres) commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies de navigation, et les produits du sol et de l'industrie de l'une des deux Parties Contractantes, jouiront sur le territoire de l'autre Partie d'un traitement sous tous les rapports au moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux ressortissants, aux sociétés et aux produits du sol et de l'industrie du pays étranger le plus favorisé sous la réserve bien entendu des restrictions exprimées aux Articles 5, 6 et 7.

2. Ce traitement sera accordé en tout ce qui concerne l'établissement des ressortissants et des sociétés de l'une des deux Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions, ainsi qu'en tout ce qui concerne les affaires de commerce et

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 4 mai 1926.

de navigation, à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit; les droits et formalités de douane et les opérations commerciales; le paiement des impôts.

Article II.

1. Les bâtiments de l'une des deux Parties Contractantes jouiront dans les ports, rivières et eaux territoriales de l'autre Partie d'un traitement non moins favorable que celui accordé ou à accorder aux bâtiments nationaux ou à ceux de la nation étrangère la plus favorisée.

2. Les Parties Contractantes se réservent le droit de ne permettre l'exercice du cabotage qu'aux bâtiments nationaux.

Article III.

1. Les Parties Contractantes s'engagent en outre à concéder, à condition de réciprocité, le libre passage à travers leurs territoires, y compris les eaux territoriales, aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux, venant de ou destinés à l'autre Partie et à leur accorder en matière de facilités, frais, restrictions etc. un traitement au moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux de leur propre nationalité, origine, importation ou propriété ou à ceux d'une autre nationalité, origine, importation ou propriété plus favorisée.

2. Cette disposition, pour autant qu'elle concerne le libre transit de marchandises ne préjudiciera en rien aux prescriptions légales sur le transit d'armes et de provisions de guerre.

Article IV.

Les dispositions du présent Traité sont applicables aux Indes néerlandaises, au Surinam et au Curaçao, ainsi qu'aux ressortissants, sociétés et bâtiments et aux produits du sol et de l'industrie de ces pays.

Article V.

Il est bien entendu que les dispositions du présent Traité n'accordent à aucune des Parties Contractantes aucun droit ou ne leur imposent aucune obligation dérogeant à une convention générale internationale à laquelle une des deux Parties Contractantes a adhéré ou adhérera à l'avenir.

Article VI.

Les Pays-Bas ne pourront par suite des dispositions précitées exiger les faveurs que l'Esthonie a accordées ou accordera à l'avenir à la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie et l'Union des Républiques Socialistes Soviétistes ou à tous ces pays, tant que ces avantages n'auront été accordés à un Etat tiers.

Article VII.

Il est entendu que le présent Traité ne déroge en rien aux faveurs relatives aux communications, au trafic et au commerce de frontière, qui pour des raisons locales seraient accordées par une des Parties Contractantes à des Etats limitrophes.

Article VIII.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent Arrangement qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties Contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article IX.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Tallinn aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait en double à Tallinn, le 22 juilles mil neuf cent vingt-quatre.

W. L. F. C. van Rappard.
Ch. R. Pusta.

Tallinn, le 22 juillet 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'il est bien entendu que les dispositions de l'Article 1 du Traité de commerce, conclu aujourd'hui entre le Gouvernement de la République d'Esthonie et le Gouvernement de la Reine, pour autant que ces dispositions concernent l'établissement des ressortissants et le libre transit des personnes, ne porteront atteinte ni aux dispositions en vigueur dans les deux pays en matière de délivrance ou de prorogation de visas, ni aux droits des deux Parties de refuser l'entrée ou un séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables.

Il est entendu d'autre part, que les dispositions de l'Article 2 alinéa 1er ne s'appliqueront point à la pêche.

Enfin, par l'expression „conventions générales internationales" figurant à l'Article 5 du Traité de commerce précité, le Gouvernement de la Reine entend parler des conventions collectives d'intérêt général telles que, par exemple, la convention internationale sur l'opium, la convention internationale de télégraphie etc. etc.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

W. L. F. C. van Rappard.

Son Excellence Monsieur Ch. R. Pusta,
Ministre des Affaires Etrangères à Tallinn.

Ministère des Affaires Etrangères.

Tallinn, le 22 juillet 1924.

Monsieur le Ministre,

Me référant à la note de Votre Excellence en date du 22 juillet relative à l'interprétation à donner à quelques clauses du Traité de

commerce conclu ce jour entre le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de la République d'Esthonie, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence qu'il est bien entendu que:

1. les dispositions de l'Article 1er du Traité précité, pour autant qu'elles concernant l'établissement des ressortissants et le libre transit des personnes, ne porteront atteinte ni aux dispositions en vigueur dans les deux pays en matière de délivrance ou de prorogation de visas, ni aux droits des deux Parties de refuser l'entrée ou un séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables;

2. les dispositions de l'Article 2 alinéa 1er ne s'appliquent point à la pêche;

3. enfin, par l'expression „conventions générales internationales" le Gouvernement de la République d'Esthonie entend parler des conventions collectives d'intérêt général telle que, par exemple, la convention internationale sur l'opium, la convention internationale de télégraphie etc. etc.

Veuillez agréer, etc.

Ch. R. Pusta.

Son Excellence Monsieur W. L. F. C. Chevalier de Rappard,
Ministre des Pays-Bas en Esthonie.

101.

GRANDE-BRETAGNE, BELGIQUE.

Echange de Notes acceptant les conditions d'un Arrangement pour l'établissement d'une communication télégraphique directe entre le Congo belge et l'Uganda, suivi de l'Arrangement; signées à Bruxelles, le 29 juillet 1924.

Treaty Series 1924, No. 33.

(1.)

Mr. Wingfield to M. Hymans.

M. le Ministre, Brussels, July 29, 1924.

I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform your Excellency that His Majesty's Government, being desirous of establishing direct communication between the telegraph system of the Uganda Protectorate and the telegraph system of the Belgian Congo, are prepared to accept the conditions set forth in the agreement which forms the enclosure to this note in substitution for the provisional convention signed in Nairobi on the 9th December, 1921.

I venture to request that, if, as I understand is the case, the Belgian Government also assent to the terms of this agreement, your Excellency

will be so good as to notify me of their formal acceptance of it by a note which, together with my present note, will constitute a record of the agreement existing between our two Governments, which will take effect from the date of this exchange of notes.

I avail, &c.

Charles Wingfield.

(2.)

M. Hymans to Mr. Wingfield.

Ministère des Affaires étrangères,
Bruxelles, le 29 juillet 1924.

M. le Chargé d'Affaires,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 29 juillet 1924 par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, étant désireux d'établir des communications directes entre le Congo belge et le Protectorat de l'Uganda, est disposé à accepter les conditions proposées dans l'arrangement ci-annexé, en remplacement de la convention provisoire signée à Nairobi le 9 décembre 1921.

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement Belge, partageant le même désir, accepte les conditions dudit arrangement. Celui-ci entrera en vigueur dès ce jour.

Veuillez agréer, &c.

(Pour le Ministre des Affaires étrangères, absent),
Le Ministre de la Justice,

F. Masson.

Annex.

Agreement between the United Kingdom and Belgium with a view to providing Direct Telegraphic Communication between the Belgian Congo and the Uganda Protectorate.

Article 1.

The Uganda Protectorate undertakes to construct and maintain a telegraph line between Fort Portal, a telegraph station connected with its main telegraph system, and the Semliki Ferry, on the Fort Portal-Mboga road, where junction will be effected with a line which the Belgian Congo undertakes to construct and maintain between the said junction and a telegraph office on its system. Construction on both sides will be undertaken and completed without undue or unreasonable delay.

Annexe.

Arrangement entre le Royaume-Uni et la Belgique pour l'Etablissement d'une Communication télégraphique directe entre le Congo belge et le Protectorat de l'Uganda.

Article 1er.

Le Protectorat de l'Uganda s'engage à construiere et à entretenir une ligne télégraphique en liaison, à Fort-Portal, avec son système télégraphique principal et le „Ferry de la Semliki" sur la route de Fort-Portal-Boga, où une jonction sera effectuée avec une ligne que le Congo belge s'engage à construire et à entretenir entre ladite jonction et un office télégraphique de son réseau. La construction de part et d'autre sera entreprise et achevée sans délai anormal ou irraisonnable.

Article 2.

The exchange of telegrams over the line to be constructed will be governed by the provisions of the International Telegraph Convention of Petrograd*) and any provisions which may for the time being be in force in place or in amendment thereof, and any service regulations thereunder which may for the time being be in force under the said provisions. The hours of working and the type of apparatus to be used will be settled by mutual agreement.

Article 3.

Terminal and transit rates are fixed as follows:

a) Transit rate through the Uganda Protectorate and the Colony and Protectorate of Kenya, 20 centimes per word. This transit rate is subject to a reduction of 50 per cent. in the case of Belgian Government telegrams during the period of the guarantee referred to in Article 4. and is also subject to a reduction of 50 per cent. in the case of deferred telegrams.

Telegrams exchanged between the „Régie des Mines," Brussels, and the Head Office of the Régie, Belgian Congo, shall be regarded as Belgian Government telegrams.

b) Belgian Congo terminal rates:

1. On international traffic: 50 centimes per word.

2. On local traffic originating in the Kenya Colony and Protectorate and the Uganda Protectorate: 25 centimes per word.

The international rate above referred to under (1) is reduced by 50 per cent. in the case of deferred telegrams.

Article 2.

L'échange des télégrammes par la ligne à construire sera régi par les dispositions de la Convention télégraphique internationale de Pétrograd,*) par les dispositions qui à l'époque seront en vigueur en remplacement ou en modification de ces premières dispositions et par les règlements de service pris en exécution de ces dispositions. Les heures de service et le type des apparails à utiliser seront fixés de commun accord.

Article 3.

Les taxes de transit et terminales sont fixées comme suit:

a) Taxe de transit à travers le Protectorat de l'Uganda et la Colonie et le Protectorat du Kenya, 50 centimes par mot. Cette taxe de transit est sujette à une réduction de 50 pour cent pour les télégrammes du Gouvernement Belge durant la période de la garantie dont il est question à l'Article 4, et est aussi sujette à une réduction de 50 pour cent pour les télégrammes différés.

Les télégrammes échangés entre la Régie des Mines à Bruxelles et le siège de l'exploitation de la Régie au Congo belge, seront assimilés aux télégrammes du Gouvernement Belge.

b) Taxe terminale du Congo belge:

1. En trafic international: 50 centimes par mot:

2. En trafic local pour les télégrammes originaires de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda: 25 centimes par mot.

La taxe internationale mentionnée sous (1) est réduite de 50 pour cent pour les télégrammes différés.

*) V. N. R. G. 2. s. III, p. 614.

c) Uganda Protectorate or the Colony and Protectorate of Kenya terminal rates: 35 centimes per word.

No charges shall be levied on official telegrams exchanged between the Belgian Congo and the Uganda Protectorate or the Colony and Protectorate of Kenya.

The rates referred to in the present Article may at any time be modified by agreement between the Administrations of the Belgian Congo and the Protectorate of Uganda.

Article 4.

In consideration of the Uganda Protectorate constructing, maintaining and working the line on its side, the Belgian Congo guarantees that the revenue accruing to the Uganda Protectorate from traffic passing over it shall not be less than 30,000 fr. (thirty thousand francs) per annum. If such revenue should be less than 30,000 fr. in any one calendar year, the Belgian Congo shall pay the Uganda Protectorate the difference between the revenue which accrued during that year and the sum of 30,000 fr., provided that the guarantee above referred to shall have effect only for a period of ten years from the 1st day of January following the opening of the line for public traffic.

Article 5.

For the purpose of determining the revenue accruing to the Uganda Protectorate from traffic passing over the line on its side the following shall be credited as revenue so accruing:

a) On local traffic: 35 centimes per word;

b) On transit traffic: 50 centimes per word.

c) Taxes terminales du Protectorat de l'Uganda ou de la Colonie et du Protectorat du Kenya: 35 centimes par mot.

Aucune taxe ne sera perçue sur les télégrammes officiels échangés entre le Congo belge et le Protectorat de l'Uganda ou la Colonie et le Protectorat du Kenya.

Les taxes déterminées au présent Article peuvent, à toute époque, être modifiées par simple entente entre les Administrations du Congo belge et du Protectorat de l'Uganda.

Article 4.

En considération de ce que le Protectorat de l'Uganda construit, entretient et exploite la ligne sur son territoire, le Congo belge garantit que la somme revenant au Protectorat de l'Uganda pour le trafic passant par cette ligne ne sera pas inférieure à 30,000 fr. (trente mille francs) par année. Si cette somme était inférieure à 30,000 fr. dans une année de calendrier, le Congo belge s'engage à payer au Protectorat de l'Uganda la différence entre la somme qui lui a été payée durant cette année et la somme de 30,000 fr. La garantie ci-dessus n'aura d'effet que pour une période de dix années à dater du 1er janvier qui suit l'ouverture de la ligne au service public.

Article 5.

Pour déterminer les sommes revenant au Protectorat de l'Uganda pour le trafic passant par la ligne sur son territoire, les sommes suivantes lui seront créditées comme produit lui revenant:

a) En trafic local: 35 centimes par mot;

b) En trafic de transit: 50 centimes par mot.

These rates may be modified in accordance with the provisions of the last paragraph of Article 3.

The credit in respect of transit traffic will be reduced by 50 per cent. in the case of Belgian Government and deferred telegrams.

For the purpose of this Article „local traffic“ means traffic received from the Belgian Congo for delivery in the Uganda Protectorate or the Kenya Colony and Protectorate or traffic originating in the latter places intended for the Belgian Congo; and „transit traffic“ means traffic between the Belgian Congo and other places passing in transit over the wires of the Uganda Protectorate or the Kenya Colony and Protectorate.

Local official traffic carried free of charge will not be taken into account in calculating the revenue accruing to Uganda in connection with the guaranteed revenue.

Article 6.

Accounts will be prepared and rendered and settlement effected in accordance with the terms of the International Telegraph Convention.

Article 7.

If a balance should be due to the Uganda Protectorate under the terms of the guarantee referred to in Article 4, an account will be prepared and rendered by the Uganda Protectorate as soon as possible after the close of the calendar year to which it refers. This account shall be based on the international accounts referred to in the preceding Article. In regard to the calendar year in which the service is commenced, the account shall be prepared in respect of, and any balance payable

Ces taxes sont susceptibles de modification conformément aux dispositions du dernier paragraphe de l'Article 3.

Le crédit du trafic de transit sera réduit de 50 pour cent pour les télégrammes du Gouvernement Belge et pour les télégrammes différés.

Il faut entendre par „trafic local“ le trafic reçu du Congo belge pour être délivré pans le Protectorat de l'Uganda ou dans la Colonie et le Protectorat du Kenya ou le trafic originaire de ces derniers pays à destination du Congo belge; et le „trafic de transit“ représente le trafic entre le Congo belge et d'autres pays passant en transit par les lignes télégraphiques du Protectorat de l'Uganda ou de la Colonie et Protectorat du Kenya.

Le trafic local officiel en franchise de taxe n'entre pas en ligne de compte dans le calcul des sommes revenant au Protectorat de l'Uganda et à valoir sur le revenu garanti.

Article 6.

Les comptes seront établis et leur liquidation effectuée conformément aux dispositions de la Convention télégraphique internationale.

Article 7.

Si une différence est due au Protectorat de l'Uganda en vertu de la garantie dont il est question à l'Article 4, un compte sera établi par le Protectorat de l'Uganda le plus tôt possible après la clôture de l'année de calendrier à laquelle il se rapporte. Ce compte sera basé sur les comptes internationaux dont il est question à l'Article précédent. Dans l'année de calendrier durant laquelle le service télégraphique commencera, le compte sera établi en tenant compte de la date d'ouverture et la garantie prévue à

under the guarantee referred to in Article 4 will be in proportion to the number of months during which the service was in operation, counting from the first day of the month following the commencement of the service.

Article 8.

The franc, for the purpose of this Agreement, means the theoretical gold franc as understood in connection with the settlement of international telegraph accounts.

l'Article 4 sera en proportion du nombre de mois durant lequel le service aura été effectif, à partir du premier jour du mois suivant le commencement du service.

Article 8.

Le franc dont il est question dans le présent Arrangement est le franc-or théorique, comme il est convenu pour le règlement des comptes télégraphiques internationaux.

102.

NORVÈGE, LETTONIE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Kristiania, le 14 août 1924.*)

Overenskomster med fremmede Stater 1925, No. 8.

Traité de Commerce et de Navigation entre la Norvège et la Lettonie.

Sa Majesté le Roi de Norvège et Son Excellence le Président de la République de Lettonie désirant favoriser le développement des relations commerciales et maritimes entre les deux Etats, ont résolu de conclure à cet effet un Traité de Commerce et de Navigation, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires savoir:

Sa Majesté le Roi de Norvège:

Monsieur Johan Ludwig Mowinckel, Son Ministre d'Etat et des Affaires Etrangères,

Le Président de la République de Lettonie:

Monsieur Germain Albat, Ministre Plénipotentiaire, Secrétaire Général au Ministère des Affaires Etrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

*) Les ratifications ont été échangées à Riga, le 10 juin 1925.

Chapitre I.

Dispositions générales et droits des ressortissants.

Article I.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes, établis dans le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement jouiront, en ce qui concerne l'établissement et l'exercise du commerce et de l'industrie dans le territoire de l'autre Partie Contractante, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, en se conformant aux lois du pays, également sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, acquérir, posséder ou louer et occuper les maisons, les manufactures, les magasins, les boutiques et les locaux qui peuvent leur être nécessaires, et prendre à bail des terrains à l'effet de les utiliser dans un but licite.

Pour tout ce qui concerne la transmission des biens mobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer de quelque manière que ce soit des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, ils jouiront dans les territoires de l'autre Partie Contractante, en se conformant aux lois du pays, des mêmes privilèges, libertés et droits, et ne seront pas soumis sous ce rapport à des droits, taxes, impôts ou à des charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront de même exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, toujours à charge de réciprocité, sans être assujettis à payer, à raison de l'exportation, des droits autres ou plus élevés que ceux que les ressortissants de la nation la plus favorisée auraient à acquitter en pareille circonstance.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas contraints, en se conformant aux lois du pays, à subir des charges ou à payer des droits, impôts, taxes ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article V.

Les sociétés anonymes ou autres et les associations commerciales, industrielles ou financières qui sont ou seront constituées conformément aux lois de l'une des Hautes Parties Contractantes et qui ont leur domicile dans les territoires ou possessions de cette Partie, sont autorisées, dans les territoires ou possessions de l'autre, en se conformant aux lois

de celle-ci, à exercer leurs droits et à ester en justice, soit pour intenter une action soit pour défendre.

La disposition précédente n'aura aucune influence sur la question de savoir si une pareille société ou association établie dans l'un des deux Pays aura ou n'aura pas le droit de faire du commerce ou d'exploiter une industrie dans l'autre, un tel droit restant toujours subordonné aux lois et ordonnances en vigueur dans les Pays respectifs.

Les sociétés et associations susnommées jouiront sous ce rapport des mêmes droits et avantages qui sont ou seront reconnus aux organisations similaires d'une tierce Puissance.

Chapitre II.

Dispositions Consulaires.

Article VI.

1. Les deux Parties Contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans tous les ports ou places de commerce de l'autre Partie où le droit de nommer des représentants consulaires à été accordé à n'importe quelle tierce Puissance.

2. Les représentants consulaires des deux Parties Contractantes jouiront, après avoir obtenu l'exequatur nécessaire du Gouvernement du pays sur le territoire duquel ils doivent exercer leurs fonctions, des mêmes prérogatives, exemptions et privilèges que ceux déjà accordés ou qui seront par la suite accordés aux représentants consulaires de n'importe quelle tierce Puissance. Toutefois lesdits prérogatives, exemptions et privilèges ne seront pas accordés en plus grande mesure aux représentants consulaires de l'un des pays exerçant leurs fonctions dans l'autre pays qu'aux représentants consulaires de ce dernier pays exerçant leurs fonctions dans le pays mentionné en premier lieu.

Article VII.

Dans le cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes viendrait à mourir dans les territoires ou possessions de l'autre, sans avoir laissé, dans le pays de décès, aucun héritier ou exécuteur testamentaire, l'officier consulaire compétent du Pays auquel appartient le défunt, aura le droit, les formalités nécessaires remplies, soit personnellement soit par délégué, de représenter de plein droit les héritiers ou les exécuteurs testamentaires et sera officiellement reconnu comme leur fondé de pouvoir, sans qu'il soit tenu de justifier de son mandat par un titre spécial. Il pourra, en conséquence, se présenter, soit en personne, soit par délégués, choisis parmi les personnes qui y sont autorisées par la législation du pays, par devant les autorités compétentes pour y prendre, dans toute affaire se rapportant à la succession ouverte, les intérêts des héritiers en poursuivant leurs droits ou en répondant aux demandes formées contre eux. Il est toutefois bien entendu que ledit officier consulaire étant considéré comme fondé de pouvoir de ses nationaux, ne pourra jamais être personnellement mis en cause relativement à toute

affaire concernant la succession. L'officier consulaire compétent aura le droit de prendre, en se conformant aux lois du pays, à l'égard de la succession mobilière ou immobilière du défunt, toutes les mesures conservatoires qu'il jugera utiles dans l'intérêt des héritiers. Il pourra l'administrer, soit personnellement, soit par des délégués choisis par lui et agissant en son nom et il aura le droit de se faire remettre toutes les valeurs appartenant au défunt qui pourraient se trouver déposées soit dans les caisses publiques, soit chez des particuliers. Toutefois, rien de ce qui est contenu dans cet article ne saurait être tenu comme pouvant déssaisir les tribunaux du pays où se trouvent les biens, des affaires rentrant dans leur propre compétence.

Les dispositions précédentes seront, de même, applicables au cas où un ressortissant de l'une des Parties Contractantes possédant des biens mobiliers ou immobiliers dans les territoires ou possessions de l'autre viendrait à mourir en dehors desdits territoires ou possessions sans avoir laissé, dans le pays où ses bien sont situés, aucun héritier ou exécuteur testamentaire.

Chapitre III.

Du Commerce et de la Navigation.

Article VIII.

Il y aura, entre les territoires des deux Hautes Parties Contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation. Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes auront, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux, ports et rivières des territoires et possessions de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur; ils sont, toutefois tenus de se conformer toujours aux lois du pays où ils arrivent.

Les navires de commerce appartenant aux ressortissants ou aux sociétés de chacun des pays contractants, leurs équipages et cargaisons jouiront, à leur arrivée aux territoires ou possessions de l'autre pays, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quelque soit le lieu de provenance ou la destination de la cargaison, sous tous les rapports, un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages et cargaisons de la nation la plus favorisée.

Article IX.

Les droits de douane perçus sur les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires ou possessions de l'une des Hautes Parties Contractantes, à leur importation dans les territoires ou possessions de l'autre, seront désormais réglés soit par des arrangements spéciaux entre les deux pays, soit par la législation intérieure de chacun d'eux.

Aucune des Parties Contractantes n'imposera à l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires ou possessions de l'autre, des droits ou charges, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pour-

ront être imposés à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays étranger.

Les marchandises et d'autres produits du sol et de l'industrie de la Norvège qui seront importés en Lettonie et les produits du sol et de l'industrie de la Lettonie qui seront importés en Norvège, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation, la réexportation et le transit, être assujettis à des droits de douane, taxes, surtaxes, impôts, contributions, restrictions ou obligations générales ou locales autres ou plus élevés ou à d'autres formalités d'entrée ou de sortie que ceux qui seront imposés à la nation la plus favorisée.

De même, aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ou imposée par l'une des Parties Contractantes à l'importation ou à l'exportation d'un article quelconque en provenance ou à destination des territoires ou possessions de l'autre, qui ne s'étendra également aux articles similaires venant de tout autre pays ou y allant. La dernière disposition n'est cependant pas applicable aux prohibitions ou restrictions maintenues ou imposées soit comme mesures sanitaires, soit dans le but de protéger des animaux ou des plantes utiles, soit en ce qui concerne la contrebande de guerre.

Article X.

Chacun des deux Pays Contractants s'engage à accorder le libre transit à travers ses territoires et possessions aux produits, navires, wagons et envois postaux à destination ou en provenance de l'autre pays et à les assujettir à un traitement au moins aussi favorable que celui accordé à la nation la plus favorisée.

Sur les chemins de fer et sur les voies navigables lesdits objets jouiront en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

Le trafic en transit ne sera soumis à aucuns droits speciaux par rapport au transit (y compris l'entrée et la sortie) à l'exception des droits destinés exclusivement à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration provoquées par le transit, sans préjudice toutefois des taxes fiscales afférentes aux transactions dont ces marchandises pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transport.

Ni l'une ni l'autre des Hautes Parties Contractantes ne sera tenue par cet article ou le précédent à accorder passage aux voyageurs dont l'admission est défendue dans ses territoires et possessions ou aux marchandises d'une categorie dont l'importation est prohibée, soit pour sauvegarder la santé ou la sécurité publique soit comme mesure de précaution contre les maladies des animaux et des plantes.

Seront considérés comme en transit à travers les territoires ou possessions placés sous la souveraineté ou l'autorité de l'un des Etats Contractants, les personnes, bagages, marchandises, ainsi que les navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport, dont le trajet par lesdits territoires ou possessions, accompli avec ou sans trans-

bordement, avec ou sans mise en entrepôt, avec ou sans rupture de charge, avec ou sans changement de mode de transport, n'est que la fraction d'un trajet total, commencé et devant être terminé en dehors des frontières de l'Etat à travers les territoires ou possessions duquel le transit s'effectue.

Article XI.

Les négociants, les fabricants et les industriels, ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes domiciliés et exerçant leur commerce et industrie dans les territoires au possessions de cette Partie, qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils acquittent les taxes et impôts établis légalement, pourront, dans les territoires ou possessions de l'autre, soit en personne, soit par des commis-voyageurs, faire des achats ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons. Ces négociants, fabricants, industriels et leurs commis-voyageurs, en faisant ainsi des achats et en recueillant des commandes, jouiront, en matière d'imposition et de facilités, du traitement de la nation la plus favorisée.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés, seront, dans chacun des deux Pays, admis temporairement en franchise de droits, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur réexportation. Le droit de décider si un échantillon est susceptible d'admission en franchise appartient exclusivement, dans tous les cas, aux autorités compétentes du lieu où l'importation a été effectuée.

Article XII.

Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports de l'une des Hautes Parties Contractantes par des bâtiments navigant sous le pavillon de la nation la plus favorisée pourront, de même être importés dans ces ports par des navires de l'autre Partie Contractante, sans être soumis à aucuns droits ou charges de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels les mêmes articles seraient soumis s'ils étaient importés par des bâtiments navigant sous pavillon de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera, appliqué sans distinction, que ces articles viennent directement du lieu d'origine, ou de tout autre pays étranger.

Il y aura, de même, parfaite égalité de traitement pour l'exportation de façon que les mêmes droits de sortie seront payés, et les mêmes primes et ristournes seront accordés, dans les territoires ou possessions de chacune des Parties Contractantes, à l'exportation d'un article quelconque qui peut ou pourra en être légalement exporté, que cette exportation se fasse par

des bâtiments navigant sous pavillon de la nation la plus favorisée ou par des navires norvégiens et quelque soit le lieu de destination, soit un port de l'autre Partie soit un port d'une tierce Puissance.

Article XIII.

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les eaux territoriales des Hautes Parties Contractantes, il ne sera accordé par l'une des Parties aux bâtiments navigant sous pavillon d'une tierce Puissance, aucun privilège ni aucune facilité qui ne le soit également, en pareil cas, aux navires de l'autre Pays, la volonté des Parties Contractantes étant que, sous ces rapports, les bâtiments respectifs jouissent dans leurs territoires et possessions réciproquement du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Article XIV.

Les navires norvégiens entrant dans un port des territoires ou possessions de la Lettonie et réciproquement, les navires lettons entrant dans un port de la Norvège, qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison, qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour les navires appartenant aux ressortissants de la nation la plus favorisée. En continuant son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination, lesdits navires pourront y décharger le reste de leur cargaison, toujours en se conformant aux lois, aux tarifs et aux règlements de douane du pays de destination. De la même manière et sous la même restriction, tout navire de l'une des Parties Contractantes pourra charger dans les divers ports de l'autre, au cours du même voyage pour l'étranger.

Article XV.

Aucuns droits de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits ou charges similaires ou analogues, de quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés dans les eaux territoriales de l'un des deux Pays sur les navires de l'autre, sans qu'ils soient également imposés, sous les mêmes conditions, sur les navires de la nation la plus favorisée. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

Article XVI.

Les navires chargés d'un service postal régulier de l'une des Hautes Parties Contractantes, qu'ils appartiennent à l'État ou qu'ils soient sub-

ventionnés par lui à cet effet, jouiront dans les eaux territoriales de l'autre, des mêmes facilités, privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux navires similaires de la nation la plus favorisée.

Article XVII.

Il est fait exception aux dispositions du présent Traité pour la navigation de côte ou cabotage et la participation aux pêcheries nationales qui demeurent exclusivement réservés dans chacun des deux pays au pavillon national et dont le régime reste soumis respectivement aux lois de la Norvège et de la Lettonie.

Article XVIII.

Les officers consulaires compétents de chacune des Hautes Parties Contractantes, seront, dans les territoires ou possessions de l'autre, exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur des navires marchands de leur nation, et seront seuls compétents pour connaître des différends qui pourraient survenir, soit en mer, soit dans les eaux territoriales de l'autre Partie, entre les capitaines, les officiers, et l'équipage, notamment en ce qui concerne le règlement des salaires et l'exécution des contrats. Toutefois, la juridiction appartiendra aux autorités territoriales, dans le cas où il surviendrait à bord d'un navire marchand de l'une des Parties Contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, des désordres que les autorités compétentes du lieu jugeraient de nature à troubler ou à pouvoir troubler la paix ou l'ordre dans ces eaux ou à terre.

Dans tous les cas où suivant les dispositions de cet article les autorités territoriales interviendraient, le représentant consulaire de l'autre pays devra en être avisé le plus tôt possible.

Article XIX.

Si un marin déserte d'un navire appartenant à l'une des Hautes Parties Contractantes dans les eaux territoriales de l'autre les autorités locales seront tenues de prêter, dans les limites de la loi, toute l'assistance en leur pouvoir, pour l'arrestation et la remise de ce déserteur, sur la demande qui leur sera adressée, à cet effet, par l'officier consulaire compétent du Pays auquel appartient le navire en question, avec l'assurance de rembourser toutes les dépenses y relatives.

Il est entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, ressortissants du pays où la désertion a lieu, sont exemptés des stipulations du présent Article.

Article XX.

En cas de naufrage, avaries en mer ou relâche forcée, chacune des Hautes Parties Contractantes devra donner, en tant que les devoirs de neutralité le permettent, aux navires de l'autre, qu'ils appartiennent à l'État ou à des particuliers, la même assistance et protection et les mêmes immunités que celles qui seront accordés en pareil cas aux bâti-

ments navigant sous pavillon de la nation la plus favorisée. Les articles sauvés de ces navires naufragés ou avariés seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils seront tenus de payer les droits prescrits.

Si un navire de l'une des Parties Contractantes a échoué ou naufragé sur les côtes de l'autre, les autorités locales en informeront l'officier consulaire compétent le plus rapproché.

Les officiers consulaires respectifs seront autorisés à prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux.

Article XXI.

Les navires marchands sous pavillon norvégien ou letton et ayant à bord les documents requis par leurs lois et règlements nationaux pour établir leur nationalité, seront respectivement considérés en Lettonie et en Norvège comme navires norvégiens et lettons.

Article XXII.

Réserve faite des cas où le présent Traité en dispose autrement de manière expresse, les Hautes Parties Contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, tout privilège, faveur, facilité ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux ressortissants ou aux produits du sol ou de l'industrie de tout autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans conditions, aux ressortissants et aux produits respectifs de l'autre Partie Contractante, la volonté des Hautes Parties Contractantes étant que, pour tout ce qui a rapport à l'exercice du commerce, de la navigation et de l'industrie, les ressortissants de la Norvège jouissent dans les territoires et possessions de la Lettonie et les ressortissants de la Lettonie en Norvège réciproquement du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Chapitre IV.

De l'application des dispositions du Traité.

Article XXIII.

Les dispositions du présent Traité sont applicables à tous les territoires et possessions appartenant à l'une ou à l'autre des Hautes Parties Contractantes ou administrés par elle.

Exception y est faite toutefois pour la Norvège en ce qui concerne le Spitsberg.

Article XXIV.

Les litiges et divergences d'opinions entre les deux Parties Contractantes sur l'application et l'interprétation du présent Traité seront tranchés par un tribunal arbitral mixte. Le tribunal arbitral sera constitué ad hoc et devra comprendre un nombre égal de représentants des deux Parties. Si ces représentants ne parviennent pas à se mettre d'accord, ils feront appel à un tiers arbitre, dont la désignation sera éventuellement demandée au Président de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article XXV.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est la base du présent Traité, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après savoir:

a) Les privilèges qui ont été ou seront accordés à des Etats voisins en vue de faciliter le trafic local à l'intérieur de l'une et l'autre zone frontière (sur une profondeur maxima de 15 kilomètres des deux côtés de la frontière).

b) Les privilèges qui ont été ou qui seront consentis par une des Hautes Parties Contractantes à un tiers Etat en vertu d'une convention douanière déjà existante ou qui sera conclue à l'avenir.

c) Les franchises, immunités privilèges que la Norvège reconnaît ou reconnaîtra aux pays limitrophes, au Danemark et à l'Islande.

d) Les franchises, immunités et privilèges que la Lettonie reconnaît ou reconnaîtra à un des Etats Baltiques (Finlande, Esthonie et Lithuanie) en raison d'accords particuliers. Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que la Lettonie pourrait accorder à l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Chapitre V.

Dispositions diverses.

Article XXVI.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent de conclure un accord spécial sur l'aide judiciaire réciproque.

Chapitre VI.

Dispositions finales.

Article XXVII.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Riga aussitôt que faire se pourra.

Article XXVIII.

Le Traité entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et tout d'abord pour une durée d'un an. L'an écoulé il restera encore en vigueur par voie de tacite reconduction tant qu'il ne sera pas denoncé par une des Hautes Parties Contractantes moyennant un avis donné trois mois à l'avance à l'autre Partie Contractante. Le présent Traité cesse d'être en vigueur trois mois après avoir été dénoncé de la façon susmentionnée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties Contractantes ont signé et revêtu de leur sceau le présent Traité.

Fait en double original à Kristiania le 14 août 1924.

(u) *Joh. Ludw. Mowinckel.*
(u) *G. Albat.*

103.

NORVÈGE, LETTONIE.

Arrangement relatif à la reconnaissance mutuelle des certificats de jaugeage; signé à Riga, le 10 juin 1925.

Overenskomster med fremmede Stater 1925, No. 8.

Arrangement entre la Norvège et la Lettonie relatif à la reconnaissance mutuelle des certificats de jaugeage.

Considérant que la méthode anglaise pour le jaugeage des navires (système Moorsom) est en vigueur tant en Norvège qu'en Lettonie, les soussignés, dûment autorisés à conclure un arrangement relatif à la reconnaissance mutuelle des certificats de jaugeage entre les deux Pays, sont convenus de ce qui suit:

Les navires de commerce d'un des deux Pays, jaugés d'après la méthode Moorsom seront admis dans les ports de l'autre Pays sans être assujettis, pour le paiement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage. Le tonnage net, inscrit dans les papiers de bord délivrés auxdits navires par les autorités compétentes de l'un des deux Pays, sera reconnu dans les ports de l'autre Pays comme le tonnage véritable des bâtiments, sans qu'ils soient assujettis à un remesurage. Les droits de navigation seront calculés d'après le tonnage net du navire.

Le présent Arrangement entrera en vigueur à partir de la date de sa signature.

Chacune des deux Parties Contractantes pourra en tout temps dénoncer ledit arrangement en donnant un préavis de six mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Arrangement.

Fait en double, à Riga, le 10 juin 1925.

(u) *H. H. Bachke.*

(u) *Albat.*

104.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, PAYS-BAS.

Convention concernant la prohibition de l'importation, aux Etats-Unis, des spiritueux se trouvant à bord des navires néerlandais; signée à Washington, le 21 août 1924.*)

Treaty Series, No. 712.

The President of the United States of America and Her Majesty the Queen of the Netherlands being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America: Charles Evans Hughes, Secretary of State of the United States; and

Her Majesty the Queen of the Netherlands: Jonkheer Dr. A. C. D. de Graeff, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the United States of America;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

The High Contracting Parties declare that it is their firm intention to uphold the principle that 3 marine miles extending from the coastline outwards and measured from low-water mark constitute the proper limits of territorial waters.

De President van de Vereenigde Staten van Amerika en Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, alle moeilijkheden wenschende te vermijden die tusschen hen zouden kunnen ontstaan in verband met de in de Vereenigde Staten van kracht zijnde wetten betreffen de alcoholische dranken, hebben besloten met dat doel een verdrag te sluiten, en hebben als Hunne gevolmachtigden aangewezen:

De President van de Vereenigde Staten van Amerika: Charles Evans Hughes, Secretaris van Staat van de Vereenigde Staten; en

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden: Jonkheer Dr. A. C. D. de Graeff, Hoogst Derzelver Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister in de Vereenigde Staten van Amerika;

die, na hunne volmachten te hebben overgelegd, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden. als volgt zijn overeengekomen:

Artikel I.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verklaren dat het hun vaste bedoeling is, het beginsel te handhaven, dat 3 zeemijlen zich uitstrekkende zeewaarts vanaf de kustlijn en gemeten van laagwaterpeil de juiste grenzen der territoriale wateren vormen.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 8 avril 1925.

Article II.

1. Her Majesty agrees that she will raise no objection to the boarding of private vessels under the Netherlands flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavoring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such enquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be initiated.

2. If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with such laws.

3. The rights conferred by this article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States its territories or possessions than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavoring to commit the offense. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the

Artikel II.

1. Hare Majesteit stemt er in toe geen bezwaar to zullen maken tegen het zich begeven aan boord van particuliere schepen onder Nederlandsche vlag buiten de grenzen van de territoriale wateren door de autoriteiten van de Vereenigde Staten, en van de territorien en bezittingen der Vereenigde Staten om bij diegenen die zich aan boord bevinden, inlichtingen in te winnen en een onderzoek in te stellen der scheepspapieren ten einde uit te maken of het vaartuig of de opvarenden bezig zijn een poging te doen om alcoholische dranken binnen de Vereenigde Staten, hunne territorien of bezittingen in te voeren of deze hebben ingevoerd, met schending van de daar geldende wetten. Wanneer zoodanige inlichtingen en onderzoek een redelijken grond voor verdenking aantoonen mag een onderzoek van het schip worden ingesteld.

2. Indien er redelijke grond is om te gelooven dat het vaartuig de wetten van de Vereenigde Staten, hunne territorien of bezittingen, den invoer van alcoholische dranken verbiedende, heeft overtreden of bezig is te overtreden, of een poging doet om die te overtreden, kan het vaartuig worden in beslag genomen en worden opgebracht naar een haven van de Vereenigde Staten, hunne territorien of bezittingen, ten einde in overeenstemming met die wetten te worden berecht.

3. De rechten door dit artikel verleend mogen niet op een grooter afstand van de kust van de vereenigde Staten, hunne territoriën of bezittingën worden uitgeoefend dan door het vaartuig verdacht van de poging de overtreding te bedrijven in één uur kan worden afgelegd. In de gevallen echter waarin het de bedoeling is

United States its territories or possessions by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded, which shall determine the distance from the coast at which the right under this article can be exercised.

Article III.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions on board Netherlands vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article IV.

Any claim by a Netherlands vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of

den drank naar de Vereenigde Staten, hunne territoriën of Bezittingen te doen vervoeren door een ander dan het gevisiteerde vaartuig, zal het de snelheid van zoodanig ander schip en niet die van het aangehouden schip zijn welke den afstand van de kust bepaalt tot waar het recht in dit artikel bedoeld zal kunnen worden uitgeoefend.

Artikel III.

Geen straf of verlies van rechten ingevolge de wetten van de Vereenigde Staten, zal ten aanzien van alcoholische dranken of vaartuigen of personen ter zake van het vervoer van zoodanige dranken toepasselijk zijn of deze treffen wanneer zulke dranken zijn ingeschreven als scheepsvoorraden, of als lading bestemd naar een buiten de Vereenigde Staten, hunne territoriën of bezittingen gelegen haven, aan boord van Nederlandsche schepen op weg naar of van havens van de Vereenigde Staten of hunne territoriën of bezittingen of varende door de territoriale wateren daarvan en zoodanig vervoer zal behandeld worden gelijk nu voorzien bij de wet met betrekking tot het transit van zoodanige dranken door het Panama-Kanaal, mits zoodanige dranken voortdurend onder zegel worden gehouden zoolang als het schip waarop zij zich bevinden binnen de genoemde territoriale wateren verblijft en mits geen deel van zulke dranken te eeniger tijd of plaats worde gelost binnen de Vereenigde Staten, hunne territoriën of bezittingen.

Artikel IV.

Elke vordering van een Nederlandsch schip tot schadevergoeding op grond dat het verlies of schade heeft geleden door onjuiste of onredelijke

the rights conferred by Article II of this Treaty or on the ground that it has not been given the benefit of Article III shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907.*) The arbitral tribunal shall be constituted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this agreement. All sums of money which may be awarded by the Tribunal on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall

toepassing van de rechten door artikel II van dit verdrag toegekend of op grond dat aan dat schip niet vergund is geworden het genot te hebben van het bepaalde bij artikel III, zal onderworpen worden aan het gezamenlijk onderzoek van twee personen van wie één door elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zal worden benoemd.

Aan de aanbevelingen vervat in het aldus tot stand gekomen gezamenlijk verslag zal gevolg worden gegeven. Indien men het over geen gemeenschappelijk verslag eens kan worden zal de vordering worden onderworpen aan het Permanente Hof van Arbitrage te 's-Gravenhage, beschreven in het verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, gesloten te Den Haag, op 18 October 1907.*) Het scheidsgerecht zal zijn samengesteld in overeenstemming met artikel 87 (hoofdstuk IV) en met artikel 59 (hoofdstuk III) van genoemd verdrag. De procedure zal door Hoofdstuk IV van genoemd verdrag en Hoofdstuk III daarvan (met bijzondere inachtneming van de artikelen 70 en 74, maar met uitzondering van de artikelen 53 en 54) worden geregeld voorzooveel het scheidsgerecht die hoofdstukken toepasselijk, en in overeenstemming met de voorzieningen van deze overeenkomst zal achten. Alle sommen gelds die door het scheidsgerecht ter zake van eenige vordering zullen worden toegekend, zullen worden betaald binnen achttien maanden na den datum van de einduitspraak, zonder interest en zonder aftrek, behalve zooals hierna uitdrukkelijk bepaald. Elke Regeering zal hare eigen kosten dragen. De kosten ven het scheidsgerecht zullen worden gedekt door

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

be defrayed in equal moieties by the two Governments.

evenredigen aftrek van het bedrag van de toegekende sommen ten bedrage van 5 % van die sommen of een zoodanig geringer percentage als de beide Regeeringen mochten overeenkomen; in geval van een tekort zal dit door de beide Regeeringen voor gelijke helften worden gedekt.

Article V.

This Treaty shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Treaty.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Treaty shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Treaty shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above, three months before its expiration, modifications in the Treaty, and to the provision that if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Treaty shall lapse.

Artikel V.

Dit verdrag zal worden geratificeerd en zal van kracht blijven voor het tijdperk van 1 jaar vanaf den datum van de uitwisseling der ratificaties.

Drie maanden vóór het verstrijken van genoemd tijdperk van een jaar zal ieder van de Hooge Verdragsluitende Partijen haren wensch te kennen kunnen geven om in de bepalingen van het verdrag wijzigingen voor te stellen.

Indien omtrent zoodanige wijzigingen geen overeenstemming is bereikt vóór het verstrijken van het bovenvermelde tijdperk van een jaar zal het verdrag vervallen.

Indien van geen van beide zijden de wensch te kennen is gegeven om wijzigingen voor te stellen, zal het verdrag weder voor een jaar van kracht blijven, en zoo automatisch verder, waarbij echter met betrekking tot elken zoodanigen termijn van een jaar elke partij steeds het recht heeft, om zooals boven voorzien, drie maanden vóór het verstrijken van dien termijn wijzigingen in het verdrag voor te stellen, en waarbij de bepaling toepassing zal vinden, dat, wanneer omtrent zoodanige wijzigingen geen overeenstemming voor het einde van den termijn van een jaar is tot stand gekomen, het verdrag zal vervallen.

Article VI.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented

Artikel VI.

In het geval dat een van de Hooge Verdragsluitende Partijen, hetzij door

either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Treaty, the said Treaty shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Treaty shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

een rechterlijke uitspraak, of door een wetgevenden maatregel, mocht worden verhindred om volkomen gevolg te geven aan de bepalingen van dit verdrag, zal het automatisch vervallen, en na dit vervallen of in elk geval waarin dit verdrag zal ophouden van kracht te zijn, zal elke Hooge Verdragsluitende Partij alle rechten genieten welke zij zou hebben bezeten indien dit verdrag niet was gesloten.

The present Convention shall be duly ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by Her Majesty the Queen of the Netherlands; and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

Dit verdrag zal behoorlijk worden geratificeerd door den President der Vereenigde Staten van Amerika, op advies en met goedkeuring van derzelver Senaat en door Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de ratificaties zullen zoo spoedig mogelijk te Washington worden uitgewisseld.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate in the English and Dutch languages and have thereunto affixed their seals.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden dit verdrag in dubbel in de Engelsche en Nederlandsche talen geteekend en daaraan hunne zegels gehecht hebben.

Done at the city of Washington this twenty-first day of August, in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-four.

Gedaan in de stad Washington, den 21 Augustus van het jaar onzes Heeren 1924.

Charles Evans Hughes. [seal]
de Graeff. [seal]

[Exchange of Notes]

[The Netherlands Minister to the Secretary of State]

No. 2330.

Légation des Pays-Bas,
Washington, D. C., August 21, 1924.

Sir:

In connection with the signing today of a Convention pertaining to avoid difficulties which might arise between our two Governments in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages and in pursuance of our previous correspondence on the subject, I have the honor to inform you that the Royal Government understands that in the event of the adhesion by the United States to the

Protocol of December 16, 1920*) under which the Permanent Court of International Justice has been created at The Hague, the Government of the United States will not be averse to considering a modification of the said Convention, or the making of a separate agreement, providing that claims as mentioned in Article IV of that Convention, which cannot be settled in the way as indicated in the first paragraph of that Article, shall be referred to the Permanent Court of International Justice instead of the Permanent Court of Arbitration.

I shall be glad to have you confirm this understanding on behalf of your Government.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

De Graeff.

Honorable Charles E. Hughes,
Secretary of State, Washington, D. C.

[The Secretary of State to the Netherlands Minister]

Department of State,
Washington, August 21, 1924.

Sir:

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of today's date, in which you were so good as to inform me, in connection with the signing this day of the Convention between the United States and the Netherlands to aid in the prevention of the smuggling of intoxicating liquors into the United States, that the Government of the Netherlands understands that in the event of the adhesion by the Government of the United States to the Protocol of December 16, 1920, under which the Permanent Court of International Justice has been created at The Hague, the Government of the United States will not be averse to considering a modification of the said Convention, or the making of a separate Agreement, providing that claims mentioned in Article IV of that Convention which cannot be settled in the way indicated in the first paragraph of that Article, shall be referred to the Permanent Court of International Justice instead of to the Permanent Court of Arbitration.

Complying with your request for confirmation of this understanding, I have the honor to state that the Netherlands Government's understanding of the attitude of the Government of the United States in this respect is correct, and that in the event that the Senate gives its assent to the proposal made by the President on February 24, 1923, that it consent under certain stated conditions to the adhesion by the United States to the Protocol of December 16, 1920, under which the Permanent Court of International Justice has been created at The Hague, the Government of the United States will not be averse to considering a modification of the

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 854.

Convention this day signed, or the making of a separate Agreement, providing for the reference of claims mentioned in Article IV of the Convention which cannot be settled in the way indicated in the first paragraph of that Article, to the Permanent Court of International Justice instead of to the Permanent Court of Arbitration.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

Charles E. Hughes.

Jonkheer Dr. A. C. D. de Graeff,
Minister of the Netherlands.

105.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Echange de Notes en vue d'assurer réciproquement aux marchandises importées le traitement appliqué à l'égard de la nation la plus favorisée; du 25 septembre 1924.

Treaty Series, No. 700.

[The Secretary of State to the Minister of the Dominican Republic.]

Department of State,
Washington, September 25, 1924.

Sir:

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached through recent conversations held at Washington by representatives of the Government of the United States and the Government of the Dominican Republic with reference to the treatement which the United States shall accord to the commerce of the Dominican Republic and which the Dominican Republic shall accord to the commerce of the United States.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments which is that, in respect to import, export and other duties and charges affecting commerce, as well as in respect to transit, warehousing and other facilities, the United States will accord to the Dominican Republic and the Dominican Republic will accord to the United States, its territories and possessions, unconditional most-favored-nation treatement.

It is understood that

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in the United States, its territories or possessions, of any

articles the produce or manufacture of the Dominican Republic than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in the Dominican Republic of any articles the produce or manufacture of the United States, its territories or possessions than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in the United States, its territories or possessions, or in the Dominican Republic on the exportation of any articles to the other, or to any territory or possession of the other, than are payable on the exportation of like articles to any foreign country;

Every concession with respect to any duty or charge affecting commerce now accorded or that may hereafter be accorded by the United States or by the Dominican Republic, by law, proclamation, decree or commercial treaty or agreement, to the products of any third country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce of the Dominican Republic and of the United States, its territories and possessions, respectively:

Provided that this understanding does not relate to

1. The treatment which the United States accords or may hereafter accord to the commerce of Cuba or any of the territories or possessions of the United States or the Panama Canal Zone, or to the treatment which is or may hereafter be accorded to the commerce of the United States with any of its territories or possessions or to the commerce of its territories or possessions with one another;

2. Prohibitions or restrictions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

The present Arrangement shall become operative on the day of signature and, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force until thirthy days after notice of its termination shall have been given by either party; but should either party be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of this arrangement, the obligations thereof shall thereupon lapse.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

Accept, Sir, the renewed assurance of my highest consideration.

Charles E. Hughes.

Señor José del Carmen Ariza,
Minister of the Dominican Republic.

[The Minister of the Dominican Republic to the Secretary of State.]

Legación de la República Dominicana,
Wáshington, Setiembre 25, de 1924.

Señor Secretario de Estado:

Tengo el honor de acusar recibo de la nota de fecha de hoy en la cual hace V. E. el resúmen de lo convenido en las conversaciones celebradas recientemente en esta ciudad, entre el Gobierno de los Estados Unidos y el Gobierno de la República Dominicana, relativas al tratamiento que los Estados Unidos acordarán al comercio de la República Dominicana y que la República Dominicana acordará al comercio de los Estados Unidos.

Estas conversaciones revelaban un entendido mutuo entre los dos Gobiernos, el cual es que, con respecto a la importacion, exportacion y otros derechos y cargas a que está sujeto el comercio, así como con respecto al tránsito, almacenaje y otras facilidades, los Estados Unidos, sus territorios o posesiones concederán a la República Dominicana y la República Dominicana concederá a los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, el tratamiento de la nación mas favorecida sin condiciones.

Queda entendido que no se impondrán ni mas altos ni otros derechos de importacion o de disposicion en los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, sobre articulos que sean productos del suelo o de la industria de la República Dominicana, que los que se cobran o cobraren sobre dichos artículos cuando proceden del suelo o de la industria de cualquier otro pais extranjero; y del mismo modo no se impo[n]drán ni más altos ni otros derechos de importacion o de disposicion en la República Dominicana, sobre artículos que sean productos del suelo o de la industria de los Estados Unidos sus territorios o posesiones, que los que se cobran o cobraren sobre dichos artículos cuando proceden del suelo o de la industria de cualquier otro pais extranjero.

En igual sentido no se impo[n]drán en los Estados Unidos sus territorios o posesiones ni en la República Dominicana, sobre artículos que se exporten de un pais al otro, o a cualquiera territorio o posesion del otro, mas altos ni otros derechos de exportacion, que los que se cobran o cobraren cuando dichos artículos se exportan a cualquiera otro pais extranjero.

Cualquiera concesion acordada o que en lo futuro se acordare por los Estados Unidos, o por la República Dominicana, mediente ley, decreto, resolucion, tratado o acuerdo, sobre los productos de algun otro pais, con relacion a los derechos o cargos que afectan al comercio, de pleno derecho será extensiva, sin solicitud ni retribucion de ningun género, al comercio de la República Dominicana y al de los Estados Unidos, sus territorios y posesiones, respectivamente.

Siempre que este entendido no se refiera:

1. Al tratamiento que los Etados Unidos ahora conceden o que en lo adelante concedieren al comercio de Cuba o de cualesquiera de los territorios o posesiones de los Estados Unidos o la Zona del Canal de Panamá,

o al tratamiento que se acuerda ó acordare al comercio entre los Estados Unidos y cualesquiera de sus territorios o posesiones o al comercio de sus territorios o posesiones entre sí.

2. A las prohibiciones o restric[c]iones de orden sanitario o para la proteccion de los hombres, de los animales, o de las plantas, o los reglamentos para la ejecucion de las leyes fiscales o de policia.

Es entendido que este convenio estará en vigor desde la fecha en que se firme, y, salvo que sea terminado antes de comun acuerdo, continuará en vigor hasta que hayan transcurrido treinta dias del aviso dado por una parte a la otra, de su voluntad de poner fin al convenio; pero en caso de que cualquiera de las dos partes no pueda cumplir los términos de este acuerdo, por motivo de actos ulteriores de su Legislatura, las obligaciones que impone quedarán sin efecto.

Tengo el honor de informer a V. E. que he recibido instruc[c]iones de mi Gobierno de confirmar este acuerdo y de enviar a V. E. esta nota en contestacion a la suya.

Aprovecho esta oportunidad para renovar a V. E. las seguridades de mi mas alta consideracion.

J. C. Ariza,
E. E. Ministro Plenipotenciario.

Honorable Charles E. Hughes,
Secretario de Estado de los Estados Unidos.

106.

BELGIQUE, LUXEMBOURG, HONGRIE.

Accord commercial; réalisé par un Echange de Lettres du 30 septembre 1924.

Moniteur belge, No. 293 du 19 octobre 1924.

En vertu d'un accord constaté par un échange de lettres en date du 30 septembre 1924, il a été convenu qu'en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif, l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie s'accorderaient réciproquement, à partir de la date du 26 juillet 1924 le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit des marchandises.

Toutefois, il est entendu que l'Union économique belgo-luxembourgeoise se réserve la faculté, au cas où les circonstances l'exigeraient, d'appliquer des droits différentiels à un ou plusieurs produits originaires de Hongrie.

Le Gouvernement Royal Hongrois se réserve également, si les circonstances l'exigent, le droit d'appliquer des droits autonomes à un ou plusieurs produits originaires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Si l'une des Parties Contractantes venait à user de cette faculté, elle s'engage à entrer immédiatement en pourparlers avec l'autre Partie pour déterminer de commun accord les mesures qu'il importerait de prendre pour rétablir l'équilibre de l'arrangement.

Au cas où les pourparlers n'auraient pas abouti dans un délai d'un mois, les Parties Contractantes respectives auraient le droit de dénoncer le modus vivendi moyennant un préavis de quinze jours.

Le présent Accord pourra être dénoncé en tout temps. Il prendra fin trois mois à compter du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre sa volonté d'en faire cesser les effets.

Certifié par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères.
signé *H. Costermans.*

107.

ALLEMAGNE, GUATÉMALA.

Convention de commerce; signée à Guatémala, le 4 octobre 1924.*)

Deutsches Reichsgesetzblatt 1925. II, No. 18.

Handelsabkommen zwischen dem Deutschen Reiche und Guatemala.

Das Deutsche Reich und Guatemala, von dem Wunsche geleitet, das zwischen ihnen glücklicherweise bestehende gute Einvernehmen zu erhalten und den Handelsverkehr zwischen den beiden Ländern zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Zwecke ein Abkommen abzuschliessen, und haben hiermit beauftragt:

der Präsident des Deutschen Reichs den Geschäftsträger bei dem Freistaat Guatemala, Grafen Franz von Tattenbach;

Convención de comercio entre Alemania y Guatemala.

Alemania y Guatemala, animadas del deseo de conservar las relaciones de buena armonia felizmente existentes entre ellas y de favorecer el tráfico comercial entre ambos Paises, han resuelto celebrar con tal objeto una Convención, a cuyo fin han encargado:

el Presidente de Alemania, al señor Conde Franz von Tattenbach, Encargado de Negocios en Guatemala;

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Guatémala, le 12 juin 1926. — V. Reichsgesetzblatt 1926. II, p. 352.

der Präsident des Freistaates Guatemala

den Staatssekretär der auswärtigen Angelegenheiten, Lizientiaten Roberto Löwenthal,

welche sich nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Artikel geeinigt haben:

Artikel I.

Die vertragschliessenden Parteien verpflichten sich, sich gegenseitig die Behandlung der meistbegünstigten Nation in Handels-, Konsular- und Schiffahrtssachen, mit Ausnahme der Küstenschiffahrt, zu gewähren; behufs dessen versteht es sich, dass jede Art von Recht, Freiheit oder Vorteil, die eine von ihnen einer dritten Nation gewährt, durch die Tatsache selbst (ipso facto) dem anderen vertragschliessenden Teile zugestanden ist.

Artikel II.

Jede Art von Recht, Freiheit oder Vorteil, welche Guatemala den übrigen Freistaaten von Zentralamerika oder irgendeinem von ihnen gewährt hat oder in der Zukunft gewähren wird, soll nicht auf Grund der Bestimmung im Artikel I als dem Deutschen Reiche gewährt angesehen werden, es sei denn, dass sie auch einer dritten Nation zugestanden ist.

Artikel III.

Das gegenwärtige Abkommen soll ratifiziert werden, und es sollen die Ratifikationsurkunden so bald als möglich ausgetauscht werden.

Dasselbe soll in Kraft treten am Tage, nachdem die Deutsche Regierung und die Regierung von Guatemala von der in beiden Ländern er-

el Presidente de la República de Guatemala,

al señor Licenciado Roberto Löwenthal, Secretario de Estado y del Despacho de Relaciones Exteriores,

quienes, después de haberse comunicado sus plenos poderes y hallándolos en buena y debida forma, han convenido en los articulos siguientes:

Artículo I.

Las Partes Contratantes se obligan a concederse recíprocamente el tratamiento de la Nación más favorecida en asuntos comerciales, consulares y maritimos, con excepción del cabotaje; y al efecto, cualquier derecho, franquicía o favor que una de ellas conceda a una tercera Nación, por el mismo hecho (ipso facto) se entiende otorgado a la otra Parte Contratante.

Artículo II.

Cualquier derecho, franquicía o favor que Guatemala haya concedido o en lo sucesivo concediere a las demás Repúblicas de Centro-América o a cualquiera de ellas, no se entenderá concedido a Alemania con arreglo a lo dispuesto en el Artículo I, sino cuando también se haya otorgado a una tercera Nación.

Artículo III.

La presente Convención será ratificada y las ratificaciones se canjearán en el término más corto posible.

Entrará en vigor un día después de que los Gobiernos de Alemania y de Guatemala reciban la notificación de que ha sido ratificada en

folgten Ratifizierung benachrichtigt sein werden. Es soll vom Tage seines Inkrafttretens ab ein Jahr lang in Geltung bleiben und danach von jedem der vertragschliessenden Teile jederzeit mit dreimonatiger Frist gekündigt werden können.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Beauftragten das gegenwärtige Abkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Guatemala in zwei Originalen in deutscher und spanischer Sprache am vierten Oktober eintausendneunhundertvierundzwanzig.

(Siegel) (gez.) *Tattenbach.*
(Siegel) (gez.) *Rob. Löwenthal.*

ambos Países. Quedará vigente, durante un año, desde el día que entre en vigor, y después podrá ser denunciada por cada una de las Partes Contratantes, en cualquier momento, dejando de surtir efectos tres meses después de que la otra Parte haya recibido la notificación de la denuncia.

En fé de lo cual, los Delegados respectivos han firmado y sellado con sus sellos correspondientes la presente Convención.

Hecho en dos originales en los idiomas alemán y castellano en la Ciudad de Guatemala, a los cuatro días de octubre de mil novecientos veinticuatro.

(Sello) (firmado) *Tattenbach.*
(Sello) (firmado) *Rob. Löwenthal.*

108.

JAPON, MEXIQUE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Mexico, le 8 octobre 1924.*)

Journal officiel japonais No. 3815 du 14 mars 1925. — Diario oficial (Mexico), 1925, No. 41.

Sa Majesté l'Empereur du Japon et le Président des Etats-Unis Mexicains, également animés du désir de resserrer les relations d'amitié et de bonne entente qui existent heureusement entre Leurs Etats et entre Leurs sujets et citoyens, et persuadés que la détermination d'une manière claire et positive des règles qui, à l'avenir, doivent s'appliquer aux rapports commerciaux entre Leurs deux pays, contribuera à la réalisation de ce résultat hautement désirable, ont résolu de conclure à cet effet un traité de commerce et de navigation, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

*) Les ratifications ont été échangées à Mexico, le 4 juin 1925.

**) En langues espagnole et française. En regard à l'Article 28 nous ne reproduisons que le texte français.

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

Son Excellence M. Shigetsuna Furuya, Jushii, décoré de l'Ordre Impérial du Trésor-Sacré de 3ème classe, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire aux Etats-Unis Mexicains;

et le Président des Etats-Unis Mexicains:

Son Excellence M. Aarón Sáenz, Secrétaire d'Etat et du Ministère des Relations Extérieures;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties Contractantes auront pleine liberté, avec leurs familles, d'entrer et de séjourner dans toute l'étendue des territoires de l'autre.

Sous la condition de ce conformer aux lois du pays, ils jouiront des droits ci-après spécifiés:

1. Ils seront, en ce qui concerne le voyage et la résidence, traités sous tous rapports comme les nationaux;

2. Ils auront, comme les nationaux, le droit de se livrer au commerce ou à l'industrie manufacturière et de faire le trafic de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par des représentants, soit seuls, soit en association avec des étrangers ou des nationaux;

3. Ils seront en ce qui concerne l'exercice de leur industrie, métier ou profession, la poursuite de leurs études ou investigations scientifiques, traités, à tous égards, comme les sujets ou citoyens d'une autre nation amie quelconque;

4. Ils pourront, d'accord avec les lois de chaque nation et sur le même pied que les sujets ou citoyens d'une autre nation amie quelconque, posséder ou louer et occuper les maisons, les fabriques, les magasins, les boutiques et les locaux qui peuvent leur être nécessaires et prendre à bail des terrains à l'effet d'y résider ou de les utiliser dans un but licite commercial, industriel, manufacturier ou autre;

5. Ils pourront librement acquérir et posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, que la loi du pays permet ou permettra d'acquérir ou de posséder aux sujets ou citoyens de tout autre pays étranger, sous les conditions et limitations que cette loi leur impose.

Ils pourront en disposer par voie de vente, échange, donation, mariage, testament, ou de toute autre manière, sous les mêmes conditions qui sont ou seront établies à l'égard des nationaux eux-mêmes. Ils pourront aussi exporter librement le produit des ventes de leurs propriétés et tout ce qui leur appartient en général, sans pouvoir être soumis, en tant qu'étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels seraient soumis les nationaux dans les mêmes circonstances;

6. Ils jouiront d'une protection et sécurité constantes et complètes, pour leurs personnes et leurs propriétés; ils auront un accès libre et facile

auprès des cours et tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, et ils seront, en outre, comme les nationaux, libre de choisir et d'employer des avocats, avoués et autres hommes de loi pour les représenter devant les cours et tribunaux; ils seront, en outre, admis à faire valoir leurs réclamations contre l'Etat et ses organes devant les tribunaux ou autres autorités compétentes, et d'une manière générale ils auront les mêmes droits et privilèges que les nationaux pour tout ce qui concerne l'administration de la justice;

7. Ils ne seront contraints à subir des charges ou à payer des impôts, taxes ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux nationaux.

Article II.

Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts de tout service militaire obligatoire soit dans l'armée de terre ou de mer, soit dans la garde nationale ou la milice, ainsi que de toutes les contributions imposées en lieu et place du service personnel. Ils seront exempts également de tous emprunts forcés et de toutes réquisitions ou contributions militaires, sauf ceux qui leur seront imposés, comme aux nationaux eux-mêmes, en leur qualité de possesseurs, locataires ou occupants de biens immeubles.

Article III.

Les habitations, magasins, fabriques et boutiques des sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties Contractantes dans les territoires de l'autre, ainsi que tous les locaux qui en dépendent, employés pour des buts licites, seront respectés. Il ne sera point permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou perquisitions, non plus que d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois à l'égard des nationaux eux-mêmes.

Article IV.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra nommer des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre, à l'exception des localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels officiers consulaires. Cette exception, toutefois, ne sera pas faite à l'égard de l'une des Parties Contractantes sans l'être également à l'égard de toutes les autres Puissances.

Lesdits Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, ayant reçu du Gouvernement du pays dans lequel ils sont nommés l'exequatur ou autres autorisations nécessaires, auront, à charge de réciprocité, le droit d'exercer toutes les fonctions et de jouir de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés aux officiers consulaires d'une autre nation amie quelconque. Le Gouvernement donnant l'exequatur ou autres autorisations, a le droit de les annuler selon son propre jugement; toutefois il est tenu dans ce cas d'expliquer les raisons pour lesquelles il a jugé à propos d'agir ainsi.

Article V.

Dans le cas où un sujet ou citoyen de l'une des Hautes Parties Contractantes viendrait à mourir dans les territoires de l'autre, sans avoir laissé, au lieu du décès, aucun héritier ou exécuteur testamentaire d'après les lois de son pays, l'officier consulaire compétent du pays auquel appartient le défunt, aura le droit, les formalités nécessaires remplies, soit personnellement soit par délégué, de représenter cette personne absente et d'agir en son lieu et place, pendant la durée de son absence; il prendra toutes les mesures et fera tous les actes nécessaires pour l'administration et la liquidation régulière de la succession. Toutefois, rien de ce qui est contenu dans cet article ne saurait être tenu comme pouvant dessaisir les tribunaux du pays où se trouvent les biens, des affaires rentrant dans leur propre compétence.

Les dispositions précédentes seront, de même, applicables au cas où un sujet ou citoyen de l'une des Parties Contractantes possédant des biens dans les territoires de l'autre, viendrait à mourir en dehors desdits territoires sans avoir laissé, au lieu où ces biens sont situés, aucun héritier ou exécuteur testamentaire.

Article VI.

Il y aura, entre les territoires des deux Hautes Parties Contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation. Les sujets ou citoyens de chacune des Parties Contractantes auront, sur le même pied que les sujets ou citoyens d'une autre nation amie quelconque, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux, ports et rivières des territoires de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur; ils sont, toutefois, tenus de se conformer toujours aux lois du pays où ils arrivent.

Article VII.

Les produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Parties Contractantes, de quelque endroit qu'ils viennent, bénéficieront, à leur importation dans les territoires de l'autre, des taxes de douane les plus réduites applicables aux articles similaires de toute autre origine étrangère.

Aucune des Parties Contractantes n'imposera à l'importation d'un article quelconque à destination des territoires de l'autre, des droits ou charges, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays étranger.

Article VIII.

Les produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Parties Contractantes, qui passent en transit les territoires de l'autre, en conformité avec les lois du pays, seront réciproquement affranchis de tous droits de transit, soit qu'ils passent directement, soit que, pendant le transit, ils doivent être déchargés, déposés et rechargés.

Article IX.

Les produits naturels ou fabriqués dans les territoires des deux Hautes Parties Contractantes, introduits pour leur vente dans les territoires de l'une d'elles, ne pourront être grevés de droits ou contributions intérieurs, qu'ils soient nationaux, locaux ou municipaux, plus élevés ou plus onéreux que ceux qui se perçoivent ou pourraient être perçus sur les produits nationaux.

Les produits naturels ou fabriqués dans les territoires des deux Hautes Parties Contractantes qui se trouvent en territoire de l'autre en emmagasinage ou en transit ne pourront être grevés de droits ou contributions intérieurs, qu'ils soient nationaux, locaux ou municipaux.

Article X.

Les Parties Contractantes conviennent de dispenser en général de l'obligation de produire de certificats d'origine. Toutefois, au cas où il existerait, dans l'un des deux pays, des taxes de douane différentes à l'égard de quelques articles d'importation, des certificats d'origine pourront exceptionnellement être exigés pour que les articles venant de l'autre pays soient admis en payant les taxes qui leur correspondent.

Dans ce cas, les certificats seront délivrés dans les lieux d'expédition, sièges d'un consulat, par le consul de carrière du pays dans lequel l'importation doit être faite, et, dans les autres lieux, par l'autorité douanière, et, à défaut de cette autorité, par les Chambres de Commerce ou les autorités locales.

Lorsque la délivrance des certificats d'origine entraînera la perception de taxes quelconques dans l'un des pays, des taxes équivalentes pourront être établies par l'autre pays à l'occasion des certificats d'origine qu'il délivrera. Il en sera de même, le cas échéant, pour les factures consulaires.

Article XI.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, à ne pas entraver le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions ou restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant en conditions identiques, seront admises seulement dans les cas suivants:

1. Pour cause de guerre;

2. Pour des motifs de sûreté ou de santé publique;

3. Par égard aux mesures sanitaires ayant pour but de protéger les animaux et les plantes utiles contre les maladies et les insectes et parasites nuisibles;

4. Dans le but d'appliquer à des marchandises étrangères des interdictions ou des restrictions établies par la législation intérieure à l'égard de la production, du placement ou du trafic de marchandises indigènes de même nature.

Article XII.

Les négociants et les industriels, sujets ou citoyens de l'une des Hautes Parties Contractantes, ainsi que les négociants et les industriels, domiciliés et exerçant leur commerce et industrie dans les territoires de cette Partie, pourront, dans les territoires de l'autre, soit en personne, soit par des commis voyageurs, faire des achats ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons. Ces négociants, industriels et leurs commis voyageurs, en faisant ainsi des achats et en recueillant des commandes, jouiront, en matière d'impositions et de facilités, du même traitement que les nationaux.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés, seront, dans chacun des deux pays, admis temporairement en franchise de droits, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur réexportation. Le droit de décider si un échantillon est susceptible d'admission en franchise, appartient exclusivement, dans tous les cas, aux autorités compétentes du lieu où l'importation a été effectuée.

Article XIII.

Les sociétés de toute espèce et les associations commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies d'assurance, qui sont ou seront constituées conformément aux lois de l'une des Hautes Parties Contractantes et qui sont ou seront enregistrées dans les territoires de cette Partie, sont autorisées, dans les territoires de l'autre, en se conformant aux lois de celle-ci, autant en ce qui concerne la forme comme le fond, à exercer leurs droits et à ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Leur admission à l'exercice de leur industrie ou de leur commerce ainsi qu'à l'acquisition de biens dans les territoires de l'autre Partie se règle d'après les prescriptions qui y sont en vigueur. En tout cas, les dites sociétés et associations jouiront, dans ces territoires, des mêmes droits que ceux qui sont ou pourront être accordés à des sociétés et associations similaires d'une autre nation amie quelconque.

Article XIV.

Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés, dans les ports de l'une des Hautes Parties Contractantes par des navires nationaux, pourront, de même, être importés dans ces ports par des navires de l'autre Partie Contractante, sans être soumis à des droits ou charges, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels les mêmes articles seraient soumis s'ils étaient importés par des navires nationaux. Cette égalité réciproque de traitement sera appliquée sans distinction, que ces articles viennent directement du lieu d'origine, ou de tout autre pays étranger.

Il y aura, de même, parfaite égalité de traitement pour l'exportation, de façon que les mêmes droits de sortie seront payés, et les mêmes primes et drawbacks seront accordés, dans les territoires de chacune des Parties Contractantes, à l'exportation d'un article quelconque qui peut ou pourra en être légalement exporté, que cette exportation se fasse par des navires japonais ou par des navires mexicains et quel que soit le lieu de destination, soit un port de l'autre Partie, soit un port d'une tierce Puissance.

Article XV.

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement, leur déchargement dans les eaux territoriales des Hautes Parties Contractantes, il ne sera accordé par l'une des Parties aux navires nationaux, aucun privilège ni aucune facilité qui ne le soit également, en pareil cas, accordé aux navires de l'autre pays, la volonté des Parties Contractantes étant que, sous ces rapports, les navires respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Article XVI.

Tous les navires qui, conformément aux lois japonaises, sont considérés comme navires japonais et tous les navires qui, conformément aux lois mexicaines, sont considérés comme navires mexicains, seront considérés respectivement en tout ce qui concerne l'application de ce Traité comme navires japonais et mexicans.

Article XVII.

Aucuns droits de tonnage, de transit, de canal, de port. de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits ou charges similaires ou analogues, de quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés dans les eaux territoriales de l'un des deux pays sur les navires de l'autre, sans qu'ils soient également imposés, sous les mêmes conditions, sur les navires nationaux en général ou sur les navires d'une autre nation amie quelconque. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs, quelque soit leur lieu de provenance ou de destination.

Article XVIII.

Les navires chargés d'un service postal de l'une des Hautes Parties Contractantes jouiront dans les eaux territoriales de l'autre, des mêmes facilités, privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux navires similaires d'une autre nation amie quelconque.

Article XIX.

Il est fait exception aux dispositions du présent Traité pour le cabotage dont le régime reste soumis aux lois du Japon et du Mexique respectivement. Il s'entend cependant que les sujets ou citoyens et les navires de l'une des deux Parties Contractantes jouiront en cette matière sur les territoires de l'autre du traitement accordé à une autre nation amie quelconque.

Il est entendu, toutefois, qu'un navire d'une des Parties Contractantes chargé dans un pays étranger avec un chargement destiné à deux ou plusieurs ports de l'autre Partie, pourra débarquer une portion de son chargement dans un de ces ports, et continuer son voyage vers l'autre port ou les autres ports de destination, pour y débarquer le reste de la cargaison, en se soumettant toujours aux lois, aux tarifs et aux règlements douaniers du pays de destination; pareillement et avec les mêmes réserves, les navires d'une des Parties Contractantes auront la faculté de prendre de la cargaison pour l'étranger, dans le même voyage, dans plusieurs ports de l'autre Partie.

Article XX.

Les officiers consulaires compétents de chacune des Hautes Parties Contractantes, seront, dans les territoires de l'autre, exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur des navires marchands de leur nation, et seront seuls compétents pour connaître des différends qui pourraient survenir, soit en mer, soit dans les eaux territoriales de l'autre Partie, entre les capitaines, les officiers et l'équipage, notamment en ce qui concerne le règlement des salaires et l'exécution des contrats. Toutefois, la juridiction appartiendra aux autorités territoriales, dans le cas où il surviendrait, à bord d'un navire marchand de l'une des Parties Contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, des désordres que les autorités compétentes du lieu jugeraient de nature à troubler ou à pouvoir troubler la paix ou l'ordre dans ces eaux ou à terre.

Article XXI.

Si un marin déserte d'un navire appartenant à l'une des Hautes Parties Contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, les autorités locales seront tenues de prêter, dans les limites de la loi, toute l'assistance en leur pouvoir, pour l'arrestation et la remise de ce déserteur, sur la demande qui leur sera adressée, à cet effet, par l'officier consulaire compétent du pays auquel appartient le navire en question, avec l'assurance de rembourser toutes les dépenses y relatives.

Il est entendu que cette stipulation ne s'appliquera pas aux sujets ou citoyens du pays où la désertion aura lieu.

Article XXII.

En cas de naufrage, avaries en mer ou relâche forcés, chacune des Hautes Parties Contractantes devra donner, en tant que les devoirs de la neutralité le permettent, aux navires de l'autre, qu'ils appartiennent à l'Etat ou à des particuliers, la même assistance et protection et les mêmes immunités que celles qui seront accordées en pareils cas aux navires nationaux. Les articles sauvés de ces navires naufragés ou avariés seront excempts de tous droits de douane, à moins pu'ils n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils seront tenus de payer les droits prescrits.

Si un navire de l'une des Parties Contractantes a échoué ou naufragé sur les côtes de l'autre, les autorités locales en informeront l'officier consulaire compétent le plus rapproché.

Les officiers consulaires respectifs seront autorisés à prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux.

Article XXIII.

Réserve faite des cas où ce Traité en dispose autrement de manière expresse, les Hautes Parties Contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une d'elles a déjà accordé ou accorderait à l'avenir aux navires et aux sujets ou citoyens de tout autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans condition, aux navires et aux sujets ou citoyens de l'autre Partie Contractante.

Article XXIV.

Les dispositions du présent Traité ne s'appliquent pas:

1. à l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties Contractantes, ni aux produits de la pêche nationale, ainsi que de la pêche qui, à l'égard de l'importation de ses produits, serait assimilée à la pêche nationale;

2. aux concessions de tarif que chacune des Parties Contractantes ait accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière;

3. aux encouragements accordés ou qui pourraient être accordés à la marine marchande nationale.

Article XXV.

Les Hautes Parties Contractantes, animées du désir d'éviter des discussions qui pourraient troubler leurs relations amicales, conviennent qu'à l'égard des réclamations ou plaintes d'individus particuliers en matière d'ordre civil, criminel ou administratif, leurs Agents Diplomatiques n'interviendront pas, sauf pour cause de refus ou retard extraordinaire ou illégal de justice: pour manque d'exécution d'une sentence définitive; ou bien, les recours légaux épuisés, pour violation expresse des Traités existants entre les Hautes Parties Contractantes, ou des règles du Droit International aussi bien Public que Privé, reconnues généralement par les nations civilisées.

Il est également stipulé entre les deux Hautes Parties Contractantes qu'aucun des Gouvernements ne prétendra rendre l'autre responsable (à moins qu'il y ait eu faute ou manque de la diligence due, de la part de leurs autorités respectives ou de leurs agents) des dommages, vexations ou exactions occasionnés en temps d'insurrection ou de guerre civile, aux sujets ou citoyens d'une des Parties dans le territoire de l'autre par des rebelles, insurgés ou tribus sauvages soustraites aux ordres du Gouvernement.

Il est entendu toutefois que, dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes acceptera, par voie d'accord ou autrement, en ce qui concerne les réclamations des sujets ou citoyens d'une tierce Puissance quelconque, une responsabilité plus étendue que celle qui est spécifiée ci-dessus, les réclamations des sujets ou citoyens de l'autre Partie Contractante ne seront pas traitées d'une manière moins favorable.

Article XXVI.

Les dispositions du présent Traité sont applicables à tous les territoires et possessions appartenant à l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes ou administrés par elle.

Article XXVII.

A partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, le Traité d'Amitié et de Commerce entre le Japon et le Mexique du 30 de Novembre de 1888, cessera ses effets.

Article XXVIII.

Le présent Traité sera fait en double dans chacune des langues espagnole et française, étant convenu qu'un doute quelconque sur son interprétation sera élucidé par le texte français.

Article XXIX.

Le présent Traité sera ratifié conformément aux lois constitutionnelles de chacune des Hautes Parties Contractantes et les ratifications en seront échangées à Mexico aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le quinzième jour après la date de l'échange de ratifications et demeurera exécutoire pendant cinq ans.

Toutefois, l'alinéa 1 de l'Article VII en vertu duquel les produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Parties Contractantes, de quelque endroit qu'ils viennent, bénéficieront, à leur importation dans les territoires de l'autre, des taxes de douane les plus réduites applicables aux articles similaires de toute autre origine étrangère, pourra être dénoncé à toute époque par chacune des deux Parties Contractantes, et dans ce cas, il cessera d'être exécutoire un an après cette dénonciation.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié à l'autre, douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention de mettre fin au Traité, le Traité continuera à rester en vigueur jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une des Parties Contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Mexico, en double exemplaire dans chacune des langues française et espagnole le huit octobre mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) *Shigetsuna Furuya.*
(L. S.) *Aarón Sáenz.*

109.

SUISSE, ITALIE.

Echange de Notes concernant l'application de la Convention réglant le service des douanes aux stations de Chiasso et de Luino, conclue le 15 décembre 1882;*) des 5 et 26 novembre 1924.**)

Raccolta delle leggi federali 1925, No. 7.

Considerata la minima importanza del movimento locale delle stazioni intermedie di Maccagno e Pino e quindi la possibilità di sopprimere, senza inconvenienti, gli uffici doganali svizzeri nelle dette stazioni, provvedendo in altro modo al relativo servizio, si è di comune accordo riconosciuta la convenienza di adottare le disposizioni seguenti:

Art. 1.

Sono soppressi, fino a quando non ne sia richiesto il ripristino da uno dei due Governi, gli Uffici doganali svizzeri nelle stazioni intermedie di Maccagno e Pino.

Art. 2.

La circolazione dei viaggiatori ed il trasporto delle merci in qualunque genere di traffico fra le stazioni di Maccagno e di Pino e la stazione internazionale di Luino, sono esonerati da parte svizzera da qualsiasi formalità o vincolo doganale.

Gli organi doganali e ferroviari dei due Paesi prenderanno nullameno, di concerto, in via di regolamento, le misure atte a salvaguardare gli interessi delle Amministrazioni doganali svizzera e italiana.

Art. 3.

Il presente accordo abroga le disposizioni contrarie che fossero contenute nella precitata Convenzione del 15 dicembre 1882, ed entrerà in vigore dalla data della sua pubblicazione.

Questo accordo fu concluso fra la Legazione di Svizzera a Roma ed il Ministero degli Affari Esteri del Regno d'Italia con note scambiate in data del 5 e 26 novembre 1924.

---

*) V. N. R. G. 2. s. IX, p. 569. **) En vigueur dès le 18 mars 1925.

110.

SUISSE, ALLEMAGNE.

Protocole concernant les restrictions de l'importation de marchandises; signé à Berlin, le 17 novembre 1924,*) suivi d'un Protocole additionnel, signé à Berne, le 8 septembre 1925.**)

Eidgenössische Gesetzsammlung 1924, No. 31; 1925, No. 25.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten, nämlich für die Schweizerische Regierung: der Schweizerische Gesandte in Berlin, Dr. Hermann Rüfenacht, und der Chef der Handelsabteilung des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, Dr. Ernst Wetter, für die Deutsche Regierung: der Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt, Dr. Gerhard Köpke, haben folgendes vereinbart:

Artikel 1.

Die Deutsche und die Schweizerische Regierung betrachten die gegenwärtigen beiderseitigen Einfuhrbeschränkungen nur als vorübergehende, durch die besonderen wirtschaftlichen Verhältnisse bedingte Massnahme.

Jedes der beiden Länder wird daher, spätestens vom 30. September 1925 ab, dem anderen Lande gegenüber auf die einstweilen noch aufrecht erhaltenen Einfuhrbeschränkungen verzichten und die Einfuhr aus dem anderen Lande von jedem Bewilligungsverfahren grundsätzlich freistellen.

Artikel 2.

Bis zu der in Artikel 1 vorgesehenen endgültigen Freigabe der Einfuhr gelten folgende Grundsätze:

a) Deutscherseits werden für die Einfuhr der in Anlage A genannten Waren aus der Schweiz Bewilligungen im Umfange der in dieser Anlage genannten Kontingente erteilt werden. Von schweizerischer Seite werden für die Einfuhr der in Anlage B genannten Waren aus Deutschland Bewilligungen im Umfange der Durchschnittseinfuhr aus Deutschland im Jahre 1913 oder, wenn die Durchschnittseinfuhr aus Deutschland im ersten Halbjahr 1924 höher war, im Umfange dieser letzteren Durchschnittseinfuhr erteilt werden.

Für die in den Anlagen C und D genannten Waren bleibt es, soweit in diesen Anlagen nichts anderes vorgesehen ist, beiderseits vorbehalten, die Bewilligungen in geringerem Umfange zu erteilen, als es für die in den Anlagen A und B genannten Waren festgelegt ist.

---

*) En vigueur dès le 10 décembre 1924.
**) En vigueur dès le 22 septembre 1925.

b) Anträge auf Bewilligung der Einfuhr von Waren, die in den Anlagen A bis D nicht genannt sind, werden beiderseits wohlwollend erledigt.

c) Jede der beiden Regierungen wird dafür Sorge tragen, dass das Bewilligungsverfahren möglichst einfach ist und ohne Zeitverlust und irgendwelche erheblichen Gebühren vor sich gehen kann.

d) Jede der beiden Regierungen ist bereit, schon vor dem 30. September 1925 auf Wunsch der anderen Regierung jederzeit in Besprechungen über die Revision der Anlagen A bis D einzutreten.

Artikel 3.

Zollerhöhungen des einen Teiles, die nach der Unterzeichnung dieses Protokolls erlassen werden und die geeignet sind, dem anderen Teil gegenüber einfuhrhindernd zu wirken, sind auf dessen Wunsch zum Gegenstand von Besprechungen zu machen. Kann dabei eine Einigung über die Zollerhöhungen nicht erzielt werden, so ist der andere Teil unter Beobachtung einer einmonatigen Kündigungsfrist zum Rücktritt von dieser Vereinbarung befugt.

Artikel 4.

Das vorliegende Protokoll unterliegt der Genehmigung durch die beiderseitigen Regierungen. Die darin enthaltene Vereinbarung tritt zwei Wochen nach dem Tage in Kraft, an dem die beiden Regierungen das Protokoll genehmigt und sich hiervon gegenseitig Mitteilung gemacht haben.

Die Vereinbarung kann vom 31. Juli 1925 ab jederzeit mit Frist von zwei Monaten gekündigt werden. Der vom Kündigungsrecht Gebrauch machende Teil wird jedoch, wenn möglich schon vor der Kündigung, spätestens aber gleichzeitig mit ihr, den anderen Teil zu Besprechungen über die künftige Regelung einladen. Die Kündigung soll nur wirksam werden, wenn innerhalb Monatsfrist nach der Einladung eine Verständigung nicht erfolgt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Berlin am 17. November 1924.

(L. S.) (gez.) *Rüfenacht.* (L. S.) (gez.) *Köpke.*
(L. S.) (gez.) *Wetter.*

Anlage A.

Nr. des deutschen Zolltarifs	Warenbezeichnung	Kontingent für 3 Monate	
aus 176	Zucker, ausser Melasse	150	q
205/207	Margarine, Margarinekäse, Kunstspeisefett	1,000	„
aus 219	Fleisch von Vieh, einfach zubereitet, auch mit Zusatz von Gemüse, Kartoffeln usw. in luftdicht verschlossenen Behältnissen	500	„
230*a*	Zement	50,000	„
317*k*	Kalkstickstoff	25,000	„

Nr. des deutschen Zolltarifs	Warenbezeichnung	Kontingent für 3 Monate	
394/95	Künstliche Seide	1,500	q
432 *a*, *b*	Wollgewebe dieser Tarifnummer . . .	100	„
432 *c*	„ „ „	500	„
aus 440/442	Baumwollgarne bis Nr. 47 engl. . . .	8,000	„
453/455	Rohe Baumwollgewebe	6,000	„
456/57	Zugerichtete Baumwollgewebe	2,000	„
537	Männerhüte aus Haarfilz	22,000	Stück
541 *a*—*c*	Strohhüte	14,000	„
639 *a*	Zellhorn	20	q
909	Kabel	850	„
915	Automobile	100	Stück

Anlage B.

Nr. des schweizerischen Zolltarifs	Warenbezeichnung
179	Kalboberleder (Boxcalf)
188	Lederwaren, andere als Reiseartikel
193/94	Schuhe und Pantoffeln aus braunem oder gewichstem Rindsleder
196/97	Schuhe und Pantoffeln aus Geweben oder aus Filz, ohne Ledersohle
201	Schuhe und Pantoffeln, anderweit nicht genannt
232	Nadelholz, mit der Axt beschlagen
237	Bretter aus Nadelholz
248	Verpackungsmaterial aus weichem Holz
250	Holzwaren aller Art, vorgearbeitet, nicht zusammengesetzt
259/60	Glatte Möbel
265/267	Gepolsterte Möbel
268 *a*, *b*	Luxus- und Kleinmöbel
278/280	Korbmöbel
284 *a*/85 *b*	Bürsten
299	Seidenpapiere
303/4	Kartons
306 *d*, *e*	Papiere und Kartons, gestrichen, plissiert, perforiert, gummiert oder mit gepressten Dessins
307 *c*	Pergamentpapiere
308	Papiere, geschnitten, in der Breite von weniger als 25 cm
313/316	Bedruckte Papiere und Kartons dieser Nummern
331	Papiersäcke
333	Briefumschläge in Schachteln; Papeterien
335	Geschäftsbücher
338 *b*, 340 *a*, *b*	Buchbinder- und Kartonnagearbeiten dieser Nummern
345	Baumwollwatte, gebleicht, chemisch rein
423, 425	Seilerarbeiten, andere als Netze

Nr. des schweizerischen Zolltarifs	Warenbezeichnung
489, 492	Filzstoffe und rohe Filzwaren
497	Pferde- und Büffelhaare, andere als rohe
ex 501	Filze dieser Nummer
512/14	Korbflechterwaren, nicht in Verbindung mit Leder- oder Textilstoffen
517	Bänder, Streifen, Platten und Formartikel aus Kautschuk
521 ex 522 ex 528/29	Kautschuk- und Zelluloidartikel dieser Nummern, soweit unter Einfuhrbeschränkung fallend
ex 530	Hemden aus Baumwolle, Leinen etc. gewirkt, mit Brusteinsatz aus Gewebe
538	Strümpfe aus Baumwolle, Leinen etc.
539	Wirkwaren aus Baumwolle, Leinen etc., andere als Handschuhe und Strümpfe
544	Strümpfe aus Wolle
595 *b* 597 *b*/98	Steinhauerarbeiten, geschliffen, poliert oder ornamentiert, andere
600	Fertige Bildhauerarbeiten
631	Schmirgelleinwand
673, 675	Kanalisationsbestandteile aus gemeinem Steinzeug, gemeine Steinzeugwaren
693	Hohlglas und Glaswaren aus weissem Glas, nicht geschliffen, nicht graviert
723 *b*/24	Eisen, gezogen oder kalt gewalzt, roh oder anderes
749/50	Feilen und Raspeln mit einer Hiebflächenlänge von weniger als 35 cm
765	Drahtseile mit einem Durchmesser von weniger als 15 mm
767/69	Nieten, Schrauben und Schraubenmuttern dieser Nummern
770/73	Beschläge und Türschlösser aus Eisen
780	Ofenrohre
783*b*, 784*b*	Eisenmöbel, andere als Kassaschränke
787*c*/88*b* 789*b*	Eiserne Blech-, Draht- und Schlosserwaren dieser Nummern
824, 827	Kabel ohne Bleimantel, isolierte Drähte
835/36	Kupfer- und Messingwaren, poliert, mattiert, vernickelt, bemalt etc.
910	Kinderwagen, -schlitten und -fahrräder
942 *a*	Reisszeuge
ex 947	Graphitzeigerthermometer und -pyrometer
ex 948 *a*	Manometer, Hydrometer und Vacuummeter
951 953/54 956	Elektrische Apparate und Instrumente dieser Nummern
957	Klaviere aller Art

Nr. des schweizerischen Zolltarifs	Warenbezeichnung
1087	Zündhölzer
1148/49	Elektrische Glühlampen
1152/53	Reiseartikel
1161 *a, b*	Chirurgische Verbandmittel

Anlage C.

Nr. des deutschen Zolltarifs	Warenbezeichnung	Kontingent für 3 Monate
9	Malz	s. Anmerkung
aus 38/42	Alpenpflanzen	„ „
aus 95	Kiefernsamen und Fichtensamen . . .	„ „
100	Pferde	„ „
238	Kohle	„ „
316 *a*	Kalziumkarbid	30,000 q
317 *f*	Ferrosilizium	3,000 „
319	Anilin- und Teerfarbstoffe (mit Ursprungszeugnissen)	3,000 „
aus 354	Vanillin	Die Festsetzung des Kontingents bleibt späterer Verständigung vorbehalten

Nr. des schweizerischen Zolltarifs	Warenbezeichnung	
465	Stickereien	500 q
556 *c*	Schuhe, das Paar im Gewicht von 600 g oder darunter	150 „
640 *a*	Filme	s. Anmerkung
900	Webstühle	2,000 q

Anmerkung: Es herrscht Einverständnis darüber, dass die Einfuhr der Waren derjenigen Positionen der Anlage C, für welche ein zahlenmässiges Kontingent nicht festgesetzt ist, nicht ungünstiger behandelt wird als vor dem Inkrafttreten dieses Protokolls.

Anlage D.

Nr. des schweizerischen Zolltarifs	Warenbezeichnung
177	Bodenleder
185	Treibriemen aus Leder
190	Vorgearbeitete Bestandteile von Schuhen, aus Leder
195	Schuhe mit Kalb-, Ross- und Phantasieoberleder
199	Schuhe aus Textilstoffen dieser Nummer, mit Ledersohle
230	Nadelholz, roh (Rundholz)
261/64 *a*	Möbel, gekehlt, geschnitzt etc.
274/77	Leisten, andere; Rahmen für Spiegel und Bilder
292	Graue Pappen, Holz-, Stroh- und Lederpappen

Nr. des schweizerischen Zolltarifs	Warenbezeichnung
301	Druck- und Schreibpapier, einfarbig, anderes als Zeitungsdruckpapier
312	Papiere und Kartons, einfarbig bedruckt, lose oder broschiert
328/29	Gemälde
332	Briefumschläge, lose verpackt
381	Baumwollbänder
383	Baumwollene Posamentierwaren, andere als Barmerlitzen; mit Ausnahme der leonischen Waren
701*a*	Glasmalereien
ex 714	Rundeisen bis und mit 30 mm Dicke
ex 721	Façoneisen bis und mit 30 mm grösste Breite
775	Hufnägel
781*b*	Kochherde und Öfen, andere als elektrische
790	Emaillierte Eisenblechwaren
ex 809	Stollen und Griffe für Hufbeschlag
810	Messerschmiedewaren
ex 891 ex 893*a*/*b* ex 895*b*/98*c* M 6	Ackergeräte, landwirtschaftliche und Holzbearbeitungsmaschinen, soweit unter Einfuhrbeschränkung fallend, sowie deren Bestandteile
ex 914*a*, *b*, *d*	Automobilchassis und Automobile, soweit unter Einfuhrbeschränkung fallend
973	Heilsera und Impfstoffe
ex 1151	Gestelle zu elektrischen Lampen

Anmerkung. Es herrscht Einverständnis darüber, dass die Schweiz für die in dieser Anlage genannten Waren Bewilligungen im Ausmass von 50% der Durchschnittseinfuhr aus Deutschland im Jahre 1913 erteilen wird.

Über die Durchführung des schweizerisch-deutschen Protokolls über die Einfuhrbeschränkungen vom 17. November 1924 haben in Bern Besprechungen zwischen den unterzeichneten Vertretern der Schweizerischen und der Deutschen Regierung stattgefunden, die zu folgenden Vereinbarungen geführt haben:

Artikel 1.

In Abänderung des Art. 1, Abs. 2, des eingangs erwähnten Protokolls wird als Zeitpunkt für die Aufhebung der Einfuhrbeschränkungen statt des 30. September 1925 der 31. Dezember 1925 bestimmt.

Artikel 2.

Die Deutsche Regierung wird schon vom 1. Oktober 1925 ab die Einfuhr aus der Schweiz von jedem Bewilligungsverfahren freistellen; ausgenommen hiervon sind folgende Warengruppen:

Nr. des deutschen Zolltarifs	
aus 38—42	Alpenpflanzen
aus 95	Kiefernsamen und Fichtensamen
178/179/180 184, 182	Likör usw., Wein, Schaumwein, Weine mit Heilmittelzusätzen
205—207	Margarine, Margarinekäse, Kunstspeisefett
aus 230	Zement
238	Kohle
300	Bleioxyd
aus 317	Kalkstickstoff d. Nr. 317 *k* d. Statist. Warenverzeichnisses.
324	Bleimennig, Bleiweiss
aus 354	Vanillin
aus 380	Morphium, Kodein und deren Verbindungen
aus 639	Zellhorn der Nr. 639 *a* des Statist. Warenverzeichnisses
aus 640	Filme der Nr. 640 *a* des Statist. Warenverzeichnisses
844	Rohaluminium

Die Einfuhr der vorbezeichneten Waren aus der Schweiz wird nicht ungünstiger behandelt werden als bisher.

Artikel 3.

Die Schweizerische Regierung wird schon vom 1. Oktober 1925 ab die Einfuhr aus Deutschland von jedem Bewilligungsverfahren freistellen; ausgenommen hiervon sind folgende Warengruppen:

Nr. des schweizerischen Zolltarifs	
230	Nadelholz roh (Rundholz)
237	Bretter aus Nadelholz
301	Druck- und Schreibpapier, einfarbig, anderes
306 *e*	Papiere und Kartons, mit gepressten und geprägten Dessins
ex 714	Rundeisen bis und mit 20 mm Durchmesser
ex 721	Fassoneisen bis und mit 30 mm grösste Breite
723 *b*	Eisen, gezogen oder kalt gewalzt
789 *b*	Blech-, Draht- und Schlosserwaren dieser Nummer
790	Emaillierte Eisenblechwaren
ex 895 *b*/98 *c* M 6	Holzbearbeitungsmaschinen
954	Telephon- und Telegraphenapparate
973	Heilsera und Impfstoffe
1087	Zündhölzer

Die Schweizerische Regierung wird die Einfuhr dieser Waren aus Deutschland nicht ungünstiger behandeln als bisher.

Artikel 4.

Auf Wunsch der Schweizerischen Regierung sollen Ende September 1925 die in Art. 3 des eingangs bezeichneten Abkommens vorgesehenen Besprechungen zwischen den vertragschliessenden Teilen stattfinden.

Artikel 5.

Dieses Zusatzprotokoll unterliegt der Genehmigung der beiderseitigen Regierungen. Die darin enthaltenen Vereinbarungen sollen in Kraft treten, sobald die beiden Regierungen die Mitteilung über die Genehmigung des Protokolls ausgetauscht haben.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Bern am 8. September 1925.

(gez.) *Stucki.* (gez.) *Windel.*
(gez.) *Wetter.* (gez.) *Hagemann.*

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

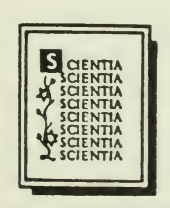
Heinrich Triepel

TROISIÈME SÉRIE.

TOME XVII.

TROISIÈME LIVRAISON.

Neudruck der Ausgabe Leipzig 1927



1965

SCIENTIA VERLAG AALEN

Druck: J. Hochstuhl, Ulmenstraße 11, Sindelfingen

PRINTED IN GERMANY

111.

ALLEMAGNE, FRANCE.

Règlement de procédure du Tribunal arbitral mixte franco-allemand; établi à Paris, le 2 avril 1920, modifié le 2/3 novembre 1920, le 12 avril 1921, le 29 septembre 1922 et le 24 avril 1926.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1920, No. 77; 1921, No. 17, 51; 1922, II, No. 31; 1926, II, No. 33.

Règlement de Procédure du Tribunal Arbitral Mixte Franco-Allemand.

Vu l'Article 304, litt. d, du Traité de Versailles du 28 juin 1919,*) entré en vigueur le 10 janvier 1920, et le paragraphe 2 de l'annexe de cet Article, le Tribunal Arbitral Mixte franco-allemand établit les règles de procédure suivantes:

I. Siège.

Art. 1.

Le siège du Tribunal Arbitral est fixé à Paris, 146 Avenue Malakoff.

Cette disposition ne déroge en rien au paragraphe 9 de l'annexe de l'Article 304 du Traité qui confère aux Présidents le soin de déterminer, dans chaque cas particulier, le lieu des audiences qui peuvent se tenir en France, en Allemagne ou ailleurs.

II. Saisine.

Art. 2.

L'instance est introduite auprès du Tribunal par une requête adressée à son siège.

III. Délais de présentation des requêtes.

Art. 3.

Les requêtes doivent être présentées au Tribunal dans les délais ci-après:

a) Pour l'appel prévu au paragraphe 20 de l'annexe à l'Article 296, dans le délai d'un mois à dater du jour où la décision conjointe des deux offices a été communiquée à la partie qui fait appel.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 587.

b) Pour toutes les autres affaires concernant l'application de l'Article 296, dans le délai de trois mois à dater du jour où les offices ont fait connaître leur désaccord (Paragraphe 16 de l'annexe) ou l'échec de la tentative de conciliation des parties (Paragraphe 8 de l'annexe).

c) Pour l'indemnité prévue par l'Article 297, litt. e, dans le délai de dix-huit mois dès la mise en vigueur du Traité. Ce délai pourra être prolongé de façon que l'intéressé ait six mois dès le jour où il a eu connaissance des dommages ou préjudices causés à ses biens, droits ou intérêts, ou dès le jour où il a su que son bien ne lui serait pas restitué.*)

S'il y a eu restitution dudit bien conformément à litt. f du même Article, le délai pour la requête en indemnité sera de six mois dès le jour où l'intéressé aura été remis en possession de son bien.

d) Pour l'application de l'Article 304, litt. b, al. 2, pr., dans le délai de trois mois dès le jour où la question de la compétence des tribunaux nationaux d'une Puissance alliée, associée ou neutre aura été résolue négativement soit par une décision judiciaire soit par une déclaration d'une autorité compétente de cette Puissance.

Dans le cas prévu par l'Article 304, litt. b, in fine, la partie qui voudra porter l'affaire devant le Tribunal devra le faire dans les six mois dès la publication des présentes dispositions, en produisant une déclaration de l'autorité compétente de son pays attestant que sa loi nationale ne s'y oppose pas.

e) Pour l'application de l'Article 305, dans le délai de six mois dès le jour où le jugement définitif aura été régulièrement notifié aux parties.

Si la notification n'a pas atteint le destinataire, ce délai courra du jour où celui-ci a eu connaissance du jugement.

f) Pour l'application de l'Article 310, dans le délai d'un an dès la mise en vigueur du Traité.

g) Pour toutes les autres affaires de la compétence du Tribunal dans le délai de six mois du jour de la publication des présentes dispositions, ou, si le demandeur n'a connu les faits qui donnent lieu à litige qu'à une date ultérieure, du jour où le demandeur en a eu connaissance.

Art. 4.

Pour le calcul des délais ci-dessus les mois sont comptés, conformément au calendrier de quantième à quantième.

Art. 5.

Les requêtes présentées après l'expiration des délais visés à l'Article 3 seront, sur la demande de la partie adverse, déclarées irrecevables. Toute-

*) Le délai de 18 mois a été prolongé jusqu'au 10 novembre 1921, puis jusqu'au 10 janvier 1922. V. les Décisions du 5 juillet 1921 et du 17 octobre 1921; Reichsgesetzblatt 1921, p. 1262, 1369.

fois le Tribunal pourra les admettre si, en raison des circonstances spéciales, il le juge équitable.

La partie qui entend se prévaloir de la tardivité de la requête doit soulever cette exception dans sa première pièce de procédure en réponse à cette requête.

Le Président décidera si la question de recevabilité de la requête sera examinée dans une audience spéciale du Tribunal ou à l'audience principale.

IV. Forme des requêtes.

Art. 6.

La requête contient:

a) Les nom, prénoms, profession et domicile des parties, ainsi que, le cas échéant, la désignation et le domicile du mandataire du requérant.
b) L'indication d'un domicile élu au siège du Tribunal ou au bureau de l'Office des biens et intérêts privés de l'Etat dont le requérant est ressortissant.
c) L'exposé articulé des faits qui motivent la requête. Ces faits sont rangés sous des numéros d'ordre.
d) Un exposé de droit.
e) Les conclusions (soit dispositif des conclusions).
f) Le bordereau des actes, titres, pièces et documents joints à la requête.

Art. 7.

Les conclusions doivent être claires et précises. Jusqu'à la clôture des débats elles peuvent être restreintes ou modifiées; mais sans que la nature en soit changée.

En aucun cas elles ne peuvent être augmentées.

Art. 8.

La requête est écrite lisiblement, sur papier libre, et signée par l'intéressé ou son mandataire, choisi conformément à l'Article 84.

Art. 9.

La requête originale est accompagnée de copies déclarées conformes:

a) en trois exemplaires pour les Arbitres;
b) en autant d'exemplaires qu'il y a de défendeurs distincts;
c) en deux exemplaires pour les Agents des Gouvernements.

Il n'est pas fourni copie des annexes volumineuses.

Art. 10.

La requête est rédigée en langue française.

Les pièces annexes, ainsi que tous les documents fournis au Tribunal par les parties ou émanant du Tribunal en tout état de la procédure sont aussi rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction française.

La partie qui produit une pièce ou un document peut demander que la traduction française soit faite, à ses frais, par les soins du Secrétariat du Tribunal.

Le Président peut autoriser les parties, au cas où des pièces volumineuses seraient présentées, à en faire traduire en français des extraits, sauf décision du Tribunal sur opposition de la partie adverse.

Art. 11.

Le Secrétariat du Tribunal atteste sur la requête la date de sa réception et en délivre un reçu au requérant ou à son mandataire.

En outre, à cette même date, le Secrétariat fait mention, sur un registre spécial (A), tenu sur papier libre, coté et paraphé par un Président du Tribunal, du dépôt des requêtes, ainsi que des pièces qui les accompagnent. Tous actes ou documents ultérieurs sont aussi mentionnés sur ce registre au fur et à mesure de leur réception.

Les pièces concernant une même affaire porteront, sur le registre, un même numéro d'inscription et recevront, en outre, chacune un numéro d'ordre suivant la date de leur entrée.

V. Réponse.

Art. 12.

Dès réception de la requête, le Secrétariat fait l'expédition des copies mentionnées à l'Article 9.

La communication à la partie adverse se fait par lettre recommandée, avec un avis de réception.

Lorsqu'il résulte d'une constatation d'un Agent que le domicile ou la résidence du défendeur est inconnu, ou qu'une lettre recommandée n'a pu lui être remise, le Président requiert l'Agent de l'Etat dont le défendeur est ressortissant de faire la notification conformément au mode de la loi du lieu où elle doit être faite.

Art. 13.

Dans le délai de deux mois dès la réception par le défendeur de la requête introductive d'instance, celui-ci déposera sa réponse au Secrétariat.

Art. 14.

La réponse contient:

a) Les noms, prénoms, profession et domicile des parties, ainsi que, le cas échéant, la désignation et le domicile du mandataire du défendeur.

b) La détermination précise du défendeur sur chacun des faits articulés dans la requête.

Si ces faits sont personnels au défendeur, celui-ci doit ou les admettre ou les contester. S'ils ne lui sont pas personnels, le défendeur peut aussi déclarer les ignorer. Cette déclaration équivaut à une négation

c) L'exposé articulé des faits sur lesquels le défendeur prétend fonder ses conclusions. Ces faits sont rangés sous des numéros d'ordre en continuant la numérotation des faits de la requête.
d) Un exposé de droit, avec indication des exceptions et moyens que le défendeur entend soulever.
e) Les conclusions, qui peuvent être soit libératoires de tout ou partie des conclusions de la requête, soit reconventionnelles. L'Article 7 est applicable aux conclusions de la réponse.
f) Le bordereau des actes, titres, pièces et documents joints à la réponse.

Art. 15.

Les Articles 6, litt. b, 8, 9, 10 et 11 s'appliquent aussi à la réponse, dont une copie doit être remise au demandeur par lettre recommandée, avec avis de réception.

VI. Division de cause.

Art. 16.

Si le demandeur a réuni indûment dans la même cause plusieurs défendeurs ou différents objets, la division de cause peut être demandée par chaque défendeur.

Cette demande est déposée au Secrétariat dans le délai fixé pour la réponse. Le Président fixe un délai équitable au demandeur pour se déterminer.

Un nouveau délai de deux mois dès la décision du Tribunal sur la division de cause est accordé au défendeur pour déposer la réponse (Article 14).

VII. Evocation en garantie.

Art. 17.

Le défendeur qui estime avoir le droit d'appeler un tiers comme garant, pour soutenir le procès à sa place, doit le faire avant toute réponse au fond, dans le délai fixé pour le dépôt de celle-ci.

L'évocation indique les nom, prénoms, profession et domicile du tiers évoqué et les motifs de l'évocation. Le Président fixe un délai au demandeur pour se déterminer sur l'évocation.

Art. 18.

Si le demandeur fait opposition à l'évocation en garantie, le Tribunal en décide.

Si l'évocation en garantie est admise par le demandeur ou par le Tribunal, le défendeur, dans le délai de quinze jours, invite le garant à prendre sa place au procès. Un délai de quinze jours est accordé au garant pour accepter ou refuser l'évocation.

Si le garant accepte l'évocation, avis en est donné aux parties et un délai de deux mois est accordé au garant pour déposer la réponse (Article 14).

Si le garant refuse l'évocation ou ne répond pas dans le délai fixé, avis en est donné aux parties et un délai de deux mois est accordé au défendeur pour déposer la réponse (Article 14).

VIII. Appel en cause.

Art. 19

Le défendeur qui estime avoir le droit d'exiger d'un tiers qu'il soutienne le procès conjointement avec lui, doit le faire avant toute réponse au fond, dans le délai fixé pour le dépôt de celle-ci.

L'appel en cause est soumis aux mêmes règles que l'évocation en garantie.

IX. Intervention de tiers.

Art. 20.

Toute personne qui prétend faire valoir un intérêt légitime dans une instance peut intervenir au procès au cours de la procédure en présentant une requête contenant:

a) la désignation des parties et de l'affaire;
b) les nom, prénoms, profession et domicile de l'intervenant ainsi que l'indication d'un domicile élu selon l'Article 6, litt. b, et, s'il y a lieu, la désignation et le domicile de son mandataire;
c) les faits justifiant l'intérêt de l'intervenant;
d) la déclaration d'intervention;
e) les conclusions;
f) le bordereau des pièces produites.

Art. 21.

L'intervention est communiquée aux parties et aux agents.

Si elle ne rencontre pas d'opposition, le Président fixe, s'il y a lieu, les délais qui lui paraissent nécessaires pour permettre aux parties de se déterminer sur les faits allégués par l'intervenant et sur ses moyens de droit.

Art. 22.

En cas d'opposition le Tribunal juge de l'admission de l'intervention, qui ne pourra retarder le jugement de la cause principale quand elle sera en état. Le Tribunal statuera sur les frais et dépens de l'intervention.

X. Exceptions.

Art. 23.

L'exception qu'oppose le défendeur pour ne pas entrer en matière sur le fond du procès, peut être présentée soit dans une demande exceptionnelle avant toute défense au fond et dans le délai fixé pour le dépôt de la réponse, soit dans la réponse au fond, au choix du défendeur.

S'il y a plusieurs exceptions de cette nature, elles doivent être présentées conjointement.

Art. 24.

Si l'exception prévue à l'Article précédent est présentée dans une demande exceptionnelle, la cause au fond est suspendue et les dispositions de l'Article 6 sont applicables à cette demande exceptionnelle.

Le Tribunal statue, après instruction, sur le mérite de l'exception.

Si celle-ci est écartée, la cause principale est reprise et un délai d'un mois est assigné au défendeur pour déposer sa réponse (Art. 14).

Art. 25.

Toute autre exception doit être présentée dans la réponse (Art. 14).

XI. Réplique et duplique.

Art. 26.

Dans le délai d'un mois dès la réception de la réponse, le demandeur peut déposer au Secrétariat une réplique.

Celle-ci contient:

a) la détermination du demandeur sur chacun des faits articulés dans la réponse;
b) les nouveaux faits que le demandeur aurait à articuler, rangés sous numéros d'ordre en continuant la numérotation de la réponse;
c) un exposé de droit, facultatif;
d) si le défendeur a pris des conclusions reconventionnelles, la détermination du demandeur sur ces conclusions;
e) le bordereau des pièces jointes à la réplique.

Art. 27.

Les Articles 8, 9, 10 et 11 sont applicables à la réplique.

Les dispositions relatives à la division de cause, à l'évocation en garantie et à l'appel en cause s'appliquent par analogie à la réplique.

Art. 28.

Dans le délai d'un mois dès la réception de la réplique, le défendeur peut déposer au Secrétariat une duplique, contenant:

a) la détermination du défendeur sur les nouveaux faits articulés par le demandeur;
b) les nouveaux faits que le défendeur aurait à articuler, rangés sous numéros d'ordre en continuant la numérotation de la réplique;
c) un exposé de droit, facultatif;
d) le bordereau des pièces jointes à la duplique.

Art. 29.

Les Articles 8 à 11 sont applicables à la duplique.

Art. 30.

Les actes, pièces et documents qui n'ont pas été communiqués aux parties peuvent être consultés par celles-ci ou par leurs mandataires, et par les Agents, en tout état de cause, au Secrétariat.

Aucun acte, pièce ou document versé au dossier d'une cause ne peut sortir du Secrétariat, sauf pour les besoins du Tribunal.

Le Secrétariat délivrera des copies ou même des photographies, sur la demande d'une partie, ou d'un Agent, aux frais du requérant.

XII. Mesures conservatoires.

Art. 31.

A la requête d'une partie ou d'un Agent le Tribunal peut ordonner en dehors des mesures conservatoires déjà prévues par le Traité, toute mesure conservatoire ou provisoire qui lui paraît équitable et nécessaire pour garantir les droits des parties.

Art. 32.

Les mesures conservatoires peuvent être demandées et ordonnées en tout état de cause, même avant le dépôt de la requête introductive de l'instance. Dans ce dernier cas, l'instance doit être introduite dans le plus bref délai possible.

Art. 33.

La partie contre laquelle des mesures conservatoires sont requises doit être entendue, si possible.

La partie qui n'a pas pu être entendue peut demander au Tribunal de revenir sur sa décision. Cette demande n'est pas suspensive.

Art. 34.

Dans tous les cas où les mesures conservatoires seraient de nature à porter préjudice au droit d'un tiers, celui-ci aura la faculté d'y faire opposition au moyen d'une requête présentée au Tribunal.

Les dispositions de la procédure ordinaire sont applicables à l'instruction et au jugement de cette requête.

Celle-ci n'est pas suspensive.

Art. 35.

La partie requérante peut être tenue de fournir une caution ou de faire un dépôt pour garantir les dommages qui peuvent résulter des mesures conservatoires.

Art. 36.

La décision de mesures conservatoires détermine leur étendue et leurs conditions. Elle est notifiée aux parties et a la même force exécutoire qu'une sentence du Tribunal.

Le Tribunal peut requérir l'Agent compétent de faire exécuter cette décision, avant même toute notification, celle-ci devant être faite dans les huit jours qui suivent l'exécution.

XII. Audience préliminaire.

Art. 37.

Après le dépôt de la réponse ou de la duplique ou à l'expiration du délai fixé pour ce dépôt, le Président peut assigner les parties à son audience pour procéder à l'épuration des faits et à l'indication des moyens de preuve.

Le Secrétariat en avise les Agents.

Art. 38.

Les parties ou leurs mandataires comparaissant, le Président les invite à s'expliquer verbalement sur les faits allégués dans la requête et la réponse (éventuellement, dans la réplique et la duplique). Il constate l'accord sur chacun des faits allégués.

Art. 39.

Le Secrétaire inscrit au procès-verbal de l'audience:

1° les faits articulés en procédure ou à l'audience sur lesquels les parties sont d'accord;

2° les faits sur lesquels les parties sont en désaccord.

Les faits articulés en procédure peuvent être indiqués simplement par leur numéro d'ordre.

Art. 40.

Si le défendeur n'a pas déposé de réponse (éventuellement de duplique), il doit se déterminer à l'audience sur les allégués de la requête (éventuellement, de la réplique). Il doit, en outre, déposer ses conclusions, qui, dans ce cas, ne peuvent pas être reconventionnelles.

Art. 41.

Si, à l'audience du Président, une partie, en alléguant un fait nouveau ou en produisant un document, rend nécessaires des recherches, le Président peut accorder un délai. Les frais de ce renvoi sont mis à la charge de la partie qui l'a occasionné par une négligence.

Art. 42.

L'épuration des faits terminée, le demandeur, puis le défendeur indiquent leurs moyens de preuve pour chacun des allégués sur lesquels ils sont en désaccord.

Il en est fait inscription par le Secrétaire au procès-verbal qui est lu avant la clôture de l'audience préliminaire.

Art. 43.

Autant que possible, les parties produisent immédiatement les actes ou documents annoncés, en les accompagnant d'un bordereau transcrit au procès-verbal.

XIII. Etablissement des rôles. Audiences.

Art. 44.*)

Dès que la procédure écrite est terminée l'affaire est inscrite d'office au rôle général.

Ce rôle est établi et tenu à jour par le Secrétariat qui en adresse un état trimestriel aux présidents, arbitres et agents.

Art. 45.*)

Le Secrétariat invite les agents et les parties à faire connaître au Tribunal Arbitral Mixte, dans un délai d'un mois, s'ils renoncent pour le jugement de l'affaire aux débats oraux en audience publique.

*) Rédaction du 24 avril 1926.

Art. 45 *bis.*

Si les parties et les agents sont d'accord pour renoncer aux débats oraux en audience publique, l'affaire est sortie du rôle général pour inscription au rôle des délibérés. Avis en est donné aux Présidents, arbitres et agents.

Pour ces affaires, le Tribunal, s'il se considère à l'unanimité comme suffisamment informé, statue sur pièces dans le plus bref délai.

Art. 45 *tertio.*

Les affaires pour lesquelles l'accord des parties ou des agents n'a pu se faire pour leur inscription au rôle des délibérés, comme celles réservées par le Tribunal, suivront leur cours.

Art. 45 *quarto.*

Le Président fixe le jour et le lieu des audiences.

En même temps que le Secrétariat convoque les parties et les agents, il les avise que le dossier peut être consulté par eux au siège du Tribunal pendant dix jours.

Art. 45 *quinto.*

Par application de l'alinéa 2 du § 18 de l'annexe de l'Article 296 du Traité de Versailles, les affaires rentrant dans la catégorie de celles visées à la Section III de la partie X dudit Traité, désignées par demande commune des deux agents, passent du rôle général au rôle des délibérés.

Le Secrétariat avise les parties de l'inscription au rôle des délibérés.

Le Tribunal statue sur pièces dans le plus bref délai.

Toutefois, le Tribunal, s'il estime nécessaire, pourra pour l'une quelconque de ces affaires, ordonner la fixation d'une audience publique.

La procédure ci-dessus fixée au § 45 quarto sera alors observée.

Art. 45 *sexto.*

Lorsque les deux Offices prennent une décision conjointe, ils déposent par l'intermédiaire des agents, au Secrétariat du Tribunal Arbitral Mixte, une copie certifiée conforme de leur décision qui est considérée comme demande d'homologation pour le cas où il ne serait pas interjeté appel dans le délai d'un mois.

L'Office intéressé avise, en outre, le Secrétariat du jour de réception par la partie intéressée de la communication de la décision conjointe.

Art. 46.

L'audience du Tribunal est publique. Toutefois, le Tribunal peut, d'office ou sur réquisition, ordonner le huis-clos.

Art. 47.

Au jour fixé, la cause étant introduite, la parole est donnée aux conseils des parties.

Exceptionnellement le Tribunal peut autoriser une partie à présenter elle-même ses observations.

Les Agents des Gouvernements intéressés présentent leurs observations et déposent leurs conclusions.

Le Tribunal peut autoriser les parties à répliquer. Les Agents ont toujours la parole les derniers.

Art. 48.

Le Tribunal peut écarter du débat tous actes ou documents qui n'auraient pas été produits à l'instruction écrite.

Art. 49.

Les débats sont dirigés par le Président, qui assure la police de l'audience et en cas d'infraction en dresse procès-verbal.

Les Secrétaires tiennent le procès-verbal de l'audience.

Art. 50.

Après les plaidoiries, les débats sont déclarés clos. Il est donné lecture du procès-verbal de l'audience. Celui-ci est signé par le Président et les Secrétaires.

Avant la mise en délibéré, chaque partie indique le montant de ses frais et débours.

XIV. Preuves par témoins et expertises.

Art. 51.

Si le Tribunal constate que les parties ne sont pas d'accord sur des faits pertinents, il peut ordonner une enquête.

Dans ce cas, le Tribunal fixe une date à laquelle cette enquête aura lieu devant lui, ainsi que le délai dans lequel les nom et domicile des témoins devront être indiqués au Secrétariat et notifiés à la partie adverse et aux Agents.

En même temps le Tribunal fixe aux parties un délai pour déposer au Secrétariat la somme des frais présumée nécessaire pour indemniser les témoins dont elles requièrent l'audition.

La partie qui n'effectue pas le dépôt dans le délai assigné est déchue de son droit à la preuve par témoins.

Art. 52.

Les témoins sont cités par l'intermédiaire des Agents conformément à la loi du territoire de leur domicile ou résidence quinze jours au moins avant leur audition.

Art. 53.

Les Commissions Rogatoires ayant pour objet l'audition de témoins sont adressées par l'intermédiaire des Agents à l'autorité judiciaire compétente du lieu du domicile ou de résidence du témoin. Dans ce cas, le témoin est entendu et assermenté dans les formes prévues par la loi locale.

Art. 54.

Les indemnités dues aux témoins sont arrêtées par le Tribunal.

Art. 55.

Le Président invite les témoins avant ou après leur déposition à prêtèr le serment de dire toute la vérité et rien que la vérité.

Les mineurs de quinze ans ainsi que les parents en ligne ascendante ou descendante et le conjoint même divorcé d'une partie ne sont pas assermentés. Dans tous les autres cas le Tribunal décidera si un témoin sera assermenté.

Le Tribunal peut toujours dispenser du serment lorsque les circonstances lui paraissent l'exiger.

Le Tribunal peut d'office ou sur réquisition ordonner que la déposition d'un témoin soit transcrite au procès-verbal de l'audience et signée par le témoin.

Art. 56.

Le Tribunal peut exceptionnellement entendre les parties ou leurs représentants légaux comme témoins et les assermenter.

Art. 57.

Le Tribunal peut ordonner des expertises par une ou plusieurs personnes qu'il désignera sauf accord entre les parties.

Sur la requête de l'une d'elles l'expert est assermenté.

Art. 58.

Le Tribunal fixe à la partie instante à la preuve un délai pour déposer au Secrétariat la somme des frais présumés de l'expertise.

Si la partie n'effectue pas le dépôt dans le délai fixé, elle est déchue de son droit à l'expertise.

Art. 59.

Les rapports d'expertise rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction française, sont déposés au Secrétariat, qui en avise les parties.

Celles-ci peuvent en prendre connaissance au Secrétariat ou s'en faire délivrer une copie à leurs frais.

Art. 60.

Dans le mois qui suit l'avis donné aux parties du dépôt du rapport d'expertise, celles-ci peuvent requérir un complément d'expertise ou une seconde expertise. Les Articles 57 à 59 sont applicables.

Art. 61.

Le Tribunal pourra prescrire une descente sur les lieux.

XV. Transaction.

Art. 62.

Les contestations sur des droits dont les parties ont la libre disposition peuvent être abandonnées par elles au moyen d'une transaction.

La transaction n'est valable qu'autant qu'elle est faite par écrit et signée par les parties ou par leurs mandataires munis à cet effet d'une procuration spéciale.

La transaction est déposée au Secrétariat, qui en avise les Agents des Gouvernements.

Elle peut aussi intervenir à l'audience du Tribunal.

Si, dans le délai de huit jours dès l'avis un Agent fait opposition à la transaction, le procès suit son cours.

Si aucune opposition n'est faite dans ce délai, la transaction devient définitive. Elle est homologuée par le Tribunal et a, dès lors, force de chose jugée. L'original reste au Secrétariat. Chaque partie en reçoit une copie attestée conforme sous le sceau du Tribunal.

Les frais judiciaires sont supportés en commun par les deux parties, sauf stipulation contraire dans la transaction.

XVI. Passé expédient et désistement.

Art. 63.

Le passé expédient est l'acte par lequel une partie adhère aux conclusions de son adversaire.

S'il embrasse la totalité des conclusions, la partie qui passe expédient est tenue à tous les frais et dépens.

S'il n'est relatif qu'à une partie des conclusions, le juge prend en considération ce passé expédient dans le jugement sur les frais de la cause qui lui reste soumise.

Art. 64.

Le passé expédient a lieu sous la forme d'une déclaration écrite signée par la partie ou par son mandataire muni à cet effet d'une procuration spéciale.

Il est déposé au Secrétariat, qui en avise la partie adverse et les Agents des Gouvernements.

Il peut aussi intervenir à l'audience du Tribunal.

Si, dans le délai de huit jours dès l'avis un Agent fait opposition au passé expédient, le procès suit son cours.

Si aucune opposition n'est faite dans ce délai, le passé expédient devient définitif. Il est homologué par le Tribunal et a force de chose jugée. L'original reste au Secretariat; une copie attestée conforme sous le sceau du Tribunal est délivrée aux parties.

Art. 65.

Jusqu'à production de la réponse du défendeur le demandeur peut se désister de ses conclusions.

Le désistement à lieu sous la forme d'une déclaration écrite signée par la partie ou son mandataire muni à cet effet d'une procuration spéciale.

Il est déposé au Secrétariat qui en avise la partie adverse et les Agents.

Si un Agent fait opposition au désistement, le procès suit son cours.

Si aucune opposition n'est faite, le désistement devient définitif, l'original reste au Secrétariat qui en délivre aux parties une copie attestée conforme sous le sceau du Tribunal.

Les frais et dépens sont à la charge de la partie qui se désiste. Ils sont fixés par le Président, qui en ordonne le dépôt au Secrétariat avant de constater le désistement.

XVII. Suspension du procès.

Art. 66.

Sur la demande commune des parties, le Président après avoir pris l'avis des Agents, peut suspendre le cours du procès pour un temps déterminé.

Art. 67.

Lorsqu'une partie perd la capacité d'agir civilement ou lorsque ses droits passent à autrui par mort, insolvabilité ou toute autre circonstance, un délai est accordé, par le Tribunal, aux tuteurs, héritiers, créanciers, etc. pour déclarer s'ils veulent continuer le procès, passer expédient ou se désister.

XVIII. Péremption de l'instance.

Art. 68.

L'instance dans laquelle les parties se sont abstenues de tout acte de procédure pendant une année à partir de la dernière opération peut, par décision du Tribunal, être annulée comme perimée lorsque l'une ou l'autre des parties fait valoir cette péremption.

La partie qui veut se prévaloir de la péremption doit, sous peine de déchéance, l'opposer en réponse au premier acte tendant à reprendre ou à continuer l'instance.

Art. 69.

Tous les actes de l'instance périmée sont annulés et considérés comme n'ayant pas existé.

Chaque partie supporte les frais qu'elle a faits.

La péremption de l'instance n'invalide pas le droit litigieux.

XIX. Sentence.

Art. 70.

Pour rendre sa sentence le Tribunal doit être au complet.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Art. 71.

La sentence énonce:

1⁰ le jour où elle a été rendue;

2⁰ le nom des Juges et des Agents;

3⁰ les nom, prénoms, profession et domicile des parties et de leurs mandataires;

4⁰ le dispositif des conclusions des parties;

5⁰ les considérants de fait et de droit;

6⁰ le dispositif sur le fond et sur les dépens.

La sentence peut réduire les conclusions des parties, mais elle ne peut ni les augmenter, ni en changer la nature.

Art. 72.

La rédaction de la sentence est approuvée par le Tribunal. Elle est immédiatement datée. Dans la règle, la sentence est signée par le Président, les Arbitres et les Secrétaires. Exceptionnellement, elle peut être signée par le Président au nom d'un Arbitre ou par les deux Arbitres au nom du Président.

Art. 73.

Le fait qu'une partie dûment convoquée ne présente ni défense écrite ni défense orale n'est pas un obstacle à ce qu'il soit procédé aux débats et à la sentence.

L'Agent du Gouvernement intéressé peut intervenir soit pour prendre la place de son ressortissant, soit pour demander la remise de l'affaire à une date ultérieure où elle sera définitivement jugée.

Art. 74.

Le dispositif de la sentence est notifié aux parties.

Des expéditions des sentences sont délivrées aux parties par le Secrétariat moyennant paiement des frais.

Art. 75.

Les frais et débours alloués par le Tribunal sont payés dans la monnaie de la partie gagnante, calculée au taux moyen coté à la Bourse de Genève durant le mois qui a précédé le jour de la sentence.

Art. 76.

Le Tribunal requiert les Agents des Gouvernements d'assurer l'exécution de ses sentences conformément à la lettre g. de l'Article 304 du Traité de Versailles.

Dans ce but le Secrétariat délivre aux Agents une expédition déclarée conforme par le Président et les Secrétaires de la sentence du Tribunal.

Art. 77.

La sentence est inscrite à sa date par les soins du Secrétariat sur le registre B. de la Section qui l'a rendue.

XX. Interprétation et rectification.

Art. 78.

Le Tribunal peut interpréter ou rectifier une sentence dont le dispositif paraîtrait obscur, incomplet ou contradictoire, ou qui contiendrait une erreur d'écriture ou de calcul.

La demande d'interprétation doit être adressée au Tribunal, par l'intermédiaire d'un Agent, dans le délai d'un mois à partir de la notification de la sentence.

Le Tribunal statue en chambre de conseil, après avoir provoqué les explications de la partie adverse.

XXI. Révision.

Art. 79.*)

La demande de révision doit être adressée au Tribunal. Elle doit être motivée exclusivement par la découverte d'un fait nouveau qui eut été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats ou, s'il a été statué sur pièces, lors de la notification du jugement était inconnu du Tribunal lui-même et de la partie qui demande la révision.

La demande de révision doit être communiquée sans délai par le Secrétariat aux agents et autres parties intéressées.

Art. 80.

La procédure de révision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau et lui reconnaissant les caractères prévus par l'Article précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Aucune demande de révision ne peut être présentée plus d'un an après le jour où la sentence a été rendue.

Art. 81.

Si la demande de révision est admise, la procédure de révision est réglée par le Tribunal.

Art. 82.

La demande en révision ne suspend pas l'exécution de la sentence à moins que le Tribunal n'en ordonne autrement, en admettant la révision.

XXII.

Mandataires et conseils des parties. Agents des Gouvernements.

Art. 83.

Les parties peuvent se faire représenter devant le Tribunal par des mandataires et se faire assister de conseils. Les mandataires reçoivent valablement toutes notifications, communications et convocations du Tribunal.

Le Président peut exiger la comparution personnelle.

Art. 84.

Les mandataires et conseils des parties ne peuvent être choisis que dans les catégories suivantes:

1⁰ les avocats aux barreaux des cours ou tribunaux français ou allemands;

2⁰ les avoués près les cours ou tribunaux français;

3⁰ les professeurs ou agrégés de facultés de droit de l'Etat français ou des Etats allemands;

4⁰ les membres ou associés de l'Institut de Droit International.

---

*) Rédaction faite le 26 avril 1926.

Les mandataires et conseils peuvent avec l'autorisation du Tribunal se faire assister d'avocats près le „Patentamt" allemand („Patentanwälte") et d'ingénieurs-conseils, dans le cas où l'affaire présente des questions techniques.

Art. 85.

Les Agents des Gouvernements peuvent intervenir en tout état de la procédure.

Communication leur est donnée par le Secrétariat de tous actes de la procédure.

XXIII. Dispositions générales.

Art. 86.

Le Tribunal est régulièrement constitué lorsqu'il comprend un Arbitre de chacun des deux Etats et un Président neutre désigné conformément au Traité.

Art. 87.

Le Tribunal détermine sa compétence en interprétant le Traité.

Art. 88.

Tous les modes de preuves sont admis devant le Tribunal — sous réserve du paragraphe 18, alinéa 2 de l'annexe de l'Article 296 —, les Arbitres n'ayant d'autres guides que leur conscience et l'équité pour apprécier la valeur des preuves.

Art. 89.

La preuve par témoignage ne sera admise qu'avec l'autorisation du Tribunal donnée sous la forme d'une décision qui ne préjugera en rien du fond du procès.

Art. 90.

En tout état de cause le Tribunal peut ordonner la production de tous actes ou documents qu'il juge nécessaires.

Ces actes ou documents seront communiqués aux Agents et aux parties.

Art. 91.

Toutes les fois que le Tribunal aura à adresser une demande à une tierce Puissance, il priera les Gouvernements Français et Allemand de la faire parvenir au Gouvernement de cette tierce Puissance par une démarche simultanée.

Art. 92.

Le Secrétariat constituera, pour chaque requête, un dossier aux noms du demandeur et du défendeur. Ce dossier portera le numéro d'inscription au registre et comprendra toute la procédure et tous les documents, lettres, mémoires, actes, titres et pièces quelconques classés par ordre chronologique.

Les dossiers seront classés dans les archives du Secrétariat d'après l'ordre numérique d'inscription.

Art. 93.

Le Secrétariat tiendra à jour:

a) un fichier alphabétique des noms des demandeurs et défendeurs, avec les références aux numéros d'inscription et d'ordre portés sur le registre;

b) des fichiers de contrôle renvoyant à ce fichier alphabétique avec l'indication:
1⁰ des matières faisant l'objet des litiges,
2⁰ des lieux où ceux-ci ont pris naissance.

Art. 94.

Le Secrétariat tiendra, en outre, pour chaque Section du Tribunal, un registre (B), contenant le texte des décisions et sentences du Tribunal.

Art. 95.

Pour toutes pièces déposées et tout dépôt consigné au Secrétariat, celui-ci délivre un récépissé.

Art. 96.

Toutes les notifications, communications et convocations du Tribunal, dans tout état de la procédure, sont faites par lettre recommandée et accompagnées d'un avis de réception.

Mention en est faite par le Secrétariat sur le registre (B) de la Section que cela concerne.

Art. 97.

En dehors des parties dont les Agents reconnaîtraient l'insolvabilité et soutiendraient l'instance, le demandeur consigne au Secrétariat une somme forfaitaire pour assurer les frais du Tribunal et de la procédure engagée.

Cette somme est au minimum de cent francs et au maximum de dix mille francs. Son montant est déterminé, en tenant compte de l'importance du litige, par le Président, qui fixe au demandeur le délai dans lequel la consignation doit être faite.

Si, au cours de l'instruction, la somme fixée apparaît insuffisante, le Président peut, d'office ou sur requête, l'augmenter sans être lié par le maximum ci-dessus.

Ces dispositions sont applicables au défendeur qui prend des conclusions reconventionnelles et au tiers qui intervient au procès.

La consignation peut aussi être faite à la Banque de France et à la Reichsbank allemande, au compte du Tribunal Arbitral Mixte franco-allemand.

Les montants à consigner en marks allemands seront calculés au taux moyen du franc français coté à la Bourse de Genève durant le mois qui a précédé la date de la consignation.

Les dispositions de cet Article ne dérogent en rien au paragraphe 20, alinéa 2 de l'annexe de l'Article 296 du Traité de Versailles.

Art. 98.

Le Tribunal peut déroger aux règles fixées par le présent Règlement lorsqu'il estime que dans les circonstances spéciales de la cause cela est équitable ou nécessaire pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits. Il peut même admettre des productions nouvelles et une procédure nouvelle.

Art. 99.

Pour tous les cas qui ne sont prévus ni dans le Traité ni dans le présent Règlement, le Tribunal s'inspirera des principes de justice et d'équité. Il prendra toutes mesures et dispositions qu'il jugera utiles à la découverte de la vérité et à une saine application des principes du droit.

Disposition finale.

Le Tribunal Arbitral requiert les Agents des Gouvernements allemand et français de notifier le présent Règlement de procédure à leur Gouvernement en les priant d'en faire assurer la publication dans les deux Pays le 20 avril 1920.

Paris, le 2 avril 1920.

Le Tribunal Arbitral Mixte franco-allemand siégeant en réunion plénière les 2 et 3 novembre 1920 a décidé:

1⁰ En interprétation de l'Article 84, § 3, du Règlement de Procédure du 20 avril 1920, le Tribunal Arbitral Mixte franco-allemand assimile aux professeurs ou agrégés des Facultés de Droit de l'Etat français ou des Etats allemands les chargés de cours ou de conférences dans les Facultés de Droit des Universités de France et les Privatdocents des Facultés de Droit des Universités allemandes.

2⁰ Il est recommandé aux parties liant une instance devant le Tribunal Arbitral Mixte d'indiquer dans leurs requêtes ou leurs réponses leur nationalité.

3⁰ Les mots „somme forfaitaire“ de l'Article 97 premier alinea du Règlement de Procédure sont remplacés par le mot „provision“.

4⁰ Les requêtes se fondant, par application de l'Article 299, § b, alinéa 2, du Traité de Versailles, sur:

a) les contrats de sociétés,
b) les contrats à titre gratuit ou onéreux ayant une portée charitable ou alimentaire,
c) les contrats ayant constitué des libéralités de quelque nature que ce soit,
d) les contrats spéciaux de vente, de livraison, etc., dont le Gouvernement Français a réclamé le maintien,

seront recevables dans un délai de neuf mois à compter du 20 août 1920.

5⁰ Les Articles 5 et 98 du Règlement de Procédure seront applicables à tous les cas où l'application rigoureuse de ce Règlement entraînerait, spécialement pour les questions de délais, un résultat contraire à l'équité.

6⁰ Les dispositions de l'Article 3, lettre g, du Règlement de Procédure, s'appliqueront à toutes les affaires qui ne sont pas spécialement prévues par les lettres „a“ à „f“ dudit Article, notamment aux cas d'application de l'Article 304, lettre b, alinéa 2, du Traité de Versailles qui ne sont pas visés par l'Article 3, lettre d, dudit Règlement.

Le Tribunal Arbitral Mixte franco-allemand siégeant en réunion plénière le 12 avril 1921 a décidé:

Les requêtes se fondant par application de l'Article 299, § b, alinéa 2, du Traité des Versailles, sur:

a) les contrats de sociétés,
b) les contrats à titre gratuit ou onéreux ayant une porté charitable ou alimentaire,
c) les contrats ayant constitué des libéralités de quelque nature que ce soit,
d) les contrats spéciaux de vente, de livraison, etc., dont le Gouvernement Français a réclamé le maintien,

seront recevables jusqu'au 15 juillet 1921.

Décision du 29 septembre 1922.

1° Le dernier alinéa de l'Article 9 du Règlement de Procédure sera remplacé par le texte suivant:

„En cas d'annexes volumineuses, le Président peut dispenser d'en fournir copie, sauf décision du Tribunal sur opposition de la partie adverse."

2° Il sera ajouté au premier alinéa de l'Article 84 du Règlement de Procédure l'addition suivante:

„5° Les jurisconsultes membres des Commissions ou Comités des Ministères ou des Grandes Administrations publiques ou ayant, à titre personnel, la qualité de Conseil de ces Ministères ou Administrations."

112.

ALLEMAGNE, GRÈCE.

Règlement de procédure du Tribunal arbitral mixte gréco-allemand; établi à Paris, le 16/3 août 1920.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1920, No. 208.

Règlement de Procédure du Tribunal Arbitral Mixte Gréco-Allemand.

Vu l'Article 304, litt. d, du Traité de Versailles du 28 juin 1919,*) entré en vigueur le 30/17 mars 1920, et le paragraphe 2 de l'annexe de cet Article, le Tribunal Arbitral Mixte gréco-allemand établit les règles de procédure suivantes:

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 587.

I. Siège

Art. 1.

Le siège du Tribunal Arbitral est fixé à Paris, 146 Avenue Malakoff.

Cette disposition ne déroge en rien au paragraphe 9 de l'annexe de l'Article 304 du Traité qui confère au Président le soin de déterminer, dans chaque cas particulier, le lieu des audiences qui peuvent se tenir en Allemagne, en Grèce ou ailleurs.

II. Saisine.

Art. 2.

L'instance est introduite auprès du Tribunal par une requête adressée à son siège.

III. Délais de présentation des requêtes.

Art. 3.

Les requêtes doivent être présentées au Tribunal dans les délais ci-après:

a) Pour l'appel prévu au paragraphe 20 de l'annexe à l'Article 296, dans le délai de deux mois à dater du jour où la décision conjointe des deux offices a été communiquée à la partie qui fait appel.

b) Pour toutes les autres affaires concernant l'application de l'Article 296, dans le délai de trois mois à dater du jour où les offices ont fait connaître leur désaccord (Paragraphe 16 de l'annexe) ou l'échec de la tentative de conciliation des parties (Paragraphe 8 de l'annexe).

c) Pour l'indemnité prévue par l'Article 297, litt. e, dans un délai qui expirera le 31/18 juillet 1921. Ce délai pourra être prolongé de façon que l'intéressé ait six mois dès le jour où il a eu connaissance des dommages ou préjudices causés à ses biens, droits ou intérêts, ou dès le jour où il a su que son bien ne lui serait pas restitué.

S'il y a eu restitution dudit bien conformément à litt. f du même Article, le délai pour la requête en indemnité sera de six mois dès le jour où l'intéressé aura été remis en possession de son bien.

d) Pour l'application de l'Article 304, litt. b, al. 2, pr., dans le délai de trois mois dès le jour où la question de la compétence des tribunaux nationaux d'une Puissance alliée, associée ou neutre aura été résolue négativement soit par une décision judiciaire, soit par une déclaration d'une autorité compétente de cette Puissance.

Dans le cas prévu par l'Article 304, litt. b, in fine, la partie qui voudra porter l'affaire devant le Tribunal devra le faire dans les six mois dès la publication des présentes dispositions, en produisant une déclaration de l'autorité compétente de son pays attestant que sa loi nationale ne s'y oppose pas.

e) Pour l'application de l'Article 305, dans le délai de six mois dès le jour où le jugement définitif aura été régulièrement notifié aux parties.

Si la notification n'a pas atteint le destinataire, ce délai courra du jour où celui-ci a eu connaissance du jugement.

f) Pour l'application de l'Article 310, dans un délai qui expirera le 31/18 juillet 1921.

g) Pour toutes les autres affaires de la compétence du Tribunal, dans le délai de six mois du jour de la publication des présentes dispositions, ou, si le demandeur n'a connu les faits qui donnent lieu à litige qu'à une date ultérieure, du jour où le demandeur en a eu connaissance.

Art. 4.

Pour le calcul des délais ci-dessus, les mois sont comptés conformément au calendrier grégorien de quantième à quantième.

Art. 5.

Les requêtes présentées après l'expiration des délais visés à l'Article 3 seront, sur la demande de la partie adverse, déclarées irrecevables. Toutefois le Tribunal pourra les admettre si, en raison des circonstances spéciales, il le juge équitable.

La partie qui entend se prévaloir de la tardivité de la requête doit soulever cette exception dans sa première pièce de procédure en réponse à cette requête.

Le Président décidera si la question de recevabilité de la requête sera examinée dans une audience spéciale du Tribunal ou à l'audience principale.

IV. Forme des requêtes.

Art. 6.

La requête contient:

a) Les nom, prénoms, profession et domicile des parties, ainsi que, le cas échéant, la désignation et le domicile du mandataire du requérant.

b) L'indication d'un domicile élu au siège du Tribunal ou au bureau de l'Office des biens et intérêts privés de l'Etat dont le requérant est ressortissant.

c) L'exposé articulé des faits qui motivent la requête. Ces faits sont rangés sous des numéros d'ordre.

d) Un exposé de droit.

e) Les conclusions (soit dispositif des conclusions).

f) Le bordereau des actes, titres, pièces et documents joints à la requête.

Art. 7.

Les conclusions doivent être claires et précises. Jusqu'à la clôture des débats, elles peuvent être restreintes ou modifiées, mais sans que la nature en soit changée.

En aucun cas elles ne peuvent être augmentées.

Art. 8.

La requête est écrite lisiblement, sur papier libre, et signée par l'intéressé ou son mandataire, choisi conformément à l'Article 82.

Art. 9.

La requête originale est accompagnée de copies déclarées conformes:

a) en trois exemplaires pour les Arbitres;

b) en autant d'exemplaires qu'il y a de défendeurs distincts;

c) en deux exemplaires pour les Agents des Gouvernements.

Il n'est pas fourni copie des annexes volumineuses.

Art. 10.

La requête est rédigée en langue française.

Les pièces annexes, ainsi que tous les documents fournis au Tribunal par les parties ou émanant du Tribunal en tout état de la procédure, sont aussi rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction française.

La partie qui produit une pièce ou un document peut demander que la traduction française soit faite, à ses frais, par les soins du Secrétariat du Tribunal.

Le Président peut autoriser les parties, au cas où des pièces volumineuses seraient présentées, à en faire traduire en français des extraits, sauf décision du Tribunal sur opposition de la partie adverse.

Art. 11.

Le Secrétariat du Tribunal atteste sur la requête la date de sa réception et en délivre un reçu au requérant ou à son mandataire.

V. Réponse.

Art. 12.

Dès réception de la requête, le Secrétariat fait l'expédition des copies mentionnées à l'Article 9.

La communication à la partie adverse se fait par lettre recommandée, avec un avis de réception.

Lorsqu'il résulte d'une constatation d'un Agent que le domicile ou la résidence du défendeur est inconnu, ou qu'une lettre recommandée n'a pu lui être remise, le Président requiert l'Agent de l'Etat dont le défendeur est ressortissant de faire la notification conformément au mode de la loi du lieu où elle doit être faite.

Art. 13.

Dans le délai de trois mois dès la réception par le défendeur de la requête introductive d'instance, celui-ci déposera sa réponse au Secrétariat.

Art. 14.

La réponse contient:

a) Les nom, prénoms, profession et domicile des parties, ainsi que, le cas échéant, la désignation et le domicile du mandataire du défendeur.

b) La détermination précise du défendeur sur chacun des faits articulés dans la requête.

Si ces faits sont personnels au défendeur, celui-ci doit ou les admettre ou les contester. S'ils ne lui sont pas personnels, le défendeur peut aussi déclarer les ignorer. Cette déclaration équivaut à une négation.

c) L'exposé articulé des faits sur lesquels le défendeur prétend fonder ses conclusions. Ces faits sont rangés sous des numéros d'ordre en continuant la numérotation des faits de la requête.

d) Un exposé de droit, avec indication des exceptions et moyens que le défendeur entend soulever.

e) Les conclusions, qui peuvent être soit libératoires de tout ou partie des conclusions de la requête, soit reconventionnelles. L'Article 7 est applicable aux conclusions de la réponse.

f) Le bordereau des actes, titres, pièces et documents joints à la réponse.

Art. 15.

Les Articles 6, litt. b, 8, 9, 10 et 11 s'appliquent aussi à la réponse, dont une copie doit être remise au demandeur par lettre recommandée, avec avis de réception.

VI. Division de cause.

Art. 16.

Si le demandeur a réuni indûment dans la même cause plusieurs défendeurs ou différents objets, la division de cause peut être demandée par chaque défendeur.

Cette demande est déposée au Secrétariat dans le délai fixé pour la réponse. Le Président fixe un délai équitable au demandeur pour se déterminer.

Un nouveau délai de deux mois dès la décision du Tribunal sur la division de cause est accordé au défendeur pour déposer la réponse (Article 14).

VII. Evocation en garantie.

Art. 17.

Le défendeur qui estime avoir le droit d'appeler un tiers comme garant, pour soutenir le procès à sa place, doit le faire avant toute réponse au fond, dans le délai fixé pour le dépôt de celle-ci.

L'évocation indique les nom, prénoms, profession et domicile du tiers évoqué et les motifs de l'évocation. Le Président fixe un délai au demandeur pour se déterminer sur l'évocation.

Art. 18.

Si le demandeur fait opposition à l'évocation en garantie, le Tribunal en décide.

Si l'évocation en garantie est admise par le demandeur ou par le Tribunal, le défendeur, dans le délai d'un mois, invite le garant à prendre

sa place au procès. Un délai de deux mois est accordé au garant pour accepter ou refuser l'évocation.

Si le garant accepte l'évocation, avis en est donné aux parties et un délai de deux mois est accordé au garant pour déposer la réponse (Article 14).

Si le garant refuse l'évocation ou ne répond pas dans le délai fixé, avis en est donné aux parties et un délai de deux mois est accordé au défendeur pour déposer la réponse (Article 14).

VIII. Appel en cause.

Art. 19.

Le défendeur qui estime avoir le droit d'exiger d'un tiers qu'il soutienne le procès conjointement avec lui, doit le faire avant toute réponse au fond, dans le délai fixé pour le dépôt de celle-ci.

L'appel en cause est soumis aux mêmes règles que l'évocation en garantie.

IX. Intervention de tiers.

Art. 20.

Toute personne qui prétend faire valoir un intérêt légitime dans une instance peut intervenir au procès au cours de la procédure en présentant une requête contenant:

a) la désignation des parties et de l'affaire;
b) les nom, prénoms, profession et domicile de l'intervenant ainsi que l'indication d'un domicile élu selon l'Article 6, litt. b, et, s'il y a lieu, la désignation et le domicile de son mandataire;
c) les faits justifiant l'intérêt de l'intervenant;
d) la déclaration d'intervention;
e) les conclusions;
f) le bordereau des pièces produites.

Art. 21.

L'intervention est communiquée aux parties et aux agents.

Si elle ne rencontre pas d'opposition, le Président fixe, s'il y a lieu, les délais qui lui paraissent nécessaires pour permettre aux parties de se déterminer sur les faits allégués par l'intervenant et sur ses moyens de droit.

Art. 22.

En cas d'opposition le Tribunal juge de l'admission de l'intervention, qui ne pourra retarder le jugement de la cause principale quand elle sera en état. Le Tribunal statuera sur les frais et dépens de l'intervention.

X. Exceptions.

Art. 23.

L'exception qu'oppose le défendeur pour ne pas entrer en matière sur le fond du procès, peut être présentée soit dans une demande exceptionnelle avant toute défense au fond et dans le délai fixé pour le dépôt de la réponse, soit dans la réponse au fond, au choix du défendeur.

S'il y a plusieurs exceptions de cette nature, elles doivent être présentées conjointement.

Art. 24.

Si l'exception prévue à l'Article précédent est présentée dans une demande exceptionnelle, la cause au fond est suspendue et les dispositions de l'Article 6 sont applicables à cette demande exceptionnelle.

Le Tribunal statue, après instruction, sur le mérite de l'exception.

Si celle-ci est écartée, la cause principale est reprise et un délai de deux mois est assigné au défendeur pour déposer sa réponse (Art. 14).

Art. 25.

Toute autre exception doit être présentée dans la réponse (Art. 14).

XI. Réplique et duplique.

Art. 26.

Dans le délai de deux mois dès la réception de la réponse, le demandeur peut déposer au Secrétariat une réplique.

Celle-ci contient:

a) la détermination du demandeur sur chacun des faits articulés dans la réponse;
b) les nouveaux faits que le demandeur aurait à articuler, rangés sous numéros d'ordre en continuant la numérotation de la réponse;
c) un exposé de droit, facultatif;
d) si le défendeur a pris des conclusions reconventionnelles, la détermination du demandeur sur ces conclusions;
e) le bordereau des pièces jointes à la réplique.

Art. 27.

Les Articles 8, 9, 10 et 11 sont applicables à la réplique.

Les dispositions relatives à la division de cause, à l'évocation en garantie et à l'appel en cause s'appliquent par analogie à la réplique.

Art. 28.

Dans le délai de deux mois dès la réception de la réplique, le défendeur peut déposer au Secrétariat une duplique, contenant:

a) la détermination du défendeur sur les nouveaux faits articulés par le demandeur;
b) les nouveaux faits que le défendeur aurait à articuler, rangés sous numéros d'ordre en continuant la numérotation de la réplique;
c) un exposé de droit, facultatif;
d) le bordereau des pièces jointes à la duplique.

Art. 29.

Les Articles 8 à 11 sont applicables à la duplique.

Art. 30.

Les actes, pièces et documents qui n'ont pas été communiqués aux parties peuvent être consultés par celles-ci ou par leurs mandataires, et par les Agents, en tout état de cause, au Secrétariat.

Aucun acte, pièce ou document versé au dossier d'une cause ne peut sortir du Secrétariat, sauf pour les besoins du Tribunal.

Le Secrétariat délivrera des copies ou même des photographies, sur la demande d'une partie, ou d'un Agent, aux frais du requérant.

XII. Mesures conservatoires.

Art. 31.

A la requête d'une partie ou d'un Agent le Tribunal peut ordonner, en dehors des mesures conservatoires déjà prévues par le Traité, toute mesure conservatoire ou provisoire qui lui paraît équitable et nécessaire pour garantir les droits des parties.

Art. 32.

Les mesures conservatoires peuvent être demandées et ordonnées en tout état de cause, même avant le dépôt de la requête introductive de l'instance. Dans ce dernier cas, l'instance doit être introduite dans le plus bref délai possible.

Art. 33.

La partie contre laquelle des mesures conservatoires sont requises doit être entendue, si possible.

La partie qui n'a pas pu être entendue peut demander au Tribunal de revenir sur sa décision. Cette demande n'est pas suspensive.

Art. 34.

Dans tous les cas où les mesures conservatoires seraient de nature à porter préjudice au droit d'un tiers, celui-ci aura la faculté d'y faire opposition au moyen d'une requête présentée au Tribunal.

Les dispositions de la procédure ordinaire sont applicables à l'instruction et au jugement de cette requête.

Celle-ci n'est pas suspensive.

Art. 35.

La partie requerante peut être tenue de fournir une caution ou de faire un dépôt pour garantir les dommages qui peuvent résulter des mesures conservatoires.

Art. 36.

La décision de mesures conservatoires détermine leur étendue et leurs conditions. Elle est notifiée aux parties et a la même force exécutoire qu'une sentence du Tribunal.

Le Tribunal peut requérir l'Agent compétent de faire exécuter cette décision, avant même toute notification, celle-ci devant être faite dans les huit jours qui suivent l'exécution.

XIII. Audience préliminaire.

Art. 37.

Après le dépôt de la réponse ou de la duplique ou à l'expiration du délai fixé pour ce dépôt, le Président peut assigner les parties à son audience pour procéder à l'épuration des faits et à l'indication des moyens de preuve.

Le Secrétariat en avise les Agents.

Art. 38.

Les parties ou leurs mandataires comparaissant, le Président les invite à s'expliquer verbalement sur les faits allégués dans la requête et la réponse (éventuellement, dans la réplique et la duplique). Il constate l'accord sur chacun des faits allégués.

Art. 39.

Le Secrétaire inscrit au procès-verbal de l'audience:

1⁰ les faits articulés en procédure ou à l'audience sur lesquels les parties sont d'accord;

2⁰ les faits sur lesquels les parties sont en désaccord.

Les faits articulés en procédure peuvent être indiqués simplement par leur numéro d'ordre.

Art. 40.

Si le défendeur n'a pas déposé de réponse (éventuellement de duplique), il doit se déterminer à l'audience sur les allégués de la requête (éventuellement, de la réplique). Il doit, en outre, déposer ses conclusions, qui, dans ce cas, ne peuvent pas être reconventionnelles.

Art. 41.

Si, à l'audience du Président, une partie, en alléguant un fait nouveau ou en produisant un document, rend nécessaires des recherches, le Président peut accorder un délai. Les frais de ce renvoi sont mis à la charge de la partie qui l'a occasionné par une négligence.

Art. 42.

L'épuration des faits terminée, le demandeur, puis le défendeur, indiquent leurs moyens de preuve pour chacun des allégués sur lesquels ils sont en désaccord.

Il en est fait inscription par le Secrétaire au procès-verbal qui est lu avant la clôture de l'audience préliminaire.

Art. 43.

Autant que possible, les parties produisent immédiatement les actes ou documents annoncés, en les accompagnant d'un bordereau transcrit au procès-verbal.

XIV. Audience de jugement.

Art. 44.

Dès que la procédure écrite est terminée, le Président fixe le jour et le lieu de l'audience du Tribunal.

Art. 45.

Le Secrétariat avise les Agents et parties de la décision du Président. Il prévient les parties que le dossier peut être consulté par elles au Secrétariat pendant quinze jours. Le dossier est mis ensuite à la disposition des Agents des deux Gouvernements au siège du Tribunal respectivement pendant quinze jours en commençant par l'Agent du pays du défendeur. Il est visé par ces Agents.

Art. 46.

L'audience du Tribunal est publique. Toutefois, le Tribunal peut, d'office ou sur réquisition, ordonner le huis-clos.

Art. 47.

Au jour fixe, la cause étant introduite, la parole est donnée aux conseils des parties.

Exceptionnellement le Tribunal peut autoriser une partie à présenter elle-même ses observations.

Les Agents des Gouvernements intéressés présentent leurs observations et déposent leurs conclusions.

Le Tribunal peut autoriser les parties à répliquer. Les Agents ont toujours la parole les derniers.

Art. 48.

Le Tribunal peut écarter du débat tous actes ou documents qui n'auraient pas été produits à l'instruction écrite.

Art. 49.

Les débats sont dirigés par le Président, qui assure la police de l'audience et, en cas d'infraction, en dresse procès-verbal.

Les Secrétaires tiennent le procès-verbal de l'audience.

Art. 50.

Après les plaidoiries, les débats sont déclarés clos. Il est donné lecture du procès-verbal de l'audience. Celui-ci est signé par le Président et les Secrétaires.

Avant la mise en délibéré, chaque partie indique le montant de ses frais et débours.

XV. Preuves par témoins et expertises.

Art. 51.

Si le Tribunal constate que les parties ne sont pas d'accord sur des faits pertinents, il peut ordonner une enquête.

Dans ce cas, le Tribunal fixe une date à laquelle cette enquête aura lieu devant lui, ainsi que le délai dans lequel les nom et domicile des témoins devront être indiqués au Secrétariat et notifiés à la partie adverse et aux Agents.

En même temps le Tribunal fixe aux parties un délai pour déposer au Secrétariat la somme des frais présumée nécessaire pour indemniser les témoins dont elles requièrent l'audition.

La partie qui n'effectue pas le dépôt dans le délai assigné est déchue de son droit à la preuve par témoins.

Art. 52.

Les témoins sont cités par l'intermédiaire des Agents conformément à la loi du territoire de leur domicile ou résidence un mois au moins avant leur audition.

Art. 53.

Les Commissions Rogatoires ayant pour objet l'audition de témoins sont adressées par l'intermédiaire des Agents à l'autorité judiciaire compétente du lieu du domicile ou de résidence du témoin. Dans ce cas, le témoin est entendu et assermenté dans les formes prévues par la loi locale.

Art. 54.

Les indemnités dues aux témoins sont arrêtées par le Tribunal.

Art. 55.

Le Président invite les témoins avant ou après leur déposition à prêter le serment dans les formes prévues par leur loi nationale.

Les mineurs de quinze ans ainsi que les parents en ligne ascendante ou descendante et le conjoint, même divorcé, d'une partie ne sont pas assermentés. Dans tous les autres cas le Tribunal décidera si un témoin sera assermenté.

Le Tribunal peut toujours dispenser du serment lorsque les circonstances lui paraissent l'exiger.

Le Tribunal peut d'office ou sur réquisition ordonner que la déposition d'un témoin soit transcrite au procès-verbal de l'audience et signée par le témoin.

Art. 56.

Le Tribunal peut exceptionnellement entendre les parties ou leurs représentants légaux comme témoins et les assermenter.

Art. 57.

Le Tribunal peut ordonner des expertises par une ou plusieurs personnes qu'il désignera, sauf accord entre les parties.

Sur la requête de l'une d'elles l'expert est assermenté dans les formes prévues par sa loi nationale.

Art. 58.

Le Tribunal fixe à la partie instante à la preuve un délai pour déposer au Secrétariat la somme des frais présumés de l'expertise.

Si la partie n'effectue pas le dépôt dans le délai fixé, elle est déchue de son droit à l'expertise.

Art. 59.

Les rapports d'expertise, rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction française, sont déposés au Secrétariat, qui en avise les parties.

Celles-ci peuvent en prendre connaissance au Secrétariat ou s'en faire délivrer une copie à leurs frais.

Art. 60.

Dans le mois qui suit l'avis donné aux parties du dépôt du rapport d'expertise, celles-ci peuvent requérir un complément d'expertise ou une seconde expertise. Les Articles 57 à 59 sont applicables.

Art. 61.

Le Tribunal pourra prescrire une descente sur les lieux.

XVI. Transaction.

Art. 62.

Les contestations sur des droits dont les parties ont la libre disposition peuvent être abandonnées par elles au moyen d'une transaction.

La transaction n'est valable qu'autant qu'elle est faite par écrit et signée par les parties ou par leurs mandataires munis à cet effet d'une procuration spéciale.

La transaction est déposée au Secrétariat, qui en avise les Agents des Gouvernements.

Elle peut aussi intervenir à l'audience du Tribunal.

Si, dans le délai de huit jours dès l'avis, un Agent fait opposition à la transaction, le procès suit son cours.

Si aucune opposition n'est faite dans ce délai, la transaction devient définitive. Elle est homologuée par le Tribunal et a, dès lors, force de chose jugée. L'original reste au Secrétariat. Chaque partie en reçoit une copie attestée conforme sous le sceau du Tribunal.

Les frais judiciaires sont supportés en commun par les deux parties, sauf stipulation contraire dans la transaction.

XVII. Passé-expédient et désistement.

Art. 63.

Le passé-expédient est l'acte par lequel une partie adhère aux conclusions de son adversaire.

S'il embrasse la totalite des conclusions, la partie qui passe expédient est tenue à tous les frais et dépens.

S'il n'est relatif qu'à une partie des conclusions, le juge prend en considération ce passé-expédient dans le jugement sur les frais de la cause qui lui reste soumise.

Art. 64.

Le passé-expédient a lieu sous la forme d'une déclaration écrite, signée par la partie ou par son mandataire, muni à cet effet d'une procuration spéciale.

Il est déposé au Secrétariat, qui en avise la partie adverse et les Agents des Gouvernements.

Il peut aussi intervenir à l'audience du Tribunal.

Si, dans le délai de huit jours dès l'avis, un Agent fait opposition au passé-expédient, le procès suit son cours.

Si aucune opposition n'est faite dans ce délai, le passé expédient devient définitif. Il est homologué par le Tribunal et a force de chose jugée. L'original reste au Secrétariat; une copie attestée conforme sous le sceau du Tribunal est délivrée aux parties.

Art. 65.

Jusqu'à production de la réponse du défendeur le demandeur peut se désister de ses conclusions.

Le désistement a lieu sous la forme d'une déclaration écrite, signée par la partie ou son mandataire, muni à cet effet d'une procuration spéciale.

Il est déposé au Secrétariat qui en avise la partie adverse et les Agents.

Si un Agent fait opposition au désistement, le procès suit son cours.

Si aucune opposition n'est faite, le désistement devient définitif. L'original reste au Secrétariat, qui en délivre aux parties une copie attestée conforme, sous le sceau du Tribunal.

Les frais et dépens sont à la charge de la partie qui se désiste. Ils sont fixés par le Président, qui en ordonne le dépôt au Secrétariat avant de constater le désistement.

XVIII. Suspension du procès.

Art. 66.

Sur la demande commune des parties, le Président, après avoir pris l'avis des Agents, peut suspendre le cours du procès pour un temps déterminé.

Art. 67.

Lorsq'une partie perd la capacité d'agir civilement ou lorsque ses droits passent à autrui par mort, insolvabilité ou toute autre circonstance, un délai est accordé, par le Tribunal, aux tuteurs, héritiers, créanciers, etc., pour déclarer s'ils veulent continuer le procès, passer expédient ou se désister.

XIX. Péremption de l'instance.

Art. 68.

L'instance dans laquelle les parties se sont abstenues de tout acte de procédure pendant une année à partir de la dernière opération peut. par décision du Tribunal, être annulée comme perimée lorsque l'une ou l'autre des parties fait valoir cette péremption.

La partie qui veut se prévaloir de la péremption doit, sous peine de déchéance, l'opposer en réponse au premier acte tendant à reprendre ou à continuer l'instance.

Art. 69.

Tous les actes de l'instance périmée sont annulés et considérés comme n'ayant pas existé.

Chaque partie supporte les frais qu'elle a faits.

La péremption de l'instance n'invalide pas le droit litigieux.

XX. Sentence.

Art. 70.

Pour rendre sa sentence le Tribunal doit être au complet.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Art. 71.

La sentence énonce:

1⁰ le jour où elle a été rendue;

2⁰ le nom des Juges et des Agents;

3⁰ les nom, prénoms, profession et domicile des parties et de leurs mandataires;
4⁰ le dispositif des conclusions des parties;
5⁰ les considérants de fait et de droit;
6⁰ le dispositif sur le fond et sur les dépens.

La sentence peut réduire les conclusions des parties, mais elle ne peut ni les augmenter, ni en changer la nature.

Art. 72.

La rédaction de la sentence est approuvée par le Tribunal. Elle est immédiatement datée. Dans la règle, la sentence est signée par le Président, les Arbitres et les Secrétaires. Exceptionnellement, elle peut être signée par le Président au nom d'un Arbitre ou par les deux Arbitres au nom du Président.

Art. 73.

Le fait qu'une partie dûment convoquée ne présente ni défense écrite ni défense orale n'est pas un obstacle à ce qu'il soit procédé aux débats et à la sentence.

L'Agent du Gouvernement intéressé peut intervenir soit pour prendre la place de son ressortissant, soit pour demander la remise de l'affaire à une date ultérieure où elle sera définitivement jugée.

Art. 74.

Le dispositif de la sentence est notifié aux parties.

Des expéditions des sentences sont délivrées aux parties par le Secrétariat moyennant paiement des frais.

Art. 75.

Le Tribunal requiert les Agents des Gouvernements d'assurer l'exécution de ses sentences conformément à la lettre g, de l'Article 304 du Traité de Versailles.

Dans ce but le Secrétariat délivre aux Agents une expédition, déclarée conforme par le Président et les Secrétaires, de la sentence du Tribunal.

XXI. Interprétation et rectification.

Art. 76.

Le Tribunal peut interpréter ou rectifier une sentence dont le dispositif paraîtrait obscur, incomplet ou contradictoire, ou qui contiendrait une erreur d'écriture ou de calcul.

La demande d'interprétation doit être adressée au Tribunal, par l'intermédiaire d'un Agent, dans le délai de deux mois à partir de la notification de la sentence.

Le Tribunal statue en chambre de conseil, après avoir provoqué les explications de la partie adverse.

XXII. Révision.

Art. 77.

La demande de révision doit être adressée au Tribunal. Elle doit être motivée exclusivement par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnue du Tribunal lui-même et de la partie qui demande la révision.

Art. 78.

La procédure de révision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau et lui reconnaissant les caractères prévus par l'Article précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Aucune demande de révision ne peut être présentée plus d'un an après le jour où la sentence a été rendue.

Art. 79.

Si la demande de révision est admise, la procédure de révision est réglée par le Tribunal.

Art. 80.

La demande en révision ne suspend pas l'execution de la sentence, à moins que le Tribunal n'en ordonne autrement en admettant la révision.

XXIII.

Mandataires et conseils des parties. Agents des Gouvernements.

Art. 81.

Les parties peuvent se faire représenter devant le Tribunal par des mandataires et se faire assister de conseils. Les mandataires reçoivent valablement toutes notifications, communications et convocations du Tribunal.

Le Président peut exiger la comparution personnelle.

Art. 82.

Les mandataires et conseils des parties ne peuvent être choisis que dans les catégories suivantes:

1⁰ les avocats aux barreaux des cours et des tribunaux allemands, français et helléniques;

2⁰ les avoués près les cours et près les tribunaux français;

3⁰ les professeurs et les agrégés des facultés de droit des Etats allemands, de l'Etat français et de l'Etat hellénique;

4⁰ les membres et les associés de l'Institut de Droit International.

Les mandataires et conseils peuvent, avec l'autorisation du Tribunal, se faire assister d'avocats près le „Patentamt" allemand („Patentanwälte") et d'ingénieurs-conseils, dans le cas où l'affaire présente des questions techniques.

Art. 83.

Les Agents des Gouvernements peuvent intervenir en tout état de la procédure.

Communication leur est donnée par le Secrétariat de tous actes de la procédure.

XXIV. Dispositions générales.

Art. 84.

Le Tribunal détermine sa compétence en interprétant le Traité.

Art. 85.

Tous les modes de preuves sont admis devant le Tribunal — sous réserve du paragraphe 18, alinéa 2 de l'Annexe de l'Article 296 —, les Arbitres n'ayant d'autre guide que leur conscience et l'équité pour apprécier la valeur des preuves.

Art. 86.

La preuve par témoignage ne sera admise qu'avec l'autorisation du Tribunal donnée sous la forme d'une décision qui ne préjugera en rien du fond du procès.

Art. 87.

En tout état de cause le Tribunal peut ordonner la production de tous actes ou documents qu'il juge nécessaires.

Ces actes ou documents seront communiqués aux Agents et aux parties.

Art. 88.

Toutes les fois que le Tribunal aura à adresser une demande à une tierce Puissauce, il priera les Gouvernements Allemand et Hellénique de la faire parvenir au Gouvernement de cette tierce Puissance par une démarche simultanée.

Art. 89.

Pour toutes pièces déposées et tout dépôt consigné au Secrétariat, celui-ci délivre un récépissé.

Art. 90.

Toutes les notifications, communications et convocations du Tribunal, dans tout état de la procédure, sont faites par lettre recommandée et accompagnées d'un avis de réception.

Art. 91.

En dehors des parties dont les Agents reconnaîtraient l'insolvabilité et soutiendraient l'instance, le demandeur consigne au Secrétariat une somme à compte des frais du Tribunal et de la procédure engagée.

Cette somme est au minimum de cent francs et au maximum de dix mille francs. Son montant est déterminé, en tenant compte de l'importance du litige, par le Président, qui fixe au demandeur le délai dans lequel la consignation doit être faite.

Si, au cours de l'instruction, la somme fixée apparait insuffisante, le Président peut, d'office ou sur requête, l'augmenter sans être lié par le maximum ci-dessus.

Ces dispositions sont applicables au défendeur qui prend des conclusions reconventionnelles et au tiers qui intervient au procès.

La consignation peut aussi être faite à la Reichsbank allemande, à la Banque de France ou à la Banque Nationale de Gréce, au compte du Tribunal Arbitral Mixte gréco-allemand.

Les montants à consigner en marks allemands seront calculés au taux moyen du franc français coté à la Bourse de Genève durant le mois qui a précédé la date de la consignation.

Les montants à consigner en drachmes grecques seront calculés au taux moyen du franc français coté à la Bourse de Paris durant le même mois.

Les dispositions de cet Article ne dérogent en rien au paragraphe 20, alinéa 2, de l'annexe de l'Article 296 du Traité de Verseilles.

Art. 92.

Le Tribunal peut déroger aux règles fixées par le présent Règlement lorsqu'il estime que dans les circonstances spéciales de la cause cela est équitable ou nécessaire pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits. Il peut même admettre des productions nouvelles et une procédure nouvelle.

Art. 93.

Pour tous les cas qui ne sont prévus ni dans le Traité ni dans le présent Règlement le Tribunal s'inspirera des principes de justice et d'équité. Il prendra toutes mesures et dispositions qu'il jugera utiles à la découverte de la vérité et à une saine application des principes du droit.

Disposition finale.

Le Tribunal Arbitral requiert les Agents des Gouvernements Allemand et Hellénique de notifier le présent Règlement de procédure à leur Gouvernement en les priant d'en faire assurer la publication dans les deux Pays le 15/2 octobre 1920.

Paris, le 16/3 août 1920.

Le président
(signé) *C. D. Asser.*

L'arbitre allemand
(signé) *Freiherr von Richthofen.*

L'arbitre grec
(signé) *J. Youpis.*

113.

ALLEMAGNE, GRANDE-BRETAGNE.

Règlement de procédure du Tribunal arbitral mixte anglo-allemand; établi le 4 septembre 1920, modifié le 20 février et le 24 juillet 1925.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1920, No. 221; 1925. II, No. 11, 41.

Rules of Procedure of the Anglo-German mixed Arbitral Tribunal constituted under Article 304 of the Treaty of Versailles.*)

Time for Presentation of Claims.

1. The time within which claims are to be submitted to the Tribunal shall be as follows:

a) Appeals under Article 296, Annex par. 20.

Within 30 days of the communication of the joint decision of the two clearing offices to the appellant.

b) Claims under Article 297.

Within 12 months from the date of the publication of these rules in the place at which such Claimant is residing, or within 6 months from the date on which the Claimant learnt that damage or injury had been inflicted on his property, rights or interests, or within 6 months from the date on which the Claimant learnt that restitution under section (f) of the said Article had been made or refused, whichever period is the longer.

c) Claims under Article 305.

Within 12 months of the publication of these rules in the place at which such Claimant is residing or within 12 months of the date on which the decision was given, or within 6 months of the date on which such decision came to the knowledge of the Claimant whichever period is the longer.

d) In All Other Cases.

Within 12 months from the date of the publication of these rules in the place at which such Claimant is residing, with the exception of those cases provided for in Rule 22 where the limitations of time imposed by these rules are stated not to apply.

After the expiration of the times prescribed by this rule, no claim will be accepted without the special leave of the Tribunal.

2. All claims, answers and other written proceedings must be delivered or sent by post to the Tribunal Secretariat at 21, St. James Square, London SW. 1.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 587.

General Rules relating to written Proceedings.

Memorial.

3. The claim shall be type-written or printed and shall state:

a) The name, nationality, domicile and address of the Claimant.

b) In cases where the Claimant is not claiming in his own right and on his own behalf, in what right he claims and the name, nationality, domicile and address of the person on whose behalf he is claiming.

c) In cases where the claim is made by a company or body corporate, its name, nature and domicile and place of incorporation (if any) and the address of its office or chief offices, and in cases where the claim is made by an association not being a company or body corporate (whether recognised by the law of the country where it is domiciled as a legal entity or not) in addition to the above, the names and nationality of all persons who are partners of such association or interested therein.

d) Whether the claim is brought against a government or national, and in the latter case giving the name and last known address of such national, or if such national be a company, body corporate or other association, the address of its chief office, if known, or if the address of the chief office be not known, of the office of which the address is known to the Claimant.

e) The nature of the claim, the relief sought and, where the relief sought is pecuniary, the amount claimed.

f) Under which Article and paragraph of the Treaty the claim is made.

g) The name and address of the solicitor or other authorised representative (if any) of the Claimant.

h) The person to whom, and address at which, all communications are to be sent on behalf of the Claimant.

4. The claim shall be accompanied by a concise statement of the facts and an exhibit of copies of any documents relied upon in support thereof.

5. The claim accompanied by such statement and exhibit shall be known as and is hereinafter referred to as the memorial.

6. Six true copies of the memorial shall be supplied with the memorial. The memorial shall, unless otherwise agreed by the parties and permitted by the Tribunal, be in English, and if the memorial be not in English, it shall be accompanied by an English translation and at least three of the copies shall be copies of such translation.

7. On receipt of the memorial and the six copies thereof, the Secretariat will acknowledge such receipt to the Claimant, and will transmit one copy to the Government Agent of the Claimant and two copies of the memorial to the Government Agent of the Respondent. Such last mentioned Agent shall acknowledge the receipt thereof to the Secretariat and shall cause one copy of the memorial to be served on the Respondent.

8. Except in cases provided for in Rule 35a), the receipt of the memorial by such Agent shall be sufficient notice to the Respondent of the claim made against him, and the Respondent shall within 60 days after the receipt of the memorial by such Agent, present his answer to the Tribunal. If no answer be presented, the case may be proceeded with in the absence of the Respondent as provided in Rule 33.

Response.

9. Rule 3a), b), c), g) and h) and Rule 4 shall apply *mutatis mutandis* to the answer; and in addition the Respondent must in his statement of facts accompanying the answer, if he desires to dispute the allegations in the memorial, expressly deny or otherwise answer or explain the same. Any facts not dealt with by the Respondent will be treated as admitted. The answer shall be accompanied by an exhibit of copies of documents relied on.

10. The answer accompanied by such statement and exhibit shall be known as and is hereinafter referred to as the response.

11. Six true copies of the response shall be supplied with the response to the Tribunal; and the provisions of Rule 6 shall apply to the response.

12. On receipt of the response and the six copies thereof, the Secretariat will acknowledge such receipt to the Respondent and will transmit one of such copies of the response to the Claimant (who shall acknowledge the receipt thereof to the Secretariat), and one to the Government Agent of the Claimant and one to the Government Agent of the Respondent.

13. Should the Respondent desire to make a claim against the Claimant, he must do so by a separate claim, and not by a counter-claim, but the Tribunal may, if it thinks fit, hear both claims at the same hearing.

14. a) If the Respondent objects to the jurisdiction of the Tribunal to entertain the claim or any part thereof, he shall specifically take such objection in his answer and the Tribunal may, if it thinks fit, consider and decide the point before further dealing with the case.

b) If the Tribunal should be of opinion that under the provisions of the Treaty its jurisdiction may be excluded, or if a Respondent objects to the jurisdiction of the Tribunal to entertain the claim or any part thereof, the Tribunal may, if it thinks fit, require the party raising this objection to satisfy the Tribunal that its jurisdiction is excluded, or may require evidence on the point to be forthcoming from an expert of the law of the country concerned, or may make such other order as may seem just, and may, if it thinks fit, adjourn the case until such evidence has been obtained or until the order has been carried out.

c) It shall be the duty of the respective Government Agents to inform the Tribunal if they have grounds for believing that the jurisdiction of the Tribunal is excluded.

Reply and Rejoinder.

15. If the Claimant desires merely to deny the facts alleged in the response it is not necessary for him to present a reply, but if the Claimant desires to answer the facts alleged in the response otherwise than by way of denial, a reply must be presented to the Tribunal within 30 days from the receipt of the response by the Claimant, who shall with the reply supply six copies thereof to the Tribunal. The Secretariat will acknowledge receipt thereof to the Claimant and will transmit one copy of the reply to the Respondent who shall acknowledge the receipt thereof to the Secretariat and one copy to each of the Government Agents. Except in such cases no reply shall be allowed.

If the Respondent desires merely to deny the facts alleged in the reply it is not necessary for him to present a rejoinder, but if the Respondent wishes to answer the facts alleged in the reply otherwise than by way of denial, a rejoinder must be presented to the Tribunal within 30 days from the receipt of the reply by the Respondent, who shall with the rejoinder supply six copies to the Tribunal. The Secretariat will acknowledge the receipt thereof to the Respondent and will transmit one copy of the rejoinder to the Claimant and one copy to each of the Government Agents.

Except in such cases no rejoinder shall be allowed and no further written proceedings after the rejoinder shall be allowed, other than the written argument provided for by Rule 28, except by special leave of the Tribunal.

The provisions of Rule 6 shall apply to the reply and to the rejoinder.

Joint Claims and Joinder of Parties.

16. Where two or more persons are jointly interested in the same claim, they shall present a joint claim, and where the relief sought is sought against two or more persons jointly, the claim shall be made against them jointly.

17. a) If the Respondent contends that any person not joined as Claimant ought to be so joined in accordance with the preceding rule, he may within 20 days of receipt of the memorial send in, in duplicate, a notice to the Secretariat naming such person and requiring the Claimant to join such person as claimant and stating the reason why he requires such joinder. The Secretariat will forward such notice to the Claimant who shall within 30 days from the receipt thereof state whether he consents to and will effect such joinder, in which case all proceedings shall be stayed until it is effected, or whether he refuses or is unable to effect such joinder, stating his reasons for such refusal or inability.

b) If the Claimant consents to and is willing to effect such joinder, the written consent of the person to be joined shall be sent to the Tribunal within 21 days, and the Secretariat shall thereupon amend the memorial by adding the names of such person as Claimant and notice of such joinder will be sent to the Respondent

and the Government Agent of the Claimant and Respondent, and all further proceedings shall be continued as if such joinder had been made from the commencement.

c) If the Claimant fails to answer the notice as provided by Rule 17 a) or refuses or states that he is unable to effect such joinder or if the written consent is not sent as provided by Rule 17 b), notice thereof shall be given by the Secretariat to the Respondent, who may within 10 days apply to the Tribunal to stay all proceedings until such joinder be effected. The Secretariat shall give notice of such application to the Claimant and such application shall be heard by the Tribunal on a date to be fixed by the Tribunal not less than 14 days after notice of such application has been sent to the Claimant.

18. If the Tribunal is satisfied that any person refuses to join as Claimant, although he ought to join, the Tribunal may allow the case to proceed without such joinder, but in that case the Tribunal may refuse to entertain any claim in the future by such person with respect to the subject matter of the claim in the presenting of which he ought to have joined.

19. If any person proceeds against some only of the persons jointly liable to him on the same claim and the Tribunal decides the case whether in favour of or against the Claimant, the Tribunal may refuse to entertain any claim in the future by such person against the other person or persons so jointly liable.

20. a) If a Respondent contends that some other person who is not joined as Respondent is jointly liable with him to answer the claim, he may within 20 days after the receipt of the memorial send a notice to the Secretariat that he requires such person to be joined as Respondent, giving his name and address, and stating the reasons why he requires him to be joined; and with such notice shall send a sufficient number of copies to enable the Secretariat to send one to the Claimant and to each of the persons whom the Respondent requires to be joined. The Secretariat will thereupon send such notice to the Claimant and to each of the persons named by the Respondent, and the Claimant and each of the said persons shall reply within 10 days whether they consent to such joinder or not. In the event of the Claimant and each of such persons consenting to the joinder, the Secretariat will amend the memorial by adding them as parties, and the Claimant shall cause copies of the memorial to be served on each of such persons, and all future proceedings shall be continued as if such joinder had been made from the commencement.

b) If either the Claimant or any of such persons do not consent to the joinder within 10 days, the Secretariat shall notify the Respondent accordingly, and the Respondent may within 10 days apply to the Tribunal to stay all proceedings until such joinder be effected. The Secretariat shall give notice of such application

to the Claimant and such other person or persons, and such application shall be heard by the Tribunal on a date to be fixed by the Tribunal not less than 14 days after notice of such application has been sent to the Claimant and such person or persons as aforesaid.

21. a) If any person not being a party claims to have a legitimate interest in prosecuting or resisting the claim, he may apply to the Tribunal to be joined as Claimant or Respondent as the case may be, or to be allowed to intervene in the case in such manner as the Tribunal may direct.

b) If a Respondent contends that he is entitled to some right over against some other person in reference to the claim brought against him, he may give such person notice of his claim against him and at the same time serve him with a copy of the memorial. Such person may thereupon apply to the Tribunal to be joined as Respondent or to be allowed to intervene in the case in such manner as the Tribunal may direct. If such person does not intervene and the Tribunal should be of opinion at the hearing that there are grounds for coming to the conclusion that the Respondent may succeed in his claim against such person, the Tribunal may, if it decides in favour of the Claimant, stay execution in order to enable the Respondent to prosecute his claim against such person, upon such terms as to security and otherwise as the Tribunal may think just.

Special Rules for Particular Cases.

22. In addition to the above general rules, the following rules shall be observed in the undermentioned cases.

1. Cases under Article 305.

The person alleging that he is prejudiced by the decision shall be the Claimant and the other party to the cause or proceeding in which the decision was given or, if there be no such party, the Government shall be Respondent. The claim shall be accompanied by a copy of the decision and shall state in what respect the decision is impugned, with which Section or Sections of the Treaty it is alleged to be inconsistent, and in what respect and what relief is claimed. The Claimant may also accompany his claim by copies of any essential written proceedings of the case in which the decision was given, authenticated in the manner prescribed by the law of the country to which the Court belongs. The Tribunal may of its own motion require the record of the Court to be transmitted to the Tribunal, and it shall then be open to the inspection of the parties and their agents.

2. Appeals under Article 296, Annex par. 20.

The Appellant shall be Claimant, and the party in whose favour the decision was given and the two clearing offices shall be Respondents. The

claim shall state the grounds of the appeal and shall be accompanied by a copy of the decision appealed against and of all documents in the possession of the Claimant relevant to the case, and by a reasoned argument by the Claimant in support of his appeal. Together with the claim and documents, three copies thereof shall be supplied to the Tribunal, and the Claimant shall serve copies thereof on the opposite party and the Agents of the two clearing offices.

The Agent of the clearing office of which the Respondent is a national shall within 30 days of receipt of the claim supply to the Tribunal four copies of all documents relating to the case which are in his possession or power unless the Claimant has already supplied them with his claim, and a statement of any facts found by the clearing offices. In addition the Respondent or the clearing office may supply a reasoned argument in writing in support of the decision of the two clearing offices.

Any of the parties (including the Agents of the clearing offices) may apply to the Tribunal to hear arguments before it, but in the absence of such application the Tribunal shall be at liberty to determine the case on the written proceedings without further argument, or to notify to the parties if it desires to hear an argument.

The Secretariat on receipt of the claim shall inform the Claimant what is the amount of deposit to be paid or security to be given; and such deposit shall be paid or security given within 10 days, and in default the claim may be dismissed.

3. Cases under Article 296 Annex par. 16.

Where cases are referred to the Tribunal under the above provision, the procedure laid down elsewhere in these Rules shall not apply. The parties shall present a case jointly to the Tribunal or each may present a case separately. In either event the contentions of the parties shall be set out in the case or cases which shall be accompanied by all relevant documents. Six true copies of the case or cases and documents shall be prepared and lodged with the Secretariat. The matter will be determined by the Tribunal as laid down by Article 296, Annex par. 18. The limitations of time imposed by these Rules shall not apply to such cases; but, where the two clearing offices are unable to agree whether a debt claimed is due or in case of a difference between an enemy debtor and an enemy creditor or between the clearing offices, and the parties to the dispute do not desire to present a case jointly, either clearing office may within 10 days after giving notice to the other clearing office of such intention refer the case to the Tribunal under the conditions provided for by Art. 296, Annex par. 16. The enemy creditor or the enemy debtor may similarly, after giving 20 days notice to the two clearing offices, refer the case to the Tribunal unless the case shall have been referred to the Tribunal meanwhile by the clearing offices or either of them. The case shall proceed as if it had been referred to the Tribunal by the clearing offices.

Close of written Proceedings.

23. The Secretariat will inform the respective Government Agents and parties when the written proceedings are closed.

24. a) Within 20 days after the date of the notice that the written proceedings are closed, the parties shall send to the Secretariat a statement of the witnesses, if any, whose testimony they desire, giving in each instance the name, nationality, occupation and address of such witness and stating whether the party desires that the testimony of such witness shall be given at the hearing of the case or whether it is desired that the evidence shall be taken upon commission and shall at the same time furnish all parties and the Government Agents with a copy. The Tribunal will thereupon determine whether such witness shall be summoned to attend at the hearing or whether the evidence shall be taken on commission or will make such other order as seems fit. The Tribunal will before making an order hear any party or Government Agent who may desire to be heard on the matter on his fortwith applying to be heard and will fix a date for all parties to be heard if they desire.

b) Where the Tribunal orders that the witness shall be heard at the hearing the Government Agents shall be responsible for summoning the witness in accordance with the method applicable in each case unless the Tribunal otherwise directs. Travelling expenses and subsistence money must be supplied to the witness at the expense of the party at whose instance he is summoned. The amount of the same will be fixed by the Tribunal and must be paid in advance to the Secretariat. If the subsistence money so paid should prove insufficient, the party at whose instance the witness was summoned must pay any further amount necessary, otherwise the witness will be allowed by the Tribunal to depart.

c) Where the Tribunal directs that evidence shall be taken on commission, the evidence shall be returnable to the Tribunal and copies shall be supplied by the Secretariat to any party or either Government Agent or any other person interested. and in the opinion of the Tribunal entitled to the same, on application and payment.

d) Where it is desired that books, documents or other objects in the possession or power of any person should be produced for the use of the Tribunal, application may at any time after the close of the written proceedings be made to the Tribunal to obtain their production. The Tribunal will thereupon, if it thinks fit, endeavour to obtain possession of such books. documents or other objects by direct request addressed to such person and, if such request is not complied with, will take such other steps as may be requisite and desirable to ensure production. Books, documents or other objects so coming into the custody of the Tribunal shall, if the Tribunal thinks fit, be open to inspection by such persons and at such times as the Tribunal shall direct.

25. Should a party or either of the Government Agents desire to inspect any books or documents in the possession, power or control of any party or of either Government Agent he shall make application to that party or Agent to produce such books or documents for inspection; and if such production is refused, application therefore may be made to the Tribunal upon 10 days' notice being given to that party or Agent and the Tribunal may make such order thereon as it thinks fit.

26. The Tribunal may of its own motion at any stage of the proceedings require evidence on any point.

27. The Tribunal may of its own motion at any stage of the proceedings require any party or either Government Agent to produce any book or document before it, or to allow any person designated by the Tribunal to examine and take extracts from any book or document in the possession of such party or Agent.

28. If in cases other than those under Article 296, any party or either of the Government Agents desires to submit a reasoned argument in writing he may do so at any time after the written proceedings are closed, and not less than 10 days before the date fixed for the hearing of the case, but such argument in writing shall be based only on facts alleged in the memorial, response, reply or rejoinder.

The submission of such written argument shall not preclude the parties or Agents submitting it from also adducing oral argument. The Tribunal reserves the right if it shall think fit, to require in addition oral argument in cases where only written argument has been submitted.

29. The President will on the conclusion of all preliminary matters fix the date and the place of hearing and the Secretariat will inform the respective Government Agents and parties of his decision.

30. The hearing shall be in public, and the parties shall either by themselves or by counsel or other recognised advocate present their cases. In cases connected with patents the parties may by leave of the Tribunal be represented by patent agents and *Patentanwälte*. Unless otherwise ordered, the Claimant shall begin and have the right of reply.

31. a) The parties shall have the right themselves to give evidence and shall if required by the Tribunal do so. Each party may call such witnesses as he pleases before the Tribunal and may question them by himself or his counsel or admitted representative. Each party shall have the right to question any witness called by the other party (including the opposite party himself) whether before the Tribunal itself or elsewhere, by himself or by counsel or other admitted representative.

If the party who does not call the witness questions him, the party who has called him may thereupon put further questions to the witness on matters arising out of the questions put to the witness by the other party. Unless the Tribunal shall otherwise order no further questions shall be put to the witness by or on

behalf of the parties. The Tribunal, however, will at any stage put any questions that it may think fit.

Provided always that a party to a case shall not be summoned or compelled to give evidence unless the Tribunal shall have given leave for such witness to be summoned or to give evidence or unless the Tribunal shall have required of its own motion that such party shall attend and give evidence.

b) No oath shall be required from or administered to any witness before the Tribunal or on any commission ordered by the Tribunal, unless the Tribunal otherwise directs.

32. The Tribunal may at any stage of the proceedings obtain a report from any person on any particular point, such person to be agreed upon by the parties or in default of agreement to be appointed by the Tribunal. The Tribunal may view any premises, locality or object if it deem such a view necessary.

33. If any party fail to appear, the case may be proceeded with in his absence, but the Agent of the Government of such party may intervene and himself take up the case, and the Tribunal may on the application of such Agent or on its own motion adjourn the case.

34. It shall be permissible for either Government to conduct the case of its national through its Agent and such Agent may appear either in person or by counsel or other recognised advocate. Either Agent may also appear independently of the parties by himself or by counsel or other recognised advocate, and may intervene in the proceedings in such manner and at such time as the Tribunal may direct.

35. a) If the Government Agent of the Respondent after making all reasonable efforts shall be unable to cause the memorial to be served upon the Respondent as provided by Rule 7 at the expiration of 21 days from the receipt of the memorial by such Agent, he shall forthwith report such failure to the Secretariat, giving the reasons for such failure and stating the steps he has taken to effect service, and the Secretariat shall inform the Claimant that the Respondent has not been served.

b) On the application of the Claimant, the Tribunal may thereupon, if it thinks fit, allow the claim to be proceeded with or may make such other order in the matter as it thinks fit. The Government Agent of the Respondent shall be entitled to intervene on such application being made, and the Claimant shall give 10 days' notice to such Agent of such application.

36. If at any stage of the proceedings a party requires to prove any specific fact it shall be open to the party to give a notice to the other party to admit or dispute such fact. If the party to whom notice is so given, disputes the fact and such fact is subsequently established, the Tribunal may in its discretion order the party who had disputed such fact to pay the cost of proof and any other costs occasioned thereby,

whatever may be the result of the case, provided always that any such admission shall only be binding upon the parties.

37. Where a claim is made against either Government, and such claim is admitted by the Government in question, it shall be competent to the parties to agree upon a form of decision setting out with sufficient detail the claim which is admitted and the payment and restitution or other remedy or relief agreed upon and to submit the samė to the Tribunal who, if it thinks fit, and if the Government Agent of the national claiming has not objected will register the same as a decision and the same shall when registered be deemed for all purposes to be a decision of the Tribunal. Provided that the Tribunal will not register any such decision unless the Claimant prove that he has submitted a true copy of the same to his Government Agent at least 10 days previously. The same procedure with any necessary modification may be adopted where the claim is made against a national of either Government provided that in such a case the Agent of neither Government has objected, and it is proved to the satisfaction of the Tribunal that the respective Government Agents have had true copies of the form of decision submitted to them at least 10 days previously.

38. If in any case the parties agree upon the facts and desire the determination of the Tribunal on those facts they shall submit an agreed statement of facts to the Tribunal and it shall be competent to the Tribunal with or without argument, according to the desire of the parties, to determine the questions at issue provided that the Tribunal may in any case require arguments to be presented to them.

Provided also that in all cases the assent of the Government Agents in writing to the correctness of the facts as stated shall be obtained except where the claim is against a Government.

Decision.

39. The decision of the Tribunal will in all cases be drawn up in writing and registered and copies thereof will be sent by the Secretariat to the parties and Government Agents. The decision will also deal with costs and expenses.

40. The Tribunal reserves to itself the power to correct an error in any decision or other order arising from a slip or accidental omission, or to explain any ambiguity or other doubtful expression appearing in the decision. It shall be open to the parties or to the Government Agents to give notice of application to the Tribunal for any such correction or for any such explanation within 30 days of the publication of the decision. — No such application will be heard after the expiration of that period.

41. The Tribunal reserves the right to stay execution on its decision in any case where it appears proper to do so.

42. a) The Tribunal may require to be satisfied that all notices and communications prescribed by these Rules have been duly re-

ceived. The production of a receipt from the postal authority of the posting of a registered postal packet shall be conclusive evidence of the receipt of a notice or communication by the person to whom it is addressed until the contrary is proved. In cases in which delivery by registered post is not practicable, heavy books and documents may be sent by ordinary post and unregistered or by public carrier, and on proof of such posting or delivery to such carrier the books or documents shall be deemed to have been received by the person to whom they were addressed unless and until the contrary is proved.

b) All communications to the parties shall be delivered at or sent to the address and to the person named by them as provided by Rule 3 (h).

c) If service or delivery as above provided should prove impracticable the Tribunal will upon application give such directions as it may think fit or may dispense with services.

43. In cases where any person is not residing in Europe, the additional time taken for any postal communications to reach or to arrive from the country in which such person is residing shall not be taken as included in the time prescribed by these rules; and further time may be granted on the application of any party where owing to difficulties of communication or other good cause such extension appears desirable.

Party shall include any person who has intervened in or has been allowed to take part in the case.

44. The proper expenses of witnesses will be allowed and may be advanced by the Tribunal if called in pursuance of its order.

45. The Tribunal will permit amendments of written proceedings, extensions of time and grant other dispensations from these rules in all such cases as may be necessary in the interests of justice and equity, and the Tribunal reserves power from time to time to alter, abrogate or add to these rules as experience may require.

46. These rules are supplemental to the rules of procedure relating to the Mixed Arbitral Tribunal laid down in Sections III to VII of Part X of the Treaty and must be read in conjunction with such rules of procedure.

September 4, 1920.

Borel, President.
R. E. L. Vaughan Williams.
Zacharias.

I. Amendments of the Rules of Procedure of the Anglo-German Mixed Arbitral Tribunal.

1. In Rule 1, after the words „the time within which claims are to be submitted to the Tribunal shall be as follow“ insert:

a) Within four months of the date of notification to the Creditor Clearing Office of final rejection of a claim in accordance

with Articles 4 and 5 of the Agreement of 13th September 1924 between the British Government and the German Government, or in case such notification has been given before the date of publication of these amended rules within four months from the last mentioned date.

2. The present letters a, b, c and d of Rule 1 shall become letters b, c, d and e respectively.

3. At the end of Rule 1 insert:

Such leave shall not be granted in any case coming within clause a) of this Rule unless on an application made in that behalf within six months from the expiration of the prescribed period of four months the Tribunal is satisfied that the failure to lodge the claim within that period arose from circumstances in respect of which the creditor cannot justly be held responsible.

4. At the end of Rule 21 b) insert:

c) The Memorial, Response and all other documents forming part of the written proceedings and all communications addressed to the Tribunal shall be dated with the date on which they are despatched to the Secretariat.

5. In Rule 22 3), „Cases under Article 296 Annex par. 16" before the words „the limitations of time" etc. insert „Save as provided by Rule 1, clause a)".

6. At the end of Rule 40 insert:

Within six calendar months from the date of the delivery of the copies of a judgment to the Government Agents, any party may deliver to the Tribunal a demand for the revision of the judgment on the ground of the discovery of evidence referring to allegations made by him before the judgment which, if known to the Tribunal when the case was before it previously, would have exercised a decisive effect upon its judgment and which could not by the exercise of reasonable diligence have been then produced by such party. If the Tribunal thinks that a prima facie case for revision is disclosed in the demand, it will cause notice thereof to be given to the other parties concerned of the place and time when the Tribunal will hear the parties and decide upon the demand for revision. If the Tribunal decides in favour of revision, it will give such directions with regard thereto as may be necessary.

II. Rules of Summary Procedure.

A. In any claim or case presented to the Tribunal written notice may be given to the Secretariat by either Government Agent or any party that he desires the claim or case to be dealt with under the Tribunal's Rules of Summary Procedure. Such notice is hereinafter referred to as a Summary Notice.

In the case of joint Claimants or Respondents or joint Creditors or Debtors a Summary Notice given by one of them will be deemed sufficient.

B. A Summary Notice may be given at any stage of the proceedings but shall not be given after the respective Government Agents and the parties have received notice of the fixing of a date of hearing.

C. When a Summary Notice shall have been delivered to the Tribunal the Secretariat will forthwith cause a notification thereof to be forwarded to the Government Agent of each party. Such Government Agent shall acknowledge the receipt thereof to the Secretariat and shall effect service of the Notice on the party referred to and shall forthwith notify the Tribunal of such service and of the date thereof.

D. When a Summary Notice shall have been given any party or either Government Agent may within 21 days of the notification to him of the Summary Notice, forward to the Tribunal an objection in writing stating that he objects to the claim or case being dealt with under the Rules of Summary Procedure and the grounds of his objection.

E. When a new party has been joined in the proceedings after a Summary Notice has been given, the Secretariat will forthwith cause a notification of such Summary Notice to be forwarded to the new party in accordance with Rule *C* at his address for service or through his Government Agent. Such new party shall have the right within 21 days of the notification to him of the Summary Notice to forward to the Secretariat an objection in writing stating that he objects to the claim or case being dealt with under the Rules of Summary Procedure and the grounds of his objection.

F. In a case under paragraph 16 of the Annex to Article 296 of the Treaty, the Tribunal will on receipt of Notice of objection in accordance with Rule *D* or *E*, consider the grounds of objection and determine whether the case shall be dealt with under the Rules of Summary Procedure. In any other claim or case the receipt of notice of objection in accordance with Rule *D* or *E* shall be sufficient to prevent the application to the claim or case of the Rules of Summary Procedure.

G. If notice of objection is not forwarded to the Tribunal in accordance with Rule *D* or *E* or in a case under paragraph 16 of the Annex to Article 296 of the Treaty, if the Tribunal so determine under Rule *F*, the claim or case and all proceedings shall be subject to the following special Rules of Procedure:

H. In any claim or case subject to the Rules of Summary Procedure the parties shall deliver written proceedings in accordance with the Ordinary Rules of the Tribunal except as varied by the Rules of Summary Procedure. The written proceedings must include

a) all material facts,
b) all documents and other evidence on which the parties rely,
c) any reasoned arguments or legal contentions which the parties wish to submit to the Tribunal.

All written proceedings and other documents shall be presented to the Tribunal in seven copies. All documents not in English shall be accompanied by a translation in English in seven copies.

J. If in any claim or case not already subject to the Rules of Summary Procedure a Summary Notice shall be served after delivery of any written proceedings in the claim or case, either Government Agent or any party who wishes to deliver any statement of facts, or a reasoned argument in writing, or any written evidence, shall be at liberty to do so within 30 days of the receipt of the Summary Notice or within the time limited for any Response, Reply or Rejoinder which he may be entitled to deliver under the Ordinary Rules of the Tribunal.

If either Government Agent or any party wishes to deliver any further statement of facts, evidence or reasoned argument he shall only be at liberty to do so by leave of the Tribunal.

K. The Tribunal may in any particular claim or case at the request of both parties direct that written proceedings shall not be delivered and determine the claim or case upon the documents evidence or other material filed with or in the possession of the Clearing Offices.

L. The Secretariat will give notice to the respective Government Agents and parties when the claim or case has been entered in the list of cases ready for decision.

M. After the expiration of the periods of time provided for delivery of written proceedings or for any application to the Tribunal, the Tribunal will without further notice consider and determine the claim or case on the written proceedings and documentary evidence which shall have been delivered, without hearing the parties or calling evidence, unless the Tribunal for any reason decide otherwise.

N. The Tribunal may of its own motion in any claim or case at any stage of the proceedings require evidence or information on any point, or determine that evidence shall be taken on commission, or that the parties shall give evidence orally before the Tribunal, or that the Government Agents or the parties shall be permitted to call witnesses and either by themselves or by counsel or other recognised advocate present their claim or case.

O. The Ordinary Rules of Procedure of the Tribunal shall equally apply to all claims and cases which are subject to the Rules of Summary Procedure except in so far as the Ordinary Rules are expressly or by necessary implication excluded or varied by the Rules of Summary Procedure.

P. The Tribunal may of its own motion at any stage of the proceedings determine that any claim or case shall not be subject to the Rules of Summary Procedure, and thereafter such claim or case shall be dealt with as though a Summary Notice had not been given.

Amendments of the Rules of Procedure of the Anglo-German Mixed Arbitral Tribunal, constitued under Article 304 of the Treaty of Versailles.

1. In Rule 1, as amended by Rule 1 of S. R. and O. 1925, No. 176, after the words „from the last mentioned date“ insert:

. . . Provided always that the period of four months hereinbefore referred to shall be extended in the case of claims from India to six months, and in the case of claims from the Commonwealth of Australia and the Dominion of New Zealand to nine months from the date of notification to the creditor Clearing Office of final rejection of the claim under the Agreement of the 13th September, 1924, between the British and the German Governments which became operative for India as from the 6th April, 1925, and for Australia and New Zealand as from the 1st May 1925.

2. In Rule 22 3) insert at the end of the Rule:

. . . provided that no notice of intention to refer a case to the Tribunal shall be necessary where, under the terms of the Agreement of the 13th September, 1924, between the British and German Governments, Article 4, the debtor Clearing Office has, after the 1st March, 1925, served the creditor Clearing Office with notice of the final rejection of a claim under Article 296.

114.

ALLEMAGNE, BELGIQUE.

Règlement de procédure du Tribunal arbitral mixte germano-belge; établi à Bruxelles, le 19 octobre 1920, modifié le 7/8 avril 1921, le 25 novembre 1921, le 4 avril 1924 et le 17 juin 1926.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1921, No. 13, 51; 1922, No. 22; 1924. II, No. 17; 1926, II, No. 35.

Tribunal arbitral mixte Germano-Belge.

Règlement de procédure.

I. Fonctionnement du Tribunal.

Art. 1er. *Composition.*

Le Tribunal est composé d'un Président et de deux juges-arbitres, désignés conformément à l'Art. 304 du Traité de Paix.*)

Il prend ses décisions à la majorité.

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 587.

Art. 2. *Présidence.*

Les décisions que ce Règlement confie au Président, peuvent, en son absence, être prises d'un commun accord par les deux juges, délégués à cet effet.

Art. 3. *Compétence.*

Le Tribunal détermine sa compétence en interprétant le Traité de Paix.

Art. 4. *Langue.*

La langue du Tribunal est le français.

L'emploi d'une autre langue est permis dans les cas exceptionnels prévus et dans la mesure tracée aux Art. 14 et 62 ci-dessous.

Art. 5. *Secrétariat.*

Le Secrétariat est établi à Paris, au numéro 146 de l'Avenue Malakoff.

Le Tribunal organise le Secrétariat par un règlement spécial.

Art. 6. *Lieu des audiences.*

A teneur de l'annexe à l'Art. 304 du Traité de Paix, il appartient au Président de déterminer, dans chaque cas particulier, le lieu des audiences, qui pourront se tenir à Bruxelles, à Paris, en Allemagne, ou ailleurs.

Art. 7. *Notifications.*

Les notifications, communications et convocations du Tribunal sont faites par lettre recommandée du Secrétariat, avec avis de réception.

II. Mandataires et conseils des parties.

Art. 8. *Représentation des parties.*

Les parties peuvent se faire représenter par des mandataires ou se faire assister par des conseils, sans préjudice du droit du Tribunal d'exiger, en tout état de cause, la comparution personnelle d'une partie.

Art. 9. *Choix des mandataires.*

Peuvent être choisis comme mandataires ou conseils:

1° Les avocats près les Cours ou tribunaux des pays auxquels ressortissent les parties, ou d'un pays resté neutre au cours de la guerre;
2° Les professeurs des facultés de droit des mêmes pays;
3° Les membres ou associés de l'Institut de droit international;
4° Dans les procès concernant des brevets, les avocats près le Patentamt allemand (Patentanwälte).

Pourront toutefois être exclues par le Tribunal les personnes qui ont été l'objet de mesures pénales ou disciplinaires.

Art. 10. *Conseils techniques.*

Les parties et leurs mandataires peuvent se faire assister de conseils techniques auxquels le Tribunal accordera la parole s'il le juge opportun, exception faite des questions qui ont été l'objet d'une expertise.

III. Agents des gouvernements.

Art. 11. *Participation au procès.*

Les agents des gouvernements recevront toutes les communications que reçoivent les parties. Ils pourront présenter leurs observations et conclusions écrites au Tribunal, dans les délais fixés aux parties, assister aux audiences et y prendre la parole.

Art. 12. *Droit de faire un procès.*

Sont réservées les dispositions du Traité de Paix autorisant les agents des gouvernements à introduire une instance.

IV. Actes de procédure.

Art. 13. *Forme.*

Les actes de procédure devront être dactylographiés, imprimés ou écrits très lisiblement sur papier libre et signés par la partie dont ils émanent ou par son mandataire.

Art. 14. *Langue.*

Ils seront rédigés en français, à moins que les parties n'aient été, de leur consentement commun, autorisées par le Président, après consultation des agents, à se servir d'une autre langue.

Art. 15. *Pièces annexes.*

Les pièces annexes aux actes de procédure devront, si elles ne sont pas rédigées en français, être accompagnées d'une traduction française, sauf convention des parties homologuée par le Président après consultation des agents.

Si la partie qui produit une pièce le désire, la traduction sera faite à ses frais par les soins du Secrétariat.

Le Président peut autoriser les parties à ne faire traduire que des extraits des pièces volumineuses.

Art. 16. *Copies.*

Les actes de procédure seront accompagnés:

1° D'autant de copies qu'il y aura de parties adverses distinctes ou de mandataires distincts des parties adverses:

2° De cinq copies destinées aux membres du Tribunal et aux agents des gouvernements.

L'obligation de fournir copie s'applique également aux pièces annexes, mais le Président pourra dispenser de la copie des pièces volumineuses, ou en autoriser la copie fragmentaire.

Ar. 17. *Originaux des pièces.*

Sur la demande d'une partie ou d'un agent, ou sur l'ordre du Président, les originaux des pièces devront être déposés au Secrétariat, ou en tel autre lieu indiqué par le Président. Ils pourront y être consultés dans les délais fixés par le Président.

Le Secrétariat délivrera des photographies sur la demande et aux frais des parties ou des agents.

Art. 18. *Signification.*

Le Secrétariat atteste sur l'acte la date de sa réception et en délivre un reçu à la partie ou à son mandataire.

La communication à la partie adverse se fait par lettre recommandée, avec un avis de réception. Le refus de la lettre est considéré comme équivalent à la communication.

Aussitôt reçu un acte de procédure, le Secrétariat fait l'expédition des copies.

Art. 19. *Calcul des délais.*

Les mois sont comptés de quantième à quantième et, si le quantième initial manque au dernier mois, le délai expire le dernier jour de ce mois. Les semaines sont comptées de jour à jour de même nom. Le dernier jour est compris dans le délai et, si ce jour est férié au siège du Tribunal, le délai comprend le jour ouvrable suivant.

Pendant le procès, les délais ne courent que depuis la réception de l'acte dont la notification fait courir le délai.

V. Requête.

Art. 20. *Introduction de l'instance.*

L'instance est introduite par voie de requête au Tribunal.

Art. 21. *Délai.*

La requête introductive devra parvenir au Secrétariat dans les délais suivants, qui seront prolongés jusqu'au 30 juin 1921 s'ils expirent auparavant:

a) Dans le cas du § 20 de l'annexe à l'Art. 296 du Traité de Paix, deux mois à dater de la communication de la décision des Offices à l'appelant;

b) Dans les autres cas de l'Art. 296, quatre mois à dater de la communication au requérant du désaccord des offices;

c) Dans le cas de l'Art. 297, six mois à dater du jour où le requérant a eu connaissance du dommage ou du fait que son bien ne lui sera pas restitué, soit en nature, soit en équivalent, ou six mois à dater du jour où il a été mis en possession de son bien, ou des équivalents mentionnés à l'Art. 279, lettre f;

d) Dans le cas de l'Art. 304, lettre b, alinéa 2, avant le 1er juillet 1921. Cependant, si le différend a été soumis dans ce délai à un tribunal national incompétent, le délai n'expirera que six mois après la signification du jugement d'incompétence;

e) Dans le cas de l'Art. 305, six mois depuis la notification du jugement au requérant ou, s'il n'a pas été atteint par cette notification, depuis le jour où il a eu connaissance du jugement;

f) Dans le cas des Art. 299 b, 300, 302 et 310, avant le 1er juillet 1921.

Art. 22. *Tardivité.*

Les requêtes présentées après expiration des délais seront déclarées irrecevables, à moins que le requérant n'offre dans sa requête et n'administre ensuite la preuve qu'il lui a été impossible, par suite de force majeure, de présenter sa requête en temps utile.

Art. 23. *Consignation préalable.*

Tout demandeur dont l'indigence n'est pas attestée par l'agent de son gouvernement devra consigner en déposant sa requête, pour assurer le paiement des frais du Tribunal, une somme de cent francs belges, plus un pour mille sur le montant du litige, sans que le total puisse dépasser cinq mille francs belges. Le Président pourra octroyer un délai. La somme ne sera restituée au demandeur que dans la mesure où elle n'aura pas été absorbée par les frais, mais le défendeur pourra être condamné à la lui rembourser en tout ou en partie.

La consignation sera faite soit au Secrétariat, soit à la Banque nationale de Belqique ou à la Banque de l'Empire allemand (Reichsbank), au compte du Tribunal arbitral mixte germano-belge.

Les agents des gouvernements ne sont astreints à aucune consignation.

Le présent Article ne s'applique aux appels régis par le § 20 de l'annexe á l'Art. 296 du Traité de Paix qu'en ce qui concerne le montant et le lieu de la consignation prévue à l'alinéa premier dudit § 20.

Art. 24. *Contenu.*

La requête contiendra:

a) La désignation exacte et précise des parties y compris leur nationalité et leur domicile et, le cas échéant, la désignation du mandataire du requérant;
b) L'indication d'un domicile élu, soit dans la ville où le Secrétariat est établi, soit à un Bureau de l'Office de vérification et compensation de l'Etat dont le requérant est ressortissant;
c) L'indication des faits dont il résulte que les délais de l'Art. 21 sont observées;
d) Un exposé articulé des faits motivant la requête, accompagné, si le requérant le juge bon, de l'indication de ses moyens de preuves;
e) Un exposé de droit;
f) Les conclusions du requérant;
g) Le bordereau des pièces annexées, produites à l'appui de la demande, au nombre desquelles figurera, dans le cas des Art. 305, 302 et 296, annexe § 20, l'expédition de l'arrêt ou décision dont il est fait appel ou dont il est demandé réparation.

Art. 25. *Modification des conclusions.*

Les conclusions peuvent être modifiées jusqu'à la clôture des débats, pourvu que la nature de l'affaire ne s'en trouve pas changée.

Art. 26. *Notification au défendeur.*

Lorsque la lettre recommandée contenant la requête n'a pu être remise au défendeur, ou qu'il résulte de la constatation d'un agent que le domicile ou la résidence du défendeur est inconnu, le Président requiert l'agent de l'Etat dont le défendeur est ressortissant de faire procéder à la notification conformément aux lois de cet Etat.

VI. Réponse.

Art. 27. *Délai.*

La réponse du défendeur doit être remise au Secrétariat dans le délai de deux mois à dater de la communication de la requête.

Art. 28. *Contenu.*

La réponse contiendra:
- a) La désignation exacte et précise des parties et, le cas échéant, du mandataire du défendeur, ainsi que de leur domicile;
- b) La reconnaissance ou la dénégation précise de chacun des faits articulés dans la requête. Si ces faits ne sont pas personnels au défendeur, il peut se borner à déclarer qu'il les ignore;
- c) L'exposé des faits et moyens de droit sur lesquels il se fonde;
- d) Les conclusions du défendeur;
- e) Le bordereau des pièces annexes.

Art. 29. *Demande reconventionnelle.*

Les demandes reconventionnelles ne sont pas admises. Toute demande du défendeur contre le demandeur doit être formée par une requête introductive d'instance.

Le Tribunal pourra ordonner que les causes soient jointes ou qu'elles soient plaidées dans la même audience.

Art. 30. *Appel incident.*

Dans les cas du § 20 de l'annexe à l'Art. 296 et de l'Art. 305 du Traité de Paix, le défendeur pourra interjeter appel incident non seulement dans sa réponse, mais en tout état de cause.

VII. Réplique et duplique.

Art. 31. *Délais.*

Dans le délai d'un mois à dater de la réception de la réponse, ou de la communication du jugement rejetant les exceptions du défendeur, par application de l'Art. 36, le demandeur peut déposer au Secrétariat une réplique, et le défendeur jouit à son tour du délai d'un mois pour déposer une duplique, s'il le juge opportun.

Art. 32. *Contenu.*

La réplique et la duplique contiendront:
- a) La reconnaissance ou la dénégation des faits nouveaux articulés par l'autre partie, ou la déclaration qu'on les ignore:

b) L'indication des moyens de preuve sur les faits contestés ou ignorés par l'autre partie, à moins qu'on ne renonce à ces allégués; les preuves seront indiquées séparément pour chaque fait et l'on donnera les noms et adresses des témoins;
c) Eventuellement un exposé de faits nouveaux avec indication des moyens de preuve, et un exposé de droit;
d) Le bordereau des pièces annexes.

Art. 33. *Dénégation et preuve des faits.*

La dénégation des faits nouveaux allégués par le défendeur dans la réponse, et par le demandeur dans la réplique, ne peut se faire que par voie de réplique et de duplique.

Il en est de même de l'indication des moyens de preuve non mentionnés dans la requête et la réponse. Cependant, si le demandeur ne réplique pas, le défendeur pourra indiquer dans un second écrit ses moyens de preuve quant aux allégués de fait contenus dans sa réponse. Cet écrit devra être déposé dans les deux semaines après la notification au défendeur de la déclaration du demandeur qu'il s'abstient de répliquer, ou, si le demandeur garde de silence, dans les deux mois à dater de la notification de la réponse.

Art. 34. *Clôture de la procédure écrite.*

Après le dépôt de la duplique, ou l'expiration du délai de réplique et de duplique, la procédure écrite est close, les parties en sont informées par le Secrétariat, et de nouveaux moyens de preuve ne seront qu'exceptionnellement admis.

VIII. Exceptions.

Art. 35. *Forme et délai.*

Toute exception opposée par le défendeur pour ne pas entrer en matière sur le fond du procès doit être présentée dans la réponse et mentionnée par le défendeur en tête de ses conclusions.

Art. 36. *Jugement.*

Le Tribunal peut, sur le vu de la réponse, décider qu'il sera immédiatement statué sur l'exception. Il en avise alors le défendeur et impartit au demandeur un délai pour s'expliquer. Il entend ensuite, s'il le juge bon ou si une partie ou un agent en fait la demande, les parties ou leurs conseils et les agents des gouvernements.

A défaut de communication spéciale aux parties, le procès suit son cours.

IX. Intervention spontanée.

Art. 37. *Requête.*

Toute personne ayant un intérêt légitime à faire valoir dans l'instance peut y intervenir par une requête contenant, outre la désignation du requérant et des parties, une élection de domicile conforme à l'Art. 24, un exposé de fait et de droit, des conclusions et un bordereau des pièces produites.

Art. 38. *Opposition.*

Si la requête ne rencontre pas d'opposition dans les deux semaines à dater de sa communication, l'intervention est admise.

S'il y a opposition, le Tribunal statue sur l'admissibilité de l'intervention et sur les nouveaux délais nécessaires aux parties, et il informe l'intervenant et les parties et agents de sa décision. Lorsque l'affaire est en état, l'intervention n'entraîne aucune prolongation de délai.

En cas de rejet de la demande d'intervention, le Tribunal statue immédiatement sur les frais et dépens de l'incident.

X. Intervention sur appel en cause.

Art. 39. *Appel en cause.*

Toute partie qui estime avoir le droit d'exiger qu'un tiers intervienne pour prendre sa place au procès, ou pour soutenir le procès conjointement avec elle ou avec la partie adverse, déposera au Secrétariat à l'adresse du tiers, dans le délai d'un mois à dater de la notification de la requête et avant la notification de la réponse, une requête spéciale conforme à l'Art. 24, dont il sera donné communication à la partie adverse et aux agents. Le tiers recevra en même temps copie de la requête originaire.

Art. 40. *Intervention.*

Le tiers qui consent à intervenir le fera savoir dans le délai de deux semaines, à partir de la notification de la requête spéciale.

Si c'est en qualité de garant ou de codéfendeur que le tiers intervient, il jouit d'un délai de six semaines, depuis la notification de la requête spécial, pour présenter sa réponse, et le délai principal de réponse est prolongé d'autant.

Si le tiers intervient comme codemandeur, ou aux côtés du demandeur, il n'y a prolongation de délai qu'en vertu d'une décision expresse du Président.

Art. 41. *Opposition.*

La partie adverse peut s'opposer à l'intervention dans le délai de deux semaines à partir de la notification de la requête spéciale, en exposant les motifs de son opposition. Le Tribunal statue après avoir entendu, s'il le juge utile, les parties et le tiers, ainsi que les agents.

Si l'opposition est admise, le procès suit son cours, les parties et agents et le tiers en sont avisés et le défendeur a un mois pour déposer sa réponse.

Si l'opposition est rejetée, le tiers et les parties et agents en sont informés et tout se passe comme s'il n'y avait pas eu opposition.

Aucune opposition n'est nécessaire lorsque le tiers est appelé en cause pour prendre la place du défendeur au procès. Dans ce cas le Tribunal doit toujours statuer et il ne peut le faire qu'après avoir assigné au demandeur un délai pour s'expliquer.

Art. 42. *Abstention du tiers.*

Si le tiers refuse d'intervenir ou garde le silence, le procès suit son cours et les parties et agents sont avisés.

Lorsque le tiers a été appelé en garantie, il peut être condamné ultérieurement, conformément aux conclusions prises contre lui dans la requête en intervention.

Art. 43. *Adjonction d'un codéfendeur.*

Lorsque le tiers sera cité par le demandeur comme codéfendeur, l'opposition ne sera pas admise et la requête sera valable même après l'expiration du délai de l'Art. 21, le droit restant réservé au Tribunal de disjoindre les causes.

XI. Jonction et disjonction des causes.

Art. 44.

Le Tribunal a toujours le droit d'ordonner la jonction ou la disjonction des causes, soit d'office, soit sur la demande d'une partie ou d'un agent.

Avant de statuer, le Tribunal fixe aux parties un délai pour s'expliquer.

Après clôture de l'incident, il pourra prolonger le délai au cours duquel l'incident s'est produit.

XII. Mesures conservatoires.

Art. 45. *Décision.*

A la requête d'une partie ou d'un agent, et même avant l'introduction de l'instance, le Tribunal peut ordonner toute mesure conservatoire qui lui paraît équitable et nécessaire, après avoir entendu, si possible, la personne contre laquelle la mesure est requise.

Le Tribunal peut exiger du requérant une caution déstinée à garantir le dommage qui pourrait résulter de la mesure.

Si la mesure a été prise avant le procès, le Tribunal fixera au requérant, sur la demande de toute personne atteinte par la mesure, un délai pour introduire l'instance.

Art. 46. *Exécution.*

Le Tribunal peut requérir l'agent compétent de faire exécuter la décision même avant toute notification. Dans ce cas, la mesure sera de nul effet si la décision du Tribunal n'est pas notifiée par lui dans la semaine qui suit l'exécution.

Art. 47. *Opposition.*

Toute personne atteinte par la mesure peut y faire opposition par requête motivée, sur laquelle le Tribunal statuera après avoir imparti au demandeur un délai pour s'expliquer.

L'opposition ne suspend l'exécution que si le Tribunal le décide.

XIII. Procédure probatoire.

Art. 48. *Modes de preuves.*

Tous les modes de preuve sont admis, mais le Tribunal apprécie la valeur des preuves en toute liberté.

Art. 49. *Décision du Tribunal.*

La procédure écrite aussitôt close en vertu de l'Article 34 ci-dessus, le Tribunal statue sur la pertinence des faits offerts en preuve et sur les

modes de preuve auxquels il sera recouru, après avoir ouï, s'il le juge utile, les parties ou leurs mandataires, ainsi que les agents.

En ordonnant une enquête, il décide si les témoins seront entendus par lui, soit dans une audience spéciale, soit dans l'audience de jugement, ou s'ils seront entendus par voie de commission rogatoire.

Il fixe aux parties un délai pour déposer au Secrétariat les sommes nécessaires pour indemniser les témoins ou experts dont elles requièrent l'audition ou la consultation. A défaut de ce dépôt, le Tribunal peut décider que l'audition ou l'expertise n'aura pas lieu.

Art. 50. *Citation des témoins.*

Les citations des témoins sont faites par l'intermédiaire des agents et doivent parvenir aux témoins deux semaines au moins avant leur audition.

Art. 51. *Audition des témoins.*

Les témoins prêtent serment en jurant (ou promettant) de dire toute la vérité et rien que la vérité, sans haine ni faveur pour aucune des parties. L'invocation de la divinité peut être ajoutée à cette formule si le témoin y consent.

Le Tribunal dispensera du serment lorsque les circonstances lui paraîtront exiger cette dispense, et notamment si le témoin est proche parent d'une partie.

Il arrêtera les indemnités dues aux témoins.

Le Président peut ordonner que les dépositions soient transcrites au procès-verbal et signées par les témoins.

Art. 52. *Commissions rogatoires.*

Les Commissions rogatoires sont adressées par l'intermédiaire des agents à l'autorité compétente du domicile ou du lieu de résidence des témoins, qui sont entendus dans les formes de la loi locale.

Art. 53. *Serment.*

Le serment décisoire, déféré par celui auquel la preuve incombe, ou référé par l'autre partie, n'est admis qu'avec l'assentiment des agents des gouvernements.

Le Tribunal peut déférer le serment à une des parties, soit d'office, soit sur la demande d'une partie ou d'un agent, s'il y a un commencement suffisant de preuve.

Art. 54. *Comparution des parties.*

Le Tribunal peut exiger la comparution, distincte ou simultanée, des parties en personne.

Art. 55. *Transport sur les lieux.*

Le Tribunal peut prescrire un transport sur les lieux.

Art. 56. *Expertise.*

Le Tribunal peut ordonner des expertises.

Il désigne un ou plusieurs experts après avoir consulté les parties. Les experts sont assermentés, sauf dispense accordée par le Président.

Le rapport d'expertise est déposé au Secrétariat, si possible en trois exemplaires. Les parties peuvent l'y consulter et, si elles n'ont pas reçu un exemplaire, elles peuvent se faire délivrer une copie à leurs frais.

Le Tribunal peut, à la demande d'une partie ou d'un agent, ordonner un complément d'expertise ou une contre-expertise.

Art. 57. *Production de pièces.*

Le Tribunal pourra prendre, en tout état de cause, toutes les mesures opportunes pour assurer le dépôt au Secrétariat, ou en tel autre lieu qu'il indiquera, des actes ou documents qui lui paraîtront nécessaires à l'instruction de la cause. Les parties et les agents auront le droit d'en prendre connaissance.

Art. 58. *Supplément de preuve.*

Le Tribunal peut toujours réclamer d'une partie un supplément de preuve.

XIV. Audience de jugement.

Art. 59. *Fixation de l'audience.*

Après la clôture de la procédure écrite ou, si le Tribunal recourt à une procédure probatoire distincte, après la clôture de celle-ci, le Tribunal avise les parties et les agents du jour et du lieu de l'audience de jugement.

Est réservé le § 18 de l'Annexe à l'Art. 296 du Traité, qui autorise le Tribunal à juger sur pièces.

Art. 60. *Tenue de l'audience.*

L'audience est publique, à moins que le Tribunal n'ordonne le huis-clos.

Le procès-verbal est tenu en commun par les secrétaires des deux puissances intéressées. A défaut de secrétaires nommés par elles, il est tenu par un secrétaire neutre.

Art. 61. *Police de l'audience.*

Le Président assure la police de l'audience et dresse procès-verbal en cas d'infraction.

Art. 62. *Marche de l'audience.*

Après que les parties ou leurs mandataires ont déposé leurs conclusions, la parole leur est donnée. Elles ont le droit de répliquer.

Pour qu'une plaidoirie puisse être prononcée en allemand, il faut que l'autre partie et l'agent de son gouvernement y consentent, ou que le Tribunal en soit avisé une semaine d'avance, afin qu'il assure la présence d'un interprète.

Les parties représentées par des mandataires ne peuvent présenter leurs observations que si le Président les y autorise.

Les agents ont le droit de déposer des conclusions et de prendre la parole après les parties.

XV. Sentence.

Art. 63. *Contenu.*

La sentence énonce:
1⁰ Le jour et le lieu où elle est rendue;
2⁰ Le nom des membres du Tribunal;
3⁰ Le nom des agents des deux gouvernements;
4⁰ La désignation exacte et précise des parties, et, le cas échéant, de leurs mandataires;
5⁰ Le dispositif des conclusions des parties et, éventuellement, des agents;
6⁰ Les considérants de fait et de droit;
7⁰ Le dispositif sur le fond et sur les frais et dépens.

Art. 64. *Forme.*

La sentence est signée par les trois membres du Tribunal, ou par les deux juges-arbitres délégués à cet effet par le Président. Elle est contresignée par les secrétaires.

Art. 65. *Notification.*

Le dispositif de la sentence est notifié aux parties et aux agents.

Le Secrétariat délivre aux parties des expéditions de la sentence contre paiement des frais

Art. 66. *Calcul des dépens.*

Le montant des dépens alloués par le Tribunal est évalué dans la monnaie de la partie gagnante, en prenant comme base du calcul la moyenne des cours cotés à la Bourse de Genève du premier au dernier jour du mois qui précède la sentence.

Art. 67. *Exécution.*

Le Tribunal requiert les agents d'assurer l'exécution des décisions du Tribunal, conformément à l'Art. 304, lettre g, du Traité de Paix.

A cet effet, le Secrétariat délivre aux agents une expédition du dispositif de la sentence, signée par le Président et par les secrétaires.

XVI. Transaction, acquiescement et désistement.

Art. 68. *En général.*

Pour donner force de chose jugée à une transaction entre les parties, à un acquiescement du défendeur aux conclusions du demandeur ou à un désistement par le demandeur de ses droits, il faut que les agents n'y fassent pas opposition et que le Tribunal homologue l'acte signée soit par les parties qui transigent, ou la partie qui acquiesce ou se désiste, soit par leurs mandataires pourvus d'une procuration spéciale.

L'acte est déposé au Secrétariat, qui avise les agents, ainsi que l'autre partie en cas d'acquiescement ou de désistement.

Si, dans les deux semaines qui suivent la réception de l'avis, un agent fait opposition, le procès suit son cours, le Secrétariat en informe

l'autre agent et les parties et, si l'incident s'est produit au cours d'un délai, ce délai est prolongé de la durée de l'incident.

Les frais de la transaction sont, sauf convention contraire, supportés en commun par les parties, ceux de l'acquiescement ou du désistement par la partie qui agit.

L'original de l'acte demeure au Secrétariat, qui en délivre copie aux parties.

Art. 69. *Désistement d'instance.*

Jusqu'à la production de la réponse, et même après si le défendeur y consent, le demandeur peut se désister de l'instance, en déposant au Secrétariat un acte signé par lui, ou par son mandataire muni d'une procuration spéciale.

Le Secrétariat en avise aussitôt le défendeur et les agents.

Si, dans les deux semaines qui suivent la réception de l'avis, un agent fait opposition, l'autre agent et les parties en sont informés, le procès suit son cours et le délai de réponse est prolongé de la durée de l'incident.

Si, faute d'opposition d'un agent, le désistement devient définitif, l'original de l'acte demeure au Secrétariat, qui en délivre copie aux parties.

Les frais et dépens sont à la charge du demandeur.

Le délai de présentation des requêtes court comme si la requête n'avait pas été présentée.

XVII. Non-comparution des parties.

Art. 70.

La non-comparution d'une partie à une audience n'empêche pas le procès de suivre son cours.

L'agent de l'Etat dont le défaillant est ressortissant peut continuer le procès ou demander le renvoi à une date ultérieure.

XVIII. Suspension et péremption de l'instance.

Art. 71. *Suspension volontaire.*

Sur la demande conjointe des parties, le Président peut suspendre le procès pour un temps déterminé, après avoir consulté les agents.

Le procès reprend son cours à l'expiration du délai.

Art. 72. *Disparition d'un mandataire.*

Si le mandataire d'une partie décède ou devient incapable, l'instance n'est pas suspendue, mais le Président peut accorder une remise ou une prolongation de délai.

Art. 73. *Suspension forcée.*

Lorsqu'une partie ou son représentant légal meurt ou devient incapable, ou lorsque ses droits passent à autrui, si l'affaire est en état d'être jugée, le procès suit son cours.

Si l'affaire n'est pas en état, l'instance est suspendue jusqu'à ce que le nouveau représentant l'égal ou les ayants-cause l'aient reprise, et, s'ils négligent de le faire, le Tribunal peut, à la requête de l'autre partie ou

de l'agent de son gouvernement, leur fixer un délai pour reprendre l'instance ou demander au Tribunal de statuer sur cette reprise. S'ils gardent le silence, le procès suit son cours, le droit restant réservé à l'agent de leur gouvernement d'intervenir.

Art. 74. *Péremption.*

Lorsqu'une partie s'est abstenue pendant un an de tout acte de procédure, l'autre partie peut, en réponse au premier acte tendant à continuer le procès, opposer la péremption.

Le Tribunal statue sur la péremption et, s'il l'admet, sur les frais et dépens de l'instance.

La péremption met les parties dans l'état où elles seraient si l'instance n'eût pas été introduite.

XIX. Modification et revision des sentences.

Art. 75. *Rectification.*

Le Tribunal peut, d'office ou à la demande d'une partie ou d'un agent, rectifier une sentence obscure, incomplète ou contradictoire, ou qui contient une erreur d'écriture ou de calcul.

La demande doit lui être adressée dans le délai d'un mois dès la notification de la sentence.

Le Tribunal peut suspendre l'exécution de la sentence avant de statuer.

Art. 76. *Revision.*

La partie qui découvre un fait qu'elle ignorait lors des débats peut, dans le délai de deux ans depuis la notification de la sentence, en demander la revision si la connaissance de ce fait par le Tribunal eût entrainé une modification importante de la sentence.

Le requérant devra consigner, en déposant la requête en révision, une somme fixe de 200 francs belges, plus deux pour mille sur le montant du litige, sans que le total puisse dépasser 10000 francs.*)

La procédure de revision est ouverte par une décision du Tribunal constatant l'existence et l'importance du fait nouveau et réglant la procédure à suivre.

Le Tribunal peut suspendre l'exécution de la sentence.

XX. Dispositions finales.

Art. 77. *Renvoi à l'Art. 296 du Traité.*

Sont réservées les dispositions particulières de l'Art. 296 du Traité, et de son annexe, qui n'auraient pas été expressément mentionnées dans le présent Règlement.

Art. 77 *bis.***)

Lorsque les deux Offices prennent une décision conjointe (§ 20 de l'annexe à l'Art. 296 du Traité de Versailles), ils déposent par l'intermédiaire des agents, au Secrétariat du Tribunal Arbitral Mixte, une copie certifiée

*) Inséré par une Décision du Tribunal en date du 4 avril 1924.
**) Insertion du 17 juin 1926.

conforme de leur décision et ils avisent en outre le Secrétariat du jour de réception, par les parties, de la communication de la décision conjointe.

Cet avis est considéré comme demande d'homologation pour le cas où il ne serait pas interjeté appel dans le délai de deux mois à compter du jour de réception par les parties de la communication de la décision conjointe.

A défaut d'appel dans ce délai et dès expiration de celui-ci, le Tribunal statue sans débats sur la demande d'homologation.

Art. 78. *Dérogation au Règlement.*

Le Tribunal peut, dans des cas exceptionnels, s'écarter des dispositions de ce Règlement, si la dérogation lui paraît commandée par la justice et l'équité.

Art. 79. *Modification du Règlement.*

Le Tribunal se réserve le pouvoir de modifier et compléter ce Règlement, en tenant compte des enseignements de l'expérience.

Bruxelles, le 19 octobre 1920.

Le Président:
Paul Moriaud.
L'arbitre allemand:
Richard Hoene.
L'arbitre belge:
Albéric Rolin.

Décisions du 7/8 avril 1921.

Art. 5 alinéa 1er.

Le Secrétariat est établi au n° 57 de la Rue de Varenne à Paris (VIIe).

Art. 9 alinéa 1er chiffre 1.

1° Les avocats près les Cours ou Tribunaux des pays auxquels ressortissent les parties; cependant les avocats des autres pays pourront être admis avec l'autorisation du Président.

Art. 21. *Délai.*

La requête introductive devra parvenir au Secrétariat — 57 Rue de Varenne à Paris (VIIe) — dans les délais suivants, qui seront prolongés jusqu'au 31 décembre 1921, s'ils expirent auparavant:

a) Dans le cas du § 20 de l'annexe à l'Article 296 du Traité de Paix, deux mois à dater de la communication de la décision des Offices à l'appelant;
b) dans les autres cas de l'Article 296, quatre mois à dater de la communication au requérant du désaccord des Offices;
c) dans le cas de l'Article 297, six mois à dater du jour où le requérant a eu connaissance du dommage ou du fait que son bien ne lui sera pas restitué, soit en nature, soit en équivalent, ou six mois à dater du jour ou il a été mis en possession de son bien, ou des équivalents mentionnés à l'Article 297, lettre f;

d) dans le cas de l'Article 299 b, avant le 1er janvier 1922, ou même six mois à partir du jour où, à la suite de la notification faite au requérant de la décision du Gouvernement Belge de maintenir le contrat, son adversaire l'a mis expressément en demeure de l'exécuter;
e) dans le cas de l'Article 304, lettre b, alinéa 2, avant le 1er janvier 1922. Cependant, si le différend a été soumis dans ce délai à un Tribunal national incompétent, le délai n'expirera que six mois après la notification du jugement d'incompétence;
f) dans le cas de l'Article 305, six mois depuis la notification du jugement au requérant, ou, s'il n'a pas été atteint par cette notification, depuis le jour où il a eu connaissance du jugement;
g) dans les cas des Articles 300, 302 et 310 avant le 1er janvier 1922.

Décision du 25 novembre 1926.

Art. 21. *Délai.*

La requête introductive devra parvenir au Secrétariat — 25 Rue de Varenne à Paris (VIIe) — dans les délais suivants, qui seront prolongés jusqu'au 30 juin 1922, s'ils expirent auparavant:

a) dans le cas du § 20 de l'annexe à l'Article 296 du Traité de Paix, deux mois à dater de la communication de la décision des Offices à l'appelant;
b) dans les autres cas de l'Article 296, quatre mois à dater de la communication au requérant du désaccord des Offices;
c) dans le cas de l'Article 297, six mois à dater du jour où le requérant a eu connaissance du dommage ou du fait que son bien ne lui sera pas restitué, soit en nature, soit en équivalent, ou six mois à dater du jour ou il a été mis en possession de son bien, ou des équivalents mentionnés à l'Article 297 f;
d) dans le cas de l'Article 299 b, avant le 1er juillet 1922, ou même six mois à partir du jour où, à la suite de la notification faite au requérant de la décision du Gouvernement Belge de maintenir le contrat, son adversaire l'a mis expressément en demeure de l'exécuter;
e) dans le cas de l'Article 304 b, alinéa 2, six mois à dater du jour où le requérant a eu connaissance des faits donnant lieu au litige;
f) dans le cas de l'Article 305, six mois depuis la notification du jugement au requérant, ou, s'il n'a pas été atteint par cette notification, depuis le jour où il a eu connaissance du jugement;
g) dans les cas des Articles 300, 302 et 310, avant le 1er juillet 1922.
h) Lorsqu'un différend aura été soumis dans les délais ci-dessus à un Tribunal National incompétent, le délai d'introduction de l'instance devant le Tribunal Arbitral Mixte n'expirera que six mois après la signification du jugement d'incompétence.

115.

ALLEMAGNE, JAPON.

Règlement de procédure du Tribunal arbitral mixte allemand-japonais; établi le 12 novembre 1920.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1921, No. 12.

Rules of Procedure of the Japanese-German Mixed Arbitral Tribunal.

The Japanese-German Mixed Arbitral Tribunal sets out the following rules of procedure, in accordance with the provisions of Article 304 d) Annex par. 2 of the Treaty of Versailles.*)

Article 1.

The time within which claims are to be submitted to the Tribunal shall be as follows:

1. Claims under Article 297.

Within twelve months from the date of the publication of these rules in the Country to which such Claimant belongs.

Provided that if the Claimant has learned before the expiration of the time that damage or injury had been inflicted on his property, rights or interests, or restitution could not be effected, the time shall not expire for six months from the date on which such information came to the knowledge of the Claimant.

2. Claims under Article 305.

Within twelve months from the date of the publication of these rules in the Country to which such Claimant belongs.

Provided that the time shall not expire within six months from the date on which the Claimant first knew that the decision had been given before the expiration of the said twelve months.

3. In all other Cases.

Within twelve months from the date of the publication ot these rules in the Country to which such Claimant belongs.

Article 2.

The Tribunal may, if it thinks fit, accept the claim even after the expiration of the time prescribed by the preceding Article.

Article 3.

Claims shall be in writing.

The claim shall be presented to the Tribunal by the Claimant unless it be transmitted by the Japanese Special Rights Investigation Board.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 587.

Article 4.

The claim shall state:

1. The name, nationality, occupation, and domicile of the Parties and their agents.
2. The purport of the claim.
3. The facts of the case which constitute the grounds of the claim.
4. The means of proof and if it is documentary evidence, it shall be accompanied by copies or extracts thereof.

Article 5

The claim shall be accompanied by three copies thereof and as many additional copies as there are Respondents.

Article 6.

The claim shall be either in English or in Japanese. If the claim be in Japanese, it shall be accompanied by an English translation.

Article 7.

On receipt of the claim, the Secretariat will enter the date thereon and acknowledge its receipt to the Claimant.

Article 8.

The Secretariat shall cause one copy of the claim to be served on the Respondent.

Article 9.

The Respondent shall, within sixty days from the date of the service of the copy of the claim, deliver his response to the Tribunal.

Article 10.

The response shall state:

1. The name, nationality, occupation, and domicile of the Parties and their agents.
2. The purport of the response.
3. Information respecting the allegation of facts made by the Claimant.
4. Means of proof and if it is documentary evidence, it shall be accompanied by copies or extracts thereof.

Article 11.

If the Claimant desires to reply, his reply shall be delivered to the Tribunal within sixty days from the date of the receipt of the response.

If the Respondent wishes to answer to the reply, his rejoinder shall be delivered to the Tribunal within sixty days from the date of the receipt of the reply.

Article 12.

The provisions of Article 5 to Article 8 of these rules shall apply *mutatis mutandis* to the response, reply and rejoinder.

Article 13.

If a third person has an interest in the claim pending, he may, with the leave of the Tribunal, intervene in the case in order to assist one of the Parties in such manner as the Tribunal may direct.

The application for intervention shall name the Case and the Parties, and state the interest of the applicant.

If the intervention is allowed, the Secretariat will notify the Parties and the Intervenor, and send the copy of the application to the Parties.

Article 14.

The Secretariat will inform the Parties when the pleadings above mentioned are closed.

Article 15.

Either Party may, within sixty days from the date of the receipt of notice mentioned in the preceding Article, apply for the examination of witnesses.

The application shall give the name, nationality, domicile of any witness, and the facts for which the examination is required. If the Party wishes the evidence to be given before the Tribunal or upon commission, it may state the reasons thereof.

Article 16.

When the examination of any witness is granted, the Tribunal will order the Party at whose instance the evidence is to be taken, to pay in advance the expenses which will be incurred thereby. The amount, and the time for the payment of the same will be fixed by the Tribunal.

If the Party at whose instance the witness is to be examined should fail to pay in advance the expenses within the said time, no examination of the witness shall take place.

Article 17.

When the Party at whose instance the evidence is to be taken, has paid the expenses in advance, the Secretariat will serve the summons on the witnesses, naming the Parties and the facts for which the examination is required, and specifying the place and date on which the witnesses must appear.

The place and date of the examination of any witnesses shall be notified to the Parties.

Article 18.

When the evidence is to be taken upon commission, the Court of Justice of the Country in which the examination will take place, may be requested to take the evidence.

The Court of Justice above-mentioned will examine any witness in accordance with the laws of its own Country.

Article 19.

The Tribunal may either on application or of its own motion, call expert evidence, and view any premises, locality or object.

The provisions concerning the examination of witness shall apply *mutatis mutandis* to the expert evidence and the inspection.

Article 20.

The Tribunal may either on application or of its own motion, direct the production of any documents in the possession of the Parties.

Article 21.

The Tribunal may, either on application or of its own motion, request any authority of the Country to which the Party belongs, to produce documents in their custody or to make a report with reference to the claim.

Article 22.

The Tribunal may of its own motion at any stage of the proceedings require evidence or order evidence to be taken, if it thinks fit.

Article 23.

The Tribunal may, if it thinks fit, examine the Parties as witnesses. The above mentioned examination may be taken on commission.

Article 24.

When the Tribunal thinks it necessary to get assistance from a third Power respecting the collection of evidence and information, it will request both the Japanese and the German Governments to take proper steps therefore.

Article 25.

The evidence taken by the Japanese Special Rights Investigation Board may be used by the Tribunal as an evidence.

Article 26.

If any party desires to submit a reasoned argument in writing, he may do so at any time after the written proceedings are closed, and not less than ten days before the date fixed for the hearing of the case, but such argument in writing shall be based only on facts alleged in the claim, response, reply or rejoinder.

Article 27.

The President will fix the date and the place of hearing, and the Secretariat will summon the Parties.

The date of hearing shall be after the lapse of sixty days of the notice prescribed by Article 14.

Article 28.

The hearing shall be in public.

Article 29.

If the Tribunal should be of opinion, at any stage of the proceedings, that it has no jurisdiction herein, it may so decide before further dealing with the case, even though there is no objection by the Respondent.

Article 30.

The Tribunal may order cases to be taken together or separately or may limit the proceedings to certain points in dispute.

Article 31.

In cases where the Party had tardily advanced the means of defence or of proof on account of his wilful or gross neglect, the Tribunal may refuse to accept the said means.

Article 32.

The Tribunal may at any stage of the proceedings attempt reconciliation between the Parties as to the whole case or certain parts thereof.

Reconciliation is effected by producing to the Tribunal the agreement signed by the Parties or their agents specially authorised.

The agreement shall be confirmed by the Tribunal. Such agreement has the same effect as a decision of the Tribunal.

Article 33.

The Tribunal may at any stage of the proceedings advise the Parties to refer the case to an Arbitrator, and may order them to appear for dealing with this advice.

Article 34.

The Arbitrator shall produce his award in writing to the Tribunal as soon as the award is made.

The award has the same effect as a decision of the Tribunal.

Article 35.

The Tribunal may even in absence of any Party to the case who has been duly summoned, consider and decide the case.

Article 36.

The Tribunal, after taking into consideration the whole of the proceedings, evidence, information and any other circumstances pertaining to the case, shall give its decision according to its free conviction.

Article 37.

The decision shall be pronounced by the Tribunal in public.

Article 38.

The Tribunal shall give its reasons for the decision which must be signed be the President and Members.

In cases where either the President or a Member is prevented from signing the decision, the signature of the other two with a statement to that effect shall be sufficient.

Article 39.

The decision will deal with costs in the case.

The decision as to costs is, in so far as its execution is concerned, to be regarded as a part of the decision as to the claim.

Article 40.

An official copy of the decision shall be served on the Parties and on the Japanese Special Rights Investigation Board as well as on the representative of the German Government.

Article 41.

The Tribunal may, on application or of its own motion, rectify any apparent error in the decision.

Article 42.

The provision of Article 40 of these Rules shall apply *mutatis mutandis* to any agreement between the Parties and to any award given by an Arbitrator.

Article 43.

All the documents in the case which it is intended to use before the Tribunal, must be sent to the Tribunal Secretariat at 21 St. James Square, London.

Article 44.

The service of all the documents relating to the proceedings, shall be effected upon commission.

The Courts of Justice of the Countries to which the Parties belong, shall be requested by the Tribunal to effect the said service, and to report delivery.

Article 45.

In all cases which are not provided for in these Rules and the Treaty, the Tribunal will act in accordance with Justice and Equity.

November 12, 1920.

Borel, President. *Kisaburo Suga.* *Zacharias.*

116.

ALLEMAGNE, SIAM.

Règlement de procédure du Tribunal arbitral mixte allemand-siamois; établi à Paris, le 22 décembre 1920.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1921, No. 36.

Règlement de Procédure du Tribunal Mixte Arbitral Allemand-Siamois.

Vu l'Article 304, litt. d. du Traité de Versailles du 28 juin 1919,*) entré en vigueur le 10 janvier 1920, et le paragraphe 2 de l'annexe de cet Article, le Tribunal Arbitral Mixte allemand-siamois établit les règles de procédure suivantes:

I. Siège.

Art. 1.

Le siège du Tribunal Arbitral est fixé à Paris, 57 Rue de Varenne.

Cette disposition ne déroge en rien au paragraphe 9 de l'annexe de l'Article 304 du Traité qui confère au Président le soin de déterminer,

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 587.

dans chaque cas particulier, le lieu des audiences qui peuvent se tenir en Allemagne, au Siam, en France ou ailleurs.

II. Saisine.

Art. 2.

L'instance est introduite auprès du Tribunal par une requête adressée à son siège.

III. Délais de présentation des requêtes.

Art. 3.

Les requêtes doivent être présentées au Tribunal dans les délais ci-après:

a) Pour l'appel prévu au paragraphe 20 de l'annexe à l'Article 296, dans le délai d'un mois à dater du jour où la décision conjointe des deux offices a été communiquée à la partie qui fait appel.

b) Pour toutes les autres affaires concernant l'application de l'Article 296, dans le délai de trois mois à dater du jour où les offices ont fait connaître leur désaccord (Paragraphe 16 de l'annexe) ou l'échec de la tentative de conciliation des parties (Paragraphe 8 de l'annexe).

c) Pour l'indemnité prévue l'Article 297, litt. e, dans le délai de dix-huit mois dès la mise en vigueur du Traité. Ce délai pourra être prolongé de façon que l'intéressé ait six mois dès le jour où il a eu connaissance des dommages ou préjudices causés à ses biens, droits ou intérêts, ou dès le jour où il a su que son bien ne lui serait pas restitué.

S'il y a eu restitution dudit bien conformément à litt. f du même Article, le délai pour la requête en indemnité sera de six mois dès le jour où l'intéressé aura été remis en possession de son bien.

d) Pour l'application de l'Article 304, litt. b, al. 2, pr., dans le délai de trois mois dès le jour où la question de la compétence des tribunaux nationaux d'une Puissance alliée, associée ou neutre aura été résolue négativement soit par une décision judiciaire, soit par une déclaration d'une autorité compétente de cette Puissance.

Dans le cas prévu par l'Article 304, litt. b, in fine, la partie qui voudra porter l'affaire devant le Tribunal devra le faire dans les six mois dès la publication des présentes dispositions, en produisant une déclaration de l'autorité compétente de son pays attestant que sa loi nationale ne s'y oppose pas.

e) Pour l'application de l'Article 305, dans le délai de six mois dès le jour où le jugement définitif aura été regulièrement notifié aux parties.

Si la notification n'a pas atteint le destinataire, ce délai courra du jour où celui-ci a eu connaissance du jugement.

f) Pour l'application de l'Article 310, dans le délai de dix-huit mois dès la mise en vigueur du Traité.

g) Pour l'application de l'Article 299, lit. b, al. 2, dans le délai d'un an à partir du 1er janvier 1921.

h) Pour toutes les autres affaires de la compétence du Tribunal, dans le délai d'un an de la date du 1er janvier 1921 ou, si le demandeur n'a connu les faits qui donnent lieu à litige qu'à une date ultérieure, du jour où le demandeur en a eu connaissance.

Art. 4.

Pour le calcul des délais ci-dessus, les mois sont comptés conformément au calendrier grégorien de quantième à quantième.

Les délais seront prolongés à raison des difficultés de communication conformément aux dispositions prévues à l'Article 93.

Art. 5.

Les requêtes présentées après l'expiration des délais visés à l'Article 3 seront, sur la demande de la partie adverse, déclarées irrecevables. Toutefois le Tribunal pourra les admettre si, en raison des circonstances spéciales, il le juge équitable.

La partie qui entend se prévaloir de la tardivité de la requête doit soulever cette exception dans sa première pièce de procédure en réponse à cette requête.

Le Président décidera si la question de recevabilité de la requête sera examinée dans une audience spéciale du Tribunal ou à l'audience principale.

IV. Forme des requêtes.

Art. 6.

La requête contient:

a) Les nom, prénoms, profession et domicile des parties, ainsi que, le cas échéant, la désignation et le domicile du mandataire du requérant.

b) L'indication d'un domicile élu au siège du Tribunal.

c) L'exposé articulé des faits qui motivent la requête. Ces faits sont rangés sous des numéros d'ordre.

d) Un exposé de droit.

e) Les conclusions (soit dispositif des conclusions).

f) Le bordereau des actes, titres, pièces et documents joints à la requête.

Un certificat de nationalité du requérant sera déposé avec la requête au Secrétariat du Tribunal Arbitral

Art. 7.

Les conclusions doivent être claires et précises. Jusqu'à la clôture des débats, elles peuvent être restreintes ou modifiées, mais sans que la nature en soit changée.

En aucun cas elles ne peuvent être augmentées.

Art. 8.

La requête est écrite lisiblement, sur papier libre, et signée par l'intéressé ou son mandataire, choisi conformément à l'Article 83.

Art. 9.

La requête originale est accompagnée de copies déclarées conformes:

a) en trois exemplaires pour les Arbitres;

b) en autant d'exemplaires qu'il y a de défendeurs distincts:

c) en deux exemplaires pour les Agents des Gouvernements.

Il n'est pas fourni copie des annexes volumineuses.

Art. 10.

La requête est rédigée en langue française.

Les pièces annexes, ainsi que tous les documents fournis au Tribunal par les parties ou émanant du Tribunal en tout état de la procédure, sont aussi rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction française.

La partie qui produit une pièce ou un document peut demander que la traduction française soit faite, à ses frais, par les soins du Secrétariat du Tribunal.

Le Président peut autoriser les parties, au cas où des pièces volumineuses seraient présentées, à en faire traduire en français des extraits, sauf décision du Tribunal sur opposition de la partie adverse.

Art. 11.

Le Secrétariat du Tribunal atteste sur la requête la date de sa réception et en délivre un reçu au requérant ou à son mandataire.

V. Réponse.

Art. 12.

Dès réception de sa requête, le Secrétariat fait l'expédition des copies mentionnées à l'Article 9.

La communication à la partie adverse se fait par lettre recommandée, avec un avis de réception.

Lorsqu'il résulte d'une constatation d'un Agent que le domicile ou la résidence du défendeur est inconnu, ou qu'une lettre recommandée n'a pu lui être remise, le Président requiert l'Agent de l'Etat dont le défendeur est ressortissant de faire la notification conformément au mode de la loi du lieu où elle doit être faite.

Art. 13.

Dans le délai de deux mois dès la réception par le défendeur de la requête introductive d'instance, celui ci déposera sa réponse au Secrétariat.

Art. 14.

La réponse contient:

a) Les nom, prénoms, profession et domicile des parties, ainsi que, le cas échéant, la désignation et le domicile du mandataire du défendeur.

b) La détermination précise du défendeur sur chacun des faits articulés dans la requête.

Si ces faits sont personnels au défendeur, celui-ci doit ou les admettre ou les contester. S'ils ne lui sont pas personnels, le défendeur peut aussi déclarer les ignorer. Cette déclaration équivaut à une négation.

c) L'exposé articulé des faits sur lesquels le défendeur prétend fonder ses conclusions. Ces faits sont rangés sous des numéros d'ordre en continuant la numérotation des faits de la requête.
d) Un exposé de droit, avec indication des exceptions et moyens que le défendeur entend soulever.
e) Les conclusions, qui peuvent être soit libératoires de tout ou partie des conclusions de la requête, soit reconventionnelles. L'Article 7 est applicable aux conclusions de la réponse.
f) Le bordereau des actes, titres, pièces et documents joints à la réponse.

Art. 15.

Les Articles 6, litt. b, 8, 9, 10 et 11 s'appliquent aussi à la réponse, dont une copie doit être remise au demandeur par lettre recommandée, avec avis de réception.

VI. Division de cause.

Art. 16.

Si le demandeur a réuni indûment dans la même cause plusieurs défendeurs ou différents objets, la division de cause peut être demandée par chaque défendeur.

Cette demande est déposée au Secrétariat dans le délai fixé pour la réponse. Le Président fixe un délai équitable au demandeur pour se déterminer.

Un nouveau délai de deux mois dès la décision du Tribunal sur la division de cause est accordé au défendeur pour déposer la réponse (Article 14).

VII. Evocation en garantie.

Art. 17.

Le défendeur qui estime avoir le droit d'appeler un tiers comme garant, pour soutenir le procès à sa place, doit le faire avant toute réponse au fond, dans le délai fixé pour le dépôt de celle-ci.

L'évocation indique les nom, prénoms, profession et domicile du tiers évoqué et les motifs de l'évocation. Le Président fixe un délai au demandeur pour se déterminer sur l'évocation.

Art. 18.

Si le demandeur fait opposition à l'évocation en garantie, le Tribunal en décide.

Si l'évocation en garantie est admise par le demandeur ou par le Tribunal, le défendeur, dans le délai de quinze jours, invite le garant à prendre sa place au procès. Un délai de quinze jours est accordé au garant pour accepter ou refuser l'évocation.

Si le garant accepte l'évocation, avis en est donné aux parties et un délai de deux mois est accordé au garant pour déposer la réponse (Article 14).

Si le garant refuse l'évocation ou ne répond pas dans le délai fixé, avis en est donné aux parties et un délai de deux mois est accordé au défendeur pour déposer la réponse (Article 14).

VIII. Appel en cause.

Art. 19.

Le défendeur qui estime avoir le droit d'exiger d'un tiers qu'il soutienne le procès conjointement avec lui doit le faire avant toute réponse au fond, dans le délai fixé pour le dépôt de celle-ci.

L'appel en cause est soumis aux mêmes règles que l'évocation en garantie.

IX. Intervention de tiers.

Art. 20.

Toute personne qui prétend faire valoir un intérêt légitime dans une instance peut intervenir au procès au cours de la procédure en présentant une requête contenant:

a) la désignation des parties et de l'affaire;
b) les nom, prénoms, profession et domicile de l'intervenant ainsi que l'indication d'un domicile élu selon l'Article 6, litt. b, et, s'il y a lieu, la désignation et le domicile de son mandataire;
c) les faits justifiant l'intérêt de l'intervenant;
d) la déclaration d'intervention;
e) les conclusions;
f) le bordereau des pièces produites.

Art. 21.

L'intervention est communiquée aux parties et aux agents.

Si elle ne rencontre pas d'opposition, le Président fixe, s'il y a lieu, les délais qui lui paraissent nécessaires pour permettre aux parties de se déterminer sur les faits allégués par l'intervenant et sur ses moyens de droit.

Art. 22.

En cas d'opposition le Tribunal juge de l'admission de l'intervention, qui ne pourra retarder le jugement de la cause principale quand elle sera en état. Le Tribunal statuera sur les frais et dépens de l'intervention.

X. Exceptions.

Art. 23.

L'exception qu'oppose le défendeur pour ne pas entrer en matière sur le fond du procès peut être présentée soit dans une demande exceptionnelle avant toute défense au fond et dans le délai fixé pour le dépôt de la réponse, soit dans la réponse au fond, au choix du défendeur.

S'il y a plusieurs exceptions de cette nature, elles doivent être présentées conjointement.

Art. 24.

Si l'exception prévue à l'Article précédent est présentée dans une demande exceptionnelle, la cause au fond est suspendue et les dispositions de l'Article 6 sont applicables à cette demande exceptionnelle.

Le Tribunal statue, après instruction, sur le mérite de l'exception.

Si celle-ci est écartée, la cause principale est reprise et un délai de deux mois est assigné au défendeur pour déposer sa réponse (Article 14).

Art. 25.

Toute autre exception doit être présentée dans la réponse (Article 14).

XI. Réplique et duplique.

Art. 26.

Dans le délai d'un mois dès la réception de la réponse, le demandeur peut déposer au Secrétariat une réplique.

Celle-ci contient:

a) la détermination du demandeur sur chacun des faits articulés dans la réponse;
b) les nouveaux faits que le demandeur aurait à articuler, rangés sous numéros d'ordre en continuant la numérotation de la réponse;
c) un exposé de droit, facultatif;
d) si le défendeur a pris des conclusions reconventionnelles, la détermination du demandeur sur ces conclusions;
e) le bordereau des pièces jointes à la réplique.

Art. 27.

Les Articles 8, 9, 10 et 11 sont applicables à la réplique.

Les dispositions relatives à la division de cause, à l'évocation en garantie et à l'appel en cause s'appliquent par analogie à la réplique.

Art. 28.

Dans le délai d'un mois dès la réception de la réplique, le défendeur peut déposer au Secrétariat une duplique, contenant:

a) la détermination du défendeur sur les nouveaux faits articulés par le demandeur;
b) les nouveaux faits que le défendeur aurait à articuler, rangés sous numéros d'ordre en continuant la numérotation de la réplique;
c) un exposé de droit, facultatif;
d) le bordereau des pièces jointes à la duplique.

Art. 29.

Les Articles 8 à 11 sont applicables à la duplique.

Art. 30.

Les actes, pièces et documents qui n'ont pas été communiqués aux parties peuvent être consultés par celles-ci ou par leurs mandataires, et par les Agents, en tout état de cause, au Secrétariat.

Aucun acte, pièce ou document versé au dossier d'une cause ne peut sortir du Secrétariat, sauf pour les besoins du Tribunal.

Le Secrétariat délivrera des copies ou même des photographies, sur la demande d'une partie, ou d'un Agent, aux frais du requérant.

XII. Mesures conservatoires.

Art. 31.

A la requête d'une partie ou d'un Agent le Tribunal peut ordonner, en dehors des mesures conservatoires déjà prévues par le Traité, toute mesure conservatoire ou provisoire qui lui paraît équitable et nécessaire pour garantir les droits des parties.

Art. 32.

Les mesures conservatoires peuvent être demandées et ordonnées en tout état de cause, même avant le dépôt de la requête introductive de l'instance. Dans ce dernier cas, l'instance doit être introduite dans le plus bref délai possible.

Art. 33.

La partie contre laquelle des mesures conservatoires sont requises doit être entendue, si possible.

La partie qui n'a pas pu être entendue peut demander au Tribunal de revenir sur sa décision. Cette demande n'est pas suspensive.

Art. 34.

Dans tous les cas où les mesures conservatoires seraient de nature à porter préjudice au droit d'un tiers, celui-ci aura la faculté d'y faire opposition au moyen d'une requête présentée au Tribunal.

Les dispositions de la procédure ordinaire sont applicables à l'instruction et au jugement de cette requête.

Celle-ci n'est pas suspensive.

Art. 35.

La partie requérante peut être tenue de fournir une caution ou de faire un dépôt pour garantir les dommages qui peuvent résulter des mesures conservatoires.

Art. 36.

La décision de mesures conservatoires détermine leur étendue et leurs conditions. Elle est notifiée aux parties et a la même force exécutoire qu'une sentence du Tribunal.

Le Tribunal peut requérir l'Agent compétent de faire exécuter cette décision, avant même toute notification, celle-ci devant être faite dans les huit jours qui suivent l'exécution.

XIII. Audience préliminaire.

Art. 37.

Après le dépôt de la réponse ou de la duplique ou à l'expiration du délai fixé pour ce dépôt, le Président peut assigner les parties à son audience pour procéder à l'épuration des faits et à l'indication des moyens de preuve.

Le Secrétariat en avise les Agents.

Art. 38.

Les parties ou leurs mandataires comparaissant, le Président les invite à s'expliquer verbalement sur les faits allégués dans la requête et la réponse (éventuellement, dans la réplique et la duplique). Il constate l'accord sur chacun des faits allégués.

Art. 39.

Le Secrétaire inscrit au procès-verbal de l'audience:

1° les faits articulés en procédure ou à l'audience sur lesquels les parties sont d'accord;

2° les faits sur lesquels les parties sont en désaccord.

Les faits articulés en procédure peuvent être indiqués simplement par leur numéro d'ordre.

Art. 40.

Si le défendeur n'a pas déposé de réponse (éventuellement de duplique), il doit se déterminer à l'audience sur les allégués de la requête (éventuellement, de la réplique). Il doit, en outre, déposer ses conclusions, qui, dans ce cas, ne peuvent pas être reconventionnelles.

Art. 41.

Si, à l'audience du Président, une partie, en alléguant un fait nouveau ou en produisant un document, rend nécessaires des recherches, le Président peut accorder un délai. Les frais de ce renvoi sont mis à la charge de la partie qui l'a occasionné par une négligence.

Art. 42.

L'épuration des faits terminée, le demandeur, puis le défendeur, indiquent leurs moyens de preuve pour chacun des allégués sur lesquels ils sont en désaccord.

Il en est fait inscription par le Secrétaire au procès-verbal qui est lu avant la clôture de l'audience préliminaire.

Art. 43.

Autant que possible, les parties produisent immédiatement les actes ou documents annoncés, en les accompagnant d'un bordereau transcrit au procès-verbal.

XIV. Audience de jugement.

Art. 44.

Dès que la procédure écrite est terminée, le Président fixe le jour et le lieu de l'audience du Tribunal.

Art. 45.

Le Secrétariat avise les Agents et parties de la décision du Président. Il prévient les parties que le dossier peut être consulté par elles au Secrétariat pendant quinze jours. Le dossier est mis ensuite à la disposition des Agents des deux Gouvernements au siège du Tribunal respectivement pendant quinze jours en commençant par l'Agent du pays du défendeur. Il est visé par ces Agents.

Art. 46.

L'audience du Tribunal est publique. Toutefois, le Tribunal peut, d'office ou sur réquisition, ordonner le huis-clos.

Art. 47.

Au jour fixé, la cause étant introduite, la parole est donnée aux conseils des parties.

Exceptionnellement le Tribunal peut autoriser une partie à présenter elle-même ses observations.

Les Agents des Gouvernements intéressés présentent leurs observations et déposent leurs conclusions.

Le Tribunal peut autoriser les parties à répliquer. Les Agents ont toujours la parole les derniers.

Art. 48.

Le Tribunal peut écarter du débat tous actes ou documents qui n'auraient pas été produits à l'instruction écrite.

Art. 49.

Les débats sont dirigés par le Président, qui assure la police de l'audience et, en cas d'infraction, en dresse procès-verbal.

Les Secrétaires tiennent le procès-verbal de l'audience.

Art. 50.

Après les plaidoiries, les débats sont déclarés clos. Il est donné lecture du procès-verbal de l'audience. Celui-ci est signé par le Président et les Secrétaires.

Avant la mise en délibéré, chaque partie indique le montant de ses frais et débours.

XV. Preuves par témoins et expertises.

Art. 51.

Si le Tribunal constate que les parties ne sont pas d'accord sur des faits pertinents, il peut ordonner une enquête.

Dans ce cas, le Tribunal fixe une date à laquelle cette enquête aura lieu devant lui, ainsi que le délai dans lequel les nom et domicile des témoins devront être indiqués au Secrétariat et notifiés à la partie adverse et aux Agents.

En même temps le Tribunal fixe aux parties un délai pour déposer au Secrétariat la somme de frais présumée nécessaire pour indemniser les témoins dont elles requièrent l'audition.

La partie qui n'effectue pas le dépôt dans le délai assigné est déchue de son droit à la preuve par témoins.

Art. 52.

Les témoins sont cités par l'intermédiaire des Agents conformément à la loi du territoire de leur domicile ou résidence quinze jours au moins avant leur audition.

Art. 53.

Les commissions rogatoires ayant pour objet l'audition de témoins sont adressées par l'intermédiaire des Agents à l'autorité judiciaire compétente du lieu du domicile ou de résidence du témoin. Dans ce cas, le témoin est entendu et assermenté dans les formes prévues par la loi locale.

Art. 54.

Les indemnités dues aux témoins sont arrêtées par le Tribunal.

Art. 55.

Le Président invite les témoins avant ou après leur déposition à prêter le serment dans les formes prévues par leur loi nationale

Les mineurs de quinze ans ainsi que les parents en ligne ascendante ou descendante et le conjoint, même divorcé, d'une partie ne sont pas assermentés. Dans tous les autres cas le Tribunal décidera si un témoin sera assermenté.

Le Tribunal peut toujours dispenser du serment lorsque les circonstances lui paraissent l'exiger.

Le Tribunal peut d'office ou sur réquisition ordonner que la déposition d'un témoin soit transcrite au procès-verbal de l'audience et signée par le témoin.

Art. 56.

Le Tribunal peut exceptionnellement entendre les parties ou leurs représentants légaux comme témoins et les assermenter.

Art. 57.

Le Tribunal peut ordonner des expertises par une ou plusieurs personnes qu'il désignera, sauf accord entre les parties.

Sur la requête de l'une d'elles l'expert est assermenté dans les formes prévues par sa loi nationale.

Art. 58.

Le Tribunal fixe à la partie instante à la preuve un délai pour déposer au Secrétariat la somme des frais présumés de l'expertise.

Si la partie n'effectue pas le dépôt dans le délai fixé, elle est déchue de son droit à l'expertise.

Art. 59.

Les rapports d'expertise, rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction française, sont déposés au Secrétariat, qui en avise les parties.

Celles-ci peuvent en prendre connaissance au Secrétariat ou s'en faire délivrer une copie à leurs frais.

Art. 60.

Dans le mois qui suit l'avis donné aux parties du dépôt du rapport d'expertise, celles-ci peuvent requérir un complément d'expertise ou une seconde expertise. Les Articles 57 à 59 sont applicables.

Art. 61.

Le Tribunal pourra prescrire une descente sur les lieux.

XVI. Transaction.

Art. 62.

Les contestations sur des droits dont les parties ont la libre disposition peuvent être abandonnées par elles au moyen d'une transaction.

La transaction n'est valable qu'autant qu'elle est faite par écrit et signée par les parties ou par leurs mandataires munis à cet effet d'une procuration spéciale.

La transaction est déposée au Secrétariat, qui en avise les Agents des Gouvernements.

Elle peut aussi intervenir à l'audience du Tribunal.

Si, dans le délai de huit jours dès l'avis, un Agent fait opposition à la transaction, le procès suit son cours.

Si aucune opposition n'est faite dans ce délai, la transaction devient définitive. Elle est homologuée par le Tribunal et a, dès lors, force de chose jugée. L'original reste au Secrétariat. Chaque partie en reçoit une copie attestée conforme sous le sceau du Tribunal

Les frais judiciaires sont supportés en commun par les deux parties, sauf stipulation contraire dans la transaction.

XVII. Passé-expédient et désistement.

Art. 63.

Le passé-expédient est l'acte par lequel une partie adhère aux conclusions de son adversaire.

S'il embrasse la totalité des conclusions, la partie qui passe expédient est tenue à tous les frais et dépens.

S'il n'est relatif qu'à une partie des conclusions, le juge prend en considération ce passé-expédient dans le jugement sur les frais de la cause qui lui reste soumise.

Art. 64.

Le passé-expédient a lieu sous la forme d'une déclaration écrite, signée par la partie ou par son mandataire, muni à cet effet d'une procuration spéciale.

Il est déposé au Secrétariat qui en avise la partie adverse et les Agents des Gouvernements.

Il peut aussi intervenir à l'audience du Tribunal.

Si, dans le délai de huit jours dès l'avis, un Agent fait opposition au passé-expédient, le procès suit son cours.

Si aucune opposition n'est faite dans ce délai, le passé-expédient devient définitif. Il est homologué par le Tribunal et a force de chose jugée. L'original reste au Secrétariat; une copie attestée conforme sous le sceau du Tribunal est délivrée aux parties.

Art. 65.

Jusqu'à production de la réponse du défendeur le demandeur peut se désister de ses conclusions.

Le désistement à lieu sous la forme d'une déclaration écrite, signée par la partie ou son mandataire, muni à cet effet d'une procuration spéciale.

Il est déposé au Secrétariat qui en avise la partie adverse et les Agents.

Si un Agent fait opposition au désistement, le procès suit son cours.

Si aucune opposition n'est faite, le désistement devient définitif. L'original reste au Secrétariat, qui en délivre aux parties une copie attestée conforme, sous le sceau du Tribunal.

Les frais et dépens sont à la charge de la partie qui se désiste. Ils sont fixés par le Président, qui en ordonne le dépôt au Secrétariat avant de constater le désistement.

XVIII. Suspension du procès.

Art. 66.

Sur la demande commune des parties, le Président, après avoir pris l'avis des Agents, peut suspendre le cours du procès pour un temps déterminé.

Art. 67.

Lorsqu'une partie perd la capacité d'agir civilement ou lorsque ses droits passent à autrui par mort, insolvabilité ou toute autre circonstance, un délai est accordé, par le Tribunal, aux tuteurs, héritiers, créanciers, etc., pour déclarer s'ils veulent continuer le procès, passer expédient ou se désister.

XIX. Péremption de l'instance.

Art. 68.

L'instance dans laquelle les parties se sont abstenues de tout acte de procédure pendant une année à partir de la dernière opération peut, par décision du Tribunal, être annulée comme perimée lorsque l'une ou l'autre des parties fait valoir cette péremption.

La partie qui veut se prévaloir de la péremption doit, sous peine de déchéance, l'opposer en réponse au premier acte tendant à reprendre ou à continuer l'instance.

Art. 69.

Tous les actes de l'instance périmée sont annulés et considérés comme n'ayant pas existé.

Chaque partie supporte les frais qu'elle a faits.

La péremption de l'instance n'invalide pas le droit litigieux.

XX. Sentence.

Art. 70.

Pour rendre sa sentence le Tribunal doit être au complet.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Art. 71.

La sentence énonce:

1° le jour où elle a été rendue;

2° le nom des Juges et des Agents;

3° les nom, prénoms, profession et domicile des parties et de leurs mandataires;

4° le dispositif des conclusions des parties;

5° les considérants de fait et de droit;

6° le dispositif sur le fond et sur les dépens.

La sentence peut réduire les conclusions des parties, mais elle ne peut ni les augmenter, ni en changer la nature.

Art. 72.

La rédaction de la sentence est approuvée par le Tribunal. Elle est immédiatement datée. Dans la règle, la sentence est signée par le Président, les Arbitres et les Secrétaires. Exceptionnellement, elle peut être signée par le Président au nom d'un Arbitre ou par les deux Arbitres au nom du Président.

Art. 73.

Le fait qu'une partie dûment convoquée ne présente ni défense écrite ni défense orale n'est pas un obstacle à ce qu'il soit procédé aux débats et à la sentence.

L'Agent du Gouvernement intéressé peut intervenir soit pour prendre la place de son ressortissant, soit pour demander la remise de l'affaire à une date ultérieure où elle sera définitivement jugée.

Art. 74.

Le dispositif de la sentence est notifié aux parties.

Des expéditions des sentences sont délivrées aux parties par le Secrétariat moyennant paiement des frais.

Art. 75.

Les frais et débours alloués par le Tribunal sont payés dans la monnaie fixée par celui-ci.

Art. 76.

Le Tribunal requiert les Agents des Gouvernements d'assurer l'exécution de ses sentences conformément à la lettre g de l'Article 304 du Traité de Versailles.

Dans ce but le Secrétariat délivre aux Agents une expédition, déclarée conforme par le Président et les Secrétaires, de la sentence du Tribunal.

XXI. Interprétation et rectification.

Art. 77.

Le Tribunal peut interpréter ou rectifier une sentence dont le dispositif paraîtrait obscur, incomplet ou contradictoire, ou qui contiendrait une erreur d'écriture ou de calcul.

La demande d'interprétation doit être adressée au Tribunal, par l'intermédiaire d'un Agent, dans le délai de deux mois à partir de la notification de la sentence.

Le Tribunal statue en chambre de conseil, après avoir provoqué les explications de la partie adverse.

XXII. Révision.

Art. 78.

La demande de révision doit être adressée au Tribunal. Elle doit être motivée exclusivement par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnue du Tribunal lui-même et de la partie qui demande la révision.

Art. 79.

La procédure de révision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau et lui reconnaissant les caractères prévus par l'Article précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Aucune demande de révision ne peut être présentée plus d'un an après le jour où la sentence a été rendue.

Art. 80.

Si la demande de révision est admise, la procédure de révision est réglée par le Tribunal.

Art. 81.

La demande en révision ne suspend pas l'exécution de la sentence, à moins que le Tribunal n'en ordonne autrement en admettant la révision.

XXIII.
Mandataires et conseils des parties. Agents des Gouvernements.

Art. 82.

Les parties peuvent se faire représenter devant le Tribunal par des mandataires et se faire assister de conseils. Les mandataires reçoivent valablement toutes notifications, communications et convocations du Tribunal.

Le Président peut exiger la comparution personnelle.

Art. 83.

Les mandataires et conseils des parties ne peuvent être choisis que dans les catégories suivantes:

1⁰ les advocats aux barreaux des cours et des tribunaux allemands, siamois ou français;

2⁰ les avoués près les cours ou les tribunaux français;

3⁰ les professeurs, agrégés, chargés de cours ou privatdocents des facultés de droit des Etats allemands, de l'Etat siamois et de l'Etat français;

4⁰ les membres ou associés de l'Institut de Droit International;

5⁰ les Agents des Gouvernements, sauf dans le cas prévu par le § 20 de l'annexe de l'Art. 296 du Traité de Versailles avec l'autorisation spéciale du Gouvernement intéressé.

Les mandataires et conseils peuvent, avec l'autorisation du Tribunal, se faire assister d'avocats près le „Patentamt“ allemand („Patentanwälte“) et d'ingénieurs-conseils, dans le cas où l'affaire présente des questions techniques.

Art. 84.

Les Agents des Gouvernements peuvent intervenir en tout état de la procédure.

Communication leur est donnée par le Secrétariat de tous actes de la procédure.

XXIV. Dispositions générales.

Art. 85.

Le Tribunal détermine sa compétence en interprétant le Traité.

Art. 86.

Tous les modes de preuves sont admis devant le Tribunal — sous réserve du paragraphe 18, alinéa 2 de l'annexe de l'Article 296 —, les Arbitres n'ayant d'autre guide que leur conscience et l'équité pour apprécier la valeur des preuves.

Art. 87.

La preuve par témoignage ne sera admise qu'avec l'autorisation du Tribunal donnée sous la forme d'une décision qui ne préjugera en rien du fond du procès.

Art. 88.

En tout état de cause le Tribunal peut ordonner la production de tous actes ou documents qu'il juge nécessaires.

Ces actes ou documents seront communiqués aux Agents et aux parties.

Art. 89.

Toutes les fois que le Tribunal aura à adresser une demande à une tierce Puissance, il priera les Gouvernements Allemand et Siamois de la faire parvenir au Gouvernement de cette tierce Puissance par une démarche simultanée.

Art. 90.

Pour toutes pièces déposées et tout dépôt consigné au Secrétariat, celui-ci délivre un récépissé.

Art. 91.

Toutes les notifications, communications et convocations du Tribunal, dans tout état de la procédure, sont faites par lettre recommandée et accompagnées d'un avis de réception.

Art. 92.

En dehors des parties dont les Agents reconnaîtraient l'insolvabilité et soutiendraient l'instance, le demandeur consigne au Serétariat une provision pour assurer les frais du Tribunal et de la procédure engagée.

Cette provision est au minimum de cent francs et au maximum de dix mille francs. Son montant est déterminé, en tenant compte de l'importance du litige, par le Président, qui fixe au demandeur le délai dans lequel la consignation doit être faite.

Si, au cours de l'instruction, la provision fixée apparaît insuffisante, le Président peut, d'office ou sur requête, l'augmenter sans être lié par le maximum ci-dessus.

Ces dispositions sont applicables au défendeur qui prend des conclusions reconventionnelles et au tiers qui intervient au procès.

La consignation peut aussi être faite à la Reichsbank allemande, à la Siam Commercial Bank à Bangkok ou la Banque de France, au compte du Tribunal Arbitral Mixte allemand-siamois.

Les montants à consigner en marks allemands seront calculés au taux moyen du franc français coté à la Bourse de Genève durant le mois qui a précédé la date de la consignation.

Les montants à consigner en ticaux siamois seront calculés au taux moyen du franc français coté à la Bourse de Londres durant le mois qui a précédé la date de la consignation.

Les dispositions de cet Article ne dérogent en rien au paragraphe 20, alinéa 2, de l'annexe de l'Article 296 du Traité de Versailles.

Art. 93.

Dans tous les cas où une personne ne résidera pas en Europe, la période de temps nécessaire pour que les communications postales parviennent dans le pays où réside cette personne ou arrivent de ce pays ne sera pas comprise dans les délais prévus par le présent Règlement. Lesdits délais pourront également être prorogés à la requête de l'une quelconque des parties, toutes les fois qu'une telle prorogation semblera justifiée par des difficultés de communication ou par tout autre motif raisonnable.

Art. 94.

Le Tribunal peut déroger aux règles fixées par le présent Règlement lorsqu'il estime que dans les circonstances spéciales de la cause cela est équitable ou nécessaire pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits. Il peut même admettre des productions nouvelles et une procédure nouvelle.

Art. 95.

Pour tous les cas qui ne sont prévus ni dans le Traité ni dans le présent Règlement le Tribunal s'inspirera des principes de justice et d'équité. Il prendra toutes mesures et dispositions qu'il jugera utiles à la découverte de la vérité et à une saine application des principes du droit.

Disposition finale.

Le Tribunal Arbitral requiert les Agents des Gouvernements Allemand et Siamois de notifier le présent Règlement de procédure à leur Gouvernement en les priant d'en faire assurer la publication dans les deux Pays le 1er avril 1921.

Paris, le 22 décembre 1920.

Le Président:
(signé) *André Mercier.*
L'arbitre allemand:
(signé) *Freiherr von Richthofen.*
L'arbitre siamois:
(signé) *R. Pradère-Niquet.*

117.

ALLEMAGNE, ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

Règlement de procédure du Tribunal arbitral mixte constitué par les deux Etats; établi à Berne, le 27 mars 1921, modifié le 15 novembre 1921.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1921, No. 56, 120.

Tribunal arbitral mixte constitué par l'Empire Allemand et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Règlement de procédure.

I. Fonctionnement du Tribunal.

Art. 1er. *Composition.*

Le Tribunal est composé d'un Président et de deux juges-arbitres, désignés conformément à l'Article 304 du Traité de Paix.*) Il prend ses décisions à la majorité.

Art. 2. *Langue.*

Les langues officielles du Tribunal sont le français et l'allemand. Toutefois, la langue allemande ne pourra être employée que du commun accord des parties. Cet accord sera considéré comme existant, quand la requête ou tout autre acte de procédure aura été rédigé en allemand et que l'autre partie n'aura pas, dans les deux semaines, réclamé l'emploi du français.

Art. 3. *Secrétariat.*

Le Secrétariat est établi à Genève, Boulevard Georges Favon 19.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 587.

Art. 4. *Lieu des audiences.*

Il appartient au Président de déterminer, dans chaque cas particulier, le lieu des audiences.

Art. 5. *Notifications.*

Les notifications, communications et convocations du Tribunal sont faites par lettre recommandée du Secrétariat, avec avis de réception.

II. Mandataires des parties.

Art. 6. *Représentation des parties.*

Les parties doivent se faire représenter par des mandataires, sans préjudice du droit du Tribunal d'exiger, en tout état de cause, la comparution personnelle d'une partie.

Art. 7. *Choix des mandataires.*

Peuvent être choisis comme mandataires:

1⁰ Les avocats près les Cours ou Tribunaux des pays auxquels ressortissent les parties, ou d'un pays resté neutre au cours de la guerre.

2⁰ Les professeurs des Facultés de droit des mêmes pays.

3⁰ Les membres ou associés de l'Institut de Droit International.

4⁰ Dans les procès concernant des brevets, les avocats près le Patentamt allemand (Patentanwälte).

Pourront toutefois être exclues par le Tribunal, les personnes qui ont été l'objet de mesures pénales ou disciplinaires ou qui auraient porté atteinte à la dignité du Tribunal.

III. Agents d'Etat.

Art. 8. *Participation au procès.*

Les Agents des Gouvernements intéressés sont admis à représenter leur Etat et ses ressortissants dans la mesure fixée par le présent Règlement.

Les Agents recevront toutes les communications et notifications que reçoivent les parties. Ils pourront présenter leurs observations et conclusions écrites au Tribunal, dans les délais fixés aux parties, assister aux audiences et y prendre la parole.

IV. Actes de procédure.

Art. 9. *Forme.*

Les actes de procédure devront être dactylographiés ou imprimés, et signés par le mandataire de la partie dont ils émanent.

Art. 10. *Copies.*

Les actes de procédure seront accompagnés:

1⁰ D'autant de copies qu'il y aura de parties adverses distinctes;

2⁰ De cinq copies destinées aux membres du Tribunal et aux Agents des Gouvernements

L'obligation de fournir copie s'applique également aux pièces annexes, mais le Président pourra dispenser de la copie des pièces volumineuses ou en autoriser la copie fragmentaire.

Art. 11. *Pièces annexes.*

Les pièces annexées aux actes de procédure devront, si elles ne sont pas rédigées en français, être accompagnées d'une traduction française, sauf convention des parties admettant l'emploi de la langue allemande. Dans ce dernier cas, les pièces annexes devront, s'il y a lieu, être accompagnées d'une traduction allemande.

Si la partie qui produit une pièce le désire, la traduction sera faite à ses frais par les soins du Secrétariat.

Art. 12. *Signification.*

Le Secrétariat atteste sur l'acte la date de sa réception et en délivre un reçu à la partie.

La notification à la partie adverse se fait par lettre recommandée, avec avis de réception. Le refus de la lettre est considéré comme équivalant à la notification.

Art. 13. *Calcul des délais.*

Les mois sont comptés de quantième à quantième, et, si le quantième correspondant manque au dernier mois, le délai expire le dernier jour de ce mois. Les semaines sont comptées de jour à jour de même nom. Le dernier jour est compris dans le délai et, si ce jour est férié au siège du Secrétariat, le délai comprend le jour ouvrable suivant.

V. Requête.

Art. 14. *Introduction de l'instance.*

L'instance est introduite par voie de requête au Tribunal.

Art. 15. *Délais.*

La requête introductive devra parvenir au Secrétariat dans les délais suivants, qui seront prolongés jusqu'au 30 septembre 1921, s'ils expirent auparavant:

a) Dans le cas de l'Article 297 litt. e—g, trois mois à dater du jour où le requérant a eu connaissance du dommage ou de la décision de l'autorité compétente en vertu de laquelle son bien ne lui sera pas restitué, ou trois mois à dater du jour où il a été mis en possession de son bien.

Si les négociations visées à l'Article 297 litt. f, alinéa 3, du Traité de Paix ont commencé pendant le cours du premier des deux délais ci-dessus, le délai n'expirera que trois mois après leur échec.

b) Dans le cas de l'Article 304 litt. b al. 2. pr., trois mois dès le jour où la question de la compétence des tribunaux nationaux d'une puissance alliée, associée ou neutre aura été résolue négativement, soit par une décision judiciaire, soit par une déclaration d'une autorité compétente de cette puissance.

Si la compétence des Tribunaux nationaux est exclue par les termes du contrat conclu entre les parties ou par tout autre

motif et si ces Tribunaux n'ont pas été saisis du différend au moment de la publication du présent Règlement, le délai dans lequel il pourra être soumis au Tribunal arbitral expire trois mois à dater du jour où le demandeur a connu les faits qui donnent lieu à litige.

Dans le cas prévu par l'Article 304 litt. b in fine, la partie qui voudra porter l'affaire devant le Tribunal devra le faire avant le 1er octobre 1921, en produisant une déclaration de l'autorité compétente de son pays, attestant que sa loi nationale ne s'y oppose pas.

c) Dans le cas de l'Article 305, trois mois depuis la notification du jugement au requérant, ou s'il n'a pas été atteint par cette notification, depuis le jour où il a eu connaissance du jugement.

d) Dans les cas des Articles 299b, 300, 302 et 310, avant le 1er octobre 1921.

e) Dans le cas de l'Article 297 litt. h. dernier alinéa, trois mois à dater du jour où les présentes dispositions auront été publiées par les deux Gouvernements intéressés ou, si le demandeur n'a connu les faits qui donnent lieu à litige qu'à une date ultérieure, du jour où le demandeur en a eu connaissance.

Art. 16. *Tardivité.*

Les requêtes présentées après expiration des délais seront déclarées irrecevables, à moins que le requérant n'offre dans sa requête et n'administre ensuite la preuve qu'il lui a été impossible, par suite de force majeure, de présenter sa requête en temps utile.

Art. 17. *Consignation préalable.*

En dehors des parties dont les Agents reconnaîtraient l'insolvabilité et soutiendraient l'instance aux frais de l'Etat, le demandeur consigne au Secrétariat une somme forfaitaire pour assurer les dépens.

Cette somme est payable en francs suisses, en marks allemands ou en dinars. Elle est au minimum de cent francs et au maximum de dix mille francs. Son montant est déterminé, selon l'importance du litige, par le Président, qui fixe au demandeur le délai dans lequel la consignation doit être faite.

Si au cours de l'instruction, la somme fixée apparaît insuffisante, le Président peut, d'office ou sur requête, l'augmenter, sans être lié par le maximum ci-dessus.

La consignation peut aussi être faite à la Banque de *Genève,* à la Reichsbank allemande, ou à *Belgrade*, à la Banque Nationale Privilégiée du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, au compte du Tribunal arbitral.

Les montants à consigner en marks allemands ou en dinars seront calculés au taux moyen du mark allemand ou du dinar coté à la Bourse de *Genève*, durant le mois qui a précédé la date de la consignation.

Les Agents des Gouvernements ne sont astreints à aucune consignation.

Art. 18. *Contenu.*

La requête contiendra:

a) La désignation exacte et précise des parties, y compris leur nationalité et leur domicile, et la désignation du mandataire du requérant.
b) L'indication d'un domicile élu, soit dans la ville où le Secrétariat est établi, soit à l'Office des Agents d'Etat, se trouvant à *Berlin*, Behrenstrasse 21 et à *Belgrade* an Ministère des Affaires Etrangères.
c) L'indication des faits dont il résulte que les délais de l'Article 15 sont observés.
d) Un exposé des faits motivant la requête, accompagné de l'indication des moyens de preuve.
e) Un exposé de droit.
f) Les conclusions de requérant.
g) Le bordereau des pièces annexées, produites à l'appui de la demande, au nombre desquelles figurera, dans le cas des Articles 302 et 305, l'expédition de l'arrêt ou décision dont il est demandé réparation.

Art. 19. *Modification des conclusions.*

Les conclusions peuvent être modifiées jusqu'à la clôture des débats pourvu que la nature de l'affaire ne s'en trouve pas changée.

Art. 20. *Notification.*

Lorsque la lettre recommandée contenant la requête n'a, en dehors du cas prévu à l'Art. 12 al. 2 in fine, pu être remise au défendeur, ou qu'il résulte de la constatation d'un Agent que le domicile ou la résidence du défendeur est inconnu, le Président requiert l'Agent de l'Etat dont le défendeur est ressortissant, de faire procéder à la notification conformément aux lois de cet Etat.

V. Réponse, réplique et duplique.

Art. 21. *Délai de réponse.*

La réponse du défendeur doit être remise au Secrétariat dans le délai de deux mois à dater de la notification de la requête.

Art. 22. *Contenu.*

La réponse contiendra:

a) La désignation exacte et précise des parties et du mandataire du défendeur, ainsi que de leur domicile.
b) La reconnaissance ou la dénégation précise de chacun des faits allégués dans la requête. Si ces faits ne sont pas personnels au défendeur, il peut se borner à déclarer qu'il les ignore.
c) L'exposé des faits et moyens de droit sur lesquels il se fonde.
d) Les conclusions du défendeur.
e) Le bordereau des pièces annexes.

Art. 23. *Réplique et duplique.*

Après remise de la réponse au Secrétariat, le Président accordera successivement de nouveaux délais au demandeur pour produire sa réplique, et au défendeur pour produire sa duplique.

Art. 24. *Clôture de l'instruction préalable.*

A défaut de réponse remise par le défendeur au Secrétariat dans le délai de l'Article 21, ou, si le défendeur a répondu en temps utile, après le dépôt de la réplique et de la duplique ou après l'expiration du délai de réplique et duplique, l'instruction préalable sera déclarée close.

Aucun échange ultérieur de mémoires ne sera admis, à moins que le Tribunal n'ordonne la réouverture de l'instruction préalable, en fixant les points sur lesquels elle doit porter.

Art. 25. *Aveu tacite.*

Le silence et toute réponse évasive de celle des parties à laquelle des faits précis seront opposés dans la requête ou l'un des mémoires indiqués ci-dessus, pourront être interprétés par le Tribunal comme un aveu desdits faits.

VII. Exceptions.

Art. 26. *Forme et délai.*

Toute exception opposée par le défendeur pour ne pas entrer en matière sur le fond du procès doit être présentée dans la réponse et mentionnée par le défendeur en tête de ses conclusions.

Art. 27. *Décision.*

Le Tribunal peut, sur le vu de la réponse, décider qu'il sera immédiatement statué sur l'exception. Il en avise alors le défendeur et impartit au demandeur un délai pour s'expliquer.

Ce délai expiré, le Tribunal statue sans entendre de plaidoirie.

VIII. Intervention et jonction.

Art. 28. *Intervention spontanée.*

Toute personne qui prétend faire valoir un intérêt légitime dans l'instance peut y intervenir par une requête contenant, outre la désignation des parties, une élection de domicile, conforme à l'Article 18, un exposé de fait et de droit, des conclusions et un bordereau des pièces produites.

Art. 29. *Opposition.*

L'intervention est communiquée aux parties et aux Agents.

Si elle ne rencontre pas d'opposition dans les deux semaines à dater de cette communication, elle est considérée comme admise.

S'il y a opposition, le Tribunal statue sur l'admissibilité de l'intervention, qui ne pourra retarder le jugement de la cause principale, quand elle sera en état. En cas de rejet de la demande d'intervention, le Tribunal statue immédiatement sur les dépens de l'incident, qui sont mis à la charge de l'intervenant.

Le Tribunal fixe, si l'intervention est admise, les délais qui lui paraissent nécessaires pour permettre aux parties de se déterminer sur les faits allégués par l'intervenant et sur ses moyens de droit.

Art. 30. *Appel en cause.*

Le défendeur qui estime avoïr le droit d'appeler un tiers en cause pour soutenir le procès à sa place ou conjointement avec lui, doit le faire avant toute réponse au fond, dans le délai fixé pour celle-ci.

L'appel en cause se fait par dépôt au Secrétariat, à l'adresse du tiers, d'une requête spéciale, conforme à l'Article 18 et dont il sera donné communication au demandeur et aux Agents. Le tiers appelé en cause recevra en même temps copie de la requête originaire.

Art. 31. *Jonction et disjonction.*

Le Tribunal a toujours le droit d'ordonner la jonction ou la disjonction des causes.

Avant de statuer, le Tribunal fixe aux parties un délai pour s'expliquer.

IX. Mesures conservatoires.

Art. 32. *Dispositions générales.*

a) A la requête d'une partie ou d'un Agent, et même avant l'introduction de l'instance, le Tribunal peut ordonner toute mesure conservatoire qui lui paraît équitable et nécessaire, après avoir entendu, si possible, la personne contre laquelle la mesure est requise.
b) Le Tribunal peut exiger du requérant une caution destinée à garantir le dommage qui pourrait résulter de la mesure.
c) Si la mesure a été prise avant le procès, le Tribunal fixera au requérant, sur la demande de toute personne atteinte par la mesure, un délai pour introduire l'instance.
d) La décision de mesures conservatoires détermine leur étendue et leurs conditions. Elle est notifiée aux parties et aux Agents et a la même force exécutoire qu'une sentence du Tribunal, mais ne préjuge en rien le fond du litige.
e) Le Tribunal peut requérir l'Agent compétent de faire exécuter cette décision, même avant toute notification, celle-ci devant être faite dans les huit jours qui suivent l'exécution.

Art. 33. *Opposition.*

Toute personne atteinte par la mesure peut y faire opposition par requête motivée, sur laquelle le Tribunal statuera après avoir imparti au demandeur un délai pour s'expliquer.

L'opposition ne suspend l'exécution que si le Tribunal le décide.

X. Procédure probatoire.

Art. 34. *Modes de preuves.*

Tous les modes de preuves sont admis, mais le Tribunal apprécie la valeur des preuves en toute liberté.

Art. 35. *Décision du Tribunal.*

L'instruction préalable aussitôt close en vertu de l'Article 24 ci-dessus, le Tribunal statue sur la pertinence des faits offerts en preuve et sur les modes de preuve auxquels il sera recouru, après avoir ouï, s'il le juge utile, les mandataires des parties ainsi que les Agents.

Art. 36. *Preuve testimoniale.*

Une liste indiquant les noms, profession et domicile des témoins que chaque partie voudra faire entendre sera déposée au Secrétariat dans le délai qui sera fixé par la décision du Tribunal prévue à l'Article précédent.

Cette liste indiquera, pour chacun des témoins qui y sont mentionnés, s'il doit être entendu par commission rogatoire ou par le Tribunal.

Chaque partie pourra s'opposer à l'audition d'un témoin non porté ou non clairement désigné sur cette liste.

Art. 37. *Citation des témoins.*

Les témoins qui doivent être entendus par le Tribunal sont cités par l'intermédiaire des Agents, sur demande adressée au Tribunal par la partie qui désire les faire entendre.

Les citations doivent parvenir aux témoins une semaine au moins avant leur audition.

Art. 38. *Consignation préalable.*

Le Tribunal fixe aux parties un délai pour déposer au Secrétariat les sommes nécessaires pour indemniser les témoins dont elles requièrent l'audition. A défaut de ce dépôt, le Tribunal peut décider que l'audition n'aura pas lieu.

Art. 39. *Délégation.*

Le Tribunal pourra déléguer un de ses membres pour l'audition des témoins qui doivent être entendus par lui.

Art. 40. *Exclusions.*

Ne pourront être entendus comme témoins:

a) Les ascendants ou descendants de l'une des parties.

b) Les frères et sœurs.

c) Les oncles et neveux.

d) Le conjoint, même divorcé.

Toutefois les parties pourront faire entendre lesdits parents et alliés, sans prestation de serment, et à titre de renseignement.

Art. 41. *Audition des témoins.*

Les témoins prêtent serment en jurant de dire toute la vérité et rien que la vérité, sans haine ni faveur pour aucune des parties.

Le Tribunal dispensera du serment lorsque les circonstances lui paraîtront exiger cette dispense.

Il arrêtera les indemnités dues aux témoins.

Le Président peut ordonner que les dépositions soient transcrites au procès-verbal et signées par les témoins.

Art. 42. *Commissions rogatoires.*

Les commissions rogatoires sont décernées par le Tribunal. Elles sont adressées, par l'intermédiaire des Agents, à l'autorité compétente du domicile ou du lieu de résidence des témoins, qui sont entendus dans les formes de la loi locale.

Art. 43. *Serment décisoire.*

Le serment décisoire peut être déféré par la partie à laquelle incombe le fardeau de la preuve, ou référé par l'autre partie.

Art. 44. *Serment supplétoire.*

Le Tribunal peut déférer le serment à l'une des parties, soit d'office, soit sur la demande d'une partie ou d'un Agent, s'il y a un commencement de preuve suffisant.

Art. 45. *Transport sur les lieux.*

Le Tribunal peut prescrire un transport sur les lieux.

Art. 46. *Expertise.*

Le Tribunal peut ordonner des expertises. L'Art. 38 est applicable.

Le Tribunal désigne un ou plusieurs experts, après avoir consulté les parties. Les experts sont assermentés.

Le rapport d'expertise est déposé au Secrétariat en trois exemplaires. Les parties peuvent l'y consulter et, si elles n'ont pas reçu un exemplaire directement de l'expert, elles peuvent se faire délivrer une copie à leurs frais.

Le Tribunal peut, à la demande d'une partie ou d'un Agent, ordonner un complément d'expertise ou une contre-expertise.

Art. 47. *Production de pièces.*

Le Tribunal pourra prendre, en tout état de cause, toutes les mesures opportunes pour assurer le dépôt au Secrétariat, ou en tel autre lieu qu'il indiquera, des actes ou documents qui lui paraîtront nécessaires à l'instruction de la cause. Les parties et les Agents auront le droit d'en prendre connaissance.

Le Tribunal a en particulier la faculté de déferer le serment à l'une des parties, sur la demande de l'autre, pour obtenir la production de documents.

XI. Audience de plaidoirie.

Art. 48. *Fixation de l'audience.*

Après la clôture de l'instruction préalable, ou, si le Tribunal recourt à une procédure probatoire distincte, après la clôture de celle-ci, le Tribunal avise les parties et les Agents du jour et du lieu de l'audience de plaidoirie.

Art. 49. *Tenue de l'audience.*

L'audience est publique à moins que le Tribunal n'ordonne le huis clos.

Le procès-verbal est tenu en commun par les Secrétaires des deux Puissances intéressées. A défaut de Secrétaires nommés par elles, il est tenu par un Secrétaire neutre.

Art. 50. *Marche de l'audience.*

Après que les mandataires des parties ont déposé leurs conclusions, la parole leur est donnée. Ils ont le droit de répliquer.

Les Agents ont le droit de déposer des conclusions et de prendre la parole après les mandataires des parties.

XII. Sentence.

Art. 51. *Contenu.*

La sentence énonce:

1⁰ le jour et le lieu où elle est rendue;
2⁰ le nom des membres du Tribunal;
3⁰ le nom des Agents des deux Gouvernements, s'ils ont participé au litige;
4⁰ la désignation exacte et précise des parties et de leurs mandataires;
5⁰ le dispositif des conclusions des parties et, éventuellement, des Agents;
6⁰ les considérants de fait et de droit;
7⁰ le dispositif sur le fond et sur les dépens.

Art. 52. *Forme.*

La sentence est signée par le Président ou par les trois membres du Tribunal. Elle est contresignée par les Secrétaires.

Art. 53. *Notification.*

Le dispositif de la sentence est notifié aux parties et aux Agents.

Le Secrétariat délivre aux parties des expéditions de la sentence contre paiement des frais.

Art. 54. *Calcul des dépens.*

Le montant des dépens alloués par le Tribunal est évalué dans la monnaie de la partie gagnante, en prenant comme base du calcul la moyenne des cours cotés à la Bourse de *Genève*, du premier au dernier jour du mois qui précède la sentence.

Art. 55. *Exécution.*

Le Tribunal requiert les Agents d'assurer l'exécution de ses décisions, conformément à l'Article 304, lettre g du Traité de Paix.

A cet effet, le Secrétariat délivre aux Agents une expédition du dispositif de la sentence, signée par le Président et par les Secrétaires.

XIII. Transaction, Acquiescement et Désistement.

Art. 56. *En général.*

Pour donner force de chose jugée à une transaction entre les parties, à un acquiescement du défendeur aux conclusions du demandeur, ou à un désistement par le demandeur de ses droits, il faut que le Tribunal homologue l'acte signé, en vertu d'une procuration expresse, par les mandataires des parties qui transigent ou de la partie qui acquiesce ou se désiste.

L'acte est déposé au Secrétariat, qui avise les Agents, ainsi que l'autre partie en cas d'acquiescement ou de désistement.

Les dépens sont, en cas de transaction et sauf convention contraire, supportés en commun par les parties. En cas d'acquiescement ou de désistement, les dépens sont à la charge de la partie qui agit.

L'original de l'acte demeure au Secrétariat qui en délivre copie aux parties.

Art. 57. *Désistement d'instance.*

Jusqu'à la production de la réponse, et même ultérieurement si le défendeur y consent, le demandeur peut se désister de l'instance, en déposant au Secrétariat un acte signé par son mandataire muni d'une procuration expresse.

Le Secrétariat en avise aussitôt le défendeur et les Agents. L'original de l'acte demeure au Secrétariat qui en délivre copie aux parties.

Les dépens sont à la charge du demandeur et son obligation de les payer sera, si l'autre partie le demande, constatée par jugement.

Le délai de présentation des requêtes court comme si la requête n'avait pas été présentée.

XIV. Non-comparution des parties.

Art. 58.

La non-comparution d'une partie à une audience n'empêche pas le procès de suivre son cours.

L'Agent de l'Etat dont le défaillant est ressortissant peut demander le renvoi à une date ultérieure. Ce renvoi ne sera accordé qu'une seule fois.

Art. 59.

Si une partie ne se présente pas à l'audience de plaidoirie et si le renvoi n'est pas demandé conformément à l'Article 58, al. 2, le Tribunal ordonnera le dépôt des documents produits au procès par la partie qui ne comparaît pas et la sentence qui sera rendue sera considérée comme contradictoire.

XV. Suspension et péremption de l'instance.

Art. 60. *Suspension volontaire.*

Sur la demande conjointe des parties, le Président peut suspendre le procès pour un temps déterminé.

Le procès reprend son cours à l'expiration du délai.

Art. 61. *Suspension forcée.*

Lorsqu'une partie, ou son représentant légal, ou son mandataire meurt ou devient incapable, ou lorsque les droits d'une partie passent à autrui, le procès suit son cours, si l'affaire est en état d'être jugée.

Si l'affaire n'est pas en état, l'instance est suspendue jusqu'à ce que le nouveau représentant légal, les ayants cause ou un nouveau mandataire l'aient reprise. S'ils négligent de le faire, le Tribunal peut, à la requête de l'autre partie ou de l'Agent de son Etat, fixer aux intéressés un délai pour reprendre l'instance ou laisser rendre jugement. S'ils gardent le silence, le procès suit son cours.

Art. 62. *Péremption.*

Lorsqu'une partie s'est abstenue pendant un an de tout acte de procédure, l'autre partie peut, en réponse au premier acte tendant à continuer le procès, opposer la péremption.

Le Tribunal statue sur la péremption. S'il l'admet, les dépens seront mis à la charge de la partie à laquelle la péremption est imputable.

La péremption met les parties dans l'état où elles seraient si l'instance n'eût pas été introduite.

XVI. Rectification et révision des sentences.

Art. 63. *Rectification.*

Le Tribunal peut, d'office ou à la demande d'une partie ou d'un Agent, rectifier une sentence dont le dispositif est obscur, incomplet ou contradictoire ou contient une erreur d'écriture ou de calcul.

La demande doit lui être adressée dans le délai d'un mois dès la notification de la sentence.

Le Tribunal peut suspendre l'exécution de la sentence avant de statuer.

Art. 64. *Révision.*

La partie qui découvre un fait qu'elle ignorait lors des débats et qui fait la preuve de cette ignorance peut, dans le délai d'un an depuis la notification de la sentence, en demander la révision, si la connaissance de ce fait par le Tribunal eût entraîné une modification importante de la sentence.

La procédure de révision est ouverte par une décision du Tribunal constatant l'existence et l'importance du fait nouveau et réglant la procédure à suivre.

Le Tribunal peut suspendre l'exécution de la sentence.

XVII. Dispositions finales.

Art. 65. *Dérogation au règlement.*

Le Tribunal peut, dans des cas exceptionnels, s'écarter des dispositions du présent Règlement, si la dérogation lui paraît commandée par la justice et l'équité.

Art. 66. *Modification du règlement.*

Le Tribunal se réserve le pouvoir de modifier et compléter ce règlement en tenant compte des enseignements de l'expérience.

Art. 67. *Publication.*

Le Tribunal invite les deux Gouvernements intéressés à publier le présent Règlement dans leur journal officiel pour le 31 mai 1921 au plus tard.

Berne, le 27 mars 1921.

Le Président:
Paul Logoz.
L'Arbitre Allemand:
Robert Doering.
L'Arbitre Serbe:
D. Arangelovitch.

Tribunal arbitral mixte constitué par l'Empire Allemand et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Par décision du Tribunal, les dispositions ci-après du Règlement de procédure adopté par le Tribunal en date du 27 mars 1921 reçoivent la teneur suivante:

I.

Art. 3. *Secrétariat.*

Le Secrétariat est établi à Genève, Corraterie 22.

II.

Art. 6. *Représentation des parties.*

Les parties doivent se faire représenter par des mandataires, sans préjudice du droit du Tribunal d'exiger, en tout état de cause, la comparution personnelle d'une partie.

Sont réservées les dispositions de l'Article 8 ci-après sur le pouvoir de représentation des Agents d'Etat.

Art. 7. *Choix des mandataires.*

Peuvent être choisis comme mandataires:

1⁰ a) Les avocats du pays des parties ou de celui où siège le Tribunal.
b) Les avocats d'autres pays, agréés par le Président.

2⁰ Les professeurs des facultés de droit et les magistrats de l'ordre judiciaire, dans les mêmes conditions que les avocats.

3⁰ En matière de brevets, les „Patentanwälte" des pays intéressés.

Pourront toutefois être exclues par le Tribunal les personnes qui ont été l'objet de mesures pénales ou disciplinaires ou qui auraient porté atteinte à la dignité du Tribunal.

III. Agents d'Etat.

Art. 8. *Participation au procès.*

Les Agents des Gouvernements intéressés sont admis à représenter leur Etat et peuvent intervenir en tout état de cause.

Ils représentent leurs nationaux indigents dans la mesure fixée par leur Gouvernement. La notion d'indigence est fixée par la loi nationale.

Toutes communications et notifications faites aux parties doivent être faites également aux Agents.

V.

Art. 16. *Tardiveté.*

Les requêtes présentées après l'expiration des délais pourront être déclarées irrecevables, à la demande de la partie adverse, ou même d'office. Le Tribunal statue librement sur la recevabilité de requêtes tardives, en tenant compte des motifs du retard, des intérêts en jeu et de l'équité.

Art. 17. *Consignation préalable.*

Sous réserve du cas prévu à l'Article 8, alinéa 2, et pour assurer le paiement des frais et débours du Tribunal, tout demandeur, ou demandeur reconventionnel, est astreint à consigner préalablement, en francs suisses,

une somme de cent francs suisses (100), plus deux pour mille du montant du litige. Cette somme pourra être ultérieurement élevée librement par le Tribunal, sans que toutefois le total puisse dépasser dix mille francs suisses.

La somme à consigner à teneur de l'alinéa 1 ci-dessus est calculée au cours moyen pratiqué en Bourse de Genève au jour de réception de la requête, ou au dernier cours pratiqué jusqu'à ce jour.

La partie astreinte à consignation est tenue d'opérer le dépôt de la somme fixée, à la Banque de Genève (rue du Commerce, à Genève), conformément à un avis expédié par le Secrétariat, et dans le délai de quarante jours dès la date de cet avis.

Faute de consignation dans ce délai, la requête (ou la demande reconventionnelle) pourra être considérée comme nulle et non avenue.

Une fois l'instance terminée, le Tribunal statue librement sur la restitution éventuelle de tout ou partie de la somme consignée.

Les Agents ne sont astreints à aucune consignation préalable s'ils représentent leur Gouvernement ou leurs nationaux indigents.

Art. 18. *Contenu.*

La requête contiendra:

a) La désignation exacte et précise des parties, y compris leur nationalité et leur domicile, et la désignation du mandataire du requérant.
b) L'indication d'un domicile élu soit dans la ville où le Secrétariat est établi, soit à l'Office des Agents d'Etat, se trouvant à Berlin W 8, Behrenstrasse 21, et à Belgrade au Ministère des Affaires étrangères.
c) L'indication des faits dont il résulte que les délais de l'Article 15 sont observés.
d) Un exposé des faits motivant la requête, accompagné de l'indication des moyens de preuve.
e) Un exposé de droit contenant, dans tous les cas, l'indication précise des textes légaux et de la jurisprudence invoqués.
f) Les conclusions du requérant.
g) Le bordereau des pièces annexées, produites à l'appui de la demande, au nombre desquelles figurera, dans le cas des Articles 302 et 305 du Traité, l'expédition de l'arrêt ou décision dont il est demandé réparation.
h) Lorsque le demandeur ne conclut pas au paiement d'une somme d'argent déterminée, l'indication de la valeur qu'il attribue au litige.

VI.

Art. 22. *Contenu.*

La réponse contiendra:

a) La désignation exacte et précise des parties et du mandataire du défendeur, ainsi que de leur domicile.
b) La reconnaissance ou la dénégation précise de chacun des faits allégués dans la requête. Si ces faits ne sont pas personnels au défendeur, il peut se borner à déclarer qu'il les ignore.

c) L'exposé des faits et moyens de droit sur lesquels il se fonde. L'exposé de droit contiendra dans tous les cas l'indication précise des textes légaux et de la jurisprudence invoqués.
d) Les conclusions du défendeur.
e) Le bordereau des pièces annexes.

X.

Art. 36. *Preuve testimoniale.*

Une liste indiquant les noms, profession et domicile des témoins que chaque partie voudra faire entendre, sera déposée au Secrétariat dans le délai qui sera fixé par la décision du Tribunal prévue à l'Article précédent.

Cette liste indiquera pour chacun des témoins qui y sont mentionnés s'il doit être entendu par commission rogatoire ou par le Tribunal.

Chaque partie pourra s'opposer à l'audition d'un témoin non porté ou non clairement désigné sur cette liste.

Le Tribunal statue librement dans les cas prévus aux alinéas 2 et 3 ci-dessus.

XI.

Art. 49. *Tenue de l'audience.*

L'audience est publique. Le procès-verbal est tenu en commun par les Secrétaires des deux Puissances intéressées, ou par un Secrétaire agréé par les deux Gouvernements.

Art. 52. *Forme.*

La sentence est signée par les trois membres du Tribunal ou par le Président. Elle est contresignée par le ou les Secrétaires.

XII.

Art. 54. *Calcul des dépens.*

Chaque partie est tenue de déposer avec ses dernières conclusions:

a) Le compte de ses débours, en monnaie nationale.
b) Un état des frais de son mandataire, dans la même monnaie.
c) Le tarif auquel son mandataire serait soumis dans son propre pays.

Le Tribunal arrête les dépens sur le vu de ces documents. Il n'est pas lié par les tarifs produits et peut réduire ce qu'il jugerait hors de proportion avec l'importance du litige ou l'activité déployée.

118.

ALLEMAGNE, POLOGNE.

Règlement de procédure du Tribunal arbitral mixte germano-polonais; établi à Genève, le 29 septembre 1921, modifié le 18 mai 1923.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1921, No. 116; 1923. II, No. 22.

Tribunal arbitral mixte germano-polonais.

Règlement de procédure.

I. Fonctionnement du tribunal.

Art. 1er. *Composition.*

Le Tribunal est composé d'un Président et de deux juges-arbitres, désignés conformément à l'Article 304 du Traité de Paix.*)

Il prend ses décisions à la majorité.

Art. 2. *Présidence.*

En cas d'empêchement du Président, les décisions que ce règlement lui confie peuvent être prises par les deux juges d'un commun accord.

Le Président peut de même leur déléguer ses pouvoirs en son absence.

Art. 3. *Compétence.*

Le Tribunal détermine sa compétence en interprétant le Traité de Paix.

Art. 4. *Langue.*

La langue du Tribunal est le français.

Les parties peuvent cependant convenir de remplacer le français par l'allemand, soit pour tout le procès, soit seulement pour une partie du procès.

Quand la requête introductive est rédigée en allemand, le défendeur doit notifier son consentement à l'emploi, unique ou partiel, de cette langue dans le délai d'un mois à dater de la réception de la requête, à défaut de quoi le Secrétariat fixera au demandeur un délai pour la traduction de la requête en français.

En cours d'instance, le changement de langue exige le consentement préalable de l'autre partie, qui peut le manifester par une simple lettre missive adressée à l'adversaire ou au Secrétariat.

Art. 5. *Secrétariat.*

Le Secrétariat est établi à Paris (VIIme) au n° 57 de la rue de Varenne.

Le Tribunal organise le Secrétariat par un règlement spécial.

Art. 6. *Lieu des audiences.*

A teneur de l'annexe à l'Article 304 du Traité de Paix, il appartient au Président de déterminer le lieu des audiences dans chaque cas particulier.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 587.

Art. 7. *Notifications.*

Les notifications, communications et convocations du Tribunal sont faites par lettre recommandée du Secrétariat, avec avis de réception. Le refus de la lettre équivaut à la réception.

II. Mandataires et conseils des parties.

Art. 8. *Représentation des parties.*

Les parties peuvent se faire représenter par des mandataires ou se faire assister par des conseils, sans préjudice du droit du Tribunal d'exiger, en tout état de cause, la comparution personnelle d'une partie.

Art. 9. *Choix des mandataires.*

Peuvent être choisis comme mandataires ou conseils:

1° Les avocats près les Cours ou Tribunaux d'un pays quelconque;

2° Les agents des Gouvernements près le Tribunal arbitral mixte;

3° Les professeurs, les agrégés et les privatdocents des Facultés de droit;

4° Les membres ou associés de l'Institut de Droit International;

5° Dans les procès concernant des brevets, les avocats près les Offices de brevets.

Tout mandataire ou conseil peut être exclu, pour motif grave, par le Tribunal.

Art. 10. *Conseils techniques.*

Les parties et leurs mandataires peuvent se faire assister de conseils techniques auxquels le Tribunal accordera la parole s'il le juge opportun, exception faite des questions qui ont été l'objet d'une expertise.

III. Agents des Gouvernements.

Art. 11. *Participation au procès.*

Toutes les communications faites aux parties seront faites également aux agents des Gouvernements, s'ils ne sont pas mandataires d'une partie, et ils pourront alors, dans les délais fixés aux parties, examiner les pièces, déposer leurs observations et leurs conclusions, ainsi que faire opposition, et présenter au Tribunal les mêmes requètes que les parties, hormis la requête en intervention. Ils pourront aussi assister aux audiences et y prendre la parole après les parties.

IV. Actes de procédure.

Art. 12. *Forme.*

Les actes de procédure devront être dactylographiés, imprimés ou écrits très lisiblement sur papier libre, et signés par la partie dont ils émanent ou par son mandataire.

Art. 13. *Pièces annexes.*

Les pièces annexées aux actes de procédure devront, si elles ne sont pas rédigées en français, ou en allemand dans le cas où cette langue a été

choisie par les parties, être accompagnées d'une traduction. Toutefois un acte de procédure rédigé en français pourra être accompagné de pièces allemandes sans traduction, si la partie adverse y a consenti.

Si la partie qui produit une pièce le désire, la traduction sera faite à ses frais par les soins du Secrétariat.

Le Président peut autoriser les parties à ne faire traduire que des extraits des pièces volumineuses.

Art. 14. *Copies.*

Les actes de procédure seront accompagnés:

1° D'autant de copies qu'il y aura de parties adverses distinctes; une seule copie suffit cependant pour les parties qui ont le même mandataire;

2° De trois copies destinées aux membres du Tribunal;

3° De deux copies destinées aux agents des Gouvernements, s'ils ne sont pas mandataires d'une partie.

L'obligation de fournir copie s'applique également aux pièces annexes, mais le Président pourra dispenser de la copie des pièces volumineuses ou en autoriser la copie fragmentaire.

Art. 15. *Originaux des pièces.*

Sur la demande d'une partie, ou sur l'ordre du Président, les originaux des pièces devront être déposés au Secrétariat, ou en tel autre lieu indiqué par le Président. Ils pourront y être examinés dans les délais fixés par le Président.

Le Secrétariat délivrera des photographies sur la demande et aux frais des parties ou des agents.

Art. 16. *Signification.*

Le Secrétariat atteste sur l'acte et sur chacune des copies la date de leur réception et en délivre un reçu à la partie ou à son mandataire.

La communication à la partie adverse se fait selon le mode prévu à l'Article 7.

Art. 17. *Calcul des délais.*

Les mois sont comptés de quantième à quantième et, si le quantième initial manque au dernier mois, le délai expire le dernier jour de ce mois. Les semaines sont comptées de jour à jour de même nom. Le dernier jour est compris dans le délai et, si ce jour est férié au siège du Secrétariat, le délai comprend le jour ouvrable suivant.

Pendant le procès, les délais ne courent que depuis la réception de l'acte dont la notification fait courir le délai.

Art. 18. *Observation et prorogation des délais.*

Le Président pourra considérer comme reçu à temps par le Secrétariat un acte de procédure enregistré avant l'expiration du délai même si les irrégularités qu'il présente n'ont été corrigées, ou si les pièces annexes n'ont été traduites qu'après l'expiration du délai.

Les délais pourront être prorogés en cours d'instance par le Président dans des circonstances exceptionnelles, sur la demande d'une partie ou d'office. Les parties en seront informées.

V. Requête.

Art. 19. *Introduction de l'instance.*

L'instance est introduite par voie de requête au Tribunal.

Art. 20. *Délais.*

La requête introductive devra parvenir au Secrétariat dans les délais suivants, qui seront prolongés jusqu'au 31 décembre 1922,*) s'ils expirent auparavant:

a) Dans le cas de l'Article 297, lettres e et f du Traité de Paix, six mois à dater du jour où le requérant a eu connaissance du dommage ou du fait que son bien ne lui sera pas restitué, soit en nature, soit en équivalent. ou six mois à dater du jour où il a été mis en possession de son bien, ou des équivalents mentionnés à la lettre f;
b) Dans le cas des Articles 297, lettre h, et 92, alinéa 4, six mois à dater du jour de la vente amiable ou du jour où le requérant à reçu notification ou a eu connaissance des conditions de la vente forcée ou de l'expropriation;
c) Dans le cas de l'Article 299, lettre b, six mois à partir du jour où, à la suite de la notification faite au requérant de la décision du Gouvernement Polonais de maintenir le contrat, son adversaire l'a mis expressément en demeure d'exécuter le contrat; à défaut d'une mise en demeure antérieure au 1er janvier 1923, l'indemnité prévue à l'Article 299 b pourra être réclamée par voie d'exception;
d) Dans le cas de l'Article 304, lettre b, alinéa 2, six mois à dater du jour où le requérant a eu connaissance des faits donnant lieu au litige. Cependant si le différend a été soumis dans ce délai à un tribunal national incompétent, le délai n'expirera que six mois après la notification du jugement d'incompétence;
e) Dans le cas de l'Article 305, six mois depuis la notification du jugement au requérant, ou, s'il n'a pas été atteint par cette notification, depuis le jour où il a eu connaissance du jugement;
f) Dans le cas des Articles 300, 302 et 310, avant le 1er janvier 1923.

Art. 21. *Tardivité.*

Les requêtes présentées après expiration des délais seront déclarées irrecevables, à moins que le requérant n'offre dans sa requête, et n'administre ensuite la preuve qu'il lui a été impossible, par suite de force majeure, de présenter sa requête en temps utile.

---

*) Ce délai a été prolongé jusqu'au 31 décembre 1923, puis jusqu'au 1er octobre 1924, enfin jusqu'au 1er avril 1925. V. Reichsgesetzblatt 1923. II, p. 44; 1924. II, p. 65, 234.

Art. 22. *Consignation préalable.*

Tout demandeur dont l'indigence n'est pas attestée par l'agent de son Gouvernement devra consigner, en déposant sa réquête, pour assurer le paiement des frais du Tribunal, une somme de 100 francs français, plus un pour mille sur le montant du litige, sans que le total puisse dépasser 5.000 francs français. Le Président pourra octroyer un délai. La somme ne sera restituée au demandeur que si le Tribunal le décide expressément, mais le défendeur pourra être condamné à la lui rembourser en tout ou en partie.

Le Président pourra augmenter la consignation au cours de l'instance, si la somme consignée lui paraît insuffisante.

La consignation sera faite soit au Secrétariat, soit à la Caisse polonaise territoriale de prêts, ou à la Banque de l'Empire Allemand au compte du Tribunal arbitral mixte germano-polonais.

Lorsque le demandeur sera un Allemand domicilié en territoire polonais, ou inversement, ou lorsqu'il y aura doute sur sa nationalité, le Président prononcera sur la dispense de consignation, après avoir consulté les agents des deux Gouvernements.*)

Art. 23. *Contenu.*

La requête contiendra:

a) La désignation exacte et précise des parties, y compris leur nationalité et leur domicile, et, le cas échéant, la désignation du mandataire du requérant;
b) L'indication d'un domicile élu, soit dans la ville où le Secrétariat est établi, soit à un Bureau de l'Office de Vérification et de Compensation, ou de Liquidation, de l'Etat dont le requérant est ressortissant;
c) L'indication des faits dont il résulte que les délais de l'Article 20 sont observés;
d) Un exposé articulé des faits motivant la requête, accompagné, si le requérant le juge bon, de l'indication de ses moyens de preuve;
e) Un exposé de droit;
f) Les conclusions du requérant;
g) Le bordereau des pièces annexées, produites à l'appui de la demande, au nombre desquelles figurera, dans le cas des Articles 305 et 302, l'expédition de l'arrêt ou décision dont il est fait appel ou dont il est demandé réparation.

Art. 24. *Modification des conclusions.*

Les conclusions peuvent être modifiées jusqu'à la clôture des débats, pourvu que la nature du litige ne s'en trouve pas changée.

L'augmentation des conclusions entraînera, le cas échéant, une augmentation de la consignation prévue à l'Article 22.

---

*) Ajouté par une Décision du Tribunal en date du 18 mai 1923.

Art. 25. *Notification au défendeur.*

Lorsque la lettre recommandée contenant la requête n'a pu être remise au défendeur, ou qu'il résulte de la constatation d'un agent que le domicile ou la résidence du défendeur est inconnu, le Président requiert l'agent de l'Etat dont le défendeur est ressortissant de faire procéder à la notification conformément aux lois de cet Etat.

VI. Réponse.

Art. 26. *Délai.*

La réponse du défendeur doit être remise au Secrétariat dans le délai de deux mois à dater de la communication de la requête.

Le défaut de réponse sera notifié au demandeur.

Art. 27. *Contenu.*

La réponse contiendra:

a) La désignation exacte et précise des parties, et, le cas échéant, du mandataire du défendeur, et l'indication d'un domicile élu conforme à l'Article 23;
b) La reconnaissance ou la dénégation précise de chacun des faits articulés dans la requête. Si ces faits ne sont pas personnels au défendeur, il peut se borner à déclarer qu'il les ignore;
c) L'exposé des faits et moyens de droit sur lesquels il se fonde;
d) Les conclusions du défendeur;
e) Le bordereau des pièces annexes.

Art. 28. *Demande reconventionnelle.*

Les demandes reconventionnelles ne sont pas admises. Toute demande du défendeur tendant à la condamnation du demandeur doit être formée par une requête introductive d'instance.

Le Tribunal pourra ordonner que les causes soient jointes ou qu'elles soient plaidées dans la même audience.

Art. 29. *Appel incident.*

Dans le cas de l'Article 305 du Traité de Paix, le défendeur pourra interjeter appel incident non seulement dans sa réponse, mais en tout état de cause.

VII. Réplique et duplique.

Art. 30. *Délais.*

Dans le délai de six semaines à dater de la réception de la réponse, ou de la communication du jugement rejetant les exceptions du défendeur, par application de l'Article 35, le demandeur peut déposer au Secrétariat une replique, et le défendeur jouit à son tour du délai de six semaines pour déposer une duplique, s'il le juge opportun.

S'il y a plusieurs défendeurs ou demandeurs, le délai de réplique ou de duplique ne courra qu'à partir de la réception du dernier écrit ou de l'expiration du délai le plus tardif de réponse ou de réplique. Le demandeur

pour le cas de réplique, le défendeur pour le cas de duplique, seront avisés par le Secrétariat de la date d'expiration du dernier délai.

Si le demandeur déclare qu'il renonce à la réplique, ou s'il s'abstient de répliquer dans le délai réglementaire, le défendeur en est informé.

Art. 31. *Contenu.*

La réplique et la duplique contiendront:

a) La reconnaissance ou la dénégation des faits nouveaux articulés par l'autre partie, ou la déclaration qu'on les ignore;
b) L'indication des moyens de preuve sur les faits contestés ou ignorés par l'autre partie; les preuves seront indiquées séparément pour chaque fait et l'on donnera les noms et adresses des témoins;
c) Eventuellement, un exposé de faits nouveaux avec indication des moyens de preuve et un exposé de droit;
d) Le bordereau des pièces annexes.

Art. 32. *Dénégation et preuve des faits.*

La dénégation des faits nouveaux allégués par le défendeur dans la réponse, et par le demandeur dans la réplique, ne peut se faire que par voie de réplique et de duplique.

Il en est de même de l'indication des moyens de preuve non mentionnés dans la requête ou la réponse. Cependant, si le défendeur n'a pas répondu, le demandeur pourra déposer, dans le délai d'un mois depuis la notification du défaut de réponse, un second écrit indiquant ses moyens de preuve. Le défendeur aura le même droit en cas d'absence de réplique.

Art. 33. *Clôture de la procédure écrite.*

Après le dépôt de la duplique ou l'expiration du délai de duplique, ou après le dépôt du second écrit indiqué à l'Article précédent ou l'expiration du délai prévu pour ce second écrit, la procédure écrite est close, les parties en sont informées par le Secrétariat, et de nouveaux moyens de preuve ne seront qu'exceptionnellement admis.

Le Tribunal pourra cependant, même après la clôture de la procédure écrite, demander aux parties des explications sur des points déterminés.

VIII. Exceptions.

Art. 34. *Forme et délai.*

Toute exception opposée par le défendeur pour ne pas entrer en matière sur le fond du procès doit être présentée dans la réponse et mentionnée par le défendeur en tête de ses conclusions.

Art. 35. *Jugement.*

Le Tribunal peut, sur le vu de la réponse, décider qu'il sera immédiatement statué sur l'exception. Il en avise alors le défendeur et impartit au demandeur un délai pour s'expliquer. Il entend ensuite les parties dans une audience, s'il le juge bon.

A défaut de communication spéciale aux parties, le procès suit son cours.

IX. Intervention spontanée.

Art. 36. *Requête.*

Toute personne ayant un intérêt légitime à faire valoir dans l'instance peut y intervenir par une requête contenant, outre la désignation du requérant et des parties, une élection de domicile conforme à l'Article 23, un exposé de fait et de droit, des conclusions et un bordereau des pièces produites.

Art. 37. *Opposition.*

Si la requête ne rencontre pas d'opposition dans le délai d'un mois à dater de sa communication, l'intervention est admise de plein droit.

S'il y a opposition, le Tribunal statue sur l'admissibilité de l'intervention et informe l'intervenant et les parties de sa décision.

En cas d'admission de l'intervention, si l'affaire n'est point encore fixée à plaider, un délai est assigné aux parties pour s'expliquer sur les allégations de l'intervenant.

En cas de rejet de la demande d'intervention, le Tribunal statue immédiatement sur les frais et dépens de l'incident.

X. Intervention sur appel en cause.

Art. 38. *Appel en cause.*

Toute partie qui estime avoir le droit d'exiger qu'un tiers intervienne pour prendre sa place au procès, ou pour soutenir le procès conjointement avec elle ou avec la partie adverse, ou qui prétend avoir un recours contre un tiers en cas de perte du procès, déposera au Secrétariat une requête à l'adresse du tiers, en se conformant autant que possible à l'Article 23.

Cette requête devra être déposée, au plus tard, par le défendeur en même temps que la réponse, par le demandeur en même temps que la république. Elle pourra être contenue dans la réponse ou la réplique et il en sera donné communication à la partie adverse.

Il y sera joint une copie de la requête introductive et, éventuellement, de la réponse, que le Secrétariat fera parvenir au tiers.

Art. 39. *Intervention.*

Le tiers qui consent à intervenir le fera savoir dans le délai de trois semaines, à partir de la notification de la requête en intervention.

Si c'est en qualité de codéfendeur, ou du côté du défendeur, que le tiers intervient, il jouit d'un délai de six semaines, depuis la notification de la requête en intervention, pour présenter sa réponse, et le Président fixe, s'il y a lieu, les délais nécessaires aux parties pour répliquer.

Si le tiers intervient comme codemandeur, ou du côté du demandeur, il a un mois pour déposer un écrit, auquel le défendeur a un mois pour répondre, et le demandeur peut ensuite, s'il a déjà répliqué, joindre un complément de réplique à la réplique de l'intervenant.

Art. 40. *Opposition.*

La partie adverse peut s'opposer à l'intervention dans le délai de trois semaines à partir de la notification de la requête en intervention, en exposant

les motifs de son opposition. Le Tribunal statue après avoir entendu, s'il le juge utile, les parties et le tiers.

Si l'opposition est admise, les parties et le tiers en sont avisés et l'appelant en cause a un mois pour déposer ou, éventuellement, compléter sa réponse ou sa réplique.

Si l'opposition est rejetée, le tiers et les parties en sont informés et tout se passe dès lors comme en l'absence d'opposition.

Aucune opposition n'est nécessaire lorsque le tiers est appelé en cause pour prendre la place du défendeur au procès. Dans ce cas, le Tribunal doit toujours statuer et il ne peut le faire qu'après avoir assigné au demandeur un délai pour s'expliquer.

Art. 41. *Abstention du tiers.*

Si le tiers refuse d'intervenir ou garde le silence, le procès suit son cours et les parties en sont avisées.

Lorsque le tiers a été appelé en garantie, il peut être condamné ultérieurement, conformément aux conclusions prises contre lui dans la requête en intervention.

Art. 42. *Adjonction d'un codéfendeur.*

Lorsque le tiers sera cité par le demandeur comme codéfendeur, l'opposition ne sera pas admise et la requête sera valable même après l'expiration du délai de l'Article 20, le droit restant réservé au Tribunal de disjoindre les causes.

XI. Jonction et disjonction des causes.

Art. 43.

Le Tribunal a toujours le droit d'ordonner la jonction ou la disjonction des causes, soit d'office, soit sur la demande d'une partie.

Avant de statuer sur la disjonction, le Tribunal fixe aux parties un délai pour s'expliquer.

Le Président peut prolonger les délais au cours desquels l'incident s'est produit.

XII. Mesures conservatoires.

Art. 44. *Décision.*

A la requête d'une partie, et même avant l'introduction de l'instance, le Tribunal peut ordonner toute mesure conservatoire qui lui paraît équitable et nécessaire, après avoir entendu, si possible, la personne contre laquelle la mesure est requise.

Le Tribunal peut exiger du requérant une caution destinée à garantir le dommage éventuel.

Si la mesure a été prise avant le procès, le Tribunal fixera au requérant, sur la demande de toute personne atteinte par la mesure, un délai pour introduire l'instance.

Art. 45. *Exécution.*

Le Tribunal peut requérir l'agent compétent de faire exécuter la décision même avant toute notification et de la notifier au plus tard dans le délai d'une semaine à partir de la première mesure d'exécution.

Art. 46. *Opposition.*

Toute personne atteinte par la mesure peut y faire opposition par requête motivée, sur laquelle le Tribunal statuera après avoir imparti au demandeur un délai pour s'expliquer.

L'opposition ne suspend l'exécution que si le Tribunal le décide.

XIII. Procédure probatoire.

Art. 47. *Modes de preuve.*

Tous les modes de preuve sont admis, mais le Tribunal apprécie la valeur des preuves en toute liberté.

Art. 48. *Décision du Tribunal.*

La procédure écrite aussitôt close en vertu de l'Article 33 ci-dessus, le Tribunal statue sur la pertinence des faits offerts en preuve et sur les modes de preuve auxquels il sera recouru, après avoir ouï, s'il le juge utile, les parties ou leurs mandataires, ainsi que les agents.

En ordonnant une enquête, il décide si les témoins seront entendus par lui, soit dans une audience spéciale, pour laquelle il pourra déléguer un ou deux de ses membres, soit dans l'audience de jugement, ou s'ils seront entendus par voie de commission rogatoire.

Il fixe aux parties un délai pour déposer au Secrétariat les sommes nécessaires pour indemniser les témoins ou experts dont elles requièrent l'audition ou la consultation. A défaut de ce dépôt, le Tribunal peut décider que l'audition ou l'expertise n'aura pas lieu.

Art. 49. *Citation des témoins.*

Les citations des témoins sont faites par l'intermédiaire des agents.

Art. 50. *Audition des témoins.*

Les témoins prêtent serment en jurant de dire toute la vérité et rien que la vérité, sans haine ni faveur pour aucune des parties. L'invocation de la divinité sera ajoutée à cette formule si le témoin y consent.

Le Tribunal dispensera du serment lorsque les circonstances lui paraîtront exiger cette dispense, et notamment si le témoin est proche parent d'une partie.

Il arrêtera les indemnités dues aux témoins.

Le Président peut ordonner que les dépositions soient transcrites au procès-verbal et signées par les témoins.

Art. 51. *Commissions rogatoires.*

Les commissions rogatoires sont adressées par l'intermédiaire des agents à l'autorité compétente du domicile ou du lieu de résidence des temoins, qui sont entendus dans les formes de la loi locale.

Art. 52. *Comparution des parties.*

Le Tribunal peut exiger la comparution, distincte ou simultanée, des parties en personne et les interroger sous serment.

Art. 53. *Transport sur les lieux.*

Le Tribunal peut prescrire un transport sur les lieux.

Art. 54. *Expertise.*

Le Tribunal peut ordonner des expertises.

Il désigne un ou plusieurs experts après avoir consulté les parties. Les experts sont assermentés, sauf dispense accordée par le Président.

Le rapport d'expertise est déposé au Secrétariat, si possible en trois exemplaires. Les parties peuvent l'y consulter et s'en faire délivrer une copie à leurs frais, si elles n'en ont pas déjà reçu un exemplaire.

Le Tribunal peut ordonner un complément d'expertise ou une contre-expertise.

Art. 55. *Production de pièces.*

Le Président pourra prendre, en tout état de cause, toutes les mesures opportunes pour assurer le dépôt au Secrétariat, ou en tel autre lieu qu'il indiquera, des actes ou documents qui lui paraîtront nécessaires à l'instruction de la cause. Les parties auront le droit d'en prendre connaissance.

Art. 56. *Supplément de preuve.*

Le Tribunal peut toujours réclamer d'une partie un supplément de preuve.

XIV. Audience de jugement.

Art. 57. *Fixation de l'audience.*

Après la clôture de la procédure écrite ou, si le Tribunal recourt à une procédure probatoire distincte, après la clôture de celle-ci, le Secrétariat avise les parties du jour et du lieu de l'audience de jugement.

Art. 58. *Tenue de l'audience.*

L'audience est publique, à moins que le Tribunal n'ordonne le huis clos.

Il est tenu un procès-verbal de l'audience.

Art. 59. *Police de l'audience.*

Le Président assure la police de l'audience et dresse procès-verbal en cas d'infraction.

Art. 60. *Marche de l'audience.*

Après que les parties ou leurs mandataires ont déposé leurs conclusions, la parole leur est donnée. Elles ont le droit de répliquer.

Pour qu'une plaidoirie puisse être prononcée en allemand, bien que cette langue n'ait pas été déjà choisie par les parties en application de l'Article 4, il faut que l'autre partie y consente.

Les parties représentées par des mandataires ne peuvent présenter leurs observations que si le Tribunal les y autorise.

Les agents ont le droit de déposer des conclusions et de prendre la parole après les parties.

Art. 61. *Renonciation à l'audience.*

Les parties peuvent, dans le délai d'un mois à dater de la notification de la clôture de la procédure écrite, renoncer, par lettre au Secrétariat, à

l'audience de jugement qui, dans ce cas, n'aura lieu que si le Tribunal recourt à une procédure probatoire distincte.

Même si l'audience n'a pas lieu, le Tribunal délibérera oralement.

XV. Sentence.

Art. 62. *Adoption.*

Après l'audience, le Tribunal aura une délibération orale à huis clos. La rédaction de la sentence sera approuvée par le Tribunal.

Art. 63. *Contenu.*

La sentence énonce:

1° Le jour et le lieu où elle est rendue;
2° Le nom des membres du Tribunal;
3° Le nom des agents des deux Gouvernements;
4° La désignation exacte et précise des parties, et, le cas échéant, de leurs mandataires;
5° Le dispositif des conclusions des parties et, éventuellement, des agents;
6° Les considérants de fait et de droit;
7° Le dispositif sur le fond et sur les frais du Tribunal et les dépens.

Art. 64. *Forme.*

La sentence est signée par les trois membres du Tribunal et contresignée par les Secrétaires. En cas d'empêchement d'un des membres, la signature des deux autres suffit. Il en est de même en cas de délégation.

Art. 65. *Notification.*

Le dispositif de la sentence est notifié aux parties.

Le Secrétariat délivre aux parties des expéditions de la sentence contre paiement des frais.

Art. 66. *Calcul des dépens.*

Le montant des dépens alloués par le Tribunal est évalué dans la monnaie de la partie gagnante, en prenant comme base du calcul la moyenne des cours cotés à la Bourse de Genève, du premier au dernier jour du mois qui précède la sentence.

Art. 67. *Exécution.*

Le Tribunal requiert les agents d'assurer l'exécution des décisions du Tribunal, conformément à l'Article 304, lettre g, du Traité de Paix.

A cet effet, le Secrétariat délivre aux agents une expédition du dispositif de la sentence, signée par le Président et par les Secrétaires.

XVI. Transaction, acquiescement et désistement.

Art. 68. *En général.*

Pour donner force de chose jugée à une transaction entre les parties, à un acquiescement du défendeur aux conclusions du demandeur, ou à un désistement par le demandeur de ses droits, il faut que le Tribunal homo-

logue l'acte signé, soit par les parties qui transigent ou la partie qui acquiesce ou se désiste, soit par leurs mandataires pourvus d'une procuration spéciale.

L'acte est déposé au Secrétariat, qui avise les agents, ainsi que l'autre partie en cas d'acquiescement ou de désistement.

Les frais du Tribunal sont, sauf convention contraire, supportés en cas de transaction par les deux parties en commun, en cas d'acquiescement ou de désistement par la partie qui agit. Celle-ci supporte aussi, sauf convention contraire, les dépens de l'autre partie.

La décision du Tribunal contiendra la teneur de l'acte.

L'original de l'acte demeure au Secrétariat, qui délivrera aux parties, sur leur demande et contre paiement des frais, une expédition de la décision d'homologation.

Art. 69. *Désistement d'instance.*

Jusqu'à la production de la réponse, et même après si le défendeur y consent, le demandeur peut se désister de l'instance, en déposant au Secrétariat un acte signé par lui ou par son mandataire muni d'une procuration spéciale.

Le Secrétariat en avise aussitôt le défendeur.

L'original de l'acte demeure au Secrétariat, qui en délivre copie aux parties.

Les frais du Tribunal et les dépens sont à la charge du demandeur et feront l'objet d'une décision du Tribunal.

Le délai de présentation des requêtes court comme si la requête n'avait pas été présentée.

XVII. Non-comparution des parties.

Art. 70.

La non-comparution d'une partie à une audience n'empêche pas le procès de suivre son cours.

Le Tribunal peut renvoyer l'affaire à une date ultérieure.

XVIII. Suspension et péremption de l'instance.

Art. 71. *Suspension volontaire.*

Sur la demande conjointe des parties, le Président peut suspendre le procès pour un temps déterminé.

Le procès reprend son cours à l'expiration du délai.

Art. 72. *Disparition d'un mandataire.*

Si le mandataire d'une partie décède ou devient incapable, l'instance n'est pas suspendue, mais le Président peut accorder une remise ou une prolongation de délai.

Art. 73. *Suspension forcée.*

Lorsqu'une partie ou son représentant légal meurt ou devient incapable, ou lorsque ses droits passent à autrui, si l'affaire est en état d'être jugée, le procès suit son cours.

Si l'affaire n'est pas en état, l'instance est suspendue jusqu'à ce que le nouveau représentant légal ou les ayants cause l'aient reprise.

S'ils négligent de le faire, le Tribunal peut, à la requête de l'autre partie, leur fixer un délai à l'expiration duquel le procès reprendra son cours, s'ils n'ont pas fait opposition.

En cas d'opposition, le Tribunal statue sur la reprise.

Art. 74. *Péremption.*

Lorsque les deux parties seront restées dans l'inaction complète pendant un an, le Tribunal pourra déclarer le procès terminé, en statuant sur les frais du Tribunal.

La péremption met les parties dans l'état où elles seraient si l'instance n'eût pas été introduite.

XIX. Modification et revision des sentences.

Art. 75. *Rectification.*

Le Tribunal peut, d'office ou à la demande d'une partie ou d'un agent, rectifier une sentence obscure, incomplète ou contradictoire, ou qui contient une erreur d'écriture ou de calcul.

La demande doit lui être adressée dans le délai d'un mois dès la notification de la sentence.

Le Tribunal peut suspendre l'exécution de la sentence avant de statuer.

Art. 76. *Revision.*

La partie qui découvre un fait qu'elle ignorait lors des débats peut, dans le délai de deux ans depuis la notification de la sentence, en demander la revision si la connaissance de ce fait par le Tribunal eût entraîné une modification importante de la sentence.

La procédure de revision est ouverte par une décision du Tribunal, constatant l'existence et l'importance du fait nouveau et réglant la procédure à suivre.

Le Tribunal peut suspendre l'exécution de la sentence.

XX. Dispositions finales.

Art. 77. *Dérogation au règlement.*

Le Tribunal peut, dans des cas exceptionnels, s'écarter des dispositions de ce règlement, si la justice et l'équité exigent cette dérogation.

Art. 78. *Modification du règlement.*

Le Tribunal se réserve le pouvoir de modifier et complèter ce règlement en tenant compte des enseignements de l'expérience.

Genève, le 29 septembre 1921

Le Président:
Paul Moriaud.

L'Arbitre allemand
Franz Scholz.

L'Arbitre polonais:
Jean Namitkiewicz.

119.

ALLEMAGNE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Règlement de procédure du Tribunal arbitral mixte allemand-tchécoslovaque; établi à Lausanne, le 9 novembre 1921.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1921, No. 115.

Règlement de Procédure du Tribunal Arbitral Mixte Allemand-Tchécoslovaque.

I. Fonctionnement du Tribunal.

Art. 1. *Composition.*

Le Tribunal est composé d'un Président et de deux juges-arbitres, désignés conformément à l'Article 304 du Traité de Versailles,*) et possédant tous trois au moins l'allemand et le français.

Art. 2. *Langue.*

Les langues officielles du Tribunal sont l'allemand, le français et le tchécoslovaque. Sous réserve du droit des parties de demander les traductions nécessaires, les trois langues officielles peuvent être utilisées pour la procédure écrite; pour les plaidoiries, toutefois, les parties et leurs mandataires devront se servir d'une langue comprise par tous les membres du Tribunal.

Art. 3. *Secrétariat.*

Le Secrétariat est établi à Genève, 22 rue de la Corraterie.

Art. 4. *Lieu des audiences.*

Il appartient au Président de déterminer, dans chaque cas particulier, le lieu des audiences.

Art. 5. *Notifications.*

Les notifications, communications et convocations du Tribunal sont faites par lettre recommandée du Secrétariat, avec avis de réception.

II. Parties et mandataires.

Art. 6. *Représentation des parties.*

Les parties sont représentées par des mandataires ou procèdent en personne. Le Président peut impartir à une partie, manifestement hors d'état de procéder en personne, un délai pour constituer un mandataire.

Art. 7. *Choix des mandataires.*

Peuvent être choisis comme mandataires:

1⁰ a) les avocats de l'Etat des parties, ou de celui où siège le Tribunal;
b) les avocats d'autres Etats, agréés par le Président.

2⁰ Les professeurs des facultés de droit, dans les mêmes conditions que les avocats.

3⁰ En matière de brevets, les „Patentanwälte" des deux Etats intéressés.

---

*) V. N. R. G. 3 s. XI, p. 587.

Art. 8. *Procuration.*

Le mandataire doit justifier de son mandat par une procuration jointe à la requête, ce à peine de nullité. Le Tribunal, à la demande de la partie adverse, d'un des Agents, ou même d'office, peut exiger la légalisation de la signature du mandant.

III. Agents d'Etat.

Art. 9. *Participation au procès.*

Les Agents des Gouvernements intéressés sont admis à représenter leur Etat et peuvent intervenir en tout état de cause.

Ils représentent leurs nationaux indigents, dans la mesure fixée par leur Gouvernement.

Toutes communications et notifications faites aux parties doivent leur être faites également.

IV. Actes de procédure.

Art. 10. *Forme.*

Les actes de procédure devront être dactylographiés ou imprimés, et signés par le mandataire de la partie dont ils émanent, ou par la partie elle-même, si elle procède en personne.

Art. 11. *Copies.*

Les actes de procédure seront accompagnés:

1⁰ D'autant de copies qu'il y aura de parties adverses distinctes;

2⁰ De six copies destinées aux membres du Tribunal et aux Agents.

L'obligation de fournir copie s'applique également aux pièces annexes, mais le Président pourra dispenser de la copie des pièces volumineuses ou en autoriser la copie fragmentaire.

Art. 12. *Pièces annexes.*

Les pièces annexées aux actes de procédure peuvent être rédigées dans les trois langues officielles du Tribunal

Les pièces rédigées en tchécoslovaque doivent être accompagnées d'une traduction en allemand ou en français. A la requête d'une des parties ou d'un mandataire, le Président pourra ordonner qu'une pièce, redigée en allemand ou en français, soit traduite dans une autre des langues officielles.

Art. 13. *Notification.*

Le Secrétariat atteste sur l'acte la date de sa réception et en délivre un reçu à la partie.

La notification à la partie adverse se fait par lettre recommandée, avec avis de réception. Le refus de la lettre est considéré comme équivalant à la notification.

Art. 14. *Calcul des délais.*

Tous les délais sont des délais francs fixés et comptés par jours — le *dies a quo* et le *dies ad quem* ne sont pas compris dans le calcul. Si le dernier jour utile est férié au siège du Secrétariat, le délai comprend le plus prochain jour ouvrable suivant.

Le délai fixé pour la remise d'un acte est réputé observé, si l'acte est remis à une administration postale officielle le dernier jour du délai.

V. Requête.

Art. 15. *Introduction de l'instance.*

L'instance est introduite par voie de requête au Tribunal.

Art. 16. *Délais.*

Toutes les requêtes doivent être adressées au Secrétariat jusqu'au 30 juin 1922.

Sont réservés les cas où l'ouverture de l'action dépendrait d'un fait non réalisé ou d'un dommage qui n'aurait pu être constaté dans le délai fixé à l'alinéa 1. Dans ces cas, la requête devra être déposée dans un délai de 100 jours partant de la date à laquelle le demandeur aura pu ou dû connaître la réalisation du fait, ou constater l'existence du dommage.

Art. 17. *Tardiveté.*

Les requêtes présentées après l'expiration des délais pourront être déclarées irrecevables, à la demande de la partie adverse, ou même d'office.

Le Tribunal statue librement sur la recevabilité des requêtes tradives, en tenant compte des motifs du retard, des intérêts en jeu et de l'équité.

Art. 18. *Consignation préalable.*

Pour assurer le paiement des frais et débours du Tribunal, tout demandeur, ou demandeur reconventionnel, non indigent, est astreint à consigner préalablement une somme de cent francs suisses, plus deux pour mille du montant du litige calculé en francs suisses. Le Président peut, s'il le juge nécessaire, ordonner la consignation d'une somme supérieure, le total ne pouvant toutefois dépasser dix mille francs, ou autoriser celle d'une somme inférieure au minimum fixé.

La somme à consigner est calculée au cours pratiqué à la Bourse de Genève au moment de la réception de la requête. La partie astreinte à la consignation est tenue d'opérer le dépôt de la somme fixée à la Banque de Genève, conformément à un avis expédié par le Secrétariat et dans le délai qui lui sera fixé.

Faute de consignation dans le délai imparti, la requête pourra être considéré comme nulle et non avenue.

Une fois l'instance terminée, le Tribunal statue librement sur la restitution éventuelle de tout ou partie de la somme consignée.

Les Agents ne sont astreints à aucune consignation préalable.

Art. 19. *Assistance judiciaire.*

Les Agents représentent, sans être astreints à une consignation préalable, leurs nationaux indigents. La notion d'indigence est déterminée par la loi nationale. Le Président peut exiger la justification de l'état d'indigence.

Art. 20. *Contenu.*

La requête contiendra:

a) La désignation exacte et précise des parties, y compris leur nationalité et leur domicile, et la désignation du mandataire du requérant.

b) L'indication d'un domicile élu, soit dans la ville où le Secrétariat est établi, soit à l'Office des Agents d'Etat, se trouvant à Berlin W 8, Behrenstrasse 21, et à Prague, au Ministère de la Justice.

c) L'indication des faits dont il résulte que les délais de l'Article 16 sont observés.

d) Un exposé des faits motivant la requête, avec l'indication détaillée des moyens de preuve, à la fin de chaque rubrique.

e) Un exposé de droit contenant, dans tous les cas, l'indication précise des textes légaux et de la jurisprudence invoqués.

f) Les conclusions du requérant.

g) Le bordereau des pièces annexes, produites à l'appui de la demande, au nombre desquelles figurera, dans le cas des Articles 302 et 305 du Traité, l'expédition de l'arrêt ou de la décision dont il est demandé réparation.

h) Lorsque le demandeur ne conclut pas au paiement d'une somme d'argent déterminée, l'indication de la valeur qu'il attribue au litige.

i) La procuration du mandataire, conformément à l'Article 8.

Art. 21. *Modification des conclusions.*

Les conclusions peuvent être modifiées jusqu'à la clôture des débats, pourvu que la nature de l'affaire ne s'en trouve pas changée.

Art. 22. *Notification.*

Lorsque la lettre recommandée contenant la requête n'a, en dehors du cas prévu à l'Article 13 alinéa 2 in fine, pu être remise au défendeur, ou qu'il résulte de la constatation d'un Agent que le domicile ou la résidence du défendeur est inconnu, le Président requiert l'Agent de l'Etat dont le défendeur est ressortissant, de faire procéder à la notification conformément aux lois de cet Etat.

VI. Réponse, Réplique et Duplique.

Art. 23. *Délai de réponse.*

La réponse du défendeur doit être remise au Secrétariat dans le délai fixé par le Président.

Art. 24. *Contenu.*

La réponse sera rédigée conformément à l'Article 20 (a, b, d—g, et i) applicable par analogie. L'Article 20 h est applicable dès que le défendeur forme une demande reconventionelle.

En outre, la réponse contiendra, en tout cas, la reconnaissance, ou la dénégation précise de chacun des faits allégués dans la requête. S'il s'agit de faits non personnels au défendeur, ce dernier peut se borner à déclarer qu'il les ignore.

Art. 25. *Réplique et duplique.*

Après remise de la réponse au Secrétariat, le Président accordera successivement de nouveaux délais au demandeur pour produire sa réplique, et au défendeur pour produire sa duplique.

Art. 26. *Clôture de l'instruction préalable.*

A défaut de réponse remise par le défendeur au Secrétariat dans le délai de l'Article 23 ou, si le défendeur a répondu en temps utile, après le dépôt de la réplique et de la duplique ou après l'expiration du délai de réplique et duplique, l'instruction préalable sera déclarée close.

Aucun échange ultérieur de mémoires ne sera admis, à moins que le Tribunal n'ordonne la réouverture de l'instruction préalable, en fixant les points sur lesquels elle doit porter.

Art. 27. *Aveu tacite.*

Le silence et toute réponse évasive de celle des parties à laquelle des faits précis seront opposés dans la requête ou l'un des mémoires indiqués ci-dessus, pourront être interprétés par le Tribunal comme un aveu desdits faits.

VII. Exceptions.

Art. 28. *Forme et délai.*

Toute exception opposée par le défendeur pour ne pas entrer en matière sur le fond du procès, doit être présentée dans la réponse et mentionnée par le défendeur en tête des ses conclusions.

Art. 29. *Décision.*

Le Tribunal peut, sur le vu de la réponse, décider qu'il sera immédiatement statué sur l'exception. Il en avise alors le défendeur et impartit au demandeur un délai pour s'expliquer.

Ce délai expiré, le Tribunal statue sur le seul vu des dossiers, à moins que l'une des parties ne demande expressément à plaider l'incident.

VIII. Intervention.

Art. 30. *Principe.*

Toute personne qui prétend faire valoir un intérêt légitime dans le procès, ou à laquelle l'instance a été dénoncée, peut intervenir par une requête rédigée conformément à l'Article 20. Les Articles 2, 6, 7 et 11 s'appliquent à l'intervenant; ce dernier n'est pas lié par les conclusions des parties principales et peut être astreint à une consignation préalable, dans la mesure fixée par le Président.

Art. 31. *Opposition.*

L'intervention est communiquée aux parties et aux Agents.

Si elle ne rencontre pas d'opposition dans les 20 jours à dater de cette communication, elle est considérée comme admise.

S'il y a opposition, le Tribunal statue sur l'admissibilité de l'intervention, qui ne pourra retarder le jugement de la cause principale, quand elle sera en état. En cas de rejet de la demande d'intervention, le Tribunal statue immédiatement sur les dépens de l'incident qui sont mis à la charge de l'intervenant.

Le Président fixe, si l'intervention est admise les délais qui lui paraissent nécessaires pour permettre aux parties de se déterminer sur les faits allégués par l'intervenant et sur ses moyens de droit.

IX. Mesures conservatoires.

Art. 32. *Dispositions générales.*

a) A la requête d'une partie ou d'un Agent, et même avant l'introduction de l'instance, le Tribunal et, en cas d'urgence, le Président, peut ordonner toute mesure conservatoire qui lui paraît équitable et nécessaire, après avoir entendu, si possible, la personne contre laquelle la mesure est requise.
b) Le Tribunal, en cas d'urgence, le Président, peut, avant d'ordonner la mesure demandée, astreindre le requérant à fournir caution.
c) Si la mesure a précédé le procès, le Président fixe au requérant un délai pour introduire l'instance. Faute par le requérant d'agir dans le délai fixé, la mesure conservatoire est annulée d'office.
d) L'ordonnance du Tribunal ou du Président précise le mode et l'étendue des mesures conservatoires; elle a force exécutoire et doit être notifiée aux parties et aux Agents 10 jours, au plus tard, après son exécution.
e) Les Agents sont tenus de faire exécuter l'ordonnance sur simple réquisition du Tribunal ou du Président.

Art. 33. *Opposition.*

Toute personne atteinte par une mesure conservatoire peut y faire opposition par requête motivée. Le Président fixe, à la partie ou à l'Agent qui avait requis la mesure, un délai pour s'expliquer sur l'opposition, et le Tribunal statue ensuite, sur le seul vu de la procédure écrite, à moins que l'un des intéressés ne demande expressément à plaider l'incident. L'opposition ne suspend l'exécution que si le Président l'ordonne.

X. Procédure probatoire.

Art. 34. *Modes de preuve.*

Tous les modes de preuve sont admis, mais le Tribunal apprécie la valeur des preuves en toute liberté.

Art. 35. *Décision du Tribunal.*

L'instruction préalable aussitôt close en vertu de l'Article 26 ci-dessus, le Tribunal statue sur la pertinence des faits offerts en preuve et sur les modes de preuve auxquels il sera recouru, après avoir, s'il le juge utile, entendu les explications orales des parties, mandataires ou Agents.

Art. 36. *Preuve testimoniale.*

Une liste indiquant les noms, profession et domicile des témoins que chaque partie voudra faire entendre, sera déposée au Secrétariat, dans le délai fixé par le Président.

Le Tribunal décidera où et comment les témoins seront entendus.

Chaque partie peut s'opposer à l'audition d'un témoin non porté ou non clairement désigné sur la liste. Le Tribunal statue librement.

Art. 37. *Citation des témoins.*

A la requête du Président, les Agents d'Etat citent les témoins que le Tribunal a décidé d'entendre lui-même; ils font parvenir aux témoins leur citation 20 jours au moins avant leur audition.

Art. 38. *Consignation préalable.*

Le Président fixe aux parties un délai pour déposer au Secrétariat les sommes nécessaires pour indemniser les témoins dont elles requièrent l'audition. A défaut de ce dépôt, le Tribunal peut décider que l'audition n'aura pas lieu.

Art. 39. *Exclusions.*

Ne pourront être entendus comme témoins:

a) Les ascendants ou descendants de l'une des parties.

b) Les frères et sœurs.

c) Les oncles et neveux.

d) Le conjoint, même divorcé.

Toutefois les parties pourront faire entendre lesdits parents et alliés, sans prestation de serment, et à titre de renseignement.

Art. 40. *Audition des témoins.*

Les témoins prêtent serment en jurant de dire toute la vérité et rien que la vérité, sans haine ni faveur pour aucune des parties.

Le Tribunal dispensera du serment lorsque les circonstances lui paraîtront exiger cette dispense.

Il arrêtera les indemnités dues aux témoins.

Art. 41. *Commissions rogatoires.*

Les Commissions rogatoires sont décernées par le Tribunal. Elles sont adressées aux Agents qui, directement ou par voie diplomatique, en assurent l'exécution par l'autorité compétente du lieu où se trouvent les témoins. Ces derniers sont entendus suivant les formes de la loi locale.

Art. 42. *Serment décisoire.*

Le serment décisoire peut être déféré par la partie à laquelle incombe le fardeau de la preuve, ou référé par l'autre partie.

Art. 43. *Serment supplétoire.*

Le Tribunal peut déférer le serment à l'une des parties, soit d'office, soit sur la demande d'une partie ou d'un Agent, s'il y a un commencement de preuve suffisant.

Art. 44. *Force probante du serment.*

Le serment décisoire prêté, son refus sans qu'il soit référé, lient le Tribunal. Il en est de même du serment supplétoire prêté ou de son refus.

Art. 45. *Transport sur les lieux.*

Le Tribunal peut prescrire un transport sur les lieux.

Art. 46. *Expertise.*

Le Tribunal peut ordonner des expertises. L'Article 38 est applicable.

Le Tribunal désigne un ou plusieurs experts, après avoir consulté les parties. Les experts sont assermentés.

Le rapport d'expertise est déposé au Secrétariat en trois exemplaires. Les parties peuvent l'y consulter et, si elles n'ont pas reçu un exemplaire directement de l'expert, elles peuvent se faire délivrer une copie à leurs frais.

Le Tribunal peut, à la demande d'une partie ou d'un Agent, ordonner un complément d'expertise ou une contre-expertise.

Art. 47. *Production de pièces.*

Le Tribunal pourra pendre, en tout état de cause, toutes les mesures opportunes pour assurrer le dépôt au Secrétariat, ou à tel autre lieu qu'il indiquera, des actes ou documents qui lui paraîtront nécessaires à l'instruction de la cause. Les parties et les Agents auront le droit d'en prendre connaissance.

Le Tribunal a en particulier la faculté de déférer le serment à l'une des parties, sur la demande de l'autre, pour obtenir la production de documents.

XI. Audience de plaidoirie.

Art. 48. *Fixation de l'audience.*

Après la clôture de l'instruction préalable ou, si le Tribunal recourt à une procédure probatoire distincte, après la clôture de celle-ci, le Tribunal avise les parties et les Agents du jour et du lieu de l'audience de plaidoirie.

Art. 49. *Tenue de l'audience.*

L'audience est publique.

Le procès-verbal est tenu en commun par les Secrétaires des deux Puissances intéressées, ou par un Secrétaire agréé par les deux Gouvernements.

Art. 50. *Marche de l'audience.*

Après que les mandataires des parties ou les parties elles-mêmes ont déposé leurs conclusions, la parole leur est donnée. Ils ont le droit de répliquer.

Les Agents ont le droit de déposer des conclusions et de prendre la parole après les mandataires des parties, auxquelles est réservé le droit d'être entendues en dernier.

XII. Sentence.

Art. 51. *Contenu.*

La sentence énonce:

1⁰ le jour et le lieu où elle est rendue;
2⁰ le nom des membres du Tribunal;
3⁰ le nom des Agents des deux Gouvernements, s'ils ont participé au litige;
4⁰ la désignation exacte et précise des parties et de leurs mandataires;
5⁰ le dispositif des conclusions des parties et, éventuellement, des Agents;
6⁰ les considérants de fait et de droit;
7⁰ le dispositif sur le fond et sur les dépens.

Art. 52. *Forme.*

La sentence est rédigée en allemand ou en français; la traduction officielle en tchécoslovaque peut être exigée par les parties. La sentence est approuvée et signée par les trois membres du Tribunal et contresignée par le ou les Secrétaires.

Art. 53. *Notification.*

Le dispositif de la sentence est notifié aux parties et aux Agents; l'expédition peut être demandée au Secrétariat.

Art. 54. *Calcul des dépens.*

Chaque partie est tenue de remettre au Tribunal avec ses dernières conclusions:

a) le compte de ses débours;
b) un état des frais de son mandataire;
c) le tarif auquel son mandataire serait soumis dans son propre pays.

Le Tribunal arrête les dépens sur le vu de ces documents; il n'est pas lié par les tarifs produits et peut réduire ce qu'il jugerait hors de proportion avec l'importance du litige ou l'activité déployée.

Les dépens alloués à l'une des parties seront calculés dans sa monnaie nationale; le cours partiqué à la Bourse de Genève, à la date de la sentence, fera règle.

Art. 55. *Exécution.*

Les Agents, requis par le Tribunal, assurent l'exécution de la sentence (Article 304 g du Traité). A cet effet, le Secrétariat délivre aux Agents une expédition du dispositif de la sentence, signée par le Président.

XIII. Transaction, Acquiescement et Désistement.

Art. 56. *Règle générale.*

Les transactions, l'acquiescement ou le désistement qui se manifestent à l'audience sont inscrits au procès-verbal. En dehors de l'audience, ils doivent être constatés par un acte spécial signé, ou par les mandataires, en vertu d'une procuration expresse, ou par les parties agissantes. La légalisation des signatures peut être exigée, conformément à l'Article 8.

Un extrait du procès-verbal ou l'original de l'acte spécial est signé par le Président et le ou les Secrétaires et reste déposé au Secrétariat. Les parties peuvent requérir copie de ces pièces.

Le Tribunal rend une ordonnance donnant acte de la transaction, de l'acquiescement ou du désistement, qu'elle rend irrévocables dès sa date. L'ordonnance statue sur les dépens, arrêtés et calculés, s'il y a lieu, conformément à l'Article 54. Dans la règle, sauf convention contraire, les dépens sont compensés en cas de transaction, et laissés, en cas d'acquiescement ou de désistement, à la charge de la partie qui agit. Si les parties ne sont pas à même de fournir immédiatement les pièces exigées par l'Article 54, l'ordonnance règlera seulement le principe de la répartition des dépens, qui seront arrêtés par une ordonnance ultérieure.

L'ordonnance a force exécutoire. Elle est notifiée conformément à l'Article 53; à la requête du Tribunal, les Agents en assurent l'exécution, conformément à l'Article 55.

Art. 57. *Désistement d'instance.*

Jusqu'à la production de la réponse, et même ultérieurement si le défendeur y consent expressément, le demandeur peut se désister de l'instance. Le désistement d'instance est inscrit au procès-verbal, ou constaté par acte spécial, conformément à l'Article 56 applicable par analogie.

Le délai de présentation des requêtes court comme si l'instance, dont le demandeur s'est désisté, n'avait pas été introduite.

XIV. Non-comparution des parties.

Art. 58. *Règle générale.*

La non-comparution d'une partie à une audience n'empêche pas le procès de suivre son cours.

L'Agent de l'Etat dont le défaillant est ressortissant peut demander le renvoi à une date ultérieure. Ce renvoi ne sera accordé qu'une fois; s'il entraîne une augmentation des frais et débours du Tribunal, le défaillant peut être astreint à une consignation préalable.

Art. 59. *Non-comparution à l'audience de plaidoirie.*

Si une partie ne se présente pas à l'audience de plaidoirie et si le renvoi n'est pas demandé conformément à l'Article 58 alinéa 2, le Tribunal fixera au défaillant un délai pour effectuer le dépôt des documents qui bien que visés dans la procédure écrite pourraient être restés entre ses mains. Passé ce délai, le Tribunal statue et la sentence ainsi rendue est exécutoire.

XV. Suspension de l'instance.

Art. 60. *Suspension volontaire.*

Sur la demande conjointe des parties, le Président peut suspendre le procès pour un temps déterminé.

Le procès reprend son cours à l'expiration du délai.

Art. 61. *Suspension forcée.*

Lorsqu'une partie, ou son représentant légal, ou son mandataire meurt ou devient incapable, ou lorsque les droits d'une partie passent à autrui, le procès suit son cours, si l'affaire est en état d'être jugée.

Si l'affaire n'est pas en état, l'instance est suspendue jusqu'à ce que les ayants-cause, le nouveau représentant légal ou un nouveau mandataire l'aient reprise. S'ils négligent de le faire, le Tribunal peut, à la requête de l'autre partie ou de l'Agent de son Etat, fixer aux intéressés un délai pour reprendre l'instance ou laiser rendre le jugement. S'ils gardent le silence, le procès suit son cours.

XVI. Rectification et revision des sentences.

Art. 62. *Rectification.*

Le Tribunal peut, d'office ou à la demande d'une partie ou d'un Agent, rectifier une sentence dont le dispositif est obscur, incomplet ou contradictoire ou contient une erreur d'écriture ou de calcul.

La demande doit lui être adressée dans le délai de trente jours dès la notification de la sentence.

Le Tribunal peut suspendre l'exécution de la sentence avant de statuer.

Art. 63. *Revision.*

Dans un délai d'un an après notification de la sentence, chaque partie peut en demander la revision, en invoquant des faits ou des moyens de preuve nouveaux, à condition que:

a) le requérant établisse qu'il n'a pu, sans sa faute, faire état du fait ou des moyens nouveaux avant la décision attaquée;

b) que le fait ou les moyens invoqués soient de nature à entraîner une modification importante de la sentence.

La procédure de revision est ouverte par une décision du Tribunal constatant la réalisation de ces conditions et réglant la procédure à suivre.

XVII. Dispositions finales.

Art. 64. *Dérogation au règlement.*

Le Tribunal peut, dans des cas exceptionnels, s'écarter des dispositions du présent Règlement, si la dérogation lui paraît commandée par la justice et l'équité.

Art. 65. *Modification du règlement.*

Le Tribunal se réserve le pouvoir de modifier et compléter ce règlement en tenant compte des enseignements de l'expérience.

Art. 66. *Publication.*

Le présent Règlement sera publié jusqu'au 2 janvier 1922 dans le journal officiel des deux Gouvernements.

Lausanne, le 9 novembre 1921.

Le Président: *Robert Fazy.*

L'Arbitre allemand: *Robert Doering.*

L'Arbitre tchécoslovaque: *Dr. Cyrille Dušek.*

120.

ALLEMAGNE, ITALIE.

Règlement de procédure du Tribunal arbitral mixte germano-italien; établi à Rome, le 20 décembre 1921.*)

Deutsches Reichsgesetzblatt 1922. No. 10.

Regolamento di Procedura del Tribunale Arbitrale Misto Italo-Germanico.

Disposizioni Generali.

Art. 1. *Costituzione e sede del Tribunale.*

Il Tribunale Arbitrale Misto Italo-Germanico è composto di un presidente e di due arbitri nominati a sensi dell'articolo 304 del Trattato di Versaglia.**)

Il tribunale ha la sua sede in Roma, via Venti Settembre 8; il presidente può però disporre con decreto che le sedute per la trattazione di determinate cause o per il compimento di alcuni atti di una determinata causa siano tenute in altro luogo, in Italia o in Germania o altrove. La segreteria darà in tal caso notizia del provvedimento alle parti interessate e agli [illegible]ati.

Salvi i casi in cui il presente regolamento dispone diversamente, le decisioni del tribunale sono prese a maggioranza di voti.

Art. 2. *Competenza del Tribunale.*

Il tribunale è competente a giudicare delle controversie che gli sono deferite a termini del Trattato. Esso è il solo giudice della propria competenza.

Art. 3. *Poteri del presidente.*

Il presidente del tribunale può per speciali ragioni da indicarsi nel provvedimento delegare uno degli arbitri per compiere determinati atti o emanare determinati provvedimenti, a lui deferiti dal presente regolamento.

Le decisioni dal presente regolamento di procedura affidate al presidente potranno in caso di suo impedimento essere prese di comune accordo dai due arbitri.

Art. 4. *Lingua.*

La lingua da usare davanti al tribunale è esclusivamente l'italiana.

Qualora vi siano atti scritti in altra lingua, le parti che li producono devono alligarne la traduzione in italiano, fatta da un interprete autorizzato; ma il presidente può limitare tale obbligo ad una parte soltanto dell'atto, salva in questo caso al Tribunale la facoltà di richiedere la traduzione integrale, ove lo reputi necessario per la decisione della controversia.

---

*) Remplacé par le Reglement du 28 avril 1924, v. ci-dessous No. 121.
**) V. N. R. G. 3 s. XI, p. 587.

Per la traduzione le parti potranno pure rivolgersi alla segreteria, la quale provvederà a farla eseguire previo anticipo delle spese occorrenti.

Art. 5. *Forma della scrittura.*

Tutti gli atti scritti del procedimento, gli allegati, le scritture di causa, i decreti, le ordinanze e le sentenze sono stesi in carta libera e debbono essere dattilografati o stampati.

Le istanze, le risposte, le domande riconvenzionali, le chiamate in causa e in garantia, le rinuncie, le transazioni della lite e tutti gli altri atti di parte devono essere sottoscritti dalla parte da cui provengono o da un suo rappresentante o procuratore.

Art. 6. *Deposito o trasmissione delle scritture di causa alla segreteria.*

Le scritture di causa sono depositate o trasmesse alla segreteria del tribunale unitamente a tante copie quante occorrono per la distribuzione ai componenti il tribunale e ai due agenti e per la notificazione alle altre parti. Ove il numero delle copie sia insufficiente, la segreteria è autorizzata a fare eseguire quelli mancanti, a spese della parte.

La segreteria, all'atto del deposito o nel giorno in cui le scritture le pervengono, appone, sulle stesse, la data del deposito o dell'arrivo e la sua sottoscrizione.

Art. 7. *Notificazioni in generale.*

Le notificazioni e comunicazioni alle parti e agli agenti si fanno a cura della segreteria per mezzo di lettera raccomandata con ricevuta di ritorno.

Le lettere sono spedite al domicilio eletto dalle parti ovvero alla loro residenza se non vi sia stata elezione di domicilio.

Le notificazioni e le comunicazioni sono fatte al procuratore, quando questi sia costituito a sensi dell'articolo 9.

La ricevuta di ritorno forma prova dell'avvenuta notificazione anche quando la lettera sia stata respinta.

Nel caso in cui sia ignota la residenza della parte a cui l'atto deve notificarsi e non vi sia costituzione di procuratore, il presidente richiede l'agente del Governo perchè la notificazione sia eseguita al connazionale nei modi prescritti dalla sua legge patria.

Art. 8. *Rappresentanza delle parti.*

Le parti possono farsi rappresentare da procuratori ed assistere da avvocati.

Il tribunale potrà in ogni stato della causa ordinare la personale comparizione di una delle parti e per contrario esigere da una parte che essa si faccia rappresentare da un procuratore, fermo restando il paragrafo 18 dell'allegato all'articolo 296 del Trattato.

Art. 9. *Elezione di domicilio e nomina del procuratore.*

L'elezione di domicilio e la nomina del procuratore sono fatte nella istanza o in altro atto di procedura, ovvero anche con atto separato, che

è depositato o trasmesso alla segreteria e quindi notificato a norma dell'articolo 7.

L'elezione del domicilio e la costituzione del procuratore hanno effetto dal momento in cui l'atto viene depositato o perviene alla segreteria del tribunale.

Le variazioni nel domicilio eletto e la revoca della nomina del procuratore sono fatte e notificate nello stesso modo.

Art. 10. *Scelta dei procuratori ed avvocati.*

Possono essere nominati procuratori e avvocati:

1° Coloro che sono ammessi al patrocinio avanti i tribunali italiani o all'esercizio dell'avvocatura avanti i tribunali germanici a norma delle leggi vigenti in Italia o in Germania,

2° i professori e liberi docenti di diritto nelle università italiane o germaniche,

3° gli avvocati esercenti presso le corti o i tribunali di altri Stati e i professori di diritto nelle università di altri Stati, qualora abbiano speciale autorizzazione del presidente,

4° i membri ordinari ed associati dell'Istituto di diritto internazionale,

5° gli avvocati presso l'Ufficio brevetti germanico (Patentanwälte), limitatamente alle cause aventi per oggetto brevetti.

Il tribunale potrà escludere quelle persone che siano state colpite da misure penali o disciplinari.

Art. 11. *Funzioni del procuratore. — Funzioni dell'avvocato.*

Il procuratore rappresenta, assiste e difende la parte davanti al tribunale e può compiere qualsiasi atto di procedura nell'interesse del mandante.

L'avvocato nominato ai sensi degli articolo 8 e 10 assiste e difende la parte o chi la rappresenta anche se non riveste la qualità di procuratore.

Art. 12. *Consigli tecnici.*

Il tribunale potrà consentire l'intervento di consiglieri tecnici quali assistenti delle parti o dei procuratori.

Art. 13. *Agenti dei Governi.*

Gli agenti rappresentano i loro Governi davanti al tribunale e adempiono le funzioni loro attribuite dal paragrafo 18 dell'alligato all'articolo 296 del Trattato. Essi potranno in conformità del detto paragrafo proporre istanze giudiziali ed intervenire nelle cause in cui siano interessati i loro connazionali per assisterli come pure per riprendere o sostenere le domande da questi abbandonate.

Essi riceveranno comunicazione degli atti del procedimento che si notificano alle parti ed avranno in oltre il diritto di esaminare gli atti e i documenti depositati in segreteria e richiederne copia nonchè di presentare osservazioni o conclusioni scritte nel termine fissato alle parti e prendere conclusioni all'udienza.

Art. 14. *Deposito preventivo.*

La parte che propone l'istanza introduttiva del giudizio, il convenuto che propone domanda riconvenzionale e chi propone domanda di chiamata in causa o in garantia o d'intervento sono tenuti a depositare presso la segreteria una somma, fra le lire 100 e le lire 5,000, che sarà fissata dal presidente come contributo alle spese del tribunale.

Il presidente prefiggerà all'uopo un termine e potrà ordinare sempre depositi suppletivi anche se con ciò venga oltrepassato il limite massimo suddetto.

Qualora il primo deposito o quello suppletivo non sia tempestivamente eseguito, l'istanza o la domanda s'intende abbandonata, ma può essere rinnovata o riprodotta se non siano decorsi i termini stabiliti nel presente regolamento.

Il detto deposito non si sostituisce ma si aggiunge al diritto del cinque per cento preveduto dal comma 2 del paragrafo 20 dell'allegato all'articolo 296 del Trattato.

Al momento della definizione della causa il tribunale stabilirà l'ammontare preciso del contributo che pel giudizio stesso gli è dovuto e lo porrà a carico della parte soccombente, qualora non creda di decidere diversamente.

Il presidente ordinerà la restituzione della parte di deposito eccedente il detto ammontare.

Art. 15. *Dispensa dal deposito.*

Sono dispensati dal deposito di contributo stabilito nell'articolo precedente le parti, di cui l'agente connazionale attesti l'indigenza e appoggi l'istanza nonchè gli agenti stessi che intervengono o comunque agiscono in giudizio. Gli agenti tanto per loro conto quanto nell'interesse delle parti dispensate dal deposito sono però tenuti a fornire ugualmente alla segreteria la somma occorrente per le singole spese da farsi nel loro interesse.

Termini.

Art. 16. *Termini in generale.*

Il termine fissato a giorni non comprende il giorno da cui comincia a decorrere.

Il termine fissato a mesi o ad anni scade nel giorno corrispondente per numero a quello in cui comincia a decorrere; mancando tale giorno nell'ultimo mese, il termine scade l'ultimo giorno di detto mese.

Se l'ultimo giorno del termine cade in una domenica od in un giorno riconosciuto come festivo dal calendario civile italiano, il termine scade il prossimo giorno feriale.

Un termine s'intende osservato soltanto quando l'atto sia stato compiuto prima del suo spirare.

Gli atti scritti delle parti o dei rappresentanti devono pervenire alla segreteria del tribunale od essere consegnati, per l'invio alla medesima, ad un ufficio postale italiano o germanico non più tardi dell'ultimo giorno del termine.

Art. 17. *Atti presentati in lingua tedesca.*

Le scritture redatte in lingua tedesca saranno ritenute tempestivamente depositate o trasmesse anche se manchino delle traduzioni in lingua italiana, purchè contengano richiesta di detta traduzione.

La presente disposizione non è applicabile all'istanza giudiziale.

In ogni caso la notifica delle scritture non potrà essere fatta dalla segreteria che accompagnando le medesime con la traduzione in lingua italiana.

Art. 18. *Termine durante le ferie.*

Tranne quelli fissati per la introduzione dell'istanza all'articolo 21, i termini non decorrono durante le ferie, il cui inizio e la cui durata saranno fissati dal tribunale.

Istanza giudiziale.

Art. 19. *Contenuto dell'istanza giudiziale.*

L'azione è proposta con istanza scritta diretta al tribunale.

L'istanza deve contenere:

1⁰ le indicazioni necessarie per l'identificazione delle parti e degli eventuali procuratori, compresa l'indicazione della loro nazionalità, del loro domicilio e della loro residenza;

2⁰ l'esposizione conci a, ma in termini chiari ed articolati, di tutti i fatti, sui quali l'attore intende appoggiare la sua azione, suddivisi per numero d'ordine.

La detta esposizione dovrà essere fatta in modo tale che da essa risulti l'osservanza dei termini stabiliti per l'istanza giudiziale;

3⁰ l'enunciazione delle prove con cui l'attore intende dimostrare la verità dei singoli fatti, il nome e cognome, condizione e residenza dei testimoni e dei periti che sopra ogni fatto intende presentare al giudizio;

4⁰ l'esposizione sommaria dei motivi di diritto che stanno a sostegno dell'azione;

5⁰ le conclusioni;

6⁰ l'elenco degli allegati che vengono prodotti, ivi compresa l'indicazione della sentenza o della decisione impugnata, qualora l'istanza si riferisca agli articoli 302, 305 e paragrafo 20 dell'allegato all'articolo 296 del Trattato.

Art. 20. *Eventuale regolarizzazione dell'istanza giudiziale.*

Se l'istanza giudiziale presenta irregolarità o manchevolezze; se, in particolare, l'indicazione dei fatti e delle prove non è sufficientemente chiara e precisa, o se alla istanza non siano allegati i documenti da essa richiamati, il presidente può invitare l'attore a completarla o correggerla o a produrre i documenti mancanti assegnandogli all'uopo un termine.

Qualora l'attore non ottemperi all'invito, non sarà dato corso alla sua istanza.

Art. 21. *Termini speciali per l'istanza giudiziale.*

L'istanza deve essere depositata nella segreteria, o trasmessa alla stessa per tramite di un ufficio postale italiano o germanico, nei seguenti termini:

a) nei casi di gravame contro la decisione degli Uffici di verifica e compensazione a sensi del paragrafo 20 dell'allegato all'articolo 296 del Trattato, entro il termine di due mesi dalla comunicazione della decisione all'interessato;

b) nei casi previsti dal paragrafo 16 dell'allegato all'articolo 296, entro quattro mesi dalla comunicazione del disaccordo degli Uffici di verifica e compensazione;

c) nel caso dell'articolo 304 lettera b comma 2°, in principio, entro sei mesi della pubblicazione del presente regolamento e, qualora alla data di questa pubblicazione sia stata già adita altra giurisdizione, entro quattro mesi della decisione negativa sulla competenza da parte della giurisdizione medesima;

d) nel caso dell'articolo 304 lettera b in fine entro sei mesi dalla pubblicazione del presente regolamento, purchè risulti da un attestato di autorità competente che la legge nazionale dell'attore non si oppone a che sia adito il tribunale arbitrale misto;

e) nel caso previsto dall'articolo 305, entro sei mesi dalla notificazione all'attore della decisione definitiva dell'autorità competente o dal giorno in cui la parte interessata ne abbia avuto altrimenti notizia;

f) nel caso dell'articolo 297 lettere c ed f, entro un anno dal giorno in cui la parte abbia avuto conoscenza del danno o del fatto che i suoi beni non gli saranno restituiti nè in natura nè in equivalente oppure entro un anno dal giorno in cui la parte sia stata rimessa nel possesso dei beni o del loro equivalente;

g) nel caso di cui all'articolo 299 lettera b, entro un anno dalla pubblicazione del presente regolamento;

h) nel caso che si chieda la determinazione delle condizioni per la nuova concessione di proprietà industriale, letteraria o artistica o la determinazione del compenso per l'uso della concessione durante la guerra in applicazione dell'articolo 310, entro sei mesi dalla pubblicazione del presente regolamento;

i) nei casi previsti dagli articoli 300 lettere b, c, d, 302 comma 2°, 3°, e 4° ed in ogni altro caso entro sei mesi dalla pubblicazione del presente regolamento.

In ogni caso quando alla data della pubblicazione del presente regolamento i termini sopra stabiliti siano già decorsi o abbiano incominciato a decorrere, la parte avrà diritto a un nuovo termine corrispondente a datare dalla pubblicazione medesima.

Art. 22. *Inosservanza dei termini di cui all'articolo 21.*

Le istanze giudiziali pervenute o depositate dopo decorsi i termini stabiliti nell'articolo precedente sono inammissibili.

Tuttavia il Tribunale, ove ritenga giustificato il ritardo da forza maggiore o da gravi circostanze speciali può ammettere istanze tardive.

Art. 23. *Modificazioni della domanda.*

La domanda può sempre nel corso del giudizio essere ridotta o anche modificata, purchè la modificazione non ne muti il fondamento giuridico o l'oggetto.

Le modificazioni che importino un ampliamento della domanda non sono più ammesse dopo scaduti i termini per la risposta, ove l'inammissibilità sia eccepita dalla parte avversaria.

Non costituisce ampliamento della domanda la richiesta d'interessi maturati nel corso del giudizio.

Procedimento.

Art. 24. *Notificazione dell'istanza giudiziale.*

Pervenuta o depositata l'istanza la segreteria provvede alla sua notificazione, a termini dell'articolo 7.

Art. 25. *Risposta.*

Entro tre mesi dalla notificazione della istanza giudiziale, il convenuto può depositare o far pervenire alla segreteria del tribunale la sua risposta.

Alla risposta si applicano analogamente le disposizioni contenute nei numeri 1⁰, 3⁰, 4⁰, 5⁰ e 6⁰ dell'articolo 19. Essa dovrà in oltre contenere il riconoscimento o la contestazione precisa dei fatti articolati nell'istanza. Se i fatti non sono personali al convenuto, egli può limitarsi a dichiarare che li ignora.

E applicabile la disposizione dell'articolo 22.

Art. 26. *Replica e controreplica.*

Entro due mesi dalla notificazione della risposta, l'attore può depositare o far pervenire la sua replica, ed entro un mese dalla notificazione di questa può il convenuto depositare o fare pervenire una controreplica.

Art. 27. *Disposizioni applicabili alla replica e controreplica.*

Alla replica e controreplica si applicano analogamente le disposizioni dei precedenti articoli, specie quelle dell'articolo 25 che concernono il riconoscimento o la contestazione dei fatti.

È pure applicabile la disposizione dell'articolo 22.

Art. 28. *Allegati a sostegno.*

Gli allegati a sostegno dell'istanza, della risposta, della replica e controreplica devono essere depositati o trasmessi unitamente a tali scritture e rimarranno in deposito presso la segreteria. Di essi dovranno anche prodursi tanti esemplari quanti occorrono per la notificazione alle parti, all'agente italiano e all'agente germanico residente in Roma.

Nel caso di gravame contro la decisione degli uffici di verifica e compensazione, a sensi del paragrafo 20 dell'allegato all'articolo 296 del Trattato, e nel caso di istanza per riparazione o indennizzo, proposta a sensi dell'articolo 30 2o dell'articolo 305 del Trattato, devono trasmettersi o presentarsi, unitamente alle istanze, copie delle decisioni impugnate.

Sulla istanza di una delle parti, o, se lo giudica opportuno anche d'ufficio, il presidente potrà ordinare che gli allegati siano depositati in originale alla segreteria, per essere ivi consultati nel termine da lui fissato. La segreteria potrà, a richiesta ed a spese della parte, farne eseguire riproduzione fotografica.

Art. 29. *Procedimento abbreviato.*

Il presidente, sulla istanza di una delle parti o dell'agente, ove ritenga che la causa abbia carattere di urgenza o sia di facile indagine, può abbreviare i termini ordinari, stabiliti per la replica e la controreplica, ovvero anche ordinare, senza lo scambio della replica e controreplica, la trattazione della causa, a sensi dell'articolo 54 fissando soltanto i termini per la presentazione di scritture conclusionali e degli eventuali allegati a sostegno e determinando l'udienza per la discussione.

Il provvedimento è notificato alle parti.

Art. 30. *Eccezioni che si oppongono alla trattazione del merito.*

Le eccezioni che si oppongono alla trattazione del merito possono proporsi sia nella risposta sia con istanza separata prima di rispondere nel merito ed entro il termine fissato per la presentazione della risposta.

Più eccezioni di questa natura devono essere proposte contemporaneamente.

Domande di chiamata in causa, di intervento volontario e domande riconvenzionali.

Art. 31. *Chiamata in causa.*

Il convenuto nel termine stabilito per la risposta o nella risposta stessa può chiedere di essere autorizzato a chiamare in causa un garante o un terzo a cui si creda comune la controversia, perchè lo rilevi dalle conseguenze del giudizio o si associ alla difesa.

La chiamata in causa deve contenere:

1º le indicazioni necessarie per l'identificazione della persona che si vuol chiamare in causa:

2º l'indicazione della sua nazionalità e del suo domicilio o della sua residenza;

3º L'esposizione sommaria dei fatti e dei motivi che giustificano la chiamata.

E applicabile la disposizione dell'articolo 20.

Art. 32. *Notifica della chiamata in causa.*

La chiamata in causa è disposta con ordinanza del presidente, a piedi della domanda, che è quindi notificata a tutte le parti interessate.

Dalla notifica decorrono i termini per la risposta del chiamato in causa e si applicano analogamente tutte le norme stabilite per la risposta, replica e controreplica principali.

Art. 33. *Intervento volontario.*

Chiunque abbia legittimo interesse ad intervenire in causa può proporre istanza al tribunale fino all'inizio della discussione definitiva.

Alla domanda di intervento si applicano analogamente le disposizioni dell'articolo 31. Essa è notificata alle altre parti interessate e non può in ogni caso far ritardare la decisione della causa principale.

Art. 34. *Domanda riconvenzionale.*

Nel termine stabilito per la risposta e nella risposta stessa il convenuto può proporre domanda riconvenzionale.

La domanda deve contenere le indicazioni volute dall'articolo 19; essa è notificata all'altra parte e dalla notificazione decorrono i termini per la risposta dell'attore. Si applicano analogamente tutte le norme stabilite per la risposta, replica e controreplica principali.

Art. 35. *Disposizioni comuni.*

Le domande di chiamata in causa, d'intervento e quelle riconvenzionali sono discusse alla stessa udienza della causa principale.

Il tribunale può riunirle e deciderle con unica sentenza congiuntamente al merito, salvo quanto è disposto nell'articolo 37.

Riunione o disgiunzione delle cause.

Art. 36.

Il tribunale ha sempre la facoltà di ordinare la riunione o disgiunzione delle cause, sia di ufficio che su domanda di una delle parti o di un agente.

Trattazione preliminare.

Art. 37. *Discussione.*

Il tribunale può, con ordinanza, ad istanza della parte o dell'agente ed anche d'ufficio, disporre la trattazione preliminare separata delle domande di chiamata in causa o d'intervento volontario o di eccezioni che si oppongono alla decisione del merito.

L'ordinanza fissa i termini per la presentazione di scritture di causa e di allegati a sostegno, nonchè l'udienza per la trattazione preliminare.

Il tribunale provvede quindi con sentenza.

Art. 38. *Sentenza.*

La sentenza è notificata alle parti interessate; quindi il presidente, se del caso, prende gli opportuni provvedimenti per la continuazione della procedura di merito.

Art. 39. *Continuazione della procedura di merito.*

Nel caso in cui il convenuto si sia valso della facoltà di cui all'articolo 30, di proporre con istanza separata le eccezioni impedienti la trattazione del merito e il tribunale non creda ordinare la trattazione preliminare a norma dell'articolo 37, si ordinerà che egli provveda alle sue difese in merito.

L'ordinanza sarà notificata alle parti.

Istruzione della causa.

Art. 40. *Provvedimenti pel completamento e la regolarizzazione degli atti.*

Il tribunale può di ufficio ed in ogni stato della causa invitare le parti e i loro procuratori e difensori a chiarire, entro un determinato termine, le loro conclusioni e richieste, a completare l'esposizione dei fatti o la documentazione ed a provvedere, se del caso, a riparare irregolarità e mancanze che si riscontrino negli atti o nei documenti.

La segreteria dà avviso del provvedimento alle parti.

Art. 41. *Mezzi di prova in generale.*

Il tribunale può disporre tutti i mezzi di prova diretti ad accertare la verità dei fatti e ad assicurare una decisione conforme a giustizia.

In particolare può ordinare:

a) la comparizione personale delle parti per essere interrogate sui fatti della causa;
b) prove testimoniali;
c) perizie e accessi sui luoghi;
d) la produzione di libri di commercio delle parti e di documenti anche non comuni alle parti e posseduti da una soltanto di esse, quando tali documenti siano richiamati negli atti di causa ed appaiano influenti per la decisione.

Nell'ordinare la produzione di documenti, di libri di commercio o anche di oggetti mobili, se del caso, il tribunale fissa il termine per la loro presentazione in segreteria.

Art. 42. *Ammissione dei mezzi di prova.*

I mezzi di prova di cui all'articolo precedente sono ammessi con ordinanza del tribunale, sull'istanza delle parti o degli agenti. Possono essere ammessi anche d'ufficio quelli indicati alle lettere a, b, c dello stesso articolo.

L'ordinanza è notificata alle parti interessate e agli agenti nel modo stabilito nell'articolo 7.

I reclami contro le ordinanze che ammettono mezzi di prova non ne sospendono la esecuzione e sono portati alla decisione del tribunale congiuntamente al merito della controversia.

Art. 43. *Interrogatorio.*

L'ordinanza che dispone la comparizione delle parti o di una di esse fissa il giorno per l'interrogatorio davanti al tribunale.

Il tribunale può, con deliberazione unanime, delegare il presidente per ricevere la risposta.

Dell'interrogatorio il segretario forma processo verbale che è sottoscritto da lui e dal presidente.

Art. 44. *Prove testimoniali.*

L'ordinanza che ammette la prova testimoniale indica i fatti da provare, designa i testimoni da sentire e stabilisce il luogo e il giorno per eseguire

l'esame davanti al collegio o davanti al presidente se questi venga a ciò delegato con deliberazione unanime.

Nell'ordinanza può essere fatto obbligo alla parte che ha chiesto la prova di depositare entro un determinato termine una somma per le spese occorrenti. Se il deposito non è eseguito nel termine, la parte potrà essere dichiarata decaduta dal diritto di fare la prova.

Art. 45. *Citazione dei testimoni. — Loro audizione per rogatoria.*

I testimoni sono citati dal tribunale per tramite degli agenti nei modi stabiliti dalle leggi della loro residenza, almeno tre settimane prima del giorno fissato per l'esame di ciascuno.

I testimoni residenti fuori di Roma possono essere sentiti per rogatoria ed in tal caso si applica la disposizione dell'articolo 51.

Art. 46. *Capacità a far testimonianza.*

Chiunque è capace di far testimonianza, eccetto le parti e i loro procuratori.

Art. 47. *Udienza testimoniale.*

L'esame dei testimoni ha luogo davanti al tribunale ovvero davanti al solo presidente nel caso che questo sia stato a ciò delegato a norma dell'articolo 44.

Prima dell'esame il presidente invita il testimonio a giurare di dire tutta la verità e niente altro che la verità. L'invocazione della divinità può essere aggiunta a questa formula se il testimone ne faccia richiesta.

Il tribunale, avuto riguardo alle particolari circostanze del caso, e specialmente all'età ed ai vincoli di parentela, può dispensare il testimonio dal giuramento.

Il presidente interroga il testimonio sui fatti da provare. Le parti possono chiedere che gli siano rivolte domande complementari.

La deposizione à riportata in sunto nel verbale, che è redatto dal segretario e sottoscritto da lui e dal presidente.

A margine della deposizione il tribunale, o il presidente, liquida le indennità dovute al testimonio.

Art. 48. *Perizia.*

L'ordinanza che dispone la perizia indica l'oggetto dell'indagine affidata al perito o a più periti e fissa il termine per il deposito della relazione nella segreteria del tribunale.

Nel provvedimento si può ordinare alla parte istante, o alla parte nel cui interesse il tribunale dispone, d'ufficio, la perizia, di depositare una somma come ammontare preventivo delle spese.

Qualora ii perito non presenti la sua relazione nel termine, il tribunale lo sostituisce nominando un altro perito.

E sempre in facoltà del tribunale di chiedere ai periti schiarimenti orali o per iscritto, di ordinare un supplemento di perizia e di variare la somma da depositare come preventivo delle spese.

Il presidente, a piedi dell'istanza all'uopo presentata, liquida le indennità dovute al perito. Contro la liquidazione è ammessa l'opposizione al tribunale nel termine di giorni dieci dalla notificazione del decreto di liquidazione. Sull'opposizione il tribunale decide con ordinanza.

Art. 49. *Accesso sul luogo.*

L'ordinanza che dispone l'accesso sul luogo, stabilisce l'oggetto o lo scopo dell'ispezione e la nomina, ove occorra, d'un esperto che assista il tribunale. Con la stessa ordinanza può disporsi che siano sentiti testimoni sul luogo e che sia eseguito un deposito preventivo per le spese.

Dell'ispezione sul luogo il segretario forma processo verbale, che è sottoscritto da lui e dal presidente.

Art. 50. *Dichiarazioni in lingua non italiana.*

Nel caso in cui la parte chiamate all'interroagtorio, il testimonio chiamato a deporre, il perito chiamato a dare schiarimenti, l'esperto di cui all'articolo 49 non conosca la lingua italiana potrà esprimersi nella sua lingua.

In tal caso ciò che sarà detto verrà tradotto in lingua italiana da un interprete che sarà chiamato a spese di chi lo richiede. Nel caso di richiesta di ufficio il tribunale deciderà da chi dovrâ essere anticipata la spesa.

La risposta della parte, la deposizione del testimonio, la dichiarazione del perito o quella dell'esperto saranno verbalizzate soltanto in lingua italiana.

Art. 51. *Rogatorie.*

Il tribunale o il presidente per mezzo degli agenti può richiedere l'autorità giudiziaria italiana o germanica per la esecuzione di atti istruttori da compiersi nel territorio della rispettiva giurisdizione.

Le rogatorie che il tribunale o il presidente ritiene necessario rivolgere all'autorità giudiziaria o ad altra autorità di una terza Potenza sono trasmesse all'agente del Governo italiano e a quello del Governo germanico perchè ne richiedano l'adempimento in via diplomatica.

Art. 52. *Valutazione delle prove.*

Sul valore delle prove esperite il tribunale decide secondo il suo libero convincimento giusta le risultanze degli atti di causa.

Art. 53. *Risoluzione delle contestazioni sorgenti durante l'esecuzione delle prove.*

Le contestazioni che sorgono durante l'esecuzione delle prove sono decise con ordinanza. I reclami contro tali ordinanze non ne sospendono l'esecuzione e sono portati alla decisione del tribunale congiuntamente al merito della controversia.

Trattazione della causa.

Art. 54. *Fissazione dell'udienza.*

Chiusa l'istruzione della causa con la presentazione della risposta e delle eventuali altre scritture di causa o con la decorrenza dei termini

all'uopo stabiliti, se non siano disposto altre prove, o con l'esecuzione delle prove disposte, il presidente fissa l'udienza per la discussione della causa, e assegna i termini per la presentazione di scritture conclusionali.

L'ordinanza è notificata alle parti e agli agenti a cura della segreteria e le prove raccolte e gli atti rimangono depositati in segreteria dove potranno essere esaminati fino a cinque giorni prima dell'udienza.

Art. 55. *Pubblicità dell'udienza.*

Le udienze sono pubbliche eccetto che il tribunale disponga altrimenti.

Art. 56. *Discussione.*

All'udienza stabilita le parti possono comparire personalmente o per mezzo di rappresentanti e farsi assistere e difendere a norma degli articoli 11 e 12.

Le parti e i loro difensori espongono oralmente le loro ragioni e difese; gli agenti dei Governi fanno le loro osservazioni e prendono conclusioni e il segretario forma il processo verbale dell'udienza che è sottoscritto da lui e dal presidente.

Sull'istanza delle parti o di ufficio il tribunale può, in via eccezionale, ammettere la discussione da parte dei procuratori e difensori in lingua diversa dall'italiana con l'intervento di un interprete a spese della parte interessata. Questa, ove compaia personalmente, potrà essere ammessa a fare le sue dichiarazioni nella sua lingua patria che saranno tradotte dall'interprete. Il verbale sarà in tutti i casi redatto esclusivamente in italiano.

Il tribunale, ove lo ritenga necessario, può rinviare la discussione della causa ad altra udienza, assegnando nuovi termini per la presentazione di nuovi documenti e scritture.

Art. 57. *Fatti e prove dedotti tardivamente.*

Fino a che non sia chiusa la discussione definitiva della causa, il tribunale potrà prendere in considerazione nuovi fatti o nuovi mezzi di prova tardivamente prodotti.

Ove la parte non giustifichi il ritardo potranno essere poste a suo carico in tutto o parzialmente le spese della lite anche se in essa riesca vittoriosa e nei casi più gravi potrà essere condannata al rimborso delle maggiori spese cagionate pel ritardo all'altra parte.

Art. 58. *Non comparizione delle parti.*

La mancata camparizione di una parte ad una udienza non impedisce il corso del procedimento. Il tribunale può ordinare un rinvio o giudicare in base agli atti di causa.

Art. 59. *Sentenza.*

Dopo la discussione della causa, nello stesso giorno o in un giorno successivo il tribunale pronuncia sentenza in camera di consiglio fuori la presenza delle parti e degli agenti. La sentenza è deliberata a maggioranza di voti.

Nella sentenza il tribunale liquida le spese del giudizio e determina l'ammontare del contributo ai sensi dell'articolo 14.

Ove il collegio ritenga non istruita sufficentemente la causa, pronuncia ordinanza e si applicano le disposizioni degli articoli 38 e 40 e seguenti del presente regolamento.

Art. 60. *Contenuto della sentenza.*

La sentenza deve contenere:

1° la menzione del nome e cognome dei componenti il tribunale;
2° l'indicazione delle parti e dei loro procuratori e difensori;
3° le conclusioni delle parti;
4° le richieste degli agenti;
5° una succinta esposizione dell'oggetto della causa e dei motivi;
6° il dispositivo;
7° la data della decisione;
8° la sottoscrizione dei componenti il tribunale e dei segretari.

Art. 61. *Deposito e notifica della sentenza.*

La sentenza dopo la sottoscrizione è depositata nella segreteria.

La segreteria notifica quindi alle parti e agli agenti il dispositivo e, se richiesta, rilascia a spese del richiedente, copia integrale della sentenza.

Art. 62. *Esecuzione.*

Il tribunale richiede gli agenti di provvedere alla esecuzione delle sue decisioni in conformità dell'articolo 304 lettera g del Trattato.

A questo scopo la segreteria rilascia agli agenti una copia del dispositivo sottoscritta dal presidente e dai due segretari.

Sospensione del procedimento.

Art. 63.

Sulla concorde domanda delle parti e previo parere degli agenti dei Governi, il tribunale può sospendere con ordinanza il procedimento per un tempo determinato.

L'ordinanza è notificata alle parti interessate e non è soggetta a reclamo.

Nel caso di morte o di sopravvenuta incapacità di agire, o di fallimento di una delle parti, il tribunale, prima che la causa sia discussa, sospende con ordinanza il procedimento assegnando un termine perchè l'interessato provveda alla sua rappresentanza e alla sua difesa. L'ordinanza fissa nuovi termini per la prosecuzione della procedura ed è notificata alle parti interessate.

Perenzione.

Art. 64.

Salvi i casi di sospensione del procedimento, qualsiasi istanza è perenta se non siasi fatto o notificato alcun atto di procedura per il corso di un anno. La perenzione deve essere opposta, da chi intende profittarne, in risposta al primo atto tendente alla ripresa o alla prosecuzione della

procedura. Essa ha l'effetto di annullare gli atti di procedura compiuti, ma non estingue i diritti in contestazione, salva l'applicazione dei termini per farli valere davanti al tribunale, stabiliti dal presente regolamento. Le spese degli atti perenti rimangono a carico di chi li ha compiuti.

Rinuncia e transazione della lite.

Art. 65. *Termine par la rinuncia. Contenuto.*

Fino all'udienza stabilita per la discussione definitiva l'attore può rinunciare alla sua pretesa.

La rinuncia è fatta con atto, sottoscritto dalla parte o da un suo mandatario speciale, che e trasmesso o depositato nella segreteria e quindi notificato alle altre parti interessate.

L'agente, nei casi ammessi dal Trattato, può opporsi alla rinuncia, con atto depositato nella segreteria entro un mese dalla notificazione che gli sia stata fatta al riguardo. La segreteria provvede a far notificare l'opposizione alle parti interessate e il giudizio ha il suo corso ordinario a norma degli articoli precedenti.

Art. 66. *Effetti della rinuncia.*

La rinuncia estingue l'azione e il diritto che s'intendeva far valere. Il tribunale pronuncia ordinanza con cui dà atto dell'avvenuta rinuncia e condanna il rinunciante alle spese del giudizio e, se del caso, ai danni che liquida nella stessa ordinanza.

Art. 67. *Transazione della lite.*

La transazione della lite può farsi, fino all'udienza stabilita per la discussione definitiva, con atto sottoscritto dalle parti o dai loro mandatari speciali. L'agente del Governo, nei casi ammessi dal trattato, può dichiarare di opporsi alla transazione e in tal caso la causa segue il suo corso.

Il tribunale, ove non intervenga opposizione da parte dell'agente, pronuncia ordinanza, con cui dà atto dell'avvenuta transazione e pone a carico comune delle parti le spese, quando non sia altrimenti stabilito nell'atto di transazione.

Revisione e Rettificazione della sentenza.

Art. 68. *Revisione della sentenza.*

Le parti e gli agenti possono chiedere la revisione della sentenza in seguito alla scoperta di un fatto nuovo che, ove fosse stato noto al momento della decisione, avrebbe potuto influire in modo decisivo sul giudizio emesso.

L'istanza per la revisione è trasmessa o depositata nella segreteria del tribunale ed è quindi notificata alle altre parti ed agli agenti che possono fare pervenire o depositare le loro osservazioni scritte nel termine di un mese da tale notificazione.

Trascorso questo termine, il tribunale con ordinanza dispone se si debba o no ammettere la revisione. Se la revisione è ammessa, il tribunale fissa i termini per la produzione delle scritture di causa e relativi allegati e stabilisce l'udienza per la discussione.

Ove concorrano gravi motivi può sospendere l'esecuzione della sentenza.

Decorsi i due anni dalla notificazione del dispositivo della sentenza non è più proponibile alcuna istanza per revisione.

Art. 69. *Rettificazione della sentenza.*

Con istanza diretta al tribunale può proporsi la correzione di errori materiali o di calcolo incorsi nella sentenza, e l'interpretazione o il completamento del dispositivo, ove questo sia oscuro o incompleto.

Dell'istanza la segreteria dà notizia alle parti interessate con lettera raccomandata; nei quindici giorni successivi le parti e gli agenti possono presentare o far pervenire le loro osservazioni. Decorso questo termine, il tribunale provvede con sentenza in camera di consiglio. Il provvedimento di correzione od interpretazione è notificato alle parti interessate ed è annotato in margine o in fine della sentenza.

Decorsi due mesi dalla notificazione del dispositivo della sentenza agli effetti dell'esecuzione, non è più ammessa alcuna istanza di correzione o d'interpretazione.

Provvedimento di conservazione.

Art. 70. *Contenuto.*

In qualunque stato della procedura, e anche prima della presentazione della istanza, il tribunale può emettere provvedimenti di conservazione su domanda delle parti interessate o degli agenti.

I provvedimenti di conservazione consistono:

a) nel sequestro di beni mobili o di crediti,

b) nella nomina di un amministratore o di un custode.

Se il provvedimento di conservazione venga emesso prima della presentazione dell'istanza giudiziale di merito, il tribunale può preffigere al richiedente un termine per l'introduzione della istanza medesima.

Art. 71. *Cauzione.*

Nel provvedimento di conservazione, o successivamente, il tribunale può imporre alla parte che lo richiede la prestazione di una cauzione, consistente nel deposito di una determinata somma di denaro o in una fideiussione ritenuta sufficiente dal tribunale.

Se la cauzione consiste in una somma di denaro, il tribunale designa un istituto di credito, presso cui la somma deve essere depositata col vincolo cauzionale.

Art. 72. *Provvedimento.*

Le domande sono proposte con istanza al tribunale trasmessa o depositata in segreteria.

Il presidente, a piedi dell'istanza, fissa un termine alle parti interessate per presentare in segreteria le loro osservazioni scritte ovvero stabilisce il

giorno della comparizione delle parti per essere sentite dal tribunale. L'istanza è quindi notificata alle parti interessate; il tribunale, dopo decorso il termine stabilito, provvede con ordinanza.

Il tribunale o, in caso di assoluta e giustificata urgenza, il presidente può provvedere con decreto senza necessità di contradittorio.

L'ordinanza, o il decreto che dispone la misura di conservazione, sono notificati alla parte interessata ed hanno l'effetto di una sentenza esecutiva; può essere anche disposto che l'ordinanza o il decreto siano messi in esecuzione anche prima della notificazione.

Per l'esecuzione sarà richiesto l'agente competente.

Art. 73. *Giudizio sul provvedimento.*

Nel caso in cui il tribunale o il presidente abbia provveduto con decreto senza contradittorio, la parte interessata può chiedere la revoca del provvedimento con istanza diretta al tribunale. Questa non sospende l'esecuzione del provvedimento, ma il tribunale può per gravi motivi ordinarne la sospensione ed assoggettare, se lo crede, la parte a una cauzione da prestarsi nel modo proveduto all'articolo 71.

Il tribunale, a piedi dell'istanza, fissa un termine alle parti interessate per presentare in segreteria le loro osservazioni scritte o stabilisce il giorno della comparizione delle parti per essere sentite dal tribunale. L'istanza è quindi notificata alle parti interessate. Il tribunale, dopo decorso il termine stabilito, pronuncia ordinanza sul reclamo.

Se nel caso previsto del capoverso ultimo dell'articolo 70 l'istanza giudiziale non sia stata proposta nel termine più breve all'uopo stabilito, o se sia già decorso il termine normale per la introduzione dell'istanza medesima ai sensi dell'articolo 21, il tribunale su richiesta dell'interessato revocherà il provvedimento di conservazione.

Art. 74. *Opposizione del terzo.*

Il terzo che si ritenga leso nei suoi diritti dal provvedimento di conservazione può proporre opposizione con istanza diretta al tribunale.

A piedi dell'istanza il tribunale fissa un termine alle altre parti interessate per presentare in segreteria le loro osservazioni scritte o stabilisce il giorno per la loro comparizione per essere sentite dal tribunale. L'istanza è quindi notificata alle parti e decorso il termine, o avvenuta la comparizione, della quale il segretario forma processo verbale, sottoscritto da lui e dal presidente, il tribunale provvede con ordinanza sull'opposizione.

Art. 75. *Eventuale sospensione del provvedimento.*

L'opposizione non sospende l'esecuzione del provvedimento di conservazione, ma può il tribunale, per gravi motivi, ordinare la sospensione ed assoggettare, se lo creda opportuno il terzo a una cauzione nel modo preveduto all'articolo 71.

Segreteria.

Art. 76. *Composizione.*

La segreteria del tribunale è composta dei due segretari, italiano e germanico, nominati dai rispettivi Governi.

Potranno essere chiamati a farne parte altri funzionari da nominarsi con decreto tribunale. Questi saranno alle dipendenze dei due segretari di cui all'alinea precedente. Ciascun segretario potrà delegare per alcune delle sue funzioni uno dei detti funzionari, salvo ordine contrario emanato per iscritto dal presidente.

Art. 77. *Sottoscrizione degli atti.*

Quando il presente regolamento affida l'adempimento di determinate mansioni alla segreteria, gli atti relativi alle mansioni stesse debbono essere sottoscritti dai due segretari o da funzionari da essi rispettivamente delegati.

L'intervento dei due segretari o di due funzionari da essi rispettivamente delegati potrà essere inoltre ordinato dal tribunale in tutti i casi in cui lo ritenga opportuno.

Art. 78. *Regolamento interno.*

Per la tenuta dei registri e per altre mansioni occorrenti alla regolarità e rapidità del funzionamento processuale, non che per gli argomenti relativi all'ordinamento amministrativo della segreteria, il tribunale emanerà un regolamento di carattere interno.

Art. 79. *Anticipazione di spese.*

In tutti i casi, anche in quelli non espressamente previsti dai precedenti articoli, la segreteria potrà richiedere alle parti interessate o agli agenti l'anticipazione di somme occorrenti per le spese necessarie all'adempimento delle mansioni che le sono domandate.

Art. 80. *Deposito degli atti dopo lo scioglimento del tribunale.*

Quando il tribunale avrà cessato di funzionare, la segreteria depositerà gli atti e i rapporti, esistenti presso di essa, nel luogo che sarà stabilito di accordo fra i Governi italiano e germanico e, provvisoriamente, presso la cancelleria della Corte di appello di Roma.

Disposizioni finali.

Art. 81. *Riserva delle disposizioni dell'articolo 296 del Trattato.*

Rimangono in ogni caso ferme le disposizioni dell'articolo 296 del Trattato e del relativo allegato.

Art. 82. *Eventuali modificazioni del regolamento.*

Il tribunale si riserva la facoltà di modificare e completare il presente regolamento.

Art. 83. *Notifica ai due Governi e pubblicazione.*

Il tribunale richiede gli agenti dei Governi germanico e italiano di notificare il presente regolamento ai rispettivi Governi e li incarica di farne curare la pubblicazione nei due Stati il 24 gennaio 1922.

Roma, il 20 dicembre 1921.

Il Presidente: *Dr. Giuseppe Berta.*

L'arbitro germanico: *Dr. Ernst Rabel.* L'arbitro italiano: *P. Alberici.*

121.

ALLEMAGNE, ITALIE.

Règlement de procédure du Tribunal arbitral mixte germano-italien; établi à Rome, le 28 avril 1924.*)

Deutsches Reichsgesetzblatt 1924. II, No. 18.

Regolamento di procedura del Tribunale arbitrale misto italo-germanico.

Disposizioni generali.

Art. 1. *Costituzione e sede del Tribunale.*

Il Tribunale arbitrale misto italo-germanico è composto di un presidente e di due arbitri nominati a sensi dell'art. 304 del Trattato di Versaglia.**) Il Tribunale ha la sua sede in Roma, via Venti Settembre 8; il presidente può però disporre che le sedute per la trattazione di determinate cause o per il compimento di alcuni atti di una determinata causa siano tenute in altro luogo in Italia o in Germania o altrove. La segreteria darà in tal caso notizia del provvedimento alle parti interessate e agli agenti.

Salvi i casi in cui il presente regolamento dispone diversamente, le decisioni del Tribunale sono prese a maggioranza di voti.

Art. 2. *Competenza del Tribunale.*

Il Tribunale è competente a giudicare delle controversie che gli sono deferite a termini del Trattato. Esso è il solo giudice della propria competenza, che esamina anche d'ufficio.

Art. 3. *Poteri del presidente.*

Il presidente del Tribunale può per speciali ragioni da indicarsi nel provvedimento, delegare uno degli arbitri per compiere determinati atti o emanare determinati provvedimenti, a lui deferiti dal presente regolamento.

---

*) Remplaçant le Règlement du 20 décembre 1921. V. ci-dessus No. 120.

**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 587.

Le decisioni del presente regolamento di procedura affidate al presidente potranno, in caso di suo impedimento, essere prese di comune accordo dai due arbitri.

Art. 4. *Lingua.*

La lingua da usare davanti al Tribunale è esclusivamente l'italiana.

Qualora vi siano atti scritti in altra lingua, le parti che li producono devono allegarne la traduzione in italiano, fatta da un interprete autorizzato, o certificata conforme da uno degli uffici di verifica e compensazione, se trattasi di atto proveniente dall'ufficio stesso o prodotto dal rispettivo Governo. Il presidente può limitare l'obbligo della traduzione ad una parte soltanto dell'atto, salva in questo caso al Tribunale la facoltà di richiedere la traduzione integrale, ove lo reputi necessario per la decisione della controversia.

Per la traduzione le parti potranno pure rivolgersi alla segreteria, la quale provvederà a farla eseguire previo anticipo delle spese occorrenti.

Art. 5. *Forma delle scritture.*

Tutti gli scritti del procedimento, gli allegati, le scritture di causa, i decreti, le ordinanze e le sentenze sono stesi in carta libera e debbono essere dattilografati o stampati.

Le istanze, le risposte, le domande riconvenzionali, le chiamate in causa e in garantia, le rinuncie, le transazioni della lite e tutti gli altri atti di parte devono essere sottoscritti dalla parte da cui provengono o da un suo rappresentante o procuratore.

Art. 6. *Deposito o trasmissione delle scritture di causa alla segreteria.*

Le scritture di causa sono depositate o trasmesse alla segreteria del Tribunale unitamente a tante copie quante occorrono per la distribuzione ai componenti il Tribunale ed ai due agenti e per la notificazione alle altre parti. Ove il numero delle copie sia insufficiente, la segreteria è autorizzata a fare eseguire quelle mancanti, a spese della parte.

La segreteria, all'atto del deposito o nel giorno in cui le scritture le pervengano, appone, sulle stesse, la data del deposito o dell'arrivo e la sua sottoscrizione.

Art. 7. *Notificazioni in generale.*

Le notificazioni e comunicazioni alle parti e agli agenti si fanno a cura della segreteria per mezzo di lettera raccomandata con ricevuta di ritorno.

Le lettere sono spedite al domicilio eletto dalle parti ovvero alla loro residenza se non vi sia stata elezione di domicilio.

Le notificazione e le comunicazioni sono fatte al procuratore, quando questi sia costituito a sensi dell'articolo 9.

La ricevuta di ritorno forma prova dell'avvenuta notificazione.

Quando la lettera sia stata respinta la relativa dichiarazione dell'ufficiale o dell'agente postale equivale a notificazione.

Nel caso in cui sia ignota la residenza della parte a cui l'atto deve notificarsi e non vi sia costituzione di procuratore, il presidente richiede l'agente del Governo perchè la notificazione sia eseguita al connazionale nei modi prescritti dalla sua legge patria.

Art. 8. *Rappresentanza delle parti.*

Le parti possono farsi rappresentare da procuratori ed assistere da avvocati.

Il Tribunale potrà in ogni stato della causa ordinare la personale comparizione di una delle parti e, per contrario, esigere da una parte che essa si faccia rappresentare da un procuratore, fermo restando il paragrafo 18 dell'allegato all'articolo 296 del Trattato.

Art. 9. *Elezione di domicilio e nomina del procuratore.*

L'elezione di domicilio e la nomina del procuratore sono fatte nella istanza o in altro atto di procedura, ovvero anche con atto separato, che è depositato o trasmesso alla segreteria e quindi notificato a norma dell'articolo 7.

L'elezione del domicilio e la costituzione del procuratore hanno effetto dal momente in cui l'atto viene depositato o perviene alla segreteria del Tribunale.

Le variazioni nel domicilio eletto e la revoca della nomina del procuratore sono fatte e notificate nello stesso modo.

Art. 10. *Scelta dei procuratori ed avvocati.*

Possono essere nominati procuratori e avvocati:

1° coloro che sono ammessi al patrocinio avanti i tribunali italiani o all'esercizio dell'avvocatura avanti i tribunali germanici, a norma delle leggi vigenti in Italia o in Germania;

2° i professori e liberi docenti di diritto nelle Università italiane o germaniche;

3° gli avvocati esercenti presso le Corti o i tribunali di altri Stati e i professori di diritto nelle Università di altri Stati, qualora abbiano speciale autorizzazione del presidente;

4° i membri ordinari ed associati dell'Istituto di diritto internazionale;

5° gli avvocati presso l'Ufficio brevetti germanico (Patentanwälte), limitatamente alle cause aventi per oggetto brevetti;

6° gli agenti dei Governi.

Il Tribunale potrà escludere quelle persone che siano state colpite da misure penali o disciplinari.

Art. 11. *Funzioni del procuratore. — Funzioni dell'avvocato.*

Il procuratore rappresenta, assiste e difende la parte davanti al Tribunale e può compiere qualsiasi atto di procedura nell'interesse del mandante.

L'avvocato nominato ai sensi degli articoli 8 e 10 assiste e difende la parte, e chi la rappresenta, anche se non riveste la qualità di procuratore.

Art. 12. *Consigli tecnici.*

Il Tribunale potrà consentire l'intervento di consiglieri tecnici quali assistenti delle parti o dei procuratori.

Art. 13. *Agenti dei Governi.*

Gli agenti rappresentano i loro Governi davanti al Tribunale a stregua del Trattato e adempiono le funzioni loro attribuite dal paragrafo 18 dell'allegato all'art. 296 del Trattato medesimo.

Essi potranno in conformità del detto paragrafo proporre istanze giudiziali ed intervenire nelle cause in cui siano interessati i loro connazionali per assisterli, come pure per riprendere e sostenere le domande da questi abbandonate.

In ogni caso essi riceveranno comunicazione degli atti del procedimento che si notificano alle parti, ed avranno inoltre il diritto di esaminare gli atti e i documenti depositati in segreteria e richiederne copia, nonchè di prensentare osservazioni o conclusioni scritte nel termine fissato alle parti e prendere conclusioni all'udienza.

Art. 14. *Deposito preventivo.*

La parte che propone l'istanza introduttiva del giudizio, il convenuto che propone domanda riconvenzionale e chi propone domanda di chiamata in causa o in garantia o d'intervento sono tenuti a depositare presso la segreteria una somma, fra le L. 100 e L. 5000, che sarà fissata dal presidente, come contributo alle spese del Tribunale.

Il presidente prefiggerà all'uopo un termine e potrà ordinare sempre depositi suppletivi anche se con ciò venga oltrepassato il limite massimo suddetto.

Qualora il primo deposito o quello suppletivo non sia tempestivamente eseguito, l'istanza o la domanda s'intende abbandonata, ma può essere rinnovata o riprodotta se non siano decorsi i termini stabiliti nel presente regolamento.

Il detto deposito non si sostituisce, ma si aggiunge al diritto del cinque per cento preveduto dal comma 2 del paragrafo 20 dell'allegato all'art. 296 del Trattato.

Al momento della definizione della causa il Tribunale stabilirà l'ammontare preciso del contributo che pel giudizio stesso gli è dovuto e lo porrà a carico della parte soccombente, qualora non creda di decidere diversamente.

Il presidente ordinerà la restituzione della parte di deposito eccedente il detto ammontare.

Art. 15. *Dispensa dal deposito.*

Sono dispensati dal deposito di contributo stabilito nell'articolo precedente le parti di cui l'agente connazionale attesti l'indigenza e appoggi l'istanza, nonchè gli agenti stessi che intervengono o comunque agiscono in giudizio. Gli agenti, tanto per loro conto quanto nell'interesse delle parti dispensate dal deposito, sono però tenuti a fornire ugualmente alla segreteria la somma occorrente per le singole spese da farsi nel loro interesse.

Termini.

Art. 16. *Termini in generale.*

Il termine fissato a giorni non comprende il giorno da cui comincia a decorrere.

Il termine fissato a mesi o ad anni scade nel giorno corrispondente per numero a quello in cui comincia a decorrere; mancando tale giorno nell'ultimo mese, il termine scade l'ultimo giorno di detto mese.

Se l'ultimo giorno del termine cade in una domenica od in un giorno riconosciuto come festivo dal calendario civile italiano, il termine scade il prossimo giorno feriale.

Un termine s'intende osservato soltanto quando l'atto sia stato compiuto prima del suo spirare.

Gli atti scritti delle parti o dei rappresentanti devono pervenire alla segreteria del Tribunale od essere consegnati, per l'invio alla medesima, ad un ufficio postale italiano o germanico non più tardi dell'ultimo giorno del termine.

Art. 17. *Atti presentati in lingua diversa dall'italiana.*

Le scritture non redatte in lingua italiana saranno ritenute tempestivamente depositate o trasmesse anche se manchino della traduzione in lingua italiana, purchè contengano richiesta di detta traduzione.

La presente disposizione non è applicabile all'istanza giudiziale.

In ogni caso la notifica delle scritture non potrà essere fatta dalla segreteria che accompagnando le medesime con la traduzione in lingua italiana.

Art. 18. *Termini durante le ferie.*

Tranne quelli fissati per la introduzione dell'istanza all'art. 21, i termini non decorrono durante le ferie, il cui inizio e la cui durata saranno fissati dal Tribunale.

Istanza giudiziale.

Art. 19. *Contenuto dell'istanza giudiziale.*

L'azione è proposta con istanza scritta, diretta al Tribunale.

L'istanza deve contenere:

1⁰ le indicazioni necessarie per l'identificazione delle parti e degli eventuali procuratori, compresa l'indicazione della loro nazionalità, del loro domicilio e della loro residenza;

2⁰ l'esposizione concisa, ma in termini chiari ed articolati, di tutti i fatti, sui quali l'attore intende appoggiare la sua azione, suddivisi per numero d'ordine.

La detta esposizione dovrà essere fatta in modo tale che da essa risulti l'osservanza dei termini stabiliti per l'istanza giudiziale;

3⁰ l'enunciazione delle prove con cui l'attore intende dimostrare la verità dei singoli fatti, il nome e cognome, condizione e residenza dei testimoni che sopra ogni fatto intende presentare al giudizio;

4⁰ l'esposizione sommaria dei motivi di diritto che stanno a sostegno dell'azione;

5⁰ le conclusioni;

6° l'elenco degli allegati che vengono prodotti, ivi compresa l'indicazione della sentenza o della decisione impugnata, qualora l'istanza si riferisca agli articoli 302, 305 e § 20 dell'allegato all'art. 296 del Trattato.

Art. 20. *Eventuale regolarizzazione dell'istanza giudiziale.*

Se l'istanza giudiziale presenta irregolarità o manchevolezze, se, in particolare, l'indicazione dei fatti e delle prove non è sufficientemente chiara e precisa, o se alla istanza non siano allegati i documenti da essa richiamati, il presidente può invitare l'attore a completarla o correggerla o a produrre i documenti mancanti assegnandogli all'uopo un termine.

Qualora l'attore non ottemperi all'invito, l'istanza sarà dichiarata inammissibile a meno che il presidente ritenga di prefiggere un nuovo termine per la regolarizzazione.

Art. 21. *Termini speciali per l'istanza giudiziale.*

L'istanza deve essere depositata nella segreteria, o trasmessa alla stessa pel tramite di un ufficio postale italiano o germanico nei seguenti termini:

a) nei casi di gravame contro la decisione degli uffici di verifica e compensazione a sensi del § 20 dell'allegato all'art. 296 del Trattato, entro il termine di due mesi dalla comunicazione della decisione all'interessato;

b) nei casi previsti dal § 16 dell'allegato all'art. 296 entro quattro mesi dalla comunicazione del disaccordo degli uffici di verifica e compensazione;

c) nel caso dell'art. 304, lettera b), comma 2°, in principio, entro sei mesi dalla pubblicazione del presente regolamento e, qualora alla data di questa pubblicazione sia stata già adita altra giurisdizione, entro quattro mesi dalla decisione negativa sulla competenza da parte della giurisdizione medesima;

d) nel caso dell'art. 304, lettera b) in fine, entro sei mesi dalla pubblicazione del presente regolamento, purchè risulti da un attestato di autorità competente che la legge nazionale dell'attore non si oppone a che sia adito il Tribunale arbitrale misto;

e) nel caso previsto dall'art. 305, entro sei mesi dalla notificazione all'attore della decisione definitiva dell'autorità competente o dal giorno in cui la parte interessata ne abbia avuto altrimenti notizia;

f) nel caso dell'art. 297, lettere e) ed f), entro un anno dal giorno in cui la parte abbia avuto conoscenza del danno o dell'atto che i suoi beni non gli saranno restituiti nè in natura nè in equivalente, oppure entro un anno dal giorno in cui la parte sia stata rimessa nel possesso dei beni o del loro equivalente;

g) nel caso di cui all'art. 299, lettera b), entro un anno dalla pubblicazione del presente regolamento;

h) nel caso che si chieda la determinazione delle condizioni per la nuova concessione di proprietà industriale, letteraria o artistica,

o la determinazione del compenso per l'uso della concessione durante la guerra in applicazione dell'art. 310, entro sei mesi dalla pubblicazione del presente regolamento;

i) nei casi previsti dagli articoli 300, lettere b), c), d), 302, comma 2⁰, 3⁰ e 4⁰ ed in ogni altro caso entro sei mesi dalla pubblicazione del presente regolamento.

In ogni caso, quando alla data della pubblicazione del presente regolamento i termini sopra stabiliti siano già decorsi o abbiano incominciato a decorrere, la parte avrà diritto a un nuovo termine corrispondente a datare dalla pubblicazione medesima.

Per pubblicazione del presente regolamento nel senso di questo articolo s'intende quella avvenuta il 24 gennaio 1922.

Art. 22. *Inosservanza dei termini di cui all'art. 21.*

Le istanze giudiziali trasmesse o depositate dopo decorsi i termini stabiliti nell'articolo precedente sono inammissibili.

Tuttavia il Tribunale, ove ritenga giustificato il ritardo, può ammettere istanze tardive.

Il Tribunale decide senza sentire le parti sull'ammissibilità delle istanze tardive.

Art. 23. *Modificazioni della domanda.*

La domanda può sempre nel corso del giudizio essere ridotta o anche modificata purchè la modificazione non ne muti il fondamento giuridico o l'oggetto.

Le modificazioni che importino un ampliamento della domanda non sono più ammesse dopo scaduti i termini per la risposta ove l'inammissibilità sia eccepita dalla parte avversaria.

Non costituisce ampliamento della domanda la richiesta d'interessi maturati nel corso del giudizio.

Procedimento.

Art. 24. *Notificazione dell'istanza giudiziale.*

Pervenuta o depositata l'istanza, la segreteria provvede alla sua notificazione a termini dell'art. 7.

Art. 25. *Risposta.*

Entro tre mesi dalla notificazione della istanza giudiziale, il convenuto può depositare o trasmettere alla segreteria del Tribunale la sua risposta.

Alla risposta si applicano analogamente le disposizioni contenute nei numeri 1, 2, 3, 4, 5 e 6 dell'art. 19. Essa dovrà inoltre contenere il riconoscimento o la contestazione precisa dei fatti articolati nell'istanza. Se i fatti non sono personali al convenuto, egli può limitarsi a dichiarare che li ignora.

E'applicabile la disposizione dell'art. 22.

Art. 26. *Replica e controreplica.*

Entro due mesi dalla notificazione della risposta, l'attore può depositare o trasmettere la sua replica, ed entro due mesi dalla notificazione di questa può il convenuto depositare o trasmettere una controreplica.

Art. 27. *Disposizioni applicabili alla replica e controreplica.*

Alla replica e controreplica si applicano analogamente le disposizioni dei precedenti articoli, specie quelle dell'art. 25, che concernono il riconoscimento o la contestazione dei fatti.

E'pure applicabile la disposizione dell'art. 22.

Art. 28. *Allegati a sostegno.*

Gli allegati a sostegno dell'istanza, della risposta, della replica e controreplica devono essere depositati o trasmessi unitamente a tali scritture in tante copie quante occorrono per la notificazione agli arbitri. alle parti e agli agenti dei due Governi.

Nel caso di gravame contro la decisione degli uffici di verifica e compensazione, a sensi del paragrafo 20 dell'allegato all'art. 296 del Trattato, e nel caso di istanza per riparazione o indennizzo, proposta a sensi dell'art. 302 e dell'art. 305 del Trattato, devono trasmettersi o presentarsi, unitamente alle istanze, copie delle decisioni impugnate.

Sulla istanza di una delle parti, o, se lo giudica opportuno, anche d'ufficio, il presidente potrà ordinare che gli allegati siano depositati in originale alla segreteria, per essere ivi consultati nel termine da lui fissato. La segreteria potrà, a richiesta ed a spese della parte, farne eseguire riproduzione fotografica.

Art. 29. *Procedimento abbreviato.*

Il presidente, sulla istanza di una delle parti o dell'agente, o d'ufficio, ove ritenga che la causa abbia carattere di urgenza o sia di semplice indagine, può abbreviare i termini ordinari, stabiliti per la replica e la controreplica, ovvero anche ordinare, senza lo scambio della replica e controreplica, la trattazione della causa, a sensi dell'art. 56, fissando soltanto i termini per la presentazione di scritture conclusionali e degli eventuali allegati a sostegno e determinando l'udienza per la discussione.

Il provvedimento è notificato alle parti.

E'sempre in facoltà del Tribunale di ordinare che la causa sia istruita a termini degli articoli precedenti.

Art. 30. *Eccezioni che si oppongono alla trattazione del merito.*

Le eccezioni che si oppongono alla trattazione del merito possono proporsi sia nella risposta sia con istanza separata prima di rispondere nel merito ed entro il termine fissato per la presentazione della risposta.

Più eccezioni di questa natura devono essere proposte contemporaneamente.

Domande di chiamata in causa,
di intervento volontario e domande riconvenzionali.

Art. 31. *Chiamata in causa.*

Il convenuto, entro il termine stabilito per la risposta o nella risposta stessa o con atto separato, può chiedere di essere autorizzato a chiamare in causa un garante o un terzo a cui creda comune la controversia, perchè lo rilevi dalle conseguenze del giudizio o si associ alla difesa.

La chiamata in causa deve contenere:

1º le indicazioni necessarie per l'identificazione della persona che si vuol chiamare in causa;

2º l'indicazione della sua nazionalità e del suo domicilio e della sua residenza;

3º l'esposizione sommaria dei fatti e dei motivi che giustificano la chiamata.

E'analogamente applicabile la disposizione dell'art. 20.

Art. 32. *Notifica della chiamata in causa.*

La chiamata in causa è disposta con ordinanza del presidente a piedi della domanda, che è quindi notificata a tutte le parti interessate.

Dalla notifica decorrono i termini per la risposta del chiamato in causa e si applicano analogamente tutte le norme stabilite per la risposta, replica e controreplica principali.

E'data facoltà al presidente di fissare, a piedi del decreto, termini più brevi.

Art. 33. *Intervento volontario.*

Chiunque abbia legittimo interesse ad intervenire in causa può proporre istanza al Tribunale fino all'inizio della discussione definitiva.

Alla domanda di intervento si applicano analogamente le disposizioni dell'art. 31. Essa è notificata alle altre parti interessate e non può in ogni caso far ritardare la decisione della causa principale.

Art. 34. *Domanda riconvenzionale.*

Entro il termine stabilito per la risposta il convenuto può nella risposta stessa, o con atto separato, proporre domanda riconvenzonale.

La domanda deve contenere le indicazioni volute dall'art. 19; essa è notificata all'altra parte e dalla notificazione decorrono i termini per la risposta dell'attore. Si applicano analogamente tutte le norme stabilite per la risposta, replica e controreplica principali.

La risposta a domanda riconvenzionale deve essere presentata entro i termini della replica, a meno che la domando stessa venga fatta con atto separato, dopo la risposta e sempre nel termine di questa, nel qual caso i termini per la replica decorrono dalla notificazione della domanda.

Art. 35. *Disposizioni comuni.*

Le domande di chiamata in causa, d'intervento e quelle riconvenzionali sono discusse alla stessa udienza della causa principale.

Il Tribunale può riunirle e deciderle con unica sentenza congiuntamente al merito, salvo quanto è disposto nell'art. 37.

Riunione o disgiunzione delle cause.

Art. 36.

Il Tribunale o il presidente ha sempre la facoltà di ordinare la riunione o disgiunzione delle cause, sia di ufficio che su domanda di una delle parti o di un agente.

Trattazione preliminare.

Art. 37. *Discussione.*

Il presidente può, con ordinanza, ad istanza della parte o dell'agente, ed anche d'ufficio, disporre la trattazione preliminare separata delle domande di chiamata in causa o d'intervento volontario e di eccezioni che si oppongono alla decisione del merito.

L'ordinanza fissa i termini per la presentazione di scritture di causa e di allegati a sostegno nonchè l'udienza per la trattazione preliminare.

Il Tribunale provvede quindi con sentenza.

Art. 38. *Sentenza.*

La sentenza è notificata alle parti interessate; quindi il presidente, se del caso, prende gli opportuni provvedimenti per la continuazione della procedura di merito.

Art. 39. *Continuazione della procedura di merito.*

Nel caso in cui il convenuto si sia valso della facoltà di cui all'art. 30, di proporre con istanza separata le eccezioni impedienti la trattazione del merito, il presidente ove non creda ordinare la trattazione preliminare a norma dell'art. 37, ordinerà che il convenuto provveda alle sue difese in merito.

L'ordinanza sarà notificata alle parti.

Istruzione della causa.

Art. 40. *Provvedimenti pel completamento e la regolarizzazione degli atti.*

Il presidente o il Tribunale può di ufficio ed in ogni stato della causa invitare le parti e i loro procuratori e difensori a chiarire, entro un determinato termine, le loro conclusioni e richieste, a completare l'esposizione dei fatti o la documentazione ed a provvedere, se del caso, a riparare irregolarità e mancanze che si riscontrino negli atti o nei documenti. La segreteria dà avviso del provvedimento alle parti.

Art. 41.

Ultimato lo scambio degli atti di causa, il presidente può citare le parti a comparire davanti a lui per la determinazione dei fatti e la indicazione dei mezzi di prova.

Nel processo verbale si indicano sommariamente i fatti ammessi, quelli contestati e i mezzi di prova.

Copia del provvedimento sarà notificata agli agenti dei due Governi perchè possano, se credono, intervenire. Le parti possono farsi rappresentare nell'udienza preliminare dall'agente del rispettivo Governo, anche mediante mandato epistolare.

Art. 42. *Mezzi di prova in generale.*

Il presidente o il Tribunale può disporre tutti i mezzi di prova diretti ad accertare la verità dei fatti e ad assicurare una decisione conforme a giustizia.

In particolare può ordinare:

a) la comparizione personale delle parti per essere interrogate sui fatti della causa;
b) prove testimoniali;
c) perizie e accessi sui luoghi;
d) la produzione di libri di commercio delle parti e di documenti anche non comuni alle parti e posseduti da una soltanto di esse, quando tali documenti siano richiamati negli atti di causa e appaiano influenti per la decisione.

Nell'ordinare la produzione di documenti, di libri di commercio o anche di oggetti mobili, se del caso, il presidente o il Tribunale fissa il termine per la loro presentazione in segreteria.

Art. 43. *Ammissione dei mezzi di prova.*

I mezzi di prova di cui all'articolo precedente sono ammessi con ordinanza del presidente o del Tribunale, sull'istanza delle parti o degli agenti. Possono essere ammessi anche d'ufficio quelli indicati alle lettre a), b), c) dello stesso articolo.

L'ordinanza è notificata alle parti interessate e agli agenti nel modo stabilito dall'art. 7.

I reclami contro le ordinanze che ammettono mezzi di prova non ne sospendono la esecuzione e sono portati alla decisione del Tribunale congiuntamente al merito della controversia.

Art. 44.

L'esecuzione dei mezzi istruttori avviene davanti il Tribunale o il presidente o un arbitro da lui delegato. Del giorno di tale esecuzione è dato avviso agli arbitri a cura del presidente o del giudice delegato. Gli arbitri hanno sempre facoltà di assistere ed intervenire all'assunzione delle prove.

Art. 45. *Interrogatorio.*

L'ordinanza che dispone la comparizione delle parti o di una di esse fissa il giorno per l'interrogatorio.

Dell'interrogatorio il segretario forma processo verbale che è sottoscritto da lui e dal presidente o dal giudice delegato.

Art. 46. *Prove testimoniali.*

L'ordinanza che ammette la prova testimoniale indica i fatti da provare, designa i testimoni da sentire e stabilisce il luogo e il giorno per eseguire l'esame.

Nell'ordinanza può essere fatto obbligo alla parte che ha chiesta la prova di depositare entro un determinato termine una somma per le spese occorrenti. Se il deposito non è eseguito nel termine, la parte potrà essere dichiarata decaduta dal diritto di fare la prova.

Art. 47. *Citazione dei testimoni. — Loro audizione per rogatoria.*

I testimoni sono citati dal presidente o dal giudice delegato, pel tramite degli agenti, nei modi stabiliti dalle leggi della loro residenza, almeno tre settimane prima del giorno fissato per l'esame di ciascuno.

I testimoni residenti fuori di Roma possono essere sentiti per rogatoria ed in tal caso si applica la disposizione dell'art. 53.

Art. 48. *Capacità di far testimonianza.*

Chiunque è capace di far testimonianza, eccetto le parti e i loro procuratori.

Art. 49. *Udienza testimoniale.*

Prima dell'esame il presidente o il giudice delegato invita il testimonio a giurare di dire tutta la verità e niente altro che la verità. L'invocazione della divinità può essere aggiunta a questa formula se il testimonio ne faccia richiesta.

Il presidente o il giudice delegato, avuto riguardo alle particolari circostanze del caso, e specialmente all'età ed ai vincoli di parentela, può dispensare il testimonio dal giuramento.

Il presidente o il giudice delegato interroga il testimonio sui fatti da provare. Le parti possono chiedere che gli siano rivolte domande complementari.

La deposizione è riportata in sunto nel verbale, che è redatto dal segretario e sottoscritto da lui e dal presidente o dal giudice delegato, e dai testimoni.

A margine della deposizione il presidente o il giudice delegato liquida le indennità dovute al testimonio.

Art. 50. *Perizia.*

L'ordinanza che dispone la perizia indica l'oggetto dell'indagine affidata al perito o a più periti e fissa il termine per il deposito della relazione nella segreteria del Tribunale.

Nel provvedimento si può ordinare alla parte istante, o alla parte nel cui interesse fu disposta la perizia, di depositare una somma come ammontare preventivo delle spese.

Il perito può essere sostituito qualora non presenti la relazione nel termine stabilito.

E'sempre in facoltà del presidente o del giudice delegato o del Tribunale di chiedere ai periti schiarimenti, orali o per iscritto, di ordinare un supplemento di perizia e di variare la somma da depositare come preventivo delle spese.

Il presidente o il giudice delegato, a piedi dell'istanza all'uopo presentata, liquida le indennità dovute al perito. Contro la liquidazione è ammessa l'opposizione al Tribunale nel termine di giorni dieci dalla notificazione del decreto di liquidazione. Sull'opposizione il Tribunale decide con ordinanza.

Art. 51. *Accesso sul luogo.*

L'ordinanza che dispone l'accesso sul luogo, stabilisce l'oggetto e lo scopo dell'ispezione e la nomina, ove occorra, d'un perito che assista il presidente o il giudice delegato. Con la stessa ordinanza può disporsi che siano sentiti testimoni sul luogo e che sia eseguito un deposito preventivo per le spese.

Della ispezione sul luogo il segretario forma processo verbale che è sottoscritto da lui e dal presidente o dal giudice delegato.

Art. 52. *Dichiarazioni in lingua non italiana.*

Nel caso in cui la parte chiamata all'interrogatorio, il testimonio chiamato a deporre, il perito chiamato a dare schiarimenti e quello de cui all'art. 51, non conosca la lingua italiana, potrà esprimersi nella sua lingua.

In tal caso ciò che sarà detto verrà tradotto in lingua italiana da un interprete che sarà chiamato a spese del richiedente la prova. Nel caso di ammissione di ufficio il presidente o il giudice delegato deciderà da chi dovrà essere anticipata la spesa.

La risposta della parte, la deposizione del testimonio, la dichiarazione del perito saranno verbalizzate soltanto in lingua italiana.

Art. 53. *Rogatorie.*

Il Tribunale o il presidente o il giudice delegato può, per mezzo degli agenti, richiedere l'autorità giudiziaria italiana o germanica per la esecuzione di atti istruttori da compiersi nel territorio della rispettiva giurisdizione.

Le rogatorie che sono rivolte all'autorità giudiziaria o ad altra autorità di una terza Potenza sono trasmesse all'agente del Governo italiano e a quello del Governo germanico perchè ne richiedano l'esecuzione in via diplomatica.

Art. 54. *Valutazione delle prove.*

Sul valore delle prove esperite il Tribunale decide secondo il suo libero convincimento.

Art. 55. *Risoluzione delle contestazioni sorgenti durante l'esecuzione delle prove.*

Le contestazioni che sorgono durante l'esecuzione delle prove sono decise con ordinanza. I reclami contro tali ordinanze non ne sospendono l'esecuzione e sono portati alla decisione del Tribunale congiuntamente al merito della controversia.

Trattazione della causa.

Art. 56. *Fissazione dell'udienza.*

Chiusa la istruzione della causa con la presentazione della risposta e delle eventuali altre scritture di causa o con la decorrenza dei termini all'uopo stabiliti, se non siano disposte altre prove, o con l'esecuzione delle prove disposte, il presidente assegna i termini per la presentazione di scritture conclusionali e fissa l'udienza per la discussione della causa.

L'ordinanza è notificata alle parti e agli agenti a cura della segreteria e le prove raccolte e gli atti rimangono depositati in segreteria dove potranno essere esaminati fino a cinque giorni prima dell'udienza.

Art. 57. *Pubblicità dell'udienza.*

Le udienze sono pubbliche eccetto che il Tribunale disponga altrimenti.

Art. 58. *Discussione.*

All'udienza stabilita le parti possono comparire personalmente o per mezzo di rappresentanti e farsi assistere e difendere a norma degli articoli 11 e 12.

Le parti e i loro difensori espongono oralmente le loro ragioni e difese; gli agenti dei Governi fanno le loro osservazioni e prendono conclusioni e il segretario forma il processo verbale della udienza che è sottocritto da lui e dal presidente.

Sull'istanza delle parti o di ufficio il Tribunale può, in via eccezionale, ammettere la discussione da parte dei procuratori e difensori in lingua diversa dall'italiana con l'intervento di un interprete a spese della parte interessata. Questa, ove compaia personalmente, potrà essere ammessa a fare le sue dichiarazioni nella sua lingua patria, che saranno tradotte dall'-interprete. Il verbale sarà, in tutti i casi, redatto esclusivamente in italiano.

Il Tribunale, ove lo ritenga necessario, può rinviare la discussione della causa ad altra udienza, assegnando nuovi termini per la presentazione di nuovi documenti e scritture.

Art. 59. *Sentenza.*

Dopo la discussione della causa, nello stesso giorno o entro il più breve tempo possibile, il Tribunale pronuncia sentenza in camera di Consiglio fuori la presenza delle parti e degli agenti. La sentenza è deliberata a maggioranza di voti.

Nella sentenza il Tribunale liquida le spese del giudizio e determina l'ammontare del contributo ai sensi dell'articolo 14.

Ove il Tribunale ritenga non istruita sufficientemente la causa, pronuncia ordinanza e si applicano le disposizioni degli articoli 38 e 40 e seguenti del presente regolamento.

Art. 60. *Contenuto della sentenza.*

La sentenza deve contenere:

1° la menzione del nome e cognome dei componenti il Tribunale;
2° l'indicazione delle parti e dei loro procuratori e difensori;
3° le conclusioni delle parti;
4° le richieste degli agenti;
5° una succinta esposizione dell'oggetto della causa e dei motivi;
6° il dispositivo;
7° la data della decisione;
8° la sottoscrizione dei componenti il Tribunale e del segretario.

Art. 61. *Deposito e notifica della sentenza.*

La sentenza, dopo la sottoscrizione, è depositata nella segreteria.

La segreteria notifica quindi alle parti e agli agenti il dispositivo e, se richiesta, rilascia, a spese del richiedente, copia integrale della sentenza.

Art. 62. *Esecuzione.*

Il Tribunale richiede gli agenti di provvedere alla esecuzione delle sue decisioni in conformità dell'articolo 304, lettera g), del Trattato.

A questo scopo la segreteria rilascia agli agenti copia integrale della sentenza, sottoscritta dal presidente e controsegnata dal segretario.

Sospensione di procedimento.

Art. 63.

Sulla concorde domande delle parti e previo parere degli agenti dei Governi, il Tribunale o il presidente può sospendere con ordinanza il procedimento per un tempo determinato.

L'ordinanza è notificata alle parti interessate e non è soggetta a reclamo.

Nel caso di morte o di sopravvenuta incapacità di agire, o di fallimento di una delle parti, il Tribunale, prima che la causa sia discussa, sospende con ordinanza il procedimento, assegnando un termine perchè l'interessato provveda alla sua rappresentanza e alla sua difesa. L'ordinanza fissa nuovi termini per la prosecuzione della procedura ed è notificata alle parti interessate.

Art. 64. *Termini per la rinuncia. — Contenuto.*

Fino all'udienza stabilita per la discussione definitiva l'attore può rinunciare alla sua pretesa.

La rinuncia è fatta con atto, sottoscritto dalla parte o da un suo mandatario speciale, trasmesso o depositato nella segreteria e quindi notificato alle altre parti interessate.

L'agente, nei casi ammessi dal Trattato, può opporsi alla rinuncia con atto depositato nella segreteria entro un mese dalla notificazione che gli sia stata fatta al riguardo. La segreteria provvede a far notificare l'opposizione alle parti interessate e il giudizio ha il suo corso ordinario a norma degli articoli precedenti.

Art. 65. *Effetti della rinuncia.*

La rinuncia estingue l'azione e il diritto che s'intendeva far valere. Il Tribunale pronuncia ordinanza con cui dà atto dell'avvenuta rinuncia e condanna il rinunciante alle spese del giudizio e, se del caso, ai danni che liquida nella stessa ordinanza.

Art. 66. *Transazione della lite.*

La transazione della lite può farsi, fino all'udienza stabilita per la discussione definitiva, con atto sottoscritto dalle parti o dai loro mandatari speciali. L'agente del Governo, nei casi ammessi dal Trattato, può dichiarare di opporsi alla transazione e in tal caso la causa segue il suo corso.

Il Tribunale, ove non intervenga opposizione da parte dell'agente, pronuncia ordinanza, con cui dà atto dell'avvenuta transazione e pone a carico comune delle parti le spese, quando non sia altrimenti stabilito nell'atto di transazione.

Revisione e rettificazione della sentenza.

Art. 67. *Revisione della sentenza.*

Le parti e gli agenti possono chiedere la revisione della sentenza in seguito alla scoperta di un fatto nuovo che, ove fosse stato noto al momento della decisione, avrebbe potuto influire in modo decisivo sul giudizio emesso.

L'istanza per la revisione è trasmessa o depositata nella segreteria del Tribunale ed è quindi notificata alle altre parti ed agli agenti che possono fare pervenire o depositare le loro osservazioni scritte nel termine di un mese da tale notificazione.

Trascorso questo termine, il Tribunale con ordinanza dispone se si debba o no ammettere la revisione. Se la revisione è ammessa, il Tribunale fissa i termini per la produzione delle scritture di causa e relativi allegati e stabilisce l'udienza per la discussione.

Ove concorrano gravi motivi può sospendere l'esecuzione della sentenza.

Decorso un anno dalla notificazione del dispositivo della sentenza, non è più proponibile alcuna istanza per revisione.

Art. 68. *Rettificazione della sentenza.*

Con istanza diretta al Tribunale può proporsi la correzione di errori materiali o di calcolo incorsi nella sentenza e l'interpretazione o il completamento del dispositivo, ove questo sia oscuro o incompleto.

Dell'istanza la segreteria dà notizia alle parti interessate con lettera raccomandata; nei quindici giorni successivi le parti e gli agenti possono presentare o far pervenire le loro osservazioni. Decorso questo termine, il Tribunale provvede con sentenza in Camera di consiglio. Il provvedimento di correzione od interpretazione è notificato alle parti interessate ed è annotato in margine o in fine della sentenza.

Decorsi due mesi dalla notificazione del dispositivo della sentenza agli effetti dell'esecuzione, non è più ammessa alcuna istanza di correzione o d'interpretazione.

Provvedimenti di conservazione.

Art. 69. *Contenuto.*

In qualunque stato della procedura, e anche prima della presentazione della istanza, il Tribunale può emettere provvedimenti di conservazione su domanda delle parti interessate o degli agenti.

I provvedimenti di conservazione consistono:

a) nel sequestro di beni mobili o di crediti;

b) nella nomina di un amministratore o di un custode.

Se il provvedimento di conservazione venga emesso prima della presentazione dell'istanza giudiziale di merito, il Tribunale può prefiggere al richiedente un termine per l'introduzione della istanza medisima.

Art. 70. *Cauzione.*

Nel provvedimento di conservazione, o successivamente, il Tribunale può imporre alla parte che lo richiede la prestazione di una cauzione, consistente nel deposito di una determinata somma di denaro o in una idonea fideiussione.

Se la cauzione consiste in una somma di denaro, il Tribunale designa un istituto di credito, presso cui la somma deve essere depositata col vincolo cauzionale.

Art. 71. *Provvedimento.*

Le domande sono proposte con istanza al Tribunale trasmessa o depositata in segreteria.

Il presidente, a piedi dell'istanza, fissa un termine alle parti interessate per presentare in segreteria le lore osservazioni scritte ovvero stabilisce il giorno della comparizione delle parti per essere sentite dal Tribunale. L'istanza è quindi notificata alle parti interessate: il Tribunale, dopo decorso il termine stabilito, provvede con ordinanza.

Il Tribunale, o, in caso di assoluta e giustificata urgenza, il presidente, può provvedere con decreto, senza necessità di contradditorio.

L'ordinanza o il decreto che dispone la misura di conservazione è notificato alla parte interessata ed ha l'effetto di una sentenza esecutiva; può essere anche disposto che l'ordinanza o il decreto sia messo in esecuzione anche prima della notificazione.

Art. 72. *Giudizio sul provvedimento.*

Nel caso in cui il Tribunale, o il presidente, abbia provveduto con decreto senza contradditorio, la parte interessata può chiedere la revoca del provvedimento con istanza diretta al Tribunale. Questa non sospende l'esecuzione del provvedimento, ma il Tribunale può per gravi motivi ordinarne la sospensione ed assoggettare, se lo crede, la parte ad una cauzione da prestarsi nel modo preveduto all'articolo 70.

Il presidente, a piedi dell'istanza, fissa un termine alle parti interessate per presentare in segreteria le loro osservazioni scritte o stabilisce il giorno della comparizione delle parti per essere sentite dal Tribunale. L'istanza è quindi notificata alle parti interessate. Il Tribunale, dopo decorso il termine stabilito, pronuncia ordinanza sul reclamo.

Se, nel caso previsto dal capoverso ultimo dell'articolo 69, l'istanza giudiziale non sia stata proposta nel termine più breve all'uopo stabilito, o sia già decorso il termine normale per la introduzione dell'istanza medesima ai sensi dell'articolo 21, il Tribunale, su richiesta dell'interessato, revoca il provvedimento di conservazione.

Art. 73. *Opposizione del terzo.*

Il terzo che si ritenga leso nei suoi diritti dal provvedimento di conservazione può proporre opposizione con istanza dirretta al Tribunale.

A piedi dell'istanza il presidente fissa un termine alle altre parti interessate per presentare in segreteria le loro osservazioni scritte o stabilisce il giorno per la loro comparizione per essere sentite dal Tribunale. L'istanza è quindi notificata alle parti, e, decorso il termine, o avvenuta la comparizione, della quale il segretario forma processo verbale, sottoscritto da lui e dal presidente, il Tribunale provvede con ordinanza sull'opposizione.

Art. 74. *Eventuale sospensione del provvedimento.*

L'opposizione non sospende l'esecuzione del provvedimento di conservazione, ma può il Tribunale, per gravi motivi, ordinare la sospensione, ed assoggettare, se lo creda opportuno, il terzo a una cauzione nel modo preveduto all'articolo 70.

Segreteria.

Art. 75. *Composizione.*

La segreteria del Tribunale è composta dei segretari, nominati dai Governi.

Il Tribunale può nominare altri funzionari a norma del paragrafo 5 dell'allegato all'articolo 304 del Trattato di Versaglia.

Art. 76. *Sottoscrizione degli atti.*

Quando il presente regolamento affida l'adempimento di determinate mansioni alla segreteria, gli atti relativi alle mansioni stesse debbono essere sottoscritti dal segretario o da un funcionario da esso delegato.

Art. 77. *Anticipazioni di spese.*

In tutti i casi, anche in quelli non espressamente previsti dai precedenti articoli, la segreteria potrà richiedere alle parti interessate o agli agenti l'anticipazione di somme accorrenti per le spese necessarie all'adempimento delle mansioni che le sono demandate.

Art. 78. *Deposito degli atti dopo lo scioglimento del Tribunale.*

Quando il Tribunale avrà cessato di funzionare, la segreteria depositerà gli atti e i rapporti, esistenti presso di essa, nel luogo che sarà stabilito di accordo fra i Governi italiano e germanica e, provvisoriamente, presso la cancelleria della Corte di appello di Roma.

Disposizioni finali.

Art. 79. *Riserva delle disposizioni dell'articolo 296 del Trattato.*

Rimangono in ogni caso ferme le disposizioni dell'articolo 296 del Trattato e del relativo allegato.

Art. 80. *Eventuali modificazioni al regolamento.*

Il Tribunale si riserva la facoltà di modificare e completare il presente regolamento.

Art. 81. *Notifica ai due Governi e pubblicazione.*

Il Tribunale richiede agli agenti dei Governi italiano e germanico di notificare il presente regolamento ai rispettivi Governi e li incarica di farne curare la pubblicazione nei due Stati il 15 maggio 1924.

Il Presidente: *Dott. Agostino Soldati.*

L'Arbitro germanico: *E. Rabel.*

L'Arbitro italiano: *P. Alberici.*

122.

ALLEMAGNE, ROUMANIE.

Règlement de procédure du Tribunal arbitral mixte roumano-allemand; établi à Paris, le 9 mars 1922.

Deutsches Reichsgesetzblatt 1922. II, No. 4.

Règlement de Procédure du Tribunal Arbitral Mixte Roumano-Allemand.

Vu l'Article 304, litt. d. du Traité de Versailles du 28 juin 1919*) et le paragraph 2 de l'annexe de cet Article, le tribunal arbitral mixte roumano-allemand établit les règles de procédure suivantes:

I. Siège.

Article premier.

Le siège du tribunal arbitral est fixé à Paris, 57, rue de Varenne.

Cette disposition ne déroge en rien au paragraphe 9 de l'annexe de l'Article 304 du Traité qui confère au président le soin de déterminer, dans chaque cas particulier, le lieu des audiences, qui peuvent se tenir en France, en Allemagne, en Roumanie ou ailleurs.

II. Saisine.

Article 2.

L'instance est introduite auprès du tribunal par une requête adressée à son secrétariat.

III. Délais de présentation des requêtes.

Article 3.

La requête doit être présentée dans le délai d'une année à partir du jour de la publication des présentes dispositions.**)

Toutefois, même après l'expiration de ce délai, la requête sera recevable, pourvu qu'elle ait été introduite moins de trois mois après le jour où le demandeur a eu connaissance des faits qui donnent lieu à litige.

Article 4.

Les requêtes présentées après l'expiration des délais visés à l'Article 3 seront, sur la demande de la partie adverse, déclarées irrecevables. Toutefois le tribunal pourra les admettre si, en raison des circonstances, spéciales, il le juge équitable.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 587.

**) Par une Décision du Tribunal ce délai a été prolongé jusqu'au 15 novembre 1924. V. Reichsgesetzblatt 1924. II, p. 132.

La partie qui entend se prévaloir de la tardivité de la requête doit soulever cette exception dans sa première pièce de procédure en réponse à cette requête.

Le président décidera si la question de recevabilité de la requête sera examinée dans une audience spéciale du tribunal ou à l'audience principale.

IV. Forme des requêtes.

Article 5.

La requête contient:

a) Les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile des parties, ainsi que, le cas échéant, la désignation et le domicile du mandataire du requérant;
b) L'exposé articulé des faits qui motivent la requête;
c) Un exposé de droit;
d) Les conclusions (soit dispositif des conclusions);
e) Le bordereau des actes, titres, pièces et documents joints à la requête.

Article 6.

Les conclusions doivent être claires et précises. Jusqu'à la clôture des débats, elles peuvent être restreintes ou modifiées, mais sans que la nature en soit changée.

En aucun cas elles ne peuvent être augmentées.

Article 7.

La requête est écrite lisiblement, sur papier libre, et signée par l'intéressé ou son mandataire, choisi conformément à l'Article 72.

Article 8.

La requête original est accompagnée de copies déclarées conformes:

a) En trois exemplaires pour les arbitres;
b) En autant d'exemplaires qu'il y a de défendeurs distincts;
c) En deux exemplaires pour les agents des gouvernements.

Il n'est pas fourni copie des annexes volumineuses.

Article 9.

La requête est rédigée en langue française.

Les pièces annexes, ainsi que tous les documents fournis au tribunal par les parties ou émanant du tribunal en tout état de la procédure, sont aussi rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction française.

La partie qui produit une pièce ou un document peut demander que la traduction française soit faite, à ses frais, par les soins du secrétariat du tribunal.

Le président peut autoriser les parties, au cas où des pièces volumineuses seraient présentées, à en faire traduire en français des extraits, sauf décision du tribunal sur opposition de la partie adverse.

Article 10.

Le secrétariat du tribunal atteste sur la requête la date de sa réception et en délivre un reçu au requérant ou à son mandataire.

V. Réponse.

Article 11.

Dès réception de la requête, le secrétariat fait l'expédition des copies mentionnées à l'Article 8.

La communication à la partie adverse se fait par lettre recommandée, avec un avis de réception.

Lorsqu'il résulte d'une constatation d'un agent que le domicile ou la résidence du défendeur est inconnu, ou qu'une lettre recommandée n'a pu lui être remise, le président requiert l'agent de l'Etat dont le défendeur est ressortissant de faire la notification conformément au mode de la loi du lieu où elle doit être faite.

Article 12.

Dans le délai de trois mois dès la réception par le défendeur de la requête introductive d'instance, celui-ci déposera sa réponse au secrétariat.

Article 13.

La réponse contient:

a) Les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile des parties, ainsi que, le cas échéant, la désignation et le domicile du mandataire du défendeur;
b) La détermination précise du défendeur sur chacun des faits articulés dans la requête;
c) L'exposé articulé des faits sur lesquels le défendeur prétend fonder ses conclusions;
d) Un exposé de droit, avec indication des exceptions et moyens que le défendeur entend soulever;
e) Les conclusions, qui peuvent être soit libératoires de tout ou partie des conclusions de la requête, soit reconventionnelles. L'Article 6 est applicable aux conclusions de la réponse;
f) Le bordereau des actes, titres, pièces et documents joints à la réponse.

Article 14.

Les Articles 7, 8, 9 et 10 s'appliquent aussi à la réponse, dont une copie doit être remise au demandeur par lettre recommandée, avec avis de réception.

VI. Evocation en garantie.

Article 15.

Le défendeur qui estime avoir le droit d'appeler un tiers comme garant, pour soutenir le procès à sa place, doit le faire avant toute réponse au fond, dans le délai fixé pour le dépôt de celle-ci.

L'évocation indique les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile du tiers évoqué et les motifs de l'évocation. Elle devra être accompagnée de copies déclarées conformes, au nombre stipulé à l'Article 8. Le président fixe un délai au demandeur pour se déterminer sur l'évocation.

Article 16.

Si le demandeur fait opposition à l'évocation en garantie, le tribunal en décide.

Si l'évocation en garantie est admise par le tribunal, ou à défaut d'opposition de la part du demandeur, le tribunal communique l'évocation au tiers et lui fixe un délai d'un mois pour l'accepter ou la refuser.

Si le garant accepte l'évocation, avis en est donné aux parties et un délai de trois mois est accordé au garant pour déposer la réponse (Art. 13).

Si le garant refuse l'évocation ou ne répond pas dans de délai fixé, avis en est donné aux parties et un délai de trois mois est accordé au défendeur pour déposer la ráponse (Art. 13).

VII. Appel en cause.

Article 17.

Le défendeur qui estime avoir le droit d'exiger d'un tiers qu'il soutienne le procès conjointement avec lui doit le faire avant toute réponse au fond, dans le délai fixé pour le dépôt de celle-ci.

L'appel en cause est soumis aux mêmes règles que l'évocation en garantie.

VIII. Intervention de tiers.

Article 18.

Toute personne qui prétend faire valoir un intérêt légitime dans une instance peut intervenir aux procès au cours de la procédure en présentant une requête contenant:

a) La désignation des parties et de l'affaire;
b) Les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile de l'intervenant, et s'il y a lieu, la désignation et le domicile de son mandataire;
c) Les faits justifiant l'intérêt de l'intervenant;
d) La déclaration d'intervention;
e) Les conclusions;
f) Le bordereau des pièces produites.

Article 19.

L'intervention est communiquée aux parties et aux agents.

Si elle ne rencontre pas d'opposition, le président fixe, s'il y a lieu, les délais qui lui paraissent nécessaires pour permettre aux parties de se déterminer sur les faits allégués par l'intervenant et sur ses moyens de droit.

Article 20.

En cas d'opposition, le tribunal juge de l'admission de l'intervention, qui ne pourra retarder le jugement de la cause principale quand elle sera en état. Le tribunal statue sur les frais et dépens de l'intervention.

IX. Exceptions.

Article 21.

L'exception qu'oppose le défendeur pour ne pas entrer en matière sur le fond du procès peut être présentée soit dans une demande exceptionnelle

avant toute défense au fond et dans le délai fixé pour le dépôt de la réponse, soit dans la réponse au fond, au choix du défendeur.

S'il y a plusieurs exceptions de cette nature, elles doivent être présentées conjointement.

Article 22.

Si l'exception prévue à l'Article précédent est présentée dans une demande exceptionnelle, la procédure à suivre sera réglée par le président qui décidera s'il y a lieu ou non de suspendre la cause quant au fond jusqu'à solution du litige concernant ladite demande exceptionnelle.

Article 23.

Toute autre exception doit être présentée dans la réponse (Article 13).

X. Réplique et duplique.

Article 24.

Dans le délai de deux mois dès la réception de la réponse, le demandeur peut déposer au secrétariat une réplique.

Celle-ci contient:

a) La détermination du demandeur sur chacun des faits articulés dans la réponse:
b) Les nouveaux faits que le demandeur aurait à articuler;
c) Un exposé de droit, facultatif;
d) Si le défendeur a pris des conclusions reconventionnelles, la détermination du demandeur sur ces conclusions;
e) Le bordereau des pièces jointes à la réplique.

Article 25.

Les Articles 7, 8, 9 et 10 sont applicables à la réplique.

Les dispositions relatives à l'évocation en garantie et à l'appel en cause s'appliquent par analogie à la réplique.

Article 26.

Dans le délai de deux mois dès la réception de la réplique, le défendeur peut déposer au secrétariat une duplique, contenant:

a) La détermination du défendeur sur les nouveaux faits articulés par le demandeur;
b) Les nouveaux faits que le défendeur aurait à articuler;
c) Un exposé de droit, facultatif;
d) Le bordereau des pièces jointes à la duplique.

Article 27.

Les Articles 7 à 10 sont applicables à la duplique.

Article 28.

Les actes, pièces et documents qui n'ont pas été communiqués aux parties peuvent être consultés par celles-ci ou leurs mandataires, et par les agents, en tout état de cause, au secrétariat.

Aucun acte, pièce ou document versé au dossier d'une cause ne peut sortir du secrétariat, sauf pour les besoins du tribunal.

Le secrétariat délivre des copies ou même des photographies, sur la demande d'une partie ou d'un agent, au frais du requérant.

XI. Mesures conservatoires.

Article 29.

A la requête d'une partie ou d'un agent, le tribunal peut ordonner, en dehors des mesures conservatoires déjà prévues par le Traité, toute mesure conservatoire ou provisoire qui lui paraît équitable et nécessaire pour garantir les droits des parties.

Article 30.

Les mesures conservatoires peuvent être demandées et ordonnées en tout état de cause, même avant le dépôt de la requête introductive de l'instance. Dans ce dernier cas, l'instance doit être introduite dans le plus bref délai possible.

Article 31.

La partie contre laquelle des mesures conservatoires sont requises doit être entendue, si possible.

La partie qui n'a pas pu être entendue peut demander au tribunal de revenir sur sa décision. Cette demande n'est pas suspensive.

Article 32.

Dans tous les cas où les mesures conservatoires seraient de nature à porter préjudice au droit d'un tiers, celui-ci aura la faculté d'y faire opposition au moyen d'une requête présentée au tribunal.

Celle-ci n'est pas suspensive.

Article 33.

La partie requérante peut être tenue de fournir une caution ou de faire un dépôt pour garantir les dommages qui peuvent résulter des mesures conservatoires.

Article 34.

La décision de mesures conservatoires détermine leur étendue et leurs conditions. Elle est notifiée aux parties et a la même force exécutoire qu'une sentence du tribunal.

Le tribunal peut requérir l'agent compétent de faire exécuter cette décision, avant même toute notification, celle-ci devant être faite dans les huit jours qui suivent l'exécution.

XII. Audience de Jugement.

Article 35.

Dès que la procédure écrite est terminée, le président fixe le jour et le lieu de l'audience du tribunal.

Article 36.

Le secrétariat avise les agents et parties de la décision du président. Il prévient les parties et les agents que le dossier peut être consulté au secrétariat pendant quinze jours.

Article 37.

L'audience du tribunal est publique. Toutefois, le tribunal peut, d'office ou sur réquisition, ordonner le huis-clos.

Article 38.

Au jour fixé, la cause étant introduite, la parole est donnée aux conseils des parties.

Exceptionnellement, le tribunal peut autoriser une partie à présenter elle-même ses observations.

Les agents des gouvernements intéressés présentent leurs observations et déposent leurs conclusions.

Le tribunal peut autoriser les parties à répliquer. Les agents ont toujours la parole les derniers.

Article 39.

Le tribunal peut écarter du débat tous actes ou documents qui n'auraient pas été produits à l'instruction écrite.

Article 40.

Les débats sont dirigés par le président, qui assure la police de l'audience et, en cas d'infraction, en dresse procès-verbal.

Les secrétaires tiennent le procès-verbal de l'audience.

Article 41.

Après les plaidoiries, les debats sont déclarés clos. Il est donné lecture du procès-verbal de l'audience. Celui-ci est signé par le président et les secrétaires.

Avant la mise en délibéré, chaque partie indique le montant de ses frais et débours.

XIII. Preuves.

Article 42.

Tous les modes dé preuves sont admis devant le tribunal.

Article 43.

En tout état de cause, le tribunal peut ordonner la production de tous actes ou documents qu'il juge nécessaires. Ces actes ou documents seront communiqués aux agents et aux parties.

Article 44.

Si le tribunal constate que les parties ne sont pas d'accord sur des faits pertinents, il peut ordonner une enquête.

Dans ce cas, le tribunal fixe une date à laquelle cette enquête aura lieu devant lui, ainsi que le délai dans lequel les noms et domicile des témoins devront être indiqués au secrétariat et notifiés à la partie adverse et aux agents.

En même temps, le tribunal fixe aux parties un délai pour déposer au secrétariat la somme de frais présumée nécessaire pour indemniser les témoins dont elles requièrent l'audition.

La partie qui n'effectue pas le dépôt dans le délai assigné est déchue de son droit à la preuve par témoins.

Article 45.

Les témoins sont cités par l'intermédiaire des agents, conformément à la loi du territoire de leur domicile ou résidence, quinze jours au moins avant leur audition.

Article 46.

Les témoins défaillants seront passibles d'une amende de 10 à 100 francs qui sera prononcée par le tribunal et versée au fond commun.

En cas de second défaut, cette amende sera portée de 50 à 500 francs et le tribunal pourra, en outre, s'il juge l'audition du témoin indispensable pour la bonne solution du litige, décerner contre lui une ordonnance de contrainte et prier le gouvernement dont il relève d'en assurer l'exécution.

Si le témoin justifie qu'il lui avait été impossible de se présenter aux jours indiqués, le tribunal le déchargera, après sa déposition, des pénalités encourues.

Article 47.

Les commissions rogatoires ayant pour objet l'audition de témoins sont adressées par l'intermédiaire des agents à l'autorité judiciaire compétente du lieu du domicile ou de résidence du témoin. Dans ce cas, le témoin est entendu et assermenté dans les formes prévues par la loi locale.

Article 48.

Les indemnités dues aux témoins sont arrêtées par le tribunal.

Article 49.

Le président invite les témoins avant ou après leur déposition à prêter le serment de dire toute la vérité et rien que la vérité.

Les mineurs de quinze ans ainsi que les parents en ligne ascendante ou descendante et le conjoint, même divorcé, d'une partie ne sont pas assermentés. Dans tous les autres cas le tribunal décidera si un témoin sera assermenté.

Le tribunal peut toujours dispenser du serment lorsque les circonstances lui paraissent l'exiger.

Le tribunal peut d'office ou sur réquisition ordonner que la déposition d'un témoin soit transcrite au procès-verbal de l'audience et signé par le témoin.

Article 50.

Le tribunal peut exceptionnellement entendre les parties ou leurs représentants légaux comme témoins et les assermenter.

Article 51.

Le tribunal peut ordonner des expertises par une ou plusieurs personnes qu'il désignera, sauf accord entre les parties.

Sur la requête de l'une d'elles l'expert est assermenté.

Article 52.

Le tribunal fixe à la partie instante à la preuve un délai pour déposer au secrétariat la somme des frais présumés de l'expertise.

Si la partie n'effectue pas le dépôt dans le délai fixé, elle est déchue de son droit à l'expertise.

Article 53.

Les rapports d'expertise, rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction française, sont déposés au secrétariat qui en avise les parties.

Celles-ci peuvent en prendre connaissance au secrétariat ou s'en faire délivrer une copie à leurs frais.

Article 54.

Dans le mois qui suit l'avis donné aux parties du dépôt du rapport d'expertise, celles-ci peuvent requérir un complément d'expertise ou une seconde expertise. Les Articles 51 à 53 sont applicables.

Article 55.

Le tribunal pourra prescrire une descente sur les lieux.

XIV. Transaction.

Article 56.

Les contestations sur des droits dont les parties ont la libre disposition peuvent être abandonnées par elles au moyen d'une transaction.

La transaction n'est valable qu'autant qu'elle est faite par écrit et signée par les parties ou par leurs mandataires munis à cet effet d'une procuration spéciale.

La transaction est déposée au secrétariat qui en avise les agents des gouvernements.

Elle peut aussi intervenir à l'audience du tribunal.

Le tribunal décidera sur l'homologation. La transaction qui est homologuée a force de chose jugée. L'original reste au secrétariat. Chaque partie en reçoit une copie attestée conforme sous le sceau du tribunal.

Les frais judiciaires sont supportés en commun par les deux parties, sauf stipulation contraire dans la transaction.

XV. Passé-expédient.

Article 57.

Le passé-expédient est l'acte par lequel une partie adhère aux conclusions de son adversaire.

S'il embrasse la totalité des conclusions, la partie qui passe expédient est tenue à tous les frais et dépens.

S'il n'est relatif qu'à une partie des conclusions, le juge prend en considération ce passé-expédient dans le jugement sur les frais de la cause qui lui reste soumise.

Article 58.

Le passé-expédient a lieu sous la forme d'une déclaration écrite, signée par la partie ou par son mandataire, muni à cet effet d'un procuration spéciale.

Il est déposé au secrétariat qui en avise la partie adverse et les agents des gouvernements.

Il peut aussi intervenir à l'audience du tribunal.

Le tribunal décidera sur l'homologation. Le passé-expédient qui est l'homologué a force de chose jugée. L'original reste au secrétariat; une copie attestée conforme sous le sceau du tribunal est délivrée aux parties.

Désistement.

Article 59.

Jusqu'à production de la réponse du défendeur ou même après, si ce dernier n'y fait pas opposition, le demandeur peut se désister de ses conclusions.

Le désistement a lieu sous la forme d'une déclaration écrite, signée par la partie ou son mandataire, muni à cet effet d'une procuration spéciale.

Il est déposé au secrétariat qui en avise la partie adverse et les agents.

Le président constate le désistement. Une copie attestée conforme, sous le sceau du tribunal, est délivrée aux parties.

Les frais et dépens sont à la charge de la partie qui se désiste. Ils sont fixés par le président, qui en ordonne le dépôt au secrétariat avant de constater le désistement.

XVI. Suspension du procès.

Article 60.

Sur la demande d'une partie, le président peut ordonner la suspension du procès.

Article 61.

Lorsqu'une partie perd la capacité d'agir civilement ou lorsque ses droits passent à autrui par mort, insolvabilité, ou toute autre circonstance, un délai est accordé, par le tribunal, au tuteur, aux héritiers, créanciers, etc., pour déclarer s'ils veulent continuer le procès, passer expédient ou se désister.

XVII. Sentence.

Article 62.

Pour rendre sa sentence le tribunal doit être au complet.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Article 63.

La sentence énonce:

1° Le jour où elle a été rendue;

2° Le nom des juges et des agents;

3° Le nom, prénoms, profession et domicile des parties ou de leurs mandataires;

4° L'objet du litige;

5° Les considérants de fait et de droit;

6° Le dispositif sur le fond et sur les dépens.

La sentence peut réduire les conclusions des parties, mais elle ne peut ni les augmenter, ni en changer la nature.

Article 64.

La sentence est signée par le président, les arbitres et les secrétaires. Exceptionnellement, elle peut être signée par le président au nom d'un arbitre ou par les deux arbitres au nom du président.

Article 65.

Le fait qu'une partie dûment convoquée ne présente ni défense écrite, ni défense orale, n'est pas un obstacle à ce qu'il soit procédé aux débats et à la sentence.

L'agent du gouvernement intéressé peut intervenir, soit pour prendre la place de son ressortissant, soit pour demander la remise de l'affaire à une date ultérieure où elle sera définitivement jugée.

Article 66.

La sentence est notifiée aux parties et aux agents.

Article 67.

Le tribunal requiert les agents des gouvernements d'assurer l'exécution de ses sentences conformément à la lettre *G* de l'Article 304 du Traité de Versailles.

XVIII. Interprétation et rectification.

Article 68.

Le tribunal peut interpréter ou rectifier une sentence dont le dispositif paraîtrait obscur, incomplet ou contradictoire, ou qui contiendrait une erreur d'écriture ou de calcul.

La demande d'interprétation doit être adressée au tribunal, par l'intermédiaire d'un agent, dans le délai d'un mois à partir de la notification de la sentence.

Le tribunal statue en Chambre du Conseil, après avoir provoqué les explications de la partie adverse.

XIX. Revision.

Article 69.

La demande de revision doit être adressée au tribunal. Elle doit être motivée exclusivement par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnue du tribunal lui-même et de la partie qui demande la revision.

Aucune demande de revision ne peut être présentée plus d'un an après le jour de la notification de la sentence.

La procédure de revision est réglée par le tribunal.

Article 70.

La demande en revision ne suspend pas l'exécution de la sentence, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement en admettant la revision.

XX. Mandataires et Conseils des Parties.
Agents des Gouvernements.

Article 71.

Les parties peuvent se faire représenter devant le tribunal par des mandataires et se faire assister de conseils. Les mandataires reçoivent valablement toutes notifications, communications et convocations du tribunal.

Le président peut exiger la comparution personnelle.

Article 72.

Les mandataires et conseils des parties ne peuvent être choisis que dans les catégories suivantes:

1⁰ Les avocats du pays des parties ou de celui où siège le tribunal;

2⁰ Les avocats d'autres pays, agréés par le président;

3⁰ Les professeurs ou agrégés des facultés de droit, dans les mêmes conditions que les avocats;

4⁰ Les membres ou associés de l'Institut de Droit International.

5⁰ Les agents des gouvernements près le Tribunal Arbitral Mixte.*)

Les mandataires et conseils peuvent, avec l'autorisation du tribunal, se faire assister d'avocats près le „Patentamt" allemand (Patentanwälte) et d'ingénieursconseils, dans le cas où l'affaire présente des questions techniques.

Article 73.

En principe, les honoraires payés aux mandataires et conseils ne rentrent pas dans les frais judiciaires à la charge de la partie qui succombe.

Toutefois, lorsque le mandataire ou conseil a dû effectuer un voyage hors du pays de son domicile pour assister à l'audience du tribunal, le coût de ce voyage et les déboursés de séjour pourront être compris dans le montant des frais et débours prévu au dernier paragraphe de l'Article 41 du règlement de procédure.

Article 74.

Les agents des gouvernements peuvent en tout état de la procédure présenter leurs observations et conclusions. Communication leur est donnée par le secrétariat de tous actes de la procédure.

XXI. Dispositions générales.

Article 75.

Toutes les fois que le tribunal aura à adresser une demande à une tierce puissance, il priera les Gouvernements Roumain et Allemand de la faire parvenir au Gouvernement de cette tierce puissance par une démarche simultanée.

Article 76.

Le secrétariat constituera, pour chaque requête, un dossier aux noms du demandeur et du défendeur. Ce dossier comprendra toute la procédure et tous les documents, lettres, mémoires, actes, titres et pièces quelconques, classés par ordre chronologique.

Article 77.

Pour toutes pièces déposées et tout dépôt consigné au secrétariat, celui-ci délivre un récépissé.

Article 78.

Toutes les notifications, communications et convocations du tribunal, dans tout état de la procédure, sont faites par lettres recommandées et accompagnées d'un avis de réception.

---

*) Ajouté par une Décision du Tribunal du 1er août 1924. V. Reichsgesetzblatt 1924, II, p. 419.

Article 79.

En dehors des parties dont les agents reconnaîtraient l'insolvabilité et soutiendraient l'instance, le demandeur consigne au secrétariat une provision pour assurer les frais du tribunal et de la procédure engagée.

Cette somme est, au minimum, de cent francs et au maximum de dix mille francs. Son montant est déterminé, en tenant compte de l'importance du litige, par le président, qui fixe au demandeur le délai dans lequel la consignation doit être faite.

Si, au cours de l'instruction, la somme fixée apparaît insuffisante, le président peut, d'office ou sur requête, l'augmenter, sans être lié par le maximum ci-dessus.

Article 80.

Le tribunal peut déroger aux règles fixées par le présent Règlement, lorsqu'il estime que, dans les circonstances spéciales de la cause, cela est équitable ou nécessaire pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits. Il peut même admettre des productions nouvelles et une procédure nouvelle.

Article 81.

Pour tous les cas qui ne sont prévus ni dans le Traité, ni dans le présent Règlement, le tribunal s'inspirera des principes de justice et d'équité. Il prendra toutes mesures et dispositions qu'il jugera utiles à la découverte de la vérité et à une saine application des principes de droit.

Disposition finale.

Le tribunal arbitral requiert les agents des Gouvernements Allemand et Roumain de notifier le présent Règlement de procédure à leur Gouvernement, en les priant d'en faire assurer la publication dans les deux pays le 1er mai 1922.

Paris, le 9 mars 1922.

Le Président:
Erik Sjöborg.
L'Arbitre allemand:
Docteur August Herwegen.
L'Arbitre roumain:
Constantin M. Sipsom.

123.

ESTHONIE, LETTONIE.

Protocole de clôture de la Conférence tenue à Tallinn du 25 octobre au 1er novembre 1923; signé le 1er novembre 1923, suivi de plusieurs Notes, signées à la date du même jour.

Publication officielle.

La Délégation lettone:

M. Z. A. Meierovics — Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères,

M. V. Holcmanis — Ministre de Justice, Député,

M. Ringold Kalnings — Président de la Banque de Lettonie, Député,

M. G. Albats — Ministre Plénipotentiaire, Secrétaire Général au Ministère des Affaires Etrangères,

M. J. Seskis — Ministre Plénipotentiaire de Lettonie en Esthonie,

M. le colonel E. Kalniņš — Inspecteur de l'Artillerie,

M. A. Balodis — Directeur de la section Baltique au Ministère des Affaires Etrangères,

M. le colonel-lt. J. Balodis — Topographe militaire,

M. W. Ludiņš — Directeur de la Commission des Réparations au Ministère de l'Intérieur,

et la Délégation esthonienne:

M. Dr. Fr. Akel — Ministre des Affaires Etrangères,

M. B. Rostfeldt — Ministre du Commerce et de l'Industrie,

M. le Prof. A. Piip — Ancien Président et Ministre des Affaires Etrangères,

M. A. Palvadre — Membre du Tribunal d'Etat, Député,

M. J. Jaakson — Ancien Ministre de Justice, Député,

M. le Général Soots — Ancien Ministre de la Guerre, Député,

M. A. Jurgenstein — Député,

M. K. Tofer — Ministre adjoint au Ministère des Affaires Etrangères,

M. K. Rosendorf — Ministre adjoint au Ministère des Finances,

M. J. Seljamaa — Ministre Plénipotentiaire d'Esthonie en Lettonie,

M. le Général Poeder — Chef de la II. Division de l'Infanterie,

M. A. Lukk — Directeur de la Section de l'Industrie au Ministère du Commerce et de l'Industrie,

M. A. Schmidt — Directeur des Affaires Politiques au Ministère des Affaires Etrangères,

M. E. Poom — Directeur du Département Juridique au Ministère des Affaires Etrangères,

M. E. Laaman — Chef du Bureau de l'Information au Ministère des Affaires Etrangères,

M. K. Lepp — Directeur de la Commission Générale des Réparations,
M. R. Mickvitz — Sous-directeur du Département Juridique au Ministère des Affaires Etrangères,

après avoir examiné, avec la plus grande attention, les questions mises à l'ordre de jour de la Conférence, à savoir:

1. Délimitation définitive de la frontière entre la Lettonie et l'Esthonie;
2. Règlement des réclamations réciproques entre les deux Etats;
3. Conclusion d'un traité préliminaire de l'union économique et douanière;
4. Questions politiques;

La Conférence a proposé et adopté les Instruments énumérés ci-dessous et joints comme Annexes au présent Protocole:

1. Convention additionnelle concernant les questions de la frontière estho-lettone;*)
2. Protocole concernant le règlement des question litigieuses de la frontière;
3. Règlement des reclamations réciproques;**)
4. Traité préliminaire de l'union économique et douanière;***)
5. Convention concernant la perception des droits de port;†)
6. Traité d'alliance défensive;††)
7. Protocole de clôture.

La Conférence a pris acte des notes suivantes échangées par les Présidents des délégations, à savoir:

1. Notes concernant les biens privés des personnes physiques et juridiques de l'ancienne province de Livonie;
2. Notes concernant le droit de la Lettonie à construire une station de T. S. F. sur l'île de Runo.

La Conférence a, en outre, formulé les vœux qui suivent:

I.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à entamer immédiatement des négotiations pour conclure un accord spécial concernant l'exécution réciproque des jugements rendus en matière civile, ainsi qu'un accord concernant les mesures à prendre pour supprimer la double imposition et éviter l'évasion fiscale.

II.

La Conférence exprime le vœu que les Gouvernements des Etats participants à la Conférence soient d'accord de nommer la commission mixte prévue par l'Article 7 du Traité préliminaire de l'union économique et douanière immédiatement sans attendre la ratification du Traité.

III.

Désirant faciliter la libre circulation des ressortissants respectifs entre les deux pays, la Conférence exprime le vœu que les visas d'entrée et

*) V. ci-dessous No. 124. **) V. ci-dessous No. 125.
***) V. ci-dessous No. 126. †) V. ci-dessous No. 127.
††) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 10.

de sortie soient accordés pour la durée d'un an sans frais. Les passeports étrangers peuvent être remplacés par des certificats d'identité délivrés selon les lois ou règlements de chaque pays.

En foi de quoi les délégués des pays ont signé le présent Protocole.

Fait à Tallinn, en double exemplaire le 1 novembre 1923.

Z. A. Meierovics, etc. etc. *Fr. Akel,* etc., etc.

République d'Esthonie.
Ministère des Affaires Etrangères.

Tallinn, le 1 novembre 1923.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que l'accord entre la République d'Esthonie et la République de Lettonie relatif au règlement des réclamations réciproques, signé le 1 novembre 1923, ne concerne pas les biens des personnes privées, physiques aussi bien que juridiques, des institutions des différents ordres, des administrations communales, de la nobilité, du consistoire évangélique-luthérien, du sinode de l'église orthodoxe, des différentes institutions de bienfaisance et de charité, de corporations, des dotations, legs etc. restés dans le territoire de l'autre Partie par suite de la division administrative de l'ancienne province russe de Livonie entre les Républiques d'Esthonie et de Lettonie. Les questions visant les biens susmentionnés restent ouvertes.

En vous priant de bien vouloir me confirmer ceci au nom de Votre Gouvernement, je saisis l'occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Fr. Akel (paraksts).
Ministre.

Son Excellence Monsieur Zigfrids Meierovics,
Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères
de Lettonie.

Le 1 novembre 1923.

Monsieur le Ministre,

Accusant réception de votre note du 31 octobre 1923, j'ai l'honneur du vous faire part que j'ai pris acte de cette lettre et que je la ferai examiner au point de vue des principes du droit international et des lois des deux pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Z. A. Meierovics,
Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères de Lettonie.

Son Excellence Monsieur Fr. Akel,
Ministre des Affaires Etrangères de la République d'Esthonie.

Le 1 novembre 1923.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement de Lettonie ne pouvant pas changer sa manière de voir sur la question de l'île de Runo, mais, ne prévoyant pas que ce problème puisse être résolu dès maintenant, propose au Gouvernement d'Esthonie de lui concéder immédiatement et à titre gratuit le droit d'installer, d'entretenir et de diriger un poste de radiotélégraphie sur l'île de Runo et d'y organiser, le cas échéant, un entrepôt de charbon pour le ravitaillement des navires pris dans les glaces.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Z. M. Meierovics (paraksts).
Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères de Lettonie.

Son Excellence Monsieur Fr. Akel,
Ministre des Affaires Etrangères de la République d'Esthonie.

République d'Esthonie.
Ministère des Affaires Etrangères.

Tallinn, le 1 novembre 1923.

Monsieur le Président,

En accusant réception à Votre Excellence de sa note en date du 1er courant relative à la question de l'île de Runo, j'ai l'honneur de déclarer au nom de mon Gouvernement que l'île de Runo constitue une partie intégrante du territoire de la République d'Esthonie et que par conséquent le Gouvernement Esthonien ne peut pas entrer en discussion de la question à savoir auquel Etat appartient l'île de Runo.

En reconnaissant en même temps les intérêts économiques de la Lettonie à l'égard de cette île, le Gouvernement Esthonien se déclare d'accord à entrer en négociations avec le Gouvernement Letton au sujet de l'installation sur cette île d'un poste de radiotélégraphie, ainsi que de l'organisation d'un entrepôt de charbon pour le ravitaillement des navires pris dans les glaces, étant entendu qu'aucune compensation spéciale ne sera reclamée par le Gouvernement Esthonien pour le droit même des concessions précitées.

Le Gouvernement Esthonien tient à ajouter à la présente Déclaration que le Traité d'alliance défensive signé le 1 novembre courant ne peut pas entrer en vigueur avant que le Gouvernement de la République de Lettonie n'ait renoncé à ses pretentions à l'égard de l'île de Runo.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Fr. Akel (paraksts).
Ministre.

Son Excellence Monsieur Zigfrids A. Meierovics,
Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères de Lettonie.

124.

ESTHONIE, LETTONIE.

Convention complémentaire relative aux questions de frontière; signée à Tallinn, le 1er novembre 1923.*)

Riigi Teataja 1924, No. 14/15. — League of Nations, Treaty Series XXV, p. 350.
Traduction française.

La Lettonie d'une part et l'Esthonie de l'autre, désirant établir la frontière définitive entre les deux Etats, tant dans le rayon visé par la décision du colonel Tallent, que dans les parties qui n'ont fait jusqu'ici l'objet d'aucun accord spécial; désirant également écarter les malentendus surgis au cours de l'application de la Convention signée à Riga le 19 octobre 1920**) au sujet de la fixation et du tracé sur le terrain de la frontière entre les deux Républiques, des droits de citoyens de chacune des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, de la situation des propriétés immobilières, coupées par la ligne-frontière, ainsi que pendant l'application de l'instruction signée le même jour pour la Commission mixte de délimitation chargée du tracé sur le terrain de la frontière entre la Lettonie et l'Esthonie, ont décidé de passer une convention complémentaire spéciale et, à ces fins, ont nommé comme représentants plénipotentiaires:

Le Gouvernement de la République de Lettonie:

M. Sigfrid Meierovics, Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires étrangères;

Le Gouvernement de la République d'Esthonie:

M. le docteur Frédéric Akel, Ministre des Affaires étrangères.

Les plénipotentiaires désignés, s'étant réunis à Tallinn et ayant échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit:

Article I.

La frontière d'Etat entre Charlottenbourg et le point de jonction de la frontière letto-esthonienne avec la frontière russe dans le rayon de Babino passe par les points suivants: Du point N0 3, établi sur le terrain par la Commission mixte de délimitation, la frontière d'Etat se dirige en ligne droite vers Charlottenbourg, en laissant sur le territoire letton les constructions de la propriété de Charlottenbourg: aboutit à la route militaire dont elle suit le côté nord et qu'elle laisse en Lettonie, traverse les villages de Chelekhovo et de Zabolotje dans la direction de Chprekhtitchi jusqu'au croisement de cette route avec une autre près du village de Terekhovo, puis le long de cette route du côté est, se dirige vers le Sud, passe à proximité du village de Terekhovo, laissant ce dernier en Esthonie, atteint

---

*) Les ratifications ont été échangées à Tallinn, le 21 février 1924.
**) V. N. R. G. 3. s. XV, p. 686.

le croisement avec le prolongement de la direction de la ligne-frontière, fixée par le Traité de paix estho-russe signé à Tartu le 2 février 1920, puis suit la direction de la ligne, établie par le Traité de paix estho-russe et aboutit à la tour trigonométrique de Chprekhtitchi. De la tour trigonométrique de Chprekhtitchi jusqu'à Babino la frontière suit les lignes, établies par le Traité de paix estho-russe.

Article 2.

Si les Gouvernements des deux Etats trouvent possible à l'avenir d'effectuer, sur la base de compensations, certaines modifications à la frontière établie dans toute son étendue, la possibilité de ces modifications n'est pas exclue en principe.

Article 3.

Les deux Parties reconnaissent à l'égard des ressortissants de l'autre Partie, en ce qui concerne l'acquisition, la jouissance, la possession et la libre disposition des propriétés immobilières, des droits égaux à ceux dont jouissent leurs propres ressortissants.

Article 4.

Les routes-frontière pourront être utilisées librement et réciproquement par les habitants des deux Etats. Les conditions détaillées de cet usage seront établies par des accords spéciaux entre les Gouvernements de Lettonie et d'Esthonie et l'accord préalable à ce sujet doit être passé 14 jours au moins avant l'entrée en vigueur de cette Convention.

> *Remarque.* Avant la conclusion d'un accord spécial les habitants locaux d'Esthonie ont le droit d'utiliser librement et sans aucun obstacle la route menant de la commune de Plater par les rayons de Brinda, Rija (Ermesar) et Berzkaln, à la bourgade de Moizeküll et les habitants locaux de Lettonie, la route, conduisant de la propriété de Kirbel par le bien de Plater à la commune d'Arrakst.

Article 5.

La Commission de délimitation mixte a tous pouvoirs pour effectuer l'échange des terres d'Etat d'un pays contre les terres d'Etat de l'autre et des terres d'Etat d'un pays contre des terres privées, sises sur le territoire de l'autre.

La Commission mixte de délimitation doit prêter son concours à l'échange réciproque, entre les habitants des rayons limitrophes des deux Etats, des terres privées, coupées par la ligne-frontière, ainsi qu'à l'échange réciproque des propriétés immobilières entre les Esthoniens vivant en Lettonie, d'un côté, et les Lettons vivant en Esthonie, de l'autre.

La Commission de délimitation dresse à l'occasion de chaque échange effectué des actes, signés par les deux parties et les deux délégations de la Commission mixte, ou par des personnes, qui en ont reçu le pouvoir des deux délégations. Ces actes ont la force de contrats notariés et sont exempts de tous droits et impôts, y compris les droits de mutation, pendant le délai prévu par l'Article 6 de cette Convention.

Article 6.

En modification de l'Article XVIII de la Convention du 19 octobre 1920, le délai de liquidation des parties des propriétés immobilières, indiquées dans cet Article, est fixé à deux ans à dater de l'établissement définitif de la frontière d'Etat.

Il est convenu que la liquidation ne s'applique pas à la partie des propriétés immobilières où se trouve le centre économique de ces propriétés.

Article 7.

Dans le but de hâter l'exécution des travaux, relatifs au tracé de la frontière sur le terrain, la ligne-frontière de la mer à Charlottenbourg est divisée, en ce qui concerne ces travaux, en deux parties. Les travaux, de la mer (golfe de Riga) jusqu'à la commune de Liel-Lugazi, sont exécutés par la Lettonie et, de la commune de Liel-Lugazi jusqu'à Charlottenbourg, par l'Esthonie.

Le tronçon de la ligne-frontière d'Etat de Charlottenbourg à son point de jonction avec la frontière russe dans le rayon de Babino est divisé également en deux parties égales: l'Esthonie se charge du tracé sur le terrain de la partie est, la Lettonie de l'autre.

Les frais des travaux pour le tracé de la frontière sont couverts, dans les rayons, où il a la charge de ces travaux, par chaque Etat séparément, sans qu'il puisse être question d'égaliser les dépenses effectives après l'exécution des travaux.

Les stipulations susmentionnées modifient d'une façon correspondante la remarque de l'Article 2 de la Convention du 19 octobre 1920 et les Articles 11 et 12 de l'instruction y annexée.

Article 8.

La fin de l'Article 2 de l'instruction à partir des mots „parmi lesquels la présence d'un officier du génie est obligatoire“ est à supprimer et cet Article doit être complété par la remarque suivante: „Pour l'exécution des projets techniques et la réalisation des décisions de la Commission mixte, cette dernière est autorisée à former une sous-commission technique dans laquelle peuvent également entrer, à côté des membres de la Commission, des personnes appartenant au personnel technique au service de la Commission.“

Article 9.

L'Article 8 de l'instruction avec la remarque qui l'accompagne doit être rédigé de la manière suivante: „Tous les sommets d'angles, c'est à dire les points où la frontière fait un angle, sont indiqués sur le terrain par des bornes-frontières de 2 mètres de diamètre et d'un mètre de hauteur. Sous la borne, dans la terre, doit être placé un fondement d'une matière imputrescible et recouvert de briques ou de pierres; sur ce fondement est placé un poteau de bois ou de fer, selon l'importance du point; autour du poteau est élevée la borne, faite de pierres cimentées et recouvertes de terre; la borne est entourée d'un petit fossé. Tous les poteaux-frontière doivent être peints en gris foncé et porter les armoiries ou emblèmes de

Lettonie et d'Esthonie, ainsi que le numéro du poteau. La frontière est indiquée par un fossé allant en ligne droite d'une borne à l'autre. Les fossés doivent avoir les dimensions suivantes: largeur, du haut, 1 mètre 2; profondeur, 0 mètre 45; et largeur du fond, 0 mètre 3 avec des pentes de 45°.

La ligne-frontière est établie sur une largeur de 4 mètres par l'aliénation, sans aucune indemnisation, des terrains lettons et esthoniens le long de toute l'étendue de la frontière à raison de 2 mètres de chaque côté à partir de la ligne mathématique de la frontière. La bande alinénée est considérée comme neutre. Dans l'étendue de 4 mètres 4 des deux côtés de la bande-frontière, le droit de jouissance de la terre est limité et les proportions de cette limitation seront établies par un accord spécial entre les deux Gouvernements.

Les poteaux-frontière et les bornes doivent être installés le long de la ligne-frontière sur les grandes routes et près des limites naturelles dans les endroits fixés par la Commission de délimitation.

Le long des lignes-frontière, dépassant en longueur 1 km. 5, il y a lieu d'élever, à chaque kilomètre une borne avec un poteau de bois, semblable aux poteaux frontières.

La frontière le long des limites naturelles est déterminée, par des perpendiculaires allant des lignes polygonales et magistrales, dont les angles doivent être marqués par des poteaux de bois avec des bornes. Dans les rayons boisés on pratiquera des percées larges de 12 mètres 8.

Comme base à l'élaboration d'un plan juridique de la frontière sera pris le réseau trigonomètrique, dont les points doivent être supputés d'après les coordonnées géographiques. Le plan juridique doit représenter la situation de la zone qui s'étend sur une largeur de 100 mètres des deux côtés en partant de la ligne mathématique de la frontière.

> *Ire remarque:* Les matériaux de bois après les percées, effectuées sur les terres d'Etat, restent à l'Etat où la coupe a été faite, à partir de la ligne mathématique de la frontière. Sur les terres privées le bois reste au propriétaire.
>
> *IIme remarque:* Dans des endroits marécageux les poteaux frontières et les bornes peuvent être remplacés par des poteaux-pilotis.

Article 10.

L'Article 9 de ladite instruction sera rédigé dans les termes suivants:

Les plans juridiques de la frontière sont dressés à l'échelle de 1 : 5000. Au plan sont joints un tableau avec indication et explication des signes conventionnels et le livre d'arpentage avec une description détaillée du terrain où se trouvent les signes-frontière. Les inscriptions sur ces plans doivent être en langues lettonne et esthonienne.

Les plans juridiques sont dressés pour chaque Etat en deux exemplaires, servant comme originaux, pour la description de la frontière et sont signés par les membres de la Commission mixte.

La frontière d'Etat est considérée comme définitivement établie dès la signature par la Commission mixte de délimitation de la description

détaillée de la ligne-frontière, c'est-à-dire de l'acte de description et du plan juridique.

En outre est dressée une carte topographique à l'échelle d'une demi-verste au pouce, mais par accord mutuel entre les deux Gouvernements, elle peut aussi ne pas être dressée.

Article 11.

L'Article 12 de ladite instruction sera rédigé dans les termes suivants:

Le maintien de l'intégrité des nouveaux signes-frontière jusqu'à la fixation définitive de la ligne-frontière d'Etat est dans les obligations de la garde-frontière des deux Etats, selon l'indication et la répartition de la Commission mixte.

Les frais entraînés par les mesures de sauvegarde des signes-frontière pendant la période du tracé de la frontière sur le terrain incombent à l'Etat qui a exécuté les travaux du tracé dans le rayon respectif. A propos du maintien de l'intégrité et du bon ordre des signes-frontière établis et de leur réparation après la confirmation du livre d'arpentage et des cartes-frontière, les deux Gouvernements passent un accord spécial.

Article 12.

Les Gouvernements des deux Etats ont le droit de modifier et de compléter la susdite instruction par accord mutuel.

Article 13.

Le tracé de la frontière d'Etat de Charlottenbourg jusqu'à son point de jonction avec la frontière russe dans le rayon de Babino doit être effectué en conformité avec les stipulations de la Convention du 19 octobre 1920 et de l'instruction y annexée avec tous les compléments et modifications y relatifs.

Article 14.

La présente Convention doit être ratifiée dans le plus bref délai possible et l'échange des instruments de ratification doit avoir lieu à Tallinn.

Cette Convention entre en vigueur à partir de l'échange des instruments de ratification.

Faite à Tallinn en deux exemplaires le premier novembre mil neuf cent vingt-trois.

En foi de quoi les représentants plénipotentiaires des deux Parties ont signé de leur propre main la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

(Signé) *Z. A. Meierovics.*
(Signé) *Fr. Akel.*

Pour traduction conforme:

(S.) *G. Silia,*
Secrétaire de la Section des Etats Baltiques
du Ministère des Affaires étrangères de Lettonie.

125.

ESTHONIE, LETTONIE.

Accord relatif au règlement des réclamations réciproques; signé à Tallinn, le 1er novembre 1923.*)

Riigi Teataja 1924, No. 8/9.

Accord entre la République d'Esthonie et la République de Lettonie relatif au règlement des réclamations reciproques.

Les Gouvernements de la République d'Esthonie et de la République de Lettonie, désireux de régler les réclamations réciproques résultant 1) des évènements militaires à partir du commencement de la guerre mondiale en général et 2) les réclamations spécifiées, en particulier, dans les Articles 9 et 10 de la convention conclue entre l'Esthonie et la Lettonie le 12 juillet 1919 à Riga,**) sont convenus des dispositions suivantes:

I.

Le Gouvernement de la République de Lettonie, tout en reconnaissant l'importance de l'aide militaire prêté par la République d'Esthonie au cours de la guerre pour la libération de la Lettonie et constatant que cet aide ne peut pas être évalué matériellement, considère comme son devoir moral d'assurer, en signe de sa reconnaissance, le sort des invalides de guerre et des invalides de guerre et des familles des héros esthoniens morts pour la liberté de la Lettonie, et propose au Gouvernement de la République d'Esthonie d'accepter à cet effet la somme de trente millions de marks esthoniens.

Le Gouvernement de la République d'Esthonie accepte la proposition du Gouvernement de la République de Lettonie.

II.

Le Gouvernement de la République d'Esthonie et le Gouvernement de la République de Lettonie renoncent réciproquement au dédommagement de leurs dépenses militaires, c'est-à-dire des dépenses faites par l'Etat pour la conduite de la guerre au cours des opérations militaires communes, ainsi qu'à la réparation des dommages de guerre, c'est-à-dire des dommages causés à eux-mêmes ou à leurs citoyens par des mesures militaires, y compris toutes sortes de réquisitions effectuées par les troupes de l'une des deux Parties sur le territoire de l'autre, de même à la restitution ou à l'indemnisation pour les biens de l'une des deux Parties restés sur le territoire de l'autre Partie.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Riga, le 21 février 1924.

**) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 524.

III.

Le présent Accord est sujet à ratification dans le plus bref délai possible. Il entrera en vigueur du moment de l'échange des instruments de ratification à Riga.

Fait en double expédition en français et signé Tallinn, le 1 novembre mil neuf cent vingt-trois.

(Signé) *Fr. Akel.*
(Signé) *Z. A. Meierovics.*

126.

ESTHONIE, LETTONIE.

Traité préliminaire de l'union économique et douanière; signé à Tallinn, le 1er novembre 1923.*)

Riigi Teataja 1924, No. 8/9.

Traité préliminaire de l'union économique et douanière entre l'Esthonie et la Lettonie.

Le Gouvernement de l'Esthonie représenté par Monsieur le Docteur Frédéric Akel, Ministre des Affaires Entrangères,

et le Gouvernement de la Lettonie, représenté par Monsieur Zigfrids A. Meierovics, Président du Conseil des Ministers et Ministre des Affaires Etrangères,

ont décidé de conclure un traité préliminaire de l'union économique et douanière basé sur les dispositions suivantes:

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie de tous les droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux ressortissants d'un tiers Etat.

En ce qui concerne le commerce, l'industrie et la navigation les ressortissants de l'une des Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, exception faite des cas prévus dans le présent Traité, des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux ressortissants d'un tiers Etat.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes auront réciproquement sur le territoire de l'autre Partie pleine liberté d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de propriété, biens, meubles et immeubles, que les lois du pays permettent ou permettront aux ressortissants d'un tiers Etat d'acquérir et de posséder. Ils pourront de même exporter librement

---

*) Les ratifications ont été échangées à Riga, le 21 février 1924.

le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être assujétis à payer comme étrangers, à raison de l'exportation des droits autres ou plus élévés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Article 3.

Autant que le présent Traité n'en dispose pas autrement, les ressortissants de l'une des Parties Contractantes ne seront assujétis sur le territoire de l'autre Partie, soit pour leurs personnes, leurs revenus ou leurs biens, meubles ou immeubles, soit pour exercer leur commerce ou leur industrie, à des taxes générales ou locales ni à des droits ou impôts de quelle dénomination que ce soit autres ou plus onéreux que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'ester en justice devant les tribunaux à tous les degrés de juridiction, soit pour intenter une action soit pour y défendre leurs droits. Ils auront également la faculté d'employer, dans toutes les instances, les avocats, avoués ou agents autorisés par les lois de pays et jouiront, sous ce rapport des mêmes droits et avantages que les nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront réciproquement exempts de tout service militaire personnel, de la participation aux organisations militaires, de toute contribution militaire, soit en argent, soit en nature.

Dans un but militaire ils ne pourront être soumis à des obligations de service et de réquisition autres que celles qui incombent aux citoyens du Pays et ils ent droit sur base de réciprocité à la rétribution qui est prévue par les lois en vigueur pour les ressortissants de chacune des Parties Contractantes.

Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque.

Article 6.

Les Sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée et toutes les autres sociétés et associations commerciales, industrielles, financières et d'assurance, dont la gestion est domiciliée dans les territoires de l'une des Parties Contractantes et qui se sont consistuées personnes juridiques et fonctionnent conformément aux lois de ce pays, seront reconnues dans l'autre pays comme existantes de droit et auront dans ce pays, en se conformant aux lois du pays, un libre accès auprès des tribunaux de justice, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits.

Lesdites sociétés de chacune des Parties Contractantes pourront, si les lois et règlements de l'autre pays ne s'y opposent et sous réserve de l'accomplissement de toutes formalités prévues par ces lois et règlements, exercer leur activité sur le territoire de ce dernier pays et s'y établir;

elles y jouiront au point de vue de l'établissement du traitement réservé auxdites sociétés de la nation la plus favorisée.

La disposition précédente n'aura aucune influence sur la question à savoir si une pareille société, établie dans l'un des deux pays aura ou n'aura pas le droit de faire du commerce ou d'exploiter une industrie ou d'exercer son activité dans l'autre, un tel droit restant toujours subordonné aux lois et ordonnances en vigueur dans le pays respectif.

Les sociétés et associations susnommées, une fois admises, ne seront pas soumises dans l'autre pays à des droits, taxes impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les sociétés et associations de ce dernier pays.

Article 7.

L'union économique et douanière sera réalisée de la manière suivante:

1. Les deux Gouvernements nommeront une commission mixte sur base de parité qui aura à établir dans un délai de trois mois à partir de la date de la mise en vigueur du présent Traité un tarif des douanes commun et une législation douanière unifiée pour les deux pays;

2. Le tarif des douanes commun, élaboré par ladite commission mixte, sera ratifié par les institutions compétentes des deux Etats et incorporé, comme partie intégrante, dans le présent Traité sous forme d'un protocole additionnel;

3. Dès que le tarif des douanes commun sera mis en vigueur dans les deux pays, les produits du sol, de l'agriculture et de l'industrie des deux pays contractants, seront exempts à l'exception des cas prévus par p. 4 du présent Article, dans le territoire de l'autre Partie Contractante de tout droit de douane d'entrée ou de sortie;

4. Les produits constituant un monopole d'Etat et les produits soumis à un régime d'accises ou taxes indirectes, comme spiritueux, vins y compris, bière, levain, tabac, allumettes etc., ne jouiront du régime privilégié, prévu par p. 3 du présent Article, avant que la législation concernant les monopoles et taxes indirectes n'aura pas été unifié par la même commission mixte et avant qu'un accord spécial n'aura pas été ratifié par les institutions législatives des deux Parties Contractantes.

Article 8.

En ce qui concerne les frais de transport et toutes autres charges sur les chemins de fer et les voies navigables, ainsi que les conditions de leur application et le traitement des personnes, bagages et marchandises en général, il ne sera fait aucune distinction entre les ressortissents des deux Parties Contractantes.

Article 9.

Il est résérve aux navires ainsi qu'à leurs cargaisons dans les eaux territoriales et sur le territoire de l'autre Partie Contractante, le même traitement qu'aux navires nationaux et à leurs cargaisons quelles que soient leur provenance et leur destination.

Une exception est prévue pour les cas suivants:

1. Pour certains droits que chacune des Parties Contractantes applique ou pourra appliquer à la pêche et à ses produits;

2. Pour les facilités, détaxes ou ristournes, que chacune des Parties Contractantes pourrait consentir à ses ressortissants comme prime à la construction navale nationale;

3. Pour les facilités accordées au cabotage et remorquage.

Tous privilèges et toutes facilités qui auraient été accordées par une des Parties Contractantes à une autre Puissance devront s'appliquer à l'autre Partie Contractante.

Article 10.

Les certificats de jauge délivrés par l'une des Parties Contractantes seront acceptés par l'autre Partie, si les mesures de jauge ont été faites d'après le système Moorsom.

Les Parties Contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois, un arrangement quant aux méthodes d'évaluation de la déduction à effectueur sur le tonnage brut.

Article 11.

Les ressortissants de l'un des deux Etats Contractants qui voudront s'assurer, dans l'autre, la propriété de leurs marques de fabrique ou de commerce, seront tenus de les déposer exclusivement, savoir: les marques d'origine esthonienne à Riga et les marques d'origine lettone à Tallinn, aux institutions compétentes.

En cas de doute ou de contestation il est entendu que les marques de fabrique ou de commerce, auxquelles s'applique le présent Article sont celles qui dans chacun des deux Etats Contractants sont légitimement acquises, conformément à la législation de leur pays, aux industriels et négociants qui en usent.

Toute reproduction, dans l'un des Etats Contractants, des marques de fabrique ou de commerce apposées dans l'autre sur certaines marchandises, pour constater leur origine et leur qualité, de même que toute mise en vente ou en circulation de produits, revêtus de marques de fabrique ou de commerce, esthoniennes ou lettones, contrefaites en tout pays étranger, seront interdites sur le territoire des deux Etats Contractants et passibles des peines édictées par les lois du pays.

Les opérations illicites mentionnées au présent Article pourront donner lieu, devant les tribunaux et selon les lois du pays où elles auront été constatées, à une action en dommage et intérêts valablement exercée par la Partie lesée envers ceux qui s'en seront rendus coupables.

Article 12.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes victimes d'accidents du travail survenus dans des établissements industriels sur le territoire de l'autre Partie, ainsi que les ayant droit de ces victimes, seront — en ce qui concerne la réparation des dommages résultant de ces accidents —

admis au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties qui sont attribuées aux nationaux par la législation de l'Etat où l'accident se produit.

Article 13.

Les litiges ou divergences d'opinion entre les deux Parties Contractantes sur l'application et l'interprétation du présent Traité seront tranchés par un tribunal arbitral mixte. Le tribunal arbitral sera constitué ad hoc et devra comprendre un nombre égal de représentants des deux Parties. Si ces représentants ne parviennent pas à se mettre d'accord, ils feront appel à un tiers-arbitre neutre dont la désignation sera éventuellement demandée au Président de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article 14.

Le présent Traité sera ratifié par les institutions législatives des Parties Contractantes et entrera en vigueur trois jours après l'échange des instruments de ratification à Riga. Il restera en vigueur jusqu'à la mise en vigueur du Traité définitif de l'union économique et douanière.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties Contractantes ont muni de leurs signatures le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition en français et signé à Tallinn, le 1 novembre mil neuf cent vingt-trois.

(L. S.) *Akel.*
(L. S.) *Meierovics.*

127.

ESTHONIE, LETTONIE.

Convention relative à la perception des droits de port sur les bâtiments affectés à la navigation maritime dans les ports des deux pays; signée à Tallinn, le 31 octobre 1923.

Publication officielle. — League of Nations, Treaty Series XXV, p. 322.
Traduction française.

Le Gouvernement de la République Lettone, représenté par M. Zigfrids A. Meierovics, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères, et le Gouvernement de la République Esthonienne, représenté par M. le Dr. Friedrich Akel, Ministre des Affaires étrangères, ont décidé de conclure la Convention suivante:

1. Les Hautes Parties Contractantes percevront des droits de port, à savoir une taxe de tonnage, de pilotage et de balisage, des taxes pour l'entretien des postes de sauvetage et des asiles de marins, et une taxe calculée d'après le poids des cargaisons importées ou exportées, sur tous les

bâtiments affectés à la navigation maritime, mouillés dans leurs ports, sauf exceptions indiquées ci-après.

Note. Indépendamment des droits spécifiés dans le présent Paragraphe, dont la perception sera obligatoire pour les deux Parties, chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de percevoir d'autres droits tels que taxe sanitaire, taxe pour le brisage de la glace et autres taxes analogues.

2. Les taux des droits spécifiés au § 1 de la présente Convention sont stipulés ci-après et évalués en francs-or, mais chacune des deux Parties Contractantes aura la faculté de percevoir ces droits dans la monnaie de l'Etat intéressé, à un cours de change fixe qui sera déterminé par le Ministre des Finances du pays en question, étant entendu que si la différence entre le cours du franc-or à la Bourse de Londres et le cours fixé par le Ministre des Finances dépasse 10% dans un sens ou dans l'autre, le Ministre des Finances sera tenu de modifier le cours fixe établi par lui et de l'adapter au cours pratiqué à la Bourse de Londres, dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle l'écart aura atteint son maximum.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de déterminer le cours du franc-or dans la monnaie particulière des deux Etats, d'après le cours libre de la livre sterling, en Lettonie, à la Bourse de Riga, et, en Esthonie, à la Bourse de Tallinn.

3. La taxe de tonnage sera perçue tant sur les vaisseaux entrants que sur les vaisseaux sortants, aux taux suivants:

a) Navires à vapeur ou à moteur, avec cargaison: 15 francs-or par tonne de jauge nette;

b) Navires à voiles (sans moyens de propulsion mécanique) avec cargaison: 12 francs-or par tonne de jauge nette;

c) Navires sur lest ou avec cargaison partielle: 75% des taxes stipulées aux alinéas a) et b) du présent Paragraphe.

Note. Un navire sera considéré comme transportant une cargaison partielle si la quantité de marchandises chargées ou déchargées dans le port, calculée d'après le poids ou le volume, ne dépasse pas 1/20 du tonnage net de ce navire. A cet effet, les Hautes Parties Contractantes conviennent de convertir les mesures de volume en mesures de poids suivant le rapport: 40 pieds cubes = 1000 kilogrammes.

d) Navires entrant dans un port pour recevoir des ordres en vue de la continuation du voyage, ou pour embarquer du combustible, des vivres, de l'eau, des réserves de pont, ou navires entrant dans un port pour cause d'avarie, à condition de ne prendre et de ne débarquer aucun passager et de n'effectuer aucune opération de chargement ou de déchargement: 20% des taxes stipulées aux alinéas a) et b) du présent Paragraphe.

Note. Si un navire, pour les raisons mentionnées à l'alinéa d) du présent Paragraphe, mouille hors du port, dans la rade extérieure ou dans l'avant-port, sans prendre ou débarquer aucun passager

et sans effectuer aucune opération de chargement ou de déchargement, ce navire n'aura à payer aucun droit de port, à l'exception de la taxe de pilotage. Un navire ne sera exonéré de la taxe de pilotage que s'il n'est pas entré dans la zone où l'emploi d'un pilote est obligatoire. Si un navire prend ou débarque des passagers ou effectue des opérations de chargement ou de déchargement, les droits de port seront perçus conformément aux dispositions générales.

4. Les navires assurant un service régulier ou périodique n'acquitteront la taxe de tonnage prévue au § 3 de la présente Convention, au cours de la même année civile, que pour les huit premières traversées s'il s'agit de parcours restreints, et pour les quatre premières traversées, s'il s'agit de parcours étendus, dans chaque port distinctement.

Si, sur une ligne de navigation régulière, un navire est remplacé par un autre, d'un tonnage net supérieur, il sera tenu compte, dans l'état de paiements du second navire, des droits acquittés pour le compte du premier au cours de l'année en question, à condition que le second navire paie le supplément des droits de port correspondant à l'augmentation de tonnage pour les voyages réguliers ou périodiques antérieurs.

Note 1. Seront considérées comme parcours restreints les traversées effectuées dans: la mer Baltique et ses golfes, le Belt, le Sund et le Kattegat, jusqu'à la ligne Skagen-Lindsnäs et, par le canal Kaiser-Wilhelm jusqu'à l'embouchure de l'Ems.

Note 2. Au sens de la présente Convention, l'entrée et la sortie du navire sont considérées comme un seul voyage.

5. La taxe de balisage sera égale au double de la taxe de tonnage calculée comme il a été dit plus haut, sous réserve des exceptions suivantes:

a) Si un navire, au cours d'une même traversée, entre dans plusieurs ports de l'un des Etats contractants, il n'acquittera qu'une seule fois la taxe de balisage stipulée dans le présent Paragraphe, à savoir à sa sortie du premier port de l'Etat en question où il a touché.

b) au cours de chaque année civile, la taxe de balisage ne sera perçue, sur les navires effectuant un parcours restreint, que pour les huit premières traversées, et sur les navires effectuant un parcours étendu, pour les quatre premières traversées, quel que soit le port où la taxe a été acquittée.

6. Les bateaux de sauvetage n'acquitteront la taxe de tonnage et de balisage, au cours d'une même année civile, que pour les cinq premières traversées.

Après avoir acquitté les taxes de tonnage et de balisage, le bateau de sauvetage aura le droit, au cours de l'année en question, d'entrer dans tous les ports de l'État dans lequel il a acquitté lesdites taxes. Si un bateau de sauvetage effectue des opérations commerciales qui ne sont pas en rapport direct avec sa mission propre, il acquittera les droits de port ordinaires.

Note. Les taxes de tonnage et de balisage perçues en vertu des §§ 4, 5 et 6 seront calculées aux taux fixés pour les navires transportant une cargaison complète.

7. La taxe prévue pour le pilotage d'un navire, entre la rade et le port, et retour, sera perçue au taux de 0.06 franc-or par tonne de jauge nette.

Note. La taxe stipulée dans le présent Paragraphe ne vise pas le stationnement d'un navire dans les limites du port, et les Hautes Parties Contractantes se réservent, à cet égard la faculté de fixer, indépendamment l'une de l'autre les droits qu'elles jugeront appropriés.

8. A l'égard des navires pilotés dans le port par un remorqueur, la taxe de pilotage sera perçue suivant le tonnage des navires pilotés, sauf si la jauge nette du remorqueur est supérieure à la jauge nette totale des navires pilotés; dans ce dernier cas, le montant de la taxe sera calculé d'après la jauge nette du remorqueur.

9. L'emploi de pilotes est obligatoire pour les navires de plus de 75 tonnes.

10. Le montant total de chacune des taxes mentionnées ci-dessus (taxes de tonnage, de balisage et de pilotage) perçu pour une traversée quelconque du navire ne pourra être inférieur à 5 fr.-or.

11. Le taux de la taxe pour l'entretien des postes de sauvetage sera de 0,01 fr.-or par tonne de jauge nette; cette taxe ne sera perçue dans chaque port qu'une seule fois au cours de la même année civile et ne pourra être inférieure à 2 fr.-or.

12. Le taux de la taxe perçue au profit des asiles de marins sera de 0,03 fr.-or par tonne de jauge nette; cette taxe ne sera perçue qu'une seule fois au cours de la même année civile; elle sera acquittée dans le premier port où le navire entrera et ne pourra être inférieure à 1 fr.-or.

13. Les navires désignés ci-après seront exonérés du paiement de tous droits, à l'exception de la taxe de pilotage:

a) Navires nationaux ou étrangers appartenant à l'Etat ou à une municipalité, à la condition de ne pas transporter de passagers ni de marchandises dans un but commercial; rentrent dans cette catégorie: les navires de guerre, les navires du service hydrographique, les mouilleurs de câbles, les chalutiers, les bateaux-feu, les dragueurs, les brise-glace, les grues flottantes, les docks flottants, les pontons et autres bâtiments du même genre;

b) les yachts inscrits dans un „Yachting club".

14. Pour le calcul des taxes mentionnées ci-dessus (taxes de tonnage, de balisage et de pilotage, taxes pour l'entretien des postes de sauvetage et des asiles de marins), les Hautes Parties Contractantes conviennent de prendre comme base les certificats d'inscription, à la condition que ces certificats soient établis d'après la méthode Mursom.

Note. Si la jauge nette d'un remorqueur n'est pas indiquée dans ses papiers, les droits de port seront calculés comme si la jauge nette était égale à 25 % du tonnage brut du remorqueur.

15. Une taxe d'après le poids sera perçue sur les cargaisons exportées à l'étranger ou importées de l'étranger, aux taux suivants (par cent kilos):

a) 0,04 franc-or: céréales, légumes, pommes de terre, foin, paille, sel, sulfate de potassium, sulfate de sodium, sels de Stassfurt,

chlorure de potassium, soufre, kaolin, engrais de toute nature, terres de toute nature servant à des usages industriels, sable, terres argileuses (à l'exception des terres colorantes), gypse, albâtre, craie, chaux, ciment, briques ordinaires, tuiles (non cassées), pierres non précieuses brutes (sauf le marbre), pierres à aiguiser brutes, pierres de meule brutes ou travaillées, scories de fer, ferraille, charbon, et toutes espèces de coke, naphte brut, résidus de naphte, tourbe, charbon de bois, substances résineuses, bois à brûler, poutres brutes (sauf les espèces rares), étais de mines de toute espèce, lattes, rondins, bouts de planches de 1 à 6 pieds de longueur, sciure de bois, cellulose.

b) 0,08 franc-or: graines de toute espèce, lin, chanvre, étoupe, coton, papier, tourteaux, farine, gruau d'avoine, malt, goudron, matériaux de construction en bois (à l'exception de ceux spécifiés en a), planches plaquées, sièges de chaises, et autres articles en bois, semi-ouvrés.

c) 0,16 franc-or: toutes les marchandises qui ne sont pas énumérées aux alinéas a) et b).

Note 1. La taxe d'après le poids, qui frappe les matières premières, sous leur forme naturelle ne pourra être supérieure à la taxe d'après le poids qui frappe les articles ouvrés fabriqués avec ces matières premières.

Note 2. Les marchandises énumérées ci-après seront exonérées du paiement de la taxe d'après le poids:

a) les bagages personnels des passagers, les envois postaux et les marchandises pesant moins de cent kilos;

b) le lest, le charbon contenu dans les soutes, la glace, les approvisionnements destinés à la consommation de l'équipage et des passagers du navire;

c) le matériel et les munitions de guerre ainsi que le charbon commandé par les ministères de la guerre;

d) les bateaux importés, montés ou démontés, et logés sur le pont ou dans la cale du navire;

e) les marchandises introduites dans un port et réexportées par le même navire, et les marchandises transbordées d'un navire sur un autre sans avoir été débarquées;

f) les marchandises qui sont entrées dans le port sur la glace;

g) les pierres ordinaires et les tuiles brisées;

h) les marchandises qui doivent être détruites conformément à la loi;

i) les marchandises qui, à l'inspection, paraissent gâtées et ne peuvent être utilisées ni sous leur forme première ni comme matériaux;

k) les marchandises qui ont perdu toute valeur ou qui ont été détruites par accident avant l'établissement du certificat de visite de la douane.

Note 3.

a) Les marchandises en transit introduites, dans un port pour être immédiatement acheminées à destination n'acquitteront que 20% du montant total de la taxe d'après le poids, calculée comme il est dit dans le présent Paragraphe;

b) les marchandises en transit déposées dans les entrepôts d'un port avant d'être acheminées à destination par la voie ferrée n'acquitteront que 30% du montant total de la taxe d'après le poids, calculée comme il est dit dans le présent Paragraphe.

16. La taxe d'après le poids qui frappe les marchandises importées de l'étranger sera calculée d'après les taux en vigueur le jour où ces marchandises sont entrées dans le port.

17. La présente Convention devra être ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Tallinn dans le plus bref délai possible.

18. La présente Convention entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification. En cas de dénonciation par l'une des Hautes Parties Contractantes, la présente Convention restera encore en vigueur pendant six mois à courir de la date de cette dénonciation.

La présente Convention est rédigée en letton et en esthonien. Les deux textes sont également authentiques.

Fait en deux exemplaires et signé à Tallinn, le 31 octobre 1923.

Z. A. Meierowics.
Fr. Akel.

128.

SUISSE, AUTRICHE.

Traité concernant la correction du Rhin; signé à Vienne, le 19 novembre 1924.*)

Eidgenössische Gesetzsammlung 1925, No. 31.

Die Schweizerische Eidgenossenschaft und die Republik Österreich schliessen über die Fortführung und Vollendung der gemäss dem Staatsvertrage der Schweizerischen Eidgenossenschaft mit der Österreichisch-ungarischen Monarchie vom 30. Dezember 1892**) unternommenen Regulierung des Rheines von der Illmündung bis zum Bodensee folgenden Vertrag:

Artikel 1.

Die von der Schweiz und Österreich gemeinsam auszuführenden Rheinregulierungswerke sind gemäss dem Staatsvertrage vom 30. Dezember 1892 und den spätern Vereinbarungen folgende:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Vienne, le 2 novembre 1925.
**) V. N. R. G. 2. s. XXI, p. 50.

1. der bereits fertiggestellte untere Durchstich bei Fussach;
2. die Normalisierung und Flussbetteintiefung der Zwischenstrecke, d. i. in der Strecke zwischen dem Fussacher- und dem Diepoldsauer-Durchstiche;
3. der obere Durchstich bei Diepoldsau;
4. die Regulierung der Obern Strecke, d. i. der Strecke vom Diepoldsauer Durchstiche bis zur Illmündung;
5. die durch die Ausführung der vorgenannten Werke notwendig werdende Erstellung, Wiederherstellung oder Abänderung von Brücken, Strassen und Wegen;
6. die zur Schaffung eines genügenden Durchflussprofiles für die Hochwässer nötigen Flutöffnungen bei den bestehenden Brücken, sowie die aus diesem Grunde nötigen Zurücksetzungen der Hochwasserdämme;
7. als neues Werk die Vorstreckung der Regulierungswerke des Fussacher Durchstiches auf dem Schuttkegel im Bodensee.

Artikel 2.

Von dem Diepoldsauer Gebiet, das zwischen dem alten und neuen Rheinlauf liegt, werden die Tag-, Sicker- und Grundwässer durch das alte Rheinbett hindurch auf österreichisches Gebiet abgeleitet. Das Ableitungsgerinne bis zur österreichischen Grabenanlage ist durch beide Staaten gemeinsam, jedoch einschliesslich der Entschädigungen für beanspruchte Gründe auf Rechnung der Schweizerischen Eidgenossenschaft zu erstellen. Die österreichisch Grabenanlage (Neunergraben, Scheibenbach und Lustenauer Kanal) ist von Österreich auf eigene Kosten so zu erstellen, dass eine einwandfreie Vorflut für das Ableitungsgerinne der Diepoldsauer Gewässer geleistet ist.

Artikel 3.

Als technische Grundlage für die Ausführung der im Artikel 1 dieses Vertrages bezeichneten gemeinsamen Werke gelten:

1. die dem Vertrage vom 30. Dezember 1892 als integrierende Bestandteile desselben beigegebenen Pläne und Normalien des vereinbarten Generalprojektes, soweit diese nicht seither durch einvernehmliche Verfügungen der Regierungen der beiden Vertragsstaaten oder durch von beiden Vertragsstaaten anerkannte Beschlüsse der Internationalen Rheinregulierungskommission abgeändert oder ergänzt worden sind;
2. die in Ziffer 1 hievor angerufenen Abänderungen und Ergänzungen.

Artikel 4.

Die Bauzeit für die Zwischenstrecke und den Diepoldsauer Durchstich erstreckt sich bis Ende des Jahres 1929, jene für die Obere Strecke bis Ende des Jahres 1931.

Die Ausgestaltung der Grabenanlage auf österreichischem Gebiete (Artikel 2) ist von der Österreichischen Regierung so rechtzeitig vorzunehmen, dass die Ableitung der Diepoldsauer Gewässer keine Verzögerung erleidet.

Artikel 5.

Bei der Bauvergebung und -durchführung soll dasjenige Verfahren eingehalten werden, das unbeschadet der rechtzeitigen und zweckmässigen Durchführung möglichst geringe Baukosten verursacht.

Artikel 6.

A. Die Gesamtkosten für alle ab 1. Jänner 1920 von den beiden Regierungen auf gemeinsame Kosten noch auszuführenden Werke ausschliesslich der Vorstreckung im Bodensee (Artikel 1, Punkt 7) beziffern sich nach dem bezüglichen einvernehmlich genehmigten Voranschlage auf Fr. 13,140,000, von welcher Summe nach Abzug des mit 31. Dezember 1919 verbliebenen Baukredites von rund Fr. 3,740,000, noch ein Betrag von Fr. 9,400,000 von beiden Vertragsstaaten zu gleichen Teilen von je Fr. 4,700,000 aufzubringen ist.

In den gemeinsamen Kosten sind die Auslagen für die Verwaltung die Kosten der Bauleitung und die Entschädigungen für beanspruchte Gründe und Rechte inbegriffen.

Die beiden Vertragsstaaten kommen überein, dass nicht nur der auf die Schweiz entfallende Kostenanteil von Fr. 4,700,000, der in neun Jahresraten ab 1922 zu je Fr. 500,000 und einer letzten Jahresrate zu Fr. 200,000 abzustatten ist, sondern auch der Österreich treffende Kostenanteil von Fr. 4,700,000, und zwar der letztere Betrag vorschussweise für Österreich seitens der Schweiz der Internationalen Rheinregulierungskommission nach Massgabe des Baufortschrittes in Form von Bauvorschüssen zur Verfügung gestellt wird, wogegen sich Österreich verpflichtet, vom Jahre 1925 angefangen seinen Anteil ohne Zinsvergütung in folgenden Jahresraten an die Schweiz zu leisten:

in den ersten sechs Jahren je	Fr. 100,000
in den weiteren sechs Jahren je . . .	„ 150,000
in den weiteren sechs Jahren sodann je .	„ 200,000
in den letzten acht Jahren je	„ 250,000

Diese Jahresleistungen werden in zwei gleichen Halbjahresraten am 1. Jänner und am 1. Juli der bezüglichen Jahre fällig werden.

Die vorgenannten österreichischen Jahresbeiträge stellen Minimalleistungen dar, die in den künftigen Jahren nach Massgabe der Zunahme der finanziellen Leistungsfähigkeit Österreichs Steigerungen erfahren können, so dass die von Österreich aufzubringende Gesamtsumme von Fr. 4,700,000 eventuell in weniger als 26 Jahren getilgt werden würde.

Die der Internationalen Rheinregulierungskommission à conto der oberwähnten Beiträge der beiden Staaten seitens der Schweiz zu verabfolgenden Vorschusszahlungen sollen unter Berücksichtigung des für das betreffende Baujahr festgestellten Bauprogrammes und Kostenvoranschlages nur den Betrag des Baubedarfs für die Dauer von je ungefähr drei Monaten erreichen.

Diese Bauvorschüsse sind von der Internationalen Rheinregulierungskommission unter gleichzeitiger Einsendung eines periodischen Ausweises über

den finanziellen Stand des Unternehmens an die beiden Regierungen beim Eidgenössischen Departement des Innern anzusprechen.

In den Jahresrechnungen des Internationalen Rheinregulierungsunternehmens sind die geleisteten Vorschusszahlungen als Beiträge der beiden Staaten je mit der Hälfte der bezahlten Summe vorzumerken.

Die Tilgung der Bauvorschüsse, die die Gesamtsumme von Fr. 9,400,000 nicht übersteigen dürfen, erfolgt durch die oberwähnten Staatsbeiträge der Schweiz und der Republik Österreich.

B. Ausser den unter A angeführten Mitteln steht dem Rheinregulierungsunternehmen noch ein im Laufe der Jahre hauptsächlich aus Zinserträgnissen gesammelter Reservefonds zur Verfügung, dem fernerhin die Zinserträgnisse, die Liquidationserlöse und allfällige Kursgewinne zufallen.

Aus dem Reservefonds sind allfällige Kursverluste zu decken. Weiters findet er für gemeinsame Bau- und Erhaltungsarbeiten Verwendung, die in dem für die Rheinregulierung genehmigten Projekte nicht vorgesehen waren.

Die Verfügung über diesen Fonds steht beiden Regierungen zu, der Internationalen Rheinregulierungskommission nur insoferne, als es sich um keinen höheren vorauszusehenden Jahresaufwand als Fr. 25,000 oder um die Inangriffnahme sehr dringender, nicht aufschiebbarer Arbeiten handelt.

In den Rechnungsabschlüssen ist der Reservefonds gesondert auszuweisen. Die Gelder des Reservefonds sind in der Schweiz anzulegen.

Artikel 7.

Die bei der Ausführung der auf gemeinsame Kosten herzustellenden Werke sich ergebenden, von den beiden Regierungen als notwendig ererkannten Mehrkosten werden von beiden Staaten zu gleichen Teilen getragen werden. Insbesondere erklären sich die beiden Regierungen bereit, für den Fall, dass sich die Notwendigkeit herausstellen sollte, zum Zwecke vermehrter Geschiebeführung eine weitere Konzentrierung des anfangs zweiteilig angelegten Rheinprofiles durchzuführen, derselben nach gemeinsamer Prüfung der Verhältnisse nachträglich zuzustimmen.

Die von den allfälligen Mehrkosten auf Österreich entfallende Hälfte wird von der Schweiz vorschussweise zur Verfügung gestellt und von Österreich anschliessend an die Abstattung des gemäss Artikel 6 zu vergütenden Kostenanteils in Jahresraten bis zum Mindestbetrage von Fr. 250,000 rückerstattet werden.

Artikel 8.

A. Die Erhaltung der Werke des Fussacher Durchstiches wurde von Österreich gemäss Artikel 6 und 8 des Staatsvertrages vom 30. Dezember 1892 bereits übernommen.

Die Erhahltungsarbeiten an den zwischen der St. Margarethner Eisenbahnbrücke und der Illmündung gemeinsam ausgeführten Regulierungsbauwerken werden während der Bauzeit (Artikel 4) auf Rechnung des Baufonds bewirkt. Nachher obliegt die Erhaltung demjenigen Staate, auf dessen Gebiet sich die betreffenden Werke befinden, wobei sich jede Regierung vorbehält, im eigenen Lande die Erhaltungsarbeiten auch an den früher bestandenen alten Werken in der ihr geeignet erscheinenden Weise zu regeln.

Bei der Obsorge für das Mittelprofil zwischen den Wuhren werden die beiden Vertragsstaaten auch nach Ablauf der Bauzeit (Artikel 4) insbesondere darauf achten, dass keine solchen Kiesablagerungen bestehen bleiben, die zu gefährlichen Stauungen Anlass geben.

Die Regierungen beider Staaten erkennen ferner an, dass nicht nur die Erhaltung des Abflussprofiles im eigentlichen Flussbette zwischen den Wuhren, wobei die Arbeiten gemeinschaftlich durchzufüren und die Kosten zu gleichen Teilen zu tragen sind, auch nach Ablauf der Bauzeit (Artikel 4) eine Angelegenheit des gemeinsamen Interesses bildet, sondern dass es für den ungefährdeten Bestand der gemeinsam hergestellten Werke notwendig sein wird, auch für die Erhaltung des gesamten normalen Durchflussquerschnittes zu sorgen.

Die beiden Staaten verpflichten sich daher, alle zur Verhütung oder Behebung von Veränderungen der Vorländer, die den normalen Durchflussquerschnitt beeinträchtigen, als notwendig erkannten Arbeiten auf eigene Kosten insoweit durchzuführen, als die Rücksicht auf die Sicherheit der gemeinsam hergestellten Regulierungswerke dies erheischt.

Über die Erhaltung der Vorstreckungswerke (Artikel 1, Punkt 7) werden die beiden Vertragsstaaten später ein besonderes Übereinkommen treffen. Bis dahin sind diese Werke auf gemeinsame Kosten zu unterhalten.

Den Unterhalt des offenen Überleitungsgerinnes bei Diepoldsau hat die Österreichische Regierung auf ihrem Gebiete binnen einem Jahre nach Einleitung des Wassers zu übernehmen und erhält dafür von der Schweiz einer von beiden Regierungen auf Antrag der Internationalen Rheinregulierungskommission festzusetzenden Betrag.

B. Beide Staaten verpflichten sich, die im Punkt 7 des Artikels 1 erwähnte Vorstreckung im See jeweils nach Massgabe der Notwendigkeit rechtzeitig durchzuführen.

Die Kosten hiefür werden von beiden Staaten zu gleichen Teilen getragen.

C. Um durch ein einvernehmliches Vorgehen die klaglose Erhaltung der gemeinsam hergestellten Werke zu sichern, sind alljährlich von Vertretern beider Regierungen gemeinsame Begehungen vorzunehmen und die im Bereiche der Flussstrecke und im Überleitungsgerinne bei Diepoldsau gemachten Wahrnehmungen und die nötigen Massnahmen festzustellen.

Auch die im Artikel 2 erwähnte Grabenanlage (Neunergraben usw.) ist, soweit deren Verhältnisse auf den Abfluss der Diepoldsauer Gewässer Einfluss haben, in diese Besichtigung einzubeziehen. Die Österreichische Regierung verpflichtet sich, die dabei allenfalls festgestellten Mängel zu beheben.

Artikel 9.

A. Die Ausführung der Rheinregulierung und die Leitung aller damit in einem inneren Zusammenhange stehenden Angelegenheiten obliegt einer aus vier Mitgliedern und vier Ersatzmännern bestehenden Internationalen Rheinregulierungskommission, in welche jede der beiden Regierungen je zwei Vertreter und zwei Ersatzmänner entsendet.

Diese Kommission wählt alljährlich aus ihrer Mitte den Vorsitzenden, wobei diese Wahl aus den schweizerischen und österreichischen Mitgliedern alternierend vorzunehmen ist. Die Kommission hat im Laufe eines jeden Baujahres zur geeigneten Zeit an dem von ihr bestimmten Orte zusammenzutreten und die zur erspriesslichen Durchführung des gemeinsamen Unternehmens erforderlichen Massnahmen zu beraten und zu beschliessen; sie ist berechtigt, die Beschlüsse im Rahmen des vereinbarten Projektes auch ausführen zu lassen und hiebei die Mitwirkung der zuständigen Behörden in Anspruch zu nehmen.

Jedes der vorgenannten Kommissionsmitglieder einschliesslich des Vorsitzenden ist stimmberechtigt. Wenn bei Verhandlungsgegenständen, welche der Befugnis der Rheinregulierungskommission unterstellt sind, ein Mehrheitsbeschluss nicht zustandekommt, ist der Gegenstand zunächst den beiden Regierungen vorzulegen. Treffen diese keine einvernehmliche Entscheidung, so ist der Gegenstand einem von den beiden Regierungen von Fall zu Fall zu bezeichnenden, einem dritten Staate angehörigen Ingenieur zur Entscheidung vorzulegen.

Die über die Verhandlungen der Kommission geführten Protokolle sind in zwei Exemplaren auszufertigen, wovon eines an den schweizerischen Bundesrat und eines an das österreichische Bundesministerium für Handel und Verkehr in Wien einzusenden ist.

Die Verwaltungskosten der Kommission mit Inbegriff der Diäten und Reisekosten der Kommissionsmitglieder werden gleichfalls, ebenso wie die Auslagen für die Besorgung der laufenden Geschäfte und für die Leitung und Beaufsichtigung der Bauten, für Rechnung des gemeinsamen Regulierungsunternehmens bestritten.

Die Entschädigung der Kommissionsmitglieder und die Gebühren der Bauleiter werden auf Antrag der Rheinregulierungskommission von den beiderseitigen Regierungen einvernehmlich festgesetzt.

B. Der Internationalen Rheinregulierungskommission obliegt die Überwachung und Verwaltung des gemeinsamen Unternehmens in technischer, administrativer und finanzieller Hinsicht.

Demnach unterliegen die von den Bauleitungen (Artikel 10) zu verfassenden Projekte ihrer Prüfung und Genehmigung.

Ebenso prüft und genehmigt die Kommission die jährlichen Bauanträge und verfügt deren Ausführung, sie genehmigt die Bau- und Lieferungsverträge, sowie die Bedingnisse für die Vergebung der Bauten und Materiallieferungen; die Kommission prüft auch die im abgelaufenen Baujahre ausgeführten Bauten, kollaudiert dieselben auf Grund der von den Bauleitungen vorgelegten Abrechnungen und liquidiert die Ausführungskosten nach Massgabe des Befundes.

Die Kommission beschliesst über die Notwendigkeit der Einlösung von Grundstücken, Bauten, Materialerzeugungs- und Lagerplätzen usw., erteilt die zum Abschluss von Vergleichen über Entschädigungen im Enteignungsfalle erforderliche Ermächtigung und genehmigt die bezüglichen Verträge.

Die Kommission ist berechtigt, Änderungen in den Details der gemeinsamen Werke zu beschliessen, doch darf eine Überschreitung des für die Gesamtheit der Werke veranschlagten Aufwandes hiedurch nicht stattfinden.

Im entgegengesetzten Falle, oder wenn bei der Ausführung wesentliche Abweichungen von den im gegenwärtigen Vertrage angeführten Grundlagen notwendig werden, ist die Zustimmung der beiderseitigen Regierungen einzuholen.

Mit Schluss jedes Jahres ist an beide Regierungen über den Fortgang der Arbeiten und über die finanzielle Gebarung Bericht zu erstatten.

Artikel 10.

Für die Durchführung der nach den Beschlüssen der Internationalen Rheinregulierungskommission noch auszuführenden gemeinsamen Regulierungswerke sind zwei Bauleitungen, und zwar die österreichische Rheinbauleitung in Bregenz und die schweizerische Rheinbauleitung in Rorschach, bestellt, die seitens der Rheinregulierungskommission in zweckentsprechender Verteilung mit der Ausführung der Bauten betraut werden. Dabei sind sämtliche mit dem Diepoldsauer Durchstich im Zusammenhang stehenden Arbeiten der schweizerischen Bauleitung zuzuweisen.

Jede dieser Bauleitungen ist einem von der betreffenden Regierung bestellten Ingenieur als Bauleiter übertragen.

Von den vorerwähnten Bauleitern werden gemäss der von der Internationalen Rheinregulierungskommission jeweils aufgestellten Dienstesinstruktion die zukommenden Geschäfte mit Unterstützung des ihnen nach Bedarf beigegebenen Personals besorgt.

Artikel 11.

Den beiden Regierungen wird ausdrücklich das Recht gewahrt, durch speziell hiefür bezeichnete Organe jederzeit die freieste Einsichtnahme und Kontrolle über das gemeinsame Unternehmen sowohl in technischer als in finanzieller Beziehung auszuüben.

Artikel 12.

Nach Vollendung der in Artikel 1, Punkt 1 bis 6, und der in Artikel 2 bezeichneten gemeinsamen Werke und nach vollständiger Abwicklung der Geschäfte wird die Internationale Rheinregulierungskommission aufgehoben und die Besorgung der verbleibenden gemeinsamen Angelegenheiten in der beiden Regierungen geeignet erscheinenden Weise einvernehmlich geregelt werden.

Artikel 13.

Die zu den gemeinsamen Arbeiten erforderlichen Baumaterialen sind tunlichst aus inländischen Bezugsorten zu entnehmen.

Es wird wechselseitig vorübergehende Zollfreiheit für die aus dem Gebiete des einen auf das Gebiet des anderen Staates zum Zwecke der Vornahme der infolge dieses Vertrages auszuführenden Rheinregulierungsarbeiten einzuführenden Maschinen, Gerätschaften, Werkzeuge u. dgl. unter der Bedingung zugestanden, dass diese Gegenstände gehörig erklärt, zoll-

amtlich identifiziert, die Zollgebühren sichergestellt und die Gegenstände binnen angemessener Frist ins Ausland wieder ausgeführt werden.

Für die in der vorgezeichneten Frist nicht ausgeführten Gegenstände sind die entfallenden Zollgebühren zu entrichten.

Artikel 14.

Das nach erfolgter Ableitung des Rheines durch den Fussacher Durchstich verbliebene alte Rheinbett hat den beiderseitigen Binnengewässern, insbesondere aber dem schweizerischen Binnenkanal als Rinnsal bis zum Bodensee zu dienen. Durch die Internationale Rheinregulierungskommission ist die benötigte Breite und die Richtung des erforderlichen Wasserlaufes, soweit es ohne erhebliche Kosten möglich ist, tunlichst in der Mitte desselben festzusetzen.

Die hiebei allfällig zum Zwecke der Erzielung eines gleichmässigen Gefälles erforderliche Durchstechung von Furten und Regulierung des Kanals ist Sache der Schweizerischen Eidgenossenschaft.

Nach erfolgter Regulierung wird der Unterhalt der Ufer dieses Wasserlaufes durch die betreffenden Regierungen besorgt.

Artikel 15.

Die Landesgrenze zwischen den beiden Staaten verbleibt auch nach Vollendung der beiden Durchstiche unverändert in der bisherigen, der Mitte des alten Rheinstromes entsprechenden Richtung.

Abmachungen über die Zollgrenze, die Fischerei, die Schiffahrt, den Bezug von Sand, Kies und Steinen oder andere Verhältnisse werden, falls solche allfällig wünschenswert erscheinen, ausdrücklich speziellen Verhandlungen überwiesen.

Artikel 16.

Wenn sich die Regierungen über die Auslegung oder Anwendung einzelner Vertragsbestimmungen nicht einigen sollten, werden solche Anstände einem Schiedsgericht unterbreitet.

In dieses Schiedsgericht wählt jede der beiden Regierungen ein Mitglied. Der Obmann, der keinen der vertragsschliessenden Staaten angehören darf, wird von beiden Regierungen im gemeinsamen Einverständnis bezeichnet.

Findet die gemeinsame Bezeichnung des Obmannes nicht innerhalb 6 Monaten, nachdem eine Partei die schiedsgerichtliche Erledigung des Streitfalles in Vorschlag gebracht hat, statt, so erfolgt die Wahl in sinngemässer Anwendung des in Art. 45, Abs. 4 ff., des Haager Abkommens zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle von 1907 vorgesehenen Verfahrens.

Artikel 17.

Die Schweizerische und die Österreichische Bundesregierung werden im Interesse der fernern Erhaltung der regulierten Rheinstrecke in jenen seitlichen Zuflüssen des Rheins, die ihm Geschiebe zuführen, Verbauungen und Anlagen in den Flussgerinnen und Quellgebieten vornehmen, die geeignet sind, die Geschiebeführung zu vermindern.

Die Bestimmung des Zeitpunktes und des Umfanges der einzelnen Wildbachverbauungen bleibt zwar jeder Regierung überlassen, doch sollen diese Arbeiten in jenen Zuflüssen möglichst gefördert werden, die durch ihre Geschiebeführung besonders nachteilig wirken.

Artikel 18.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert werden, der Austausch der Ratifikationsurkunden nach verfassungsmässiger Genehmigung möglichst bald in Wien stattfinden und die Wirksamkeit des Vertrages sogleich nach diesem Austausche eintreten.

Der Vertrag wird in zwei Gleichstücken ausgefertigt. Der ratifizierte Vertrag wird von beiden Staaten in ihrer amtlichen Gesetzessammlung veröffentlicht werden.

Zur Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten, und zwar: Der ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister Dr. Charles Daniel Bourcart als Bevollmächtigter der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten Dr. Alfred Grünberger als Bevollmächtigter der Republik Österreich, nachdem sie gegenseitig ihre Vollmachten geprüft und richtig befunden haben, diesen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen zu Wien, am 19. November 1924.

Für die
Schweizerische Eidgenossenschaft:
sig. *C. D. Bourcart.*
(Siegel.)

Für die
Republik Österreich:
sig. *Dr. Grünberger.*
(Siegel.)

129.

SUÈDE, POLOGNE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Varsovie, le 2 décembre 1924.*)

Sveriges Överenskommelser med främmande makter 1925, No. 13.

Traité de Commerce et de Navigation entre la Suède et la Pologne.

Sa Majesté le Roi de Suède d'une part, et le Président de la République Polonaise d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure un Traité de Commerce et de Navigation et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 30 juin 1925.

Sa Majesté le Roi de Suède:

Monsieur Cossva Anckarsvärd, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près de la République Polonaise,

Le Président de la République Polonaise:

Monsieur Aleksander Skrzyński, docteur en droit, Ministre des Affaires Etrangères,

Monsieur Józef Kiedroń, Ministre de l'Industrie et du Commerce, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

1. Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes, établis sur le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, jouiront, en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce et de l'industrie sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. Ils n'auront à payer aucun impôt, taxe, droit ou charge sous quelque dénomination que ce soit autre ou plus élevé que ceux qui sont ou seront perçus des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 2.

1. Les ressortissants de chaque Partie Contractante recevront sur le territoire de l'autre Partie par rapport à leur situation juridique, leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs droits et intérêts, le même traitement que celui accordé ou à accorder aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. Il seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, et ils auront, en se conformant aux lois du pays, le droit d'ester en justice et accès libre auprès des tribunaux et des autorités. Ils jouiront quant aux rapports judiciaires de tous les droits et immunités des nationaux et comme ceux-ci ils auront la faculté de se servir pour la sauvegarde de leurs intérêts d'avocats ou de mandataires choisis par eux-mêmes.

3. Ils seront dispensés du payement des emprunts et des dons nationaux forcés, ainsi que de toute autre contribution, de quelque nature qu'elle soit, qui seraient imposés pour les besoins de guerre ou par suite de circonstances exceptionnelles.

4. Les ressortissants de chaque Partie seront exempts sur le territoire de l'autre de tout service militaire personnel obligatoire et fonction officielle obligatoire, administrative ou judiciaire sauf en matière de tutelle, ainsi que de toute contribution, soit en argent, soit en nature, imposée en lieu et place du service personnel obligatoire. Ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers, et toujours contre une indemnité équitable.

Art. 3.

1. Les sociétés anonymes et autres qui, d'après les lois d'une des Parties Contractantes sont valablement constituées et qui ont leur siège

social sur son territoire, verront leur existence juridique reconnue sur le territoire de l'autre Partie, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs, et auront, en se conformant aux lois et règlements, libre et facile accès auprès des tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, ainsi qu'auprès des autres autorités.

2. En ce qui concerne l'admission des sociétés anonymes et autres, mentionnées dans l'alinéa 1, à l'exercice de leur commerce et de leur industrie sur le territoire de l'autre Partie Contractante les lois y valables seront appliquées.

3. Ces sociétés, une fois admises conformément aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur le territoire du pays respectif, ne seront soumises ni à des taxes, ni à des contributions, ni en général à des redevances fiscales quelles qu'elles soient, autres ou plus élevées, que celles imposées aux sociétés d'un Etat tiers quelconque.

3. Elles seront dispensées du payement des emprunts et des dons nationaux forcés, ainsi que de toute autre contribution, de quelque nature qu'elle soit, qui seraient imposés pour les besoins de guerre ou par suite de circonstances exceptionnelles.

Art. 4.

Les droits et les taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat des Provinces, Communes ou des Institutions publiques, qui grèvent ou greveront la production, la préparation des marchandises ou la consommation d'un article sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, ne pourront pas frapper les produits, marchandises ou articles de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits, marchandises ou articles de la même espèce de la nation la plus favorisée.

Art. 5.

1. Tous les produits du sol ou de l'industrie, originaires et en provenance du territoire douanier de l'une des Parties Contractantes qui seront importés sur le territoire douanier de l'autre Partie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée du présent Traité, au traitement accordé ou à accorder à la nation la plus favorisée et ne pourront notamment, en aucun cas, être soumis à des droits, coefficients, surtaxes, majorations ou autres taxes plus élevés, ni à des restrictions autres que ceux qui frappent ou frapperont les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

2. Les exportations à destination du pays de l'une des Parties Contractantes ne seront grevées par l'autre Partie de droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux qui sont appliqués à l'exportation d'objets similaires dans le pays le plus favorisé à cet égard, ni soumises à d'autres restrictions.

3. Chaque Partie s'engage donc à faire bénéficier, immédiatement et sans conditions, l'autre de toute faveur, de tout privilège et de toute réduction de droits ou de taxes qu'elle a déjà accordé ou pourrait accorder à l'avenir sous les rapports susmentionnés, à titre permanent ou temporaire, à une tierce nation.

4. Les dispositions fixées par cet Article ne s'appliquent pas:
   a) aux privilèges accordés ou qui pourront être accordés ultérieurement par une des Parties Contractantes dans le trafic frontière avec les pays limitrophes,
   b) aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière,
   c) au régime provisoire douanier entre les parties polonaise et allemande de la Haute Silésie.

Art. 6.

Les produits originaires et en provenance de tout autre pays en transit sur le territoire de l'une des Parties Contractantes utilisant ou non l'entreposage dans les ports francs, entrepôts libres, entrepôts de transit ou autres entrepôts douaniers, jouiront à leur importation sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les droits d'entrée, tous autres droits et à tout autre égard, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui serait accordé aux produits importés directement du pays d'origine.

Art. 7.

1. Les Parties Contractantes n'établiront ni ne maintiendront des prohibitions ou restrictions relatives à l'importation ou à l'exportation réciproque qui ne s'appliqueront pas de la même manière à l'importation ou à l'exportation des mêmes produits dans le commerce avec tout autre pays.

2. Les Parties Contractantes sont convenues que les restrictions et prohibitions concernant l'importation et l'exportation de certaines marchandises et établies par suite des conditions économiques actuelles ne seront maintenues que pendant le temps et dans la mesure rendus indispensables par lesdites conditions.

Art. 8.

Il est entendu toutefois, que les Parties Contractantes auront la faculté d'établir des prohibitions ou restrictions relatives à l'importation ou à l'exportation visant:
   a) l'ordre publique ou la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat,
   b) la santé publique ou des mesures de précaution contre les maladies des animaux et végétaux,
   c) des marchandises qui font l'objet d'un monopole d'Etat,
   d) des semences qui ne se prêtent pas à l'emploi dans le pays d'importation en raison de leur origine.

Art. 9.

Dans le cas où l'une des Parties Contractantes soumettrait une marchandise à un monopole ou rendrait l'importation ou l'exportation de certaines marchandises dépendante de conditions spéciales de prix, de vente ou d'achat, sanctionnées par le Gouvernement ou par les organes habilités par lui, les conditions applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui sont appliquées ou pourront être appliquées aux produits ou aux ressortissants d'un tiers Etat.

Art. 10.

1. Les objets passibles de droits d'entrée et servant d'échantillons, à l'exception des marchandises prohibées, seront admis de part et d'autre en franchise temporaire moyennant consignation des droits d'entrée ou engagement cautionné garantissant le payement éventuel de ces droits, sous réserve de l'observation des formalités douanières, nécessaires pour en assurer la réexportation intégrale dans un délai qui ne doit pas être inférieur à six mois.

En ce qui concerne lesdites formalités le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti.

2. Les marques de reconnaissance apposées aux échantillons par les autorités de l'une des Parties Contractantes seront pour l'établissement de leur identité reconnues par les autorités de l'autre Partie, bien entendu toutefois que celles-ci auront la faculté dans tous les cas où cela leur paraîtra nécessaire d'y apposer des marques de reconnaissance supplémentaires.

3. Le bénéfice de cette franchise peut être retiré aux voyageurs et aux maisons de commerce qui ne se conforment pas aux conditions établies.

Art. 11.

1. Les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'une des Parties Contractantes qui prouvent par la présentation d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur pays qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et y payent les contributions légales à cet effet auront le droit de faire, soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, des achats sur le territoire de l'autre Partie chez des négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des commandes chez les négociants ou autres personnes qui pour leur commerce ou leur industrie utilisent les marchandises en question. En ce qui concerne le payement des taxes de patente ainsi qu'à tout autre égard ils seront soumis au traitement de la nation la plus favorisée. Ils pourront avoir avec eux des échantillons mais point de marchandises.

2. Les Parties Contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, des modèles de ces cartes ainsi que des dispositions auxquelles les commis voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

3. Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, chaque Partie se réservant à cet égard entière liberté à sa législation.

Art. 12.

En ce qui concerne les conditions du transit les deux Parties Contractantes s'engagent à appliquer réciproquement dans leurs relations les dispositions de la Convention et Statut sur la liberté du Transit, signés à Barcelone le 21 avril 1921, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 13.

Les marchandises de l'une des Parties Contractantes jouiront quant aux transports par chemin de fer sur le territoire de l'autre Partie en ce qui concerne l'expédition, les prix de transport, les taxes publiques relatives aux transports et à tous autres égards du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que le même traitement sera accordé réciproquement aux personnes et bagages.

Art. 14.

1. Les navires et bateaux battant le pavillon de l'une des Parties Contractantes et leurs cargaisons jouiront dans les eaux territoriales de l'autre Partie sous tous les rapports du même traitement que les bâtiments nationaux et leurs cargaisons, quel que soit le lieu de départ ou de destination desdits navires et bateaux, quel que soit aussi le lieu d'origine ou de destination de leurs cargaisons. Il s'ensuit notamment que les navires et bateaux de l'une des Parties et leurs cargaisons ne seront assujettis, sur le territoire de l'autre, à aucune taxe ou charge, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, perçues ou à percevoir soit au profit de l'Etat, soit au profit des provinces, des communes ou d'institutions quelconques, habilitées par le Gouvernement, autres ou plus élevées que celles qui seront applicables aux navires nationaux et à leurs cargaisons.

2. En ce qui concerne le placement des navires et bateaux, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et en général pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis des bâtiments de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux bâtiments nationaux aucun privilège, ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat, la volonté des Parties étant qu'aussi sous ce rapport leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

3. Tout privilège et toute exonération que l'une des Parties pourra accorder sous l'un des rapports susvisés à une tierce puissance seront appliqués, simultanément et sans réserves, à l'autre Partie.

Toutefois il est fait exception aux stipulations du présent Article:

a) en ce qui concerne les faveurs qui, dans l'un ou l'autre des deux pays, ont été ou pourront être accordées par la suite à la pêche nationale et à ses produits,

b) en ce qui concerne le cabotage.

4. En ce qui concerne la navigation sur les voies navigables intérieures, naturelles ou artificielles, pour laquelle les navires et bateaux des Parties et leurs cargaisons seront soumis aux mêmes conditions que les navires et bateaux de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons, les droits à prélever sur les navires et bateaux et sur leurs cargaisons ne doivent pas excéder toutefois le taux applicable aux bâtiments nationaux et à leurs cargaisons.

Art. 15.

1. La nationalité des navires et bateaux sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

2. Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge délivrés par l'une des Parties Contractantes, seront reconnus par l'autre Partie, conformément aux arrangements spéciaux qui seront conclus entre les Parties Contractantes.

Art. 16.

Les navires et bateaux de l'une des Parties Contractantes, entrant dans un port de l'autre, à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer une partie, pourront, en se conformant aux lois et règlements de l'Etat respectif, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter, sans être tenus à payer pour celle-ci aucuns droits ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas, fixé pour la navigation nationale ou pour celle de la nation la plus favorisée.

Art. 17.

1. Seront complètement affranchis de tous droits grevant les navires et bateaux et la navigation dans les ports du pays respectif:

a) les navires et bateaux qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en sortiront sur lest;

b) les navires qui, passant d'un port de l'un des deux pays dans un ou plusieurs ports du même pays, justifieront qu'ils ont déjà acquitté les droits en question au cours du même voyage dans un autre port du même pays;

c) les navires et bateaux qui, entrés avec cargaison dans un port soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

2. L'exonération dont il s'agit à l'alinéa précédent ne s'appliquera pas aux droits de pilotage, de port, de remorque, de quarantaine, ni à tous autres droits grevant les navires et bateaux et que les navires et bateaux nationaux et ceux de la nation la plus favorisée ont à acquitter dans les mêmes conditions pour services rendus ou dispositions prises dans l'intérêt de la navigation.

3. Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opération de commerce: le débarquement et le rembarquement des passagers et de leurs effets ainsi que des marchandises pour la réparation du navire ou bateau, le transbordement sur un autre navire ou bateau en cas d'innavigabilité du navire ou bateau, l'achat des provisions nécessaires pour le ravitaillement des équipages et des passagers, la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 18.

1. Si un navire ou bateau de l'une des Parties Contractantes s'est échoué ou a fait naufrage dans les eaux de l'autre Etat, le navire ou bateau, ses passagers et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accordent ou accorderont dans les circonstances analogues, aux navires et bateaux nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée. Il sera donné, dans la même mesure qu'aux nationaux, aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour eux-mêmes que pour le navire ou bateau, les passagers et la cargaison.

2. En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application à la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

3. Les marchandises sauvées d'un navire ou bateau échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 19.

Sauf stipulations contraires contenues dans les Articles du présent Traité, les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement en tout ce qui concerne les diverses formalités, administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions contenues dans le présent Traité, le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 20.

La Pologne ne sera pas fondée à revendiquer en vertu des stipulations du présent Traité des faveurs speciales accordées ou qui pourront être accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux pays, tant que les mêmes faveurs n'auront pas été accordées à d'autres Etats que les sus-nommés.

Art. 21.

Le Gouvernement Polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville Libre de Dantzig en vertu de l'Article 104 du Traité de Versailles*) et des Articles 2 et 6 de la Convention de Paris entre la Pologne et la Ville Libre de Dantzig du 9. XI, 20,**) se réserve lè droit de déclarer que la Ville Libre est Partie Contractante du présent Traité et qu'elle accepte les obligations et acquiert les droits en dérivant.

Cette réserve ne se rapporte pas aux dispositions du présent Traité lesquelles la République Polonaise contracte, en ce qui concerne la Ville Libre de Dantzig, conformément à ses droits découlant des Traités y relatifs.

Art. 22.

1. Le présent Traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag et par le Président de la République Polonaise avec l'assentiment du Parlement Polonais. L'échange des ratifications aura lieu à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 420. **) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 46, 47.

2. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

3. Le Traité est conclu pour la durée d'un an. Cependant, s'il n'est pas dénoncé à l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite réconduction pour une période indéterminée et pourra être dénoncé en tout temps. En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur trois mois à compter du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le deux décembre mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) *C. Anckarsvärd.*
(L. S.) *Al. Skrzyński.*
(L. S.) *Józef Kiedroń.*

Protocole final.

Avant de procéder à la signature du Traité de Commerce et de Navigation entre la Suède et la Pologne, les soussignés Plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit:

I. En ce qui concerne les Articles 2 et 3.

Il est entendu que les dispositions de l'Article 2, selon lesquelles les ressortissants des deux Parties Contractantes auront le droit d'ester en justice devant les tribunaux, sur le pied d'égalité avec les nationaux, de même que les dispositions de l'Article 3 concernant le libre accès des sociétés auprès des tribunaux, ne s'appliquent pas à l'assistance judiciaire gratuite ni à la dispense de la „cautio judicatum solvi", ces matières étant réservées pour des accords speciaux.

II. En ce qui concerne l'Article 3.

Il est entendu que les sociétés anonymes et autres suédoises pourront en se soumettant aux lois en vigueur s'établir sur le territoire de l'autre Partie Contractante, y fonder des filiales et succursales et y exercer leur commerce et leur industrie. Sont toutefois exceptées de l'admission les sociétés qui, en raison de leur caractère d'utilisé générale, seraient soumises à des restrictions spéciales applicables à tous les pays, un tel traitement étant applicable de même aux sociétés d'assurance et aux sociétés financières.

En ce qui concerne l'établissement et l'exercice de leur commerce et de leur industrie en Suède, les sociétés anonymes et autres de l'autre Partie Contractante jouiront des mêmes droits qui sont ou pourront être accordés aux sociétés analogues d'autre nationalité.

III. En ce qui concerne l'Article 5.

Pour réserver aux produits originaires de leurs Pays respectifs le bénéfice des dispositions de l'Article 5 les Parties Contractantes auront la faculté d'exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine.

En ce qui concerne la forme et le contenu ainsi que l'emploi des certificats d'origine, les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

IV. En ce qui concerne les Articles 5 et 6.

Les deux Parties Contractantes conviennent que l'expression: „tous les produits . . . *originaires et en provenance* . . .“, contenue dans les Articles 5 et 6, ne se rapporte pas aux marchandises dédouanées dans un pays tiers.

V. En ce qui concerne l'Article 12.

Aussi longtemps que la frontière entre la Pologne et un des pays limitrophes restera pour une raison quelconque fermée aux voyageurs ou aux marchandises de la Pologne ou du pays limitrophe en question, le Gouvernement Polonais ne sera pas considéré comme tenu d'accorder à la Suède sur la frontière dudit pays les facilités prévues par l'Article 12.

VI. En ce qui concerne l'Article 14.

La Pologne ne pourra pas invoquer les stipulations de cet Article pour prétendre aux privilèges, en ce qui concerne l'obligation de prendre des pilotes, que la Suède a accordés à la Finlande, et qui sont mentionnés dans la déclaration du 17 août 1872*) et cela même dans le cas où les privilèges accordés dans ladite déclaration seraient à l'avenir élargis pour être applicables aux navires et bateaux finlandais jaugeant jusqu'à 100 tonnes de régistre net.

VII. En ce qui concerne l'Article 15.

Les deux Parties Contractantes s'engagent mutuellement à procéder le plutôt possible à la conclusion d'une convention spéciale concernant les lettres de jauge.

VIII. Transfert de fonds.

Aussi longtemps que dureront en Pologne les mesures restrictives concernant l'exportation des capitaux, la Pologne autorisera les sociétés industrielles ou commerciales anonymes et autres ainsi que les firmes suédoises et les sociétés industrielles ou commerciales anonymes et autres ainsi que les firmes polonaises dans lesquelles des capitaux suédois sont engagés exerçant une industrie ou un commerce en Pologne, à exporter librement de Pologne les sommes qui leur seront nécessaires pour le payement de leurs dividendes, coupons d'obligations ou d'actions, intérêts et remboursement d'emprunts ou autres dettes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le deux décembre mil neuf cent vingt-quatre.

C. Anckarsvärd.
Al. Skrzyński.
Józef Kiedroń.

*) V. N. R. G. 2. s. I, p. 599.

130.

SUISSE, LETTONIE.

Convention commerciale; signée à Berlin, le 4 décembre 1924.*)

Recueil des lois fédérales (Berne) 1925, No. 14.

Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse et le Gouvernement de la République de Lettonie, désireux de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cette fin pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse:

Monsieur le Dr. Hermann Rüfenacht, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse à Berlin;

Le Gouvernement de la République de Lettonie:

Monsieur le Dr. Oskar Voits, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lettonie en Suisse,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes, résidant sur le territoire de l'autre Partie, seront traités à tous égards, en ce qui concerne l'exercice de leurs métiers et professions, l'exploitation d'entreprises industrielles, le trafic et le commerce licites, sur un pied d'égalité avec les ressortissants de la nation la plus favorisée, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays. Demeurent réservées les exceptions prévues à l'Article 13, dernier alinéa.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes pourrout, en se conformant aux lois du pays, acquérir, posséder, louer et occuper, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, les maisons, manufactures, magasins, boutiques et locaux qui leur seront nécessaires, et prendre à bail des terrains aux fins d'un usage licite.

Pour tout ce qui concerne la transmission des biens mobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer, de quelque manière que ce soit, des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, ils jouiront dans les territoires de l'autre Partie Contractante, en se conformant aux lois du pays, des mêmes privilèges, libertés et droits que les ressortissants de la nation la plus favorisée, et ne seront par soumis, à cet égard, à des droits, taxes, impôts ou à des charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Riga, le 2 mai 1925.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes pourront exporter, en se conformant aux lois du pays, le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être astreints à payer, pour cette exportation, des droits autres ou plus élevés que ceux que les ressortissants de la nation la plus favorisée devraient acquitter en pareil cas.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes jouiront, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays, d'une protection et d'une sécurité complètes, relativement à leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront libre accès auprès des Tribunaux de toutes les instances, et des autres autorités compétentes, soit pour présenter une réclamation, soit pour la défense de leurs droits. D'une manière générale, ils bénéficieront, pour tout ce qui se rapporte à l'administration de la justice, des mêmes droits et privilèges que les ressortissants de la nation la plus favorisée et ils auront, comme ceux-ci, la faculté de choisir eux-mêmes, pour la sauvegarde de leurs intérêts, des avocats ou mandataires dûment autorisés en vertu de la loi du pays.

Article 5.

Les maisons, magasins, manufactures et boutiques des ressortissants de chacune des Parties Contractantes résidant dans le territoire de l'autre, ainsi que tous les locaux qui en dépendent et sont affectés à des usages licites, seront respectés conformément aux lois du pays. Il ne sera pas permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions, ni d'examiner ou d'inspecter des livres, papiers ou comptes des intéressés, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois du pays.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de toute espèce de service militaire, de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu de service personnel. Ils seront dispensés de participer à tout emprunt ou don national forcé.

Ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux ressortissants de la nation la plus favorisée, dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers, et toujours moyennant une juste indemnité.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront aussi exempts de toute charge et fonction judiciaires, administratives ou municipales quelconques.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ne seront pas soumis, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays, à des charges ou à des droits, impôts, taxes ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés

aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Toutefois, demeurent réservées les dispositions de l'Article 13, dernier alinéa, concernant les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commandes.

Article 8.

Les sociétés anonymes ou autres, qui sont ou seront valablement constituées d'après les lois de l'une des Parties Contractantes et ayant leur siège sur son territoire, seront juridiquement reconnues dans l'autre pays, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs; elles auront, en se conformant aux lois et règlements, libre et facile accès auprès des Tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Lesdites Sociétés jouiront des mêmes droits et avantages qui sont ou seront reconnus aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée. En outre, elles ne seront pas soumises à des taxes, contributions et, d'une manière générale, à aucunes redevances fiscales autres ou plus élevées que celles imposées aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Chacune des Parties Contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans les villes, ports et places de l'autre Partie, sauf dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre ces fonctionnaires. Toutefois, cette restriction ne saurait être appliquée à l'une des Parties Contractantes sans l'être également à tous les Etats.

Lesdits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ayant reçu du Gouvernement du pays dans lequel ils sont nommés l'exequatur ou toute autre autorisation valable, auront le droit d'exercer les mêmes fonctions que les fonctionnaires consulaires de même grade et de même catégorie de la nation la plus favorisée et de jouir de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés à ces derniers. Le Gouvernement qui a donné l'exequatur ou une autorisation analogue a le droit de les retirer, s'il le juge opportun; toutefois, il est tenu d'indiquer les motifs de ce retrait.

Article 10.

Si un ressortissant de l'une des Parties Contractantes vient à décéder dans le territoire de l'autre Partie sans laisser d'héritiers connus, ni d'exécuteurs testamentaires, les autorités du lieu du décès en aviseront le fonctionnaire consulaire du pays d'origine, afin qu'il transmette aux intéressés les informations nécessaires.

Les autorités compétentes du lieu du décès ou du lieu où les biens du défunt sont situés prendront, à l'égard de ces biens, toutes les mesures conservatoires que la législation du pays prescrit pour les successions des nationaux.

Article 11.

Les produits du sol et de l'industrie de la Suisse ou de la Lettonie, importés dans l'un des deux pays et destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation, la réexportation et le transit, être assujettis à des droits, taxes, surtaxes, impôts, contributions ou obligations générales ou locales autres ou plus onéreux que les produits de la nation la plus favorisée.

Aucune des Parties Contractantes ne fera dépendre l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires ou possessions de l'autre Partie des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seraient imposés pour l'exportation du même article à destination de tout autre pays.

Les Parties Contractantes s'engagent à ne maintenir les restrictions ou prohibitions concernant l'importation et l'exportation de certaines marchandises que pendant le temps et dans la mesure rendus indispensables par les conditions économiques actuelles.

Demeurent en tout temps réservées les prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation décrétées:

1. dans des circonstances exceptionnelles, relativement aux provisions de guerre;
2. par raison de sûreté publique;
3. pour des raisons de police sanitaire et vétérinaire et en vue de protéger des plantes contre les maladies, les insectes, les parasites et autres ennemis de toutes espèces;
4. en cas de monopoles d'Etat.

Article 12.

Si l'une des Parties Contractantes frappe les produits d'un tiers pays de droits plus élevés que ceux applicables aux mêmes produits originaires et en provenance de l'autre Partie, ou si elle soumet les marchandises d'un tiers pays à des prohibitions ou restrictions d'importation non applicables aux mêmes marchandises de l'autre Partie Contractante, elle est autorisée, au cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre l'application des droits les plus réduits aux produits provenant de l'autre Partie ou leur admission à l'entrée, de la présentation de certificats d'origine délivrés par les autorités qui seront, à cet effet, désignées par les pays d'exportation.

Article 13.

Tout en bénéficiant des plus grands avantages qui pourront résulter du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis-voyageurs, qui prouveront, au moyen d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce et leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par la loi, auront, en se conformant aux lois du pays et sous réserve des dispositions

sur la police des étrangers, le droit de faire dans l'autre pays les achats pour leur commerce, leur fabrication ou leur entreprise et d'y rechercher des commandes auprès des personnes ou maisons procédant à la revente ou faisant un usage professionnel ou industriel des marchandises offertes. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où les voyageurs de commerce nationaux y sont autorisés.

Les échantillons ou modèles importés par lesdits industriels et commis-voyageurs seront de part et d'autre admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, conformément aux règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexpédition ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par la loi.

La réexportation des échantillons des voyageurs de commerce pourra s'effectuer aussi par un autre bureau de douane que celui de l'importation. Il est entendu que, dans ce cas, le bureau de réexportation sera autorisé à rembourser de son propre chef à l'ayant droit le dépôt ou le cautionnement qui aura pu être fourni pour assurer la réexportation ou le paiement des droits de douane, en cas de non-réexportation dans le délai prescrit.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes auprès de personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, et les Parties Contractantes se réservent à cet égard l'entière liberté de leur législation.

Article 14.

Ne seront pas considérés comme dérogeant au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est à la base de la présente Convention, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, à savoir:

a) les privilèges qui ont été ou pourraient être accordés à des Etats voisins, relativement au trafic frontière;
b) les privilèges qui ont été ou pourraient être consentis par une des Parties Contractantes à un tiers Etat en vertu d'une Union douanière;
c) les franchises, immunités et privilèges que la Lettonie reconnaîtra à un des Etats baltiques (Finlande, Esthonie, Lithuanie) en raison d'accords particuliers. Il en est de même des privilèges que la Lettonie pourraient accorder à la Russie en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Il est entendu que la Suisse bénéficiera immédiatement et sans condition de ces franchises, immunités et privilèges au cas où la Lettonie les accorderait, en tout ou en partie, à un tiers Etat non mentionné ci-dessus.

Article 15.

Les contestations qui pourraient s'élever entre les Parties Contractantes relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente Convention et n'auraient pas pu être résolues par la voie diplomatique seront déférées, à la demande d'une seule des Parties, à un Tribunal arbitral composé de trois membres.

Les Parties Contractantes désignent chacune un membre à leur gré et nomment le surarbitre d'un commun accord.

Ces nominations interviendront dans un délai aussi bref que possible.

Le surarbitre ne doit pas être un ressortissant des Parties Contractantes, ni avoir son domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Si les Parties ne tombent pas d'accord sur le choix du surarbitre dans le délai d'un mois à compter du jour où l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention de soumettre le litige à l'arbitrage, le surarbitre sera désigné librement par le Président de la Cour Permanente de Justice internationale.

Le Tribunal arbitral se réunira au lieu désigné par le surarbitre.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 16.

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Berlin aussitôt que possible.

La Convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et tout d'abord pour une durée d'un an. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de cette période, elle sera prolongée par voie de tacite reconduction pour une durée indéterminée et sera dénonçable en tout temps en restant exécutoire pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Parties Contractantes ont signé et revêtu de leurs sceaux la présente Convention.

Fait à Berlin, en double original, le 4 décembre mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) (sig.) *Rüfenacht.*
(L. S.) (sig.) *Dr. Oskar Voits.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention commerciale conclue à la date de ce jour entre la Confédération Suisse et la République de Lettonie, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus que cette Convention s'appliquera également et sous tous les rapports à la Principauté de Liechtenstein aussi longtemps que celle-ci sera liée avec la Confédération par une union douanière.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties Contractantes, sans autre ratification spéciale, du seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte, a été dressé en double original à Berlin, le 4 décembre mil neuf cent vingt-quatre.

(sig.) *Rüfenacht.*
(sig.) *Dr. Oskar Voits.*

Procès-verbal d'échange.

Le second mai 1925, à midi, les soussignés se sont réunis pour procéder à l'échange des Ratifications de la Convention commerciale, signée à Berlin, le 4 décembre 1924, par les Plénipotentiaires du Conseil fédéral suisse et du Gouvernement de la République de Lettonie. Les Instruments ayant été produits et trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opéré.

A cette occasion, les soussignés ont constaté que les deux Gouvernements contractants sont convenus d'échanger les Ratifications susmentionnées à Riga, et non pas à Berlin, comme cela avait été prévu à l'Article 16 de la Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent Procès-verbal, qu'ils ont revêtu de leur cachet.

Fait en double original, à Riga, le 2 mai 1925.

(sig.) *Fr. Suter.*
(Consul honoraire suisse à Riga.)

(sig.) *Albat.*
(Ministre plénipotentiaire; Secrétaire général au Ministère des Affaires étrangères.)

131.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Echange de Notes afin de prolonger la durée de l'Arrangement de commerce signé le 29 octobre 1923;*) du 5 décembre 1924.

Treaty Series, No. 705.

[The American Chargé d'Affaires ad interim to the Minister of Foreign Affairs.]

No. 628. Prague, December 5, 1924.

Mr. Minister:

I have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of this day, by which you were good enough to inform me that your Government desires to prolong the commercial arrangement between Czechoslovakia and the United States concluded on October 29, 1923, and which not having been denounced before that date was to remain effective until December 31, 1924.

The Government of the United States being animated by the same intentions is in entire agreement with the proposition of the Czechoslovak Government.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 314.

Under these circumstances I have the honor to inform Your Excellency that my Government considers the agreement in question prolonged as from the exchange of the present Notes until the conclusion of a definitive treaty of commerce, under the reservation, however, that each of the High Contracting Parties be empowered to denounce this agreement on condition that it give thirty days advance notice of such denunciation.

Accept, Excellency, the assurance of my very highest consideration.

Frederick F. A. Pearson.
Chargé d'Affaires ad interim.

His Excellency Dr. Eduard Beneš.
Minister for Foreign Affairs, Prague.

[The Minister of Foreign Affairs to the American Chargé d'Affaires ad interim.]

Praha, le 5 décembre 1924.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu m'informer que votre Gouvernement désire de proroger l'arrangement commercial entre les Etats-Unis et la Tchécoslovaquie, conclu le 29 octobre 1923, qui, n'ayant pas été dénoncé avant cette date, devrait rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 1924.

Le Gouvernement Tchécoslovaque s'inspirant des mêmes intentions est entièrement d'accord avec la proposition du Gouvernement des Etats-Unis.

Dans ces circonstances, j'ai l'honneur de vous faire part, Monsieur le Chargé d'Affaires, que mon Gouvernement considère ledit arrangement comme prorogé jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce définitif dès l'échange des notes présentes, sous réserve toutefois, que chacune des Hautes Parties Contractantes pourra dénoncer l'arrangement actuel à condition qu'elle notifiera la dénonciation 30 jours d'avance.

Je profite de cette occasion, pour vous présenter, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération distinguée.

Dr. Eduard Beneš.

Monsieur Frederick F. A. Pearson,
Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique, Praha.

132.

PAYS-BAS, HONGRIE.

Convention de commerce; signée à La Haye, le 9 décembre 1924, suivi d'un Echange de Notes du 9 décembre 1924 au 13 janvier 1925.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 36.

Convention.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de Hongrie, désireux de favoriser les relations économiques entre les deux Pays, ont résolu de conclure une Convention de Commerce et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Son Excellence Jonkheer H. A. van Karnebeek, Son Ministre des Affaires Etrangères,

Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de Hongrie:

le Baron Paul Forster, Son Chargé d'Affaires à La Haye,

lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

I.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront traités sur le territoire de l'autre Partie sous tous les rapports et notamment en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce, de l'industrie et de la navigation, leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs droits et intérêts au moins aussi avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles prévues par les lois et règlements en vigueur dans le territoire respectif. Ils auront, en se conformant aux lois du pays, le droit d'ester en justice et libre accès auprès des autorités.

3. Ils n'auront à payer pour l'exercice de leur commerce, de leur industrie et de leur navigation sur le territoire de l'autre Partie aucun impôt, taxe ou droit autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des nationaux.

II.

1. Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les compagnies de navigation, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes et qui d'après les

---

*) Les ratifications de la Convention ont été échangées à Budapest, le 12 février 1926.

lois de cette Partie y sont légalement constituées, seront autorisées également sur le territoire de l'autre Partie à défendre tous leurs droits et spécialement à ester en justice, en se soumettant aux lois et ordonnances y relatives, en vigueur sur le territoire de cette autre Partie.

2. L'admission des sociétés énoncées ci-dessus, légalement constituées sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, sur le territoire de l'autre Partie, sera régie par les lois et ordonnances en vigueur sur le territoire de l'Etat respectif.

3. Toutes les sociétés, une fois légalement établies, jouiront à tout égard du traitement sur le pied de la nation la plus favorisée.

III.

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à accorder à l'autre le traitement le plus favorable qu'elle accorde ou pourrait accorder à l'avenir à un Etat tiers quelconque en ce qui concerne l'exportation, l'importation, l'entreposage et le transit des marchandises, l'acquittement des droits ou des taxes et l'accomplissement des formalités douanières.

2. Les produits naturels ou fabriqués, originaires des Pays-Bas et des Indes Néerlandaises, du Suriname et du Curaçao sont admis en Hongrie et les produits naturels ou fabriqués originaires de Hongrie sont admis aux Pays-Bas et aux Indes Néerlandaises, au Suriname et au Curaçao au bénéfice du tarif le plus favorable que chacune des Hautes Parties Contractantes accorde ou accordera à un Etat tiers quelconque, tant en ce qui concerne tous les droits et taxes qu'en ce qui concerne tous les coefficients, surtaxes ou majorations dont ces droits et taxes sont ou pourront être l'objet.

IV.

1. Les objets passibles de droits et servant d'échantillons, à l'exception des marchandises prohibées, seront admis de part et d'autre en franchise temporaire, sous réserve de l'observation des formalités douanières nécessaires pour en assurer la réexportation intégrale.

2. Les marques de reconnaissance apposées aux échantillons par les autorités de l'une des Hautes Parties Contractantes seront pour l'établissement de leur identité, reconnues par les autorités de l'autre Partie, bien entendu que celles-ci auront la faculté, dans tous les cas où cela leur paraîtra nécessaire, d'y apposer à côté les marques de reconnaissance nationales.

3. Le bénéfice de cette franchise peut être retiré aux voyageurs et aux maisons de commerce, qui ne se conforment pas aux conditions établies.

V.

Aussi pour les cas non prévus par les Articles précédents les Hautes Parties Contractantes s'accordent-elles réciproquement le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie, la navigation et le service consulaire.

VI.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties Con-

tractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

VII.

Les dispositions de la présente Convention sont applicables aux Pays-Bas et aux Indes Néerlandaises, au Suriname et au Curaçao.

VIII.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur avec tacite réconduction pour une même période chaque fois où elle ne sera pas dénoncée par une des Hautes Parties Contractantes au moins six mois avant l'échéance.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Faite en double à La Haye, le 9 décembre 1924.

v. Karnebeek.
Forster.

Protocole.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de Commerce conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante:

Il est entendu que la présente Convention ne déroge en rien aux avantages réservés exclusivement aux Puissances associées et alliées en vertu de certaines dispositions du Traité de Trianon.*)

La Haye, le 9 décembre 1924.

v. Karnebeek.
Forster.

La Haye, le 9 décembre 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'il est bien entendu, que, pour l'application de la convention de commerce, conclue aujourd'hui entre le Gouvernement Royal de Hongrie et le Gouvernement de la Reine, les stipulations des traités de droit international privé et notamment des traités y relatifs de la Haye ne pourront être invoquées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance renouvelée de ma haute considération.

Forster.

Son Excellence Monsieur le Jonkheer H. A. de Karnebeek,
Ministre des Affaires Etrangères. La Haye.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 423.

La Haye, le 9 décembre 1924.

Monsieur le Baron,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'il est bien entendu, que, pour l'application de la convention de commerce, conclue aujourd'hui entre le Gouvernement de la Reine et le Gouvernement Royal de Hongrie, les stipulations des traités de droit international privé et notamment des traités y relatifs de La Haye, ne pourront être invoquées.

Veuillez agréer, Monsieur le Baron, l'assurance renouvelée de ma considération très distinguée.

van Karnebeek.

Monsieur le Baron Forster,
Chargé d'Affaires de Hongrie. La Haye.

Ministère des Affaires Etrangères.
Direction des Affaires Economiques.
No. 38809. La Haye, le 12 janvier 1925.

Monsieur le Baron,

Lors des négociations qui ont eu lieu entre Vous et le Chef de la Direction des Affaires Economiques de mon département au sujet du Traité de commerce conclu entre nous en date du 9 décembre 1924, la question des spécifications détaillées dans les tarifs douaniers a fait l'objet d'un échange de vues.

En vertu de la conclusion à laquelle cet échange de vues a abouti, je tiens à Vous faire savoir par la présente que le Gouvernement de la Reine, désireux de favoriser autant que possible les relations commerciales entre nos deux pays, s'empressera d'éviter que, par des spécifications trop détaillées dans les tarifs douaniers et des différentiations de droits pour des articles analogues y correspondant, la valeur et la signification pratiques de la clause de la nation la plus favorisée ne soient rendues problématiques.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Baron, pour Vous renouveler l'assurance de ma considération très distinguée.

van Karnebeek.

Monsieur le Baron Forster de Pusztakér,
Chargé d'Affaires de Hongrie.

Magyar Kir. Követség.
Légation Royale de Hongrie,
No. 48/A.
1925.
La Haye, le 13 janvier 1925.

Monsieur le Ministre,

En réponse à la lettre de Votre Excellence du 12 de ce mois, No. 38809, j'ai l'honneur de Lui faire savoir que le Gouvernement

Hongrois, désireux de favoriser autant que possible les relations commerciales entre nos deux pays, s'empressera d'éviter que, par des spécifications trop détaillées dans les tarifs douaniers et des différentiations de droits pour des articles analogues y correspondant, la valeur et la signification pratique de la clause de la nation la plus favorisée ne soient rendues problématiques.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour Vous renouveler l'assurance de ma considération très distinguée.

Forster.
Chargé d'Affaires de Hongrie.

A Son Excellence
Monsieur le Jonkheer Mr. Dr. H. A. van Karnebeek,
Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté la
Reine des Pays-Bas, à La Haye.

133.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GRÈCE.

Arrangement commercial réalisé par un Echange de Notes diplomatiques; signé à Athènes, le 9 décembre 1924.

Treaty Series, No. 706.

[The American Minister to the Minister for Foreign Affairs.]

F. O. No. 74. Athens, December 9, 1924.

Your Excellency:

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached through recent conversations held at Washington on behalf of the Government of the United States and the Government of Greece with reference to the treatment which the United Staates shall accord to the commerce of Greece and which Greece shall accord to the commerce of the United States:

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments which is that in respect to import, export and other duties and charges affecting commerce as well as in respect to transit, warehousing and other facilities and the treatment of commercial travelers samples, the United States will accord to Greece and Greece will accord to the United States, its territories and possessions, unconditional most favored nation treatment, and that in the matter of licensing or prohibitions of imports and exports, each country, so far as it at any time maintains such a system, shall accord to the commerce of the other treatment as

favorable, with respect to commodities, valuations and quantities, as may be accorded to the commerce of any other country. It is understood that no higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in the United States, its territories or possessions, of any articles, the produce or manufacture of Greece, than are or shall be payable on like articles, the produce or manufacture of any foreign country; no higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in Greece of articles, the produce or manufacture of the United States, its territories or possessions than are or shall be payable on like articles, the produce or manufacture of any foreign country; similarly, no higher or other duties shall be imposed in the United States, its territories or possessions, or in Greece on the exportation of any articles to the other or to any territory or possession of the other than are payable on the exportation of like articles to any foreign country; every concession with respect to any duty, charge or regulation affecting commerce now accorded or that may hereafter be accorded by the United States or by Greece, by law, proclamation, decree or commercial treaty or agreement, to any third country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce of Greece and of the United States and its territories and possessions respectively;

Provided that this understanding does not relate to

1. The treatment which the United States accords or may hereafter accord to the commerce of Cuba, or any of the territories or possessions of the United States, or the Panama Canal Zone, or to the treatment which is or may hereafter be accorded to the commerce of the United States with any of its territories or possessions, or to the commerce of its territories or possessions with one another;

2. Prohibitions or restrictions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

The present Arrangement shall become operative on the day of signature, and, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force until thirty days after notice of its termination shall have been given by either party, but should either party be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of this Arrangement, the obligations thereof shall thereupon lapse.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

I avail myself of this opportunity to renew to your Excellency the assurances of my highest consideration.

Irwin Laughlin.

His Excellency George Roussos,
Minister for Foreign Affairs, Athens.

[The Minister for Foreign Affairs to the American Minister.]

Ministère des Affaires Etrangères.

No. 44543. Athènes, le 9 décembre 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire la déclaration ci-après sur la façon dont je conçois l'accord auquel ont abouti les pourparlers qui ont eu lieu à Washington entre le Gouvernement Hellénique et le Gouvernement des Etats-Unis concernant le régime que la Grèce appliquera au Commerce des Etats-Unis et que les Etats-Unis appliqueront au Commerce Hellénique.

Ces tractations attestent le mutuel accord entre les deux Gouvernements, en ce qui concerne l'importation, l'exportation et les autres droits et charges ayant trait au Commerce aussi bien qu'au transit, à l'emmagasinage et aux facilités accordées aux échantillons des Commis Voyageurs. La Grèce accordera aux Etats-Unis, à ses territoires et possessions et les Etats-Unis accorderont à la Grèce, sans condition, la clause de la nation la plus favorisée, et quant aux licences et prohibitions d'importations et d'exportations chaque pays accordera au Commerce de l'autre à tout moment et tant que ces mesures seront en vigueur, un régime aussi favorable, concernant les facilités, les tarifs et les quantités, que celui qui pourrait être accordé au Commerce de tout autre Etat étranger.

Il est entendu que d'autres droits ou des droits plus élevés ne sauraient être appliqués à l'importation ou à l'écoulement en Grèce de tous articles produits ou fabriqués aux Etats-Unis, leurs territoires et possessions, que ceux qui seraient dûs par les articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger et d'autres droits ou des droits plus élevés ne sauraient être appliqués à l'importation ou à l'écoulement aux Etats-Unis, leurs territoires et possessions de tous articles produits ou fabriqués en Grèce, que ceux qui seraient dûs par les articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger.

De même, d'autres droits ou des droits plus élevés ne seront pas appliqués en Grèce ou aux Etats-Unis, leurs territoires et possessions à l'exportation de tous articles dans l'autre ou dans toute partie de leurs territoires et possessions, que ceux qui sont dûs à l'exportation de produits similaires dans tout autre pays étranger.

Toute concession relative à des droits de toute nature, des majorations de droits des règlements accordée ou qui pourrait être accordée lar la Grèce ou par les Etats-Unis en vertu d'une loi, d'un arrêté, d'un décret, d'un traité ou d'un arrangement de Commerce à tout autre Etat sera immédiatement applicable sans qu'il en soit réquis, et sans compensation au commerce hellénique et à celui des Etats-Unis, leurs territoires et possessions, respectivement.

Il est entendu que cet accord ne se réfère pas:

1. au régime que les Etats-Unis accordent ou pourraient accorder au Commerce de Cuba ou à tout territoire ou possession des Etats-Unis ou

à la Zone du Canal de Panama ou au régime accordé ou qui pourrait être accordé au Commerce des Etats-Unis par ses territoires et possessions dans leurs rapports respectifs.

2. aux interdictions et aux restrictions d'un caractère sanitaire ou destinées à protéger la vie humaine, les animaux ou les plantes, ainsi qu'aux règlements édictés dans l'intérêt de la sûreté ou en manière fiscale.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le jour de sa signature, et à moins qu'il n'y soit mis terme d'un commun accord, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la ratification de sa dénonciation adressée par l'une des Parties à l'autre, mais dans le cas ou l'un des contractants serait empêché de remplir ses engagements par l'effet d'une mesure législative l'Arrangement tombera en caducité.

Je serais heureux d'avoir votre confirmation sur les termes ainsi arrêtés de cet Arrangement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

G. Roussos.

Son Excellence M. Irwin Laughlin
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique.

134.

AUTRICHE, ITALIE.

Accord concernant les obligations de peu d'importance à régler par l'intermédiaire des Offices de vérification et de compensation respectifs; signé à Rome, le 13 décembre 1924.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1926. 3. Stück, No. 12.

Übereinkommen zwischen Österreich und Italien, betreffend die einvernehmliche Regelung der zwischen dem österreichischen und dem italienischen Prüfungs- und Ausgleichsamte anhängigen geringfügigen Forderungen.

Der Bundespräsident der Republik Österreich und Seine Majestät der König von Italien, von dem Wunsche beseelt, die einvernehmliche Regelung

Accordo fra l'Italia e l'Austria per la regolazione amichevole dei crediti di minore importanza pendenti fra gli Uffici di Verifica e Compensazione italiano ed austriaco.

S. M. il Re d'Italia ed il Presidente Federale della Republica di Austria desiderosi di facilitare la regolazione amichevole dei crediti di minore im-

*) Les ratifications ont été échangées le 30 décembre 1925.

der zwischen dem österreichischen und dem italienischen Prüfungs- und Ausgleichsamte anhängigen geringfügigen Forderungen zu erleichtern, haben beschlossen, hierüber ein Übereinkommen zu schliessen, und zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Bundespräsident der Republik Österreich

den Herrn Dr. Josef Schenk, Minister a. D., Präsidenten des Abrechnungsamtes;

Seine Majestät der König von Italien

den Herrn Guido Jung, Abgeordneten, Regierungskommissär für die Liquidation der ehemals feindlichen Güter;

die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten übereingekommen sind wie folgt:

Artikel 1.

Das österreichische Prüfungs- und Ausgleichsamt wird dem italienischen Prüfungs- und Ausgleichsamt am 15. Tage nach dem Tage des Inkrafttretens des gegenwärtigen Übereinkommens einen Gesamtbetrag von 800.000 (achthunderttausend) Lire italienischer Währung gutschreiben zur Begleichung aller italienischen Privatforderungen, deren jede einzelne an Kapital den Betrag von 4.000 (viertausend) Lire italienischer Währung nicht übersteigt und die auf Grund des Artikels 248 des Staatsvertrages von Saint-Germain*) angemeldet wurden und bis einschliesslich 5. Dezember 1924 nicht anerkannt waren.

Gleichzeitig wird das italienische Prüfungs- und Ausgleichsamt dem österreichischen Prüfungs- und Ausgleichsamt einen Gesamtbetrag von

portanza pendenti fra i due Uffici di Verifica e Compensazione itiliano ed austriaco, volendo concludere un accordo a questo riguardo hanno nominato come loro Plenipotenziari:

S. M. il Re d'Italia

l'On. Guido Jung, Deputato al Parlamento, Commissario del Governo per la Liquidazione dei beni ex-nemici;

Il Presidente Federale della Repubblica di Austria

il Sig. Dott. Giuseppe Schenk, gia Ministro, Presidente dell' Abrechnungsamt;

i quali, dopo avere comunicati i loro pieni poteri trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1.

L'Ufficio austriaco di Verifica e Compensazione accrediterà all' Ufficio italiano di Verifica e Compensazione, al 15⁰ giorno dalla data di entrata in vigore del presente accordo, la somma globale di Lit. 800.000 (ottocentomila) a regolazione di tutti i crediti privati italiani, di importo capitale non superiore, per ciascuno, al valore di Lit. 4.000 (quattromila), denunciati a norma dell' art. 248 del Trattato di San Germano*) e non riconosciuti fino a tutto il 5 Dicembre 1924.

Contemporaneamente l'Ufficio italiano di Verifica e Compensazione accrediterà all' Ufficio austriaco di Verifica e Compensazione la somma

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 781.

800.000 (achthunderttausend) Lire italienischer Währung gutschreiben, wovon:

a) 400.000 (vierhunderttausend) Lire italienischer Währung zur Begleichung aller österreichischen Privatforderungen, deren jede einzelne an Kapital den Betrag von 400 (vierhundert) Lire italienischer Währung nicht übersteigt und die auf Grund des Artikels 248 des Staatsvertrages von Saint-Germain angemeldet wurden und bis einschliesslich 5. Dezember 1924 nicht anerkannt waren; Forderungen, die sich laut der Anmeldungen und unter Berücksichtigung der Zinsen im ganzen auf 800.000 (achthunderttausend) Lire italiensicher Währung belaufen;

b) 400.000 (vierhunderttausend) Lire italienischer Währung zur Deckung der Ausfälle, welche das österreichische Amt bei der Einbringung der unter Ziffer 1 dieses Artikels erwähnten Forderungen von den österreichischen Schuldnern erleiden könnte.

In den Gesamtbeträgen, die in diesem Artikel angeführt sind, gelten auch die Zinsen für inbegriffen, die nur für die Zeit vom 25. Mai 1915 bis zum 25. November 1924 zuerkannt werden.

Artikel 2.

Das österreichische Amt wird auf Grund der in lit. a des vorhergehenden Artikels erwähnten Gutschrift von 400.000 (vierhunderttausend) Lire italienischer Währung die Befriedigung der einzelnen österreichischen Gläubiger verfügen. Diese müssen sich durch jene Entschädigungen für voll-

globale di Lit. 800,000 (ottocentomila) di cui:

a) Lit. 400.000 (quattrocentomila) a regolazione di tutti i crediti privati austriaci, di importo capitale non superiore, per ciascuno, al valore di Lit. 400 (quattrocento), denunciati a norma dell' art. 248 del Trattato di San Germano e non riconosciuti fino a tutto il 5 Dicembre 1924; crediti che secondo le denuncie e tenuto conto degli interessi ammontano complessivamente a Lit. 800.000 (ottocentomila);

b) Lit. 400.000 (quattrocentomila) a copertura delle perdite che l'Ufficio austriaco potrà subire riscuotendo dai debitori austriaci i crediti menzionati nel 1° comma del presente articolo.

Nelle somme globali indicate nel presente articolo s'intendono compresi anche gli interessi i quali non saranno corrisposti che dal 25 maggio 1915 al 25 novembre 1924.

Articolo 2.

L'Ufficio austriaco in base all' accreditamento di Lit. 400.000 (quattrocentomila) di cui al comma a del precedente articolo provvederà all' indennizzo dei singoli creditori austriaci, i quali dovranno considerarsi come completamente tacitati con gli indennizzi loro liquidati secondo le

ständig befriedigt erachten, die ihnen gemäss den von der zuständigen österreichischen Behörde zu erlassenden Vorschriften zuerkannt werden.

Artikel 3.

Die im Artikel 1 des gegenwärtigen Übereinkommens angeführten Forderungen werden als von einem Amte an das andere unwiderruflich zediert angesehen.

Allfällige Meinungsverschiedenheiten zwischen den einzelnen Schuldnern und dem Amte, an welches die Forderung zediert wurde, werden ohne Einflussnahme und Verantwortlichkeit des ursprünglichen Gläubigers und des Amtes ausgetragen, das die Forderung zediert hat.

Nichtsdestoweniger wird das Amt, das eine Forderung zediert hat, lediglich aus Entgegenkommen und nach Möglichkeit bereit sein, dem Amte, dem die Forderung zediert wurde, auf Verlangen jede weitere Aufklärung und Beurkundung über den Bestand der Forderung zu liefern.

Artikel 4.

Die Umwertung von Forderungen, die nicht auf Lire italienischer Währung lauten, in die italienische Währung erfolgt auf Grund des in lit. d des Artikels 248 des Staatsvertrages von Saint-Germain bestimmten Umrechnungskurses.

Artikel 5.

In diesem Übereinkommen sind nicht inbegriffen:

a) Forderungen, bezüglich derer bis einschliesslich 5. Dezember 1924 eines der Ämter die Erklärung der endgültigen Meinungsverschiedenheit abgegeben hat oder beide Ämter eine gemeinsame Entscheidung gefällt haben;

norme che saranno emanate dall' autorità austriaca competente.

Articolo 3.

I crediti indicati nell' art. 1 del presente accordo s'intendono reciprocamente ceduti in modo irrevocabile dall' uno all' altro Ufficio.

Le vertenze eventuali fra i singoli debitori e l'Ufficio cessionario saranno risolute senza alcuna ingerenza e responsabilità dell' Ufficio cedente e del creditore originario.

Nondimeno, l'Ufficio cedente sarà pronto, a titolo puramente amichevole e per quanto sia possibile, a fornire all' Ufficio cessionario, qualora questo lo richieda, ogni ulteriore schiarimento e documento circa la sussistenza del credito.

Articolo 4.

La valutazione in Lire italiane dei crediti stilati in altre valute è stabilita in base al ragguaglio fissato nel comma d dell' art. 248 del Trattato di San Germano.

Articolo 5.

Nel presente accordo non sono compresi:

a) i crediti per i quali fino a tutto il 5 Dicembre 1924 uno degli Uffici ha emesso una dichiarazione di disaccordo definitivo o i due Uffici hanno emesso una decisione concorde;

b) Forderungen aus Coupons und zur Rückzahlung fälligen Wertpapieren;
c) Restbeträge von Forderungen, die bis einschliesslich 5. Dezember 1924 teilweise anerkannt wurden.

Artikel 6.

Das gegenwärtige Übereinkommen wird am Tage des Austausches der Ratifikationen zwischen beiden Hohen Vertragschliessenden Teilen in Kraft treten.

Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das gegenwärtige Übereinkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigesetzt.

Ausgefertigt in zwei deutschen und zwei italienischen Originalexemplaren.

Rom, am 13. Dezember 1924.

Schenk.

b) i crediti per cedole e titoli rimborsabili;
c) le rimanenze di crediti parzialmente riconosciuti fino a tutto il 5 Dicembre 1924.

Articolo 6.

Il presente accordo entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche fra le due Alte Parti Contraenti.

In fede di che i due Plenipotenziari hanno firmato il presente accordo e l'hanno munito dei loro sigilli.

Fatto in doppio originale italiano ed in doppio originale tedesco.

Roma, addì 13 Dicembre 1924.

Guido Jung.

135.

GRANDE-BRETAGNE, DANEMARK.

Arrangement pour la reconnaissance mutuelle des certificats des lignes de franc-bord; signé à Londres, le 18 décembre 1924.

Treaty Series 1925, No. 8.

His Britannic Majesty's Government and the Royal Danish Government, being desirous of concluding an agreement for the mutual recognition of load-line certificates, have agreed as follows:

The Royal Danish Government, being satisfied that the existing laws and regulations of Great Britain and Northern Ireland relating to the assignment of load-lines to ships agree in substance with those of Denmark, agree that no British ship possessing a load-line certificate issued in accordance with the laws and regulations in force in Great Britain and Northern Ireland and observing those regulations within Danish ports shall be liable to detention or penalty under the Danish law and regulations.

His Britannic Majesty's Government similarly agree that no Danish ship possessing a load-line certifiate issued in accordance with the laws

and regulations in force in Denmark and observing those regulations within ports of Great Britain and Northern Ireland shall be liable to detention or penalty under the law and regulations of Great Britain and Northern Ireland.

This recognition does not extend to the special timber load-line provided for in the Danish regulations.

The present Agreement shall come into effect on the date of signature, and shall remain in force for an indefinite period, subject to the right of either of the Contracting Parties to terminate it on giving six months' notice to that effect.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to this effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 18th December, 1924.

(L. S.) *Austen Chamberlain.*
(L. S.) *P. F. Ahlefeldt-Laurvig.*

136.

GRANDE-BRETAGNE, DANEMARK.

Arrangement concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans les affaires de navigation; signé à Londres, le 18 décembre 1924.

Treaty Series 1925, No. 9.

His Britannic Majesty's Government and the Royal Danish Government, being desirous of concluding an agreement for the reciprocal exemption from income tax in certain cases of profits accruing from the business of shipping, have agreed as follows:

Article 1.

The Government of His Britannic Majesty agree to take the necessary steps under Section 18 of the Act of Parliament of the United Kingdom known as the Finance Act, 1923, for exempting from income tax (including super-tax) chargeable in Great Britain and Northern Ireland for the year of assessment 1923-24 commencing on

Da den kongelige danske Regering og den kongelige britiske Regering ønsker at afslutte en Overenskomst angaaende gensidig Fritagelse i visse Tilfælde for Indkomstskat af Udbytte, som hidrører fra Rederivirksomhed, er de blevet enige om følgende:

Artikel 1.

Den kongelige britiske Regering indgaar, i Henhold til Section 18 i den af det Forenede Kongeriges Parlament vedtagne Lov, kaldet „Finansloven af 1923," paa at tage de fornødne Skridt til at fritage for Indkomstskat (indbefattet Tillægsskat), at erlægge i Storbritannien og Nordirland for Skatteansættelsesaaret 1923-24,

the 6th day of April, 1923, and for every subsequent year of assessment, any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Denmark or by a company managing and controlling such business in Denmark.

Article 2.

The Royal Danish Government agree to take the necessary steps under Article 50 of the laws of the Kingdom of Denmark No. 149 of the 10th April, 1922 for exempting from income tax chargeable in Denmark for the tax year 1923-24 commencing on the 1st day of April, 1923, and for every subsequent tax year, any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Great Britain or Northern Ireland or by a company managing and controlling such business in Great Britain or Northern Ireland.

Article 3.

The expression „the business of shipping“ means the business carried on by an owner of ships, and for the purposes of this definition the expression „owner“ includes any charterer.

Article 4.

This agreement shall cease to have effect if and so soon as either the relief to be granted under Article 1 hereof in respect of income tax in Great Britain and Northern Ireland, or the relief to be granted under Article 2 hereof in respect of income tax in Denmark, ceases to have legal operation.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed this agreement and have affixed thereto their seals.

der begynder den 6' April 1923, og for hvert følgende Skatteansættelsesaar, ethvert Udbytte, som hidrører fra Rederivirksomhed, der udøves af en i Danmark bosiddende Person, eller af et Selskab, der i Danmark leder og kontrollerer saadan Virksomhed.

Artikel 2.

Den kongelige danske Regering indgaar paa at tage de fornødne Skridt i Henhold til § 50 i Kongeriget Danmarks Lov Nr. 149 af 10' April 1922 for at fritage for Indkomstskat, at erlægge i Danmark for Skatteaaret 1922-24, der begynder den 1' April 1923, og for hvert følgende Skatteaar, ethvert Udbytte, som hidrører fra Rederivirksomhed, der udøves af en i Storbritannien eller Nordirland bosiddende Person eller af et Selskab, der i Storbritannien eller Nordirland leder og kontrollerer saadan Virksomhed.

Artikel 3.

Udtrykket „Rederivirksomhed“ betyder Forretningsvirksomhed, der udøves af en Skibsejer, og forsaavidt denne Definition angaar, omfatter Udtrykket „Skibsejer“ enhver Befragter.

Artikel 4.

Denne Overenskomst skal ophøre at have Gyldighed, saafremt og saasnart den Fritagelse, der i Henhold til Art. 1 tilstaas med Hensyn til Indkomstskat i Storbritannien og Nordirland, eller den Fritagelse, der i Henhold til Art. 2 tilstaas med Hensyn til Indkomstskat i Danmark, ophører at have Retsgyldighed.

Til Bekræftelse heraf har de undertegnede, dertil behørigt bemyndiget, undertegnet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Done in duplicate at London, the 18th December, 1924.

Udfærdiget i dobbelt Eksemplar i London den 18 December 1924.

(L. S.) *Austen Chamberlain.*
(L. S.) *P. F. Ahlefeldt-Laurvig.*

137.

GRANDE-BRETAGNE, NORVÈGE.

Arrangement concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans les affaires de navigation; signé à Londres, le 18 décembre 1924.

Treaty Series 1925, No. 10.

His Britannic Majesty's Government and the Royal Norwegian Government, being desirous of concluding an Agreement for the reciprocal exemption from income tax in certain cases of profits accruing from the business of shipping, have agreed as follows:

Article 1.

His Britannic Majesty's Government agree to take the necessary steps under section 18 of the Act of Parliament of the United Kingdom, known as the Finance Act, 1923, for exempting from income tax (including supertax) chargeable in Great Britain and Northern Ireland for the year of assessment 1923-24 commencing on the 6th day of April, 1923, and for every subsequent year of assessment, any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Norway or by a company managing and controlling such business in Norway.

Article 2.

The Royal Norwegian Government agree that the powers reserved to His Majesty the King of Norway by the

Da den Kongelige Norske Regjering og Hans Britanniske Majestets Regjering ønsker å avslutte en overenskomst angående gjensidig fritagelse i visse tilfeller for innkomstskatt av utlytte utsprunget av rederivirksomhet, er de blitt enig om følgende:

Artikkel 1.

Hans Britanniske Majestets Regjering samtykker i, i medhold av avsnitt 18 i den av det Forente Kongerikes Parlament vedtagne lov, kjent som Finansloven av 1923, å treffe de nødvendige foranstaltninger til fritagelse for inntektsstatt (innbefattet tilleggsskatt) som måtte bli å opkreve i Storbritannia og Nordirland for ligningsåret 1923-24, hvilket år begynte 6. april 1923, og for de følgende ligningsår, av ethvert utbytte som utspringer av rederivirksomhet utøvet av en enkeltmann bosatt i Norge, eller av et selskap som leder og kontrollerer sådan virksomhet i Norge.

Artikkel 2.

Den Kongelige Norske Regjering samtykker i at den myndighet som ifølge de i den norske Landsskattelovs

provisions contained in paragraph 28 of the Norwegian Country Taxation Law and paragraph 23 of the Norwegian Town Taxation Law, or any like powers which may hereafter be conferred on His Majesty the King of Norway, shall not be exercised so as to render liable to income tax in Norway any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Great Britain or Northern Ireland or by a company managing and controlling such business in Great Britain or Northern Ireland.

Article 3.

The expression „the business of shipping" means the business carried on by an owner of ships, and for the purposes of this definition the expression „owner" includes any charterer.

Article 4.

This Agreement shall cease to have effect if and so soon as either the relief to be granted under Article 1 hereof in respect to income tax in Great Britain and Northern Ireland cease to have legal effect or income tax in Norway is charged on the profits mentioned in Article 2 hereof.

In witness whereof the Undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 18th December, 1924.

paragraf 28 og i den norske Byskattelovs paragraf 23 inneholdte bestemmelser er forbeholdt Hans Majestet Kongen av Norge, eller enhver lignende myndighet som herefter måtte bli tillagt Hans Majestet Kongen av Norge, ikke skal bli anvendt således, at utbytte som utspringer av rederivirksomhet, utøvet av en enkeltmann bosatt i Storbritannia eller Nordirland, eller av et selskap som leder og kontrollerer sådan virksomhet i Storbritannia eller Nordirland, blir å iligne inntektsskatt i Norge.

Artikkel 3.

Ved uttrykket „rederivirksomhet," forstås forretningsvirksomhet utøvet av en eier av skib og, forsåvidt denne definisjon angår, skal uttrykket „eier" omfatte enhver befrakter.

Artikkel 4.

Nærværende overenskomst skal ophøre å være ikraft, såfremt og såsnart enten de lettelser som i medhold av artikkel 1 vil bli innrømmet med hensyn til inntektsskatt i Storbritannia og Nordirland ophører å ha lovmessig virkning, eller inntektsskatt blir pålagt utbytte av den i artikkel 2 omhandlede art i Norge.

Til bekreftelse herav har undertegnede, behørig befullmektiget for dette iemed, undertegnet ovenstående overenskomst og fornsynt den med sine segl.

Utferdiget i to exemplarer i London, den 18 desember 1924.

(L. S.) *Austen Chamberlain.*

(L. S.) *Benjamin Vogt.*

138.

GRANDE-BRETAGNE, SUÈDE.

Arrangement concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans les affaires de navigation; signé à Londres, le 19 décembre 1924.

Treaty Series 1925, No. 11.

His Britannic Majesty's Government and the Royal Swedish Government, being desirous of concluding an Agreement for the reciprocal exemption from income tax in certain cases of profits accruing from the business of shipping, have agreed as follows:

Article 1.

In consideration of the declaration contained in Article 2 hereof, His Britannic Majesty's Government undertake to take the necessary steps under section 18 of the Act of Parliament of the United Kingdom, known as the Finance Act, 1923, for exempting from income tax (including supertax) chargeable in Great Britain and Northern Ireland for the year of assessment 1923-24 commencing on the 6th day of April, 1923, and every subsequent year of assessment, any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Sweden or by a company managing and controlling such business in Sweden.

Article 2.

The Government of His Majesty the King of Sweden hereby declare that, under the laws of Sweden relating to income and property tax

Hans Majestät Konungens av Sverige regering och Hans Brittiska Majestäts regering, som önska avsluta en överenskommelse om ömsesidigt fritagande från inkomstskatt i vissa fall av inkomster härrörande från rederirörelse, hava överenskommit om följande:

Artikel 1.

I betraktande av den förklaring, som finnes upptagen i artikel 2 här nedan, förbinder sig Hans Brittiska Majestäts regering att vidtaga nödiga åtgärder, jämlikt paragraf 18 av den parlamentsakt i Det Förenade Konungariket, som är känd som 1923 års finansakt, för att från inkomstskatt (inbegripet mer-inkomstskatt), som skall gäldas i Storbritannien och Norra Irland för beskattningsåret 1923-24, med början den 6 april 1923, och för varje följande beskattningsår, fritaga all inkomst, som härrör från rederirörelse, vilken drives av en i Sverige bosatt enskild person eller av ett bolag, som från Sverige leder och kontrollerar sådan rörelse.

Artikel 2.

Hans Majestät Konungens av Sverige regering förklarar härmed att, jämlikt bestämmelserna i Kungl. Förordningen om inkomst- och förmögenhetsskatt

(„inkomst- och förmögenhetsskatt“) and to tax on immovable property and on income („bevillning av fast egendom samt av inkomst“), tax is not chargeable on profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Great Britain or Northern Ireland or by a company managing and controlling such business in Great Britain or Northern Ireland.

Article 3.

The expression „the business of shipping“ means the business carried on by an owner of ships, and for the purposes of this definition the expression „owner“ includes any charterer.

Article 4.

The arrangements made in accordance with Article 1 shall cease to have effect if and so soon as the laws of Sweden cease to give the relief indicated in the declaration contained in Article 2.

In witness whereof the Undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 19th December, 1924.

och i Kungl. Förordningen angående bevillning av fast egendom samt av inkomst, skatt icke kan påläggas inkomst härrörande från rederirörelse, vilken drives av en i Storbritannien eller Norra Irland bosatt enskild person eller av ett bolag, som från Storbritannien eller Norra Irland leder och kontrollerar sådan rörelse.

Artikel 3.

Uttrycket „rederirörelse“ betyder den rörelse, som bedrives av ägare till fartyg, och i detta sammanhang innefattar uttrycket „ägare“ varje bortfraktare.

Artikel 4.

De i överensstämmelse med artikel 1 vidtagna anordningar skola upphöra att äga tillämpning, om och så snart svensk lag icke längre medgiver de i förklaringen i artikel 2 angivna lättnader.

Till yttermera visso hava undertecknade, därtill vederbörligen bemyndigade, underskrivit denna överenskommelse och försett den med sina sigill.

Som skedde i två exemplar i London den 19 december 1924.

(L. S.) *Austen Chamberlain.*
(L. S.) *Palmstierna.*

139.

ESTHONIE, FINLANDE.

Convention d'extradition; signée à Tallinn, le 2 janvier 1925.*)

Riigi Teataja 1925, No. 115/116.

La République d'Esthonie et la République de Finlande ayant résolu de conclure une Convention d'extradition ont à cet effet nommé en qualité de délégués plénipotentiaires, savoir:

l'Esthonie,

Monsieur Kaarel Robert Pusta, Ministre des Affaires Etrangères,

la Finlande,

Monsieur le Dr. Eino Rudolph Holsti, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Tallinn,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Parties Contractantes s'obligent à se livrer réciproquement, dans les cas et sous les conditions déterminés dans la présente Convention, les individus qui, ayant été condamnés ou mis en accusation ou en prévention pour quelqu'une des infractions énumérées à l'Article 2, commise sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, seront trouvés sur le territoire de l'autre Partie.

Article 2.

L'extradition sera accordée en raison d'un des faits ci-après énumérés pourvu qu'il constitue, d'après les lois esthoniennes un crime ou un délit passible d'une peine minima d'un an d'emprisonnement, et d'après les lois finlandaises, un crime ou un délit passible d'une peine supérieure à l'emprisonnement, savoir:

1. homicide volontaire ou involontaire, infanticide, avortement;
2. exposition d'un individu hors d'état de se protéger soi-même, délaissement volontaire d'un tel individu;
3. lésion corporelle commise volontairement, empoisonnement ou administration de toute autre substance nuisible à la santé commis volontairement;
4. participation a une mêlée ayant eu pour suite la mort ou une grave lésion corporelle;
5. privation volontaire de la liberté individuelle;
6. substitution ou supposition d'enfant;
7. enlèvement d'une personne mineure, enlèvement d'une personne majeure contre sa volonté;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Tallinn, le 5 décembre 1925.

8. bigamie, inceste, attentat à la pudeur consommé sur une personne de sexe féminin au-dessous de 14 ans, commerce charnel avec une personne soumise à l'autorité du coupable, viol, proxénétisme;

9. vol, recel, détournement, rapine, extorsion;

10. escroquerie;

11. banqueroute frauduleuse;

12. contrefaçon ou altération de monnaie ou de papier-monnaie ou de créances, billets de banque, actions et autres papiers de valeur assimilés par les lois pénales au papier-monnaie, ou rognage des monnaies, avec l'intention de mettre en circulation la fausse monnaie ou les papiers faux comme vrais ou les monnaies rognées comme valables, importation de l'étranger, avec ladite intention, de la fausse monnaie, des papiers faux ou des monnaies rognées ou mise en circulation volontaire de la fausse monnaie, des papiers faux ou des monnaies rognées:

13. contrefaçon ou altération de marques d'Etat, particulièrement de timbres-poste, de timbres fiscaux et autres timbres d'impôt;

14. faux en écriture, détermination volontaire d'une attestation erronée, usage d'une écriture fausse ou d'une attestation erronée ou destruction, déplacement ou faux établissement des bornes, endommagement, destruction ou suppression de documents commis volontairement et illégalement;

15. incendie, explosion, écroulement ou inondation causés volontairement;

16. échouement ou submersion d'un navire causés volontairement, mise volontaire d'entraves à la sûreté de la navigation;

17. résistance ou voie de fait des gens de l'équipage d'un navire contre le capitaine ou un autre supérieur;

18. mise volontaire d'entraves à la sûreté du service d'une voie ferrée;

19. empoisonnement de sources, de puits, d'aqueducs ou de réservoirs d'eau ou d'objets destinés à la vente publique ou à la consommation ou à l'usage d'autrui, mixtion de substances nuisibles à la santé, mise en circulation volontaire d'objets empoisonnées ou mêlés à telles substances;

20. mise en danger volontaire de la vie, de la santé ou des biens d'autrui par l'emploi de substances explosives;

21. actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens;

22. délivrance volontaire d'un détenu ou assistance prêtée à sa délivrance ou à son évasion;

23. faux serment d'une partie, d'un témoin ou d'un expert, fausse assertion équivalant au parjure, dénonciation calomnieuse.

L'extradition sera accordée de même pour la tentative des infractions énumérées ci-dessus ou pour la complicité (provocation, aide et assistance), pourvu que cette tentative ou cette complicité soit passible de la peine prévue au premier alinéa, conformément aux lois respectives des deux Parties Contractantes.

Remarque. La liste des infractions admettant l'extradition pourra en tout temps être complétée par arrangement conclu entre les

Gouvernements des Parties Contractantes, et les dispositions de cette Convention s'appliqueront aux infractions ajoutées à la liste tout aussi bien que si elles y avaient été énumérées.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée pour les crimes et délits politiques, à l'exception de ceux qui ont surtout le caractère de fait de droit commun. La décision de cette question est laissée chaque fois au jugement de l'Etat requis.

Article 4.

Dans aucun cas et sous aucune condition, les Parties Contractantes ne seront obligées à se livrer réciproquement leurs propres nationaux, qu'ils soient indigènes ou naturalisés.

L'extradition n'aura pas lieu pour les infractions commises sur le territoire de l'Etat requis ou à bord d'un navire de sa nationalité.

Si l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée a été commise en dehors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition sera accordée seulement dans le cas où la législation de l'Etat requis admettrait, dans des circonstances analogues, la poursuite d'un fait similaire commis en dehors de son territoire.

Article 5.

L'extradition ne sera pas accordée:

a) Quand la préscription est acquise pour l'instruction du procès ou pour l'exécution de la peine d'après les lois de l'Etat requis.

b) Quand l'individu dont on réclame l'extradition a été, dans l'Etat en question, condamné pour le même fait délictueux ou acquitté ou bien libéré de la peine.

Remarque. Pendant que l'instruction est en cours ou en cas d'ordonnance de non-lieu, l'extradition peut être refusée.

Article 6.

Si l'individu à extrader est, dans l'Etat requis, l'objet de poursuite ou subit une peine pour un autre fait, l'extradition n'aura pas lieu avant la fin de l'instruction ou avant l'expiration de la peine à subir ou avant que l'individu en question ne soit libéré de cette peine. On pourra cependant admettre l'extradition provisoire à condition qu'il soit fait retour de l'individu en question lorsque l'Etat requérant aura terminé l'enquête ou la procédure judiciaire.

Article 7.

Aucun individu, livré par l'une des Parties Contractantes à l'autre, n'y pourra être poursuivi ou puni pour aucun fait commis antérieurement à l'extradition, sinon pour celui qui l'a motivé, ou ne pourra, excepté les cas mentionnés à l'Article 10, alinéa 2, être livré à un Etat tiers, à moins d'un consentement spécial donné conformément à l'Article 9 ou à moins que, définitivement acquitté ou remis en liberté après l'expiration complète

de la peine ou bien par suite d'une ordonnance de non-lieu ou de libération de la peine prononcée, l'extradé n'ait négligé, nonobstant le manque de tout empêchement, de quitter le pays avant l'expiration d'un délai de trente jours ou bien s'il y retourne de nouveau.

Pendant le délai de trente jours mentionné à l'alinéa précédent, l'extradé ne sera d'aucune manière empêché de quitter le pays, à moins d'avoir commis une nouvelle infraction.

Aucun individu livré par l'une des Parties Contractantes à l'autre ne pourra être poursuivi pour l'infraction qui a motivé son extradition devant un tribunal qui n'est investi que temporairement ou dans des circonstances particulières du pouvoir exceptionnel de connaître de pareilles causes.

Article 8.

La demande d'extradition sera faite par la voie diplomatique. Elle devra contenir l'indication de la nationalité de l'individu dont il s'agit et être accompagnée, en original ou en expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation rendu par un tribunal, soit d'un mandat d'arrêt émané d'un tribunal, ou en Esthonie d'un Juge d'instruction, et en Finlande d'un Préfet de département („maaherra“ ou „landshövding“) compétent, jugement ou mandat désignant exactement la nature de l'infraction ainsi que la date et le lieu où elle a été commise. Le texte des dispositions pénales en vigueur dans l'Etat requérant et applicables à l'infraction et, autant que possible, le signalement de l'individu réclamé seront annexés à la demande d'extradition.

Si les pièces transmises sont incomplètes ou qu'un supplément d'informations soit jugé nécessaire sous quelque rapport, l'Etat requérant pourra être invité à fournir ce qui ferait défaut.

En aucun cas, l'Etat requérant ne pourra être tenu de produire la preuve de la culpabilitê de l'individu réclamé.

Article 9.

La demande du consentement prévu à l'Article 7 se fera par la voie diplomatique. Cette demande indiquera la nature de l'infraction, ainsi que la date et le lieu où elle a été commise, où bien sera accompagnée de pièces fournissant lesdites indications. Si la demande a pour objet la mise en accusation de l'individu livré et que l'infraction visée soit telle que, aux termes des dispositions de la présente Convention, l'extradition ne puisse être refusée, l'autorisation sera accordée.

Article 10.

Si l'individu dont en vertu des dispositions de la présente Convention, l'extradition est demandée par l'une des Parties Contractantes est en même temps réclamé par un ou plusieurs autres Etats, il appartiendra à l'Etat requis de décider auquel des Etats requérants sera donnée la préférence.

Si, dans le cas prévu ci-dessus, les demandes d'extradition visent des infractions différentes, l'Etat requis pourra, en accordant l'extradition, y

mettre pour condition que l'individu réclamé sera, à l'expiration de sa peine, livré à un autre Etat.

Article 11.

En attendant la demande formelle d'extradition d'un individu, celui-ci pourra être arrêté provisoirement. La demande d'arrestation sera faite par la voie diplomatique. Toutefois, en cas d'urgence et notamment s'il y a lieu de craindre la fuite dudit individu, les autorités suivantes pourront adresser directement cette demande les unes aux autres, à savoir: En Esthonie des procureurs de Cour d'Appel, et en Finlande les Préfets de département („maaherra" ou „landshövding") compétents. La demande indiquera l'infraction dont l'individu dont il s'agit est inculpé, la date et le lieu où elle a été commise et, autant que possible, la nationalité de l'individu dont il s'agit et son signalement, et donnera avis de l'existence d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt conforme aux dispositions de l'Article 8. Il y sera notifié, en outre, qu'une demande formelle d'extradition dudit individu sera faite ultérieurement.

Si l'individu dont il s'agit a été provisoirement arrêté, conformément aux dispositions précédentes, et que, dans un délai de trente jours à compter du jour où l'Etat requérant aura reçu avis de l'arrestation, l'Etat requis ne reçoit pas par la voie diplomatique une demande formelle d'extradition du détenu, l'individu arrêté pourra être remis en liberté.

Article 12.

Si l'extradition a été accordée, l'Etat requérant sera tenu de se faire délivrer l'individu réclamé dans un délai de trente jours à compter du jour où il aura reçu l'avis constatant que l'extradition peut être effectuée immédiatement. Passé ce délai, l'individu dont il s'agit pourra être mis en liberté.

L'extradition aura lieu à tel point de la frontière de l'Etat requis, qui sera désigné par ce dernier.

Article 13.

Lorsqu'un individu aura été arrêté conformément aux dispositions de la présente Convention, tous les objets en sa possession lors de son arrestation, qui pourraient avoir quelque importance pour la constatation de l'infraction à lui imputée ou dont la remise pourrait être réclamée par la partie civile, seront saisis, et si l'extradition est accordée, délivrés aux autorités de l'Etat requérant.

L'Etat requis pourra faire, relativement à ces objets, toutes les réserves qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder les droits des tiers.

Article 14.

Lorsqu'un individu est livré par l'une des Parties Contractantes à un tiers et qu'il est nécessaire de le faire passer par le territoire de l'autre Partie, celle-ci ne pourra, à moins qu'il ne s'agisse d'un de ses nationaux s'opposer au passage. La demande de passage sera faite par la voie diplomatique et accompagnée soit de l'arrêté d'extradition en original ou en expédition

authentique, soit d'un document contenant un jugement ou mandat conforme aux dispositions de l'Article 8. Les mêmes dispositions seront applicables si un individu est livré par un Etat tiers à l'une des Parties Contractantes. Le passage aura lieu sous escorté d'un agent au service de l'Etat sur le territoire duquel il s'effectue.

Article 15.

Si dans la poursuite d'une affaire pénale où en vertu des stipulations de cette Convention, l'extradition doit être accordée, une autorité judiciaire de l'une des Parties Contractantes juge nécessaire l'audition de témoins séjournant sur le territoire de l'autre Etat ou tout autre acte d'instruction, la demande en sera faite par écrit et par la voie diplomatique et il y sera donné suite dans la mesure où le permêt la législation de l'Etat où le témoin doit être entendu où bien où l'acte doit être exécuté.

L'Etat requérant sera, s'il le demande et autant que possible avisé à l'avance en temps utile de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée.

Article 16.

Si dans la poursuite d'une affaire pénale de l'espèce où, en vertu des stipulations de cette Convention, l'extradition doit être accordée, la production d'objets ou de documents propres à servir de pièces à conviction et se trouvant entre les mains des autorités de l'autre Etat, est jugée nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et il y sera donné suite, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent dans un cas déterminé, et sauf le droit pour l'Etat requis de mettre pour condition à ladite production l'obligation de restituer les objets ou documents susvisés.

Article 17.

Les frais occasionnés par l'exécution des mesures prévues par la présente Convention, resteront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel ces mesures auront été prises. à l'exception des frais de passage à travers le territoire de l'une des Parties Contractantes visé à l'Article 14.

Article 18.

Les documents produits dans les affaires visées par la présente Convention devront être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction authentique en cette langue.

Article 19.

La présente Convention sera ratifiée conformément aux dispositions des lois des Parties Contractantes et entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications. Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à dater de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Tallinn, le 2 janvier 1925.

C. R. Pusta. *R. Holsti.*

140.

PAYS-BAS, NORVÈGE.

Convention provisoire afin de régler la navigation aérienne entre les deux pays; signée à La Haye, le 8 janvier 1925.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 45.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Norvège, également animés du désir de régler la navigation aérienne entre les Pays-Bas et la Norvège, ont résolu de conclure à cet effet une Convention provisoire et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Son Excellence le Jonkheer H. A. van Karnebeek, Son Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Norvège:

Son Excellence Monsieur Emil Huitfeldt, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

lesquels, dûment autorisés, sont convenus des Articles suivants:

Article 1.

Chacun des Etats contractants accordera en temps de paix aux aéronefs, dûment enregistrés dans l'autre Etat contractant, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire, pourvu que les conditions établies dans la présente Convention soient observées.

Au sens de cette Convention le „territoire des Etats contractants" sera entendu comme comprenant les eaux territoriales; le mot „aéronef" ne désignera que les aéronefs privés et les aéronefs d'Etat commerciaux.

Article 2.

Jusqu'à nouvel ordre il sera permis de survoler les frontières des deux Etats contractants à n'importe quel point.

Article 3.

Chacun des Etats contractants aura le droit d'interdire le survol de certaines zones de leur territoire, sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs des deux Etats.

En outre chaque Etat aura le droit en cas de circonstances exceptionnelles de restreindre ou interdire le survol de son territoire ou de parties de son territoire. Dans ce cas la réserve mentionnée ci-dessus ne sera pas applicable.

Les interdictions et restrictions de cet Article devront être notifiées à l'autre Etat contractant.

---

*) L'échange des ratifications a été opéré à Oslo, le 16 février 1926.

Article 4.

Chaque aéronef s'engageant au-dessus d'une zone interdite devra donner le signal de détresse, prescrit par l'Etat survolé, et atterrira immédiatement sur l'un des aérodromes ou aéroports de cet Etat et en dehors de la zone interdite.

Article 5.

Les aérodromes et aéroports, ouverts à l'usage public, seront ouverts aux aéronefs des deux Etats.

Après l'entrée dans et avant la sortie de l'un des deux pays le premier atterrissage et le dernier départ ne devront avoir lieu que sur ou de l'un des aérodromes ou aéroports ouverts à l'usage public, où les formalités douanières pourront être remplies, tout atterrissage entre la frontière et l'aérodrome ou l'aéroport étant interdit.

Dans des cas exceptionnels et avec la permission de l'autorité compétente, il sera permis d'effectuer le premier atterrissage et le dernier départ sur un autre terrain ou d'un autre terrain, où les formalités douanières pourront être remplies, l'atterrissage entre la frontière et le terrain susvisé étant également interdit.

Chacun des Etats contractants communiquera à l'autre une liste des aérodromes ou aéroports, ouverts à l'usage public, avant la mise en vigueur de cette Convention. Cette liste désignera en plus des endroits où les formalités douanières pourront être effectuées.

Toute modification de cette liste et toute restriction, même temporaire, dans l'usage des aérodromes et des aéroports indiqués seront notifiées immédiatement à l'autre Etat contractant.

Article 6.

Les aéronefs devront porter des marques distinctives apparentes, permettant de les identifier en plein vol.

Les aéronefs devront être pourvus des certificats et des documents prescrits pour la circulation aérienne dans leur pays.

Autant qu'elles remplissent dans l'aéronef des fonctions pour lesquelles une licence spéciale est exigée dans leur pays, les personnes composant l'équipage — c. à d. toutes les personnes se trouvant à bord de l'aéronef à l'exception des passagers — devront être munis des certificats prescrits pour la circulation aérienne dans leur pays; les autres membres de l'équipage devront être pourvus de documents d'où apparaîtra leur fonction à bord de l'aéronef, leur métier, leur identité et leur nationalité.

Les documents délivrés ou reconnus valables pour les aéronefs et leur équipage par l'un des deux Etats contractants auront dans l'autre Etat la même validité que les documents correspondants délivrés ou reconnus valables par ce dernier.

Chacun des Etats contractants se réserve le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation aérienne dans les limites de son territoire les brevets d'aptitude, conférés à ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

Article 7.

Faute de prescriptions spéciales et sauf les prescriptions de l'Article 6, les personnes composant l'équipage et les passagers devront être pourvus des documents exigés par les règlements généraux concernant le trafic entre les deux pays.

Article 8.

Il sera interdit à l'aéronef de porter un appareil radio-électrique quel qu'il soit sans une licence spéciale délivrée par l'Etat, dont l'aéronef possède la nationalité. L'usage de ces appareils est soumis au-dessus du territoire de chacun des Etats contractants aux prescriptions édictées à cet effet par l'autorité compétente de cet Etat. En outre ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis d'une licence spéciale délivrée à cet effet par le Gouvernement de leur pays.

Les deux Etats contractants se réservent de conclure pour des raisons de sécurité des arrangements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils radio-électriques dans les aéronefs.

Article 9.

Il sera interdit aux aéronefs, à leur équipage et aux passagers de transporter comme cargaison ou d'autre manière des armes, des munitions, des gaz asphyxiants ou des explosifs. Le transport de pigeons voyageurs dans les limites du territoire de l'Etat contractant, dont l'aéronef ne possède pas la nationalité, ne s'effectuera pas sans une permission de l'autorité compétente de cet Etat.

Chacun des Etats contractants sera libre d'interdire le transport ou l'emploi des appareils photographiques et cinématographiques à bord des aéronefs ou pourra donner des règles concernant un tel transport ou emploi.

Article 10.

Les aéronefs transportant des personnes et des marchandises devront être munis d'une liste nominative de passagers, d'un manifeste indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que des déclarations de douane nécessaires.

Si à l'arrivée de l'aéronef il est constaté une différence entre le manifeste et les marchandises transportées, l'autorité douanière de l'aérodrome ou de l'aéroport d'arrivée pourra se mettre en rapport avec l'autorité douanière compétente dans l'autre Etat contractant.

Le transport du courrier postal pourra être réglé directement par des accords spéciaux entre les administrations postales des deux Etats contractants.

Article 11.

Au départ et à l'atterrissage les autorités compétentes de chacun des Etats contractants auront le droit dans tous les cas de visiter les aéronefs de l'autre Etat et de vérifier les certificats et les documents prescrits.

Article 12.

Chacun des Etats contractants aura le droit de soumettre à des réglementations spéciales le transport commercial de personnes et de marchandises de son territoire et à son territoire, ainsi que dans les limites de son territoire.

Le transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points dans l'intérieur du territoire de l'Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

L'établissement de voies aériennes jalonnées, ainsi que l'exploitation d'un service aérien régulier au-dessus du territoire de l'un des deux Etats contractants pourront être soumis à une autorisation spéciale.

Article 13.

Des aéronefs en vol ne sera lancé d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

Les déchargements ou les jets en cours de route autres que ceux du lest n'auront lieu qu'avec une autorisation spéciale de l'Etat, sur le territoire duquel a lieu le déchargement ou le jet.

Article 15.

Les aéronefs appartenant à l'un des Etats contractants, leurs équipages et passagers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'autre Etat, seront soumis aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans l'Etat en question relativement à la navigation aérienne en général, aux droits de douane et autres droits, interdictions d'exportation et d'importation, transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et l'ordre publics, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans cet accord. Ils y seront soumis encore aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur.

Les deux Etats contractants se communiqueront mutuellement tous les lois et règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 16.

Chacun des Etats contractants pourra dénoncer cette Convention en tout temps avec préavis de trois mois.

En outre, chacun des Etats contractants se réserve le droit de dénoncer cette Convention avec effet immédiat de cette dénonciation dès que les deux Etats auront ratifié la Convention internationale relative à la navigation aérienne signée à Paris le 13 octobre 1919.*)

Article 17.

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification devra avoir lieu aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur le jour où les ratifications auront été échangées.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 61.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention provisoire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à La Haye, le 8 janvier 1925.

(L. S.) *v. Karnebeek.*
(L. S.) *Emil Huitfeldt.*

141.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GRANDE-BRETAGNE (CANADA).

Convention concernant l'extradition pour des offenses contre les lois supprimant le commerce des narcotiques; signée à Washington, le 8 janvier 1925.*)

Treaty Series (Washington), No. 719.

The President of the United States of America and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of the Dominion of Canada, being desirous of enlarging the list of crimes on account of which extradition may be granted with regard to certain offences committed in the United States or in the Dominion of Canada under the Conventions concluded between the United States and Great Britain on the 12th July, 1889,**) and the 13th December, 1900,***) and the 12th April, 1905,†) and the 15th May, 1922,††) with a view to the better administration of justice and the prevention of crime, have resolved to conclude a Supplementary Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries, to wit:

The President of the United States of America:

Charles Evans Hughes, Secretary of State of the United States of America, and

His Britannic Majesty:

The Honorable Ernest Lapointe, Minister of Justice to the Dominion of Canada;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following Articles:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 17 juillet 1925.

) V. N. R. G. 2. s. XVI, p. 850. *) V. N. R. G. 2. s. XXIX, p. 570.

†) V. N. R. G. 2. s. XXXV, p. 541. ††) V. N. R. G. 3. s. XV, p. 99.

Article I.

The following crimes are, subject to the provision contained in Article II, hereof, added to the list of crimes numbered 1 to 10 in the 1st Article of the said Convention of the 12th July, 1889, and to the list of crimes numbered 11 to 13 in Article I of the Supplementary Convention concluded between the United States and Great Britain on the 13th December, 1900, and to the list of crimes numbered 14 and 15 in Article I of the Supplementary Convention concluded between the United States and Great Britain on the 12th April, 1905, and to the list of crimes numbered 16 in Article I of the Supplementary Convention concluded between the United States and Great Britain on the 15th Mai, 1922, that is to say:

17. Crimes and offences against the laws for the suppression of the traffic in narcotics.

Article II.

The operation of the present Convention is confined to cases in which the offences mentioned in the preceding Article having been committed in the United States or in the Dominion of Canada, the person charged with the offence is found in the Dominion of Canada or in the United States respectively.

Article III.

The present Convention shall be considered as an integral part of the said Extradition Conventions of the 12th July, 1889, and the 13th December, 1900, and the 12th April, 1905, and the 15th May, 1922, and the 1st Article of the said Convention of the 12th July, 1889, shall be read as if the lists of crimes therein contained had originally comprised the additional crimes specified and numbered 17 in the 1st Article of the present Convention subject to the provision contained in Article II.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged either at Washington or Ottawa as soon as possible.

It shall come into force ten days after its publication in conformity with the laws of the High Contracting Parties, and it shall continue and terminate in the same manner as the said Convention of the 12th July, 1889.

In testimony whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Supplementary Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at the City of Washington this eighth day of January, in the year one thousand nine hundred and twenty-five.

[Seal] *Charles Evans Hughes.*
[Seal] *Ernest Lapointe.*

142.

PAYS-BAS, NORVÈGE.

Traité concernant les assurances contre les accidents du travail; signé à Oslo, le 9 janvier 1925.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926, No. 142.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen, wenschende de betrekkingen tusschen Nederland en Noorwegen inzake ongevallenverzekering te regelen, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd te weten:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Jonkheer Mr. H. M. van Haersma de With, Hoogst Derzelver Kamerheer in Buitengewonen Dienst, Zaakgelastigde der Nederlanden te Oslo;

Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen:

den heer Johan Ludwig Mowinckel, Hoogst Deszelfs Staats-Minister en Minister van Buitenlandsche Zaken;

die, daartoe behoorlijk gemachtigd, zijn overeengekomen nopens de volgende bepalingen:

Artikel 1.

De bepalingen in de Noorsche ongevallenverzekeringswetten voor industriearbeiders en daarmede gelijkgestelden van 13 Augustus 1915, aangevuld bij de wet van 19 Juli 1918, voor zeelieden van 18 Augustus 1911, aangevuld bij de wetten van 30 Juli

Hennes Majestet Dronningen av Nederland og Hans Majestet Kongen av Norge, som önsker å regulere forholdet mellem Nederland og Norge på ulykkesforsikringens område, har i det öiemed besluttet å avslutte en overenskomst og har utnevnt til Sine befullmektigede:

Hennes Majestet Dronningen av Nederland;

Sin Kammerherre i Ekstraordinære tjeneste, Jonkheer H. M. van Haersma de With, Chargé d'Affaires for Nederland i Oslo;

Hans Majestet Kongen av Norge:

Sin Stats- og Utenriksminister, Herr Johan Ludwig Mowinckel;

Som, dertil på behörig måte befullmektiget, er blitt enig om fölgende bestemmelser:

Artikkel 1.

Bestemmelser i de norske ulykkesforsikringslover for industriarbeidere m.v. av 13. august 1915 med tilleggslov av 19. juli 1918, for sjömenn av 18. august 1911 med tilleggslover av 30. juli 1915, 15. juni 1917 og 19. juli 1918, for fiskere av 10. de-

*) L'échange des ratifications a été opéré à Oslo, le 4 mai 1926.

1915, 15 Juni 1917 en 19 Juli 1918, en voor visschers van 10 December 1920 en in de Nederlandsche ongevallenverzekeringswetten, te weten: de Ongevallenwet 1921, de Land-en Tuinbouwongevallenwet 1922 en de Zeeongevallenwet 1919, waarbij het recht op schadeloosstelling en de uitbetaling daarvan afhankelijk wordt gesteld van de nationaliteit van den door het ongeval getroffene of diens nagelaten betrekkingen of van het verblijf houden van den door het ongeval getroffene of diens nagelaten betrekkingen binnen het gebied van het land welks ongevallenwet van toepassing is met betrekking tot het ongeval, gelden niet ten aanzien van de onderdanen van het andere land die hun woonplaats hebben in een van de beide landen.

Artikel 2.

Het onderzoek, waarvan sprake is in de Noorsche ongevallenwet voor zeelieden van 18 Augustus 1911, kan ook in Nederland plaats vinden. De verklaring van een Nederlandsch geneeskundige vervangt in dat geval de verklaring van een Noorsch geneeskundige.

Artikel 3.

De schadeloosstellingen worden vastgesteld en toegekend volgens de regelen, welke thans gelden of later zullen gelden in het land, welks ongevallenwet met betrekking tot het ongeval van toepassing is. Evenzoo zal degene, die recht heeft op schadeloosstelling, in al hetgeen zijne met de verzekering samenhangende rechten en verplichtingen betreft, onderworpen zijn aan de ongevallenwet waaraan hij zijn recht op schadeloosstelling ontleent.

Artikel 4.

Bij de uitvoering van de ongevallenwetten van het eene land in het andere

sember 1920 og i de nederlandske ulykkesforsikringslover, ulykkesforsikringsloven av 1921, land-og havebruksforsikringsloven av 1922 og sjömannsforsikringsloven av 1919, hvorved berettigelsen til skadeserstatning og utbetaling av denne gjöres avhengig av nasjonaliteten av den av ulykken rammede eller dennes efterlatte, eller av hvorvidt den av ulykken rammede eller dennes efterlatte opholder sig innenfor området av det land hvis ulykkesforsikringslover er anvendelig på ulykken, gjöres ikke gjeldende likeoverfor de annet lands undersåtter som har sin bopel i et av de to land.

Artikkel 2.

Undersökelse som omhandlet i den norske ulykkesforsikringslov for sjömenn av 18. august 1911 kan også foretas i Nederland. En nederlandsk læges erklæring erstatter i så tilfelle en norsk læges erklæring.

Artikkel 3.

Erstatningene fastsettes og tikjennes efter de regler som til enhver tid er gjeldende i det land hvis ulykkesforsikringslov er anvendelig på ulykken, likesom den erstatningsberettigede i alle saker som angår hans forsikringsmessige rettigheter og plikter, skal være underkastet den ulykkesforsikringslovgivning hvorfra han avleder sitt krav på erstatning.

Artikkel 4.

Ved utövelsen av det ene lands ulykkesforsikringslover i det annet

land verleenen de met de uitvoering dier wetten belaste autoriteiten in beide landen elkander wederkeerig bijstand, evenals er, overeenkomstig de verdragsbepalingen welke tusschen de beide landen in burgerlijke- en handelszaken van kracht zijn, bijstand in rechtszaken wordt verleend.

Zoo noodig stellen die autoriteiten der beide landen ambtshalve het onderzoek in, dat noodig geacht zou worden, indien het de uitvoering van de wet van het eigen land gold.

Artikel 5.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk worden uitgewisseld.

Het verdrag, dat in werking treedt op den dag, volgende op dien, waarop de uitwisseling der akten van bekrachtiging plaats heeft, is van toepassing op ongevallen, die op of na den dag van inwerking treden plaats vinden.

Het verdrag kan met inachtneming van een opzeggingstermijn van tenminste een jaar door elk der beide verdragsluitende partijen worden opgezegd, te rekenen vanaf den aanvang van een kalenderjaar.

Ter bevestiging hiervan hebben de wederzijdsche gevolmachtigden dit verdrag in tweevoud geteekend in den Nederlandschen en den Noorschen tekst, welke beide authentiek zijn, en daarop hun zegel gehecht.

Gedaan te Oslo, den 9 Januari 1925.

H. M. van Haersma de With.
(L. S.)

land yder de to lands forsikringsadministrasjoner hinannen gjensidig bistand, likesom der i overensstemmelse med de mellem begge land gjeldende traktatbestemmelser for civile og merkantile anliggender ydes bistand i rettssaker.

I påkrevede tilfelle anstiller de to lands forsikringsadministrasjoner ex officio den undersökelse som vilde ansees nödvendig hvis det gjaldt utövelsen av deres eget lands lover.

Artikkel 5.

Overenskomsten skal ratifiseres og ratifikasjonene utveksles så snart skje kan.

Overenskomsten, som trer i kraft dagen efterat ratifikasjonene er utvekslet, finner avendelse på ulykker inntruffet fra og med samme dag.

Overenskomsten kan ved opsigelse fra hver av partene med en frist av minst ett år bringes til ophör ved utgangen av et kalenderår.

Til bekreftelse herav har de respektive befullmektigede undertegnet denne overenskomst i 2 eksemplarer i det nederlandske og det norske sprog, hvilke begge er autentiske, og påfört samme sine segl.

Utferdiget i Oslo, den 9. januar 1925.

Joh. Ludw. Mowinckel.
(L. S.)

143.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, POLOGNE, DANTZIG.

Arrangement commercial réalisé par un Echange de Notes, signées à Washington, le 10 février 1925.*)

Treaty Series, No. 727.

[The Secretary of State to the Minister of Poland.]

Department of State,
Washington, February 10, 1925.

Sir:

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached through recent conversations held at Washington on behalf of the Government of the United States and the Government of the Republic of Poland with reference to the treatment which the United States shall accord to the commerce of Poland and which Poland shall accord to the commerce of the United States pending the negotiation of a comprehensive treaty of friendship, commerce and consular rights to which the Governments of both countries have given careful attention and in favor of which both Governments have informally expressed themselves.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments which is that, in respect to import, export and other duties and charges affecting commerce, as well as in respect to transit, warehousing and other facilities and the treatment of commercial travelers' samples, the United States will accord to Poland and Poland will accord to the United States, its territories and possessions, unconditional most-favored-nation treatment; and that in the matter of licensing or prohibitions of imports or exports, the United States and Poland, respectively, so far as they at any time maintain such a system, will accord to the commerce of the other treatment as favorable, with respect to commodities, valuations and quantities, as may be accorded to the commerce of any other country.

It is understood that

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in the United States, its territories or possessions, of any articles the produce or manufacture of Poland than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in Poland of any articles the produce or manufacture of the United States, its territories or possessions, than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in the United States, its territories or possessions, or in Poland on the exportation of

*) Ratifié par la Pologne le 14 septembre 1925.

any articles to the other or to any territory or possession of the other, than are payable on the exportation of like articles to any foreign country;

Every concession with respect to any duty, charge or regulation affecting commerce now accorded or that may hereafter be accorded by the United States or by Poland, by law, proclamation, decree or commercial treaty or agreement, to any foreign country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce of Poland and of the United States and its territories and possessions, respectively:

Provided that this understanding does not relate to

1. The treatment which the United States accords or may hereafter accord to the commerce of Cuba or any of the territories or possessions of the United States or the Panama Canal Zone, or to the treatment which is or may hereafter be accorded to the commerce of the United States with any of its territories or possessions or to the commerce of its territories or possessions with one another.

2. The treatment which Poland may accord, in order to facilitate strictly border traffic, to the products of a zone not exceeding fifteen kilometers in width beyond its frontiers or to the products of the German portions of Upper Silesia under the régime at present existing.

3. Prohibitions or restrictions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

The Polish Government, which is entrusted with the conduct of the foreign affairs of the Free City of Danzig under Article 104 of the Treaty of Versailles*) and Articles 2 and 6 of the Treaty signed in Paris on November 9, 1920, between Poland and the Free City,**) declares that the Free City becomes a contracting party to this agreement and assumes the obligations and acquires the rights laid down therein. The above declaration does not relate to those stipulations of this agreement which are accepted by the Republic of Poland with regard to the Free City of Danzig on the basis of rights acquired by treaties.

The present Arrangement shall become operative on the day of signature and, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force until thirty days after notice of its termination shall have been given by either party; but should either party be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of this Arrangement, the obligations thereof shall thereupon lapse.

It is understood that this agreement is subject to ratification by the Polish Diet.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

Charles E. Hughes.

Dr. Ladislas **Wróblewski**, Minister of Poland.

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 420. **) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 46, 47.

[The Minister of Poland to the Secretary of State.]

Legation of Poland,
Washington, February 10, 1925.

Sir:

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached through recent conversations held at Washington on behalf of the Government of the Republic of Poland and the Government of the United States with reference to the treatment which Poland shall accord to the commerce of the United States and which the United States shall accord to the commerce of Poland pending the negotiation of a comprehensive treaty of friendship, commerce and consular rights to which the Governments of both countries have given careful attention and in favor of which both Governments have informally expressed themselves.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments which is that, in respect to import, export and other duties and charges affecting commerce, as well as in respect to transit, warehousing and other facilities and the treatment of commercial travelers' samples, Poland will accord to the United States, its territories and possessions, and the United States will accord to Poland, unconditional most-favored-nation treatment; and that in the matter of licensing or prohibitions of imports or exports, Poland and the United States respectively, so far as they at any time maintain such a system, will accord to the commerce of the other treatment as favorable, with respect to commodities, valuations and quantities, as may be accorded to the commerce of any other country.

It is understood that

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in the United States, its territories or possessions, of any articles the produce or manufacture of Poland than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in Poland of any articles the produce or manufacture of the United States, its territories or possessions, than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any foreign country;

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in the United States, its territories or possessions, or in Poland on the exportation of any articles to the other or to any territory or possession of the other, than are payable on the exportation of like articles to any foreign country;

Every concession with respect to any duty, charge or regulation affecting commerce now accorded or that may hereafter be accorded by the United States or by Poland, by law, proclamation, decree or commercial treaty or agreement, to any foreign country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce of Poland and of the United States and its territories and possessions, respectively:

Provided that this understanding does not relate to

1. The treatment which the United States accords or may hereafter accord to the commerce of Cuba or any of the territories or possessions of the United States or the Panama Canal Zone, or to the treatment which is or may hereafter be accorded to the commerce of the United States with any of its territories or possessions or to the commerce of its territories or possessions with one another.

2. The treatment which Poland may accord, in order to facilitate strictly border traffic, to the products of a zone not exceeding fifteen kilometers in width beyond its frontiers or to the products of the German portions of Upper Silesia under the régime at present existing.

3. Prohibitions or restrictions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

The Polish Government, which is entrusted with the conduct of the foreign affairs of the Free City of Danzig under Article 104 of the Treaty of Versailles and Articles 2 and 6 of the Treaty signed in Paris on November 9, 1920, between Poland and the Free City, declares that the Free City becomes a contracting party to this agreement and assumes the obligations and acquires the rights laid down therein. The above declaration does not relate to those stipulations of this agreement which are accepted by the Republic of Poland with regard to the Free City of Danzig on the basis of rights acquired by treaties.

The present Arrangement shall become operative on the day of signature and, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force until thirty days after notice of its termination shall have been given by either party; but should either party be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of this Arrangement, the obligations thereof shall thereupon lapse.

It is understood that this agreement is subject to ratification by the Polish Diet.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

Wl. Wróblewski.

The Honorable Charles E. Hughes,
Secretary of State.

144.

GRANDE-BRETAGNE, AUTRICHE.

Echange de Notes diplomatiques portant accession de certaines Colonies britanniques à l'Arrangement du 28 mars 1923*) concernant les échantillons importés par les voyageurs de commerce; signées le 11 février et le 23 avril 1925.

Treaty Series 1925, No. 27.

The Secretary of State for Foreign Affairs to the Austrian Minister.

Sir, Foreign Office, February 11, 1925.

I have the honour to refer to your note No. Z 1, 782, of the 12th May last, in which you informed my predecessor that the Austrian Government were anxious that the agreement signed at Vienna on the 28th March, 1923, between His Majesty's Government and themselves, respecting the customs clearance of commercial travellers' samples, should be extended to the British Dominions, Colonies, Possessions and India.

2. Certain of the Governments of His Majesty's Dominions, Colonies and Possessions have, in reply to the invitation which has been addressed to them, expressed their willingness to accede to the above agreement, and, subject to the concurrence of the Austrian Government, it is proposed that such accession may be effected by means of a formal exchange of notes recording the accession. It would be understood that the agreement applies reciprocally to the acceding British Dominions, Colonies and Possessions in the same manner and on the same conditions as it applies to Great Britain.

3. I have the honour therefore to notify that the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, Newfoundland, Southern Rhodesia and Malta, and also India, accede to the above-mentioned agreement. In the case of the Union of South Africa, it is nevertheless understood that the amount of duty payable on the samples must be deposited in cash with the customs authorities, and cannot be refunded until these samples have actually been exported, which must take place within one year of the date of importation, since under existing law it is not permissible to allow a refund of duty on their being placed in bond.

4. In the event of any other of His Majesty's Dominions, Colonies and Possessions desiring to accede to the agreement in future, His Majesty's Government hereby agree that a similar formal notification of their accession to the Austrian Government and the acceptance of such accession by the latter will suffice for the purpose.

---

*) V. ci-dessus No. 41, p. 215.

5. If the above course meets with the approval of the Austrian Government, I would suggest that the present note and your reply thereto should be regarded as placing on record the understanding arrived at in the matter.

I have, &c.

Austen Chamberlain.

The Austrian Minister to the Secretary of State for Foreign Affairs.

Sir, Austrian Legation, London, April 23, 1925.

I have the honour to acknowledge receipt of your note of the 11th February, 1925, No. C. 1848/852/3, and, in conformity with instructions received from the Austrian Federal Government, to take note that the Dominions of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, Newfoundland, Southern Rhodesia and Malta, and also India, accede to the agreement signed at Vienna on the 28th March, 1923, between His Majesty's Government and the Austrian Government respecting the customs clearance of commercial travellers' samples.

In the case of the Union of South Africa, it is understood that the amount of duty payable on the samples must be deposited in cash with the customs authorities, and cannot be refunded until these samples have actually been exported, which must take place within one year of the date of importation. It is further understood that the agreement applies reciprocally to the acceding British Dominions, Colonies and Possessions in the same manner and on the same conditions as it applies to Great Britain

In the event of any other of His Majesty's Dominions, Colonies and Possessions desiring to accede to the agreement in future, the Austrian Federal Government hereby agree that a similar formal notification of their accession to the Austrian Government and the acceptance of such accession by the latter will suffice for the purpose.

I have, &c.

G. Franckenstein.

145.

AUTRICHE, ITALIE.

Accord concernant la procédure arbitrale visée au paragraphe 4 de l'Annexe à la Partie X, Section IV du Traité de paix de Saint-Germain-en-Laye; signé à Rome, le 14 février 1925.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1925, Stück 46.

Übereinkommen über die Ausführung des in § 4 der Anlage zu Teil X, Abschnitt IV, des Staatsvertrages von Saint-Germain vorgesehenen Schiedsverfahrens.

Die Österreichische Bundesregierung und die Italienische Regierung, angesichts der Notwendigkeit eines Übereinkommens über die Ausführung des in § 4 der Anlage zu Teil X, Abschnitt IV, des Staatsvertrages von Saint-Germain †) vorgesehenen Schiedsverfahrens, angesichts der vorgenannten Bestimmung und der Mitteilung des Herrn Gustav Ador über die Ernennung des in ihr vorgesehenen Schiedsrichters in Person des Herrn Dr. Agostino Soldati, Richters am Schweizerischen Bundesgericht in Lausanne und Präsidenten des Österreichisch - Italienischen Gemischten Schiedsgerichtshofes, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

die Österreichische Bundesregierung:
Herrn Ministerialrat Dr. Karl Schönberger,

Accordo per l'attuazione dell'arbitrato di cui al paragrafo 4 dell'allegato alla Sezione IV della Parte X del Trattato di San Germano.

Il Governo Italiano ed il Governo Federale d'Austria, riconosciuta la necessità di un accordo per l'attuazione dell'arbitrato di cui al paragrafo 4 dell'allegato alla Sezione IV della Parte X del Trattato di San Germano, tenute presenti la disposizione ricordata e la comunicazione fatta dal Sig. Gustavo Ador della nomina dell'arbitro ivi previsto in persona del Dott. Agostino Soldati, giudice del Tribunale Federale Svizzero di Losanna e Presidente del Tribunale Arbitrale Misto Italo-Austriaco, hanno nominato come loro plenipotenziari:

il Governo Italiano:
l'On. le Guido Jung, Deputato al Parlamento, Commissario del Governo per la liquidazione dei beni ex-nemici,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 16 juin 1925.

†) V. N. R. G. 3. s. XI., p. 794.

die Königlich Italienische Regierung:
Herrn Guido Jung, Abgeordneten, Regierungskommissar für die Liquidation der ehemals feindlichen Güter,

die nach Austausch ihrer für gut und richtig befundenen Vollmachten vereinbart haben, wie folgt:

Artikel 1.

Der Schiedsrichter erkennt über die Ansprüche, für die er nach § 4 der Anlage zu Teil X, Abschnitt IV, des Staatsvertrages von Saint-Germain zuständig ist, und entscheidet hinsichtlich dieser Ansprüche über alle tatsächlichen und Rechtsfragen.

Artikel 2.

Hinsichtlich der für Verhandlung und Entscheidung der Fälle anzuwendenden Sprache finden die Vorschriften der Prozessordnung des Österreichisch-Italienischen Gemischten Schiedsgerichtshofes Anwendung.

Artikel 3.

Auch für den Ort der Sitzungen finden die Vorschriften der genannten Prozessordnung Anwendung.

Artikel 4.

Der Schiedsrichter hat seine Diensträume in Rom in den Räumen der Gemischten Schiedsgerichtshöfe und bedient sich des Sekretariatspersonals dieser Schiedsgerichtshöfe, unbeschadet etwaiger vom Schiedsrichter zu bestimmender Ergänzungen.

Artikel 5.

Die Entscheidungen des Schiedsrichters bedürfen keiner Formalität zu ihrer Vollstreckbarkeit ausser jener der Zustellung nach den vom Schiedsrichter zu erlassenden Vorschriften,

il Governo Federale d'Austria:
il Sig. Dott. Carlo Schoenberger, consigliere ministeriale,

i quali dopo avere comunicato i loro pieni poteri e trovati in buona e debita forma hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1.

L'arbitro si pronunzierà sui reclami che, secondo il § 4 dell'allegato alla Sezione IV della Parte X del Trattato di San Germano, sono di sua competenza e deciderà in ordine di tali reclami tutte le questioni di fatto e di diritto.

Articolo 2.

Circa la lingua da usarsi per la trattazione e la decisione delle cause si applicheranno le norme del Regolamento di Procedura del Tribunale Arbitrale Misto Italo-Austriaco.

Articolo 3.

Anche rispetto al luogo delle udienze troveranno applicazione le disposizioni del detto Regolamento.

Articolo 4.

L'arbitro terrà il suo ufficio in Roma nel locale dei Tribunali Arbitrali Misti e si varrà del personale di Segreteria addetto a questi, salvo eventuali integrazioni da determinarsi dallo stesso arbitro.

Articolo 5.

Le decisioni dell'arbitro saranno esecutive senz'uopo dell'adempimento di alcuna formalità, salvo quella della notifica secondo le norme da stabilirsi dall'arbitro stesso, e contro di esse

und gegen sie ist vor keiner Instanz und aus keinerlei Grund Beschwerde zulässig.

Artikel 6.

Die Vollstreckung der Entscheidungen vollzieht sich, wie folgt:

Die Österreichische Bundesregierung schreibt sowohl den dem Kläger zuerkannten Betrag wie die Nebengebühren auf dem einheitlichen Konto gut, das zwischen den beiden Prüfungs- und Ausgleichsämtern gemäss dem am 13. Dezember 1924 zwischen der Österreichischen und Italienischen Regierung abgeschlossenen Übereinkommen*) errichtet wurde.

Die Zahlung der Summen selbst erfolgt aus dem Erlös der Liquidation der ehemals feindlichen Güter nach den von der Italienischen Regierung zu erlassenden Vorschriften.

Artikel 7.

Das Verfahren vor dem Schiedsrichter wird vom Schiedsrichter selbst durch eine eigene Verfahrensordnung geregelt.

Artikel 8.

Das Honorar des Schiedsrichters und die allgemeinen Kosten fallen den beteiligten Staaten zur Last und verteilen sich unter ihnen nach dem für das Honorar des Präsidenten des Schiedsgerichtshofes vereinbarten Verhältnis.

Artikel 9.

Die Ansprüche der Beteiligten werden dem Schiedsrichter durch die Italienische Regierung innerhalb der Frist von einem Jahr nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Übereinkommens eingereicht werden.

non sarà ammesso reclamo in alcuna sede nè per alcun motivo.

Articolo 6.

All'esecuzione delle decisioni si procederà nel seguente modo:

Il Governo Austriaco accrediterà così l'importo che sarà assegnato all'attore come gli accessori sul conto unico istituito fra i due Uffici di Verifica e Compensazione in conformità all'accordo 13 Dicembre 1924 intervenuto fra il Governo Italiano e il Governo Austriaco;*)

al pagamento delle somme stesse si provvederà con prelievo dal ricavo della liquidazione dei beni ex-nemici secondo le norme che saranno emanate dal Governo Italiano.

Articolo 7.

La procedura del giudizio avanti l'arbitro sarà determinata dall'arbitro stesso a mezzo di apposito regolamento.

Articolo 8.

L'onorario dell'arbitro e le spese generali saranno a carico degli Stati interessati, e si ripartiranno fra essi nella proporzione concordata rispetto all'onorario del Presidente del Tribunale Arbitrale Misto.

Articolo 9.

I reclami degli interessati saranno presentati all'arbitro per il tramite del Governo Italiano entro il termine di un anno dall'entrata in vigore del presente accordo.

*) V. ci-dessus, No. 134. p 877.

Artikel 10.

Das gegenwärtige Abkommen wird an dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

Zu Urkund dessen haben die beiden Bevollmächtigten das vorstehende Übereinkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter deutscher und doppelter italienischer Urschrift.

Rom, am 14. Februar 1925.

Schönberger.
Guido Jung.

Articolo 10.

Il presente accordo entrerà in vigore nel giorno dello scambio delle ratifiche.

In fede di che i due plenipotenziari hanno firmato il presente accordo e l'hanno munito dei loro sigilli.

Fatto in doppio originale italiano e in doppio originale tedesco.

Roma, addi 14 Febbraio 1925.

Guido Jung.
Schönberger.

146.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GRANDE-BRETAGNE (CANADA).

Traité de délimitation; signé à Washington, le 24 février 1925.*)

Treaty Series (Washington), No. 720.

The United States of America and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of the Dominion of Canada, desiring to define more accurately at certain points and to complete the international boundary between the United States and Canada and to maintain the demarcation of that boundary, have resolved to conclude a treaty for these purposes, and to that end have appointed as their respective Plenipotentiaries:

The President of the United States of America:

Charles Evans Hughes, Secretary of States of the United States; and

His Britannic Majesty, in respect of the Dominion of Canada:

The Honorable Ernest Lapointe, K. C., a member of His Majesty's Privy Council for Canada and Minister of Justice in the Government of that Dominion;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following Articles:

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 17 juillet 1925.

Article I.

Whereas Article V of the Treaty concerning the boundary between the United States and the Dominion of Canada concluded on April 11, 1908, between the United States and Great Britain,*) provided for the survey and demarcation of the international boundary line between the United States and the Dominion of Canada from the mouth of Pigeon River, at the western shore of Lake Superior, to the northwesternmost point of Lake of the Woods, as defined by the treaties concluded between the United States and Great Britain on September 3, 1783,**) and August 9, 1842;***)

And whereas Article VI of the said Treaty concluded on April 11, 1908, provided for the relocation and repair of lost or damaged monuments and for the establishment of additional monuments and boundary marks along the course of the international boundary between the United States and the Dominion of Canada from the northwesternmost point of Lake of the Woods to the summit of the Rocky Mountains, as established under existing treaties and surveyed, charted, and monumented by the Joint Commission appointed for that purpose by joint action of the Contracting Parties in 1872;

And whereas it has been found by surveys executed under the direction of the Commissioners appointed pursuant to the said Treaty of April 11, 1908, that the boundary line between the United States and the Dominion of Canada from the mouth of Pigeon River, at the western shore of Lake Superior, to the northwesternmost point of Lake of the Woods as defined by the treaties concluded on September 3, 1783, and August 9, 1842, is intersected by the boundary from the northwesternmost point of the Lake of the Woods to the summit of the Rocky Mountains as established under existing treaties and surveyed, charted, and monumented by the Joint Commission appointed for that purpose in 1872, at five points in Lake of the Woods adjacent to and directly south of the said northwesternmost point, and that there are two small areas of United States waters in Lake of the Woods, comprising a total area of two and one-half acres, entirely surrounded by Canadian waters;

And whereas no permanent monuments were ever erected on these boundary lines north of the most southerly of these points of intersection;

The Contracting Parties, in order to provide for a more practical definition of the boundary between the United States and the Dominion of Canada in Lake of the Woods, hereby agree that this most southerly point of intersection, being in latitude 49° 23′ 04″.49 north, and longitude 95° 09′ 11″.61 west, shall be the terminus of the boundary line heretofore referred to as the international boundary line between the United States and the Dominion of Canada from the mouth of Pigeon River, at the western shore of Lake Superior, to the northwesternmost point of Lake of the Woods and the initial point of the boundary line heretofore referred to as the international boundary between the United States and the Dominion

*) V. N. R. G. 3. s. IV, p. 191. **) V. R. II, p 497; R. 2. III, p. 553.
***) V. N. R. G. III, p. 456.

of Canada from the northwesternmost point of Lake of the Woods to the summit of the Rocky Mountains, in lieu of the said northwesternmost point.

The aforesaid most southerly point shall be located and monumented by the Commissioners appointed under the said Treaty of April 11, 1908, and shall be marked by them on the chart or charts prepared in accordance with the provisions of Articles V and VI of the said Treaty, and a detailed account of the work done by the Commissioners in locating said point, together with a description of the character and location of the several monuments erected, shall be included in the report or reports prepared pursuant to the said Articles.

The point so defined and monumented shall be taken and deemed to be the terminus of the boundary line heretofore referred to as the international boundary line between the United States and the Dominion of Canada, from the mouth of Pigeon River, at the western shore of Lake Superior, to the northwesternmost point of Lake of the Woods and the initial point of the boundary line heretofore referred to as the international boundary between the United States and the Dominion of Canada from the northwesternmost point of Lake of the Woods to the summit of the Rocky Mountains.

Article II.

Whereas Article VI of the Treaty concerning the boundary between the United States and the Dominion of Canada concluded on April 11, 1908, between the United States and Great Britain, provided for the relocation and repair of lost or damaged monuments and for the establishment of additional monuments and boundary marks along the courses of the international boundary between the United States and the Dominion of Canada from the northwesternmost point of Lake of the Woods south to the 49th parallel of north latitude and thence westward along said parallel of latitude to the summit of the Rocky Mountains, as established under existing treaties and surveyed, charted, and monumented by the Joint Commission appointed for that purpose by joint action of the Contracting Parties in 1872;

And whereas Article VI of the said Treaty concluded on April 11, 1908, further provides that in carrying out the provisions of that Article the agreement stated in the protocol of the final meeting of the said Joint Commission, dated May 29, 1876, should be observed, by which protocol it was agreed that in the intervals between the monuments along the 49th parallel of north latitude the boundary line has the curvature of a parallel of 49^0 north latitude;

And whereas the Commissioners appointed and acting under the provisions of Article VI of the said Treaty of 1908 have marked the boundary line wherever necessary in the intervals between the original monuments established by the said Joint Commission, appointed in 1872, in accordance with the agreement stated in the Protocol of the final meeting, dated May 29, 1876, of the Joint Commission aforesaid, and as set forth in Article VI of the Treaty of 1908, by placing intermediate monuments on

lines joining the original monuments, which have in each case the curvature of a parallel of 49° north latitude;

And whereas the average distance between adjacent monuments as thus established or reestablished along the 49th parallel of north latitude from Lake of the Woods to the summit of the Rocky Mountains by the Commissioners acting under Article VI of the Treaty of 1908 is one and one-third miles and therefore the deviation of the curve of the 49th parallel from a straight or right line joining adjacent monuments is, for this average distance between monuments, only one-third of a foot, and in no case does the actual deviation exceed one and eight-tenths feet;

And whereas it is impracticable to determine the course of a line having the curvature of a parallel of 49° north latitude on the ground between the adjacent monuments which have been established or reestablished by the Commissioners and the demarcation of the boundary would be more thoroughly effective if the line between adjacent monuments be defined as a straight or right line;

And whereas it is desirable that the boundary at any point between adjacent monuments may be conveniently ascertainable on the ground, the Contracting Parties, in order to complete and render thoroughly effective the demarcation of the boundary between the United States and the Dominion of Canada from the northwesternmost point of Lake of the Woods to the summit of the Rocky Mountains, hereby agree that the line heretofore referred to as the international boundary between the United States and the Dominion of Canada from the northwesternmost point of Lake of the Woods to the summit of the Rocky Mountains shall be defined as consisting of a series of right or straight lines joining adjacent monuments as now established or reestablished and as now laid down on charts by the Commissioners acting under Article VI of the Treaty of 1908, in lieu of the definition set forth in the agreement of the aforesaid Joint Commissioners, dated May 29, 1876, and quoted in Article VI of the said Treaty of 1908, that in the intervals between the monuments the line has the curvature of the parallel of 49° north latitude.

Article III.

Whereas the Treaty concluded on May 21, 1910, between the United States and Great Britain.*) defined the international boundary line between the United States and the Dominion of Canada from a point in Passamaquoddy Bay lying between Treat Island and Friar Head to the middle of Grand Manan Channel and provided that the location of the line so defined should be laid down and marked by the Commissioners appointed under the Treaty of April 11, 1908;

And whereas it has been found by the surveys executed pursuant to the said Treaty of May 21, 1910, that the terminus of the boundary line

*) V. N. R. G. 3. s. IV, p. 205.

defined by said Treaty at the middle of Grand Manan Channel is less than three nautical miles distant both from the shore line of Grand Manan Island in the Dominion of Canada and from the shore line of the State of Maine in the United States, and that there is a small zone of waters of controvertible jurisdiction in Grand Manan Channel between said terminus and the High Seas;

The Contracting Parties, in order completely to define the boundary line between the United States and the Dominion of Canada in the Grand Manan Channel, hereby agree that an additional course shall be extended from the terminus of the boundary line defined by the said Treaty of May 21, 1910, south 34° 42′ west, for a distance of two thousand three hundred eighty-three (2,383) meters, through the middle of Grand Manan Channel, to the High Seas.

The course so defined shall be located and marked by the Commissioners appointed under the Treaty of April 11, 1908, and shall be laid down by them on the chart or charts adopted in accordance with the provisions of Article I of the said Treaty, and a detailed account of the work done by the Commissioners in locating and marking said line, together with a description of the several monuments erected, shall be included in the report or reports prepared pursuant to Article I of the Treaty of April 11, 1908.

The course so defined and laid down shall be taken and deemed to be the boundary line between the United States and the Dominion of Canada in Grand Manan Channel from the terminus of the boundary line as defined by the Treaty of May 21, 1910, to the High Seas.

Article IV.

Whereas, pursuant to existing treaties between the United States and Great Britain, a survey and effective demarcation of the boundary line between the United States and the Dominion of Canada through the Great Lakes and the St. Lawrence River and through the Straits of Georgia, Haro, and Juan de Fuca from the 49th Parallel to the Pacific Ocean and between Alaska and the Dominion of Canada from the Arctic Ocean to Mount St. Elias have been made and the signed joint maps and reports in respect thereto have been filed with the two Governments;

And whereas a survey and effective demarcation of the boundary line between the United States and the Dominion of Canada from the Gulf of Georgia to Lake Superior and from the St. Lawrence River to the Atlantic Ocean and between Alaska and the Dominion of Canada from Mount St. Elias to Cape Muzon are nearing completion;

And whereas boundary monuments deteriorate and at times are destroyed or damaged; and boundary vistas become closed by the growth of timber;

And whereas changing conditions require from time to time that the boundary be marked more precisely and plainly by the establishment of additional monuments or the relocation of existing monuments;

The Contracting Parties, in order to provide for the maintenance of an effective boundary line between the United States and the Dominion of Canada and between Alaska and the Dominion of Canada, as established or to be established, and for the determination of the location of any point thereof, which may become necessary in the settlement of any question that may arise between the two Governments hereby agree that the Commissioners appointed under the provisions of the Treaty of April 11, 1908, are hereby jointly empowered and directed: to inspect the various sections of the boundary line between the United States and the Dominion of Canada and between Alaska and the Dominion of Canada at such times as they shall deem necessary; to repair all damaged monuments and buoys; to relocate and rebuild monuments which have been destroyed; to keep the boundary vistas open; to move boundary monuments to new sites and establish such additional monuments and buoys as they shall deem desirable; to maintain at all times an effective boundary line between the United States and the Dominion of Canada and between Alaska and the Dominion of Canada, as defined by the present Treaty and treaties heretofore concluded, or hereafter to be concluded; and to determine the location of any point of the boundary line which may become necessary in the settlement of any question that may arise between the two Governments.

The said Commissioners shall submit to their respective Governments from time to time, at least once in every calendar year, a joint report containing a statement of the inspections made, the monuments and buoys repaired, relocated, rebuilt, moved, and established; and the mileage and location of vistas opened, and shall submit with their reports, plats and tables certified and signed by the Commissioners, giving the locations and geodetic positions of all monuments moved and all additional monuments established within the year, and such other information as may be necessary to keep the boundary maps and records accurately revised.

After the completion of the survey and demarcation of the boundary line between the United States and the Dominion of Canada from the Gulf of Georgia to Lake Superior and from the St. Lawrence River to the Atlantic Ocean, as provided for by the Treaty of April 11, 1908, the Commissioners appointed under the provisions of that Treaty shall continue to carry out the provisions of this Article, and, upon the death, resignation, or other disability of either of them, the Party on whose side the vacancy occurs shall appoint an Expert Geographer or Surveyor as Commissioner, who shall have the same powers and duties in respect to carrying out the provisions of this Article, as are conferred by this Article upon the Commissioner appointed under the provisions of the said Treaty of 1908.

The Contracting Parties further agree that each Government shall pay the salaries and expenses of its own commissioner and his assistants, and that the expenses jointly incurred by the Commissioners in maintaining the demarcation of the boundary line in accordance with the provisions of this Article shall be borne equally by the two Governments.

Article V.

This Treaty shall be ratified by the Contracting Parties and the ratifications shall be exchanged in Washington or Ottawa as soon as practicable. The Treaty shall take effect on the date of the exchange of ratifications.

Upon the expiration of six years from the date of the exchange of ratifications of the present Treaty, or any time thereafter, Article IV may be terminated upon twelve months' written notice given by either Contracting Party to the other, and following such termination the Commissioners therein mentioned and their successors shall cease to perform the functions thereby prescribed.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty in duplicate and have hereunto affixed their seals.

Done at Washington the 24th day of February, A. D. 1925.

(seal) *Charles Evans Hughes.*
(seal) *Ernest Lapointe.*

Annexe.

Adhésions, Signatures et Ratifications ultérieures, Prorogations, Dénonciations, Addenda, Errata.*)

I.

Allemagne, Autriche, Hongrie etc. Convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie; signée à Berne, le 26 septembre 1906 (II, p. 861).

Adhésion:

La France pour le territoire du Protectorat français du Maroc. Notifiée par une Note de l'Ambassade de France à Berne du 5 juillet 1927. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1927, p. 292.

II.

Allemagne, Danemark, France etc. Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du Phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes; signée à Berne, le 26 septembre 1906 (II, p. 872).

Adhésion:

La France pour le territoire du Protectorat français du Maroc. Notifiée par une Note de l'Ambassade de France à Berne du 5 juillet 1927. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1927, p. 291.

III.

Belgique, Brésil, Espagne etc. Arrangement pour la création, à Paris, d'un Office International d'Hygiène Publique; signé à Rome, le 9 décembre 1907 (II, p. 913).

Adhésions:

La Belgique pour le Congo Belge et la Grande-Bretagne pour le Soudan. Notifiées par une Note de la Légation d'Italie à Oslo du 25 mai 1927. V. Overenskomster med fremmede stater 1927, p. 135.

IV.

Allemagne, Autriche, Hongrie etc. Convention internationale relative à la circulation des automobiles; signée à Paris, le 11 octobre 1909 (III, p. 834).

Adhésions:

a) L'Argentine, le 27 avril 1927.
b) L'Egypte, le 18 juin 1927.
V. Moniteur Belge 1927, p. 3700.

*) Les indications ne se rapportent qu'aux documents contenus dans les volumes de la troisième série.

V.

Allemagne, Belgique, Danemark etc. Convention de Berne revisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques; signée à Berlin, le 13 novembre 1908 (IV, p. 590).

Adhésion:

L'Esthonie. Notifiée par une Note de la Légation d'Esthonie à Berlin du 9 juin 1927. La demande d'adhésion a produit ses effets le 9 juin 1927. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1927, p. 343.

VI.

Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Convention internationale relative à la répression de la Traite des Blanches; signée à Paris, le 4 mai 1910 (VII, p. 252).

1) Ratification ultérieure:

La Suède, le 30 juin 1925.

2) Adhésions:

a) La Grande-Bretagne pour l'Irak, le 24 avril 1925 (en formulant certaines réserves).
b) La Bulgarie, le 27 avril 1925.
V. Treaty Series 1925, No. 56.

VII.

Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes; signé à Paris, le 4 mai 1910 (VII, p. 266).

Ratification ultérieure:

La Roumanie, le 7 juin 1926. V. Treaty Series 1926, No. 32.

VIII.

Allemagne, Belgique, Danemark etc. Protocole additionnel à la Convention de Berne revisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 13 novembre 1908; signé à Berne, le 20 mars 1914 (X, p. 114).

Adhésion:

L'Esthonie. Notifiée par une Note de la Légation d'Esthonie à Berlin du 9 juin 1927. La demande d'adhésion a produit ses effets le 9 juin 1927. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1927, p. 343.

IX

Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Argentine etc. Convention internationale de l'Opium; signée à La Haye, le 23 janvier 1912, suivie des Protocoles de clôture de la deuxième et la troisième Conférence internationale de l'Opium, signée à La Haye, le 9 juillet 1913 et le 25 juin 1914 (XI, p. 247).

1) Ratifications ultérieures:

Ont déposé, à La Haye, leurs instruments de ratification:
a) L'Albanie, le 3 février 1925.
b) Le Monaco, le 20 février 1925.
c) Le Mexique, le 2 avril 1925.

2) Signature:

L'Albanie, le 3 février 1925.
V. Treaty Series 1925, No. 56.

X.

Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Argentine etc. Convention radiotélégraphique internationale; signée à Londres, le 5 juillet 1912 (XI, p. 270, 303).

Adhésion:

Le Japon pour les Iles du Pacifique (territoire sous mandat), le 5 août 1927. Note de la Légation de Grande-Bretagne à Berne du 12 octobre 1927. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1927, p. 489.

XI.

Société des Nations. Protocole concernant l'établissement d'une Cour permanente de justice internationale; signé à Genève, le 16 décembre 1920 (XII, p. 854).

Ratifications ultérieures:

a) La Hongrie, le 20 novembre 1925.
b) L'Ethiopie, le 16 juillet 1926.
V. Treaty Series 1925, No. 56, et 1926, No. 32, respectivement.

XII.

Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Bolivie etc. Convention portant réglementation de la navigation aérienne; signé à Paris, le 13 octobre 1919, suivie d'un Protocole additionnel, signé à Paris, le 1er mai 1920 et de quelques Amendements adoptés par la Commission internationale de navigation aérienne le 28 juillet et le 27 octobre 1922 (XIII, p. 61).

Adhésion:

Le Chili, le 1er janvier 1926. V. Treaty Series 1926, No. 32.

XIII.

France, Grande-Bretagne, Espagne. Convention relative à l'organisation du Statut de la zône de Tanger; signée à Paris le 18 décembre 1923 (XIII, p. 246).

Adhésion:

Le Portugal, le 23 février 1926. V. Treaty Series 1926, No. 32.

XIV.

Allemagne, Argentine, Autriche etc. Convention internationale portant modification de la Convention signée à Paris, le 20 mai 1875, pour assurer l'unification internationale et le perfectionnement du système métrique et du Règlement annexé à cette Convention; signée à Sèvres, le 6 octobre 1921 (XIII, p. 286).

1) Ratification ultérieure:

Le Mexique. Le dépôt à Paris de l'Instrument de ratification a eu lieu le 15 avril 1927. Communication officielle. V. Overenskomster med fremmede stater 1927, p. 133.

2) Adhésion:

La Grande-Bretagne pour l'Irlande, le 29 octobre 1925. V. Treaty Series 1926, No. 32.

XV.

Empire Britannique, France, Italie etc. Convention commerciale; signée à Lausanne, le 24 juillet 1923 (XIII, p. 412).

Adhésion:

La Grande-Bretagne pour l'Inde, le 25 février 1925. V. Treaty Series 1925, No. 56.

XVI.

Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne, Danemark etc. Traité concernant l'archipel du Spitsberg; signé à Paris, le 9 février 1920 (XIII, p. 473).

1) **Ratifications ultérieures:**

Ont déposé leurs instruments de ratification:
a) La France, le 6 septembre 1924.
b) Le Japon, le 2 avril 1925. Notification en fut faite au Gouvernement Français le 20 décembre 1924.
V. Treaty Series 1924, No. 38, et 1925, No. 56, respectivement.

2) **Adhésions:**

a) La Bulgarie, le 20 octobre 1925.
b) La Grèce, le 21 octobre 1925.
c) L'Espagne, le 12 novembre 1925.
V. Treaty Series 1925, No. 56.
d) La République Dominicaine et l'Argentine.
V. Overenskomster med fremmede stater 1927, p. 113 et 138, respectivement.

XVII.

Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Bolivie etc. Convention relative au contrôle des armes et des munitions; signée à Paris, le 10 septembre 1919, suivie d'un Protocole, signé à Saint-Germain-en-Laye à la date du même jour (XIV, p. 25).

Adhésion:

L'Uruguay, le 5 février 1925. V. Treaty Series No. 56.

XVIII.

Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Empire Britannique etc. Traité concernant la révision du tarif de douanes chinoises et autres matières connexes; signé à Washington, le 6 février 1922 (XIV, p. 331).

Adhésions:

a) La Suède, le 11 septembre 1925.
b) L'Espagne, le 21 septembre 1925.
V. Treaty Series 1926, No. 32, et 1925, No. 56, respectivement.

XIX.

Grande-Bretagne, Pologne. Traité de commerce et de navigation, signé à Varsovie, le 26 novembre 1923 (XVII, p. 349).

Adhésions:

a) La Ville Libre de Dantzig. La demande d'adhésion a produit ses effets le 1 juillet 1924.

b) La Grande-Bretagne pour les colonies, protectorats et territoires sous mandat suivants:

Nyassaland, Somali Anglaise, Ouganda, Territoire de Tanganyika (territoire sous mandat), Côte de l'Or, Togo (territoire sous mandat), Nigéria, Sierra Léone, Chypre, Ceylan, Séchelles, Barbade, Guyane, Honduras britannique, Trinité, Tobago, Iles du Vent (Grenade, Sainte-Lucie et St. Vincent), Jamaïque, Iles Turk, Caïques, Caïmanes, Iles sous le Vent, Maurice, Gambie, Malte, Iles Falkland, Caméroun et Paléstine (territoires sous mandat) et Hongkong.

V. Gesetzblatt für die Freie Stadt Danzig 1926, p. 1.

c) La Grande-Bretagne pour la Rhodésie du Nord et les Straits-Settlements. V. Gesetzblatt für die Freie Stadt Danzig 1926, p. 30 et 286, respectivement.

XX.

Grande-Bretagne, Autriche. Traité de commerce et de navigation; signé à Londres, le 22 mai 1924 (XVII, p. 498).

Adhésion:

La Grande-Bretagne pour le Tanganyika (territoire sous mandat). Notifiée par une Note de la Légation de Grande-Bretagne à Vienne du 27 juillet 1926.

V. Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1926, p. 1129.

Table chronologique.

1924.

1927.

Table alphabétique.

Afrique du Sud.

Albanie.

Allemagne.

Autriche.

Belgique.

Dantzig.

République Dominicaine.

Empire Britannique

V. Grande-Bretagne.

Espagne.

Esthonie.

Etats-Unis d'Amérique.

Finlande.

France.

Grande-Bretagne.

Grande-Bretagne (Afrique du Sud).

Grande-Bretagne (Canada).

Grèce.

Guatémala.

Hongrie.

Islande.

Italie.

Japon.

Lettonie.

Norvège.

Panama.

Pays-Bas.

Pérou.

Pologne.

Portugal.

Roumanie.

Etat Serbe-Croate-Slovène.

Siam.

Suède.

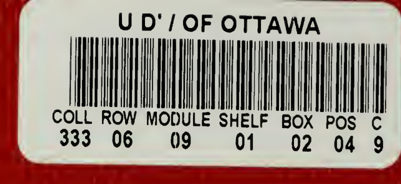
Suisse.

Tchécoslovaquie.

Transvaal.

Table analytique.




U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 06 09 01 02 04 9